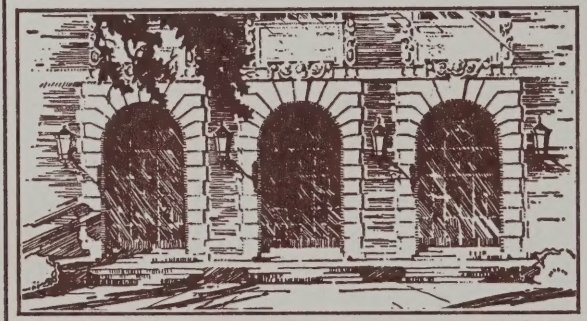


LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF ILLINOIS
AT URBANA-CHAMPAIGN

341.106

LE

1921³



SOCIÉTÉ DES NATIONS

Journal Officiel

LEAGUE OF NATIONS

Official Journal

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Journal Officiel

II^e ANNÉE. N° 9.

NOVEMBRE 1921.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
I. COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE.	
I. Addendum au mémorandum du Secrétaire général du 5 septembre	928
II. Télégramme du Secrétaire général, 19 septembre	929
III. Composition de la Cour, 21 septembre	929
2. COMMISSION INTERNATIONALE DU BLOCUS.	
Réponses des gouvernements aux questionnaires envoyés à ce sujet	930
3. LIMITATION DES DÉPENSES NATIONALES POUR LES ARMEMENTS.	
I. Réponse du Gouvernement tchécoslovaque, 28 août	960
II. Réponse du Gouvernement suisse, 14 septembre	961
4. CONVENTION RELATIVE AU TRAFIC DES ARMES.	
I. Réponse du Gouvernement haïtien, 25 août	962
II. Réponse du Gouvernement espagnol, 8 septembre	963
III. Réponse du Gouvernement de l'Inde, 20 septembre	963
5. BASSIN DE LA SARRE.	
Réduction des troupes françaises ; développement de la gendarmerie locale et expulsions d'habitants. (Lettre du Président de la Commission de gouvernement, 13 août)	965
6. VILLE LIBRE DE DANTZIG.	
I. Sommaire des rapports officiels préparés pour la 14 ^e session du Conseil sur les questions relatives à la Ville libre de Dantzig (juin-septembre 1921)	967
II. Propriété et administration des chemins de fer de Dantzig :	
1. Décision du Haut-Commissaire, 15 août	971
2. Décisions du Haut-Commissaire, 5 septembre	974
3. Arrangement polono-dantzikoïse, 23 septembre	978

LEAGUE OF NATIONS

Official Journal

341.106
LE
1921³

2nd YEAR, No. 9.

NOVEMBER, 1921.

P. Ser

CONTENTS.

	PAGE
I. PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE.	
I. Addendum to the Memorandum by the Secretary-General dated September 5th	928
II. Telegram from the Secretary-General, September 19th	929
III. Composition of the Court, September 21st	929
2. INTERNATIONAL BLOCKADE COMMITTEE.	
Replies by certain Governments to the Questionnaires circulated on the subject	930
3. LIMITATION OF NATIONAL EXPENDITURE ON ARMAMENTS.	
I. Reply of the Czecho-Slovak Government, August 28th	960
II. Reply of the Swiss Government, September 14th	961
4. ARMS TRAFFIC CONVENTION.	
I. Reply of the Haitian Government, August 25th	962
II. Reply of the Spanish Government, September 8th	963
III. Reply of the Government of India, September 20th	963
5. SAAR BASIN.	
Reduction of French Troops, Development of the Local Gendarmerie and Expulsions of Inhabitants. Letter from the Chairman of the Governing Commission, August 31st	965
6. FREE CITY OF DANZIG.	
I. Summary of Official Reports on Questions concerning the Free City of Danzig, for the 14th Council Session (June-September 1921)	967
II. Ownership and Administration of the Railways in Danzig	971
1. Decision of the High Commissioner, August 15th	971
2. Decisions of the High Commissioner, September 5th	974
3. Polish-Danzig Agreement, September 23rd	978

7. PROTECTION DES MINORITÉS.

- I. Adhésion de la Roumanie à la résolution du Conseil du 27 juin. Note du Secrétaire général, 9 septembre 98
 II. Adhésion de l'Autriche à la résolution du Conseil du 27 juin, Note du Secrétaire général, 5 octobre 981

8. LA QUESTION DE LA HAUTE-SILÉSIE.

- I. Lettre adressée par le Président du Conseil suprême au Président en exercice du Conseil de la Société, 12 août 982
 II. Lettre du Président en exercice du Conseil de la Société au Président du Conseil suprême, approuvée par le Conseil, 29 août 983

9. ADMISSION DE NOUVEAUX MEMBRES DANS LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

- I. Admission de la Lettonie.
 Lettre du Ministre des Affaires étrangères de la Lettonie, 1^{er} septembre . . . 984
 II. Admission de l'Esthonie.
 1. Confirmation de la demande d'admission présentée par l'Esthonie, 7 septembre 986
 2. Mémoire sur la situation internationale et extérieure de l'Esthonie, 8 septembre 987
 III. Admission de la Hongrie.
 Lettre du Chef de la Délégation hongroise au Président de l'Assemblée de la Société, 24 septembre 989

10. DIFFÉREND ENTRE LA POLOGNE ET LA LITHUANIE.

- I. Projet d'accord pour le règlement du différend polono-lithuanien, préparé par M. Hymans, 3 septembre 990
 II. Réponse du représentant de la Lithuanie au projet d'accord, 12 septembre . . 993
 III. Lettre de M. Hymans au représentant de la Pologne, 12 septembre . . . 998
 IV. Réponse du représentant de la Pologne au projet d'accord, 13 septembre . . 999
 V. Lettre du représentant de la Lithuanie, en réponse à une lettre du Ministre des Affaires étrangères de Pologne, 20 septembre 1000

11. LA QUESTION DES RÉFUGIÉS RUSSES.

- I. Renseignements communiqués par les participants à la Conférence d'étude tenue à Genève du 22 au 24 août, et mémoires présentés à cette Conférence 1006
 II. Lettre du Dr. Nansen, par laquelle il accepte les fonctions de Haut-Commissaire, chargé des questions relatives aux réfugiés russes, 1^{er} septembre . . 1027

12. LA TRAITE DES FEMMES ET DES ENFANTS.

- I. Réponse du Gouvernement du Salvador, 8 juillet 1028
 II. Réponse du Gouvernement portugais, 10 juillet 1031

13. BUDGET POUR LE QUATRIÈME EXERCICE (1922) 1034

7. PROTECTION OF MINORITIES.

- I. Roumania's Acceptance of the Council Resolution of June 27th. Note by the Secretary-General, September 9th 981
- II. Austria's Acceptance of the Council Resolution of June 27th. Note by the Secretary-General, October 5th 981

8. THE QUESTION OF UPPER SILESIA.

- I. Letter from the President of the Supreme Council to the Acting President of the Council of the League, August 12th 982
- II. Letter from the Acting President of the Council of the League to the President of the Supreme Council, August 29th. 983

9. ADMISSION OF NEW MEMBERS INTO THE LEAGUE OF NATIONS.

- I. Admission of Latvia 984
- Letter from the Latvian Minister of Foreign Affairs, September 1st 984
- II. Admission of Esthonia 986
1. Confirmation of the request for admission into the League by the Esthonian Republic, September 7th 986
2. Memorandum on the situation of Esthonia as regards international and internal affairs, September 8th 987
- III. Admission of Hungary.
- Letter from the Head of the Hungarian Delegation to the President of the Assembly of the League, September 24th 989

10. DISPUTE BETWEEN POLAND AND LITHUANIA.

- I. Draft Agreement for the Settlement of the Polish-Lithuanian Dispute, prepared by M. Hymans 990
- II. Reply from the Lithuanian Representative to the Draft Agreement, September 12th 993
- III. Letter from M. Hymans to the Polish Representative, September 12th 998
- IV. Reply from the Polish Representative to the Draft Agreement, September 13th 999
- V. Letter from the Lithuanian Representative in reply to a letter from the Polish Minister of Foreign Affairs, September 20th 1000

11. THE QUESTION OF RUSSIAN REFUGEES.

- I. Information provided by Members of the Conference of Enquiry, held at Geneva, August 22nd-24th, and Memoranda submitted to that Conference 1005
- II. Letter from Dr. Nansen, accepting the post of High Commissioner for questions concerning the Russian Refugees, September 1st 1027

12. TRAFFIC IN WOMEN AND CHILDREN.

- I. Reply of the Government of Salvador, July 8th 1028
- II. Reply of the Portuguese Government, July 10th 1031

13. BUDGET FOR FOURTH FISCAL PERIOD 192 1034

Cour permanente de Justice internationale.

I

ADDENDUM AU MÉMORANDUM DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU 5 SEPTEMBRE ¹.

I. Nouveaux Membres ayant signé le protocole de signature, jusqu'au 10 octobre 1921

Chili
Lithuanie

II. Nouveaux Membres ayant accepté, jusqu'au 10 octobre 1921, la juridiction obligatoire.

Brésil ²
Chine
Haiti
Lithuanie
Norvège.

III. Nouveaux Membres ayant ratifié le statut et déposé leurs instruments de ratification au Secrétariat permanent de la Société, jusqu'au 10 octobre 1921.

Grèce
Portugal
Uruguay.

¹ Ce mémorandum a été publié dans le *Journal Officiel*, II^e année, N^o 8 (pages 803 à 820).

² A condition que deux au moins des Puissances représentées au Conseil l'acceptent également.

Permanent Court of International Justice.

I

ADDENDUM TO THE MEMORANDUM BY THE SECRETARY-GENERAL DATED SEPTEMBER 5th.¹

I. New Members having signed the Protocol of Signature, up to October 10th, 1921.

Chile.
Lithuania.

II. New Members having accepted, up to October 10th, 1921, the jurisdiction of the Court as compulsory.

Brazil².
China.
Haiti.
Lithuania.
Norway.

III. New Members having ratified the Statute and deposited their deeds of ratification with the Permanent Secretariat of the League, up to October 10th, 1921.

Greece.
Portugal.
Uruguay.

¹ This Memorandum was published in the *Official Journal*, 2nd Year, N° 8 (pages 803 to 820).

² Provided that two at least of the Powers represented on the Council should also accept it.

II

TÉLÉGRAMME DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.

Genève, 19 septembre 1921.

C.L. 79. 1921. Conformément à résolution unanime Assemblée Société Nations ai honneur appeler votre attention sur fait que élection des juges à la Cour permanente de Justice internationale étant terminée, cette Cour est maintenant définitivement constituée.

DRUMMOND,
Secrétaire Général.

III

COMPOSITION DE LA COUR.

Genève, le 21 septembre 1921.

Le Secrétaire général de la Société des Nations a l'honneur de porter à la connaissance de tous les Membres de la Société, ainsi que des Membres du Conseil et de l'Assemblée, que les personnes désignées d'un commun accord par l'Assemblée et le Conseil comme titulaires des postes de juges et de juges suppléants de la Cour permanente de Justice internationale ont, toutes, accepté les fonctions qui leur ont été offertes.

Par conséquent, la Cour est composée de la manière suivante :

- I. Juges titulaires : MM. Altamira, Espagne.
Anzilotti, Italie.
Barbosa, Brésil.
de Bustamante, Cuba.
le vicomte Finlay, Empire britannique.
Huber, Suisse.
Loder, Pays-Bas.
Moore, Etats-Unis.
Nyholm, Danemark.
Oda, Japon.
A. Weiss, France.

- II. Juges suppléants : MM. Beichmann, Norvège.
Negulesco, Roumanie.
Wang, Chine.
Michel Yovanovitch, Etat serbe-croate-slovène.

II.

TELEGRAM FROM THE SECRETARY-GENERAL.

September 19th, 1921.

C. L. 79. 1921. Acting under unanimous decision of Assembly League Nations I have honour bring to your attention that election of judges of Permanent Court International Justice having been completed this Court is now definitely established.

DRUMMOND.
Secretary-General.

III.

COMPOSITION OF THE COURT.

Geneva, September 21st, 1921.

The Secretary-General of the League of Nations has the honour to inform all the Members of the League and the Members of the Council and the Assembly that the persons nominated jointly by the Assembly and the Council to hold the appointments of judges and deputy-judges of the Permanent Court of International Justice have, in all cases, accepted the offices which have been offered to them.

The Court is therefore constituted as follows :—

I. Judges :

M. Altamira, Spain.
M. Anzilotti, Italy.
M. Barbosa, Brazil.
M. de Bustamente, Cuba.
Viscount Finlay, British Empire.
M. Huber, Switzerland.
M. Loder, Netherlands.
Mr. Moore, United States.
M. Nyholm, Denmark.
M. Oda, Japan.
M. A. Weiss, France.

II. Deputy Judges :

M. Beichmann, Norway.
M. Negulesco, Roumania.
M. Wang, China.
M. Michel Yovanovitch, Serb-Croat-Slovene State.

Commission internationale du Blocus.

RÉPONSES DE CERTAINS GOUVERNEMENTS AUX QUESTIONNAIRES
ENVOYÉS A CE SUJET ¹.

AUSTRALIE.

Lettre du Premier Ministre d'Australie au Secrétaire général de la Société des Nations.

[Traduction.]

COMMONWEALTH D'AUSTRALIE.
PREMIER MINISTRE.

Melbourne, 28 juin 1921.

Monsieur le Secrétaire général,

En réponse à votre lettre circulaire du 26 février et à votre seconde lettre circulaire du 21 mars 1921, relatives aux renseignements destinés à la Commission du blocus, j'ai l'honneur de vous informer que les forces militaires, navales et aériennes de l'Australie pourront, le cas échéant, être utilisées, en exécution des prévisions du paragraphe 1 de l'article 16.

Aucune déclaration publique ni aucun exposé relatifs aux articles 12-17 du Pacte de la Société des Nations n'ont été faits par le Gouvernement du Commonwealth ou en son nom ; aucun rapport officiel n'a été publié par ce gouvernement sur l'application ou l'effet du blocus dirigé contre les Puissances centrales, au cours de la récente guerre.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma haute considération.

(Signé) JOSEPH COOK,
Premier Ministre en fonctions.

Monsieur le Secrétaire général
de la Société des Nations, Genève.

¹ Voir *Journal Officiel*, II^e année, N^o 2, page 117 ; N^{os} 5 et 6, pages 433-435.

International Blockade Committee.

REPLIES BY CERTAIN GOVERNMENTS TO THE QUESTIONNAIRES CIRCULATED
ON THE SUBJECT¹

AUSTRALIA.

Letter from the Prime Minister of Australia to the Secretary-General of the League of Nations.

COMMONWEALTH OF AUSTRALIA.
PRIME MINISTER.

Melbourne, June 28th, 1921.

Sir,

With reference to your circular letter of February 26th, and your further circular letter of March 21st, 1921, concerning information for the use of the Blockade Commission, I have to inform you that the Australian Military, Naval and Air Forces would be potential instruments in connection with the requirements of paragraph 1, Article 16.

There has been no public comment or explanatory statement made by or on behalf of the League of Nations, nor have any official reports on the application or effect of the Blockade enforced against the Central Powers during the recent war been published by this Government.

Yours faithfully,

(Signed) JOSEPH COOK,
Acting Prime Minister.

The Secretary-General,
League of Nations, Geneva.

¹ See *Official Journal*, 2nd Year, N° 2, page 117, and N°s 5-6, pages 433-435.

AUTRICHE.

Lettre du représentant de l'Autriche auprès du Secrétariat de la Société des Nations
au Secrétaire général de la Société.

LE REPRÉSENTANT
DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL D'AUTRICHE
AUPRÈS DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.
N° 311.

Berne, le 24 juillet 1921.

Monsieur le Secrétaire général,

Mon gouvernement me charge de vous transmettre, Monsieur le Secrétaire général, en réponse à votre circulaire cotée 21/31/23 en date du 25 février 1921, par laquelle, pour l'usage de la Commission du blocus, vous demandiez à être renseigné sur les pouvoirs dont dispose actuellement le gouvernement pour l'exécution des obligations qui lui incombent, en vertu de l'article 16 du Pacte, par la présente, la déclaration qui suit ¹ :

« Die Frage, welche Befugnisse der oesterreichischen Bundesregierung zustehen, um die Verpflichtungen, die aus Artikel 16 des Paktes hervorgehen, zu erfüllen, lässt sich im Hinblick auf die vielen Möglichkeiten, die sich aus der etwaigen Anwendung dieses Artikels ergeben, nicht einheitlich beantworten. Es hängt vielmehr von der Natur der einzelnen, etwa in Betracht zu ziehenden Massnahmen ab, ob hiezu die Schaffung gesetzlicher Bestimmungen angebracht erscheint oder ob die Bundesregierung im Verordnungsweg oder sogar in einzelnen Fällen im Wege administrativer Verfügungen die bezüglichen Verpflichtungen erfüllen wird. »

De plus, j'ai, d'ordre de mon gouvernement, Monsieur le Secrétaire général, l'honneur de porter à votre connaissance, en réponse à votre circulaire cotée 21/31/35 en date du 21 mars 1921, qu'aucune déclaration publique ni aucun exposé, relatifs aux articles 12-17 du Pacte, n'a été ni fait ni publié, ni par le Gouvernement autrichien ni en son nom.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'expression de ma haute considération.

(Signé) E. PFLÜGL.

L'Honorable Sir Eric Drummond, K.C.M.G., C.B.,
Secrétaire général de la Société des Nations,
Genève.

¹ Conformément au désir exprimé par le Gouvernement autrichien, la déclaration a été reproduite dans le texte allemand ; la traduction suivante a été faite par les soins du Secrétariat :

« On ne peut pas répondre d'une manière précise à la question de savoir quels sont les moyens dont dispose le Gouvernement autrichien pour remplir les obligations qui lui incombent en vertu de l'article 16 du Pacte, et cela en raison de nombreuses possibilités qu'entraîne l'application éventuelle de cet article. Cela dépend plutôt de la nature des mesures particulières qu'il s'agit de prendre, soit que l'on doive procéder par voie législative, soit que le Gouvernement puisse remplir ses obligations par voie d'ordonnances et même, dans certains cas spéciaux, par voie de simples dispositions administratives. »

AUSTRIA.

[Translation.]

Letter from the Austrian Representative to the Secretariat of the League of Nations, to the Secretary-General of the League.

THE REPRESENTATIVE
OF THE AUSTRIAN FEDERAL GOVERNMENT
TO THE SECRETARIAT-GENERAL
OF THE LEAGUE OF NATIONS.
No. 311.

The Secretary-General.

Berne, July 24th, 1921.

Sir,

In reply to your Circular Note No. 21/31/23, dated February 25th, 1921, in which you asked, on behalf of the Blockade Commission, to be informed of the powers at present at the disposal of the Government for carrying out the obligations which devolve on it in virtue of Article 16 of the Covenant, I am instructed by my Government to forward to you the following statement:¹

“Die Frage, welche Befugnisse der oesterreichischen Bundesregierung zustehen, um die Verpflichtungen die aus Artikel 16 des Paktes hervorgehen, zu erfüllen, lässt sich im Hinblick auf die vielen Möglichkeiten, die sich aus der etwaigen Anwendung dieses Artikels ergeben, nicht einheitlich zu beantworten. Es hängt vielmehr von der Natur der einzelnen, etwa in Betracht zu ziehen den Massnahmen ab, ob hiezu die Schaffung gesetzlicher Bestimmungen angebracht erscheint oder ob die Bundesregierung im Verordnungsweg oder sogar in einzelnen Fällen im Wege administrativer Verfügungen die bezüglichen Verpflichtungen erfüllen wird.”

By order of my Government, I have the honour, moreover, to inform you, in reply to your Circular Note No. 21/31/35, dated March 21st, 1921, that no public declaration nor statement with regard to Articles 12-17 of the Covenant has been drawn up or published, either by the Austrian Government or on its behalf.

I am, etc.,

(Signed) E. PFLÜGL.

The Honourable Sir Eric Drummond, K.C.M.G., C.B.,
Secretary-General of the League of Nations,
Geneva.

¹ In order to comply with the request of the Austrian Government, this statement has been reproduced in the German text: the following translation has been made by the Secretariat:—

“No general answer can be given to the question as to what means are at the disposal of the Austrian Federal Government for carrying out the obligations resulting from Art. 16 of the Covenant, in view of the various contingencies which may arise from an eventual application of this Article. It depends rather on the nature of the particular measures which may have to be adopted whether the passing of legal enactments be appropriate or whether the Federal Government will fulfil the obligations referred to by means of an ordinance or even, in special cases, by means of administrative provision.”

BELGIQUE.

Lettre du Ministre des Affaires étrangères au Secrétaire général de la Société des Nations,
du 31 août 1921.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Direction P. B.

S. N., B. I. B., No. ordre II 5-3483.

Bruxelles, le 31 août 1921.

Monsieur le Secrétaire général,

Comme suite à vos communications précédentes et notamment à votre lettre circulaire du 16 juin C. L. 23, 1921 V, relatives au pouvoir dont dispose le Gouvernement belge pour l'exécution des obligations inscrites dans l'article 16 du Pacte de la Société des Nations, j'ai l'honneur de vous faire connaître que les mesures d'exécution d'une envergure aussi considérable que celles prévues à cet article, avec toutes les sanctions et coercitions qu'elles comportent, nécessiteront des lois spéciales qui devront être votées en cas de besoin par le Parlement.

Afin de parer à toute éventualité, le Gouvernement a décidé de faire préparer des projets de loi pour sanctionner pratiquement les mesures d'ordres économique et financier édictées par l'article 16 à charge de l'Etat en rupture de Pacte.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma haute considération.

Pour le Ministre :

Le Directeur général,
(Signé) P. FORTHOMME.

A l'Honorable Sir Eric Drummond,
Secrétaire général de la Société des Nations,
Genève.

BOLIVIE.

Lettre du Ministère des Affaires étrangères de la Bolivie au Secrétaire général de la Société
des Nations, du 22 juin 1921.

[Traduction.]

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DES CULTES.
Section diplomatique.

La Paz, le 22 juin 1921.

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de vos notes, en date du 28 février et du 25 avril derniers. La première nous communiquait la résolution de l'Assemblée de la Société des Nations demandant au Conseil d'instituer une Commission internationale du blocus, chargée d'étudier l'application de l'article 16 du Pacte, ainsi que la résolution du Conseil prise à cet effet.

BELGIUM.*[Translation.]*

Letter from the Minister for Foreign Affairs to the Secretary-General of the League of Nations,
dated August 31st, 1921.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
Direction P. B.

S. N., B. I. B., No. ordre II 5-3483.

Brussels, August 31st, 1921.

Sir,

In reply to your previous communications, and more particularly to your circular letter C. L. 23, 1921 V, dated June 16th, relating to the powers possessed by the Belgian Government for the fulfilment of the obligations prescribed by Article 16 of the Covenant of the League of Nations, I have the honour to inform you that executive measures of so wide a scope as those provided for in that Article, with all the coercive sanctions involved therein, will require special laws which will have to be voted by the Parliament when needed.

In order to be prepared for any emergency, the Government has decided to have laws drafted, authorising the economic and financial measures to be taken under Article 16 against the Covenant-breaking State.

I have the honour to be, etc.,

On behalf of the Minister :
(Signed) P. FORTHOMME,
Director-General.

To the Hon. Sir Eric Drummond,
Secretary-General of the League of Nations.
Geneva.

BOLIVIA.*[Translation.]*

Letter from the Bolivian Minister for Foreign Affairs to the Secretary-General of the League of Nations, dated June 22nd, 1921.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
AND WORSHIP
Diplomatic Section.

La Paz, June 22nd, 1921.

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of your letters of February 28th and April 25th, 1921. In the first of these, you are good enough to inform me of the first International Blockade Commission, to be charged with the duty of considering the application of Article 16 of the Covenant and also to forward the Council's Resolution with regard to this matter.

La seconde avait trait à la limitation des dépenses militaires, navales et aériennes, pendant les deux années fiscales qui suivront le prochain projet de budget de chaque Etat Membre de la Société des Nations.

La première de ces questions n'intéresse pas la Bolivie, qui ne possède ni marine marchande, ni marine de guerre,

Quant à la seconde, je suis heureux de faire savoir à Votre Excellence que, pour des raisons d'ordre intérieur, le Gouvernement bolivien, désireux d'appuyer les propositions du Conseil de la Société des Nations, a réduit de 30 % les dépenses militaires prévues pour son prochain exercice financier.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances renouvelées de ma haute considération.

(Signé) A. GUTIERREZ.

Son Excellence le Secrétaire général
de la Société des Nations, Genève.

CANADA.

Lettres du Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères du Canada au Secrétaire général de la Société des Nations.

I. En réponse à la lettre circulaire du 21 mars 1921.

[Traduction.]

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
CANADA.

Ottawa (Canada), 26 juillet 1921.

Monsieur le Secrétaire général,

En réponse à votre lettre du 21 mars 1921, au sujet de la Commission internationale du blocus, j'ai l'honneur de vous faire savoir qu'il n'existe aucun acte ni aucun renseignement ayant trait aux déclarations ou exposés relatifs aux articles 12-17 du Pacte de la Société des Nations. De plus, notre Gouvernement n'a publié aucun rapport officiel sur l'application ou l'effet du blocus dirigé contre les Puissances centrales, au cours de la récente guerre.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma haute considération.

(Signé) JOSEPH POPE.

Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères.

Monsieur le Secrétaire général
de la Société des Nations, Genève.

II. En réponse à la lettre circulaire du 20 février 1921.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
CANADA.

Ottawa (Canada), 26 juillet 1921.

Monsieur le Secrétaire général,

En réponse à votre lettre du 20 février 1921, au sujet des pouvoirs dont dispose actuellement le Gouvernement du Canada pour l'exécution des obligations qui lui incombent en vertu de l'article

The second letter refers to the limitation of military, naval and air expenditure during the two financial years following the next financial year, in the case of each State Member of the League.

I have no special remarks to make with regard to your first communication, in view of the fact that Bolivia has no mercantile marine or navy.

With regard to the second, I am glad to be able to inform you that the Bolivian Government, for reasons of an internal nature, and also being desirous of supporting the proposal made by the Council of the League of Nations, has reduced the item "military expenditure" in the estimates for the next year by 30 %.

I have, etc.,

(Signed) A. GUTIERREZ.

The Secretary-General of the League of Nations,
Geneva.

CANADA.

Letters from the Canadian Under-Secretary of State for External Affairs to the Secretary-General of the League of Nations:

I. In reply to the circular letter of March 21st, 1921.

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS,
CANADA.

Ottawa (Canada), July 26th, 1921.

Sir,

With reference to your letter of March 21st, 1921, on the subject of the International Blockade Commission, I have the honour to represent that there is no record of, nor any information regarding, public comment on, or explanatory statements regarding, Articles 12-17 of the Covenant of the League of Nations, nor has this Government published any official report on the application or effect of the Blockade enforced against the Central Powers during the recent war.

I have the honour to be, Sir,

Your obedient servant,

(Signed) JOSEPH POPE,
Under-Secretary of State
for External Affairs.

The Secretary-General,
League of Nations, Geneva.

II. In reply to the circular letter of February 20th, 1921.

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS,
CANADA.

Ottawa (Canada), July 26th, 1921.

Sir,

With reference to your letter of February 20th, 1921, on the subject of the means at present at the disposal of the Government of Canada for the fulfilment of the obligations arising out of

16 du Pacte, j'ai l'honneur de vous faire savoir qu'il dispose, à l'heure actuelle, des forces navales suivantes :

1 croiseur léger ;
2 destroyers, et
2 sous-marins.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma haute considération.

(Signé) JOSEPH POPE,
Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères.

Monsieur le Secrétaire général
de la Société des Nations, Genève.

ESPAGNE.

Lettre du représentant de l'Espagne au Conseil de la Société des Nations au Secrétaire général.

EL REPRESENTANTE DE ESPANA
EN EL
CONSEJO DE LA SOCIEDAD DE LAS NACIONES.
S. N. R. 264.

Paris, le 19 août 1921.

Monsieur le Secrétaire général,

M. le Ministre d'Etat me fait parvenir la réponse du Gouvernement de Sa Majesté à votre lettre du 28 février (21/31/23 A) au sujet des moyens dont il dispose pour faire exécuter les mesures coercitives prévues par l'article 16 du Pacte de la Société des Nations, relatif au blocus.

Suivant le désir de M. le Ministre d'Etat, je m'empresse de vous transmettre ci-joint la réponse en question.¹

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

(Signé) QUIÑONES DE LEÓN.

A l'Honorable Sir Eric Drummond,
Secrétaire général de la Société des Nations,
Genève.

RÉPONSE AUX QUESTIONS CONTENUES DANS LA LETTRE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS, DU 28 FÉVRIER 1921, N° 21/31/23 A.

Le Pacte de la Société des Nations, auquel l'Espagne a adhéré en vertu des facultés accordées au Gouvernement par la Chambre et le Sénat, le 14 août 1919, constitue une vraie loi du Royaume avec toute l'efficacité qu'une loi comporte.

¹ Voir le document suivant.

Article 16 of the Covenant of the League of Nations, I have the honour to report that the naval means at present at the disposal of the Government of Canada are : —

- 1 Light cruiser,
- 2 Destroyers, and
- 2 Submarines.

I have the honour to be, Sir,
Your obedient servant,

(Signed) JOSEPH POPE,
Under-Secretary of State
for External Affairs.

The Secretary-General,
League of Nations, Geneva.

SPAIN.

Letter from the Spanish Representative on the Council of the League of Nations to the Secretary-General.

[Translation.]

THE SPANISH REPRESENTATIVE ON THE
COUNCIL OF THE LEAGUE OF NATIONS.

S.N.R. 264.

Paris, August 19th, 1921.

Sir,

The Minister of State has sent me the reply of His Majesty's Government to your letter of February 28th (21/31/23A) with regard to the means at its disposal for carrying out the coercive measures provided for in Article 16 of the Covenant of the League of Nations in connection with the Blockade.

In accordance with His Excellency's wishes, I hasten to forward to you herewith the reply in question ¹.

I have the honour, etc.,

(Signed) QUIÑONES DE LEÓN.

To the Hon. Sir Eric Drummond,
Secretary-General of the League of Nations,
Geneva.

REPLY TO THE QUESTIONS CONTAINED IN THE LETTER OF THE SECRETARY-GENERAL
OF THE LEAGUE OF NATIONS OF FEBRUARY 28th, 1921. 21/31/23A.

[Translation.]

The Covenant of the League of Nations, to which Spain acceded in virtue of the powers granted to the Government by the Chamber and Senate on August 14th, 1919, constitutes a real law of the Kingdom with all the binding force implied in the word law.

¹ See the following document.

L'application éventuelle des sanctions diplomatiques et financières, qui font l'objet de l'article 16 de cette loi, correspondrait, en ce qui concerne l'Espagne, au pouvoir exécutif, investi, conformément aux articles 50 et 54, N° 1, de la Constitution en vigueur (en rapport avec l'article 49, § 2, de la même loi fondamentale de l'Etat), des facultés nécessaires pour l'exécution des lois.

Si le Gouvernement royal croyait devoir recourir aux sanctions militaires que l'article 16 du Pacte mentionne, les mesures gouvernementales à cet effet seraient légales en Espagne, selon l'article 52 de la Constitution et l'article 2 de la Loi constitutive de l'Armée, du 29 novembre 1878, d'après lesquels le Roi avec le gouvernement responsable dispose des forces de mer et de terre. Ceci, bien entendu, quant aux forces permanentes, c'est-à-dire à celles qui sont fixées pour chaque année d'accord avec les lois et dans la mesure permise par le Budget ; aux conscrits non incorporés et aux individus qui sont dans la première situation de service actif (3 ans), conformément aux articles 219 et 204 de la Loi de Recrutement de l'Armée en vigueur.

L'appel des autres réserves et l'obtention de crédits extraordinaires demanderaient l'intervention préalable et l'approbation du Pouvoir législatif.

Seulement dans le cas où le Congrès et le Sénat ne siègeraient pas, le Pouvoir exécutif pourrait agir sans le concours du Pouvoir législatif par le moyen de décrets royaux et dans les conditions prévues par ladite loi de Recrutement et celle d'Administration et Comptabilité du 1^{er} juillet 1911, articles 41 et 42.

Il est, néanmoins, nécessaire de faire observer que si les mesures dont il vient d'être question ne trouvaient pas dans le Parlement et dans l'opinion publique un accueil favorable, il serait impossible, ou du moins très difficile au Gouvernement de faire usage des pouvoirs qui lui sont conférés par les articles susmentionnés de la Constitution et des lois citées,

ITALIE.

Lettre du Ministre des Affaires étrangères d'Italie au Secrétaire général.

UFFICIO TRATTATI
SOCIETÀ DELLE NAZIONI.

Rome, le 14 août 1921.

Monsieur le Secrétaire général.

Vous avez bien voulu nous demander, il y a quelques mois, quels sont les pouvoirs dont le Gouvernement Royal dispose, à l'état actuel de la législation du Royaume, en vue de l'application éventuelle de l'article 16 du Pacte de la Société des Nations.

J'ai l'honneur de vous signifier que les dispositions en vigueur ne confèrent pas, directement aux autorités royales des facultés déterminées, visant expressément le cas dont il est question dans cet article ; cependant, puisque le Pacte a reçu la sanction requise par le droit public du Royaume en vue de l'exécution des engagements qu'il contient, le Gouvernement Royal est d'avis que les mesures nécessaires pourraient être adoptées, le cas échéant, conformément à l'article 16, par un décret royal précisant les limites et le but de leur application. Ces mesures pourront être inspirées de celles qui ont été adoptées pendant la guerre, concernant les rapports économiques avec les Etats ennemis et leurs ressortissants ; j'ai l'honneur de vous remettre ci-joints deux exemplaires du décret qui en contient le texte intégral ¹.

Veuillez nous excuser du retard de cette réponse et agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances réitérées de ma haute considération.

Pour le Ministre :
(Signé) A. RICCI BUSATTI.

¹ Voir le document suivant : Etant donné son caractère extrêmement technique, on a jugé préférable d'imprimer le texte italien original sans en donner la traduction en français et en anglais.

The possible application of the diplomatic and financial sanctions mentioned in Article 16 of this law would, in the case of Spain, fall within the province of the executive, which is invested by Articles 50 and 54, No. I., of the Constitution now in force (together with Article 49, para 2. of the same fundamental law of the State) with the powers required for carrying out the laws.

If the Royal Government considered that it ought to resort to the military sanctions mentioned in Article 16 of the Covenant, the measures of the Government would, in this connection, have legal force in Spain as laid down by Article 52 of the Constitution and Article 2 of the Army Law of November 29th, 1878, according to which the King with his responsible Government have supreme control over the land and sea forces.

This, it should be understood, applies to the regular forces, that is to say, to those annually authorised by law, and limited by the Budget; to unenrolled conscripts and persons still in the first period of their active service (three years) as laid down by Articles 219 and 204 of the Army Recruiting Law in force.

The calling of other reserve forces to the colours and the obtaining of extraordinary credits would require the previous consultation on and approval of the legislative body.

It would only be when the Congress and Senate were not sitting that the Executive body could act without the concurrence of the Legislative body by means of Royal Decrees, and under conditions provided for in the above mentioned Recruiting Law and in the Administration and Accounts Law of July 1st, 1911, Articles 41 and 42.

It should be pointed out, however, that if the measures here alluded to were not favourably received by Parliament and public opinion, it would be impossible, or at least very difficult, for the Government to make use of the powers conferred upon it by the above mentioned Articles of the Constitution and the laws cited.

ITALY.

Letter from the Italian Ministry for Foreign Affairs to the Secretary-General.

[Translation.]

UFFICIO TRATTATI
SOCIETA' DELLE NAZIONI.

Rome, August 14th, 1921.

Sir,

You were good enough to ask us some months ago what were the powers of the Royal Government under the laws at present in force in the Kingdom, in relation to the application, if the necessity should arise, of Article 16 of the Covenant of the League of Nations.

I have the honour to inform you that the laws at present in force do not confer directly upon the Royal Authorities any definite powers referring specifically to the case which forms the subject of this Article; nevertheless, since the Covenant has received the sanction required by the Public Law of the Kingdom for the fulfilment of the undertakings which it contains, the Royal Government is of opinion that the necessary action could be taken, if the occasion contemplated in Article 16 arose, by means of a Royal Decree specifying the limits and aims of such action. A precedent could be found in the measures adopted during the war with reference to economic relations with enemy states and their nationals; I have the honour to send you, enclosed, two copies of the Decree which contains the full text of the provision to which I refer.¹

With assurances of our regret for the delay in replying to your communication,

I have the honour to be, Sir, etc.,

For the Minister:
(Signed) A. RICCI BUSATTI.

¹ See the following document; in view of the very technical character of this document, it has been thought preferable to print the original Italian text and to refrain from an attempt at giving French and English translation.

Decreto Luogotenenziale 28 novembre 1918, che unifica, coordina ed integra le disposizioni relative ai rapporti economici con gli Stati ed i sudditi nemici.

(Pubblicato nella Gazzetta Ufficiale del 7 dicembre 1918 n. 288).

TOMASO DI SAVOIA DUCA DI GENOVA

Luogotenente Generale di Sua Maestà

VITTORIO EMANUELE III

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

In virtù dell'autorità a Noi delegata e dei poteri straordinari conferiti al Governo del Re con la legge 22 maggio 1915, n. 671;

Riconosciuta l'opportunità di riunire e coordinare le disposizioni vigenti relative ai rapporti economici con gli Stati e con i sudditi nemici, integrandole e modificandole, in quanto occorra;

Udito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Guardasigilli, Ministro Segretario di Stato per gli affari di grazia e giustizia e dei culti, di concerto col presidente del Consiglio, Ministro dell'Interno, con i Ministri degli Affari Esteri, delle Colonie, delle Finanze, del Tesoro e di Industria, Commercio e Lavoro;

Abbiamo decretato e decretiamo:

TITOLO I.

NORME RELATIVE AL TRAFFICO DELLE MERCI E DEI TITOLI.

CAPO I.

Divieto di ogni traffico di merci con gli stati nemici.

Articolo 1.

Ogni traffico di esportazione, di importazione o di transito è vietato fra il territorio del Regno e delle sue colonie e il territorio degli Stati nemici. Con tale disposizione s'intende vietata la introduzione nel territorio del Regno e delle sue colonie, per importazione o per transito, delle merci di produzione o di origine dei detti Stati, da qualunque paese provengano.

Le merci pervenute o spedite in trasgressione al divieto sono confiscate secondo le norme vigenti per la confisca delle merci di contrabbando doganale, senza pregiudizio dell'applicazione delle altre pene stabilite dalle leggi in vigore.

Articolo 2.

Speciali permessi, in deroga al divieto sancito nel primo comma dell'articolo precedente, possono essere accordati volta per volta, per la spedizione e il ricevimento di determinate mercanzie, dal Ministro delle Finanze, o da quello delle Colonie per queste ultime, o dalle autorità a tale uopo da essi delegate, previa intesa col Comando militare della regione. Saranno in tal caso applicabili alle merci in arrivo i dazi prescritti dalla generale vigente.

Articolo 3.

Sono proibiti l'entrata nel Regno e nelle Colonie, da qualsiasi provenienza, il transito e l'uscita, di effetti cambiari, fatture commerciali, ordini di pagamento, ed in generale di ogni atto o lettera, che abbiano attinenza con i traffici vietati dall' art. 1.

CAPO II.

Condizioni per l'importazione e l'esportazione dei titoli.

Articolo 4.

E proibita l'entrata dall'estero nel Regno e nelle Colonie di titoli o di cedole del debito pubblico o di altri titoli di Stato o garantiti dallo Stato o di azioni od obbligazioni e relative cedole di Società commerciali o di enti pubblici stabiliti nel Regno o nelle sue Colonie, se non siano accompagnati da una dichiarazione firmata dal proprietario, e legalizzata o autenticata gratuitamente da un console italiano, nella quale siano descritti i valori, e il proprietario stesso indichi il proprio domicilio, la nazionalità e il luogo di nascita, attestando sull'onore che i valori medesimi non hanno mai appartenuto, in tutto o in parte, dal 24 maggio 1915, a sudditi di uno Stato nemico od a qualsiasi persona od ente stabilito in uno di detti Stati.

I titoli e le cedole dei prestiti nazionali 1915, 1916 e 1917 in entrata ed in uscita dal Regno sono esclusi dagli obblighi di cui sopra.

Articolo 5.

La dichiarazione menzionata nell' articolo precedente è prescritta anche per l'invio nel Regno o nelle Colonie di titoli esteri e di cedole, e per la spedizione di tali valori all'estero. In quest' ultimo caso, la firma deve essere autenticata da un notaio ; e qualora i valori siano emessi o pagabili in uno Stato alleato, il firmatario deve attestare sull'onore che essi non hanno mai appartenuto, in tutto od in parte, dal giorno della entrata in guerra di tale Stato, a sudditi od enti di Stati suoi nemici od a qualsiasi persona od ente stabilito in uno di detti Stati.

Resta inoltre fermo quanto dispone l'art. 1 del Nostro decreto 25 novembre 1917, n. 1900.

Articolo 6.

Sono esenti dall' obbligo della dichiarazione i valori e titoli e le cedole provenienti da Stati per i quali il Ministro del Tesoro, d'accordo con quello degli Affari Esteri, stabilisca tale esenzione.

Inoltre, in casi singoli, il Ministro del Tesoro, d'accordo con quello degli Affari Esteri, può consentire deroghe al divieto sancito dall' art. 4.

Articolo 7.

I valori menzionati negli articoli 4 e 5 spediti per posta senza l'osservanza delle prescritte formalità, per i quali non sorgano dubbi circa la provenienza o la buona fede dello spedite, sono respinti per posta al mittente, a sue spese, rischio e pericolo. Sorgendo dubbi sulla provenienza dei titoli o sulla veridicità delle dichiarazioni, o qualora dei titoli sia tentata l'introduzione senza la osservanza delle prescritte formalità altrimenti che per posta, i titoli stessi sono depositati, a spese dal mittente, presso la Cassa depositi e prestiti, e vi rimarranno sino a che la loro introduzione nel Regno non sia pienamente regolarizzata a giudizio dell'ufficio di censura militare o, altrimenti, sino alla conclusione della pace.

I valori accompagnati da false dichiarazioni, la cui proprietà non sia nelle condizioni volute dagli articoli 4 e 5 e quelli, dei quali si tentasse la introduzione clandestina nel Regno o nelle sue Colonie, sono confiscati.

Articolo 8.

Gli *affidavit* da esibire alle competenti autorità italiane perchè si possa procedere all'estero al pagamento di cedole di titoli italiani di Stato o garantiti dallo Stato, ed al rimborso dei titoli estratti devono contenere, nei modi che saranno stabiliti dal Ministero del Tesoro, la dichiarazione sull'onore che le cedole e i titoli non appartengono, nè dal 24 maggio 1915 hanno mai appartenuto, in tutto od in parte, a sudditi degli Stati nemici od a persone ed enti stabiliti in uno di detti Stati.

Articolo 9.

È vietato agli uffici ed alle ricevitorie postali del Regno di compiere qualsiasi atto relativo ad effetti cambiari, anche se impostati nel Regno quando negli effetti medesimi figurino società, banche, ditte o privati appartenenti ad uno Stato nemico od a qualsiasi persona od ente ivi stabilito.

TITOLO II.

DIVIETO AI SUDDITI NEMICI DI COMPIERE DETERMINATI ATTI.

Articolo 10.

Le vendite, le cessioni e qualsiasi altro passaggio di proprietà di beni o diritti immobiliari, appartenenti a sudditi di Stati nemici od a persone od enti che risiedano in territorio di Stati nemici sono privi di qualsiasi efficacia giuridica nel Regno e nelle Colonie.

Sono egualmente prive di qualsiasi efficacia giuridica le cessioni di merci, di crediti o di aziende commerciali ed in generale ogni atto tendente a sostituire nell'originario rapporto giuridico al titolare suddito o ente nemico un'altra persona di diversa nazionalità.

Le disposizioni del presente articolo si applicano a tutti gli atti sopra indicati dovunque compiuti durante la guerra a cominciare dal 24 maggio 1915 nei riguardi dell'Impero austro-ungarico, dal 21 agosto 1915 in quelli dell'Impero ottomano e dal 20 luglio 1916 nei riguardi di altri Stati nemici.

Articolo 11.

Durante la guerra, nessun suddito degli Imperi austro-ungarico, germanico ed ottomano, e nessun ente, o Società commerciale che appartenga ai detti Stati od abbia la propria sede nel territorio di essi, può intentare o proseguire istanze, azioni, atti e procedure in materia civile, commerciale o amministrativa davanti a qualsiasi giurisdizione del Regno e delle Colonie, anche in sede non contenziosa, e fare iscrizioni o trascrizioni anche in sede non contenziosa, e fare iscrizioni o trascrizioni ipotecarie.

Le istanze e le procedure già iniziate sono sospese di diritto e potranno essere riprese solo dopo la cessazione della guerra.

TITOLO III.

NORME SUI PAGAMENTI AI SUDDITI NEMICI.

Articolo 12.

È vietata a chiunque si trovi nel territorio del Regno e delle Colonie la rimessa all'estero di denari o di titoli a favore di sudditi di Stati nemici e di persone o di enti che risiedono nel territorio di detti Stati. È vietata del pari ai nazionali ogni forma di pagamento all'estero, diretto o indiretto, a favore dei sudditi, delle persone e degli enti medesimi.

I contravventori a tali divieti incorrono nelle penalità comminate dall'articolo 1 della legge 21 marzo 1915, n. 273. Il giudice può ridurre tali pene alla metà o ad un terzo se riconosce che l'entità del reato sia lieve o lievissima.

Articolo 13.

I pagamenti necessari per mantenere in vigore le patenti, i modelli e le marche di fabbrica negli Stati nemici sono permessi.

Sono parimenti permessi i pagamenti necessari per mantenere in vigore i contratti di assicurazione con ditte residenti negli Stati nemici o con ditte nemiche residenti in qualunque paese estero.

Articolo 14.

Concorrendo speciali motivi, possono, in casi singoli, essere concesse deroghe al divieto sancito dall'art. 12 dal Ministro dell'Industria, Commercio e Lavoro, di concerto con quelli degli Affari Esteri e del Tesoro. Per i pagamenti che hanno scopo alimentare, le deroghe possono essere autorizzate dal Ministro dell'Industria, sentito il « Comitato per il commercio dei sudditi nemici » di cui all'art. 52.

Per quanto riguarda le Colonie, le deroghe sono concesse dal Ministro delle Colonie, di concerto coi Ministri degli Affari Esteri e del Tesoro.

Articolo 15.

I debitori verso sudditi nemici restano liberati della obbligazione depositando ciò che è da loro dovuto nella Cassa dei depositi e prestiti dove rimarrà sotto sequestro, salvo che a carico del creditore non sia stato adottato il provvedimento di sequestro a norma dell'art. 26 o dell'art. 37. Se la somma dovuta non eccede le lire seimila, può essere versata nella Cassa postale di risparmio con libretto intestato al creditore e con inibizione di rimborso, salvo il disposto dell'articolo seguente. Il libretto, a cura dell'ufficio postale emittente, sarà dato in consegna all'intendente di finanza.

Nelle Colonie, i depositi di cui al precedente comma sono sempre eseguiti nelle Casse postali di risparmio con le modalità sopra indicate, ed i libretti sono dati in consegna al Segretario generale del Governo.

Articolo 16.

Sopra domanda del proprietario o di chi lo rappresenta, dalle somme depositate in conformità dell'articolo precedente il prefetto ha facoltà di autorizzare il prelevamento di quelle occorrenti per il pagamento, nel Regno o nelle Colonie, delle imposte o di debiti verso persone od enti, cui non sia negata la facoltà del commercio in Italia, purchè i debiti stessi risultino da titolo avente data anteriore al 15 aprile 1917.

Il prefetto può inoltre consentire prelevamenti a favore del proprietario delle somme depositate, o di suoi famigliari.

TITOLO IV.

NORME RELATIVE AL COMMERCIO DEI SUDDITI NEMICI.

CAPO I.

Divieto del commercio con i sudditi nemici.

Articolo 17.

Ai cittadini ed ai sudditi italiani nel Regno, nelle colonie ed all'estero ed a chiunque si trovi nel territorio del Regno e delle colonie è vietato il commercio con :

- (a) persone od enti stabiliti in territorio di Stati nemici ;
- (b) sudditi dei detti Stati residenti in Italia o nelle Colonie, in quanto non sieno assoggettati a sindacato od a sequestro, giusta gli articoli 21 e seguenti ;
- (c) persone, ditte e Società commerciali, iscritte in apposito elenco (lista nera), pubblicata con decreti del Ministro dell'Industria, Commercio e Lavoro, di concerto con quello degli affari esteri, ed inserita nella *Gazzetta ufficiale*.

Articolo 18.

I contravventori al divieto sancito dall'articolo precedente sono puniti a norma del capoverso dell'art. 12.

I rapporti giuridici costituiti non ostante il divieto sono nulli. Le merci ricevute o spedite in esecuzione di essi sono confiscate e, se del caso, si applicano le norme vigenti per la confisca delle merci di contrabbando doganale.

Articolo 19.

Il divieto sancito dall'art. 3 si applica agli effetti cambiari, fatture commerciali, ordini di pagamento ed il generale ad ogni atto o lettera che abbiano attinenza con i contratti proibiti dall'art. 17.

Articolo 20.

Il Ministro dell'Industria, Commercio e Lavoro sentito il « Comitato per il commercio dei sudditi nemici », per motivi di interesse nazionale, può con suoi decreti dichiarare, in tutto od in parte, la risoluzione dei contratti, ancorchè anteriori al presente decreto e vietarne la esecuzione, quando in essi appariscano come parte od abbiano interesse predominante sudditi di Stati nemici o ditte e società in cui sudditi di Stati nemici abbiano interesse predominante.

Per l'esercizio di questa facoltà, il predetto Ministro può ordinare nei modi e nei termini che stimerà più opportuni, la denuncia dei contratti conclusi coi sudditi degli Stati nemici, con la minaccia di un'ammenda fino a lire duemila contro i trasgressori.

CAPO II.

Ingerenza governativa nelle aziende commerciali nemiche.

Articolo 21.

Sono sottoposti a sindacato, ed eventualmente a sequestro od a liquidazione, tutte le aziende commerciali esistenti nel Regno, che siano esercite da sudditi di Stati nemici o nelle quali essi abbiano interessi predominanti.

Articolo 22.

Il prefetto, sentito l'intendente di finanza e sulla base di assunte informazioni, dichiara con speciali decreti quali aziende vadano assoggettate al sindacato, di cui nell'articolo precedente.

Contro tali decreti è ammesso ricorso, senza effetto sospensivo, al Ministro d'Industria, Commercio e Lavoro, il quale decide sentito il « Comitato per il commercio dei sudditi nemici. »

La revoca del sindacato può essere assoggettata a condizioni, e fra l'altro, a quella della prestazione di adeguata cauzione in danaro da confiscarsi in caso d'inadempimento degli obblighi assunti in occasione della revoca.

Articolo 23.

Il sindacato è esercitato, sotto la vigilanza dell'intendente di finanza e del prefetto, da persona da essi scelta tra i funzionari dello Stato aventi l'ufficio nella Provincia.

Articolo 24.

I sindacatori hanno diritto di prendere in ogni tempo visione di tutti i libri ed atti dell'azienda. Chiunque rifiuti di fornire al sindacatore le informazioni da esso richieste nell'esercizio delle sue funzioni è punito a termini dell'art. 435 del Codice penale.

Articolo 25.

Qualora concorrano speciali motivi, inerenti all'entità e gravità del lavoro da compiere, i prefetti, di concerto con gli intendenti di finanza, possono assegnare ai funzionari incaricati del sindacato una indennità a carico dell'azienda.

La misura dell'indennità è determinata tenuto conto dell'importanza della ditta e delle difficoltà che si incontrano nell'esercizio del sindacato.

Se l'azienda sottoposta a sindacato si trova dove il sindacatore ha la sua residenza, la misura della indennità non può essere superiore alla metà di quella che sarebbe spettata al funzionario in missione per conto dello Stato a termini dell'art. 3 del R. decreto 14 settembre 1862, n. 840.

Se la sede dell'azienda è fuori della residenza del funzionario, l'indennità non può superare quella giornaliera di missione che sarebbe dovuta a termini del citato art. 3, salvo il rimborso delle spese di trasporto da liquidarsi con le norme ora vigenti per gli impiegati dello Stato.

Per i ricevitori del registro le indennità sono determinate a norma di quelle attribuite agl'impiegati a stipendio fisso sulla base degli aggi minimi loro garantiti.

Quando l'esercizio del sindacato non richieda un'azione continuativa, l'indennità del sindacatore può essere determinata in una somma fissa semestrale o annuale ragguagliata a non più di un ottavo della indennità giornaliera stabilita dal citato art. 3 del decreto del 1862.

Se uno stesso funzionario è incaricato del sindacato da esercitarsi su diverse aziende, non gli è assegnata che una sola indennità; la quale potrà anche superare i limiti anzidetti, ma non la intera indennità giornaliera, stabilita dal detto articolo. Tale indennità è distribuita equamente tra le varie aziende.

Articolo 26.

Qualora il prefetto, sentito l'intendente di finanza, lo giudichi opportuno, può con suo decreto disporre il sequestro di aziende sottoposte a sindacato, nominando un amministratore sequestratario da scegliersi tra i funzionari dello Stato in attività di servizio od in pensione.

Può, in tal caso, autorizzare la continuazione della gestione a cura del sequestratario, sotto la vigilanza dell'intendente.

Contro questo decreto è ammesso ricorso nel termine di un mese al Ministro di Industria, Commercio e Lavoro, che decide sentito il « Comitato per il commercio dei sudditi nemici ».

Il decreto, che ordina il sequestro, non può essere eseguito prima della scadenza del termine per ricorrere e durante la pendenza del ricorso, salvo diverso provvedimento del Ministro suddetto.

Articolo 27.

Il decreto, che dispone il sequestro, a cura del prefetto che l'ha concesso, deve essere trascritto a norma dell' art 18, lettera *d*) del Nostro decreto 21 aprile 1918, n. 575, quando riguardi, anche solo in parte, beni immobili o diritti immobiliari e quando sia concepito in termini generici. La trascrizione non è soggetta a tassa o altra spesa.

L'amministratore sequestratario deve depositare copia del decreto che lo riguarda entro 15 giorni dalla data della sua entrata in vigore nella cancelleria del tribunale, perchè sia trascritto in apposito registro ed affisso nella sala del tribunale, nella sala del Comune e nei locali della Borsa più vicina.

Articolo 28.

L'amministratore sequestratario rappresenta l'azienda a tutti gli effetti. Ad esso non è però applicabile il disposto dell' art. 11. Per gli atti eccedenti l'ordinaria gestione, l'amministratore deve essere autorizzato dall' intendente di finanza.

Ogni tre mesi egli presenta il rendiconto all' intendente di finanza, cui compete approvarlo in via provvisoria.

Il rendiconto definitivo dovrà essere presentato, entro un mese dalla conclusione della pace, a cura dello stesso amministratore sequestratario, al proprietario dell'azienda od a chi ne ha la legale rappresentanza nel Regno. Scorsi quindici giorni da tale comunicazione, il rendiconto sarà trasmesso per l'approvazione dall' intendente di finanza al « Comitato per il commercio dei sudditi nemici. » L'intendente di finanza curerà che al rendiconto siano uniti tutti gli atti e documenti che occorrono a giustificarlo ed il suo parere motivato.

Qualora nell' esame del rendiconto risultino necessari accertamenti contabili, il Comitato potrà delegare l'adempimento ai competenti uffici delle prefetture.

Avverso le decisioni del Comitato non è ammesso ricorso nè in sede amministrativa nè in sede giudiziaria.

Articolo 29.

All'amministratore sequestratario può essere dal prefetto, di concerto con l'intendente di finanza, assegnata a carico dell'azienda una indennità, la cui misura sarà equamente determinata tenendo conto della entità e natura dell'azienda medesima, della circostanza che sia stata autorizzata o vietata la continuazione della gestione e del grado del funzionario incaricato. In nessun caso, tale indennità può superare la misura massima dell' indennità giornaliera di missione, che era stabilita dall' art. 3 del R. decreto 14 settembre 1862, n. 840.

Articolo 30.

I prefetti comunicano i provvedimenti menzionati negli articoli 23, 25, 26 e 29 al ministro dell' industria, commercio e lavoro, che può in ogni tempo modificarli, su parere del « Comitato per il commercio dei sudditi nemici. »

Articolo 31.

Per le varie sedi di una stessa ditta, le quali dipendano tutte da una direzione esistente all' estero, i prefetti delle Provincie in cui si trovano prendono accordi al fine di affidare il Sindacato o il sequestro ad un solo funzionario, con residenza nella sede italiana di maggiore importanza o centralità. Alle altre sedi esistenti nel Regno può essere destinato un semplice rappresentante del sindacatore o sequestratario.

Egualemente si procede, nominando un unico sindacatore o seque stratarlo, nei riguardi delle ditte che in Italia in provincie diverse abbiano la sede principale e le filiali.

La vigilanza e l'approvazione del rendiconto provvisorio competono al prefetto e all' intendente di finanza della Provincia, nella quale risiede il sindacatore o sequestratarlo.

Articolo 32.

Concorrendo speciali motivi, il Ministro dell'Industria, Commercio e Lavoro, d'accordo col Ministro dell'Interno e con quello di Grazia e Giustizia e dei Culti, può ordinare la liquidazione di alcuna delle aziende di cui all' art. 21.

La liquidazione ha luogo con le norme che saranno determinate col decreto medesimo che la dispone o con altro posteriore da emanarsi di concerto fra i ministri suddetti.

Articolo 33.

Le somme provenienti dagli utili delle gestioni autorizzate e dalle liquidazione sono depositate nella Cassa depositi e prestiti, dove rimangono sotto sequestro.

Si applicano a tali somme le norme stabilite dall' art. 39.

Articolo 34.

Quando le aziende indicate nell' art. 21 sieno concessionarie di pubblici servizi municipali, le attribuzioni spettanti per le disposizioni che precedono agl'intendenti di finanza sono esercitate dai prefetti e quelle demandate al Ministro dell'Industria, Commercio e Lavoro sono esercitate dal Ministro dell'Interno, sentito il « Comitato per il commercio dei sudditi nemici. »

Articolo 35.

Per quanto riguarda le Compagnie di assicurazione, le attribuzioni affidate dal presente capo ai prefetti ed agli intendenti di finanza sono esercitate dal Ministro per l'Industria, Commercio e Lavoro.

Contro i provvedimenti del Ministro è ammesso ricorso al Re, che decide con suo decreto su proposta del ministro dell'Industria, di Concerto coi Ministri dell'Interno e della Giustizia, sentito il Consiglio dei Ministri.

Articolo 36.

Le disposizioni del presente capo possono essere applicate anche ad aziende commerciali esercitate da sudditi italiani o di Stati alleati o neutrali, qualora contro uno o più degli amministratori o dirigenti, in conseguenza di atti compiuti nelle aziende medesime, sia stato spiccato mandato di comparizione o di cattura per intesa o commercio col nemico, per contrabbando, per accaparramento di merci, o per qualsiasi altra operazione commerciale vietata dalle norme in vigore.

I provvedimenti che, ai fini del procedimento penale, l'autorità giudiziaria creda di emanare nei riguardi di dette aziende, sono comunicati ai sindacatori o amministratori sequestratari, i quali ne curano la esecuzione.

TITOLO V.

SEQUESTRO DEI BENI DEI SUDDITI NEMICI.

CAPO I.

Norme generali.

Articolo 37.

I beni di sudditi di Stati nemici o di nazionalità nemica, che non sieno stati assoggettati a sindacato od a sequestro in applicazione di quanto dispongono gli articoli 21 e 26, possono essere sottoposti a sequestro.

Il sequestro si può applicare anche ai beni che, appartenendo a sudditi di Stati nemici, appariscano, in base ad atti simulati, come appartenenti a cittadini italiani o di Stati alleati o neutrali ed ai beni dei sudditi di Stati nemici, che abbiano ottenuto la cittadinanza italiana negli ultimi dieci anni, quando gli effetti di tale concessione sieno stati sospesi a norma dell'art. 4 del Nostro decreto 18 gennaio 1918, n. 36.

Articolo 38.

Il sequestro, di cui all'articolo precedente, è imposto con suo decreto dal prefetto, sentito l'intendente di finanza. Il decreto deve essere trascritto in conformità del disposto della prima parte dell' art. 27.

Nei riguardi dei crediti, del numerario, dei titoli, degli oggetti preziosi e delle merci, esso può aver luogo mercè dichiarazione di sequestro presso i debitori o detentori.

Nello stesso modo può essere provveduto al sequestro di altri mobili e di immobili, quando speciali ragioni ciò consiglino.

E' proibita la restituzione agli aventi diritto dei valori e delle somme indicati nei comma precedenti, senza l'autorizzazione del prefetto. In caso di infrazione, sono applicabili al detentore presso di cui il sequestro è stato dichiarato le disposizioni dell' art. 203 del Codice penale.

Articolo 39.

Ai proprietari ed a coloro che avevano il godimento dei beni sequestrati, può essere concesso sulle rendite dei beni stessi un assegno corrispondente alla condizione ed ai bisogni del richiedente e della sua famiglia.

Articolo 40.

Contro il sequestro è ammesso ricorso al Ministro dell'Industria, Commercio e Lavoro, che provvede sentito il « Comitato per il commercio dei sudditi nemici ».

Articolo 41.

L'amministrazione dei beni sequestrati a norma dell'art. 37 è affidata agli economi ed ai subeconomi dei benefici vacanti, ai ricevitori del registro e, occorrendo, alle altre persone indicate nell' art. 23.

Il sequestratario, sotto la vigilanza dell'intendente di finanza e del prefetto, esercita da buon padre di famiglia tutti i diritti che nei riguardi dei beni sequestrati, competerebbero al suddito nemico. Non è però ad esso applicabile il disposto dell'art. 11.

Per gli atti eccedenti l'ordinaria amministrazione, il sequestratario deve essere autorizzato dall'intendente di finanza.

Pel rendiconto definitivo si applicano le disposizioni dell'articolo 28.

Articolo 42.

Ai sequestratari può essere dai prefetti assegnata una indennità a norma di quanto dispone art. 25.

Nei casi in cui la gestione del sequestro presenti difficoltà e importanza speciali, la misura della indennità può essere determinata a norma dell' art. 29.

Le indennità assegnate decorrono dal giorno in cui il sequestratario è stato immesso in funzioni, anche se anteriore all' entrate in vigore del presente decreto.

Le indennità, al pari delle altre spese di gestione, fanno carico al patrimonio sequestrato.

CAPO II.

Norme speciali sul sequestro dei beni dei sudditi ottomani.

Articolo 43.

Con decorrenza dal 14 febbraio 1916, sono dichiarati sottoposti a sequestro presso i detentori numerario, i titoli di credito, gli oggetti preziosi e le merci, che risultino di spettanza dei sudditi dell' Impero ottomano, anche quali cessionari e giratari, e che si trovino presso la Cassa di risparmio, Monti di pietà, le Banche od ogni altro Istituto pubblico o privato, che ricevano in deposito o in pegno valori o merci.

Le cessioni, le girate ed in genere il passaggio a qualsiasi titolo della proprietà dei detti valori sono nulli, se non sia provato che il passaggio abbia avuto luogo regolarmente prima del 30 gennaio 1916.

Si applica anche al sequestro, di cui al presente articolo, quanto dispongono gli articoli 38 primo comma e 39.

Articolo 44.

Con decorrenza dal 28 maggio 1916, sono dichiarati sottoposti a sequestro nella Tripolitania e Cirenaica i beni immobili spettanti a sudditi dell' Impero ottomano che non abbiano residenza in Colonia.

L'amministrazione dei beni predetti è affidata in ciascuna Colonia al Segretariato generale. redditi, prelevate le spese di amministrazione e di manutenzione, sono depositati presso la Cassa postale di risparmio o presso un Istituto di credito col vincolo del sequestro.

Il Governatore ha facoltà di ordinare la revoca del sequestro degli immobili disposto dalla prima parte del presente articolo e la restituzione agli aventi diritto delle somme depositate a mente del capoverso precedente.

Articolo 45.

Con decreto del Governatore sono stabilite le altre norme per l'attuazione dell' articolo precedente e determinate le penalità pecuniarie e gli speciali provvedimenti a carico dei contravventori.

Disposizione finali e transitorie.

Articolo 46.

A titolo di ritorsione o di rappresaglia, e quando per circostanze particolari lo ritenga opportuno, il Ministro di Grazia e Giustizia, di concerto col Presidente del Consiglio e col Ministro degli Affari Esteri, può con suoi decreti ordinare a carico di sudditi od enti nemici :

(a) Il sequestro di beni mobili o immobili di ogni specie, e la nomina di amministratori incaricati della loro gestione e custodia;

(b) il divieto dei pagamenti e della esecuzione diretta o indiretta di obbligazioni, salvo il versamento in determinate Casse delle somme e delle cose dovute, colla sanzione di un' ammenda a carico dei contravventori, estensibile al doppio della somma pagata o del valore della obbligazione eseguita.

Con gli stessi decreti sono stabilite le norme occorrenti per la loro esecuzione.

Articolo 47.

La disposizione dell' art. 10 non si applica ai sudditi od enti austro-ungarici di nazionalità italiana quando siano autorizzati all' atto che intendano compiere, da uno speciale decreto del Ministro dell'Interno.

Le disposizioni degli articoli 11, 12, 17, 21, 26 e 37 non si applicano nei riguardi dei sudditi od enti austro-ungarici di nazionalità italiana, quando tale nazionalità risulti da un certificato rilasciato dal Ministro dell'Interno.

Articolo 48.

I sudditi e gli enti dell' Impero ottomano di nazionalità non turca possono essere autorizzati a compiere gli atti che sarebbero loro interdetti dall' art. 10 dal prefetto della Provincia dove hanno la loro residenza o sede e, se questa sia fuori del Regno, da quello della Provincia nella quale si trovano i beni da alienare.

Ai detti sudditi ed enti non si applicano gli articoli 17, 21 e 26 quando siano stati autorizzati a continuare il commercio dal prefetto della Provincia in cui hanno l'azienda.

Le disposizioni degli articoli 11, 12 e 37 non si applicano loro quando la detta qualità risulti da un certificato rilasciato dal ministro dell' interno.

Articolo 49.

Per le disposizioni del presente decreto, per le quali la deroga non sia in esso specialmente autorizzata, sempre che concorrano ragioni di interesse nazionale, può, in casi singoli, consentire deroghe il Ministro dell'Industria, Commercio e Lavoro, su parere del «Comitato per il commercio dei sudditi nemici», di concerto col ministro degli affari esteri.

Per i divieti contenuti negli articoli 10 e 11, la deroga può anche essere concessa quando risulti che essi colpirebbero, insieme col suddito nemico, cittadini italiani o di Stati alleati o neutri che col suddito nemico abbiano comunanza d'interessi.

Inoltre il Ministro di Grazia e Giustizia, sempre dietro il parere del «Comitato per il commercio dei sudditi nemici» e di concerto col Ministro degli Affari Esteri, può autorizzare deroghe su istanza degli interessati per fini attinenti comunque a rapporti di famiglia.

Articolo 50.

I provvedimenti che, a norma del presente decreto, si emanano dalle varie autorità in esse designate, non sono impugnabili nè in sede amministrativa nè in sede giurisdizionale, a meno che diversamente non sia disposto nel decreto medesimo.

Articolo 51.

Gli Istituti ed i privati detentori dei valori indicati begli articoli 38, cap. 1º, e 43 debbono denunciare al prefetto, entro venti giorni dalla pubblicazione del presente decreto, quando e non ne sia stato dichiarato il sequestro, i valori di cui siano in possesso, indicando i nomi dei detentori, la natura e l' ammontare del credito, dei depositi e dei pegni, il quantitativo, il genere delle merci che si trovino nei depositi. Nei dieci giorni successivi, il prefetto potrà far procedere

coll' intervento di un suo rappresentante, all' apposizione dei sigilli sulle cassette chiuse, contenenti depositi.

Le merci deperibili possono essere vendute a mezzo di pubblici mediatori, secondo i regolamenti dei singoli istituti, o, in mancanza a norma dell' art. 68 del Codice di commercio. Il prezzo sarà depositato a norma dell' art. 15 di questo decreto. I titoli e i valori ricevuti in pegno possono essere venduti alla scadenza, e le somme eccedenti il credito del pignoratario sono depositate a norma dello stesso art. 15.

Articolo 52.

Alla esecuzione delle norme attinenti ai rapporti economici coi sudditi nemici, che non siano di competenza di altri speciali organi ministeriali, al coordinamento dei provvedimenti adottati, in relazione ad esse dalle competenti autorità, alla istruzione ed allo esame dei ricorsi degli interessati, provvede il « Comitato per il commercio dei sudditi nemici » istituito presso il Ministero dell' Industria, Commercio e Lavoro e composto dai rappresentanti del presidente del Consiglio dei Ministri e dei Ministri degli Affari Esteri, dell' Interno, della Giustizia, delle Finanze e dell' Industria.

I membri del Comitato sono nominati di concerto dai detti Ministri. Lo presiede il rappresentante del Presidente del Consiglio ed in sua assenza od impedimento quello del Ministro di Grazia e Giustizia.

Al Comitato è addetto un personale di segreteria e di ordine assunto con decreti del Ministro dell' Industria, che determina del pari con suoi decreti, le competenze spettanti ai membri del Comitato ed al personale addetto al medesimo.

Il Comitato, a mezzo del suo presidente, può richiedere direttamente alle competenti autorità le informazioni e gli atti, di cui ha bisogno per le sue determinazioni.

Articolo 53.

Con l' entrata in vigore del presente decreto cessano di applicarsi il R. decreto 24 maggio 1915, n. 697, ed i Nostri decreti 24 giugno 1915, n. 902, 25 novembre 1915, n. 1755, 30 gennaio 1916, n. 103, 4 febbraio 1916, n. 93, 12 marzo 1916, n. 320, 13 aprile 1916, nn. 451 e 492, 30 aprile 1916, n. 477, 13 luglio 1916, n. 864, 8 agosto 1916, nn. 960 e 961, 27 agosto 1916, n. 1146, 21 dicembre 1916, n. 1867, 15 aprile 1917, n. 643, l' art. 5 del Nostro decreto 18 gennaio 1918, n. 36 ed il Nostro decreto 24 marzo 1918, n. 414.

Restano ferme, per quanto concerne le privative industriali, art. 5 del Nostro decreto 20 giugno 1915, n. 962, ed il Nostro decreto 22 marzo 1917, n. 533. Nulla è innovato in ordine alle altre disposizioni vigenti relativamente ai sudditi nemici.

Articolo 54.

Il presente decreto entrerà in vigore il giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta ufficiale*.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d' Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 28 novembre 1918.

TOMASO DI SAVOIA.

ORLANDO — SACCHI — SONNINO — COLOSIMO —
MEDA — NITTI — CIUFFELLI.

Luogo del Sigilo V. II Guardasigilli : SACCHI.

Registrato alla Corte dei conti addì 7 dicembre 1918.

Reg. 160. Atti del Governo a f. 48. A. COPPI.

JAPON.

Lettre du Représentant du Japon au Conseil de la Société des Nations
au Secrétaire général de la Société.

[Traduction.]

AMBASSADE IMPÉRIALE DU JAPON.

Paris, 3 août 1921.

Monsieur le Secrétaire général,

Conformément à votre enquête relative aux questions qui sont actuellement soumises à l'examen de la Commission des armes économiques de la Société des Nations, j'ai l'honneur, au nom de mon gouvernement, de vous transmettre les renseignements ci-joints concernant les pouvoirs dont dispose actuellement le Gouvernement du Japon, pour l'exécution des obligations qui lui incombent en vertu de l'article 16 du Pacte, et les mesures prises par ce gouvernement au sujet du blocus économique exercé contre les Puissances centrales pendant la dernière guerre.

Aucune déclaration publique ni aucun exposé n'ont été faits par ce gouvernement relativement aux articles 12-17 du Pacte ; le Gouvernement japonais n'a pas publié non plus de rapports officiels sur l'application et l'effet du blocus dirigé contre les Puissances centrales au cours de la guerre. J'espère néanmoins que le rapport que je joins à cette lettre vous donnera quelques éclaircissements sur l'application et l'effet du blocus exercé par mon gouvernement ¹.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma haute considération.

Monsieur le Secrétaire général
de la Société des Nations
Genève.

(Signé) ISHII.

MÉMOIRE ANNEXÉ A LA LETTRE PRÉCÉDENTE.

[Traduction.]

- I. — Moyens dont dispose le Gouvernement japonais pour appliquer l'article 16 du Pacte.
- II. — Mesures relatives au blocus économique prises lors de la dernière guerre :
 - a) Introduction.
 - b) Ministère de l'Agriculture et du Commerce.
 1. Contrôle de l'exportation.
 2. Interdiction du commerce avec l'ennemi.
 3. Mesures de contrôle spécial sur les maisons de commerce en relations avec l'ennemi.
 4. Interdiction de l'importation des marchandises manufacturées dans les pays ennemis ou en provenance de ces pays.
 - c) Ministère des Communications.
 1. Contrôle des communications.
 2. Contrôle des mandats-postaux.
 3. Contrôle des transports de marchandises.
 4. Contrôle du transport des ressortissants ennemis.
 - d) Ministère des Finances.
 1. Contrôle des affaires financières des ressortissants ennemis ou assimilés.
 - e) Ministère des Affaires étrangères et administration de certains territoires.
 1. Règlement relatif aux territoires sur lesquels il est permis au Japon d'exercer sa juridiction consulaire.
 2. Règlement relatif à la Corée, Formose et autres possessions.
- III. — Effets du blocus économique appliqué par le Gouvernement japonais.
- IV. — Appendice. Ordonnance impériale interdisant le commerce avec l'ennemi.

¹ Voir le document suivant.

JAPAN.

Letter from the Japanese Representative on the Council of the League of Nations
to the Secretary-General of the League.

IMPERIAL EMBASSY OF JAPAN.

Paris, August 3rd, 1921.

Sir,

In regard to your inquiry relating to the questions under consideration by the Committee of the economic weapons of the League of Nations I have the honour, on behalf of my Government, of submitting to you the annexed information on the means at the disposal of the Japanese Government for the fulfilment of the obligations arising out of Article 16 of the Covenant, and on the measures taken by the Government for Economic Blockade against the Central Powers during the recent war.

There are no public documents or explanatory statements made by the Government regarding Articles 12-17 of the Covenant, nor are there published official reports of the Japanese Government on application and effect of the blockade enforced against the Central Powers during the war. But the report I am sending you herewith will throw, I hope, some light on the application and effect of the blockade adopted by my Government ¹.

I am, Sir,
Your obedient servant,
(Signed) ISHII.

Sir Eric Drummond,
League of Nations, Geneva.

MEMORANDUM ATTACHED TO THE PRECEDING LETTER. ²

- I. — *The Means at the Disposal of the Japanese Government to give Effect to Article 16 of the Covenant.*
- II. — *The Measures in connection with the Economic Blockade during the recent War.*
 - (a) *Introduction.*
 - (b) *The Department of Agriculture and Commerce.*
 1. *Control over Export Trade.*
 2. *Prohibition of Trade with persons of Enemy Character.*
 3. *Special Control over Business Concerns of Enemy Character.*
 4. *Prohibition of Imports of the Goods produced by or coming from Enemy Territories.*
 - (c) *The Department of Communications.*
 1. *Control over Communications.*
 2. *Control over Postal Money Orders.*
 3. *Control over Transport of Goods.*
 4. *Control over the Transport of Enemy Nationals.*
 - (d) *The Department of Finance.*
Control over Finance relating to Persons of Enemy Character.
 - (e) *The Department of Foreign Affairs and the Territorial Government.*
 1. *Regulations relating to the Territory over which Japan is permitted to have her Consular Jurisdiction.*
 2. *Regulations relating to Chosen, Formosa and other Territorial Possessions.*
- III. — *The Result of the Economic Blockade carried out by the Japanese Government.*
- IV. — *Appendix. Imperial Ordinance Prohibiting Trade with Persons of Enemy Character.*

¹ See the following document.

The English text has been received in the present form from the Japanese Representative on the Committee.

I.

MOYENS DONT DISPOSE LE JAPON POUR APPLIQUER
L'ARTICLE 16 DU PACTE.

1. Les moyens dont dispose le Gouvernement japonais pour remplir les obligations qui lui incombent, en vertu de l'article 16 du Pacte de la Société des Nations, lui sont fournis par une législation spéciale sous réserve que, lorsque la Diète ne siège pas et qu'il y a nécessité absolue de prendre des mesures immédiates pour sauvegarder la sécurité publique et éviter un danger, il peut être promulgué une ordonnance impériale permettant au gouvernement de prendre immédiatement des mesures indispensables. Toutefois, une mesure de ce genre demande, aux termes mêmes de la constitution, l'approbation de la Diète lors de sa prochaine réunion, quoique, dans certaines catégories de commerce, le gouvernement ait le pouvoir d'appliquer le règlement par le moyen d'une ordonnance impériale.

2. En ce qui concerne les mesures fiscales entraînées par les obligations qui incombent au Japon, en vertu de l'article 16 du Pacte, les dépenses sont à la charge d'un budget spécial voté par la Diète. Ce n'est que dans le cas de mesures urgentes que l'on peut disposer de certaines sommes dont le chiffre est limité et qui forment une sorte de fonds de réserve du Trésor national. Toutefois, conformément à la constitution, lorsqu'une mesure paraît absolument urgente pour sauvegarder la sécurité publique ou lorsque la situation présente un intérêt national ou international, étant données les circonstances, et qu'il n'est pas possible de réunir la Diète, le gouvernement est autorisé à faire les démarches nécessaires de sa propre initiative et sous sa responsabilité, pourvu que cette mesure reçoive l'approbation de la Diète lors de la session suivante.

II.

MESURES RELATIVES AU BLOCUS ÉCONOMIQUE PRISES LORS DE LA
DERNIÈRE GUERRE.

a) INTRODUCTION.

La politique de mon gouvernement, dès le moment où le Japon a déclaré la guerre à l'Allemagne, le 23 août 1914, a été de détruire, en collaboration avec les Alliés, le pouvoir militaire et économique des Puissances centrales sur le continent asiatique et dans le Pacifique, de même que dans les autres parties du monde. A cet effet, et spécialement en ce qui concerne l'emploi de l'arme économique contre les Puissances ennemies, le Gouvernement du Japon a appliqué les mesures prises collectivement par l'intermédiaire de différents services publics, qui ont pris une part active à la mise en vigueur des mesures relatives au blocus économique et financier.

Au début de la guerre et jusqu'à la Conférence économique de Paris, en juillet 1916, mon gouvernement a appliqué les mesures destinées à réglementer et à contrôler l'exportation, surtout conformément aux dispositions générales déjà en vigueur; dans la dernière partie de la guerre, après la Conférence économique de Paris, une ordonnance impériale spéciale, comprenant les mesures d'interdiction de commerce avec l'ennemi, fut adoptée.

Voici, dans l'ordre, les mesures prises par les différentes autorités, spécialement par les Ministres de l'Agriculture, du Commerce, des Communications, des Finances et des Affaires étrangères.

b) MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE.

I. Contrôle de l'exportation.

En mars 1915, le Gouvernement impérial japonais a publié une ordonnance par l'intermédiaire du Ministère de l'Agriculture et du Commerce, en vue de réglementer et de contrôler le commerce de certaines marchandises exportées du Japon. Ce décret visait à conserver au Japon les

I.

THE MEANS AT THE DISPOSAL OF THE GOVERNMENT OF JAPAN TO GIVE EFFECT TO ARTICLE 16 OF THE COVENANT.

1. In order to fulfil the obligations arising out of Article 16 of the Covenant of the League of Nations, the means at the disposal of the Japanese Government are made effective by special legislation, provided, however, when the Diet is not in session and a measure is in need of immediate action for preserving public safety, and for avoiding its danger, an emergency Imperial Ordinance may be issued so that the Government is enabled to carry out measures immediately. This measure, however, requires, under constitutional provisions, the approval of the Diet when convened. For certain classes of trade, under some measures the Government is empowered to carry out the regulations by issuing an Imperial Ordinance.

2. As to the fiscal measure in carrying out the obligations arising out of Article 16 of the Covenant, expenditures shall be met by the special budget passed by the Diet. Only for an emergency measure a certain limited sum may be drawn out from the reserve fund of the National Treasury. Under the Constitutional provisions, however, when a measure is in need of immediate action for preserving public safety, and because of the impending situation arising out of national and international circumstances it shall find no time to convene the Diet, the Government may take necessary measures on its own initiative and responsibility, provided that such measures shall be approved by the Diet when convened in the following session.

II.

THE MEASURES OF ECONOMIC BLOCKADE DURING THE RECENT WAR.

(a) INTRODUCTION.

Since the Government of Japan declared war against Germany on August 23rd, 1914, it had been the definite policy of this Government to destroy, in co-operation with the Allied nations, the military and economic strength of the Central Powers in the Asiatic Continent and on the Pacific, as well as in other parts of the world. For the purpose of accomplishing this end, particularly with the economic weapons, against the enemy nations, the Government of Japan enforced the measures through the several departments which have taken an active part in carrying out measures relating to the economic and financial blockade against the Central Powers.

In the earlier stage of the war, up to the Economic Conference of Paris of July, 1916, this Government carried out the measures regulating and controlling the export trade, chiefly under the provisions which have been already and generally in force, and in the later stage of the war after the Economic Conference of Paris, the measure which was embodied in the special Imperial Ordinance prohibiting trade with persons of enemy character was adopted by the Government.

The order of events, which will be described in the present paper and which have been dealt with by the respective officials, particularly the Ministers of the Departments of Agriculture and Commerce, of Communications, of Finance and of Foreign Affairs, is as follows :—

(b) THE DEPARTMENT OF AGRICULTURE AND COMMERCE.

1. *Control over Export Trade.*

In March, 1915, the Imperial Japanese Government issued an Ordinance through the Department of Agriculture and Commerce for the purpose of regulating and controlling goods or merchandise to be exported from Japan. The object of the Ordinance was, of course, to keep munitions

munitions de guerre et à empêcher qu'elles ne tombassent entre les mains des Puissances ennemies. Aux termes de ce décret, tout individu désirant exporter, dans un pays quelconque, des marchandises désignées dans le décret, était tenu de faire connaître au Ministre de l'Agriculture et du Commerce la nature de ces marchandises, leurs quantités, les ports d'embarquement et de destination, ainsi que les noms des personnes et des maisons auxquelles ces marchandises étaient adressées et l'adresse personnelle des destinataires. Au reçu de ces renseignements, le Ministre était libre d'accorder ou de refuser le permis d'exportation. Sans ce permis spécial, nul n'était autorisé à exporter les marchandises en question et, à mesure que la guerre se déroulait, le nombre des marchandises ainsi contrôlées ne fit qu'augmenter.

En ce qui concerne les marchandises qui ne figurent pas dans le décret, il existait une autre forme de contrôle. Au cas où l'on soupçonnait ces marchandises d'être destinées à des pays neutres pour être ultérieurement exportées en pays ennemi, le gouvernement avait édicté des « instructions spéciales » pour empêcher ces opérations. C'est ainsi qu'il n'était pas permis d'exporter des marchandises dans les pays neutres, à moins d'une déclaration dûment établie stipulant que ces marchandises ne seraient pas réexportées en pays ennemi.

D'autre part, la politique du gouvernement impérial japonais a permis de tout temps la libre exportation de toutes sortes de marchandises dans les pays alliés.

2. Interdiction du commerce avec les pays ennemis.

Le gouvernement du Japon a fait siennes, en décembre, les résolutions adoptées par le Conseil économique interallié, tenu à Paris en juillet 1916, et en a informé les Puissances alliées. En vue d'appliquer les termes des dites résolutions et spécialement de découvrir une procédure à l'usage de services administratifs, on a créé une Commission spéciale composée d'un certain nombre de hauts fonctionnaires appartenant aux différents services intéressés.

On avait pensé, pour appliquer les dispositions interdisant le commerce avec l'ennemi, avoir recours à la législation ordinaire, mais c'était précisément le moment où la Diète venait d'être dissoute. Aussi, afin de ne pas perdre de temps et pour éviter d'attendre l'élection et la réunion d'une nouvelle Diète, les mesures nécessaires furent adoptées, en vertu d'une ordonnance impériale, le 14 avril 1917. A la même date, les ministères édictèrent respectivement les règlements nécessaires de sorte que l'ordonnance et les règlements administratifs purent entrer en vigueur le 14 mai 1917 (voir IV, Appendice).

Dès la mise en vigueur de l'ordonnance impériale, tout commerce direct ou indirect avec des personnes ennemies fut complètement interdit. Toutefois, il existait des stipulations permettant dans certains cas spécifiés par l'ordonnance ministérielle, de faire des affaires après avoir obtenu un permis spécial. Toute demande de permis spécial était attentivement examinée, de façon à déterminer si dans ce cas spécial, (1) il y avait urgence de la part du demandeur et, (2) si, même en cas d'urgence, il ne devait pas en résulter quelque avantage ou quelque profit économique pour l'ennemi. Le permis n'était accordé que dans les cas où il paraissait évident qu'il n'y avait rien à redouter. Ces cas, pour la plupart, avaient trait à des affaires de peu d'importance, comme, par exemple, des prêts ou des emprunts hypothécaires pour loyers, des contrats d'assurance et des contrats d'emploi. Il n'y eut pas un seul cas présentant quelque importance où le permis ait été accordé.

Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce publie, dans son bulletin officiel, une liste de maisons ennemies mentionnées ci-dessus, qui fut répandue dans le monde commercial. Cette liste était destinée à établir clairement le lieu de résidence des dites personnes et la place de leurs affaires.

3. Contrôle spécial exercé sur les entreprises ennemies.

Conformément à l'ordonnance interdisant le commerce avec les personnes ennemies : (1) pour les entreprises dirigées par des sujets ennemis, (2) pour des entreprises qui étaient totalement ou partiellement sous la direction ou sous le contrôle de sujets ennemis, le Ministre intéressé a donné aux autorités préfectorales les instructions nécessaires pour permettre la surveillance des entreprises mentionnées ci-dessus.

of war at home and prevent their falling into the hands of hostile Powers. According to this Ordinance every person intending to export the goods enumerated in the Ordinance from Japan to another nation was compelled to report to the Minister of Agriculture and Commerce upon the following items: their character, their quantities, their ports of shipment and their destination, as well as the personal names and firm-names with their respective addresses of the consignees. Whereupon the said Minister issued or refused to issue the so-called export permit. Without this specific export permit no person was authorised to export the goods in question. With the progress of the war, the number of the goods thus controlled was greatly increased.

As regards goods not enumerated in the Ordinance, another form of control was exercised. If such goods were suspected of being exported to neutral countries with an ultimate aim of sending the same to the hostile Powers the Government issued "Special Instructions" to suspend their operation. Thus no goods were allowed to be exported to neutral countries unless it was clearly established that the goods in question would not be transmitted to the hostile Powers.

On the other hand, it had been the policy of the Imperial Government to freely permit the exportation of goods in general to the Allied Powers.

2. *Prohibition of Trade with the Enemy Powers.*

With the resolutions adopted by the Allied Economic Council, which was held in Paris in July, 1916, the Government of Japan concurred in December of the same year and informed the Allied Powers to that effect. In order to carry out the purpose set forth in the above Resolution, on the part of this Government and particularly to find a working measure within the executive departments, there was organised a special Committee consisting of several high officials of the related departments.

It had been planned, in order to enforce the measures prohibiting trade with the enemy Powers, to enact it by legislation, but at this juncture the Diet then convened was dissolved. Not to lose time in waiting for the new Diet to be elected and assembled, the measure was adopted by issuing an Imperial Ordinance in April, 1917. At the same time, the related departments issued their executive orders respectively. Both the Ordinance and executive orders came into force on May 14th, 1917 (see IV, Appendix).

As the Imperial Ordinance went into force, the trade with persons of enemy character or for their benefit was entirely prohibited. But the provisions were made that for those cases specified in the ministerial Ordinance the trade might be carried on by obtaining a special permit. When such an application for permit to trade was received, a strict examination was held to determine whether in its dealing (1) it was under necessity on the part of an applicant; (2) even if it was of necessity it should not assist or increase the economic stability of persons of enemy character. The permit was issued to the applicant only when it was found that the trade was absolutely above suspicion. The cases which were most numerous in these applications were restricted to minor affairs relating to the lending and borrowing of house rent, to carrying out the contract on insurances and to the contract of employment. There were no cases of importance for which the applications were made and to which the permit was granted.

The Minister of Agriculture and Commerce issued through the official journal the list of the names of enemy character mentioned above throughout the world with whom the trade should be prohibited, the purpose of which was to make clear the places of their residence and business.

3. *Special Control over Business Concerns of Enemy Character.*

According to the Ordinance prohibiting trade with persons of enemy character: (1) for enterprises under the management of persons of enemy character, (2) for the enterprises which were wholly or in part directed by the persons of enemy character or under their control, the Minister of related functions instructed the Prefectural Governors to take the necessary steps to supervise the activities of the business concerned.

4. *Interdiction de l'importation des marchandises fabriquées dans les pays ennemis ou en provenance de ces pays.*

Conformément aux dispositions de l'ordonnance interdisant le commerce avec les ressortissants ennemis, le Ministère a appliqué strictement les règlements en vigueur pour contrôler le commerce, sauf en ce qui concerne les clauses spéciales permettant de traiter les cas d'urgence, sans, toutefois, en faire bénéficier les ressortissants ennemis.

c) MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS.

1. *Contrôle des communications.*

Quand le Japon eut déclaré la guerre, le Ministre des Communications prit immédiatement les mesures nécessaires pour établir le contrôle des communications qui auraient pu être employées au désavantage des Puissances alliées. En raison des agissements des ressortissants ennemis, le Ministère a institué une censure très sévère et appliqué les autres moyens de contrôle dont il disposait ; ces mesures ont été peu à peu étendues, même aux communications générales, qui étaient souvent utilisées par les ressortissants ennemis et assimilés, au cours de la guerre.

En avril 1916, au moment de la promulgation de l'ordonnance interdisant le commerce avec l'ennemi, le Ministère a pris, conformément à l'ordonnance, les dispositions pratiques nécessaires pour rendre aussi sévère que possible le contrôle de toutes communications, correspondances, publications et autres moyens employés par l'ennemi, ainsi que par les personnes suspectes de sympathie envers les Puissances ennemies. Des listes nominatives de celles-ci ont été distribuées sous forme d'imprimés dans tous les bureaux recevant ou transmettant la correspondance. Ces mesures ont été prises d'accord avec le Ministre de l'Intérieur, de qui dépend la police.

2. *Contrôle sur les mandats-postaux.*

C'est en février 1916 que le Ministère commença à réglementer le système des mandats postaux, au moyen desquels les ressortissants ennemis, résidant au Japon, effectuaient des transferts d'argent. En décembre de la même année, par suite d'un règlement administratif, il étendit ces mesures de contrôle à tout le système des mandats-poste japonais, aussi bien à l'intérieur qu'à l'étranger. En avril 1917, lors de la publication de l'ordonnance impériale interdisant le commerce avec l'ennemi, le Ministère appliqua d'une façon plus stricte encore les mesures de contrôle établies à l'égard du système postal et visant tous les ressortissants ennemis.

3. *Contrôle des transports.*

En septembre 1915, le Ministre du Commerce promulgua un règlement adressé à toutes les compagnies de navigation, pour interdire le transport des marchandises dont la manutention était effectuée par des sujets ennemis ou des marchandises destinées à l'ennemi. En février 1917, il promulgua un nouveau règlement, adressé à tous les armateurs et interdisant de conclure un contrat quelconque relatif à un navire dans l'intérêt d'un ennemi ou de toute personne soupçonnée d'avoir des relations avec l'ennemi. Ce règlement allait plus loin encore et visait même les cas où un navire était sous-affrété à un tiers. En pareil cas, si l'on découvrait que le bénéficiaire était un ennemi, l'armateur se réservait le droit d'annuler le contrat.

Cette méthode de contrôle, ainsi que d'autres règlements du service des communications, s'ajoutant à l'ordonnance impériale interdisant le commerce avec l'ennemi, constituaient collectivement un ensemble de mesures des plus strictes pour appliquer les règlements édictés par l'ordonnance impériale.

4. *Prohibition of Import of the Goods produced by or coming from the Enemy Nations.*

Under the provisions of the Ordinance prohibiting trade with persons of enemy character, the Department strictly enforced, similarly, the regulations to the provisions controlling over trade with exception of the restricted measure which permitted to handle such cases arising out of special necessity, but by no means aiding the persons of enemy character.

(c) THE DEPARTMENT OF COMMUNICATIONS.

1. *Control over Communications.*

When the war was declared by Japan, the Minister of the Department of Communications immediately took steps to control the communications which might be used disadvantageously to the cause of the Allied Powers. Because of activities of enemy people, the Department instituted strict censorship and other necessary means of control which was gradually extended even to the general communications which were often employed by the enemy peoples and other related persons with the progress of the war.

In April, 1916, at the time of issuance of the Ordinance prohibiting trade with the enemy, the Department issued further the executive order in corroboration of the Ordinance to enforce the measures as strictly as possible for the purpose of controlling communications, such as mails, publications and other means used by enemy people, as well as of the persons who were suspected to be sympathetic toward the enemy Powers, the list of whose names was distributed in printed form to each local bureau which handled communications. This was carried out in collaboration with the Minister of Interior, in whom the controlling power of general police force was invested.

2. *Control over Postal Money Orders.*

The Department, in February, 1916, began to regulate the system of Postal Money Orders by which the persons of enemy character who resided in Japan transferred money. In December of the same year, by an executive order, it extended the strict measure of control over the system of Postal Money Orders, both in Japan and abroad. In April, 1917, at the time of the issuance of the Imperial Ordinance prohibiting trade with the enemy, the Department put in force more strict control over the postal system as it concerned the persons of enemy character.

3. *Control over Transport.*

In September, 1915, the Minister of the Department of Commerce issued an instruction to all the steamship companies to prohibit the transport of the goods which were handled by the enemy, or which were consigned to them. In February, 1917, the Minister of this Department issued another instruction to every shipowner prohibiting, as a matter of course, to make any contract for renting a ship to a person of enemy character, and even to a person who was suspected as related to the enemy interest. The instruction went further that a case of sub-renting the ship was brought into consideration and anyone who so sub-rented the ship was found to be person of enemy character, the shipowner shall reserve the right to nullify the contract thereof.

This method of control, together with the other executive orders issued by the Department of Communications after the Imperial Ordinance prohibiting trade with persons of enemy character came into force, came to be the most strict measure in enforcing the regulations set forth in the Imperial Ordinance.

4. *Transport des ressortissants ennemis.*

En décembre 1914, le gouvernement impérial du Japon prit des mesures immédiates pour empêcher que tout individu appartenant directement ou indirectement aux armées ou aux marines ennemies pût voyager sur des navires japonais. Quiconque aidait l'ennemi d'une manière quelconque se vit refuser le privilège d'être transporté sous pavillon japonais. C'est ainsi que, venant s'ajouter à l'ordonnance impériale interdisant tout commerce avec l'ennemi, ces règlements intérieurs, publiés par le Ministère, rendirent encore plus strict le contrôle des communications.

d) MINISTÈRE DES FINANCES.

En janvier 1915, le Ministère des Finances a demandé à la Banque du Japon de cesser de fournir des fonds aux ressortissants ennemis et, à cet effet, de s'entendre avec les banques japonaises s'occupant d'opérations bancaires avec l'étranger, afin de cesser toutes relations avec les peuples ennemis. En janvier de l'année suivante, la même décision a été prise par les banques qui avaient des bureaux et succursales à l'étranger; elles ont cessé toutes relations commerciales et tous échanges de fonds avec les nations ennemies, directement ou indirectement, par l'intermédiaire de ces bureaux et succursales.

De plus, le Ministre des Finances a donné des ordres s'inspirant de l'ordonnance impériale et interdisant le commerce avec les ressortissants ennemis, afin de renforcer encore les règlements permettant le contrôle des organisations bancaires nationales. En novembre 1916, le Ministre a établi une réglementation interdisant le transfert des fonds provenant de pays étrangers à destination des ressortissants des nations ennemies, résidant au Japon.

Au cours de l'application de ces mesures administratives, les directeurs de la succursale de la Banque asiatique allemande, à Yokohama, ont reçu l'ordre de quitter le Japon, et, en septembre 1916, les directeurs de la succursale mentionnée ci-dessus, ainsi que celle de Kobé, qui avaient enfreint les règlements de guerre relatifs aux opérations bancaires, ont été obligés de suspendre leurs opérations sur l'ordre du Gouvernement japonais.

e) LE MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET LES GOUVERNEMENTS DES TERRITOIRES SOUMIS A LA JURIDICTION JAPONAISE.

Dispositions relatives aux territoires dans lesquels le Japon a le droit d'exercer sa juridiction consulaire et à tous autres territoires en sa possession.

Le Ministre des Affaires étrangères a étendu les dispositions, applicables au Japon et interdisant le commerce avec les personnes ennemies, aux citoyens japonais vivant en Chine et au Siam, territoires où le Japon a le droit d'exercer sa juridiction consulaire.

En Corée, à Formose et dans les autres territoires possédés par le Japon, les gouverneurs respectifs de ces territoires ont promulgué une ordonnance similaire à celle promulguée au Japon et interdisant le commerce avec l'ennemi.

III.

EFFETS DU BLOCUS APPLIQUÉ PAR LE GOUVERNEMENT JAPONAIS.

Les armes économiques, employées par le gouvernement japonais contre les Puissances centrales pendant la guerre et décrites ci-dessus, ont été utilisées effectivement par les Ministres intéressés. Ils ont pris à ces opérations une part active avec la collaboration d'experts officiels qui ont dirigé toutes les énergies vers le succès des mesures employées, de concert avec les représentants diplomatiques à l'étranger et les autres fonctionnaires des autorités centrales et locales.

4. *As regards the Transport of Enemy Nationals.*

In December, 1914, the Imperial Japanese Government adopted the necessary measures so that the enemy nationals who had any direct or indirect connections with their respective armies or navies could not travel aboard Japanese steamships. Those who were found aiding the enemy countries in any manner whatever were refused the privilege of being carried by Japanese ships. With the promulgation of the Imperial Ordinance prohibiting trade with persons of enemy character, together with the executive orders issued by the Department, the control over communications was carried out with a greater effectiveness.

(d) THE DEPARTMENT OF FINANCE.

In January, 1915, the Minister of the Department of Finance urged the Bank of Japan, for the purpose of cutting off the supply of funds of the persons of enemy character, to adopt a concerted action on the part of the banks within Japan which handled foreign banking business to refrain entirely from dealing with the enemy peoples. In January of the following year, similar action was taken on the part of the banks which had branch banks and offices abroad to cease their business transaction of forwarding money to enemy peoples directly or indirectly by their branch banks and offices abroad.

The Minister of the Department of Finance further issued an executive order, corroborating with the Imperial Ordinance prohibiting trade with the persons of enemy character, and enforced the regulations controlling the banking system of the nation. In November, 1916, the Department issued regulations prohibiting the transfer of funds from foreign countries to the persons of enemy nations residing in Japan.

In the course of carrying out these administrative measures, the managers of the Yokohama branch of the German-Asiatic Bank were ordered to leave Japan, and in September, 1916, both the above branch and the Kobé Branch of the same institution, which were found to be violating the war-time banking regulations, were forced to suspend their operations by the order of the Japanese Government.

(e) THE DEPARTMENT OF FOREIGN AFFAIRS AND THE TERRITORIAL GOVERNMENTS.

Regulations relating to the Territory over which Japan is permitted to have her Consular Jurisdiction and other Territorial Possessions.

The Minister of Foreign Affairs extended the similar regulations as found in Japan proper to the Japanese citizens living in China and Siam, the territory over which Japan is permitted to have Consular jurisdiction, prohibiting trade with persons of enemy character.

In Chosen, Formosa, and other territorial possessions the respective Territorial Governors issued a similar executive order as found in Japan proper, prohibiting trade with the enemy character.

III.

THE RESULT OF THE BLOCKADE CARRIED OUT BY THE JAPANESE GOVERNMENT.

The economic weapons employed against the Central Powers during the War by the Japanese Government as described above have been effectively carried out by the Ministers of the related functions which took active part through the co-operation of expert officials who directed their energies toward the success of the measure, together with the co-operation of their diplomatic officials abroad and other officials of the central and local governments within.

Au fur et à mesure de la guerre, le gouvernement japonais, afin de répondre aux nécessités du moment et des événements, a pris des mesures plus sévères relatives, (1) aux importations et aux exportations, (2) à l'interdiction de faire du commerce avec les personnes ennemies, (3) aux communications et transactions, (4) aux autres moyens de restriction. Le résultat produit a été suffisant pour détruire la puissance économique des personnes ennemies ou considérées comme telles sur le continent asiatique, dans le Pacifique et dans le monde entier, dans tous les endroits et dans toutes les circonstances où le gouvernement japonais a été en mesure d'appliquer les dispositions économiques prises contre les Puissances centrales, d'accord avec les Nations alliées et associées.

IV.

APPENDICE.

ORDONNANCE INTERDISANT LE COMMERCE AVEC LES RESSORTISSANTS ENNEMIS.

(Ordonnance impériale 41.)

ARTICLE I. — Dans la présente ordonnance, le terme « nations ennemies » s'applique à l'Empire d'Allemagne et aux autres nations qui sont en état d'hostilité avec les nations alliées.

Dans la présente ordonnance, le terme « territoires ennemis » s'applique aux territoires possédés par les nations ennemies (à l'exception de la partie occupée par les nations alliées) et aux autres territoires occupés par les nations ennemies.

ART. II. — Tout commerce avec les personnes mentionnées dans les paragraphes suivants, ou à leur compte, est interdit, sauf dans les cas spécifiés par les ministres intéressés.

1. Nations ennemies.
2. Ressortissants ennemis ou assimilés.
3. Toutes personnes ayant leur domicile ou leur résidence sur le territoire ennemi ou toutes personnes se trouvant sur ce territoire en vue d'entreprises privées.
4. Toutes personnes ainsi désignées sur l'ordre du Ministre de l'Agriculture et du Commerce et dont les entreprises sont totalement ou partiellement sous le contrôle ou sous l'influence de ressortissants ennemis.

ART. III. — Toutes les entreprises dirigées par les personnes mentionnées dans les sections 2 et 3 de l'article précédent, ou toutes les entreprises totalement ou partiellement placées sous le contrôle ou sous l'influence de l'ennemi, peuvent être soumises à une surveillance spéciale du département correspondant, selon les instructions du ministre intéressé.

ART. IV. — Toutes les personnes désirant importer des marchandises fabriquées par les ressortissants ennemis, ou en provenance du territoire ennemi, devront obtenir un permis, sauf dans les cas spécialement indiqués par les ministres intéressés.

ART. V. — Toutes les personnes qui enfreignent les stipulations mentionnées à l'article II ou qui agissent avec l'intention de violer lesdites stipulations, ou qui importent des marchandises en violation de ces mêmes stipulations, seront passibles soit des travaux forcés pour une durée ne dépassant pas une année, soit d'une amende ne dépassant pas 200 yens.

ART. VI. — Dans la présente ordonnance, les fonctions des ministres des départements intéressés sont exercées par le Gouverneur général de Corée, le Gouverneur général de Formose, le Gouverneur général du Kwantung et le Gouverneur de la province de Sakhalin, en ce qui concerne leurs territoires respectifs.

DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES.

Les dispositions prévues à l'article II ne seront pas applicables aux opérations commerciales qui ont été engagées avant la mise en vigueur de la présente ordonnance et qui ont reçu l'autorisation des ministres intéressés. Les mêmes dispositions ne seront pas applicables aux opérations commerciales qui ont été engagées avant que les personnes y prenant part n'aient été rangées dans les catégories mentionnées dans les sections 1-4 de l'article II.

With the progress of the war, and to meet the exigencies of time and events, the Japanese Government took more strict measures on (1) import and export, (2) prohibiting trade with persons of enemy character, (3) communications and transactions, (4) other restrictive measures. The result thus produced was sufficient to destroy the economic power of the enemy persons or of enemy character in the Asiatic Continent and on the Pacific and throughout the whole world when and whichever the Japanese Government found it in position to be apt to carry out the measures executing economic weapons against the Central Powers co-ordinating with the Allied and associated nations.

IV.

APPENDIX.

ORDINANCE PROHIBITING TRADE WITH PERSONS OF ENEMY CHARACTER.

(Imperial Ordinance 41.)

ARTICLE I.—In the present Ordinance, the term “enemy nations” is understood to be Imperial Germany and other nations which are acting in a hostile way toward the Allied nations.

In the present Ordinance, the term “enemy territory” is understood to be the territory, with the exception of that which is occupied by the allied nations, possessed by enemy nations and the territory occupied by the enemy nations.

ART. II.—No trade dealing with the persons mentioned in the following sections and for their benefit shall be carried on, except those cases specified by the Ministers of related functions.

1. Enemy nations.
2. Enemy nationals, or incorporated enemy nationals.
3. A person who lives or has residence in the enemy territory, or a person who is in the territory for the purpose of carrying on enterprises.
4. A person who is so indicated by the order of the Minister of Agriculture and Commerce, and whose enterprises are wholly or in part controlled by the enemy nationals and whose enterprises are under influence of the enemy.

ART. III.—Any enterprise managed by the persons mentioned in Sections 2 and 3 of the preceding Article, or any enterprise which is wholly or in part controlled by the enemy Power or is placed under the influence of the enemy, may be specially supervised by the related department according to the instruction of the Ministers of the related functions.

ART. IV.—Any person desiring to import goods produced by the enemy nationals or which come from the enemy territory shall obtain a permit, except in those cases specifically ordered by the Ministers of the related functions.

ART. V.—Any person who infringes the provisions mentioned in Article II or acts with the intention of violating the provisions thereof, or imports goods in violation of the provisions shall be punished either with penal servitude for a period not exceeding one year, or a fine not exceeding 200 yen.

ART. VI.—In the present Ordinance, the functions of the Ministers of the related Departments are exercised by the Governor-General of Chosen, by the Governor-General of Formosa, the Governor-General of Kwantung, and by the Provincial Governor of Saghalien, in their respective territories.

SUPPLEMENTARY REGULATIONS.

The regulations provided for in Article II shall not be applied to the trade which has already been entered before the present Ordinance came into effect and which has the permission of the Ministers of the related functions. The same provisions shall not be applied to the trade which has been already entered before the persons dealing with it have been involved in the qualifications specified in the Sections 1-4 of Article II.

NORVÈGE.

Lettre du Ministre des Affaires étrangères de Norvège au Secrétaire général
de la Société des Nations, du 18 juillet 1921.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Christiania, le 18 juillet 1921.

Monsieur le Secrétaire général,

En réponse à la lettre du Secrétaire général en fonctions au Président du Conseil des Ministres en date du 28 février dernier (21/31/23A), j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint un mémoire¹ élaboré par le Ministère de la Défense et contenant, pour l'usage de la Commission du blocus, les renseignements demandés sur les pouvoirs dont dispose actuellement le Gouvernement norvégien pour l'exécution des obligations qui lui incombent, en vertu de l'article 16 du Pacte, ainsi que d'autres renseignements et observations utiles pour l'établissement et l'exécution du programme approuvé par l'Assemblée de Genève.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma haute considération.

(Signé) RAESTAD.

Sir Eric Drummond, K.C.M.G., C.B.,
Secrétaire général de la Société des Nations,
Genève.

MÉMOIRE

élaboré par le Ministère norvégien de la Défense.

Les obligations qui incombent à la Norvège, conformément à l'article 16 du Pacte de la Société des Nations, sont en partie d'ordre économique et personnel (art. 16, 1^{er} et 3^e alinéas) et en partie d'ordre militaire (2^{me} alinéa de l'article).

Dans le présent mémoire, le Ministère ne traitera que des forces armées de terre et de mer, ainsi que des formations aériennes.

Pour ce qui est des forces armées de terre, il faut faire ressortir qu'en dehors des élèves des écoles de sous-officiers, la Norvège n'a que très peu de troupes faisant service permanent et que celles-ci servent de corps de garde et de sûreté, tant dans les villes que dans les forteresses.

Il ne pourra être question d'employer aucun de ces corps à des expéditions à l'étranger.

Quant aux écoles de sous-officiers, leur but est de préparer les élèves pendant un nombre d'années déterminé (3 à 4 ans) à un examen militaire et, en outre, à un examen civil. Leurs plans ne sont pas assez larges pour permettre de disposer du temps pour un service militaire dont les buts n'ont pas rapport à l'école.

Les quelques corps de garde et de sûreté qui existent doivent être considérés comme étant de tout temps indispensables pour le service dans le royaume et ne pourront pas, par conséquent, être employés à l'étranger.

Dans le cadre de l'organisation actuelle de l'armée, il y aura toutefois moyen, avec un préavis raisonnable, de mettre sur pied de petites forces composées de détachements de conscrits. Il est toutefois entendu que ces détachements doivent, de préférence, être formés par l'enrôlement de volon-

¹ Voir le document suivant.

NORWAY.

Letter from the Norwegian Minister for Foreign Affairs to the Secretary-General of the League of Nations, July 18th, 1921.

[Translation.]

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

Christiania, July 18th, 1921.

to the Secretary-General.

Er,

In reply to the letter of the Acting Secretary-General to the President of the Council of Ministers, dated February 28th last (21/31/23A), I have the honour to forward to you herewith a memorandum¹ drawn up by the Ministry of Defence and containing, for the use of the Blockade Commission, the information requested with regard to the powers at present at the disposal of the Norwegian Government for carrying out the obligations which devolve upon it in virtue of Article 16 of the Covenant, together with particulars and observations which may be of use in completing and carrying out the scheme which was approved by the Assembly at Geneva.

I am, etc.,

(Signed) RAESTAD.

Er Eric Drummond, K.C.M.G., C.B.,

Secretary-General of the League of Nations,
Geneva.

MEMORANDUM

prepared by the Norwegian Ministry of Defence.

The obligations which devolve upon Norway in accordance with Article 16 of the Covenant of the League of Nations are partly of an economic and personal nature (Article 16, paragraphs 1 and 3), and partly of a military nature (paragraph 2 of the same Article).

In the present memorandum, the Ministry will deal only with the *military* and *naval* forces, and with the *air* forces.

With regard to the *military forces*, it must be pointed out that, in addition to the students in the schools for non-commissioned officers, Norway has only a very small number of professional soldiers, and these are used for the defence of the country and the maintenance of public order in the towns as well as in the fortresses.

There can be no question of employing any of these troops on foreign service.

As to the schools for non-commissioned officers, their object is to prepare the students during a fixed period (3 to 4 years) for a military examination (and for an examination on civilian lines as well). They are not designed on a large enough scale to enable them to devote time to a form of military service unrelated to the work of the school.

The small number of troops which are at present employed in the defence of the country and the maintenance of order must be regarded as at all times indispensable for service in the Kingdom, and will not, therefore, be employed abroad.

In the system of army organisation, as it exists at present, it will, however, always be possible, if reasonable notice is given, to raise and equip small bodies of troops composed of detachments of conscripts. It is understood, however, that these detachments should, wherever possible, be

¹ See the following document.

taires ayant fait — en entier ou en partie — les exercices ordinaires de paix, qui ont été stipulés pour eux. Que ces détachements soient formés de troupes ordinaires, de conscrits ou bien d'un personnel volontaire, il doit être considéré comme absolument nécessaire, vu la courte durée des exercices dans l'armée norvégienne, de laisser à ces détachements quelque temps pour des exercices de répétition, avant de les envoyer, le cas échéant, hors du pays.

L'armement de l'armée et son équipement de matériel technique n'étant pas non plus aussi conforme aux exigences modernes qu'il serait à désirer, il sera également nécessaire de suppléer en partie à l'équipement des détachements, afin qu'ils ne soient pas, quant à leur qualité, inférieur aux troupes que d'autres pays pourraient mettre à la disposition de la Société des Nations.

Quant aux *forces maritimes*, il faut remarquer que la défense maritime du royaume a été établie exclusivement comme une défense des côtes. Les navires de la marine ont été construits principalement dans ce but et c'est pourquoi ils ne sont, ni comme grandeur ni comme navigabilité propres à opérer avec les classes correspondantes de navires appartenant à de plus grandes marines et ne sont pas, par conséquent, propres à faire partie des effectifs navals mentionnés dans l'article 16 du Pacte.

Quant aux *formations aériennes*, le service aéronautique de l'armée ne pourra mettre à la disposition qu'un tout petit nombre d'avions susceptibles de servir à la guerre, ainsi qu'un nombre restreint de personnel professionnel.

Le matériel aéronautique de la marine, par contre, n'est actuellement pas propre à être employé dans une armée fédérative éventuelle, car il ne se compose que de petits hydro-aéroplanes à un rayon d'action assez limité.

PAYS-BAS

Lettre du Ministre des Pays-Bas, à Berne, au Secrétaire général.

GEZANTSCHAP
DER NEDERLANDEN.
N° 6793.

Berne, le 24 août 1921.

Monsieur le Secrétaire général,

En me référant à la dernière partie de ma lettre du 28 juin dernier, N° 5509, j'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint un mémoire concernant les moyens légaux dont le gouvernement de la Reine disposerait actuellement s'il prenait part à un blocus économique tel que le prévoit l'article 16 du Pacte de la Société des Nations².

A ce propos, j'ai été chargé de vous faire observer que la validité de plusieurs dispositions prises à l'époque de la guerre dépend de l'existence des circonstances spéciales qui ont occasionné leur promulgation. Il résulte de ce qui précède que non seulement la durée de leur validité est limitée, mais encore que dans leur application l'on sera soumis à certaines restrictions.

Quant aux autres mesures, quoiqu'elles n'appartiennent pas à la même catégorie, elles n'ont cependant pas été établies dans le but de parer aux éventualités prévues par l'article 16 du Pacte.

Il faudrait donc, de toute façon, pour arriver à une application effective des mesures prévues par l'article 16, que des lois indépendantes réglementent la compétence du gouvernement en cette matière. La question de savoir s'il y a lieu de mettre de telles lois à l'étude dépendra des résultats de l'enquête et de l'œuvre de la Société des Nations.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Secrétaire général, pour vous renouveler l'assurance de ma haute considération.

(Signé) VAN PANHUYS.

Sir Eric Drummond,
Secrétaire général de la Société des Nations,
Genève.

² Voir le document suivant.

armed by enlisting volunteers who have undergone—wholly or partly—the ordinary peace-time training as laid down for them. Whether these detachments are composed of regular troops, of conscripts, or of volunteers, it must be regarded as absolutely essential, considering the short period of training in the Norwegian army, to grant these detachments a certain time for additional training before sending them, if they should be required, out of the country.

As the equipment of the army and its supply of technical material also are not as well adapted to modern needs as might be desired, it will also be necessary to supply, in part, deficiencies in the equipment of the detachments, so that they may not be inferior, in point of efficiency, to the troops which other countries may put at the disposal of the League of Nations.

With regard to the *naval forces*, it must be pointed out the naval defence of the Kingdom has been based exclusively on the defence of the seaboard. Warships have been built chiefly with this object in view, and for this reason they are not, either in tonnage or sea-going qualities, adapted to operate with the corresponding classes of warships belonging to larger fleets. They are therefore not adapted to form part of the naval effectives mentioned in Article 16 of the Covenant.

In the case of the *air forces*, the air service of the army will be able to supply only a limited number of aircraft capable of use in war, together with a limited number of trained personnel.

The aircraft at the disposal of the Navy, moreover, is not at present suitable for employment by any international army which may be formed, for they consist only of small hydroplanes with a rather limited radius of action.

NETHERLANDS.

Letter from the Netherlands Minister at Berne to the Secretary-General.

[translation].

NETHERLANDS LEGATION

Nº 6793.

Berne, August 24th, 1921.

Sir,

Referring to the last part of my letter, dated June 28th last, Nº 5509, I have the honour to submit to you herewith a memorandum concerning the legal means at the disposal of the Queen's Government, at the present juncture, if it joined in an economic blockade such as is provided for in Article 16 of the Covenant of the League of Nations¹.

With respect to this, I have been instructed to draw your attention to the fact that the validity of various measures adopted during the war depends upon the existence of the special circumstances which necessitated their promulgation. Hence, not only is the period of their validity limited but, further, there are certain restrictions upon their application.

As regards the other measures, although they do not belong to the same category, they were not formulated with a view to meeting the contingencies provided for in Article 16 of the Covenant.

In order, therefore, that the measures provided for in Article 16 may be applied with any degree of success, independent laws should be passed to direct the control exercised by the Government in this matter. The question of deciding whether there is any occasion to consider the necessity of such laws depends upon the results of the enquiry and work of the League of Nations.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) VAN PANHUYS.

Sir Eric Drummond,
Secretary-General of the League of Nations,
Geneva.

¹ See following document.

MÉMOIRE RELATIF AUX POUVOIRS JURIDIQUES DONT DISPOSE LE
GOUVERNEMENT DES PAYS-BAS EN VUE DE COOPÉRER AU BLOCUS ÉCONOMIQUE
PRÉVU PAR L'ARTICLE 16 DU PACTE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

[Traduction.]

En vertu de la loi sur les étrangers (loi du 13 août 1849, *Staatsblad* 39, définitivement modifiée par la loi du 10 février 1910, *Staatsblad* 56), l'admission des étrangers est autorisée, sur le vu d'un passeport étranger visé par un représentant diplomatique ou consulaire hollandais (article 2). En refusant le visa, on peut donc empêcher l'entrée des étrangers. En vertu de l'article 12 de la loi ci-dessus, les étrangers dangereux pour la sécurité publique peuvent être déportés ; de même un lieu de résidence particulier à l'intérieur du royaume peut être assigné à ces étrangers, la permission de résider dans certaines parties du pays peut également leur être refusée (article 13).

Ces règlements ont été complétés par la loi du 17 juin 1918, *Staatsblad* 410, « contenant des dispositions supplémentaires concernant le contrôle des étrangers résidant dans ce pays » en raison des conditions anormales actuelles. En vertu de l'article 1^{er} de cette loi, une nouvelle réglementation du contrôle des étrangers résidant dans le pays peut être promulguée par un règlement général. L'article 2 stipule que les étrangers résidant dans le pays et qui seraient considérés comme dangereux pour l'ordre, la sécurité, l'hygiène ou la morale publique, ou qui ne se conformeraient pas aux règlements généraux visés ci-dessus, peuvent se voir assigner un lieu de résidence spécifié à l'intérieur du royaume en Europe, ou même être internés dans un camp désigné à cet effet. La liberté de quitter le pays n'est cependant pas restreinte par ce règlement.

En outre, la loi du 10 janvier 1920 (*Staatsblad* 11), contenant de nouvelles dispositions concernant la garde des frontières, attribue au Ministre de la Justice le droit de contrôler, dans l'intérêt de la garde de la frontière, l'entrée et la sortie de la zone de défense, ainsi que la circulation à l'intérieur de cette zone.

En vertu de l'article 1 de la loi du 3 août 1914, *Staatsblad* 344, définitivement modifié par la loi du 3 juin 1918, *Staatsblad* 326, en cas de guerre ou de danger de guerre, le transport et l'exportation de toutes marchandises, ou de certaines marchandises spécifiées, peuvent être interdits en totalité ou en partie, avec ou sans conditions.

Conformément à l'article 17 de la loi du 9 avril 1875, *Staatsblad* 67, la suspension du service des chemins de fer peut être ordonnée pour des raisons d'intérêt national. En outre, conformément à l'article 50 de la même loi, une ligne de chemin de fer peut être réservée, en tout ou en partie à l'usage du gouvernement.

En ce qui concerne le service postal, le gouvernement a le droit de suspendre complètement les communications postales avec un pays quelconque.

La loi concernant l'exportation des navires, *Scheepennitvoerwet* (loi du 18 mars 1916, *Staatsblad* 139), définitivement modifiée le 18 juin 1918, *Staatsblad* 427, interdit de céder, de mettre à la disposition ou à l'usage de tous étrangers ou de tous pays étrangers, tous navires naviguant sous pavillon hollandais ou inscrits en Hollande, sans l'autorisation écrite préalable du Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce. Il est également interdit de commencer un voyage à destination ou en provenance d'un pays étranger, sur un navire naviguant sous pavillon hollandais ou inscrit en Hollande, et il est interdit de mener ces navires à l'étranger ou hors des eaux territoriales sans la permission du Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, à qui il appartient de réglementer cette question.

En vertu de la loi du 4 septembre 1914, *Staatsblad* 445, toutes les Bourses sont placées sous le contrôle du Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, à qui il appartient de prendre des règlements concernant la cote et la façon dont les affaires seront traitées. Seules, les valeurs indiquées par le Ministre peuvent figurer à la cote.

La loi du 23 mai 1899, *Staatsblad* 128, modifiée le 31 décembre 1909, *Staatsblad* 469, prévoit que toute partie du royaume peut, par décret royal, être déclarée en état de guerre ou de siège, toutes les fois qu'un état de guerre ou de danger de guerre existe. Les autorités militaires peuvent édicter de nouveaux règlements de police dans les territoires déclarés en état de guerre. Il leur appartient

[Translation.]

MEMORANDUM REGARDING THE LEGAL POWERS AT THE DISPOSAL OF THE
NETHERLANDS GOVERNMENT FOR CO-OPERATION IN AN ECONOMIC BLOCKADE,
AS PROVIDED FOR BY ARTICLE 16 OF THE COVENANT OF THE LEAGUE
OF NATIONS.

By virtue of the Aliens Law (Law of August 13th, 1849, *Staatsblad* 39, finally modified by the Law of February 10th, 1910, *Staatsblad* 56), the admission of aliens is permitted upon production of a foreign passport, viséd by a Dutch Diplomatic or Consular Official (Article 2). By the withholding of the visa the entry of aliens can therefore be prevented. By virtue of Article 12 of the afore mentioned Law, aliens dangerous to public security can be deported. Similarly, a specified place of abode within the kingdom may be assigned to such aliens, or permission to reside in certain parts of the country may be refused to them (Article 13).

These regulations have been extended by the Law of June 17th, 1918 (*Staatsblad* 410), "containing further provisions concerning the control of aliens remaining in this country" in view of the present abnormal circumstances. By virtue of Article 1 of this Law, further regulations in regard to the control of aliens remaining in the country can be added by general regulation. Article 2 lays down that aliens remaining in this country who are regarded as dangerous to public order, security, health or morality, or who do not conform to the provisions laid down in a general regulation as afore mentioned, may be assigned a specified place of abode within the kingdom in Europe—or even a camp designated for this purpose. Freedom to leave the country is not, however, curtailed by this regulation.

The Law of January 10th, 1920 (*Staatsblad* 11), moreover, containing further provisions regarding the guard of the frontier, recognises the competence of the Minister of Justice to control, in the interests of the guard of the frontier, access to, traffic within, and exit from the area of defence.

By virtue of Article 1 of the Law of August 3rd, 1914 (*Staatsblad* 344), finally modified by the Law of June 3rd, 1918 (*Staatsblad* 326), in the case of war or danger of war, transport and export of all goods or of specified goods can be prohibited wholly or partially, conditionally or unconditionally.

In conformity with Article 17 of the Law of April 9th, 1875 (*Staatsblad* 67), suspension of the railway service can be ordered for reasons of national interest. Moreover, in conformity with Article 50 of the same Law, a railway line can be, wholly or partially, reserved for use of the Government.

As regards the Postal Service, the Government has the power to suspend completely postal communication with any Power.

The Law concerning the Export of Shipping, *Schepenuitvoerwet* (Law of March 18th, 1916 *Staatsblad* 139), finally modified June 18th, 1918 (*Staatsblad* 427) prohibits the assignment of any ship flying the Dutch flag or registered in Holland, to the possession of, for the use of, or for disposal by any non-Hollander in any foreign country, unless permission in writing has been previously obtained from the Minister of Agriculture, Industry and Commerce. It is likewise prohibited to commence a voyage with any ship flying the Dutch flag or registered in Holland, to or in a foreign country, or to take such a ship to foreign parts or on the high seas, without the permission of the Minister of Agriculture, Industry and Commerce, who may lay down conditions.

By virtue of the Law of September 4th, 1914 (*Staatsblad* 445), all Bourses are under the control of the Minister of Agriculture, Industry and Commerce, who has the power to lay down conditions concerning the quotations and the manner in which business shall be conducted on the Bourse. In the price-lists only such security is to be admitted as is indicated by the Minister.

The Law of May 23rd, 1899 (*Staatsblad* 128), modified December 31st, 1909 (*Staatsblad* 469), provides that any part of the territory of the Kingdom can be declared, by Royal Decree, to be in a state of war or of siege, when a state of war or danger of war exists. The military authorities can issue new police regulations in the territories declared to be in a state of war. They have the power to regulate access to, traffic within, and exit from the territory declared to be in a state of

de régler les conditions d'admission, de circulation et de sortie, dans la zone de l'état de siège, conformément aux besoins de la sécurité générale ; il leur appartient d'assurer le contrôle, dans la zone ci-dessus, des postes, télégraphes et téléphones et elles ont tout pouvoir pour modifier les règlements en vigueur concernant le service postal, télégraphique et téléphonique, pour les besoins et les nécessités militaires.

En ce qui concerne les réseaux télégraphiques et téléphoniques, l'article 18 de la loi sur les télégraphes et les téléphones (loi du 11 janvier 1904, *Staatsblad* 7, modifiée le 2 janvier 1905, *Staatsblad* 2, prévoit, en outre, qu'en cas de guerre ou de danger de guerre, les autorités militaires peuvent prendre possession des télégraphes et des téléphones, même lorsqu'ils ne sont pas à l'usage du public. L'article 15 donne au gouvernement le droit de suspendre, en tout ou en partie, dans l'intérêt national et pour un temps illimité, toutes communications télégraphiques et téléphoniques.

Finalement, le projet de loi sur la navigation aérienne, actuellement soumis au Parlement, stipule qu'en cas de guerre ou de danger de guerre, les autorités militaires prendront possession de tous appareils navigants et aérodromes, et que tout trafic par air au-dessus du territoire peut être suspendu, en tout ou en partie, dans l'intérêt général, pour une période limitée ou non.

[Traduction.]

PÉROU¹.

Lettre du Ministre des Affaires étrangères du Pérou au Secrétaire général de la Société des Nations.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

N° 595.

Lima, 23 juin 1921.

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note du 21 mars dernier nous demandant communication de toutes déclarations publiques ou exposés relatifs aux articles 12-17 du Pacte faits par le Gouvernement péruvien ou présentés en son nom, ainsi que de tous rapports officiels sur l'application ou l'effet du blocus dirigé contre les Puissances centrales au cours de la dernière guerre.

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement du Pérou n'a publié aucune déclaration à ce sujet.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances renouvelées de ma haute considération.

(Signé) A. SALOMON.

Son Excellence Sir Eric Drummond,
Secrétaire général de la Société des Nations,
Genève.

POLOGNE².

Lettre du représentant de la Pologne auprès de la Société des Nations au Secrétariat de la Société.

DÉLÉGATION POLONAISE

AUPRÈS DE LA

SOCIÉTÉ DES NATIONS

N° 1459.

Genève, le 29 août 1921.

Monsieur le Secrétaire général,

En réponse à vos deux lettres circulaires, en date du 25 février et du 21 mars 1921 (NN° 21/31/23 et 21/31/35), concernant les renseignements généraux nécessaires aux travaux de la Commission internationale du blocus, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance ce qui suit :

¹ Voir le document suivant.

² L'original est en espagnol.

siege in accordance with the requirements of general safety, they may assume control in the aforementioned district of the postal, telegraphic and telephonic establishments and they have authority to modify the legal regulations concerning the postal, telegraphic and telephonic services in any way that may be considered necessary from the point of view of military requirements.

As regards the telegraph and telephone systems, Article 18 of the Telegraph and Telephone Law (Law of January 11th, 1904, *Staatsblad* 7, modified January 2nd, 1905, *Staatsblad* 2) provides further that, in the case of war or danger of war, the military authorities may acquire control over telegraphs and telephones, even though not intended for public use. Article 15 gives the Government the right to suspend, wholly or partially, in the national interests, and for an unlimited time, all telegraphic and telephonic communications.

Finally, the draft of an Air Navigation Bill, which is at present under consideration by Parliament, contains the provision that, in case of war or danger of war, the military authorities shall acquire the disposal of all aircraft and aerodromes, and that all air traffic above the territory can be suspended, wholly or partially, in the general interests, for a limited or unlimited period.

PERU.

[Translation].¹

Letter from the Peruvian Minister for Foreign Affairs to the Secretary-General of the League of Nations.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 595.

Lima, June 23rd, 1921.

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's communication of March 21st last, asking for any public declaration or statements with regard to Articles 12 to 17 of the Covenant, which have been issued by the Peruvian Government or submitted in its name; and also for all official statements which have been published in regard to the application or effect of the Blockade directed against the Central Powers during the recent war.

I beg to inform Your Excellency, in reply, that no such statements or declarations have been made in Peru.

I have, etc.

(Signed) A. SALOMON.

To His Excellency Sir Eric Drummond,
Secretary-General of the League of Nations,
Geneva.

POLAND.²

[Translation].

Letter from the Polish Representative to the of League Nations to the Secretary-General of the League.

POLISH DELEGATION
TO THE LEAGUE OF NATIONS.

1459.

Geneva, August 29th, 1921.

Sir,

In reply to your two circular letters, dated February 25th and March 21st, 1921 (N.N. 21/31/23 and 21/31/35), with regard to the general information required for the work of the International Blockade Commission, I have to inform you that :—

¹ The original is in Spanish.

² See following document.

1. Les pouvoirs dont dispose le Gouvernement polonais pour l'exécution des obligations qui lui incombent, en vertu de l'article 16 du Pacte, doivent, dans chaque cas, être déterminé par la Diète. En effet, ces obligations comportent :

- a) *La rupture des relations commerciales et financières.* En Pologne, la réglementation du commerce est du ressort du Ministère de l'Industrie et du Commerce, agissant en accord avec le Ministère des Finances. L'application de sanctions internationales quelconques n'est pas de la compétence des autorités ministérielles. Aussi dans chaque cas se rapportant au paragraphe 1 de l'article 16 du Pacte, le consentement de la Diète et une loi spéciale sont nécessaires.
- b) *L'aide militaire et navale à donner à l'Etat qui a été injustement attaqué.* Le consentement de la Diète est indispensable, ne fût-ce que pour des raisons d'ordre budgétaire.
- c) *L'appui mutuel que doivent se prêter les Membres de la Société dans l'application des mesures économiques et financières.* Vu la difficulté de se rendre exactement compte de l'étendue et du caractère des obligations mentionnées au paragraphe 3 de l'article 16 du Pacte, le Gouvernement polonais estime qu'il est impossible de prévoir à l'avance à quels organes de l'Etat l'exécution des décisions nécessaires devrait être confiée.

2. Une déclaration officielle, relative à l'article 16 du Pacte, a été faite le 13 décembre 1920 par M. S. Askenazy, délégué polonais, sous forme d'une note dont copie ci-jointe¹, présentée au Président de l'Assemblée et suggérant des modifications aux propositions *a* et *b*, faites par la Sous-Commission B de la Commission 6, dans l'article 2 de son rapport sur l'arme économique. Le Gouvernement polonais a l'honneur de revenir à sa proposition qui, l'année dernière, fut présentée à l'Assemblée au moment où celle-ci terminait ses travaux.

3. Le Gouvernement polonais n'a pas procédé à la publication de rapports officiels sur l'application ou sur l'effet du blocus, dirigé contre les Puissances centrales au cours de la récente guerre. Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma haute considération.

(Signé) J. PERLOWSKI.

Annexe au document précédent.

13 décembre 1920.

Monsieur le Président.

A la séance de l'Assemblée du 10 courant, j'ai eu l'honneur de proposer quelques amendements de détail aux propositions *a* et *b*, faites par la Sous-Commission B de la Commission N° 6, dans l'article 2, de son rapport sur « l'Arme économique » (Document de l'Assemblée 193). Ayant fait observer la nécessité de faire partager les responsabilités de l'initiative de la réunion du Conseil en pareille occurrence, j'ai proposé notamment de mettre : « Il est du devoir du Secrétaire général de signaler à l'attention du Président du Conseil... » au lieu de : « Il est du devoir du Secrétaire général de signaler à l'attention du Conseil... » (proposition *a*) et « Au reçu de cet avis, le Président du Conseil décide s'il y a lieu de convoquer le Conseil pour examiner l'affaire... » au lieu de « Au reçu de cet avis, le Conseil se réunira... » (proposition *b*).

Mon amendement semble avoir été accepté en principe par le rapporteur de la Commission 6, qui se borna à suggérer, si je l'ai compris exactement, de remplacer l'initiative du Président du Conseil par celle d'un autre Membre de la Société, au cas où le Président pourrait ne pas être en fonctions. Une telle solution répondant à l'objection essentielle que j'ai soulevée et qui était celle de faire partager les responsabilités, je ne m'y opposai pas et, pour ne pas prolonger les débats, je me suis abstenu d'émettre quelques réserves que j'aurais pu faire à ce sujet.

¹ Voir le document suivant.

(1) The powers conferred upon the Polish Government for the purpose of carrying out the obligations incumbent upon it in virtue of Article 16 of the Covenant must, in each case, be fixed by the Diet. These obligations include :—

- (a) *The rupture of commercial and financial relations*: In Poland the regulation of trade is the province of the Ministry of Trade and Industry, acting in conjunction with the Ministry of Finance. The application of any international sanctions is not within the competence of the ministerial authorities. Hence, in every case which relates to para. 1 of Article 16 of the Covenant, the consent of the Diet and a special law are necessary.
- (b) *The military and naval aid to be given to a State which is unjustly attacked*: The consent of the Diet is essential, if only for reasons of a financial order.
- (c) *The mutual support which must be given Members of the League in the application of economic and financial measures*: In view of the difficulties of determining the exact range and character of the obligations mentioned in para. 3 of Article 16 of the Covenant, the Polish Government considers that it is impossible to foresee to what departments of the State the execution of the necessary decisions should be entrusted.

(2) An official statement with regard to Article 16 of the Covenant was made on December 13th, 1920, by M. S. Askenazy, Polish Delegate, in the form of a Note, of which a copy is annexed hereto,¹ presented to the President of the Assembly, and proposing certain modifications to proposals (a) and (b) which were made by Sub-Committee B of Committee No. 6, in Article 2 of its Report on the economic weapon. The Polish Government has the honour to revert to its proposal, which was presented to the Assembly last year when the work of that body was almost completed.

(3) The Polish Government has not published the official reports on the application or on the effect of the blockade against the Central Powers in the course of the recent war.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) J. PERLOWSKI.

Annex to the preceding Document.

[Translation.]

December 13th, 1920.

Sir,

At the meeting of the Assembly on the 10th instant, I had the honour to move some minor amendments to proposals (a) and (b) made by Sub-Committee B of Committee No. 6 in Article 2 of its report on "The Economic Weapon" (Assembly Document 193). Having called attention to the necessity of dividing responsibility for calling a meeting of the Council in such circumstances, I proposed that the words, "It shall be the duty of the Secretary-General to call the attention of the President of the Council to..." be substituted for the phrase "It shall be the duty of the Secretary-General to call the attention of the Council to..." (proposal (a) and the words, "Upon receiving such intimation the President of the Council shall decide if there is any necessity for summoning the Council in order to consider the matter..." for "Upon receiving such intimation, the Council shall hold a meeting..." (proposal (b)).

My amendment appears to have been accepted in principle by the Rapporteur of Committee No. 6, who merely suggested, if I understood aright, substituting for the initiative of the President of the Council that of another Member of the League, if the President should not be able to act. As such a solution would meet the fundamental objection which I raised—namely, the division of responsibilities—I did not oppose it, and in order not to prolong the discussion any further, I refrained from formulating any reservations which I might have made on the subject.

¹ See following document.

Cependant, le procès-verbal officiel de la séance du 10 décembre, où je trouve la réponse à mon intervention du très honorable lord Cecil, me laisse dans l'incertitude à quel point mon amendement fut pris en considération. Vu l'insuffisance de ce procès-verbal et la brièveté que, par égard à l'assemblée, j'avais imposée à mes paroles, je tiens à rappeler par la présente mon point de vue sur le sujet en question.

La convocation du Conseil pour cause de rupture du Pacte attribuée à un Membre de la Société est une question des plus importantes et délicates. Une telle convocation répondrait en droit commun en quelque sorte à l'intervention d'un procureur général, par acte d'accusation approuvé par la Cour. Elle équivaldrait presque à mettre sur le banc des accusés, devant le Conseil réuni, l'Etat prévenu d'une transgression aussi grave que la rupture du Pacte et menacé d'une sanction aussi sévère que le bloc économique. D'autre part, le fait même d'une convocation en telle matière impose au Conseil la lourde obligation d'instruire à fond une affaire d'un caractère toujours excessivement compliqué et d'émettre une décision qui serait forcément d'une très haute portée politique.

De toute évidence, il serait inadmissible de remettre au seul Secrétaire général l'initiative discrétionnaire d'une mesure tellement lourde en conséquences. C'est pourquoi l'amendement que j'ai eu l'honneur de présenter s'impose par lui-même. Il est également évident que l'intervention du Président du Conseil en une telle occurrence serait la procédure la plus simple et la plus naturelle. Pourtant, comme je l'ai constaté à l'Assemblée, je consens à ce que mon amendement soit mis d'accord avec la suggestion susmentionnée du rapporteur quant à l'initiative éventuelle d'un Membre de la Société, en dehors de celle du Président du Conseil.

En tout cas, vu la grande importance réelle de ce détail de procédure, j'ai l'honneur de vous prier, Monsieur le Président, de vouloir bien faire communiquer les présentes observations aux membres de la sixième Commission.

(Signé) ASKENAZY.

Nevertheless, the official minutes of the meeting of December 10th, in which I find recorded the Rt. Hon. Lord R. Cecil's reply to my objections, leaves me in some doubt as to how far my amendment was taken into consideration. In view of the inadequacy of the minutes and the brevity with which I spoke, out of respect for the Assembly's wishes, I desire in the present Note to state once more my point of view with regard to the matter in question.

The summoning of the Council, on account of an alleged breach of the Covenant by a Member of the League, is a most important and delicate question. A summons of this kind would, to a certain extent, correspond in common law to intervention on the part of the public prosecutor, on a formal accusation approved by the Court. It would almost amount to placing in the dock, before the assembled Council, the State accused of so grave a charge as breach of the Covenant, and threatened with a sanction as severe as the economic blockade. Moreover, the very fact of such a summons would impose on the Council the grave obligation of probing to the bottom a matter which, in any case, would be most complex in character, and of making a decision which would necessarily have far-reaching political consequences.

It is clearly inadmissible that the Secretary-General alone should be entrusted with the power, to be used at his discretion, of taking a step of which the consequences would be so serious. For this reason, the necessity of the amendment which I had the honour to submit is evident. It is equally obvious that the intervention of the President of the Council in such a matter would be the simplest and most natural method of procedure. However, as I stated at the Assembly, I agree that my amendment should be brought into conformity with the abovementioned suggestion of the Rapporteur with regard to the possible initiative to be taken by a Member of the League other than the President of the Council.

In any case, in view of the great practical importance of this detail of procedure, I have the honour to request you to be so good as to communicate these observations to the Members of Committee No. 6.

(Signed) ASKENAZY.

Limitation des dépenses nationales pour les armements.¹

I.

RÉPONSE DU GOUVERNEMENT TCHÉCOSLOVAQUE.

MINISTERSTVO ZAHRANICNICH VECI
ČESKOSLOVENSKÉ REPUBLIKY
PRAVNÍ SEKCE.

Prague, le 28 août 1921.

Monsieur le Secrétaire général,

En accusant réception de votre lettre du 8 mars 1921, N° 21/31/27, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de la République Tchécoslovaque accepte avec un grand plaisir la proposition du Conseil de la Société des Nations au sujet de la limitation des dépenses militaires, navales et aériennes pendant les deux années fiscales qui suivront le prochain exercice budgétaire.

Le gouvernement est prêt à prendre part aux négociations concernant les propositions concrètes de la limitation ; il pourra expliquer les conditions spéciales du pays et ses vues à ce sujet. Il aura, en même temps, l'occasion d'attirer l'attention de la Conférence à la question du désarmement des Puissances Centrales, conformément aux stipulations contenues dans les Traités de Paix.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma très haute considération

Le Ministre des Affaires étrangères :
(Signé) EDVARD BENES.

A Son Excellence Sir James Eric Drummond,
Secrétaire général de la Société des Nations,
Genève (Suisse).

¹ Voir *Journal Officiel*, II^e année, N° 3, page 256 ; N° 4, pages 318-327, N° 5-6, pages 445-462 ; et N° 8, pages 830 et 831.

Limitation of National Expenditure on Armaments.¹

I

REPLY OF THE CZECHO-SLOVAK GOVERNMENT.

[Translation.]

MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS
CZECHO-SLOVAKIAN REPUBLIC.
CITY OF PRAGUE.

Prague, August 28th, 1921.

I beg to acknowledge the receipt of your letter of March 8th, 1921, No. 21/31/27, and I have the honour to inform you that the Government of the Czecho-Slovak Republic welcomes the proposal of the Council of the League of Nations with regard to the limitation of military, naval and air expenditure during the two fiscal years following the next financial year.

The Government is prepared to take part in the negotiations concerning the concrete proposals for limitation; it can explain the conditions peculiar to this country and state its views on the subject. It will at the same time have the opportunity of drawing the attention of the Conference to the question of the disarmament of the Central Powers, in conformity with the stipulations laid down in the Peace Treaties.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) EDWARD BENES,
Minister for Foreign Affairs.

To His Excellency
Sir James Eric Drummond,
Secretary-General of the League of Nations,
Geneva (Switzerland).

¹ See *Official Journal*, 2nd Year, No. 3, page 256; No. 4, pages 318-327, No. 5-6, pages 445-462; and No. 8, pages 80 and 831.

II.

RÉPONSE DU GOUVERNEMENT SUISSE.

DÉLÉGATION SUISSE.

Genève, le 14 septembre 1921.

Monsieur le Secrétaire général,

Par lettre du 8 mars dernier et conformément aux instructions du Conseil de la Société des Nations, vous avez bien voulu rappeler au Conseil fédéral, comme d'ailleurs à tous les gouvernements des Etats Membres de la Société des Nations, le vœu adopté par l'Assemblée de la Société des Nations au sujet de la limitation des dépenses militaires, navales et aériennes pendant les deux années fiscales qui suivront le prochain exercice budgétaire de chaque Etat Membre. A cette occasion, vous avez exprimé le désir de connaître quelle suite le Gouvernement de la Confédération se proposait de donner à ce vœu.

Le Conseil fédéral n'a pas manqué de soumettre à une étude approfondie la question soulevée par le vœu formulé par l'Assemblée de la Société des Nations, dans sa séance du 14 décembre 1920. Il n'a pas été à même, à son très grand regret, de vous donner sa réponse dans le premier délai que vous aviez bien voulu indiquer.

La politique de la Suisse est, comme chacun sait, essentiellement pacifique. La Suisse songe qu'à se défendre en cas d'agression. Il est, par conséquent, de toute évidence qu'elle doit saluer avec sympathie tous les efforts qui tendent à diminuer la possibilité de conflits armés et de guerres.

L'organisation militaire de la Suisse est une des plus démocratiques qui soient. Les charges militaires des citoyens sont réduites *au minimum* de ce qui est compatible avec l'obligation de sauvegarder sa neutralité et de défendre l'intégrité de ses frontières. Les pays qui ont cherché à réduire leurs dépenses et leurs charges militaires se sont, assez souvent, inspirés du modèle suisse.

Le fait, cependant, que la Suisse, très heureusement pour elle, n'a pas été entraînée dans la guerre mondiale ne lui a pas permis de suivre tous les perfectionnements de l'armement, tels qu'ils ont été largement réalisés dans les pays qui ont pris part à la guerre. Elle a donc, à ce point de vue, des besoins qu'elle ne saurait complètement négliger.

Le budget de l'année 1921 est encore un budget d'un caractère anormal. Il est basé sur des données qui ne correspondent pas même aux dispositions légales dans cette matière. Ainsi, des citoyens astreints légalement au service militaire dans les cours de répétition n'ont pas été, pour des raisons d'économie, appelés sous les drapeaux. Il serait très difficile et même impossible au Gouvernement fédéral de fonder, pour les années 1922 et 1923, le budget militaire de la Suisse sur des données exceptionnelles.

Le Gouvernement fédéral se préoccupe, d'ailleurs, très vivement d'une réforme des institutions militaires de la Suisse. Il examine, notamment, si les charges militaires des citoyens sont susceptibles encore de réduction. Il sera très heureux si le résultat de cet examen lui permet d'entrer dans les vues qui ont déterminé le noble vœu de l'Assemblée de la Société des Nations.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de notre haute considération.

(Signé) MOTTA.

A l'Honorable Sir Eric Drummond,
Secrétaire général de la Société des Nations,
Genève.

II

REPLY OF THE SWISS GOVERNMENT.

translation.]

SWISS DELEGATION.

Geneva, September 14th, 1921.

In your letter of March 8th last, you were good enough, in accordance with the instructions of the Council of the League of Nations, to remind the Federal Council, and indeed all the Governments of the States Members of the League of Nations, of the recommendation adopted by the Assembly of the League of Nations with regard to the limitation of military, naval and air expenditure during the two fiscal years following the next financial year of each State Member of the League. In this letter you expressed a desire to know what steps the Government of the Federation proposed to take with regard to this recommendation.

The Federal Council has fully considered the question raised by the recommendation drawn up by the Assembly of the League of Nations at its meeting of December 14th, 1920.

It greatly regrets that it was not in a position to give you its reply within the first period which you indicated.

As is known by all, the policy of Switzerland is essentially a peaceful one, and her only desire to defend herself in case of aggression. It is therefore evident that she will cordially meet all efforts towards reducing the possibility of armed conflicts and wars.

The military organisation of Switzerland is one of the most democratic in the world. The military burdens of the citizens have been reduced to a *minimum* of what is compatible with the need of safeguarding her neutrality and defending the integrity of her frontiers. Those countries which have sought to reduce their military expenditure and burdens have frequently taken the Swiss model as a basis.

Nevertheless, the fact that Switzerland, fortunately for herself, was not involved in the world war has not allowed her to follow up all the developments in the perfection of armaments which has been achieved on a large scale in the countries which took part in the war. In this respect, therefore, she has needs which she cannot completely neglect.

The budget of 1921 is still an abnormal budget. It is based on data which do not even correspond to the provisions of the law in this matter. For instance, citizens legally liable to be called up for military training were, for reasons of economy, not mobilised for service. It would be difficult, and even impossible, for the Federal Government to base the military budget of Switzerland for the years 1922 and 1923 on these exceptional circumstances.

The Federal Government is also dealing drastically with the reform of the military institutions of Switzerland.

In particular, it is ascertaining whether the military burdens of the citizens may be still further reduced. It will be fortunate if the result of this investigation enables it to accede to the views which inspired this noble recommendation of the Assembly of the League of Nations.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) MOTTA.

to Sir Eric Drummond,
Secretary-General of the League of Nations,
Geneva.

Convention relative au trafic des armes

I.

RÉPONSE DU GOUVERNEMENT HAÏTIEN.

SECRÉTARIAT D'ÉTAT
DES
RELATIONS EXTÉRIEURES.

Port-au-Prince, le 25 août 1921.

Monsieur le Secrétaire général,

Vous référant à votre lettre du 8 mars 1921, vous m'exprimez, par votre communication du 30 juillet dernier, le désir de connaître la décision prise par le Gouvernement de la République d'Haïti à l'égard de la Convention signée à Saint-Germain le 10 septembre 1919 et relative au trafic des armes.

Parmi les questions ayant sollicité l'attention de la Société des Nations, celle relative au trafic des armes et des munitions a particulièrement intéressé le Gouvernement haïtien, et toute réglementation susceptible de hâter l'intervention d'une solution efficace ou simplement de rapprocher du but envisagé ne saurait le laisser indifférent. Je n'en veux pour preuve que le régime spécial auquel ce trafic est soumis en territoire haïtien. La loi du 4 septembre 1905 édicte, en effet, en son article XXII, la prohibition complète de l'importation des armes à feu, des bouches à feu, de tout genre, des capsules, des cartouches de toutes sortes, des munitions de toutes qualités, le Gouvernement se réservant seul la faculté de les introduire dans le pays.

En exposant cet état de choses dans une précédente lettre au Secrétariat général de la Société, j'avais jugé bon d'ajouter que, étant donné qu'il n'existe en Haïti aucune fabrique d'armes ou de munitions, il a été jugé inutile d'en interdire l'exportation par une disposition légale.

Sous l'empire de ces considérations et en tenant compte de ce que les armes qui ont motivé de telles mesures n'ont pas entièrement cessé d'exister, le Gouvernement de la République ne croit pas opportun de modifier, dans le sens de la Convention du 10 septembre 1919, une législation particulière qui, à tout prendre, vise au même but et est peut-être même plus restrictive que celle édictée par cet instrument diplomatique.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma haute considération.

(Signé) V. BARAY.

Monsieur le Secrétaire général
de la Société des Nations,
Genève.

¹ Voir *Journal Officiel*, 11^e année, N° 2, pages 222-223; N° 3, page 260; N°s 5-6, pages 463-465; et N° 8, pages 832-833.

Arms Traffic Convention.¹

REPLY OF THE HAITIAN GOVERNMENT.

Translation.]

OFFICES OF THE SECRETARY OF STATE FOR
FOREIGN AFFAIRS.

Port-au-Prince, August 25th, 1921.

Sir,

In your letter of July 30th, referring to your letter of March 8th, 1921, you express your desire to be acquainted with the decision taken by the Government of the Republic of Haiti regarding the Convention signed at Saint-Germain on September 10th, 1919, relative to the traffic in arms.

Among the questions which have called for the attention of the League of Nations, that relating to the traffic in arms and munitions has been of particular interest to the Haitian Government, and it cannot remain indifferent to any regulation capable of hastening an effective solution or merely of bringing us nearer the end in view. I need quote no further evidence than the special regulations to which this traffic is subject in Haitian territory. Art. 22 of the Law of September 4th, 1905, lays down the complete prohibition of the importation of firearms, cannons of every kind, percussion caps, cartridges of all sorts, and munitions of all qualities, the Government reserving the sole right of introducing them into the country.

When describing this state of affairs to the Secretary of the League in a previous letter, I considered it advisable to add that, since there is no arms or munition factory in Haiti, it was thought unnecessary to prohibit their export by any legal measure.

Guided by these considerations and taking into account the fact that the causes which led to the adoption of such measures have not entirely ceased to exist, the Government of the Republic does not consider it expedient to amend, under the terms of the Convention of September 10th, 1919, a special enactment which, taken on the whole, has the same object in view and is perhaps even more restrictive than the one laid down by that diplomatic instrument.

I have the honour to be etc.,

(Signed) V. BARAY.

To the Secretary-General,
League of Nations,
Geneva.

¹ See *Official Journal*, 2nd Year, No. 2, pages 222-223; No. 3, page 260; Nos. 5-6, pages 463-465; and No. 8, pages 832-836.

II.

RÉPONSE DU GOUVERNEMENT ESPAGNOL.

EL REPRESENTANTE DE ESPAÑA
EN EL
CONSEJO DE LA SOCIEDAD DE LAS NACIONES.

Genève, le 8 septembre 1921.

Monsieur le Secrétaire général,

Le nom de l'Espagne ne figurant pas sur la liste des pays signataires de la Convention de Saint-Germain-en-Laye, du 10 septembre 1919, relative au trafic des armes, qui ont répondu votre appel du 8 mars dernier, communiquant la résolution de l'Assemblée, qui recommandait la ratification de la Convention, il semble évident que l'attitude du Gouvernement de Sa Majesté favorable à cette ratification, n'a pas été connue jusqu'à présent du Secrétariat général. Cette attitude avait fait l'objet d'une déclaration de la part des représentants de l'Espagne à la Commission permanente consultative.

Désireux d'éviter tout malentendu à ce sujet, le Gouvernement de Sa Majesté me charge aujourd'hui, de confirmer les termes de cette déclaration. Il est disposé, en effet, à ratifier la Convention en question, à laquelle il a adhéré dans les termes et avec la réserve qui ont été communiqués en date du 1^{er} octobre 1920 au Ministère des Affaires étrangères français.

Le Gouvernement de Sa Majesté estime toutefois que cette adhésion de l'Espagne à la Convention de Saint-Germain-en-Laye ne deviendra effective qu'au moment où elle aura été également ratifiée par les Principales Puissances signataires.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

(Signé) QUINONES DE LEÓN.

Au très hon. Sir Eric Drummond,
Secrétaire général de la Société des Nations,
Genève.

III.

RÉPONSE DU GOUVERNEMENT DE L'INDE.

[Traduction.]

INDIA OFFICE.

Whitehall
Londres, S. W. 1. 20 septembre 1921.

Monsieur le Secrétaire général,

Par votre lettre en date du 8 mars 1921, vous avez demandé si le Gouvernement de l'Inde était disposé à ratifier la Convention sur le trafic des armes et, dans l'affirmative, s'il désirait faire une réserve tendant à ce que cette ratification ne prenne effet qu'après que les autres Puissances signataires auraient également ratifié la dite Convention.

II.

REPLY OF THE SPANISH GOVERNMENT.

[Translation.]

THE REPRESENTATIVE OF SPAIN
IN THE COUNCIL OF THE LEAGUE OF NATIONS.

Geneva, September 8th, 1921.

ir,

As the name of Spain does not appear in the list of countries which signed the Convention of St. Germain-en-Laye, of September 10th, 1919, concerning the traffic in arms, and which replied to your appeal of March 8th last, communicating the resolution of the Assembly recommending the ratification of this Convention, it is evident that the Secretary-General is at present unaware of the favourable attitude of His Majesty's Government to this ratification. A declaration defining this attitude was made by the representatives of Spain on the Permanent Advisory Committee.

His Majesty's Government, being desirous of avoiding any misunderstanding in this matter, has to-day instructed me to confirm the terms of this declaration. His Majesty's Government prepared to ratify the Convention in question, to which it adhered in the terms and with the reservation communicated under date of October 1st, 1920, to the French Minister for Foreign Affairs.

His Majesty's Government considers, however, that the adherence of Spain to the Convention of St. Germain-en-Laye should not take effect until the Convention has been ratified by the principal signatory Powers.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) QUINONES DE LEÓN.

He Hon. Sir Eric Drummond,
Secretary-General of the League of Nations,
Geneva.

III.

REPLY OF THE GOVERNMENT OF INDIA.

INDIA OFFICE.

Whitehall,
London, S.W. 1, September 20th, 1921.

ir,

In your letter of March 8th, 1921, you enquired whether the Government of India is prepared to ratify the Arms Traffic Convention and if so whether it desires to make a reservation that its ratification shall not take effect until other signatory Powers have also ratified.

J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de l'Inde est disposé à ratifier la Convention avec la réserve ci-dessus mentionnée et à la condition également que des garanties soient prévues contre la possibilité que la Convention soit rendue inopérante du fait de Puissances non signataires.

Veuillez agréer, etc...

(Signé) E.-S. MONTAGU.

Secrétaire général,
Société des Nations,
Genève.

I have now to inform you that the Government of India is prepared to agree to the ratification of the Convention subject to the above reservation and also subject to safeguards being provided against the Convention being rendered nugatory by non-signatories.

I am, Sir, Your obedient servant.

(Signed) E. S. MONTAGU.

The Secretary-General,
League of Nations,
Geneva.

Bassin de la Sarre.

RÉDUCTION DES TROUPES FRANÇAISES, DÉVELOPPEMENT DE LA GENDARMERIE LOCALE ET EXPULSIONS D'HABITANTS. ¹

Lettre, en date du 31 août, du Président de la Commission de gouvernement.

COMMISSION DE GOUVERNEMENT
DU
TERRITOIRE DE LA SARRE.

Sarrebruck, le 31 août 1921.

Monsieur le Secrétaire général,

En réponse à votre lettre du 22 août 1921, N° 3-14, 617-2, j'ai l'honneur de vous faire connaître que la Commission de gouvernement du Territoire de la Sarre n'avait pas perdu de vue le désir exprimé par le Conseil au cours de sa session de Genève, le 20 juin 1921, de se voir adresser, par la Commission de gouvernement et au moyen de ses rapports périodiques, des renseignements détaillés sur le développement de la gendarmerie locale et les perspectives de réduction des troupes françaises.

Dès mon retour à Sarrebruck, j'ai saisi la Commission de gouvernement de la question. Jui ai proposé, dans la séance du 6 juillet 1921, d'appeler l'attention du Gouvernement français sur l'opportunité d'une réduction des troupes de garnison de la Sarre, notamment du retrait d'un des deux régiments de tirailleurs algériens, qui pourrait être stationné en territoire français, à proximité du Territoire. La Commission de gouvernement, à l'unanimité, a adopté ma proposition. Je me suis alors rendu personnellement à Paris pour traiter avec le Gouvernement français de la réduction des troupes.

Je viens d'être informé officiellement par lettre du 18 août 1921 que le Gouvernement français, d'accord avec la Commission de gouvernement, avait décidé de retirer de Sarre un régiment de tirailleurs algériens dont le maintien sur le Territoire même pouvait n'être pas considéré comme indispensable en temps normal. Ce régiment sera désormais stationné en France à Morhange (Moselle).

Cette affaire ayant trouvé sa solution le 18 août, il ne vous échappera pas qu'elle ne pouvait matériellement être mentionnée dans le dernier rapport que j'ai eu l'honneur d'adresser au Conseil en date du 1^{er} août 1921, sous le N° 6109, et qui traite de la période de temps écoulée entre le 1^{er} mai et le 31 juillet 1921.

En ce qui concerne le développement de la gendarmerie locale, c'est là une question propre à entraîner de graves conséquences budgétaires, sans préjudice de difficultés sérieuses dans le recrutement. La Commission de gouvernement a besoin d'y réfléchir et de mûrement l'étudier. Il en sera fait mention dans les rapports périodiques futurs.

¹ Voir Journal Officiel, N° 7, pages 683-686.

Saar Basin.

REDUCTION OF FRENCH TROOPS, DEVELOPMENT OF THE LOCAL GENDARMERIE AND EXPULSIONS OF INHABITANTS ¹

Letter of August 31st, from the Chairman of the Governing Commission.

[translation.]

SAAR BASIN
GOVERNING COMMISSION.

Saarbruck, August 31st, 1921.

In reply to your letter of August 22nd, 1921, No. 3-14, 617-2, I have the honour to inform you that the Saar Basin Governing Commission has not forgotten the wish expressed by the Council, during its Session at Geneva on June 20th, 1921, that the Governing Commission should include in its periodical reports detailed information as to the development of the local gendarmerie and the prospects of reducing the French troops.

As soon as I returned to Saarbruck I put the question before the Governing Commission, and at the meeting on July 6th, 1921, suggested that the Commission should draw the attention of the French Government to the expediency of effecting a reduction in the garrison troops of the Saar, preferably by the withdrawal of one of the two Algerian regiments of "tirailleurs," which could be stationed in French territory in the neighbourhood of the Saar district. The Governing Commission accepted my proposal unanimously; I then went personally to Paris to negotiate with the French Government for the reduction of the troops.

I have just been officially informed, by a letter dated August 18th, 1921, that the French Government, in agreement with the Governing Commission, has decided to withdraw from the Saar regiment of Algerian "tirailleurs," as its maintenance in the territory itself, in normal times, could not be regarded as essential. In future the regiment will be stationed in France at Morhange (Moselle).

As this matter was settled on August 18th, you will readily understand that it was impracticable to refer to it in the last report which I had the honour to submit to the Council, No. 6109 of August 1st, 1921, dealing with the period from May 1st to July 31st, 1921.

With regard to the development of the gendarmerie, that is a question likely to entail serious financial difficulties, quite apart from the great difficulty of recruiting. The Governing Commission requires time to consider the question and to give it close study. I shall refer to it in future periodical reports.

¹ See *Official Journal*, No 7, pages 683-686.

Sur le troisième point touché par votre lettre, c'est-à-dire les expulsions mentionnées dans la décision du Conseil du 20 juin 1921, cette question s'est trouvée réglée d'elle-même par la promulgation de l'ordonnance de la Commission de gouvernement en date du 15 juin 1921, portant définition de la qualité d'habitant du Territoire de la Sarre. Le Président de la Commission de gouvernement a soumis cette ordonnance au Conseil, lors de la session de Genève, le 20 juin 1921, le Conseil en a pris acte. J'avais eu l'honneur, par lettre du 15 juin 1921, S.G. 5197, de vous en communiquer le texte. L'article 5 de cette ordonnance dispose qu'aucun habitant de la Sarre ne peut être expulsé. Toute personne pouvant se réclamer régulièrement de cette qualité a donc libre accès dans le Territoire de la Sarre, même si elle en a été expulsée antérieurement.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma haute considération.

(Signé) V. RAULT,
Président.

A Sir Eric Drummond,
Secrétaire général de la Société des Nations,
Genève.

As to the third point touched upon in your letter — the expulsions referred to in the Council's decision of June 20th, 1921 — this question has solved itself as a result of the promulgation of the Governing Commission's Decree, dated June 15th, 1921, which defines the term "inhabitant of the Saar." The President of the Governing Commission submitted this Decree to the Council, at the meeting held at Geneva on June 20th, 1921, and the Council took due note of it. I had the honour to communicate to you the text of it in my letter S.G. 5197, dated June 15th, 1921. Article 5 of the Decree lays down that no inhabitant of the Saar can be expelled. Any person, therefore, who can legitimately claim this qualification has free access to the Territory of the Saar, even if previously expelled.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) V. RAULT,
Chairman.

Sir Eric Drummond,
Secretary-General of the League of Nations,
Geneva.

Ville libre de Dantzig.

I.

SOMMAIRE DES RAPPORTS OFFICIELS PRÉPARÉS POUR LA QUATORZIÈME SESSION DU CONSEIL SUR LES QUESTIONS RELATIVES A LA VILLE LIBRE DE DANTZIG.

Ce sommaire correspond à la période qui s'étend entre la treizième et la quatorzième session du Conseil (juin à septembre 1921).

I. QUESTIONS EXAMINÉES PAR LE CONSEIL.

Ces questions ont été traitées dans les rapports préparés par la 14^{me} session, rapports qui sont imprimés plus loin, dans le même numéro du présent journal. Voici la liste de ces questions :

1. Appel du Gouvernement polonais dans le cas « Puppel-Deutsche Bauern Bank ».
2. Situation financière de la Ville libre.
3. Défense de Dantzig.
4. « Port d'attache » pour vaisseaux de guerre polonais à Dantzig.
5. Projet de loi relatif à l'acquisition et à la perte de la qualité de citoyen de Dantzig.
6. Fabrication d'aéroplanes à Dantzig.

La question relative à la situation constitutionnelle et juridique des Polonais à Dantzig, qui avait été inscrite à l'ordre du jour, à la requête du délégué polonais, a été retirée, conformément à sa demande.

2. RÉSULTATS DES DÉCISIONS PRISES A LA TREIZIÈME SESSION DU CONSEIL.

Outre les questions examinées par le Conseil, au cours de sa 14^{me} session, et qui ont, pour cette raison, été mentionnées ci-dessus, — c'est-à-dire le cas « Puppel-Deutsche Bauern Bank », le projet de loi sur la qualité de citoyen de Dantzig, la situation financière de la Ville Libre et la défense de Dantzig — certaines des autres questions, traitées au cours de la 13^{me} session, ont retenu l'attention du Secrétariat depuis cette époque et sont indiquées ci-dessous.

A. Constitution de la Ville libre. — Durée du mandat des sénateurs.

A propos de l'amendement à la Constitution de Dantzig, relatif à la durée du mandat des sénateurs prévu par le Conseil, dans sa résolution du 22 juin 1921, le Président de la Ville libre de Dantzig a donné communication de la lettre suivante adressée au Haut Commissaire :

Free City of Danzig.

I.

SUMMARY OF OFFICIAL REPORTS ON QUESTIONS CONCERNING THE FREE CITY OF DANZIG FOR THE 14th COUNCIL SESSION.

This Summary covers the period from the 13th to the 14th Council Sessions (June to September, 1921).

I. QUESTIONS CONSIDERED BY THE COUNCIL.

These questions are treated in the reports of the 14th Session, which are printed elsewhere in this number of the Journal. These questions are :

1. Appeal of the Polish Government in the Puppel-Deutsche Bauern Bank case.
2. Financial Position of the Free City.
3. Defence of Danzig.
4. "Port d'Attache" for Polish War Vessels at Danzig.
5. Draft Law concerning the Acquisition and Loss of Danzig Citizenship.
6. Manufacture of Aeroplanes in Danzig.

(A question concerning the constitutional and legal position of Poles in Danzig which had been placed on the agenda at the request of the Polish Delegate was removed in accordance with his desire.)

2. RESULTS OF ACTION TAKEN AT THE 13TH SESSION OF THE COUNCIL.

In addition to those questions considered by the Council during its 14th Session, and which have been referred to above, *i.e.* the "Puppel-Deutsche Bauern Bank" case, the Draft Law concerning Danzig citizenship, financial position of the Free City and the defence of Danzig—certain of the other subjects dealt with at the 13th Session have occupied the attention of the Secretariat since that time and are referred to below.

A. Constitution of the Free City. — Term of Office of the Senators.

With reference to the amendment to the Constitution of the Free City with regard to the term of office of the Senators, which was provided for by the Council resolution of June 22nd, 1921, the President of the Danzig Senate has communicated the following letter to the High Commissioner.

« En réponse à votre lettre du 13 août 1921, H. C. D. 21/1, j'ai l'honneur de vous informer que le Sénat soumettra à l'Assemblée populaire un projet de loi conforme à la résolution du Conseil de la Société des Nations. L'Assemblée populaire ne pourra pas voter le projet de loi, il faut s'y attendre, avant la fin de septembre, les articles de la Constitution relatifs à des modifications constitutionnelles exigeant que certains délais dûment spécifiés se soient écoulés avant que l'on puisse effectuer des modifications de ce genre. »

B. Manufacture d'Armes de Dantzig.

Une lettre du délégué polonais, en date du 26 juin, répondant à une lettre du Haut Commissaire, en date du 20 juin, et contenant certaines déclarations de fonctionnaires dantzikois, relativement à la Manufacture d'armes, a été communiquée à la Conférence des ambassadeurs à Paris de même que l'avait été la correspondance antérieure se rapportant à cette question.

Une dépêche du premier Secrétaire au Haut Commissaire a annoncé que la Manufacture d'armes avait été fermée le 30 juin 1921.

C. Convention de transit entre la Pologne et Dantzig, d'une part, et l'Allemagne, d'autre part.

Conformément à la décision du Conseil du 18 juin 1921, le Haut Commissaire a informé le Commissaire général polonais à Dantzig qu'il n'exercera pas le droit de veto que lui confère l'article 6 de la Convention du 9 novembre 1920 à propos de la Convention de transit.

D. Fabrication, vente, emmagasinage et transport de matériel de guerre à Dantzig. Matériel de guerre allemand à Dantzig.

Certaines résolutions de la Conférence des ambassadeurs, au sujet du matériel de guerre et de la Manufacture d'armes de Dantzig, qui avaient été mentionnées au cours des discussions sur ce sujet par le Conseil de la Société des Nations, dans sa session de juin, ont été reçues.

Une décision ultérieure de la Conférence des ambassadeurs, au sujet de l'attribution du matériel d'aéroplanes allié dans la Ville libre, a été également reçue et transmise au Haut Commissaire.

Une communication plus récente du Président du Sénat de Dantzig contient une liste de munitions de guerre déclarées délivrées à la Pologne entre le 10 et le 12 août. La lettre ajoute que ce matériel a été embarqué à destination de la Pologne le 13 août.

E. Questions soulevées par la Convention dantziko-polonaise du 9 novembre 1920.

Un grand nombre des questions soulevées par ce traité ont été réglées par négociation directes entre les deux gouvernements, ainsi qu'on le verra d'après l'exposé général de la situation en date du 3 septembre 1921, préparé par le Commissaire général polonais à Dantzig pour le Haut Commissaire. Cet exposé a été envoyé à la Société, mais le texte final de l'accord relatif à ces questions n'a pas encore été reçu.

(Le problème le plus important résolu par le Haut Commissaire, conformément à l'accord conclu le 21 juin devant le Conseil de la Société, a été celui des voies ferrées à Dantzig. Cette question fait, ci-dessous, l'objet d'un exposé distinct, de même que d'autres questions nécessitant une interprétation du traité entre la Pologne et Dantzig et au sujet duquel le Haut Commissaire a rendu des décisions. La question relative au statut des fonctionnaires polonais à Dantzig est également soumise à son examen.)

F. Poste de Haut Commissaire. Situation financière.

Un rapport relatif aux questions financières se rapportant au poste de Haut Commissaire de la Société des Nations à Dantzig, jusqu'à cette date, se subdivise naturellement en quatre périodes qui font ci-dessous l'objet d'un examen distinct.

"In reply to your letter of August 13th, 1921, H. C. D. 21/1, I have the honour to inform you that the Senate will submit to the Popular Assembly a draft law in accordance with the resolution of the Council of the League of Nations. It must not be expected that the Popular Assembly will be able to pass the draft law before the end of September, as the articles of the Constitution relating to changes in the Constitution demand that a clearly defined period shall elapse before any such changes are effected."

B. The Danzig Rifle Factory.

A letter from the Polish Delegate, dated June 26th, in reply to a letter of June 20th from the High Commissioner, which contained certain statements by Danzig officials with regard to the rifle factory, was communicated, as in the case of previous correspondence on the subject, to the Conference of Ambassadors at Paris.

A telegram from the First Secretary to the High Commissioner reported the closing of the rifle factory on July 30th, 1921.

C. Transit Convention between Poland and Danzig on the one hand and Germany on the other.

In accordance with the decision of the Council on June 18th, 1921, the High Commissioner has informed the Polish Commissioner-General at Danzig that he will not exercise any veto under Article 6 of the Treaty of November 9th, 1920, with regard to this Transit Convention.

D. Manufacture, Sale, Storage and Traffic in War Material in Danzig.—German War Material in Danzig.

Certain resolutions of the Conference of Ambassadors with reference to war material and the rifle factory in Danzig, which were referred to during the discussion of this question by the Council of the League at its June Session, have been received.

A later decision by the Conference of Ambassadors concerning the disposition of Allied aeroplane material in the Free City has also been received and forwarded to the High Commissioner.

A still more recent communication, from the President of the Danzig Senate, contains a list of ammunition which it is stated was delivered to Poland between August 10th and 12th. The letter adds that this material was shipped to Poland on August 13th.

E. Questions arising under the Polish-Danzig Treaty of November 9th, 1920.

(a) A large number of the outstanding questions under this Treaty have been settled by direct negotiations between the two Governments, as will be seen from an outline of the situation dated September 3rd, 1921, prepared for the High Commissioner by the Polish Commissioner-General in Danzig. This statement has been forwarded to the League, but the final text of the agreement on these questions has not yet been received.

(The most important question decided by the High Commissioner, in accordance with the agreement reached before the Council of the League on June 21st, concerned the railways in Danzig. This question is treated separately below, as well as certain other questions involving the interpretation of the Polish-Danzig Treaty upon which the High Commissioner has given decisions. He also has under consideration another problem with reference to the status of Polish officials in Danzig.)

F. The High Commissioner's Post—Financial Situation.

A report on financial questions connected with the post of High Commissioner of the League of Nations in Danzig up to the present time is naturally divided into four periods, which are considered separately below :

1. Période antérieure à la constitution de la Ville libre, 15 novembre 1920 (sir Reginald Tower et Lt.-col. Strutt).

Conformément à la déclaration qui se trouve dans le dernier rapport sommaire, la dépense afférente à cette période se montant à £475 3s. 3d. a été remboursée par le Gouvernement de la Ville libre.

2. Période afférente à la durée des fonctions du Lt.-col. Strutt *après* la constitution de la Ville libre (16 novembre 1920-15 décembre 1920).

Un échange de correspondance a lieu en ce moment entre le Gouvernement britannique et le Secrétariat, au sujet du paiement des dépenses engagées pour le Lt.-col. Strutt pendant cette période.

3. Période afférente à la durée des fonctions du professeur Attolico (16 décembre 1920-24 janvier 1921).

Les avances faites par la Société, pendant cette période, se sont montées à £951 2s. 6d. Le Gouvernement de Dantzig a payé sa quote-part de cette somme, soit £475 11s. 3d. et une somme égale doit être versée par le Gouvernement polonais.

4. Période afférente à la durée des fonctions du général Haking (24 janvier 1921...)

Les frais du poste de Haut Commissaire doivent être supportés également par les Gouvernements polonais et de la Ville de Dantzig.

Un relevé général des dépenses et des recettes pour la période de sept mois, allant du 20 janvier au 19 août 1921 a été présenté par le Haut Commissaire. L'état relatif à cette période fait ressortir le total des recettes à £4578 8s. 4d, consistant en avances de la part de la Société des Nations et les dépenses à £4586 18s. 6 ½d, dont £3818 6s. 3 ½d. représentent des frais d'appointement et de salaires.

Les comptes du poste de Haut Commissaire ont été revus à Dantzig en août, par M. Colbar, Directeur de la Section des Commissions administratives du Secrétariat, qui représentait l'administration financière à cet effet. Des exemplaires de son rapport ont été communiqués à titre d'information aux Gouvernements polonais et de la Ville de Dantzig.

G. Conseil du Port et des Voies d'eau de Dantzig.

Le Conseil du Port et des Voies d'eau de Dantzig est officiellement entré en fonctions le 1^{er} juin 1921, jour où le Président Sahm, au nom du Sénat de Dantzig, a remis au Conseil l'administration du service du pilotage, du service des douanes du port, du service de construction du port, du service de l'administration du port et du service de construction de la Vistule, administrés jusque là par la Ville libre.

La somme de 500£, avancée au Président du Conseil du Port au moment où il est entré en fonctions, a été remboursée à la Société des Nations.

H. Commissaire général polonais.

M. Léon Plucinski a succédé, le 5 juillet 1921, à M. Biesiadecki dans le poste de Commissaire général polonais à Dantzig.

I. Enregistrement des traités.

La Convention du 9 novembre 1920 entre Dantzig et la Pologne a été enregistrée au Secrétariat de la Société des Nations sous le No. 155, le 25 août 1921, conformément à la demande du Gouvernement polonais.

Le Secrétariat a également enregistré l'acceptation par la Ville Libre de Dantzig de la Convention internationale radio-télégraphique de 1912.

1. Period prior to the establishment of the Free City, November 15th, 1920 (Sir Reginald Tower and Lt.-Col. Strutt).

As stated in the last Summary Report, the expenditure for this period, amounting to £ 475 3s. 3d., has been repaid by the Government of the Free City.

2. Period under Lt.-Col. Strutt after the establishment of the Free City (November 16th, 1920—December 15th, 1920).

The British Government is now corresponding with the Secretariat concerning the payment of expenditure incurred by Lt.-Col. Strutt during this period.

3. Period under Professor Attolico (December 16th, 1920—January 24th, 1921).

The advances made by the League during this period amounted to £ 951 2s. 6d. The Government of Danzig have paid their share of this amount, *i.e.*, £ 475 11s. 3d., and an equal sum will be paid by the Polish Government.

4. Period under General Haking (January 24th, 1921.....).

The expenses of the High Commissioner's post are to be paid in equal parts by the Governments of Poland and Danzig.

A general report of expenses and receipts for the period of 7 months, from January 20th to August 19th, 1921, has been presented by the High Commissioner. The situation for this period shows receipts of £ 4,578 8s. 4d., consisting of advances from the League of Nations, and expenditure amounting to £ 4,586 18s. 6 ½ d., of which £ 3,818 6s. 3 ½ d. was paid for salaries and wages.

The accounts of the High Commissioner's post were audited in Danzig in August by Mr. Colban, Director of the Administration Commissions Section of the Secretariat, who represented the Financial Administration for that work. Copies of this report were communicated to the Polish and Danzig Governments for their information.

G. The Danzig Port and Waterways Board.

The Danzig Port and Waterways Board formally assumed its duties on June 1st, 1921, when President Sahn, on behalf of the Danzig Senate, handed over to the Board the administration of the Pilot Office, Harbour Customs Office, Harbour Construction Office, Harbour Office and the Vistula Construction Office, which had up till then been administered by the Free City.

The sum of £ 500, which was advanced to the President of the Board at the time when he first began work in Danzig has been refunded to the League of Nations.

H. Polish Commissioner-General.

M. Léon Plucinski took over the functions of Commissioner-General of the Polish Republic in Danzig on July 5th, 1921, succeeding M. Biesiadecki in that position.

I. Registration of Treaties.

The Treaty of November 9th, 1920, between Danzig and Poland, was registered with the Secretariat of the League of Nations, as No. 155, on August 25th, 1921, in accordance with the request of the Polish Government.

The accession of the Free City of Danzig to the International Radio-Telegraphic Convention of 1912 has also been registered with the Secretariat.

3. AUTRES QUESTIONS.

Depuis le dernier rapport au Conseil, d'autres questions importantes relatives à la Ville libre ont été étudiées par le Haut Commissaire et ont été l'objet d'un échange de correspondance avec le Secrétariat.

A. Chemins de fer de Dantzig.

(Décisions du Haut Commissaire en date du 15 août 1921 et du 5 septembre 1921).
(Arrangement entre la Pologne et Dantzig du 23 septembre 1921.)

Voir le texte des décisions et de l'arrangement (avec paragraphe d'introduction) à la suite du présent rapport sommaire.

B. Visas des passeports des voyageurs étrangers pénétrant sur le territoire de Dantzig.
(Décision du Haut Commissaire en date du 30 août 1921.)

Après avoir étudié les arguments des thèses polonaise et dantzigoise sur la question de savoir si les étrangers, à l'exception des citoyens polonais, devraient se procurer un visa pour pénétrer sur le territoire de Dantzig, au cas où ce visa serait exigé pour pénétrer en Pologne, et après l'étude juridique et pratique de la question, le Haut Commissaire a décidé, le 31 août 1921, que le visa polonais n'était pas nécessaire pour l'entrée sur le territoire de la Ville libre de voyageurs étrangers à moins que le Gouvernement de Dantzig ne désire que ce visa soit exigé.

C. Surveillance et administration de la Vistule dans le territoire de la Ville libre.
(Décision du Haut Commissaire en date du 1^{er} septembre 1921.)

Des interprétations différentes des stipulations du Traité de Versailles et de la Convention entre Dantzig et la Pologne ont fait naître un différend entre la Pologne et Dantzig au sujet de la surveillance des deux bras de la Vistule (Vistule morte, Vistule vive) sur le territoire de la Ville libre.

Le Président de Conseil du Port a décidé que le Conseil devait administrer et surveiller tout le parcours de la Vistule à l'intérieur du territoire de la Ville libre. La question a fait l'objet d'un appel de la Pologne devant le Haut Commissaire. Celui-ci, en raison du côté administratif et juridique de la question, a également décidé (1^{er} septembre 1921) que la surveillance et l'administration de tout le parcours de la Vistule sur le territoire de la Ville libre devaient être confiés au Conseil du Port.

D. Conventions conclues par Dantzig pendant la période d'administration temporaire alliée.

En réponse à la demande mentionnée dans le dernier sommaire sur les questions relatives à Dantzig, le Secrétaire général a reçu copie des pleins pouvoirs donnés au représentant de Dantzig pour signer l'accord avec l'Allemagne sur l'administration de la Justice. Le Secrétaire général a également reçu des renseignements au sujet de la question de la ratification, du côté de Dantzig, de cet accord et de l'accord sur la question de l'option.

On croit savoir que l'échange des ratifications de ces deux conventions n'a pas été effectué.

E. Fonctionnaires allemands à Dantzig.

Le Commissaire de l'Empire allemand à Dantzig a exposé, dans une note du 30 mai 1921, en réponse à une demande du Haut Commissaire mentionnée dans un rapport précédent, que le Gouvernement allemand n'estime pas nécessaire d'annuler aucune des dispositions de la Convention.

3. OTHER QUESTIONS.

Since the last report to the Council, certain other problems of importance concerning the Free City have been considered by the High Commissioner and have formed the subject of correspondence with the Secretariat.

A. *The Danzig Railways.*

(Decisions by the High Commissioner, August 15th, 1921, and September 5th, 1921.)
(Polish-Danzig Agreement September 23rd, 1921.)

See text of decisions and Agreement (with introductory paragraph) at the end of this summary report.

B. *Passport Visas for Foreigners entering Danzig.*

(Decision by the High Commissioner, August 30th, 1921.)

After reviewing the arguments of Poland and Danzig on the question as to whether foreigners, with the exception of citizens of Poland, should be required to have a visa for entering Danzig territory in case such a visa is required for entering Poland, and after consideration of legal and practical points involved, the High Commissioner on August 30th, 1921, decided that the Polish visa was not necessary to enable foreigners to enter the Free City of Danzig unless the Government of the Free City desired that such a visa should be given.

C. *Control and Administration of the Vistula River within the Territory of the Free City.*

(Decision by the High Commissioner, September 1st, 1921.)

Due to varying interpretations of provisions of the Treaty of Versailles and the Polish-Danzig Treaty, a difference arose between Poland and Danzig concerning the control of the "dead Vistula" and the "live Vistula" within the territory of the Free City.

The President of the Harbour Board decided that the whole of the Vistula within the Free City should be administered and controlled by the Board. The question was then brought by Poland to the High Commissioner, who, basing his arguments on the administrative and legal position of the question, also decided (September 1st, 1921) that the control and administration of the whole of the Vistula within the territory of the Free City must be undertaken by the Harbour Board.

D. *Danzig Conventions concluded under the Temporary Allied Administration.*

In response to the request which was noted in the last Summary Report on Danzig questions, the Secretary-General has received copies of the full powers conferred on the Danzig Representative to sign the Agreement with Germany on the administration of justice, and also information with regard to the question of the ratification, on the side of Danzig, of this Agreement and the Agreement with Germany concerning the Options Question.

It is understood that an exchange of ratifications of these two Agreements has not, however, been effected.

E. *German Officials in Danzig.*

The German Imperial and State Commissioner in Danzig, in a note dated May 30th, 1921, explained, in reply to a request of the High Commissioner, which was referred to in a previous Report, that the German Government did not consider it necessary to invalidate any of the provi-

tion polono-dantzikoise sur les fonctionnaires, du 12 novembre 1920. Les articles 2, 5 et 9 n'ont cependant plus d'objet en raison de l'expiration de la période pendant laquelle les fonctionnaires allemands ont été détachés à Dantzig. Toutefois, il a fait remarquer que comme des fonctionnaires allemands demeurent à Dantzig dans l'intérêt de la Ville libre, les stipulations de l'accord relatif à la protection des intérêts des fonctionnaires détachés du Reich et de l'Etat prussien doivent rester en vigueur en ce qui concerne les fonctionnaires détachés qui se trouvent après le 1^{er} juillet au service de départements dont l'attribution et la direction n'ont pas encore été réglées. La note allemande déclarait également que les articles 17 et 18 devaient s'appliquer aux quelques fonctionnaires intéressés qui sont encore employés à Dantzig.

Dans une note adressée le 22 juillet au Haut Commissaire, le Président du Sénat de Dantzig a fourni certains détails sur la situation de M. Förster, Commissaire d'Empire allemand à Dantzig. Il semble que le Gouvernement allemand ait examiné l'opportunité de changer sa situation actuelle et d'en faire un Consul général ordinaire.

II.

PROPRIÉTÉ ET ADMINISTRATION DES CHEMINS DE FER DE DANTZIG.

Etant donné les divergences d'interprétation entre la Ville libre de Dantzig et le Gouvernement polonais, quant à certaines des dispositions du traité entre la Pologne et Dantzig du 9 novembre 1920, relatif aux chemins de fer qui se trouvent à l'intérieur du territoire de la Ville libre, le Haut Commissaire de la Société des Nations, le général sir Richard Haking, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par ledit traité pour régler les différends entre les deux Etats (art. 39), a rendu deux décisions à ce sujet, en date du 15 août et du 5 septembre respectivement. Le 26 août, Dantzig a fait appel de la première décision devant le Conseil. Toutefois, à la suite de négociations prolongées, qui eurent lieu à Genève, entre les représentants des deux Gouvernements, assistés du Haut Commissaire et du Secrétariat international, la Ville libre de Dantzig a retiré son appel, le 23 septembre 1921, et un arrangement a été signé le même jour par les deux parties. Aux termes de cet arrangement, elles s'engageaient à ne pas déposer d'appel contre l'une ou l'autre des deux décisions et à accepter certaines interprétations définies des dispositions qui s'y trouvent.

I. DÉCISION DU HAUT COMMISSAIRE, EN DATE DU 15 AOUT 1921.

1. Le Gouvernement polonais et celui de la Ville libre de Dantzig, n'ayant pu se mettre d'accord sur la propriété, la direction, l'administration et l'exploitation des voies ferrées situées sur le territoire de la Ville libre de Dantzig, ont, aux termes de l'article 39 de la Convention du 9 novembre 1920, soumis leur différend à ma décision.

2. Après avoir examiné soigneusement tous les arguments présentés par les deux gouvernements en faveur de leur point de vue, et après les avoir étudiés par rapport aux termes de la Convention entre la Pologne et Dantzig en date du 9 novembre 1920, il semble très clair que, si cette Convention doit être réellement utile, les pleins droits et responsabilités du Conseil du Port doivent être reconnus et laissés entièrement libres de s'exercer, sinon la Convention tombe d'elle-même.

3. Les principes fondamentaux suivants doivent donc être reconnus à la fois par le Gouvernement polonais et par celui de la Ville libre de Dantzig :

ions of the German-Danzig Convention of November 12th, 1920, concerning officials, but that Articles 2, 5 and 9, in consequence of the termination of the seconded period for German officials, served no purpose. At the same time, however, it was pointed out that, as German officials were remaining in Danzig in the interests of the Free City, the provisions of the Agreement for the protection of the interests of the seconded officials of the German Empire or the Prussian State must continue to apply in connection with the continuance in Danzig after July 1st of seconded officials engaged in the Departments whose ownership and control had not yet been settled. It was also stated that Articles 17 and 18 must apply to those few officials concerned who still remain at work in Danzig.

In a note of July 22nd to the High Commissioner, the President of the Danzig Senate gives certain details concerning the position of Herr Förster, the German Imperial and State Commissioner in Danzig. It appears that the German Government has been considering the advisability of changing his position to that of an ordinary Consul-General.

II.

OWNERSHIP AND ADMINISTRATION OF THE RAILWAYS IN DANZIG.

In view of differences between the Free City of Danzig and the Polish Government as to the interpretation of certain of the Provisions of the Polish-Danzig Treaty of November 9th, 1920, concerning the railways within the territory of the Free City, the High Commissioner of the League of Nations, General Sir Richard Haking, acting under the authority given to him by this Treaty to settle differences between the two countries (Article 39) made two decisions on this question, dated August 15th and September 5th, respectively. On August 26th, Danzig appealed to the Council against the first decision. As the result, however, of prolonged negotiations at Geneva between the representatives of the two Governments, assisted by the High Commissioner and the International Secretariat, Danzig, on September 23rd, 1921, withdrew her appeal and an agreement was signed by the two parties on the same day. By the terms of this agreement they both undertook not to appeal against either of the two decisions and to accept certain specified interpretations of their provisions.

I. DECISION BY THE HIGH COMMISSIONER, DATED AUGUST 15TH, 1921.

1.—The Governments of Poland and of the Free City of Danzig, having failed to come to an agreement regarding the ownership, control, administration and exploitation of the railways situated within the territory of the Free City of Danzig, have applied to me for a decision under Article 39 of the Treaty of November 9th, 1920.

2.—After carefully considering all the arguments supporting the views held by each Government, and comparing them with the terms of the Convention between Poland and Danzig, dated November 9th, 1920, it appears to be quite clear that if this Convention is to serve any useful purpose the full rights and responsibilities of the Harbour Board must be recognised and given effective scope, otherwise the Treaty falls to the ground.

3.—It must be accepted, therefore, as a main principle, both by the Polish and Danzig Governments :

- a) Le Conseil du Port a été institué par la Convention en vue d'appliquer les principes économiques énoncés par le Traité de Versailles en ce qui concerne les relations entre la Pologne et Dantzig ;
- b) Le Conseil du Port est l'organe administratif, chargé, en outre, de traiter toutes questions litigieuses relatives au port et à son utilisation.

En conséquence, ma décision s'appuiera sur les principes ci-dessus et aura pour effet :

- (i) De donner à la Pologne les pleins droits économiques que lui ont accordés le Traité de Versailles et la Convention du 9 novembre 1920 ;
- (ii) De maintenir l'intégrité politique de Dantzig, dans les limites fixées par le dit Traité et la dite Convention ;
- (iii) De donner au Conseil du Port les pleins droits qui lui sont conférés selon la lettre et l'esprit de la Convention du 9 novembre 1920.

5. Partant de ces principes, il faut examiner les divers points en litige entre les deux pays relativement à la propriété, la direction, l'administration et l'exploitation des voies ferrées situées sur le territoire de la Ville libre de Dantzig.

6. Dans le Traité de Versailles et dans la Convention, il est fait mention de trois administrateurs et propriétaires : les Polonais, les Dantziçois et le Conseil du Port. Au point de vue pratique il est important, administrativement et financièrement, d'avoir une administration unique, pour un système de voies ferrées aussi peu étendu. Il est donc nécessaire de trouver un moyen qui permette d'appliquer les différentes clauses de la Convention et de confier en même temps l'administration des voies ferrées à un seul organisme. Le premier paragraphe de l'article 20 stipule que le Conseil du Port exercera, dans les limites de la Ville libre, la direction, l'administration et l'exploitation de l'ensemble des voies ferrées qui desservent spécialement le port. A cette fin, le Conseil du Port doit lui-même créer une administration ou bien se servir d'une administration déjà existante qui assume cette mission à sa place. S'il crée une administration, les dépenses seront très considérables. L'autre solution possible pour lui est d'utiliser l'administration polonaise déjà existante et qu'il a sous la main. Cette administration polonaise des voies ferrées a tellement intérêt au point de vue économique au bon fonctionnement du port, que l'on peut lui confier, au nom du Conseil du Port, la direction, l'administration et l'exploitation des voies ferrées qui desservent spécialement le port, sous réserve que le Conseil, conformément à l'article 25, reçoive la propriété de ces voies ferrées et possède des fonctionnaires permanents des chemins de fer détachés auprès de l'administration polonaise, qui puissent formuler à cette dernière leurs desiderata en ce qui concerne la direction, l'administration et l'exploitation de leurs voies ferrées.

7. L'article 20 stipule que : « il appartiendra au Conseil de déterminer celles des voies ferrées qui doivent être considérées comme desservant spécialement le port ». C'est ce qu'a fait le Conseil et il a revendiqué la possession des voies ferrées existantes figurant sur le plan ci-joint¹ et compris à l'intérieur du cercle rouge, à l'exclusion des tramways et chemins de fer à voie étroite. J'ai examiné les arguments que l'on a fait valoir contre cette revendication et je n'ai pas trouvé de raisons satisfaisantes pour ne pas l'accepter.

8. Il reste donc à examiner la question de savoir quelles voies ferrées desservent principalement la Ville libre. Il n'est pas exact de dire qu'aucune des grandes lignes normales serve surtout à la Ville libre. La Ville libre et ses voies ferrées n'existent qu'à cause de la mer, de la rade, de la Vistule et de l'Hinterland. Sans ces trois dernières raisons, Dantzig ne serait jamais devenu un grand port. Il est évident que les voies à écartement normal, leurs gares et leurs entrepôts sont plus utiles au port et à l'Hinterland qu'à la Ville libre et que, par conséquent, ils ne sont pas d'une utilité primordiale pour les besoins de la Ville libre. Les voies secondaires et les tramways desservent la ville de Dantzig et son territoire beaucoup plus que le port et l'Hinterland ; ils desservent principalement la Ville libre.

9. En conséquence, j'ai pris les décisions suivantes :

- (i) La propriété, la direction, l'administration et l'exploitation des voies ferrées existantes et de tous biens et établissements leur appartenant, qui desservent

¹ Non reproduit.

- (a) That the Harbour Board has been established by the Polish-Danzig Treaty to apply the economic principles laid down in the Treaty of Versailles as regards the relations between Poland and Danzig.
- (b) That the Harbour Board is the proper organisation to administer and deal with questions referring to the Port and the use of the Port, and which are in any way in conflict.

4.—I propose, therefore, in my decision to follow this principle and to ensure :

- (i) That Poland obtains the full economic rights granted to her by the Treaty of Versailles and the Treaty of November 9th, 1920.
- (ii) That the political integrity of Danzig, as limited by that Treaty and the Polish-Danzig Treaty, is maintained.
- (iii) That the Harbour Board shall be given its full rights according to the letter and spirit of the Treaty of November 9th, 1920.

5.—Acting on this basis, it is necessary to consider the various points in dispute between the two countries regarding the ownership, control, administration and exploitation of the railways within the Territory of the Free City of Danzig.

6.—In the Treaty of Versailles, and in the Polish-Danzig Treaty, reference is made to three administrators and owners—the Poles, the Danzigers and the Harbour Board. From a practical point of view it is administratively and financially important to have only one administrative system for such a small railway organisation as that within the territory of the Free City. It is necessary, therefore, to find a means of carrying out the various clauses of the Treaty, and, at the same time, ensure that the administration of the railways is in the hands of one organisation. The first paragraph of Article 20 lays down that the Harbour Board shall exercise, within the limits of the Free City, the control, administration, and exploitation of the whole railway system especially serving the Port. To do this, the Harbour Board must either create an administration themselves, or obtain the services of an existing administration to do the work for them. If they create the administration themselves, it will be a very costly affair. The alternative is for them to use the existing Polish Administration, ready to their hand, to do the work for them. The Polish Railway Administration is so deeply interested in the economical success of the Port that it can be trusted to exercise or the Harbour Board the control, administration, and exploitation of those railways especially serving the Port, provided the Board, in accordance with Article 25, is given the ownership of these railways, and has permanent railway officials, serving on the staff of the Polish Railway Administration, to make known to the latter their wishes as regards the control, administration, and exploitation of their own railways.

7.—Article 20 lays down that "it shall rest with the Board to determine which railways shall be considered as especially serving the Port." The Board have done this, and they have claimed the existing railways shown on the attached plan,¹ and which are enclosed within the red circle, but not including the City tramways or the narrow-gauge light railways. I have considered the arguments put forward against this claim, but I cannot find sufficient reason for not accepting it.

8.—It remains, therefore, to consider what railways serve primarily the needs of the Free City. It cannot be said with truth that any of the main-line railways serve primarily the Free City. The Free City and its railways only exist because of the sea, the harbour, the Vistula, and the Hinterland ; if it were not for the three last, Danzig would never have come into existence as a great port. It is evident, therefore, that the main-line railways and their stations and goods yards serve the Harbour and the hinterland more than they serve the Free City, and, therefore, they do not primarily serve the needs of the Free City. The light railways and the tramways serve the City of Danzig and its territory more than they serve the Harbour and the Hinterland, and therefore they serve primarily the needs of the Free City.

9.—I decide, therefore :

- (i) That the ownership, control, administration, and exploitation of the existing railways and of all property and establishments belonging thereto, which

spécialement le port et qui sont indiqués à l'intérieur de la ligne rouge tracée sur le plan ci-joint,¹ appartiennent au Conseil du Port, excepté :

- a) « Die Eisenbahndirektion. » La direction des chemins de fer.
- b) Les tramways et les chemins de fer à voie étroite.

- (ii) Les chemins de fer et tramways utilisés principalement pour les besoins de la Ville libre sont les chemins de fer à voie étroite et les tramways existants sur le territoire de la Ville libre ; la propriété, la direction et l'administration de ces chemins de fer à voie étroite et de ces tramways, avec tous biens en dépendant, appartiennent à la Ville libre.
- (iii) La propriété, la direction, l'administration et l'exploitation de toutes les autres voies ferrées à écartement normal sur le territoire de la Ville libre, avec tous biens en dépendant, y compris « die Eisenbahndirektion », appartiennent aux termes de l'article 25 de la Convention, à la Pologne.
- (iv) Le Conseil du Port, tout en conservant la propriété des voies ferrées qui lui est reconnue par le paragraphe (i) ci-dessus, utilisera l'administration polonaise des chemins de fer déjà existante en ce qui concerne la direction, l'administration et l'exploitation qui incombent au Conseil du Port. A cet effet, trois délégués nommés par le Conseil du Port seront adjoints à l'administration polonaise des chemins de fer pour transmettre à celle-ci les desiderata et les besoins du Conseil du Port. L'Administration polonaise des chemins de fer s'engagera à faire tout son possible pour satisfaire à ces besoins et à ces desiderata. Le Conseil du Port conservera également la propriété de la moitié des locomotives et des wagons, propriété de l'ancien Gouvernement allemand. Ces locomotives et ces wagons devront être maintenus en bon état et remplacés quand l'administration polonaise des chemins de fer le demandera.
- (v) L'administration polonaise des chemins de fer, agissant au nom du Conseil du Port, percevra tous droits, taxes et revenus en ce qui concerne l'ensemble des voies ferrées appartenant au Conseil du Port ; elle fera face, conformément à l'article 23, à tous les frais d'entretien, de direction, d'exploitation, d'amélioration et de développement du système.
- (vi) Le Gouvernement de la Ville libre de Dantzig aura le droit de désigner un fonctionnaire des chemins de fer qui sera attaché à l'administration polonaise et chargé de tenir cette administration au courant des besoins de la Ville libre ainsi que de ceux des villes et villages situés sur son territoire, particulièrement en ce qui concerne les transports locaux de voyageurs et le trafic des marchandises expédiées ou reçues par les habitants de la Ville libre. L'administration polonaise des chemins de fer s'engagera à répondre à ces demandes avec conscience et qu'elle le ferait pour son propre réseau.
- (vii) Le Gouvernement polonais s'engagera à utiliser le Port de Dantzig, quels qu'ils soient les autres ports qu'il puisse ouvrir à l'avenir sur la côte de la Baltique.
- (viii) Le Gouvernement de Dantzig s'engagera à sauvegarder les intérêts de la Pologne en ce qui concerne le libre accès à la mer en tous temps, ce libre accès étant en outre garanti à la Pologne par les instructions que m'a adressées le Conseil de la Société des Nations, à la suite de sa décision en date du 22 juin 1921.

¹ Non reproduit.

especially serve the Port, and which are indicated within the red line drawn on the attached plan,¹ belong to the Harbour Board, except—

- (a) The *Eisenbahndirektion*.
 - (b) The tramways and the narrow-gauge light railways.
- (ii) That the railways and tramways primarily serving the needs of the Free City are the existing narrow-gauge railways and tramways within the territory of the Free City, and the ownership, control, administration, and exploitation of those railways and tramways, with the property appertaining thereto, belong to the Free City.
 - (iii) The ownership, control, administration, and exploitation of all other existing broad-gauge railways within the territory of the Free City, with the property appertaining thereto, including the *Eisenbahndirektion*, belong to Poland, under Article 25 of the Treaty.
 - (iv) The Harbour Board, whilst retaining the ownership of the railways allotted to it in paragraph (i) above, will make use of the existing Polish Railway Administration for carrying out the Harbour Board's work of control, administration, and exploitation. For this purpose three delegates, appointed by the Harbour Board, will be attached to the Polish Railway Administration to convey to the latter the wishes and requirements of the Harbour Board. The Polish Railway Administration will engage to do their utmost to fulfil the wishes and requirements of the Harbour Board. The latter will also retain the ownership of half of the locomotives and wagons, the property of the late German Government; these locomotives and wagons to be maintained in good condition, and replaced when required by the Polish Railway Administration.
 - (v) The Polish Railway Administration, working for the Harbour Board, will collect all dues, taxes, and receipts in connection with the railway system belonging to the Harbour Board, and will, in accordance with Article 23, defray the cost of upkeep, control, exploitation, improvement and development of that system.
 - (vi) The Government of the Free City of Danzig will have the right to appoint one railway official, to serve on the Polish Railway Administration, in order to keep that Administration informed regarding the requirements of the Free City and the towns and villages in its territory, especially as regards local passenger traffic and merchandise sent or received by the inhabitants of the Free City. The Polish Railway Administration will engage to deal with these requirements with the same efficiency as they deal with these requirements of their own traffic.
 - (vii) The Polish Government will engage to make full use of the Port of Danzig, whatever other ports she may open in the future on the Baltic coast.
 - (viii) The Government of Danzig will engage to safeguard the interests of Poland as regards free access to the sea at all times, this free access being further guaranteed to Poland by the instructions issued to me by the Council of the League of Nations in their decision dated June 22nd, 1921.

¹ Not reproduced.

- (ix) Le Gouvernement polonais et celui de Dantzig devront examiner de nouveau, à la lumière de la présente décision, les questions en litige au sujet des termes de l'accord qui doit être conclu conformément à l'article 22 de la Convention et au sujet du paiement par la Pologne à Dantzig d'une certaine somme, en vertu du second paragraphe de l'article 23 de la Convention. A défaut d'accord entre les deux gouvernements, la question me sera soumise dans le plus bref délai possible.
- (x) A l'exception des questions mentionnées au paragraphe (ix), cette décision, sous réserve d'un recours au Conseil de la Société des Nations, sera acceptée par les deux gouvernements comme constituant l'interprétation de la Convention du 9 novembre 1920 sur toutes les questions relatives aux voies ferrées qui y sont mentionnées et qui font l'objet du différend actuel entre les deux États

(Signé) R. HAKING, (lieutenant-général)
Haut Commissaire de la Société des Nations
Ville libre de Dantzig.

Dantzig, 15 août 1921.

2. DÉCISIONS DU HAUT COMMISSAIRE EN DATE DU 5 SEPTEMBRE 1921.

1. L'étude des arguments présentés par les deux parties sur les questions soulevées par l'article 22 de la Convention du 9 novembre 1920 et encore pendantes entre les deux gouvernements m'a montré qu'en s'égayant dans les détails, on a perdu de vue les principes essentiels qu'il y a lieu d'appliquer. Par exemple, la Pologne est chargée de la direction, de l'administration et de l'exploitation, soit en son nom, soit en celui du Conseil du Port, de tout le réseau ferré à voie normale situé sur le territoire de Dantzig. L'objet de cette décision est double: d'abord elle doit assurer à la Pologne le libre accès à la mer et, ensuite, donner aux habitants de Dantzig toutes les facilités de transit pour les voyageurs et les marchandises dont elle a joui dans le passé. En conséquence, il est nécessaire dans toutes ces questions, de distinguer, en ce qui concerne le territoire de Dantzig, entre les droits administratifs et économiques de la Pologne et les droits de souveraineté de la Ville libre.

2. La Pologne ayant la garantie d'un libre accès à la mer par voie ferrée, il incombe à l'Administration des chemins de fer polonais de faire tout son possible pour sauvegarder les intérêts de fonctionnaires, employés et ouvriers dantziqois attachés aux chemins de fer du territoire de la Ville libre et éviter de blesser les susceptibilités des habitants en édictant des règlements qui pourraient ne pas être absolument nécessaires au bon fonctionnement du réseau ou qui pourraient être interprétés comme une tentative de polonisation des chemins de fer de Dantzig. Dans le rapport du vicomte Ishii, en date du 17 novembre 1920, adopté par une résolution du Conseil de la Société des Nations, il est déclaré que les habitants de Dantzig «devront être autonomes, qu'ils ne passeront pas sous la domination polonaise, qu'il ne feront pas partie de l'Etat polonais. La Pologne obtiendra certains droits économiques à Dantzig, etc.»

3. Si ces principes sont appliqués à toutes les questions pendantes, il est possible de trouver une solution. J'ai soigneusement étudié les arguments avancés par les deux États, sur les questions soumises à ma décision, mais il n'est pas nécessaire de les rappeler ici, car ils sont bien connus de deux parties et ils seront communiqués à la Société des Nations avec la présente décision. En conséquence, je me suis borné à indiquer dans chaque cas ma décision motivée.

A. Langues.

4. L'article 22 mentionne, entre autres questions à régler par accord mutuel, celles relatives aux garanties à assurer réciproquement à l'emploi des langues dantziqoise et polonaise, aux intérêts de la population locale en tout ce qui touche à l'administration, à l'exploitation et aux services des chemins de fer, etc.

- (ix) It is necessary for the Polish and Danzig Governments to reconsider, in the light of the present decision, the questions in dispute regarding the terms of the agreements to be concluded under Article 22 of the Polish Danzig Treaty, and also the payment of certain money by Poland to Danzig in virtue of the second paragraph of Article 23 of the Polish-Danzig Treaty. If no agreement can be reached, an appeal should be made to me at the earliest possible date.
- (x) With the exceptions mentioned in (ix), this decision will be accepted, subject to appeal to the Council of the League of Nations by both Governments, as the interpretation of the Treaty of November 9th, 1920, on all railway matters referred to herein and now in dispute between the two States.

(Signed) R. HAKING (Lieut.-General),
High Commissioner, League of Nations,
Free City of Danzig.

Danzig, August 15th, 1921.

2. DECISION OF THE HIGH COMMISSIONER, DATED 5TH SEPTEMBER, 1921.

1. When studying the arguments put forward by both sides regarding the questions arising from Article 22 of the Convention of November 9th, 1920, which are still in dispute between the two Governments, it appears to me that some of the main principles which should be applied are at sight of in the intricacies of each question. For example, Poland is called upon to control, administer and exploit, either on her own behalf or that of the Harbour Board, the whole of the road-gauge railway system within the territory of Danzig. The object of this is twofold, first to secure to Poland free access to the sea, and secondly to provide for the inhabitants of Danzig all the facilities of transit for passengers and goods which she has enjoyed in the past. It is necessary therefore, in all these questions, to distinguish, so far as the territory of Danzig is concerned, between the administrative and economic rights of Poland and the sovereign rights of the Free City.

2. Poland having secured her own needs as regards free railway access to the sea, it is incumbent on the Polish Railway Administration to do everything possible to safeguard the interests of Danzig officials, employees and workmen employed to work the railways within the territory of the Free City, and to avoid wounding the susceptibilities of the inhabitants by making bye-laws which are not absolutely necessary for the satisfactory working of the administration, or which can be interpreted as an attempt to Polishise the Danzig railways. In Viscount Ishii's report dated November 17th, 1920, and adopted by a resolution of the Council of the League of Nations, it is stated that the inhabitants of Danzig "shall be autonomous, they shall not pass under Polish rule and shall not form part of the Polish State. Poland shall obtain certain economic rights in Danzig, etc."

3. If these principles are supplied to all questions in dispute it is possible to find a solution. I have carefully studied the arguments put forward by each State regarding the questions referred to me for a decision, but it is unnecessary for me to repeat these arguments because they are well known to both parties and will be forwarded with this decision to the League of Nations. I have confined myself, therefore, to giving my reasons and recording my decision in each case.

A. Languages.

4. Article 22 lays down that, amongst other things to be settled by agreement are questions relating to the guarantees to be accorded reciprocally for the use of the Danzig and Polish languages, and for the interests of the local population in all matters relating to the administration, exploitation and services of the railways, etc.

5. Il me semble évident que l'administration des chemins de fer étant aux mains de la Pologne avec pleins-pouvoirs pour elle de faire des règlements, la garantie mentionnée vise les résidents dantziens bien plus que les résidents polonais. Puisque presque tous les habitants de Dantzig (peut être sans aucune exception) parlent allemand et que l'immense majorité d'entre eux est incapable de parler polonais, et puisque la langue officielle du pays est, de par la constitution, l'allemand, il est évident que l'on doit donner toutes facilités possibles pour l'emploi de cette langue sur les chemins de fer du territoire de la Ville libre. De plus, puisque la Pologne, par la Convention, s'est engagée à maintenir les droits du personnel des chemins de fer, fonctionnaires, employés et ouvriers qui sont au service du réseau depuis plusieurs années et qui presque tous, sans exception, parlent uniquement l'allemand, il est évident également que l'administration polonaise sur le territoire de la Ville libre doit permettre l'usage de l'allemand partout où il est possible et où il n'entrave pas sérieusement le bon fonctionnement des chemins de fer.

6. En ce qui regarde les susceptibilités des habitants, ce serait une politique déplorable de la part de l'administration des chemins de fer polonais que de vouloir imposer à leurs clients une langue que très peu d'entre eux comprennent. Tout le monde est d'accord que l'on doit essayer par tous les moyens possibles d'améliorer les relations entre les deux peuples et rien ne pourrait être plus agréable aux habitants de la Ville libre que de sentir que l'administration polonaise n'a pas le dessein de leur imposer sa langue.

7. En conséquence, j'ai décidé que :

a) la langue allemande sera employée par l'administration polonaise des chemins de fer dans tous ses rapports avec le public dantzien ou avec les fonctionnaires, employés et ouvriers de nationalité dantzienne. Cette décision ne limite nullement le pouvoir qu'a l'administration des chemins de fer polonais d'employer le polonais quand et partout où il sera absolument nécessaire pour le bon fonctionnement de l'administration supérieure ou quand le public désirera employer cette langue.

b) tous les avis affichés dans les gares du territoire de la Ville libre : noms de localités, quais, guichets, consigne, horaires, etc., seront rédigés en allemand et tous les billets délivrés au public entre deux localités situées sur le territoire de la Ville libre seront aussi rédigés en allemand. Les billets pour des localités situées en Pologne ou en d'autres pays étrangers pourront, au besoin, être imprimés dans les deux langues.

c) Tous les avis affichés à l'intérieur des wagons ou dans les gares, relatifs à la sécurité des voyageurs, l'hygiène, etc., pourront être rédigés dans les deux langues, si l'administration polonaise le juge nécessaire au bon fonctionnement des chemins de fer.

B. Finances..

8. Le choix de la monnaie qu'emploiera l'Administration supérieure des chemins de fer polonais est laissé à sa discrétion. C'est seulement dans ses transactions financières avec les habitants de la Ville libre qu'il est nécessaire de « garantir les intérêts de la population locale ». La décision finale concernant la monnaie à employer sur le réseau ferré de Dantzig ne peut encore être prise, par suite de l'instabilité du change, les deux Etats ne peuvent conclure aucun accord et se contentent de reconnaître que, pour le moment, la monnaie de la population dantzienne doit rester le mark allemand.

En ce qui concerne l'administration des chemins de fer polonais, il est évident qu'il est beaucoup plus commode pour sa clientèle, qui est le public dantzien, d'utiliser le mark allemand plutôt que le mark polonais.

9. En conséquence, je décide :

a) tant que la monnaie allemande sera employée sur le territoire de la Ville libre de Dantzig tous les versements effectués, soit par le gouvernement, soit par le public de la Ville libre pour l'achat des billets, le transport des marchandises ou toute autre raison, devront être faits en monnaie allemande.

b) Par public, on entendra toute maison de commerce et toute personne en résidence, en visite ou de passage dans la Ville libre, pourvu, toutefois, que cette décision n'interdise pas à l'Admini-

5. It appears to me that, the administration of the railways being in Polish hands, with full power of making bye-laws, that the guarantee in this case is required for Danzig inhabitants far more than for Polish inhabitants, since almost the whole of the inhabitants of Danzig (possibly without exception) talk German and the vast majority are unable to talk Polish, and since the official language of the country is, by the Constitution, German, it is evident that every possible facility must be given for the use of that language on the railways in the territory of the Free City. Furthermore, since Poland has engaged by the Convention to maintain the rights of the railway officials, employees and workmen who have been engaged for many years on this railway system and who, almost to a man, speak only German, it is equally evident that their administration within the territory of the Free City should contemplate the use of the German language wherever possible, and wherever it does not seriously interfere with the working of the railways.

6. As regards the susceptibilities of the inhabitants, it would be extremely bad policy on the part of the Polish Railway Administration to impose upon their clients, whom they serve, a language which few of them understand. Everyone is agreed that no stone should be left unturned to improve the relations between the two peoples and nothing would please the inhabitants of the Free City more than to feel that the Polish Administration had no desire to impose their language upon them.

7. I decide therefore :—

(a) That the German language is to be employed by the Polish Railway Administration in all their dealings with the Danzig public, or with the railway officials, employees or workmen of Danzig nationality. That this decision in no way limits the power of the Polish Railway Administration to use the Polish language whenever and wherever it is absolutely necessary for the efficient working of their higher administration, or when any member of the public wishes to employ that language.

(b) That all notices on railway stations within the territory of the Free City, such as names of places, platforms, ticket offices, cloakrooms, time tables, etc., shall be in German, and all tickets issued to the public from or to a place within the territory of the Free City shall also be in German. Tickets issued to places in Poland or other foreign countries can be in both languages if required.

(c) Notices in railway carriages or on stations regarding safety, sanitation and health can be posted up in both languages if the Polish Administration is of opinion that this is absolutely necessary for the convenient and effective working of the railway.

B. Finance.

8. The currency employed by the high Polish Railway Administration is a matter for their own decision ; it is only in their financial dealings with the inhabitants of the Free City that it is necessary to " guarantee the interests of the local population." The final decision regarding the currency to be employed on the Danzig railway system cannot be given, because, owing to the instability of the valuta, the two States are unable to come to any agreement and are content to acknowledge that for the present the currency of the Danzig population shall remain the German mark. So far as the Polish Railway Administration is concerned it is perfectly clear that it is far more convenient for their clients, the Danzig public, to use the German, rather than the Polish, mark.

9. I decide therefore :—

(a) That so long as German currency is employed within the Free City of Danzig, all payments made to or by the Government or the public of the Free City must be made in that currency, whether for the purchase of tickets, transport of goods, or for any other purpose.

(b) The public includes any commercial concern and any person who is residing in, visiting or passing through the territory of the Free City. Provided always that this decision imposes no

tration des chemins de fer polonais l'emploi de la monnaie polonaise si les deux parties intéressées sont d'accord.

c) L'administration des chemins de fer polonais aura la latitude, au cas où elle le jugerait nécessaire dans l'intérêt public ou dans son propre intérêt, d'établir un bureau de change aux guichets des billets ou à proximité, ou en d'autres lieux où se font habituellement des paiements. La monnaie officielle, toutefois, doit demeurer le mark allemand.

C. Paiement d'impôts et de taxes par l'Administration des chemins de fer polonais.

10. Il y a lieu de décider si l'Administration des chemins de fer polonais doit payer des impôts ou des taxes au Gouvernement de Dantzig. Dantzig n'a pas, à son avis, le droit de formuler cette demande, puisqu'elle est pourvue d'un réseau ferré pour les besoins de ses ressortissants. Si l'existence de chemins de fer sur le territoire de la Ville libre implique des dépenses pour l'Etat de Dantzig (dépenses occasionnées directement par ces chemins de fer (obligation de fournir une police spéciale ou autres raisons), les deux parties pourront s'entendre au sujet du règlement de ces dépenses.

11. J'ai décidé, en conséquence, que l'Administration des chemins de fer polonais ne sera pas tenue de payer d'impôts, taxes ou autres droits au Gouvernement de Dantzig, ni pour le réseau situé sur le territoire de la Ville libre ni pour les biens dépendant de ce réseau qui doivent lui être remis. Si ces biens sont grevés d'une hypothèque ou d'une servitude quelconque, ou si les Puissances alliées et associées décident que le Gouvernement de Dantzig doit rembourser la valeur des biens appartenant à ce réseau, l'Administration des chemins de fer polonais devra supporter ces charges d'accord avec le Gouvernement de Dantzig.

D. Questions touchant les lois votées par le Gouvernement de la Ville libre et de règlements édictés par l'Administration des chemins de fer polonais.

12. Il existe toute une série de questions en suspens, auxquelles, selon moi, on ne peut trouver de solution qu'en appliquant quelques principes fondamentaux qui seront ma décision.

a) Il convient de faire une distinction entre les lois de la Ville libre et les règlements et circulaires édictés par l'Administration des chemins de fer polonais pour l'exploitation des voies ferrées situées sur le territoire de la Ville libre. L'Administration des chemins de fer polonais ne s'occupe que de la bonne exploitation des chemins de fer et doit se conformer aux lois de la Ville libre, car elle n'a pas de droits souverains sur le territoire de Dantzig. D'autre part, la Convention l'oblige à respecter les droits des fonctionnaires, employés et ouvriers dantziens, en service sur les chemins de fer du territoire de Dantzig, et à sauvegarder les intérêts de la population locale. Dans ces limites, l'Administration des chemins de fer polonais a toute latitude d'édicter des règlements pour ce réseau. De son côté, le Gouvernement de Dantzig n'a pas le droit, d'après la Convention, de faire des lois qui pourraient empêcher l'Administration des chemins de fer polonais d'administrer, de diriger et d'exploiter son réseau.

b) Les intérêts de la population locale, des fonctionnaires, employés et ouvriers dantziens en service sur les chemins de fer, ainsi que les intérêts du Conseil du port, sont suffisamment garantis par les paragraphes 9 (IV) et 9 (VI) de ma décision du 15 août 1921 sur les chemins de fer.

c) Tout litige relatif à l'Administration des chemins de fer polonais sur le territoire de la Ville libre relève des Tribunaux civils et criminels de Dantzig. L'Administration des chemins de fer polonais n'a pas de droits souverains sur le territoire de la Ville libre et ne peut, par conséquent, pas établir de tribunaux sur ce territoire.

d) Le personnel de la police spéciale des chemins de fer engagé, payé et employé par l'Administration polonaise, sera soumis aux règlements de cette Administration et sera exactement dans la même situation que tous les fonctionnaires ou employés engagés par elle. La police fournie par le Gouvernement de Dantzig pour le maintien de l'ordre restera sous le contrôle de ce Gouvernement seul responsable devant les habitants de la Ville libre et la Société des Nations du maintien de l'ordre et de la sécurité des personnes et des biens sur le territoire. Le personnel de la police de Dantzig

prohibition on the Polish Railway Administration to use Polish currency or to receive Polish currency if the payer and the payee are agreed on the matter.

(c) If the Polish Railway Administration consider it is absolutely necessary for the convenience of the public or for their own convenience, there is no objection to the establishment of an exchange office in or close to a ticket office or other locality where payments are habitually made. The official currency, however, will remain the German mark.

C. Payment of Rates and Taxes by the Polish Railway Administration.

10. A question has to be decided whether the Polish Railway Administration should pay any rates and taxes to the Danzig Government. Danzig, being provided with a working railway for the use of its citizens, is not, in my opinion, justified in demanding these dues. If the existence of the railway on Danzig territory involves the State of Danzig in any expense, which is directly caused by that railway, such as the provision of special police or other reason, an agreement as to payment can be made between the two parties.

11. I decide, therefore, that the Polish Railway Administration shall not be called upon to pay any rates, taxes or similar charges to the Government of Danzig either for the railway within the territory of the Free City or for any property belonging to it, which is now to be handed over to that Administration. If any such property is encumbered with a mortgage of charge, or if the Allied and Associated Powers decide that the Government of Danzig must pay for such railway property, these charges must be borne by the Polish Railway Administration, in agreement with the Government of Danzig.

D. Railway Questions regarding Laws passed by the Government of the Free City and Bye-laws issued by the Polish Railway Administration.

12. There are a series of questions in dispute which, in my opinion, in order to obtain a solution, require the application of a few main principles, which will be accepted as my decision:—

(a) A distinct difference must be made between the laws of the Free City and the bye-laws and regulations issued by the Polish Railway Administration for the working of the railways within the territory of the Free City. The Polish Railway Administration are concerned solely with the successful working of the railway, and, having no sovereign rights within the territory of the Free City, must conform to the laws of the State. Furthermore, they are required by the Convention to maintain the rights of the Danzig officials, employees and workmen who are engaged by them to carry on the work of the railways within the territory of the Free City, and also to safeguard the interests of the local population. Within these limits the passing of the bye-laws for this railway system is a matter entirely for the Polish Railway Administration. On their side, the Danzig Government have no right under the Convention to make laws which would place the Polish Railway Administration in a position where they would be unable to administer, control and exploit this railway system.

(b) The interests of the local population, of the Danzig officials, employees and workmen on the railways, and of the Harbour Board are sufficiently guaranteed by paras. 9 (iv) and 9 (vi) of my railway decision dated August 15th, 1921.

(c) Everything connected with the Polish Railway Administration within the territory of the Free City of Danzig is subject to the civil and criminal Courts of Danzig. The Polish Railway Administration has no sovereign rights within the territory of the Free City and therefore can establish no Courts of Law within its territory.

(d) Such of the technical railway police who are engaged, paid, and employed by the Polish Railway Administration will be subject to the bye-laws of that Administration and will be in exactly the same conditions as any other official or employee engaged by the Administration. Police who are provided by the Danzig Government, to maintain order will remain under the control of that Government, who are alone responsible to the inhabitants of the Free City and to the League of Nations for the maintenance of order and security.

actuellement employé dans les locaux de l'Administration des chemins de fer polonais déférera aux désirs de cette Administration, mais il appartiendra à leurs chefs de décider du mode d'exécution des consignes, qui devront se conformer aux règlements généraux de police de la Ville libre. En cas d'attentat ou de danger de mort, la police aura le droit de demander assistance à l'Administration des chemins de fer, même s'il devait en résulter un arrêt temporaire du trafic.

e) L'Administration des chemins de fer polonais devra appliquer aux fonctionnaires, employés et ouvriers dantzikois en service, les mêmes règlements concernant l'assurance, la maladie, les accidents, la vieillesse, etc., dont ils ont bénéficié sous l'Administration dantzikaise, même si ces règlements leur sont plus favorables que ceux en vigueur en Pologne. De plus, l'Administration polonaise devra faire bénéficier ce personnel de toutes les améliorations qui pourraient être accordées, à un moment quelconque, au personnel des chemins de fer en Pologne, si les dispositions prises sont plus avantageuses que celles en vigueur sur le territoire de Dantzig.

E. Remplacement dans le personnel des chemins de fer en cas de vacances.

13. Lorsqu'il s'agira de pourvoir à des vacances dans le personnel des chemins de fer, dans quelle proportion conviendra-t-il d'engager les Polonais et des Dantzikois ? L'article 20 (IV) déclare que ces engagements ne devront donner lieu à aucune discrimination au détriment des nationaux polonais en ce qui concerne l'administration des chemins de fer du Conseil du Port actuellement confiée à l'Administration des chemins de fer polonais. L'article 22, qui traite des chemins de fer confiés à l'Administration polonaise (à l'exclusion de toutes les voies ferrées desservant spécialement le port et répondant aux besoins essentiels de la Ville libre), se rapporte à l'obligation de garder les fonctionnaires, de respecter leurs droits et les intérêts de la population locale. Nous voyons que dans cette partie du réseau placé partiellement sous l'influence de Dantzig (Conseil du Port), les ressortissants polonais sont protégés et que, dans la partie placée entièrement sous l'administration polonaise, les nationaux reçoivent des garanties. Il est donc évident que la Convention a voulu assurer aux deux parties un traitement équitable, mais non point nécessairement égal. Un point important qu'il convient également de considérer, est celui relatif aux intérêts de la population locale dont est également question dans la Convention.

Les nationaux polonais, résidant en Pologne, ont suffisamment l'occasion de trouver du travail dans l'exploitation de leur vaste réseau de chemins de fer, sans venir en chercher sur le territoire de Dantzig, tandis que les ouvriers de Dantzig, étant des habitants de la Ville libre et des nationaux de Dantzig, ne peuvent espérer être employés ailleurs que sur les chemins de fer du territoire de Dantzig. Toute décision devra donc empêcher l'introduction de fonctionnaires, d'employés ou d'ouvriers polonais dans les proportions telles que les intérêts des employés des chemins de fer de Dantzig, c'est-à-dire, d'une partie de la population indigène de Dantzig, se trouvent lésés.

14. Néanmoins, la Pologne ayant le contrôle et l'administration de tout le réseau de chemins de fer, en partie à son propre compte et en partie pour le Conseil du Port, doit se voir assurer le droit d'introduire des employés des chemins de fer de nationalité polonaise, si la Ville libre n'a pas les ressources nécessaires pour les fournir. D'une part, il serait facile à Dantzig d'insister pour que l'on acceptât des employés de chemins de fer dantzikois, sans aucune considération de compétence et d'autre part, il serait facile à la Pologne de dire que les employés dantzikois sont incapables et qu'elle est obligée de les remplacer par des employés polonais. La proposition polonaise consiste à ne donner aucune préférence aux postulants polonais, celle de Dantzig à fixer la proportion selon le nombre de votes polonais et dantzikois obtenus à la dernière élection, ou bien encore à prendre la proportion de 5 à 1 en faveur des nationaux de Dantzig. J'estime qu'aucune de ces solutions n'est entièrement satisfaisante. A mon avis, le point essentiel consiste à garantir les intérêts des citoyens de Dantzig.

15. En conséquence, j'ai décidé que dans tous les cas de vacance de postes sur les chemins de fer de Dantzig, la priorité devra être donnée par la Pologne aux citoyens de Dantzig, et surtout aux familles qui ont été employées depuis des années sur le réseau et dont les enfants désirent suivre la profession de leurs parents. Dans le cas où les postulants de nationalité dantzikaise ne pourraient convenir, la Pologne aura le droit de nommer des nationaux polonais. Le fonctionnaire du Gouvernement de Dantzig, désigné conformément au paragraphe 9 (VI) de ma décision sur les chemins de fer du 15 août 1921, sera chargé de se tenir en contact avec l'Administration des chemins de fer pol

of life and property within their territory. These latter Danzig police who are actually employed on the premises of the Polish Railway Administration will conform to the wishes of that Administration, but the method of carrying out their work is a matter for their own officials to decide, and the work itself must be in conformity with the general police laws and regulations of the Free City. Furthermore, in case of a criminal act by any person, or danger to life, the police would have the right to call upon the Railway Administration to render any required assistance even if it involved a temporary cessation of traffic.

(e) The Polish Railway Administration must apply to the Danzig officials, employees and workmen serving under them the same regulations regarding insurance, sickness, accident old age, etc., as they have enjoyed under the Danzig administration, even if these regulations are more favourable than those in existence in the territory of Poland. Furthermore, the Polish Administration should improve the conditions under which these benefits are given if at any time the railway employees, etc., in the territory of Poland are more favourably circumstanced in this respect than those in the territory of Danzig.

E. Filling of Vacancies on the Railway Staff.

13. When filling fresh vacancies on the railways, the question has to be decided what proportion should be allotted to Poland and what to Danzig. Article 20 (1) states that no discrimination shall be exercised against Polish nationals regarding the Railway administration of the Harbour Board (now entrusted to the Polish Railway Administration). Article 22, dealing with the railways under Polish Administration (*i.e.*, excluding all railways specially serving the Port and primarily serving the needs of the Free City), refers to the retention of officials, etc., maintenance of their rights and the interests of the local population. Thus we find that in that portion of the railway actually under Danzig influence (the Harbour Board) Polish nationals are protected, and in that portion entirely under Polish Administration Danzig nationals are safeguarded. It is evident, therefore, that the Convention intended to ensure fair but not necessarily equal treatment for both. An important point which must also be considered is the interests of the local population, which are also considered in the Convention.

Polish nationals residing in Poland have sufficient opportunity of finding work on their own extensive railway system without coming into Danzig territory for the purpose, whereas Danzig workmen, being inhabitants of the Free City and nationals of Danzig, cannot expect to find work anywhere except on the railways in Danzig territory. Any decision, therefore, should prevent the importation of Polish officials, employees or workmen in such quantities that the interests of the Danzig railwaymen, *i.e.*, part of the local population of Danzig, would suffer.

14. Nevertheless, Poland having control and administration over the whole railway system, partly on her own account and partly for the Harbour Board, must be assured the right of introducing railwaymen of Polish nationality if the resources of the Free City are unable to provide them. On the one hand, it would be easy for Danzig to insist upon the acceptance of Danzig railwaymen regardless of their efficiency, and on the other hand it would be easy for Poland to say that the Danzig railwaymen were inefficient and that she must introduce Polish railwaymen to replace them. The Polish suggestion is to give no preference to Polish applicants, and the Danzig suggestion is to fix the proportion according to the number of Polish and Danzig votes polled at the last election, or, as an alternative, in the proportion of 5 to 1 in favour of Danzig nationals. I do not consider either of these solutions entirely satisfactory. In my opinion the most important point is to guarantee the interests of Danzig citizens.

15. I decide therefore that, in all cases where posts are vacant on the railways in Danzig, priority must be given by Poland to Danzig citizens, especially to those families who have been employed for years on the railway, and where the children wish to follow the trade of their parents. Failing suitable applicants of Danzig nationality, Poland has the right to introduce Polish nationals. The official of the Danzig Government appointed under para : 9 (vi) of my railway decision dated August 15th, 1921, will, in communication with the Polish Railway Administration, be the responsible person to watch the interests of the Danzig inhabitants in this respect. This

nais et de veiller aux intérêts des habitants de Dantzig. Cette décision s'applique seulement aux employés et ouvriers des chemins de fer et non pas aux hauts fonctionnaires chargés du contrôle général et de l'administration de l'ensemble du réseau, dont l'organisation doit évidemment être laissée entièrement à l'Administration des chemins de fer polonais.

F. Somme à payer par la Pologne à Dantzig.

16. La question de la somme que le Gouvernement polonais doit verser à Dantzig, quand les chemins de fer seront remis à l'administration des chemins de fer polonais ; ne peut pas être résolue d'une manière définitive, avant que l'on soit en possession de nouveaux renseignements permettant d'évaluer le chiffre que le Gouvernement de Dantzig doit équitablement fixer. Il n'est pas douteux cependant, que cette somme sera supérieure à 50.000.000 (cinquante millions) de marks et que les dépenses du Gouvernement de Dantzig ont dépassé ce chiffre, ce qui ne lui permet pas d'attendre plus longtemps le paiement. En ce qui concerne les enquêtes demandées par la Pologne pour savoir si les nouvelles dépenses effectuées par Dantzig pour l'exploitation des chemins de fer sont justifiées ou non, une décision ne doit intervenir que plus tard, lorsqu'on aura procédé à des enquêtes plus approfondies.

17. Je décide que la Pologne versera à Dantzig une somme de 50.000.000 (cinquante millions) de marks, à valoir aussitôt que son administration des chemins de fer aura assumé le contrôle de l'exploitation et l'administration des chemins de fer situés sur le territoire de Dantzig, conformément à ma décision du 15 août 1921. Le solde dû par la Pologne à Dantzig sera réglé par un accord entre les deux Etats dès que l'on aura pu obtenir avec certitude tous les renseignements nécessaires.

(Signé) R. HAKING,
(Lieutenant-général)

Haut Commissaire de
la Société des Nations pour la Ville libre de Dantzig

3. ARRANGEMENT POLONO-DANTZIKOIS DU 23 SEPTEMBRE 1921.

(Copie reçue de la délégation polonaise.)

Entre la République de Pologne, représentée par M. Casimir Olszowski, directeur au Ministère des Affaires étrangères, d'une part,

Et la Ville libre de Dantzig, représentée par M. Heinrich Sahm, Président du Sénat de la Ville libre de Dantzig, d'autre part,

Il a été conclu un arrangement ainsi conçu :

1. Les deux gouvernements s'engagent à ne pas faire appel contre la décision du Haut Commissaire de la Société des Nations à Dantzig, en date du 15 août 1921, ainsi que contre sa décision en date du 5 septembre 1921, relatives aux voies ferrées de Dantzig. Le Gouvernement de Dantzig déclare avoir retiré l'appel déposé par lui contre la décision du Haut Commissaire du 15 août 1921.

2. Les deux gouvernements sont tombés d'accord sur les remarques mentionnées ci-dessous comme interprétation complémentaire de la décision du Haut Commissaire en date du 15 août 1921, *a, b, c*, ainsi que de sa décision du 5 septembre 1921 (3 à 12 du présent accord).

a) Sans apporter aucune modification à la décision du Haut Commissaire en date du 15 août 1921, il est stipulé qu'un accord entre le Conseil du Port et l'Administration des chemins de fer polonais déterminera, dans le plus bref délai, lesquels des biens et établissements qui se trouvent à l'intérieur de la ligne rouge tracée sur le plan annexé à ladite décision¹ et qui sont nécessaires au service du port (comme des terrains, des dépôts de marchandises, des grues, etc.) seront réservés à l'Administration du Conseil du Port.

b) En vue d'assurer que le Conseil du Port et l'Administration des chemins de fer polonais travaillent sans friction et sans que l'un paralyse l'autre, le Conseil du Port et l'Administration des chemins de fer polonais feront le nécessaire pour établir une harmonie dans le fonctionnement des deux administrations.

¹ Non reproduit.

decision applies only to the working staff of the railway and not to high officials concerned with the general control and administration of the whole railway system, which must necessarily be left entirely to the decision of the Polish Railway Administration.

F. Payment to be made by Poland to Danzig.

16. The question of the payment to be made by the Polish Government to Danzig when the railways are handed over to the Polish Railway Administration cannot be finally settled until further information is available concerning what is and what is not a just charge to be demanded by the Danzig Government. There is no doubt, however, that this charge will exceed 50,000,000 (fifty million) marks, and that more than this amount has been expended by the Danzig Government, who cannot afford to wait for payment. The investigations required by Poland as to whether further sums expended by Danzig in the exploitation of the railways were justified or not must be decided later when more careful investigations have been made.

17. I decide that Poland shall pay to Danzig 50,000,000 (fifty million) marks, on account, as the Polish Railway Administration has assumed the control, exploitation and administration of the railways situated within the territory of Danzig, in accordance with my decision dated August 15th, 1921, the balance due from Poland to Danzig being settled by an agreement between the two States as soon as the necessary details can be ascertained.

(Signed) R. HAKING,
(Lieut.-General)

High Commissioner, League of Nations,
Free City of Danzig.

3. POLISH-DANZIG AGREEMENT OF SEPTEMBER 23rd, 1921.

[Translation of copy received from the Polish Delegation.]

The following Agreement has been entered into :

Between the Republic of Poland, represented by M. Casimir Olszowski, Director at the Ministry for Foreign Affairs, on the one hand,

And the Free City of Danzig, represented by M. Heinrich Sahm, President of the Free City of Danzig, on the other :

1. The two Governments mutually undertake to lodge no appeal against the decision of the High Commissioner of the League of Nations at Danzig dated August 15th, 1921, nor against his decision dated September 5th, 1921, with regard to the Danzig Railways. The Government of Danzig declares that it has withdrawn the appeal which it had entered against the decision of the High Commissioner of August 15th, 1921.

2. The two Governments have agreed on the statements set forth below, as a supplementary interpretation of the High Commissioner's decision of August 15th, 1921 — (a) (b) and (c) — as well as of his decision of September 5th, 1921 (3 to 12 of the present Agreement).

(a) Without in any way modifying the High Commissioner's decision of August 15th, 1921, it is hereby stipulated that an Agreement between the Harbour Board and the Polish Railway Administration shall, within the shortest possible delay, determine what property and installation — situated within the red line marked on the plan attached to the above mentioned decision¹, and which are necessary for the work of the Port (such as land, warehouses, cranes, etc.) — shall be reserved for the use of the Harbour Board.

(b) In order to ensure that the Harbour Board and the Polish Railway Administration shall work without friction, and that neither shall cripple the work of the other, the Harbour Board and the Polish Railway Administration shall take the necessary steps to ensure the harmonious working of the two administrations.

¹ Not reproduced.

Les deux administrations procéderont, dans le plus bref délai, à la promulgation d'un règlement à cet effet.

c) Le Gouvernement polonais, ainsi que le Gouvernement de la Ville libre de Dantzig, procéderont à la création d'une Société anonyme à laquelle sera transférée l'Administration des ateliers centraux des chemins de fer à Dantzig.

Un contrat nécessaire à cet effet interviendra entre le Conseil du Port et la Société anonyme afin de régler leurs rapports mutuels.

La Société anonyme s'engagera à exécuter spécialement les réparations du matériel roulant du Conseil du Port, ainsi que du matériel roulant nécessaire pour le trafic dans le réseau de la Direction polonaise des chemins de fer à Dantzig. Cette dernière Direction donnera à la Société anonyme des commandes du dit réseau, et cela dans la mesure du possible.

La Société anonyme s'engagera, en outre, à effectuer les travaux nécessaires pour le service du Conseil du Port, ainsi qu'à satisfaire aux besoins économiques de la Ville libre de Dantzig.

Le capital social de la Société anonyme sera couvert à raison de 45 % par la Pologne et de 45 % par la Ville libre. Quant aux 10 % restants, les deux parties s'engagent à les offrir à un groupe financier étranger, c'est-à-dire ni polonais ni dantzigois.

La Société anonyme en question doit être établie au plus tard deux mois après la remise à la Pologne des chemins de fer mentionnés dans la décision du Haut Commissaire du 15 août dernier.

Dans l'intervalle possible entre la remise des chemins de fer en question et la prise de possession des ateliers centraux par la Société anonyme, ces ateliers seront administrés par l'Administration actuelle.

3. Conformément aux articles 10 et 11 de la décision du Haut Commissaire en date du 5 septembre 1921, l'exemption des impôts ne s'appliquera qu'aux impôts directs (Personal-, Körperschafts-, Vermögens-, Besitz- und Realsteuern : Grund-, Gebäude-, Gewerbe- und Betriebssteuern [au personnel, aux corporations, au capital, aux biens fonciers, impôts se rattachant à la propriété immobilière, aux bâtiments, les impôts sur le commerce et l'industrie et sur les débits], et elle ne s'appliquera pas aux droits d'entrée ni aux taxes, ni aux impôts indirects (Verbrauchs- und Monopol-Abgaben, Stempel- und Steuer-Abgaben vom Umsatz¹ und von Rechtsvorgängen *i. e.*, Grunderwerbs- und Wertzuwachs-Steuer), [consommations, prélèvements sur les monopoles, timbres sur les transferts¹ et les mutations, *i. e.*, taxes sur l'acquisition de biens fonciers et la plus-value de biens].

Il est entendu que jusqu'au moment de l'application des dispositions des articles 13-15 de la Convention polono-dantzigoise du 9 novembre 1920, toutes les marchandises qui seraient exportées de la Pologne à Dantzig et vice versa, pour l'usage du Service des chemins de fer, seront libérées de tous droits d'entrée.

4. La décision du Haut Commissaire du 5 septembre 1921 ne touche pas, en ce qui concerne les impôts et les taxes, les employés des chemins de fer. Cette question a déjà été soumise par la Pologne à la décision du Haut Commissaire.

5. L'exemption d'impôts, dans l'esprit de l'article 3, ne s'applique pas seulement aux impôts à lever par la Ville libre, mais aussi à ceux qui sont prélevés par les communes, les associations communales, les églises et autres institutions publiques sur le territoire de la Ville libre de Dantzig.

6. Contrairement aux dispositions prévues par l'article 3, seront perçues les taxes supplémentaires (Frachtkundestempel und Verkehrssteuer [les recettes provenant de l'estampille des lettres de voitures et des taxes de voyageurs], d'après les règles actuellement en vigueur.

Les recettes provenant de cette source seront partagées par moitié entre l'Administration des chemins de fer polonais et la Ville libre de Dantzig.

Il est entendu que le taux de cette taxe ne pourra pas être augmenté sans le consentement de l'Administration des chemins de fer polonais.

A partir du 1^{er} octobre 1926, l'Administration des chemins de fer polonais aura le droit de soumettre la question des dites taxes à une révision en vue de sa modification ou de son annulation.

¹ Es wird bemerkt, dass das Umsatzsteuergesetz den aus den Verkehrsverträgen entstehenden Umsatz nicht betraf und dass die Wertzuwachs-Steuer nur bei Veräusserungen erhoben wird. (Il importe de remarquer que l'impôt sur le chiffre d'affaires ne s'applique pas au chiffre d'affaires résultant des conventions relatives aux transports et que l'impôt sur les plus-values n'est prélevé que sur les ventes.)

The two administrations shall proceed without delay to issue a regulation to this effect.

(c) The Polish Government as well as the Government of the Free City of Danzig shall undertake the organisation of a limited liability company, to which the management of the Central Railway workshops at Danzig shall be transferred.

The Harbour Board and the limited liability company shall enter into such a contract as may be necessary with a view to defining their mutual relations.

The limited liability company shall undertake, in particular, to carry out the repairs of the rolling-stock of the Harbour Board as well as of the rolling-stock required for the traffic on the railway system of the Polish Railway Administration at Danzig. The latter shall, as far as possible, entrust its orders in connection with this railway system to the limited liability company.

The limited liability company shall, moreover, undertake to carry out the necessary work of the Harbour Board Services, as well as to provide for the economic requirements of the Free City of Danzig.

The working capital of the limited liability company shall be covered to the extent of 45 % by the Free City. The two parties undertake to offer the remaining 10 % to a foreign financial group, that is to say, one that belongs neither to Poland nor Danzig.

This limited liability company shall be formed not later than two months after the railways mentioned in the High Commissioner's decision of August 15th last have been handed over to Poland.

In the interval which may elapse between the handing over of the railways in question and the taking possession of the Central Workshops by the limited liability company, these workshops shall remain under the present management.

3. In accordance with Articles 10 and 11 of the High Commissioner's decision of September 5th, 1921, exemption from taxation shall apply only to direct taxation (Personal-, Körperschafts-, Besitz- und Realsteuern, Grund-, Gebäude-, Gewerbe- und Betriebssteuern) [taxes on persons and corporations, income tax, tax on real and personal property, land tax, building tax, taxes on trades and businesses], and shall not apply to import duties nor to dues, nor to indirect taxation (Verbrauchs- und Monopol-Abgaben, Stempel und Steuer-Abgaben vom Umsatz¹ und von Rechtsvorgängen, Grunderwerbs- und Wertzuwachs-Steuer) [excise and monopoly duties, stamp-duties, taxes on turnover¹ and on legal transactions, *i. e.*, land purchase and increment taxes].

It shall be understood that, until the provisions of Articles 13 to 15 of the Polish-Danzig Treaty of November 9th, 1920, come into force, all goods which may be despatched from Poland to Danzig and *vice versa*, for the use of the railways, shall be free from all import dues.

4. The decision of the High Commissioner dated September 5th, 1921, shall not affect railway employees as regards dues and taxation. This question has already been submitted by Poland for decision by the High Commissioner.

5. Exemption from taxation under the terms of Article 3 shall not apply only to such taxes as may be levied by the Free City, but also to those which are levied by the communes, communal associations, churches and other public institutions on the territory of the Free City of Danzig.

6. Contrary to the provisions laid down by Article 3, additional dues (Frachturkundenstempel und Verkehrssteuer) [stamp duties on bills of lading and on passenger tax] shall be levied in accordance with the regulations at present in force.

The receipts derived from this source shall be equally divided between the Polish Railway Administration and the Free City of Danzig.

It is understood that the rate of these dues cannot be increased without the consent of the Polish Railway Administration.

After October 1st, 1926, the Polish Railway Administration shall be entitled to submit the question of these dues to revision with a view to modification or cancellation.

¹ Es wird bemerkt, dass das Umsatzsteuergesetz den aus den Verkehrsverträgen entstehenden Umsatz nicht betrifft und dass die Wertzuwachssteuer nur bei Veräusserungen erhoben wird. [It should be noted that the law relating to the tax on turnover (Umsatzsteuer) does not affect turnover arising out of traffic agreements, and that the tax on increased values is to be collected only in the case of sale].

7. L'Administration des chemins de fer polonais sera tenue de rembourser au Gouvernement de la Ville libre, aux communes, aux associations des communes, ainsi qu'aux autres institutions publiques, les frais des écoles dont le montant sera calculé proportionnellement au nombre d'enfants des employés des chemins de fer qui profiteront des dites écoles. La somme à payer pour chaque année sera fixée d'après la somme des frais effectifs de l'année précédente et sera payée par versements trimestriels.

8. La question de savoir dans quelle mesure l'Administration des chemins de fer polonais devra contribuer aux subsides pour les employés des chemins de fer et, le cas échéant, pour leurs familles qui se trouveraient dans un état de misère, fera l'objet d'un accord spécial.

9. La question du remboursement par l'Administration ferroviaire polonaise des frais d'entretien des employés de police, qui seront affectés au service des chemins de fer, fera l'objet d'un accord ultérieur entre l'Administration ferroviaire et le Gouvernement de la Ville libre.

10. Au cas où d'autres dépenses seraient occasionnées directement par les Chemins de fer, les deux parties s'entendront au sujet du règlement de ces dépenses, conformément à l'article 1 de la décision du Haut Commissaire du 5 septembre 1921.

11. Les deux parties contractantes sont tombées d'accord que la question de savoir si la dette inscrite au bilan de la Prusse sous le nom de Eisenbahnschuld [les dettes de chemins de fer] doit être considérée comme une « charge » sur les chemins de fer dans le territoire dantzigois, au sens de la décision du Haut Commissaire du 5 septembre 1921 (article 11), doit être soumise au Haut Commissaire de la Société des Nations, à Dantzig, qui est prié de demander l'avis de la Commission des réparations dans la matière.

Les deux parties soumettront sans délai, et pas plus tard que le 15 novembre 1921, au Haut Commissaire les observations à ce sujet, lesquelles devront être, selon leur désir, présentées à la Commission des réparations avec les observations du Haut Commissaire lui-même.

Aussitôt que l'avis de la Commission des réparations sera reçu, il sera soumis aux deux parties, afin de leur permettre de se prononcer là-dessus, dans un délai de quinze jours, avant la décision du Haut Commissaire ou le renvoi de la question devant le Conseil de la Société des Nations.

Les deux parties se réservent le droit de faire appel au Conseil de la Société des Nations contre la décision du Haut Commissaire.

12. Les questions qui sont prévues par les articles 10 et 11 de la décision du Haut Commissaire du 5 septembre 1921 et qui ne sont pas réglées par le présent Accord seront réglées par des arrangements ultérieurs.

13. Les différends qui pourraient surgir au sujet des questions mentionnées ci-dessus sous nos 2-12 seront soumis à la décision du Haut Commissaire.

Fait en double.

Genève, le 23 septembre 1921.

(Signé) HEINRICH SAHM.
CASIMIR OLSZOWSKI.

7. The Polish Railway Administration shall be bound to pay to the Government of the Free City, communes, communal associations and other public institutions, a contribution towards the upkeep of the schools, the amount of which shall be calculated on a basis of the number of children of the railway employees who attend these schools. The annual amount to be paid shall be fixed in accordance with the actual expenses of the preceding year and shall be paid in quarterly instalments.

8. A special agreement shall be concluded regarding the extent to which the Polish Railway Administration shall contribute to subsidies for such railway employees and, if necessary, their families, as may be in destitute circumstances.

9. An agreement shall subsequently be concluded between the Railway Administration and the Government of the Free City regarding the repayment by the Polish Railway Administration of the cost of maintaining the police detailed for railway duties.

10. Should other expenses be directly occasioned by the railways, the two parties shall agree as to the settlement of these expenses in accordance with Article 10 of the decision of the High Commissioner dated September 5th, 1921.

11. The two contracting Parties have agreed that the question whether the debt which appears in the Prussian balance sheet under the heading of Eisenbahnschuld [railway debts] is to be considered as a "charge" on the railways in the Danzig territory, in accordance with the decision of the High Commissioner dated September 5th, 1921 (Article 11), shall be submitted to the High Commissioner of the League of Nations at Danzig; the latter is requested to ascertain the opinion of the Reparation Commission in this matter.

The two parties shall, without delay, and not later than November 15th, 1921, submit to the High Commissioner their views on this subject; these shall be submitted, in accordance with their wishes, to the Reparation Commission, together with the views of the High Commissioner himself.

As soon as the opinion of the Reparation Commission shall have been received, it shall be submitted to the two parties in order to enable them to give their opinion upon it, within a period of fifteen days, before any decision is taken by the High Commissioner or before the question is referred to the Council of the League of Nations.

The two parties reserve the right to appeal to the Council of the League of Nations against the decision of the High Commissioner.

12. Those questions which are provided for under Articles 10 and 11 of the decision of the High Commissioner dated September 5th, 1921, and which have not been settled by the present agreement, shall be settled by subsequent agreements.

13. Any disputes which may arise with regard to the questions mentioned above under numbers 2 to 12 shall be submitted to the High Commissioner for decision.

Done in duplicate.

Geneva, September 23rd, 1921.

(Signed) HEINRICH SAHM.
CASIMIR OLSZOWSKI.

Protection des Minorités.

I.

ADHÉSION DE LA ROUMANIE A LA RÉOLUTION DU CONSEIL EN DATE DU 27 JUIN 1921.

NOTE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.

Genève, le 9 septembre 1921.

Le 27 juin 1921, le Conseil, sur la proposition de la Pologne et de la Tchécoslovaquie, a adopté une résolution modifiant la procédure prévue par le rapport de M. Tittoni, du 22 octobre 1920, relatif à la protection des minorités¹. Cette nouvelle procédure est entrée immédiatement en vigueur en ce qui concerne la Pologne et la Tchécoslovaquie. En ce qui concerne les autres Etats qui ont accepté des stipulations de traités pour la protection des minorités, le Conseil a autorisé le Secrétaire général à leur communiquer la décision prise à l'égard de la Pologne et de la Tchécoslovaquie et à les inviter à faire connaître s'ils désirent se voir appliquer la même procédure.

Le Secrétaire général vient de recevoir une lettre en date du 7 septembre du Secrétariat général de Roumanie auprès de la Société des Nations, l'informant de l'adhésion de la Roumanie à la résolution du 27 juin.

II.

ADHÉSION DE L'AUTRICHE A LA RÉOLUTION DU CONSEIL EN DATE DU 27 JUIN 1921.

NOTE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.

Genève, le 5 octobre 1921.

Le Secrétaire général vient de recevoir une note, en date du 24 septembre 1921, du Ministère fédéral des Affaires étrangères de la République d'Autriche, l'informant que le Gouvernement de la République désire voir appliquer, en ce qui le concerne, la procédure prévue par la résolution du Conseil du 27 juin 1921, relative à la protection des minorités.

Cette procédure est maintenant en vigueur en ce qui concerne les Etats suivants : Autriche, Roumanie, Pologne et Tchécoslovaquie.

¹ Voir *Journal officiel*, II^e année, N^o 7, pages 749 et 750.

Protection of Minorities.

I.

ROUMANIA'S ACCEPTANCE OF THE COUNCIL RESOLUTION OF JUNE 27th, 1921.

NOTE BY THE SECRETARY-GENERAL.

Geneva, September 9th, 1921.

On June 27th, 1921, the Council, on the proposal of Poland and Czecho-Slovakia, adopted a resolution modifying the procedure laid down in M. Tittoni's report of October 22nd, 1920, relating to the Protection of Minorities.¹ The new procedure came into effect immediately as regards Poland and Czecho-Slovakia. With regard to the other States which have accepted the treaty provisions relating to the Protection of Minorities, the Council authorised the Secretary-General to inform them of the decision taken in the case of Poland and Czecho-Slovakia, and to ask them to state whether they wished the same procedure to be made applicable to them.

The Secretary-General has just received a letter, dated September 7th, from the Roumanian Secretariat to the League of Nations, notifying him of Roumania's acceptance of the resolution of June 27th.

II

AUSTRIA'S ACCEPTANCE OF THE COUNCIL RESOLUTION OF JUNE 27th, 1921.

NOTE BY THE SECRETARY-GENERAL.

Geneva, October 5th, 1921.

The Secretary-General has received a communication, dated September 24th, 1921, from the Federal Ministry for Foreign Affairs of the Austrian Republic, informing him that the Government of the Republic desires that the procedure laid down by the Council Resolution of June 27th, 1921, concerning the Protection of Minorities, shall be applied in its case.

This procedure is now in force with regard to the following States: Austria, Roumania, Poland and Czecho-Slovakia.

¹ See *Official Journal*, 2nd Year, No. 7, pages 749 and 750.

La Question de Haute-Silésie.

I.

LETTRE ADRESSÉE PAR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL SUPRÊME AU PRÉSIDENT EN EXERCICE DU CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ.

AMBASSADE IMPÉRIALE
DU JAPON.

L'Ambassade du Japon à Paris a l'honneur de transmettre ci-joint au Secrétariat permanent de la Société des Nations la lettre en date du 12 août 1921 adressée par M. Briand, président du Conseil suprême, à M. le vicomte Ishii, président du Conseil de la Société des Nations, au sujet de la question de Haute-Silésie.

Paris, le 14 août 1921.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Paris, le 12 août 1921.

Monsieur l'Ambassadeur,

Le Conseil suprême, réuni à Paris, a adopté dans sa séance du 12 août 1921, la résolution suivante :

« Le Conseil Suprême, avant de statuer sur la fixation de la frontière entre l'Allemagne et la Pologne en Haute-Silésie, conformément à l'article 88 du Traité de Versailles, décide, par application de l'article 2, paragraphe 2, du Pacte de la Société des Nations, de soumettre au Conseil de la Société les difficultés que présente la fixation de cette frontière et de lui demander de vouloir bien lui faire connaître la solution qu'il recommande sur le tracé de la ligne qu'il appartient aux Principales Puissances alliées et associées d'établir.

« En raison de la situation en Haute-Silésie, le Conseil de la Société des Nations sera prié de vouloir bien considérer cette affaire comme étant de grande urgence ».

En transmettant à votre Excellence le texte de cette résolution, j'ai l'honneur, au nom des Puissances alliées représentées au Conseil suprême, d'attirer de façon toute particulière son attention sur la haute importance que présenterait une prompte délibération sur cette question de la part du Conseil de la Société des Nations.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.
Paris, le 12 août 1921.

(Signé) A. BRIAND.

Son Excellence le vicomte Ishii,
Ambassadeur du Japon, Président du Conseil
de la Société des Nations, Paris.

The Question of Upper Silesia.

I.

LETTER FROM THE PRESIDENT OF THE SUPREME COUNCIL TO THE ACTING
PRESIDENT OF THE COUNCIL OF THE LEAGUE.

[Translation.]

IMPERIAL JAPANESE EMBASSY.

The Japanese Embassy in Paris has the honour to transmit herewith to the Secretariat of the League of Nations the letter, dated August 12th, 1921, from M. Briand, President of the Supreme Council, to Viscount Ishii, President of the Council of the League of Nations, on the subject of Upper Silesia.

Paris, August 14th 1921.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS,
FRENCH REPUBLIC.

Paris, August 12th, 1921.

Your Excellency,

The Supreme Council, at its Meeting in Paris, adopted on August 12th, 1921, the following Resolution :—

"The Supreme Council, before taking a decision on the fixation of the frontier between Germany and Poland in Upper Silesia, in conformity with Article 88 of the Treaty of Versailles, decided, in application of Article 2, paragraph 2, of the Covenant of the League of Nations, to submit to the Council of the League the difficulties involved by the delimitation of this frontier, and to request the Council to inform it of the solution it recommends for the tracing of the frontier line which it is the business of the Principal Allied and Associated Powers to establish.

"In view of the situation in Upper Silesia, the Council of the League of Nations is requested to treat this matter as one of the greatest urgency."

In transmitting to your Excellency the text of this resolution I have the honour, on behalf of the Allied Powers represented on the Supreme Council, to draw your attention urgently to the very great importance of a speedy consideration of this matter by the Council of the League of Nations.

I am, Sir, etc.,

(Signed) A. BRIAND.

To His Excellency the Viscount Ishii,
Ambassador of Japan,
President of the Council of the League of Nations,
Paris.

II

LETTRE DU PRÉSIDENT EN EXERCICE DU CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ AU PRÉSIDENT
DU CONSEIL SUPRÊME, APPROUVÉE PAR LE CONSEIL LE 29 AOÛT 1921.

Genève, le 29 août 1921.

Monsieur le Président,

Dans la lettre que j'ai eu l'honneur de vous adresser le 19 août, en réponse à votre lettre du 12 août, je vous ai fait savoir que j'avais la ferme conviction que le Conseil de la Société des Nations serait disposé à accepter la tâche que le Conseil suprême des Alliés l'invitait à assumer en ce qui concerne le problème de la Haute-Silésie.

Le Conseil de la Société des Nations s'est réuni aujourd'hui et, après avoir pris connaissance de ma lettre du 19 août, m'a prié de vous informer, en son nom, qu'il s'associe pleinement aux termes de cette lettre et qu'il accepte l'invitation du Conseil suprême.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma plus haute considération.

(Signé) K. ISHII,
Président en exercice du
Conseil de la Société des Nations.

Son Excellence M. Aristide Briand,
Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères,
Paris.

II.

LETTER FROM THE ACTING PRESIDENT OF THE COUNCIL
OF THE LEAGUE TO THE PRESIDENT OF THE SUPREME COUNCIL,
APPROVED BY THE COUNCIL ON AUGUST 29th, 1921.

Geneva, August 29th, 1921.

Monsieur le Président,

In the letter which I had the honour to address to you on August 19th in response to your letter of August 12th, I stated that I felt firmly convinced that the Council of the League of Nations could be prepared to accept the task which the Supreme Council of the Allies invited it to undertake with regard to the problem of Upper Silesia.

The Council of the League of Nations has to-day met and has had before it the text of my letter of August 19th. It has requested me to inform you in its name that it associates itself fully with the terms of that letter and that it accepts the invitation of the Supreme Council.

I have the honour to be,
Your obedient servant,

(Signed) K. ISHII,
Acting President
of the Council of the League of Nations.

His Excellency

M. Aristide Briand,
President of the Council,
Minister of Foreign Affairs,
Paris.

Admission de nouveaux Membres dans la Société des Nations.

I.

ADMISSION DE LA LETTONIE.¹

LETTRE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA LETTONIE.

RÉPUBLIQUE DE LETTONIE.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Riga, le 1^{er} septembre 1921.

Excellence,

En conséquence de la requête adressée par le Gouvernement letton au Conseil de la Société des Nations au sujet de l'admission de la Lettonie dans la Société des Nations, Votre Excellence, par note n° 28/9522/4393 en date du 20 décembre 1920, a bien voulu informer le Gouvernement letton que l'Assemblée de la Société, ayant, dans sa séance tenue à Genève le 16 décembre 1920, examiné cette demande, n'avait pas estimé pouvoir l'accueillir favorablement vu les circonstances du moment.

En même temps, Votre Excellence a informé le Gouvernement letton que, dans la même séance, l'Assemblée de la Société des Nations avait adopté le vœu suivant concernant plusieurs Etats au nombre desquels était rangée la Lettonie :

« En attendant les décisions ultérieures de l'Assemblée, il est désirable que ces Etats (dont la Lettonie) soient, s'ils le demandaient, traités de la même manière que les Etats Membres de la Société des Nations en ce qui concerne leur participation à des organisations techniques. »

Faisant usage de ce droit concédé à la Lettonie par la Société des Nations, le Gouvernement letton a délégué ses représentants pour prendre part à la Conférence des communications et du transit de Barcelone. La Lettonie s'engage à exécuter de la manière la plus consciencieuse toutes les obligations, tant internationales que celles d'ordre intérieur, qui lui seront imposées en sa qualité de Membres de la Société des Nations.

Du compte rendu de la dernière séance plénière, dans laquelle l'Assemblée s'est occupée de la question de l'admission des Etats baltes dans la Société, il résulte que les Membres de l'Assemblée

¹ Voir Journal officiel, II^e année, N° 8, pages 865 et 866.

Admission of New Members into the League of Nations.

I.

ADMISSION OF LATVIA.¹

LETTER FROM THE LATVIAN MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS.

[translation.]

LATVIAN REPUBLIC,
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

Riga, September 1st, 1921.

Your Excellency,

With reference to the Latvian Government's request to the Council of the League of Nations for the admission of Latvia to the League of Nations, you were good enough, in your Note No. 8/9522/4393, dated December 20th, 1920, to inform the Latvian Government that the Assembly of the League had considered this request at its meeting, held in Geneva on December 16th, 1920, and was of opinion that under the circumstances it could not accede to it.

Your Excellency, moreover, informed the Latvian Government that the Assembly of the League of Nations had at the same meeting adopted the following recommendation concerning several States, including Latvia :—

"Pending a further decision of the Assembly it is desirable that Esthonia, Latvia, Lithuania and Georgia should, on presenting a request to that effect, be treated on the same footing as States Members of the League of Nations, as regards their participation in the work of the technical organisations of the League."

In virtue of this right conceded to Latvia by the League of Nations, the Latvian Government appointed representatives to take part in the Communications and Transit Conference at Barcelona. Latvia pledges itself to carry out in the most conscientious manner all the obligations, international or purely national, which it will incur as a Member of the League of Nations.

The minutes of the plenary meeting in which the question of the admission into the League of the Baltic States was dealt with by the Assembly show that the Members of the Assembly who spoke

¹ See *Official Journal*, 2nd Year, N° 8, pages 865 and 866.

qui ont pris la parole dans les débats se sont exprimés avec beaucoup de sympathie et d'encouragement pour ces États, mais que la principale raison qu'ils ont invoquée contre leur admission a été le fait qu'en ce temps-là, ces États n'étaient pas encore reconnus par les gouvernements de leurs pays respectifs. De même, du rapport présenté à l'Assemblée par la cinquième Commission, il apparaît que la demande d'admission du Gouvernement letton a été jugée régulière, que le Gouvernement letton présente un caractère de stabilité, que les frontières de la Lettonie ont été déterminées, mais que, néanmoins, les circonstances ne permettaient pas à cette Commission de statuer définitivement sur elle.

Or, dans le laps de temps qui s'est écoulé depuis la session de l'Assemblée de Genève, le statut international de la Lettonie a subi un changement par sa reconnaissance *de jure* de la part du Conseil suprême des Grandes Puissances alliées, en date du 26 janvier 1921, acte qui bientôt a été suivi par la majorité des autres Puissances du monde, de sorte que, jusqu'à présent, la Lettonie a déjà été reconnue *de jure* par les Gouvernements de : 1. Allemagne ; 2. Autriche ; 3. Belgique ; 4. Danemark ; 5. Espagne ; 6. Esthonie ; 7. Finlande ; 8. France ; 9. Grande-Bretagne ; 10. Hongrie ; 11. Italie ; 12. Japon ; 13. Norvège ; 14. Pays-Bas ; 15. Perse ; 16. Pologne ; 17. Portugal ; 18. Roumanie ; 19. Russie ; 20. Saint-Siège ; 21. Suède ; 22. Suisse, dont un grand nombre ont déjà accrédité leurs représentants diplomatiques auprès du Gouvernement letton. Les copies des lettres¹ par lesquelles lesdits Gouvernements ont notifié au Gouvernement letton leur reconnaissance *de jure* de la Lettonie je prends la liberté de les transmettre sous le même pli à Votre Excellence.

Dans sa politique intérieure, la Lettonie, sur ces entrefaites, a également bien des succès à signaler en ce qui se rapporte surtout à l'œuvre de reconstitution des régions dévastées par la guerre, œuvre dont le gouvernement ne cesse de se préoccuper, de sorte que beaucoup d'anciens champs de bataille sont déjà cultivés et rendus à leur état d'autrefois ; les maisons, les ponts et chaussées détruits ou endommagés pendant la durée des hostilités, ont été en partie relevés ou réparés.

La Lettonie a déjà entamé et entretient des relations commerciales très suivies avec les autres pays ; les usines et ateliers reprennent successivement leur activité et fournissent déjà aux consommateurs un grand nombre d'articles qui, il y a peu de temps encore, devaient être importés de l'étranger. L'ordre règne partout dans l'intérieur du pays qui, peu à peu, reprend son aspect normal d'avant la guerre.

Dans la politique extérieure, la tâche la plus importante que le Gouvernement letton s'est proposée, c'est l'établissement des plus étroites relations d'amitié et de bon voisinage entre la Lettonie et ses voisins immédiats en vue d'arriver à une entente cordiale entre les États qui se sont détachés de l'ancien Empire des tsars. Le traité de nature économique, politique et judiciaire qui, naguère, a été conclu avec l'Esthonie, donne tout lieu d'espérer que ce traité ne sera que le précurseur d'un autre traité qui sera conclu avec tous les autres États voisins sur les bases, dans toutes les questions d'ordre politique et économique, de la plus étroite coopération qui s'impose à ces États dans le rôle qu'ils sont appelés à jouer dans l'avenir.

Quand à la protection des minorités en Lettonie, je tiens à souligner que l'Assemblée Constituante de Lettonie a déjà adopté des mesures qui garantissent aux minorités l'autonomie scolaire et culturelle la plus étendue, mesures qui ne sont pas en désaccord avec les principes généraux inscrits dans les traités des minorités et dont la plus stricte application est soigneusement contrôlée par le gouvernement.

En vue des faits sus-mentionnés, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir soumettre la demande de l'admission de la Lettonie dans la Société des Nations à un nouvel examen de la Société, lors de sa prochaine deuxième Assemblée à Genève, en septembre 1921.

Veuillez agréer, Excellence, l'assurance de mes sentiments de la plus haute considération

(Signé) Z. A. MEIEROVICS,
Président du Conseil des Ministres
Ministre des Affaires étrangères.

A son Excellence Sir Eric Drummond,
Secrétaire général de la Société des Nations.

¹ Ces lettres ne sont pas reproduites, mais peuvent être consultées au Secrétariat.

During the discussion expressed their sympathy for and desire to encourage these States, but that the main argument which they brought forward against the admission of those States was the fact that at that time they had not yet been recognised by their respective Governments. It moreover appears from the report presented to the Assembly by the Fifth Committee that the Latvian Government's request for admission was considered to be in order, that the Latvian Government was of a stable character, that the frontiers of Latvia had been fixed, but that nevertheless it was impossible for the Committee under the circumstances to give a definite decision with regard to that country.

During the period which has elapsed since the last meeting of the Assembly in Geneva, the international status of Latvia has, however, undergone a change owing to its *de jure* recognition (dated January 26th, 1921) by the Supreme Council of the great Allied Powers, a step which was quickly followed by the majority of the other Powers of the world, so that up to the present Latvia has already been recognised *de jure* by the Governments of:— 1. Germany; 2. Austria; 3. Belgium; 4. Denmark; 5. Spain; 6. Estonia; 7. Finland; 8. France; 9. Great Britain; 10. Hungary; 11. Italy; 12. Japan; 13. Norway; 14. The Netherlands; 15. Persia; 16. Poland; 17. Portugal; 18. Roumania; 19. Russia; 20. The Holy See; 21. Sweden; 22. Switzerland, of which a great number have already sent accredited diplomatic representatives to the Latvian Government. I venture to transmit herewith to Your Excellency copies of the letters¹ by which these Governments have notified the Latvian Government of their *de jure* recognition of Latvia.

In its internal policy, also, Latvia may claim to have been successful, especially with regard to the work of reconstruction of the regions which were devastated by the war, a work to which the Government has devoted unceasing efforts, so that many former battlefields are already cultivated and have been restored to their former condition. Houses, bridges and roads which were destroyed or damaged during hostilities have partly been built up or repaired.

Latvia has already entered into and is maintaining very stable commercial relations with other countries; the factories and workshops are successively resuming their activities and are already supplying consumers with a large number of articles which but a short time ago had to be imported from abroad. Order prevails everywhere within the country, which is by degrees reassuming its normal pre-war aspect.

In its foreign policy, the most important task which the Latvian Government has undertaken is the establishment of closer relations of friendship and neighbourliness between Latvia and her immediate neighbours, with a view to arriving at an *entente cordiale* between the States that have been detached from the former Empire of the Czars. The economic, political and legal treaty which has recently been concluded with Estonia gives ground for the hope that this treaty will have been but the precursor to another treaty to be concluded with all the other neighbouring States on a basis—in all questions of a political and economic nature—of the closest co-operation, a policy incumbent upon these States in view of the part they will be called upon to play in the future.

As regards the protection of minorities in Latvia, I am anxious to emphasise the fact that the Constituent Assembly of Latvia has already adopted measures which guarantee that minorities shall have the widest educational and religious autonomy; these measures are in harmony with the general principles embodied in minority treaties, and their strict application is scrupulously enforced by the Government.

In view of the above-mentioned facts, I have the honour to beg Your Excellency to be good enough to submit Latvia's request for admission to the League of Nations for further consideration by the League on the occasion of its second Assembly at Geneva in September, 1921.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) Z. A. MEIEROVICS,
President of the Council of Ministers.
Minister for Foreign Affairs.

Sir Eric Drummond,
Secretary-General of the League of Nations,
Geneva.

¹ These letters are not reproduced, but can be seen at the Secretariat.

Annexe.¹

LETTRE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL SUPRÊME AU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION LETTONE.

CONFÉRENCE INTERALLIÉE.
LE PRÉSIDENT.

Paris, le 26 janvier 1921.

Monsieur le Président,

Le Conseil suprême des Puissances alliées, prenant en considération les demandes présentées à diverses reprises par votre gouvernement, a décidé, dans sa séance d'aujourd'hui, de reconnaître la Lettonie comme Etat *de jure*.

Les Puissances tiennent à marquer par là la sympathie qu'elles éprouvent pour le peuple letton et à rendre hommage aux efforts qu'il a accomplis, afin d'organiser dans l'ordre et la paix la vie nationale.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

(Signé) BRIAND.

Monsieur le Président de la Délégation de Lettonie,
Paris.

II

ADMISSION DE L'ESTHONIE.²

I. CONFIRMATION DE LA DEMANDE D'ADMISSION DANS LA SOCIÉTÉ, PRÉSENTÉE PAR LA RÉPUBLIQUE ESTHONIENNE.

DÉLÉGATION DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTHONIE
A L'ASSEMBLÉE
DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

Genève, le 7 septembre 1921.

Monsieur le Secrétaire général,

Par votre lettre du 13 août, vous avez bien voulu me demander si ma lettre du 6 août devait être considérée comme constituant un renouvellement de la demande d'admission de l'Esthonie dans la Société des Nations.

Conformément à mes lettres antérieures adressées au Secrétaire général et vu le télégramme de M. Piip, Ministre des Affaires étrangères, du 13 août, j'ai l'honneur de vous confirmer que ma lettre

¹ Étaient jointes à ces documents, les copies de seize lettres émanant de divers gouvernements et portant la reconnaissance *de jure* de l'Etat letton; ces lettres n'ont pas été insérées ici.

² Voir *Journal officiel*, II^e année, N^o 8, pages 863—865.

Annex. ¹

LETTER FROM THE PRESIDENT OF THE SUPREME COUNCIL TO THE PRESIDENT
OF THE LATVIAN DELEGATION.

[translation.]

INTER-ALLIED CONFERENCE.
THE PRESIDENT.

Paris, January 26th, 1921.

The Supreme Council of the Allied Powers, taking into consideration the request repeatedly made by your Government, has decided at to-day's meeting to recognise Latvia as a State *de jure*.
The Powers intend thereby to express the sympathy which they feel for the Latvian people, and to render homage to the efforts which it has made to organise its national life on a basis of peace and order.

I have the honour, etc.,

(Signed) BRIAND.

to the President of the Latvian Delegation,
Paris.

II.

ADMISSION OF ESTHONIA. ²

I. CONFIRMATION OF THE REQUEST FOR ADMISSION INTO THE LEAGUE BY THE
ESTHONIAN REPUBLIC.

[translation.]

DELEGATION OF THE ESTHONIAN REPUBLIC
TO THE ASSEMBLY
OF THE LEAGUE OF NATIONS.

Geneva, September 7th, 1921.

In your letter of August 13th, you were good enough to ask me whether my letter of August 13th could be regarded as a renewal of Esthonia's application for admission to the League of Nations.

In accordance with my previous letters addressed to the Secretary-General, and in view of the telegram from M. Piip, the Minister of Foreign Affairs, on August 13th, I have the honour

¹ Attached to the above were copies of 16 letters from the various Governments stating their *de jure* recognition of Latvia; these letters have not been inserted here.

² See *Official Journal*, 2nd Year, No. 8, pages 863-865.

ainsi que ce télégramme doivent être considérés comme constituant une nouvelle requête d'admission de la République esthonienne dans la Société.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'expression de ma très haute considération

(Signé) C. R. PUSTA,
Ministre d'Esthonie en France

A l'Honorable Sir Eric Drummond,
Secrétaire général de la Société des Nations,
Genève.

2. MÉMOIRE SUR LA SITUATION INTERNATIONALE ET INTÉRIEURE DE L'ESTHONIE PRÉSENTÉ PAR
M. A. PIIP, DÉLÉGUÉ DE LA RÉPUBLIQUE ESTHONNIENNE, POUR ÊTRE SOUMIS À LA SIXIÈME
COMMISSION.

Le Gouvernement de la République esthonienne ayant renouvelé la demande de l'admission de l'Esthonie dans la Société des Nations, sa délégation croit de son devoir de compléter les documents qui étaient présentés à la première Assemblée par les renseignements suivants.

Reconnaissance de jure. La souveraineté de la République esthonienne ayant été reconnue d'abord par la Russie et par la Finlande, plusieurs autres Etats l'ont reconnue successivement et notamment :

La Pologne.....	le 31 décembre 1920.
L'Argentine	le 5 janvier 1921.
La Belgique	} ensuite de la décision du Conseil suprême du 26 janvier 1921.
La France	
La Grande-Bretagne	
L'Italie	
Le Japon	

et depuis lors :

Le Portugal	Le Danemark	La Suisse
L'Espagne	Les Pays-Bas	L'Autriche et
La Suède	La Roumanie	L'Allemagne.
La Norvège	La Hongrie	

Conformément à ce changement du statut international de l'Esthonie, ses services diplomatiques et consulaires ont été réorganisés.

L'admission de l'Esthonie dans les organisations techniques de la Société a été décidée par la première Assemblée à Genève. C'est ainsi que l'Esthonie était invitée à prendre part à la Conférence des communications et du transit à Barcelone. Cette conférence, ayant reconnu à l'Esthonie, ainsi qu'aux autres Etats baltiques les pleins droits de vote et de signature des conventions, l'avait élu membre de la Commission consultative et technique des communications et du transit. De même l'Esthonie a participé aux autres conférences internationales et fait partie, par son représentant à Paris, de la Commission internationale du relèvement économique. Elle entend se faire représenter également au Bureau international du Travail.

Participation de l'Esthonie aux œuvres humanitaires et de secours.

Le rôle de l'Esthonie est considérable dans le rapatriement des prisonniers de guerre de la Russie. Elle prend aujourd'hui une part active dans la lutte contre la famine et les maladies en Russie. Représentée par les délégués de son gouvernement et de la Croix-Rouge esthonienne à la Conférence de Genève, le 15-16 août, et à la Conférence de Riga, le 20 août dernier, l'Esthonie a été

to declare that my letter and this telegram are to be considered as constituting a renewed request for the admission of the Esthonian Republic to the League.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) C. R. PUSTA,
Esthonian Minister in France.

to His Excellency Sir Eric Drummond,
Secretary-General of the League of Nations.

MEMORANDUM ON THE SITUATION OF ESTHONIA AS REGARDS INTERNATIONAL AND INTERNAL AFFAIRS, SUBMITTED BY M. A. PIIP, DELEGATE OF THE ESTHONIAN REPUBLIC, TO COMMITTEE No. VI.

The Government of the Esthonian Republic having renewed its application for admission to the League of Nations, its Delegation feels it a duty to supplement the documents submitted to the First Assembly with the following information :

Recognition de Jure. — The sovereignty of the Esthonian Republic having been recognised at the first place by Russia and Finland, several other States have subsequently recognised it ; namely :

Poland	December 31st, 1920.
Argentine Republic	January 5th, 1921.
Belgium	In consequence of the decision of the Supreme Council of January 26th, 1921.
France	
Great Britain	
Italy	
Japan	

Since then :

Portugal	Denmark	Switzerland
Spain	The Netherlands	Austria and
Sweden	Roumania	Germany
Norway	Hungary	

To meet the change in the international status of Esthonia, its diplomatic and consular services have been reorganised.

The Admission of Esthonia to the Technical Organisations of the League was decided upon on the First Assembly at Geneva. Esthonia was therefore invited to take part in the Conference on Communications and Transit held at Barcelona. This Conference, having granted to Esthonia, as well as to the other Baltic States, full rights to vote and to sign conventions, had elected her membership of the Advisory and Technical Committee on Communications and Transit. Esthonia also took part in other international conferences, and, through her Paris representative, forms part of the International Commission on Economic Reconstruction. She also intends to be represented in the International Labour Office.

Share of Esthonia in Humanitarian and Relief Work.

Esthonia is playing a large part in the repatriation of prisoners of war to and from Russia. She is to-day taking an active share in the struggle against famine and sickness in Russia. Represented by the Delegates of her Government and of the Esthonian Red Cross at the Conference held in Geneva on August 15th and 16th last, and the Riga Conference on August 20th last, Esthonia

un comité national de secours à la Russie, ayant à sa tête le président de la Croix-Rouge esthonienne. Un crédit de 10 millions de marks a été accordé à ce comité par le gouvernement, cette somme devant être complétée par une souscription volontaire. Le premier train de vivres et de marchandises a été expédié par le comité en Russie. D'accord avec M. Nansen, Haut-Commissaire, l'Esthonie a fourni également des semences pour la Russie.

La collaboration avec ses voisins.

Les frontières de l'Etat esthonien étant définitivement fixées par les traités antérieurs avec la Russie et la Lettonie, le peuple esthonien ne demande qu'à collaborer dans une parfaite entente avec ses voisins et les nouveaux Etats issus de la Grande Guerre. Une série de conférences a eu lieu pendant cette année à Tallinn (Reval), Riga et Helsingfors entre les ministres des Etats baltiques tendant à coordonner tous leurs efforts sur les terrains politique, économique, juridique et culturel. Il y a lieu de mentionner la conférence des ministres des finances de l'Esthonie, de la Lettonie et de la Lithuanie, laquelle a décidé d'unifier les droits de douane et les tarifs de chemins de fer entre ces trois pays, et l'importante décision de la conférence de Helsingfors de provoquer des conférences périodiques entre les ministres des Affaires étrangères des Etats baltiques.

Les relations de bon voisinage entre l'Esthonie et la Russie, établies depuis la signature du Traité de Paix de Tartu du 2 février 1920, devront se maintenir aussi à l'avenir, étant donné que la Russie aura toutes raisons de garder la paix entre elle et l'Esthonie. Il suffit de dire que, depuis la conclusion de la paix, plus de 13 millions de pouds de marchandises, venant de l'étranger par l'entremise de l'Esthonie, ont passé par ses ports en Russie. L'Esthonie qui, par sa situation géographique est appelée à jouer un rôle primordial dans le commerce international et le relèvement économique de la Russie, est désireuse de coopérer dans cette tâche avec les autres Puissances.

Après la Grande-Bretagne, les négociations de commerce entre l'Esthonie et la Finlande, la Norvège, la Suède, le Danemark, la France, l'Italie, la Pologne et l'Allemagne ont été entamées.

La situation financière.

L'Esthonie est arrivée à s'acquitter de ses dettes contractées à l'étranger pendant la lutte pour l'indépendance. C'est ainsi qu'elle a payé son emprunt à la Finlande et commence à réaliser ses autres obligations.

La situation intérieure doit être considérée comme très satisfaisante. Au mois de décembre 1920, la Constitution votée par l'Assemblée Constituante est entrée en vigueur et le Parlement régulier (Riigikogu) commença à fonctionner au mois de janvier 1921.

Un gouvernement de coalition, présidé par le chef de l'Etat — premier ministre — a été formé et le budget de 1921 a passé par le vote du Parlement. Grâce au développement de la vie économique, le change du mark esthonien est stabilisé et le coût de la vie a beaucoup baissé.

* * *

Ayant établi sa vie économique et politique sur une base nationale et réglé ses relations avec les Etats voisins de la manière la plus satisfaisante, l'Esthonie est désireuse d'entrer dans la Société des Nations et de prêter son concours à tous les peuples civilisés.

(Signé) ANTOINE PIIP,
Président de la délégation
esthonienne.

8 septembre 1921.

created a National Committee for Russian relief, having at its head the President of the Estonian Red Cross. A credit of 10 million marks has been granted to this Committee by the Government, the sum which is to be supplemented by voluntary subscriptions. The first train of supplies and goods has been despatched to Russia by the Committee. In agreement with M. Nansen, the High Commissioner, Estonia has also provided seed corn for Russia.

Co-operation with her Neighbours.

Since the frontiers of the State of Estonia were definitely fixed by previous treaties with Russia and Latvia, the sole wish of the Estonian nation is to co-operate in perfect harmony with her neighbours and with the new States formed as a result of the Great War. During the present year a series of Conferences have been held at Tallinn (Reval), Riga and Helsingfors, between the Ministers of the Baltic States, with a view to co-ordinating their political, economic, legal and educational policies. Special mention should also be made of the Conference between the Finance Ministers of Estonia, Latvia and Lithuania, at which it was decided to adopt uniform Customs duties and railway tariffs in these three countries, and of the important decision arrived at by the Helsingfors Conference, to summon periodical Conferences between the Foreign Ministers of the Baltic States.

The friendly relations between Estonia and Russia, established since the Peace Treaty of Tartu, which was signed on February 2nd, 1920, will probably be maintained in the future, for Russia has every reason for preserving peace between Estonia and herself. It will suffice to point out that since the conclusion of peace more than 13 million poods of goods coming from abroad have passed through Estonian ports on their way to Russia. Estonia, by reason of her geographical position, is bound to play an extremely important part in Russia's international trade and economic recovery, and is desirous of co-operating with the other Powers in this task.

After Great Britain, commercial negotiations have commenced between Estonia and Finland, Norway, Sweden, Denmark, France, Italy, Poland and Germany.

The Financial Situation.

Estonia has succeeded in paying off the debts contracted by her abroad during her struggle for independence. She has, for instance, paid off her Finnish loan and has begun to liquidate her other liabilities.

Her internal condition is to be regarded as extremely satisfactory. In the month of December 1920 the Constitution adopted by the Constituent Assembly came into force and the regular Parliament (Riigikogu) came into operation in January 1921.

A coalition Government, presided over by the Head of State — the Prime Minister — has been formed and a Budget for 1921 voted by the Parliament. Thanks to the development of her economic life, the exchange value of the Estonian mark has been stabilised and the cost of living has greatly diminished.

* * *

Having established her economic and political life upon a national basis and regulated her relations with neighbouring States in a thoroughly satisfactory manner, Estonia is now anxious to enter the League of Nations and to co-operate with all civilised peoples.

(Signed) Antoine PIIP,
President of the Estonian Delegation.

September 8th, 1922.

III.

ADMISSION DE LA HONGRIE. ¹LETTRE DU CHEF DE LA DÉLÉGATION HONGROISE AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE
DE LA SOCIÉTÉ.

DÉLÉGATION HONGROISE.

Genève, le 24 septembre 1921.

Monsieur le Président,

Attendu que, malgré la ferme résolution du Gouvernement hongrois de remplir tous ses engagements internationaux, des controverses ont surgi à l'égard de l'interprétation et du mode d'exécution de l'article 71 du Traité de Trianon et que, contrairement à nos prévisions, ces controverses n'ont pu être aplanies en temps utile ;

Attendu qu'il pourrait être difficile de prendre une décision sur la demande d'admission de la Hongrie à la Société des Nations tant que ces controverses subsistent :

En vertu des pouvoirs qui m'ont été confiés par le Gouvernement royal hongrois, j'ai l'honneur de prier l'Assemblée de bien vouloir remettre sa décision sur cette demande et toute procédure y ayant rapport à sa prochaine session.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

(Signé) ALBERT APPONYI,
chef de la Délégation hongroise.

Son Excellence

M. le Jonkheer H.-A. van Karnebeek,
Ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas,
Président de l'Assemblée de la
Société des Nations,
Genève.

¹ Voir *Journal officiel*, II^e année, N^{os} 5-6, pages 512-514.

III.

ADMISSION OF HUNGARY.¹

LETTER FROM THE HEAD OF THE HUNGARIAN DELEGATION TO THE PRESIDENT OF THE ASSEMBLY
OF THE LEAGUE.

[Translation.]

HUNGARIAN DELEGATION.

Geneva, September 24th, 1921.

Your Excellency,

In view of the fact that—despite the firm resolve of the Hungarian Government to fulfil all its international engagements—disputes have arisen with regard to the interpretation and to the means of carrying out Article 71 of the Treaty of Trianon, and that, contrary to our expectations, these disputes have not been settled in due time, and in view of the fact that it might be difficult to take a decision on Hungary's request for admission to the League of Nations as long as these disputes were continuing;

By virtue of the powers which have been confided to me by the Royal Hungarian Government, I have the honour to request the Assembly to be good enough to postpone its decision on this request, together with all procedure connected with it, until its next Session.

I have the honour, Sir, etc.,

(Signed) ALBERT APPONYI,
Head of the Hungarian Delegation.

J. E. M. Jonkheer H. A. van Karnebeek,
Netherlands Minister for Foreign Affairs
and President of the Assembly of the
League of Nations,
Geneva.

¹ See *Official Journal*, 2nd Year, Nos. 5-6. pages 512-514.

Différend entre la Pologne et la Lithuanie.

I.

PROJET D'ACCORD POUR LE RÈGLEMENT DU DIFFÉREND POLONO-LITHUANIEN PRÉPARÉ PAR M. HYMANS.

Article 1. — La Pologne et la Lithuanie reconnaissent réciproquement leur indépendance et leur souveraineté. Les deux États reconnaissent l'un et l'autre qu'ils ont des intérêts communs qui rendent nécessaire l'établissement entre eux d'un système de coopération fondée sur des conventions spéciales et sur la création d'organes permanents de liaison.

2. — La frontière entre la Pologne et l'Etat lithuanien suivra la ligne Curzon jusqu'au Niémen, le cours du Niémen jusqu'à Druzkeniki, une ligne Druzkeniki Stora-Ruda, Jeziory, rejoignant le Niémen vers Vola, le Niémen jusqu'au confluent de la Bérézina et une ligne N. W. rejoignant la frontière de la Russie fixée au Traité de Riga.

3. — La région de Vilna constituera dans l'Etat lithuanien un canton autonome. La limite de ce canton sera tracée en partageant la zone neutre actuelle en parties sensiblement égales ; elle passera à l'est des villages de Gedroitzé et de Shirvinti et laissera au canton de Vilna la voie ferrée de Vilna-Orany.

4. — Le canton de Vilna sera organisé sur une base analogue à celle de la constitution d'un canton suisse (pouvoirs exécutif et législatif locaux, droit de nommer les fonctionnaires cantonaux, etc.). Sa représentation à la Diète centrale sera proportionnelle à sa population. Le gouvernement central lithuanien aura, vis-à-vis du canton de Vilna, les mêmes attributions que le gouvernement fédéral de Berne vis-à-vis des cantons suisses. Le gouvernement central et la Diète centrale lithuanienne siègeront à Vilna.

5. — L'armée sera organisée sur la base du recrutement régional d'après une loi militaire commune. Les unités recrutées dans le canton de Vilna et celles recrutées dans le reste du territoire lithuanien ne pourront pas sortir de leur zone de recrutement, sinon en cas de guerre, ou si l'ordre public a été gravement troublé et avec l'autorisation de la Diète centrale ou, dans le cas où la Diète centrale ne serait pas en session, à charge de la convoquer immédiatement. Les troupes du canton de Vilna seront placées sous les ordres du Haut-Commandement relevant du Gouvernement central lithuanien.

6. — Les langues lithuanienne et polonaise seront langues officielles dans tout l'Etat lithuanien.

¹ Voir *Journal officiel*, II^e année, N° 2, pages 181-182 ; N° 3, pages 271-279 ; N° 7, pages 764-784 ; et N° 8, pages 869-880.

Dispute between Poland and Lithuania.¹

I.

DRAFT AGREEMENT FOR THE SETTLEMENT OF THE POLISH-LITHUANIAN DISPUTE. PREPARED BY M. HYMANS.

Article 1. — Poland and Lithuania mutually recognise their independence and their sovereignty. Both States recognise that they have common interests which render necessary the establishment of a system of mutual co-operation based on special conventions and on the creation of permanent liaison organisations.

2. The frontier between Poland and the Lithuanian State shall follow the Curzon Line as far as the Niemen ; thence it shall follow the Niemen as far as Druzkeniki, then a Line Druzkeniki, Jora-Ruda, Jeziory, rejoining the Niemen near Vola ; thence it shall follow the Niemen as far as its confluence with the Beresina, then a Line N.W., rejoining the Russian frontier as fixed in the Treaty of Riga.

3. The region of Vilna shall form an autonomous canton within the Lithuanian State. The boundary of this canton shall be drawn so as to divide the present neutral zone into approximately equal parts ; it shall pass east of the villages of Gedroitze and Shirvinti, and shall leave the Vilna Railway to the Canton of Vilna.

4. The Canton of Vilna shall be organised on a basis similar to that of the constitution of a Swiss canton (local executive and legislative institutions, the right to appoint cantonal officials, &c.). Its representation in the Central Diet shall be in proportion to its population. The Central Lithuanian Government shall have the same powers as regards the Canton of Vilna as the Federal Government at Berne in respect of the Swiss cantons. The Central Government and the Lithuanian Central Diet shall sit at Vilna.

5. The army shall be organised on a basis of regional recruiting, in accordance with a uniform military law. The units recruited in the Canton of Vilna and those recruited in the remainder of the Lithuanian territory shall not be permitted to leave their recruiting districts except in case of war, or unless public order is seriously disturbed, and then only with the authorisation of the Central Diet ; if the latter is not in session, it shall be summoned immediately. The troops of the Canton of Vilna shall be placed under the orders of the High Command appointed by the Lithuanian Central Government.

6. The Lithuanian and Polish languages shall be official languages throughout the whole Lithuanian State.

¹ See *Official Journal*, 2nd Year, No. 2, pages 181-182; No. 3, pages 271-279; No. 7, pages 764-784; and No. 8, pages 869-880.

7. — Dans tout l'Etat lithuanien, les garanties les plus larges seront assurées à toutes les minorités ethniques, en ce qui concerne l'enseignement, la religion, la langue et le droit d'association.

8. — Pour assurer la liaison de la politique étrangère des deux pays, les deux Diètes polonaise et lithuanienne désigneront, suivant le système de la représentation proportionnelle, deux délégations en nombre égal, choisies de façon à ce que les principaux partis soient représentés. Ces délégations, siégeant en commun, décideront à la majorité des voix quelles sont les questions qui intéressent en commun les deux pays.

Les actes de politique étrangère d'intérêt commun, qui exigent une sanction législative, seront soumis en premier lieu aux deux délégations siégeant en commun. Le texte, approuvé par elles, sera présenté à la ratification des deux Diètes.

En outre, les deux Gouvernements nommeront chacun des représentants en nombre égal, qui formeront un Conseil commun des Affaires étrangères. Ce Conseil aura pour fonctions d'assurer l'étude des questions qui intéressent en commun les deux pays et de préparer un programme d'action commune. Il rédigera un rapport pour les conférences périodiques des deux gouvernements.

9. — Une convention militaire défensive sera signée entre les deux Etats sur les bases suivantes :

- a) Entente entre les deux états-majors pour l'adoption de méthodes d'instruction et d'organisation des troupes ;
- b) Entente entre les deux états-majors, dès le temps de paix, pour la préparation d'un plan d'action commun en cas de guerre, ainsi que pour régler la mobilisation, les transports de concentration et le dispositif des troupes à la frontière. Cette entente se réalisera par des conférences périodiques. En outre, une liaison permanente sera assurée par un organe spécial permanent d'étude et de collaboration ;
- c) Concours limité donné par l'armée lithuanienne à l'armée polonaise, en dehors du territoire lithuanien (comme effectifs et comme rayon d'action). Coopération des troupes polonaises avec les troupes lithuaniennes sur le territoire lithuanien. Usage réciproque des bases territoriales, routes, chemins de fer, etc., dans un intérêt stratégique commun ;
- d) Commandement unique en cas d'opérations communes des deux armées, tout en laissant le gros des forces lithuaniennes groupé sous le commandement lithuanien.

Il appartient aux deux gouvernements de décider si, dans le cas où l'un des deux pays est ou risque d'être engagé dans une guerre, les deux pays doivent, aux termes de la convention, se prêter un mutuel appui. En cas de désaccord, la question sera soumise à un arbitre, désigné à l'avance, avec leur agrément, par le Conseil de la Société des Nations.

10. — Une convention économique allant au delà de la clause de la nation la plus favorisée sera conclue entre les deux pays.

Les deux pays accepteront le principe de la libre admission réciproque de leurs produits, avec les exceptions rendues nécessaires soit par leur régime fiscal intérieur, soit, en attendant l'établissement d'un régime monétaire commun, par la disparité des changes.

Un conseil économique commun, comprenant trois représentants de chaque gouvernement sera chargé :

- a) de veiller à l'application de l'accord douanier ;
- b) d'en préparer éventuellement les modifications ;
- c) d'étudier toutes les questions économiques d'intérêt commun (transports et voies de communications, régime monétaire, régime fiscal, monopoles, achats de marchandises à l'étranger, conventions économiques).

Il présentera aux deux gouvernements un rapport commun.

7. All racial minorities throughout the whole Lithuanian State shall be granted the widest guarantees in respect of education, religion, language and the right of association.

8. In order to ensure co-operation in the foreign policies of the two countries, the Polish and Lithuanian Diets shall appoint, in accordance with the system of proportional representation, two delegations of equal numbers, elected in such a way as to represent the principal parties. These delegations, sitting together, shall determine by a majority vote what questions are of common interest to both countries.

Documents regarding foreign policy, which are of common interest and which require legislative sanction shall, in the first instance, be submitted to the two delegations sitting together. The text approved by them shall be laid before both Diets for ratification.

Further, the two Governments shall appoint an equal number of representatives, who will form a common Council for Foreign Affairs. The duty of this Council shall be to consider questions which are of common interest to the two countries, and to prepare a programme of common action. The Council shall draw up a report for the periodic conferences of the two Governments.

9. A defensive military agreement shall be concluded between the two States in accordance with the following principles:

- (a) Co-operation between the two General Staffs, with a view to the adoption of methods of instruction and organisation of troops;
- (b) Co-operation between the two General Staffs in time of peace for the preparation of a common plan of action in case of war, and for regulating mobilisation, transport, for concentration purposes and the disposition of troops on the frontier. This co-operation shall be secured by periodical conferences. Further, permanent liaison shall be assured by the establishment of a special permanent body for investigation and collaboration;
- (c) Limited support given by the Lithuanian army to the Polish army, outside Lithuanian territory (as regards the number of troops, and the area in which they are to be employed). Co-operation of Polish troops with Lithuanian troops on Lithuanian territory. Reciprocal use of territorial bases, roads, railways, etc., in the common strategic interest;
- (d) Unified command of the two armies in the event of common operations, the bulk of the Lithuanian troops to be grouped, however, under the Lithuanian command.

It is for the two Governments to decide whether—in case one of the two countries is, or is likely to be, engaged in war—the two countries shall, under the terms of the Convention, mutually assist each other. In case of disagreement, the question shall be submitted to an arbitrator, appointed in advance by the Council of the League of Nations with their consent.

10. An economic convention, going beyond the most-favoured nation clause, shall be concluded between the two countries.

The two countries shall accept the principle of reciprocal free admission for their products, with such exceptions as are rendered necessary by their internal fiscal system, or, pending the adoption of a common monetary system, by the inequality in the exchange.

A joint economic Council, consisting of three representatives of each Government, shall be appointed:

- (a) to supervise the application of the Customs Convention;
- (b) to prepare any necessary amendments therein;
- (c) to investigate all economic questions of common interest (transport, means of communication, monetary system, fiscal system, monopolies, purchase of goods in foreign countries, economic conventions).

This Council shall submit a joint report to the two Governments.

11. — La Lithuanie assurera à la Pologne le libre accès à la mer et le libre transit.

En outre, en ce qui concerne le port de Memel, les deux pays se mettront d'accord sur un régime qui, tout en donnant la souveraineté à la Lithuanie, réserverait à la Pologne le droit d'utiliser en tout temps le port ainsi que le Niémen, pour toutes catégories de transports, y compris les munitions et le matériel de guerre. Si un accord était obtenu, M. Hymans demanderait à la Société des Nations d'appuyer le programme adopté auprès des Puissances alliées.

12. — Dans le cas où des dissentiments surgiraient entre les deux pays au sujet de l'exécution de la présente convention, les deux pays s'engagent à se soumettre à la décision d'un arbitre, désigné par la Société des Nations avec leur agrément.

13. — Dans le cas où la Pologne ou la Lithuanie auraient, dans la suite à proposer des modifications au présent accord, elles s'engagent à en saisir le Conseil de la Société des Nations.

PROTOCOLE ANNEXE.

1. — Après avoir été accepté par les Gouvernements lithuanien et polonais, le texte de l'accord sera soumis à une Assemblée qui sera convoquée à cet effet et comprendra des représentants élus par la population de la région de Vilna, telle qu'elle est définie aux paragraphes 2 et 3 de l'accord. La décision prise par cette Assemblée sera portée par elle directement devant le Conseil de la Société des Nations.

2. — Le Conseil de la Société des Nations désignera un représentant chargé d'interpréter l'accord et d'en surveiller l'exécution.

3. — Tous les éléments des troupes occupant actuellement le canton de Vilna, non originaires de son territoire, devront être évacués au plus tôt, ainsi que les fonctionnaires non originaires de ce territoire.

4. — Le Gouvernement lithuanien s'installera à Vilna dès que les élections municipales, cantonales et législatives auront eu lieu et que l'organisation du canton de Vilna sera réalisée, et dans un délai qui ne pourra dépasser six mois après l'acceptation de l'accord par la représentation légale de la population de Vilna.

5. — Jusqu'à cette époque, dans le cas où l'on ne pourrait constituer au moyen d'éléments locaux la police suffisante pour le maintien de l'ordre et la surveillance de la frontière orientale, des contingents équivalents de troupes lithuaniennes et de troupes polonaises pourront être admis dans le canton de Vilna et y occuper des secteurs limités et fixés à l'avance, selon un accord entre les deux gouvernements.

6. — Une commission de trois membres, désignés par le Conseil, à laquelle sera adjoint un représentant de chacun des deux gouvernements, tracera la frontière entre le territoire polonais et le territoire lithuanien et entre le canton de Vilna et le reste du territoire lithuanien, conformément aux articles 2 et 3 de l'accord.

7. — Conformément aux articles 9 et 10, des négociations seront ouvertes entre les experts désignés par les deux gouvernements, pour la rédaction de la convention militaire et de la convention économique prévues par l'accord.

Dans le cas où ces négociations n'auraient pas abouti à une entente, le représentant du Conseil sera chargé de trancher les points qui resteront en suspens.

8. — Les deux gouvernements s'engagent à supporter par moitié les frais du représentant du Conseil, ainsi que ceux de la Commission de délimitation.

11. Lithuania shall guarantee Poland free access to the sea and free transit.

Further, with regard to the port of Memel, the two countries shall come to an agreement on a system which, while leaving the sovereignty to Lithuania, will reserve to Poland the right at any time to use this port as well as the Niemen for the transport of all classes of goods, including munitions and implements of war. If an agreement should be reached, M. Hymans would request the League of Nations to urge upon the Allied Powers the acceptance of the programme adopted.

12. If any disagreement should arise between the two countries as to the execution of the present Convention, the two countries pledge themselves to accept the decision of an arbitrator, appointed by the League of Nations with their consent.

13. If Poland or Lithuania should, in future, desire to propose amendments in the present agreement, they undertake to submit such amendments to the Council of the League of Nations.

PROTOCOL ANNEX.

1. After acceptance by the Lithuanian and Polish Governments, the text of the agreement shall be submitted to an Assembly convened for the purpose, including representatives elected by the population of the Vilna district, as defined in paragraphs 2 and 3 of the agreement. This Assembly shall bring its decision directly before the Council of the League of Nations.

2. The Council of the League of Nations shall appoint a representative who will be responsible for interpreting the agreement and for watching its execution.

3. All troops, at present occupying the Canton of Vilna which are not nationals of its territory, shall be withdrawn at the earliest possible moment, together with all officials who are not nationals of this territory.

4. The Lithuanian Government shall take up its headquarters at Vilna, as soon as the municipal, cantonal and legislative elections have taken place, and as soon as the organisation of the Canton of Vilna has been effected, within a period which shall not exceed six months after the acceptance of the agreement by the legal representatives of the population of Vilna.

5. Until such time, should it not be possible to recruit from local elements a police force sufficient for the maintenance of order and for the watching of the eastern frontier, equal contingents of Lithuanian and Polish troops may be admitted into the Canton of Vilna and may there occupy sectors, to be previously limited and determined by an agreement between the two Governments.

6. A Committee of three Members, appointed by the Council, to which shall be added one representative of each of the two Governments, shall trace the frontier between the Polish and Lithuanian territory, and between the Canton of Vilna and the remainder of the Lithuanian territory, in accordance with Articles 2 and 3 of the agreement.

7. In accordance with Articles 9 and 10, negotiations shall be opened between the experts appointed by the two Governments provided for by the agreement.

Should no agreement be reached in the course of these negotiations, the representative of the Council shall settle the points which remain undecided.

8. Each of the two Governments undertakes to bear half the expenses of the representative of the Council, and also half of those of the frontier Commission.

II.

RÉPONSE DU REPRÉSENTANT LITHUANIEN AU PROJET D'ACCORD
PRÉPARÉ PAR M. HYMANS.

DÉLÉGATION DE LITHUANIE
A LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS.

Genève, le 12 septembre 1921.

Monsieur le Président,

Votre Excellence a bien voulu communiquer à la délégation de Lithuanie, en date du 3 septembre 1921, un projet d'accord entre la Lithuanie et la Pologne.

Conscients de l'influence décisive que doit exercer sur la stabilisation de l'Europe orientale l'établissement entre ces deux Etats de relations conformes à leurs intérêts communs et à la coopération politique et économique de tous les nouveaux Etats de l'Est, le Gouvernement lithuanien et ses délégués ont estimé de leur devoir de faire preuve non seulement d'une volonté sincère de conciliation, mais d'un véritable esprit de sacrifice en consentant à un maximum de concessions compatible avec l'indépendance et la souveraineté de l'Etat lithuanien.

Un document contenant certaines modifications au projet du 3 septembre est joint à ce pli. Il ne manquera pas de convaincre Votre Excellence que nous sommes entièrement pénétrés de l'esprit du projet et que les observations qui l'accompagnent en respectent les lignes essentielles.

En effet, nous acceptons dans ses traits généraux le plan de coopération entre la Pologne et la Lithuanie dans les domaines politique, militaire et économique, tel qu'il a été établi par Votre Excellence et approuvé par le Conseil.

En particulier, nous consentons :

à faciliter la coordination des deux politiques étrangères par la création d'un Secrétariat permanent et commun des Affaires étrangères,

à l'établissement d'un Conseil économique commun,

à la conclusion d'une convention militaire défensive avec la Pologne,

à la constitution du territoire de Vilna en unité autonome dans l'Etat lithuanien, unité qui sera dotée d'une Diète jouissant des attributions les plus larges.

Il est entendu que la présente acceptation ne produira son effet qu'au cas où la réponse du Gouvernement polonais serait également affirmative.

Nous nous permettons, en même temps, de suggérer à Votre Excellence que l'accord futur entre la Lithuanie et la Pologne soit placé sous la garantie de la Société des Nations.

Veuillez agréer, je vous prie, Monsieur le Président, les assurances de ma plus haute considération.

(Signé) E. GALVANAUSKAS,
Président de la délégation lithuanienne.

A Son Excellence

Monsieur Paul Hymans,

Président de la Conférence lithuano-polonaise,
Genève.

II.

REPLY FROM THE LITHUANIAN REPRESENTATIVE TO THE DRAFT AGREEMENT
PROPOSED BY M. HYMANS.

[Translation.]

LITHUANIAN DELEGATION
TO THE LEAGUE OF NATIONS.

Geneva, September 12th, 1921.

Your Excellency,

You were good enough to communicate to the Lithuanian Delegation on September 3rd, 1921, a draft agreement between Lithuania and Poland.

Fully conscious of the decisive effect on the settlement of Eastern Europe which would result from the establishment, between these two States, of relations consistent with their common interests and with the political and economic co-operation of all the new Eastern States, the Lithuanian Government and its Delegates consider it their duty to furnish proof, not only of a sincere desire for conciliation, but also of a genuine spirit of sacrifice, by consenting to the utmost concessions compatible with the independence and sovereignty of the Lithuanian State.

A document containing certain modifications of the draft of September 3rd is attached herewith. It cannot fail to convince Your Excellency that we are entirely animated with the spirit of the draft agreement and that its essential features are respected in the accompanying observations.

We accept, indeed, the general features of the plan of co-operation between Poland and Lithuania in the political, military and economic spheres in the form in which this plan was drawn up by Your Excellency and approved by the Council.

In particular, we consent—

To the facilitating of the co-ordination of the foreign policies of both States by the creation of a permanent and common Secretariat for Foreign Affairs ;

To the establishment of a common Economic Council ;

To the conclusion of a defensive military agreement with Poland ;

To the constitution of the Vilna territory as an autonomous unit in the Lithuanian State, to be granted a Diet possessing the widest powers.

It is understood that the present acceptance will not take effect unless the reply of the Polish Government is also in the affirmative.

We further venture to suggest to Your Excellency that the future agreement between Lithuania and Poland should be placed under the guarantee of the League of Nations.

I have the honour to be, etc.

(Signed) E. GALVANAUSKAS,
President of the Lithuanian Delegation.

To His Excellency M. Paul Hymans,
President of the Lithuanian-Polish Conference,
Geneva.

PROJET D'ACCORD POUR LE RÈGLEMENT DU DIFFÉREND POLONO-LITHUANIEN. PRÉSENTÉ PAR S. Ex. M. PAUL HYMANS.

RÉDACTION
DE LA DÉLÉGATION
LITHUANIENNE.

Art. 1. — La Pologne et la Lithuanie reconnaissent réciproquement leur indépendance et leur souveraineté. Les deux Etats reconnaissent l'un et l'autre qu'ils ont des intérêts communs qui rendent nécessaire l'établissement entre eux d'un système de coopération fondé sur des conventions spéciales et *sur la création d'organes permanents de liaison.*

Préambule.

La Lithuanie et la Pologne, reconnaissant l'une et l'autre qu'elles ont des intérêts communs qui rendent nécessaire l'établissement entre elles d'un système de coopération fondé sur des conventions spéciales, ont convenu de ce qui suit :

Art. 1. — La Pologne et la Lithuanie reconnaissent réciproquement leur indépendance, ainsi que toutes les conséquences juridiques qui en découlent.

Observations. — Le paragraphe 2 de cet article ayant un caractère déclaratif, il a semblé préférable de lui donner la forme d'un préambule.

Art. 2. — La frontière entre la Pologne et l'Etat lithuanien suivra la ligne Curzon jusqu'au Niémen, le cours du Niémen jusqu'à Druzkeniki, une ligne Druzkeniki Stora-Ruda, Jeziory, rejoignant le Niémen vers Vola, le Niémen jusqu'au confluent de la Bérésina et une ligne N.W. rejoignant la frontière de la Russie fixée au traité de Riga.

Art. 2. — La frontière entre la Pologne et l'Etat lithuanien suivra la deuxième ligne de démarcation du 27 juillet 1919 (ligne du maréchal Foch) jusqu'à sa jonction avec la ligne fixée par le Conseil suprême le 8 décembre 1919 (ligne Curzon) ; ensuite, elle ira le long de cette ligne jusqu'à Svisloch et, à partir de là, le long de la ligne du traité de Moscou jusqu'à la Bérésina et ensuite, à l'Est, jusqu'aux frontières fixées par le traité de Riga, enfin, le long de cette frontière jusqu'à la frontière de la Lettonie.

Observations. — Le tracé de la frontière proposé par la délégation lithuanienne ne diffère de celui du projet de M. Hymans que dans la partie comprise entre Vilna et la frontière prussienne. Le tracé proposé suit la première ligne de démarcation du maréchal Foch, laquelle est la plus conforme aux principes ethnographiques, historiques et économiques.

Art. 3. — La région de Vilna constituera, dans l'Etat lithuanien, un canton autonome. La limite de ce canton sera tracée en partageant la zone neutre actuelle en parties sensiblement égales ; elle passera à l'est des villages de Gedroitzé et de Shirvinty et laissera au canton de Vilna la voie ferrée de Vilna-Orany.

Art. 3. — Le territoire de Vilna constituera, dans l'Etat lithuanien, une unité autonome.

La limite de cette unité autonome sera tracée, autant que possible, suivant la première ligne de démarcation dite du maréchal Foch (juillet 1919) en tenant compte des vœux des communes intéressées.

Observations. — La délégation lithuanienne estime que l'octroi d'une autonomie au territoire de Vilna ne se justifie par aucun esprit de particularisme local de la population, laquelle n'a jamais été séparée politiquement du reste du peuple lithuanien. Sur toutes les cartes anciennes, le Pays de Vilna figure comme partie de la *Lithuanie propria*. Les quelques manifestations de particularisme, dont se sont prévalus dernièrement les Polonais, ne sont que la conséquence de la présence dans le territoire des autorités militaires et civiles polonaises.

DRAFT AGREEMENT FOR THE SETTLEMENT OF THE POLISH-LITHUANIAN DISPUTE, PRESENTED BY H. E. M. PAUL HYMAN.

VERSION PROPOSED BY THE LITHUANIAN DELEGATION.

Art. 1. — Poland and Lithuania mutually recognise their independence and their sovereignty. Both States recognise that they have common interests which render necessary the establishment of a system of mutual co-operation based on special conventions and *on the creation of permanent liaison organisations.*

Preamble.

Lithuania and Poland, recognising that they have common interests which render necessary the establishment of a mutual system of co-operation based on special conventions, have agreed as follows :—

Art. 1. — Poland and Lithuania mutually recognise their independence as well as all the legal consequences which arise therefrom.

Remarks. — Paragraph 2 of this Article being in the nature of a declaration, it seemed preferable to put it into the form of a preamble.

Art. 2. — The frontier between Poland and the Lithuanian State shall follow the Curzon Line as far as the Niemen ; thence it shall follow the Niemen as far as Druzkeniki, then a Line Druzkeniki, Stora-Ruda, Jezioro, rejoining the Niemen near Vola ; thence it shall follow the Niemen as far as its confluence with the Beresina, then a Line N.W., rejoining the Russian frontier as fixed in the Treaty of Riga.

Art. 2. — The frontier between Poland and the Lithuanian State shall follow the second line of demarcation of July 27th, 1919 (Marshal Foch's Line) as far as its junction with the line fixed by the Supreme Council on December 8th, 1919 (Curzon Line) ; thence it shall follow this line as far as Svisloch and from there along the Line of the Treaty of Moscow, as far as the Beresina ; thence eastwards as far as the frontiers fixed in the Treaty of Riga ; finally, along that frontier as far as the Latvian frontier.

Remarks. — The frontier line proposed by the Lithuanian Delegation differs from that proposed in M. Hymans' scheme only in the district between Vilna and the Prussian frontier. The proposed Line follows the first line of demarcation proposed by Marshal Foch, which most nearly conforms to ethnographic, historic and economic principles.

Art. 3. — The region of Vilna shall form an autonomous canton within the Lithuanian State. The boundary of this canton shall be drawn so as to divide the present neutral zone into approximately equal parts ; it shall pass east of the villages of Gedroitz and Shirvinti, and shall leave the Vilna-Orany Railway to the Canton of Vilna.

Art. 3. — The territory of Vilna shall form an autonomous unit within the Lithuanian State.

The boundary of this autonomous unit shall be drawn, as far as possible, along the first line of demarcation called Marshal Foch's Line (July, 1919), due regard being paid to the desires of the communes involved.

Remarks. — The Lithuanian Delegation is of opinion that the concession of the right of autonomy to the territory of Vilna would not be justified by any spirit of local patriotism in the population, which has never been politically separated from the rest of the Lithuanian people. On all the old maps the district of Vilna figures as part of *Lithuania proper*. The sporadic manifestations of local patriotism out of which the Poles recently made capital are nothing but the result of the presence in the territory of the Polish military and civil authorities.

Toutefois, la délégation lithuanienne consent, dans un esprit de conciliation, au principe de l'autonomie, en substituant le terme général d'« unité autonome » à celui de « canton autonome » emprunté au droit public suisse.

En ce qui concerne la ligne de démarcation entre l'unité autonome de Vilna et le rest de la Lithuanie, la délégation a voulu tenir compte des désirs des communes intéressées.

Art. 4. — Le canton de Vilna sera organisé sur une base analogue à celle de la Constitution d'un canton suisse (pouvoirs exécutifs et législatifs locaux, droit de nommer les fonctionnaires cantonaux, etc.). Sa représentation à la Diète centrale sera proportionnelle à sa population. Le Gouvernement central lithuanien aura, vis-à-vis du canton de Vilna, les mêmes attributions que le Gouvernement fédéral de Berne vis-à-vis des cantons suisses. Le Gouvernement central et la Diète centrale lithuanienne siègeront à Vilna.

Art. 4. — Le territoire de Vilna sera doté d'une Diète autonome ; la dite Diète exercera le pouvoir législatif en matière de langue d'instruction et de religion, ainsi que pour les questions d'administration locale et pour toutes autres questions que lui attribuerait l'Assemblée constituante de l'Etat lithuanien, élue conformément à la loi électorale en vigueur.

Les habitants de l'unité autonome de Vilna jouiront d'un droit de priorité dans diverses fonctions dans les administrations locales.

Le territoire de Vilna enverra à l'Assemblée législative de la République lithuanienne des députés élus conformément à la loi électorale de la République lithuanienne. Toutefois, ces députés ne jouiront pas du droit de vote dans la Diète lithuanienne en toutes matières législatives du même ordre que celles attribuées à la Diète du territoire de Vilna.

Observations. — La Lithuanie est prête à accorder une large autonomie au territoire de Vilna. Mais la Lithuanie léserait ses intérêts vitaux en organisant cette autonomie sur une base analogue à celle de la Constitution des cantons de la Suisse. Les voies historiques de la Confédération suisse et de l'Etat unitaire lithuanien, ainsi que les conditions politiques actuelles dans les deux pays, sont trop différentes pour que la délimitation des pouvoirs publics de la Lithuanie et du territoire de Vilna puisse être réglée sur celle des domaines de la Confédération et des Cantons suisses.

Dans sa recherche d'un régime autonome le mieux adapté aux intérêts en présence, la délégation s'est arrêtée au système appliqué aux relations du territoire des Ruthènes avec la République tchéco-slovaque, système qui a l'avantage d'avoir été adopté par les Grandes Puissances. (Traité entre les Principales Puissances alliées et associées et la Tchéco-Slovaquie, signé à Saint-Germain-en-Laye, le 10 septembre 1919, chapitre II, articles 11, 12 et 13.)

Art. 5. — L'armée sera organisée sur la base du recrutement régional d'après une loi militaire commune. Les unités recrutées dans le canton de Vilna et celles recrutées dans le reste du territoire lithuanien ne pourront pas sortir de leur zone de recrutement sinon en cas de guerre, ou si l'ordre public a été gravement troublé, et avec l'autorisation centrale, ou dans le cas où la Diète centrale ne serait pas en session, à charge de la convoquer immédiatement. Les troupes du canton de Vilna seront placées sous les ordres du Haut Commandement, relevant du Gouvernement central lithuanien.

Art. 5. — Dans tout l'Etat lithuanien, l'armée sera organisée sur la base d'une même loi militaire.

However, the Lithuanian Delegation, actuated by a conciliatory spirit, consents to the principle of autonomy if the general term "autonomous unit" be substituted for the term "autonomous canton" which has been borrowed from Swiss Public Law.

As regards the line of demarcation between the autonomous unit of Vilna and the rest of Lithuania, the Delegation has been anxious to pay due regard to the wishes of the communes involved.

Art. 4. — The Canton of Vilna shall be organised on a basis similar to that of the constitution of a Swiss Canton (local executive and legislative institutions, the right to appoint cantonal officials, etc.). Its representation in the Central Diet shall be in proportion to its population. The Central Lithuanian Government shall have the same powers as regards the Canton of Vilna as the Federal Government at Berne in respect of the Swiss Cantons. The Central Government and the Lithuanian Central Diet shall sit at Vilna.

Art. 4. — The territory of Vilna shall be provided with an autonomous Diet, which shall exercise legislative power in the matter of language, education and religion, as well as in questions of local administration, and any other questions which the Constituent Assembly of the Lithuanian State, elected in conformity with the electoral law in force at the time, may refer to it.

The inhabitants of the autonomous unit of Vilna shall enjoy a right of priority in various offices in the local administration.

The Vilna territory shall send to the Legislative Assembly of the Lithuanian Republic deputies elected in conformity with the electoral law of the Lithuanian Republic. These deputies, however, will have no vote in the Lithuanian Diet in any legislative matters of the same kind as are attributed to the Diet of the Vilna Territory.

Remarks. — Lithuania is prepared to concede a liberal autonomy to the territory of Vilna. But Lithuania would harm her own vital interests by organising that autonomy on a basis analogous to that of the constitution of the Cantons of Switzerland. The historic methods of the Swiss Federation and of the Lithuanian Unitary State, as well as the existing political conditions in the two countries, differ too widely for the delimitation of the public powers in Lithuania and Vilna to be modelled on the system obtaining in the Swiss Confederation and Cantons.

In its search for a system of autonomy best suited to the interests of the parties concerned, the Delegation confined itself to the system applied to the relations between the territory of the Ruthenes and the Czecho-Slovak Republic, a system which has the advantage of having been adopted by the Great Powers (Treaty between the Principal Allied and Associated Powers and Czecho-Slovakia, signed at St. Germain-en-Laye, on September 10th, 1919, Chapter II, Articles 11, 12 and 13).

Art. 5. — The army shall be organised on a basis of regional recruiting, in accordance with a uniform military law. The units recruited in the Canton of Vilna and those recruited in the remainder of the Lithuanian territory shall not be permitted to leave their recruiting districts except in case of war, or unless public order is seriously disturbed, and then only with the authorisation of the Central Diet; if the latter is not in session, it shall be summoned immediately. The troops of the Canton of Vilna shall be placed under the orders of the High Command appointed by the Lithuanian Central Government.

Art. 5. — Throughout the Lithuanian State the army shall be organised on the basis of a uniform military law.

Art. 6. — Les langues lithuanienne et polonaise seront langues officielles dans tout l'Etat lithuanien.

Observations. — La délégation lithuanienne estime qu'il ne saurait y avoir qu'une seule langue officielle dans l'Etat lithuanien. Elle ne s'opposerait toutefois point à l'introduction de la langue polonaise comme officielle, à côté de la langue lithuanienne, dans le territoire de Vilna, si la Diète de ce territoire le décidait ainsi. Elle ne pourrait cependant, en aucun cas, souscrire à l'introduction du polonais comme langue officielle dans le reste de la Lithuanie, où l'élément polonais ne dépasse guère les 2 1/2 à 3 % de la population, laquelle d'ailleurs possède également le lithuanien.

Art. 7. — Dans tout l'Etat lithuanien, les garanties les plus larges seront assurées à toutes les minorités ethniques, en ce qui concerne l'enseignement, la religion, la langue et le droit d'association.

Observations. — La Lithuanie ne saurait prendre les engagements contenus dans cet article que vis-à-vis de la Société des Nations.

Art. 8. — Pour assurer la liaison de la politique étrangère des deux pays, les deux Diètes polonaise et lithuanienne désigneront, suivant le système de la représentation proportionnelle, deux délégations en nombre égal, choisies de façon à ce que les principaux partis soient représentés. Ces délégations, siégeant en commun, décideront à la majorité des voix quelles sont les questions qui intéressent en commun les deux pays.

Les actes de politique étrangère d'intérêt commun, qui exigent une sanction législative, seront soumis, en premier lieu, aux deux délégations siégeant en commun. Le texte approuvé par elles sera présenté à la ratification des deux Diètes.

En route, les deux gouvernements nommeront chacun des représentants en nombre égal, qui formeront un Conseil des Affaires étrangères. Ce Conseil aura pour fonctions d'assurer l'étude des questions qui intéressent en commun les deux pays et de préparer un programme d'action commune. Il rédigera un rapport pour les conférences périodiques des deux gouvernements.

Observations. — La délégation lithuanienne estime que la dénomination « Secrétariat commun » correspond amplement à l'organisation créée pour l'étude des questions qui intéressent en commun les deux pays et pour préparer un programme d'action commune.

Art. 9. — Une convention militaire défensive sera signée entre les deux Etats sur les bases suivantes :

Art. 6. — La langue lithuanienne sera la langue officielle dans tout l'Etat. Toutefois, sur la demande de la Diète du territoire de Vilna, la langue polonaise pourra également être déclarée langue officielle, dans les limites du dit territoires autonome de Vilna.

Art. 7. — L'Etat lithuanien s'engagera, vis-à-vis de la Société des Nations, à assurer les garanties les plus larges à toutes les minorités ethniques en ce qui concerne l'enseignement, la religion, la langue et le droit d'association.

Art. 8. — Pour assurer la liaison de la politique étrangère des deux pays, les gouvernements nommeront chacun des représentants en nombre égal, qui formeront un Secrétariat commun des Affaires étrangères. Ce Secrétariat aura pour fonctions d'assurer l'étude des questions qui intéressent en commun les deux pays et de préparer un programme d'action commune. Il rédigera un rapport pour des conférences périodiques des deux gouvernements.

Art. 9. — Une convention militaire défensive sera signée entre les deux Etats.

Art. 6. — The Lithuanian and Polish languages shall be official languages throughout the whole Lithuanian State.

Remarks. — The Lithuanian Delegation considers that there cannot be more than one official language in the Lithuanian State. It would, however, have no objection to the introduction of Polish as an official language, as well as Lithuanian, in the territory of Vilna, if the Diet of that territory so decided. It could, however, in no case agree to the introduction of Polish as the official language in the rest of Lithuania where the Polish element hardly exceeds $2\frac{1}{2}$ or 3 % of the population and, moreover, speaks Lithuanian.

Art. 7. — All racial minorities throughout the whole Lithuanian State shall be granted the widest guarantees in respect of education, religion, language and the right of association.

Remarks. — Lithuania could be responsible for the obligations contained in this Article to the League of Nations alone.

Art. 8. — In order to ensure co-operation in the foreign policies of the two countries, the Polish and Lithuanian Diets shall appoint, in accordance with the system of proportional representation, two delegations of equal numbers, elected in such a way as to represent the principal parties. These delegations, sitting together, shall determine by a majority vote what questions are of common interest to both countries.

Documents regarding foreign policy which are of common interest and which require legislative sanction shall, in the first instance, be submitted to the two delegations sitting together. The text approved by them shall be laid before both Diets for ratification.

Further, the two Governments shall appoint an equal number of representatives, who will form a common Council for Foreign Affairs. The duty of this Council shall be to consider questions which are of common interest to the two countries, and to prepare a programme of common action. The Council shall draw up a report for the periodic conferences of the two Governments.

Remarks. — The Lithuanian Delegation considers that the term "common Secretariat" completely covers the organisation created to consider questions of common interest to the two countries, and to prepare a programme of common action.

Art. 9. — A defensive military agreement shall be concluded between the two States in accordance with the following principles:

Art. 6. — The Lithuanian language shall be the official language throughout the whole State. The Polish language may, however, on the request of the Diet of the Vilna territory, be declared the official language within the limits of the abovementioned autonomous territory of Vilna.

Art. 7. — The Lithuanian State shall agree to grant, and to be responsible to the League of Nations for, the widest guarantees to all racial minorities in respect of education, religion, language and the right of association.

Art. 8. — In order to ensure co-operation in the foreign policy of the two countries, the two Governments shall each appoint an equal number of representatives who shall form a common Secretariat for Foreign Affairs. The duty of this Secretariat shall be to consider questions of common interest to the two countries, and to prepare a programme of common action. The Secretariat shall draw up a report for periodic conferences of the two Governments.

Art. 9. — A defensive military agreement shall be concluded between the two States.

a) Entente entre les deux états-majors pour l'adoption de méthodes d'instruction et d'organisation des troupes.

b) Entente entre les deux états-majors dès le temps de paix pour la préparation d'un plan d'action commun en cas de guerre, ainsi que pour régler, etc.

Observations. — La délégation lithuanienne déclare que chacun des deux Etats doit pouvoir se prononcer souverainement sur l'entrée en jeu de la Convention militaire défensive. Aucun d'eux ne saurait être tenu de se conformer à la décision d'un tiers.

Art. 10. — Une convention économique allant au delà de la clause de la nation la plus favorisée sera conclue entre les deux pays.

Les deux pays accepteront le principe de la libre admission réciproque de leurs produits, avec les exceptions rendues nécessaires, soit par leur régime fiscal intérieur, soit, en attendant l'établissement d'un régime monétaire commun, par la disparité des changes.

Un Conseil économique commun, comprenant trois représentants de chaque gouvernement, sera chargé :

a) de veiller à l'application de l'accord douanier ;

b) de préparer éventuellement les modifications ;

c) d'étudier toutes questions économiques d'intérêt commun (transports et voies de communication, régime monétaire, régime fiscal, monopoles, achats de marchandises à l'étranger, conventions économiques).

Il présentera aux deux gouvernements un rapport commun.

Observations. — A propos du paragraphe 2 de l'article 10, la délégation lithuanienne déclare qu'elle préfère le texte adopté à Bruxelles par les délégations lithuanienne et polonaise.

En ce qui concerne le § 3, la délégation estime qu'en proposant la formule d'un caractère plus général, elle donne au Conseil commun une plus grande latitude pour l'étude des questions économiques d'intérêt commun. En particulier, une surveillance quelconque de l'application de l'accord douanier constituerait une ingérence tout à fait inadmissible et, d'ailleurs, impraticable dans l'administration intérieure de chacun des deux Etats. En outre l'attribution de pareilles fonctions au Conseil serait la source de malentendus perpétuels entre les deux administrations.

Art. 11. — La Lithuanie assurera à la Pologne le libre accès à la mer et le libre transit.

En outre, en ce qui concerne le port de Memel, les deux pays se mettront d'accord sur un régime qui, tout en donnant la souveraineté à la Lithuanie, réserverait à la Pologne le droit d'utiliser en tout temps le port, ainsi que le Niémen, pour toutes catégories de transports,

Il appartient aux deux gouvernements de décider en commun si une guerre où l'un des deux pays est au risque d'être engagé, offre un caractère défensif et si, en conséquence, les deux pays sont tenus de se prêter un mutuel appui.

Note. — Des propositions sur les bases de cette convention seront faites par la délégation après consultation de l'état-major lithuanien.

Art. 10. — Une convention économique allant au delà de la clause de la nation la plus favorisée sera conclue entre les deux pays.

Les deux parties conviennent de faire étudier par des experts un système de rapprochement économique entre les deux pays sur la base de la libre entrée réciproque de telles catégories de leurs produits respectifs dont l'échange servirait au mieux les intérêts économiques des deux Etats, sans que ce système les oblige à adopter une même politique douanière vis-à-vis des tierces Puissances. Les experts étudieront, en outre, les possibilités de rapprochement en ce qui concerne le système monétaire.

Un Conseil économique commun, comprenant trois représentants de chaque Gouvernement, sera chargé d'étudier toutes questions économiques d'intérêt commun. Il présentera aux deux gouvernements un rapport commun.

Art. 11. — La Lithuanie assurera à la Pologne le libre accès à la mer. Les deux pays assureront l'un à l'autre le libre transit.

La Lithuanie s'engage à conclure avec la Pologne une convention garantissant le libre usage du port de Memel et du fleuve Niémen pour toutes catégories de transports. Toutefois en cas d'une guerre entre la Pologne et une tierce

(a) Co-operation between the two General Staffs, with a view to the adoption of methods of instruction and organisation of troops.

(b) Co-operation between the two General Staffs in time of peace for the preparation of a common plan of action in case of war, and for regulating, etc.

Remarks. — The Lithuanian Delegation declares that each of the two States must be able to decide independently upon the coming into effect of the defensive military Convention. Neither country could bind itself to conform to the decision of a third party.

Art. 10. — An economic convention, going beyond the most-favoured-nation clause, shall be concluded between the two countries.

The two countries shall accept the principle of reciprocal free admission for their products, with such exceptions as are rendered necessary by their internal fiscal system, or, pending the adoption of a common monetary system by the equality in the exchange.

A joint economic Council, consisting of three representatives of each Government, shall be appointed :—

(a) to supervise the application of the Customs Convention ;

(b) to prepare any necessary amendments therein ;

(c) to investigate all economic questions of common interest (transport, means of communication, monetary system, fiscal system, monopolies, purchase of goods in foreign countries, economic conventions).

This Council shall submit a joint report to the two Governments.

Remarks. — With regard to paragraph 2 of Article 10, the Lithuanian Delegation declares that it prefers the reading adopted at Brussels by the Lithuanian and Polish Delegations.

With regard to paragraph 3, the Delegation considers that, in proposing a formula of wider scope, it gives the joint Council more latitude for the *investigation* of economic questions of common interest. Above all, any supervision of the Customs Agreement would constitute an act of interference, which would be totally inadmissible and also impracticable, in the internal administration of each of the two States. Moreover, the attribution of such duties to the Council would be a continual source of misunderstanding between the two Administrations.

Art. 11. — Lithuania shall guarantee Poland free access to the sea and free transit.

Further, with regard to the port of Memel, the two countries shall come to an agreement on a system which, while leaving the sovereignty of Lithuania, will reserve to Poland the right at any time to use this port as well as the Niemen for the transport of all classes of goods,

The two Governments shall jointly decide whether a war into which one of the two countries seems likely to be drawn is of a defensive character and whether, consequently, the two countries should mutually assist each other.

Note. Proposals will be made by the Lithuanian Delegation on the basis of this Convention after consultation with the Lithuanian Staff.

Art. 10. — An economic convention, going beyond the most-favoured-nation clause, shall be concluded between the two countries.

The two parties shall agree to the study by experts of a scheme of closer economic relations between the two countries on the basis of reciprocal free admission for such of their respective products as will, by their exchange, benefit the economic interests of the two countries ; this scheme shall not, however, oblige them to adopt a similar Customs policy towards other Powers. The experts shall also consider the possibilities of closer relations in respect of the monetary system.

A joint economic Council, consisting of three representatives of each Government, shall be appointed to investigate all economic questions of common interest. It shall submit a joint report to the two Governments.

Art. 11. — Lithuania shall guarantee Poland free access to the sea. The two countries shall guarantee each other free transit.

Lithuania undertakes to conclude with Poland a Convention guaranteeing the free use of the port of Memel and the River Niemen for all classes of goods. However, in the event of a war between Poland and a third Power,

y compris les munitions et le matériel de guerre. Si un accord était obtenu, M. Hymans demanderait à la Société des Nations d'appuyer le programme adopté auprès des Puissances alliées.

Observations. — La délégation lithuanienne maintient le principe de projet d'accord. Toutefois, elle croit nécessaire de préciser, en conformité avec le droit international, l'attitude de la Lithuanie pour le cas d'une guerre entre la Pologne et une tierce Puissance, pendant laquelle la Lithuanie resterait neutre.

Art. 12. — Dans le cas où des dissentiments surgiraient entre les deux pays au sujet de l'exécution de la présente Convention, les deux pays s'engagent à se soumettre à la décision d'un arbitre désigné par la Société des Nations, avec leur agrément.

Puissance, pendant laquelle la Lithuanie resterait neutre, la Pologne ne pourra user du port de Memel pour le transport de la contrebande de guerre.

Art. 12. — En cas de désaccord sur l'interprétation de la présente Convention, les deux pays s'engagent à se soumettre à la décision de la Cour internationale de Justice.

Dans le cas où des dissentiments surgiraient entre les deux pays au sujet de l'exécution de la présente Convention, les deux pays s'engagent à se soumettre à la décision d'un arbitre désigné avec leur agrément par la Société des Nations.

Observations. — La délégation lithuanienne a introduit un paragraphe spécial stipulant la soumission de tout désaccord sur l'interprétation de l'accord à la Cour permanente de Justice internationale.

Art. 13. — Dans le cas où la Pologne ou la Lithuanie auraient, dans la suite, à proposer des modifications du présent accord, elles s'engagent à en saisir le Conseil de la Société des Nations.

Art. 13. — Dans le cas où la Pologne ou la Lithuanie auraient, dans la suite, à proposer des modifications du présent accord, elles s'engagent à en saisir le Conseil de la Société des Nations.

III.

LETTRE DE M. HYMANS AU REPRÉSENTANT POLONAIS

Genève, le 12 septembre 1921.

Monsieur le Délégué,

J'ai l'honneur de vous prier de me faire connaître quelle est la réponse du Gouvernement polonais à la demande que je vous ai prié de lui transmettre le 3 septembre dernier. Il m'est indispensable de savoir si le projet avec la Lithuanie, que j'ai eu l'honneur de vous remettre, lui paraît acceptable, afin de me rendre compte de la façon dont doivent se poursuivre les négociations auxquelles il a accepté de prendre part.

Agréé, je vous prie, Monsieur le Délégué, l'assurance de mes sentiments distingués.

(Signé) HYMANS.

Monsieur le Professeur Askenazy,
Délégué de la Pologne,
Genève.

including munitions and implements of war. If an agreement should be reached, M. Hymans would request the League of Nations to urge upon the Allied Powers the acceptance of the programme adopted.

Remarks. — The Lithuanian Delegation retains the principle of the Draft Agreement. It believes it necessary, however, to define, in accordance with international law, the attitude of Lithuania in the event of a war between Poland and a third Power in which Lithuania remains neutral.

Art. 12. — If any disagreement should arise between the two countries as to the execution of the present Convention, the two countries pledge themselves to accept the decision of an arbitrator, appointed by the League of Nations with their consent.

Remarks. — The Lithuanian Delegation has introduced a special paragraph providing for the submission of all disputes as to the interpretation of the agreement to the Permanent Court of International Justice.

Art. 13. — If Poland or Lithuania should, in future, desire to propose amendments in the present agreement, they undertake to submit such amendments to the Council of the League of Nations.

in which Lithuania remains neutral, Poland shall not use the port of Memel for the transport of contraband of war.

Art. 12. — In the event of any disagreement as to the *interpretation* of the present Convention, the two countries pledge themselves to accept the decision of the International Court of Justice.

If any disagreement should arise between the two countries as to the *execution* of the present Convention, the two countries pledge themselves to accept the decision of an arbitrator, appointed with their consent by the League of Nations.

Art. 13. — If Poland or Lithuania should, in future, desire to propose amendments in the present agreement, they undertake to submit such amendments to the Council of the League of Nations.

III.

LETTER FROM M. HYMANS TO THE POLISH REPRESENTATIVE.

[Translation.]

Geneva, September 12th, 1921.

Sir,

I have the honour to request you to inform me of the Polish Government's reply to the request which, on September 3rd, I asked you to transmit to it. It is essential that I should know whether the draft agreement with Lithuania, which I had the honour to transmit to you, appears acceptable to the Polish Government, so that I may know how the negotiations, in which your Government has agreed to take part, should be proceeded with.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) HYMANS.

To Professor Askenazy,
Polish Delegate,
Geneva.

IV.

RÉPONSE DU REPRÉSENTANT POLONAIS AU PROJET D'ACCORD.

DÉLÉGATION POLONAISE
AUPRÈS DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS.
N° 1733.

Genève, le 13 septembre 1921.

Monsieur le Président,

En réponse à votre note du 12 courant et en me référant à ma lettre, que je vous ai adressée le même jour, j'ai l'honneur de déclarer ce qui suit :

1. Considérant que le Gouvernement polonais, par sa note du 15 juillet, a accepté la résolution du Conseil de la Société des Nations du 28 juin, approuvant l'avant-projet transactionnel le 20 mai comme base de discussion entre les délégations polonaise et lithuanienne, et que cette résolution reste en pleine vigueur, le Gouvernement polonais ne voit aucune raison de modifier son attitude.

2. Par conséquent, le Gouvernement polonais est prêt, comme il l'a déclaré le 15 juillet, à reprendre immédiatement les négociations directes sur la base de l'avant-projet susmentionné et conformément à la résolution susdite du Conseil, bien entendu en supposant que le Gouvernement de Kowno retire antérieurement son refus d'accepter cette résolution, contenu dans sa réponse du 24 juillet, et qu'en même temps il donne les assurances nécessaires quant au changement de son attitude vis-à-vis de la population polonaise de la Lithuanie de Kowno, conformément aux représentations faites par le Gouvernement polonais dans sa note adressée au Conseil et à Votre Excellence, en date du 19 juillet.

3. Dans ces conditions, vu qu'il n'y a pas lieu de passer outre à la dernière résolution du Conseil en date du 28 juin 1921, le Gouvernement polonais estime qu'il n'y a pas lieu non plus pour qu'il se prononce soit sur le nouveau projet d'accord, soit sur la nouvelle méthode proposée pour en assurer l'acceptation en bloc.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) S. ASKENAZY.

Son Excellence Monsieur Paul Hymans,
Ministre d'Etat, Membre du Conseil
de la Société des Nations,
Genève.

IV.

REPLY FROM THE POLISH REPRESENTATIVE
TO THE DRAFT AGREEMENT.

Translation.]

POLISH DELEGATION
TO THE LEAGUE OF NATIONS.
No. 1733.

Your Excellency,

Geneva, September 13th, 1921.

In reply to your note of the 12th instant, and with reference to my letter addressed to you on the same day, I have the honour to make the following statement :—

1. In view of the fact that the Polish Government, by its note of July 15th, accepted the resolution of the Council of the League of Nations dated June 28th, approving the preliminary draft agreement of May 28th as a basis of discussion between the Polish and Lithuanian Delegations, and that this resolution remains in full force, the Polish Government sees no reason to change its attitude.

2. The Polish Government is accordingly prepared, as it stated on July 15th, immediately to resume direct negotiations on the basis of the preliminary draft and in accordance with the resolution of the Council, assuming, of course, that the Kowno Government first withdraws its refusal given in its reply of July 24th—to accept this resolution, and that at the same time it gives the necessary guarantees regarding its change of attitude towards the Polish population of Kowno, Lithuania, in conformity with the representations made by the Polish Government in its note addressed to the Council and to Your Excellency on July 19th.

3. Under these circumstances, as there is no reason to set aside the last resolution of the Council dated June 28th, 1921, the Polish Government considers that there is also no reason for it to give its opinion either on the new draft agreement or on the new method proposed to secure its acceptance as a whole.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) S. ASKENAZY.

His Excellency Monsieur Paul Hymans,
Minister of State, Member of the Council
of the League of Nations,
Geneva.

V.

LETTRE DU REPRÉSENTANT LITHUANIEN EN RÉPONSE A UNE LETTRE DU
MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE POLOGNE.¹

DÉLÉGATION DE LITHUANIE

A LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS.
N° 762.

Genève, le 20 septembre 1921.

Monsieur le Président,

La délégation de Lithuanie à la Société des Nations a l'honneur de vous présenter, sous ce pli, une réponse du Gouvernement lithuanien au mémoire adressé à la Société par les députés de langue polonaise à la Diète de Lithuanie, en date du 16 juin 1921.

Nous nous sommes contentés, dans cette brève réponse, de réfuter, par une simple reconstitution de faits et de dates, les assertions inexactes qui abondent dans le mémoire polonais, ainsi qu'il est exposé dans la lettre du 16 juillet 1921 consacrée au même sujet par S. Ex. M. de Skirmunt, Ministre polonais des Affaires étrangères.

La délégation de Lithuanie eût sans doute préféré ne pas répondre à des accusations dont le caractère tendancieux transparait aussi clairement à travers une rédaction dénuée de tout souci de bienséance ; étant donné, toutefois, que la Société des Nations, en dépit de la présence dans notre Etat d'une Commission de contrôle nommée par elle, a estimé utile de respecter, même en cette occasion, le haut principe de publicité dont elle s'inspire, nous estimons de notre devoir et de la dignité de notre nation de rétablir la vérité et, ce faisant, nous avons le sentiment de défendre, en même temps que l'honneur de notre Etat, le haut prestige de la Société des Nations.

Veuillez agréer, je vous prie, Monsieur le Président, les assurances de ma plus haute considération.

(Signé) GALVANAUSKAS,
Président de la délégation de Lithuanie
à la Société des Nations.

A Son Excellence Monsieur le Président
du Conseil de la Société des Nations,
Genève.

RÉPONSE DE LA DÉLÉGATION LITHUANIENNE AU MÉMOIRE PRÉSENTÉ PAR LES DÉPUTÉS POLONAIS
DE LA DIÈTE LITHUANIENNE A LA SOCIÉTÉ DES NATIONS, EN DATE DU 16 JUIN 1921.

Le mémoire présenté à la Société des Nations par la fraction polonaise de l'Assemblée constituante de Lithuanie s'ouvre par un véritable réquisitoire contre les autorités lithuaniennes accusées d'une persécution systématique de l'élément polonais de l'Etat lithuanien.

Ayant défini l'appel du groupe des députés polonais à la Société des Nations comme une « démarche suprême de défense des droits humains, citoyens (civiques) et nationaux des Polonais dans cet Etat », le mémoire ajoute : « Tous les efforts employés dans ce but dans les limites de la v

¹ Voir *Journal officiel*, II^e année, N° 8, pages 872-878.

V.

LETTER FROM THE LITHUANIAN REPRESENTATIVE IN REPLY TO A LETTER
FROM THE POLISH MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS.¹

[Translation.]

LITHUANIAN DELEGATION
TO THE
LEAGUE OF NATIONS.
No. 762.

Geneva, September 20th, 1921.

Sir,

The Lithuanian Delegation of the League of Nations has the honour to submit to you here-with a reply by the Lithuanian Government to the memorandum addressed to the League by the Polish deputies in the Lithuanian Diet on June 16th, 1921.

In this short reply, we have confined ourselves to refuting by a simple reconstruction of facts and dates the many inexact assertions which are contained in the Polish memorandum and in the letter on the same subject, dated July 16th, 1921, from H. E. M. de Skirmunt, the Polish Minister for Foreign Affairs.

The Lithuanian delegation would undoubtedly have preferred not to reply to accusations whose contentious character is clearly shown by a text devoid of all regard for the proprieties; as, however, in spite of the presence in this territory of a Committee of Control appointed by the League of Nations, the latter considered it desirable, even on this occasion, to respect the fundamental principle of publicity by which it is guided, we consider that our duty and the dignity of our nation require that the truth should be established, and in so doing we believe ourselves to be defending not only the honour of our State but also the high prestige of the League of Nations.

I have the honour to be, Sir,

(Signed) GALVANAUSKAS,
President of the Lithuanian
Delegation to the League of Nations.

To the President of the Council
of the League of Nations,
Geneva.

REPLY OF THE LITHUANIAN DELEGATION TO THE MEMORANDUM SUBMITTED BY THE POLISH DEPUTIES
IN THE LITHUANIAN DIET TO THE LEAGUE OF NATIONS ON JUNE 16th, 1921.

The memorandum submitted to the League of Nations by the fraction of the Lithuanian Constituent Assembly begins with a positive charge against the Lithuanian authorities, which are accused of carrying out a systematic persecution of the Polish element in Lithuania.

Having defined the appeal made to the League of Nations by the group of Polish deputies as a "supreme effort in defence of the human, civic and national rights of the Poles in this country", the memorandum adds: "All efforts made with this object within the country itself have hitherto

¹ See *Official Journal*, 2nd Year, No. 8, pages 872-878.

intérieure du pays n'ont jusqu'ici abouti à aucun résultat » ; et, un peu plus loin : « La réalité démontre à chaque moment que l'existence nationale des Polonais habitant le territoire soumis à la Diète de Kovno est de plus en plus menacée. »

Le Gouvernement lithuanien n'a point connaissance qu'un semblable effort ait jamais été tenté par l'élément polonais de Lithuanie. Etant donné que les députés polonais jouissent du droit d'interpellation à la Diète, ils eussent certainement fait usage de ce droit, si les accusations formulées dans le mémoire correspondaient à la réalité et n'étaient pas une simple manœuvre employée par certains facteurs étrangers en vue de discréditer le Gouvernement lithuanien à une époque où doivent être définitivement réglées les deux questions si graves de Vilna et des relations générales entre la Pologne et la Lithuanie. Il convient aussi de rappeler qu'à l'époque où commença l'organisation de l'Etat lithuanien, des sièges furent réservés aux Polonais dans le cabinet des Ministres et à la représentation nationale, mais que ceux-ci refusèrent de participer à l'œuvre de la reconstitution de cet Etat. De même, lorsque vers la fin de l'année 1918, M. Slezevicius, alors Président du Conseil, entreprit l'organisation d'une armée nationale, les Polonais de Vilna furent invités à constituer des unités polonaises avec un commandement dans leur langue. Toutefois, la jeunesse polonaise préféra se mettre au service de la Pologne, sans se soucier de l'invasion bolchéviste qui ravageait son pays natal. Aujourd'hui encore, cette jeunesse se trouve hors des frontières de l'Etat lithuanien actuel et il n'est vraiment pas permis d'affirmer qu'en prenant service dans les rangs de l'armée de Zeligowski, elle fasse un effort pacifique en vue d'améliorer son sort, ni que les grands propriétaires lithuaniens qui se sont fait inscrire dans des organisations telles que les P. O. W. ou les S. N. contribuent à la pacification et à la reconstitution de leur patrie. Il est exact qu'en 1919 fut organisé un comité de citoyens polonais de Lithuanie, qui se déclara pour une Lithuanie indépendante ; mais son existence fut de courte durée et son organisateur, Thomas Zan, bientôt impliqué dans les intrigues des P. O. W., s'enfuit en Pologne où il mène, aujourd'hui encore, une action des plus violentes contre la Lithuanie.

Il est également exact que, vers la même époque, les députés polonais à la Constituante se sont déclarés pour une Lithuanie indépendante, étroitement liée à la Pologne ; toutefois, au moment du danger, quand le général polonais Zeligowski, après avoir occupé Vilna, pénétra dans l'intérieur du pays, et quand toutes les fractions minoritaires de la Lithuanie s'unirent pour la défense de la patrie, seuls les députés polonais persistèrent dans leur attitude sinon d'hostilité, du moins de parfaite indifférence.

Si nous passons maintenant aux accusations des députés polonais, nous rencontrons, en premier lieu, l'assertion nettement tendancieuse selon laquelle « les circonscriptions établies par les autorités lithuaniennes ne correspondraient à aucune unité géographique ». Or, il est aisé de démontrer qu'en les créant, le Gouvernement lithuanien s'appuyait sur les plus sérieuses données historiques. Pour ne citer qu'une seule de ces circonscriptions, celle de Roseiny, indiquée plus spécialement dans le mémoire polonais, nous constatons qu'elle s'étend jusqu'à Kedainy et que, en parfaite conformité avec les témoignages de l'histoire, elle englobe toute la Samogitie de l'est, province qui, dans les temps anciens, envoyait précisément des délégués au Seim de Roseiny. Le territoire de la circonscription actuelle correspond donc exactement à l'unité électorale ancienne. Il convient de faire observer également qu'en allant au-devant du désir des Polonais et en créant de Kedainy, Kovno, Vilkomir et Zereny, localités où l'on rencontre quelques rares îlots de Lithuaniens polonisés, une seule circonscription, on eût abouti à une figure géométrique beaucoup plus étrange encore et certainement plus digne que la circonscription actuelle du nom de « bande étroite de territoire » que lui décerne injustement le mémoire polonais.

A la page 4 du mémoire, nous rencontrons le passage suivant :

« D'une part, dans les communes purement lithuaniennes, nous pouvons citer des faits où plus de 100 % du nombre total d'électeurs enregistrés ont déposé leur vote (par exemple, dans la commune d'Ejragola plus de 130 % d'électeurs ont voté). »

Il est parfaitement exact que, dans les listes d'électeurs dressées à la hâte, quelques noms furent omis. D'après le protocole du comité électoral de la commune d'Ejragola, en date du 21 avril 1920, il apparaît, en effet, que 287 personnes ayant droit au vote ne furent pas inscrites. Toutefois, après s'être acquittés des formalités requises, ces électeurs furent autorisés par le comité à prendre

proved fruitless," and, later, "events show us at each moment that the national existence of the Poles inhabiting the territory subject to the Kowno Diet is being threatened more and more."

The Lithuanian Government is not aware that any endeavour has at any time been made by the Polish element in Lithuania. As the Polish deputies possess the right of interpellation in the Diet, they would undoubtedly have made use of this right if the accusations contained in the memorandum were well founded, and were not merely a manoeuvre resorted to by certain foreign elements for the purpose of discrediting the Lithuanian Government at a moment when a final settlement of the two serious questions—that of Vilna, and that of the general relations between Poland and Lithuania—is within measure of realisation. It should also be remembered that when the Lithuanian State was first organised, seats were reserved for Poles in the Cabinet and in the representative body of the nation, but that the latter country refused to take part in the work of reconstructing this State. In the same way, when, towards the close of 1918, M. Slezevicius, then President of the Council, undertook the organisation of a national army, the Poles of Vilna were invited to form Polish units under a Polish-speaking command. The Polish youth preferred, however, to enter the service of Poland, regardless of the Bolshevik invasion which was laying waste their native land. To-day, these young men are still beyond the frontiers of the present Lithuanian State, and it is totally untrue to affirm that, by serving in the Army of Zeligowski, they are making an effort towards the attainment of peace with a view to improving their own conditions, and that the Lithuanian landed proprietors who have become Members of Organisations such as the P.O.W. or the S.N. are contributing to the peace and reconstruction of their country. It is true that a Committee of Polish citizens of Lithuania was organised in 1919 and declared itself in favour of an independent Lithuania. But its existence was of short duration and its promoter, Thomas Zan, was quickly involved in the intrigues of the P.O.W. and fled to Poland, where he is to-day still conducting the most violent campaign against Lithuania.

It is also true that at about the same period the Polish deputies in the Constituent Assembly declared themselves in favour of an independent Lithuania closely bound up with Poland; at the critical moment, however, when the Polish General Zeligowski, after occupying Vilna, penetrated to the interior of the country, and when all the fractional minorities of Lithuania allied themselves in the defence of the country, the Polish deputies alone persisted in their attitude which, if not actually hostile, was at any rate one of complete indifference.

If we now turn to the accusations made by the Polish deputies, we immediately encounter a clearly contentious statement, according to which "the electoral areas established by the Lithuanian authorities do not correspond to any geographical unit." Now, it is easy to prove that, in establishing these areas, the Lithuanian Government was guided by the most definite historical principles. To quote only one of the areas as an example, that of Rosėiny, which is accorded special mention in the Polish memorandum, we may observe that it extends as far as Kedainy, and that, in complete conformity with the trend of history, it includes the whole of Eastern Samogity, a province which, in former times, sent its delegates to the Seim of Rosėiny. The present area therefore corresponds exactly to the former electoral unit. It should also be remarked that, were the wishes of Poland to be met, and a single area established for the Kedainy, Kowno, Vilkomir and Zereny districts, which include a few scattered settlements of Lithuanians with Polish tendencies, the result would have been a geometrical figure far stranger than the present one, and certainly more worthy to be called a "narrow strip of territory," as the present area is unjustly described in the Polish memorandum.

On page 4 of the memorandum we find the following passage :—

"On the one hand, in districts which are purely Lithuanian, instances may be given where more than 100 per cent. of the total number of electors on the register recorded their vote (for instance, in the district of Ejragola, more than 130 per cent. of electors voted)."

It is perfectly true that certain names were omitted from the lists of electors, which were drawn up in great haste. According to the protocol of the electoral Committee of the commune of Ejragola, dated April 21st, 1920, it would, in fact, appear that 287 persons possessing the right to vote were not included. These electors, however, were authorised by the Committee to take part in

part au vote. Même en admettant que le nombre des votants ait dépassé le 100 % des électeurs inscrits, on obtiendrait non pas 130 %, comme l'affirme le mémoire, mais 117 % à peine.

A la page 5, les Polonais affirment que l'agitation électorale n'a eu aucun accès dans les casernes. Il s'agit ici d'une loi militaire générale qui interdit aux personnes étrangères de fréquenter les casernes et aux militaires de participer aux organisations politiques, et même de prendre un part quelconque à la vie politique du pays.

Un peu plus loin, à la même page, le mémoire polonais dit :

« Cet état de choses permettrait tout de même au gouvernement de transporter au moment voulu des détachements entiers de troupes, afin de les faire voter dans les districts les moins sûrs sous le rapport de la prédominance de l'élément lithuanien. »

Nous nous contenterons de répondre qu'aucun ordre de cette nature n'a jamais été même envisagé par le Gouvernement lithuanien. Etant donné la tension qui existait à cette époque entre la Lithuanie et la Pologne, le gros de l'armée lithuanienne était massé dans le voisinage du front d'où il ne pouvait, sous aucun prétexte, être retiré en raison des rumeurs qui circulaient à Vilna sur les mesures envisagées par les Polonais en vue d'empêcher les élections à l'Assemblée constituante de Lithuanie. D'ailleurs, en vertu de la loi du 5 mars 1920, les détachements de l'armée qui, au moment des élections, accomplissent leur service près des lignes de démarcation, ne participent pas aux élections. En outre, le droit de vote ayant été accordé à l'armée quinze jours avant les élections, il a fallu, au dernier moment, arrêter les dispositions nécessaires, préparer les listes de détachements et d'électeurs et les présenter à la commission électorale centrale. Au surplus ces détachements, qui, pour des raisons de service, étaient sujets à des déplacements continuels au moment des élections, ne se trouvaient pas en mesure d'y participer.

En ce qui concerne l'assertion polonaise selon laquelle « les Polonais possèdent à Kovno une prépondérance numérique notable », son inexactitude est démontrée par les élections municipales de 1921 dans lesquelles, sans que l'armée y participât, les Polonais n'obtinrent que 17 sièges sur un nombre total de 55.

Les Polonais prétendent ensuite que les « autorités lithuaniennes terrorisaient la population polonaise pendant les élections et la privaient de toute liberté de vote ». Comme exemple, ils citent le procès des Pashkevitch père et fils. Nous nous contenterons de faire observer que les dites personnes étaient accusées par le tribunal non d'agitation en faveur de la liste polonaise, mais, ainsi que l'établit dans son verdict le tribunal militaire, d'avoir ridiculisé l'armée lithuanienne et répandé des nouvelles alarmantes sur la situation politique et économique du pays au moment d'un conflit armé avec la Pologne.

En ce qui concerne l'amnistie dont le mémoire polonais fait mention, celle-ci ne s'étend pas aux personnes coupables d'agitation et d'action en faveur d'un Etat en guerre avec la Lithuanie. Les personnes citées dans le mémoire furent condamnées non pas pour leurs « tendances », mais pour des actes constituant une révolte armée contre l'Etat.

Le Mémoire polonais affirme plus loin que : « Le groupe polonais (à la Diète de Lithuanie) n'a obtenu aucune place dans la « petite Diète », etc. Le même groupe n'a également obtenu aucune place dans la Commission politique et militaire de la Diète ». L'absence des Polonais à la « petite Diète » s'explique par le fait que cette Diète n'était composée que de six membres élus par l'Assemblée constituante, ainsi que du Président et du Vice-Président de la dite Assemblée. Les Commissions des Affaires étrangères et de la défense nationale ne comptaient que très peu de membres, les fractions de la Diète y étaient représentées dans les proportions suivantes : trois chrétiens démocrates, deux socialistes-populistes, un socialiste-démocrate et un Juif. Les Commissions composées de plus de sept membres, savoir : réforme agraire, budget, etc., comprenaient plusieurs membres appartenant aux petites fractions polonaise et allemande. Ces chiffres s'appliquent également aux membres des délégations de la Diète envoyées à l'étranger.

En ce qui concerne « l'internement à domicile » mentionné par le mémoire, le Gouvernement lithuanien, vers la fin de l'année 1920 (époque de l'invasion de Zeligowski), fut contraint de recourir à cette mesure à l'égard des personnes compromises dans l'affaire des P.O.W. La première alerte passée, ces personnes furent remises en liberté.

the voting. Even admitting that the number of voters was more than 100 per cent. of the electors inscribed, we should arrive, not at a figure of 130 per cent., as the memorandum states, but at barely 117 per cent.

On page 5, the Poles state "that the electoral agitation did not penetrate to barracks." This is the result of a general military order which forbids persons not belonging to the army to enter the barracks, and prohibits soldiers from being members of political organisations and even from taking any part in the political life of the country.

On the same page, a little further on, the Polish memorandum reads as follows :—

"This state of affairs nevertheless enabled the Government, when the time came, to transport whole detachments of troops in order to make them vote in the districts where the predominance of the Lithuanian element was least assured."

We can only reply that no order of this kind has ever been considered by the Lithuanian Government. By reason of the tension which at that time existed between Lithuania and Poland, the bulk of the Lithuanian army was massed near the frontier, from which it could on no account be withdrawn by reason of rumours which were prevalent at Vilna regarding the measures which the Poles intended to adopt to prevent the elections of the Lithuanian Constituent Assembly. Moreover, in virtue of the law of March 5th, 1920, the detachments of the army which, at the time of the elections, are stationed near the lines of demarcation do not take part in the elections. In addition the right to vote having been accorded to the army 15 days before the elections, the necessary dispositions had to be made at the last moment to prepare the lists of detachments and electors, and submit them to the central electoral Committee; and, finally, those detachments which, for reasons of service, were in continual movement at the time of the elections could not take part in them.

With regard to the Polish assertion that "the Poles possessed a distinct numerical preponderance at Kowno," the inaccuracy of this statement is clearly shown by the municipal elections of 1921, in which, although the army took no part, the Poles obtained only 17 seats out of a total of 55.

The Poles further assert that the Lithuanian authorities terrorised the Polish population during the elections, "depriving it of all freedom of voting." As an example, they quote the case of Pashkevitch senior and junior. We will confine ourselves to pointing out that the parties in question were accused by the Court, not of agitation in favour of the Polish list, but, as the military court stated the case in its verdict, of having ridiculed the Lithuanian army and spread alarmist news about the political and economic situation of the country at the time of an armed conflict with Poland.

The amnesty mentioned in the Polish memorandum is not extended to persons declared guilty of agitating or acting in favour of a State at war with Lithuania. The persons referred to in the memorandum were condemned, not for their "tendencies," but for acts constituting an armed revolt against the State.

The Polish memorandum later asserted that: "The Polish Group (of the Lithuanian Diet) has obtained no place in the 'Lesser Diet,' etc." The same group has also failed to obtain a place on the political and military commission of the Diet. The absence of the Poles from the "Lesser Diet" is explained by the fact that this Diet was composed only of six members, elected by the Constituent Assembly, and of the President and Vice-President of this Assembly. The Commissions for Foreign Affairs and National Defence had only a very few representatives on it; the fractions of the Diet were represented on it in the following proportions: three Christian Democrats, two Social Populists, one Social Democrat and one Jew. The Committees composed of more than seven members, *e.g.*, Agrarian Reform, Budget, etc., comprised several members belonging to the small Polish and German fractions. These figures apply equally to the members of delegations sent by the Diet to foreign countries.

As regards the "domiciliary internment" mentioned by the memorandum, the Lithuanian Government, towards the end of the year 1920 (the time of the invasion of Zeligowski) was obliged to have recourse to this measure in the case of parties involved in the P.O.W. affair. When the first alarm was over, these persons were set at liberty.

Quant à la « provocation sur la ligne de démarcation », elle se réduit à de simples revisions effectuées, sans distinction de nationalité, sur les passants et les contrebandiers, auxquels on n'imposait rien, pour tout châtimement, qu'un renvoi dans leur pays d'origine.

Passons à la question des « cruautés des francs-tireurs ». Vers la fin de 1920, l'incident causé par l'interpellation des députés polonais à la Diète de Lithuanie, au sujet des « personnes fusillées et assassinées par les francs-tireurs », fut clos à la suite d'une déclaration du Président du Conseil, dans laquelle celui-ci constata que Sophie Karcszewska, de Jacuny, au dire des Polonais fusillée par les francs-tireurs, dans la nuit du 11 au 12 octobre, se portait à merveille, et qu'un autre « fusillé », Vladas Niedzinski, informait lui-même le Président de l'état florissant de sa santé. Nous reconnaissons, d'ailleurs, qu'il y eut à cette époque quelques victimes, mais uniquement dans les combats entre francs-tireurs et « partisans polonais », dans les rangs desquels se trouvaient un certain nombre de grands propriétaires dont les domaines étaient voisins de la ligne de démarcation. Quant aux employés de chemins de fer, soi-disant révoqués pour emploi de la langue polonaise, nous affirmons hautement qu'aucun cas de ce genre n'a jamais été signalé. Une enquête des plus minutieuses a démontré, au contraire, que l'administration des chemins de fer comptait parmi ses fonctionnaires 17 personnes originaires de l'Etat polonais et neuf autres munies de passeports de cet Etat.

Egalement dénuées de fondement sont les plaintes relatives à l'interdiction de la langue polonaise dans les administrations. Comme l'a constaté en pleine séance de la Diète le Président du Conseil, dans sa déclaration relative au mémoire, des notables lithuaniens de langue polonaise ont, les premiers et sans aucune raison, renoncé à l'emploi de leur langue dans les requêtes et les conférences avec les hauts fonctionnaires d'Etat, pour adopter celui de la langue russe.

Pour ce qui est de la défense d'imprimer des affiches cinématographiques en polonais, aucune mesure semblable n'a été envisagée par le Gouvernement lithuanien. Le 18 avril 1920, le Ministre de l'Intérieur, par une circulaire portant le numéro 748, ordonna la présence sur les affiches, à côté des inscriptions en d'autres langues, d'une partie lithuanienne. C'est à ce fait que se rapporte sans doute le mémoire polonais.

Les Polonais prétendent également que leur langue était écartée systématiquement des églises, et cela aussi bien pour les sermons que pour la confession. Qu'il nous soit permis, en réponse, de citer la circulaire numéro 447, année 1921, issue de la chancellerie de l'évêque de Samogitie et aux termes de laquelle les deux langues sont admises dans toutes les églises, même à Kovno, sauf pour le service liturgique qui, en Lithuanie, comme dans toutes les autres contrées catholiques, se fait en latin. Exception est faite pour les seules églises non paroissiales de Vytauto, du lycée de Kovno et de l'église de la garnison. Quant aux deux églises de Sainte-Gertrude et du couvent des Bénédictines, elles jouissent du privilège de l'emploi unique du polonais. Pour ce qui est du prêtre Pazewitch et de l'abbé Sawicki, à la « déportation » desquels le mémoire consacre un paragraphe entier, ils furent simplement frappés, pour non-exécution d'une prescription du commandant militaire de Kovno, d'une interdiction temporaire de séjour en cette ville.

L'inanité des reproches adressés au Gouvernement lithuanien, au sujet d'une prétendue répression de la culture polonaise, est démontrée définitivement par les données statistiques ci-après :

I. Ecoles primaires.

Une enquête effectuée le même jour (1^{er} mars 1921) sur tout le territoire de l'Etat lithuanien a donné les résultats suivants :

1. Sur un nombre total de 1864 instituteurs, se sont fait inscrire comme Polonais 27, soit 1,45 %.
2. Sur un nombre total de 100,334 élèves, 4011 se sont fait inscrire comme Polonais, soit 3,99 %.
3. Sur un nombre total de 1425 écoles, nous trouvons 20 écoles polonaises, soit 1,4 %.

II. Ecoles supérieures. (Données du 1^{er} janvier 1921.)

1. Sur 30 écoles supérieures, il existe une seule école polonaise. Toutefois, des élèves polonais fréquentent les autres écoles.
2. Sur un nombre total de 2130 élèves, 158 se sont fait inscrire comme Polonais, soit 7,41 %.

With regard to the "provocation on the line of demarcation," this amounts to nothing more than the examination of passers-by and smugglers, which was carried out without distinction of nationality, and they were sent back to their native country as the only punishment.

Let us pass on to the question of cruelties perpetrated by "francs-tireurs." Towards the end of 1920, the incident which arose out of the interpellation by the Polish Delegation to the Lithuanian Diet on the subject of "those persons shot and murdered by 'francs-tireurs'" was closed by a statement made by the President of the Council to the effect that Sophie Karczewska of Jacuny, who had, according to the Poles, been shot by 'francs-tireurs' in the night of October 11-12, was in perfect health, and that another "victim," Vladas Niedzinski, had himself informed the President that he also was perfectly well. We admit, however, that there had been some partisans," in whose ranks were to be found a certain number of the large landowners, whose domains marched with the frontier line. As regards the railway employees said to have been dismissed for using the Polish language, we distinctly affirm that no case of the kind has ever been brought to our notice. A most detailed enquiry has proved, on the contrary, that the Railway Administration counted among its employees 17 persons natives of Poland, and nine others furnished with passports from that country.

The complaints relating to the prohibition of the Polish language in the Administrative Boards are equally devoid of foundation. As the President of the Council stated at the Plenary Meeting of the Diet in his statement relating to the memorandum, leading Lithuanians speaking the Polish language were the first, without any reason, to renounce the use of their language in their appeals and conferences with the high State officials, and to adopt the Russian language.

With regard to the prohibition of printing cinematograph posters in Polish, such a measure has never been contemplated by the Lithuanian Government. On April 18th, 1920, the Minister of the Interior, in circular No. 748, ordered that in posters Lithuanian should be used side by side with other languages. This is undoubtedly the fact referred to by the Polish memorandum.

The Poles also claim that their language is systematically set aside in churches, both in sermons and in confession. We may be allowed, in reply, to quote circular No. 447 of the year 1921, issued by the office of the Bishop of Samogitia, according to which the two languages are admitted in all churches, even at Kowno, except for the liturgy, which, in Lithuania, as in all other Catholic countries, is read in Latin. An exception only is made in the case of the non-parochial churches of Vytauto, of the College at Kowno and the garrison Church. The two churches of St. Gertrude and the Convent of the Benedictines enjoy the privilege of using only Polish. As regards the Prelate Pazewitch and the Abbé Sawicki, to whose "deportation" the memorandum devotes a whole paragraph, they were only sentenced to temporary banishment from that town for the non-execution of an order of the military commandant of Kowno.

The inanity of the reproaches addressed to the Government of Lithuania on the subject of the so-called repression of Polish culture is effectively demonstrated by the following statistics:—

Primary Schools.

An investigation held the same day (March 1st, 1921) throughout the territory of the Lithuanian State gave the following results:—

1. Out of a total of 1,864 teachers, 27 declared themselves Poles, that is to say 1.45 %.
2. Out of a total of 100,334 pupils, 4,011 were Poles, that is 3.99 %.
3. Out of a total of 1,425 schools, 20 are Polish, that is to say 1.4 %.

[High Schools (Information dated January 1st, 1920).

1. Of 30 high schools, one only is Polish; nevertheless, Polish pupils also frequent the other schools.
2. Of a total of 2,130 pupils, 158 are Poles, that is to say 7.41 %.

III. Lycées.

1. Sur un nombre total de 46 lycées, 4 sont polonais.

2. Les données statistiques relatives à la nationalité des élèves ne sont pas encore définitivement établies. Des élèves lithuaniens fréquentent les lycées polonais et vice-versa. Toutefois même en admettant que la langue maternelle de tous les élèves des lycées polonais soit le polonais nous obtiendrions un chiffre de 832 Polonais sur un total de 10,641 élèves, soit 7,82 %.

Toutes les demandes de Lithuaniens de langue polonaise relativement à la création d'écoles ont toujours reçu pleine satisfaction.

Le mémoire polonais affirme, enfin, que le recensement de la population de 1897 donne 10 % aux Polonais et que ce chiffre est inférieur à la réalité. Nous opposons un démenti formel à cette assertion. Depuis 1897, le nombre des Polonais, loin d'augmenter, a subi une sensible diminution. La population lithuanienne s'est, au contraire, considérablement accrue, en raison des faits suivants :

a) Durant toute une longue période; qui précéda et suivit l'année indiquée, les publications en lithuanien demeurèrent interdites par les autorités russes.

b) Après la révolution russe de 1905, le mouvement politique prit des formes nettement démocratiques, ce qui eut pour effet d'affaiblir l'influence de la culture polonaise propagée par les nobles, propriétaires de grands domaines.

c) Durant la guerre mondiale, seules des écoles lithuaniennes ont fonctionné en Lithuanie.

d) En vue de conserver une part de leur influence, les propriétaires lithuaniens, même de culture polonaise, fondaient des écoles lithuaniennes.

Telles sont les raisons pour lesquelles au moment des élections à l'Assemblée constituante les Polonais n'obtinrent que trois sièges sur un nombre total de 112.

Les mêmes raisons ont déterminé le résultat des élections aux organisations locales et municipales, dans lequel les élections polonaises ne dépassèrent pas 3 % du nombre total des participants au vote. Voici le résultat de ces élections effectuées en 1921 :

a) Les Polonais n'ont obtenu aucun siège dans les districts de Kretinga, Rokiskis, Sakiai, Schavlié, Tanragie et Vilkovischki.

b) Les Polonais ont obtenu dans les districts :

1. d'Olita	5	sièges sur un nombre total de 287.
2. de Birze	1	» » » 341
3. de Ezeveny	10	» » » 144
4. de Kovno	32	» » » 253
5. de Kedainy	10	» » » 263
6. de Mariampol	4	» » » 304
7. de Mazeiki	1	» » » 130
8. de Ponieviege	1	» » » 269
9. de Seiny	1	» » » 87
10. de Troki	36	» » » 297
11. de Telsché	2	» » » 233
12. de Kosziény	1	» » » 285
13. de Vilkomir	5	» » » 280
14. de Outiena	1	» » » 285

Soit 110 sièges sur un nombre total de 3378
(3,2 %)

c) Elections municipales :

1. Kovno	17	sièges sur 55
2. Ponieviege	5	» 40
3. Vilkomir	6	» 36

(parlant polonais, mais de naturalisation lithuanienne).

III. Colleges.

1. Of a total of 46 colleges, 4 are Polish.

2. The statistics relating to the nationality of the pupils have not yet been definitely established. Lithuanian pupils frequent Polish colleges and vice versa. But if we assume that the mother tongue of the pupils of the Polish colleges be Polish, we shall arrive at a figure of 832 Poles out of a total of 10,641 pupils, that is to say 7.82 %.

All the requests made by the Lithuanians speaking the Polish language with regard to the opening of schools have always been granted.

The Polish memorandum affirms that the census of the population for 1897 gives 10 % to the Poles and it goes on to say that this figure is inferior to the actual state of affairs. We make a complete denial of this assertion. Since 1897 the number of Poles, instead of increasing, has markedly decreased. The Lithuanian population, on the other hand, has considerably increased owing to the following factors :—

(a) Throughout the long period which preceded and which followed the year indicated, publications in Lithuanian were forbidden by the Russian authorities.

(b) After the Russian Revolution of 1905, the political movement assumed a distinctly democratic form. This resulted in the weakening of the influence of the Polish culture, which was spread by the aristocracy, owners of great landed estates.

(c) During the world war, the Lithuanian schools alone were open in Lithuania.

(d) In order to maintain part of their influence, Lithuanian landowners, even those educated in Poland, founded Lithuanian schools.

These are the reasons why, at the time of the elections to the Constituent Assembly, the Poles only obtained three seats out of a total of 112.

The same reasons influenced the results of the elections to the local and municipal organisations, in which the Poles elected did not exceed 3 % of the total number of those voting. These are the results of the elections which took place in 1921 :—

(a) The Poles did not obtain one seat in the districts of Kretinga, Rokiskis, Saki, Schavlé, Tanragie and Vilkovischki.

(b) The Poles were elected in the following districts :—

(1) Olita	5	seats out of a total of	287
(2) Birze	1	" "	341
(3) Ezeveny	10	" "	144
(4) Kowno	32	" "	253
(5) Kedainy	10	" "	263
(6) Mariampol	4	" "	304
(7) Mazeiki	1	" "	130
(8) Ponieviege	1	" "	269
(9) Seiny	1	" "	87
(10) Troki	36	" "	297
(11) Telshé	2	" "	233
(12) Koszieny	1	" "	285
(13) Vilkomir	5	" "	280
(14) Outiena	1	" "	285
	110	" "	3,378
		(3.2 %)	

(c) Municipal Elections :—

(1) Kowno	17	out of	55.
(2) Ponieviege	5	"	40.
(3) Vilkomir	6	"	36.

(Speaking Polish, but of Lithuanian nationality.)

CONCLUSION.

Ainsi donc, nous avons réfuté avec preuves à l'appui tous les reproches, toutes les doléances injustifiées qui abondent dans le mémoire polonais. A la fin de ce mémoire, ses auteurs se lamentent de voir les Polonais se transformer, en Lithuanie, en « citoyens d'un degré inférieur » ! Le régime démocratique, qui place sur un pied d'égalité les petits et les grands propriétaires, apparaît à ces derniers comme un attentat à leurs droits héréditaires, ou plutôt à leurs privilèges aristocratiques. Mais un état de choses plus ou moins analogue règne actuellement dans toute l'Europe, et surtout dans les Etats nouvellement constitués. D'ailleurs, le régime démocratique de la Lithuanie ouvre sans distinction de classe, les perspectives les plus larges aux esprits actifs et aux bras laborieux.

(Signé) GALVANAUSKAS,
Président de la délégation lithuanienne.

CONCLUSION.

We have thus refuted all the complaints and unjustified grievances which abound in the Polish memorandum. At the end of this memorandum the writer laments the fact that Poles in Lithuania are transforming themselves into "inferior citizens". The democratic regime which places on equal footing the small and the large landowners would seem to be regarded by these latter as an attack on their hereditary rights or rather on their aristocratic privileges. But a state of things more or less analogous is prevalent throughout Europe at the present time, and especially in those States recently constituted. The democratic Government of Lithuania, moreover, throws open, without distinction of class, vast possibilities to active spirits and willing hands.

(Signed) GALVANAUSKAS,
President of the Lithuanian Delegation.

La question des réfugiés russes.¹

I

RENSEIGNEMENTS COMMUNIQUÉS PAR LES PARTICIPANTS A LA CONFÉRENCE D'ÉTUDE TENUE A GENÈVE DU 22 AU 24 AOÛT 1921, ET MÉMOIRES PRÉSENTÉS A CETTE CONFÉRENCE.

MÉ MORANDUM DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.

Les membres de la Conférence d'étude réunie à Genève le 22 août 1921, pour étudier la question des réfugiés russes, avaient été invités à communiquer des renseignements fournis par leurs gouvernements, concernant le nombre et la situation des Russes réfugiés sur leurs territoires respectifs. La Conférence a entendu, d'autre part, à titre documentaire, un exposé présenté par une délégation russe. Elle a reçu également les rapports de délégations arménienne et géorgienne. Le Gouvernement britannique, qui n'avait pu être représenté à la Conférence, a, dans la suite, fait parvenir un mémoire au Secrétaire général.

Conformément au désir exprimé par la Conférence, ces documents ont été réunis dans un même fascicule, pour être mis à la disposition des Membres de la Société des Nations.

LISTE DES COMMUNICATIONS REÇUES.

1. BULGARIE.

Communication de M. MIKOFF, Directeur du Secrétariat permanent bulgare auprès de la Société des Nations.

2. CHINE.

Communication de M. CHETCHONG-LI, premier secrétaire à la Légation de Chine à La Haye.

3. FINLANDE.

Communication de M. ENCKELL, Ministre de Finlande à Paris.

4. FRANCE.

Communication de M. de REFFYE, Consul général de France à Genève.

¹ Voir *Journal officiel*, II^e année, N^o 5-6, pages 485-510, N^o 8, pages 899-902.

The Question of Russian Refugees.¹

I.

INFORMATION PROVIDED BY MEMBERS OF THE CONFERENCE
OF ENQUIRY, HELD AT GENEVA, AUGUST 22nd—24th, 1921, AND MEMORANDA
SUBMITTED TO THAT CONFERENCE.

MEMORANDUM BY THE SECRETARY-GENERAL.

The members of the Conference of Enquiry, which met at Geneva on August 22nd, 1921, to consider the question of Russian Refugees, had been asked to submit information furnished by their Governments as to the numbers and condition of the Russian refugees in their respective territories. A statement by a Russian delegation was also read for the information of the Conference. It also received reports from the Armenian and Georgian Delegations. The British Government, which was unable to send a representative to the Conference, later forwarded a memorandum to the Secretary-General.

In accordance with the wish expressed by the Conference, these documents have been assembled, and are placed at the disposal of the Members of the League of Nations.

LIST OF DOCUMENTS RECEIVED.

1. *BULGARIA.*

Statement by M. MIKOFF, Director of the Permanent Bulgarian Secretariat to the League of Nations.

2. *CHINA.*

Statement by M. CHETCHONG-LI, First Secretary of the Chinese Legation at The Hague.

3. *FINLAND.*

Statement by M. ENCKELL, Finnish Minister at Paris.

4. *FRANCE.*

Statement by M. de REFFYE, French Consul-General at Geneva.

¹ See *Official Journal*, 2nd Year, Nos. 5-6, pages 485-510 and No. 8, pages 899-902.

5. GRANDE-BRETAGNE.

Mémoire émanant du Foreign Office.

6. GRÈCE.

Communication de M. DENDRAMIS, Directeur du Secrétariat hellénique permanent auprès de la Société des Nations.

7. POLOGNE.

Communication de M. PERLOWSKI, Directeur du Secrétariat polonais permanent auprès de la Société des Nations.

8. ROUMANIE.

Extrait de la communication de M. MARGARITESCO GRECIANO, Ministre de Roumanie à Berne.

9. TCHÉCO-SLOVAQUIE.

Communication de M. DUSEK, Ministre de Tchéco-Slovaquie à Berne.

10. ÉTAT SERBE-CROATE-SLOVÈNE.

Communication de M. YOVANOVITCH, Ministre à Berne.

11. Exposé de la délégation russe.

12. Mémoire adressé par la délégation arménienne.

13. Mémoire adressé par la délégation géorgienne.

I. SITUATION DES RÉFUGIÉS RUSSES EN BULGARIE.

Communication de M. Mikoff, Directeur du Secrétariat permanent bulgare auprès de la Société des Nations.

La Bulgarie donne asile actuellement à environ 30 000 réfugiés russes, appartenant à différentes classes de la société et établis sur divers points du royaume, notamment à Sofia et à Varna.

Pour coordonner les efforts déployés en vue de l'amélioration du sort de ces réfugiés, le Gouvernement bulgare vient de créer un Commissariat spécial pour les réfugiés russes en Bulgarie.

Une grande partie des réfugiés russes en Bulgarie sont des intellectuels, membres du corps enseignant, artistes lyriques et dramatiques, etc. Aux premiers, le Gouvernement bulgare a ouvert les portes des écoles secondaires et de l'Université ; aux seconds, il a accordé toutes les facilités pour pouvoir vivre du produit de leur art exercé sans entraves.

Les réfugiés russes, ouvriers ou agriculteurs, sont installés dans différentes usines, dans les mines, dans les campagnes.

La question de la situation juridique des réfugiés russes en Bulgarie ne se pose pas, étant donné que la légation de Russie à Sofia continue toujours à fonctionner.

Le Gouvernement bulgare s'associe, dans la limite de ses moyens, à toutes mesures recommandées par la Conférence, de nature à contribuer à la solution de cette question des réfugiés russes qui se pose à la sollicitude des gouvernements d'une façon très sérieuse.

La solution consistant dans le rapatriement des malheureux chez eux, au moment où la Russie est en proie au fléau de la famine, paraît exclue pour l'instant. Personne ne voudra rentrer

5. GREAT BRITAIN.

Memorandum from the Foreign Office.

6. GREECE.

Statement by M. DENDRAMIS, Director of the Permanent Greek Secretariat to the League of Nations.

7. POLAND.

Statement by M. PERLOWSKI, Director of the Permanent Polish Secretariat to the League of Nations.

8. ROUMANIA.

Extracts from the communication by M. MARGARITESCO GRECIANO, Roumanian Minister at Berne.

9. CZECHO-SLOVAKIA.

Statement by M. DUSEK, Czecho-Slovakian Minister at Berne.

10. SERB-CROAT-SLOVENE STATE.

Statement by M. YOVANOVITCH, Minister at Berne.

11. Statement by the Russian Delegation.

12. Memorandum by the Armenian Delegation.

13. Memorandum by the Georgian Delegation.

I. POSITION OF RUSSIAN REFUGEES IN BULGARIA.

[Translation.]

Statement by M. Mikoff, Director of the Permanent Bulgarian Secretariat to the League of Nations.

There are at present about 30,000 Russian refugees in Bulgaria, belonging to various classes of society and established in different parts of the Kingdom, especially in Sofia and Varna.

To co-ordinate the efforts made to improve the condition of these refugees, the Bulgarian Government has just formed a special Commission for Russian refugees in Bulgaria.

Amongst the Russian refugees in Bulgaria there are a great number of "intellectuals" — teachers, singers and actors, etc. The Bulgarian Government has admitted the former to the secondary schools and to the University, and has afforded them every opportunity of earning a livelihood by an unrestricted exercise of their art.

Agricultural or other workers among the Russian refugees are employed in various factories, in the mines, and on the land.

The question of the legal status of the Russian refugees does not arise, since the Russian Delegation at Sofia still continues to exercise its duties.

The Bulgarian Government is prepared, as far as possible, to comply with all measures which may be recommended by the Conference for the purpose of settling the question of Russian refugees, which is very seriously preoccupying the attention of the various Governments.

It seems impossible to solve the problem by the repatriation of these unfortunate refugees whilst their country is a prey to famine. No one would wish to return to Russia at a time when the

en Russie à l'heure même où les populations affolées du pays affamé se dirigent en masses vers les frontières pour échapper à l'enfer. Personne en Bulgarie n'admettra, à l'égard des réfugiés russes le recours au rapatriement forcé. Bien au contraire, devant l'immensité du désastre qui s'est abattu sur la Russie, le Conseil des Ministres de Bulgarie vient de décider d'accueillir encore 20,000 enfants russes menacés par la famine, ce qui porte le nombre total des réfugiés russes à la charge de la Bulgarie à 50,000 âmes.

La solution par le rapatriement forcé étant écartée, il convient de chercher d'autres moyens pour sortir de la situation créée par la présence sur le territoire et à la charge de divers pays de plusieurs milliers de réfugiés russes.

2. LA SITUATION DES RÉFUGIÉS RUSSES EN CHINE.

Communication de M. Chetchong-Li.

Permettez-moi de vous communiquer, en ce qui concerne les réfugiés russes en Chine, les quelques renseignements actuellement en ma possession ; à mon grand regret, les documents détaillés ne me sont pas parvenus à temps, à cause de la distance qui me sépare de mon pays.

Sans parler des émigrants et émigrés russes, dispersés sur toute l'étendue du territoire de la République de Chine et qui sont sous la protection des autorités locales, le nombre des réfugiés qui se trouvent seulement dans les provinces limitrophes des frontières russo-chinoises atteint quinze ou vingt mille.

Dans les provinces de Moukden, de Kirin et d'Anum, il y a un grand nombre de réfugiés russes. Leur situation juridique continue à être déterminée par l'ancien traité entre l'Empire russe et la Chine. Toutefois, quand ils voudront y séjourner librement, ils devront se soumettre aux lois chinoises.

Le Gouverneur de la province de Sing-Tsiang (Turkestan chinois) a réussi à rapatrier, sur leur désir, un certain nombre de réfugiés. Par contre, il en reste plus de six cents, anciens soldats de l'armée du général Anickoff, et qui se trouvent répartis de la façon suivante :

Tong-Houang : plus de 400 hommes.

Kou-Tcheng : plus de 180 hommes.

En outre, il y a, à Ili, plus de 2,000 réfugiés. Leur ravitaillement est assuré par les autorités de ladite province, aux frais de l'Etat chinois : c'est ainsi que chaque réfugié reçoit par jour 1 k. de ration et 6 k. de bois à brûler.

Au mois de mars de l'année courante, 8.000 soldats russes, venant de Tarbalataï et ayant pénétré dans cette même province, refusèrent de se laisser désarmer. Les bolchévistes franchirent la frontière pour les poursuivre ; les Russes s'enfuirent à Altaï, qu'ils occupèrent. Comme ils se livraient au pillage de cette contrée, les autorités chinoises ne manquèrent pas d'intervenir pour rétablir l'ordre sur la frontière. Dans les circonstances actuelles, il est impossible de prévoir quand ces réfugiés pourront être rapatriés. Il est même probable que leur chiffre ne tardera pas à augmenter, étant donné la situation géographique.

Je communiquerai à la Conférence, dès qu'elles seront en ma possession, les autres précisions qui me seront ultérieurement fournies.

3. LES RÉFUGIÉS RUSSES EN FINLANDE.

Communication de M. Enckell, Ministre de Finlande à Paris.

Le nombre des réfugiés russes séjournant en Finlande s'élève actuellement à environ 31,000, dont 19,000 Russes, le reste étant formé de Caréliens et d'Ingriens de race finnoise qui, après l'issue fatale de la lutte qu'ils menèrent, en 1918 et 1919, pour leur liberté nationale, furent forcés de se retirer, devant les troupes soviétiques, sur le territoire finlandais.

famished population of that stricken country is converging in hordes upon its frontiers, seeking escape from the horrors of hunger. No one in Bulgaria would agree to a forced repatriation of these refugees. On the contrary, the Bulgarian Council of Ministers, moved by the immensity of the disaster which has overtaken Russia, has just decided to admit to Bulgaria another 20,000 Russian children threatened by starvation, which will bring the total number of Russian refugees in Bulgaria to 50,000 persons.

Since, therefore, the solution of the problem by enforced repatriation is out of the question, other means must be found to deal with the situation created by the presence of several thousands of Russian refugees in the territory of various countries, which are compelled to support them.

2. THE POSITION OF RUSSIAN REFUGEES IN CHINA.

[Translation.]

Statement by M. Chetchong-Li.

I venture to submit to you the scanty information at my disposal regarding the Russian refugees in China. To my great regret, detailed information on the subject has not reached me in time owing to the distance which separates me from my country.

Apart from the Russian emigrants who are scattered over the whole territory of the Chinese Republic, and are under the protection of the local authorities, there are fifteen or twenty thousand refugees in the Provinces bordering upon the Russo-Chinese frontier alone.

There are a great number of Russian refugees in the Provinces of Moukden, Kirin and Anum. Their legal status is still determined by the Treaty concluded between the Russian Empire and China. Should they wish, however, to settle there without restriction, they will have to submit to the Chinese law.

The Governor of the Province of Sing-Tsiang (Chinese Turkestan) has, at their request, succeeded in repatriating a certain number of refugees. There remain, however, more than 600 former soldiers of General Anickoff's army, distributed in the following manner :—

Tong-Houang : more than 400 men ;

Kou-Tcheng : more than 180 men.

There are in addition more than 2,000 refugees at Ili. Their food supply is assured by the authorities of that Province, at the expense of the Chinese State ; each refugee receives 1 k. of rations and 6 k. of wood for fuel per day.

In May of the present year, 8,000 Russian soldiers coming from Tarbalatai entered this Province and refused to be disarmed. The Bolsheviks crossed the frontier in pursuit of these soldiers ; the Russians fled to Altai and occupied it. As the Russians were pillaging this district, the Chinese Military Authorities intervened in order to re-establish order on the frontier. Under present conditions it is impossible to foresee how soon these refugees will be able to be repatriated. It seems, indeed, probable, owing to the geographical position of this Province, that their number will shortly be increased.

I will supply the Conference with more detailed information as soon as it reaches me.

3. RUSSIAN REFUGEES IN FINLAND.

[Translation.]

Communication from M. Enckell, Finnish Minister at Paris.

The number of Russian refugees resident in Finland at present amounts to close upon 10,000, of whom 19,000 are Russians, the rest being composed of Carelians and Ingrians of Finnish race who, after the disastrous ending to their struggle for national liberty in 1918 and 1919, were compelled to fall back upon Finnish territory before the advancing Soviet troops.

Les premiers réfugiés arrivés en Finlande étaient des Caréliens de la circonscription de Kem dans le Gouvernement d'Archangel, qui, soutenus par de petits détachements de volontaires finlandais, s'étaient soulevés contre les Soviets. Leur nombre s'élève actuellement à environ 1,500. En 1919, les Caréliens d'Olonetz se soulevèrent avec le même résultat. Il en reste encore environ 3,000 en Finlande. Les Finnois (Ingriens) du Gouvernement de Petrograd purent se maintenir sur leur territoire jusqu'à la fin de 1920. A cette époque, ils furent forcés de se réfugier en Finlande, où ils sont actuellement au nombre de 8,000.

En dehors de ces contingents d'origine finnoise, il y a, comme il vient d'être dit, à peu près 19,000 réfugiés russes, qui sont arrivés en Finlande pendant les années 1918-1921, soit individuellement ou par petits groupes, soit en masse, comme ce fut le cas après l'échec du général Youdénitch de même qu'après la chute du gouvernement de la Russie du Nord du général Miller et, dernièrement, après la catastrophe de Cronstadt. Dès lors, la Finlande, étant le refuge le plus proche de fugitifs, a été obligée, pour des raisons humanitaires, de recevoir ces masses affamées, qui ont été placées dans des camps de concentration.

Etant donné que même les réfugiés qui ont pu emporter quelque argent en se sauvant de Russie ont depuis longtemps épuisé leurs économies, ils ont presque tous eu besoin d'un secours régulier, d'autant plus qu'environ 50 % appartiennent aux classes instruites, non préparées aux travaux manuels, et que, d'autre part, 30 %, sont des invalides, des vieillards ou des enfants.

L'organisation du secours n'a pas été chose facile pour un pays qui vient de traverser les épreuves de la guerre et où même le ravitaillement de la population fixe a rencontré de sérieuses difficultés. Déjà le secours fourni aux Caréliens et aux Ingriens a constitué une lourde charge pour le Gouvernement finlandais, de même que pour diverses sociétés et organisations et pour les particuliers. Mais l'entretien des réfugiés russes, plus nombreux, a été bien plus onéreux. Les difficultés ont pourtant été aplanies dans une large mesure par l'intervention de la Croix-Rouge américaine qui a organisé, d'une manière parfaite, une œuvre de secours de grande envergure. La tâche du Gouvernement finlandais deviendra dorénavant plus lourde, du fait que la Croix-Rouge américaine a, depuis le printemps dernier, cessé son activité et que les stocks donnés par elle sont près de s'épuiser. Il serait difficile de dire le montant exact des sommes consacrées par l'Etat, les communes, les sociétés privées et les particuliers à l'entretien des réfugiés russes, mais on sait qu'elles s'élèvent à plusieurs dizaines de millions de marks finlandais.

On a calculé qu'à l'avenir, le ravitaillement et l'habillement des réfugiés russes exigeront un budget de 500,000 marks finlandais par mois, l'enseignement des enfants 90,000 marks par mois, les soins d'hygiène publique 65,000 marks, enfin, l'organisation du travail 50,000 marks, soit au total plus de 700,000 marks finlandais par mois.

Quant à leur situation juridique, les réfugiés russes ont joui de tous les droits et facilités qu'ils ont pu leur être accordés, conformément aux lois, dans les circonstances exceptionnelles créées par la guerre. Depuis l'entrée en vigueur de la paix avec la Russie, leur situation juridique a été, dans les grandes lignes, la même que celle des autres étrangers en Finlande.

Des restrictions leur ont été imposées pour des raisons militaires et politiques, comme, par exemple, l'interdiction de circuler et d'élire domicile librement sans autorisation spéciale.

Le Ministère de l'Intérieur a toujours tâché de faciliter le retour en Russie des réfugiés quand ceux-ci le désiraient. Mais il est compréhensible qu'un tel désir n'ait pas été généralement exprimé par les réfugiés.

Dans cet ordre d'idées, il y a à signaler que ni les Caréliens d'Archangel et d'Olonetz ni les Ingriens n'ont pu, eux non plus, retourner dans leur pays, malgré la stipulation du Traité de Paix de Dorpat leur assurant une amnistie complète. Les autorités soviétiques ont, en effet, fait emprisonner tous les Caréliens qui ont voulu retourner à leur domicile. Plusieurs d'entre eux ont même été assassinés, d'autres ont été transférés dans diverses prisons où un sort inconnu les attend.

Ainsi, loin de diminuer, le nombre des réfugiés russes a même augmenté dans une certaine mesure. Les autorités soviétiques ne s'étant non plus conformées aux stipulations du Traité de Paix se rapportant aux habitants des communes de Repola et Porajarvi, qui ont fait retour à la Russie, un nouveau flot d'émigrés de ces communes est venu augmenter le nombre des réfugiés en Finlande.

Dans l'intérêt des réfugiés, le Ministère de l'Intérieur a organisé du travail pour eux, soit pour le compte de l'Etat, soit pour le compte de particuliers. Cette mesure a, toutefois, eu l'inconvénient d'augmenter le nombre des sans-travail finlandais et a provoqué du mécontentement chez ceux-ci.

The first refugees to arrive in Finland were Carelians from the Kemi district in the Government of Archangel, who, supported by small detachments of Finnish volunteers, had rebelled against the Soviets. Their number, at present, is about 1,500. In 1919, the Carelians of Olonetz revolted with the same result. About 3,000 of them still remain in Finland. The Finns (Ingrians) of the Government of Petrograd were able to hold their ground until the end of 1920. They were then forced to retreat to Finland, where there are now about 8,000 of them.

In addition to these contingents of Finnish origin, there are, as has just been stated, nearly 9,000 Russian refugees who arrived in Finland during the years 1918-1921, either singly or in small groups, or in masses, as was the case after the defeat of General Youdenitch, and also after the fall of General Miller's Government in Northern Russia, and recently after the Kronstadt catastrophe. Since then, Finland, being the nearest refuge for the fugitives, has been obliged, for humanitarian reasons, to receive these starving multitudes, who have been placed in concentration camps.

Since even those refugees who were able to bring away a little money in their flight from Russia have long since exhausted their savings, they have almost all needed constant help, the more so because about 50 % belong to the educated classes and are not qualified for manual labour, while, on the other hand, about 30 % are invalids, aged persons or children.

The organisation of relief was no easy matter for a country that has just passed through the horrors of war, and where even the food supply of the regular population presented serious difficulties. Even the aid rendered to the Carelians and Ingrians constituted a heavy burden, not only upon the Government of Finland, but also upon the various societies and organisations and upon individuals. The maintenance of the Russian refugees in still greater numbers has been far more burdensome. The task has, however, been much simplified by the intervention of the American Red Cross, which organised excellent relief work on a large scale. The task of the Finnish Government will become heavier in the future because the American Red Cross discontinued its work last spring, and the stores it supplied are nearly exhausted. It would be difficult to quote the exact total of the sums allocated by the State, the communes, private societies and individuals to the maintenance of the Russian refugees, but it is known to amount to several tens of millions of Finnish marks.

It has been calculated that in the future the food and clothing of the Russian refugees will require a grant of 500,000 Finnish marks per month, the instruction of the children 90,000 marks per month, public health measures 65,000 marks, and, finally, the organisation of the work 50,000 marks, that is to say, a total of more than 700,000 Finnish marks per month.

As regards their legal status, the Russian refugees have enjoyed all rights and facilities which could be granted them in accordance with the laws and under the exceptional circumstances created by the war. Since the coming into force of the Treaty with Russia, their legal status has practically been that of other foreigners in Finland.

Restrictions have been imposed upon them for military and political reasons; such, for example, as the prohibition of movement from place to place or of free choice of domicile without special authorisation.

The Minister for Home Affairs has always done his best to facilitate the return of refugees to Russia, at their request. But it is not surprising that no such request has been generally expressed by the refugees.

In this connection, we must record that neither the Carelians from Archangel and Olonetz or the Ingrians have, for their part, been able to return to their country, in spite of the stipulation in the Peace Treaty of Dorpat, which assured them of complete amnesty. The Soviet authorities have indeed imprisoned all Carelians who attempted to return to their homes. Several of them have even been assassinated, others have been transferred to various prisons where an unknown fate awaits them.

Thus, far from diminishing, the number of Russian refugees has even to a certain extent increased. The Soviet authorities have also failed to conform to the stipulations in the Peace Treaty with regard to the inhabitants of the communes of Repola and Porajarvi which have returned to Russia, and thus a new stream of emigrants from these communes has come to swell the number of refugees in Finland.

In the interest of the refugees, the Ministry for Home Affairs has organised either State or private employment for them. This measure has, however, the disadvantage of increasing the number of out-of-work Finns and has created discontent among them.

Les autorités finlandaises et les organisations des réfugiés ont créé un enseignement pour les enfants de ces derniers. Dans les grands centres, douze écoles ont été établies qui sont fréquentées par 1.033 enfants.

Dans l'intérêt de l'hygiène, on a institué huit dispensaires ambulants, un hôpital à Terijoki pour 20 malades et un sanatorium à Uusikirkko pour 28 tuberculeux.

Un des inconvénients dus à la présence des réfugiés est l'influence démoralisatrice exercée, sur la population finlandaise qu'elles côtoient, par ces masses composées en grande partie de personnes habituées à l'indiscipline, au désordre et à la paresse. On a aussi remarqué la présence d'éléments hostiles à la Finlande qui, oublieux de l'hospitalité dont ils jouissent en Finlande, n'ont pas hésité à conspirer contre celle-ci.

Parmi les réfugiés appartenant à la classe ouvrière, il y a beaucoup d'éléments douteux qui exigent une surveillance étroite et occupent un corps considérable de fonctionnaires.

4. MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS EN FAVEUR DES RÉFUGIÉS RUSSES.

Exposé de M. de Reffye, Consul général de France à Genève.

Les mesures prises par le Gouvernement français, pour secourir les Russes qui se sont réfugiés hors de leur pays pour échapper au régime soviétique, peuvent se diviser en deux parties :

- 1^o Celles qui intéressent les Russes réfugiés sur le territoire français ;
- 2^o Celles que l'Etat français a prises à sa charge par humanité pour les Russes réfugiés à Constantinople avec les débris de l'armée du général Wrangel.

1^o Mesures prises envers les Russes réfugiés sur le territoire français.

Le nombre des réfugiés russes en France, en Algérie et en Tunisie n'est pas de 100.000, comme le portait un des documents fournis à la Conférence, mais de 250.000 environ. Il est difficile d'évaluer même approximativement, le montant des dépenses effectuées pour eux. Certains ont trouvé le moyen d'assurer eux-mêmes leur subsistance, d'autres sont entretenus par des œuvres de charité privée, d'autres, enfin, par les autorités municipales plutôt à titre d'indigents que de réfugiés.

2^o Réfugiés russes évacués de Crimée par le général Wrangel.

A la suite de la défaite du général Wrangel, 135.000 personnes, fuyant devant les Bolchéviks ont été évacuées de Crimée à bord des bâtiments dont disposait le Gouvernement de la Russie du Sud. Cette évacuation fut effectuée en dehors de toute intervention du Gouvernement français et sans même qu'il en ait été prévenu. Mais lorsque ces réfugiés se sont présentés, dépourvus de toutes ressources, à Constantinople, il était impossible au Gouvernement français de se désintéresser de la détresse de ces malheureux et, obéissant à des motifs de pure humanité, il s'est trouvé seul à supporter les charges extrêmement lourdes de leur ravitaillement, de leur entretien et de leur logement, qu'il n'était en rien obligé d'assumer.

La majorité de ces réfugiés, soit environ 100.000 hommes, était constituée par les soldats de l'armée Wrangel, qui conservaient leurs cadres et leur organisation militaire. Le premier soin du Gouvernement français fut d'en opérer le désarmement complet et d'en préparer la dissolution et la dispersion pour des raisons politiques aussi bien que financières.

Le Gouvernement de la Russie méridionale, reconnu de fait comme un gouvernement local, avait cessé d'exister à la suite de l'abandon par lui des territoires où s'exerçait son autorité. Le Gouvernement français ne pouvait plus considérer les soldats de son armée que comme de simples réfugiés sans caractère militaire. Le maintien de forces militaires russes dans un pays étranger était inadmissible au point de vue international. Il aurait été un véritable péril dans cette région de Constantinople, déjà si troublée, et aurait entraîné d'excessives dépenses d'entretien. En conséquence,

The Finnish authorities and the refugee organisations have supplied the educational needs of the children of the refugees. In the great centres, twelve schools have been opened and are attended by 1,033 children.

In the interests of health, eight travelling dispensaries have been founded, a hospital at Terijoki for 20 patients and a sanatorium at Uusikirkko for 28 cases of tuberculosis.

One of the disadvantages due to the presence of the refugees is the demoralising influence exercised on the neighbouring Finnish population by these multitudes, composed, for the greater part, of persons unaccustomed to discipline and order and used to idleness. The presence of elements hostile to Finland has also been noticed; these, forgetful of the hospitality they are enjoying in Finland, have not hesitated to conspire against her.

Among the refugees belonging to the working classes there are many doubtful elements which require strict supervision and necessitate the employment of a large body of officials.

4. MEASURES TAKEN BY THE FRENCH GOVERNMENT TO ASSIST RUSSIAN REFUGEES.

Translation.]

Statement by M. de Reffye, French Consul-General at Geneva.

The measures taken by the French Government to assist Russians, who have taken refuge outside their own country in order to escape from the Soviet Government, may be divided into two classes:

1. Those relating to Russian refugees on French territory.
2. Those undertaken by France for humanitarian reasons and to assist Russians who have taken refuge in Constantinople with the remnants of the army of General Wrangel.

Measures taken to assist Russian refugees on French territory;

The number of Russian refugees in France, in Algeria and in Tunisia is not 100,000, as stated in one of the documents submitted to the Conference, but about 250,000. It is difficult to estimate, even approximately, the total of the expenses incurred on their behalf. Some have found their own means of subsistence, others are supported by private charity, and others again by the municipal authorities, as paupers rather than as refugees.

Russian refugees evacuated from Crimea by General Wrangel.

After General Wrangel's defeat, 135,000 persons, fleeing from the Bolsheviks, were evacuated from the Crimea in vessels which were at the disposal of the South Russian Government. This evacuation was carried out without any intervention on the part of the French Government, and even without its knowledge. When these refugees arrived at Constantinople, deprived of all means of subsistence, it was impossible for the French Government to ignore the distress of these unfortunate people; therefore, in obedience to purely humanitarian motives, the French Government alone bore the very heavy burden of their food supply, their support and their housing, none of which it was obliged to assume.

The majority of these refugees, that is about 100,000 men, were soldiers of the Wrangel army, who were maintaining their formation and military organisation. The first care of the French Government, for political as well as financial reasons, was their total disarmament and preparations for their disbandment and dispersion.

The Government of Southern Russia recognised *de facto* as a local government had ceased to exist after it abandoned the territories over which it exercised authority. The French Government could only treat the soldiers of its army as simple refugees of a non-military character. The maintenance of Russian military forces in a foreign country was inadmissible from an international point of view. It would have constituted a real peril in the region of Constantinople, already so disturbed, and would have entailed enormous maintenance expenses. Consequently, the French

le Gouvernement français donna au Haut Commissaire de la République, à Constantinople, l'instruction de faire connaître aux Russes, provisoirement installés dans des camps aux environs de Constantinople, qu'ils n'étaient en aucune manière retenus contre leur gré, qu'ils étaient libres de leurs mouvements et que le rapatriement de ceux qui désiraient rentrer en Russie serait facilité. D'autre part, il expédia à Bizerte les équipages des bateaux russes, soit environ 6.000 hommes, en enrôlant 3.000 dans la Légion étrangère, fit accepter 22.000 individus, tant militaires que civils, par la Serbie, environ 7.000 par la Bulgarie, la Roumanie et la Grèce.

L'assistance accordée par la France aux réfugiés ne pouvait avoir qu'un caractère provisoire. Elle était destinée à leur donner le temps de subvenir à leurs besoins par leurs propres moyens et par l'aide des grandes organisations charitables du monde. Le Gouvernement français fit connaître dès le 1^{er} décembre 1920, qu'il cesserait son concours financier à partir du 1^{er} janvier et remettrait à cette date à une association générale russe de secours le soin de pourvoir à la subsistance de ceux qui n'auraient pu, à ce moment, être rapatriés ou se procurer des ressources par leur travail.

L'opposition du général Wrangel et de son entourage, qui prétendaient persister à faire figure de gouvernement et conserver une armée organisée, fit échouer toutes les dispositions prises par le Gouvernement français. Celui-ci dut ainsi continuer ses dépenses au delà du terme qu'il avait primitivement fixé. Il le reporta d'abord au 1^{er} février et fit appel aux principaux gouvernements du monde pour leur demander de coopérer financièrement à l'œuvre de l'Association générale russe de secours aux réfugiés de Crimée et de procurer à ces évacués un asile où ils pourraient vivre de leur travail. Seuls, le Brésil et le Pérou donnèrent une réponse satisfaisante; le premier offrit de recevoir 20.000 Russes, le second 1.000. La Société des Nations et la Croix-Rouge internationale furent également saisies. Jusqu'à présent, elles n'ont pu apporter une aide directe aux réfugiés. De son côté, le Comité russe de secours n'a pu réunir les ressources nécessaires. Des secours assez importants furent cependant adressés aux évacués de différents côtés, notamment par l'Union internationale de Secours aux Enfants et par la Croix-Rouge américaine, qui consacra 500.000 dollars à cette œuvre; mais ils furent distribués d'une manière indépendante et il est impossible de savoir dans quelle mesure ils ont allégé les charges que nous avons supportées.

Le Gouvernement français ne se contenta pas de faire appel aux principaux Etats du monde et de favoriser l'installation des réfugiés de Crimée dans ses colonies, dans les pays balkaniques, à ses propres frais, ou dans l'Amérique du Sud; il s'efforça de faciliter leur retour dans leur pays natal. Il essaya de se rendre compte des intentions du pouvoir des Soviets et d'obtenir de celui-ci des garanties de sécurité pour les rapatriés. Le Gouvernement de Moscou ne répondit pas aux démarches officielles faites à cet effet par le représentant de la Société des Nations et par le Président de la Croix-Rouge internationale. Cependant, 3.300 Russes ayant demandé à rentrer chez eux à leurs risques et périls, un bateau turc fut mis à leur disposition et les débarqua sans encombre à Novorossisk. Les Soviets firent alors savoir qu'ils accueilleraient volontiers d'autres rapatriés, mais seulement dans le port d'Odessa.

Le général Wrangel et son état-major firent obstacle à la continuation de ces rapatriements, aussi bien qu'à l'émigration au Brésil et, d'une manière générale, à toute tentative de donner à leurs soldats la liberté de rechercher les moyens de vivre. C'est ainsi qu'il restait encore au 31 mars dernier 62.000 hommes dans la région de Constantinople. Le Gouvernement français fit tout son possible pour briser cette résistance. En même temps, il faisait savoir qu'il arrêterait définitivement au 1^{er} avril ses dépenses pour l'entretien des réfugiés, en déclarant une fois de plus que ceux-ci étaient libres de leurs mouvements et qu'il faciliterait autant que possible leur retour en Russie, leur émigration au Brésil ou leur placement dans tout pays qui voudrait les accepter.

Il est évident que ce terme du 1^{er} avril ne pouvait être entendu d'une manière absolue et qu'il y avait lieu d'admettre quelques jours, peut-être même quelques semaines de délai, pour permettre les mesures d'exécution nécessaires. Mais il importait de faire une déclaration très nette qui mit fin aux hésitations et aux résistances.

Les dépenses effectuées jusqu'à présent pour venir en aide aux Russes évacués de Crimée dépassent 150 millions de francs, dont 86 millions avancés par le Ministère de la Guerre sur le compte de l'armée du Levant, 50 millions par la Marine, 6 millions par la Marine marchande sur le compte spécial, 1.246.000 francs par les Affaires étrangères sur le compte de la Commission de liquidation des avoirs Wrangel.

Government instructed the High Commissioner of the Republic at Constantinople to inform the Russians, provisionally settled in camps in the neighbourhood of Constantinople, that they were in no way detained against their will, that they were free agents, and that the repatriation of those desiring to return to Russia would be facilitated. On the other hand, the Government sent the crews of the Russian ships, about 6,000 men, to Bizerta, enlisted 3,000 in the Foreign Legion, and induced Serbia to receive 22,000 persons, both military and civil; and Bulgaria, Roumania and Greece about seven thousand.

The assistance given by France to the refugees could only be temporary. It was intended to give them time to provide for their needs by their own efforts and with the help of the great philanthropic organisations of the world. On December 1st, 1920, the French Government made known that its financial assistance would cease from January 1st and from that date the task of providing subsistence for any who had not been repatriated or who had not been able to procure employment, would be handed over to a General Russian Relief Association.

The opposition of General Wrangel and of his entourage, who insisted on figuring as a Government and in maintaining an organised army, brought to nought all the decisions taken by the French Government. The latter was therefore obliged to carry on its disbursements beyond the period originally decided on. This period was first of all prolonged to February 1st and an appeal was made to the principal Governments of the world to ask for their financial co-operation in the work of the General Russian Association for the relief of the refugees of the Crimea, and to provide a home for these evacuated people, where they could live by their own work. Brazil and Peru alone gave a satisfactory reply; the former offered to receive 20,000 Russians and the latter 1,000. The League of Nations and the International Red Cross were also notified. Up to the present they have been unable to give direct assistance to the refugees. The Russian Relief Committee, on its side, has been unable to collect the necessary funds. Considerable assistance was sent from different sources, particularly by the Save the Children Fund, and by the American Red Cross, which devoted \$ 500,000 to this work, but the money was independently distributed, and it is impossible to ascertain to what extent it has lightened the burdens which we have borne.

The French Government, not content with making an appeal to the principal States and encouraging the settlement of Crimean refugees in her own colonies and in the Balkan States at her own expense, or in South America, endeavoured to facilitate their return to their own country. It endeavoured to discover the intentions of the Soviets, and to obtain from them guarantees of security for those repatriated. The Moscow Government made no reply to the official steps taken in this matter by the representative of the League of Nations and by the President of the International Red Cross. Nevertheless, 3,300 Russians having asked to return to their country at their own risk, a Turkish vessel was placed at their disposal and they were safely disembarked at Novorossisk. The Soviets then announced that they would willingly receive other returning refugees, but only in the Port of Odessa.

General Wrangel and his general staff raised objections to the continuation of these repatriations, and of emigration to Brazil and, generally, to every effort to give his soldiers freedom to earn their own living. For this reason, on March 31st last, 62,000 men were still left in the region of Constantinople. The French Government did everything possible to overcome this resistance. At the same time, it declared that on April 1st it would definitely cease payment for the relief of refugees, declaring once more that they were free to leave the country, and that it would give every assistance for their return to Russia, for their emigration to Brazil or for placing them in any other country that would accept them.

Obviously this date, April 1st, could not be regarded as absolutely fixed, and a few days, perhaps even a few weeks, might reasonably be granted to permit the carrying out of the necessary measures. But a very decisive declaration had to be made to put an end to all hesitation or resistance.

The cost, up to date, of assistance to Russians evacuated from the Crimea exceeds 150,000,000 francs, 86,000,000 of which were advanced by the Ministry of War on the account of the Levant Army, 50,000,000 by the Navy, 6,000,000 by the merchant marine on special account and 1,240,000 francs by the Ministry for Foreign Affairs on the account of the Committee for liquidating Wrangel's assets.

Le Gouvernement français considère en principe ces dépenses comme des avances qui doivent être remboursées par le Gouvernement russe et qui sont à récupérer immédiatement, dans toute la mesure du possible, au moyen des avoirs que le Gouvernement du général Wrangel a mis à notre disposition, en compensation de nos dépenses. Ces avoirs comprennent principalement les navires avec leurs cargaisons, de la flotte de guerre et de commerce ayant appartenu au Gouvernement la Russie méridionale.

Les récupérations sont poursuivies avec activité par la Commission de liquidation spéciale instituée à cet effet. Elles n'ont pas donné, à beaucoup près, tous les résultats qu'on en pouvait attendre, par suite de la crise actuelle de la Marine marchande qui ne permet point, pour le moment de vendre les navires dans des conditions satisfaisantes.

A l'heure actuelle, par suite de la réduction du nombre de réfugiés encore à notre charge, les dépenses auxquelles nous devons faire face chaque mois s'élèvent à environ 4 millions de francs.

Pour faire face aux dépenses engagées, le gouvernement a déposé sur le bureau de la Chambre des députés, le 31 décembre 1920, un projet de loi portant ouverture d'un crédit de 100 millions de francs. Ce crédit est déjà dépassé de 50 millions. On peut espérer que le déficit sera prochainement en partie couvert par les réalisations de la Commission de liquidation et les récupérations opérées par les divers ministères intéressés, mais il est indispensable de mettre fin, sans plus de délai, aux débours que nous avons librement consentis et qui sont très supérieurs à ce que la charité la plus généreuse pouvait exiger de nous.

Il résulte des faits exposés plus haut que le Gouvernement français a fait tout ce qu'il a pu pour les réfugiés russes et s'est imposé des sacrifices très lourds.

Les dépenses de 150 millions, occasionnées par les secours aux réfugiés de Crimée à Constantinople, ne représentent qu'une partie de ces débours et la somme des frais faits en France pour les 250,000 réfugiés qui s'y trouvent doit s'additionner à celles-ci. Comme il a été expliqué plus haut, il est impossible d'évaluer exactement cette dernière dépense. Le Gouvernement français estime donc qu'en présence de la catastrophe dont la Russie a été victime, il a rempli très largement ses devoirs d'humanité. Il a l'espoir que ceux des autres Etats qui n'ont pas encore pris une part proportionnellement aussi considérable à la charge commune, voudront bien s'inspirer de son exemple pour faire un effort d'humanité et de charité comparable à celui qu'il a fait lui-même.

5. MÉMOIRE PRÉSENTÉ PAR LE GOUVERNEMENT BRITANNIQUE.

[Traduction.]

- A. Historique.
- B. Efforts accomplis en vue du placement des réfugiés.
- C. Dépenses.
- D. Nombre des réfugiés et frais d'entretien.

A. Historique.

Les réfugiés russes, en ce moment secourus par le Gouvernement de Sa Majesté, ont été pris à la charge de l'Etat au début de 1920. Les autorités britanniques dans la Russie méridionale ayant donné au général Denikine certaines assurances précises, pendant la retraite de son armée, le Gouvernement de Sa Majesté a assumé la protection des femmes et des familles des officiers servant dans cette armée.

A la fin de mars 1920, le Gouvernement de Sa Majesté subvenait aux besoins de près de 10.000 réfugiés. Ceux-ci, pour la plupart sans aucunes ressources, furent logés dans des camps à Prinkipo, à Lemnos, à Chypre et en Egypte. Leur transport, logement et ravitaillement ont entraîné des frais considérables. Il a donc été fait des démarches auprès d'autres gouvernements, qui furent invités à participer au règlement de ces dépenses. Mais les gouvernements auxquels on s'adressa ne purent contribuer à l'entretien de ces 10.000 réfugiés et c'est au Gouvernement de Sa Majesté seul qu'incomba cette tâche.

Au printemps de 1920, le Gouvernement de Sa Majesté informa le général Wrangel qu'il était disposé à entreprendre des négociations avec le Gouvernement des Soviets, afin de faire accor

The French Government regarded this expenditure, in principle, as advances which should be repaid by the Russian Government, and which should be immediately recovered as far as possible by means of assets placed at our disposal by General Wrangel's Government as compensation for our expenditure. These assets consist mostly of the ships, with their cargoes, of the Navy and merchant fleet which had belonged to the South Russian Government.

The settlement of these accounts is being carried out actively by the special Liquidation Committee constituted for this purpose. The results obtained by this organisation have not nearly reached expectations, in consequence of the present crisis in the shipping market, which makes it impossible, at the moment, to sell the ships under satisfactory conditions.

At the present moment, in consequence of the reduction in the number of refugees living at our expense, the disbursements which we have to meet every month amount to about 4,000,000 francs.

In order to cover the expenditure undertaken, the Government introduced a Bill in the Chamber of Deputies on December 31st, 1920, opening a credit of 100,000,000 francs. This credit has already been exceeded by 50,000,000. It is to be hoped that the deficit will soon be partially covered by the assets realised by the Liquidation Committee and the settlement of accounts obtained by the various Ministries which are interested. It is essential, however, to put an end, without further delay, to the charges which we have willingly incurred and which are far above the amount dictated by the most generous charity.

The facts set out above prove that the French Government has done everything possible for the Russian refugees and has incurred very heavy sacrifices.

The expenditure, amounting to 150,000,000 francs, for the relief of the Crimean refugees at Constantinople, only represents a part of these disbursements; the cost of assistance to the 25,000 refugees in France must be added to the former figures. As has already been explained, it is impossible exactly to estimate this last item of expenditure. The French Government considers, therefore, that as regards the catastrophe of which Russia has been the victim, it has very generously fulfilled its obligations to humanity. It hopes that other States, who have not yet accepted a proportionally large share of the common duty, will be inspired by its example to make a humanitarian and charitable effort comparable to that put forward by France.

5. MEMORANDUM FROM THE BRITISH GOVERNMENT.

- A. *History.*
- B. *Efforts to dispose of refugees.*
- C. *Finance.*
- D. *Numbers of refugees and cost of their maintenance.*

A. *History.*

The Russian refugees at present being maintained by His Majesty's Government originally became a charge on public funds at the beginning of 1920. In view of certain definite assurances given by the British authorities in South Russia during the retreat of General Denikin's army, His Majesty's Government made themselves responsible for the protection of the wives and families of officers serving in this force.

At the end of March, 1920, His Majesty's Government were maintaining nearly 10,000 refugees. These Russians, who were in most cases entirely destitute, were placed in camps in Prinkipo, Lemnos, Thrace, and Egypt. The cost of transportation and the expense of suddenly improvising housing and providing supplies was very great. In these circumstances other Governments were approached, and asked to contribute towards the cost of maintaining these people. The Governments concerned, however, were unable to contribute towards the upkeep of these 10,000 persons, and the sole responsibility for their maintenance fell upon His Majesty's Government.

In the spring of 1920 His Majesty's Government informed General Wrangel that they would be prepared to enter into negotiations with the Soviet Government, in order to arrange an amnesty,

der l'amnistic aux troupes servant en Crimée et aux réfugiés entretenus sur les fonds britannique. Le général Wrangel refusa d'examiner la proposition et le Gouvernement de Sa Majesté rompt alors toutes relations avec lui, en refusant de continuer à assumer aucune responsabilité à l'égard des troupes placées sous son commandement et de la population russe habitant le territoire sous son administration.

Pendant l'été de 1920, le camp de Prinkipo fut fermé et les réfugiés transportés à Lemnos. En raison des dures conditions d'existence à Lemnos pendant l'hiver, on décida qu'il ne serait pas possible de laisser les réfugiés dans l'île après le début de l'automne. Le Gouvernement serbe fut donc pressenti pour savoir s'il accepterait de recevoir sur son territoire les réfugiés de Lemnos immédiatement, et ceux d'Egypte et de Chypre à une date ultérieure, les frais d'entretien restant à la charge du Gouvernement britannique. Un accord intervint avec le Gouvernement serbe, aux termes duquel le Gouvernement britannique convient de payer 600 dinars par tête et par mois pour chaque réfugié envoyé par lui en Serbie, l'accord pouvant être révisé au bout de six mois. Tous les réfugiés de Lemnos furent transportés en Serbie pendant le mois d'octobre et au début de novembre et répartis dans des villages et dans des villes sur tout le territoire.

Le transport de ces réfugiés venait à peine d'être achevé, lorsque la situation en Crimée du général Wrangel devint intenable et un grand nombre de réfugiés commencèrent à arriver à Constantinople. Dans cette situation critique, le Gouvernement français s'adressa au Gouvernement serbe pour lui demander d'admettre sur son territoire un certain nombre de ces réfugiés et il demanda au Gouvernement britannique de suspendre le transport des réfugiés se trouvant en Egypte et à Chypre.

En janvier 1921, le Gouvernement italien déclina toute responsabilité pour l'entretien des réfugiés russes de l'île d'Antigone. Ces réfugiés ayant quitté la Russie du sud après la défaite du général Denikine, le Gouvernement britannique crut devoir s'occuper d'eux ; 180 environ furent donc transportés au camp de Tuzla, près de Constantinople. En outre, le Gouvernement britannique subvient à l'entretien d'une soixantaine de Russes qui se trouvent à Malte, mais que l'on espère envoyer incessamment à Chypre.

Le Gouvernement britannique secourt donc actuellement des réfugiés russes en Egypte, Chypre, à Tuzla, en Serbie et à Malte. Leur nombre a considérablement diminué et n'atteint pas actuellement 5.000.

Mésopotamie.

Outre les réfugiés venant des ports russes de la Mer Noire, le Gouvernement de Sa Majesté a assumé la responsabilité de secourir les Russes qui ont pris part, en 1918 et 1919, aux opérations contre les bolchéviks en Perse et dans l'Azerbaïdjan, et qui, au moment de la débâcle de l'armée volontaire dans le sud de la Russie, se trouvaient sans ressources et dans l'impossibilité de regagner leur pays. Ils faisaient partie des troupes de l'ancienne brigade russe de la division de cosaques persans et des équipages licenciés de la flotte volontaire de la Caspienne.

Au cours de l'an dernier, ces officiers et ces hommes, ainsi que leurs familles, au nombre de 900 à 1.000 personnes, avaient été concentrés dans des camps de réfugiés en Mésopotamie, la plupart d'entre eux à Bassorah, où on leur avait fourni un abri et de la nourriture en attendant qu'on décidât définitivement de leur sort. On s'est rendu compte qu'un séjour prolongé dans un climat aussi anémiant aurait de sérieuses conséquences au point de vue de la santé de ces malheureux et l'on s'est efforcé, au printemps dernier, de les envoyer dans des autres régions où les réfugiés russes secourus par les autorités britanniques avaient été concentrés.

On s'est aperçu, néanmoins, que ce projet était impraticable et l'on a décidé de les envoyer dans la seule partie du territoire russe qui n'était pas au pouvoir des bolchéviks et de les débarquer à Vladivostok. Ce transfert est en voie d'exécution. Dès leur arrivée à Vladivostok, le Gouvernement de Sa Majesté n'assumera plus aucune responsabilité en ce qui les concerne.

B. Efforts en vue du placement des réfugiés.

En raison des dépenses causées par l'entretien des réfugiés et de la démoralisation, qui est le résultat inévitable d'un séjour prolongé dans les camps et d'un dénûment complet, le Gouvernement de Sa Majesté a fait tous ses efforts pour se dégager au plus vite de ses obligations envers ces réfugiés.

both for the forces serving in the Crimea and for the refugees who were being provided for from British funds. General Wrangel refused to consider this proposal, and His Majesty's Government broke off all relations with him, and repudiated any further responsibility for the forces serving under his command, or for the Russian population in the territory under his control.

During the summer of 1920 the camp at Prinkipo was closed, and the refugees transferred to Lemnos. It was decided, however, that in view of the severe conditions at Lemnos during the winter, it would not be possible to keep the refugees on the island later than the early autumn. The Serbian Government was therefore approached and asked whether they would be prepared to receive the refugees at Lemnos in Serbia immediately, and those in Egypt and Cyprus at an early date, on condition that His Majesty's Government paid for their maintenance. An agreement was therefore concluded with the Serbian Government, by which His Majesty's Government agreed to pay 600 dinars per head per month for every refugee sent by them into Serbia. This agreement was subject to revision at the end of six months. All the refugees in Lemnos were transferred to Serbia during October and the beginning of November, and they were distributed in villages and towns throughout the country.

The transfer of these refugees had been completed when General Wrangel's position in the Crimea became untenable, and large numbers of refugees began to arrive at Constantinople. In view of the critical situation, the French Government appealed to the Serbian Government to admit some of these refugees into their territory, and His Majesty's Government was requested to postpone the transfer of refugees from Egypt and Cyprus.

In January 1921 the Italian Government repudiated all responsibility for Russian refugees whom they had been maintaining on the island of Antigonë and as these people left South Russia after the defeat of General Denikin, His Majesty's Government felt compelled to provide for them. Some 180 refugees were therefore transferred to the camp at Tuzla, near Constantinople. In addition to these people some 60 Russians are being maintained from British public funds at Malta, but it is hoped to transfer them immediately to Cyprus.

Russian refugees under British control are therefore at present being maintained in Egypt, Cyprus, Tuzla, Serbia, and Malta. The original numbers, however, have considerably diminished, and the total is now under 5,000.

Mesopotamia.

In addition to the refugees from the Russian Black Sea ports, His Majesty's Government has assumed responsibility for the maintenance of those Russians who took part in the operations against the Bolsheviks during 1918 and 1919 in Persia and Azerbaidjan, and who, on the collapse of the Volunteer Armed Forces of South Russia, were without resources and unable to return to their country. They consisted of troops of the former Russian brigade of the Persian Cossack Division and the personnel of the disbanded Caspian Volunteer Fleet.

In the course of last year, these officers and men, together with families, numbering in all between 900 and 1,000 persons, were concentrated in refugee camps in Mesopotamia, mostly at Basra, where they have been housed and fed pending a decision as to their ultimate disposal. It is realised that prolonged detention in so trying a climate would entail serious consequences upon the health of these unfortunate people, and efforts were made last spring to have them removed to one of the other areas where Russian refugees under British control are concentrated. This is, however, found to be impracticable and it was decided to remove them to the only portion of Russian territory not controlled by the Bolsheviks and to land them at Vladivostok. This is now being carried out. On their arrival all liability on the part of His Majesty's Government towards them will cease.

B. Efforts to dispose of the Refugees.

In view of the expense of paying for the upkeep of the refugees, and of the demoralisation which inevitably results from confinement in camps and dependence on charity, His Majesty's Government made every effort to liquidate their obligations towards these people.

Il a donc décidé d'examiner la possibilité de l'emploi des fonds placés à Londres par l'ancien Gouvernement impérial russe. Ces fonds se montaient à 5 millions de livres sterling, déposés chez MM. Baring frères. On espérait pouvoir les utiliser pour secourir les réfugiés assistés par les autorités britanniques ; la question a été examinée très soigneusement et, après avoir consulté les hommes de loi, on est arrivé à la conclusion que l'on ne pouvait toucher à cet argent ; en effet, il appartenait à l'ancien Gouvernement russe et reste la propriété du successeur légal de ce gouvernement. En attendant, il doit être conservé à titre de compte sous séquestre en attendant la formation d'un gouvernement qui puisse être reconnu par le Gouvernement de Sa Majesté.

En octobre 1920, quand les réfugiés de Lemnos furent envoyés en Serbie, on espérait qu'il serait possible d'établir un projet qui permît à ces réfugiés de se suffire à eux-mêmes. Cette espérance a été déçue, mais les rapports les plus récents de M. Childs, l'agent britannique qui s'occupe de cette question en Serbie, indiquent que des progrès considérables ont été réalisés et qu'un certain nombre de réfugiés ont trouvé à se placer dans ce pays. Au début de cette année, on a demandé au Gouvernement argentin s'il était disposé à admettre dans l'Argentine des réfugiés russes, à la condition que le Gouvernement britannique prît les dispositions nécessaires, en vue de la traversée, et se chargeât de tous les frais. Le Gouvernement argentin a répondu qu'il était impossible de donner suite à ce projet.

À la fin du mois d'avril, le Comité britannique de la Croix-Rouge russe a proposé au Gouvernement de Sa Majesté que la Commission des crédits de secours internationaux fût priée de mettre à la disposition du Gouvernement serbe, pour lui faciliter la mise à exécution du projet de placement qui permît aux réfugiés de se suffire à eux-mêmes. Cette somme devait être garantie par les Gouvernements de la Grande-Bretagne, de la France et des États-Unis. Après un examen approfondi de la question, ce projet a été considéré comme impraticable, car tout l'argent dont disposait la Commission des crédits de secours a déjà été employé pour aider à la reconstruction de pays comme la Pologne et l'Autriche.

Outre ce projet, le Gouvernement de Sa Majesté a insisté auprès du Gouvernement des Soviets pour qu'il accorde une amnistie aux réfugiés, afin de leur permettre de regagner la Russie. Jusqu'à présent, néanmoins, un accord n'a pu être conclu sur ce point avec les autorités soviétiques.

C. Dépenses.

Les dépenses concernant les réfugiés assistés par les autorités britanniques se sont montées pour l'année 1920, à environ un million de livres sterling.

La plus grande partie de cette somme a été employée au transport des réfugiés et à l'établissement de camps et d'hôpitaux. Lors de la débâcle du général Wrangel, en automne dernier, le Gouvernement de Sa Majesté a ouvert au général Harington, commandant en chef à Constantinople, un crédit de 20,000 livres, à titre de premier secours pour les réfugiés qui avaient quitté subitement la Crimée. Toutefois, le Gouvernement de Sa Majesté a informé le Gouvernement français qu'en raison de sa non-reconnaissance du général Wrangel, au printemps de 1920, il se trouvait dans l'impossibilité de contribuer pour une part quelconque à l'entretien des réfugiés qui avaient quitté le sud de la Russie après la défaite du général.

Outre ces frais supplémentaires, le Gouvernement de Sa Majesté a accordé une subvention de 1.500 livres sterling par mois au Comité britannique de la Croix-Rouge russe pour les mois d'avril, mai et juin de cette année, afin de lui permettre de continuer son œuvre de secours en Egypte.

D. Nombre des réfugiés et montant des frais d'entretien.

Tous les réfugiés qui figurent sur les listes suivantes sont assistés par le Gouvernement britannique.

Dans quelques cas, les chiffres ne sont pas à jour, mais, vu les changements qui se produisent constamment, il est presque impossible de fournir des données tout à fait exactes. On a indiqué dans chaque cas la date des rapports qui ont servi à dresser ces listes, mais quelques-uns des premiers rapports sont très anciens.

It was therefore decided that the question of using the funds of the former Imperial Russian Government in London should be examined. This money consisted of £ 5,000,000 which were lying at Messrs. Baring Brothers; and it was hoped that it could be utilised for maintaining the refugees under British control. The whole question was considered very carefully, and it was decided, on taking legal advice, that the money could not be touched. This decision was arrived at on the grounds that the money belonged to the former Russian Government, and that it would be the property of its legal successor. In the meantime it was to be held in a Suspense Account, pending the formation of a Government which could be recognised by His Majesty's Government.

In October 1920, when the refugees from Lemnos were transferred to Serbia, it was hoped that it would be possible to produce a scheme by which these people could be made self-supporting. These hopes were not fulfilled, but the most recent reports from Mr. Childs, the British Agent who is dealing with the question in Serbia, indicate that considerable progress is being made and that a number of refugees in that country have obtained employment. Early this year the Argentine Government was approached, and asked whether they would be prepared to receive any Russian refugees in their country, if His Majesty's Government arranged and paid the expenses of the journey. They replied, however, that such a course would not be practicable.

At the end of April the British Committee of the Russian Red Cross proposed to His Majesty's Government that the International Relief Credits Commission should be asked to place a sum of money at the disposal of the Serbian Government, to enable them to start employment schemes which would make the refugees self-supporting. These funds were to be guaranteed by the British, French, and United States Governments. After careful examination, however, it was found that the scheme was not workable, as all the money in the hands of the Relief Credits Commission had already been allocated to help in the reconstruction of such countries as Poland and Austria.

In addition to this scheme, His Majesty's Government have endeavoured to persuade the Soviet Government to grant an amnesty to the refugees, in order to enable them to return to Russia. It has not been found possible, however, up to the present, to come to satisfactory terms with the Soviet authorities.

C. Finance.

The expenses of the refugees under British control during 1920 amounted to nearly £ 1,000,000. The major part of this heavy charge was due to the expense of transportation and the cost of establishing camps and hospitals. On the collapse of General Wrangel, in the autumn of last year, His Majesty's Government authorised General Harington, Commander-in-Chief at Constantinople, to spend £ 20,000 in order to alleviate the immediate distress among the refugees who had suddenly left the Crimea. His Majesty's Government, however, informed the French Government that, in view of their repudiation of General Wrangel in the spring of 1920, they were unable to make any contribution towards the maintenance of the refugees who left South Russia after his defeat.

In addition to these extra charges, His Majesty's Government gave a subsidy of £ 1,500 a month to the British Committee of the Russian Red Cross for the months of April, May and June of this year, to enable them to keep their organisation in Egypt in being.

D. Numbers of Refugees and Cost of their Maintenance.

All the refugees mentioned in the following lists are being maintained by His Majesty's Government.

The figures in some cases are not up to date, but it is almost impossible to give entirely accurate numbers, as there are constant changes. The dates of the reports from which the lists are compiled are mentioned in each case, but some of the earlier ones are now very much out of date.

I.

(D'après un rapport en date du 9 juin 1921.)

EGYPTE.

Camp	Nombre	Frais d'entretien par tête		Total mensuel des frais.
Sidibishr (camp)	1172	3/6 par jour	£ 5. 5.0 par mois	£ 6,153
Sidibishr (hôpital)	307	9/2. » »	£ 13.15.0 » »	£ 4,221
Ismailia	467	2/9 » »	£ 4. 2.6 » »	£ 1,926
Total				£ 12,300

CHYPRE.

Limassol (camp)	486	2/8 par jour	£ 4. par mois	£ 1,944
Limassol (hôpital)	104	5/10 » »	£ 8.15.0 » »	£ 910
Total				£ 2,854
Total mensuel des dépenses dans les camps d'Egypte et de Chypre				£ 15,154

Ces chiffres ont été récemment réduits de nouveau, à la suite du départ de 70 réfugiés qui ont quitté l'Egypte et Chypre pour se rendre en Sibérie.

Aux indications fournies ci-dessus, il faut ajouter que l'on trouve en Egypte 339 réfugiés et à Chypre 72 qui vivent à leurs propres frais.

OCCUPATIONS.

(Liste basée sur un rapport en date du 14 février 1921.)

1. Agriculteurs	8	22. Préparateurs de pharmacie	Report. 194
2. Artistes	6	23. Distillateurs	2
3. Acteurs	5	24. Médecins	26
4. Aviateurs	1	25. Dessinateurs	5
5. Boulangers	2	26. Electriciens	14
6. Coiffeurs	3	27. Ingénieurs	34
7. Forgerons	1	28. Fermiers	135
8. Relieurs	3	29. Ouvriers agricoles	2
9. Teneurs de livres	11	30. Jardiniers	4
10. Maçons	1	31. Palefreniers	1
11. Entrepreneurs de bâtiment	2	32. Bourreliers	1
12. Bouchers	2	33. Horticulteurs	8
13. Maîtres d'hôtel	5	34. Maîtres de forges	1
14. Charpentiers	22	35. Jockeys	3
15. Chauffeurs d'automobiles	18	36. Manœuvres	10
16. Pharmaciens	8	37. Bibliothécaires	1
17. Ingénieurs civils	2	38. Avocats	13
18. Employés de commerce	69	39. Serruriers	12
19. Employés de banque	4	40. Négociants	5
20. Voyageurs de commerce	10		
21. Cuisiniers	11		
A reporter.		A reporter.	
		194	
		476	

I.

(Based on a report dated June 9th, 1921.)

EGYPT.

Camp	Numbers		Cost per head		Total monthly cost
Sidibishr (camp)	1172	3/6 per day	£ 5. 5.0	per month	£ 6,153
Sidibishr (hospital)	307	9/2 »	£ 13.15.0	»	£ 4,221
Ismailia	467	2/9 »	£ 4. 2.6	»	£ 1,926
Total					£ 12,300

CYPRUS.

Limassol (camp)	486	2/8 per day	£ 4. 0.0	per month	£ 1,944
Limassol (hospital)	104	5/10 »	£ 8.15.0	»	£ 910
Total					£ 2,854
Total monthly expenses of all camps in Egypt and Cyprus					£ 15,154

These figures have been recently reduced still further, as some 70 refugees have left Egypt and Cyprus for Siberia.

In addition to these figures, there are 339 refugees in Egypt and 72 in Cyprus living at their own expense.

TRADES.

(Based on a report dated February 14th, 1921.)

1. Agriculturists	8	22. Dispensers	2
2. Artists	6	23. Distillers	5
3. Actors	5	24. Doctors	26
4. Aviators	1	25. Draughtsmen	5
5. Bakers	2	26. Electricians	14
6. Barbers	3	27. Engineers	34
7. Blacksmiths	1	28. Farmers	135
8. Bookbinders	3	29. Farm Hands	2
9. Bookkeepers	11	30. Gardeners	4
10. Bricklayers	1	31. Grooms	1
11. Builders	2	32. Harness Makers	1
12. Butchers	2	33. Horticulturists	8
13. Butlers	5	34. Iron Masters	1
14. Carpenters	22	35. Jockeys	3
15. Chauffeurs	18	36. Labourers	10
16. Chemists	8	37. Librarians	1
17. Civil Engineers	2	38. Lawyers	13
18. Clerks	69	39. Locksmiths	12
19. Clerks (Bank)	4	40. Merchants	5
20. Commercial Travellers	10		
21. Cooks	11		
Carried forward		Carried forward	
		194	
		476	

<i>Report 476</i>		<i>Report 84</i>	
41. Mécaniciens	24	54. Magnaniers	1
42. Motocyclistes	1	55. Inspecteurs des travaux publics	1
43. Meuniers	2	56. Arpenteurs et géomètres	8
44. Musiciens	10	57. Tailleurs	1
45. Notaires	1	58. Professeurs	57
46. Photographes	3	59. Télégraphistes	1
47. Plombiers	1	60. Vétérinaires	1
48. Ecclésiastiques	5	61. Eleveurs de chevaux	4
49. Ing. des chemins de fer	2	62. Eleveurs de moutons	1
50. Matelots	9	63. Militaires	237
51. Cordonniers	35	64. Marins	1
52. Chauffeurs	1	65. Divers	267
53. Etudiants et élèves des écoles militaires et navales	273	66. Sans profession	34
<i>A reporter 843</i>		<i>Total 1,478</i>	

Au moment où l'on recevait ce rapport, le Haut Commissaire donnait une liste de réfugiés ainsi classés :

a) Vieillards	28
b) Hommes aptes au travail	1.478
c) Hommes inaptes au travail	478
d) Femmes	625
e) Enfants de moins de 14 ans	371
<i>Total</i>	<i>2.980</i>

La catégorie b) comprenait 195 élèves des Ecoles militaires et navales et la catégorie c), 182

II.

(D'après un rapport en date du 5 février 1921.)

SERBIE.

Nombre : 2.081.

Frais mensuel d'entretien : £ 6.000

Jusqu'à ces derniers temps, le Gouvernement britannique a payé au Gouvernement serbe une somme de 600 dinars par tête et par mois pour chaque réfugié qui se trouvait en Serbie sous la protection de la Grande-Bretagne. Les subsides mensuels que le Gouvernement britannique payait au Gouvernement serbe se montaient ainsi à £ 10.000.

Toutefois, les deux Gouvernements viennent de conclure un accord fixant les subsides du Gouvernement britannique à 400 dinars par tête et par mois.

Liste serbe dressée par catégorie.

(D'après un rapport en date du 5 février 1921.)

a) Vieillards au-dessus de 60 ans	36
b) Hommes capables de travailler :	
Officiers	377
Sous-officiers et soldats	146
Etudiants	88
Employés des administrations de l'Etat	78
<i>A reporter 725</i>	

<i>Brought forward</i> 476		<i>Brought forward</i> 843	
41. Mechanics	24	54. Silkworm Nursery	1
42. Motor Cyclists	1	55. Surveyors	4
43. Millers	2	56. Surveyors (Land)	8
44. Musicians	10	57. Tailors	15
45. Notary Public	1	58. Teachers	57
46. Photographers	3	59. Telegraphists	1
47. Plumbers	1	60. Veterinary Doctors	3
48. Priests	5	61. Horse Breeders	4
49. Railway Engineers	2	62. Sheep Breeders	3
50. Sailors	9	63. Military	237
51. Shoemakers	35	64. Naval	1
52. Stokers	1	65. Miscellaneous	267
53. Students and Cadets	273	66. No Trades	34
<i>Carried forward</i> 843		<i>Total</i> 1,478	

At the same time as this report was received, His Majesty's High Commissioner gave the numbers of refugees under the following headings :—

(a) Old men	28
(b) Men fit for work	1,478
(c) Men unfit for work	478
(d) Women	625
(e) Children under 14	371
<i>Total</i>	2,980

Category (b) included 195 cadets, and Category (c) 183 cadets.

II.

(Based on a report dated February 5th, 1921.)

SERBIA.

Number : 2,081.

Monthly expenses of upkeep, £ 6,000.

Until recently, His Majesty's Government paid the Serbian Government 600 dinars per head per month for every refugee in Serbia under British control. This brought the monthly subsidy which His Majesty's Government paid to the Serbian Government up to £ 10,000.

It has now been arranged, however, with the Serbian Government that His Majesty's Government shall only pay 400 dinars per person per month.

Serbian List in Categories.

(Based on a report dated February 5th, 1921.)

(a) Old men over 60	36
(b) Men fit for work :	
Officers	377
Other rank	146
Students	88
Civil Service and Officials	78
<i>Carried forward</i> 725	

	Report	725
Professeurs		42
Ingénieurs et mécaniciens		33
Négociants		26
Agriculteurs		12
Peintres et artistes		14
Médecins		11
Civils sans profession		9
Ecclésiastiques		7
Artisans et commerçants		7
Marins		5
Journalistes		2
Hommes de loi de toutes catégories	45	908
c) Elèves des Ecoles militaires et navales		22
d) Femmes ayant des parents mâles dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes		374
e) Femmes n'ayant pas de parents mâles		267
f) Femmes possédant des capacités spéciales d'infirmières, dactylographes, etc		50
g) Femmes de plus de 60 ans		21
h) Enfants de moins de 17 ans		334
i) Malades et blessés (officiers 45, élèves des Ecoles militaires et navales 2, infirmières 1, soldats 21)		69
		2.081
Total des hommes	1.034	
Total des femmes	713	
Total des enfants	334	
	2.081	

Répartition des réfugiés en Serbie.

(D'après un rapport en date du 29 décembre 1920.)

		Report	1.974
Vranska Bagna	554		3
Leskovatz	123	Soubbotitza	5
Vrniatchka Bagna	386	Vrchatz	5
Aleksinatz	89	Sourdolitza	5
Paratchine	72	Samobor	7
Jagodina	51	Kraguevatzz	3
Kniagevatz	31	Bocca di Cattaro	2
Zaitchar	76	Stare Betchai	10
Negotine	92	Baia	42
Nichka Bagna	123	Soko Bagna	2.052
Tchakchak	31		
Kraliévo	50		
Lapovo	111		
Jabori	82		
Arangelovatz	50		
Nich	20		
Belgrade	18		
Zemoun	2		
Toursky Betchai	10		
Skopli	3		
A reporter	1.974		

Le chiffre de 2.052 représente le nombre de réfugiés secourus d'après les listes de décembre. Ce chiffre ne comprend pas les 27 réfugiés qui ont reçu leur allocation à Nich, le 3 décembre.

Deux autres réfugiés se sont vu supprimer leurs allocations à la suite d'infractions à la discipline à bord du *Tambow*. En les ajoutant au total, le chiffre des réfugiés s'élève, en décembre, à 2.081.

Distribution in Serbia.

Transka Bagna	554	Skopli	3
eskovatz	123	Subbotitzza	3
Trniatchka Bagna	386	Wrscchatz	5
leksinatza	89	Sourdolitza	5
aratchine	72	Samobor	5
agodina	51	Kraguevatz	7
Trniagevatz	31	Bocca di Cattaro	3
aitchar	76	Stare Betchai	2
egotine	92	Baia	10
ishka Bagna	123	Soko Bagna	42
chakchak	31		2,052
raljewe	50		
apovo	III		
abori	82		
randgelovatz	50		
ish	20		
elgrade	18		
emoun	2		
ursky Betchai	10		
Brought forward	1,971		

2,052 is the total paid out on the December lists. In this number are not included the 27 refugees who were paid at Nish on December 3rd.

Two other persons had their payments stopped on account of offences against discipline committed on board the Tambov.

Adding these persons to the total, the number of refugees becomes 2,081 for December.

III.

(Liste basée sur un rapport en date du 4 août 1921.)

TOUZLA.

Nombre 150.

Frais d'entretien mensuel £ 316.

Ces réfugiés se trouvaient dans l'île d'Antigone ; ils furent confiés au Gouvernement britannique en janvier de cette année, après que le Gouvernement italien eût décidé qu'il cesserait de subvenir à leur entretien. A un certain moment, leur nombre a dépassé 200.

Répartition par catégorie des réfugiés de Touzla.

(D'après un rapport en date du 25 février 1921.)

[illegible]

Répartition par familles.

24 familles	d'une personne.
17 »	de deux personnes.
9 »	de trois »
11 »	de quatre »
8 »	de cinq »
3 »	de six »

IV.

MALTE.

Nombre : 61.

Frais mensuels d'entretien : £ 600.

Ces réfugiés seront sous peu envoyés à Chypre. Le Gouvernement britannique ne possède aucun renseignement sur ces réfugiés qui, pour la plupart, n'ont pas été évacués du sud de la Russie par les autorités britanniques.

Le 20 août 1921.

(Signé) P. V. EMRYS EVANS.

6. LA SITUATION DES RÉFUGIÉS RUSSES EN GRÈCE.

Communication de M. V. Dendramis, Directeur du Secrétariat hellénique permanent auprès de la Société des Nations.

Depuis que le mouvement d'émigration russe a commencé, plus de 50.000 Russes ont trouvé asile en Grèce.

1. Depuis avril 1920, 3,500 réfugiés russes ont été installés à Lemnos par les soins du Gouvernement hellénique, qui les y a hébergés et leur a donné tous les soins médicaux nécessaires.

III.

(Based on a report of August 4th, 1921.)

TUZLA.

Number : 150.

Monthly expenses of upkeep, £ 316.

These refugees were on the island of Antigone, and became a charge on His Majesty's Government in January of this year, after the Italian Government decided not to maintain them any longer. They numbered over 200 at one time.

Tuzla refugees divided into categories.

(Based on a report dated February 25th, 1921.)

(a) Men	67
(b) Women	74
(c) Children	46
Total	187

Distribution by families.

24	families of one person.
17	» » two persons.
9	» » three »
11	» » four »
8	» » five »
3	» » six »

IV

MALTA.

Number : 61.

Monthly expenses of upkeep, £ 600.

These refugees will be sent to Cyprus shortly. His Majesty's Government is not in possession of any details regarding these persons, who were not, in most cases, evacuated from South Russia by the British authorities.

August 20th, 1921.

(Signed) P. V. EMRYS EVANS.

6. THE SITUATION OF RUSSIAN REFUGEES IN GREECE.

Communication from M. V. Dendramis, Director of the Permanent Greek Secretariat attached to the League of Nations.

Since the Russian emigration movement began, more than 50,000 Russians have taken refuge in Greece.

1. Since April, 1920, 3,500 Russian refugees have been installed at Lemnos by the Greek Government, which has housed them and has given them all the necessary medical attention.

2. Depuis novembre 1920, ils ont été rejoints par 20.000 autres réfugiés, tous militaires auxquels le Gouvernement a accordé toutes facilités d'installation.

3. D'autre part, à Gallipoli, 24.000 réfugiés russes ont été concentrés par les soins du Gouvernement français.

4. Outre ceux qui précèdent, 5.000 autres réfugiés russes ont cherché refuge à Salonique, Athènes-Pirée et dans d'autres villes de Grèce.

Aujourd'hui, il y a encore en Grèce :

24.000 réfugiés russes à Gallipoli ;

3.500 environ à Lemnos ;

1.500 à Athènes-Pirée ;

1.200 à Salonique ;

800 dans diverses autres villes de Grèce et

500 environ hospitalisés.

Soit en tout 31.500 environ.

Sur ce nombre, déduction faite de ceux se trouvant encore à Gallipoli, Lemnos et Salonique auxquels toutes sortes de facilités d'installation ont été accordées, il en reste environ 3000, qui sont entièrement à la charge du Gouvernement hellénique, à raison de 2,50 à 3 drs. par jour et par personne valide et de 5 à 7 drs. pour les malades et les hospitalisés, dans les hôpitaux existants et dans les hôpitaux spécialement créés à cet effet.

Ainsi, pour les soins donnés aux seuls officiers et soldats russes blessés en traitement à l'hôpital russe du Pirée, le Gouvernement hellénique a déboursé, de décembre 1920 à fin avril 1921, environ 113.000 drachmes ; quant à l'entretien des 500 Russes hospitalisés dans les hôpitaux d'Athènes et du Pirée, il coûte au Gouvernement hellénique, depuis le mois de juin dernier, environ 73.000 drachmes par mois.

Les 24.000 réfugiés russes installés à Gallipoli et dont le Gouvernement français a cessé d'assurer l'entretien, reçoivent aussi depuis quelque temps du Gouvernement hellénique les soins médicaux et les médicaments à titre gratuit. Il est parvenu à la connaissance du gouvernement qu'on parle de transférer et d'installer 13.000 d'entre eux en Bulgarie avec de l'argent russe et que, pour les autres 11.000, des pourparlers sont en cours avec la Serbie. Mais jusqu'à ce jour aucun transfert n'a eu lieu.

Or, leur transfert de Gallipoli s'impose, car cette province, très éprouvée par la guerre et obligée de pourvoir à la subsistance de tous ses habitants qui, partis pendant les hostilités, regagnent aujourd'hui leurs foyers, se trouve dans l'incapacité matérielle de nourrir de nouveaux éléments.

Mais, dans le cas où l'évacuation à l'étranger des réfugiés russes de Gallipoli serait impossible, il y aurait lieu de créer des bureaux de placement chargés de répartir ces réfugiés dans d'autres localités qui manqueraient de main-d'œuvre. Or, jusqu'au jour où tous ces réfugiés trouveraient du travail, leur entretien nécessiterait environ 100.000 drachmes par mois pour les réfugiés hospitalisés ou en traitement et plus de deux millions pour les autres.

Voilà quels seraient les moyens financiers nécessaires à la réalisation de ce programme de répartition. Pour ce qui est des moyens techniques, seuls les pouvoirs publics sont, en Grèce, à même d'opérer une répartition judicieuse des fonds nécessaires ; aussi est-il indispensable que la collaboration des associations volontaires et privées soit guidée par le Ministère de l'Assistance en vue d'une action unique et méritée.

En ce qui concerne la situation juridique des réfugiés russes, rien d'exceptionnel n'a été établi en Grèce. Tous les réfugiés russes se trouvant en Grèce jouissent de tous les droits reconnus aux étrangers par la législation intérieure du pays.

Le Gouvernement hellénique — vu la situation anormale dans laquelle se trouve le pays, encore en guerre, et les milliers de Grecs qui, fuyant la sauvagerie turque, se réfugient en Grèce — se voit dans l'impossibilité absolue de consentir de nouveaux sacrifices en faveur des réfugiés russes. Et, dans ces conditions, ou bien les malheureux Russes installés à Gallipoli devront être évacués ailleurs, ou bien la Société des Nations devra accepter de participer à leur entretien comme elle a participé à la lutte contre le typhus en Pologne.

2. Since November, 1920, they have been joined by 20,000 other refugees, all soldiers, to whom the Government has granted all facilities for establishing themselves.

3. 24,000 Russian refugees have been concentrated at Gallipoli by the French Government.

4. Apart from the preceding, 5,000 other refugees have sought refuge at Salonica, Athens-Piraeus and other towns in Greece.

To-day, there are still in Greece : —

24,000	Russian refugees at Gallipoli,
about 3,500	at Lemnos,
1,500	at Athens-Piraeus,
1,200	at Salonica,
800	in various other towns in Greece, and about
500	in hospital.

A total of about 31,500.

Apart from those still at Gallipoli, Lemnos and Salonica, to whom housing facilities of every kind have been granted, there remain about 3,000 who are maintained entirely by the Greek Government at the rate of 2.50 to 3 drs. per day each for those who are in good health, and from 5 to 7 drs. for the sick and those in hospital, both in the existing hospitals and also in hospitals specially established for this purpose.

From December, 1920, to the end of April, 1921, the Greek Government expended about 13,000 drs. on wounded Russian officers and soldiers under treatment in the Russian hospital at Piraeus alone. The maintenance of the 500 Russians in hospital at Athens and the Piraeus has cost the Greek Government since June last about 73,000 drs. per month.

The 24,000 Russian refugees installed at Gallipoli, who are no longer maintained by the French Government, have for some time received free medical attention and medicaments from the Greek Government. The Government has learnt that there is talk of transferring and settling 13,000 of these refugees in Bulgaria by means of Russian money, and that, as regards the other 11,000, negotiations are in progress with Serbia ; but, as yet, none have been transferred.

It is imperative that they should be transferred from Gallipoli, as this province, sorely tried by the war, is obliged to provide for the subsistence of all its inhabitants ; the latter, having left during hostilities, are now returning to their homes, and the province is entirely unable to support any further additions to the population.

Should it be impossible to evacuate Russian refugees from Gallipoli to other countries, it would be necessary to establish employment bureaux to distribute these refugees amongst such other localities as might be in need of labour. Moreover, until these refugees had found work, about 20,000 drs. per month would be required for the maintenance of refugees in hospital or under medical treatment, and more than 2,000,000 drs. for the others.

Such is the financial support required if this distribution scheme is to be put into practice. As regards practical measures, only the public authorities in Greece are in a position to distribute the necessary funds in a judicious manner. It is therefore indispensable that the voluntary and private associations which are co-operating in this work should be guided by the Ministry of Public Relief in order that a uniform and systematic policy may be adopted.

As regards the legal status of Russian refugees in Greece, no special measures have been introduced. All the Russian refugees in Greece enjoy the full rights granted to strangers by the internal laws of the country.

Since the situation in Greece is still abnormal, the country being still at war, and also in view of the fact that thousands of Greeks are fleeing from Turkish barbarities and taking refuge in Greece, the Greek Government finds it totally impossible to make fresh sacrifices for the benefit of Russian refugees. In these circumstances, either the unfortunate Russians settled at Gallipoli will have to be evacuated elsewhere, or the League of Nations will have to undertake to contribute to their support, in the same way as it has taken part in the campaign against typhus in Poland.

Au cas où la Société des Nations se déciderait à contribuer pécuniairement à l'œuvre de secours aux réfugiés russes se trouvant en Grèce, le Gouvernement hellénique examinerait les conditions dans lesquelles il pourrait se charger de l'entretien des dits réfugiés et fixerait le nombre de ceux dont il serait à même, avec l'aide matérielle de la Société des Nations, d'assurer l'existence en Grèce.

7. RÉPONSE DU GOUVERNEMENT POLONAIS AU QUESTIONNAIRE CONCERNANT LE PROBLÈME DES RÉFUGIÉS RUSSES.

Communiquée par M. de Perłowski, Directeur du Secrétariat polonais permanent auprès de la Société des Nations.

1. Le nombre des réfugiés russes se trouvant en Pologne à la date du 1^{er} juillet dernier était approximativement de 550.000. Les bureaux d'enregistrement aux frontières polonaises ont inscrit, depuis 1919, 570.380 ressortissants russes qui ont pénétré en Pologne. Il convient de déduire de ce chiffre quelques dizaines de milliers de prisonniers de guerre russes, qui rentraient d'Allemagne en Russie, en empruntant le territoire polonais. D'autre part, au cours des deux dernières années, un nombre considérable de réfugiés s'est installé en Pologne à l'insu des autorités.

Les réfugiés se répartissent comme suit :

Varsovie	environ	60.000
Vilna	»	18.000
Lwow	»	20.000
Lodz	»	22.000
Autres localités de l'ancienne Pologne russe . . .	»	280.000
» » » » Pologne prussienne .	»	35.000
» » » » Pologne autrichienne	»	110.000

Les Israélites constituent environ 30 % de ce chiffre total et atteignent le nombre de 150.000. Ce tableau ne comprend pas les prisonniers de guerre faits pendant la campagne de 1920 et dont le rapatriement se poursuit. D'autre part, il contient les anciens combattants antibolchévistes qui se sont réfugiés sur le sol polonais et qui, au nombre d'environ 30.000, se trouvent aux camps de Czystochowa, de Stralkowo, d'Ostrow, etc.

Depuis plusieurs semaines, ces données, datant du mois dernier, ne répondent plus à la réalité. Les récents événements de Russie ont provoqué un afflux formidable de réfugiés et ce mouvement est en progression constante. La famine qui sévit dans la République des Soviets et les troubles consécutifs ont accéléré le retour prévu de milliers de citoyens polonais dispersés en Russie, et des masses de Russes, qui les ont suivis dans ce voyage, se présentent avec eux aux frontières de la Pologne en demandant à y être admis. Cette autorisation, le plus souvent, ne leur a pas été refusée. Le nombre des Russes qui, depuis plusieurs semaines, ont pénétré ainsi sur le territoire de la Pologne est évalué à plus de 4.000 par jour. Il en résulte que le chiffre total des réfugiés a déjà dépassé 650.000 et la rapidité avec laquelle il augmente oblige le Gouvernement polonais à limiter cette immigration. Des informations de source certaine annoncent que, dans les gouvernements russes de Smolensk et de Minsk, des centaines de milliers de fuyards se dirigeant vers la frontière polonaise ont obstrué les routes à un tel point que leur marche en a été temporairement interrompue. Une partie de ces caravanes provient du bassin du Volga. Le Gouvernement polonais ne sera pas en état de les admettre sur son territoire.

Pour venir en aide aux réfugiés, dont seul un nombre insignifiant dispose de ressources personnelles, les autorités polonaises en ont engagé environ 20.000 à des travaux publics, tels que construction de voies de communications, coupes de forêts, etc. Plusieurs milliers ont été placés comme agents de chemins de fer et autres fonctionnaires subalternes. Un grand nombre s'emploient comme ouvriers dans l'agriculture et dans l'industrie. Les autres cherchent du travail dans les villes, où se concentrent surtout les représentants des classes supérieures et les Israélites. La plupart de ces réfugiés se trouvent dans une profonde indigence. Il est impossible, à l'heure actuelle, de

Should the League of Nations decide to give pecuniary assistance in the work of succouring Russian refugees in Greece, the Greek Government would consider under what conditions it could undertake to support these refugees, and would also fix the number which it would be in a position to provide for in Greece, if materially supported by the League of Nations.

7. REPLY OF THE POLISH GOVERNMENT TO THE QUESTIONNAIRE ON THE PROBLEM OF THE RUSSIAN REFUGEES

Statement by M. Perłowski, Director of the Permanent Polish Secretariat to the League of Nations.

1. The number of Russian refugees in Poland on July 1st last was approximately 550,000. Since 1919, the Registration Bureaux at the Polish frontier have registered 570,380 Russian nationals who have entered Poland. From this figure some tens of thousands of Russian prisoners of war, who returned to Russia from Germany by way of Poland, should be deducted. On the other hand, during the last two years, a large number of refugees have settled in Poland without the knowledge of the authorities.

These refugees are divided as follows : —

In Warsaw	about	60,000
» Vilna	»	18,000
» Lwow	»	20,000
» Lodz	»	22,000
In other parts of the former Russian Poland	»	280,000
» » » » » Prussian Poland	»	35,000
» » » » » Austrian Poland	»	110,000

The Jews form about 30 % of this total and number 150,000. This table does not include the prisoners of war taken during the campaign of 1920, who are still being repatriated. On the other hand, it includes the former anti-Bolshevik combatants who fled to Poland and who, to the number of about 30,000, are concentrated in the camps at Częstochowa, Stralkowo, Ostrow, etc.

These data, referring as they do, to last month, are no longer up to date. Recent events in Russia have led to a great influx of refugees and this movement is steadily proceeding. The famine which is raging in the Soviet Republic and the troubles arising therefrom have accelerated the expected return of thousands of Polish citizens scattered over Russia, and large numbers of Russians who have followed them on their travels arrive with the Poles at the Polish frontiers requesting to be admitted into the country. This permission has, generally, been granted to them. The number of Russians who have thus for several weeks been entering Polish territory is estimated at more than 1,000 a day. As a result, the total figure of refugees has already exceeded 650,000 and the rapidity with which it is increasing obliges the Polish Government to set a limit to this immigration. Information from a reliable source states that in the Russian Governments of Smolensk and Minsk hundreds of thousands of fugitives are making their way towards the Polish frontier, and have blocked the roads to such an extent that their progress has been temporarily interrupted. Part of these caravans come from the Volga Basin. The Polish Government will not be in a position to admit them to its territory.

In order to assist these refugees, of whom practically none possess private means, the Polish authorities have engaged about 20,000 for public works, such as road construction, timber cutting, etc. Several thousands have been engaged on the railways and given other subordinate official posts. A large number are employed on the land and in manufacture. Other are seeking work in the towns ; these are mainly of the upper classes, and Jews. Most of these refugees are reduced to extreme poverty. At the present moment, it is impossible to give definite information as to the different social classes to which they belong. Having arrived in Poland after long and numerous trials, a great

préciser les différentes catégories sociales auxquelles ils appartiennent. Arrivés en Pologne après de longues et multiples épreuves, beaucoup ont renoncé à leurs occupations de jadis et se livrent à des travaux qui ne sont en aucun rapport avec ceux qu'ils exerçaient habituellement. Cependant il est certain que la grande majorité des réfugiés appartient aux populations de campagne, ce qui les rend aptes surtout à des travaux d'agriculture. Le recensement général, que le Gouvernement polonais prépare pour le 1^{er} octobre de l'année courante, pourra seul fournir des données exactes à ce sujet.

En dehors de l'aide ci-dessus mentionnée, le Gouvernement polonais a dépensé des sommes d'argent considérables à secourir les réfugiés. Depuis 1919, les soins donnés aux immigrants russes, aux divers postes-frontières où ils sont hébergés de 7 à 9 jours, nourris et soignés, se montent à 250 millions de marks. L'entretien des prisonniers de guerre dont le rapatriement est impossible, vu qu'ils proviennent des anciennes armées anti-bolchévistes, constitue une dépense de 150 millions de marks par mois. En 1920, le Gouvernement polonais mettait à la disposition du Comité russe d'évacuation 40 millions de marks et dépensait 30 millions pour l'entretien des troupes du général Brédow, qui, depuis lors, ont quitté le territoire polonais. Les communes, les municipalités où se trouvent les principales agglomérations de réfugiés se sont imposé, en leur faveur, des dépenses également considérables. Plusieurs villes leur distribuent gratuitement des vêtements et de la nourriture. Les dépenses totales encourues à cet effet par les municipalités de la Pologne sont évaluées à environ 6 millions de marks par semaine. Il est à noter qu'au moment où la Pologne poursuivait cette œuvre de secours, l'invasion bolchéviste détruisait ses récoltes et que le pain, que les populations polonaises étaient heureuses de pouvoir partager avec de plus indigents qu'elles-mêmes, était acheté en Amérique à un prix rendu formidable par le cours du mark polonais. Ces quelques données indiquent suffisamment que la Pologne supporte plus que sa part d'une charge qui devrait incomber à l'humanité entière et que nombre de pays, beaucoup mieux partagés au point de vue économique, n'ont pas encore acceptée.

2. Pour la question du statut juridique des réfugiés en Pologne, je ne puis que m'en rapporter à la note que j'ai eu l'honneur d'adresser, le 25 mai dernier, au Secrétariat général. (C. 126. M. 72.)

En accord avec les principes énoncés dans cette note, le Gouvernement polonais délivre aux réfugiés russes des papiers d'identité qui leur servent en même temps de permis de séjour. Ce gouvernement ne peut plus reconnaître les passeports et autres documents personnels, établis par les autorités de l'ancien régime russe. Le Traité de Paix signé à Riga exclut, pour la Pologne, toute possibilité de reconnaître sur son territoire des représentations russes antibolchévistes qui se chargeraient de la protection officielle des intérêts des réfugiés. Le statut juridique des réfugiés russes en Pologne correspond exactement à celui que les réfugiés politiques ont toujours eu dans tous les pays civilisés, où, sans être placés sous la tutelle d'un gouvernement national qu'ils se refusent à reconnaître, ou d'un gouvernement d'occupants étrangers, ils jouissent du droit d'asile et de la protection entière du pays qui les a recueillis. Le Gouvernement polonais ne pourrait consentir, sur son territoire, à aucun changement à cet état de choses. N'ayant jamais conclu avec un gouvernement russe de convention dans le domaine du droit international privé, la Pologne n'a pas de raison d'appliquer aux réfugiés russes de statut personnel spécial. Ces réfugiés bénéficient des lois polonaises. Les mêmes principes étaient, d'ailleurs, appliqués aux émigrés polonais qui, après les révolutions de 1794, de 1831 et de 1863, allaient chercher un refuge dans divers Etats du monde et surtout dans la France hospitalière. Rien que dans ce seul pays, asile traditionnel des combattants pour la liberté, environ 50.000 émigrés polonais s'étaient réunis après 1831 sans y obtenir de statut personnel spécial. Le Gouvernement français leur accordait la protection de ses propres lois et une partie de ces réfugiés, munie de papiers d'identité délivrés par les autorités françaises, a pu se transporter sans difficulté dans d'autres pays, surtout aux États-Unis, où elle fonda la nombreuse colonie polonaise actuelle.

Les mêmes formalités pourraient être appliquées aux réfugiés russes. Le Gouvernement polonais verrait avec satisfaction les autres gouvernements accepter comme passeports les papiers d'identité qu'il délivre et qui, munis de visas de consuls étrangers, pourraient servir aux réfugiés à traverser librement, dans les limites des réglementations établies, les frontières des pays où ils désirent se rendre.

3. Le chômage qui frappe l'industrie dans la plupart des pays se fait sentir aussi en Pologne, et il est inévitable qu'à la suite de ce phénomène économique, nombre de réfugiés ne soient privés

many have given up their former occupations and are employed in work which has no relation to that in which they were habitually engaged. It is certain, however, that the great majority of the refugees belong to the farming class, and this makes them best fitted for work on the land. Only the general census, which the Polish Government is about to hold on October 1st of this year, can give any exact data on this subject.

Besides the above-mentioned assistance, the Polish Government has spent large sums of money in helping the refugees. Since 1919, the relief given to Russian immigrants at the various frontier posts, where they are given shelter, food, etc., for a period of from 7 to 9 days, has cost 250,000,000 marks. The maintenance of prisoners of war, whose repatriation is impossible owing to the fact that they belong to the former anti-Bolshevik armies, entails an expenditure of 150 million marks a month. In 1920, the Polish Government placed at the disposal of the Russian Evacuation Committee a sum of 40 million marks and spent 30 millions in maintaining the troops of General Bredow, which have since left Polish territory. The Communes and Municipalities in which the greatest numbers of refugees are collected have also incurred considerable expense on their behalf. Many towns distribute clothes and food gratis. The total expenditure incurred by the Polish Municipalities for this purpose is estimated at about 6 million marks a week. It must be noted that, at the moment when Poland was engaged in this relief work, the Bolshevik invasion destroyed her harvests, and the bread, which the Polish population was only too happy to share with those more poverty-stricken than itself, was bought in America at a price which, owing to the depreciation of the Polish mark, was enormous. These few facts sufficiently show that Poland is carrying more than its share of a burden which should be shared by the whole human race, and which certain States, far better placed from an economic point of view, have not yet accepted.

2. With regard to the question of the legal status of the refugees in Poland, I would refer to the Note which I had the honour to address to the Secretary-General on May 25th last (C. 126. M. 72).

In accordance with the principles contained in this Note, the Polish Government issues to the Russian refugees identification papers which, at the same time, serve as "permis de séjour." This Government can no longer recognise the passports and other personal papers issued by the authorities of the former Russian régime. The Treaty of Peace signed at Riga renders it quite impossible for Poland to recognise in its territory Russian anti-Bolshevik representatives who might assume the official protection of the interests of the refugees. The legal status of the Russian refugees in Poland corresponds exactly to that which political refugees have always enjoyed in all civilised countries where, without being placed under the authority of a national Government which they refuse to recognise, or of a foreign Government of occupation, they enjoy the right of asylum and the full protection of the country in which they have settled. The Polish Government could not consent within its territory to any change in this state of affairs. Having never concluded any convention in respect of private international law with a Russian Government, Poland has no reason to grant any special personal status to the Russian refugees. These refugees enjoy the protection of Polish laws. The same principles, moreover, were applied in the case of Polish emigrants who, after the Revolutions of 1794, 1831 and 1863, sought refuge in various countries of the world and, above all, in hospitable France. In that country alone, the traditional refuge of those who fight for liberty, about 50,000 Polish emigrants settled after the Revolution of 1831, without being granted any special personal status in France. The French Government accorded them the protection of its laws, and some of these refugees, furnished with identification papers issued by the French authorities, were able to proceed without any difficulty to other countries, especially to the United States, where they founded the Polish colony which is so numerous to-day.

The same formalities might be applied in the case of the Russian refugees. It would satisfy the Polish Government if other Governments were to accept as passports the identification papers which it issues and which, furnished with the visas of foreign Consuls, might be used by the refugees, within the limits of the regulations laid down, to cross freely the frontiers of those countries to which they may wish to proceed.

3. The unemployment which is affecting industry in most countries is also being felt in Poland, and it is inevitable, as a result of this economic phenomenon, that a large number of refu-

de leurs moyens d'existence. De plus, la Pologne s'attend au retour d'environ 700,000 de ses ressortissants qui se trouvent encore en Russie. La nécessité de transférer la main-d'œuvre étrangère dans d'autres pays devient donc de plus en plus impérieuse pour la Pologne. Plusieurs autres pays se trouvent dans la même situation. Il serait donc désirable que la Conférence veuille bien émettre le vœu d'un changement temporaire, en faveur des réfugiés russes, des réglementations qui, dans certains Etats, ont récemment limité l'immigration.

4. Le rapatriement des réfugiés russes présenterait, pour la Pologne, moins de difficultés que pour nombre de pays n'ayant point de frontière commune avec la Russie. Les conditions de ce rapatriement ont d'ailleurs été fixées par une convention spéciale conclue entre les gouvernements polonais et soviétique, le 24 février 1921. Ce document peut être consulté au Bureau d'enregistrement du Secrétariat général, où il a été déposé. Je tiens à constater que mon gouvernement n'envisage que les rapatriements volontaires et qu'ayant inséré dans la Convention polono-russe une clause spéciale à cet effet, il assimile tous les réfugiés, refusant de rentrer dans leur pays, à des réfugiés politiques jouissant en Pologne du droit d'asile dans toute sa plénitude. Quant aux rapatriements volontaires, vu les conditions économiques et politiques de la Russie, il est douteux que le reflux des réfugiés puisse prendre des proportions notables et il vient d'être constaté que c'est, au contraire, le phénomène inverse qui se produit avec une intensité toujours croissante. En effet, les rapatriements des prisonniers bolchévistes, pris pendant la campagne de 1920, sont à peu près les seuls qui aient été effectués au cours des deux dernières années.

5. Nombre d'intellectuels russes ont trouvé en Pologne des emplois rémunérateurs, surtout comme employés d'entreprises commerciales et industrielles. Des spécialistes exerçant des professions libérales, telles que celles de médecins, d'ingénieurs, etc., ont aussi trouvé du travail. Cependant, leur manque de connaissance de la langue polonaise et la situation générale du pays les empêchent grandement de faire valoir leurs capacités.

6. Il existe en Pologne des écoles élémentaires et moyennes à l'usage des réfugiés dans la plupart des villes où ils se concentrent. L'instruction dans ces écoles est faite en russe.

7. La situation des Israélites russes, échappés aux massacres qui ont sévi sur les territoires de l'Ukraine et réfugiés sur le territoire polonais, est d'autant plus pénible que, commerçants et artisans, ils sont incapables, pour la plupart, de subvenir à leur existence en se livrant aux travaux des champs. Leur ruine matérielle et les conditions économiques du pays les empêchent souvent d'exercer leurs professions habituelles. Aussi le seul moyen de soulager leur détresse serait de rendre possible leur migration dans d'autres pays, où leurs capacités pourraient être plus facilement mises en valeur.

8. La création d'un organisme spécial, dirigé par un Haut Commissaire, sous les auspices de la Société des Nations, et défrayé sur son budget normal, semble indiquée. Sans attribuer à cet organisme des fonctions consulaires dans les pays qui ne le désireraient pas, il conviendrait peut-être de lui confier : a) la recherche des moyens matériels nécessaires à son fonctionnement ; b) la coordination des efforts des associations privées ; c) l'initiative dans les questions techniques concernant le transfert des réfugiés ; d) le rôle d'intermédiaire entre les différents gouvernements dans les questions de l'unification du système des passeports, du consentement des gouvernements intéressés.

Les données ci-dessus indiquent suffisamment l'étendue des sacrifices que la Pologne s'est imposés pour venir en aide aux réfugiés. Il a été constaté que chaque jour amène sur le territoire polonais un nombre de réfugiés égal ou supérieur à celui qui se trouve en Suisse. A elle seule, la Pologne héberge plus de la moitié de cette masse de malheureux, répandue à travers les différents pays. Il serait juste que les efforts de la Société des Nations fussent dans la même proportion consacrés à soulager la misère des réfugiés en Pologne. Une telle aide devient de plus en plus urgente. Les ressources dont disposait la Pologne en faveur des réfugiés sont épuisées et le retour de centaines de milliers de ses propres ressortissants lui impose d'autres charges auxquelles elle n'a pas le droit de se soustraire. Il semblerait équitable qu'une nation seule n'ait pas à accomplir la majeure partie d'une tâche qui, désormais, incombe à la Société des Nations.

gees must be deprived of the means of existence. Moreover, Poland is expecting the return of about seven hundred thousand of its nationals who are still in Russia. The necessity of transferring labour to other countries is thus becoming more and more imperative for Poland. Several other countries are in the same position. It would therefore be desirable for the Conference to adopt a recommendation providing for a provisional amendment, in favour of the Russian refugees, to the regulations which have been recently passed by certain States limiting immigration.

4. The repatriation of Russian refugees presents less difficulties in the case of Poland than in that of a number of other States, which have no common frontier with Russia. The conditions of this repatriation have, moreover, been fixed by a special Convention concluded between the Polish and Soviet Governments on February 24th, 1921. This document may be consulted in the Treaty Department of the Secretariat, where it has been deposited. I would point out that my Government only deals with cases of voluntary repatriation and that — having inserted in the Polish-Russian Convention a special Clause to this effect — it regards all refugees who refuse to return to their country as political refugees who enjoy in Poland the right of asylum to its fullest extent. With regard to voluntary repatriation, it is doubtful, in view of the economic and political conditions in Russia, whether the return of refugees can attain any considerable proportion, and we have just seen that it is the contrary which is taking place to an ever increasing extent. In fact, almost the only repatriation which has been carried out in the course of the last two years is that of the Bolshevik prisoners taken during the campaign of 1920.

5. A number of educated Russians have found remunerative employment in Poland, chiefly as employees in commercial and industrial concerns. Specialists in the liberal professions, such as doctors, engineers, etc., have found work. However, their lack of knowledge of the Polish language and the general situation of the country prevent them, to a great extent, from employing their talents to their full extent.

6. Elementary and secondary schools exist in Poland for the use of refugees in most of the towns in which these refugees are concentrated. In these schools instruction is given in Russian.

7. The situation of the Russian Jews, who have escaped from the massacres which raged in the territories of the Ukraine, and who took refuge in Polish territory, is even more unfortunate, in view of the fact that, being merchants and workmen, they are, for the most part, incapable of earning their living by working on the land. Their destitute circumstances and the economic conditions of the country often prevent them from exercising their customary professions; hence, the only means of alleviating their distress would be to enable them to emigrate to other countries where their capabilities might more easily be utilised.

8. The creation of a special body, directed by a High Commissioner, under the auspices of the League of Nations, and supported out of its ordinary budget, seems desirable. While not assigning to this any consular functions in such countries as would not desire it, it might perhaps be advisable to entrust it with the task: — (a) of finding the material means essential for its work; (b) of co-ordinating the efforts of private societies; (c) of handling technical questions with regard to the transfer of refugees; (d) of acting as intermediary between the different Governments in connection with the question of the standardisation of the system of passports, and of obtaining the consent of the Governments concerned.

The data given above sufficiently indicate the extent of the sacrifices which Poland has made in coming to the assistance of the refugees. It has been shown that, every day, Polish territory is invaded by a number of refugees equal to, or even greater than, those residing in Switzerland. Poland alone shelters more than half of these unhappy people, who are spread over the various countries. It would be just that the efforts of the League of Nations should, in the same proportions, be directed to alleviating the misery of the refugees in Poland. Such assistance is becoming more and more urgent. The resources which Poland commands, to enable her to help the refugees, are exhausted, and the return of hundreds of thousands of her own nationals imposes on her other burdens the responsibility for which she cannot avoid. It would not seem just that one nation alone should undertake the greater part of a work which henceforth should fall upon the League of Nations.

8. SITUATION DES RÉFUGIÉS RUSSES EN ROUMANIE.

45/15127/15127.

*Extraits de la communication de M. Margaritesco Greciano,
Ministre de Roumanie à Berne.*

Le nombre des réfugiés russes sur le territoire roumain dépasse 100,000. On peut les ranger en trois catégories :

1. La plus importante, comprenant 95,000 réfugiés environ, se compose de personnes qui en ces deux dernières années, ont réussi à passer la frontière pour fuir le régime bolchévique. Ces Russes se trouvent disséminés dans tout le Royaume. Ils sont Israélites pour la plupart.
2. La deuxième catégorie comprend environ 3,000 anciens soldats et officiers de l'armée Wrangel, acceptés par la Roumanie sur les instances du Comité international de Constantinople. Ils se trouvent internés dans l'intérieur de la Roumanie.
3. La troisième catégorie est formée de gardes blanches qui, pour se mettre à l'abri des poursuites de l'armée rouge, ont passé clandestinement la frontière par petits paquets. Les dits soldats ont été désarmés et internés.

L'entretien de chaque réfugié revient à environ 20 lei par jour, à cause de la difficulté d'approvisionnement, d'habiller et de loger tant de monde.

Ces sacrifices, consentis par humanité et par sentiment de solidarité internationale, devenant à la longue trop onéreux, le Gouvernement roumain exprime le désir d'obtenir qu'à la répartition éventuelle de secours internationaux, il soit tenu compte de ses dépenses et des difficultés qu'il subit, par un allègement proportionnel, soit sous forme d'envoi de vêtements, de médicaments et d'aliments, soit en lui faisant parvenir des secours pécuniaires, soit en transportant la totalité ou une partie des réfugiés russes actuellement à sa charge, dans des pays moins éprouvés par la guerre que la Roumanie.

9. MÉMOIRE SUR LA SITUATION DES RÉFUGIÉS RUSSES EN TCHÉCOSLOVAQUIE.

Présenté par M. Dusek, Ministre de Tchécoslovaquie à Berne.

Le nombre des réfugiés russes qui se trouvent sur le territoire de la République tchécoslovaque n'est pas encore connu d'une façon tout à fait exacte, les opérations de recensement n'étant pas encore terminées. Néanmoins, on peut affirmer qu'il s'agit de plusieurs milliers de personnes. Ces réfugiés se classent en différentes catégories.

Il y a, tout d'abord, les anciens combattants russes, généralement des prisonniers de guerre qui sont restés en Tchécoslovaquie, ou bien qui y sont venus des pays limitrophes (Allemagne) lorsque des troubles ont éclaté dans ces pays. Une partie de ces anciens combattants a été rapatriée par les soins de la Croix-Rouge russe et avec l'appui du Gouvernement soviétique. Mais la plus grande partie de ces anciens combattants a refusé de retourner en Russie en raison des circonstances actuelles. Cette catégorie de réfugiés comprend plusieurs milliers de personnes. Elles sont secourues par la Croix-Rouge tchéco-slovaque, qui leur assure l'assistance médicale, ainsi que le ravitaillement.

Une autre catégorie de réfugiés, qui comprend également plusieurs milliers de personnes, est formée par les Russes qui sont venus en Tchécoslovaquie des différents pays de l'Europe occidentale et des pays scandinaves pour pouvoir bénéficier du change plus favorable en Tchécoslovaquie. Cette catégorie comprend surtout des personnes qui appartiennent aux classes plutôt aisées. En général, ces réfugiés ont trouvé une occupation en Tchécoslovaquie. Malgré la crise du logement, le Gouvernement tchécoslovaque leur donne l'autorisation de séjourner sur le territoire de la République et d'exercer leur profession.

Une troisième catégorie de réfugiés est constituée par les Russes qui sont venus en Tchécoslovaquie de Galicie et ont passé en Russie subcarpathique ou en Slovaquie. Ils sont secourus par la Croix-Rouge tchécoslovaque, qui s'occupe surtout des enfants, des femmes, des personnes âgées et des malades.

8. CONDITION OF THE RUSSIAN REFUGEES IN ROUMANIA.

[Translation.]

45/15127/15127.

*Extracts from the Communication of M. Margaritesco Greciano,
Roumanian Minister at Berne.*

The number of Russian refugees in Roumanian territory exceeds 100,000. They may be classed in three groups :—

1. The most important — including about 95,000 refugees — is composed of persons who, within the last two years, have succeeded in passing the frontier in order to escape from Bolshevism. These Russians are scattered throughout the kingdom ; the greater part are Jews.

2. The second category includes about 3,000 soldiers and officers, formerly of General Brangel's army, admitted by Roumania at the request of the International Committee at Constantinople.

They are interned in the interior of Roumania.

3. The third category consist of the White Guards, who have secretly passed the frontier in small groups to escape from the pursuit of the Red Army. These soldiers have been disarmed and interned.

The maintenance of each refugee amounts to about 20 lei per day owing to the difficulties experienced in feeding, clothing and housing so many people.

As these sacrifices, accepted for humanitarian reasons and from a feeling of international solidarity, are at last becoming too onerous, the Roumanian Government express the desire that, in the eventual allocation of international assistance, the expenses and difficulties which it is experiencing may be taken into consideration and indemnified by a proportional alleviation, whether by the despatch of clothing, medicines and food, or by financial assistance, or in transferring either the whole or a part of the Russian refugees now within its territory to countries less affected by the war than Roumania.

9.] STATEMENT ON THE SITUATION OF THE RUSSIAN REFUGEES IN CZECHO-SLOVAKIA.

[Translation.]

Submitted by M. Dusek, Czecho-Slovak Minister at Berne.

The number of Russian refugees within the territory of the Czecho-Slovak Republic is not exactly known, as the census has not yet been taken. Nevertheless, it may be affirmed that there are several thousand.

These refugees are classed in different categories. There are, first of all, the former Russian combatants, as a rule prisoners of war who remained in Czecho-Slovakia or who have come there from the adjacent countries (Germany) when disturbances broke out in those countries. Some of these former combatants have been repatriated through the Russian Red Cross, and with the support of the Soviet Government, but the greater part refuse to return to Russia owing to the conditions there. This class of refugees includes several thousand persons. They are assisted by the Czecho-Slovak Red Cross, which grants them medical assistance as well as food.

Another category of refugees — which also includes several thousand persons — is formed by those Russians who have come to Czecho-Slovakia from different countries in Western Europe and Scandinavia in order to take advantage of the more favourable exchange in Czecho-Slovakia. This category includes especially persons belonging to the more well-to-do classes. As a rule, these refugees have found employment in Czecho-Slovakia. In spite of the housing crisis, the Czecho-Slovak Government authorises them to remain within the territory of the Republic and to follow their professions.

The third category of refugees is formed by the Russians who came to Czecho-Slovakia from Galicia and have gone on to South-Carpathian Russia or to Slovakia. They are assisted by the Czecho-Slovak Red Cross, which specially looks after children, women, old people and the sick.

Le Gouvernement tchécoslovaque organise les secours pour ces trois catégories de réfugiés avec le concours de la Croix-Rouge tchéco-slovaque, ainsi qu'avec celui de plusieurs organisations de bienfaisance ou comités privés. On s'occupe de trouver des occupations pour toutes ces personnes en les groupant en petites coopératives pour lesquelles on cherche du travail.

Enfin, il y a une autre classe de réfugiés russes. Ce sont les 5.000 cosaques, presque tous anciens combattants, qui sont venus en Tchécoslovaquie par Constantinople. Comme ces cosaques sont des paysans, on a trouvé pour eux des occupations à la campagne. Toutefois, le gouvernement ne s'est nullement désintéressé de leur sort et ils sont toujours secourus par lui.

Le Gouvernement tchécoslovaque a organisé une action spéciale pour les enfants russes. Ils sont — au nombre de 500 — logés, nourris et vêtus par les soins du gouvernement, qui crée même pour eux des écoles primaires et secondaires avec des maîtres et des professeurs russes.

Ces actions du Gouvernement tchécoslovaque sont complétées par les mesures qu'il a prises pour secourir les intellectuels russes et les étudiants. Le gouvernement a accordé l'hospitalité à mille étudiants russes, qui peuvent terminer leurs études aux différentes universités et dans les hautes écoles du pays. Ils seront logés, nourris et pourvus de vêtements par les soins du gouvernement.

Le Gouvernement tchécoslovaque a même procuré à ces étudiants la possibilité de faire leurs études en russe, en attachant un certain nombre de professeurs russes aux universités tchécoslovaques, qui seront pourvues de cours complémentaires en langue russe.

Le gouvernement s'est, enfin, efforcé de venir en aide aux nombreux autres intellectuels russes. La Compagnie du théâtre des Arts de Moscou, qui a fait une tournée dans plusieurs pays d'Europe, a trouvé en Tchécoslovaquie la possibilité d'une existence morale et matérielle assurée.

Un certain nombre de réfugiés russes demande constamment l'accès sur le territoire de la République tchécoslovaque. En principe, le Gouvernement tchécoslovaque accorde l'autorisation de séjourner sur le territoire de l'Etat et les réfugiés ne sont jamais expulsés.

Les dépenses ainsi engagées en faveur des réfugiés russes sont supportées en majeure partie par le gouvernement. Une certaine partie est couverte par la Croix-Rouge, ainsi que par quelques autres organisations de bienfaisance. Enfin, le produit de collectes contribue également à alimenter les œuvres créées en faveur des réfugiés russes.

10. LA SITUATION DES RÉFUGIÉS RUSSES EN SERBIE.

Communication de M. Yovanovitch, Ministre de l'Etat serbe-croate-slovène à Berne.

Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes a recueilli environ 50.000 réfugiés russes, qui trouvent disséminés sur tout le territoire de notre pays. Il y en a de toutes professions ; mais, n'étant pas à même de fournir en ce moment des statistiques exactes sur les différentes professions et le nombre de leurs représentants, les renseignements à ce sujet seront communiqués ultérieurement.

Sur ces 50.000 réfugiés qui sont établis sur le territoire du Royaume, 2.000 sont à la charge du Gouvernement anglais et deux autres mille sont entretenus aux frais de la France. Le reste, environ 46.000, est secouru par le Gouvernement serbe-croate-slovène. A cet effet, une commission officielle, qui s'occupe spécialement des réfugiés russes de notre territoire, a été instituée par le Gouvernement de Belgrade.

Un certain nombre de réfugiés russes a été affecté, selon les professions, aux fonctions de l'Etat aux mêmes titres que nos propres nationaux. C'est ainsi que des médecins, des professeurs d'université, etc., sont engagés dans le service de l'Etat ; les artistes sont autorisés à donner des représentations et concerts en leur faveur ou au profit de leurs fonds de secours. Le théâtre de Moscou, par exemple, fait des tournées dans toutes les villes de notre pays.

Il convient de mentionner que l'ancienne légation russe à Belgrade continue à fonctionner comme par le passé et n'a jamais cessé d'être reconnue par notre gouvernement. Elle a le droit de délivrer valablement les passeports en vertu desquels nos autorités délivrent aux réfugiés russes une carte d'identité semblable à celle dont sont pourvus nos propres compatriotes.

The Czecho-Slovak Government organises help for these three categories of refugees, with the assistance of the Czecho-Slovak Red Cross, as well as that of several other philanthropic organisations or private committees. An effort is made to find occupation for all these persons by grouping them into small co-operative sections, for which work is sought.

Finally, there is another class of Russian refugees. This consists of the 5,000 Cossacks, nearly all former combatants, who came to Czecho-Slovakia *via* Constantinople. As these Cossacks are peasants, rural occupations have been found for them. Nevertheless, the Government has not ceased to take an interest in their fate and to assist them. The Czecho-Slovak Government has organised a special arrangement for Russian children. They number 500, and are lodged, fed and clothed by the Government, which even opened primary and secondary schools for them with Russian masters and professors.

These measures of the Czecho-Slovak Government have been completed by those taken to assist the Russian "intellectuals" and the students. The Government has granted hospitality to a thousand Russian students, who are enabled to complete their studies at the different universities and the high-grade schools in the country. They will be housed, fed and clothed by the Government.

The Czecho-Slovak Government has even rendered it possible for these students to carry on their studies in Russian, by appointing a certain number of Russian professors to the Czecho-Slovak universities, which will open supplementary courses in the Russian language.

The Government has finally endeavoured to assist the other numerous members of the Russian "intellectuals". The Company of the Theatre of Arts in Moscow, which toured several countries in Europe, has found in Czecho-Slovakia the possibility of carrying on a morally and materially assured existence.

A certain number of Russian refugees frequently request permission to enter the territory of the Czecho-Slovak Republic. The Czecho-Slovak Government generally grants the authorisation to remain within the territory of the State and the refugees — are never expelled.

The expenses thus incurred in the assistance of the Russian refugees are chiefly borne by the Government. A certain portion is covered by the Red Cross and by other philanthropic organisations. Finally, the results of collections also contribute towards the support of the organisation created to assist the Russian refugees.

10. THE SITUATION OF RUSSIAN REFUGEES IN SERBIA.

Translation.

Statement by M. Yovanovitch, Minister of the Serb-Croat-Slovene State at Berne.

The Serb-Croat-Slovene Kingdom has given hospitality to about 50,000 Russian refugees, who are distributed throughout our country. Included among them are members of every profession, but I am not, at the moment, in a position to supply exact statistics as to the different professions and the number of their representatives. Information on this subject will be given later.

Out of these 50,000 refugees who are established within the Kingdom, 2,000 are maintained at the cost of the British Government, and another 2,000 at the cost of the French Government. The remainder, about 46,000, are assisted by the Serb-Croat-Slovene Government. An official Committee, established for the special purpose of dealing with the Russian refugees in our territory, has been established by the Government of Belgrade.

A certain number of Russian refugees have been given positions in Government Departments, according to their profession, upon the same footing as our own nationals. There are, for example, doctors, university professors, etc., in Government service, and artists are authorised to give performances, concerts, etc., for their benefit or to assist their funds; the Moscow Theatrical Co. for example, is touring all the towns in our country.

It should be mentioned that the former Russian Legation at Belgrade continues its activities, and has never ceased to be recognised by our Government. It is entitled to issue valid passports in virtue of which our authorities hand to Russian refugees an identification card, similar to those with which our own countrymen are provided.

Comme il existe dans notre Etat un organe officiel qui s'occupe des réfugiés russes — nous venons de le dire — toute organisation internationale qui serait créée, aux fins de secourir les réfugiés russes, devra communiquer avec lui par l'intermédiaire de notre gouvernement, c'est-à-dire par le Ministère des Affaires étrangères.

Le Gouvernement de Belgrade refusera toute proposition tendant à exercer une pression quelconque sur les réfugiés russes afin de les déterminer, soit à rentrer en Russie, soit à quitter notre territoire à destination d'autres pays.

Aucune organisation internationale qui offrirait des secours aux Russes ne pourra, de ce fait, se prétendre en droit de diriger de nouveaux réfugiés sur notre pays.

II. EXPOSÉ DE LA DÉLÉGATION RUSSE.

Lu par M. Astrov, représentant du comité des Zemstvos et des villes.

Nos principaux désirs sont les suivants :

1. Prier les gouvernements et organisations philanthropiques de ne pas cesser leurs secours aux réfugiés jusqu'à ce qu'un plan de secours général soit élaboré et mis à exécution.
2. Se renseigner sur les conditions auxquelles une certaine quantité de réfugiés aurait pu être transférée et installée en Thrace, Anatolie, région de Smyrne, Hongrie et Galicie.
3. Entrer en pourparlers avec les gouvernements des pays balkaniques pour savoir s'ils n'accepteraient pas encore quelques groupes de réfugiés et à quelles conditions.
4. Reconnaître indispensable l'aide aux organisations philanthropiques russes et à telles de leurs institutions, dont l'utilité sera reconnue : institutions médicales, de ravitaillement, de travail, d'enseignement, etc.
5. Reconnaître indispensables les secours et l'organisation de colonies agricoles dans la région de Constantinople, en Serbie, en Thrace, etc.
6. Faciliter les déplacements des réfugiés russes d'un pays à l'autre, dans le but de trouver des occupations et un gagne-pain.
7. Organiser les travaux publics dans les pays où il y a de grandes agglomérations de réfugiés, entretenir des ateliers dans les pays à change bas et organiser l'écoulement des articles fabriqués.
8. Reconnaître indispensables la conservation et l'entretien des écoles déjà créées par les organisations russes et placer la jeunesse russe, autant que possible, dans les écoles supérieures étrangères.
9. Entrer en pourparlers avec les gouvernements d'outre-mer et tâcher d'y transporter une partie des réfugiés.
10. Rapatrier les natifs de Sibérie dans la partie est de la Sibérie, libérée de la tyrannie bolchéviste.
11. Aider à l'organisation d'un crédit pour les réfugiés agriculteurs et les petites entreprises.
12. Reconnaître comme désirable l'emploi d'une partie des fonds russes à l'effet des dépenses nécessaires à l'installation des réfugiés.

12. MÉMOIRE ADRESSÉ PAR UN REPRÉSENTANT ARMÉNIEN.
45/15015/15015.

Dr H. Arabian.

Monsieur le Président,

Genève, le 28 août 1921.

En réponse à votre honorée lettre du 25 août, je viens vous soumettre quelques renseignements concernant les réfugiés arméniens, citoyens russes.

1. *Constantinople.* — Il existe actuellement à Constantinople environ 3.000 Arméniens de

As an official organisation exists in our country for dealing with Russian refugees — as we have just mentioned — any international organisation created for the purpose of assisting these refugees should first communicate with it through the intermediary of our Government, *i.e.*, through the Ministry of Foreign Affairs.

The Belgrade Government will reject any proposal to exercise any pressure whatsoever upon Russian refugees in order to force them either to return to Russia or to leave our territory for any other country.

Any international organisation which proposes to offer assistance to Russia must not take advantage of this fact to attempt to send more refugees to our country.

II. STATEMENT BY THE RUSSIAN DELEGATION.

[Translation.]

Read by M. Astrov, Representative of Zemstvos and Towns.

Our principal desires are the following :

1. To beg Governments and philanthropic organisations not to cease their efforts to help the refugees until a plan of general assistance has been elaborated and carried out.
2. To investigate the conditions under which a certain number of refugees may have been transferred and settled in Thrace, Anatolia, the Smyrna region, Hungary and Galicia.
3. To enter into negotiations with the Governments of the Baltic States to find out if they could accept further groups of refugees and under what conditions.
4. To acknowledge that support of the philanthropic Russian organisations, and of such of their institutions as are of recognised utility, is indispensable, *viz*, medical institutions, food supplies, labour and education.
5. To acknowledge that the support of the organisations of agricultural colonies in the Constantinople region, in Serbia, Thrace, etc., is indispensable.
6. To facilitate the transfer of Russian refugees from one country to another to enable them to find work and means of earning their living.
7. To organise public works in those countries where large numbers of refugees are concentrated, to maintain workshops in the countries having a low exchange and to organise the sale of the articles manufactured.
8. To acknowledge as indispensable the preservation and maintenance of the schools already created by Russian organisations and, as far as possible, to send young Russians to high-grade schools abroad.
9. To enter into negotiations with Overseas Governments and to endeavour to transfer either some portion of the refugees.
10. To repatriate Siberian nationals in the eastern part of Siberia liberated from Bolshevik tyranny.
11. To help in the organisation of a loan for refugee agricultural labourers and for small industrial enterprises.
12. To acknowledge as desirable the allocation of part of the Russian funds towards the necessary expenses incurred in the settling of Russian refugees.

12. MEMORANDUM BY THE ARMENIAN REPRESENTATIVE.

[Translation.]

5/15015/15015.

Dr. H. Arabian.

Geneva, August 28th, 1921.

In reply to your letter of August 25th, I submit to you herewith information concerning the Armenian refugees who are Russian citizens : —

1. *Constantinople.* — There are at present in Constantinople about 3,000 Russian

Russie, dont 50 officiers de l'armée russe, 100 personnes appartenant au corps enseignant et autres classes intellectuelles. Le reste est composé des citoyens de Russie de toutes catégories.

2. *Egypte, Mésopotamie.* — Il existe environ 300 officiers et soldats arméniens de Russie réfugiés en Egypte et en Mésopotamie.

Tous ces officiers et soldats, soit à Constantinople, soit en Egypte et Mésopotamie, sont des citoyens russes, ils ont servi dans les armées russes sous les généraux Denikine et Wrangel, remplissant ainsi leur devoir militaire envers la Russie.

Je prie instamment les honorables membres de votre Commission de bien vouloir tenir compte de leur qualité de citoyen russe, de leur service dans l'armée russe et de leur accorder la part de secours qui leur revient dans la grande œuvre humanitaire que vous avez entreprise.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

Au nom de la délégation arménienne,
(Signé) Dr ARABIAN.

Monsieur le Président
de la Commission de secours aux réfugiés russes,
Société des Nations, Genève.

13. EXPOSÉ SUR LA SITUATION DES RÉFUGIÉS GÉORGIENS A L'ÉTRANGER.

Transmis par M. Rh. Chavichvily, délégué du Gouvernement géorgien.

La Conférence qui se réunira à Genève, le 22 août, sur l'initiative du Secrétariat général de la Société des Nations, aura à s'occuper de la question de secours à apporter aux réfugiés de l'ancien Empire russe.

Les réfugiés de la Géorgie, qui formait une partie de l'ancien Empire russe, mais qui, dès 1918, s'était séparée de la Russie et forme à l'heure actuelle un Etat indépendant reconnu *de jure* par les Grandes Puissances, ne peuvent pas, lors de l'examen de la question de l'organisation des secours à apporter aux réfugiés russes, être compris parmi ces derniers.

Cependant, leur situation est des plus précaires et il est d'une grande nécessité de leur apporter des secours urgents. Après avoir mené pendant trois ans une lutte ininterrompue contre les ennemis de son indépendance, notamment contre les bolchéviks, la Géorgie finit par être envahie en mars de cette année par les armées soviétiques russes.

Un certain nombre de personnes, dont la vie était en danger, durent évacuer le territoire occupé. Parmi ces personnes se trouvent des représentants des autorités civiles et militaires et des hommes politiques. Au début, c'est-à-dire en avril, le nombre des émigrés avec leurs familles s'élevait à un millier de personnes.

Le gouvernement du pays, ruiné par la lutte acharnée qu'il eut à soutenir pour la défense de chaque parcelle de son territoire, se trouva dans l'impossibilité de faire transférer à l'étranger les fonds nécessaires pour l'entretien d'une telle quantité de réfugiés.

Aussi de nombreux exilés restent sans aucun secours, car le gouvernement ne peut que donner une aide insignifiante et à un nombre très restreint.

Du mois d'avril au mois de juillet, c'est le Comité américain de secours qui prêtait aux réfugiés géorgiens à Constantinople un réel secours ; mais, malheureusement, à partir du mois de juillet, ce Comité dut cesser de continuer son aide et de ce fait la situation des réfugiés géorgiens devint très pénible.

Vu une telle situation, la plupart des réfugiés géorgiens préférèrent rentrer dans leur patrie, malgré le danger qui les attendait.

A Constantinople et dans les autres pays de l'Europe à l'heure actuelle, il n'y a plus que 400 réfugiés géorgiens, y compris femmes et enfants. Les secours à accorder à ces quelques centaines de personnes, qui ont eu tant à souffrir dans la lutte qu'ils ont menée pour leur idéal, qui ont perdu dans leur pays tous leurs biens et qui se trouvent aujourd'hui sans aucun moyen d'existence sur une

Armenians, of whom 50 are Russian army officers, 100 teachers and persons of the intellectual classes, the remainder being composed of Russian citizens of every kind.

2. *Egypt, Mesopotamia.* — There are about 300 Russian-Armenian officers and soldiers in Egypt and Mesopotamia as refugees.

All these officers and soldiers, either in Constantinople or in Egypt or Mesopotamia, are Russian citizens, and have served in the Russian Army under Generals Denikine and Wrangel, accomplishing thus their military duties to Russia.

I urgently request the members of your Committee, when considering these people, to be good enough to bear in mind their status as Russian citizens, their service in the Russian army, and to grant them the share of assistance which falls to them from the great humanitarian work which you have undertaken.

I have the honour, Sir, etc.,

(Signed) Dr. ARABIAN,
on behalf of the Armenian Delegation.

The Chairman of the Committee for the Relief
of Russian Refugees,
League of Nations, Geneva.

13. STATEMENT ON THE SITUATION OF GEORGIAN REFUGEES ABROAD.

[Translation.]

Sent by M. Chavichvily, Delegate of the Georgian Government.

The Conference which is to meet at Geneva on August 22nd, upon the initiative of the Secretary-General of the League of Nations, is to deal with the question of bringing relief to the refugees of the old Russian Empire.

The refugees from Georgia, which formed a part of the old Russian Empire, but which has been separated from Russia since 1918 and at present forms an independent State, recognised *de jure* by the Great Powers, cannot, when consideration is being given to the question of the organisation of relief to Russian refugees, be regarded amongst these latter.

Their situation, however, is most precarious, and it is extremely important that they should receive immediate assistance. After having for three years offered uninterrupted resistance against the enemies of its independence, *i.e.*, specially against the Bolsheviks, Georgia was finally invaded in March of this year by the armies of the Russian Soviets.

A certain number of people whose lives were in danger were obliged to evacuate the occupied territory. Amongst these persons are representatives of civil and military authorities and politicians. At the beginning, that is to say in April, the number of these "emigrés" with their families, amounted to about a thousand.

The Government of this country, ruined by the desperate struggle for the defence of every inch of its territory, was unable to transfer to foreign countries the funds required for the support of such a large number of refugees.

Many exiles have received no assistance at all, as the Government can only give very limited relief and to a very restricted number of refugees.

In the period from April to July, the American Relief Committee gave the Georgian refugees in Constantinople real assistance, but, unfortunately, after July, the Committee was obliged to cease granting relief, and hence the situation of these refugees became very serious.

In view of this state of affairs, the greater number of the Georgian refugees preferred to return to their country, in spite of the great danger attendant upon this action.

In Constantinople and in the other countries in Europe, at the present moment, there are only about 400 Georgian refugees, including women and children. The granting of relief to these few hundred people, who have suffered so severely in the struggle for their ideal, who have lost all their property in their own country and who are to-day without any means of subsistence in a foreign land,

terre étrangère, exigerait relativement de faibles dépenses, attendu que le nombre des réfugiés auxquels les secours devront être apportés se comptent par milliers.

Aussi est-il permis de penser que lors de l'examen de la question des secours à apporter aux réfugiés en général, la question des réfugiés de Géorgie sera posée d'une façon spéciale et que l'aide nécessaire sera accordée à ces malheureux.

II.

LETTRE DU D^r NANSEN, PAR LAQUELLE IL ACCEPTE LES FONCTIONS DE HAUT-COMMISSAIRE, CHARGÉ DES RÉFUGIÉS RUSSES.

Monsieur le Secrétaire général,

1^{er} septembre 1921.

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre télégramme du 24 août 1921, par lequel vous me transmettez la proposition du Conseil, qui me demande d'assumer les fonctions de Haut-Commissaire, au nom de la Société, pour m'occuper des questions relatives aux réfugiés russes en Europe.

Je suis très heureux d'accepter cette proposition.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma haute considération.

(Signé) FRIDTJOF NANSEN.

A l'Honorable Sir Eric Drummond, K.C.M.G.,
Société des Nations,
Genève.

requires a relatively small sum, considering that the number of refugees to whom assistance should be brought amounts to thousands.

Thus it is permissible that, when consideration is given to the question of granting relief to refugees in general, the problem of Georgian refugees should be regarded from a special point of view and that necessary assistance should be given to these unfortunate people.

II.

LETTER FROM DR NANSSEN, ACCEPTING THE POST OF HIGH COMMISSIONER
FOR RUSSIAN REFUGEES.

September 1st, 1921.

I have the honour to acknowledge your telegram of August 24th, 1921, conveying to me the invitation of the Council that I should act as High Commissioner on behalf of the League in connection with the problems concerning Russian Refugees in Europe,
I have much pleasure in accepting this invitation.

I have the honour to be, Sir, your obedient Servant,

(Signed) FRIDTJOF NANSSEN.

The Right Hon. Sir Eric Drummond, K.C.M.G.,
League of Nations,
Geneva.

Traite des Femmes et des Enfants.¹

I.

RÉPONSE DU GOUVERNEMENT DU SALVADOR.

[Traduction.]

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
RÉPUBLIQUE DE SALVADOR, A. C.

Palais National.
San Salvador, 8 juillet 1921.

Correspondance diplomatique.

Monsieur,

En réponse à votre note du 16 février de cette année, à laquelle se rapportait également votre câblogramme du 29 mai, j'ai l'honneur de vous soumettre les renseignements relatifs au questionnaire contenu dans la dite note.

Au Salvador, il n'y a pas eu besoin — et il n'est pas encore besoin aujourd'hui — d'édicter de législation spéciale concernant la traite des femmes et des enfants, car cette traite légale n'existe pas sur le territoire de la République.

En conséquence, les seuls règlements que l'on puisse citer et qui se rapportent d'une façon quelconque à cette question sont les articles habituels du Code pénal, qui répriment les attentats à la pudeur, et les règlements de police correctionnelle contre les malfaiteurs.

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-jointe, copie certifiée de chacun de ces règlements et de vous prier d'agréer....

(Signé) JUAN PAREDES.

Secrétaire général
de la Société des Nations, Genève.

Traffic in Women and Children.¹

I.

REPLY OF THE GOVERNMENT OF SALVADOR.

Translation.]

MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS,
REPUBLIC OF SALVADOR, C. A.

PALACIO NACIONAL,
SAN SALVADOR,
July 8th, 1921.

Diplomatic Correspondence.

ir,

In reply to your Note of February 16th of this year, to which your cablegram of May 29th following also referred, I have the honour to submit to you the data relating to the Questionnaire contained in the said Note.

In Salvador there has been no need, nor is there to-day, for any special legislation with regard to the traffic in women and children, as this illegal traffic does not exist within the territory of the Republic.

Consequently, the only regulations which can be quoted as referring in any way to this matter are the usual enactments of the Penal Code repressing offences against decency, and the police-court regulations against malefactors.

I have pleasure in sending you herewith a certified copy of each of these, and have the honour to be, etc.,

(Signed) JUAN PAREDES.

Secretary-General,
League of Nations, Geneva.

¹ See *Official Journal*, 2nd Year, No. 3, page 293, No. 4, pages 355-374, Nos. 5-6, pages 534-596, and No. 8, pages 903-920.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
RÉPUBLIQUE DE SALVADOR, A. C.

CODE PÉNAL.

CHAPITRE II.

Viol et outrages aux mœurs.

ART. 392. — Le viol d'une femme sera puni de 9 ans de servitude pénale si une femme est violée dans l'une quelconque des conditions suivantes :

1. Par force ou par intimidation ;
2. Dans le cas où la femme est aliénée, ou, pour une raison quelconque, n'est pas entièrement en possession de sa raison ;
3. Si elle a moins de 12 ans, même dans le cas où aucune des circonstances ci-dessus n'existerait.

ART. 393. — Quiconque se servira, pour des buts immoraux, d'une personne de l'un ou l'autre sexe, dans les circonstances indiquées dans l'article précédent, sera passible de 3 ans de servitude pénale.

CHAPITRE III.

Outrages aux mœurs.

ART. 394. — Quiconque se sera rendu coupable, d'une façon quelconque, d'outrages à la modestie ou aux mœurs par des actes indécents, non compris dans les autres articles de ce Code, sera passible d'une amende de 300 colons.

Le paragraphe précédent s'applique aux auteurs d'écrits, de chansons ou de dessins portant atteinte à la modestie ou aux mœurs, ainsi qu'à ceux qui les vendent, les distribuent ou les mettent en vente.

ART. 395. — Quiconque développe ou proclame avec indécence des doctrines contraires aux bonnes mœurs sera passible d'une amende de 150 colons.

CHAPITRE IV.

Détournement et corruption de mineurs.

ART. 396. — Le détournement d'une mineure de plus de 12 ans et de moins de 21 ans par une personne revêtue de fonctions publiques ou par un prêtre, un domestique, un tuteur, un maître ou une personne chargée, à un degré quelconque, de l'éducation ou du soin de la mineure détournée ou le détournement d'une mineure par une personne quelconque au moyen d'un abus d'autorité ou de confiance sera puni d'un emprisonnement de 3 ans.

Quiconque détourne sa sœur ou sa descendante, même si cette dernière est âgée de plus de 21 ans, encourra la même peine. Toute autre personne qui, par manœuvre frauduleuse, détourne une mineure de plus de 12 ans et de moins de 21 ans, sera punie d'une année d'emprisonnement.

Tout autre acte immoral commis par les mêmes individus, dans des circonstances semblables, se rendra passible de la même peine.

Par détournement, on entend la défloration d'une jeune fille.

ART. 397. — Quiconque, par abus d'autorité ou de confiance, procure ou facilite la prostitution ou la corruption des mineurs pour satisfaire les passions d'autrui, sera passible de 3 ans d'emprisonnement.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS,
REPUBLIC OF SALVADOR, C. A.

PENAL CODE.

CHAPTER II.

Violation and Offences against Morality.

ART. 392. — Violation of a woman will be punished with nine years' penal servitude if a woman is violated under any of the following conditions : —

1. By means of force or intimidation.
2. When the woman is insane or not for any reason in full possession of her senses.
3. If she be less than 12 years of age, even if none of the above circumstances exists.

ART. 393. — The offender taking advantage, for immoral purposes, of a person of either sex, under the circumstances indicated in the preceding Article, shall be punished with three years' penal servitude.

CHAPTER III.

Offences against Public Decency.

ART. 394. — Whoever has offended in any manner against modesty or morality, by indecent acts not included in the other Articles of this Code, shall be liable to a fine of 300 colons.

In the preceding paragraph are included authors of writings, songs or pictures offensive to modesty or morality, and also those who sell, distribute or exhibit them.

ART. 395. — Those who indecently expound or proclaim doctrines harmful to public morality shall be liable to a fine of 150 colons.

CHAPTER IV.

Debauching and Corruption of Minors.

ART. 396. — The debauching of a female of more than 12 and less than 21 years of age, a person exercising public authority, or by a priest, domestic servant, guardian, master or person entrusted in any way with the education or care of the person debauched, or by any other person through abuse of authority or confidence, shall be punished with three years' imprisonment.

Whoever debauches his sister or descendant, even if the latter should be more than 21 years of age, shall incur the same punishment. Any other person who, by means of deceit, debauches a female of more than 12 and less than 21 years shall be punished with a year's imprisonment.

Any other immoral act committed by the same individuals in similar circumstances shall render them liable to the same penalty.

By debauching is understood the deflowering of a young girl.

ART. 397. — Whoever habitually or by authority or confidence promotes or facilitates the prostitution or corruption of minors, in order to satisfy the passion of another, shall be punished with three years' imprisonment.

CHAPITRE V.

Rapt.

ART. 398. — Le rapt d'une honnête femme contre son gré et par des moyens frauduleux sera puni de 6 ans de servitude pénale, et si la femme n'est pas honnête par une peine de moitié de la précédente.

Dans tous les cas, une peine de 6 ans de servitude pénale sera ordonnée si la personne a moins de 12 ans.

Le rapt sera considéré comme ayant été accompli au moyen de manœuvres frauduleuses si la preuve du contraire n'est pas produite.

ART. 399. — Le rapt, avec son consentement, d'une fille de moins de 21 ans et de plus de 12 ans sera puni d'une année d'emprisonnement.

ART. 400. — Les criminels coupables de rapt qui ne donnent pas de renseignements permettant de retrouver la personne enlevée, ou des explications satisfaisantes sur la disparition ou la mort de cette personne, seront punis de 9 ans de servitude pénale. Si la personne disparue reparait ou s'il est prouvé que ladite personne a survécu à la disparition ou que la personne condamnée n'est pas coupable en ce qui concerne la mort, la peine sera réduite à la peine prévue pour l'enlèvement.

CHAPITRE VI.

Règlements relatifs aux quatre chapitres précédents.

ART. 401. — Les poursuites pour détournement ne seront engagées que sur la plainte de la victime ou de ses parents, grands-parents ou tuteurs.

Dans le cas de viol ou de rapt par manœuvres frauduleuses, l'accusation de la victime contre ses parents, grands-parents, frères ou tuteur, suffira à justifier les poursuites.

Si la victime, par suite de son jeune âge ou de son état mental, est incapable d'accuser ou de dénoncer et s'il n'existe pas de parents, de grands-parents, de frères ou de tuteur, le juge pourra engager les poursuites d'autorité.

Dans tous les cas prévus à cet article, le pardon de la victime, présumé ou exprimé, arrêtera les poursuites.

Le pardon ne sera présumé que dans le cas de mariage de la victime et de son ravisseur et, dans ce cas seulement, la peine sera annulée si elle a déjà été imposée.

ART. 402. — Quiconque sera reconnu coupable de viol, de détournement ou de rapt, sera condamné à titre de dommages-intérêts à ce qui suit :

1. Il devra accorder une dotation à la victime, si celle-ci est célibataire ou veuve.
Le montant de la dotation sera calculé en raison de la situation sociale de la victime et de la fortune du coupable, mais elle ne sera pas inférieure à 100 colons.
2. Il devra reconnaître l'enfant.
3. Il devra pourvoir à la charge d'élever l'enfant, conformément aux stipulations du Code civil.

ART. 403. — Les ascendants, tuteurs, maîtres ou autres personnes qui, par abus d'autorité ou de confiance, auront servi de complices à l'accomplissement des crimes prévus au chapitre II et aux articles précédents du présent titre, seront passibles des mêmes peines que les auteurs.

Les maîtres et tous ceux qui ont la charge, à un degré quelconque, de la direction et de l'éducation de la jeunesse, seront, en outre, passibles de disqualifications spéciales pendant la durée de la peine.

ART. 404. — Les personnes visées à l'article précédent et tous auteurs de corruption de mineurs pour le compte d'une tierce personne seront également déchus de l'autorité paternelle, du droit de tuteur et du droit de participer aux conseils de famille.

CHAPTER V.

Rape.

ART. 398. — The rape of a respectable woman against her will, and by deceitful means, shall be punished with six years' penal servitude, and, if the woman be not respectable, by half the same punishment.

In all cases a punishment of six years' penal servitude shall be imposed if the person raped be less than 12 years of age.

Rape is considered to have been committed by deceitful means if no proof to the contrary is forthcoming.

ART. 399. — The rape, with her consent, of a girl of less than 21 years of age and more than 12, shall be punished with a year's imprisonment.

ART. 400. — Criminals guilty of rape who give no explanation as to the whereabouts of the person raped, or no satisfactory explanation of the disappearance or death of that person, shall be punished with nine years' penal servitude. If the missing person at any time reappears, or if it is proved that such person survived the disappearance, or that the person condemned was not guilty in respect of the death, the punishment will be reduced to the ordinary punishment for rape.

CHAPTER VI.

Regulations referring to the four preceding Chapters.

ART. 401. — There shall be no prosecution for debauchery except on accusation by the victim or by the parents, grandparents, guardian or curator of the victim.

In cases of violation and rape by deceitful means, the accusation by the victim against her parents, grandparents, brothers, guardian or curator shall be sufficient grounds for prosecution.

If the victim be unable, owing to youth, or moral condition, to accuse or denounce, and if there be no parents, brothers, grandparents, guardian or curator, the judge may proceed *de officio*.

In all cases in this Article, the pardon of the victim, presumed or expressed, shall stop the penal proceedings.

The pardon is not presumed except on the marriage of the injured person to the offender, and in this case alone shall the penalty, if already imposed, be annulled.

ART. 402. — Persons guilty of violation, debauching, or rape shall also be condemned by way of indemnification as follows : —

1. To make a settlement on the victim, if the latter be a spinster or widow. The amount of the settlement to be regulated according to the class of the victim and the wealth of the offender, but not to be less than 100 colons.
2. To acknowledge the offspring as a natural child.
3. In all cases to provide for the offspring in accordance with the Civil Code.

ART. 403. — The ascendants, guardians, curators, masters, or any other persons who, by abuse of authority or trust, act as accomplices in the perpetration of the offences included in Chapter II, and the preceding Articles of this title, shall be punished as authors of such crimes.

Masters, or those entrusted in whatever manner with the direction or education of youth, shall also be punished by special disqualification extending for the period of the sentence.

ART. 404. — Those included in the preceding Article, and all others guilty of the corruption of minors in the interest of a third person, shall also be deprived of the right of exercising paternal authority, guardianship, and of participation in family councils.

II.

RÉPONSE DU GOUVERNEMENT PORTUGAIS.

[Traduction.]

RÉPONSE A LA QUESTION N° 1.

Les crimes contre la moralité (proxénétisme et « lenocinio ») sont punis par les dispositions des articles suivants du Code pénal portugais :

Article 405. — Si, pour satisfaire les désirs déshonnêtes d'un tiers, l'ascendant excite, favorise ou facilite la prostitution ou la corruption de quelque personne, sa descendante, il sera condamné à la prison depuis un an jusqu'à deux ans et au paiement d'une amende et sera privé des droits politiques pendant douze ans.

Paragraphe 1. — Le mari qui aura commis le même crime à l'égard de sa femme sera condamné au maximum de temps de la peine de bannissement et au paiement d'une amende équivalente au montant de son revenu, de trois mois à trois ans et sera privé des droits politiques pendant douze ans.

Paragraphe 2. — Le tuteur ou toute autre personne chargée de l'éducation, de la direction ou de la surveillance d'une personne de moins de 21 ans qui commettrait le même crime envers cette personne mineure sera puni de la peine de prison de six mois à deux ans, au paiement d'une amende et sera privé pendant douze ans du droit d'être tuteur ou membre d'un conseil de famille et de celui d'enseigner, de diriger ou de participer à la direction de tout établissement d'instruction.

Article 406. — Toute personne qui, habituellement, excite, favorise ou facilite la débauche ou la corruption de quelque personne de moins de 21 ans, pour satisfaire les intentions déshonnêtes d'un tiers, sera punie de la peine de prison de trois mois jusqu'à un an, au paiement d'une amende et sera privée des droits politiques pendant cinq ans.

Remarque : Il convient de signaler que, selon la pratique des tribunaux, on considère comme auteur du crime de « lenocinio » prévu à l'article 406, celui qui, pour satisfaire ses intentions déshonnêtes, a conduit un tiers, moyennant présents et promesses, à corrompre une femme vierge de moins de 21 ans.

Il n'y a pas de sanction, dès qu'il s'agit d'une femme de plus de 21 ans, à l'exception des cas prévus à l'article 405 et paragraphe 1^{er} du même article.

Les crimes susmentionnés, quoique commis en pays étranger, sont punis aux termes du N° 5 de l'article 53 du Code pénal portugais :

- a) si le criminel ou délinquant a été trouvé en Portugal ;
- b) si le fait est aussi qualifié de crime par la législation du pays où il aura été commis ;
- c) au cas où le délinquant ou le criminel n'a pas été jugé dans le pays où il a commis le crime ou le délit.

RÉPONSE A LA QUESTION N° 2.

Oui. Outre les mesures mentionnées dans les réponses aux demandes qui suivent, l'Etat possède des institutions « Tutelles de l'Enfance », où sont recueillis les mineurs de 16 ans qui sont en *danger moral*, soit qu'ils se trouvent abandonnés, soit qu'ils vivent en compagnie de leurs parents, lesquels se sont rendus indignes par leur conduite immorale d'exercer le pouvoir paternel. Dans le même but de protection, il y a un corps d'employés des deux sexes, dépendant du Ministère de la Justice, auquel incombe la surveillance des mineurs sur lesquels pèsent quelque soupçon. Les mineurs qui, par leur bonne conduite, auraient obtenu la permission de quitter l'établissement, restent sous le régime de liberté surveillée.

II.

REPLY OF THE PORTUGUESE GOVERNMENT.

[Translation.]

REPLY TO QUESTION NO. 1.

Offences against morality (procuration and pandering) are punishable under the following Articles of the Portuguese Penal Code :—

Article 405. — Should anyone, to satisfy the improper desires of a third party, incite, further or facilitate prostitution or corruption of any person descended from him, he shall be condemned to imprisonment of from one to two years and to the payment of a fine, and shall be deprived of political rights for twelve years.

Sub-Section 1. — A husband who shall have committed the same offence in respect of his wife shall be condemned to the maximum period of banishment and to the payment of a fine equivalent to the amount of his income for from three months to three years, and shall be deprived of political rights for twelve years.

Sub-Section 2. — A guardian or any other person entrusted with the education, direction or control of a person under twenty-one years of age, who shall commit the same crime in respect of that person under age, shall be punished with imprisonment of from six months to two years, and with the payment of a fine, and shall be deprived for twelve years of the right to be a guardian or member of a family council and of the right to teach, to direct, or to participate in the direction of any educational establishment.

Article 406. — Any person who habitually incites, furthers or facilitates the debauch or corruption of any person under twenty-one years of age in order to satisfy the improper intentions of a third party, shall be punished with imprisonment of three months to one year and with the payment of a fine, and shall be deprived of political rights for five years.

Note : It should be pointed out that, according to the practice of the Courts, a person who, to further his improper purposes, has induced a third party, by presents or promises, to seduce a female under twenty-one years of age, who is a virgin, is considered as guilty of the offence of procuration within the meaning of Article 406.

No punishment is provided for offences in the case of a woman over twenty-one years of age, except in the cases provided for in Article 405 and in Sub-Section 1 of the same Article.

The abovementioned crimes, even when committed in a foreign country, are punishable under the provisions of No. 5 of Article 53 of the Portuguese Penal Code :

- (a) If the criminal or offender has been discovered in Portugal ;
- (b) If the act is also treated as an offence in the law of the country in which it was committed ;
- (c) In cases where the offender or criminal has not been tried in the country where he has committed the crime or offence.

REPLY TO QUESTION NO. 2.

Yes. Besides the measures mentioned in the replies to the questions which follow, the State possesses institutions for the wardship of children, where minors under sixteen years of age are received, whose innocence is in danger, who have been abandoned, or who are living with relations whose immoral behaviour renders them unfit to exercise parental authority. For the same purpose of protection, there is a corps of officials of both sexes, under the authority of the Ministry of Justice, whose duty it is to watch over minors who are under suspicion. Minors who, by their good conduct, have obtained permission to leave the establishment are free, but subject to supervision.

RÉPONSE A LA QUESTION N° 3.

Le Gouvernement portugais n'a pas pour le moment l'intention de décréter d'autres mesures.

RÉPONSE A LA QUESTION N° 4.

Oui. La sortie du territoire de la république est défendue par la doctrine du décret 5624, du 10 mai 1919, qui concerne l'émigration : « Aux femmes célibataires, de moins de 25 ans, non soumises au pouvoir paternel ou sous tutelle, toutes les fois que, n'étant pas accompagnées de leurs parents, tuteurs ou par des personnes respectables, elles sont soupçonnées de pouvoir être l'objet de trafic déshonnête (Article 13, N° 3). Aux mineurs de 14 ans est seulement permis l'émigration quand ils sont accompagnés de leurs parents ou tuteurs ou au cas où ils produiraient la permission de ceux-ci pour le voyage en compagnie de personnes respectables, auxquelles ils auraient été confiés, si, cependant, leur subsistance leur est assurée au lieu de destination.

Ce service de surveillance est du ressort de la police d'émigration.

RÉPONSE A LA QUESTION N° 5.

Il est impossible d'avérer les causes qui conduisent les filles étrangères à venir exercer leur commerce en Portugal. A part un reste de pudeur, qui pourrait exercer une certaine influence sur l'expatriation, on doit supposer que la perspective du lucre en a été la cause principale.

RÉPONSE A LA QUESTION N° 6.

Aucune surveillance spéciale n'existe concernant le placement des femmes et des jeunes filles à l'étranger. On doit, cependant, signaler les dispositions suivantes, qui sont destinées à la protection des émigrants, dispositions existantes dans le décret du 10 mai 1919 et règlement respectif du 19 juin de la même année :

« Les contrats que les agents d'émigration signeront pour le placement d'émigrants doivent être préalablement approuvés par le gouvernement et on doit mentionner sur ces mêmes contrats le lieu où se rendent les émigrants, le service auquel les mêmes émigrants sont destinés, le nom de la personne ou celui du représentant de la compagnie qui doit profiter de leurs services, ainsi que les garanties qui sont données aux mêmes émigrants. Les agents sont responsables de la bonne installation des émigrants à bord ; ils doivent empêcher que le mari y soit séparé de sa femme, ainsi que les enfants de leurs parents sans le consentement de ceux-ci ou des conjoints. On doit remettre à l'émigrant le duplicatum du contrat qui servira de base à toute réclamation justifiée, laquelle doit être portée devant le commissaire de l'émigration, ou, à l'étranger, devant les représentants diplomatiques ou consulaires du Portugal. Les consuls doivent transmettre au commissariat de l'émigration, en cas de rapatriement, une liste contenant des indications personnelles sur chaque immigrant, des renseignements sur les lieux où il a vécu, sur le travail qu'il a exécuté, ainsi que sur la cause du rapatriement.

« Seulement, les entreprises, compagnies ou individus dûment qualifiés selon la loi pourront être agents d'émigration. Tous ceux qui n'agiraient pas d'accord avec la licence respective seront déferés aux tribunaux. »

RÉPONSE A LA QUESTION N° 7.

Il n'y a pas de navires portugais spécialement destinés au transport d'émigrants ; cependant, le règlement d'émigration statue que les navires pour le transport d'émigrants doivent être dotés d'installations hygiéniques appropriées, qui rendent possible la séparation des sexes (article 46).

REPLY TO QUESTION No. 3.

The Portuguese Government does not propose at present to take further measures.

REPLY TO QUESTION No. 4.

Yes. Departure from the territory of the Republic is forbidden by the interpretation of Decree 5,624 of May 10th, 1919, concerning emigration: "For unmarried women under twenty-five years of age not subject to parental authority or under wardship, unless accompanied by relations, guardians or by respectable persons, and who are regarded as being possible objects of improper traffic (Article 13, No. 3). Persons under fourteen years of age are only allowed to emigrate when they are accompanied by relations or guardians, or, in cases where they produce the permission of the former for the journey, in the company of respectable persons to whom they may be entrusted, and then only if their support at the place of destination is provided for."

This work of supervision is the duty of the emigration police.

REPLY TO QUESTION No. 5.

It is impossible to state the causes which lead foreign prostitutes to come and ply their trade in Portugal. Apart from some remnant of shame which might induce them to leave their own country, it can only be supposed that the prospects of pecuniary gain must be the principal cause.

REPLY TO QUESTION No. 6.

No special supervision exists with regard to the placing of women and young girls in positions abroad. We must mention, however, the following provisions, which are intended for the protection of emigrants, provisions which are contained in the Decree of May 10th, 1919, and in the corresponding regulations, dated June 19th of the same year:

"Contracts signed by emigration agents for the placing of emigrants in employment must be first approved by the Government, and in this same contract mention must be made of the place of destination to which these emigrants are going, the work for which they are intended, the name of the person or that of the representative of the company who is to profit by their services, and the guarantees which are given to these same emigrants. The agents are responsible for the emigrants receiving suitable accommodation on board. They must prevent the separation of a husband from his wife, and of children from their parents, without the consent of the parents or of the married persons concerned. Emigrants must be given a duplicate of the contract, which shall serve as a basis for any lawful complaint, which must be made to the emigration Commissioner or, in foreign countries, to the diplomatic or consular representatives of Portugal. Consuls must transmit to the emigration offices, in the case of repatriation, a list containing personal information on each immigrant, a statement as to the place in which he has lived, the work in which he has been employed, and the cause of repatriation.

"Only business concerns, companies or individuals who are properly qualified according to the law can act as emigration agents. All those who do not comply with their respective licences shall be prosecuted before the Courts."

REPLY TO QUESTION No. 7.

There are no Portuguese ships specially intended for the transport of emigrants. Nevertheless, the emigration regulations lay down that ships for the transport of emigrants must be provided with suitable sanitary installations rendering possible the separation of the sexes (Article 46).

RÉPONSE A LA QUESTION N° 8.

La réponse à cette question a été déjà donnée dans les réponses précédentes.

RÉPONSE A LA QUESTION N° 9.

S'agissant des personnes indigentes, la nourriture leur est donnée gratuitement, ainsi que le passage jusqu'au lieu de naissance. On ne leur accorde aucune autre protection spéciale.

COLONIES.

Les cas de trafic dans les colonies portugaises sont compris dans les dispositions des articles 405 et 406 du Code pénal de la métropole et dans les autres dispositions déjà mentionnées.

On doit ajouter, à ces dispositions, celles qui sont contenues dans le règlement du travail des indigènes du 14 octobre 1914, lesquelles empêchent la prostitution.

- a) L'indigène qui ne s'acquitte pas volontairement de son obligation au travail sera considéré comme vagabond et puni en conséquence.
- b) Les serviteurs qui se livraient à la pratique de vices et de mauvaises mœurs invétérés seront punis.
- c) Les réquisitions de serviteurs qui seraient destinées à exploiter l'activité de ceux-ci dans un but immoral sont prohibées.
- d) Les agents du recrutement des serviteurs indigènes doivent avoir une licence du gouverneur de la colonie. Cette licence leur est accordée après une enquête sur leurs qualités morales et sur leur conduite. Les représentants des compagnies de recrutement doivent être des personnes honnêtes et morales.
- e) Les navires pour le transport des émigrants doivent être dotés d'installations qui permettent la séparation des sexes. L'embarquement des mineurs de 14 ans est seulement permis quand ces mineurs sont accompagnés de leurs parents.
- f) Si quelqu'un venait à employer, dans une colonie, des femmes indigènes dans des établissements de vente de vivres, boissons ou marchandises destinées à l'usage des indigènes et si on prouvait de quelque façon que les propriétaires de ces établissements exploitent ces femmes ou donnent leur consentement pour qu'elles se livrent à la prostitution, le châtimement suivant leur sera appliqué: amende de 200 à 2000 écus ou peine d'emprisonnement de six mois à deux ans (article 233).

Paragraphe unique. — Si ces femmes sont mariées avec les propriétaires de ces établissements, même que ce soit selon la coutume indigène, l'amende sera portée au montant de 2000 à 5000 écus.

Le gouvernement ignore l'existence de cas qualifiés de lenocinio ou proxénétisme et encore moins toute pratique concernant l'adoption, mise en gage ou échange d'enfants pour des pratiques déshonnêtes.

Le 10 juillet 1921.

Secrétariat portugais de la Société des Nations.

REPLY TO QUESTION No. 8.

The answer to this question has already been given in the previous replies.

REPLY TO QUESTION No. 9.

In the case of destitute persons, food and passage to their birthplace are given them free. No other special protection is given them.

COLONIES.

Cases of traffic occurring in Portuguese Colonies are covered by the provisions of Articles 405 and 406 of the Penal Code of the mother country, and by the other provisions already referred to.

We must add to these provisions those contained in the regulations for native labour, dated October 14th, 1914, to discourage prostitution :

- (a) A native who does not voluntarily fulfil his obligations to work shall be regarded as a vagabond and punished accordingly.
- (b) Servants who give themselves up to the practice of vice and inveterate immorality shall be punished.
- (c) The hiring of servants, with a view to using them for immoral purposes, is prohibited.
- (d) Recruiting agents for native servants must have a licence from the Governor of the Colony. This licence is granted them after enquiry into their morals and behaviour. Representatives of recruiting companies must be honest and moral persons.
- (e) Ships for emigrant traffic must be provided with installations allowing for the separation of the sexes. The embarkation of persons under fourteen years of age is only allowed when these minors are accompanied by their parents.
- (f) Should anyone in a Colony employ native women in establishments for the sale of victuals, drinks or goods intended for consumption by natives, and if it should be proved that the proprietors of these establishments exploit these women or consent to their giving themselves up to prostitution, they shall be punished by a fine of from 200 to 2,000 crowns or imprisonment from six months to two years (Article 233).

Sub-Section. — Should these women be married to the proprietors of such establishments, even where the marriage is by native custom, the fine shall be increased to from 2,000 to 5,000 crowns.

The Government has no knowledge of cases of procuration or pandering and still less of any practice of adoption, pledging, or exchange of children for immoral practices.

July 10th, 1921.

Portuguese Secretariat for the League of Nations.

Budget pour le Quatrième Exercice 1922

Adopté par la deuxième Assemblée le 3 octobre 1921.

ETAT DES DÉPENSES ET RECETTES.

Dépenses.	Francs-or.	Recettes.	Francs-or.
<i>A. Dépenses de la Société.</i>			
1. Session de l'Assemblée et du Conseil	1.000.000	1. Contribution ordinaire à l'entretien normal . . .	13.251.425
2. Services généraux du Secrétariat	6.145.050	2. Contribution ordinaire à l'entretien de l'organisation du travail	6.135.610
3. Organisations spéciales de la Société	4.606.375	3. Contribution extraordinaire au compte capital.	1.486.910
4. Compte capital	1.486.910	4. Contribution extraordinaire au fonds de roulement	—
5. Versement au fonds de roulement	—		
6. Cour permanente de Justice internationale	1.500.000		
<i>B. Organisation du Travail.</i>			
7. Budget pour 1922 (Déduction faite de recettes diverses.)	6.135.610		
	20.873.945		20.873.945

Budget for the Fourth Fiscal Period 1922.

Passed by the Second Assembly on October 3rd, 1921.

STATEMENT OF INCOME AND EXPENDITURE.

Expenditure.	Gold francs.	Income.	Gold francs.
<i>A. League Expenditure.</i>			
1. Assembly and Council Meetings	1.000.000	1. Ordinary contribution towards normal upkeep .	13.251.425
2. General Services of the Secretariat	6.145.050	2. Ordinary contribution towards upkeep of Labour Organisation	6.135.610
3. Special Organisations of the League	4.606.375	3. Extraordinary contribution towards capital account	1.486.910
4. Capital Expenditure . . .	1.486.910	4. Extraordinary contribution to replace working capital	—
5. Working capital replacement	—		
6. Permanent Court of International Justice . . .	1.500.000		
<i>B. Labour Organisation.</i>			
7. Budget for 1922	6.135.610		
(After deducting miscellaneous.)			
	20.873.945		20.873.945

RÉSUMÉ DES CHAPITRES.

CHAPITRE		1922	1921
		Francs-or.	
I.	Sessions de l'Assemblée et du Conseil (voir ci-dessous)	1.000.000	750.000
»	II. Services généraux du Secrétariat (voir ci-dessous)	6.145.050	4.970.000
»	III. Organisations spéciales de la Société (voir p. 1036) :		
	a) A durée prolongée ou permanente.	3.172.375	2.955.000
	b) A caractère temporaire	934.000	525.000
	c) Imprévu	500.000	500.000
»	IV. Compte capital (voir page 1037).	1.486.910	2.000.000
»	V. Fonds spécial de roulement (voir page 1038)	—	1.890.000
»	VI. Cour permanente de Justice internationale (voir page 1038)	1.500.000	650.000
»	VII. Organisation internationale du Travail (voir p. 1038)	6.135.610	7.010.000
Total pour 1922		20.873.945	21.250.000
Réduction par rapport à l'exercice 1921		376.055	

CHAPITRE I.

SESSIONS DE L'ASSEMBLÉE ET DU CONSEIL.

	1922	1921
	Francs-or.	
1. Session de l'Assemblée (voir tableau A, page 1038).	800.000	750.000
2. Sessions du Conseil	200.000	—
	<hr/> 1.000.000	<hr/> 750.000

CHAPITRE II.

SERVICES GÉNÉRAUX DU SECRÉTARIAT.

	1922	1921
	Francs-or.	
3. Traitements, salaires et indemnités :		
a) Secrétariat à Genève (voir tableau B, page 1039) . . .	4.106.300	3.255.000
b) Personnel divers à Genève (voir tableau C, page 1045).	220.000	200.000
c) Personnel des bureaux auxiliaires (voir tableau D, page 1045)	120.000	35.000
4. Frais de voyage des fonctionnaires de la Société (voir note p. 1046) :		
a) Frais de déménagement.	50.000	25.000
b) Frais de voyage et de séjour pour les services généraux de la Société	150.000	150.000
c) Frais de voyage des membres du Secrétariat se rendant dans leur pays d'origine	50.000	—
5. Frais de représentation (voir tableau E, page 1047).	189.000	200.000

SUMMARY OF CHAPTERS.

CHAPTER		1922	1921
		Gold francs.	
I.	Assembly and Council Sessions (see page below)	1.000.000	750.000
»	II. General Services of the Secretariat (see page below)	6.145.050	4.970.000
»	III. Special Organisations of the League (see page 1036) :		
	(a) Continuing or permanent	3.172.375	2.955.000
	(b) Temporary	934.000	525.000
	(c) Unforeseen	500.000	500.000
»	IV. Capital Expenditure (see page 1037)	1.486.910	2.000.000
»	V. Working Capital Fund (see page 1038)	—	1.890.000
»	VI. Permanent Court of International Justice (see page 1038)	1.500.000	650.000
»	VII. International Labour Organisation (see page 1038)	6.135.610	7.010.000
Total for 1922		20.873.945	21.250.000
Decrease of 1922 under 1921		376.055	

CHAPTER I.

ASSEMBLY AND COUNCIL SESSIONS.

	1922	1921
	Gold francs.	
1. Session of the Assembly (see schedule A, page 1038)	800.000	750.000
2. Sessions of the Council	200.000	—
	1.000.000	750.000

CHAPTER II.

GENERAL SERVICES OF THE SECRETARIAT.

	1922	1921
	Gold francs.	
3. Salaries, Wages and Allowances :		
(a) Secretariat at Geneva (see schedule B, page 1039)	4.106.300	3.255.000
(b) House staff at Geneva (see schedule C, page 1045)	220.000	200.000
(c) Branch offices personnel (see schedule D, page 1045)	120.000	35.000
4. Travelling Expenses of Officials of the League (see note, page 1046) :		
(a) Removal expenses	50.000	25.000
(b) Travelling expenses and subsistence allowances occasioned in connection with general services	150.000	150.000
(c) Travelling expenses of members of the Secretariat returning home on leave	50.000	—
5. Frais de représentation (see schedule E, page 1047)	189.000	200.000

	1922	1921
	Francs-or.	
6. Compte d'établissement. Entretien (voir tableau F, page 1047) :		
a) Siège de la Société à Genève	185.000	219.42
b) Bureaux auxiliaires	165.000	65.00
c) Indemnité de résidence pour le Secrétaire général à Genève	21.000	—
<i>Frais d'établissement au siège permanent de la Société.</i>	—	25.00
7. a) Frais de voyage et de séjour des experts chargés de la vérification des comptes	5.000	5.00
b) Frais de la Commission de contrôle (voir paragraphe 59 du rapport de la Commission d'experts)	12.500	—
c) Frais des personnalités extérieures nommées membres de la Commission de fixation des traitements (voir paragraphe 24 du rapport de la Commission d'experts)	5.000	—
8. Service des publications (non compris les traitements) (voir tableau G, page 1049)	356.250	250.00
9. Frais généraux de bureau (voir tableau H, page 1050)	450.000	400.00
10. Service des intérêts (voir note page 1051)	50.000	75.00
<i>Enquête sur l'organisation du Secrétariat.</i>	—	10.00
11. Dépenses imprévues du Secrétariat (voir note page 1051)	110.000	55.58
	6.245.050	4.970.00
Recettes venant en déduction :		
a) Vente des publications (voir article 8)	35.000	
b) Intérêts (voir article 10)	50.000	
c) Recettes diverses	15.000	
	100.000	
Total net	6.145.050	

CHAPITRE III.

ORGANISATIONS SPÉCIALES DE LA SOCIÉTÉ.

a) *Organisations à durée prolongée ou permanente* (3.172.375 francs-or).

	1922	1923
	Francs-or.	
12. Commissions administratives et questions des minorités (voir tableau I, page 1052)	200.000	175.00
13. Organisation économique et financière (voir tableau J, page 1052) .	1.574.000	1.000.00
14. Mandats (voir tableau K, page 1053)	222.500	225.00
15. Organisation du transit (voir tableau L, page 1054)	491.250	670.00
16. Commission permanente consultative pour les questions militaires, navales et aériennes (voir tableau M, page 1055)	100.000	285.00
17. Organisation internationale d'hygiène (voir tableau N, page 1055) .	392.125	400.00
18. Surveillance du trafic de l'opium (voir tableau O, page 1056) . . .	96.250	50.00
19. Questions sociales : Traite des femmes et des enfants, etc. (voir tableau P, page 1056)	96.250	150.00

	1922	1921
	Gold francs.	
6. Property Account, Maintenance (see schedule F, page 1047) :		
(a) Headquarters at Geneva	185.000	219.420
(b) Branch offices	165.000	65.000
(c) House allowance for the Secretary-General at Geneva . .	21.000	—
<i>Installation at permanent seat of the League (non-recurring)</i> . . .	—	25.000
7. (a) Auditors' travelling and subsistence expenses	5.000	5.000
(b) Expenses of Commission of Control (see paragraph 59 of the Report of the Committee of Experts)	12.500	—
(c) Expenses of outside persons appointed as members of the Salaries Adjustment Committee (see paragraph 24 of the Report of the Committee of Experts)	5.000	—
8. Publication Department (exclusive of salaries) (see schedule G, page 1049)	356.250	250.000
9. General Office Expenses (see schedule H, page 1050)	450.000	400.000
10. Interest charges (see note, page 1051)	50.000	75.000
<i>Enquiry as to Organisation of the Secretariat</i>	—	10.000
11. Unforeseen expenses of the Secretariat (see note, page 1051) . .	110.000	55.580
	<hr/>	<hr/>
Appropriations in aid : —	6.245.050	4.970.000
(a) Sale of Publications (see item 8)	35.000	
(b) Interest earned (see item 10)	50.000	
(c) Miscellaneous petty receipts	15.000	
	<hr/>	<hr/>
	100.000	
	<hr/>	<hr/>
	6.145.050	

CHAPTER III.

SPECIAL ORGANISATIONS OF THE LEAGUE.

(a) *Continuing or Permanent* — (3.172.375 gold francs.)

	1922	1921
	Gold francs.	
2. Administrative Commissions and Minorities questions (see schedule I, page 1052)	200.000	175.000
3. Economic and Financial (see schedule J, page 1052)	1.574.000	1.000.000
4. Mandates (see schedule K, page 1053)	222.500	225.000
5. Transit (see schedule L, page 1054)	491.250	670.000
6. Permanent Advisory Commission for Military, Naval and Air questions (see schedule M, page 1055)	100.000	285.000
7. International Health Organisation (see schedule N, page 1055) . .	392.125	400.000
8. Supervision of the Opium Traffic (see schedule O, page 1056) . .	96.250	50.000
9. Social questions: Traffic in Women and Children, etc. (see schedule P, page 1056)	96.250	150.000

	1922	1921
	Francs-or.	
b) <i>Organisations à caractère temporaire</i> (934.000 francs-or).		
20. Commission temporaire pour la réduction des armements (voir tableau Q, page 1057)	400.000	100.000
<i>Bureau central pour la réglementation du trafic des armes</i> (voir note, page 1057)	—	50.000
21. Commission internationale du blocus (voir note page 1057)	75.000	75.000
22. Rapatriement des prisonniers de guerre (voir note, page 1058)	25.000	150.000
23. Commission d'enquête sur la déportation des femmes et des enfants en Arménie, etc. (voir note, page 1058)	100.000	50.000
24. Bureaux internationaux et organisations similaires, y compris la Commission pour l'étude des questions internationales de coopération intellectuelle (voir note, page 1058)	100.000	100.000
24a. Haut Commissariat pour les réfugiés russes (voir tableau R, page 1059)	119.000	—
24b. Commission d'enquête en Albanie (voir note page 1059)	100.000	—
24c. Commission de répartition des dépenses (voir note, page 1059)	15.000	—
c) <i>Imprévu</i> (500.000 francs-or).		
25. Dépenses imprévues, commissions spéciales d'enquête, etc. (sous réserve d'un vote spécial du Conseil)	500.000	500.000

CHAPITRE IV.

COMPTE CAPITAL.

(Voir notes, pages 1060 et 1061).

(5.50 francs suisses = \$ 1. = 5.1826 francs-or)

	1922	1921
	Francs suisses	
26. Quatrième versement à effectuer sur le solde du prix de vente de l'Hôtel National	500.000	500.000
27. Intérêt calculé à 5 % sur 4.000.000 de francs suisses pour six mois.	100.000	175.000
28. Cinquième versement à effectuer sur le solde du prix de vente de l'Hôtel National	500.000	500.000
29. Intérêt calculé à 5 % sur 3.500.000 francs suisses pour six mois	87.500	157.500
30. Versements destinés à conserver le droit d'option sur les propriétés avoisinantes :		
a) propriété « Villa », à verser au 1 ^{er} mai	5.000	5.000
propriété « Villa », à verser au 1 ^{er} novembre	5.000	5.000
b) propriété « Armleder », à verser au 1 ^{er} mai	8.333	8.333
propriété « Armleder », à verser au 1 ^{er} novembre	8.334	8.334
31. Frais d'installation supplémentaires d'un caractère permanent	25.000	48.477
32. Ameublement et installations supplémentaires.	100.000	500.000
33. Bibliothèque :		
Aménagement des locaux (rayonnages, etc.), livres, périodiques, cartes, etc.	235.000	235.000
Imprimerie		250.000
34. Poste de réception de télégraphie sans fil	3.807	—
Francs suisses	1.577.974	2.392.641
Francs-or	1.486.910	2.000.000

	1922	1921
	Gold francs.	
(b) <i>Temporary</i> — (934.000 gold francs).		
20. Temporary Commission for the Reduction of Armaments (see schedule Q, page 1057)	400.000	100.000
<i>Central Bureau for the Regulation of Arms Traffic</i> (see note, page 1057)	—	50.000
21. International Blockade Committee (see note, page 1058)	75.000	75.000
22. Repatriation of Prisoners of War (see note, page 33)	25.000	150.000
23. Commission of Enquiry regarding Deportation of Women and Children in Armenia, etc. (see note, page 1058)	100.000	50.000
24. International Bureaux and kindred Organisations, including the Committee for International Questions regarding Intellectual Co-operation (see note, page 1058)	100.000	100.000
24a. High Commissariat for Russian Refugees (see schedule R, page 1059)	110.000	—
24b. Commission of Enquiry to Albania (see note, page 1059)	100.000	—
24c. Committee on Allocation of Expenses (see note, page 1059)	15.000	—
(c) <i>Unforeseen</i> (500.000 gold francs).		
25. Unforeseen expenditure such as special Commissions of Enquiry, (subject to special vote of Council)	500.000	500.000

CHAPTRE IV.

CAPITAL EXPENDITURE.

(See notes, pages 1060 and 1061.)

(5.50 Swiss francs = \$ 1. = 5.1826 gold francs).

	1922	1921
	Swiss francs.	
26. Fourth Payment on account of balance of purchase price of Hotel National	500.000	500.000
27. Interest estimated at 5 % on 4.000.000 Swiss francs for 6 months	100.000	175.000
28. Fifth payment on account of balance of purchase price of Hotel National	500.000	500.000
29. Interest estimated at 5 % on 3.500.000 Swiss francs for 6 months.	87.500	157.500
30. Payments to maintain the options on adjoining properties :—		
(a) "Villa" Property, payable 1st May	5.000	5.000
"Villa" Property, payable 1st November	5.000	5.000
(b) "Armleder" Property, payable 1st May	8.333	8.333
"Armleder" Property, payable 1st November	8.334	8.334
31. Additions to property of a permanent character	25.000	48.477
32. Furniture and fittings (additional equipment)	100.000	500.000
33. Library :		
Permanent shelving, equipment, purchase of books, periodicals, maps, etc.	235.000	235.000
<i>Printing Office</i>	—	250.000
34. Wireless receiving installation.	3.807	—
Swiss francs	1.577.974	2.392.644
Gold francs	1.486.910	2.000.000

CHAPITRE V.

	1922	1921
	Francs-or.	
35. Fonds de roulement. (Voir note page 1061.)	—	1.890.000
On ne demande aucun crédit pour ce chapitre pour l'exercice 1922.		

CHAPITRE VI.

36. Cour permanente de Justice internationale	1.500.000	650.000
(Voir tableau S, page 1062.)		

CHAPITRE VII.

37. Organisation internationale du Travail	6.135.610	7.010.000
(Voir tableau T, page 1062.)		

TABLEAU A

DU CHAPITRE I, ARTICLE I.

SESSION DE L'ASSEMBLÉE	800.000	750.000
1. Traitements du personnel supplémentaire temporaire (personnel subalterne et personnel divers) y compris heures supplémentaires du personnel permanent	200.000	
2. Frais de voyage et de séjour du personnel temporaire amené à Genève	100.000	
3. Location de la salle de l'Assemblée, lumière, chauffage, etc	60.000	
4. Frais spéciaux d'impression	350.000	
5. Câblogramme, télégrammes, téléphone	20.000	
6. Fourniture diverses	5.000	
7. Service d'automobiles et de cyclistes	15.000	
8. Dépenses accessoires	50.000	
	800.000	750.000

NOTE SUR LE TABLEAU A.

La première session de l'Assemblée a duré du 15 novembre au 18 décembre; quoiqu'elle ait eu lieu à Genève et que les autorités fédérales et cantonales aient mis à la disposition de l'Assemblée une salle de séance et des bureaux pour les délégations, ainsi qu'un certain nombre d'installations, les sommes payées par la Société jusqu'au mois de septembre 1921 s'élevaient cependant à 881.782,38 francs-or. Une somme minime, destinée à régler les frais d'impression, doit encore être versée.

Le détail des dépenses ci-dessus jusqu'au 1^{er} mai 1921 peut être donné comme suit :

	Francs-or.
1. Appointements du personnel temporaire spécial	290.163 60
2. Frais de voyage et indemnités de séjour du personnel spécial amené à Genève	184.331 50
3. Frais d'impression	260.414 50
4. Fournitures diverses	4.161 00
5. Téléphone (service local)	5.423 00
6. Câblogrammes et télégrammes	21.014 80
7. Appels envoyés par câblogrammes au sujet du typhus	22.658 50
8. Service d'automobiles et cyclistes	15.488 60
9. Divers	4.636 10

808.292 10

CHAPTER V.

	1922	1921
	Gold francs.	
35. Working Capital Fund (see note, page 1061)	—	1.890.000
No appropriation under this head is asked for the fiscal year 1922.		

CHAPTER VI.

36. Permanent Court of International Justice.	1.500.000	650.000
(See schedule S, page 1062)		

CHAPTER VII.

37. International Labour Organisation.	6.135.610	7.010.000
(See schedule T, page 1062).		

SCHEDULE A.

TO CHAPTER I, ITEM 1.

SESSION OF THE ASSEMBLY	800.000	750.000
1. Salaries of additional temporary clerical and house staff, including overtime payment of permanent staff	200.000	
2. Travelling expenses and subsistence of temporary staff brought expressly to Geneva.	100.000	
3. Assembly Hall, rent, light, heat, etc.	60.000	
4. Special Printing	350.000	
5. Cables, telegrams and telephones	20.000	
6. Supplies and stores.	5.000	
7. Automobile and cyclist service	15.000	
8. Incidental expenses	50.000	
	800.000	750.000

NOTE ON SCHEDULE A.

The first Session of the Assembly lasted from November 15th to December 18th. Although held at Geneva, where the Federal and Cantonal authorities provided, free of charge, a hall and an office building for the delegations, together with certain installations, the accounts paid by the League up to September 1921 amounted to 881,782.38 gold francs. Payment has still to be made for a small quantity of printing.

The details of the above expenditure to May 1st, 1921, are as follows :

	Gold francs.
1. Salaries of special temporary staff.	290.163 64
2. Travelling expenses and subsistence allowances of special staff brought to Geneva	184.331 53
3. Printing	260.414 58
4. Supplies and stores	4.161 07
5. Telephones -- local calls.	5.423 03
6. Cables and telegrams.	21.014 89
7. Typhus appeal by cable	22.658 54
8. Motor-car and bicycle service	15.488 69
9. Sundries	4.636 13
	808.262 10

En évaluant les dépenses totales effectuées pour la session de l'Assemblée de 1920, à 900.000 francs-or approximativement, on estime qu'il sera possible d'effectuer une réduction de 10 % au moins sur ce total pour l'année 1922 ; c'est pourquoi le crédit demandé pour 1922 a été fixé à 800.000 francs-or.

TABLEAU B

DU CHAPITRE II, ARTICLE 3a.

TRAITEMENTS, SALAIRES ET INDEMNITÉS DU SECRÉTARIAT A GENÈVE.

(21 francs-or = £ 1. 5.50 francs suisses = \$ 1.)

I. *Organisation générale* (1.710.400 francs-or). (Voir tableau annexe N° 1) :

	1922	1921
	Francs-or.	
1. Secrétaire général	84.000	80.000
2. Bureau du Secrétaire général	81.900	60.000
3. Secrétaire général adjoint et bureau	137.600	88.000
4. Sous-Secrétaires généraux et bureaux	184.600	176.000
5. Section politique	240.000	200.000
6. Section de l'information.	606.300	450.000
7. Section juridique	310.000	250.000
8. Bureau du directeur financier	66.000	60.000

II. *Organisation administrative* (2.111.000 francs-or). (Voir tableau annexe N° 2) :

1. Secrétariat du Comité de rédaction	22.000	19.000
2. Service financier	120.000	70.000
3. Service intérieur	94.000	65.000
4. Rédaction et édition	600.000	567.000
5. Bibliothèque	175.000	175.000
6. Service des index analytiques	60.000	—
7. Bureau central de dactylographie	440.000	375.000
8. Ronéographie	160.000	130.000
9. Archives	225.000	210.000
10. Distribution des documents.	135.000	100.000
11. Services divers	80.000	60.000

III. *Services nouveaux* 84.900 120.000

IV. *Compensation pour le change et réserve en cas de dépréciation, 5 %.* 200.000 —

RÉSUMÉ :

	1922	1921
	Francs-or.	
I. Organisation générale	1.710.400	1.364.000
II. Organisation administrative	2.111.000	1.771.000
III. Services nouveaux	84.900	120.000
IV. Compensation pour le change et réserve en cas de dépréciation	200.000	—
Total	4.106.300	3.255.000

Estimating the cost of the Assembly meeting of 1920 at approximately 900.000 gold francs, it is thought that a reduction of at least 10 % on the above amount may be made for 1922. The appropriation asked is therefore 800.000 gold francs.

SCHEDULE B

TO CHAPTER II, ITEM 3a.

SALARIES, WAGES AND ALLOWANCES OF THE SECRETARIAT AT GENEVA.

(21 gold francs = £ 1. 5.50 Swiss francs = \$ 1 American.)

I. *General Organisation* (1.710.400 gold francs). (See Sub-Schedule No. 1) :

	1922	1921
	Gold francs.	
1. Secretary-General	84.000	80.000
2. Secretary-General's Office	81.900	60.000
3. Deputy Secretary-General and Office	137.600	88.000
4. Under Secretaries-General and Offices	184.600	176.000
5. Political Section	240.000	200.000
6. Information Section.	606.300	450.000
7. Legal Section.	310.000	250.000
8. Financial Director's Office	66.000	60.000

II. *Executive Organisation* (2.111.000 gold francs). (See Sub-Schedule No. 2) :

1. Secretariat of the Drafting Committee	22.000	19.000
2. Accounting Branch	120.000	70.000
3. Establishment Office.	94.000	65.000
4. Précis-Writing, and Publications Dept.	600.000	567.600
5. Library	175.000	175.000
6. Indexing of League Publications	60.000	—
7. Pool of Typists.	440.000	375.000
8. Duplicating and Multigraphing Service	160.000	130.000
9. Registry	225.000	210.000
10. Distribution of Documents.	135.000	100.000
11. Miscellaneous Services.	80.000	60.000

III. *New Services* 84.900 120.000IV. *Exchange Compensation Bonus and Reserve in case of depreciation*
5 % 200.000 —

RÉSUMÉ :

	1922	1921
	Gold francs.	
I. General Organisation	1.710.400	1.364.000
II. Executive Organisation	2.111.000	1.771.000
III. New Services	84.900	120.000
IV. Exchange and Compensation Bonus	200.000	—
Total	4.106.300	3.255.000

NOTE SUR LE TABLEAU B.¹

Dans la classification des traitements, etc., du Secrétariat, on s'est efforcé d'établir une distinction entre les services chargés de la politique générale et ceux chargés de tous les travaux d'administration du Secrétariat.

1. L'organisation générale du Secrétariat, dans le projet de 1922, ne présente qu'une légère augmentation de personnel sur celui de l'année courante. L'augmentation dans le chapitre des traitements est due, en grande partie, à la différence dans les calculs du change et aux augmentations annuelles auxquelles le personnel subalterne a droit.

A ce propos, il semble nécessaire de répéter que cette différence dans les calculs du change n'a pas pour résultat d'augmenter les traitements, dont la majorité sont payés en livres sterling, mais qu'elle indique simplement que l'on prévoit que, l'année prochaine, il faudra un nombre plus considérable de francs-or pour se procurer le même nombre de livres sterling qu'en 1921.

2. Le travail confié aux services de l'organisation administrative a considérablement augmenté, en raison des tâches variées dont la Société est maintenant chargée et du grand nombre de conférences, commissions, etc., qui ont lieu ailleurs qu'à Genève, mais avec le concours du personnel du Secrétariat. Les crédits demandés pour les traitements de cette catégorie sont donc quelque peu supérieurs à ceux de l'année 1921.

3. La somme de 84.900 francs-or est tout ce qui a été prévu pour les services nouveaux qui pourraient être créés soit par l'Assemblée, soit par le Conseil.

4. Les sommes prévues pour compensation pour le change et réserve en cas de dépréciation sont basées sur l'expérience de cette année. Le franc suisse, comparé à la livre et au franc-or, a subi une hausse graduelle. La grande majorité du personnel ayant été engagée à Londres avec un traitement calculé en livres sterling, on a jugé nécessaire de garantir les membres du Secrétariat, dont les dépenses sont effectuées à Genève en francs suisses, contre le risque d'un change inférieur à 2 francs suisses à la livre, somme que le personnel, lors du transfert du Secrétariat de Londres à Genève, avait cru pouvoir s'attendre à recevoir. (Voir document du Conseil N° 79.)

TABLEAU ANNEXE N° 1

AU TABLEAU B.

TRAITEMENTS DE L'ORGANISATION GÉNÉRALE DU SECRÉTARIAT.

	1922 Francs-or.
1. Secrétaire général (£ 4.000)	84.000
2. Bureau du Secrétaire général.	81.900
1 Chef de cabinet.	21.000
1 Secrétaire particulier	12.600
2 Secrétaires sténographes.	18.565
Personnel supplémentaire :	
1 Membre de Section.	21.000
1 Secrétaire sténographe	8.735
3. Bureau du Secrétaire général adjoint et bureau (chargé du contrôle des organisations spéciales. Voir chapitre III)	137.600
1 Secrétaire général adjoint (£3.000)	63.000
1 Membre de Section	21.000

¹ L'Assemblée ayant adopté les conclusions du rapport de la Commission d'experts, les traitements qui figurent aux différents tableaux du Budget de 1922 seront révisés conformément à la nouvelle classification et seront établis et payés en francs suisses. Un rapport donnant les détails de ces modifications sera transmis aux Etats Membres vers le 1^{er} janvier 1922. Les tableaux actuels ne donnent donc qu'une idée approximative des traitements qui seront payés en 1922.

NOTE ON SCHEDULE B.¹

In classifying the salaries, etc., of the Secretariat an endeavour has been made to distinguish between those services dealing with policy and those charged with the carrying on of the general executive operations of the Secretariat.

(1) The general organisation of the Secretariat proposed for 1922 shows but a slight increase in numbers over that of the current year, the increased amount payable in salaries being in large measure accounted for by the difference in the exchange calculations and by the annual increments to which the subordinate staff is entitled.

Attention is again drawn to the fact that this difference in the exchange calculations does not mean an increase in salaries, the greater number of which are fixed in pounds sterling, but merely indicates that it is expected that more gold francs will be required next year to buy the same number of pounds than was needed in 1921.

(2) The work thrown upon the executive organisation of the Secretariat has, however, greatly increased owing to the numerous activities in which the League is now engaged and to the conferences, commissions, etc., held elsewhere than at Geneva, for which the Secretariat finds the staff. Hence, the amount asked for salaries in this connection is somewhat in advance of 1921.

(3) The sum of 84,900 gold francs has been provided for new services, which may be established either by the Assembly or by the Council.

(4) The sum provided for exchange and compensation bonus is based upon the experience of the present year. A gradual rise has taken place in the value of the Swiss franc as compared with the pound and the gold franc. The great majority of the staff were engaged in London on a sterling basis. It has therefore been considered necessary to guarantee members of the Secretariat, whose expenditure in Geneva is incurred in Swiss francs, against an exchange below 24 Swiss francs to the pound, since the staff, on coming to Geneva from London, had been led to believe that they might expect to receive this rate of exchange (see Council document 79).

SUB-SCHEDULE No. 1

TO SCHEDULE B.

SALARIES OF THE GENERAL ORGANISATION OF THE SECRETARIAT.

	1922 Gold francs.
1. Secretary-General (£ 4,000)	84,000
2. Secretary-General's Office	81,900
1 Personal Assistant	21,000
1 Private Secretary	12,600
2 Assistant Secretaries and Stenographers	18,565
Additional Staff :	
Member of Section	21,000
1 Stenographer	8,735
3. Deputy-General and Office	137,600
(Supervision of special organisations, see Chapter III.)	
1 Deputy Secretary-General (£ 3000)	63,000
1 Member of Section	21,000

¹ The Assembly having adopted the report of the Committee of Experts, the salaries shown in the various schedules of the Budget for 1922 will be revised according to the new classification and will be fixed and paid in Swiss francs. A report giving details of these modifications will be circulated to the States Members about January 1st, 1922. The present schedules give, therefore, merely an indication of the salaries which will be paid in 1922.

		1922 Francs-or	
	1 Secrétaire particulier	12.600	
	2 Secrétaires sténographes	20.000	
	Personnel supplémentaire :		
	1 Chef de cabinet	21.000	
4.	Sous-Secrétaires généraux et bureaux		184.60
	2 Sous-Secrétaires généraux (fr. 3000 chacun)	126.000	
	1 Membre de section	16.800	
	1 Chef de cabinet	12.600	
	2 Secrétaires particuliers	21.000	
	Personnel supplémentaire	8.200	
5.	Section politique		240.00
	1 Directeur	52.500	
	5 Membres de Section de 12.600 à 25.200	109.200	
	1 Secrétaire particulier	10.500	
	2 Secrétaires sténographes	16.100	
	2 Sténographes	16.400	
	Personnel supplémentaire :		
	1 Membre de section	21.000	
	Augmentations et relèvements	14.300	
6.	Section d'information		606.30
	1 Directeur	52.500	
	1 Secrétaire particulier	10.500	
	15 Membres de Section	304.500	
	1 à 42.000 ; 2 à 25.200		
	4 à 21.000 ; 1 à 18.900		
	5 à 16.800 ; 2 à 12.600		
	1 Archiviste	9.450	
	1 Archiviste adjoint	6.300	
	3 Commis	24.780	
	1 à 8.400 ; 2 à 8.190		
	3 Secrétaires sténographes	24.570	
	3 Sténographes à 7.098	21.294	
	3 Messagers	6.700	
	Personnel supplémentaire :		
	1 Membre de Section	16.800	
	4 Sténographes à 7.665	30.660	
	1 Sténographe	7.098	
	Augmentations et relèvements	21.148	
	Traitements des fonctionnaires ne résident pas au siège de la Société :		
	a) En Europe	10.000	
	b) Dans l'Amérique du Sud	10.000	
	Bureaux de liaison de la Section :		
	1) Londres, traitement et frais	21.000	
	2) Paris, » » »	21.000	
	3) Rome, » » »	8.000	
7.	Section juridique		310.00
	1 Directeur	52.500	
	1 Chef de cabinet	12.600	
	6 Membres de Section	138.600	
	1 à 16.800 ; 3 à 21.000		
	1 à 27.300 ; 1 à 31.500		

	1922 Gold francs.	
1 Private Secretary	12.600	
2 Assistant Secretaries and Stenographers	20.000	
Additional Staff :		
1 Personal Assistant	21.000	
4. Under Secretaries-General and Offices		184.600
2 Under Secretaries-General (£ 3000 each)	126.000	
1 Member of Section	16.800	
1 Personal Assistant	12.600	
2 Private Secretaries	21.000	
Additional Staff	8.200	
5. Political Section		240.000
1 Director	52.500	
5 Members of Section : 12.600 to 25.200	109.200	
1 Private Secretary	10.500	
2 Assistant Secs. and Stenographers	16.100	
2 Stenographers	16.400	
Additional Staff :		
1 Member of Section	21.000	
Increments and adjustments	14.300	
6. Information Section		606.300
1 Director	52.500	
1 Private Secretary	10.500	
15 Members of Section	304.500	
1 at 42.000 ; 2 at 25.200		
4 at 21.000 ; 1 at 18.900		
5 at 16.800 ; 2 at 12.600		
1 Archivist	9.450	
1 Asst. Archivist	6.300	
3 Clerical Assistants	24.780	
1 at 8.400 ; 2 at 8.190		
3 Asst. Secretaries and Stenographers	24.570	
3 Stenographers at 7.098	21.294	
3 Messenger Boys	6.700	
Additional Staff :		
1 Member of Section	16.800	
4 Stenographers at 7.665	30.660	
1 Stenographer	7.098	
Increments and adjustments	21.148	
Salaries of Officers non-resident at Headquarters :		
(a) In Europe	10.000	
(b) In South America	10.000	
Liaison Bureau of the Information Section :		
(1) London. Salary and expenses	21.000	
(2) Paris. " " "	21.000	
(3) Rome. " " "	8.000	
7. Legal Section		310.000
1 Director	52.500	
1 Personal Assistant	12.600	
6 Members of Section	138.600	
1 at 16.800 ; 3 at 21.000		
1 at 27.300 ; 1 at 31.500		

	1922 Francs-or	
2 Secrétaires sténographes	18.018	
2 Commis préposés à l'enregistrement des traités	18.564	
3 Sténographes	24.066	
Conseiller juridique adjoint pour le droit suisse	4.560	
1 Calligraphe	2.850	
Personnel supplémentaire :		
1 Membre de Section	21.000	
Augmentations et relèvements	17.242	
8. Bureau du directeur financier		66.00
1 Directeur	42.000	
1 Chef de cabinet	14.700	
1 Secrétaire sténographique	9.300	

TABLEAU ANNEXE N° 2

AU TABLEAU B.

TRAITEMENTS DE L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE DU SECRÉTARIAT.

	1922 Francs-or	
1. Secrétariat du Comité de rédaction		22.00
1 Secrétaire	12.600	
1 Secrétaire adjoint	9.400	
2. Service financier		120.00
1 Chef comptable	18.900	
1 Inspecteur et caissier mobile	15.120	
1 Contrôleur	12.600	
3 Comptables adjoints	21.000	
2 Secrétaires sténographes	16.400	
Personnel supplémentaire :		
1 Comptable pour les organisations spéciales	12.600	
1 Comptable pour le service intérieur	9.450	
1 Sténographe	7.665	
Augmentations et relèvements	6.265	
3. Service intérieur		94.00
1 Chef du Service intérieur	25.200	
3 Chefs adjoints	37.170	
1 à 15.120		
1 à 12.600		
1 à 9.450		
2 Sténographes	16.380	
Personnel supplémentaire	10.500	
Augmentations et relèvements	4.750	
4. Rédactions et publications		600.00
1 Chef de service	26.250	
1 Secrétaire	9.125	
a) Rédaction.		
1 Chef adjoint	25.200	
1 Rédacteur du Journal Officiel	21.000	

		1922 Gold francs.
2 Asst. Secretaries and Stenographers	18.018	
2 Clerical Assistants (Registration of Treaties)	18.564	
3 Stenographers	24.066	
Assistant Legal Adviser on Swiss Law	4.560	
Calligrapher	2.850	
Additional Staff		
1 Member of Section	21.000	
Increments and adjustments	17.242	
8. <i>Financial Director's Office</i>		66.000
1 Director	42.000	
1 Personal Assistant	14.700	
1 Asst. Secretary and Stenographer	9.300	

SUB-SCHEDULE No. 2

TO SCHEDULE B.

SALARIES OF THE EXECUTIVE ORGANISATION OF THE SECRETARIAT.

		1922 Gold francs.
1. <i>Secretariat of Drafting Committee</i>		22.000
1 Secretary	12.600	
1 Assistant Secretary	9.400	
2. <i>Accounting Branch</i>		120.000
1 Chief Accountant	18.900	
1 Travelling Inspector and Cashier	15.120	
1 Approbation Control Officer	12.600	
3 Assistant Accountants	21.000	
2 Asst. Secretaries and Stenographers	16.400	
Additional Staff :		
1 Accountant for Special Organisations	12.600	
1 Accountant for Establishment Office	9.450	
1 Stenographer	7.665	
Increments and adjustments	6.265	
3. <i>Establishment Office</i>		94.000
1 Establishment Officer	25.200	
3 Assistant Establishment Officers	37.170	
1 at 15.120		
1 at 12.600		
1 at 9.450		
2 Stenographers	16.380	
Additions to staff	10.500	
Increments and adjustments	4.750	
4. <i>Précis-Writing and Publications Department</i>		600.000
1 Head of Department	26.250	
1 Secretary	9.125	
(a) <i>Précis Writing.</i>		
1 Assistant Head	25.200	
1 Editor <i>Official Journal</i>	21.000	

1922
Francs-or

2 Rédacteurs-adjoints	27.300
1 à 14.700	
1 à 12.600	
1 Fonctionnaire chargé du service des documents	12.600
2 Secrétaires sténographes	16.380
<i>b) Traduction et interprétation.</i>	
2 Chefs traducteurs à 17.850	35.700
6 Traducteurs de 1 ^{re} classe à 16.275	97.650
6 » » 1 ^{re} » à 14.700	88.200
1 » » 1 ^{re} » à	13.650
4 » » 2 ^{me} » à 12.600	50.400
1 » » 2 ^{me} »	11.550
2 Secrétaires-sténographes	16.925
Personnel supplémentaire pour compléter l'effectif (2 mem- bres)	30.975
<i>c) Impression et édition.</i>	
1 Chef de service	18.900
1 Chef de service adjoint	16.800
1 Secrétaire sténographe	6.005
1 Comptable	4.560
1 Chef correcteur d'épreuves	12.600
3 Correcteurs :	24.600
2 à 9.450 ;	
1 à 5.700 ;	
1 Messenger	2.730
<i>d) Augmentations et relèvements a) b) c)</i>	30.900
5. Bibliothèque	175.00
1 Bibliothécaire	21.000
2 Bibliothécaires adjoints à 13.650	27.300
1 Secrétaire sténographe	8.190
1 Employé chargé des documents économiques	8.400
1 Employé chargé des index	9.450
1 Archiviste	8.400
1 Employé chargé des commandes	9.450
5 Employés chargés des catalogues	43.050
3 à 9.450	
1 à 8.400	
1 à 6.300	
1 Employé chargé du service de contrôle périodique	7.300
1 Employé chargé du service des prêts	7.350
3 Copistes	19.656
1 à 7.098	
1 à 6.552	
1 à 6.006	
2 Messagers	3.255
Augmentations et relèvements	2.199
6. Service des index analytiques	60.00
3 Employés chargés des index à 9.450	28.350
Personnel supplémentaire :	
3 Employés chargés des index à 8.400	25.200
1 copiste	6.450

1922
Gold francs.

2 Assistant Editors	27.300	
1 at 14.700		
1 at 12.600		
1 Document Officer	12.600	
2 Secretaries and Stenographers	16.380	
<i>b) Interpreting and Translating.</i>		
2 Editors at 17.850	35.700	
6 Translators, 1st grade, at 16.275	97.650	
6 " " " 14.700	88.200	
1 " " " "	13.650	
4 " 2nd " 12.600	50.400	
1 " " " "	11.550	
2 Asst. Secretaries and Stenographers	16.925	
Additional staff to complete establishment (2 members)	30.975	
<i>c) Printing and Publications.</i>		
1 Acting Superintendent	18.900	
1 Assistant Superintendent	16.800	
1 Secretary and Stenographer	6.005	
1 Accountant	4.560	
1 Head Proof Reader	12.600	
3 Proof Readers	24.600	
2 at 9.450		
1 at 5.700		
1 Messenger	2.730	
d) Increments and adjustments (a) (b) (c)	30.900	
5. Library Staff		175.000
1 Librarian	21.000	
2 Assistant Librarians at 13.650	27.300	
1 Asst. Secretary and Stenographer	8.190	
1 Assistant in Economics	8.400	
1 Indexer	9.450	
1 Archivist	8.400	
1 Order Clerk	9.450	
5 Cataloguers	43.050	
3 at 9.450		
1 at 8.400		
1 at 6.300		
1 Checking File Clerk.	7.300	
1 Desk Assistant	7.350	
3 Copyists	19.656	
1 at 7.098		
1 at 6.552		
1 at 6.006		
2 Messengers	3.255	
Increments and adjustments	2.199	
5. Indexing of League Publications		60.000
3 Indexers at 9.450	28.350	
Additional Staff :		
3 Indexers at 8.400	25.200	
1 Copyist	6.450	

1922
Francs-or

7. Bureau central de dactylographie		440.0
1 Chef de service	10.500	
2 Chef de service adjoints à 8.820.	17.640	
12 Sténographes à 8.736	104.832	
14 Sténographes à 8.190	114.660	
5 Sténographes à 7.665	38.325	
3 Copistes à 7.098	21.294	
5 Copistes à 4.500	22.500	
Personnel supplémentaire :		
10 Sténographes à 7.098	70.980	
Remplacements temporaires	23.000	
Indemnités pour heures supplémentaires	16.269	
8. Ronéographie		160.0
1 Chef de service	10.500	
1 Chef de service adjoint	7.098	
15 Opérateurs : 1.680-6.552	69.434	
4 Opérateurs pour les multigraphes : 1.680-7.098.	21.336	
Personnel supplémentaire :		
8 Opérateurs	37.400	
Heures supplémentaires	10.000	
Augmentations et relèvements	4.232	
9. Archives		225.0
1 Chef de service	23.625	
1 Chef de service adjoint	14.700	
1 Sous-chef de service	10.500	
1 Secrétaire sténographe	8.735	
2 Commis principaux à 8925	17.850	
9 Commis, 8.190 — 8.736	75.600	
4 Commis de 2 ^{me} classe à 5.460	21.840	
1 Messager	3.700	
Personnel supplémentaire :		
6 Commis à 7.665	45.990	
Augmentations et relèvements	2.460	
10. Distribution des documents		135.0
1 Chef de service	12.600	
1 Chef de service adjoint	10.500	
9 Employés : 3.460-9.450	59.300	
2 Messagers à 1.630	3.260	
Personnel supplémentaire :		
6 Employés supplémentaires à 6.300	37.800	
Indemnités pour heures supplémentaires	8.000	
Augmentations et relèvements	3.540	
11. Services divers		80.0
Service des fournitures	12.600	
1 Adjoint	3.500	
Secrétaire du Comité du personnel	9.450	
2 Sténographes rapporteurs à 13.650	27.300	
2 Opérateurs de télégraphie sans fil à 8.400	16.800	
Nouveaux services divers	10.350	

1922
Gold francs.

7. Pool of Typists		440.000
1 Superintendent	10.500	
2 Assistant Superintendents at 8.820	17.640	
12 Stenographers at 8.736	104.832	
14 Stenographers at 8.190	114.660	
5 Stenographers at 7.665	38.325	
3 Copyists at 7.098	21.294	
5 Copyists at 4.500	22.500	
Additional Staff :		
10 Stenographers at 7.098	70.980	
Temporary replacements	23.000	
Overtime allowances	16.269	
8. Duplicating and Multigraph Service		160.000
1 Superintendent	10.500	
1 Assistant Superintendent	7.098	
15 Roneo Operators : 1.680-6.552	69.434	
4 Multigraph Operators : 1.680-7.098	21.336	
Additional Staff :		
8 Operators	37.400	
Overtime	10.000	
Increments and adjustments	4.232	
9. Registry		225.000
1 Registrar-General	23.625	
1 Deputy Registrar-General	14.700	
1 Assistant Registrar	10.500	
1 Assistant Secretary and Stenographer	8.735	
2 Principal Assistants at 8.925	17.850	
9 Assistants: 8.190-8.736	75.600	
4 Junior Assistants at 5.460	21.840	
1 Messenger	3.700	
Additional Staff :		
6 Assistants averaging 7.665	45.990	
Increments and adjustments	2.460	
10. Distribution of Documents		135.000
1 Superintendent	12.600	
1 Assistant Superintendent	10.500	
9 Clerical Assistants : 3.360-9.450	59.300	
2 Messengers at 1.630	3.260	
Additional Staff :		
6 Additional Assistants averaging 6.300	37.800	
Overtime	8.000	
Increments and adjustments	3.540	
11. Miscellaneous Services		80.000
Head Supplies Branch	12.600	
1 Assistant	3.500	
Secretary Staff Committee	9.450	
2 Verbatim Reporters at 13.650	27.300	
2 Wireless Operators at 8.400	16.800	
New Miscellaneous Services	10.350	

TABLEAU C

DU CHAPITRE II, ARTICLE 3b.

		1922	1921
		Francs-or.	
SALAIRES DU PERSONNEL DIVERS A GENEVE		220.000	200.
	Francs suisses		
1 Surveillant général	14.400		
1 Huissier	7.350		
9 Garçons de bureau, 3.650—5.000	41.550		
1 Concierge, une femme de charge	6.000		
1 Mécanicien	4.500		
2 Chauffeurs (7 mois)	4.900		
1 Veilleur de nuit	4.200		
3 Employés préposés à l'ascenseur à 3.000.	9.000		
1 Jardinier	5.400		
24 Nettoyeurs	73.200		
5 Téléphonistes	21.000		
2 Chauffeurs	9.600		
3 Employés de poste	13.200		
2 Cylistes	4.800		
1 Messager	2.400		
Augmentations, relèvements et heures supplé- mentaires	11.973		
Total	233.473	francs suisses, ou 220.000 francs-or.	

TABLEAU D

DU CHAPITRE II, ARTICLE 3c.

		1922	1921
		Francs-or.	
TRAITEMENTS ET GAGES DU PERSONNEL DES BUREAUX AUXILIAIRES (Voir tableau F (b) pour les dépenses d'entretien.)		120.000	35.000
I. Bureau de Londres :			1922 Francs-or.
Traitements gages, etc. (21 francs-or = £ 1)			17.85
1 Chef de service	£ 312		
1 Sténographe	» 208		
1 Garçon de bureau	» 208		
2 Messagers à £ 55	» 110		
Augmentations et relèvements	» 12		
	£ 850		
II. Bureau de Paris			57.50
Traitements, gages, etc. (1 franc-or = 2 fr. français)	Francs français		
1 Chef de service	14.400		
1 Sténographe	12.000		
1 Garçon de bureau	4.800		
1 Téléphoniste	3.600		
1 Messager	3.600		
Personnel supplémentaire	75.600		
Augmentations et relèvements	1.000		
	115.000		
III. Bureau Sud-Américain.			
Traitements, gages, etc.			44.65
Total			120.00

SCHEDULE C

TO CHAPTER II, ITEM 3 (b).

	1922	1921
	Gold francs.	
WAGES OF HOUSE AT GENEVA	220.000	200.000
1 Superintendent	14.400	
1 Head Office keeper	7.350	
9 Office keepers 3.650-5.000	41.550	
1 Caretaker, 1 housekeeper	6.000	
1 Engineer	4.500	
2 Furnacemen (7 months)	4.900	
1 Night watchman	4.200	
3 Lift attendants at 3.000	9.000	
1 Gardener	5.400	
24 Cleaners	73.200	
5 Telephonists	21.000	
2 Chauffeurs	9.600	
3 Postal clerks	13.200	
2 Cycle messengers	4.800	
1 Messenger boy	2.400	
Increments and adjustments and overtime	11.973	
Total	233.473 Swiss francs	
	or	220.000 gold francs.

SCHEDULE D

TO CHAPTER II, ITEM 3(c).

	1922	1921
	Gold francs.	
SALARIES AND WAGES OF BRANCH OFFICE PERSONNEL	120.000	35.000
<i>(See Schedule F(b) for Expenditure on maintenance.)</i>		
I. London Sub-Office :		1922 Gold francs.
Salaries, wages, &c. (21 gold francs = £ 1).		17.850
1 Establishment Officer	£ 312	
1 Stenographer	» 208	
1 Office keeper	» 208	
2 Messengers at £ 55	» 110	
Increments and adjustments.	» 12	
	£ 850	
II. Paris Sub-Office		57.500
Salaries, wages, &c (2 French francs = 1 gold franc)	French francs.	
1 Establishment clerk	14.400	
1 Stenographer	12.000	
1 Office keeper	4.800	
1 Telephone operator	3.600	
1 Messenger	3.600	
Additional Staff	75.600	
Increments and adjustments	1.000	
	115.000	
II. South American Office :		
Salaries, wages, &c		44.650
Total		120.000

NOTE SUR L'ARTICLE 4.

FRAIS DE VOYAGE DES FONCTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ.

	Francs-or.
a) Frais de déménagement	50.000

Lorsque de nouvelles nominations sont faites, on rembourse à la personne nommée ses frais de voyage et de déménagement, de sa résidence jusqu'au siège de la Société. Si le fonctionnaire engagé est marié, cette indemnité comprend les frais de voyage de sa femme, de ses enfants et, en certains cas, d'un domestique. Comme les nominations récentes comprennent une proportion plus importante de ressortissants de pays éloignés, une somme plus élevée figure au budget de 1922 qu'au celui de 1921.

	Francs-or.
b) Frais de voyage et de séjour pour les services généraux de la Société	150.000

(i) Les membres du Secrétariat, particulièrement le Secrétaire général, le Secrétaire général adjoint, les directeurs et les membres principaux des Sections politique, d'information et juridique sont fréquemment appelés à se rendre hors de Genève pour le service de la Société. Dans ce cas ils reçoivent des frais de voyage et une indemnité de déplacement qui, conformément aux recommandations de la Commission d'experts, variera suivant le rang du fonctionnaire, de 60 francs suisses par jour pour le rang le plus élevé à 25 francs suisses par jour pour la catégorie la moins élevée.

(ii) Un nombre considérable de réunions des commissions nommées par l'Assemblée et le Conseil se tiennent à des endroits autres qu'au siège même de la Société. Lorsque les frais de ces réunions ne sont pas compris dans les crédits spéciaux accordés à une organisation particulière les dépenses entraînées par la présence des fonctionnaires de la Société et du personnel administratif nécessaire (interprètes, sténographes, ronéographes, etc.) sont imputées à l'article des frais de voyage généraux.

Il est tenu un contrôle très sérieux de ces diverses dépenses, toute demande de remboursement devant être accompagnée d'explications détaillées.

	Francs-or.
c) Frais de voyage des membres du Secrétariat se rendant en vacances dans leur pays d'origine	50.000

*Extrait du rapport présenté par la quatrième Commission
à l'Assemblée sur les conclusions et propositions de la Commission d'experts.
(A. 140, 1921, page 16, paragraphe q.)*

... L'attention de la Commission a été attirée sur le fait que les règlements actuels, relatifs aux congés, exigent que les fonctionnaires, prenant leurs vacances chaque année, paient leurs propres frais de voyage. La Commission estime qu'il y a lieu de recommander à l'Assemblée d'accorder au personnel le bénéfice, qui serait très apprécié et qui coûterait relativement peu, d'un voyage par an dans le pays d'origine, aux frais de la Société, pourvu que cet avantage ne soit pas accordé aux membres du personnel qui, pendant la durée de leur service régulier et aux frais de la Société auraient eu l'occasion de retourner dans leur pays d'origine pendant l'année financière en cours et d'y passer leur temps normal de congé.

NOTE ON ITEM 4.

TRAVELLING EXPENSES OF OFFICIALS OF THE LEAGUE.

	Gold francs.
(a) Removal expenses	50.000

When new appointments to the Secretariat are made, it is the practice to pay travelling and removal expenses incurred on the journey from the home of the member to the head office of the League. If he is married, the allowance includes the travelling expenses of his wife, children and, in some cases, of a servant. As later nominations include a larger proportion of the nationals of distant countries, a larger amount is being asked for 1922 than for 1921.

	Gold francs.
(b) Travelling expenses and subsistence allowances occasioned in connection with general services	150.000

(i) Members of the Secretariat, especially the Secretary-General, the Deputy Secretary-General, the Directors and the leading members of the Political, Information and Legal Sections, are frequently called upon to visit places outside Geneva on business of the League. When such is the case, they are allowed actual travelling expenses and a subsistence allowance, which, according to the recommendations of the Committee of Experts, will vary, in conformity with the status of the member, from 60 Swiss francs per day for the highest grade to 25 Swiss francs per day for the lowest.

(ii) A very considerable number of meetings of Commissions, appointed by the Assembly and by the Council, are being held from time to time at other places than at the headquarters of the League. Where the cost of such meetings is not included in the special appropriation for a particular organisation, the expenditure occasioned by the attendance of League officials and of the requisite executive staff of interpreters, stenographers, roneo operators, etc., is charged to the item of general travelling expenses.

Close check is kept upon all such expenditure, the accounts for reimbursement being required to be presented with full details.

	Gold francs.
(c) Travelling expenses of members of the Secretariat returning home on leave	50.000

Extract from the Report adopted by the Assembly on the conclusions and proposals of the Commission of Experts (A. 140, 1921, page 16, para. q)

...It has been brought to the notice of the Commission that existing regulations concerning leave demand that officials proceeding on annual leave should do so at their own expense. We consider that we should be justified in recommending that the Assembly might fairly confer on the staff the privilege, which would be much appreciated, and relatively inexpensive, of one journey home a year at the cost of the League; provided that this advantage should not be conferred upon members of the staff who have the opportunity during their regular service, and at the expense of the League, of returning home during the current financial year and to spend their normal period of leave there.

TABLEAU E.

DU CHAPITRE II, ARTICLE 5.

	1922	1921
	Francs-or.	
FRAIS DE REPRÉSENTATION	189.000	200.000
Secrétaire général	£ 2.500	
Secrétaire général adjoint	» 1.000	
Sous-Secrétaire général	» 500	
Fonds communs	» 5.000	
	£ 9.000 = 189.000 francs-or.	

La Commission d'organisation de la Société des Nations, nommée conformément à la résolution de la réunion plénière de la Conférence de la Paix, dans une séance tenue à Paris le 5 mai 1919, a fixé l'indemnité accordée au Secrétaire général, pour frais de représentation, et lui a donné une indication sur des indemnités du même genre qui devraient être accordées au Secrétaire général adjoint et aux Sous-Secrétaires généraux.

En conséquence, les frais de représentation du Secrétaire général ont été fixés à 6.000 livres, ceux du Secrétaire général adjoint à 2.000 livres et ceux de chacun des deux Sous-Secrétaires généraux à 1.000 livres, au total 10.000 livres.

On a trouvé cependant que, jusqu'à un certain point, on ne pouvait mieux répondre à l'objet de ces frais de représentation qu'en consacrant une partie de ces sommes à la constitution d'un fonds général qui, sous le contrôle d'un fonctionnaire spécialement désigné à cet effet, pourrait servir à régler les dépenses qui, de ce chef, pourraient être considérées comme nécessaires, dans l'intérêt général de la Société. Afin de créer ce fonds général, le Secrétaire général a consenti à ce que la somme mise jusqu'à présent à sa disposition fût réduite de 6000 livres à 2.500, le Secrétaire général adjoint de 2.000 livres à 1.000 et le Sous-Secrétaire général de 1.000 livres à 500.

TABLEAU F

DU CHAPITRE II, ARTICLE 6.

COMPTE D'ÉTABLISSEMENT. ENTRETIEN

(Voir résumé, page 1048.)

a) Siège de la Société de Genève, non compris les frais généraux de bureaux.

	1922	1921
	Francs suisses	
Abonnements pour l'eau	2.000	2.000
Réparations et remplacements	55.000	55.000
Eclairage	12.000	15.000
Chauffage	32.000	85.000
Electricité pour les ascenseurs, ventilateurs, installation frigorifique	2.000	2.000
Assurance et surveillance	2.500	10.000
Assurance des employés	500	1.000
Téléphone, service local	30.000	35.000
Uniformes	1.000	6.500
Entretien et assurances des automobiles	10.000	9.000
Bien-être du personnel	35.000	25.000
Blanchissage	3.000	5.000
Fournitures diverses	11.330	12.000
Francs suisses	196.330	262.500
Francs-or	185.000	219.420

SCHEDULE E

TO CHAPTER II, ITEM 5.

	1922	1921
	Gold francs.	
FRAIS DE REPRÉSENTATION	189.000	200.000
Secretary-General	£ 2.500	
Deputy Secretary-General	» 1.000	
Under Secretary-General	» 500	
General Fund	» 5.000	

£ 9.000 = 189.000 gold francs.

The Organisation Committee of the League of Nations, which was appointed by Resolution of the Plenary Meeting of the Peace Conference at a meeting held in Paris on May 5th, 1919, fixed the allowance for "frais de représentation" for the Secretary-General and further gave him an indication as to the similar allowances for the Deputy Secretary-General and the Under Secretary-General.

The "frais de représentation" of the Secretary-General was accordingly fixed at £ 6.000, that of the Secretary-General at £ 2.000, and that of each of the Under Secretaries-General at £ 1.000, a total of £ 10.000.

It has been found, however, that to a certain extent the purpose intended by these allowances can better be served by devoting a portion of the amount to a general fund which, under the control of an official specially appointed for that purpose, can be dispensed when and where the general interest of the League renders such expenditure advisable. To create such a general fund the Secretary-General has agreed to a reduction of the amount hitherto at his disposal from £ 6.000 to £ 2.500, the Deputy Secretary-General from £ 2.000 to £ 1.000 and the Under Secretary-General from £ 1.000 to £ 500.

SCHEDULE F

TO CHAPTER II, ITEM 6.

PROPERTY ACCOUNT. (MAINTENANCE).

(See Summary, page 1048.)

(a) Headquarters at Geneva, exclusive of General Office Expenses.

	1922	1921
	Swiss francs.	
Water Rates	2.000	2.000
Repairs and renewals	55.000	55.000
Lighting	12.000	15.000
Heating	32.000	85.000
Power for lifts, ventilators and refrigeration plant.	2.000	2.000
Insurance and protection	2.500	10.000
Employers' liability	500	1.000
Telephones, local service	30.000	35.000
Uniforms	1.000	6.500
Automobiles—upkeep and insurance	10.000	9.000
Welfare	35.000	25.000
Office laundry	3.000	5.000
Sundry supplies	11.330	12.000
Swiss francs.	196.330	262.500
Gold francs	185.000	219.420

b) Bureaux auxiliaires, y compris les frais généraux de bureau.

1. Bureau de Londres.

	£
Loyer	850
Réparations et mobilier	300
Chauffage	40
Eclairage	17
Nettoyage	85
Taxes municipales	50
Téléphone	100
Cablogrammes, télégrammes, etc.	100
Papeterie, fournitures	600
Poste	50
Menus frais	43

1922
£ 2.235 = 46.935 francs-or.

(21 francs-or = £ 1.)

2. Bureau de Paris

	1922 Francs français	Francs-or
Loyer	60.000	
Eclairage	5.000	
Chauffage	7.000	
Nettoyage	3.000	
Téléphone	10.000	
Cablogrammes et télégrammes	8.000	
Papeterie, fournitures	25.000	
Poste	3.000	
Menus frais	9.000	
	130.000	65.000

(1 franc-or = 2 francs français.)

3. Bureau de l'Amérique du Sud (pas encore constitué). Prévision de dépenses

53.000

c) Indemnité de résidence pour le Secrétaire général à Genève

21.000

RÉSUMÉ.

COMPTE D'ÉTABLISSEMENT. (ENTRETIEN.)

	1922 Francs-or	1931
a) Siège de Genève	185.000	219.400
b) Bureaux auxiliaires :		
1. Bureau de Londres	46.935	65.000
2. Bureau de Paris	65.000	—
3. Bureau de l'Amérique du Sud	53.065	—
c) Indemnité de résidence pour le Secrétaire général à Genève	21.000	—
Total	371.000	284.400

b) *Branch Offices, including General Office Expenses.*

London Sub-Office.

Rent	£
Repairs, renewals, and furniture.	850
Heat	300
Light	40
Cleaning	17
Rates	85
Telephones	50
Cables, telegrams, etc.	100
Stationery supplies	100
Postage	600
Miscellaneous petty expenses	50
	43

1922

TOTAL £ 2.235 = 46.935 gold francs.
(21 gold francs = £ 1)

Paris Sub-Office.

	1922 French francs.	Gold francs.
Rent	60.000	
Light	5.000	
Heat	7.000	
Cleaning	3.000	
Telephone	10.000	
Cables, telegrams, etc.	8.000	
Stationery, supplies	25.000	
Postage	3.000	
Miscellaneous petty expenses	9.000	

TOTAL 130.000 65.000
(1 gold franc = 2 French francs.)

. South American Office (not yet organised) estimate 53.065

c) *House Allowance for the Secretary-General at Geneva* 21.000

SUMMARY.

PROPERTY ACCOUNT (MAINTENANCE).

a) <i>Headquarters at Geneva</i>	185.000	219.420
b) <i>Branch Offices</i>		
1. London Sub-Office	46.935	65.000
2. Paris Sub-Office	65.000	
3. South American Office	53.065	—
c) <i>House Allowance for Secretary-General at Geneva</i>	21.000	—
TOTAL	371.000	284.420

NOTE EXPLICATIVE SUR LE COMPTE D'ÉTABLISSEMENT (ENTRETIEN).

a) *Siège de la Société à Genève.* 185.

Le Secrétariat de la Société s'est installé à Genève au début de novembre 1920, dans les locaux connus autrefois sous le nom d'« Hôtel National ». Les locaux avaient donc, au 1^{er} juin, été occupés pendant sept mois. Les prévisions de 1922 doivent, par conséquent, être basées sur une expérience d'un peu plus d'une demi-année et, pour cette raison, il y a lieu de ne les considérer que comme provisoires. Il semble probable, cependant, que le prix du combustible, diminuera et qu'en conséquence le crédit demandé pour l'année prochaine, inférieur à celui de cette année de 34 420 francs-or, sera suffisant.

b) *Bureaux auxiliaires à Londres et à Paris.*

L'expérience a démontré que, pour diverses raisons, il est absolument nécessaire d'avoir des bureaux à Londres et à Paris. Il est arrivé, au cours des derniers mois, que les membres du Secrétariat ont été obligés de séjourner dans ces villes, parfois pendant une période assez longue, pour maintenir en contact journalier avec les représentants des Membres du Conseil.

Un personnel restreint est attaché d'une façon permanente à chaque bureau. A Londres trouvent également le siège de la Commission du typhus, de l'Organisation pour le rapatriement des prisonniers de guerre et de la Section de recherches statistiques de l'Organisation financière et économique. Pour les traitements du personnel permanent de ces deux bureaux, se reporter au tableau

Bureau de l'Amérique du Sud.

Un projet de création d'un bureau dans une localité centrale de l'Amérique du Sud est en ce moment à l'étude. Conformément à une décision de l'Assemblée, ce projet sera soumis prochainement au Conseil. On reconnaît qu'un bureau de ce genre serait précieux pour la distribution des documents, la transmission des renseignements, l'envoi des cablogrammes. Les économies de port et de télégrammes compenseraient, dans une large mesure, les frais entraînés par l'établissement d'un bureau.

(c) *Indemnité de résidence pour le Secrétaire général à Genève.*

Les conditions primitives de l'engagement du Secrétaire général comprenaient la mise à sa disposition d'une résidence officielle. Celle-ci n'a pas été, jusqu'à présent, demandée, mais comme le Secrétaire général a consenti à ce que ses frais personnels de représentation fussent réduits de 6.000 à 2.500 livres, on a considéré qu'il y avait lieu de faire figurer au budget la somme de 10 000 livres, à titre d'indemnité de résidence.

TABLEAU G

DU CHAPITRE II, ARTICLE 8.

	1922	1921
	Francs-or.	
SERVICE DES PUBLICATIONS (non compris les traitements)	356.250	250.000
a) Frais généraux d'impression, non compris dans les crédits particuliers	195.000	250.000
aa) Documents du Conseil et <i>Journal officiel</i>	172.500	
bb) Administration intérieure	18.750	
cc) Divers	3.750	
b) Traités	75.000	—
c) <i>Bulletin mensuel</i> de la Section d'information	56.250	—
d) Service des ventes, voyages, annonces, etc.	11.250	—
e) Publications pour distribution gratuite	18.750	—

EXPLANATORY NOTE ON PROPERTY ACCOUNT (MAINTENANCE).

Gold francs.

a) *Headquarters at Geneva* 185.000

The Secretariat of the League was installed in the building previously known as the Hotel National early in November of 1920. These premises had on June 1st, 1921, been occupied for seven months. The estimates for 1922 were therefore based upon an experience of little more than half a year, and for that reason should be regarded as provisional. It seems probable, however, that, owing to diminished price of fuel, the reduced amount (34.420 gold francs less than the amount appropriated for 1921) will be sufficient.

b) *Branch Offices in London and Paris.*

Experience has shown that for various reasons small branch offices in London and Paris are absolutely necessary. It has frequently happened in the past few months that members of the Secretariat have been obliged to stay in those cities for considerable periods in order to keep in daily touch with representatives on the Council.

A small staff is permanently attached to each office. The headquarters of the Typhus Commission, of the Repatriation of Prisoners, and of the Statistical Research section of the Financial and Economic organisation are in London. For the salaries of the permanent staff in these two branch offices, see schedule D.

South American Office.

Plans for the establishment of a small branch office at some South American city in a central position are being discussed and will, according to a decision of the Assembly, be submitted to an early session of the Council. It is agreed that such an office would be of value for the distribution of documents, the dissemination of information and the transmission of cables. It is believed that the establishment of a central office would, to a considerable extent, diminish the present cost of postage and cables.

c) *House Allowance for the Secretary-General at Geneva.*

The terms of the original engagement of the Secretary-General included provision for an official residence. This has hitherto not been claimed, but as the Secretary-General has consented to a reduction of his personal "frais de représentation" from £ 6,000 to £ 2,500, a sum of £ 1,000 has been set aside for house allowance.

SCHEDULE G.

TO CHAPTER II, ITEM 8.

	1922	1921
	Gold francs.	
PUBLICATIONS DEPARTMENT (exclusive of salaries)	356.250	250.000
(a) General Printing not covered by special appropriations	195.000	250.000
(aa) Council Documents and <i>Official Journal</i>	172.500	
(bb) Internal Administration	18.750	
(cc) Miscellaneous	3.750	
(b) Treaty series	75.000	—
(c) <i>Monthly Bulletin</i> of Information Section	56.250	—
(d) Sales Department ; travelling, advertising, etc.	11.250	—
(e) Publications for free distribution	18.750	—

La quantité d'imprimés que la Société est amenée à publier, comprenant les procès-verbaux de l'Assemblée, les rapports destinés au Conseil et aux Etats Membres de la Société, les publications des organisations techniques, etc., s'est accrue, au cours de l'année passée, d'une manière considérable. Afin de pouvoir contrôler de façon plus étroite cet important service, on a créé un département spécial de rédaction et de publications, qui réunira sous une même direction : les services actuels de rédaction, de traduction, de correction d'épreuves et de publication des index analytiques.

Les traitements affectés au personnel de ces services sont compris dans le tableau de l'« organisation administrative du Secrétariat » (voir tableau B, tableau annexe n° 2, article 4).

Le Département des publications est géré comme une maison de commerce ; il a sa propre comptabilité. Il tient un compte séparé pour les frais d'édition des organisations permanentes et temporaires qui sont mentionnées dans le chapitre III du Budget et qui ont des crédits spéciaux pour frais d'édition.

Un certain nombre de publications de la Société est mis en vente. Le Département des publications est en train d'organiser un service qui s'occupera d'augmenter ces ventes et d'en recueillir le montant.

Le produit des ventes figure aux recettes, venant en déduction, et est consacré à la réduction du Budget de la Société (voir chapitre II, note).

TABLEAU H

DU CHAPITRE II, ARTICLE 9.

FRAIS GÉNÉRAUX DE BUREAU. — SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ.

	1922	1923
	Francs-or.	
a) Entretien du matériel de bureau	20.000	—
b) Papeterie, fournitures de bureau ¹	200.000	160.000
<i>Fournitures</i>	—	10.000
c) Cablogrammes, télégrammes et communications téléphoniques interurbaines pour questions d'intérêt général	60.000	120.000
d) Poste	60.000	50.000
e) Frais de transport	5.000	10.000
f) Journaux, rapports, coupures de presse	60.000	20.000
g) Achat de publications diverses, d'intérêt temporaire	20.000	—
h) Service de courrier entre Genève et Paris	20.000	25.000
i) Dépenses accessoires diverses	5.000	5.000
	<hr/> 450.000	<hr/> 400.000

La somme demandée sous ce titre dépasse de 50.000 francs-or celle votée pour l'année en cours. Cette augmentation provient principalement de trois articles :

- 1) Papeterie et fournitures de bureau.
- 2) Journaux.
- 3) Entretien du matériel de bureau.

Le Secrétariat continue à bénéficier de la faveur accordée par le Gouvernement britannique de se fournir de papeterie et de fournitures auprès de lui. Il réalise ainsi une économie considérable. L'augmentation actuelle est due principalement à la demande importante de documents ronéographiés dont le coût atteint 10 à 15.000 francs-or par mois.

¹ La somme prévue à cet article comprend les dépenses pour fournitures livrées non seulement aux services généraux du Secrétariat, mais aussi aux organisations spéciales de la Société.

The amount of printing which the League has to undertake, including the records of the Assembly, the documents distributed to the Council and to the Members of the League, the publications of the Technical Organisations, etc., has increased enormously during the past year. In order to keep closer supervision on this important service a Publications Department has been organised. This department will include under one head: Précis-writing, translating, printing, proof-reading, publishing, and indexing.

The salaries are shown under "Executive Organisation of the Secretariat" (see schedule B, sub-schedule No. 2, item 4).

The Publications Department is administered as a business undertaking, with its own costing and accounting, and a separate record is kept of the sums expended on printing by the permanent and temporary organisations mentioned in Chapter III of the Budget, and which have special appropriations for printing.

A certain number of League publications are sold to subscribers. The Publications Department is organising a Section for the promotion of such sales and for the collection of subscriptions.

Receipts from sales of League publications are treated as "Appropriation in Aid" and are applied to the reduction of the League Budget (see Chapter II, footnote).

SCHEDULE H

TO CHAPTER II, ITEM 9.

GENERAL OFFICE EXPENSES, HEADQUARTERS OF THE LEAGUE.

	1922	1921
	Gold francs.	
a) Upkeep of office equipment	20.000	—
b) Stationery and stationery stores ¹	200.000	160.000
Supplies	—	10.000
c) Cables, telegrams and long-distance telephone communications on general business	60.000	120.000
d) Postage	60.000	50.000
e) Freight and carriage	5.000	10.000
f) Newspapers, Press reports and cuttings	60.000	20.000
g) Purchase of miscellaneous publications of non-capital value	20.000	—
h) Courier service between Geneva and Paris	20.000	25.000
i) Miscellaneous petty expenses	5.000	5.000
	<hr/> 450.000	<hr/> 400.000

The amount asked for under the above head exceeds the sum voted for the current year by 5.000 gold francs. This is mainly accounted for by increases in three items:

- (1) Stationery and stores.
- (2) Newspapers.
- (3) Upkeep of office equipment.

The Secretariat still continues to avail itself of the privilege of securing the bulk of its stationery from the British Government, thus effecting very considerable economies. The increase is mainly caused by the very large demand for rounded documents, the cost of which sometimes amounts from 10.000 to 15.000 gold francs per month.

¹ The amount shown in this item includes supplies furnished not only to the general services but also to the special organisations of the League.

Le nombre d'abonnements annuels à des journaux pour la Section d'information et la Bibliothèque n'a pas augmenté, mais les dépenses du Service de coupures de presse ont plus que doublé ; encore ces dépenses sont-elles bien moins élevées qu'elles ne le seraient si la Société installait un service à elle. Il est essentiel, d'autre part, pour les travaux des diverses sections du Secrétariat que ce service soit fait d'une manière satisfaisante.

Aucune dépense spéciale n'a été jusqu'ici prévue pour l'entretien du matériel de bureau. Les frais occasionnés, cependant, par la mise en état des machines à écrire, à calculer, etc., sont fort élevés et ne peuvent pas être légitimement inscrits dans le chapitre des réparations. C'est la raison de l'introduction d'un nouveau chapitre.

NOTE SUR L'ARTICLE 10 DU CHAPITRE II.

SERVICE DES INTÉRÊTS.

Pendant les exercices 1919 et 1920, la Société a dû, en raison du retard apporté dans le paiement des contributions, emprunter à certains moments à des banques pour faire face aux dépenses ordinaires.

Une avance de crédit moyenne, pendant la moitié de l'année, de 1.500.000 francs-or entraînerait approximativement, au cours actuel, un paiement d'intérêts de 50.000 francs-or. Cette somme est inscrite pour l'exercice 1922 au titre du service des intérêts. Si, toutefois, le fonds de roulement prévu dans le premier et le second budgets pouvait être porté à 5.000.000 de francs-or et résister à ce chiffre sans prélèvement, on peut affirmer qu'aucune avance de crédit par des banques ne serait nécessaire.

Les intérêts à percevoir sur les capitaux déposés en banque ne sont pas déduits du montant des intérêts prévus pour les avances de crédit et sont reportés au chapitre des recettes venant en déduction et affectés comme tels à la réduction de la somme totale demandée pour le budget de 1922.

NOTE SUR L'ARTICLE 11 DU CHAPITRE II.

DÉPENSES IMPRÉVUES DU SECRÉTARIAT.

Dans plusieurs parties du budget de 1922 figurent des articles pour dépenses imprévues. La décision de l'Assemblée de ne point faire de virements d'un article d'un chapitre à un article d'un autre chapitre (article 6 des recommandations de la quatrième Commission de la première Assemblée) rend nécessaire cette procédure. Le Conseil peut toutefois, par une résolution, autoriser le Secrétaire général à effectuer le transfert d'un article à un autre article, mais dans le même chapitre.

Si l'on se reporte à l'article 25 du chapitre III, on verra qu'une somme est également demandée pour les dépenses imprévues des organisations spéciales de la Société. Cette somme ne peut s'appliquer à aucun des services mentionnés dans les chapitres 1 ou 2. Elle peut toutefois, être rendue disponible par une résolution spéciale du Conseil, en vue de permettre l'exécution de décisions prises d'urgence entre deux sessions de l'Assemblée.

While the sum spent on newspapers for the use of the Information Department and the Library is not being materially increased, the expenditure for the Press Clipping service has more than doubled. This service, however, costs far less than it would were the League to instal its own clipping bureau, and it is essential to the work of the various sections of the Secretariat that it should be well supplied in this respect.

No special appropriation has been hitherto granted for upkeep of office equipment. The cost, however, of keeping in repair the typewriters, calculating machines, etc., is considerable and cannot be legitimately charged to repairs and renewals of furniture and fittings. A new item is therefore being introduced.

NOTE ON ITEM 10 OF CHAPTER II.

INTEREST CHARGES.

During 1919 and 1920, owing to delay in securing the payment of contributions, the League was compelled at times to borrow monies from the bankers in order to meet current obligations.

An average overdraft during half the year of 1,500,000 gold francs would cost approximately, at present rates, 50,000 gold francs and this sum is asked for interest charges during 1922. If, however, the working capital fund, provided for in the first and second budgets, can be brought up to 5,000,000 gold francs and maintained at that figure without impairment, it may be assumed that no further bank overdrafts will be required.

The interest upon funds on deposit with the banks, while not deducted from the interest estimated on overdrafts, is recorded as a probable "appropriation in aid," and as such is applied to the reduction of the total sum asked for in the 1922 Budget.

NOTE ON ITEM 11 OF CHAPTER II.

UNFORESEEN EXPENSES OF THE SECRETARIAT.

Provision for unforeseen expenditure is made in several parts of the 1922 Budget. This procedure is rendered necessary by the decision of the Assembly that no transfers may be made from an item in one chapter to an item in another chapter (see Article 6, Recommendations of Committee No. IV of the First Assembly). The Council may, however, by resolution, authorise the Secretary-General to make a transfer from one item to another in the same chapter.

By referring to item 25 (Chapter III) it will be seen that a further amount is provided for unforeseen expenditure in connection with special organisations of the League. This latter appropriation cannot be utilised for any of the regular services mentioned in Chapters I or II. It can, however, be made available by special resolution of the Council for the execution of emergency decisions taken between meetings of the Assembly.

TABLEAU I

DU CHAPITRE III, ARTICLE 12.

	1922	1921
	Francs-or.	
COMMISSIONS ADMINISTRATIVES ET QUESTIONS DES MINORITÉS <i>a)</i> .	200.000	175.000
1. Traitement du personnel au siège de la Société	185.000	
1 Directeur	52.500	
3 Membres de Section	58.800	
1 à 25.200		
2 à 16.800		
1 Secrétaire particulier	10.500	
2 Secrétaires sténographes	17.500	
2 Employés	18.200	
Personnel supplémentaire, augmentations et relèvements	27.500	
2. Frais de voyage et de déménagement (congrés compris) . .	15.000	

a) Cette Section est chargée d'assister le Secrétaire général et, sous sa direction, l'Assemblée et le Conseil, pour traiter toutes les questions générales d'administration internationale intéressant directement la Société et toutes les questions relatives aux minorités ethniques, religieuses et linguistiques placées sous sa protection.

On a reconnu la nécessité de faire des avances à un certain nombre de commissions administratives, fonctionnant sous la direction de la Société. Etant donné que ces avances sont considérées comme recouvrables, on n'a pas jugé nécessaire de réserver une somme spécialement à cet égard dans le budget, mais les sommes nécessaires seront prélevées sur le fonds de roulement et seront remboursées au fur et à mesure des remboursements des avances. (Voir note relative au chapitre V, page 1061)

TABLEAU J

DU CHAPITRE III, ARTICLE 13.

	1922	1921
	Francs-or.	
ORGANISATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE (voir note <i>a)</i>)	1.574.000	1.000.000
<i>Première partie.</i>		
1. Conférences sur des questions spéciales	315.000	
2. Frais d'administration ;		
<i>a)</i> Traitements, etc.	619.500	
<i>b)</i> Réunions des Comités ; Frais de voyage et de séjour des membres et du Secrétariat (y compris déménagements et vacances).	304.500	
<i>c)</i> Impression et publication.	225.000	
<i>d)</i> Enquêtes spéciales	45.000	
<i>e)</i> Dépenses imprévues	65.000	

Deuxième partie.

Dépenses recouvrables (Les crédits nécessaires seront avancés sur le fonds de roulement) :

Organisation des crédits internationaux (<i>b)</i>)	420.000
---	---------

SCHEDULE I

TO CHAPTER III, ITEM 12.

	1922	1921
	Gold francs.	
ADMINISTRATIVE COMMISSIONS AND MINORITIES QUESTIONS (a)	200.000	175.000
1. Salaries of Staff at Headquarters	185.000	
1 Director	52.500	
3 Members of Section	58.800	
1 at 25.200 ;		
2 at 16.800.		
1 Personal Assistant	10.500	
2 Asst. Secretaries and Stenographers	17.500	
2 Clerical Assistants	18.200	
Additional Staff, increments and adjustments	27.500	
2. Travelling, removal and vacation expenses	15.000	

(a) The duty of this Section is to assist the Secretary-General, and under his direction the Assembly and the Council, in dealing with all matters of international administration in which the League is directly concerned, and all questions relating to racial, religious and linguistic Minorities entrusted to its protection.

In connection with work of this Section it has been found necessary to make advances to certain of the administrative Commissions working under the direction of the League. Since all such advances are regarded as reimbursable, it has not been thought desirable to make special budgetary provision for this purpose, but the sums required will be drawn from the working capital and replaced when the advances are repaid. (See Note on Chapter V, page 1061.)

SCHEDULE J

TO CHAPTER III, ITEM 13.

	1922	1921
	Gold francs.	
ECONOMIC AND FINANCIAL ORGANISATION (see note a).	1.574.000	1.000.000

Part I.

1. Conferences on special questions	315.000
2. Administrative Expenses :	
(a) Salaries, etc.	619.500
(b) Meetings of the Committees :	
Allowances and Travelling Expenses of Members	
and of Secretariat (including removals and vaca-	
tions)	304.500
(c) Printing and Publishing	225.000
(d) Special Enquiries	45.000
(e) Unforeseen Expenses	65.000

Part II.

3. Recoverable Expenses (to be temporarily advanced from Working Capital) :	
Organisation of International Credits (b)	420.000

Ces prévisions budgétaires ont été approuvées par le Conseil le 12 septembre ; elles lui avaient été présentées par la Commission économique et financière provisoire.

a) Le rôle de l'Organisation économique et financière est d'aider le Conseil ou l'Assemblée à résoudre toutes les questions d'ordre économique et financier qu'ils peuvent avoir à traiter. Il s'agit de questions soulevées par l'interprétation des traités de paix et plus spécialement par les articles 4, 11 et 23 (e) du Pacte, qui donnent à la Société des pouvoirs généraux pour procéder à des enquêtes et provoquer des accords sur les questions susceptibles de troubler la paix du monde et de chercher à faire régner entre les différentes nations l'égalité de traitement en matière commerciale.

L'Organisation économique et financière sous sa forme provisoire comprend :

1^o La Conférence générale, qui ne se réunit qu'à de longs intervalles.

(Il est probable qu'aucune conférence générale n'aura lieu en 1922.)

2^o Les Commissions économiques et financières provisoires. Ces commissions, qui comprennent chacune douze experts, ont de fréquentes réunions. Les frais de voyage des membres sont remboursés et il leur est versé une indemnité de séjour de 70 francs-or par jour.

3^o Un secrétariat (Section économique et financière).

Les travaux principaux de l'organisation peuvent se résumer rapidement de la façon suivante :

1^o La mise à effet des résolutions de la Conférence financière internationale tenue à Bruxelles en septembre 1920.

2^o L'étude comparée de la situation financière et économique des différents pays du monde. Cette étude comprendra la publication d'un *Bulletin mensuel de statistiques*, d'un volume trimestriel sur les statistiques monétaires, d'un volume annuel sur les finances publiques du monde, peut-être d'un volume semestriel sur la situation bancaire.

3^o Le développement du projet de crédits internationaux, connu sous le nom de projet Meulen, esquissé dans ses grandes lignes à la Conférence de Bruxelles.

4^o L'étude de problèmes tels que la restauration du crédit de l'Autriche.

5^o La préparation d'une conférence économique et financière.

6^o Un certain nombre de questions diverses d'ordre économique et financier (matières premières, monopoles, unification des lois relatives aux lettres de change, etc.).

b) On compte que les sommes nécessaires à l'organisation des crédits internationaux seront éventuellement remboursées ; elles sont pour le moment avancées sur le fonds de roulement.

TABEAU K

DU CHAPITRE III, ARTICLE 14.

	1922	1921
	Francs-or.	
MANDATS	222.500	225.000
1. Réunions de la Commission permanente des mandats.	75.000	
2. Traitements du Secrétariat.	130.000	
1 Directeur	52.500	
2 Membres de section	46.200	
(1 à 25.200 et 1 à 21.000.)		
1 Secrétaire particulier	10.500	
1 Secrétaire sténographe	8.840	
Personnel supplémentaire	11.960	
3. Frais de voyage et de déménagement du Secrétariat (congés compris)	5.000	
4. Frais d'impression	7.500	
5. Câblogrammes et télégrammes, etc.	1.000	
6. Dépenses accessoires diverses	4.000	

These estimates were approved by the Council on September 12th, having been presented by the Provisional Economic and Financial Committee.

(a) The duties of the Economic and Financial Organisation are to assist the Council or the Assembly in all economic and financial problems with which they have to deal. These include questions arising out of the Treaties of Peace, and more especially out of Articles 4, 11 and 23 (e) of the Covenant, which give the League general powers to investigate and promote understandings on matters likely to disturb the peace of the world and to promote equality of treatment of commerce between different nations.

The Economic and Financial Organisation, as provisionally constituted, involves :

1. The General Conference, which meets only at long intervals. (No General Conference is likely to be held in 1922.)
2. The provisional Economic and Financial Committees. These Committees, each of which consists of twelve experts, meet frequently. The members' travelling expenses are reimbursed and they receive a subsistence allowance of 70 gold francs per diem.
3. A Secretariat (the Economic and Financial Section).

The main items of the work of the Organisation may be briefly outlined as follows :

1. The following up of the work of the International Financial Conference held at Brussels in September, 1920.
2. The comparative study of the financial and economic conditions of the world. This will involve the publication of a *Monthly Bulletin of Statistics*, of a quarterly volume of Currency Statistics, an annual volume on the Public Finances of the World, and possibly a half-yearly volume on Banking.
3. The development of the International Credits scheme, known as the Ter Meulen Scheme, as outlined at the Brussels Conference.
4. Such problems as the reorganisation of Austria's credit.
5. The preparation of an Economic and Financial Conference.
6. A number of miscellaneous economic and financial questions (raw materials, monopolies, unification of the laws relating to bills of exchange, etc.).

(b) It is expected that sums advanced to the International Credits Organisation will be ultimately repaid. Meanwhile these advances will be made out of Working Capital.

SCHEDULE K

TO CHAPTER III, ITEM 14.

	1922	1921
	Gold francs.	
MANDATES.	222.500	225.000
1. Meetings of Permanent Mandates Commission	75.000	
2. Salaries of Secretariat	130.000	
1 Director	52.500	
2 Members of Section	46.200	
(1 at 25.200 ; 1 at 21.000)		
1 Private Secretary	10.500	
1 Stenographer	8.840	
Additional staff	11.960	
3. Travelling, removal and vacation expenses of Secretariat . . .	5.000	
4. Printing	7.500	
5. Cables, telegrams, etc.	1.000	
6. Miscellaneous petty expenses	4.000	

1^o La Commission permanente des mandats se compose de neuf membres, quatre choisis parmi les Puissances mandataires, cinq parmi les Etats non mandataires. Les membres de la Commission ne sont pas considérés comme représentants de l'Etat auquel ils appartiennent, mais comme des personnes choisies en raison de leur valeur personnelle et de leur compétence en matière coloniale. Leurs frais de voyage sont remboursés et ils reçoivent une indemnité pour leurs autres dépenses.

Les travaux de la commission portent sur l'application du système des mandats, prévu par l'article 22 du Pacte, aux territoires situés hors d'Europe qui, par suite de la guerre, ont été soustraits à la souveraineté de l'Allemagne et de l'Empire ottoman.

2^o Le Secrétariat est chargé de :

- a) préparer les travaux du Conseil pour tout ce qui touche au problème des mandats
- b) servir de secrétariat permanent à la Commission des mandats, qui doit se réunir d'un temps à autre ;
- c) recueillir et classer tous les matériaux qui se trouvent dans les documents publics et privés, traitant des territoires mandatés, de la politique des Puissances mandataires à l'égard de ces territoires et de questions générales d'administration coloniale.

TABLEAU L

DU CHAPITRE III, ARTICLE 15.

	1922	1921
	Francs-or.	
ORGANISATION DU TRANSIT	491.250	670.000
1. Conférences régionales	50.000	
2. Sessions de la Commission consultative et technique :		
a) Indemnités de déplacement. Moyenne de 10 jours tous les 2 mois, soit 60 jours par an, à 70 frs. par jour. Nombre moyen : 18 (y compris les membres et les experts éventuels), soit environ	75.000	
b) Frais de voyage pour 6 réunions par an, soit 300 frs. par membre et par voyage (6×300×18), soit environ	30.000	
c) Frais de voyage divers des membres pour des missions temporaires	30.000	
3. Impression et documentation pour les six sessions de la commission. Durée moyenne des réunions : 8 jours par session, soit environ 50 jours par an	18.750	
4. Arbitrage des différends soumis à la commission pour décision aux termes de l'article 376 du Traité de Paix, ou différends d'origines diverses. Honoraires des conseillers techniques et des spécialistes et autres dépenses résultant de ces enquêtes	40.000	
5. Publication et transmission des renseignements aux gouvernements, aux compagnies de transports, etc., sur le régime international des transports, y compris les chemins de fer, les voies navigables, les ports, etc.	50.000	
6. Traitements du Secrétariat permanent	117.500	
1 Directeur (le traitement figure sous la rubrique de sous-Secrétaire général).		
3 Membres de Section	56.700	
1 Secrétaire sténographe	8.736	
2 Sténographes à 8.190	16.380	
Personnel supplémentaire	35.684	
7. Frais de voyage et de déménagement du Secrétariat (congrés compris)	30.000	
8. Câblogrammes, télégrammes	25.000	
9. Dépenses accessoires diverses	25.000	

(1) The Permanent Mandates Commission is made up of nine Members, four chosen from the Mandatory and five from the non-Mandatory States. The Members of the Commission are not regarded as representatives of their States, but as persons chosen for their personal merits and knowledge of colonial affairs. Their travelling expenses are reimbursed and they receive an allowance for their other expenses.

The Commission is concerned with the application of the mandatory system, as provided for by Article 22 of the Covenant, to those territories outside Europe which, as a result of the war, have ceased to be under the sovereignty of the German and the Ottoman Empires.

(2) The duties of the Secretariat are threefold :

(a) To prepare the work of the Council on the whole problem of mandates.

(b) To serve as a permanent Secretariat for the Mandates Commission, which is to meet intermittently.

(c) To collect and sift all information, in public and private documents, on the mandated areas, the policy of the Mandatory Powers with regard to these areas, and general questions of colonial administration.

SCHEDULE L

TO CHAPTER III, ITEM 15.

	1922	1921
	Gold francs.	
TRANSIT ORGANISATION	491.250	670.000
1. Regional Conferences	50.000	
2. Meetings of Advisory and Technical Committee :		
(a) Cost of subsistence. Average of 10 days every 2 months, say 60 days per year at 70 francs per day. Average attendance, say 18 (this includes Members and occasional experts)	75.000	
(b) Travelling expenses to 6 meetings per year, say 300 frs. per member per trip (6×300×18) say	30.000	
(c) Other travelling expenses of members on temporary missions	30.000	
3. Printing and Documentation in connection with six meetings of Committee. Average sittings : 8 days each, say 50 days in one year	18.750	
4. For arbitration of disputes referred to the Committee for adjudication under Article 376 of Peace Treaty, or from other sources, fees of technical advisers and specialists, and all other expenses arising out of such enquiries	40.000	
5. Expenses in re-publishing and disseminating information to Governments, transportation companies, etc., on the International Regime of Transport (including railways, navigable waterways, ports, etc.)	50.000	
6. Salaries of the Permanent Secretariat	117.500	
1 Director (for salary refer to Under Secretary-General)	—	
3 Members of Section	56.700	
1 Assistant Secretary and Stenographer	8.736	
2 Stenographers at 8.190	16.380	
Additional Staff	35.684	
7. Travelling, removal and vacation expenses of Secretariat	30.000	
8. Cables, telegrams, etc.	25.000	
9. Miscellaneous petty expenses	25.000	

L'Organisation du transit assiste le Conseil, l'Assemblée et toutes les autres organisations techniques de la Société, en ce qui concerne toutes les questions qui peuvent être soumises à la Société, en vertu de l'article 23 (e) du Pacte et des nombreux articles des différents traités de paix qui mettent sous la juridiction de la Société les questions relatives au transport, ports, voies navigables et voies ferrées.

Un des résultats de la Conférence de Barcelone de 1921, au cours de laquelle une série de conventions et de recommandations relatives au transit ont été adoptées, a été la création d'une Commission consultative et technique. La tâche de cette commission, qui comprend 16 membres, sera d'étudier l'application des principes posés à Barcelone, de s'efforcer d'en régler toutes les difficultés d'application et, par conséquent, de développer graduellement le domaine du droit international, en ce qui concerne les communications. Tous les différends relatifs à ces questions seront d'abord examinés par la commission, avant d'être soumis à la Cour internationale de Justice.

TABLEAU M

DU CHAPITRE III, ARTICLE 16.

	1922	1921
	Francs-or.	
COMMISSION PERMANENTE CONSULTATIVE POUR LES QUESTIONS MILITAIRES, NAVALES ET AÉRIENNES.	100.000	285.000
1. Traitements du Secrétariat :		
3 Secrétaires à 21.000 frs. chacun.	63.000	
3 Secrétaires sténographes	25.600	
2. Frais de voyage et de déménagement du Secrétariat (congrés compris)	8.000	
3. Divers, impression, etc.	3.400	

L'article 9 du Pacte porte que : « Une commission *permanente* sera formée pour donner au Conseil son avis sur l'exécution des dispositions des articles 1 et 8 et, d'une façon générale, sur les questions militaires, navales et aériennes. »

Il a été décidé, à la session de Rome du Conseil, que le secrétariat de la commission sera assuré par trois techniciens : un militaire pour la Sous-Commission militaire ; un marin pour la Sous-Commission navale et un aviateur pour la Sous-Commission aérienne.

Les dépenses des membres de la commission sont remboursées par leurs gouvernements respectifs, de sorte qu'aucun crédit n'est nécessaire à cet effet.

TABLEAU N

DU CHAPITRE III, ARTICLE 17.

	1922	1921
	Francs-or.	
ORGANISATION INTERNATIONALE D'HYGIÈNE.	392.125	400.000
Comité d'hygiène	63.000	
Enquêtes et investigations spéciales	63.000	
Traitements	178.500	
Directeur médical	52.500	
Directeur médical adjoint	31.500	
» » »	25.200	
Conseiller technique adjoint.	25.200	
Techniciens	21.000	
Commis, dessinateurs, secrétaires	23.100	
Frais de voyage et de déménagement (congrés compris)	31.500	
Frais d'impression et de publication	23.625	
Câblogrammes et télégrammes, etc. (Notifications en cas d'épidémies.)	21.000	
Divers	11.500	

The Transit Organisation assists the Council, the Assembly and the other Technical Organisations of the League on all questions referred to the League in accordance with Article 23 (e) of the Covenant and the Articles of the various Treaties of Peace which place under the jurisdiction of the League questions relating to transport, ports, navigable waterways and railways.

One of the results of the Barcelona Conference (1921), at which a number of Conventions and recommendations relating to Transit were adopted, was the creation of an Advisory and Technical Committee. The work of this Committee, which consists of 16 members, will be to examine the application of the principles laid down at Barcelona, to endeavour to settle any difficulties of application and, in consequence, to enlarge gradually the scope of international law so far as communications are concerned. Any disputes will be dealt with by the Committee before being submitted to the International Court of Justice.

SCHEDULE M

TO CHAPTER III, ITEM 16.

	1922	1921
	Gold francs.	
PERMANENT ADVISORY COMMISSION FOR MILITARY, NAVAL AND AIR		
QUESTIONS	100.000	285.000
1. Salaries of the Secretariat :		
3 Secretaries at 21.000 each	63.000	
3 Assistant Secretaries and Stenographers	25.600	
2. Travelling, removal and vacation expenses of the Secretariat. . .	8.000	
3. Miscellaneous, Printing, &c.	3.400	

Article 9 of the Covenant provides that "a *permanent* Commission shall be constituted to advise the Council on the execution of the provisions of Articles 1 and 8 and on military, naval and air questions generally."

It was decided at the Rome session of the Council "that the Secretariat work of the Commission shall be carried out by three technical officers (an Army Officer for the Military Sub-Commission, a Naval Officer for the Naval Sub-Commission, and an Air Officer for the Air Sub-Commission)."

The expenses of the members of the Commission are borne by their respective Governments, so that no appropriation is required for this purpose.

SCHEDULE N

TO CHAPTER III, ITEM 17.

	1922	1921
	Gold francs.	
INTERNATIONAL HEALTH ORGANISATION	392.125	400.000
Health Committee	63.000	
Special enquiries and investigations	63.000	
Salaries	178.500	
Medical Director	52.500	
Assistant Medical Officer	31.500	
" "	25.200	
Assistant Technical Officer	25.200	
Technical assistants	21.000	
Technical Clerks, Draftsmen and Secretaries	23.100	
Travelling, removal and vacation expenses of Secretariat	31.500	
Printing, publishing, &c.	23.625	
Cables, telegrams, &c (for epidemic notifications)	21.000	
Miscellaneous	11.500	

Les attributions principales de l'organisation seront de conseiller l'Assemblée et le Conseil de la Société, de développer une coopération plus grande entre les gouvernements, ainsi qu'entre les Sociétés de la Croix-Rouge et autres sociétés similaires et de fournir une organisation pour assurer la revision ou la conclusion d'accords internationaux sur toutes les questions relatives à l'hygiène.

(Voir articles 23 (f) et 25 du Pacte.)

TABLEAU O

DU CHAPITRE III, ARTICLE 18.

	1922	1921
	Francs-or.	
SURVEILLANCE DU TRAFIC DE L'OPIMUM	96.250	50.000
1. Réunion de la Commission consultative :		
Frais de voyage et indemnités de séjour de 3 assesseurs, etc.	20.000	
2. Traitements du Secrétariat	50.000	
1 Secrétaire	21.000	
1 Secrétaire adjoint	10.500	
1 Sténographe	8.400	
Personnel temporaire pour la préparation du rapport faisant suite aux réponses au questionnaire	10.100	
3. Frais de voyage et de déménagement du Secrétariat (congrés compris)	12.000	
4. Frais d'impression et de publication	11.250	
5. Dépenses accessoires divers	3.000	

La première Assemblée a décidé, d'accord avec le Gouvernement des Pays-Bas, que la Société serait chargée du contrôle général du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles, conformément à l'article 23 (c) du Pacte.

La Commission consultative se compose des représentants des Pays-Bas, de la Grande Bretagne, de la France, de l'Inde, du Japon, de la Chine, du Siam, du Portugal et de trois assesseurs qui ont une connaissance particulière des questions relatives au trafic de l'opium.

Les premières réunions de la Commission ont eu lieu à Genève, du 2 au 5 mai. Le budget ci-dessus a été approuvé par la Commission consultative, dans sa séance du 4 mai 1921.

TABLEAU P

DU CHAPITRE III, ARTICLE 19.

	1922	1921
	Francs-or.	
QUESTIONS SOCIALES (Traite des femmes et des enfants, etc.) . . .	96.250	150.000
1. Traitements :		
1 Membre principal	50.000	
1 Membre de section		
1 Secrétaire particulier		
1 Sténographe		
2. Frais de voyage et de déménagement du Secrétariat (congrés compris)	20.000	
3. Impression et publication	11.250	
4. Dépenses supplémentaires de la Commission consul- tative sur la traite des femmes et des enfants	10.000	
5. Dépenses imprévues	5.000	

The main work of the Organisation will be to advise the Assembly and the Council of the League on all matters affecting health ; to promote greater co-operation between Governments and between Red Cross and other similar societies, and to furnish a ready organisation for securing or revising international agreements.

(See Articles 23(*f*) and 25 of the Covenant.)

SCHEDULE O

TO CHAPTER III, ITEM 18.

	1922	1921
	Gold francs.	
SUPERVISION OF THE OPIUM TRAFFIC	96.250	50.000
Meetings of Committee ; travelling expenses and subsistence of 3 Assessors, etc.	20.000	
Salaries of Secretariat	50.000	
1 Secretary	21.000	
1 Assistant Secretary	10.500	
1 Stenographer	8.400	
Temporary staff for the preparation of report on replies to the Questionnaire	10.100	
Travelling, removal and vacation expenses of Secretariat . . .	12.000	
Printing and publishing	11.250	
Miscellaneous petty expenses	3.000	

The First Assembly decided, with the concurrence of the Netherlands Government, that the League should be entrusted with the supervision of the Traffic in Opium and other dangerous drugs, as laid down by Article 23 (*c*) of the Covenant.

The Advisory Committee is composed of representatives of the Netherlands, Great Britain, France, India, Japan, China, Siam and Portugal and of three Assessors having special knowledge of questions in connection with the opium traffic.

The first session of the Committee took place at Geneva from May 2nd to May 5th. The budget, as hereinabove presented, was approved by the Advisory Committee at a meeting held on May 4th, 1921.

SCHEDULE P

TO CHAPTER III, ITEM 19.

	1922	1921
	Gold francs.	
SOCIAL QUESTIONS (Traffic in Women and Children, etc.)	96.250	150.000
Salaries :		
1 Member in Charge	} 50.000	
1 Member of Section		
1 Personal Assistant		
1 Stenographer		
Travelling, removal and vacation expenses of Secretariat . . .	20.000	
Printing and Publishing	11.250	
Supplementary Expenses of Advisory Committee on		
Traffic in Women and Children	10.000	
Unforeseen Contingencies	5.000	

La tâche de la Section des questions sociales est d'assister le Secrétaire général et, par son intermédiaire, de fournir des avis au Conseil et à l'Assemblée sur toutes les questions de bien-être social qui pourraient de temps à autre être soumises à la Société. Actuellement elle s'intéresse particulièrement à la question de la traite des femmes (article 23 (c) du Pacte).

Comme suite à une résolution votée par la première Assemblée, une conférence a eu lieu en juin 1921. Cette conférence a discuté les mesures collectives à prendre pour exercer un contrôle plus effectif sur la traite des femmes et des enfants. Elle a nommé un comité chargé d'assurer l'application de ses décisions.

TABLEAU Q

DU CHAPITRE III, ARTICLE 20.

	1922	1921
	Francs-or.	
COMMISSION TEMPORAIRE POUR LA RÉDUCTION DES ARMEMENTS.	400.000	100.000
1. Réunions de la commission	50.000	
2. Traitements du Secrétariat	40.000	
1 Membre de section	21.000	
1 Secrétaire particulier	10.500	
1 Sténographe	8.500	
3. Frais de voyage et de déménagement des fonctionnaires (congrés compris)	5.000	
4. Impression, documentation, etc.	15.000	
5. Divers	10.000	
6. Crédit supplémentaire destiné à faire face aux nouvelles tâches qui incombent à la commission, en vertu des résolutions de la deuxième Assemblée	100.000	
Réunions de la commission	25.000	
Traitements du Secrétariat	56.000	
(2 membres de section et personnel de bureau).		
Frais de voyage, etc., des fonctionnaires	8.000	
Impression, documentation	10.000	
Divers	1.000	
7. Frais de l'enquête statistique sur les armements	180.000	
a) Personnel (y compris correspondants dans différents pays)	100.000	
b) Frais de voyage, etc.	50.000	
c) Frais d'impression supplémentaires	30.000	

NOTE SUR LE BUREAU CENTRAL POUR LA RÉGLEMENTATION DU TRAFIC DES ARMES.
(Voir tableau des prévisions budgétaires, page 1037.)

En conséquence des décisions prises sur cette question par le Conseil, au cours de ses douzième et treizième sessions, il ne semble, pour le moment, pas nécessaire d'inscrire, dans le Budget de 1922, des crédits pour le Bureau central.

NOTE SUR L'ARTICLE N° 21 : « COMMISSION INTERNATIONALE DU BLOCUS ».
(Voir tableau des prévisions budgétaires, page 1037.)

La Commission internationale du blocus, constituée aux termes de la résolution adoptée le 10 décembre 1920 par la première Assemblée, a présenté son rapport au Conseil à la fin d'août 1921. Ce rapport ne traitait que de questions de principe ayant trait à l'arme économique de la Société, mais indiquait qu'une commission se tiendrait à la disposition du Conseil et de l'Assemblée pour tous les travaux de détail que ces organismes pourraient désirer lui confier.

The duty of the Social Section is to assist the Secretary-General and, through him, to act in an advisory capacity to the Council and the Assembly on any questions of Social Welfare submitted to the League. At present it is particularly concerned with the question of Traffic in Women (Article 23 (c) of the Covenant).

Acting on a Resolution passed by the First Assembly, a Conference was held in June of 1921, to discuss the measures necessary for united Government action, in order to control more effectively the Traffic in Women and Children. This Conference appointed a Committee to ensure the execution of its decisions.

SCHEDULE Q

TO CHAPTER III, ITEM 20.

	1922	1921
	Gold francs.	
TEMPORARY COMMISSION FOR THE REDUCTION OF ARMAMENTS . . .	400.000	100.000
Meetings of the Commission	50.000	
Salaries of the Secretariat	40.000	
Member of Section 21.000		
Private Secretary 10.500		
Stenographer 8.500		
Travelling, removal and vacation expenses of Members of the Staff	5.000	
Printing, Documentation, etc.	15.000	
Miscellaneous	10.000	
Additional appropriation to cover increased work placed on the Commission by resolutions of the Second Assembly	100.000	
Meetings of Commission 25.000		
Salaries of Secretariat 56.000		
(2 Members of Section and clerical staff.)		
Travelling, removal and vacation expenses of officials	8.000	
Printing, Documentation, etc. 10.000		
Miscellaneous 1.000		
Cost of Statistical Investigation with regard to Armaments . .	180.000	
(a) Staff, including correspondents in various countries	100.000	
(b) Travelling expenses 50.000		
(c) Additional printing 30.000		

NOTE ON THE CENTRAL BUREAU FOR THE REGULATION OF ARMS TRAFIC.

(See Estimates, page 1037.)

In view of the Council's decisions on this subject, taken at its 12th and 13th sessions, it would not seem necessary at present to make provision in the 1922 Budget for the Central Bureau.

NOTE ON ITEM No. 21: "INTERNATIONAL BLOCKADE COMMITTEE."

(See Estimates, page 1037.)

The International Blockade Committee, constituted in conformity with the Resolution passed on December 10th, 1920, by the First Assembly, submitted its report to the Council at the end of August 1921. This report dealt only with questions of principles in connection with the Economic Weapon of the League, but declared that a Committee would be at the disposal of the Council and the Assembly for such work of detail as those bodies might think fit to entrust it with.

D'autre part, les résolutions relatives à l'arme économique de la Société, adoptées par la deuxième Assemblée, prévoient que le Conseil peut, s'il le juge bon, se faire assister d'une commission technique en vue de mettre en vigueur l'article 16.

Il a donc semblé opportun d'inscrire de nouveau le crédit de 1921 au budget de 1922.

NOTE SUR L'ARTICLE N° 22 : « RAPATRIEMENT DES PRISONNIERS DE GUERRE. »

(Voir tableau des prévisions budgétaires, page 1037.)

On peut s'attendre à ce que les travaux de l'organisation chargée du rapatriement des prisonniers de guerre seront terminés avant la fin de 1921. Il est probable, cependant, qu'un personnel restreint continuera à fonctionner pendant quelque temps en 1922 pour régler les comptes qui sont extrêmement compliqués. Ce retard est dû, en grande partie, au fait que beaucoup d'Etats remboursent les frais de rapatriement de leurs ressortissants au moyen de bons sur les fonds de crédits de secours internationaux.

NOTE SUR L'ARTICLE N° 23 : « COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LA DÉPORTATION DES FEMMES ET DES ENFANTS EN ARMÉNIE, etc. »

(Voir tableau des prévisions budgétaires, page 1037.)

L'Assemblée ayant décidé d'étendre la sphère d'activité de la Commission d'enquête, et nommer à Constantinople un Haut Commissaire de la Société des Nations, ainsi qu'un Office mixte pour s'occuper du sauvetage des femmes et des enfants, et de remettre la Maison neutre à l'administration et au contrôle direct de la Commission d'enquête, la nécessité d'augmenter les crédits de 1921 dans le budget de 1922 semble s'imposer.

NOTE SUR L'ARTICLE 24 : « BUREAUX INTERNATIONAUX ET ORGANISATIONS SIMILAIRES. »

(Voir tableau des prévisions budgétaires, page 1037.)

D'après l'article 24 du Pacte, « Tous les bureaux internationaux déjà institués par traité généraux si les parties à ces traités y consentent » et « tous les bureaux constitués ultérieurement seront finalement placés sous l'autorité de la Société des Nations.

Bien que la Société n'accorde aucune aide financière aux bureaux placés, actuellement ou à l'avenir, sous les autorités de la Société, il est nécessaire de prévoir certaines dépenses pour la mise à exécution des dispositions de cet article.

Un bureau international a été placé sous les auspices de la Société, en juin 1921, et le Conseil est en train d'examiner la candidature d'un autre bureau. La Section des bureaux internationaux possède actuellement un manuel des bureaux internationaux manuscrit, qui doit être imprimé au cours de l'année.

Les prévisions budgétaires, indiquées dans le paragraphe 24, s'appliquent à des dépenses autres que celles qui s'appliquent strictement et directement aux bureaux internationaux. Certaines questions, qui ne sont pas du ressort d'autres sections du Secrétariat, ont été confiées à la Section des bureaux internationaux ; telle celle du travail intellectuel. Les dépenses de la commission pour l'étude des questions internationales de coopération intellectuelle, qui doit être désignée par le Conseil, devront être, par conséquent, comprises dans le paragraphe 24. La résolution de l'Assemblée sur l'enquête à faire au sujet d'une langue auxiliaire internationale regarde également cette Section.

Le Conseil peut également autoriser certaines avances sur les fonds de la Société en vue de permettre l'accomplissement de certains travaux au moyen des bureaux internationaux existants qu'il serait obligé, dans d'autres circonstances, de confier au Secrétariat, non sans de grandes dépenses et de grosses difficultés.

Furthermore, the resolutions concerning the Economic Weapon of the League, adopted by the Second Assembly, provide, *inter alia*, that the Council for the purpose of assisting it to enforce Article 16 may, if it thinks fit, be assisted by a Technical Committee.

It has therefore seemed advisable to repeat the 1921 appropriation in the Budget for 1922.

NOTE IN ITEM No. 22 : " REPATRIATION OF PRISONERS OF WAR."

(See Estimates, page 1037.)

It now seems likely that the work of the Organisations for the Repatriation of Prisoners of War will be finished before the end of 1921. It is probable, however, that a limited staff may still be engaged for a short time in 1922, settling the accounts, which are extremely complicated. This delay is largely due to the fact that many States are paying for the repatriation of their nationals by means of Bonds on the International Relief Credits Committee.

NOTE ON ITEM No. 23 : " COMMISSION OF ENQUIRY REGARDING DEPORTATION OF WOMEN AND CHILDREN IN ARMENIA, ETC. "

(See Estimates, page 1037.)

The Assembly having decided to extend the work of the Commission of Enquiry, to appoint Constantinople a Chief Commissioner of the League of Nations, as well as a mixed Board to deal with the reclamation of Women and Children, and to take over the Neutral House under the direct management and supervision of the Commission of Enquiry, it has been considered necessary to enlarge the 1921 appropriation in the Budget for 1922.

NOTE ON ITEM No. 24 : " INTERNATIONAL BUREAUX AND KINDRED ORGANISATIONS."

(See Estimates, page 1037.)

By Article 23 of the Covenant " all international bureaux already established by general treaties if the parties to such Treaties consent," and " all bureaux hereafter constituted," will ultimately be placed under the direction of the League.

Though no direct financial assistance is rendered to the bureaux that have come, or may come, under the League, some expense is incurred in putting the provisions of this Article into effect.

In June, 1921, one international bureau was placed under the League and another is under consideration by the Council. The Section of International Bureaux has now in manuscript form a Handbook on International Bureaux, to be printed within this year.

The estimates given under Item No. 24 cover expenses other than those strictly and directly connected with international bureaux. Questions relating to subjects not taken up by other Sections of the Secretariat are placed in charge of the Section of International Bureaux, especially such as concern intellectual work. Hence the expenses of the Committee for International Questions regarding Intellectual Co-operation, to be appointed by the Council, will be defrayed out of Item 24. The resolution of the Assembly regarding the enquiry into the international auxiliary language will also be carried out by this Section.

The Council may also authorise advances from the funds of the League for the carrying out, of existing international bureaux, of work which would otherwise have to be done at great expense and with greater difficulty by the Secretariat.

TABLEAU R

DU CHAPITRE III, ARTICLE 24a.

	1922	1921
	Francs-or.	
HAUT COMMISSARIAT POUR LES RÉFUGIÉS RUSSES	119.000	—
1. Traitement du Secrétariat	42.000	
(Le Haut Commissaire ne touche aucun traitement.)		
Haut Commissaire adjoint	21.000	
Secrétaire	12.000	
Sténographe	8.400	
2. Frais de voyage	30.000 ¹	
3. Impression	5.000	
4. Frais de recensement	12.000	
5. Télégrammes, câblogrammes, poste	25.000	
6. Divers	5.000	

NOTE SUR L'ARTICLE 24b : « COMMISSION D'ENQUÊTE EN ALBANIE »

(Voir tableau des prévisions budgétaires, page 1037.)

Au cours d'une séance, tenue le 2 octobre 1921, l'Assemblée a adopté les recommandations suivantes :

« 2. L'Assemblée prie le Conseil de nommer immédiatement une commission de trois membres impartiaux, qui se rendront immédiatement en Albanie, rendront compte de l'exécution de la décision des Principales puissances alliées et associées si donnée et des troubles se produisant sur ou près de la frontière de l'Albanie. La commission devra avoir le droit de nommer des représentants impartiaux, observateurs, ou autres pour l'aider dans l'exercice de ses fonctions.

« 3. Pour rendre possible l'exécution de cette décision, le Secrétaire général est invité à inscrire au budget de la Société des Nations, pour le quatrième exercice (1922) la somme de 100.000 francs-or. Il est entendu qu'une prévision détaillée sera présentée à l'approbation du Conseil de la Société, avant que ne soit dépensée aucune partie de ce crédit. »

NOTE SUR L'ARTICLE 24c : « COMMISSION DE RÉPARTITION DES DÉPENSES »

(Voir tableau des prévisions budgétaires, page 1037.)

Au cours d'une séance, tenue le 5 octobre 1921, l'Assemblée a recommandé que la Commission de répartition des dépenses « soit chargée par le Conseil de continuer ses travaux et que celle-ci, après avoir pris en considération les différents facteurs qui n'ont pas encore fait l'objet d'un examen complet, soumette un rapport complémentaire indiquant les modifications qui pourront paraître équitables au système de répartition accepté provisoirement ».

L'Assemblée a également adopté la résolution suivante :

« Pour rendre possible l'exécution de cette décision, le Secrétaire général est autorisé à inscrire au budget du quatrième exercice de la Société des Nations (1922) la somme de 15.000 francs-or. Il est entendu qu'une prévision détaillée sera présentée à l'approbation du Conseil de la Société avant que ne soit dépensée aucune partie de ce crédit. »

¹ Le Haut Commissaire (M. Nansen) estime que le crédit prévu pour les frais de voyage est un minimum qui pour ne pas être suffisant ; il est donc possible qu'au cours de l'année, il lui faille demander au Conseil de bien vouloir autoriser virement afin de l'augmenter.

SCHEDULE R

TO CHAPTER III, ITEM 24 (a).

	1922	1921
	Gold francs.	
HIGH COMMISSARIAT FOR RUSSIAN REFUGEES	119.000	—
1. Salaries of the Secretariat (The High Commissioner is unpaid). . .	42.000	
Assistant High Commissioner	21.000	
Secretary	12.600	
Stenographer	8.400	
2. Travelling expenses	30.000 ¹	
3. Printing	5.000	
4. Expenses in connection with census	12.000	
5. Telegrams, cables, postages	25.000	
6. Miscellaneous	5.000	

NOTE ON ITEM 24 (b): "COMMISSION OF ENQUIRY TO ALBANIA".
(See Estimates, page 1037.)

At a meeting held on October 2nd, 1921, the Assembly adopted the following recommendations:

" 2. The Assembly requests the Council forthwith to appoint a Commission of three impartial persons to proceed immediately to Albania and to report fully on the execution of the decision of the Principal Allied and Associated Powers, as soon as it is given, and on any disturbances which may occur on or near the frontier of Albania. The Commission should have power to appoint observers or other officials, being impartial persons, to enable it to discharge its functions.

" 3. In order to provide for the carrying out of the above decision, the Secretary-General is instructed to include the sum of 100,000 gold francs in the Budget of the League for the fourth fiscal period (1922), it being understood, however, that, before any of the appropriation be expended, a detailed estimate shall be submitted to the Council of the League and shall be approved by it".

NOTE ON ITEM 24 (c): "COMMITTEE ON ALLOCATION OF EXPENSES".
(See Estimates, page 1037.)

At a meeting held on October 5th, 1921, the Assembly recommended that the Committee on the Allocation of Expenses should "be reappointed by the Council to continue its work and, after taking account of the various factors not yet fully examined, to submit a further report, indicating such modifications of the allocation provisionally accepted as it may deem equitable".

The Assembly also adopted the following resolution:

"In order to provide for the carrying out of the above decision, the Secretary-General is instructed to include the sum of 15,000 gold francs in the Budget of the League for the fourth fiscal period (1922), it being understood, however, that, before any of the said appropriation be expended, detailed estimate shall be submitted to the Council of the League and shall be approved by it".

¹ The High Commissioner (Dr. Nansen) thinks that the amount estimated for travelling is a minimum which may be sufficient; it is therefore possible that, during the year, he will have to ask the Council to authorise a transfer in order to increase this subhead.

NOTES SUR LE CHAPITRE IV.

COMPTE CAPITAL.

Achat de l'Hôtel National (articles 26, 27, 28 et 29).

L'immeuble qu'occupe actuellement à Genève le Secrétariat de la Société des Nations connu jadis sous le nom d'« Hôtel National », a été acheté et occupé en novembre de l'année dernière.

Selon les clauses du contrat d'achat, la Société devait payer 5.500.000 francs suisses en onze versements égaux, effectués tous les six mois, le premier de ces versements devant avoir lieu le 1^{er} novembre 1920. A la fin de l'année 1921, trois versements auront été faits ; il restera à payer un solde de 4.000.000 de francs suisses (sans compter les intérêts).

Le Budget de 1922 prévoit deux autres versements, à effectuer sur le solde du prix de vente, ainsi que l'intérêt à payer sur le solde non payé, calculé au taux fixé par la loi suisse (à cette date ce taux est de 5 %).

Droit d'option (article 30).

Au moment où fut acheté l'Hôtel National, on envisagea la possibilité d'agrandissements futurs et on s'assura une option de trois ans sur deux propriétés voisines, connues respectivement sous le nom de « Villa » et de « Armleder ». Si l'extension des activités de la Société exigeait de nouveaux bureaux, ces propriétés pourraient être achetées à des prix raisonnables, à n'importe quel moment jusqu'au 31 octobre 1923.

Frais d'installations supplémentaires (article 31).

Les additions d'un caractère permanent qui augmentent la valeur de l'immeuble, sont imputées au compte capital, mais les réparations et les achats ordinaires en vue du remplacement du matériel sont prévus sous le titre « entretien ». (Voir chapitre II, article 6, tableau F.)

Ameublement et installations supplémentaires (article 32).

Le Budget de 1921 comportait un crédit de 500.000 francs suisses destiné à payer le mobilier que le Secrétaire général avait été autorisé à acheter à l'Hôtel National. La moitié du prix de ce mobilier (soit 250.000 francs suisses), a été payée le 1^{er} mars, et le solde a été réglé le 1^{er} septembre de cette année.

Toutefois, l'achat d'une certaine quantité de matériel supplémentaire, consistant surtout en classeurs, machines à écrire, à calculer, etc., sera nécessaire pendant l'année 1922, et on a fait inscrire à cet effet dans le budget la somme de 100.000 francs suisses.

Bibliothèque (article 33).

Pour compléter l'installation de la bibliothèque, il sera absolument nécessaire d'acheter une quantité importante de rayonnages métalliques supplémentaires, l'installation actuelle étant devenue insuffisante pour les besoins.

Les livres sont considérés comme constituant un placement permanent et ils figurent en conséquence au chapitre: Compte capital ; toutefois, le bilan de la Société tient compte de l'élément de dépréciation.

Imprimerie.

Le projet d'installation d'une imprimerie au sous-sol du siège de la Société, pour laquelle le Budget de 1921 prévoyait une certaine somme, a été abandonné, pour le moment du moins.

NOTES ON CHAPTER IV.

CAPITAL EXPENDITURE.

Purchase of Hotel National Building (items 26, 27, 28 and 29).

The building occupied in Geneva as headquarters for the Secretariat of the League of Nations, and formerly known as the Hotel National, was acquired and taken possession of in November of last year.

According to the terms of purchase, the League of Nations was to pay 5,500,000 Swiss francs in eleven equal semi-annual instalments, the first of these payments being made on November 1st, 1920. By the end of 1921 it is expected that three of these instalments will have been paid, leaving a balance (exclusive of interest) of 4,000,000 Swiss francs still resting as an undischarged obligation upon the property.

Provision is made in the 1922 Budget for two further payments on account of purchase price, together with the interest on the unpaid balance, calculated at the rate fixed by Swiss law at present this rate is 5 %).

Options (item 30).

At the time when the Hotel National was purchased, the possibility of future expansion was not lost sight of and three-year options were secured upon two contiguous pieces of land known respectively as the "Villa" and the "Armleder" properties. Should additional office accommodation be required by reason of expansion of the League activities, these properties may be secured at reasonable prices any time prior to October 31st, 1923.

Additions to Property (item 31).

Additions of a permanent character, which add to the selling value of the property, are paid out of capital account, but ordinary repairs and renewals are provided for under maintenance (see Chapter II, Item 6, Schedule F).

Furniture and Fittings (additional equipment) (item 32).

The Budget of 1921 carried an appropriation of 500,000 Swiss francs to cover the cost of the furniture that the Secretary-General was authorised to purchase from the Hotel National in order to equip the building. One half the cost of this furniture (250,000 Swiss francs) was paid on March 1st, and the balance of this obligation was discharged on September 1st of this year.

A certain amount of additional equipment, however, mostly in the form of filing cabinets, new typewriting machines, calculating machines, etc., will be required during 1922, and the sum of 100,000 Swiss francs has been placed in the Budget to meet these demands.

Library (item 33).

Considerable additional metal shelving and rack accommodation is absolutely necessary to complete the Library installation, the equipment already in place being insufficient even for present requirements.

Books are regarded as constituting a permanent investment of capital value, but due allowance for depreciation is made in the balance-sheet of the League.

Printing Office.

The plan to instal a printing office in the basement of the League headquarters, for which grant was made in the 1921 Budget, has been abandoned, at least for the present.

Poste de réception de télégraphie sans fil (article 34).

Il a été proposé d'installer un poste de réception de messages par télégraphie sans fil, à l'usage de la Section d'information. On estime à 3807 francs-or la dépense qu'entraînerait cette installation.

NOTE SUR LE CHAPITRE V.

(Voir tableau des prévisions budgétaires, page 1038.)

FONDS DE ROULEMENT.

Le montant total des contributions imputables aux Etats qui étaient Membres de la Société des Nations pendant le premier exercice et qui, par conséquent, ont dû en supporter les frais du début jusqu'au 30 juin 1920, s'élevait à £ 288.315 dont £ 283.120 ont été versées.

Les dépenses du même exercice, sans compter les avances recouvrables, se sont élevées à £ 175.518.15.0. Il en est donc résulté une différence de £ 107.601.5.0 entre les sommes versées pour le premier exercice et les sommes dépensées au cours du même exercice.

En ce qui concerne le deuxième exercice, allant du 1^{er} juillet au 31 décembre 1920, le montant total des contributions demandées aux Etats Membres de la Société est de 10.041.600 francs-or ; les dépenses de ce même exercice, sans compter les avances recouvrables, atteignent 7.418.916,21 francs-or. Toutes les contributions à percevoir pour ce second exercice n'ont pas encore été payées à l'heure actuelle ; si l'on présume qu'elles seront toutes versées, il en résultera une nouvelle addition de 2.622,683,79 francs-or à l'excédent actuel.

L'excédent sur les dépenses du premier exercice, converti en francs-or, au taux du 31 octobre 1920, date de la conversion de livres sterling en francs-or des fonds de la Société (£1 = 18.08642) s'élève à 1.946.121,40 francs-or, celui du second exercice étant évalué à 2.622.683,79 francs-or ; l'excédent total sur les dépenses des deux premiers exercices s'élèvera, si toutes les contributions sont versées, à 4.568.805,19 francs-or.

Une somme additionnelle a été prévue dans le budget de 1921 comme fonds de roulement ; elle s'élève à 1.890.000 francs-or.

Si toutes les contributions dues à la Société lui étaient versées avant la fin de l'année 1921, on pourrait s'assurer ainsi un fonds de roulement suffisant pour permettre au Secrétariat de fonctionner pendant les premiers mois du nouvel exercice. Etant donné qu'un grand nombre d'Etats Membres de la Société sont dans la nécessité d'obtenir une sanction parlementaire avant d'effectuer le paiement de leurs contributions, et que souvent cette sanction parlementaire ne peut pas être obtenue avant le milieu de l'année en cours, il est évident qu'il est nécessaire d'accumuler un fonds de roulement considérable pour permettre à la Société de faire face à ses dépenses ordinaires dans la première partie de l'année.

En supposant qu'un budget normal de la Société comporte des dépenses moyennes mensuelles de 2.000.000 de francs-or, il est clair qu'il n'est pas excessif de demander un fonds de roulement au moins égal aux dépenses de deux mois et demi.

Wireless Receiving Installation (item 34).

For the special use of the Information Section, it is proposed to instal an instrument for the reception of wireless messages. The expense involved is estimated at 3.807 gold francs.

NOTE ON CHAPTER V.

(See Estimates, page 1038.)

WORKING CAPITAL FUND.

The total of the contributions payable by the States which were, in respect of the first fiscal period, Members of the League of Nations, that is to say, the States which were liable for the cost of the League from its inception to June 30th, 1920, amounted to £ 288.315; of this sum £ 283.120 has been collected.

The expenditure of the same period, not taking reimbursable advances into account, amounted to £ 175.518 15s. *od.* There was therefore an excess of £ 107.601 5s. *od.* between the amount collected for the first fiscal period and the sum expended in respect thereof.

For the second fiscal period, extending from July 1st to December 31st, 1920, the total amount asked from the Members of the League was 10.041.600 gold francs, while the sum actually expended during that period, not taking reimbursable advances into account, was 7.418.916,21 gold francs. All the contributions due for the second fiscal period have not yet been paid, but, assuming that all will be collected, there will be a further addition to the surplus of 2.622.683,79 gold francs.

The surplus of the first fiscal period, converted into francs at the rate of October 31st, 1920, the date of the conversion of the League balances (£ 1 = 18,08642 gold francs), amounted to 1.046.121,40 gold francs, that of the second fiscal period being estimated at 2.622.683,79 gold francs; the combined surplus for the first two fiscal periods will, if all pay, reach the sum of 4.568.805,19 gold francs.

There is an additional sum provided in the Budget of 1921 for working capital, amounting to 1.890.000 gold francs.

Were all contributions due and payable to the League paid into its Treasury before the end of 1921, a working capital fund sufficient to carry the Secretariat over the early months of a given fiscal period would be available. In view of the fact that many Members of the League find it necessary to obtain parliamentary sanction for the payment of their contributions and such parliamentary sanction often cannot be secured before the middle or latter part of the year, it is obvious that a considerable working capital must be permitted to accumulate if the League is to be able to pay its recurring obligations in the early part of the year.

If a normal League budget involves an average monthly expenditure of 2.000.000 gold francs, it is apparent that a working capital fund equivalent to the expenditure of two and a-half months is not an excessive amount to ask for.

TABLEAU S
DU CHAPITRE VI, ARTICLE 36.

	1922	1921
	Francs-or.	
COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE.	1.500.000	650.000
	(Florins)	
1. Traitements et indemnités des juges	550.000	
2. Traitements des fonctionnaires et du personnel de la Cour	200.000	
3. Frais d'impression, de bureau et de fournitures	75.000	
4. Personnel domestique, éclairage, chauffage, nettoyage, dépréciation et autres dépenses incombant à la Direction de la Fondation Carnegie, en raison de l'établissement de la Cour permanente de Justice internationale dans les locaux du Palais de la Paix à La Haye.	50.000	
5. Dépenses accessoires	25.000	
Total. Florins.	900.000	

Au cours actuel 1.500.000 francs-or équivalent à une somme légèrement supérieure à 900.000 florins.

Budget de l'Organisation internationale du Travail adopté par la deuxième Assemblée, le 3 octobre 1921.

TABLEAU T
DU CHAPITRE VII.

RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.

1921		1922
Francs suisses.	Divisions.	Francs suisses.
3.837.500	A. — Traitement du personnel	4.698.402
397.500	B. — Frais de voyage et divers	332.500
1.950.000	C. — Matériel et frais de bureau	1.310.000
568.750	D. — Correspondants et collaborateurs extérieurs	584.000
837.500	E. — Conférences et enquêtes	575.000
480.000	F. — Dépenses non renouvelables	120.000
178.750	G. — Dépenses imprévues	319.363
500.000	H. — Etudes ou options	20.000
12.500	Commission d'enquête de la Société des Nations	—
8.762.500		7.959.325
	Total en francs-or = 7.500.000	

SCHEDULE S

TO CHAPTER VI, ITEM 35.

	1922	1921
	Gold francs.	
PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE.	1,500,000	650,000
	Florins.	
Salaries and allowances of the Judges	550,000	
Salaries of Court officials and staff	200,000	
Printing, office appliances and supplies	75,000	
House staff, light, heating, cleaning, depreciation and other expenses to be incurred by the Direction of the Carnegie Endowment by reason of the establishment of the Permanent Court of International Justice on the premises of the Peace Palace at The Hague	50,000	
Incidental expenses	25,000	
Total florins.	900,000	

At the present rate of exchange, 1,500,000 gold francs are the equivalent of slightly over 900,000 florins.

Budget of the International Labour Organisation, passed by the Second Assembly on October 3rd, 1921.

SCHEDULE T

TO CHAPTER VII.

GENERAL SUMMARY.

1921		1922
Swiss francs.		Swiss francs
837,500	A. — Salaries	4,698,462
397,500	B. — Travelling and Miscellaneous	332,500
950,000	C. — Establishment and Office Expenses	1,310,000
568,750	D. — Correspondents and collection of Information	584,000
837,500	E. — Conference and Enquiries.	575,000
480,000	F. — Non-recurring Expenditure	120,000
178,750	G. — Emergency Expenditure	319,363
500,000	H. — Preparation of plans and/or purchase of options	20,000
12,500	League of Nations Enquiry.	—
762,500	Total in Gold Francs = 7,500,000	7,959,325

DIVISION A. — TRAITEMENTS DU PERSONNEL.

Emplois.		Section.	Francs-or (\$ à 6.47825.)	
1921 ¹ .	1922.		1921.	1922.
I	I	I Directeur	72.000	72.000
34	34	II Cabinet	440.980	434.400
I	I	III Directeur adjoint	52.000	52.000
3	4	IV Secrétariat du directeur adjoint	29.920	40.320
122	142	V Services centraux	712.050	840.000
29	38	VI Division diplomatique	362.200	478.080
78	97	VII Division scientifique	801.850	1.102.010
40	36	VIII Services techniques	539.920	479.920
308	353		3.010.920	3.498.770
		Augmentations et avancement	—	140.000
		Personnel temporaire, heures supplémentaires et dépenses imprévues	59.080	120.000
			3.070.000	3.758.770
		Francs suisses =	3.837.500	4.698.460

DIVISION B. — FRAIS DE VOYAGE ET DIVERS.

1921.	Sections.	1922.
Francs suisses.		Francs suisses.
187.500	1. Frais de voyage et indemnités au personnel	137.500
75.000	2. Frais de voyage et indemnités au Conseil d'administration	75.000
	3. Frais de représentation :	
60.000	Directeur	60.000
25.000	Directeur adjoint	25.000
25.000	Président du Conseil d'administration (y compris les honoraires, frais de bureau et frais de secrétariat	25.000
25.000	4. Subventions communales, cantonales et autres dépenses	10.000
397.500		332.500

DIVISION C. — MATÉRIEL ET FRAIS DE BUREAU.

1921.	Sections.	1922.
Francs suisses.		Francs suisses.
120.000	1. Loyer, chauffage, éclairage	140.000
65.000	2. Entretien et assurance	50.000
250.000	3. Fournitures de bureau, etc	200.000
231.250	4. Poste, télégraphe, téléphone	150.000
150.000	5. Bibliothèque (achats et abonnements)	60.000
150.000	6. Impression du Bulletin officiel (3 langues)	150.000
100.000	7. Impression Etudes et Documents	60.000
240.000	» Revue mensuelle	150.000
30.000	» Séries législatives	50.000
150.000	» Publications spéciales	120.000
200.000	Frais généraux d'impression (circulaires, questionnaires, rapports)	150.000
150.000	8. Impression des informations quotidiennes	120.000
50.000	9. Transports et dispositions diverses en faveur du personnel	80.000
63.750	10. Dépenses imprévues et extraordinaires	30.000
1.950.000		1.510.000
	Somme provenant de la vente des publications et des annonces	200.000
	Total net	1.310.000

¹ Ces chiffres comprennent tous les emplois prévus dans les budgets soit pour l'année entière, soit pour une partie de l'année seulement.

SUBHEAD A. — SALARIES.

Posts 1921 ¹	1922.	Subdivision.	Gold francs 1921	(\$ at 6.47825). 1922
I	I	I Director	72.000	72.000
34	34	II Cabinet	440.980	434.440
I	I	III Deputy-Director	52.000	52.000
3	4	IV Deputy-Director's Secretariat	29.920	40.320
22	142	V Central Services	712.050	840.000
29	38	VI Diplomatic Division	362.200	478.080
78	97	VII Scientific Division	801.850	1.102.010
40	36	VIII Technical Services	539.920	479.920
08	353		3.010.920	3.498.770
		Increments and promotion	—	140.000
		Temporary Assistance, overtime and emer- gency	59.080	120.000
			3.070.000	3.758.770
		In Swiss Francs =	3.837.500	4.698.462

SUBHEAD B. — TRAVELLING AND MISCELLANEOUS.

1921. Swiss francs.	Subdivisions.	1922. Swiss francs.
187.500	1. Staff: travelling expenses and allowances	137.500
75.000	2. Governing Body: Travelling expenses and allowances . . .	75.000
	3. Frais de représentation :	
60.000	Director	60.000
25.000	Deputy-Director	25.000
25.000	Chairman of Governing Body (including honorarium, office and secretarial expenses)	25.000
25.000	4. Cantonal and communal subscriptions and other miscellaneous expenses	10.000
397.500		332.500

SUBHEAD C. — ESTABLISHMENT AND OFFICE EXPENSES.

1921. Swiss francs.	Subdivisions.	1922. Swiss francs.
120.000	1. Rent, Heat and Lighting	140.000
65.000	2. Maintenance and Insurance	50.000
250.000	3. Stationery, etc.	200.000
231.250	4. Post, Telegraph and Telephone	150.000
150.000	5. Library (purchases and subscriptions)	60.000
150.000	6. Printing: Official Bulletin (three languages)	150.000
100.000	7. Printing: Studies and Reports	60.000
240.000	Printing: Monthly Review	150.000
30.000	Printing: Legislative Series	50.000
150.000	Printing: Special Publications	120.000
200.000	General Printing: Circulars, questionnaires, reports	150.000
150.000	8. Printing Daily Intelligence	120.000
50.000	9. Transportation and Welfare arrangements for staff	80.000
63.750	10. Unforeseen and incidental expenses	30.000
950.000		1.510.000
	Appropriation in aid of sale of publications and advertisements	200.000
	Net Total	1.310.000

¹ These figures include all posts budgeted for, whether for whole or part of year.

DIVISION D. — BUREAUX DES CORRESPONDANTS.

1921. Francs suisses.	Sections.	1922. Francs suisses.
60.000	1. Bureau de Paris (150.000 frs. français)	72.000
132.000	2. Bureau de Londres (£ 6.000)	132.000
186.000	3. Bureau de Washington (30.000 dollars)	165.000
10.000	4. Bureau de Rome (100.000 liras)	25.000
20.000	5. Bureau de Berlin (250.000 marks)	30.000
160.750	6. Correspondants et collaborateurs extérieurs	160.000
568.750		584.000

Taux de conversion
pour le budget de 1921.

40	francs suisses	=	100 francs français	=	48
22	»	=	1 livre sterling	=	22
6,20	»	=	1 dollar américain	=	5,50
25	»	=	100 liras italiennes	=	25
8	»	=	100 marks allemands	=	12

Taux de conversion
pour le budget de 1922.

48	francs suisses	=	100 francs français	=	48
22	»	=	1 livre sterling	=	22
5,50	»	=	1 dollar américain	=	5,50
25	»	=	100 liras italiennes	=	25
12	»	=	100 marks allemands	=	12

DIVISION E. — CONFÉRENCES ET ENQUÊTES.

1921. Francs suisses.	Sections.	1922. Francs suisses.
250.000	1. Conférences annuelles : (location, aménagement de salle, service sténographique et publication des comptes rendus provisoires et définitifs)	250.000
150.000	2. Enquêtes diverses et recherches	75.000
275.000	3. Commissions diverses	150.000
100.000	Frais d'impression, de fournitures de bureau, de poste, etc. pour les Commissions	50.000
62.500	4. Dépenses diverses extraordinaires (y compris le personnel temporaire pour la Conférence)	50.000
837.500		575.000

DIVISION F. — DÉPENSES NON RENOUEVABLES.

1921. Francs suisses.	Sections.	1922. Francs suisses.
260.000	1. Trais de réparations à l'immeuble du Bureau	30.000
150.000	2. Ameublement et matériel de bureau supplémentaires	60.000
70.000	3. Machines à écrire, à compter, duplicateurs, dictaphones	30.000
480.000	4. Construction de locaux provisoires ou agrandissement des locaux du bureau	nul
		120.000

DIVISION G. — DÉPENSES IMPRÉVUES.

1921. Francs suisses.	1922. Francs suisses.
178.750	319.363

SUBHEAD D. — CORRESPONDENTS' OFFICES.

1921. Swiss francs.	Subdivisions.	1922. Swiss francs.
60.000	1. Paris Office (150.000 Fr. francs)	72.000
132.000	2. London Office (£ 6.000)	132.000
186.000	3. Washington Office (30.000 dollars)	165.000
10.000	4. Rome Office (100.000 lire)	25.000
20.000	5. Berlin Office (250.000 marks)	30.000
160.750	6. Correspondents and collection of outside information	160.000
568.750		584.000

Rate of Conversion
for Budget of 1921.

Rate of Conversion
for Budget of 1922.

100	Swiss francs = 100 French francs	= 48	Swiss francs
2	» » = £ 1	= 22	» »
6,20	» » = 1 dollar (American)	= 5,50	» »
5	» » = 100 Italian lire	= 25	» »
8	» » = 100 marks (German)	= 12	» »

SUBHEAD E. — CONFERENCES AND ENQUIRIES.

1921. Swiss francs.	Subdivisions.	1922. Swiss francs.
250.000	1. Annual Conferences (hire, preparation of hall, reporting and publication of provisional and final records).	250.000
150.000	2. Enquiries and investigations	75.000
275.000	3. Commissions	150.000
100.000	Printing, stationery, postage, etc., for Commissions	50.000
62.500	4. Emergency expenditure (including temporary staff for Conference)	50.000
837.500		575.000

SUBHEAD F. — NON-RECURRING EXPENDITURE.

1921. Swiss francs.	Subdivisions.	1922. Swiss francs.
260.000	1. Office, repairs to building	30.000
150.000	2. Office equipment and additional furniture	60.000
70.000	3. Typing and calculating machines, duplicators, dictaphones, etc.	30.000
	4. Construction of temporary accommodation or enlargement of office building	Nil
480.000		120.000

SUBHEAD G. — EMERGENCY EXPENDITURE.

1921. Swiss francs.		1922. Swiss francs.
178.750	Emergency Expenditure	319.363

DIVISION H. — ÉTUDES OU OPTIONS.

1921.
Francs suisses.

500.000

Études ou options

1922.
Francs suisses.

20.00

SOMMES PORTÉES AU CRÉDIT DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL
EN DEHORS DES SOMMES VOTÉES POUR LES DÉPENSES PRÉVUES POUR 1921.

Excédent provenant de l'exercice 1920, £ 33.889 à 20 francs-or	677.78
Contribution de l'Allemagne pour 1920 : 2.975.256 marks	242.86
Contribution de l'Allemagne pour 1921	343.75
Montant approximatif des abonnements aux publications du Bureau pour 1921	100.00

1.364.39

L'Assemblée a décidé que ces sommes viendront en diminution des contributions versées par les membres pour faire face aux dépenses de l'exercice 1922.

Le montant qui, conformément à l'article 399 du Traité de Versailles, devra être versé à l'Organisation internationale du Travail sur le budget général de la Société des Nations, s'élève à la somme suivante :

Budget de l'Organisation internationale du Travail, tel qu'il a été adopté par l'Assemblée	7.500.00
--	----------

A déduire :

Sommes portées au crédit de l'Organisation internationale du Travail en dehors des sommes votées pour les dépenses prévues pour 1921	1.364.39
--	----------

Montant net qui devra être versé au Directeur du Bureau international du Travail par le Secrétaire général de la Société des Nations sur le budget général de la Société pour l'année 1922	6.135.61
--	----------

SUBHEAD H. — PREPARATION OF PLANS AND/OR PURCHASE OF OPTIONS.

1921. Swiss francs.		1922. Swiss francs.
500.000	Preparation of plans and/or purchase of options	20.000

SUMS CREDITED TO THE INTERNATIONAL LABOUR ORGANISATION OVER AND ABOVE THE SUM VOTED FOR ITS ESTIMATED EXPENDITURE IN 1921.

	Gold francs.
Unexpended balance from year 1920, £ 33,889 (20 gold francs per £ 1)	677.780
Contribution of Germany for 1920, 2,975,256 marks	242.860
Contribution of Germany for 1921	343.750
Estimated subscriptions for Office publications for 1921	100.000
	<hr/> 1.364.390

The Assembly decided that these sums should be applied in reduction of the contributions required in respect of the cost of the Office during 1922.

The net amount payable, in accordance with Article 399 of the Treaty of Versailles, to the International Labour Organisation out of the general funds of the League, is therefore as follows :—

	Gold francs.
Budget of the International Labour Organisation, as adopted by the Assembly	7.500.000

Less :—

Sums credited to the International Labour Organisation over and above the sum voted for its estimated expenditure in 1921	<hr/> 1.364.390
---	-----------------

Net amount payable to the Director of the International Labour Office by the Secretary-General of the League of Nations, out of the general funds of the League, in respect of 1922	6.135.610
---	-----------

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Journal Officiel

LEAGUE OF NATIONS

Official Journal

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Journal Officiel

II^e ANNÉE. N° 10-12

DÉCEMBRE 1921

TABLE DES MATIÈRES

I. — QUATORZIÈME SESSION DU CONSEIL A GENÈVE :

Rapports soumis au Conseil et résolutions adoptées.

Première partie, 30 août-3 septembre 1921. 107

I. Bassin de la Sarre :

1) Nomination du membre sarrois de la Commission de gouvernement
du Bassin de la Sarre, 30 août 107

2) Adhésion du Bassin de la Sarre à la Convention de Berne, 2 septembre. 107

II. a) Garantie de la Société des Nations à l'égard des articles 1 à 11 du Traité
entre les Principales Puissances alliées et associées et la Roumanie, 20
août. 107

b) Garantie de la Société des Nations à l'égard des articles 54 à 59 du Traité
de Trianon, 30 août 107

III. Iles d'Aland, 30 août 108

IV. Travaux de la Commission des épidémies, 30 août 108

V. Virements dans le budget du troisième exercice (1921), 30 août 108

VI. Liste des nominations et démissions dans le Secrétariat 108

VII. a) Déportation des femmes et des enfants en Turquie et dans les pays avoi-
sinants, 30 août 108

b) Travaux de la Commission d'enquête sur la déportation des femmes et des
enfants en Turquie et dans les pays avoisinants :

1) Rapport du D^r Kennedy. 108

2) Lettre de Miss E. D. Cushman 109

3) Tableaux statistiques 109

VIII. La question des frontières de l'Albanie et de la protection des minorités
ethniques :

1) Extrait du procès-verbal de la 2^{me} séance, 2 septembre 109

2) Rapports de M. Balfour, 2 septembre 109

3) Discours du délégué du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes,
2 septembre 109

Appendice I. Télégramme, en date du 17 juillet 1921, du Président
de la République mirdite au Ministère des Affaires
étrangères du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. 107

LEAGUE OF NATIONS

Official Journal

and YEAR, No. 10-12.

DECEMBER 1921.

CONTENTS.

	PAGES
FOURTEENTH SESSION OF THE COUNCIL, GENEVA :	
Reports submitted to the Council and Resolutions adopted.	
<i>First Part, August 30th — September 3rd, 1921</i>	1073
I. Saar Basin :	
(1) Appointment of the Saar Basin Member of the Governing Commission, August 30th	1074
(2) Adhesion of the Saar Basin to the Berne Convention, September 2nd.	1075
II. (a) Guarantee of the League with regard to Articles 1 to 11 of the Treaty between the Principal Allied and Associated Powers and Roumania, August 30th	1078
(b) Guarantee of the League with regard to Articles 54 to 59 of the Treaty of Trianon, August 30th	1079
III. Aaland Islands, August 30th	1081
IV. The Work of the Epidemic Commission, August 30th	1082
V. Transfers in the Budget for 1921, August 30th	1084
VI. List of Appointments and Resignations on the Staff of the Secretariat	1086
VII. (a) Deportation of Women and Children in Turkey and neighbouring Countries, August 30th	1087
(b) Work of the Commission of Enquiry with regard to the Deportation of Women and Children in Turkey and adjacent Countries :	
(1) Report by Dr. Kennedy	1088
(2) Letter from Miss E. D. Cushman	1091
(3) Statistical Tables	1092
VIII. The Question of the Frontiers of Albania and the Protection of Racial Minorities :	
(1) Extract from the Minutes of the 2nd Meeting, September 2nd	1092
(2) Report by Mr. Balfour, September 2nd	1094
(3) Speech of the Delegate of the Serb-Croat-Slovene State, September 2nd	1095
Appendix I. Telegram from the President-Elect of the Mirdite Republic, dated July 17th, 1921, to the Government of the Serb-Croat-Slovene State	1097

VIII. La question des frontières de l'Albanie et de la protection des minorités ethniques (*suite*) :

3) — (*suite*) :

Appendice II. Télégramme, en date du 22 août 1921, du Gouvernement de la République mirdite au Ministre des Affaires étrangères du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

IX. Comité d'hygiène provisoire :

- 1) Rapport du Comité d'hygiène provisoire au Conseil, 29 août
- 2) Rapport de M. Léon Bourgeois, 2 septembre

X. Organisation du travail intellectuel :

- 1) Rapport de M. Léon Bourgeois, 2 septembre
- 2) L'œuvre de l'Union des Associations internationales en matière d'éducation et d'organisation du travail intellectuel
- 3) De l'utilité d'un organisme technique pour le travail intellectuel

XI. Proposition du Gouvernement polonais relative à la communication des rapports présentés au Conseil, 2 septembre

Annexe. Lettre du Gouvernement polonais relative à la communication des rapports présentés au Conseil, 15 juillet

XII. La question des réfugiés russes : développement de la question depuis la dernière session du Conseil et résolution du Conseil, 2 septembre

XIII. Commission internationale du blocus, 2 septembre

XIV. Rapport général de la Commission consultative des communications et du transit :

- 1) Rapport de M. Quinones de Léon, 2 septembre
- 2) Lettre en date du 29 juillet 1921, du président de la Commission consultative des communications et du transit au président du Conseil, relative à la participation des Etats riverains du Danube aux travaux de la Commission

XV. Désignation du président de la Commission technique permanente du régime des eaux dans le bassin du Danube, 2 septembre

Deuxième partie, 12 septembre- 12 octobre 1921.

XVI. Mandats :

- 1) Lettre adressée par le Conseil aux Principales Puissances alliées, 8 septembre
 - 2) Note aux Puissances mandataires, approuvée par le Conseil le 2 octobre 1921
 - 3) Commission permanente des mandats :
Rapport de président de la Commission et résolution adoptée le 10 octobre
- Annexes : a) Questions et suggestions soumises au Conseil par la Commission permanente des mandats
- b) Questionnaire destiné à faciliter la préparation du rapport annuel des Puissances mandataires

XVII. Commission temporaire mixte pour la réduction des armements :

- 1) Rapport de M. Léon Bourgeois, adopté le 12 septembre
- Annexe 1. Lettre du président de la Commission permanente consultative pour les questions militaires navales et aériennes, soumise au Conseil le 12 septembre
- Annexe 2. Lettre au président de la Commission permanente consultative, approuvée le 12 septembre

VIII. The Question of the Frontiers of Albania and the Protection of Racial Minorities — <i>continued</i> :	
(3) — <i>continued</i> :	
Appendix II. Telegram from the Government of the Mirdite Republic, dated August 22nd, 1921, to the Government of the Serb-Croat-Slovene State	1097
IX. Provisional Health Committee :	
(1) Report by the Provisional Health Committee to the Council, August 29th	1099
(2) Report by M. Léon Bourgeois, September 2nd.	1102
X. The Organisation of Intellectual Work :	
(1) Report by M. Léon Bourgeois, September 2nd	1104
(2) The Work of the Union of International Associations with regard to Education and the Co-ordination of Intellectual Work	1106
(3) The Desirability of creating a Technical Organisation for Intellectual Work	1110
XI. Proposal of the Polish Government regarding the Circulation of Reports submitted to the Council, September 2nd	1112
Annex : Letter from the Polish Government regarding the presentation of Reports to the Council, July 15th	1113
XII. The Russian Refugee Question : Development of the question since the last Meeting of the Council and Resolution adopted by the Council, September 2nd, 1921	1114
XIII. International Blockade Committee, September 2nd	1116
XIV. General Report of the Advisory Committee for Communications and Transit :	
(1) Report by M. Quiñones de León, September 2nd	1117
(2) Letter dated July 29th from the President of the Advisory Committee on Communications and Transit to the President of the Council of the League concerning the participation of the Riparian States of the Danube in the work of the Committee	1118
XV. Appointment of the Chairman of the Permanent Technical Commission for the Regime of Waterways in the Danube Basin, September 2nd, 1921	1119

Second Part, September 12th — October 12th, 1921.

XVI. Mandates :	
1. Letter from the Council to the Principal Allied Powers, September 8th	1120 —
2. Note to the Mandatory Powers, approved by the Council on October 2nd	1121 —
3. Permanent Mandates Commission. Report by the Chairman of the Commission and Resolution adopted on October 10th	1124
Annexes: (a) Questions and Suggestions submitted to the Council of the League of Nations by the Permanent Mandates Commission	1126
(b) Questionnaire to facilitate the Preparation of the Annual Reports from the Mandatory Powers	1127 —
XVII. Temporary Mixed Commission for the Reduction of Armaments :	
1. Report by M. Léon Bourgeois, adopted on September 12th	1133
Annex 1. Letter from the President of the Permanent Advisory Commission, submitted to the Council on September 12th.	1134
Annex 2. Letter to the President of the Permanent Advisory Commission, approved on September 12th.	1136

XVII. Commission temporaire mixte pour la réduction des armements (<i>suite</i>) :	
1) — (<i>suite</i>) :	
Annexe 3. Lettre au président de la Commission temporaire mixte pour la réduction des armements, approuvée le 12 septembre.	II 113
2) Rapport de la Commission permanente consultative :	
Rapport de M. Léon Bourgeois adopté le 16 septembre.	II 113
XVIII. Conférence de la traite des femmes et des enfants :	
Rapport de M. Fisher et résolution adopté le 12 septembre.	II 113
XIX. Demande présentée par le Gouvernement de l'Autriche :	
Rapport du vicomte Ishii adopté le 12 septembre.	II 113
Annexe. Lettres du Gouvernement autrichien soumises au Conseil le 12 septembre.	II 114
XX. Dépenses nécessitées par l'examen du problème de la Haute-Silésie :	
Note du Secrétaire général et résolution adoptée le 12 septembre.	II 114
XXI. Commission économique et financière provisoire :	
1) Budget de l'année 1922.	II 114
2) Rapport au Conseil daté du 12 septembre.	II 114
Annexe. Rapport au Comité financier par l'organisateur des crédits internationaux daté 16 septembre.	II 115
Résolutions adoptées le 19 septembre.	II 115
XXII. Ville libre de Dantzig :	
1) Projet de loi concernant l'acquisition ou la perte de la qualité de citoyen : rapport du vicomte Ishii et résolution adoptée le 16 septembre.	II 115
2) Différend entre la Pologne et Dantzig concernant l'affaire Puppel-Deutsche Bauern Bank : rapport du vicomte Ishii et résolution adoptée le 16 septembre.	II 115
3) Défense de la Ville libre de Dantzig : rapport du vicomte Ishii et résolution adoptée le 16 septembre.	II 115
4) Port d'attache à Dantzig pour les navires de guerre polonais : rapport du vicomte Ishii et résolution adoptée le 16 septembre.	II 115
5) Situation financière de la Ville libre de Dantzig : rapport du vicomte Ishii et résolution adoptée le 16 septembre.	II 115
6) Fabrication d'aéroplanes : rapport du vicomte Ishii et résolution adoptée le 6 octobre.	II 116
XXIII. Protection des minorités en Albanie :	
Rapport du représentant britannique et résolution adoptée le 2 octobre.	II 116
XXIV. Protection des minorités en Finlande :	
Rapport du représentant britannique et résolution adoptée le 2 octobre.	II 116
XXV. Bureau hydrographique international :	
Rapport de M. Léon Bourgeois et résolution adoptée le 2 octobre.	II 116
XXVI. Bassin de la Sarre	
1) Adhésion du Bassin de la Sarre à la Convention de Berne : rapport de M. Wellington Koo et résolution adoptée le 2 octobre.	II 116
2) Règlement des «dettes ennemies» dans le Bassin de la Sarre : déclaration de M. Fisher et résolution adoptée le 2 octobre.	II 116
XXVII. Déportation des femmes et des enfants en Turquie et en Asie Mineure.	
Rapport du délégué du Brésil, adopté le 2 octobre.	II 116
XXVIII. Lettre adressée aux Membres de la Société au sujet des contributions de la Commission des épidémies.	II 116

XVII.	Temporary Mixed Commission for the Reduction of Armaments— <i>continued</i> :	
1.	— <i>Continued</i> :	
	Annex 3. Letter to the President of the Temporary Mixed Commission for the Reduction of Armaments, approved on September 12th . . .	1137
2.	Report of the Permanent Advisory Commission to the Council of the League of Nations. Report by M. Léon Bourgeois, adopted on September 16th	1137
XVIII.	Conference on the Traffic in Women and Children :	
	Report by Mr. Fisher, and Resolution adopted on September 12th. . .	1138
XIX.	Request submitted by the Austrian Government.	
	Report by Viscount Ishii, adopted on September 12th	1139
	Annex : Letters from the Austrian Government submitted to the Council on September 12th	1140
XX.	Expenses in connection with the Problem of Upper Silesia :	
	Note by the Secretary-General, and Resolution adopted on September 12th	1141
XXI.	Provisional Economic and Financial Committee :	
1.	Budget for 1922	1142
2.	Report to the Council, dated September 12th	1142
	Annex : Report to the Financial Committee from the Organiser of International Credits, dated September 16th, Resolutions adopted on September 19th	1152
XXII.	Free City of Danzig :	
1.	Draft Law regarding the Acquisition and Loss of Citizenship. Report by Viscount Ishii, and Resolution adopted on September 16th. . . .	1157
2.	Polish-Danzig Difference with regard to the Puppel v. Deutsche Bauern Bank Case. Report by Viscount Ishii, and Resolution adopted on September 16th	1157
3.	Defence of the Free City of Danzig. Report by Viscount Ishii, and Resolution adopted on September 16th	1158
4.	Port d'Attache for Polish War-vessels in Danzig. Report by Viscount Ishii, and Resolution adopted September 16th	1158
5.	Financial Position of the Free City of Danzig. Report by Viscount Ishii, and Resolution adopted on September 16th	1159
6.	Manufacture of Aeroplanes. Report by Viscount Ishii, and Resolution adopted on October 6th	1160
XXIII.	Protection of Minorities in Albania :	
	Report by the British Representative and Resolution adopted on October 2nd	1161
XXIV.	Protection of Minorities in Finland :	
	Report by the British Representative, and Resolution adopted on October 2nd	1165
XXV.	International Hydrographic Bureau :	
	Report by M. Léon Bourgeois, and Resolution adopted on October 2nd .	1166
XXVI.	Saar Basin :	
1.	Adhesion of the Saar Basin to the Berne Convention. Report by Dr. Wellington Koo, and Resolution adopted on October 2nd	1167
2.	Settlement of "Enemy Debts" due by Residents in the Saar Basin. Declaration by Mr. Fisher, and Resolution adopted on October 2nd . .	1168
XXVII.	The Deportation of Women and Children in Turkey and in Asia Minor.	
	Report by the Delegate of Brazil, adopted on October 2nd	1169
XXVIII.	Letter to Members of the League for Funds for the Epidemic Commission.	1169

XXIX. Résolutions de l'Assemblée relatives à la réduction des armements : Rapport de M. Léon Bourgeois, adopté le 12 octobre.	II7
XXX. Trafic de l'Opium : Rapport de M. Wellington Koo et résolutions adoptées le 12 octobre.	II7
XXXI. Application du principe du roulement à la présidence des Comités économique et financier : Résolution adoptée le 12 octobre	II7
XXXII. Virements opérés dans les chapitres du budget pour 1921 : Mémoire du Secrétaire général, adopté le 12 octobre	II7
XXXIII. Finances de la Société. — Nomination d'une Commission de contrôle. Résolution adoptée le 12 octobre.	II8
2. PROCÈS-VERBAL DE LA QUINZIÈME SESSION DU CONSEIL, A PARIS, 16-19 novembre 1921.	II8
a) ALBANIE :	
I. Procès-verbal de la première séance, 17 novembre.	II8
II. Procès-verbal de la deuxième séance, 18 novembre	II8
III. Procès-verbal de la troisième séance, 19 novembre	II9
Annexe 1. Télégramme du Gouvernement britannique, transmis au Conseil et aux Gouvernements albanais et serbe-croate-slovène, 7 novembre.	II9
Annexe 2. Décision de la Conférence des ambassadeurs, relative aux frontières de l'Albanie, 9 novembre.	II9
Annexe 3. Texte de la note adressée à la Conférence des ambassadeurs par le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, 14 novembre.	II9
Annexe 4. Discours de M. Boskovitch	II9
Annexe 5. Lettre adressée au Secrétaire général par le délégué de la Grèce auprès de la Société des Nations, 15 novembre	120
Annexe 6. Texte authentique de la note adressée à la Conférence des ambassadeurs par le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, 14 novembre	120
Annexe 7. Déclaration du Gouvernement albanais, au sujet des frontières de l'Albanie, 16 novembre	120
Annexe 8. Décision de la Conférence des ambassadeurs, 18 novembre.	121
b) MÉSOPOTAMIE :	
Rapport de M. Fisher, présenté au Conseil, 17 novembre	121
c) RÉFUGIÉS RUSSES :	
Mémoire du Secrétaire général.	121
d) NOTE DU GOUVERNEMENT HONGROIS, 13 NOVEMBRE, ET RÉPONSE DU CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ, 23 NOVEMBRE.	121
3. LA QUESTION DE LA HAUTE-SILÉSIE :	
I. Rapport du vicomte Ishii adopté par le Conseil au cours de sa session extraordinaire consacrée à la question de la Haute-Silésie	122
II. Recommandation du Conseil, 12 octobre	123
III. Décision de la Conférence des ambassadeurs, 20 octobre	123
4. COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE :	
Nouvelles signatures et ratifications du protocole de signature relatif au statut de la Cour	123

	PAGES
XXIX. Resolutions of the Assembly concerning Reduction of Armaments : Report by M. Léon Bourgeois, adopted on October 12th	1170
XXX. Traffic in Opium : Report by Dr. Wellington Koo, and Resolutions adopted on October 12th	1175
XXXI. The application of the Principle of Rotation to the Chairmanship of the Economic and Financial Committee : Resolution adopted on October 12th	1178
XXXII. Transfers in the Budget for 1921 : Memorandum by the Secretary-General, adopted on October 12th	1178
XXXIII. Finances of the League ; Appointment of a Commission of Control : Resolution adopted on October 12th	1180
2. MINUTES OF THE FIFTEENTH SESSION OF THE COUNCIL OF THE LEAGUE OF NATIONS, PARIS, FROM NOVEMBER 16TH TO NOVEMBER 19TH, 1921 :	
(a) ALBANIA :	
I. Minutes of the First Meeting, November 17th	1182
II. Minutes of the Second Meeting, November 18th	1189
III. Minutes of the Third Meeting, November 19th	1192
Annex 1. Telegram from the British Government transmitted to the Council and to the Albanian and Serb-Croat-Slovene Governments, November 7th	1194
Annex 2. Decision of the Conference of Ambassadors concerning the Frontiers of Albania, November 9th	1194
Annex 3. Text of the note transmitted to the Conference of Ambassa- dors by the Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, November 14th	1196
Annex 4. Speech by M. Boskovitch	1197
Annex 5. Letter from the Greek Delegate to the Secretary-General of the League of Nations, November 15th	1206
Annex 6. Authentic Text, submitted by the Serb-Croat-Slovene Delegation, of the Note addressed to the Conference of Ambassadors by the Serb-Croat-Slovene Government, November 14th	1208
Annex 7. Statement of the Albanian Government with regard to the Albanian Frontiers, November 16th	1209
Annex 8. Decision of the Conference of Ambassadors, November 18th	1210
b) MESOPOTAMIA :	
Report by Mr. Fisher, presented to the Council on November 17th	1215
c) RUSSIAN REFUGEES : Memorandum by the Secretary-General	1217
d) NOTE FROM THE HUNGARIAN GOVERNMENT, NOVEMBER 13TH, AND THE REPLY BY THE COUNCIL OF THE LEAGUE, NOVEMBER 23RD	1218
THE QUESTION OF UPPER SILESIA :	
I. Report by Viscount Ishii, adopted by the Council during its Extraordinary Session, concerning the Upper Silesia Question, August 29th	1220
II. Recommendation of the Council, October 12th	1223
III. Decision of the Conference of Ambassadors	1226
PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE :	
New Signatures and Ratifications of the Protocol of Signature concerning the Statute of the Court.	1233

5. ORGANISATION DU TRANSIT :

- I. Ratification par l'Albanie des Actes conclus à Barcelone, déposée au Secrétariat de la Société des Nations, le 8 octobre. 1234

6. LIMITATION DES DÉPENSES NATIONALES POUR LES ARMEMENTS :

- I. Réponse du Gouvernement de l'Inde, 23 juillet 1235
II. Réponse du Gouvernement suédois, 19 août 1236

7. ALBANIE :

- I. Télégrammes du Ministre des Affaires étrangères d'Albanie, 18, 19, 21, 22 et 25 septembre. 1237
II. Lettre de la délégation du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, transmettant un télégramme de M. Pachitch, 25 septembre 1239
III. Lettre de la délégation serbe-croate-slovène, 25 septembre. 1240
IV. Télégramme de Mirditie transmis par le Ministre des Affaires étrangères d'Albanie, 26 septembre. 1241
V. Lettre de la délégation hellénique auprès de la Société des Nations, transmettant un télégramme d'Athènes, 27 septembre 1242
VI. Télégrammes du Ministre des Affaires étrangères d'Albanie, 9, 10, 20 et 27 octobre, et 1^{er} novembre. 1242
VII. Question de la Mirditie : télégrammes de notabilités albanaises, 5, 7 et 9 octobre 1246

8. RAVITAILLEMENT DES RÉFUGIÉS RUSSES A CONSTANTINOPLE :

Correspondance échangée entre le Haut Commissaire pour les réfugiés russes et le Gouvernement français :

- I. Lettre du Haut Commissaire pour les réfugiés russes au Ministre des Affaires étrangères de la République française, 22 septembre 1247
II. Réponse du Ministère des Affaires étrangères de la République française, 30 septembre 1248
III. Lettre du Haut Commissaire adjoint pour les réfugiés russes au Ministre des Affaires étrangères de la République française, 17 octobre. 1249

9. LUTTE CONTRE LE TYPHUS :

- I. Appel adressé par le Président de l'Assemblée et le Président du Conseil aux Membres de la Société, 6 octobre 1250
II. Réponse du Gouvernement tchécoslovaque 1251
III. Réponse du Gouvernement belge. 1252

10. ORGANISATION PERMANENTE DU TRAVAIL :

- I. Ratification par le Gouvernement suédois de la Convention de Washington concernant le chômage : note du Secrétaire général, 18 octobre 1253
II. Ratification de la même Convention par le Gouvernement danois : note du Secrétaire général, 26 octobre 1254
III. Ratification de la même Convention par le Gouvernement finlandais : note du Secrétaire général, 17 octobre 1254
IV. Ratification par le Gouvernement suédois de deux des Conventions de Gênes : note du Secrétaire général, 18 octobre 1255

11. REPRÉSENTATION DES FEMMES AUX COMMISSIONS DE LA SOCIÉTÉ :

- Lettre de l'Association pour l'égalité des droits des femmes israélites de Palestine, 26 juillet 1256

5. TRANSIT ORGANISATION :

PAGE 9

- Ratification by Albania of Acts signed at Barcelona, deposited with the Secretariat on October 8th 1234

6. LIMITATION OF NATIONAL EXPENDITURE ON ARMAMENTS :

- I. Reply from the Government of India, July 23rd 1235
 II. Reply from the Swedish Government, August 19th 1236

7. ALBANIA :

- I. Telegrams from the Albanian Minister for Foreign Affairs, dated September 18th, 19th, 21st, 22nd and 25th 1237
 II. Letter from the Delegation of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes dated September 25th, and containing a telegram from M. Pachitch 1239
 III. Further Letter from the Serb-Croat-Slovene Delegation, dated September 25th 1240
 IV. Telegram received from Mirditia through the Albanian Minister for Foreign Affairs, September 26th 1242
 V. Letter from the Greek Delegation to the League of Nations, enclosing a telegram from Athens, September 27th 1241
 VI. Telegrams from the Albanian Prime Minister and Minister for Foreign Affairs, October 9th, 10th, 20th, and 27th and November 1st 1242
 VII. The Question of Mirditia : Telegrams from Albanian notabilities, October 5th, 7th and 9th 1246

8. RATIONING OF RUSSIAN REFUGEES AT CONSTANTINOPLE :

Correspondence between the High Commissioner for Russian Refugees and the French Government.

- I. Letter from the High Commissioner for the Russian Refugees to the Minister for Foreign Affairs of the French Republic, September 22nd 1247
 II. Reply from the Ministry for Foreign Affairs of the French Republic, September 30th 1248
 III. Letter from the Deputy High Commissioner for the Russian Refugees to the Minister for Foreign Affairs of the French Republic, October 17th 1249

9. CAMPAIGN AGAINST TYPHUS :

- I. Appeal addressed by the President of the Assembly and the President of the Council to the Members of the League, October 6th 1250
 II. Reply from the Czecho-Slovak Government, October 18th, 1921 1251
 III. Reply from the Belgian Government, November 4th, 1921 1252

10. PERMANENT LABOUR ORGANISATION :

- I. Ratification by the Swedish Government of the Washington Convention concerning Unemployment : Note by the Secretary-General, October 18th 1253
 II. Ratification of the same Convention by the Danish Government : Note by the Secretary-General, October 26th 1254
 III. Ratification of the same Convention by the Finnish Government : Note by the Secretary-General, October 27th 1254
 IV. Ratification by the Swedish Government of two of the Genoa Conventions : Note by the Secretary-General, October 18th 1255

11. REPRESENTATION OF WOMEN ON COMMISSIONS OF THE LEAGUE :

- Letter from the Palestinian Jewish Women's Equal Rights Association, July 26th 1256

Quatorzième session du Conseil de la Société des Nations tenue à Genève.

Rapports soumis au Conseil et résolutions adoptées.

PREMIÈRE PARTIE.

30 août — 3 septembre 1921.

Les Membres du Conseil de la Société des Nations sont représentés comme suit :

<i>Chine</i>	M. WELLINGTON KOO, Président ;
<i>Belgique</i>	M. PAUL HYMANS ;
<i>Brésil</i>	M. GASTÃO DA CUNHA ;
<i>Empire britannique</i>	M. A. J. BALFOUR ;
<i>Espagne</i>	M. QUIÑONES DE LEÓN ;
<i>France</i>	M. LÉON BOURGEOIS ;
<i>Italie</i>	le MARQUIS IMPERIALI ;
<i>Japon</i>	le VICOMTE ISHII.

Secrétaire général : Sir ERIC DRUMMOND.

Fourteenth Session of the Council of the League of Nations held at Geneva.

Reports submitted to the Council and Resolutions Adopted.

FIRST PART.

August 30th — September 3rd, 1921

The Members of the Council of the League of Nations were represented as follows : —

<i>China</i>	by Mr. WELLINGTON KOO, President ;
<i>Belgium</i>	by M. PAUL HYMANS ;
<i>Brazil</i>	by M. GASTÃO DA CUNHA ;
<i>British Empire</i>	by Mr. A. J. BALFOUR ;
<i>France</i>	by M. LÉON BOURGEOIS ;
<i>Italy</i>	by MARQUIS IMPERIALI ;
<i>Japan</i>	by VISCOUNT ISHII ;
<i>Spain</i>	by M. QUIÑONES DE LEÓN.

Secretary-General : SIR ERIC DRUMMOND.

I.

BASSIN DE LA SARRE.

I. NOMINATION DU MEMBRE SARROIS DE LA COMMISSION DE GOUVERNEMENT
DU BASSIN DE LA SARRE.

*Rapport de M. Wellington Koo, représentant de la Chine,
adopté par le Conseil le 30 août 1921.*

Le mandat du Dr Hector, de Sarrelouis, membre sarrois de la Commission de gouvernement du Bassin de la Sarre, expire le 20 septembre 1921. Le Dr Hector avait été nommé par le Conseil pour un an, le 20 septembre 1920, au moment où avait été acceptée la démission de M. von Boch, premier membre sarrois de la Commission de gouvernement. (Procès-verbal de la 9^{me} session du Conseil, *Journal Officiel*, I^{re} année, N° 7, pages 400-404.)

Les quatre autres membres de la Commission de gouvernement :

Le major LAMBERT	(Belge)
Le comte DE MOLTKE-HUITFELDT	(Danois)
M. RAULT	(Français)
M. R. D. WAUGH	(Canadien)

ont été nommés à nouveau par le Conseil le 21 février 1921, pour remplir leurs fonctions jusqu'au 13 février 1922. M. Rault a été, en même temps, nommé à nouveau président pour cette période. (Procès-verbal, 12^{me} session du Conseil, *Journal Officiel*, II^e année, N° 2, pages 106-108.)

Conformément au paragraphe 17 du chapitre II de l'Annexe à la Section IV, Partie III, du Traité de Versailles, le Conseil doit nommer un membre originaire et habitant du Bassin de la Sarre comme membre de la Commission de gouvernement pour un an, à dater du 20 septembre 1921. Conformément au dit paragraphe, les mandats des membres de la Commission de gouvernement sont renouvelables.

Selon la résolution du Conseil, en date du 21 février 1921, les instructions pour la Commission, contenant entre autres des stipulations relatives aux traitements et indemnités du Président et des membres de la Commission, qui ont été adoptées par le Conseil le 13 février 1920, continueront à avoir plein effet en ce qui concerne toutes les nominations jusqu'à modification par le Conseil.

Le Dr Hector arrive au terme de son premier mandat d'un an. Cette période est courte, et je crois que les arguments contre de trop fréquents changements parmi les membres de la Commission, présentés dans mon rapport du 21 février 1921, s'appliquent également aujourd'hui au cas du Dr Hector.

J'ai l'honneur de proposer au Conseil, pour adoption, la résolution suivante :

« 1° Les pouvoirs du Dr Hector, de Sarrelouis, comme membre de la Commission de gouvernement du Bassin de la Sarre, sont renouvelés pour une période d'un an, à dater du 20 septembre 1921.

« 2° Le Secrétaire général est invité à transmettre au Dr Hector, en l'informant du renouvellement de son mandat, les remerciements du Conseil pour les services qu'il a rendus à la Société des Nations pendant la durée de son mandat. »

I.

SAAR BASIN.

I. APPOINTMENT OF THE SAAR BASIN MEMBER OF THE GOVERNING COMMISSION.

*Report by Mr. Wellington Koo, Representative of China, adopted by the Council
on August 30th, 1921.*

The appointment of Dr. Hector, of Saarlouis, as the Saar Member of the Saar Basin Governing Commission will expire on September 20th, 1921. Dr. Hector was appointed by the Council for one year on September 20th, 1920, when the resignation of M. von Boch, the original Saar member of the Commission, was accepted (Procès-Verbal, 9th Session of the Council, *Official Journal*, 1st Year, No. 7, pages 400-404).

The other four members of the Governing Commission :

Major LAMBERT	(Belgian)
Count DE MOLTKE-HUITFELDT . . .	(Dane)
M. RAULT	(French)
Mr. R. D. WAUGH	(Canadian)

were reappointed by the Council on February 21st, 1921, to hold office until February 13th, 1922. M. Rault was, at the same time, reappointed as Chairman for the same period (Procès-Verbal, 12th Session of the Council, *Official Journal*, 2nd Year, No. 2, pages 106-108).

In accordance with paragraph 17 of Chapter II of the Annex to Section IV, Part III of the Treaty of Versailles, the Council has therefore to appoint one native inhabitant of the Saar Basin Governing Commission for one year from September 20th, 1921. In accordance with this same paragraph, the members of the Governing Commission may be reappointed.

As provided for by the Council Resolution of February 21st, 1921, the directions for the Commission which were agreed to by the Council on February 13th, 1920, containing stipulations as to the salaries and allowances of the Chairman and the members of the Commission, are to be considered as applicable in the case of all appointments to the Governing Commission until changed by the Council.

Dr. Hector is finishing his first term of one year in office. That term is short, and I believe that the arguments against too frequent changes in the membership of the Commission, which were set forth in my report of February 21st, 1921, apply also to-day in the case of Dr. Hector.

I have the honour to propose the following resolution for adoption by the Council :

“(1) Dr. Hector of Saarlouis is reappointed as a member of the Saar Basin Governing Commission for a period of one year from September 20th, 1921.

“(2) The Secretary-General, in informing Dr. Hector of this reappointment, is requested to convey to him the thanks of the Council for the services which he has rendered to the League of Nations during his term of office.”

2. ADHÉSION DU BASSIN DE LA SARRE A LA CONVENTION DE BERNE.

Rapport de M. Wellington Koo et résolution adoptée par le Conseil le 2 septembre 1921.

I.

Dans une note du 4 juillet 1921, adressée au Secrétaire général, le Président de la Commission de gouvernement du Bassin de la Sarre déclare que le Gouvernement allemand s'est opposé à ce que le Bassin de la Sarre adhère à la Convention internationale du 14 octobre 1980 sur le transport des marchandises par chemin de fer (Convention de Berne) et que, par conséquent, le réseau de voies ferrées de la Sarre se trouve soumis envers l'Allemagne à une véritable sujétion.

La note donne des explications sur certains côtés de cette situation pleine d'inconvénient, et expose dans leurs traits généraux divers arguments d'ordre juridique et d'ordre pratique se rapportant à la question ; elle prie le Conseil de la Société d'intervenir afin qu'il soit permis au Bassin de la Sarre d'adhérer à la Convention de Berne.

Je n'ai pas besoin d'entrer dans tous les détails de la note.

En réponse à une demande du Secrétariat international, le précédent de la Commission de gouvernement a également transmis d'autres documents relatifs à la question. J'ai examiné ces documents. Ils comprennent :

- i) Une nouvelle note préparée par la Commission de gouvernement ;
- ii) Correspondance échangée entre la Commission de gouvernement, l'Office central des transports internationaux par chemins de fer, à Berne, le Gouvernement allemand et le Gouvernement suisse au sujet de l'adhésion du Bassin de la Sarre à la Convention de Berne ;
- iii) Correspondance relative à l'adhésion du Bassin de la Sarre à la Convention de l'Union postale universelle et de l'Union télégraphique internationale.

II.

Des documents mentionnés plus haut ressortent les faits suivants :

Demande d'adhésion de la Sarre.

1^o La Commission de gouvernement du Bassin de la Sarre a demandé, le 23 octobre 1920, l'autorisation d'adhérer à la Convention de Berne.

2^o Le 14 décembre 1920, le Gouvernement suisse a notifié aux Gouvernements signataires de cette Convention la demande présentée par la Commission de la Sarre.

Opposition de l'Allemagne.

3^o Le 29 décembre 1920, le Gouvernement allemand a fait opposition à la demande d'adhésion de la Sarre. Il déclarait que, bien que l'Allemagne eût renoncé à ses pouvoirs de Gouvernement sur le territoire de la Sarre, ce territoire ne constituait pas un Etat indépendant, mais continuait à faire partie de l'Allemagne et restait sous sa souveraineté. Les « Etats » seuls pouvant adhérer à la Convention, le territoire de la Sarre ne pouvait le faire ; de plus, cette adhésion serait superflue puisque la loi impériale, qui promulguait la Convention de Berne comme loi allemande, reste en vigueur dans la Sarre, aux termes du Traité de Paix.

2. ADHESION OF THE SAAR BASIN TO THE BERNE CONVENTION.

Report by Mr. Wellington Koo, and Resolution adopted by the Council on September 2nd, 1921.

I.

In a Note of July 4th, 1921, to the Secretary-General, the Chairman of the Saar Basin Governing Commission states that the German Government is opposed to the adhesion of the Saar Basin to the International Railway Transport Convention of October 14th, 1890 (Berne Convention), and that, as a result, the Saar railway system is placed in a position of actual subjection to Germany. After explaining certain aspects of this unsatisfactory situation and outlining various juridical and practical arguments with reference to this matter, the Note requests the Council of the League to intervene in order that the Saar Territory may be allowed to adhere to the Berne Convention.

In response to a request from the Secretariat, the Chairman of the Governing Commission has also forwarded recently other documents bearing on this question, which I have examined. They include :

- (i) A further Note prepared by the Governing Commission.
- (ii) Correspondence between the Governing Commission, the Central Office for International Railway Transport at Berne, the German Government and the Swiss Government, concerning the adhesion of the Saar Basin to the Berne Convention.
- (iii) Correspondence concerning the adhesion of the Saar Basin to the Convention of the Universal Postal Union and of the International Telegraphic Union.

II.

From the papers mentioned above it appears that :

Request from the Saar for Adhesion.

- (1) The Saar Basin Governing Commission on October 23rd, 1920, requested to be allowed to adhere to the Berne Convention.
- (2) On December 14th, 1920, the Swiss Government notified the Governments signatories of this Convention of the request of the Saar Commission.

The German Objection.

- (3) On December 29th, 1920, the German Government lodged an objection against the Saar request to be allowed to adhere, claiming that, although Germany had renounced the Government of the Saar Territory, this Territory was not an independent State, but remained a part of and under the sovereignty of Germany. Therefore, as only "States" could adhere to this Convention, the Saar Territory could not do so and, moreover, this would be superfluous, as the imperial law promulgating the Berne Convention as German law remained, according to the Peace Treaty in force in the Saar.

Adhésion de la Sarre en suspens.

4^o Le 8 février 1921, le Gouvernement suisse, en transmettant copie de la protestation allemande, a informé la Commission de gouvernement que cette protestation, conformément à la déclaration additionnelle à la Convention (1893) telle qu'elle est interprétée, avait un effet suspensif et que l'accession du Bassin de la Sarre à la Convention ne pouvait être enregistrée que lorsque cette opposition aurait été retirée. La note suisse déclarait qu'elle laissait à la Commission de gouvernement, ou à qui il appartenait, le soin d'entreprendre les démarches voulues à l'effet de rendre cet enregistrement possible. La note demandait également que l'assurance fût donnée par la Commission de gouvernement qu'elle continuerait provisoirement à observer en pratique la Convention.

Observations de la Commission de la Sarre.

5^o Le 21 mars 1921, la Commission de gouvernement, dans une note adressée au Gouvernement suisse, a fait, entre autres, les observations suivantes sur la protestation allemande: Bien que la Sarre ne constitue pas un Etat, l'Allemagne n'y a l'exercice d'aucun des droits de la souveraineté et, notamment, elle n'a le droit ni de représenter la Sarre à l'Union des transports, ni d'y appliquer les décisions et les règlements pris par l'Union. L'exercice de tous les droits de la souveraineté appartient à la Société des Nations, représentée par sa Commission, qui agit en qualité d'Etat souverain. Comme il est contraire à l'intérêt général, à l'intérêt de la Sarre et à l'esprit de la Convention de Berne de priver la Sarre de ses privilèges, une adhésion particulière doit être faite pour ce territoire par le Gouvernement qui en a la charge.

Si la loi allemande promulguant la Convention est en vigueur dans le territoire de la Sarre, il en résulte que la Commission de gouvernement devrait être considérée *ipso facto* comme adhérent à la Convention; en effet, comment le Gouvernement allemand peut-il être responsable de l'observation de cette convention par les chemins de fer d'un territoire au gouvernement duquel il a complètement renoncé pour quinze années?

La Commission de gouvernement ajoutait qu'elle se réservait le droit d'entreprendre toutes démarches utiles, en vue d'obtenir l'enregistrement de sa demande d'adhésion. Au cas où l'Allemagne persisterait dans son opposition, la Commission de gouvernement serait hors d'état de prendre l'engagement d'observer une Convention à laquelle elle serait empêchée d'adhérer; mais, jusqu'à nouvel ordre, la Convention continuerait à être appliquée?

Attitude du Gouvernement suisse.

6^o Le 19 avril, le Gouvernement suisse, en informant les Puissances signataires (et le 23 avril la Commission de gouvernement) de la réception de la dernière note de la Commission de la Sarre, a déclaré qu'il ne croyait pas qu'il rentrât dans sa mission de prêter son concours comme intermédiaire dans un échange de vues qui ne portait pas essentiellement sur la Convention en question, qui avait pour objet la situation du territoire de la Sarre dans le droit public européen et l'interprétation d'un autre traité international. La note ajoutait que le Gouvernement suisse laissait à la Commission de gouvernement le soin d'exposer directement aux Etats intéressés les observations dont celle-ci lui avait fait part.

Les Puissances signataires ont été également informées de la déclaration figurant dans la note suisse du 8 février et dans la note de la Commission de gouvernement du 21 mars, touchant les nouvelles démarches que l'on pourrait entreprendre en vue de l'enregistrement de l'adhésion; elles ont été également informées des intentions de la Commission de gouvernement relatives à l'application de la Convention.

The Adhesion suspended.

(4) On February 8th, 1921, the Swiss Government, in forwarding a copy of the German protest, informed the Governing Commission that this protest, according to the Declaration additional to the Convention (1893) and its interpretation, had a suspensive effect, and that the accession of the Saar Territory could only be registered when the opposition had been withdrawn. The Swiss Note stated that it left the Governing Commission, or whomsoever it concerned, to take the steps desired to make possible this registration. The Note also requested assurances that the Governing Commission would provisionally continue to observe the Convention in practice.

Observations of the Saar Commission.

(5) On March 21st, 1921, the Governing Commission, in a Note to the Swiss Government, made the following observations, among others, concerning the German protest: Although the Saar is not a State, Germany cannot exercise any of the rights of sovereignty there, and in particular cannot represent the Saar on the Transport Union nor apply in the Saar the decisions and regulations of the Union. The exercise of these rights of sovereignty belongs to the League of Nations presented by its Commission, which acts in the capacity of a sovereign State. As it is contrary to the general interest, to the interest of the Saar, and to the spirit of the Berne Convention, to deprive the Saar of its privileges, a special adhesion should be made by the Government of the Territory.

If the German law promulgating the Convention is in force in the Saar Territory, it results that the Governing Commission ought to be considered *ipso facto* as adhering to the Convention, and how can the German Government be responsible for the observance of the Convention by railways of a territory the Government of which it has for fifteen years completely renounced?

The Governing Commission reserves the right to take any useful steps to obtain the registration of its request for adhesion. In case Germany persisted in her opposition, the Governing Commission could not promise to observe a Convention to which it could not adhere, but until further notice the Convention would continue to be applied.

The Position of the Swiss Government.

(6) On April 19th, the Swiss Government, in informing the Signatory Powers (and on April 21st the Governing Commission) of the receipt of the last Saar Note, stated that it did not believe it to be its duty to lend assistance as an intermediary in an exchange of views which did not essentially concern the Convention in point, but the situation of the Saar Territory in the public law of Europe and the interpretation of another international treaty. The Note added that it left the Governing Commission to take up directly with the Governments interested the observations which it had set forth.

The Signatory Powers were also informed of the statement in the Swiss Note of February 1921, and in the Note of the Governing Commission of March 21st, as to the further steps which might be taken towards the registration of the accession and of the intentions of the Governing Commission as to the observance of the Convention in practice.

Recours de la Commission de la Sarre à la Société.

7^o Par une lettre du 4 juillet, comme je l'ai fait remarquer au début de ce rapport, le Président de la Commission de gouvernement du Bassin de la Sarre a porté cette question devant le Conseil de la Société des Nations. La Commission de gouvernement fait valoir que les pleins pouvoirs qu'elle tient du Traité de Versailles pour l'exploitation des chemins de fer seraient singulièrement limités, si elle ne pouvait adhérer à la Convention.

En particulier, les transports du Bassin en Allemagne ne sont pas, à l'heure actuelle, considérés comme des transports internationaux, mais sont soumis au régime intérieur allemand. De plus, selon le règlement allemand concernant le trafic, la route allemande seule doit être utilisée entre les stations du territoire de la Sarre et celles du territoire allemand ; par exemple, il est nécessaire, pour envoyer du charbon de Sarrebruck à Kehl (Pays de Bade), de l'expédier par une voie allemande, à l'exclusion de tout autre itinéraire, ce qui, dans le cas envisagé, double presque la distance à parcourir par rapport à la ligne directe qui traverse l'Alsace-Lorraine.

En outre, la note du 4 juillet discute la question des droits du trafic de la Sarre, selon le paragraphe 22 de l'Annexe au Traité de Versailles relative à la Sarre et les articles 365 et 376 de la partie du Traité concernant les ports, voies d'eau et voies ferrées. Elle déclare que « la Commission de gouvernement serait autorisée à requérir de l'Allemagne la création des tarifs internationaux ; mais il lui paraît plus simple de revendiquer seulement l'application de la Convention de Berne ».

Pour conclure, la Commission de gouvernement a demandé l'intervention du Conseil de la Société des Nations, notamment en se référant à l'article 376, afin que les obstacles à l'adhésion du territoire du Bassin de la Sarre soient levés.

Nouveaux renseignements reçus de la Sarre.

8^o Les communications les plus récentes émanant de la Commission de Gouvernement reçues il y a quelques jours, expliquent que le réseau de la Sarre continue à se conformer, en trafic intérieur, au règlement des chemins de fer allemands et au Code de commerce allemand qui restent en vigueur dans la Sarre ; ce règlement est également appliqué par une sorte d'accord tacite en ce qui concerne les échanges entre la Sarre et l'Empire allemand. L'Allemagne s'estime en droit de refuser les envois qui, à son avis, sont faits dans des conditions irrégulières, et elle pourrait aussi exercer des représailles contre la Sarre en détournant sur d'autres voies le trafic normal de la Sarre.

Les rapports entre la Sarre et les autres pays reposent sur la Convention de Berne, qui est en vigueur dans la Sarre, et des arrangements spéciaux avec des pays autres que l'Allemagne ne sont pas nécessaires.

Sauf l'obligation d'utiliser uniquement la route allemande, les relations avec l'Empire allemand, jusqu'ici, ne présentent aucun inconvénient pratique, puisque la législation allemande et la législation de la Sarre restent en fait presque identiques. Néanmoins, quand ces législations deviendront différentes, comme cela se produira presque certainement, il ne sera pas possible d'appliquer des dispositions qui, d'un côté ou de l'autre, seront complètement modifiées ou auront totalement disparu.

Comme conclusion, la nouvelle note de la Commission de gouvernement déclare que le Traité confère à la Commission certains droits et, en même temps, certains devoirs, par exemple, le devoir d'accorder à l'expéditeur l'itinéraire qu'il revendique. La Commission se trouve dans l'impossibilité de lui donner satisfaction et il en résulte une limitation intolérable à l'exercice de sa souveraineté. Il importe donc que la Société des Nations obtienne sur ce point le respect du Traité de Paix.

The Saar Commission's Appeal to the League.

(7) By M. Rault's Note of July 4th to the Secretary-General, which was referred to at the beginning of this Report, this question was brought before the Council of the League of Nations. The Governing Commission argues that its full powers under the Treaty to operate the railways would be seriously hampered if it were unable to adhere to the Convention.

In particular, it is pointed out that shipments between the Saar Basin and Germany are not considered as international shipments, but are subjected to German internal control. In addition, according to the German traffic regulations, the German route only can be used between stations in the Saar Territory and in Germany. Thus it is necessary in sending coal from Saarbruck to Kehl in Baden to ship it via the all-German route, which, in this case, is almost double the distance by the direct line across Alsace-Lorraine.

The Note of July 4th further discussed the rights of the Saar traffic under paragraph 22 of the Saar Annex to the Treaty of Versailles, and Articles 365 and 376 of the Ports, Waterways, and Railways Part of the Treaty, and states that "the Governing Commission would be entitled to require Germany to fix international rates, but the Commission considered it simpler to claim only the application of the Convention of Berne..."

In conclusion, it states that the Governing Commission has asked the Council of the League of Nations to intervene, particularly in view of Article 376, in order that the obstacles in the way of the admission of the Saar Basin may be removed.

Further Information from the Saar.

(8) The more recent communications from the Governing Commission, which were received by the International Secretariat a few days ago, explain that the Saar railway system applies in the case of internal traffic the German regulations for railway operation and the German commerce code, which remain in force in the Saar, and that these regulations also apply by a kind of tacit agreement in the case of exchanges with the German Empire. It is further explained that Germany would consider it right to refuse shipments which, in its opinion, were made in an irregular manner, and that it could also exercise reprisals against the Saar by turning away normal Saar traffic over other lines.

Relations between the Saar and other countries are based on the Berne Convention, which is in force in the Saar, and no special arrangements with countries other than Germany are necessary.

Except for the necessity of using the all-German route, as explained above, relations with the Empire so far present no practical inconvenience, as the German and the Saar legislation remain practically the same. When, however, there legislations become different, as will almost certainly be the case, it will not be possible to apply provisions which, in one district or the other, have been completely modified or have entirely disappeared.

In conclusion, this new Note states that the Treaty confers upon the Governing Commission certain rights and, at the same time, certain duties, for instance the duty to give the shipper the right to his claims. By its inability to do this, the Governing Commission is subjected to an intolerable limitation of its right to exercise sovereignty and it is necessary for the League of Nations in this connection to obtain respect for the Treaty of Peace.

III.

Nomination d'une Sous-Commission spéciale du transit.

Etant donné qu'il s'agit de problèmes de transport, le Secrétaire général les a signalés à l'attention de la Commission consultative et technique des communications et du transit de la Société des Nations, lors de sa dernière session à Genève (fin juillet 1921) pour mettre la Commission en mesure, sans avoir à se réunir à cet effet, de prendre des dispositions préliminaires et provisoires en vue d'aider le Conseil à traiter les problèmes du transit pouvant se rattacher à cette question, si le Conseil désire recevoir ses avis. La Commission a institué une Sous-Commission composée de MM. SINIGALIA, HOLCK-COLDING et van EYSINGA, chargée d'examiner cette question si les circonstances le demandent. Le Président de la Commission consultative et technique a déclaré en informant le Secrétaire général de cette décision, qu'il était entendu que la Sous-Commission ferait rapport à la Commission, que ce serait seul l'avis de la Commission qui serait transmis au Conseil et que cet avis ne lierait aucunement la Commission au cas où elle serait appelée à donner son avis à titre d'organe de conciliation prévu par l'article 376 du Traité de Versailles.

CONCLUSIONS.

Je me permets de proposer que le Conseil demande à la Commission consultative et technique un avis sur les questions de communications et de transit soulevées par la demande d'adhésion de la Sarre à la Convention de Berne. Le Secrétaire général fournira, bien entendu, à la Commission les exemplaires des documents relatifs à ce sujet, qui sont en sa possession.

Je propose donc l'adoption de la résolution suivante :

« La Commission consultative et technique des communications et du transit de la Société des Nations est priée de donner un avis au Conseil sur les questions de communications et de transit soulevées par la demande d'adhésion à la Convention internationale sur le Transport de marchandises par chemin de fer de 1890 (Convention de Berne), présentée par la Commission de gouvernement du Bassin de la Sarre. »

II a.

GARANTIE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS A L'ÉGARD DES STIPULATIONS CONTENUES DANS LES ARTICLES 1 A 11 DU TRAITÉ ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, L'EMPIRE BRITANNIQUE, LA FRANCE, L'ITALIE ET LE JAPON, D'UNE PART, ET LA ROUMANIE, D'AUTRE PART, SIGNÉ A PARIS LE 9 DÉCEMBRE 1919.

Rapport de M. Balfour représentant de la Grande-Bretagne, adopté par le Conseil le 30 août 1921.

L'article 12 du Traité entre les Principales Puissances alliées et associées et la Roumanie, signé à Paris le 9 décembre 1919 et enregistré par le Secrétariat de la Société des Nations, est ainsi conçu :

« La Roumanie agréee que, dans la mesure où les stipulations des articles précédents affectent des personnes appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue, ces stipulations constituent des obligations d'intérêt international et seront placées sous la garantie de la Société des Nations. Elles

III.

Appointment of a Special Transit Sub-Committee.

As the subject concerned transport problems, the Secretary-General brought it to the attention of the Advisory and Technical Committee on Communications and Transit of the League of Nations, at their session held at Geneva at the end of July 1921, in order that the Committee, without the necessity for a special meeting, would be in a position to make preliminary and provisional arrangements for aiding the Council in handling any transit problems which might be involved in this question, should the Council desire such assistance. The Committee decided to appoint a Sub-Committee composed of MM. SINIGALIA, HOLCK-COLDING and van EYSINGA, for the examination of this question, should the circumstances require it. The President of the Advisory and Technical Committee, in informing the Secretary-General of this decision, stated that it was understood that the Sub-Committee would report to the Committee itself, that only the view of the Committee would be transmitted to the Council, and this view would in no way prejudice the position of the Committee in case it should be called upon to express an opinion as an organ of conciliation under Article 376 of the Treaty of Versailles.

CONCLUSIONS.

I would therefore, at the present time, suggest that the Council ask the Advisory and Technical Committee for an opinion on the transit aspect of the question. The Secretary-General will, of course, furnish the Committee with copies of such documents on the matter as may be in his possession.

I beg, therefore, to suggest the following Resolution for adoption :

"The Advisory and Technical Committee on Communications and Transit of the League of Nations is requested to give the Council an opinion on the communications and transit questions raised by the request of the Saar Basin Governing Commission for adhesion to the International Railway Transport Convention of 1890 (Berne Convention)."

II (a)

GUARANTEE OF THE LEAGUE OF NATIONS WITH REGARD TO THE STIPULATIONS CONTAINED IN ARTICLES I-II OF THE TREATY BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA, THE BRITISH EMPIRE, FRANCE, ITALY AND JAPAN ON THE ONE HAND, AND ROUMANIA ON THE OTHER HAND, SIGNED AT PARIS, DECEMBER 9th, 1919.

*Report by M. Balfour British Representative, adopted by the Council
on August 30th, 1921.*

Article 12 of the Treaty between the Principal Allied and Associated Powers and Roumania, which was signed at Paris December 9th, 1919, and has been registered with the Secretariat of the League of Nations, runs as follows :

" Roumania agrees that the stipulations in the foregoing Articles, so far as they affect persons belonging to racial, religious or linguistic minorities, constitute obligations of international concern and shall be placed under the guarantee of the League of Nations. They shall not be modified without the assent of the majority

pourront être modifiées sans l'assentiment de la majorité du Conseil de la Société des Nations. Les Etats-Unis d'Amérique, l'Empire britannique, la France, l'Italie et le Japon s'engagent à ne pas refuser leur assentiment à toute modification des dits articles qui serait consentie en due forme par une majorité du Conseil de la Société des Nations.

« La Roumanie agréée que tout Membre du Conseil de la Société des Nations aura le droit de signaler à l'attention du Conseil toute infraction ou danger d'infraction à l'une quelconque de ces obligations et que le Conseil pourra procéder de telle façon et donner telles instructions qui paraîtront appropriées et efficaces dans la circonstance.

« La Roumanie agréée, en outre, qu'en cas de divergence d'opinion sur des questions de droit ou de fait concernant ces articles entre le Gouvernement roumain et l'une quelconque des Principales Puissances alliées et associées ou toute autre Puissance, Membre du Conseil de la Société des Nations, cette divergence sera considérée comme un différend ayant un caractère international selon les termes de l'article 14 du Pacte de la Société des Nations. La Roumanie agréée que tout différend de ce genre sera, si l'autre partie le demande, déferé à la Cour permanente de Justice internationale. La décision de la Cour permanente sera sans appel et aura la même force et valeur qu'une décision rendue en vertu de l'article 13 du Pacte. »

Des stipulations analogues sont également contenues dans les Traités de minorités avec la Pologne, la Tchéco-Slovaquie, l'Etat serbe-croate-slovène et dans les Traités de Paix avec l'Autriche et la Bulgarie. Par suite de diverses résolutions du Conseil, ces stipulations ont été placées sous la garantie de la Société des Nations dans la mesure où elles affectent des personnes appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue.

Les articles 1 à 11 du Traité avec la Roumanie, auxquels il est fait allusion par les mots « articles précédents », dans la première phrase de l'article 12 que je viens de citer, peuvent, sans aucun doute, être acceptés par la Société des Nations. Je me permets de soumettre à mes collègues la résolution suivante :

« Considérant qu'aux termes de l'article 12 du Traité entre les Principales Puissances alliées et associées et la Roumanie, signé à Paris le 9 décembre 1919, la Roumanie agréée que, dans la mesure où les stipulations des articles 1 à 11 du Traité affectent des personnes appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue, ces stipulations constituent des obligations d'intérêt international et seront placées sous la garantie de la Société des Nations,

« Le Conseil de la Société des Nations décide que :

« Les stipulations contenues dans les articles 1 à 11 du Traité entre les Etats-Unis d'Amérique, l'Empire britannique, la France, l'Italie et le Japon, d'une part, et la Roumanie, d'autre part, signé à Paris le 9 décembre 1919, dans la mesure où elles affectent des personnes appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue, seront, par le présent Acte, placées sous la garantie de la Société des Nations. »

b.

GARANTIE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS A L'ÉGARD DES STIPULATIONS CONTENUES DANS LES ARTICLES 54 A 59 DU TRAITÉ DE PAIX ENTRE LES PUISSANCES ALLIÉES ET LA HONGRIE, SIGNÉ A TRIANON, LE 4 JUIN 1920.

Rapport de M. Baljour, adopté par le Conseil le 30 août 1921.

L'article 60 du Traité de Paix entre les Puissances alliées et associées et la Hongrie, signé à Trianon le 4 juin 1920 et enregistré par le Secrétariat de la Société des Nations, est ainsi conçu :

of the Council of the League of Nations. The United States, the British Empire, France, Italy and Japan hereby agree not to withhold their assent from any modification in these Articles which is in due form assented to by a majority of the Council of the League of Nations.

" Roumania agrees that any Member of the Council of the League of Nations shall have the right to bring to the attention of the Council any infraction, or any danger of infraction, of any of these obligations, and that the Council may thereupon take such action and give such direction as it may deem proper and effective in the circumstances.

" Roumania further agrees that any difference of opinion as to questions of law or fact arising out of these Articles between the Roumanian Government and any one of the Principal Allied and Associated Powers, or any other Power a Member of the Council of the League of Nations, shall be held to be a dispute of an international character under Article 14 of the Covenant of the League of Nations. Roumania hereby consents that any such dispute shall, if the other party thereto demands, be referred to the Permanent Court of International Justice. The decision of the Permanent Court shall be final and shall have the same force and effect as an award under Article 13 of the Covenant."

Analogous stipulations are also contained in the Minority Treaties with Poland, Czecho-Slovakia, Serb-Croat-Slovene State and in the Peace Treaties with Austria and Bulgaria. By various resolutions of the Council, these stipulations have been placed under the guarantee of the League of Nations so far as they affect persons belonging to racial, religious and linguistic minorities.

Articles 1 to 11 of the Roumanian Treaty, which are referred to by the words, " foregoing articles," in the first sentence of Article 12, which I have just quoted, can clearly be accepted by the League of Nations.

I therefore beg to submit to my colleagues the following resolution :

" Whereas, under Article 12 of the Treaty between the Principal Allied and Associated Powers and Roumania, signed at Paris, December 9th, 1919, Roumania agrees that the stipulations of Articles 1 to 11 of the Treaty, so far as they affect persons belonging to racial, religious or linguistic minorities, constitute obligations of international concern and shall be placed under the guarantee of the League of Nations :

" The Council of the League of Nations resolves that :

" The stipulations of Articles 1 to 11 of the Treaty between the United States of America, the British Empire, France, Italy and Japan on the one part, and Roumania on the other part, signed at Paris December 9th, 1919, so far as they affect persons belonging to racial, religious or linguistic minorities, be hereby placed under the guarantee of the League of Nations."

(b).

GUARANTEE OF THE LEAGUE OF NATIONS WITH REGARD TO THE STIPULATIONS CONTAINED IN ARTICLES 54-59 OF THE TREATY OF PEACE BETWEEN THE ALLIED AND ASSOCIATED POWERS AND HUNGARY, SIGNED AT TRIANON, JUNE 4th, 1920.

Report by M. Balfour adopted by the Council on August 30th, 1921.

Article 60 of the Treaty of Peace between the Allied and Associated Powers and Hungary, which was signed at Trianon on June 4th, 1920, and has been registered with the Secretariat of the League of Nations, runs as follows :

« La Hongrie agréee que, dans la mesure où les stipulations des articles précédents de la présente Section affectent des personnes appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue, ces stipulations constituent des obligations d'intérêt international et seront placées sous la garantie de la Société des Nations. Elles pourront être modifiées sans l'assentiment de la majorité du Conseil de la Société des Nations. Les Puissances alliées et associées représentées dans le Conseil s'engagent respectivement à ne pas refuser leur assentiment à toute modification desdits articles, qui serait consentie en due forme par une majorité du Conseil de la Société des Nations.

« La Hongrie agréee que tout Membre du Conseil de la Société des Nations aura le droit de signaler à l'attention du Conseil toute infraction ou danger d'infraction à l'une quelconque de ces obligations et que le Conseil pourra procéder de telle façon et donner telles instructions qui paraîtront appropriées et efficaces dans la circonstance.

« La Hongrie agréee, en outre, qu'en cas de divergence d'opinion sur des questions de droit ou de fait concernant ces articles, entre le Gouvernement hongrois et l'une quelconque des Puissances alliées et associées, ou toute autre Puissance, Membre du Conseil de la Société des Nations, cette divergence sera considérée comme un différend ayant un caractère international selon les termes de l'article 14 du Pacte de la Société des Nations. Le Gouvernement hongrois agréee que tout différend de ce genre sera, si l'autre partie le demande, déferé à la Cour permanente de Justice internationale. La décision de la Cour permanente sera sans appel et aura la même force et valeur qu'une décision rendue en vertu de l'article 13 du Pacte. »

Des stipulations sont également contenues dans les Traités de minorités avec la Pologne, la Tchéco-Slovaquie, l'Etat serbe-croate-slovène et dans les Traités de Paix avec l'Autriche et la Bulgarie. Par suite de diverses résolutions du Conseil, ces stipulations ont été placées sous la garantie de la Société des Nations dans la mesure où elles affectent des personnes appartenant à des minorités de race, de religion et de langue.

Les articles 54 à 59 du Traité avec la Hongrie, auxquels il est fait allusion par les mots « articles précédents de la présente Section », dans la première phrase de l'article 60 que je viens de citer, peuvent sans aucun doute être acceptés par la Société des Nations.

Je me permets donc de soumettre à mes collègues la résolution suivante :

« Considérant qu'aux termes de l'article 60 du Traité de paix entre les Puissances alliées et associées et la Hongrie, qui a été signé à Trianon le 4 juin 1920, la Hongrie agréee que dans la mesure où les stipulations des articles 54 à 59 du Traité affectent des personnes appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue, ces stipulations constituent des obligations d'intérêt international et seront placées sous la garantie de la Société des Nations,

« *Le Conseil de la Société des Nations décide que :*

« Les stipulations des articles 54 à 59 du Traité de paix entre les Puissances alliées et associées et la Hongrie, signé à Trianon le 4 juin 1920, dans la mesure où elles affectent des personnes appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue, seront, par le présent Acte, placées sous la garantie de la Société des Nations »

" Hungary agrees that the stipulations in the foregoing Articles of this Section, so far as they affect persons belonging to racial, religious or linguistic minorities, constitute obligations of international concern and shall be placed under the guarantee of the League of Nations. They shall not be modified without the assent of a majority of the Council of the League of Nations. The Allied and Associated Powers represented on the Council severally agree not to withhold their assent from any modification in these Articles which is in due form assented to by a majority of the Council of the League of Nations.

" Hungary agrees that any Member of the Council of the League of Nations shall have the right to bring to the attention of the Council any infraction, or any danger of infraction, of any of these obligations, and that the Council may thereupon take such action and give such direction as it may deem proper and effective in the circumstances.

" Hungary further agrees that any difference of opinion as to questions of law or fact arising out of these Articles between the Hungarian Government and any one of the Allied and Associated Powers, or any other Power a Member of the Council of the League of Nations, shall be held to be a dispute of an international character under Article 14 of the Covenant of the League of Nations. The Hungarian Government hereby consents that any such dispute shall, if the other party thereto demands, be referred to the Permanent Court of International Justice. The decision of the Permanent Court shall be final and shall have the same force and effect as an award under Article 13 of the Covenant."

Analogous stipulations are also contained in the Minority Treaties with Poland, Czechoslovakia, Serb-Croat-Slovene State and in the Peace Treaties with Austria and Bulgaria. By various resolutions of the Council, these stipulations have been placed under the guarantee of the League of Nations so far as they affect persons belonging to racial, religious and linguistic minorities.

Articles 54 to 59 of the Hungarian Treaty, which are referred to by the words, " foregoing Articles of this section," in the first sentence of Article 60, which I have just quoted, can clearly be accepted by the League of Nations.

I therefore beg to submit to my colleagues the following resolution :

" Whereas, under Article 60 of the Treaty of Peace between the Allied and Associated Powers and Hungary, signed at Trianon on June 4th, 1920, Hungary agrees that the stipulations of Articles 54-59 of the Treaty, so far as they affect persons belonging to racial, religious and linguistic minorities, constitute obligations of international concern, and shall be placed under the guarantee of the League of Nations :

" The Council of the League of Nations resolves that :

" The stipulations of Articles 54-59 of the Treaty of Peace between the Allied and Associated Powers and Hungary, signed at Trianon on June 4th, 1920, so far as they affect persons belonging to racial, religious and linguistic minorities, be hereby placed under the guarantee of the League of Nations. "

III.

ILES D'ALAND.

Mémoire du Secrétaire général, adopté par le Conseil le 30 août 1921.

La résolution du Conseil, en date du 24 juin,¹ concernant la non-fortification et la neutralisation des îles d'Aland, se termine par la décision suivante :

« Un accord international en vue de la non-fortification et de la neutralisation de l'archipel doit garantir au peuple suédois et à tous les pays intéressés que les îles d'Aland ne deviendront jamais une cause de danger au point de vue militaire. A cet effet, la Convention de 1856 doit être remplacée par un accord plus large, placé sous la garantie de toutes les Puissances intéressées, y compris la Suède. Le Conseil estime que cet accord devrait se conformer, dans ses grandes lignes, au projet suédois de convention pour la neutralisation des îles. Il charge le Secrétaire général d'inviter les Gouvernements intéressés à désigner des représentants dûment accrédités pour discuter et conclure le traité proposé. »

Pour se conformer à ces instructions, le Secrétaire général s'est adressé aux Gouvernements de la Finlande et de la Suède, ainsi qu'à ceux de la Grande-Bretagne et de la France (ceux-là en tant que parties au différend concernant les îles d'Aland, ceux-ci en tant que signataires de la Convention de 1856).

Une proposition du Gouvernement suédois, relative aux Puissances qu'il conviendrait d'inviter à la Conférence envisagée, fut soumise aux trois autres Gouvernements mentionnés ci-dessus, avec prière de vouloir bien faire connaître leurs vues à cet égard. Aucune modification à la liste soumise par le Ministre des Affaires étrangères de Suède n'a été proposée, sauf que la Grande-Bretagne a suggéré l'adjonction de l'Esthonie et de la Lettonie.

Les Puissances invitées à envoyer des représentants à la Conférence envisagée sont, par conséquent, les suivantes :

Allemagne,	France,	Lettonie,
Danemark,	Grande-Bretagne,	Pologne,
Esthonie,	Italie,	Suède,
Finlande,		

La lettre d'invitation (expédiée le 10 août) priait chaque gouvernement de faire savoir au Secrétaire général quelle était la date la plus rapprochée à laquelle son représentant pourrait se rendre à une Conférence à Genève ou en tout autre lieu que la majorité des gouvernements intéressés pourrait préférer.

Outre la question qui s'est présentée à l'origine au sujet des Puissances qui devraient être invitées à la Conférence, une seconde question s'est trouvée soulevée dans la correspondance à laquelle il est fait allusion ci-dessus, à savoir : lequel des deux projets suédois de convention est visé dans la résolution du Conseil comme étant celui auquel le nouvel accord devrait se conformer dans ses grandes lignes. Sur ce point, certaines observations ont été présentées par le Gouvernement suédois et le Gouvernement finlandais ; elles seront communiquées en temps voulu aux représentants des gouvernements participant à la Conférence, dont l'autorité en cette affaire demeure naturellement entière.

¹ Voir *Journal officiel*, II^e année, N^o 7, page 699.

III.

AALAND ISLANDS.

Memorandum by the Secretary-General, adopted by the Council on August 30th, 1921.

The resolution of the Council, dated June 24th,¹ concerning the non-fortification and neutralisation of the Aaland Islands, concludes with the following decision :

“ An international agreement in respect of the non-fortification and the neutralisation of the Archipelago should guarantee to the Swedish people and to all the countries concerned that the Aaland Islands will never become a source of danger from the military point of view. With this object the Convention of 1856 should be replaced by a broader agreement, placed under the guarantee of all the Powers concerned, including Sweden. The Council is of opinion that this agreement should conform, in its main lines, with the Swedish draft Convention for the neutralisation of the Islands. The Council instructs the Secretary-General to ask the Governments concerned to appoint duly accredited representatives to discuss and conclude the proposed Treaty.”

With a view to fulfilling these instructions, the Secretary-General first communicated with the Governments of Finland and Sweden and with those of Great Britain and France (the former as party to the dispute about the Aaland Islands, and the latter as signatories of the Convention of 1856).

A suggestion of the Swedish Government concerning the Powers which should be invited to the proposed Conference was submitted to the other three Governments, with a request for an expression of their views. No alteration to the list submitted by the Swedish Minister for Foreign Affairs was proposed, except the addition, suggested by Great Britain, of Esthonia and Latvia.

The Powers invited to send representatives to the proposed Conference are therefore the following :

Denmark	Germany	Latvia
Esthonia	Great Britain	Poland
Finland	Italy	Sweden.
France		

The letter of invitation (sent out on August 10th) requested each Government to inform the Secretary-General of the earliest date on which its representatives could attend a Conference at Geneva, or at any other place which the majority of the Governments interested might prefer.

Besides the original question of the Powers who should be invited to the Conference, another point has been raised in the correspondence referred to above, *i.e.*, which of the two Swedish draft Conventions is indicated in the resolution of the Council as being the one to which the new agreement should conform in its main lines. On this point, certain observations have been made both by the Swedish and by the Finnish Governments, which will be communicated in due course to the representatives of the Governments taking part in the Conference, whose rights in the matter remain, of course, unprejudiced.

¹ See *Official Journal*, 2nd Year, No 7, page 699.

IV.

TRAVAUX DE LA COMMISSION DES ÉPIDÉMIES
DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

*Rapport du Dr Norman White, Commissaire en chef,
soumis au Conseil le 30 août 1921.*

Un rapport détaillé sur les travaux de la Commission des épidémies de la Société des Nations depuis sa création, sur la situation en Pologne au point de vue des épidémies et sur l'action du Commissariat des épidémies du Gouvernement polonais, est en cours de préparation et sera communiqué au Conseil et aux Membres de la Société à l'ouverture de la session de l'Assemblée.

L'exposé suivant donne la liste des souscriptions nationales qui ont déjà été versées à notre fonds, le détail des dépenses effectuées sur ce fonds et contient, en outre, un bref résumé des travaux de la Commission.

Date du versement.	Pays.	Montant de la souscription		
		£	s.	d.
20 août 1920	Bulgarie	27	0	0
1 ^{er} septembre 1920	Perse	2,000	0	0
6 septembre 1920	Siam	1,000	0	0
6 janvier 1921	Japon	5,316	15	10
6 janvier 1921	Suède	3,000	0	0
6 janvier 1921	Suisse	2,150	10	9
14 janvier 1921	Belgique	1,000	0	0
17 janvier 1921	Grande-Bretagne	50,000	0	0
21 janvier 1921	Grèce	10,000	0	0
9 février 1921	Autriche	42	17	0
15 février 1921	Finlande	500	0	0
14 mars 1921	Pérou	363	12	9
25 mars 1921	Albanie	981	7	5
4 juin 1921	Canada	41,095	17	10
11 juin 1921	Danemark	5,000	0	0
21 juillet 1921	Norvège	1,919	7	9
2 août 1921	Chine	2,000	0	0
TOTAL		£ 126,397	9	4

Les nations suivantes ont promis une souscription dont le versement n'est pas encore effectué

Allemagne,
Espagne,
France,

Honduras,
Pays-Bas,
Uruguay.

Les dépenses effectuées ou promises jusqu'à la date du 1^{er} août 1921 s'élèvent approximativement à 119,000 livres sterling.

IV.

THE WORK OF THE EPIDEMIC COMMISSION OF THE LEAGUE OF NATIONS.

Report by Dr. Norman White, Chief Commissioner, submitted to the Council on August 30th, 1921.

A detailed report of the work of the League of Nations Epidemic Commission, since its inception, on the epidemic state of Poland and the activities of the Epidemic Commissariat of the Polish Government, is being prepared and will be circulated to the Council and to the Members of the League at the opening of the Session of the Assembly.

The following statement gives a list of the national subscriptions that have already been paid into our Fund, shows the manner in which these sums have been expended, and gives a short survey of the work of the Commission :

Date of Receipt.		Country.	Amount of Subscription.		
			£	s.	d.
August	20 1920	Bulgaria	27	0	0
September	1 1920	Persia	2,000	0	0
September	6 1920	Siam	1,000	0	0
January	6 1921	Japan	5,316	15	10
January	6 1921	Sweden	3,000	0	0
January	6 1921	Switzerland	2,150	10	9
January	14 1921	Belgium	1,000	0	0
January	17 1921	Great Britain	50,000	0	0
January	21 1921	Greece	10,000	0	0
February	9 1921	Austria	42	17	0
February	15 1921	Finland	500	0	0
March	14 1921	Peru	363	12	9
March	25 1921	Albania	981	7	5
June	4 1921	Canada	41,095	17	10
June	11 1921	Denmark	5,000	0	0
July	21 1921	Norway	1,919	7	9
August	2 1921	China	2,000	0	0
Total			£126,397	9	4

The countries which have promised subscriptions, the payment of which is awaited, are :

France	Netherlands
Germany	Spain
Honduras	Uruguay

Ces dépenses se répartissent comme suit :

Matériel d'hôpital et d'hygiène	£	22.397
Ambulances automobiles et autres moyens de transport	£	15.892
Vêtements	£	13.166
Médicaments	£	4.913
Savon	£	4.470
Denrées alimentaires	£	15.772
Construction, achèvement ou réparation d'établissements de bain et de désinfection, hôpitaux pour épidémies	£	35.000
Frêts, assurances, droits de port, etc.	£	3.051
Appointements, frais de voyage, frais de bureau	£	4.406
Total	£	119.067

On pourrait présenter un tableau de l'aide qu'il nous a été possible de fournir jusqu'à l'administration sanitaire de Pologne, sous la forme qui suit :

1^o Fourniture au Commissariat des épidémies du Gouvernement polonais des objets et produits qu'il lui était le plus difficile de se procurer et dont le besoin était le plus grand au moment où les opérations ont commencé, tels que vêtements, savon, médicaments, matériel médical et sanitaire.

2^o Fourniture d'ambulances automobiles et d'autres moyens de transport destinés à accroître le rendement de la campagne contre l'épidémie dans la zone qui a paru à la Commission, l'année dernière, être celle qui offrait la plus grande importance épidémiologique, à savoir la partie orientale la plus éloignée soumise à l'administration polonaise.

3^o Fourniture de denrées alimentaires à l'usage des hôpitaux d'épidémies dans la zone ci-dessus.

4^o Fourniture de matériel d'hôpital complet comportant cinquante unités de cinquante lits pour la zone ci-dessus.

5^o Contribution destinée à assurer la bonne organisation et le bon fonctionnement des postes de quarantaine par lesquels doivent passer tous les prisonniers de guerre, réfugiés et émigrants venant de Russie. Ce chapitre comporte des quantités considérables de vêtements.

6^o Construction, achèvement ou réparation d'établissements de bains et de désinfection à des endroits choisis dans toute l'étendue du territoire polonais.

7^o Modifications apportées à l'architecture de certains bâtiments en vue de les transformer en hôpitaux supplémentaires d'épidémies là où le besoin s'en faisait le plus sentir.

Les dispositions prises, tant pour l'achat des divers matériels et produits que pour leur distribution et leur emploi, ont donné des résultats pleinement satisfaisants. La proportion des pertes a été négligeable et inférieure aux prévisions.

La situation en Pologne, au point de vue des épidémies, est actuellement bien meilleure que l'an dernier. Le rapport en cours de préparation pour l'Assemblée donnera des détails complets sur le nombre des cas de maladies épidémiques signalés.

Cependant, les rapports provenant de Russie au sujet du choléra font naître de grandes craintes et demandent une vigilance incessante. En ce qui concerne la Pologne, le système de quarantaine fonctionne maintenant d'une façon satisfaisante.

Plusieurs cas de choléra ont déjà été découverts au grand poste de quarantaine de Baranovicze ; toutes les mesures nécessaires ont été prises pour arrêter la diffusion du fléau.

The expenditure and commitments incurred up to August 1st, 1921, amount approximately to £ 119,000. This expenditure has been incurred under the the following heads :

Hospital and sanitary equipment	£	22,397
Motor ambulance and other transport	£	15,892
Clothing	£	13,166
Drugs	£	4,913
Soap	£	4,470
Foodstuffs	£	15,772
Construction, completion or repair of bathing and disinfecting establishments and epidemic hospitals	£	35,000
Freight, insurance, port dues, etc.	£	3,051
Salaries, travelling expenses, office expenses, etc.	£	4,406
Total		£119,067

The assistance we have been able to give hitherto to the Polish Health Administration may be classified as follows :

(1) The supply to the Epidemic Commissariat of the Polish Government of such articles and stores as were most difficult to obtain, and of which the need was greatest, when operations began, *e.g.*, articles of clothing, soap, drugs, medical and sanitary equipment.

(2) The supply of motor ambulance and other transport to increase the efficiency of the anti-epidemic work in the area which appeared to the Commission last winter to be the area of chief epidemiological importance. This is the northern portion of the most eastern area under Polish administration.

(3) The supply of foodstuffs for the use of the epidemic hospitals in that area.

(4) The supply of complete epidemic hospital equipment to the extent of fifty fifty-bed units for that area.

(5) Assistance to the efficient equipping and working of the quarantine stations through which are destined to pass all prisoners of war, refugees, and emigrants returning from Russia. Under this head is included considerable quantities of clothing.

(6) The construction, completion or repair of bathing and disinfecting establishments at selected spots throughout Polish territory.

(7) Certain structural alterations to buildings, to render them suitable for additional epidemic hospitals in places where the need for these is great.

The arrangements all through, from the purchase of stores to their final and ultimate use or distribution, have worked successfully. The percentage of loss has been insignificant — less than was regarded as unavoidable when the work was begun.

The epidemic situation in Poland is, at the moment, very much more satisfactory than it was a year ago. Full details regarding the number of reported cases of epidemic disease will be given in the report which is being prepared for the Second Assembly.

The cholera epidemic reported from Russia gives, however, further cause for anxiety, and necessitates increased vigilance. As regards Poland, the quarantine arrangements are now working satisfactorily.

Several cases of cholera have already been detected at the large quarantine station at Baranovicze ; all necessary measures have been taken to prevent the spread of the disease.

V.

VIREMENTS DANS LE BUDGET DU TROISIÈME EXERCICE (1921).

Mémoire du Secrétaire général et résolution adoptée par le conseil le 30 août 1921.

I

On avait pensé, au moment où fut dressé le projet de budget pour 1921, que le transfert du Secrétariat à Genève aurait pour résultat de réduire les frais de déplacement du personnel ; mais l'expérience a montré que les membres du Secrétariat devaient beaucoup voyager. En outre (sur la proposition de la Commission d'enquête), le Secrétaire général a décidé, en juin dernier, d'envoyer deux membres du Secrétariat en Amérique latine, afin de rechercher les économies que pourraient réaliser la Société en y installant un bureau central de transmission et d'étudier quels pourraient être le meilleur emplacement et les meilleures conditions d'établissement de ce bureau, si la création en était décidée. Il en résulte que le crédit affecté aux frais de déplacement, qui se monte, après l'augmentation provenant du virement autorisé par le Conseil lors de sa session de Paris, à la somme de 225,000 francs-or, sera certainement insuffisant pour répondre, jusqu'à la fin de l'année, aux besoins du Secrétariat.

D'autre part, on a constaté qu'il restera, sur la somme de 100,000 francs-or votée par l'Assemblée pour la Section des armements, un solde créditeur important. En outre, grâce à l'établissement progressif d'un fonds de roulement, la Société n'a pas eu cette année de solde débiteur à la banque, mais, au contraire, elle s'est même trouvée créditrice d'une certaine somme provenant des intérêts des sommes déposées. Il est donc probable que l'on n'aura à imputer aucune dépense sur le compte du chapitre 10 (Service des intérêts).

En conséquence, le Secrétaire général prie le Conseil de vouloir bien approuver le virement au chapitre 1^{er}, de la somme de 25,000 francs-or de l'article 1 b) — « Traitements, salaires et indemnités — Section des armements », et de la somme de 50,000 francs-or de l'article 10. — « Service des intérêts », soit au total 75,000 francs-or, à l'article 2 — « Frais de déplacement des fonctionnaires de la Société ».

II

Le crédit primitivement voté pour l'article 6. — « Dépenses supplémentaires afférentes au déplacement du siège de la Société », soit 25,000 francs-or, porté ensuite à 50,000 francs-or, le 17 juin par une décision du Conseil, sera vraisemblablement insuffisant. Un grand nombre de fonctionnaires de la Société, qui, en 1921, ont résidé à l'hôtel, dans des pensions ou des appartements meublés, ont trouvé maintenant une résidence permanente et font transporter à Genève une partie de leur mobilier, dans les limites permises par le règlement en vigueur au Secrétariat.

D'autre part, les dépenses d'envoi de cablogrammes et de télégrammes, prévues dans le budget de 1921 pour la somme de 120,000 francs-or, à un moment où il était impossible de savoir à Londres quelle serait à cet égard la situation à Genève, seront probablement de beaucoup inférieures au crédit demandé.

En conséquence, le Secrétaire général prie le Conseil de vouloir bien approuver le virement d'une somme de 25,000 francs-or de l'article 8 « frais de bureau, câbles et télégrammes », à l'article 6. — « Dépenses supplémentaires afférentes au déplacement du siège de la Société ».

V.

TRANSFERS IN THE BUDGET FOR THE THIRD FISCAL PERIOD (1921).

Memorandum by the Secretary-General and Resolution adopted by the Council on August 30th, 1921.

I.

It was assumed, when the Estimates for 1921 were prepared, that the removal of the Secretariat to Geneva would tend to reduce the travelling expenses of the staff, but it has been found that members of the Secretariat have been required to make frequent journeys. Furthermore (at the suggestion of the Committee of Enquiry), it was decided by the Secretary General last June to send two members of the Secretariat to Latin America, to report on the economies which might be effected in the expenditure of the League by the establishment of a central office of transmission in Latin America, and on the best place and conditions for such an establishment, should it be decided upon. As a result, the appropriation for travelling, which, after the increase by transfer authorised at the Paris session of the Council, amounts to 225,000 gold francs, seems certain to prove insufficient to meet the needs of the Secretariat to the end of the year.

On the other hand, it has been found that there will be a considerable unexpended balance in the sum of 100,000 gold francs voted by the Assembly for the Armaments Section. Owing, also, to the gradual formation of a Working Capital Fund, the League has not this year had to resort to a bank overdraft, but, on the contrary, a certain amount of interest has been earned on deposits. It now seems probable that no expenditure will be incurred under item 10, "Interest Charges."

The Secretary-General would therefore ask the Council to approve the transfer within Chapter 1 of 25,000 gold francs from item 1 (b), "Salaries, Wages and Allowances: Armaments Section," and of 50,000 gold francs from item 10, "Interest Charges," making a total of 75,000 gold francs to item 2, "Travelling Expenses of Officials of the League."

II.

The amount originally voted for item 6, "Further Removal Expenses," 25,000 gold francs, increased by the decision of the Council of June 17th to 50,000 gold francs, will, it is feared, still prove insufficient. Many officials of the League who at first lived in hotels, pensions or furnished apartments have during 1921 found permanent accommodation, and are bringing over the limited quantities of furniture allowed by the regulations in force in the Secretariat.

On the other hand, the expenditure on cables and telegrams, estimated in the 1921 budget at 20,000 gold francs, is likely to fall considerably below that amount. It was, in fact, impossible to make from London accurate forecasts of the conditions at Geneva.

The Secretary-General would therefore ask the Council to approve the transfer of 25,000 gold francs from item 8, "Office Expenses (Cables and Telegrams)," to item 6, "Further Removal Expenses."

III

Les « dépenses au compte capital », qui figurent au chapitre 3 du budget, réclameront, de leur côté, certains virements, étant donné surtout que les versements doivent se faire à ternes fixes et en francs suisses et que les fluctuations du change ont rendu insuffisante la somme calculée en francs-or, prévue à cet effet.

Ainsi qu'il est mentionné à la page 3 de l'exposé détaillé du troisième budget (21/31/70) du 31 décembre 1920, « le taux de conversion des francs suisses en francs-or adopté pour le budget de 1921 est celui du 31 octobre 1920 (5,1826 francs-or = 6,20 francs suisses) ».

Le budget de 1921 a été préparé en octobre dernier. Depuis cette date, la valeur du dollar américain (c'est-à-dire 5,1826 francs-or), exprimée en francs suisses, a passé de 6,60 francs suisses le 29 décembre à 5,54 francs suisses le 20 mai. A l'heure actuelle, la valeur du franc suisse calculée en francs-or est beaucoup plus élevée que la valeur sur laquelle les prévisions ont été primitivement établies.

Le 1^{er} novembre, la Société devra effectuer le troisième versement de 500,000 francs suisses augmenté des intérêts sur le solde qui lui reste à payer pour l'achat de l'Hôtel National. Quoique le taux d'intérêt ait diminué, le nombre de francs-or nécessaires à l'achat de la somme en francs suisses a augmenté de telle manière que le crédit prévu sera insuffisant. La même remarque s'applique à un degré moindre à l'article 29 — « Paiements destinés à la conservation du droit d'option sur les propriétés avoisinantes », et à l'article 30 — « Ameublement », pour lesquels un versement de 250,000 francs suisses, sans intérêt, doit être effectué le 1^{er} septembre.

Il sera également nécessaire de procéder à un certain nombre de nouveaux achats de mobilier, tels que des classeurs pour le service des archives, des tables pour les Commissions, des casiers pour les délégués à l'Assemblée, etc.

Il a été nécessaire, afin de transformer l'Hôtel National en bureaux, de rendre utilisable la totalité des locaux : on a donc été amené à procéder à des transformations plus nombreuses que celles primitivement prévues. On se propose, si l'on augmente le crédit prévu à l'article 33 — « Autres frais d'installation », d'installer des doubles fenêtres au nord et au nord-est des bâtiments. Cette amélioration permettrait, en hiver, de réaliser de sérieuses économies et de supprimer certains inconvénients matériels.

D'autre part, le Secrétaire général, après avoir étudié la question, a décidé que l'installation d'un matériel d'imprimerie au Secrétariat aurait moins d'avantages que d'inconvénients. Il prie donc le Conseil de vouloir bien autoriser les virements suivants : la somme de 125,000 francs suisses attribués à l'article 28 — « Versements à effectuer sur le solde du prix de vente de l'Hôtel National à Genève » ; 2,000 francs à l'article 29 — « Paiements destinés à la conservation du droit d'option sur les propriétés avoisinantes » ; 65,000 francs à l'article 30 — « Ameublement », et 8,000 francs à l'article 33 — « Autres frais d'installation ».

En conséquence, le Secrétaire général a l'honneur de soumettre à l'approbation du Conseil la résolution suivante :

« Conformément à l'article 6 de la deuxième recommandation du rapport de la Commission n° 4, adopté par l'Assemblée à l'unanimité, le 17 décembre 1920, le Secrétaire général est autorisé à effectuer les virements suivants dans le budget de la Société pour le troisième exercice de l'année 1920 :

Chapitre 1^{er}.

- a) 25,000 francs-or de l'article 1 b (Traitements, salaires et indemnités : Section des armements), et
- 50,000 francs-or de l'article 10 (Service des intérêts) ;
- 75,000 francs-or, au total, à l'article 2 (Frais de transport et de déplacement des fonctionnaires de la Société).

III.

In respect to "Capital Expenditure," dealt with in Chapter 3 of the Budget, certain transfers are necessary, mainly owing to the fact that payments on account are called for at fixed periods in Swiss francs, and the variation in the exchange has rendered the amount of gold francs set aside for the liquidation of these claims insufficient.

As stated on page 3 of the detailed explanation of the third budget (21/31/7a) of December 31st, 1920, in the budget for 1921 Swiss francs are converted into gold francs at the rate of exchange ruling on October 31st, 1920 (5.1826 gold francs being the equivalent of 6.20 Swiss francs).

The budget for 1921 was prepared in October last, since when the value of the U.S. dollar (that is to say, of 5.1826 gold francs), expressed in Swiss francs, has fluctuated from 6.60 Swiss francs on December 29th to 5.54 Swiss francs on May 20th. At the present moment the value of the Swiss franc in gold francs is considerably higher than the rate on which the estimates were originally based.

On November 1st the League will be called upon to pay the third instalment of 500,000 Swiss francs plus accrued interest, on account of the balance of the purchase price of the Hôtel National. Although the rate of interest chargeable to the League has fallen, the number of gold francs required to purchase the necessary number of Swiss francs is so increased that the amount provided will be insufficient. The same is true in a lesser degree as regards item 29, "Payments to maintain options on adjoining properties," and item 30 —, "Furniture," in respect of which a payment of 250,000 Swiss francs without interest is payable on September 1st.

It will also be necessary to make a certain number of additional purchases of furniture, such as filing cabinets for the Registry, tables for Committees, document boxes for the use of delegates at the Assembly, etc.

In order to adapt the Hôtel National for office purposes, and to make full use of all space in the building, more alterations have been found necessary than were at first anticipated. If further funds are forthcoming for item 33, "Additional Installations," it is proposed to equip the rooms facing north and north-east with double windows. This improvement would in the cold winter result in considerable economy and avoid much discomfort.

After giving the matter full consideration, the Secretary-General decided that the advantages which would result from the establishment on the premises of a printing plant would not be sufficient to counter-balance the disadvantages. The Secretary-General would therefore ask the Council to approve the transfer of 125,000 Swiss francs from item 32, "Printing Office," to the following items: 50,000 Swiss francs to item 28, "Payments on account of balance of purchase price of Hôtel National, Geneva"; 2,000 francs to item 29, "Payments to maintain the options on adjoining properties"; 65,000 francs to item 30, "Furniture"; and 8,000 francs to item 33, "Additional Installations."

The Secretary-General has the honour, therefore, to submit the following Resolution for the consideration of the Council:

"The Secretary-General, in accordance with Article 6 of Recommendation 2 of the Report of the Fourth Committee adopted unanimously by the Assembly on December 17th, 1920, is authorised to make the following transfers in the Budget of the League for the third fiscal period (1921):

Chapter I.

- (a) 25,000 gold francs from item 1 (b) ("Salaries, Wages and Allowances: Armaments Section");
and 50,000 gold francs from item 10 ("Interest Charges");
making a total of 75,000 gold francs;
to item 2, ("Travelling Expenses of Officials of the League").

- b) 25,000 francs-or de l'article 8 (Frais de bureau, cablogrammes, télégrammes et frais de poste), à l'article 6 (Dépenses supplémentaires afférentes au déplacement du siège de la Société).

Chapitre 3.

- c) 125,000 francs-suisse de l'article 32 (Imprimerie), à répartir comme suit :
- 50,000 francs suisses à l'article 28 (Versements à effectuer sur le solde du prix de vente de l'Hôtel National à Genève);
 - 2,000 francs suisses à l'article 29 (Paiements destinés à la conservation du droit d'option sur les propriétés avoisinantes);
 - 65,000 francs suisses à l'article 30 (Ameublement);
 - 8,000 francs suisses à l'article 33 (Autres frais d'installation).

Le Secrétaire général est invité, en outre, conformément aux recommandations ci-dessus mentionnées de l'Assemblée, à informer les Membres de la Société de ces décisions et des raisons qui les ont motivées.

VI.

SECRÉTARIAT.

Nominations et Démissions.

I. LISTE DES NOMINATIONS SOUMISES AU CONSEIL.

Approuvée par le Conseil le 30 août 1921.

(Les nominations des garçons de bureau, des employés de la poste, des téléphonistes des messagers ne sont pas comprises dans cette liste.)

	Situation.	Traitement annuel. Francs-or.	Nationalité.
<i>Bureaux internationaux.</i>			
HALECKI, Prof. O.	Membre de Section	16,000	Polonaise
<i>Section des mandats.</i>			
CATASTINI, Signor V.	Membre de Section	24,000	Italienne
<i>Section de distribution.</i>			
HOCKING, Miss	Chef de service	12,000	Britannique
<i>Nominations dans le personnel subalterne.</i>			
2	Secrétaires-adjointes et sténographes	(Total) 13,816	1 Hollandaise 1 Belge
2	Employées	12,400	1 Italienne 1 Suédoise

- (b) 25,000 gold francs from item 8 (" Office Expenses : cables, telegrams' and postage "), to item 6, (" Further Removal Expenses ").

Chapter 3.

- (c) 125,000 Swiss francs from item 32. (" Printing Office ") to be distributed as follows :
- 50,000 Swiss francs to item 28 (" Payments on account of balance of purchase price of Hôtel National, Geneva ");
 - 2,000 Swiss francs to item 29 (" Payments to maintain the option on adjoining properties ");
 - 65,000 Swiss francs to item 30 (" Furniture ");
 - 8,000 Swiss francs to item 33 (" Additional Installations ").

The Council further instructs the Secretary-General to communicate these decisions and the cause thereof to the Members of the League, in accordance with the above Recommendation of the Assembly.

VI.

SECRETARIAT.

Appointments and Resignations.

I. LIST OF APPOINTMENTS FOR THE APPROVAL OF THE COUNCIL.

Approved by the Council on August 30th, 1921.

(Appointments of office keepers, postal clerks, messengers and telephone operators are not included.)

	<i>Nature of Appointment</i>	<i>Annual Salary : Gold francs</i>	<i>Nationality</i>
<i>International Bureaux</i>			
HALECKI, Prof. O.	Member of Section	16,000	Polish
<i>Mandates Section.</i>			
CATASTINI, Signor V.	Member of Section	24,000	Italian
<i>Distribution Section.</i>			
HOCKING, Miss	Head of Department	12,000	British
<i>Appointments of minor staff.</i>			
2	Assistant Secretaries and Stenographers	(Total) 13,816	1 Dutch 1 Belgian
2	Clerical Assistants	12,400	1 Italian 1 Swedish

2. LISTE DES DÉMISSIONS depuis le 1^{er} juin 1921.

MYERS, M.	Traducteur	14,000	Britannique
D'HANGEST, M.	Traducteur	15,500	Française
HERDMAN, Miss	Bureau d'enregistrement	8,000	Britannique

VII. (a)

DÉPORTATION DES FEMMES ET DES ENFANTS EN TURQUIE
ET DANS LES PAYS AVOISINANTS ¹.

*Rapport de M. da Cunha, représentant du Brésil,
adopté par le Conseil le 30 août 1921.*

Les renseignements qui nous parviennent des membres de la Commission nommée par le Conseil pour étudier la question de la déportation des femmes et des enfants en Turquie et dans les pays avoisinants, semblent indiquer que, bien qu'un nombre considérable d'Arméniens, à savoir 90,819, aient été renvoyés dans leurs foyers, il existe encore un nombre presque aussi grand de femmes et d'enfants chrétiens dans les maisons turques.

La Commission se trouve donc en présence d'un problème très vaste et très important. Les rapports font ressortir la nécessité d'une action immédiate, car plus on tarde et plus il devient difficile de retracer l'origine de ces femmes et de ces enfants déportés par les Turcs. C'est à cet effet que le Secrétaire général vient de communiquer une lettre d'un membre de la Commission, M. Cushman, demandant que la Commission reçoive pleins pouvoirs de prendre des mesures immédiates de secours à Constantinople même. Comme cette proposition n'a soulevé aucune objection de la part des Membres du Conseil, le Président a chargé le Secrétaire général d'informer la Commission qu'elle avait liberté de prendre les mesures qui lui paraîtraient nécessaires, pourvu, toutefois, qu'elle demeure dans les limites des crédits budgétaires qui lui ont été fixés.

Dans leurs rapports, les membres de la Commission proposent différentes méthodes de continuer et d'étendre leurs travaux. Toutefois, comme ces propositions ne sont faites qu'à titre de simples suggestions et que, d'autre part, elles soulèveraient peut-être, dans l'application, des difficultés financières exigeant une décision de l'Assemblée elle-même, je propose à mes collègues d'inviter un membre de la Commission à assister à la réunion de l'Assemblée à Genève. Cette proposition ne ferait d'ailleurs que suivre, dans la pratique, celle adoptée par le Conseil à l'égard d'autres Commissions nommées conformément aux résolutions de la première Assemblée.

Je propose également que le Conseil adopte le rapport de la Commission et le soumette à l'Assemblée. Je propose donc la résolution suivante :

« 1^o Que le rapport de la Commission sur la déportation des femmes et des enfants en Turquie et dans les pays avoisinants soit soumis à l'Assemblée ;

» 2^o Qu'un membre de la Commission soit invité à assister aux réunions de l'Assemblée, dans lesquelles cette question sera discutée. »

¹ Voir *Journal officiel*, II^e année, N^o 2, pages 118-119 et N^o 5-6, page 606.

2. LIST OF RESIGNATIONS since June 1st, 1921.

	Nature of Appointment.	Annual Salary. Gold francs.	Nationality.
MYERS, Mr.	Translator	14,000	British
D'HANGEST, M.	Translator	15,500	French
HERDMAN, Miss	Registry	8,000	British

VII. (a)

DEPORTATION OF WOMEN AND CHILDREN IN TURKEY
AND NEIGHBOURING COUNTRIES.¹

*Report by M. da Cunha, Representative of Brazil.
Adopted by the Council on August 30th, 1921.*

The information received from the members of the Commission appointed by the Council to enquire into the question of the deportation of women and children in Turkey and neighbouring countries seems to show that, while a considerable number of Armenians—90,819—have been reclaimed, an almost equally large number of Christian women and children remain in Turkish hands. There is still, therefore, a problem of great magnitude and importance with which the Commission has to deal.

The reports make the need of immediate action clear, since the tracing of the origin of those who have been deported by the Turks becomes more and more difficult as time goes on. With this in view, the Secretary-General recently circulated a letter from Miss Cushman, a member of the Commission, asking that it should be empowered to take more direct action in rescue work in Constantinople itself. As this proposal met with no objection on the part of the members of the Council, the President instructed the Secretary-General to inform the Commission that it was at liberty to take the action proposed, provided it did not exceed the financial appropriation made to it under the Budget.

In their reports, the members of the Commission make various suggestions as to the continuance and extension of their work. In view of the fact that these suggestions are very tentative in character, and since their application might possibly involve financial considerations requiring the decision of the Assembly, I propose to my colleagues that they should invite a member of the Commission to come to Geneva for the meeting of the Assembly. This would be in accordance with the practice adopted by the Council in connection with other Committees which they have appointed as a result of the resolutions of the First Assembly.

I also propose that the Council should accept the report of the Commission and should place it before the Assembly. I therefore propose the following resolution :

“(1) That the report of the Commission on the deportation of women and children in Turkey and neighbouring countries be placed before the Assembly ;

“(2) That a member of the Commission be invited to attend the meetings of the Assembly at which this question is discussed.”

¹ See *Official Journal*, 2nd Year, No. 2, pages 118-119, and Nos. 5-6, page 606.

(b)

TRAVAUX DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LA DÉPORTATION DES FEMMES
ET DES ENFANTS EN TURQUIE ET DANS LES PAYS AVOISINANTS.*Note du Secrétaire général :*

Le Conseil se souvient que M^{me} Gaulis, qui avait été nommée membre de la Commission, n'a pas pu accepter et a été remplacée par M^{lle} Jeppe. Nous n'avons pas reçu de rapport d'ensemble de la Commission. Les documents, dont la liste suit, sont communiqués au Conseil pour examen.

- 1^o Rapport du D^r KENNEDY, membre de la Commission.
- 2^o Lettre de Miss CUSHMAN, membre de la Commission.
- 3^o Tableau indiquant le chiffre d'enfants arméniens sauvés des maisons turques et le chiffre de ceux qui y sont encore retenus.

D'autres pièces sur ce sujet, émanant des membres de la Commission, se trouvent au Secrétariat et sont à la disposition des Membres du Conseil.

[Traduction.]

I. RAPPORT PROVISOIRE.

La Commission d'enquête s'est heurtée à des difficultés considérables, lorsqu'elle a voulu entreprendre ses travaux sur une base officielle et méthodique. Jusqu'à présent, deux membres seulement de la Commission ont pu se trouver à pied d'œuvre à Constantinople, à savoir : M^{lle} E. Cushman et le D^r W. A. Kennedy.

Dans l'attente d'instructions définitives, au sujet du membre français de la Commission qui était loin de Constantinople, ces deux membres ont commencé les travaux d'enquête ; le rapport suivant a pour objet d'indiquer les grandes lignes suivant lesquelles la Commission essaie de remplir sa tâche et les sources d'information dont elle dispose. Il nous a été impossible de classer les renseignements sur la détention des femmes et des enfants chrétiens par les musulmans, mais nous pouvons donner quelques exemples des témoignages qu'on peut recueillir pour montrer de quels cas l'on s'est occupé ou l'on doit s'occuper, dans la région de Constantinople.

La Commission a pensé qu'il y avait lieu de demander, par l'intermédiaire de ses membres, aux Hauts Commissaires de leurs pays respectifs les renseignements qu'on avait pu recueillir depuis l'armistice et l'autorisation de consulter toutes les archives. La Commission s'est également adressée aux patriarchats des églises grecque et arménienne.

La Commission a trouvé aux sources suivantes des renseignements et des témoignages abondants :

- 1^o La section arméno-grecque de la Haute Commission britannique.
- 2^o Le patriarcat arménien.
- 3^o L'œuvre de secours du proche Orient.
- 4^o Le fonds du lord-maire de Londres pour les réfugiés arméniens.
- 5^o Les missionnaires américains, les officiers, etc.
- 6^o Interrogations d'enfants et femmes libérés.

Le Haut Commissaire britannique, sir Horace Rumbold, a mis à la disposition de la Commission tous les documents concernant les cas dont les autorités britanniques se sont occupées. Ils se rapportent au retour dans leurs foyers de 2300 femmes et enfants retirés, après enquête de maisons et d'institutions musulmanes depuis l'armistice. Ces documents montrent que l'on a pris grand soin d'éviter toute injustice à l'égard des parties intéressées. Il apparaît également qu'il n'a été reçu que très peu de réclamations, en faveur de prétendus femmes et enfants chrétiens.

(b).

WORK OF THE COMMISSION OF ENQUIRY WITH REGARD TO THE DEPORTATION
OF WOMEN AND CHILDREN IN TURKEY AND ADJACENT COUNTRIES.

Note by the Secretary-General :

The Council will remember that M^{me} Gaulis, who had been appointed to the Commission, has resigned, and that Miss Jeppe has been appointed. No Report from the Commission as a whole has been received, but the following documents are forwarded for the consideration of the Council :

- (1) Report by Dr. KENNEDY, Member of the Commission.
- (2) Letter from Miss CUSHMAN, Member of the Commission.
- (3) Table, showing numbers of Armenian children reclaimed from, and numbers still retained in, Turkish homes.

Further papers dealing with this subject received from the Members of the Commission are at the Secretariat, available for the use of the Members of the Council.

I. INTERIM REPORT.

The Commission of Enquiry has met with considerable difficulty in starting its work on an official and properly constituted basis. Up to the present moment only two members nominated to the Commission have been available in Constantinople, namely Miss E. Cushman and Dr. W. A. Kennedy.

While waiting for definite instructions concerning the French member who was unavoidably absent from Constantinople, these two members initiated the work of enquiry and the following report is intended to show the lines on which the Commission is attempting to proceed and the sources from which information may be available. It has been impossible to classify the details concerning the retention of Christian women and children by Moslems, but examples of the evidence obtainable are given to show the kind of cases that have been or are being dealt with in the Constantinople area.

The members of the Commission thought it wise to apply to their own High Commissioners for the information obtained during the interval since the Armistice and to request access to any available documents. The Commission also applied for information to the Patriarchates of the Greek and Armenian Churches.

Considerable information and documentary evidence were found to be available from the following sources :

- (1) The Armeno-Greek section of the British High Commission.
- (2) The Armenian Patriarchate.
- (3) The Near East Relief.
- (4) The Armenian Refugees Fund of the Lord Mayor of London.
- (5) American missionaries, officers, and other private persons.
- (6) Interviews with reclaimed women and children.

The British High Commissioner, Sir Horace Rumbold, has put at the disposal of the Commission all documents relating to the cases that have been dealt with by the British authorities. These refer to the return to their own people of 2,300 women and children who have been taken after investigation from Moslem homes and institutions since the Armistice. These documents show that great care has been taken to avoid injustice to any of the parties concerned. It is also clear that very few claims have been made on behalf of alleged Christian women or children which

qu'une enquête n'ait prouvé fondées. Parmi ces 2,300 personnes, beaucoup ont été retirées d'orphelinats turcs situés dans la région. Copie de ces documents peut être communiquée au Secrétaire général de la Société des Nations.

Pour faciliter les travaux de l'enquête, le patriarche arménien a mis tous les renseignements et les documents dont il dispose entre les mains d'un représentant, qui se tient en contact étroit avec la Commission. Ces documents se composent d'extraits de naissances officiels, incontestablement faux, d'enfants chrétiens, certifiant qu'ils sont musulmans, de lettres officielles de fonctionnaires turcs contenant de fausses déclarations sur les enfants chrétiens et de listes nominatives des orphelinats turcs, saisies par la police alliée et dans lesquelles on a rayé le nom des enfants chrétiens pour y substituer un nom musulman. On est en train de photographier ces documents. Les autorités arméniennes estiment que près de 50 % des enfants qui se trouvent dans les orphelinats turcs sont arméniens et qu'il y a encore 6.000 enfants détenus dans les milieux musulmans de Constantinople. L'expérience que nous avons de la situation et l'enquête menée actuellement sur ces institutions nous permettent de supposer que cette évaluation est exacte *grosso modo* quoique le chiffre soit probablement quelque peu exagéré. Un examen de listes nominatives d'orphelinats turcs, tombées entre les mains du patriarcat, montre que le pourcentage de noms kurdes est très élevé. Ceci laisse supposer que les enfants ne sont pas des Kurdes, mais sont des Arméniens déportés en grand nombre à travers le territoire kurde. On peut en déduire, comme il n'y a pas de raisons de penser que les autorités turques s'intéressent spécialement aux enfants kurdes, ou qu'un grand nombre d'orphelins kurdes aient pu être ainsi amenés des régions kurdes, que ces enfants sont des enfants arméniens cachés grâce à ce moyen sous un faux nom et sous couvert d'une histoire obscure. Il n'a pas été possible d'enquêter sur les différents orphelinats d'une manière systématique et les cas dont on s'est occupé ont été ceux pour lesquels les faits ont été révélés avant qu'il n'y ait des mesures aient été prises pour le retour de l'enfant à sa famille. Sans l'autorité indispensable et des moyens d'enquête plus systématiques que ceux dont on dispose à présent, on ne peut guère réussir à arracher ces enfants à ces institutions.

Enfants placés chez des particuliers musulmans.

Il existait, pendant la guerre, une organisation turque affiliée à la Société du Croissant Rouge placée sous le patronage de personnalités musulmanes telles que Talaat Pacha, Enver Pacha, Hadideh Edib Hanum et autres personnalités. La Société s'occupait, entre autres choses, de répartir les enfants dans les foyers musulmans. Quelques-uns de ces enfants ont été réclamés comme chrétiens et, d'après leurs pièces, qui ont été numérotées au fur et à mesure qu'ils étaient placés dans leurs nouveaux foyers, on estime que plus de 2.000 enfants ont été placés de cette façon. Les autorités arméniennes pensent que la plupart de ces enfants sont des chrétiens qui ont été ramenés des districts situés à l'est d'Alep. Il ne semble pas douteux que des enfants déportés n'aient été ramenés en grand nombre par les autorités turques et, autant que nous avons pu nous en informer tout ce que l'on sait sur eux, à leur arrivée ici, est qu'ils ont été placés dans des orphelinats locaux. Hamdi Bey, chef de la Commission des réfugiés pendant la guerre, a déclaré que cette œuvre ne faisait aucune distinction entre un enfant musulman et un enfant chrétien. Aucun enfant, à notre connaissance, n'a jamais été placé dans une famille chrétienne.

La méthode actuelle employée pour réclamer un enfant est la suivante : Au reçu d'un renseignement, souvent obtenu d'une manière inattendue et détournée, la police alliée donne l'ordre d'amener l'enfant pour le soumettre à l'interrogatoire (etc.), qui permet d'ordinaire d'établir aisément son identité. Les cas plus obscurs sont rarement évoqués, parce qu'il est difficile de se procurer à l'avance des renseignements suffisants pour permettre aux autorités alliées de donner de tels ordres.

Interviews.

La Commission a examiné beaucoup d'enfants libérés. Plusieurs d'entre eux ont eux-mêmes rendu difficile à leurs familles de prouver qu'ils étaient chrétiens. On a appris à des enfants de tout âge à dire qu'ils étaient musulmans et, dans beaucoup de cas, ils n'ont trahi leur origine que quand

have not been found on investigation to be true. Of the total number reclaimed, many have been taken from Turkish orphanages in this area. Copies of these documents can be submitted to the Secretary-General of the League of Nations.

In order to facilitate the course of the Enquiry, the Armenian Patriarch placed all information and documents available in the hands of a representative who keeps in close touch with the Commission. These documents consist of official birth certificates, undoubtedly false, of Christian children who make allegations that they are Moslem, official letters from Turkish officials in which untrue statements are made in regard to Christian children; and the nominal rolls of Turkish orphanages which have been seized by the Allied police, in which the names of Christian children have been struck out and Moslem names superimposed. Photographs of the actual documents are in course of preparation. The Armenian authorities estimate that nearly 50 % of the children in Turkish orphanages are Armenian, and say that there are 6,000 children still detained in Moslem surroundings in Constantinople. Experience and the actual examination of the institutions lead us to suppose that this estimate is roughly true, although it is probably somewhat exaggerated. An examination of the nominal rolls of Turkish orphanages that have fallen into the hands of the Patriarchate shows that a large percentage of the names are Kurdish. This gives rise to the suspicion that the children are not Kurds, but Armenians who were deported in large numbers through Kurdish territory. The inference is that as there is no reason to suppose either that the Turkish authorities have a special interest in Kurdish children or that any large number of Kurdish orphans have been so detached from the Kurds themselves, the children must be Armenians hidden under a false name and an obscure history.

It has not been possible to examine the various orphanages in a systematic way, and the cases that have been dealt with have been the ones in which the facts of the case became known before steps were taken for the return of the child to its own people. Without proper authority and a more systematic means of examination of institutions than at present exists no very satisfactory results can be obtained in reclaiming children from these institutions.

Children in Private Moslem Houses.

During the war there existed a Turkish organisation affiliated with the Red Crescent Society under the patronage of such leading Moslems as Talaat Pasha, Enver Pasha, Hadideh Edib Hanum and other prominent ladies and gentlemen. One of the activities of the Society was the distribution of children in Moslem homes. Some of these children have been reclaimed as Christians and on examination of the papers which were numbered as they were placed in their new homes, it is estimated that over 2,000 children were dealt with in this way. The Armenian authorities believe that most of these children are Christians who were brought back from the regions east of Aleppo. There seems no doubt that children were brought back in the deportations in large numbers by the Turkish authorities, and as far as we have been able to learn, the only information as to their disposal on arrival here is that they were placed in local orphanages. Hamdi Bey, chief of the Refugees Commission during the war, has said that no effort was made in this work to distinguish between a Moslem and a Christian child. No child, as far as we can learn, was ever placed in a Christian family. The present method of claiming a child is that on receipt of information, often obtained in unexpected and various ways, an official order is issued through the Allied police for the child to be brought up for interrogation, etc., when its identity is usually easily established. The more obscure cases do not come so frequently because of the difficulty of procuring sufficient information beforehand to justify the Allied authorities in issuing such orders.

Interviews.

The Commission has examined many of the children who have been reclaimed. Several of these have themselves made it difficult for their own people to prove that they are Christian. Children of all ages have been taught to say that they are Moslems and in many instances they have only

ils n'étaient plus sur leurs gardes. La raison de leur persistance à se déclarer musulmans était surtout, ils l'admettent, leur crainte de ce qui pourrait leur arriver s'ils répudiaient leur nouveau nom et leur nouvelle religion. On les avait menacés de mille manières et les jeunes filles les plus âgées déclarent souvent qu'on les aurait envoyées, pour les punir, dans des maisons mal famées ; d'autres déclarent ouvertement qu'on leur a donné ou promis des cadeaux de toute espèce pour les amener à se plaire dans ce milieu et à les engager à rester musulmanes. Quelques-unes admettent qu'elles ont été heureuses et bien traitées. Certaines se sont, pour des raisons diverses, enfuies pour retourner dans leurs foyers musulmans, et ce n'est qu'après leur retour qu'elles y sont restées. La raison en était qu'elles avaient quitté de confortables maisons turques pour des institutions arméniennes où le luxe n'existe pas et ne peut pas exister. La plupart des jeunes filles examinées étaient d'apparence et d'intelligence normales.

Observations.

Les travaux de la Commission ont montré que, jusqu'à présent, aucune mesure systématique n'a été prise pour assurer le retour des femmes et des enfants chrétiens dans leurs foyers. C'est à la Haute Commission britannique, travaillant suivant ses propres méthodes, qu'on peut attribuer en fait toutes les restitutions opérées. La section arméno-grecque de cette Commission continue à s'occuper de plusieurs cas chaque semaine et se tient, à cet effet, en contact étroit avec les autorités religieuses et nationales chrétiennes ; mais, comme il n'existe pas d'organisation interalliée pour assurer le retour de ces femmes et enfants, les autorités britanniques doivent encore se charger de cette tâche et seulement au fur et à mesure que les cas en question sont portés à leur connaissance par les parties intéressées. Bien que l'on estime qu'il y ait encore dans cette région des milliers de femmes et d'enfants détenus dans des foyers et des institutions musulmans, on n'est pas actuellement à même de procéder à des enquêtes sur place. Il est impossible d'essayer de se livrer à une enquête sérieuse sans avoir l'autorisation indispensable et les moyens à la fois d'aborder le problème dans son ensemble et de traiter les cas particuliers à mesure qu'ils se présentent.

Toute l'enquête tendait à faire ressortir le besoin pressant d'une action immédiate. La Commission est convaincue qu'il y a des centaines de cas qui doivent être examinés sur place et qu'il est impossible de le faire lorsqu'il s'agit de jeunes enfants, les preuves de leur origine disparaissant rapidement ; le temps ajoute à la difficulté de leur reconnaissance et il en résulte de grands risques d'erreurs et de souffrances. Il est nécessaire d'instituer une autorité reconnue, munie de pouvoirs exécutifs, capable d'avoir un plan coordonné et suffisamment forte pour appliquer ses décisions sans perte de temps. L'œuvre à accomplir se trouverait, sans nul doute, considérablement entravée à beaucoup de points de vue secondaires, si elle ne pouvait s'appuyer sur une autorité de ce genre.

Il semble qu'un règlement soit nécessaire pour qu'un musulman juge inopportun et sans profit de détenir un chrétien par force ou, dans le cas d'un enfant, par contrainte morale : promesses ou menaces. La plupart des cas pourraient tomber sous le coup des articles 203, 204, 205, et 206 du Code pénal turc, mais il est très difficile de les appliquer d'une manière à peu près équitable. Les archives de la Haute Commission britannique montrent qu'il est presque impossible d'arriver à un compte rendu exact d'un cas sans procéder à une enquête sous la direction d'un étranger (par exemple, d'un fonctionnaire britannique), en l'absence des parties intéressées.

Maison neutre.

Il s'agit d'une institution établie par l'œuvre de secours dans le proche Orient pour examiner les enfants libérés. Tout d'abord, elle comprenait des représentants musulmans et son but était de déterminer la nationalité dans les cas douteux. Il devint bientôt évident que les réclamations faites en faveur de prétendus enfants chrétiens étaient d'ordinaire justifiées. Le résultat fut que les représentants musulmans se retirèrent de l'institution et qu'elle devint une sorte d'établissement de passage où l'on gardait les enfants arméniens, en attendant de les confier à une autre institution ou à leurs parents. Ce système paraît être très satisfaisant à divers points de vue, et si la maison neutre pouvait devenir un centre interallié, chargé de l'ensemble de la question, un grand progrès pourrait être réalisé.

(Signé) W. A. KENNEDY.

strayed their origin when put off their guard. The reason for their persistence in the statement that they were Moslems was, they admit, mainly their fear of the consequences if they repudiated their new name and religion. They had been threatened in many ways and the older girls often state that, in such a case, they would be sent to houses of ill-fame. Others openly state that they received or were promised gifts of various kinds to induce them to feel happy and remain Moslem. Some admit that they were happy and well treated. Some have actually, for various reasons, escaped to their Moslem homes, and have only after being again reclaimed remained satisfied. This is to be explained by the fact that they went from comfortable Turkish homes to Armenian institutions where no luxury exists or is possible. The appearance and intelligence of most of the girls examined was about normal.

Observations.

The work of the Commission has shown that, up to the present time, no systematic steps have been taken to ensure the return of Christian women and children to their own people. The British High Commission, working upon its own lines, is in the main responsible for practically all the rescues that have taken place. The Armeno-Greek Section of this Commission continues to deal with several cases each week and is in immediate touch with Christian religious and national authorities for this purpose, but there is no Inter-Allied organisation to arrange for the return of these cases. The work has therefore still to be done by the British authorities and only when the cases are brought to their notice by parties concerned. In spite of the fact that there are believed to be thousands of women and children in this area detained in Moslem homes and institutions, there is at present no means by which these places can be thoroughly examined. It is impossible to attempt to carry out a thorough search without proper authority and effective means to deal both with the situation as a whole in this area, and with the particular cases as they occur. The whole enquiry tended to emphasise the great need for immediate action. The Commission is convinced that there are hundreds of cases to be dealt with locally and, in the case of young children, the evidence of their origin is fast disappearing, and time adds to the difficulty of recognition and causes greater possibilities of mistakes, and bitterness. Some recognised authority with executive powers is necessary to co-ordinate its own plans and be sufficiently strong to carry out its decisions without loss of time. The work would undoubtedly be considerably hindered in many minor ways without this authority.

Some regulation seems necessary to make it inexpedient and undesirable for a Moslem to detain a Christian under compulsion, or in the case of a child under any mental restraint through promise or threat. Most of the cases could be met by the application of the Turkish Penal Code, articles 203, 204, 205, 206, but there is considerable difficulty in applying these in any tolerably just way. The records of the British High Commission show that it is almost impossible to get a true statement of any case without an examination conducted by a foreigner (*e.g.*, a British official) when the parties concerned are not present.

Neutral House.

This was an institution established by the Near East Relief to observe reclaimed children. At first there were Moslem representatives, and its aim was to determine the nationality of doubtful cases. It soon became evident that claims made on behalf of alleged Christian children were usually substantiated, with the result that the Moslem representatives withdrew and it became a sort of transition institution where Armenian children were kept pending their assignment to another institution or to their relatives. This plan appears to be very desirable from some points of view, and the Neutral House could be made an Inter-Allied Headquarters to deal with the whole subject, considerable progress might be made.

(Signed) W. A. KENNEDY.

2. LETTRE DE MISS E. D. CUSHMAN.

[Traduction.]

Stamboul, le 16 juillet 1921.

Monsieur le Secrétaire général,

Dans un rapport sur les travaux préliminaires de la Commission, on ne peut qu'exposer la tâche accomplie, celle qu'il reste à réaliser et les difficultés à surmonter.

Le Dr Kennedy a donné dans son rapport un exposé du travail accompli par le Haut Commissaire britannique et il a indiqué les réclamations présentées par les autorités arméniennes concernant les enfants qui restent encore aux mains des Turcs. Malgré le nombre élevé des enfants ainsi réclamés, — 6,000 rien que pour Constantinople et environ 67,000 pour l'Anatolie et les territoires limitrophes — je suis cependant portée à croire que ces chiffres sont exacts

Ma conviction se trouve en partie fondée sur la manière originale et très habile dont les Turcs s'efforcent de cacher l'identité de ces enfants. Ils essaient non seulement d'effectuer un changement de nom et de lieu, mais surtout d'amener chez l'enfant un changement complet de mentalité. Ces enfants, pendant un laps de temps allant d'une semaine à trois mois, nient énergiquement qu'ils soient chrétiens; quelques-uns iront même jusqu'à injurier les chrétiens comme des infidèles et faire profession de loyaux musulmans; mais en même temps leur histoire est suffisamment équivoque pour qu'on les garde en observation, et tôt ou tard on aura la preuve qu'ils sont véritablement chrétiens.

J'ai pu observer, ces jours derniers, un cas de ce genre. L'enfant, un garçon de douze ans, avait été mis en traitement dans une institution américaine, un hôpital ophtalmologique international. Il était envoyé, ainsi que d'autres jeunes garçons, par un orphelinat turc; il entre sous un nom turc et fut déclaré né de parents turcs. Il resta pendant deux mois dans cette institution, puis mêlé à d'autres enfants de diverses nationalités et personne ne douta qu'il ne fût un petit Turc. Un jour, il commença à chanter des cantiques arméniens et à dire quelques mots en arménien. Lorsqu'on lui demanda où il avait appris cela, il répondit: « J'ai parlé cette langue lorsque j'étais petit et j'ai aussi chanté ces cantiques. » On lui demanda quel était son nom à cette époque-là et il donna sans difficulté un nom arménien. Je puis ajouter que cette découverte ne fut pas amenée par la suggestion ni la persuasion, étant donné que personne n'avait douté de l'origine turque de l'enfant; un changement de milieu avait amené chez lui un changement mental et l'enfant avait découvert sa propre personnalité.

Les raisons données par les enfants pour justifier cette répudiation de leur nationalité sont d'ordre varié. Chez les filles, l'expérience m'a enseigné que cette attitude mentale est généralement obtenue par des cadeaux tels que vêtements, parures, colliers, bijoux à bon marché, etc. Chez les garçons, il semble que ce résultat soit amené par la peur, les menaces, les coups, etc., jusqu'au moment où l'enfant croit réellement qu'il est protégé par les Turcs contre un sort bien plus terrible.

En 1919, en collaboration avec les Anglais, j'ai réussi à reprendre aux Turcs un grand nombre d'enfants. Si nous envisageons les difficultés de la situation actuelle, la tâche à ce moment-là était relativement aisée. Les Turcs avaient peur et ils rendaient les enfants beaucoup plus facilement. En fait, les Turcs d'un certain niveau moral nous amenaient les enfants de leur propre mouvement. Tandis qu'un grand nombre d'enfants arméniens assez âgés s'enfuyaient spontanément de chez les Turcs, j'en ai trouvé beaucoup, même à ce moment-là, qui étaient atteints de la même perversion et en fait il arrivait très souvent qu'ils s'enfuyaient de notre institution pour retourner à leurs foyers turcs. J'ai trouvé que ce cas se produisait généralement à la suite d'une visite secrète, ou d'une communication provenant de la famille turque, qui apportait ou envoyait des friandises ou un cadeau quelconque.

À cette époque, nous estimions que notre tâche était très difficile; mais maintenant, avec la menace de voir supprimée la nation turque et en considérant que, depuis 1919, deux années d'

2. LETTER FROM MISS E. D. CUSHMAN.

Stamboul, July 16th, 1921.

Sir,

In submitting a report concerning the preliminary work of this Commission, one can only deal with the work that has been done, the work remaining to be done, and the difficulties which face us.

Dr. Kennedy has given in his report an outline of the work that has been accomplished by the British High Commissioner and the claims made by the Armenian authorities for children still remaining in the hands of the Turks. While the number claimed is very high — six thousand for Constantinople alone, and some sixty-seven thousand for Anatolia and the adjoining territories — yet I am inclined to think that it is true.

I do this partly because of the unique and very clever manner in which the Turks contrive to conceal the identity of these children. They try to bring about, not so much a change of name and locality, but rather a complete change of mind in the child. These children, for a period of time extending from one week to three months, will deny strenuously that they are Christians. Some, indeed, will go so far as to revile the Christians as infidels, and declare that they are loyal Moslems, while at the same time their history is sufficiently doubtful to keep them under observation, and sooner or later proof will be forthcoming that they are indeed Christians.

A case of this kind has come under my observation in the past few days. The child, a boy of twelve years, was placed for treatment in an International Eye Hospital, an American institution. He was sent in, with other boys, from a Turkish orphanage. He came with a Turkish name and a story of Turkish parentage. For two months he had been in this institution, had mixed with children of various nationalities and no one suspected that he was not a Turkish child. Suddenly he began to sing Armenian hymns, and to speak in Armenian, not fluently of course, but a few words. When asked where he learned the hymns and also to speak Armenian, he said, "I spoke that language when I was little, then I sang those hymns." He was asked what his name was at that time, and he readily gave an Armenian name. I may add that this condition was not brought about by suggestion or persuasion, as no one had doubted that the child was of Turkish origin; a change of environment had brought about a mental change, and the child had discovered himself.

The reasons given by the children for their denial of nationality are varied. With the girls' experience has taught me that this attitude of mind is usually brought about by gifts of clothing, personal adornments, such as beads, cheap jewelry, etc. With the boys, it seems to be largely produced by fear, threats, blows, etc., until the child really believes that he is being protected by the Turks from a much worse fate.

In 1919, in co-operation with the British, I succeeded in recovering a large number of children from the Turks. If we consider the difficulties of present conditions, the work was at that time comparatively easy. The Turks were frightened, and children were produced more readily; in fact, decent self-respecting Turks brought the children to us themselves. While many older Armenian children were running away from the Turks on their own initiative, I found many even men with this same distorted mentality; in fact, quite often they ran away from us and went back to their Turkish homes. This, I found, was usually the result of a surreptitious visit or communication from the Turkish family, who either brought or sent some tit-bit of food or a present of some kind.

At that time we considered our task very difficult, but now, with the fear of the Turks arising of the past, with the addition of two more years to the time during which the children have

plus se sont écoulées depuis que ces enfants ont été arrachés à leurs parents, la tâche à laquelle la Commission devra faire face est presque écrasante et demande une somme énorme de soins, de tact et de patience.

Croyez, etc.

(Signé) E. D. CUSHMAN.

Monsieur le Secrétaire général
de la Société des Nations,
Genève.

3. TABLEAUX STATISTIQUES.

Nombre total des orphelins arméniens recueillis.

Territoire non occupé	12.480
Territoire occupé	11.339
Chypre, Egypte, Arménie, Géorgie	67.000
	<hr/>
	90.819

Nombre approximatif des orphelins arméniens encore retenus dans les maisons et orphelinats turcs

Territoire non occupé	60.750
Territoire occupé	12.600
	<hr/>
	73.350

VIII.

LA QUESTION DES FRONTIÈRES DE L'ALBANIE ET DE LA PROTECTION DES MINORITÉS ETHNIQUES.

I. EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA 2^{me} SÉANCE (2 septembre.)

Mgr. l'évêque Fan S. NOLI et YOVANOVITCH, représentant de l'Albanie et du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, prennent place à la table du Conseil.

M. BALFOUR donne lecture d'un rapport (voir page 1094) dont voici la conclusion :

« Le résultat de cette double action (de la délégation albanaise) est que l'Assemblée, d'une part, a été priée par l'Albanie de s'occuper de la fixation de ses frontières et que le Conseil, d'autre part, a été sollicité d'empêcher les Serbes de violer ces mêmes frontières. Ces deux sujets sont, de toute évidence, intimement liés ; il paraît absurde

been taken from their former parents, the work confronting the Commission is almost stupendous and calls for the utmost care, tact and patience.

I remain, very respectfully yours,

(Signed) E. D. CUSHMAN.

Secretary-General
of the League of Nations,
Geneva.

3. STATISTICAL TABLES.

Total number of Armenian Orphans reclaimed.

Unoccupied Areas.	12,480
Occupied Areas	11,339
Cyprus, Egypt, Armenia, Georgia	67,000
	<hr/>
	90,819

Approximate number of Armenian Orphans still in Turkish institutions and homes.

Unoccupied Areas	60,750
Occupied Areas	12,600
	<hr/>
	73,350

VIII.

THE QUESTION OF THE FRONTIERS OF ALBANIA AND THE PROTECTION OF RACIAL MINORITIES.

I. EXTRACT FROM THE MINUTES OF THE 2ND MEETING (*September 2nd*).

Bishop Fan S. NOLI, the Representative of Albania, and M. JOVANOVIĆ, the Representative of the Serb-Croat-Slovene State, took their seats at the Council table.

Mr. BALFOUR read a report (see page 1094) the conclusions of which were as follows :

“ The result of these two procedures (on the part of the Albanian Delegation) is that the Assembly has been requested by Albania to deal with the determination of the Albanian frontiers, and the Council has been asked to prevent these frontiers being violated by the action of the Serbs. The two subjects are evidently intimately connected, and it seems absurd to send one of them to the Assembly and the other to the

de présenter l'un à l'Assemblée et l'autre au Conseil. Je propose donc que, puisqu'il l'Albanie a demandé à l'Assemblée de s'occuper de la fixation des ses frontières, l'Assemblée soit également priée de s'occuper de la violation de ces mêmes frontières.

Mgr. FAN S. NOLI, convaincu que l'Assemblée règlera une fois pour toutes la situation en l'Albanie, déclare approuver le rapport de M. Balfour.

M. YOVANOVITCH proteste (voir page 1095) contre les accusations du Gouvernement albanais d'après lesquelles les troupes de l'état Serbe-Croate-Slovène auraient dépassé la frontière fixée en 1913 et attaqué l'Albanie. Se basant sur les renseignements fournis par le Gouvernement de la République mirdite, il déclare qu'il y a actuellement deux gouvernements en Albanie, celui de Tirana et celui de Mirditie, et que le Gouvernement de Mirditie accuse le Gouvernement de Tirana de s'appuyer sur les jeunes Turcs et les bolchévistes pour faire la guerre aux populations chrétiennes. En accueillant l'Albanie comme Membre, la Société des Nations a admis qu'il y avait à Tirana un gouvernement de fait, mais ce gouvernement n'a jamais été reconnu par aucune Puissance et il est essentiel aujourd'hui que le Conseil envoie une Commission d'enquête en Albanie pour déterminer lequel des gouvernements existants représente le pays.

Mgr. FAN S. NOLI répond que les troupes de l'Etat serbe-croate-slovène ont envahi des régions albanaises où il y a eu des élections parlementaires avant l'occupation. Le Gouvernement de Tirana est régulier, tandis que la République mirdite a sa capitale en territoire serbe-croate-slovène. Le Haut Conseil de l'Etat albanais se compose de quatre membres qui représentent quatre groupes religieux dont aucun n'a la majorité. Le parlement se divise en deux partis, l'un progressiste, qui a une majorité de chrétiens et a pour chef un mahométan, l'autre populaire, qui a pour chef un chrétien. Il est donc faux de prétendre que le Gouvernement de Tirana cherche à opprimer les populations chrétiennes. Quant à une commission d'enquête, l'Albanie a été la première à en demander l'envoi.

M. BALFOUR fait observer que les intéressantes questions qui viennent d'être soulevées ne rentrent pas dans le cadre de son rapport, et, se référant au discours de M. Yovanovitch, il déclare que l'Albanie a été admise dans la Société et que c'est un point sur lequel il n'y a pas à revenir.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL attire l'attention du Conseil sur le fait que l'Albanie a demandé qu'une commission d'enquête soit chargée d'étudier le conflit des frontières, tandis que le Gouvernement serbe-croate-slovène demande qu'une commission soit chargée de dire quel est le vrai Gouvernement de l'Albanie.

Le marquis IMPERIALI fait observer que le Gouvernement de Tirana est le seul gouvernement qui représente aujourd'hui légalement l'Albanie devant la Société des Nations. Ce serait créer un précédent dangereux que de s'immiscer dans une question d'ordre intérieur d'un Etat en procédant à des enquêtes du genre de celle proposée par le représentant de l'Etat serbe-croate-slovène. Le marquis Imperiali rappelle que c'est avec le Gouvernement albanais actuel que l'Italie a conclu l'année dernière l'accord de Tirana.

A la suite d'un échange de vues, au cours duquel M. LÉON BOURGEOIS donne son approbation aux déclarations de M. Balfour et du marquis Imperiali, le Conseil décide d'approuver le rapport de M. Balfour, tout en prenant note des observations présentées par les représentants de l'Albanie et de l'Etat serbe-croate-slovène.

M. YOVANOVITCH demande au Conseil de se prononcer sur l'envoi d'une commission d'enquête en Albanie.

M. HYMANS exprime l'avis que cette demande se heurte à de graves difficultés et qu'elle doit être renvoyée à l'Assemblée qui, aux termes du rapport de M. Balfour, est chargée de régler l'ensemble de la question albanaise.

Le Conseil approuve cette manière de voir.

Council. I suggest, therefore, that, as the Assembly has been requested by the Albanians to deal with the determination of the frontiers, they should be also asked to deal with the violation of the frontiers."

Bishop NOLI said that, being convinced that the Assembly would finally settle the Albanian question, he accepted the report of Mr. Balfour.

M. JOVANOVITCH, whose speech is annexed (see page 1095), protested against the accusation of the Albanian Government that of the Serb-Croat-Slovene State troops had passed the frontier determined in 1913 and attacked Albania. According to information received from the Government of the Mirdite Republic, there were two Governments in Albania, the Tirana Government and the Mirdite Government. The Mirdite Government accused the Government of Tirana of having recourse to the Young Turks and the Bolsheviks in order to make war on the Christian population. The League of Nations, by admitting Albania as a Member, has recognised that there is in Tirana a *de facto* Government, but this Government had never been recognised by any power. He considered it necessary that the Council should send a commission of enquiry to Albania in order to decide which of the two Governments represented the country.

Bishop FAN S. NOLI represented that troops of the Serb-Croat-Slovene State had invaded the districts in Albania where Parliamentary elections had been held before their occupation. He stated that the Government of Tirana was regularly constituted, whereas the Mirdite Republic had its capital in the territory of the Serb-Croat-Slovene State. The Supreme Council of the Albanian State was composed of four members who represented four religious groups, none of which was in majority. The Albanian Parliament was divided into two parties, a progressive party which contained a majority of Christians but which had a Mahommedan leader, and a popular party which was led by a Christian. It was, therefore, false to allege that the Government of Tirana was endeavouring to oppress the Christian population. In regard to a commission of enquiry, he pointed out that Albania had been the first to ask for one.

MR. BALFOUR observed that the interesting questions which had just been raised did not fully bear upon his report. He pointed out, in reference to the speech of M. Jovanovitch, that Albania had been admitted into the League and that this was a question which could not be reconsidered.

The SECRETARY-GENERAL drew the attention of the Council to the fact that Albania had asked for a commission of enquiry to enquire into the frontier disputes, whereas the Government of the Serb-Croat-Slovene State asked that the Commission should be requested to determine which was the true Government of Albania.

The Marquis IMPERIALI observed that the Tirana Government is the only Government which to-day legally represents Albania before the League of Nations. It would create a dangerous precedent to interfere in the interior organisation of a State by proceeding to enquiries of the type proposed by the Representative of the Serb-Croat-Slovene State. The Marquis Imperiali said that it was with the accepted Albanian Government that Italy concluded last year the Tirana Agreement.

Following an exchange of views, in the course of which M. LÉON BOURGEOIS signified his approval of the declarations of Mr. Balfour and the Marquis Imperiali, the Council decided to approve the report of Mr. Balfour, noting the observations which had been presented by the Representatives of Albania and of the Serb-Croat-Slovene State.

M. JOVANOVITCH asked the Council to decide the question of sending a commission of enquiry to Albania.

M. HYMANS expressed the opinion that this request involved serious difficulties, and that the matter should be referred to the Assembly, which, in accordance with the report of Mr. Balfour, was entrusted with the duty of settling the Albanian question as a whole.

The Council agreed to this proposal.

2. RAPPORT DE M. A. J. BALFOUR, REPRÉSENTANT DE LA GRANDE-BRETAGNE

adopté par le Conseil le 2 septembre 1921.

Le 25 juin, le Conseil de la Société adopta une résolution déclinant l'examen du problème des frontières de l'Albanie, en attendant la décision de la Conférence des Ambassadeurs chargée par le Conseil suprême d'étudier la question¹. La délégation albanaise a protesté contre cette décision et annoncé son intention de recourir, comme elle en avait parfaitement le droit légalement, à un appel à l'Assemblée par dessus le Conseil.

Au début du mois d'août, la délégation albanaise a adressé au Conseil une protestation contre les agissements du Gouvernement serbe-croate-slovène, qui permettait aux bandes serbes d'envahir le territoire albanais.

Le résultat de cette double action est que l'Assemblée, d'une part, a été priée par l'Albanie de s'occuper de la fixation de ses frontières et que le Conseil, d'autre part, a été sollicité d'empêcher les Serbes de violer ces mêmes frontières. Ces deux sujets sont, de toute évidence, intimement liés ; il paraît absurde de présenter l'un à l'Assemblée et l'autre au Conseil. Je propose donc qu'il soit également priée de s'occuper de la violation de ces mêmes frontières.

Je me permettrai, en attendant, pour être agréable à mes collègues et afin de renseigner éventuellement l'Assemblée, d'ajouter quelques remarques sur l'aspect d'ensemble du problème albanais.

Ce problème comprend trois questions bien distinctes : celle du statut de l'Albanie, celle des frontières et celle de la protection des minorités de race.

Nous voudrions présenter, en quelques mots, l'exposé historique des faits. L'Albanie, telle qu'elle l'avait délimitée une décision prise, en 1913, par les six Puissances : l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Russie, la France, l'Italie et la Grande-Bretagne, a été déclarée Etat indépendant doté d'un gouvernement représenté par un prince (allemand), assisté d'une gendarmerie internationale (hollandaise). Ces institutions ont disparu à la suite de la guerre. Dans la seconde partie de l'année 1918 et en 1919, un gouvernement s'est constitué, composé entièrement d'Albanais qui est en ce moment à la tête du pays.

Le 17 décembre 1920, la question de l'admission de l'Albanie dans la Société des Nations a été posée devant l'Assemblée et résolue par l'affirmative, sans aucune opposition.

En conséquence, quelle qu'ait pu être la situation de l'Albanie antérieurement au vote de l'Assemblée, et l'opinion des juristes semble divisée sur ce point, il ne saurait y avoir de doute que l'Assemblée a admis l'Albanie dans la Société des Nations comme Etat pleinement autonome. La question ne peut donc plus faire l'objet de discussions.

Quant aux frontières de l'Albanie, c'est une question qui a été expressément laissée de côté lorsque l'Assemblée a voté l'admission, en décembre 1920.

On a soutenu, d'une part, que les frontières de l'Albanie subsistent telles qu'elles avaient été fixées en 1923 et, d'autre part, on a prétendu que ces frontières ont cessé d'exister lorsqu'il fut institué, à cette époque, un gouvernement spécial. Sur ce point, il existe donc des divergences d'opinion, comme il en existait sur la question du statut. Mais, tandis que la question du statut est maintenant réglée, celle des frontières attend encore une solution. Par sa résolution du 25 juin 1921, le Conseil, malgré les objections soulevées par le délégué albanais, a cru qu'il n'y avait pas lieu de se saisir de la question albanaise, comme la Conférence des ambassadeurs en discutait ce moment. Il recommandait aux trois parties intéressées à la question des frontières (Grecs, Albanais et Yougoslaves) de s'abstenir de tout acte d'agression et il exprimait en même temps le vœu que la Conférence des ambassadeurs prît une décision dans le plus bref délai possible.

Depuis le début de juillet, une Commission nommée par la Conférence des ambassadeurs a siégé à Paris et j'apprends qu'elle s'est mise d'accord sur le tracé des frontières territoriales de l'Albanie. Il ne semble pas, toutefois, qu'elle ait encore communiqué à la Conférence des ambassadeurs

¹ Voir *Journal officiel*, II^e année, N^o 7, page 725.

2. REPORT BY MR. BALFOUR, REPRESENTATIVE OF GREAT BRITAIN.

Adopted by the Council on September 2nd, 1921.

On June 25th, the Council of the League came to a Resolution declining to deal with the frontiers of Albania pending the decision of the Conference of Ambassadors, which had been instructed by the Supreme Council to take the matter into their consideration.¹ Against this decision the Albanian Delegates protested, and announced their intention of doing what they have a perfect legal right to do, which is to appeal over the heads of the Council to the Assembly.

At the beginning of August, the Albanian Delegation protested to the Council against the action of the Serb-Croat-Slovene Government in permitting Serbian bands to invade Albanian territory.

The results of these two procedures is that the Assembly has been requested by Albania to deal with the determination of the Albanian frontiers, and the Council has been asked to prevent these frontiers being violated by the action of the Serbs. The two subjects are evidently intimately connected, and it seems absurd to send one of them to the Assembly and the other to the Council. I suggest, therefore, that as the Assembly has been requested by the Albanians to deal with the determination of the frontiers, they should also be asked to deal with the violation of frontiers.

Meanwhile, for the convenience of my colleagues on the Council, and possibly also for the future information of the Assembly, I may add a few observations on the broader aspects of the Albanian problem.

This problem, in its entirety, involves three separate questions : the question of the status of Albania, the question of its frontiers, and the question of the protection of racial minorities.

The following is a short historical narrative of the relevant facts : Albania as defined in 1913 by decision of the six Powers—Germany, Austria-Hungary, Russia, France, Italy and Great Britain—was declared independent and endowed with a Government consisting of a (German) Prince, assisted by an international (Dutch) gendarmerie. As a result of the war all these institutions disappeared, and during the latter part of 1918 and during 1919 a Government emerged, consisting purely of Albanians, which is now ruling the country.

On December 17th, 1920, the question of the admission of Albanian to the League was brought up before the Assembly, and decided in the affirmative sense without any opposition votes being recorded.

Now, whatever may have been the situation in Albania previous to the vote recorded above—the legal opinion on this point appears to have been divided — there can be no doubt that the decision of the Assembly admitted Albania to the League, as a fully self-governing State ; and on this subject I do not conceive there can be any further debate.

The question of frontiers was expressly excluded from the question of admission when the vote was taken on that subject by the Assembly in December 1920.

It has been contented on the one side that the frontiers of 1913 are still in existence, and on the other that those perished along with the particular form of government set up at the same time. There is therefore a division of opinion on the question of frontiers, as there was upon the question of status. But while the question of the status has now been settled, the question of frontiers still awaits solution. By the Resolution of June 25th, 1921, despite the objections raised by the Albanian representative, the Council of the League considered it inadvisable to take up the Albanian question, as the Conference of Ambassadors was discussing it at that moment. They also recommended the three parties concerned in the frontiers dispute (the Greeks, the Albanians and the Jugo-Slavs) to abstain from any acts of aggression, and at the same time recommended the Conference of Ambassadors to take a decision with the least possible delay. Since the beginning of July a Committee, appointed by the Conference of Ambassadors, has been sitting at Paris, and has reached, I am informed, complete agreement as to what the territorial frontiers of Albania should be. It does appear, however, that this Committee has yet reported the results of its labours to the

¹ See *Official Journal*, 2nd Year, No. 7, page 725.

deurs les conclusions auxquelles elle est arrivée ; or, la Conférence ne siège pas en ce moment et ne reprendra probablement ses séances qu'à la fin de septembre. Il ne semble donc pas qu'il y ait lieu de poursuivre l'examen de cette question à l'heure actuelle ; mais la décision de la Commission permet de supposer que la délimitation définitive des frontières sera annoncée dès que la Conférence des ambassadeurs se sera réunie.

La troisième question importante est celle qui a trait à la protection des minorités de race en Albanie. Elle fera l'objet d'un rapport séparé, mais je crois bon de déclarer ici qu'il ne semble pas opportun d'en faire l'objet d'un traité entre les Principales Puissances alliées et associées et l'Albanie, mais qu'il suffirait de lui donner la forme d'une déclaration adressée par l'Albanie à la Société. En fait, l'Albanie ne fait pas partie des Etats issus des Traités de Paix ; ses obligations spéciales à l'égard des minorités sont la conséquence d'une résolution de l'Assemblée. C'est donc directement, et non par l'intermédiaire des Puissances alliées et associées, que la Société doit traiter avec l'Albanie.

3. DISCOURS DE M. YOVANOVITCH,
DÉLÉGUÉ DU ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES,

le 2 septembre 1921.

Le délégué albanais, Mgr. Fan Noli, a adressé une lettre à la Société des Nations, datée du 7 juillet dernier, par laquelle il l'a informée que les troupes du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes « ont occupé sans motif plausible les territoires des tribus Gache et Krasnitche à l'est de Skadar ». Il prétendait aussi que l'assertion de notre côté — que ces tribus ont été antérieurement occupées par nous sur leur propre demande — n'était pas fondée, en alléguant, comme preuve, que ces tribus ont procédé aux élections et qu'elles avaient envoyé leurs représentants au Parlement albanais.

Par sa lettre du 6 août, le même délégué nous accuse à cause des combats en Mirditie — qui mettent en danger la paix entre le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et l'Albanie — en demandant l'intervention de la Société des Nations, conformément à l'article II du Pacte¹.

En réponse à ces assertions, nous déclarons :

1^o Que les troupes royales n'ont point avancé en Albanie. La Conférence de la Paix étant compétente pour tracer, avec notre consentement, les frontières de l'Albanie, nous demeurons sur la ligne de démarcation, comme avant.

2^o En ce qui concerne la question des combats entre les Mirdites et le Gouvernement de Tirana, nous ferons remarquer que le Gouvernement royal a reçu, comme les gouvernements des autres Puissances, la notification du Gouvernement de la République de Mirditie, datée du 17 juillet dernier, sur l'organisation de cette république et de son gouvernement. Le 22 août courant, le même gouvernement nous a adressé un appel, comme aux autres gouvernements. Les deux actes sont annexés à la présente.

Il résulte de ces documents que les Mirdites ne reconnaissent pas le Gouvernement de Tirana et comme, d'un autre côté, le Gouvernement de Tirana n'a été reconnu par aucune Puissance, nous considérons comme nécessaire de trancher d'abord la question des relations entre les Gouvernements de Tirana et de la Mirditie pour savoir lequel des deux gouvernements représente l'Albanie. L'intérêt de cette question est dans les considérations suivantes :

L'Albanie a été admise dans la Société des Nations avant que ses frontières ne fussent déterminées et avant la constitution de son gouvernement d'après les principes du droit international. Cet état de choses continue aujourd'hui encore. En présence donc de deux gouvernements, on ne

¹ Voir *Journal officiel*, II^e année, N^o 5-6, page 482.

² Voir *Journal officiel*, II^e année, N^o 8, page 883.

conference of Ambassadors, while the latter body has adjourned, and is unlikely to meet until the end of September. In these circumstances, there are obvious difficulties in the way of proceeding further with the question of the frontiers at the present moment, though the agreement already reported to have been reached by the Committee suggests that the final views of the Ambassadors Conference may be announced as soon as it meets.

The third important question is that dealing with the protection of the racial minorities of Albania. There will be a separate report on this subject, but it may be desirable to mention now that it seems advisable not to make the question of minorities the subject of a treaty between the principal Allied and Associated Powers and Albania, but to give it the form of a Declaration, made by Albania to the League. The reason for this is that Albania is not one of the States brought into existence by the Treaties of Peace, and that its special obligations towards minorities arise out of a resolution of the Assembly of the League. The League therefore deals directly on this subject with the Albanian State, and not through the Allied and Associated Powers.

SPEECH MADE BY M. JOVANOVITCH, REPRESENTATIVE OF THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES.

On September 2nd, 1921.

[Translation.]

The Albanian Delegate, Bishop Fan Noli, addressed to the League of Nations a letter, dated July 7th, in which he informed the latter that the troops of the Serb-Croat-Slovene State "had occupied, without any plausible motive, the territory of the Gache and Krasnitch tribes to the east of Skadar.¹ He also alleged that the assertion on our part — that the territory of these tribes had previously been occupied by us at their own request — was without foundation. As a proof of this, he asserted that these tribes had actually held elections, and that they had sent their representatives to the Albanian Parliament.

In his letter, dated August 6th, Bishop Fan Noli lays to our charge the fighting in Mirditie, which is endangering the peace between Albania and the Serb-Croat-Slovene State, requesting the intervention of the League of Nations, under Article 11 of the Covenant.²

In reply to his allegations, we desire to state :

1. That the royal troops have not advanced into Albania. As the Peace Conference was without consent competent to draw the frontier-line of Albania, we keep to the line of demarcation, as before.

2. As regards the question of the fighting between the Mirdites and the Government of Tirana, we would draw attention to the fact that the Royal Government, like the Governments of the other Powers, received information from the Government of the Republic of Mirditie, dated July 17th, as to the organisation of that Republic and of its Government. On August 22nd of this year, that Government addressed an appeal to us, as well as to the other Governments. Both texts are annexed hereto.

It follows from these documents that the Mirdites do not recognise the Government of Tirana, and as this Government, moreover, has not been recognised by any other Power, we consider it necessary first to settle the question of the relations between the Governments of Tirana and Mirditie, in order to discover which of these two Governments represents Albania. The importance of this question is shown by the following facts :

Albania was admitted to the League of Nations before her frontiers were fixed and before the Constitution of her Government according to the principles of international law. This state of affairs still exists. Thus, given the existence of two Governments, it is impossible to tell which

¹ See *Official Journal*, 2nd Year, Nos. 5-6, page 482.

² See *Official Journal*, 2nd Year, No. 8, page 883.

peut savoir lequel représente l'Albanie légalement dans le pays même, ce qu'il est essentiel de savoir car ce n'est que cet élément qui a pu servir de base pour l'admission de l'Albanie à la Société des Nations — comme il résulte du procès-verbal de la séance du 17 décembre de l'année dernière. Car si, à ce point de vue, le résultat était négatif, nous ne pourrions pas admettre d'avoir affaire à un Membre de la Société des Nations ni même à un Etat dans le sens de la décision de la Société des Nations, en tant qu'elle se rapporte à l'Albanie.

Il est évident que, dans ce cas, cette question se pose sous un aspect tout différent, et c'est pourquoi nous demandons qu'elle soit préalablement éclaircie.

Cette demande doit être considérée comme une demande d'enquête sur les lieux, en Albanie, faite par une commission nommée par le Conseil de la Société des Nations.

Nous basons cette demande sur les faits que, lors de l'admission de l'Albanie, il n'y avait point d'éléments essentiels pour celle-là, étant donné qu'il n'y avait ni frontières ni gouvernement stable, ni unanimité des désirs des populations intéressées. Il est en effet notoire de quelle manière l'Albanie a été admise dans la Société des Nations à la séance du 17 décembre 1920. Lord Robert Cecil, qui était rapporteur de la 5^{me} Sous-Commission, chargée de faire un rapport sur l'admission de l'Albanie, a déclaré à la séance du 4 décembre 1920 :

« ... que le statut de l'Albanie n'a pas encore été déterminé par les Puissances et que les frontières de l'Albanie ne sont pas encore établies par des traités et arrangements internationaux. Elles existent de fait et peuvent être considérées comme étant dessinées sous réserve de modifications par des conventions ultérieures. »

M. Viviani, délégué de la France, à cette déclaration de lord Robert Cecil, observa ceci : « Les Puissances belligérantes n'ayant pas encore fixé le statut de l'Albanie, l'Assemblée risquerait en prenant une décision immédiate, d'aller à l'encontre de la volonté des Puissances. » Il a demandé que la décision fût ajournée jusqu'à ce que le statut international ait été fixé par un accord remplaçant ceux de 1913 et 1914.

La Section juridique de la Société des Nations a exprimé l'avis que ces accords n'existaient plus.

Nous nous rappelons que la 5^{me} Commission, ayant pris en considération toutes ces circonstances, a exprimé son opinion que l'admission de l'Albanie à la Société des Nations devrait être ajournée jusqu'à la détermination de son statut. Dans le rapport, il était aussi dit qu'il paraît encore plus difficile de décider si l'Albanie possède un gouvernement stable (p. 4, Document 173).

Malgré cela et après le discours de lord Robert Cecil, la séance plénière de la Société des Nations a admis l'Albanie comme Membre.

On est donc forcé de supposer que cette admission par la Société des Nations a été faite sous la supposition très large que les frontières de l'Albanie existent, notamment celles de 1913, les quelles doivent seulement être revisées selon les demandes de ses voisins ; qu'il y a un gouvernement de fait ; qu'il y a unanimité des populations, etc.

La Société des Nations a pris comme gouvernement de fait celui de Tirana. Mais, comme il est prouvé par les combats en Mirditie et les proclamations des Mirdites, il n'existe pas seulement un gouvernement de fait, mais deux ; donc l'unanimité de la population manque aussi.

On ne peut davantage admettre la supposition de la Société des Nations sur les frontières idéales de l'Albanie de 1913, avec la Convention de Tittoni-Vénizélos de 1920 y relative.

D'après l'état de choses actuel, il est évident que même les éléments qui ont servi de base à la Société des Nations pour l'admission de l'Albanie doivent être mis en doute. Une Commission de la Société des Nations devrait, comme mesure exceptionnelle, faire une enquête sur les lieux pour se rendre compte si le Gouvernement de Tirana mérite les égards que la Société des Nations a eu pour lui, car c'est le Gouvernement de Tirana qui prenait initiative dans les questions à propos de l'Albanie. Par là seulement on pourrait savoir si le désir de la Société des Nations, pour une solution juste de la question albanaise, a été réalisé par l'admission de l'Albanie comme Membre, car d'après l'esprit et la lettre du Pacte, la décision de l'Assemblée du 17 décembre 1920 avait ce but.

Voici ces deux documents :

legally represents Albania in the country itself. It is essential that this point should be determined, for it is this fact alone which could serve as a basis for the admission of Albania to the League of Nations — as may be seen from the verbatim report of the meeting of December 17th last. For, if the result were negative from this standpoint, we could not admit that we were dealing with a Member of the League of Nations, or even with a State, in the sense of the decision of the League of Nations, in so far as it applies to Albania.

It is clear that, in this case, the question presents itself under a wholly different aspect, and it is for this reason that we request that it should be subjected to previous investigation.

This request must be considered as a request for an enquiry in Albania, on the spot, to be undertaken by a Committee appointed by the Council of the League of Nations.

We base this request on the fact that, at the time of Albania's admission, none of the requisite facts were at hand to justify it, as there were neither frontiers nor a fixed Government nor unanimity on the part of the populations concerned. The manner in which Albania was admitted to the League at the meeting held on December 17th, 1920, is indeed well known. Lord Robert Cecil, who, as Rapporteur to the 5th Commission, was entrusted with the duty of drawing up a report upon the question of Albania's admission to the League, stated at the meeting held on December 4th, 1920 :

" That the status of Albania had not yet been determined by the Powers and that her frontiers were not yet fixed by international treaties and arrangements. They existed *de facto* and might be regarded as fixed under reservation of modifications by later conventions. "

M. Viviani, French Delegate, commented as follows on Lord Robert Cecil's statement : " As the status of Albania had not yet been determined by the Powers, the Assembly, by taking an immediate decision in the matter, would incur the risk of running counter to the wishes of the Powers. " He asked that the decision should be adjourned until the international status had been fixed by an agreement replacing those of 1913 and 1914.

The Legal Section of the League of Nations has expressed the opinion that these agreements no longer existed.

The 5th Commission, in consideration of all these circumstances, expressed the opinion that the admission of Albania to the League of Nations should be deferred until such time as its status was fixed. In the report it was, moreover, stated that it appeared even more difficult to decide whether Albania possessed a stable Government (p. 4, Document 173).

In spite of this fact, and after Lord Robert Cecil's speech, the plenary meeting of the League of Nations admitted Albania as a Member of the League.

One is therefore forced to suppose that this admission by the League of Nations was made on the basis of the very wide supposition : that the frontiers of Albania, namely those of 1913, exist, and can only be modified on the requests of neighbouring States ; that there is a *de facto* Government ; that there is unanimity of peoples, etc...

The League of Nations has treated the Government of Tirana as the *de facto* Government. As, however, is proved by the fighting in Mirditie, and the proclamations of the Mirdites, there is not only one *de facto* Government, but two ; unanimity of the people, therefore, does not exist.

Neither is there any ground for the League of Nations' supposition with regard to the basis of the ideal frontiers of Albania of 1913, with the Tittoni-Venizelos Convention of 1920.

In view of the present circumstances, it is indeed doubtful whether faith can be placed in the considerations upon which the admission of Albania to the League of Nations was based. A Commission of the League of Nations should, as a special measure, undertake an enquiry in the district concerned, to decide whether the Government of Tirana merits the consideration accorded to it by the League of Nations ; for it is the Government of Tirana which took the lead in questions concerning Albania. This is the only method of finding out whether the desire of the League of Nations, for a just solution of the Albanian question, has been realised by the admission of Albania as a Member of the League ; for such, in accordance with the letter and spirit of the Covenant, was the aim of the Assembly's decision of December 17th, 1920.

They are as follows :

APPENDICE I.

A SON EXCELLENCE, MONSIEUR LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES
DU ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, BELGRADE.

Télégramme de Prizrend, le 17 juillet 1921.

Je soussigné, le Président élu des douze peuplades des Mirdites, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence de ce qui suit :

A la Conférence des douze baryaks mirdites, nous décidons, à l'unanimité, de donner la déclaration que les Mirdites n'ont aucun lien avec le soi-disant Gouvernement de Tirana et que nous ne reconnaissons pas le Gouvernement de Tirana comme Gouvernement des Mirdites. Les Mirdites ont été forcés à cette démarche après une longue réflexion et par les actes du soi-disant Gouvernement de Tirana, dans lequel, d'ailleurs, se trouvent peu d'Albanais. Ces actes prouvent que son but n'est pas d'organiser un Etat moderne qui servirait aux intérêts de tous les Albanais, mais un Etat qui, en premier lieu, servirait aux intérêts des Osmanlis, ce que prouve d'ailleurs l'intense attaque qui a été faite sur les Mirdites le 10 courant par le Gouvernement de Tirana. En vous informant que nous ne reconnaissons pas le Gouvernement de Tirana, nous avons l'honneur de dire qu'à la Conférence des douze baryaks des Mirdites a été proclamée la République mirdite comme un Etat séparé qui sacrifiera toute son activité pour le bien du peuple albanais et pour la stabilité politique et sociale en Mirditie, ainsi que dans les tribus voisines. A part cela, la République mirdite fera tout son possible pour venir le plus vite en relations avec le Royaume d'Italie, le Royaume de Grèce et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, et arranger, par des traités amicaux, les questions politiques, et de telle manière de venir en possibilité de commencer la vie dont vivent les autres peuples civilisés. Assuré que Votre Excellence est d'avis qu'il est le dernier moment de faire régner un régime supportable qui travaillera pour le bien du peuple albanais, ainsi que pour la paix universelle, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir, après avoir reçu cette déclaration solennelle, faire les démarches nécessaires afin que la République mirdite soit reconnue comme Etat séparé et indépendant par le Gouvernement du Royaume dont Votre Excellence est membre.

Au nom de la République mirdite :

Orochi, le 17 juillet 1921.

*Le Président élu de la République mirdite,
(Signé) MARK DJONI.*

APPENDICE II.

A SON EXCELLENCE MONSIEUR LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES,
BELGRADE.

Télégramme expédié de Prizrend le 22 août 1921, reçu à Belgrade le 23 août 1921.

Dès le commencement de la formation du soi-disant Gouvernement de Tirana, il a été constaté qu'il organise un gouvernement des musulmans sous l'influence des chefs des Jeunes-Turcs de l'Asie-Mineure et non un gouvernement albanais. Ce gouvernement a pour but de former une organisation qui sacrifierait toutes ses forces à prolonger à l'avenir les troubles... Le Gouvernement de Tirana, sous l'influence des Jeunes-Turcs de l'Asie-Mineure, est en relations avec le mouvement bolchévique... aidé par tous les moyens, même par l'argent turc et par les nombreux officiers et fonctionnaires qui sont venus de l'Asie-Mineure, a donné les preuves incontestables qu'il a pour but la destruction des masses chrétiennes de l'Albanie et la formation des plus grands désordres pos-

[Translation.]

APPENDIX I.

TO HIS EXCELLENCY THE MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS OF THE KINGDOM
OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, BELGRADE.

Telegram from Prizrend, July 17th, 1921.

I, the undersigned, President-Elect of the twelve tribes of the Mirdites, have the honour to communicate to Your Excellency the following information :

At the conference of the twelve Mirdite Baryaks we unanimously decided to declare that the Mirdites have no connection with the so-called Government of Tirana, and that we do not recognise the Government of Tirana as the Government of the Mirdites. The Mirdites have been compelled to take this step, after long reflection, owing to the actions of the so-called Government of Tirana, in which, moreover, there are very few Albanians. Its actions prove that its aim is not to organise a modern State to serve the interests of all Albanians, but a State which would primarily serve the interests of the Osmanlis ; this is further proved by the fierce attack on the Mirdites by the Government of Tirana on the 10th inst. While informing you that we do not recognise the Government of Tirana, we have the honour to announce that, at the Conference of the twelve Baryaks of the Mirdites, the Mirdite Republic was proclaimed as a separate State, which will employ all its energies to further the welfare of the Albanian people and the political and social stability of Mirditie and of the neighbouring tribes. Further, the Mirdite Republic will do all in its power to enter into relations as speedily as possible with the Kingdom of Italy, the Kingdom of Greece and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, and also to settle political questions by means of friendly treaties, and in this manner to enable itself to lead the life led by other civilised peoples. We have the firm belief that Your Excellency is of opinion that a permanent Government should at once be established which will strive for the welfare of the Albanian people, and also for universal peace. We have the honour to beg Your Excellency, on receipt of this solemn declaration, to take the necessary steps to secure the recognition of the Mirdite Republic, as a separate and independent State, by the Government of the Kingdom of which Your Excellency is a subject.

On behalf of the Mirdite Republic :

*The President-Elect of the Mirdite Republic :
(Signed) MARK DJONI.*

Orochi, July 17th, 1921.

[Translation.]

APPENDIX II.

TO HIS EXCELLENCY THE MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS, BELGRADE.

Telegram sent from Prizrend, August 22nd, 1921 ; received at Belgrade, August 23rd, 1921.

Ever since the so-called Government of Tirana has been formed, it has been apparent that it is organising a Moslem Government under the influence of the chief of the Young Turks Party, and is not an Albanian Government at all. The object of this Government is to set up an organisation which would use all its endeavours to prolong trouble in the future. The Tirana Government, under the influence of the Young Turks of Asia Minor, has relations with the Bolshevik movement ; assisted in every way by Turkish money and by the large numbers of officers and officials who have come from Asia Minor ; and has given incontestable proof that it aims at destroying the Christian population of Albania and fomenting the greatest possible trouble, with a view to overthrowing

sibles, qui auront pour but d'anéantir la paix universelle. Quand, après tout cela, est venue l'attaque non provoquée du 10 juillet 1921 contre les Mirdites et qui continue encore aujourd'hui au détriment de la paix universelle et de l'humanité, les Mirdites des douze baryaks à Orochi ont proclamé leur indépendance, se constituant en organisation séparée, en gouvernement séparé, de quoi a été informée Votre Excellence par le télégramme de Son Excellence le Président de la République Mark Djoni, qui a été transmis le 18 juillet 1921. En cette assemblée des douze baryaks, a été élu pour Président de la République mirdite Mark Djoni, capitaine de , pour Ministre de l'Intérieur Zef Notzi de Spatch, pour Ministre de la Guerre Prenk Lèche d'Orochi et pour membres de l'Assemblée exécutive douze personnes de tous les baryaks mirdites, dont les noms sont suivants : Mark Prenk, baryaktar d'Orochi ; Prenk Touz Doda, voivoda de Fana ; Mark Doda Lèche, voivoda de Spatch ; Notz Koly Prenk Lèche, voivoda de Kouch ; Nex Djon Deda, baryaktar de Dibra ; Bib Prenk, voivoda de Selita ; Djon Nikol Toyi, voivoda de Raza ; Zef Bi..., voivoda de Bulguera ; Chouk Pjetar, baryaktar de Manatie et Molj Osmas, baryaktar de Veles.

Après cela, la constatation du Gouvernement de Tirana que c'est lui qui est le maître en Albanie n'est pas vraie, car en Albanie existe aussi la République mirdite qui défendra son indépendance jusqu'au dernier homme, car elle n'a pas et elle ne veut avoir aucune relation avec les musulmans et les agitateurs du bolchévisme. L'attaque faite par l'armée du Gouvernement de Tirana composée des musulmans officiers de l'Asie-Mineure contre la République mirdite dure encore et cette attaque se fait avec un désir aussi sanguinaire, lequel a toujours été montré par les musulmans de l'ex-empire ottoman. Les innombrables habitations ont été détruites en Mirditie, des villages entiers ont été incendiés ; l'état de siège a été proclamé et on n'a pas d'égard même envers les femmes et les enfants. Aujourd'hui, quand après tant de ravages de guerre, on doit avoir pour but seulement la paix universelle, une poignée de gens turcs et agitateurs bolchéviques invente des nouveaux malheurs et fait des massacres de chrétiens devant les yeux des peuples civilisés. Aujourd'hui, quand tous les autres peuples chrétiens se libèrent des musulmans, les habitants mirdites, aimant leur liberté avant tout, même pauvres, dévêtus, affamés, ont été obligés de quitter leurs habitations et de fuir en montagnes dans lesquelles meurent chaque jour par centaines enfants, femmes et vieillards, ne perdant pas leur foi que ceux qui sont humains viendront à leur aide.

Il a été assez de sang et d'autres malheurs. La guerre que le Gouvernement de Tirana a déclarée à la République mirdite dans le but d'exterminer les chrétiens et de provoquer les troubles incessants, doit être arrêtée. Pour cela, nous avons l'honneur de prier votre Excellence d'intervenir auprès du Gouvernement de Tirana suivant le Pacte de la Société des Nations et de lui ordonner de retirer sans retard ses troupes de la Mirditie et d'arrêter l'effusion du sang. Croyant que la voix de ceux qui meurent de faim dans les montagnes, de ces chrétiens qui luttent contre les musulmans pour la liberté de leur pays et pour la paix de leurs foyers ne restent pas l'appel non entendu, nous prions votre Excellence de recevoir l'assurance de notre soumission profonde.

Président de la République . MARK DJONI.
Ministre de l'Intérieur . . . ZEF NOTZI.
Ministre de la Guerre . . . PRENK LÈCHE.

Les Membres de l'Assemblée exécutive :

MARK PRENK,
 TOUZ DODA,
 MARK DODA LÈCHE,
 NOTZ KOLY PRENK LÈCHE,
 NEX DJON DEDA,
 BIB PRENK,
 DJON NIKOL TOYI,
 ZEF BI . . .
 DJON KOL DJERA,
 CHOUK PJETAR,
 MOLJ OSMAS.

the peace of the world. When, therefore, an unprovoked attack was delivered on the Mirdites on July 10th, 1921, an offensive which is still proceeding at this moment, to the danger of universal peace and humanity, the Mirdites of the twelve Baryaks at Orochi proclaimed their independence, and constituted a separate Government, a quite distinct organisation, a fact of which Your Excellency was informed by a telegram from H. E. Mark Djoni, President of the Republic, transmitted on July 18th, 1921. In this Assembly of the twelve Baryaks, Mark Djoni, Captain of, was elected President of the Republic, Zef Notzi de Spatch was appointed Minister of the Interior, Prenk Lèche d'Orochi, Minister of War, while twelve persons belonging to all the Mirdite Baryaks were chosen as Members of the Assembly. Their names are as follows: Mark Prenk, baryaktar d'Orochi; Prenk Touz Doda, voïvoda de Fana; Mark Doda Lèche, voïvoda de Spatch; Notz Koly Prenk Lèche, voïvoda de Kouch; Nex Djon Deda, baryaktar de Dibra; Bib Prenk, voïvoda de elita; Djon Nikol Toyi, voïvoda de Raza; Zef Bi., voïvoda de Bulguera; Chouk Pjetar, baryaktar de Monatie; and Molj Osmas, baryaktar de Veles.

The assertion of the Tirana Government, that it alone is the master of Albania, is not true, for there also exists in Albania the Mirdite Republic, which will defend its independence to the last man because it has not and will not have any relations with the Moslems, and with Bolshevik agitators. The offensive undertaken by the Tirana Government, composed of Moslem officers from Asia Minor, against the Mirdite Republic still continues, and this attack is distinguished by the lust for blood which has always been displayed by the Moslems of the former Ottoman Empire. Houses without number have been destroyed in Mirditie, whole villages burned; a state of siege has been proclaimed and no respect is shown for women and children. To-day, when, after all the ravages of war, our one aim should be universal peace, a handful of Turks and Bolshevik agitators devise new horrors and massacre Christians before the eyes of the civilised world. To-day, when all the other Christian peoples are shaking off the Moslem yoke, the inhabitants of Mirditie, who, though poor, in rags and starving, love their liberty before all else, have been forced to leave their hearths and fly to the mountains, where children, women and old people are daily dying by hundreds, steadfast in their faith that Humanity will come to their aid.

There has been enough bloodshed and misery. The war declared by the Government of Tirana against the Mirdite Republic, with the object of exterminating the Christians and stirring incessant strife, must be stopped. To this end, we have the honour to beg Your Excellency to make representations to the Government of Tirana in accordance with the Covenant of the League of Nations, and to order it to withdraw its troops from Mirditie without delay and to cease shedding blood. In the belief that the voice of those who are dying of hunger in the mountains, those Christians who are struggling against the Musulmans for the freedom of their country and the peace of their homes, will not fall upon deaf ears,

We have the honour to be, etc.,

President of the Republic MARK DJONI.

President of the Interior. ZEF NOTZI.

Minister for War. . . . PRENK LÈCHE.

The Members of the Executive Assembly:

MARK PRENK.

TOUZ DODA.

MARK DODA LÈCHE.

NOTZ KOLY PRENK LÈCHE.

NES DJON DEDA.

BIB PRENK.

DJON NIKOL TOYI.

ZEF BI . . .

DJON KOL DJERA.

CHOUK PJETAR.

MOLJ OSMAS.

IX.

COMITÉ PROVISOIRE D'HYGIÈNE.

I. RAPPORT DU COMITÉ PROVISOIRE D'HYGIÈNE AU CONSEIL.

29 août 1921.

Sur la demande du Secrétaire général, le Comité a étudié, au cours de sa première session, les questions suivantes :

PROGRAMME GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION D'HYGIÈNE :
SES RELATIONS AVEC L'OFFICE INTERNATIONAL D'HYGIÈNE PUBLIQUE.

Le Comité a considéré l'impossibilité d'exécuter littéralement la résolution du 10 décembre 1920, par laquelle l'Assemblée définissait l'objet et la méthode de travail de l'Organisation internationale d'Hygiène de la Société, impossibilité résultant de l'attitude des Etats-Unis, qui empêchait pour le moment de placer l'Office international d'Hygiène publique de Paris sous l'autorité de la Société des Nations.

Suivant la résolution du 10 décembre 1920, le Comité permanent de l'Office international d'Hygiène publique de Paris, qui comprend les délégués de 39 pays, la plupart hauts fonctionnaires des services d'hygiène, aurait dû, quelque peu augmenté, devenir la Commission générale de l'Organisation d'Hygiène de la Société. Nous estimons qu'aucune organisation d'hygiène publique ne peut donner satisfaction à la Société si elle ne comporte pas à sa base, comme organe consultatif, une telle institution. Toute mesure internationale tendant à améliorer l'hygiène publique, exige à la fois la délibération en commun des experts techniques responsables des différents pays intéressés et la participation directe la plus large possible de ces experts à tout travail international qui pourrait avoir quelque répercussion sur les services d'hygiène publique de leurs pays respectifs.

Le Comité a donc étudié la possibilité pour la Société, sans placer l'Office international d'Hygiène publique sous son autorité, de s'assurer la collaboration de cet Office tel qu'il est à présent constitué, en qualité d'organe consultatif, indispensable à la bonne marche des travaux du Comité d'Hygiène et à l'accomplissement des obligations confiées à la Société par le Pacte. Le Comité est heureux de constater qu'il n'existe à ce projet aucun obstacle ; le Comité de l'Office international d'Hygiène publique est autorisé, par la Convention de Rome de 1907, à étudier toutes les questions d'hygiène d'importance internationale et s'est déjà, à maintes reprises, déclaré disposé à prêter son concours à la Société des Nations et à collaborer à l'étude de toutes les questions d'hygiène que la Société pourrait décider de lui déléguer. Le Président du Comité de l'Office international a fait à ce sujet une déclaration officielle au Secrétaire général de la Société des Nations, dans sa lettre du 27 avril 1921.

Nous en concluons que la position prise par l'Office international d'Hygiène, ainsi que l'action suivie par le Conseil de la Société depuis la résolution du 10 décembre 1920, permettent d'envisager ainsi qu'il suit l'Organisation d'hygiène de la Société des Nations, conformément aux vœux exprimés par la résolution de l'Assemblée.

Celle-ci comprend :

- 1^o Un Comité d'hygiène, nommé par le Conseil de la Société des Nations, qui est constitué en lieu et place de la « Commission technique » prévue par ladite résolution, et
- 2^o Une Section d'hygiène, avec un directeur médical, également prévu dans celle-ci.

IX.

PROVISIONAL HEALTH COMMITTEE

I. REPORT TO THE COUNCIL BY THE PROVISIONAL HEALTH COMMITTEE.

August 29th, 1921.

The Committee, at its first meeting, has, at the request of the Secretary-General, given close attention to the following questions :

A GENERAL SCHEME OF THE HEALTH ORGANISATION AND ITS RELATION WITH THE OFFICE INTERNATIONAL D'HYGIÈNE PUBLIQUE.

The Committee has taken account of the fact that literal effect cannot at present be given to the Resolution passed by the Assembly on December 10th, 1920, which defined the object and method of working of the International Health Organisation of the League. This results from the fact that the objection of the United States makes it impossible in present circumstances to place the existing Office international d'Hygiène publique in Paris under the direction of the League of Nations.

According to the Resolution of December 10th, 1920, the permanent Committee of the Office international d'Hygiène publique in Paris, which includes the representatives of 39 countries — most instances important administrative officers in the Health Departments of these countries — would, with certain additions, have become the General Committee of the Health Organisation of the League. We consider that no health organisation for public health purposes can be satisfactory to the League which is not based on consultation with such a body as this. International measures for the amelioration of public health require both the collective deliberation of the responsible public health experts in the different countries concerned and the direct participation of such experts, to the greatest possible extent, in any international work which affects the sanitary administration of their respective countries.

Accordingly, the Committee has considered whether it is possible, without placing the Office international d'Hygiène publique under the direction of the League, for the League to avail itself of the co-operation of that Office, under its present constitution as a consultative body essential to the work which the Health Committee has in view and to the health duties of the League under the Covenant. They are happy to find that no obstacles exist. The Committee of the Office international d'Hygiène publique is authorised, under the Convention of Rome of 1907, to undertake the consideration of any health questions of international importance, and has already on several occasions stated its willingness to lend its assistance to the League of Nations and to co-operate in the consideration of any health questions which the League may decide to refer to it. This declaration was last formally made by the President of the Committee of the Office international d'Hygiène publique, the Secretary-General of the League of Nations in a letter dated April 27th, 1921.

We find, therefore, that, owing to the position thus taken up by the Office international d'Hygiène publique, and to the action which has been taken by the Council of the League since the resolution of December 10th, we have already in existence a health organisation of the League of Nations which is in accordance with the recommendation expressed in the Resolution of the Assembly.

It consists of (1) a Health Committee appointed by the Council which has replaced the "Standing Committee" of the original Resolution ; (2) a Health Section with a Medical Director, similarly included in the same Resolution ; and, just as the permanent Committee of the Office international d'Hygiène publique, with some modification, was intended to become the consultative body of the Health Organisation, so that permanent Committee is available for consultation.

Enfin, de même que le Comité permanent de l'Office international d'Hygiène publique devint, après transformation, la Commission consultative, le Comité de l'Office pourra être considéré comme un organe consultatif.

Les relations entre les deux organismes seront le résultat éventuel et naturel de leurs activités respectives. Le Comité permanent de l'Office, qui ne se réunit qu'une ou deux fois par an, et qui est composé des représentants des services d'hygiène de 39 pays, est principalement un organe consultatif pleinement qualifié pour discuter toutes les questions d'hygiène. D'autre part, le Comité d'hygiène de la Société est un organe qui se réunira à intervalles plus courts et, comme il est composé d'un plus petit nombre de membres, il est qualifié pour servir d'organe d'action et pour s'occuper de toutes les questions qui demandent une solution rapide. Il pourvoira à l'application des résolutions prises par le Comité permanent de l'Office international sur les questions qui auront été déferées à son examen. La collaboration dans les conditions ci-dessus indiquées entre les deux organismes aura, peut-on l'espérer, les résultats les plus fructueux.

Il résulte des considérations ci-dessus que les modifications à la résolution de l'Assemblée de décembre 1920, dont il faut recommander l'adoption en vue d'adapter cette résolution aux circonstances nouvelles, permettent, tout en ne portant pas atteinte aux fonctions de l'Organisation d'hygiène de la Société, de simplifier considérablement cette organisation. Le Comité recommande que cette résolution soit modifiée de la façon suivante :

Recommandations relatives à l'Organisation d'hygiène.

Conformément au Pacte de la Société des Nations, et pour lui permettre de remplir plus facilement les tâches qui peuvent lui incomber en vertu des dispositions des différents Traités de Paix, l'Assemblée de la Société des Nations adopte la résolution suivante :

« Une Organisation d'hygiène de la Société des Nations telle qu'elle se trouve prévue ci-après, agira comme organe consultatif de la Société des Nations pour toutes les questions soulevées par les articles 23 *f* et 25 du Pacte, et remplira les missions qui lui sont assignées par le Conseil. »

Fonctions de l'Organisation.

On peut résumer sous les rubriques ci-après les attributions principales de l'Organisation d'hygiène :

- a) Conseiller la Société des Nations en matière d'hygiène ;
- b) Etablir des relations plus étroites entre les services d'hygiène des divers pays ;
- c) Organiser un échange plus rapide d'information dans les cas où il peut être nécessaire de prendre des précautions immédiates contre les maladies (par exemple les épidémies) et simplifier les méthodes de façon à intervenir rapidement, une fois en possession de ces informations, lorsqu'il s'agit de plusieurs pays ;
- d) Provoquer la conclusion d'accords internationaux, nécessaires à toute action d'ordre administratif dans les questions d'hygiène, et leur revision lorsque les circonstances l'exigent et recueillir des informations relatives aux mesures prises pour donner effet à ces accords ;
- e) En ce qui concerne les mesures de protection du travailleur contre les maladies et les accidents qui résultent de son travail, qui sont du ressort de l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation de l'hygiène coopérera et collaborera avec l'Organisation internationale du Travail, et il reste entendu que l'Orga-

The relations between the two organisations will be the eventual and natural outcome of their respective activities. The permanent Committee of the Office meets only once or twice a year and is composed of representatives of the Health Administrations of thirty-nine countries; it is principally a deliberative body, fully qualified to discuss all matters affecting health. On the other hand, the Health Committee of the League is a body that will meet at shorter intervals, and, consisting as it does of a small number of members, is qualified to act as an executive body, and to deal with all matters requiring a quick solution. It will give effect to the Resolutions taken by the permanent Committee of the Office international, on questions which the Health Committee submits to its examination. Collaboration under the conditions above indicated will, it may be hoped, have the most fruitful results.

It results from the above that the alterations to be recommended in the Resolution of the Assembly of December, 1920, to meet the new circumstances, while inconsiderable in regard to the duties of the Health Organisation of the League, permit considerable simplification in respect of the necessary machinery. The Committee recommend that this Resolution should now be modified in the following sense:

Recommendations relating to the Health Organisation.

In pursuance of the Covenant of the League of Nations, and in order to facilitate the discharge by the League of the responsibilities which may be placed upon it by provisions of the various Treaties of Peace, the Assembly of the League of Nations resolves as follows:

That a Health Organisation of the League as hereinafter provided shall advise the League of Nations on all questions arising out of Articles 23 (*f*) and 25 of the Covenant of the League and carry out any duties assigned to it by the Council.

Functions of the Organisation.

The main functions of the Health Organisation may be summarised under the following headings:

- (a) To advise the League of Nations in matters affecting health.
- (b) To bring Administrative Health Authorities in different countries into closer relationship with each other.
- (c) To organise means of more rapid interchange of information in matters where immediate precautions against disease may be required (*e.g.*, epidemics) and to simplify methods for acting rapidly on such information where it affects more than one country.
- (d) To promote the conclusion of international agreements necessary for administrative action in matters of health, and their revision when circumstances require, and to collect information as to action taken to give effect to such agreements.
- (e) In regard to measures for the protection of the worker against sickness, disease and injury arising out of his employment which fall within the province of the International Labour Organisation, the Health Organisation will co-operate with and assist the International Labour Organisation, it being understood that

nisation internationale du Travail agira de son côté en consultation avec l'Organisation internationale de l'Hygiène pour toutes questions touchant à l'hygiène ;

f) Conférer et coopérer avec les Sociétés internationales de la Croix-Rouge et autres sociétés similaires aux termes de l'article 25 du Pacte ;

g) Conseiller, sur leur demande, les autres organisations bénévoles sur questions d'hygiène ayant un intérêt international ;

h) Organiser des missions ayant trait à des questions d'hygiène, avec le concours des pays intéressés.

Il est du devoir du Comité d'hygiène de la Société d'assurer l'accomplissement des fonctions ci-dessus en collaboration étroite avec le Comité permanent de l'Office international d'Hygiène publique, et en particulier le Comité permanent sera prié d'exprimer son opinion sur les questions se rapportant au § d, qui devront lui être déferées.

L'Organisation d'hygiène de la Société comprendra provisoirement un Comité d'hygiène dont le secrétariat, organisé par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations et dépendant de lui, sera dirigé par un directeur médical.

Dans l'exercice de ses fonctions, l'Organisation se conformera aux principes généraux exprimés dans la résolution de l'Assemblée sur les relations des organisations techniques avec le Conseil et l'Assemblée de la Société.

Comité d'hygiène.

Le premier Comité d'hygiène comprendra les membres nommés selon la résolution du Conseil du 22 juin 1921¹.

Le Comité d'hygiène élira son premier président pour une durée de six mois et fixera son règlement. Il aura la faculté de créer des sous-commissions et de faire appel à des conseillers techniques pour des questions spéciales : toutefois, ces conseillers n'auront pas voix délibérative.

AUTRES QUESTIONS D'INTÉRÊT IMMÉDIAT.

En outre des considérations générales ci-dessus, le Comité a examiné certaines questions précises d'une importance immédiate, concernant : 1^o la Commission des épidémies de la Société ; 2^o le Service d'informations épidémiologiques et de statistique sanitaire ; 3^o les questions concernant la Commission de l'opium, qui lui ont été déferées par le Conseil.

1^o Commission des épidémies.

En ce qui concerne la première question, les résolutions suivantes ont été adoptées à l'unanimité.

« i) — Le Comité d'hygiène, estimant nécessaire à une bonne méthode de travail de rattacher par un lien organique la Commission des épidémies de la Société des Nations à la Section d'hygiène de celle-ci, demande instamment au Conseil de prendre une résolution conforme à ce vœu, qui est partagé par la Commission des épidémies.

« ii) — Le Comité estime que les résultats atteints par la Commission des épidémies de la Société des Nations ont été de la plus grande utilité pour empêcher la diffusion, en Europe occidentale, du typhus et autres maladies épidémiques venant de Russie. Toutes les informations concernant la situation épidémiologique actuelle en Russie indiquent qu'il est tout à fait nécessaire de maintenir complètement toutes les mesures et de les étendre partout où cela sera nécessaire aux Etats frontières autres que la Pologne. Cette nécessité résulte particulièrement des risques graves

¹ Voir *Journal officiel*, II^e année, N^o 7, page 709.

the International Labour Organisation will on its side act in consultation with the Health Organisation in regard to all health matters.

(f) To confer and co-operate with international Red Cross Societies and other similar societies under the provisions of Article 25 of the Covenant.

(g) To advise, when requested, other voluntary organisations in health matters of international concern.

(h) To organise missions in connection with matters of health with the concurrence of the countries affected.

It is the duty of the Health Committee of the League to assure the execution of the above functions in close co-operation with the permanent Committee of the Office international d'Hygiène publique, and in particular questions relating to paragraph (d) shall be referred to that Committee for opinion.

The Health Organisation of the League shall provisionally comprise a Health Committee, the Secretariat of which, organised by the Secretary-General of the League of Nations, and responsible to him, shall be placed under a Medical Director.

In carrying out its duties, the Organisation shall conform to the general principles laid down in the Resolution of the Assembly, as to the relations between the Technical Organisations and the Council and the Assembly of the League.

The Health Committee.

The first Health Committee shall consist of the members nominated in accordance with the Resolution of the Council of June 22nd, 1921.¹

The Health Committee shall elect its first Chairman for a period of six months, and regulate its own procedure. It shall be empowered to form sub-committees and to call in technical advisers on special points, but these advisers shall have no voting power.

OTHER QUESTIONS OF IMMEDIATE IMPORTANCE.

In addition to the foregoing general considerations the Committee considered certain definite matters of immediate importance connected with (1) the Epidemic Commission of the League, (2) a Service of Epidemiological Intelligence and Public Health Statistics, and (3) Questions referred to it by the Council relating to the Opium Committee.

(1) *The Epidemic Commission.*

With regard to (1) the following Resolutions were unanimously adopted :

"i. The Health Committee, considering it essential to the effective work of both bodies at the Epidemic Commission of the League of Nations should be amalgamated with the Health Commission of the League, urgently requests the Council to adopt a Resolution in accordance with this recommendation, which is supported by the Epidemic Commission.

"ii. The Committee considers that the results achieved by the Epidemic Commission of the League of Nations have been of the greatest possible value in preventing the spread of typhus and other epidemic diseases from Russia to Western Europe. All information available regarding the epidemic situation in Russia at the present time points to the great necessity of fully maintaining these measures and extending them wherever necessary to border States other than Poland.

See *Official Journal*, 2nd Year, No. 7, page 709.

que pourrait causer la diffusion du choléra venant des régions de la Russie souffrant actuellement de la famine.

« Le Comité estime que si l'on pouvait obtenir de plus amples informations concernant les épidémies en Russie, on pourrait prendre avec plus d'efficacité des mesures destinées à empêcher les épidémies de gagner l'Europe occidentale, et en vue de l'épidémie de choléra qui a été signalée il recommande que des représentants de la Commission des épidémies fassent un court séjour en Russie afin d'obtenir toutes les informations et tous les témoignages possibles. »

2^o Service d'informations épidémiologiques et de statistique sanitaire.

Après avoir discuté le travail de ce service, le Comité a décidé que ce travail constituerait une des parties les plus importantes de la tâche de la Section d'hygiène. Le Comité a unanimement exprimé l'opinion qu'il était urgent d'établir une méthode internationale efficace pour l'échange et la transmission rapide des informations relatives aux maladies infectieuses et épidémiques, et il a décidé à l'unanimité qu'un service d'informations épidémiologiques et de statistique sanitaire sera organisé sans délai et qu'il conviendra d'étudier d'une manière détaillée et approfondie les méthodes à adopter en vue de recueillir et de distribuer les informations épidémiologiques ; cette étude fera l'objet d'un rapport à soumettre le plus tôt possible au Comité d'hygiène.

3^o Commission de l'opium.

La Commission a examiné la résolution suivante, qui lui avait été soumise par le Conseil : « Que la Commission d'hygiène de la Société, ou toute autre organisation similaire, soit invitée à procéder à une enquête afin de déterminer les quantités moyennes de drogues mentionnées au chapitre III de la Convention internationale de l'opium, nécessaires pour les besoins de la médecine et autres besoins légitimes dans les différents pays ». Ces drogues sont l'opium médicinal, la morphine et la cocaïne.

Le Comité, pour répondre au désir du Conseil, décide de procéder à une enquête dans quelques pays où l'usage de ces drogues apparaît comme abusif, ainsi que dans d'autres pays où cet usage semble limité à présent à des besoins justifiés, afin de s'efforcer d'obtenir des données aussi exactes que possible sur les quantités de ces drogues qui sont légitimement nécessaires aux populations ; les données qui seront communiquées au Conseil dans le délai le plus rapide que permettront les conditions de cette enquête.

Il a décidé, en outre, d'autoriser son président à désigner une sous-commission chargée de s'occuper de cette question et de consulter, le cas échéant, la Commission de l'opium par l'intermédiaire du Secrétaire de cette Commission.

2. RAPPORT DE M. LÉON BOURGEOIS,

adopté par le Conseil le 2 septembre 1921.

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil le rapport qui lui est adressé par le Comité d'hygiène à la suite de sa session du 25 au 29 août 1921.

Je rappelle que la constitution de ce Comité, comme la désignation de ses membres, résultent de la résolution du Conseil du 22 juin 1921. Celle-ci a été prise en conséquence de l'impossibilité d'appliquer la résolution de l'Assemblée du 10 décembre 1920 ; cette résolution, en effet, qui comportait le rattachement de l'Office international d'Hygiène publique à l'Organisme d'hygiène de la Société des Nations, n'a pu se réaliser. C'est alors que, pour répondre aux stipulations du Pacte, le Conseil décida la création d'une Commission provisoire, dans le but d'élaborer un nouvel organisme

¹ Voir *Journal officiel*, II^e année, N^o 7, page 790.

This is particularly requisite in consequence of the grave risks which may be run by the spread of infection of cholera from the parts of Russia now affected by famine.

"The Committee consider that further information as to the facts of Russian epidemics would greatly increase the efficiency and economy of these measures for preventing their westward spread, and in view of the reported cholera situation they recommend that representatives of the Epidemic Commission should obtain, by a brief visit to Russia, such first-hand information and evidence as it is possible to secure."

(2) *Service of Epidemiological Intelligence and Public Health Statistics.*

In discussing the work included under this heading, the Committee was of opinion that this subject would form a most important part of the work of the Health Section. The opinion was unanimously expressed that the need for an effective international means of rapid interchange and transmission of information connected with infectious and epidemic diseases was urgent, and it was unanimously decided that a service of epidemiological intelligence and public health statistics should be organised forthwith, and that a careful and detailed study should be made of the methods to be adopted in the collection and distribution of epidemiological intelligence, with a view to a report being submitted to the Committee as soon as possible.

(3) *The Opium Committee.*

The Committee considered the following Resolution referred to them by the Council:¹ That the Health Committee of the League, or any other similar organisation, be asked to undertake an enquiry to determine approximately the average requirements of the drugs specified in Chapter III of the International Opium Convention for medicinal and other legitimate purposes in different countries." The particular drugs specified are medicinal opium, morphine and cocaine.

In order to carry out the request of the Council, the Committee decided to undertake an enquiry in certain countries in which the use of these drugs is said to be excessive, as well as in certain others in which its use is at present more probably limited to medicinal and other legitimate purposes, with a view to obtaining information as accurate as possible regarding the average quantities that might be required, and to report to the Council as rapidly as the conditions of this enquiry permit.

The Committee further decided to authorise the Chairman to appoint a sub-committee which would deal with this question and communicate, if necessary, with the Opium Committee through its Secretary.

2. REPORT BY M. LÉON BOURGEOIS.

Adopted by the Council on September 2nd, 1921.

I have the honour to lay before the Council the report submitted to it by the Health Committee as the result of its meetings from August 25th to 29th, 1921.

I would recall the fact that the formation of this Committee and also the appointment of its members are the result of the Council's Resolution of June 22nd, 1921. This Resolution was adopted owing to the fact that it was impossible to carry out the Assembly's Resolution of December 10th, 1920; indeed, the latter, which involved the amalgamation of the International Office of Public Health with the Health Organisation of the League of Nations, could not be carried into effect. For this reason, the Council, in order to fulfil the stipulations of the Covenant, decided to create a Provisional Committee for the purpose of drawing up a plan for a new Health Organisation.

¹ See *Official Journal*, 2nd Year, No. 7, page 790

d'hygiène et aussi d'apporter une solution immédiate aux quelques questions spéciales posées devant le Conseil.

C'est le résultat des travaux de cette Commission provisoire que j'ai à rapporter devant vous.

1^o *Organisme d'hygiène.*

La Commission provisoire a tenu à s'inspirer de l'esprit qui avait dicté la résolution de l'Assemblée du 10 décembre 1920 et à aboutir à un organisme qui se rapprochât, autant que le permettaient les circonstances, de celui qui avait été adopté par elle.

L'Organisme d'hygiène prévu par l'Assemblée comprenait : une Commission générale, organe consultatif ; une Commission technique, organe d'action de caractère plus permanent ; un secrétariat avec un directeur médical. La Commission générale n'était autre que le Comité permanent de l'Office international d'Hygiène publique.

L'Organisme d'hygiène que nous recommandons la Commission provisoire nommée par nous comprend : un Comité d'hygiène, qui tient lieu et place de la Commission technique, et une Section d'hygiène, qui n'est autre que le Secrétariat d'hygiène avec son directeur médical.

Quant à l'Organe consultatif, il persiste, mais sans être incorporé à l'Organisme d'hygiène de la Société des Nations, puisque l'Office s'y est refusé. L'Office reste autonome, indépendant avec ses statuts et sa composition actuelle. Mais il sera consulté par le Comité d'hygiène de la Société des Nations aussi souvent que les circonstances l'exigeront ; cette collaboration est assurée par des déclarations formelles du Président du Comité permanent de l'Office.

Ainsi donc, les différents éléments de l'Organisme d'hygiène prévus par la résolution de l'Assemblée du 10 décembre 1920 se retrouvent, avec leurs caractères fonctionnels, dans l'organisation recommandée par la Commission provisoire. Mais, au lieu d'être placé sous l'autorité de la Société, l'Office en reste indépendant, tout en prêtant tout son concours à l'Organisme d'hygiène propre de la Société.

Vous estimerez sans doute avec moi que cet organisme donne satisfaction aux préoccupations traduites par nos résolutions antérieures, comme par celles de l'Assemblée, et que nous devons nous rallier aux recommandations qui nous sont soumises par les experts que nous avons nommés à cet effet. Ainsi sont écartées les difficultés qui s'étaient élevées par le fait de la préexistence d'une institution internationale d'hygiène à celle que le Pacte nous faisait une obligation de créer. Les obstacles qui s'étaient dressés devant nos efforts se trouvent désormais remplacés par une coopération qui ne pourra être que fructueuse et profitable au bien des peuples.

Je vous propose donc de soumettre à l'Assemblée la résolution proposée par le Comité provisoire, sous réserve, d'une part, de maintenir à cet organisme, pendant quelque temps encore son caractère provisoire, comme nous l'avons fait pour le Comité financier, afin de nous permettre de nous rendre compte de ce que donnera le fonctionnement de cet organisme avant de le créer à titre définitif ; d'autre part, de supprimer, à la page 6, tout ce qui concerne la Section d'Hygiène du Secrétariat général et le chapitre des dépenses ; il suffira simplement de décider que, sur ces deux points, le Comité d'hygiène suivra simplement les règles fixées par tous les organismes techniques de la Société.

Nous indiquerions seulement, à la page 5 : « L'Organisation d'hygiène de la Société comprendra provisoirement un Comité d'hygiène dont le secrétariat, organisé par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations et dépendant de lui, sera dirigé par un directeur médical. »

2^o *Questions spéciales.*

A. *Commission des épidémies.* — Parmi les propositions spéciales formulées par le Comité d'hygiène, il en est une dont l'importance ne vous échappera pas, c'est celle qui a trait à la Commission des épidémies et à sa position dans l'Organisme général d'hygiène. En effet, en attendant que celle-ci pût être créée, vous vous souvenez qu'une Commission des épidémies avait été instituée

tion and also of arriving at an immediate solution of certain special questions which had been laid before the Council.

The results achieved by this Provisional Committee I now lay before you.

(1) *Health Organisation.*

The Provisional Committee has endeavoured to conform to the spirit of the Resolution of the Assembly of December 10th, 1920, and to devise an organisation which should conform, as far as circumstances would permit, to that adopted by the Assembly.

In this Health Organisation, the Assembly provided for : a general Committee to act in an advisory capacity ; a technical Committee, an executive organisation of more permanent character ; a Secretariat with a Medical Director. The General Committee was identical with the Permanent Committee of the International Office of Public Health.

The Health Organisation recommended by the Provisional Committee, and appointed by us, includes : a Health Committee which takes the place of the Technical Committee and a Health Section which is the same as the Health Secretariat with its Medical Director.

The Advisory body is to remain, but will not be incorporated in the Health Organisation of the League of Nations, since the International Office of Public Health does not agree to this step. The Office remains autonomous and independent, with its present statutes and organisations. It will, however, be consulted by the Health Committee of the League of Nations whenever circumstances require ; this collaboration is assured by the formal declarations of the President of the Permanent Committee of the Health Office.

Thus, the various elements of the Health Organisation provided for by the Resolution of the Assembly dated December 10th, 1920, are reproduced, each with its own special character, in the organisation recommended by the Provisional Committee. Instead of being placed under the authority of the League, however, the Office is to remain independent, while at the same time rendering all possible help to the Health Organisation of the League itself.

You will no doubt consider, as I do, that this organisation satisfies the requirements expressed in our former Resolutions and also in that of the Assembly, and further that we should support the recommendations submitted to us by the experts whom we appointed for this purpose. Thus, we avoid the difficulties which arose from the fact that an international health organisation was already in existence before that which, under the terms of the Covenant, we were obliged to found. Instead of the obstacles which have hitherto frustrated our efforts, we shall henceforth have a system of co-operation which cannot but be fruitful and profitable for the welfare of the nations.

I, therefore, propose to you to submit to the Assembly the Resolution proposed by the Provisional Committee, with the reservations : first, that the provisional character of this organisation shall be maintained for some time yet, as in the case of the Financial Committee, so that we shall be in a position to gauge the results of this organisation's work before giving it a permanent basis ; and secondly, that on page 6 all that refers to the Health Section of the Secretariat and also the chapter on expenditure shall be deleted. With regard to these two matters it will be enough merely to decide that the Health Committee shall observe the rules laid down for all the technical organisations of the Secretariat of the League.

We would draw attention to the following passage on page 5 : " The Health Organisation of the League shall provisionally comprise a health committee of the Secretariat, which, organised by the Secretary-General of the League of Nations and dependent on him, shall be placed under a medical director. "

(2) *Special Questions.*

A. *Committee on Infectious Diseases.* — Among the special proposals drawn up by the Health Committee, there is one the importance of which you will not fail to recognise, namely, that concerned with the Epidemics Commission and its position in the General Health Organisation. You will remember that, while waiting till the creation of the latter became a possibility, an Epidemic

afin de parer de manière urgente au danger menaçant pour l'Europe occidentale dû à la situation sanitaire en Pologne. Cette Commission, comme j'y reviendrai tout à l'heure, a fourni un travail des plus utiles. Aujourd'hui que l'Organisme d'hygiène de la Société des Nations semble arrivé au pied d'œuvre, il est logique — pour ne pas dire indispensable à la marche méthodique du travail — de lui rattacher la Commission des épidémies. C'est ce que, d'accord avec celle-ci même, nous recommandons la Commission d'hygiène. Vous considérerez sans doute comme moi que ce vœu est légitime et conforme à l'intérêt général et qu'il convient de décider que désormais la Commission des épidémies sera l'une des sections de l'Organisme d'hygiène, son activité devant être coordonnée par les soins du directeur médical avec celle du Comité d'hygiène.

B. *Situation sanitaire de l'Europe orientale.* — Je viens de mentionner brièvement que les résultats obtenus en Pologne par la Commission des épidémies ont été des plus satisfaisants ; c'est ce que constate le rapport de la Commission provisoire d'hygiène. Celle-ci estime que les mesures qui ont été prises en Pologne, et qui ont été si efficaces, devraient sans doute être étendues à d'autres pays limitrophes du foyer épidémique de Russie, mais que, pour déterminer exactement l'application de ces mesures, il serait indispensable d'obtenir sur place des informations précises sur l'importance de ce foyer.

À cet effet, la Commission provisoire recommande qu'une brève enquête soit menée en Russie. J'estime que nous devons adopter cette recommandation.

En ce qui concerne les services d'informations épidémiologiques et de statistique sanitaire et les questions de l'opium et des médicaments toxiques, vous n'avez, je pense, qu'à accepter les conclusions qui nous sont présentées et que vous avez tous sous les yeux.

Tels sont, Messieurs, les travaux de la première session de la Commission provisoire d'hygiène que vous avez nommée. Vous penserez sans doute comme moi qu'ils répondent à ce que nous attendions et qu'en transmettant le rapport qui les consigne à l'Assemblée, nous ne pouvons que recommander à celle-ci l'adoption des propositions qu'il renferme.

X.

L'ORGANISATION DU TRAVAIL INTELLECTUEL.

I. RAPPORT DE M. LÉON BOURGEOIS,

adopté par le Conseil le 2 septembre 1921.

Comme suite aux vœux émis le 18 décembre 1920 par l'Assemblée de la Société des Nations sur le travail intellectuel et en conformité avec les idées adoptées par le Conseil dans ses séances des 1^{er} mars et 27 juin 1921, le Secrétariat général a préparé deux rapports, l'un qui étudie l'œuvre entreprise jusqu'à ce jour par l'Union des Associations internationales, l'autre qui n'est qu'un préambule au projet de résolution recommandant à l'Assemblée de demander au Conseil de nommer une Commission chargée de lui présenter en 1922 un rapport sur les mesures que la Société pourrait prendre, afin de faciliter les échanges intellectuels entre les peuples. Je propose au Conseil d'adopter ces deux rapports.

À première vue, ils déçoivent un peu notre attente, mais à la réflexion, je les crois plus opportuns que d'autres projets plus ambitieux.

Commission was formed, in order to meet promptly the danger threatening Western Europe as a result of the health conditions in Poland. This Committee, as I shall show later, has done most useful work. To-day, when the Health Organisation of the League of Nations appears to have reached a working basis, it is logical—not to say indispensable to the methodical progress of the work—to attach to it the Epidemic Commission. This is a step recommended to us by the Provisional Health Committee in agreement with the Commission. You will no doubt agree with me that this recommendation is logical and in harmony with the general interests, and that we ought now to decide that henceforward the Epidemics Commission shall be a section of the Health Organisation, and the Medical Director shall take due precautions to co-ordinate its activities with those of the Health Committee.

B. *Health Situation in Eastern Europe.* — I have just alluded briefly to the results obtained in Poland by the Epidemics Commission on Infectious Diseases as having been highly satisfactory; this is established by the report of the Provisional Committee. The latter considers that the measures which have been taken in Poland and which have proved so effective should undoubtedly be extended to other countries bordering on the centre of epidemics in Russia; but that in order to determine definitely the application of these measures it should be indispensable to obtain, on the spot, accurate information as to the importance of that centre.

To this end the Provisional Committee recommends that a brief enquiry be held in Russia. I consider that we should adopt this recommendation.

With regard to the Department of Epidemiological Intelligence and Health Statistics, together with the questions of opium and toxic drugs, we have only, I imagine, to accept the conclusions which are submitted to us, and which you all have before you.

Such, Gentlemen, is the work accomplished by the first meeting of the Provisional Health Committee which you appointed. You will, no doubt, agree with me that it has fulfilled our expectations, and that, in presenting the report which brings this work before the Assembly, we can but commend to the latter the adoption of the proposals contained in it.

X.

ORGANISATION OF INTELLECTUAL WORK.

I. REPORT BY M. LÉON BOURGEOIS.

Adopted by the Council on September 2nd, 1921.

In accordance with the recommendations formulated on December 18th, 1920, by the Assembly of the League of Nations regarding intellectual work, and in conformity with the attitude taken up by the Council in its meetings of March 1st and June 27th, 1921, the Secretary-General has drawn up two reports. The first deals with the work hitherto undertaken by the Union of International Associations; the second is simply a preamble to the draft resolution recommending that the Assembly should ask the Council to appoint a Committee to lay before it in 1922 a report on measures which might be taken by the League for the purpose of facilitating international exchange in the domain of intellectual activity. I propose that the Council should adopt these two reports.

They do not, at first sight, come up to our expectations, but on consideration I think that they are more suitable than other and more ambitious schemes.

Nous avons tous le sentiment que, pour la Société des Nations, il n'est pas de tâche plus urgente que de s'occuper de ces grands facteurs d'opinion internationale que sont les systèmes, les méthodes d'éducation, les recherches scientifiques et philosophiques. On ne comprendrait vraiment pas que la Société s'intéressât à l'amélioration des moyens d'échange des produits matériels et se désintéressât des moyens d'accélérer les échanges d'idées de nation à nation. Sans un esprit de mutuelle intelligence internationale, une association de nations ne peut vivre.

Par exemple, on peut immédiatement supputer le gain que représenteraient pour notre Société toutes mesures nouvelles qui, grâce à une équivalence mieux définie des diplômes des divers pays, un échange plus fréquent des chaires entre professeurs de diverses nationalités, entretiendraient entre les nations une circulation plus active de maîtres et d'élèves. Et le gain serait plus grand encore qui résulterait d'une communication plus rapide et plus précise de toutes les recherches scientifiques entreprises concurremment sur plusieurs points du monde.

Il ne s'agit nullement de porter atteinte à l'originalité des esprits nationaux dont la diversité même est la condition essentielle du progrès général des idées humaines. Il s'agit, au contraire, de permettre à chacun de ces génies nationaux de se développer avec d'autant plus de force et de vitalité qu'il pourra puiser plus largement dans le trésor commun des connaissances des méthodes des découvertes de tous.

Nous sommes donc d'accord sur l'urgence qu'il y a, pour la Société des Nations, à faire apparaître toutes les affinités entre l'idée politique qu'elle représente et tous les aspects de la vie intellectuelle qui lient les nations entre elles. Mais, dans la mesure même où ces affinités d'ordre spirituel nous paraissent être vitales, nous devons y toucher avec plus de précautions que s'il s'agissait de relations d'ordre matériel. Systèmes d'éducation, recherches scientifiques ou philosophiques peuvent aboutir à de grands résultats internationaux, mais ils ne naîtraient ni ne prospéreraient s'ils n'étaient aux fibres les plus intimes des sensibilités nationales.

Pour échapper à tout reproche d'ingérence auquel la Société ne manquerait pas de s'exposer si elle proposait elle-même un plan d'organisation de la vie intellectuelle entre les nations, il convient donc qu'elle invite ses Membres à nommer une Commission qui, composée des hommes les plus qualifiés dans l'ordre éducatif et scientifique, proposerait un programme d'action ; car le travail n'a pas attendu notre Société pour s'organiser entre les nations. Et vraiment, si une vie intellectuelle internationale n'avait déjà pris corps depuis longtemps, notre société n'aurait jamais commencé d'exister. Il s'agit donc simplement de simplifier, de clarifier, d'amplifier les relations déjà existantes ; et c'est aux universitaires, aux savants, aux académiciens, de nous dire eux-mêmes où il en est et quelles sont les exigences immédiates de leurs écoles, de leurs laboratoires, de leurs associations pour qu'y affluent plus largement et y circulent plus librement les grands courants intellectuels du monde.

Ainsi renseignée par les intéressés eux-mêmes, la Société des Nations pourra mettre toute son influence morale dont elle dispose au service de la réalisation de leur programme, bien sûre qu'elle l'aide qu'elle aura ainsi prêtée lui sera rendue au centuple.

Nous avons laissé de côté toute une face du problème dont a cependant été saisie la Société des Nations ; celle qui touche à la défense des intérêts et à l'amélioration de la condition des travailleurs intellectuels. Mais il nous a paru, d'après les délibérations du congrès qui s'est tenu tout dernièrement à Bruxelles, que cette question spéciale aux yeux mêmes des promoteurs de l'idée, ressortissait plus directement de la compétence du Bureau international du Travail.

En conséquence, après ces quelques mots d'explication sur le caractère à la fois modeste et ambitieux des rapports qui lui sont soumis par le Secrétariat, je propose au Conseil de recommander à l'Assemblée le projet de résolution suivant :

« L'Assemblée invite le Conseil à procéder à la désignation d'une Commission pour l'étude des questions internationales de coopération intellectuelles et d'éducation. Cette commission comprendra un maximum de douze membres désignés par le Conseil. Elle présentera à la prochaine Assemblée un rapport sur les mesures que la Société pourrait prendre en vue de faciliter l'échange intellectuel entre les peuples, notamment en ce qui concerne la communication des informations scientifiques et des méthodes d'éducation.

We are all agreed that the League of Nations has no task more urgent than that of examining these great factors of international opinion—the systems and methods of education, and scientific and philosophical research. It would be unthinkable that the League should endeavour to improve the means of exchange of material products without also endeavouring to facilitate the international exchange of ideas. No association of nations can hope to exist without the spirit of reciprocal intellectual activity between its members.

For example, it is clear to all how much the League would benefit by any new measures which, by establishing a more definite parallelism between the diplomas of the various countries and a more frequent exchange of Chairs between professors of various nationalities, would lead to a more active interchange of teachers and students between nations.

A still greater benefit would result from measures which permitted a more rapid and more accurate communication of all work undertaken simultaneously in the field of scientific research in various parts of the world.

There is no question of detracting from the originality of national workers whose very diversity is essential for the general progress of ideas. On the contrary, the object is to enable each of these national thinkers to develop his ideas with greater force and vitality, by making it possible for him to draw more fully upon the common treasure of knowledge, methods and discoveries. We are, therefore, agreed that the League of Nations should at the earliest opportunity take steps to show how closely the political idea which it represents is connected with all the aspects of the intellectual life which unites the nations. But in proportion as we consider this spiritual connection a vital one, we must deal with it with more caution than if it were a merely material relation. Systems of education, scientific or philosophical research may lead to great international results, but they would never be initiated or would never prosper if they were not bound up with the deepest national sensibilities.

To avoid all risk of the reproach of interference, a risk which the League would undoubtedly incur if it put forward on its own responsibility a scheme of organisation of intellectual activity between nations, the League should request its Members to appoint a Committee composed of the persons best qualified to deal with matters of education and science, to draw up a plan of action ; or the formation of our League does not mark the dawn of the organisation of intellectual work between the nations. Indeed, if an international intellectual life had not been long existent, our League would never have been formed. It is, then, merely a question of defining, simplifying and extending the relations already existing ; and it is to the universities, to the "savants," and to the academicians that we must go for information upon the present extent of these relations and upon the immediate needs of their schools, their laboratories and their associations, so that wider access to such institutions and freer circulation between them may be provided for the great intellectual currents of the world.

Thus furnished with information by those directly concerned, the League of Nations will be able to exert all the moral influence at its command towards the realisation of their programme, sure that such support will be repaid a hundredfold.

We have omitted all reference to an aspect of the problem to which the attention of the League is nevertheless already been drawn.—I mean the defence of the interests and the improvement of the position of intellectual workers. In view of discussions at the Congress lately held in Brussels, it appears to me that this special question falls more directly, even in the opinion of the promoters of the scheme, within the competence of the International Labour Office.

I propose, therefore, after these few words of explanation of the moderate and at the same time ambitious character of the reports which are submitted to it by the Secretariat, that the Council should recommend the following draft resolution for adoption by the Assembly :

"The Assembly calls upon the Council to appoint a Committee to examine international questions regarding intellectual co-operation and education. This Committee will consist of not more than twelve members, appointed by the Council. It will submit to the next Assembly a report on the measures to be taken by the League to facilitate intellectual exchange between nations, particularly as regards the communication of scientific information and methods of education.

« En attendant l'examen de ce rapport par l'Assemblée, cette Commission servira d'organe consultatif au Conseil qui pourra lui soumettre toutes questions techniques de cet ordre qui se présenteraient jusqu'à la prochaine réunion de l'Assemblée.

« L'étude du projet de création d'un Bureau international de l'éducation, proposée dans la résolution du Conseil du 1^{er} mars 1921, sera également confiée à ladite Commission. »

2. L'ŒUVRE DE L'UNION DES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES EN MATIÈRE D'ÉDUCATION ET D'ORGANISATION DU TRAVAIL INTELLECTUEL.

Mémoire du Secrétaire général approuvé par le Conseil le 2 septembre 1921.

A la suite du rapport sur l'organisation du travail intellectuel, présenté à l'Assemblée de la Société des Nations, au cours de sa première session, par sa deuxième Commission, l'Assemblée a adopté la résolution suivante :

« L'Assemblée de la Société des Nations, approuvant l'aide accordée par le Conseil aux œuvres qui ont pour objet le développement de la coopération internationale dans le domaine intellectuel, et notamment l'appui moral et matériel donné à l'Union des Associations internationales à l'occasion de la session inaugurale de l'Université internationale, et de la publication du Code des vœux et résolutions des Congrès internationaux,

« Emet le vœu que le Conseil persévère dans cette voie et participe dans la plus large mesure possible aux efforts tendant à réaliser l'Organisation internationale du Travail intellectuel,

« Et l'invite à suivre avec une bienveillante attention les travaux actuellement en cours dans ce but, à leur accorder éventuellement son haut patronage, et à présenter à l'Assemblée, lors de sa prochaine session, un rapport circonstancié sur l'influence éducative qu'ils sont appelés à exercer dans la formation d'un large esprit d'entente et de coopération mondiale et sur l'utilité qu'il pourrait y avoir de les constituer en un organisme technique à rattacher à la Société des Nations. »

Conformément à l'une des conclusions de cette résolution¹, le présent rapport se propose de faire connaître à l'Assemblée quels sont les principaux efforts d'organisation internationale du travail intellectuel dus à l'initiative privée et de mettre en lumière leurs résultats et leur portée. Il ressort du rapport initial, qui a motivé la résolution de la première Assemblée, que celle-ci entendait expressément l'Union des Associations internationales et les institutions groupées autour de cette Union.

I

AVANT 1914.

L'œuvre accomplie par l'Union des Associations internationales ne saurait être séparée de la personnalité de ses fondateurs. Au cours d'une vie consacrée tout entière à l'étude de l'organisation de relations internationales, dans l'intérêt de la paix et de l'humanité, MM. Lafontaine et Otlet ont poursuivi la réalisation de vastes projets afin de centraliser méthodiquement tous les efforts déployés dans le domaine intellectuel et moral pour établir l'entente et la coopération internationales.

Ils ont conçu les grandes lignes de ces projets dès 1895, en fondant à cette date, comme première ébauche, l'Institut international de Bibliographie. Ils s'étaient proposé un objet d'appli-

¹ Le rapport sur l'utilité qu'il pourrait y avoir de créer, pour le travail intellectuel, un organisme technique à rattacher à la Société des Nations, est présenté séparément. (Voir page 1104).

"Pending the consideration of this report by the Assembly, this Committee will act as an advisory organ to the Council, which may submit to it any technical questions of this kind arising before the next Session of the Assembly.

"To this Committee will also be assigned the task of examining a scheme for an International Office of Education referred to in the Council's Report, dated March 1st, 1921."

EDUCATIONAL ACTIVITIES AND THE CO-ORDINATION OF INTELLECTUAL WORK ACCOMPLISHED BY THE UNION OF INTERNATIONAL ASSOCIATIONS.

Memorandum by the Secretary-General approved by the Council on September 2nd, 1921.

As a result of a report on the "Co-ordination of Intellectual Work," which was submitted to the Assembly of the League of Nations during its first Session by the Second Committee, the Assembly adopted the following Resolution:

"The Assembly of the League of Nations, approving the assistance which the Council has given to works having for their object the development of international co-operation in the domain of intellectual activity, and especially the moral and material support given to the Union of International Associations on the occasion of the Inaugural Session of the International University and of the publication of the List of Recommendations and Resolutions of the International Congresses:

"Recommends that the Council should continue its efforts in this direction, and should associate itself as closely as possible with all methods tending to bring about the international organisation of intellectual work.

"The Assembly further invites the Council to regard favourably the efforts which are already in progress to this end, to place them under its august protection if it be possible, and to present to the Assembly during its next Session a *detailed report on the educational influence which it is their duty to exert with a view to developing a liberal spirit of good-will and world-wide co-operation, and to report on the advisability of giving them shape in a technical organisation attached to the League of Nations.*"

In conformity with one of the conclusions of this Resolution,¹ the present report proposes to acquaint the Assembly with the principal efforts towards the international co-ordination of intellectual work which are due to private initiative and to describe their results and their scope. It is far from the first report, which was the basis of the Resolution, that the Assembly had specially in view the Union of International Associations and the Institutions which are affiliated to that Union.

I.

UP TO 1914.

The work accomplished by the Union of International Associations cannot be separated from the personality of its founders. In the course of a life which has been entirely devoted to the study of questions connected with the organisation of international relations in the interests of peace and humanity, MM. Lafontaine and Otlet have worked for the realisation of far-reaching schemes in order to centralise methodically all the efforts put forward in the moral and intellectual sphere to establish international agreement and co-operation.

The general outlines of these schemes were conceived as early as 1895 when, as a preliminary step, the International Office of Bibliography was founded. The aim of the founders was limited,

¹ The report on the advisability of forming a technical organisation attached to the League of Nations for intellectual work is printed separately (see page 1104).

cation limité, mais d'un intérêt à la fois pratique et universel. Fixer des principes uniformes de bibliographie et de bibliothéconomie, c'est contribuer à organiser et développer la coopération internationale : œuvre indispensable, non seulement au progrès des sciences, internationales par définition, mais aussi à toute tentative d'organiser et de grouper les forces intellectuelles du monde.

De 1897 à 1910, l'Office international de Bibliographie a réuni quatre Conférences internationales de bibliographie et publié un véritable code, dont les prescriptions ont été adoptées par un millier d'établissements publics ou privés de divers pays.

Le point de départ ainsi assuré, MM. Lafontaine et Otlet ont créé à Bruxelles un ensemble d'œuvres nouvelles, véritables centre de documentation internationale. Le *Répertoire bibliographique universel* compte, aujourd'hui, plus de douze millions de fiches. Les *Archives internationales* comprennent à l'heure actuelle plus d'un million de pièces ; alimentées régulièrement, elles constituent une véritable encyclopédie documentaire de la vie internationale contemporaine, surtout dans les domaines scientifique, technique et sociologique. La *Bibliothèque internationale*, qui groupait plus de soixante bibliothèques, appartenant à diverses institutions internationales établies à Bruxelles, riche aujourd'hui de plus de cent mille volumes, centralise la plupart des publications d'intérêt international. Le Musée international doit son origine à une exposition temporaire, organisée à l'occasion du premier Congrès mondial des Associations internationales (1910) ; il veut illustrer par des tableaux graphiques et statistiques le progrès dans tous les domaines de l'organisation internationale et les nécessités qui l'ont fait naître.

L'organisation internationale doit ce progrès aux grands courants d'idées qui se sont manifestés pendant les trente dernières années¹, dans des domaines différents, scientifique, moral, juridique, économique, social, charitable, mais qui tous ont convergé vers l'organisation de la vie internationale suivant des principes aussi stables, aussi sûrs que ceux qui dirigent la vie nationale.

Les associations internationales de toute sorte, officielles ou privées, ont, chacune dans son domaine propre, centralisé et coordonné ce mouvement.

Le passé garantit leur efficacité ; on leur doit, par exemple, dans une grande mesure, comme on le voit remarquer les fondateurs de l'Union, la poste universelle, l'extension du système métrique et décimal, l'institution d'une juridiction d'arbitrage entre nations, le développement du droit international privé, l'accord pour l'adoption de mesures d'hygiène publique, ou, pour passer du domaine des intérêts pratiques à celui de la vie intellectuelle, la coopération scientifique internationale.

S'occupant d'objets de plus en plus divers, elles ont fini par couvrir le champ presque entier des études et de l'activité humaine. Mais ces forces vives de la coopération et de l'organisation internationale se sont développées au hasard, sans méthode, en ordre dispersé.

L'Union des Associations internationales leur a fourni un centre de ralliement. Elle s'est donné pour programme :

1^o D'établir entre les associations internationales des relations permanentes et, d'une manière générale, de stimuler parmi ces associations la conscience de leur objet commun : le développement d'un esprit d'entente internationale dans tous les domaines où cette entente paraît désirable et possible ;

2^o D'étudier les questions qui présentent un intérêt commun pour toutes ces associations (organisation, statut juridique, etc.) ;

3^o De coordonner les efforts déployés et d'utiliser les progrès obtenus par les associations affiliées, chacune dans son domaine, en les groupant suivant leur objet et en encourageant les ententes entre associations ayant une activité analogue, afin d'appliquer les principes de division du travail et de centralisation des résultats. Pour ne citer qu'un exemple de l'utilité d'une telle coordination, rappelons qu'il existe une cinquantaine d'Associations médicales internationales. D'autre part, cette coordination est possible, comme le démontre dans une des questions de coopération internationale les plus vastes, le Conseil international de Recherches créé en 1919. Sa constitution, remarquablement comprise, a permis de réaliser effectivement, depuis 1920, un système complet d'organisation de l'activité internationale dans les diverses branches de la science.

¹ Conférences ou Congrès internationaux tenus de 1890 à 1899 : 510 ; de 1900 à 1909 : 1070.

but, nevertheless, of universal and practical interest. To establish uniform principles of bibliography and library economics is to contribute to the organisation and development of international co-operation : this is an indispensable work, not only because it is a condition of progress for the sciences — which are necessarily international — but also because it is indispensable for every effort towards the organisation and the grouping of the intellectual forces of the world. From 1897 to 1910 the " International Office of Bibliography " organised four international Conferences on Bibliography and published a code of rules, which has been adopted by a thousand public and private establishments in various countries.

The foundation-stone being thus laid, MM. Lafontaine and Otlet set up at Brussels a group of new institutions, a genuine centre of international documentation. The Universal Index of Bibliography (*Répertoire bibliographique universel*) includes to-day more than 12,000,000 cards. The International Archives (*Archives internationales*), which at present contain more than a million documents, and are kept up-to-date, constitute a genuine documentary encyclopædia of contemporary international activities, especially as regards scientific, technical and sociological questions. The International Library (*Bibliothèque internationale*), formed by the amalgamation of more than sixty libraries belonging to various international institutions established in Brussels, now possesses more than 100,000 volumes and includes the majority of publications of international interest. The International Museum (*Musée international*) owes its origin to a temporary exhibition organised upon the occasion of the first World Congress of International Associations (1910) ; its purpose is to illustrate by graphic and statistical tables the progress in all spheres of international organisation and the requirements to which its existence is due.

International organisation owes this progress to the far-reaching currents of ideas which have become manifest during the last thirty years¹ in different spheres — scientific, moral, legal, economic, social, charitable — all converging towards the organisation of international life upon principles as stable and as sure as those which direct national life.

The international Associations, both private and official, of every kind, each in its own sphere, have centralised and co-ordinated this movement.

The past has given proof of their effectiveness ; to them are due, for example, to a considerable extent, as the founders of the Union have pointed out, such benefits as the Universal Postal Service, the extension of the metric and decimal systems, the introduction of arbitration between nations, the development of private international law, international agreements for the adoption of joint measures with regard to public health, and, turning from the sphere of practical interests to that of intellectual life, to them is owed international co-operation in science.

By dint of handling subjects of ever-increasing variety, these organisations have succeeded in covering almost the whole field of human research and activity. But these vital forces for international co-operation and organisation have developed haphazard, irregularly and without cohesion.

The Union of International Associations has provided them with a rallying point. The programme it has set itself is :

(1) To establish permanent relations between the International Associations and, in general, to encourage among these Associations a consciousness of their common aim : the development of the spirit of international union in all spheres in which such a union appears desirable and possible.

(2) To investigate questions which are of common interest to all these Associations (organisation, legal status, etc.).

(3) To co-ordinate the efforts of and to utilise the progress achieved by the affiliated Associations, each within its own sphere, to classify them in groups according to their aims, and to encourage the conclusion of agreements between Associations which have a common sphere of activities, with a view to divide the work and to centralise results.

To give only one example of the desirability of such co-ordination we may point out that about fifty International Medical Associations are in existence. Co-ordination is, moreover, possible, as is proved in one of the widest questions of international co-operation by the " International Council of Research," founded in 1919, the constitution of which was so well planned that it has been possible, since 1920, to inaugurate a complete system for the organisation of international activity in the various branches of science.

¹Conferences or International Congresses held between 1890 and 1899, 510 ; from 1900 to 1909, 1,070.

Dans l'esprit des fondateurs de l'Union, le terme idéal de cet effort de coordination et de coopération, c'est « l'élaboration d'une organisation mondiale, fondée sur le droit, sur le progrès scientifique et technique et sur la libre représentation de tous les intérêts communs à l'humanité ».

Le caractère essentiel de l'Union est d'être une fédération ouverte à toutes les associations internationales, privées ou publiques, qui n'ont pas un but « lucratif », et poursuivent un objet d'ordre intellectuel ou moral, ou d'utilité publique ; les associations internationales d'ordre professionnel ne sont pas exclues de cette définition. De 132 en 1920, le nombre des adhérents à l'Union s'était élevé à 230 en 1914 ; ce chiffre représente près de la moitié du total des associations internationales connues, qui dépasse 500, et, en fait, la plupart de celles qui présentaient quelque importance et avaient fait preuve d'activité : associations scientifiques ou d'enseignement, associations juridiques, associations d'ordre moral ou spéculatif, associations de solidarité sociale ou économique, associations philanthropiques, associations techniques. Pour indiquer combien ces groupements sont nombreux et leurs objets divers, il suffirait de citer, au hasard, dans cet ensemble d'organisations, l'Institut de droit international, l'Association internationale de protection contre la tuberculose, l'Institut international de statistique, la Fédération internationale du personnel de l'enseignement secondaire public, le Conseil international des femmes, l'Association internationale de la presse médicale, le Congrès international de la mutualité, la Ligue des espérantistes, le Bureau international des poids et mesures, l'Union interparlementaire...

L'Union des Associations internationales est représentée par un office permanent à Bruxelles. Elle a exercé son action par des publications diverses et des congrès.

L'*Annuaire de la Vie internationale*, qui s'est substitué, de 1908 à 1911, mais à une plus grande échelle (deux volumes à 1550 et 2652 pages), à un recueil publié par l'Institut international de la Paix, et la revue mensuelle *La Vie internationale*, qui a paru de 1912 à 1914, se sont proposés une enquête permanente sur l'organisation de la vie internationale. La revue a donné, outre les articles de fond, un calendrier et un compte rendu des réunions internationales, ainsi qu'un recueil périodique des principaux faits et renseignements relatifs au mouvement international. L'*Annuaire* rassemble les monographies de plus de cinq cents associations et constitue aujourd'hui encore la seule source dont on dispose pour une documentation d'ensemble sur les associations internationales. Il serait évidemment désirable que des publications de ce caractère pussent être reprises et fussent assurées d'une existence durable.

Le Congrès mondial des Associations internationales s'est réuni trois fois, en 1910, 1911 et 1920. Il s'est occupé spécialement, avant la guerre, de la collaboration internationale dans l'enseignement public et des questions de méthode de coopération internationale dans les sciences et leurs applications (unification de la terminologie, standardisation des unités de mesure, scientifiques et industrielles). Il s'est occupé, en outre, de l'élaboration des statuts généraux de l'organisation intérieure des associations internationales et de la coordination de leurs travaux. Un des résultats intéressants obtenus dans ce domaine par le Congrès mondial est le projet de convention qui attribue aux associations internationales privées, en qualité de personnes coopératives, une existence juridique internationale et qui crée un bureau international pour l'enregistrement et la publication de leurs statuts.

II

DEPUIS LA CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

La naissance de la Société des Nations a vivement encouragé les efforts de l'initiative privée.

L'Union des Associations internationales devait trouver dans la création de la Société la consécration logique de ses principes et de ses ambitions. Avant la guerre, la nature même de ses travaux avait fait d'elle, indirectement, et dans la mesure de ses moyens, l'un des promoteurs de la Société des Nations. Elle avait même affirmé, à l'avance, dans ses Congrès, que « le principe de la Société des Nations était l'aboutissant de tout le mouvement international ». Au cours de la guerre, les dirigeants de l'Union avaient élaboré des projets de pacte et de constitution internationale.

In the minds of the founders of the Union, the ideal aimed at by this effort of co-ordination and co-operation is the "attainment of a world organisation founded on law, on scientific and technical progress, and on the free representation of all the interests which are common to the human race."

The essential character of the Union is that it should be a federation open to all the International Associations, private or public, which are not "commercial" but have an intellectual or moral object or work for the service of the public; International Associations of a professional nature are not excluded by this definition. The number of Associations which adhered to the Union rose from 132 in 1910 to 230 in 1914; the latter figure is nearly half of the total of recognised International Associations, which exceeds 500, and, in fact, represents the greater part of those which were of importance or displayed activity. There were scientific or teaching Associations, legal Associations, Associations of a moral or speculative nature, Associations for social or economic union, philanthropic Associations, technical Associations; to illustrate the multiplicity of these groups and the diversity of their aims, it is sufficient to quote at random such names from this collection of Associations as the Institute of International Law, the International Association for Protection against Tuberculosis, the International Statistical Institute, the International Federation of the Staffs of Secondary Public Schools, the International Council of Women, the International Association of the Medical Press, the International Congress of Social Insurance, the League of Esperantists, the International Office of Weights and Measures, and the Inter-Parliamentary Union.

"The Union of International Associations" is represented by a permanent office in Brussels. Its activities have taken the form of various publications and congresses.

From 1908 to 1911, the *Annual of International Activities* took the place on a larger scale (two volumes of 1,550 and 2,652 pages) of a publication issued by the International Institute of Peace; this Annual and the Monthly Review, *International Life*, which appeared from 1912 to 1914, were intended as permanent organs of research into the organisation of international life. Besides the leading articles, the review published a calendar and the minutes of international meetings and a periodical summary of all chief events and documents relating to the international movement in general. The Annual contains the monographs of more than 500 Associations and is still the only source available for complete documentary information with regard to International Associations. It is obviously desirable that publications of this nature should be re-started and assured of a permanent existence.

The World Congress of International Associations met three times, in 1910, 1913 and 1920. Before the war one of its principal activities was with international collaboration in public education and in questions of international co-operation, of method in the sciences and their application (unification of scientific terminology, standardisation of units of measure in science and industry). It also dealt with the drawing up of general statutes for the internal organisation of International Associations and the co-ordination of their work. One of the interesting results obtained in this sphere by the World Congress is the Draft Convention giving private International Associations, regarding their status as co-operative bodies, an international legal existence, and which creates an International Office for the registration and the publication of their statutes.

II.

SINCE THE FORMATION OF THE LEAGUE OF NATIONS.

The birth of the League of Nations has given a great impetus to private initiative. The principles and ambitions of the "Union of International Associations" were consecrated by the formation of the League. The very nature of the work carried out by the Union of International Associations before the war rendered it, indirectly and within the means at its disposal, one of the promoters of the League of Nations. It had already expressly declared at one of the Congresses that the "principle of a League of Nations was the ultimate end of all international movements." During the war the leaders of the Union drew up drafts of a Covenant and of an international constitution.

La guerre terminée, l'Union se déclarait prête à coopérer avec la Société. Dès l'été 1919 le Conseil des délégués, en se remettant au travail, affirma que les « Associations internationales devaient agir dans le cadre de la Société des Nations ». Le programme du Congrès de 1920 insista sur cette affirmation : « Les Associations internationales doivent trouver dans le Pacte leur haute justification et protection et travailler ensemble de toutes leurs forces à consolider, élargir, compléter, la plus grande Société des Nations ».

La seconde période de l'histoire de l'Union est marquée par cette volonté de collaboration avec la Société des Nations, par l'établissement de rapports réguliers avec elle, et le désir de trouver dans la Société, pour l'œuvre de l'Union des Associations internationales, un appui permanent.

Depuis 1920, l'Union a manifesté son activité par trois initiatives nouvelles : la publication d'un *Code des Vœux et Résolutions des Congrès internationaux* pour donner suite à une résolution du Congrès de 1913 (la préparation en avait été poursuivie pendant la guerre) ; la création d'une Université internationale ; l'institution d'un « Centre international ».

Le *Code des Vœux* est un recueil des principales conclusions et des principaux vœux formulés par les quelque 3000 Congrès ou Conférences internationales tenus depuis le milieu du dernier siècle au début du développement des associations internationales. Le Code doit être tenu à jour au moyen de suppléments périodiques. Aucun essai de codification de ce genre n'avait été fait, sauf dans des domaines spéciaux. Conçu sur un plan méthodique et logique, le *Code des Vœux* précise les principes directeurs du mouvement contemporain d'organisation internationale.

Dans toute question d'organisation internationale, les conclusions adoptées par les congrès internationaux peuvent seules offrir aux associations internationales, aux gouvernements, à la Société des Nations, des propositions formelles s'inspirant de l'état des questions, des besoins existants et de l'expression d'opinions qualifiées. Le *Code des Vœux* ne doit pas être considéré comme un *Corpus* rétrospectif d'intérêt historique. Il constitue pratiquement un indispensable instrument de recherche et d'information. C'est par ces raisons que le Conseil de la Société avait justifié l'attribution d'un subside de 1500 livres sterling à cette publication. L'Union des Associations internationales a donc assumé une tâche que le Secrétariat de la Société des Nations aurait été, sans elle, dans la nécessité d'entreprendre.

La création de l'Université internationale est la réalisation d'une idée émise, depuis un quart de siècle, par divers groupements internationaux. L'Université internationale a pour objet de constituer un centre de haut enseignement international. Elle se propose d'achever la formation intellectuelle d'un certain nombre d'étudiants, en attirant leur attention « sur les principaux aspects internationaux de toutes les grandes questions », afin de constituer peu à peu, parmi les hommes destinés, dans tous les pays, à exercer une influence dans les fonctions publiques, dans la vie politique ou dans l'enseignement, une élite de quelques milliers d'esprits, capables de collaborer à l'entente internationale et à l'œuvre de la Société des Nations.

L'Université est organisée sur le principe d'une collaboration des associations internationales et des universités nationales les plus importantes, sous la direction administrative de l'Union assurée du concours des gouvernements et de la Société des Nations.

La Confédération internationale des étudiants, fondée à Strasbourg en 1919, et installée depuis à Bruxelles, a exprimé, dès l'origine, sa sympathie pour l'Université internationale et s'est adonnée en principe à son dernier congrès, réuni à Prague en avril 1921.

Les cours de l'Université internationale sont de brève durée : elle fonctionne à la façon de ces cours de vacances institués par beaucoup d'universités. Le programme porte sur trois sujets principaux : 1^o les questions internationales (juridiques, économiques, techniques, etc.) ; 2^o des études comparatives d'histoire et d'institutions nationales contemporaines ; 3^o la Société des Nations. Les associations internationales, les universités et les gouvernements fournissent les professeurs nécessaires. Un projet de « voyage universitaire », destiné à faire connaître aux étudiants les principales universités du monde, doit compléter le programme d'études.

After the war the Union declared itself ready to co-operate with the League. As early as the summer of 1919, the Council of Delegates, on the renewal of their work, laid down the principle that "the duty of the International Associations is to carry on their work under the auspices of the League of Nations." The agenda of the Conference of 1920 laid emphasis upon the following declaration: "The International Associations should regard the Covenant as justifying and protecting their work and should devote their united efforts to the consolidation, extension and completion of a comprehensive League of Nations."

The second period of the history of the Union is marked by this willingness to co-operate with the League of Nations by the establishment of systematic relations and the desire to make use of the League as a permanent means of support for the work of the Union of International Associations.

Since 1920, the Union's activities have developed in three new directions: the publication of a *List of Recommendations and Resolutions of International Congresses*, which was the outcome of a Resolution adopted at the Congress in 1913 (and the preparation of which had been carried on during the war); the creation of an "International University," and the formation of an International Centre."

The *List of Recommendations* is a collection of the chief conclusions and the principal recommendations of the 3,000 odd International Congresses or Conferences held since the middle of the 19th century, the period in which the development of the International Association began. The list is to be kept up-to-date by means of periodical additions. Hitherto no attempt at codification of this nature had been made except in regard to special subjects. Devised methodically and systematically, the *List of Recommendations* sums up the directing principles of contemporary movements towards international organisation.

In any question of international organisation, the conclusions arrived at by International Congresses are alone capable of supplying International Organisations, Governments and the League of Nations with definite suggestions adapted to existing problems, present requirements and expert opinion. The *List of Recommendations* must not be regarded as a retrospective collection of purely historical interest. It forms in practice an indispensable organ of research and information. It was on these grounds that the Council of the League justified a subsidy of £1,500 for the purpose of this publication. The Union of International Associations has thus undertaken a task which the Secretariat of the League of Nations would otherwise have been obliged to undertake.

The creation of the "International University" has given tangible form to an idea advanced during the last twenty-five years by several international groups. The aim of the "International University" is to form a centre for higher international education. It proposes to complete the intellectual education of a certain number of students by instructing them in the principal international aspects of all leading problems and in this way, in the course of a few years, to create amongst these men, who will be called upon, in their respective countries, to exercise influence in public affairs, in politics and in education, an "élite" consisting of several thousand individuals qualified to co-operate in the establishment of an international "entente" and in the work of the League of Nations.

The principle adopted in the organisation of the University is that of collaboration between International Associations and the most important national Universities under the administrative protection of the Union, and with the support of the Governments and of the League of Nations.

The International Confederation of Students, founded at Strasbourg in 1919, which has since established its headquarters at Brussels, has, from the outset, expressed its sympathy with the International University, and, at its last Congress in Prague, April 1921, adhered in principle to the scheme.

The courses of the International University are short; its method of work is similar to the summer courses held in many Universities. Its syllabus includes three principal subjects: (1) International questions (legal, economic, technical, etc.); (2) Comparative studies of history and contemporary International Institutions; (3) The League of Nations. The International Associations, the Universities and the Governments will supply the necessary professors. A scheme for an "Inter-University Tour," to make students acquainted with the principal Universities of the world, is intended to complete the programme of studies.

La première série de cours de l'Université, à Bruxelles, du 5 au 20 septembre 1920, a réuni quarante-sept professeurs et une centaine d'étudiants, représentant les premiers dix, les seconds onze nationalités différentes. Treize associations internationales avaient institué des cours ; 143 conférences ont été données, généralement en français et en anglais. Il convient de signaler entre autres l'exposé des principes et de l'action de la Société des Nations, présenté par le Dr Nitobé, Sous-Secrétaire général et Directeur de la Section des Bureaux internationaux au Secrétariat de la Société. Une seconde session vient d'avoir lieu, du 20 août au 5 septembre 1921.

Le Gouvernement belge ayant mis à sa disposition une aile du Palais du Cinquantenaire à Bruxelles, le Centre international a pu être institué, en 1920. On a pu réunir, dans un domicile unique et définitif, toutes les institutions fondées par MM. Lafontaine et Otlet : Institut international de bibliographie, Archives documentaires internationales, bureaux et services des associations internationales, Musée international, Université internationale. Le Centre international n'a pas été conçu seulement comme le lien de réunion d'un certain nombre de collections et de bureaux existants. Dans la pensée de ses fondateurs, il doit être comme l'expression matérielle de l'idéal d'organisation universelle qui a inspiré tous leurs efforts et fournir un cadre où de plus vastes projets pourraient trouver leur développement.

Les frais de l'œuvre réalisée par MM. Lafontaine et Otlet se sont élevés, depuis l'origine à environ 1,200,000 francs. Au cours des années qui ont immédiatement précédé la guerre, le Gouvernement belge et la dotation Carnegie pour la paix y ont contribué par des subsides annuels de 20,000 et 50,000 francs, respectivement, pour l'Union des Associations internationales et pour l'Office bibliographique ; 75,000 dollars pour l'Union. Après la guerre, le Gouvernement belge a accordé un crédit de 100,000 francs pour le troisième Congrès mondial, et il a supporté les frais de l'aménagement du Centre international dans le Palais du Cinquantenaire. Mais la situation de l'Union et du Centre international demeure précaire. Il serait nécessaire, pour leur permettre de poursuivre leurs travaux, de procéder à une consolidation financière et à l'établissement d'un fonds de roulement. On avait proposé d'attribuer éventuellement une somme de 20 millions de francs sur les disponibilités du fonds du Comité national belge, créé pendant la guerre par M. Solvay ; mais, pour des raisons juridiques et politiques, la question est demeurée en suspens. Il ne faut pas oublier, d'autre part, que l'activité des institutions créées par MM. Lafontaine et Otlet doit jusqu'ici son succès à ces deux personnalités et que la direction future est une cause aussi grande d'incertitude pour l'avenir que les ressources matérielles.

Si l'on envisage dans son ensemble le tableau que nous venons de tracer, l'œuvre des fondateurs de l'Union des Associations internationales, œuvre de documentation et d'information, de coordination des efforts, d'enseignement général, apparaît comme une vaste entreprise d'organisation intellectuelle internationale, qui se signale par l'ampleur des conceptions et des desseins. Son action se manifeste dans deux sens. Dans le domaine des principes, elle doit à la force logique des conceptions qu'elle a mise en évidence, une influence des plus fécondes pour préparer les esprits aux idées de solidarité et d'organisation internationales. Dans celui des faits, elle a prouvé son efficacité par ses créations. L'Union des Associations internationales, ses congrès, les publications qui s'y rattachent, et l'Université internationale constituent des moyens particulièrement efficaces d'assurer « la diffusion d'un large esprit d'entente et de coopération mondiale ». La Société des Nations doit aujourd'hui les regarder comme des organes de collaboration très précieux.

C'est ce que l'Assemblée a voulu affirmer, en approuvant l'aide morale et matérielle donnée par le Conseil à l'Union des Associations internationales et à l'Université internationale. Peut-être nous permettra-t-on de tirer de la résolution de l'Assemblée l'hommage implicitement rendu aux deux éminents protagonistes de la solidarité internationale, auxquels sont dues ces institutions.

3. DE L'UTILITÉ D'UN ORGANISME TECHNIQUE POUR LE TRAVAIL INTELLECTUEL.

Rapport du Secrétaire général approuvé par le Conseil, le 2 septembre 1921.

Le Secrétaire général présente à l'approbation du Conseil le projet suivant de rapport du Conseil à l'Assemblée sur la coopération internationale dans le domaine intellectuel, préparé en exécution des délibérations du Conseil en date du 1^{er} mars dernier.

The first session of the University, which was held at Brussels from September 5th to 20th, 1920, was attended by 47 professors and about 100 students, the former representing 10, and the latter, 11 different nationalities. Thirteen International Associations had established courses, and 43 lectures were delivered, generally in French and in English. Among others must be noted a survey of the principles and the work of the League of Nations by Dr. Nitobe, Under Secretary-General and Director of the Section of International Bureaux in the Secretariat of the League. A second session has just been held from August 20th to September 5th, 1921.

The formation of the International Centre was made possible in 1920 when the Belgian Government placed at its disposal a wing of the Palais du Cinquantenaire at Brussels. It became possible to assemble in a single and permanent abode all the Institutions founded by MM. Lafontaine and Otlet: the International Institute of Bibliography, the International Collections of Documents, the Offices and Staffs of the International Associations, the International Museum and the International University. The "International Centre" was not intended to serve only as a centre for a certain number of collections and existing bureaux. In the minds of its founders, it was designed to be the material expression of the ideal of universal organisation which has inspired all their efforts, and the nucleus from which much wider schemes might subsequently develop.

The cost of the work accomplished by MM. Lafontaine and Otlet has amounted, since its beginning, to approximately 1,200,000 francs. During the years immediately preceding the war, the Belgian Government and the Carnegie Peace Fund contributed annual subsidies of 20,000 and 50,000 francs respectively for the Union of International Associations and for the Office of Bibliography, and 75,000 dollars for the Union. After the war the Belgian Government granted a credit of 100,000 francs for the third World Congress, and met the cost of establishing the International Centre in the Palais du Cinquantenaire. But the financial situation of the Union and of the International Centre remains precarious. If they are to continue their work, it will be necessary to proceed to financial consolidation and the establishment of a working capital. It was proposed to allot, if necessary, a sum of 20 million francs out of the available funds of the Belgian National Committee created during the war by M. Solvay; but for legal and political reasons the question has been left undecided. It must not be forgotten that the activity of the Institutions created by M. Lafontaine and Otlet hitherto owes its success to these two personalities, and the question of future control is as great a cause of uncertainty as the question of material resources.

Surveying as a whole the picture we have just drawn, the work of the founders of the Union of International Associations, a work of documentation and information, of co-ordination of effort, of general education, appears as a vast enterprise of international intellectual organisation, characterised by the breadth of its conception and design. Its action is twofold as regards principles, owing to the logical force of the ideas which it has brought forward an educative influence which is highly conducive to the development of the ideas of union and international organisation. As regards facts, it has proved its efficacy by the institutions which it has created. The Union of International Associations, its Congresses, the publications connected with them, and the International University, form particularly effective instruments for the "diffusion of a broad spirit of understanding and world-wide co-operation." The League of Nations should regard these institutions to-day as most valuable organs of collaboration.

This view was affirmed by the Assembly when it approved the moral and material support given by the Council to the Union of International Associations and to the International University. We may, perhaps, interpret the Resolution of the Assembly as a tribute implicitly rendered to the two eminent workers in the cause of international union to which these institutions are due.

3. THE DESIRABILITY OF CREATING A TECHNICAL ORGANISATION FOR INTELLECTUAL WORK.

*Report submitted by the Secretary-General
and approved by the Council on September 2nd 1921.*

The following draft Report to the Assembly on the international co-ordination of intellectual work, prepared in accordance with the views of the Council expressed at its meeting on March 1st, submitted by the Secretary-General for the approval of the Council.

L'Assemblée, dans sa présente session, a adopté une résolution concernant l'organisation du travail intellectuel qui, dans sa conclusion, invite le Conseil à présenter à l'Assemblée, lors de sa prochaine session, un rapport ¹ sur l'utilité qu'il pourrait y avoir de créer, pour le développement de la coopération internationale dans le domaine intellectuel « un organisme technique à rattacher à la Société des Nations ».

L'Assemblée a ainsi estimé que, si la Société des Nations, en créant diverses organisations techniques, a voulu s'efforcer de réaliser les intentions du Pacte en facilitant, dans les divers ordres d'activité nationale, le contact direct entre les spécialistes et la coordination internationale des efforts, elle ne peut rester indifférente à un des ordres d'activités essentielles dans chaque peuple et dont les effets sont les moins limités à l'intérieur de chaque peuple, à savoir : l'activité intellectuelle.

Les diverses formes d'activité intellectuelle, et notamment l'activité scientifique, ne peuvent en effet se développer et atteindre leur plein rendement que si elles trouvent un concours efficace et un appui dans toutes les autres activités analogues, quels que soient leurs pays d'origine. Cela est si vrai, et cela a été senti depuis si longtemps, que bien avant l'existence de la Société des Nations un grand nombre d'organisations ont été créées, privées ou semi-officielles, pour faciliter ce concours développer les relations scientifiques entre les pays, rapprocher les universités, les corps savants etc. L'activité intellectuelle est, par sa nature même, internationale ; ses fruits profitent à toutes les nations et elle ne peut porter tous ses fruits qu'avec l'aide de toutes les nations.

En outre, il est une de ces formes d'activité dont, non seulement au point de vue des services pratiques à rendre aux peuples, mais encore au point de vue de son propre avenir, la Société des Nations ne peut songer à se désintéresser. C'est l'activité que l'on peut appeler éducative ; celle qui s'exerce dans chaque pays sur la formation intellectuelle et morale des collectivités nationales des élites, comme des masses. La Société des Nations ne peut poursuivre aucun de ses buts, ni les buts généraux de coopération prévus dans le Pacte, ni même bien des buts précis qui lui sont assignés par certaines stipulations comme la lutte contre les drogues nuisibles, le trafic des femmes et des enfants, sans rencontrer à chaque instant sur son chemin des problèmes d'éducation et sans être obligée de demander un concours actif aux éducateurs de tous les pays.

Le Conseil s'est donc associé entièrement aux principes de la résolution adoptée par la dernière Assemblée. Il s'est trouvé unanimement d'accord pour estimer que la Société des Nations devait inscrire dans son programme d'action la coordination des activités intellectuelles et la coopération internationale en matière d'éducation.

Le Conseil aurait désiré présenter à l'Assemblée, dès sa présente session, un plan d'action qui, semble-t-il, aurait dû s'inspirer des mêmes méthodes qui ont permis à la Société des Nations d'engager progressivement son œuvre dans d'autres domaines techniques ; mais le Conseil s'en est rendu compte que, précisément parce que ce domaine était particulièrement susceptible d'une action internationale et qu'en conséquence il a déjà été l'objet — selon des méthodes diverses — d'un grand nombre d'activités privées et donné lieu à un grand nombre d'efforts, il faut, avant tout, faire le bilan de la situation présente pour que l'action de la Société des Nations s'ajoute à celle des entreprises déjà constituées, mais ne fasse, en aucun cas, double emploi avec elles.

La première tâche est donc une tâche d'études ; le Conseil se borne à demander à la présente Assemblée, par le projet de résolution ci-après, la constitution d'une Commission d'études qui pourrait présenter à la prochaine Assemblée des propositions définitives et, en attendant, constituera une Commission consultative provisoire du Conseil pour l'examen des questions de son ressort.

Projet de résolution.

L'Assemblée invite le Conseil à procéder à la désignation d'une Commission pour l'étude des questions internationales de coopération intellectuelle et d'éducation.

Cette Commission comprendra un maximum de douze membres désignés par le Conseil. Elle présentera à la prochaine Assemblée un rapport sur les mesures que la Société pourrait prendre

¹ Le rapport sur les efforts antérieurs dans ce domaine, notamment l'activité de l'Union des Associations internationales demandé dans la même résolution, est présenté séparément. (Voir page 1106).

At its last meeting, the Assembly adopted a Resolution regarding the organisation of intellectual work which concluded by calling upon the Council to submit to the Assembly, at its next meeting, a report¹ on the desirability of creating, for the development of international co-operation in the intellectual field, "a technical organisation to be attached to the League of Nations."

The Assembly, therefore, considered that, as the League of Nations, by creating various technical organisations, desires to endeavour to carry out the intentions of the Covenant by bringing specialists into direct touch with the international co-ordination of efforts in the various spheres of national activity, it cannot remain indifferent to one of the essential activities which exist in every nation, intellectual activity, the effects of which are by no means limited to each individual nation.

The various forms of intellectual activity, particularly scientific activity, cannot progress and reach their full development, without effective co-operation and support from all other similar activities, whatever their country of origin. The truth of this has been felt for so long that, even before the existence of the League of Nations, a larger number of private or semi-official organisations were created in order to further this co-operation, to develop scientific relations between nations, to bring universities and learned bodies into touch with each other, etc. Intellectual activity is, essentially, international; its results benefit every nation, and every nation's help is required to attain its full development.

It is one of those forms of activity in which, not only from the point of view of the practical services which it may render nations, but also from the point of view of its own future, the League cannot remain disinterested. It is an activity which may be called educational — an activity which in every country influences intellectually and morally national bodies both of the learned few and also of the masses of the people. The League of Nations cannot pursue any of its aims, either the general aims of co-operation as laid down in the Covenant, or even the more precise aims assigned to it by certain provisions, such as the campaign against the use of dangerous drugs and against the traffic in women and children, without, at every moment, encountering educational problems, and without being obliged to ask for active help from those engaged in education in all countries. The Council is, therefore, in entire agreement with the principles of the Resolution adopted by the last Assembly. It is unanimously of opinion that the League of Nations should include in its programme the co-ordination of intellectual activity and international co-operation as regards education.

The Council would like to have submitted to the Assembly, at its present Meeting, a plan of action based on the methods which have enabled the League to undertake progressive work in other technical fields: but the Council realised that, for the very reason that this field was particularly open to international action and that, in consequence, much private activity and many efforts, on various lines, have been expended upon it, the present situation must above all be well weighed and considered, in order that any action taken by the League may be supplementary to that of bodies already constituted, and that it may not in any way overlap their work.

The first task is therefore one of investigation, and in the draft Resolution below the Council only asks the present Assembly to set up a Committee of Enquiry which might submit definite proposals to the next Assembly, and which will form in the meantime a Provisional Advisory Committee to the Council to consider questions coming within its competence.

Draft Resolution.

The Assembly calls upon the Council to appoint a Committee to examine international questions regarding intellectual co-operation and education.

This Committee will consist of a maximum number of twelve members, appointed by the Council. It will submit to the next Assembly a report on the measures to be taken by the League to

¹ The report on previous efforts in this field, in particular the activities of the Union of International Associations, was cited for in the same resolution, and is submitted separately (see page 1106).

en vue de faciliter l'échange intellectuel entre les peuples, notamment en ce qui concerne la communication des informations scientifiques et des méthodes d'éducation.

En attendant l'examen de ce rapport par l'Assemblée, cette Commission servira d'organe consultatif au Conseil qui pourra lui soumettre toute question technique de cet ordre qui se présenterait jusqu'à la prochaine réunion de l'Assemblée.

L'étude d'un projet de Bureau international de l'éducation, mentionné dans le rapport du Conseil du 1^{er} mars 1921, sera également confiée à ladite Commission.

XI.

PROPOSITION DU GOUVERNEMENT POLONAIS RELATIVE A LA COMMUNICATION DES RAPPORTS PRÉSENTÉS AU CONSEIL.

Rapport de M. da Cunha, adopté par le Conseil le 2 septembre 1921.

Mes collègues du Conseil doivent avoir reçu le document ci-joint (voir page 1113) contenant la lettre du Gouvernement polonais relative à cette proposition.

Le premier désir de ce gouvernement avait été de voir la question discutée par l'Assemblée, mais M. Askenazy a, depuis lors, écrit pour demander qu'elle fût soumise au Conseil.

La proposition polonaise est de celles qui doivent retenir le plus fortement l'attention des Membres du Conseil. Nos travaux seraient en réalité très facilités, s'il était possible de l'introduire définitivement dans notre règlement ou d'en faire l'application régulière. Malheureusement, l'expérience a prouvé qu'il était impossible de communiquer les rapports dans un délai déterminé, avant les réunions.

Il est certain que diverses additions et modifications sont généralement apportées, en cours de discussion, au rapport présenté; mais ces additions ou modifications n'en sont pas moins, dans une grande mesure, le résumé des vues échangées dans les débats. Souvent aussi, elles sont l'expression des faits et des considérations présentés au Conseil au dernier moment. Autant que possible, les éléments de chaque question présentée à l'examen du Conseil, ainsi que des copies des documents qui s'y rapportent sont, selon le système actuel, communiqués par le Secrétaire général, environ trois semaines avant la réunion du Conseil, non pas seulement aux Membres du Conseil, mais aussi à tous les Membres de la Société que la question intéresse spécialement. Le but de cette procédure est de permettre aux Membres du Conseil de la Société spécialement intéressés d'avoir, au moment de la réunion, une connaissance complète du sujet.

Comme conclusion, j'ai l'honneur de proposer au Conseil de charger le Secrétaire général d'envoyer au Gouvernement polonais une réponse dans le sens du projet ci-joint.

Lettre à M. le délégué de la Pologne, approuvée par le Conseil le 2 septembre 1921.

Monsieur le délégué,

J'ai l'honneur de vous informer que, conformément à la demande que vous m'avez transmise le 15 août, par l'intermédiaire de M. Perłowski, j'ai soumis à l'examen du Conseil le voeu suivant du Gouvernement polonais :

facilitate intellectual exchange between nations, particularly as regards the communication of scientific information and methods of education.

Pending the consideration of this report by the Assembly, this Committee will act as an advisory organ to the Council, which may submit to it any technical questions of this kind arising before the next Meeting of the Assembly.

To this Committee will also be assigned the task of examining a scheme for an International Education Office referred to in the Council's Report, dated March 1st, 1921.

XI.

PROPOSAL OF THE POLISH GOVERNMENT REGARDING THE CIRCULATION OF REPORTS SUBMITTED TO THE COUNCIL.

Report by M. da Cunha adopted by the Council on September 2nd, 1921.

My colleagues on the Council will have received the document attached containing a letter from the Polish Government on this subject (see page 1113).

The original desire of that Government had been that the matter should be discussed by the Assembly, but a letter has since been received from Askenazy requesting that it should be considered instead by the Council.

The proposal is one which must appeal strongly to the Members of the Council. It would, in fact, be of great help to our work if it were possible to establish it either definitely as part of our rules of procedure or even as a regular practice. Unfortunately, experience has shown that it is in practice impossible to circulate the reports at a fixed period before the meeting.

Although it is true that various additions and alterations are regularly made during the course of discussion in the report submitted, these are nevertheless to a great extent a summing up of the views expressed at the same meeting. They also in many cases contain facts and considerations which have only been presented to the Council at the last moment. So far as is possible, the facts of every question submitted for consideration by the Council and copies of relevant documents are, under the present procedure, circulated by the Secretary-General, not only to Members of the Council, but also to those Members of the League who are specially concerned with the question with which they deal, some three weeks before the meeting of the Council. This procedure is intended to enable Members of the Council and Members of the League specially concerned to come to the meeting with a full knowledge of the question to be discussed.

In view of these considerations, I have the honour to propose to the Council that the Secretary-General should be instructed to send to the Polish Government a reply in the sense of the attached draft.

Letter to the Polish Representative, approved by the Council, September 2nd, 1921.

Your Excellency,

I have the honour to inform you that, in conformity with your request transmitted to me by M. Perlowski on August 15th, I have submitted to the consideration of the Council of the League the motion of the Polish Government to this effect :

« Les copies des rapports et leurs annexes, déposés au Conseil de la Société des Nations pour y être approuvés, doivent être remises aux Membres du Conseil ainsi qu'aux représentants des Etats intéressés, tout au moins sept jours avant la séance du Conseil. Dans les cas où l'étude de l'affaire demanderait plus de temps, le Secrétariat général les fera remettre dans un terme encore plus éloigné. »

Le Conseil m'a chargé de vous informer qu'après avoir examiné ce vœu avec la plus grande attention, il ne considère pas qu'il soit possible d'introduire définitivement dans son règlement intérieur les dispositions proposées. S'il avait été possible de les appliquer, le Conseil l'aurait fait très volontiers, car elles auraient facilité sa tâche ; malheureusement, pour la plupart des questions délicates, il est impossible aux rapporteurs de terminer leur rapport avant le début de la séance.

Le Conseil m'a invité à faire le nécessaire pour que les rapports, une fois achevés et communiqués au Secrétariat, soient transmis le plus promptement possible à tous les Membres du Conseil et aux représentants des Etats intéressés.

Je ne crois pas nécessaire de vous rappeler la discussion qui a eu lieu à ce sujet, à la séance du Conseil du 2 septembre, à laquelle vous avez assisté. C'est à la lumière et dans l'esprit de ce débat que je vous demanderai de vouloir bien interpréter les termes de ma lettre.

ANNEXE.

LETTRE DU GOUVERNEMENT POLONAIS RELATIVE A LA COMMUNICATION DES RAPPORTS PRÉSENTÉS AU CONSEIL.

RÉPUBLIQUE POLONAISE.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N° D. I. 2126.

Varsovie, le 15 juillet 1921.

Monsieur le Secrétaire général,

Dès le début des travaux du Conseil de la Société des Nations, on a adopté une procédure statuant que les décisions concernant les questions particulières seront présentées au Conseil sous forme d'un rapport d'un Membre du Conseil. Ce rapport contient un exposé sommaire de la question suivi d'un projet de résolution qui doit être prise par le Conseil, ainsi que des motifs de cette dernière.

Les copies du rapport ne sont communiquées au préalable ni aux Membres du Conseil, ni aux parties intéressées et ne leur sont remises qu'au cours de la séance, au moment même d'entrer en discussion.

Le Conseil entend la lecture du rapport, ainsi que du projet de résolution et des motifs y inclus, en discute le contenu, et, séance tenante, l'approuve soit entièrement, soit, dans les cas exceptionnels, avec certaines modifications de détail. Le rapport ainsi approuvé acquiert force de loi, et ceci non seulement en ce qui concerne le dispositif de la résolution même, mais aussi relativement aux motifs sur lesquels elle est basée.

Evidemment, une telle procédure ne peut avoir qu'un caractère purement provisoire. Il serait à désirer de tous points qu'il y soit introduit le plus tôt possible certaines corrections absolument nécessaires, afin de la faire acheminer vers une procédure tout à fait régulière et définitive. En effet, si l'on prend en considération qu'en mainte occasion ces rapports sont très détaillés et qu'ils touchent aux intérêts les plus vitaux de l'Etat, il est impossible de ne pas faire remarquer qu'avec la procédure actuelle — sans mettre en question la grande compétence et la conscience la plus scrupuleuse de Messieurs les rapporteurs, ainsi que la valeur incontestable de leurs rapports — il est fort douteux que le Conseil de la Société des Nations, ainsi que les parties intéressées, mis à l'improviste devant un rapport détaillé, compliqué et important, dont chaque phrase peut tirer à conséquence, puissent à l'instant étudier minutieusement la question et se former une opinion définitive sur le fond, la forme et les motifs de la résolution projetée dans ce rapport.

Copies of reports with their annexes which are laid before the Council of the League of Nations for its approval shall be communicated to the Members of the Council and to the Representatives of the States concerned at least seven days before the sitting of the Council. Should the consideration of the matter require more time, the Secretary-General shall forward them at a still earlier date."

The Council has instructed me to inform you that, after giving to this motion its most careful consideration, it does not feel able to include it definitely within its rules of procedure. Were it possible to carry it out, the Council would have been very glad to do so, since it would make the Council's work easier than it actually is. Unfortunately, however, it is in many and indeed in the majority of difficult cases impossible for the Rapporteurs to complete their report before the meeting begins.

The Council has instructed me to make every effort to see that reports, once they have been completed and given to the Secretariat, should be circulated to all Members of the Council and to Representatives of the States concerned, with the greatest possible expedition.

It is unnecessary to inform Your Excellency of the discussions in this connection which took place in the Council at its meeting on September 2nd at which you were present and the spirit of which governs the interpretation of the terms of this letter.

ANNEX.

LETTER FROM THE POLISH GOVERNMENT REGARDING THE PRESENTATION OF REPORTS TO THE COUNCIL.

[Translation.]

POLISH REPUBLIC.
MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS.
No. D. I. 2126.

Warsaw, July 15th, 1921.

Sir,

When the Council of the League of Nations began its work, it was agreed that decisions relating to individual questions were to be presented to the Council in the form of a report by a Member of the Council. This report contains a summary of the question, followed by a draft resolution to be adopted by the Council, together with the reasons for such resolution.

Copies of the report are not communicated beforehand either to the Members of the Council or to the parties concerned and are only handed to them during the sitting at the actual moment when the discussion is commencing.

The report is read to the Council, and also the accompanying draft resolution and statement of reasons. The Council discusses the whole report and, thereupon, approves it either in its entirety or, in exceptional cases, with certain amendments of detail. The report thus approved acquires the force of law, not only as regards the provisions of the resolution itself, but also in respect of the reasons on which the resolution is based.

It is clear that such procedure can only be of a purely provisional nature. It is in every respect desirable that certain absolutely necessary modifications should be introduced as soon as possible, in order that a perfectly regular and definite method of procedure may be evolved. For instance, since in many cases these reports are full of details and concern the most vital interests of States, it must be observed that with the present procedure—without casting any doubt upon the evident competence and very scrupulous conscientiousness of the Rapporteurs, or of the undoubted value of their reports—it is very doubtful whether the Council of the League of Nations or the parties concerned, suddenly presented with a detailed report of a complicated and important nature, each phrase of which may have far-reaching consequences, can immediately give detailed consideration to the question and arrive at a definite conclusion with regard to the substance, the merits, and the grounds for the resolution proposed in the report.

C'est pour des raisons analogues que, dans toutes les procédures modernes, d'ordre judiciaire où il s'agit de décider une cause litigieuse, d'après les principes de discussion publique et contradictoire, on a établi un système garantissant aussi bien aux parties intéressées qu'au pouvoir de porter sentence, toute possibilité d'une mûre élaboration de cette sentence et de ses motifs.

Puisqu'il en est ainsi, il serait à souhaiter qu'un système analogue fût adopté par le Conseil de la Société des Nations, ayant à résoudre des questions de la plus haute importance dans le domaine international, questions dont le bien matériel le plus considérable et quelquefois même l'honneur d'une nation peuvent constituer l'objet.

Par conséquent, il paraît très désirable, sinon nécessaire, que des copies des rapports soient communiquées à temps aux Membres du Conseil, ainsi qu'aux représentants des parties intéressées.

Par communication à temps, on serait porté à comprendre tout au moins sept jours avant la séance pendant laquelle la cause en question doit être discutée. Dans les cas compliqués, où les rapports demanderaient de plus longues études, le Secrétariat pourrait les faire distribuer dans un terme plus éloigné encore du terme minimum de sept jours avant la séance.

Vu ce qui précède, d'ordre de mon gouvernement et conformément à l'art. 4, § 3, du règlement intérieur de l'Assemblée, j'ai l'honneur de vous prier, Monsieur le Secrétaire général, de bien vouloir inscrire à l'ordre du jour de la deuxième Assemblée de la Société des Nations, la motion suivante d'ordre de procédure que l'Assemblée est appelée à examiner en vertu de l'article 5 du Pacte

« Les copies des rapports avec leurs annexes, déposés au Conseil de la Société des Nations pour y être approuvés, doivent être remises aux Membres du Conseil ainsi qu'aux représentants des Etats intéressés, tout au moins sept jours avant la séance du Conseil. Dans les cas où l'étude de l'affaire demanderait plus de temps, le Secrétaire général les fera remettre dans un terme plus éloigné. »

Veillez, Monsieur le Secrétaire général, agréer les assurances de ma haute considération

Le délégué plénipotentiaire à la Société des Nations :
(Signé) S. ASKENAZY.

L'Honorable Sir Eric Drummond,
Secrétaire général de la Société des Nations,
Genève.

XII.

RÉFUGIÉS RUSSES.

a) DÉVELOPPEMENT DE LA QUESTION DEPUIS LA DERNIÈRE SESSION DU CONSEIL.

Mémoire du Secrétaire général.

Conformément aux résolutions prises par le Conseil de la Société des Nations, dans sa séance du 27 juin 1921, comme suite au rapport présenté par M. Hanotaux¹, le Secrétaire général adressa le 7 juillet 1921, à chacun des gouvernements, Membres de la Société des Nations, une circulaire

¹ Voir *Journal officiel*, II^e année, N^o 7, pages 755-759.

For similar reasons—in all modern systems of procedure of a judicial nature where a dispute has to be settled in accordance with the principles of public discussion by both sides—a system has been established which affords both the parties concerned, and also the authority pronouncing judgment, every opportunity for a careful consideration of this judgment and of the grounds on which it is based.

This being the case, it is desirable that a similar system should be adopted by the Council of the League of Nations, which has to settle questions of the highest importance in the realm of international politics, questions which often involve to the fullest extent the material welfare and sometimes even the honour of a nation.

It therefore appears very desirable, if not necessary, that copies of the reports should be communicated in sufficient time both to the Members of the Council and to the Representatives of the parties concerned.

By sufficient time should be understood at least seven days before the sitting at which the case in question is to be discussed. In complicated cases, when the reports would require a longer period for consideration, the Secretariat might distribute them even sooner than the minimum period of seven days before the sitting.

In view of the above, under instructions from my Government and in accordance with Article 4, paragraph 3, of the Rules of Procedure of the Assembly, I have the honour to beg you, Sir, to be so good as to insert in the Agenda for the Second Assembly of the League of Nations the following motion with regard to the order of Procedure, which the Assembly is called upon to consider in accordance with Article 5 of the Covenant :—

“Copies of Reports, with their annexes, which are laid before the Council of the League of Nations for its approval, shall be communicated to the Members of the Council and to the Representatives of the States concerned at least seven days before the sitting of the Council. Should the consideration of the matter require more time, the Secretary-General shall forward them at a still earlier date.”

I have, etc.,

(Signed) S. ASKENAZY,

Plenipotentiary Delegate to the League of Nations.

To the Honourable Sir Eric Drummond,
Secretary-General of the League of Nations,
Geneva.

XII.

RUSSIAN REFUGEES.

(a) DEVELOPMENT OF THE QUESTION SINCE THE LAST MEETING OF THE COUNCIL.

Memorandum by the Secretary-General.

In conformity with the resolutions adopted by the Council of the League of Nations at its meeting on June 27th, 1921, and following upon the report presented by M. Hanotaux¹ the Secretary-General on July 7th, 1921, sent to each of the Governments Members of the League of Nations a

¹ See *Official Journal*, 2nd Year, No. 7, pages 755-759.

les engageant à faire savoir s'ils se considéraient comme particulièrement intéressés par la solution du problème des réfugiés russes et étaient désireux de se faire représenter à la Conférence prescrite par le Conseil pour l'étude de la question.

Les pays suivants délèguèrent des représentants, qui se réunirent à Genève le 22 août 1921.

BULGARIE	représentée par M. Dimitri Mikoff, Directeur du Secrétariat permanent auprès de la Société des Nations.
CHINE	représentée par M. Chetchong-Li, Secrétaire de Légation.
FINLANDE	représentée par M. Enckell, Ministre de Finlande à Paris.
FRANCE	représentée par M. de Reffye, Consul général de France à Genève.
GRÈCE	représentée par M. Dendramis, Directeur du Secrétariat permanent auprès de la Société des Nations.
POLOGNE	représentée par M. Perłowski, Directeur du Secrétariat permanent auprès de la Société des Nations.
ROUMANIE	représentée par M. Margaritescu, Ministre de Roumanie à Berne.
SERBE-CROATE-SLOVÈNE (ETAT)	représenté par M. Yovanovitch, Ministre plénipotentiaire à Berne.
SUISSE	représentée par M. le Dr Delaquis, Chef de la division de Police du Département fédéral.
TCHÉCO-SLOVAQUIE	représentée par M. Dusek, Ministre plénipotentiaire à Berne.

Le Gouvernement de la Grande-Bretagne avait désigné un représentant, qui n'a pu se trouver à Genève et prendre part aux travaux de la Conférence.

Ceux-ci se prolongèrent jusqu'au 25 août et occupèrent plusieurs séances, tenues sous présidence de M. Yovanovitch et la vice-présidence de M. Delaquis.

La Conférence, après un examen général des divers aspects du problème, consigna dans une série de vœux adoptés à l'unanimité les points sur lesquels il lui parut utile d'attirer plus particulièrement l'attention du Conseil et du Haut Commissaire désigné par lui. Ces vœux figurent dans un document du Conseil.¹

L'entrée en fonctions du Haut Commissaire sera, en effet, très prochaine. Le choix du Président du Conseil, approuvé par tous ses collègues, s'est porté sur le Dr Nansen, qui a été prévenu de sa désignation par un télégramme du Secrétaire général en date du 23 août. Le Dr Nansen se propose d'arriver à Genève le 4 septembre et, s'il accepte sa nomination, il pourra se consacrer sans délai immédiatement à la mise en œuvre de l'entreprise qui lui est confiée.

La Conférence a résolu de tenir, d'ici quelques jours, une nouvelle réunion au cours de laquelle le Dr Nansen étant présent, les délégués examineront toute forme de coopération susceptible de secondar le Haut Commissaire dans son action ultérieure.

b) RÉSOLUTION DU CONSEIL.

2 septembre 1921.

Le Conseil décide que la question des réfugiés géorgiens sera signalée au Haut Commissaire. Il décide, en outre, d'adopter le projet de résolution présenté par le Secrétaire général sous la forme suivante :

¹ Voir *Journal officiel*, II^e année, N^o 8, pages 899.

circular requesting them to inform him whether they considered themselves as particularly interested in the solution of the problem of the Russian Refugees, and whether they wished to be represented at the Conference summoned by the Council for the study of the question.

The following countries appointed delegates, who met at Geneva on August 22nd, 1921:

BULGARIA	represented by M. Dimitri Mikoff, Director of the Permanent Bulgarian Secretariat to the League of Nations.
CHINA	represented by M. Chetchong-Li, Secretary of Legation.
CZECHO-SLOVAKIA	represented by M. Dusek, Minister Plenipotentiary at Berne.
FINLAND	represented by M. Enckell, Finnish Minister in Paris.
FRANCE	represented by M. de Reffye, French Consul-General at Geneva.
GREECE	represented by M. Dendramis, Director of the Permanent Greek Secretariat to the League of Nations.
POLAND	represented by M. Perlowski, Director of the Permanent Polish Secretariat to the League of Nations.
ROUMANIA	represented by M. Margaritesco, Roumanian Minister at Berne.
SERB-CROAT-SLOVENE STATE	represented by M. Jovanovitch, Minister Plenipotentiary at Berne.
SWITZERLAND	represented by Dr. Delaquis, Chief of the Divisional Police of the Federal Department.

The British Government nominated a delegate, but he was unable to be present at Geneva to take part in the work of the Conference.

The discussion lasted until August 25th, and occupied several meetings, under the presidency of M. Jovanovitch and the vice-presidency of M. Delaquis.

After a general enquiry into the various aspects of the problem, the Conference put into a series of resolutions, unanimously adopted, the points to which they wished more particularly to draw the attention of the Council and of the High Commissioner nominated by it. These resolutions appear in a Council Document.¹

The High Commissioner will enter upon his duties very shortly. The President of the Council, with the approval of his colleagues, nominated Dr. Nansen, who was duly informed by telegram on August 23rd. Dr. Nansen intends to arrive in Geneva on September 4th, and, if he accepts the invitation, it is hoped that he will begin immediately the work entrusted to him.

The Members of the Conference decided to meet again in a few days, when Dr. Nansen would be present. The delegates will then consider any form of co-operation likely to assist the High Commissioner in any subsequent action he may take.

b) RESOLUTION OF THE COUNCIL.

September 2nd, 1921.

The Council decided that the High Commissioner should be informed of the question of Georgian refugees, and further to adopt the draft resolutions presented by the Secretary-General in the following terms:—

¹ See *Official Journal*, 2nd Year, No. 8, page 899.

« *Le Conseil de la Société des Nations,*

« 1^o Prend note avec satisfaction du travail de la Conférence qui s'est réunie à Genève, le 22 août 1921, afin d'étudier les questions relatives aux réfugiés russes ainsi que de la décision de la Conférence de continuer ses travaux à une réunion prochaine. Le Conseil prie le Haut Commissaire de s'inspirer soigneusement des vœux de la Conférence, en établissant son programme de travail en vue de porter remède à la situation des réfugiés russes.

« 2^o Charge le Secrétaire général de communiquer, dans le plus bref délai, les vœux de la Conférence à tous les Etats Membres de la Société des Nations et recommande à chacun d'eux d'examiner dans quelle mesure il en pourrait être tenu compte sur leurs territoires respectifs, particulièrement en ce qui concerne la question des passeports délivrés aux réfugiés.

« 3^o Invite également le Secrétaire général à communiquer, pour information, les vœux de la Conférence aux Etats qui ne sont pas Membres de la Société des Nations.

« 4^o Recommande, conformément aux vœux de la Conférence, que, dans le cas où l'insuffisance d'apports financiers rendrait nécessaire l'étude de dispositions générales pour procurer des fonds au Haut Commissaire, celui-ci soumette la question à l'examen du Comité financier de la Société des Nations. »

XIII.

COMMISSION INTERNATIONALE DU BLOCUS.

Rapport du Marquis Imperiali, adopté par le Conseil le 2 septembre 1921.

La Commission internationale du blocus, créée en vertu de la résolution votée le 22 février au cours de la douzième session du Conseil à Paris ¹, vient de vous communiquer son rapport. La résolution de l'Assemblée du 10 décembre 1920 chargeait le Conseil de présenter à l'Assemblée à sa prochaine session, les conclusions du rapport de la Commission pour être soit acceptées, soit rejetées, soit modifiées. Je ne crois pas qu'il soit, en conséquence, nécessaire que le Conseil examine en détail les conclusions du rapport : ce soin doit être laissé à l'Assemblée. La Commission n'a pas formulé de conclusions précises ; elle a inséré dans le texte de son rapport les recommandations qu'elle croit devoir présenter. Il me semble, dans ces circonstances, que le Conseil n'a qu'à transmettre le rapport tel qu'il est à l'Assemblée, en rappelant la résolution de l'Assemblée que je viens de mentionner.

Le rapport contient deux projets d'amendement à l'article 16 du Pacte. Il déclare, en outre, que si l'on accepte l'interprétation de certaines dispositions de l'article 16, la question se pose de savoir s'il ne convient pas de faire une nouvelle rédaction de tout l'article, afin de rendre le texte plus étroitement conforme à l'interprétation que la Commission donne comme la plus raisonnable.

¹ Voir *Journal officiel*, II^e année, N^o 2, pages 116-117.

" The Council of the League of Nations,

" (1) Notes with satisfaction the work of the Conference which met at Geneva on August 22nd, 1921, to study the questions relating to Russian refugees, as well as the decision of the Conference to continue its labours at a future meeting ; and requests the High Commissioner to give careful consideration to the recommendations of the Conference in planning his work for dealing with the situation of the Russian refugees.

" (2) Requests the Secretariat to transmit the recommendations of the Conference to all Members of the League of Nations, as soon as possible, and recommends that each of the Members should consider how far it would be possible to adopt the proposals in its own territory, especially the proposals concerning passports.

" (3) Requests the Secretariat to communicate the recommendations of the Conference, for information, to the States which are not Members of the League of Nations.

" (4) Recommends, in accordance with the recommendations of the Conference, that, should lack of financial support necessitate the consideration of general measures for obtaining funds for the High Commissioner, the latter should submit the question for examination to the Financial Committee of the League of Nations. "

XIII.

INTERNATIONAL BLOCKADE COMMITTEE.

Report by Marquis Imperiali, adopted by the Council on September 2nd, 1921.

The International Blockade Committee, which was constituted in accordance with the Resolution adopted at our twelfth meeting in Paris on February 22nd last,¹ has now submitted its report. By the Resolution of the Assembly of December 10th, 1920, the Council is entrusted with the duty of placing the conclusions of the report of the Committee before the Assembly at its next Session, for their acceptance, rejection or amendment. In these circumstances, I do not think it necessary for the Council to consider in detail the conclusions of the report ; this should be left to the Assembly. The Committee has not formulated any definite conclusions ; the recommendations which they make are embodied in the actual text of the report. In this case, I am inclined to think that we should merely transmit the report as it stands to the Assembly, with a reference to the Assembly Resolution which I have just mentioned.

The report contains two drafted amendments to Article 16 of the Covenant, and it further states that if its interpretation of certain provisions of Article 16 is favourably received, the question arises whether the whole Article should be re-drafted, in order to bring it into closer conformity with what seems to the Committee to be a reasonable interpretation of the article. On the other

¹ See *Official Journal*, 2nd Year, No. 2, pages 116-117.

de l'article. D'autre part, le rapport sur l'arme économique de la Société adopté par l'Assemblée contient le passage suivant :

« Toute proposition que la Commission internationale du blocus pourrait recommander et qui serait de nature à nécessiter un amendement au Pacte, sera naturellement renvoyée à la Commission qui sera créée pour examiner tous les amendements au Pacte. »

Il est clair, pour ces raisons, qu'il faut renvoyer le rapport à la Commission des amendements instituée au cours de la douzième session du Conseil à Paris. Cette Commission se réunissant le 1^{er} septembre, le Secrétaire général a transmis à la Commission des amendements, après avoir consulté le Président du Conseil, une première copie officielle du rapport. Je propose que l'on envoie aujourd'hui une copie officielle du rapport à la Commission des amendements.

Je signale, en outre, qu'il est question dans le rapport de la demande adressée par le Bureau international du Travail d'être admis à participer aux travaux de la Commission sur les sujets qui pourraient intéresser le monde ouvrier. Cette demande était contenue dans une lettre adressée au Secrétaire général pour être communiquée aux Membres du Conseil. Il me semble que, dans ces conditions, nous pourrions autoriser le Secrétaire général à transmettre officiellement au Conseil d'administration du Bureau international une copie du rapport de la Commission du blocus.

XIV.

RAPPORT GÉNÉRAL DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES COMMUNICATIONS ET DU TRANSIT.

1. Rapport de S. E. Quinones de León, adopté par le Conseil le 2 septembre 1921.

La Commission consultative des communications et du transit, qui n'a tenu, à l'heure actuelle, qu'une session entre le 25 et le 28 juillet dernier, a adressé au Conseil, pour être soumise à l'Assemblée, un rapport général extrêmement complet sur l'œuvre de l'Organisation des communications et du transit entre la première et la deuxième session de l'Assemblée.

Par ce rapport, le Conseil et l'Assemblée auront ainsi non seulement un tableau technique d'ensemble des questions posées et traitées à la Conférence de Barcelone, constitutive de l'Organisation, mais encore pourront voir avec la plus grande satisfaction comment la Commission consultative — créée par la dernière Assemblée et issue de la Conférence de Barcelone — s'est, dès sa première réunion, engagée dans la voie des réalisations immédiates.

En particulier, le Conseil ne peut manquer de prendre connaissance avec intérêt de la substance donnée par la Commission du transit aux diverses résolutions adoptées par le Conseil à sa dernière session — mentionnée page 8 du rapport. — Le Conseil, on s'en souvient, avait renvoyé à l'examen de la Commission du transit un certain nombre de vœux de la Conférence de Barcelone, quelques-uns en vue de présenter à la prochaine Assemblée des projets de résolutions. Le Conseil avait également invité la Commission consultative à examiner l'opportunité et les moyens d'associer à ces travaux, d'une façon aussi complète et permanente que possible, un ou plusieurs Etats riverains du Danube. La Commission, dans son rapport, montre qu'elle a donné satisfaction au dé-

hand, the report on the economic weapon of the League adopted by the Assembly contains the following passage :—

"Any proposal which the International Blockade Commission may recommend, and which is of a nature to require amendment of the Covenant, will naturally be referred to the Committee that is to be set up for consideration of all Amendments to the Covenant."

For these reasons it is clear that the report should be referred to the Amendments Committee which we set up at our twelfth meeting in Paris. As this Committee met on September 1st, the Secretary-General, after consulting the President of the Council, forwarded to the Amendments Committee an advance copy of the report for its consideration. I propose that a copy should now be sent to the Amendments Committee officially.

Finally, I note the report deals with a request put forward by the International Labour Office with regard to its being allowed to participate in the work of the Committee on points that might concern the interests of the workers. The request in question was embodied in a letter addressed to the Secretary-General intended for distribution to the Members of the Council. In these circumstances, I think we should authorise the Secretary-General to communicate, officially, to the Governing Body of the International Labour Office a copy of the report of the Blockade Committee.

XIV.

GENERAL REPORT OF THE ADVISORY COMMITTEE FOR COMMUNICATIONS AND TRANSIT.

1. *Report by M. Quiñones de León, adopted by the Council on September 2nd, 1921.*

The Advisory Committee for Communications and Transit, which so far has only held one meeting, from July 25th to July 28th, has addressed to the Council, for submission to the Assembly, a detailed general report on the work done by the Organisation for Communications and Transit between the first and second sessions of the Assembly.

This report will furnish the Council and the Assembly not only with an expert survey of the whole of the questions submitted to the Barcelona Conference, which constituted the Organisation, and dealt with by that Conference, but will also enable them to apprehend with great satisfaction the manner in which the Advisory Committee, instituted by the last Assembly and set up by the Barcelona Conference, proceeded at its very first meeting to engage on work productive of immediate results.

In particular, the Council will note with interest the effect given by the Transit Committee to the various resolutions adopted by the Council at its last meeting (see page 8 of the report).

It will be remembered that the Council had referred to the Transit Committee for consideration some of the recommendations of the Barcelona Conference, in certain cases in order that draft resolutions might be submitted to the next Assembly. The Council had also invited the Advisory Committee to consider the desirability and the means of associating with it in its work one or more of the Riparian States of the Danube, in as complete and permanent a way as possible. In its report, the Committee shows that it has appointed a Czecho-Slovak expert to assist it in its work, in con-

exprimé par le Conseil en désignant pour l'assister un expert tchéco-slovaque. L'invitation de la Commission de s'associer au vœu du Conseil ressort d'ailleurs avec plus de détails de la lettre ci-jointe adressée par le Président de la Commission au Président du Conseil.

Dans ces conditions, il me semble que le Conseil ne peut que transmettre à l'Assemblée le rapport présenté par la Commission consultative et technique, en rendant hommage aux résultats de la première année d'existence de l'Organisation des communications et du transit.

2. LETTRE DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION CONSULTATIVE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

Genève, le 29 juillet 1911.

Monsieur le Président,

La Commission consultative et technique des communications et du transit a pris connaissance de la résolution adoptée par le Conseil le 18 juin, relative à la participation des Etats riverains du Danube aux travaux de la Commission ¹.

La Commission a été unanime à manifester le désir de s'inspirer de cette résolution, mais elle a toutefois considéré que, conformément au rapport même de M. Quinones de Léon, le seul moyen mis à sa disposition à cet effet par le règlement était l'article 5, qui prévoit la nomination d'experts dans les différentes matières qui sont l'objet des études de la Commission.

A cet égard, ayant constaté la nécessité d'avoir recours immédiatement aux services d'un expert dans les matières de chemins de fer, en connexion avec les travaux de la première sous-commission, qui a déjà des questions concrètes de cette nature à son ordre du jour, la Commission a dû devoir désigner dès à présent un expert dans la personne de M. Lankas, directeur des transports au Ministère des Chemins de fer tchéco-slovaques, et elle est heureuse de constater que M. Lankas appartient, d'autre part, à un des Etats auxquels se réfère la résolution du Conseil.

La Commission a également l'honneur d'informer le Conseil qu'elle a l'intention, au fur et à mesure que la nécessité s'en présentera, de procéder de la même façon à la nomination d'autres experts.

En particulier, la Commission croit qu'il pourra y avoir probablement lieu à la désignation d'un expert pour les questions de transports par eau, et la Commission sera heureuse si cette désignation peut se porter sur des personnalités ressortissantes de l'un des Etats riverains du Danube.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma très haute considération.

(Signé) EYSINGA,

Président de la Commission consultative et technique
des communications et du transit.

A Monsieur le Président du Conseil
de la Société des Nations.

¹ Voir *Journal officiel*, II^e année, N^o 7, page 682.

formity with the desire of the Council. The Council's invitation to the Committee to associate itself with the Council's recommendation is illustrated more completely by the attached letter from the President of the Committee to the President of the Council.

Under these circumstances it appears to me that the Council can only transmit to the Assembly the report presented by the Advisory and Technical Committee, acknowledging at the same time the value of the results obtained by the Organisation for Communications and Transit in its first year of existence.

2. LETTER FROM THE PRESIDENT OF THE ADVISORY COMMITTEE TO THE PRESIDENT OF THE
COUNCIL OF THE LEAGUE.

[Translation.]

Geneva, July 29th, 1921.

Sir,

The Advisory and Technical Committee for Communications and Transit has noted the Resolution adopted by the Council on June 18th concerning the participation of the Riparian States of the Danube in the work of the Committee.¹

The Committee was unanimous in its desire to give effect to this Resolution, but it considered that the only means to this end possible under the Regulations, as is shown by the report of M. Quiñones de León, was Article 5, providing for the appointment of experts on the different subjects which are under consideration by the Committee.

In view of these considerations, as the necessity had arisen for immediate recourse to the services of an expert on railways in connection with the work of the first Sub-Committee (which is already considering concrete questions of this type), the Committee considered itself called upon to appoint immediately as an expert, M. Lankas, Director of Transport in the Czecho-Slovak Ministry of Railways, and it is glad to be able to state that M. Lankas is a national of one of those States referred to in the Resolution of the Council.

The Committee has also the honour to inform the Council that it proposes to proceed in the same manner to the appointment of other experts, as occasion arises.

In particular, the Committee believes that it will probably be necessary to appoint an expert on the question of transport by water, and it will be glad if this appointment can be made from among nationals of one of the Riparian States of the Danube.

I have the honour, etc.,

(Signed) EYSINGA,
President of the Advisory and Technical
Committee for Communications and Transit.

to the President of the
Council of the League of Nations.

[See *Official Journal*, 2nd Year, No. 7, page 682.]

XV.

DÉSIGNATION DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION TECHNIQUE PERMANENTE
DU RÉGIME DES EAUX DANS LE BASSIN DU DANUBE.a) *Mémoire du Secrétaire général.*

Le Conseil de la Société des Nations, à sa dernière session, a pris connaissance d'une lettre du Président de la Conférence des ambassadeurs, en date du 6 juin, lui demandant de procéder d'urgence à la désignation du président de la Commission technique permanente qui sera chargée en vertu de l'article 203 du Traité de Trianon, de régler toutes questions relatives au régime des eaux dans le Bassin du Danube¹. D'après le texte de cet article, ce président doit, en effet, être nommé par le Conseil de la Société des Nations.

Le Conseil, dans sa séance du 27 juin, s'est déclaré absolument d'accord avec la Conférence des Ambassadeurs pour que la réunion de cette Commission puisse s'effectuer le plus rapidement possible, et il s'est déclaré prêt à procéder à la désignation du président dès la présente session. Cette décision a été communiquée à la Conférence des ambassadeurs, ainsi qu'à tous les Etats Membres de la Société des Nations. A la suite de cette communication, le Secrétaire général a fait savoir que, comptant sur la désignation du président dès la présente session du Conseil, il avait invité les délégués des Etats représentés à la Commission du régime des eaux du Danube à procéder, de leur côté, à la désignation de leurs représentants.

D'autre part, en vue de la désignation et comme suite à la communication de la décision du Conseil aux différents Membres de la Société, le Secrétaire général a été prié d'attirer l'attention du Conseil sur un certain nombre de personnalités recommandées à son choix et qui se sont déclarées prêtes à accepter éventuellement, au cas où le Conseil le leur offrirait, le poste de président de la Commission du régime des eaux du Danube.

Les noms et les titres de ces personnalités sont communiqués d'autre part aux Membres du Conseil.

b) *Décision du Conseil du 2 septembre 1921.*

Le Conseil nomme M. Chargueraud président de la Commission.

¹ Voir *Journal officiel*, II^e année, N^o 7, page 748.

XV.

APPOINTMENT OF THE CHAIRMAN OF THE PERMANENT TECHNICAL COMMISSION
FOR THE REGIME OF WATERWAYS IN THE DANUBE BASIN.

(a) Memorandum by the Secretary-General.

The Council of the League of Nations at its last Session had before it a letter from the President of the Ambassadors' Conference, dated June 6th, pointing out to the Council the urgent necessity for proceeding to the election of a Chairman of the Permanent Technical Commission, to be entrusted, in accordance with Article 293 of the Treaty of Trianon, with the settlement of all questions relating to the regime of waterways in the Danube Basin.¹ According to the text of this Article, the Chairman must be appointed by the Council of the League of Nations.

At its meeting of June 27th, the Council declared itself in absolute agreement with the Ambassadors' Conference that this Committee should meet as soon as possible, and further stated that it was ready to proceed to the appointment of the Chairman during the present session. This decision was communicated to the Ambassadors' Council, as well as to all the States Members of the League. As a result the Ambassadors' Council announced that, in view of the appointment of the Chairman, during the present session of the Council, they had asked the Delegates of the States represented on the Commission for the Regime of Waterways in the Danube Basin to proceed to the appointment of their representatives.

Further, with a view to this appointment and as a result of the communication of the Council's decision to the various Members of the League, the Secretary-General has been requested to draw the attention of the Council to a certain number of candidates who have been recommended to him, and who have declared their willingness to accept the Chairmanship of the Commission for the Regime of Waterways in the Danube Basin, should the Council ask them to do so.

The names and qualifications of these candidates are also communicated to the members of the Council.

(b) Decision taken by the Council on September 2nd, 1921.

The Council decided to appoint M. Chargueraud Chairman of the Committee.

¹ See *Official Journal*, 2nd Year, No. 7, page 748.

DEUXIÈME PARTIE.

12 septembre — 12 octobre 1921.

XVI.

MANDATS.

I. LETTRE ADRESSÉE PAR LE CONSEIL AUX PRINCIPALES PUISSANCES ALLIÉES.

Genève, le 8 septembre 1921.

Monsieur le Président,

Le 15 juin, Son Excellence M. Gastão da Cunha, Président en exercice du Conseil de la Société des Nations, a adressé une lettre aux Puissances alliées et associées, les priant de bien vouloir faire tous leurs efforts pour arriver à résoudre les points en discussion entre eux et les Etats-Unis au sujet des mandats¹.

Le Conseil de la Société des Nations a été informé, dans sa séance du 3 septembre, par les représentants des Principales Puissances alliées, que leurs gouvernements avaient reçu du Gouvernement des Etats-Unis une note sur ce sujet.

Le Conseil me prie de vous informer qu'il se réjouit du progrès des négociations et qu'il espère qu'elles arriveront prochainement à une conclusion satisfaisante. Mon prédécesseur, M. da Cunha, dans sa lettre, écrivait :

« Le Conseil de la Société des Nations considère qu'il est essentiel que les Puissances alliées établissent avant la prochaine Assemblée, entre elles et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, un accord complet afin qu'il puisse procéder à l'examen des termes des mandats et, ainsi, mettre en application une des responsabilités les plus importantes qui lui ont été confiées par le Pacte. »

Rien n'est survenu, depuis, de nature à changer l'opinion du Conseil sur ce point ou à le rendre moins désireux d'être bientôt capable de définir les termes des mandats en conformité avec lesquels de vastes territoires, en Afrique et en Asie, doivent être administrés. Le désir du Conseil d'exprimer son espoir d'une prompt solution de cette question est accru par le fait qu'il sait que ce désir est partagé par les gouvernements de toutes les Puissances mandataires.

Veuillez agréer, Monsieur le Président du Conseil, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) V. K. WELLINGTON KOO,
Président du Conseil de la Société des Nations.

¹ Voir *Journal Officiel*, II^e année, N^o 7, pages 642-643.

SECOND PART.

September 12th — October 12th, 1921.

XVI.

MANDATES.

I. LETTER FROM THE COUNCIL TO THE PRINCIPAL ALLIED POWERS.

Geneva, September 8th, 1921.

Sir,

On June 15th, His Excellency M. Gastão da Cunha, Acting President of the Council of the League of Nations, addressed a letter to the Principal Allied Powers, requesting them to be good enough to make every effort to arrive at a solution of the points under discussion between them and the United States in the matter of Mandates.¹

The Council of the League of Nations was informed, during its meeting of September 3rd, by the Representatives of the Principal Allied Powers that their Governments have received a note on this subject from the Government of the United States.

I am now requested by the Council to express to you its gratification at the progress of the negotiations and the earnest hope that they may speedily be brought to a satisfactory conclusion. My predecessor, M. da Cunha, in his letter, wrote :

" The Council of the League of Nations considers it essential that the Allied Powers should before the next Assembly, arrive at a complete agreement with the Government of the United States of America in order that the Council may, by defining the terms of the Mandates, fulfil one of the chief responsibilities laid upon it by the Covenant. "

Nothing has since transpired to change the opinion of the Council on this point, or to make it less anxious to be enabled shortly to define the terms of the Mandates under which vast areas in Africa and in Asia are to be administered. Their desire to express their hope of a prompt solution of this question is increased by the knowledge that it is shared by the Governments of all the Mandatory Powers.

I have the honour to be, Sir,
Your obedient Servant,

(Signed) V. K. WELLINGTON KOO,
President of the Council of the League of Nations.

¹ See *Official Journal*, 2nd Year, No. 2, pages 642-643.

2. NOTE AUX PUISSANCES MANDATAIRES APPROUVÉE PAR LE CONSEIL LE 2 OCTOBRE 1921.

Monsieur le Président,

En ma qualité de Président en exercice du Conseil de la Société des Nations, j'ai l'honneur d'attirer votre attention sur les documents ci-joints ¹, qui ont été soumis à la deuxième Assemblée de la Société des Nations. Après un débat, dont j'ai l'honneur de joindre ² aussi le compte rendu provisoire à cette lettre, l'Assemblée a adopté, le 23 septembre 1921, la résolution suivante :

« L'Assemblée, ayant pris connaissance du rapport adressé en date du 10 septembre 1921 par la Sous-Commission des mandats à la sixième Commission et approuvé par cette dernière, décide d'en approuver, à son tour, les termes. »

Le Conseil, dans sa séance du 2 octobre, a été heureux de pouvoir s'associer au vœu exprimé par l'Assemblée. En conséquence, également désireux, d'une part, de ne pas préjuger en quoi que ce soit le résultat des négociations actuellement engagées entre les Puissances alliées et le Gouvernement des Etats-Unis et, de l'autre, de calmer certains sentiments d'appréhension et d'anxiété que le retard inévitable apporté à la prolongation des mandats a pu faire naître, le Conseil a pris les décisions suivantes :

a) En ce qui concerne les territoires qui doivent être administrés conformément au paragraphe 5 de l'article 22 du Pacte, c'est-à-dire les anciennes colonies allemandes de l'Afrique orientale, du Togo et du Cameroun, le Conseil, tout en réservant l'étude des détails des projets de mandats qui lui sont soumis en raison des modifications qui pourraient paraître opportunes plus tard, déclare que les principes qui y sont exposés répondent d'une manière générale à l'idéal élevé que le Pacte a en vue et établissent, dans un esprit en harmonie avec celui du Pacte, des garanties destinées à sauvegarder les droits de tous les Membres de la Société.

b) En ce qui concerne le Togo et le Cameroun, le Conseil, conformément à la recommandation concertée présentée par les Gouvernements de la République française et le Gouvernement de Sa Majesté britannique en date du 17 décembre 1920, approuve l'application du système des mandats à ces territoires et confirme en principe les déclarations signées par les représentants des Gouvernements français et britannique, le 10 juillet 1919, concernant les sphères respectives destinées à être placées sous l'autorité de chacun de ces deux gouvernements.

c) Le Conseil n'hésite pas à exprimer sa confiance que les Puissances mandataires continueront à exercer l'administration de tous les territoires dont elles ont la charge, aux termes des paragraphes 4 et 5 de l'article 22 du Pacte, conformément à l'esprit des projets de mandat, en attendant que la situation ait pu être régularisée.

Il exprime aussi aux Puissances mandataires sa reconnaissance de ce que, avant même que le Conseil ait pu procéder à la confirmation de leurs mandats, elles aient bien voulu communiquer à la Société des Nations, à titre d'information, des rapports relatifs à quelques uns des territoires qui sont confiés à leur charge, conformément aux termes de l'article 22 du Pacte.

Enfin, le Conseil prend acte des déclarations faites devant la sixième Commission de la deuxième Assemblée par les représentants de la Belgique, de l'Empire britannique et de la France, au nom de leurs gouvernements, relatives à la documentation de la Commission permanente des mandats.

¹ Voir Annexes a), b) et c), page 1122.

² Non imprimé.

2. NOTE TO THE MANDATORY POWERS, APPROVED BY THE COUNCIL ON OCTOBER 2ND, 1921.

sir,

I have the honour, in my capacity as President for the time being of the Council of the League of Nations, to invite your attention to the enclosed papers¹ which were submitted to the Second Assembly of the League of Nations. After a debate, of which the provisional verbatim record is also enclosed,² the Assembly passed, on September 23rd, 1921, the following resolution :

“ The Assembly, having considered the report of September 19th, 1921, addressed by the Sub-Committee on Mandates to the Sixth Committee and endorsed by that Committee, resolves to approve the terms of that report.”

The Council, at its sitting of October 2nd, considered the resolution passed by the Assembly and was glad to be able to associate itself with the views therein expressed. On the one hand, it was anxious not to take any steps which might in any way prejudice the result of the negotiations now proceeding between the Principal Allied Powers and the Government of the United States. On the other, it was no less anxious to allay any feelings of apprehension and anxiety which may have been caused by the unavoidable delay in the issue of the Mandates. The Council has, therefore, taken the following decisions :

(a) As regards the territories which are to be administered in accordance with paragraph 4 of Article 22 of the Covenant, *i.e.*, the former German possessions of East Africa, Togoland and the Cameroons, the Council, whilst reserving examination of the details of the draft Mandates laid before it on account of modifications which it may eventually be found suitable to make, declares that, generally speaking, the principles contained therein express the high objects which the Covenant has in view and lay down in a spirit in harmony with that of the Covenant safeguards for the rights of all the Members of the League.

(b) As regards Togo and the Cameroons, the Council, in accordance with the joint recommendation of the French and British Governments dated December 17th, 1920, approves the application of the Mandate system to these territories, and adopts, in principle, the declarations signed by the representatives of the French and British Governments on July 10th, 1919, as to the respective spheres which are to be placed under the authority of each Government.

(c) The Council has no hesitation in expressing to the Mandatory Powers its confidence that they will continue to carry on the administration of the territories committed to their charge in accordance with paragraphs 4 and 5 of Article 22 of the Covenant in the spirit of the draft Mandates until such time as the position shall have been definitely regularised.

The Council also expresses to the Mandatory Powers its appreciation of their courtesy in communicating to the League of Nations, for its information, reports concerning certain of the territories confided to their care in accordance with the terms of Article 22 of the Covenant, even before it has been possible to confirm their Mandates.

Finally, the Council takes note of the declarations made before the Sixth Committee of the Second Assembly by the Representatives of Belgium, of the British Empire, and of France, as to the supply of information to the Permanent Mandates Commission.

¹ See Annexes a. b and c (pages 1122).

² Not reprinted here.

ANNEXES

a) *Lettre du Président de la sixième Commission au Président de l'Assemblée.*

Genève, le 20 septembre 1921.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le texte d'une résolution relative aux mandats que la sixième Commission a adoptée à l'unanimité, ainsi que la lettre annexée.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) COMTE DE GIMENO,
Président de la sixième Commission.

Son Excellence

Monsieur le Jonkheer H. A. van Karnebeek,
Président de la deuxième Assemblée de la Société des Nations,
Genève.

b) *Texte de la résolution adoptée par la sixième Commission.*

La Commission, ayant pris connaissance de la lettre du 19 septembre 1921, que la Sous-Commission des mandats a adressée à son Président, fait siennes les opinions exposées dans cette lettre et recommande à l'Assemblée l'envoi au Conseil d'une communication conforme aux suggestions de la Sous-Commission.

c) *Texte de la lettre adressée au Président de la sixième Commission par le Président de la Sous-Commission B.*

Genève, le 19 septembre 1921.

Monsieur le Président,

La Sous-Commission a examiné le projet de résolution soumis à l'Assemblée par lord Robert Cecil dans les termes suivants :

« L'Assemblée regrette les retards qui se sont produits dans la définition des mandats, reconnaît que la responsabilité de ces retards n'incombe pas au Conseil, et exprime l'avis qu'il serait opportun de procéder sans délai à la définition des mandats A et B. »

2. La Sous-Commission se rallie entièrement à l'opinion exprimée dans la première partie de la résolution de lord Robert Cecil. Elle aussi regrette les retards qui se sont produits dans la définition des mandats A et B, tout en reconnaissant que la responsabilité n'en incombe pas au Conseil.

3. Les mesures prises par le Conseil en cette matière sont exposées en détail aux pages 46-47 du rapport présenté à l'Assemblée (A. 9). Pour résumer la question, il faut rappeler que le Conseil, ayant appris que le Gouvernement des Etats-Unis soulevait des objections à ce que les mandats fussent définis sans consultation préalable avec lui, a décidé d'ajourner la confirmation des mandats A et B, jusqu'à ce que ce gouvernement ait pu faire connaître son opinion. Nous savons que des négociations entre les Principales Puissances alliées et les Etats-Unis sont encore en cours actuellement ; ces Puissances auraient reçu des Etats-Unis un mémoire quelques jours seulement avant la présente session de l'Assemblée et seraient en ce moment en train d'en étudier les termes.

ANNEXES.

(a) *Letter from the President of the Sixth Committee to the President of the Assembly.*

Translation.

Geneva, September 20th, 1921.

Sir,

I have the honour to communicate to you herewith the text of a resolution relative to the question of Mandates which was unanimously adopted by the Sixth Committee, together with the annexed letter.

I have the honour to be, Sir, Your obedient servant,

(Signed) COUNT DE GIMENO,
President of the Sixth Committee.

His Excellency

Monsieur le Jonkheer H. A. van Karnebeek,
President of the Second Assembly of the League of Nations,
Geneva.

(b) *Text of the Resolution adopted by the Sixth Committee.*

The Committee, having considered the letter of September 19th, 1921, addressed to its chairman by the Sub-Committee on Mandates, endorses the views expressed in that letter, and recommends the Assembly to make a communication to the Council in accordance with the suggestion of the Sub-Committee.

(c) *Text of the Letter addressed to the President of the Sixth Committee by the President of Sub-Committee B.*

Geneva, September 19th, 1921.

r.

The Sub-Committee has considered the draft resolution handed in at the Assembly by Lord Robert Cecil, in the following terms :

The Assembly regrets the delay which has taken place in the definition of the Mandates, recognises that the Council is not responsible for that delay, and is of opinion that it would be desirable that the Mandates of the A and B classes should be forthwith defined.

2. The Sub-Committee fully endorses the view expressed in the first part of Lord Robert Cecil's resolution. It, too, regrets the delay which has taken place in the definition of the A and B Mandates. At the same time it recognises that the fault cannot be said to lie with the Council.

3. The action of the Council in this matter is fully set out on pages 46-47 of its report, which is before the Assembly (A. 9). In brief, being apprised of the objection of the United States to the definition of the Mandates without previous consultation with themselves, the Council determined to defer confirmation of the remaining Mandates until the Government of the United States had an opportunity of expressing their views. It is understood that negotiations between the Principal Allied Powers and the United States are still proceeding, that a Memorandum from the United States was received by these Powers only a few days before the Assembly met, and that

Il semblerait donc que le Conseil ne puisse que laisser passer le temps nécessaire pour permettre ces négociations de prendre fin.

4. Néanmoins, la Sous-Commission se rend compte que les retards apportés à la promulgation de ces mandats peuvent faire naître certains sentiments d'anxiété et d'appréhension, d'anxiété parce que la mission confiée par l'article 22 du Pacte de la Société aux mandataires n'a pas encore été définie dans ses détails, d'appréhension parce que, faute d'une œuvre achevée, la mission sacrée imposée par cet article pourrait ne pas être pleinement remplie.

5. La Sous-Commission n'a pas cru de son devoir d'examiner les projets de mandats A et B ni d'étudier non plus les rapports que les gouvernements mandataires ont soumis à leurs parlements respectifs et communiqués au Conseil à titre de renseignement sur l'administration de quelques-uns au moins des territoires sous mandat, confiés à leurs soins pendant cette période préliminaire. Toutefois, l'opinion pourra juger la situation d'après ces documents, qui sont maintenant du domaine public, ainsi que selon d'autres qui seront sous peu accessibles. On peut donc espérer que ces pièces contribueront à atténuer l'anxiété et l'appréhension dont nous parlons plus haut.

6. En ce qui concerne les mandats A, la Sous-Commission est d'avis qu'il serait en tout cas prématuré de demander au Conseil une décision immédiate. Elle tient compte du fait que le Traité de Sèvres n'a pas encore été ratifié par les Puissances. Quant à ces mandats, la Sous-Commission se borne à exprimer l'espoir que l'administration des territoires en question continuera à être assurée conformément à l'esprit de l'article 22 du Pacte tant que durera l'état provisoire actuel.

Il en est autrement cependant des mandats B. Ils s'appuient en effet sur le Traité de Versailles qui a été ratifié. En outre, le Conseil a été saisi, depuis le début de l'année, de projets de tous les mandats B. En supposant même que ces projets puissent encore subir quelques modifications de détail, les principes qui y sont énoncés ne sont-ils pas, dans leurs éléments essentiels, de nature à s'imposer à l'approbation du Conseil ? Enfin, les Gouvernements français et britannique, aux termes de la décision prise par le Conseil suprême des Alliés le 7 mai 1919, ont reçu mission de se mettre d'accord sur le statut à donner au Togo et au Cameroun et dont ils recommanderaient l'adoption à la Société des Nations. L'accord en question a été conclu et il est souhaitable que le Conseil saisisse la première occasion de :

a) Confirmer l'application du système mandataire au Togo et au Cameroun ;

b) En particulier, confirmer en principe les déclarations signées par les représentants des Gouvernements français et britannique le 10 juillet 1919, concernant les sphères respectives destinées à être placées sous l'autorité de chacun de ces deux gouvernements.

7. En conséquence, la Sous-Commission suggère qu'il y aurait grand avantage à ce que l'Assemblée invitât le Conseil à adresser immédiatement une communication aux Puissances chargées de l'administration des territoires mentionnés au paragraphe 5 de l'article 22 du Pacte. Cette communication indiquerait que le Conseil ne s'est pas senti en mesure de poursuivre sa tâche en ce qui concerne la confirmation des mandats B, et qu'il attend les résultats des négociations actuellement en cours entre les Principales Puissances alliées et les Etats-Unis, sans préjuger des modifications qu'il conviendrait éventuellement d'apporter aux termes des mandats. Elle ajouterait que, bien qu'il faille réserver l'étude des détails de ces mandats en raison des modifications qui pourraient paraître opportunes plus tard, le Conseil a pu constater, par la lecture des projets de mandat — s'il le juge ainsi — que les principes qui y sont exposés répondent d'une manière générale à l'idéal élevé que le Pacte a en vue et établissent, dans un esprit en harmonie avec celui du Pacte, des garanties destinées à sauvegarder les droits de tous les Membres de la Société.

La Commission se permet, en outre, de faire remarquer que le Conseil ne devrait plus tarder davantage à donner son approbation officielle à l'application du système mandataire au Togo et au Cameroun et qu'il devrait, en particulier, approuver en principe les déclarations signées par les représentants des Gouvernements français et britannique le 10 juillet 1919, concernant les sphères respectives destinées à être placées sous l'autorité de chacun de ces deux gouvernements. Enfin, on pourrait suggérer que le Conseil exprimât sa confiance que les Puissances mandataires continueront à exercer l'administration des territoires dont elles ont la charge, conformément à l'esprit des projets de mandat, en attendant que la situation ait pu être définitivement éclaircie.

ts terms are now under examination. There would seem no option to the Council but to give time for the conclusion of these negotiations before confirming the remaining Mandates.

4. Nevertheless, the Sub-Committee realises that the delay in the issue of the remaining Mandates may cause anxiety and apprehension ; anxiety because the trust conferred by Article 22 of the Covenant of the League of Nations on the Mandatories has not yet been fully defined ; apprehension lest, in the absence of the completed Mandates, the sacred trust laid down by that Article may not in all respects be fulfilled.

5. The Sub-Committee has not felt it part of its duties to examine the draft Mandates "A" and "B", nor yet to consider the reports which the Mandatory Governments have in some cases, at any rate, submitted to their National Parliaments, and communicated to the Council for information, upon the administration of the mandated territories confined to their charge during their preliminary period. The world, however, will be able to draw its own conclusions from these documents, which are now public property, and from others which will shortly be available, and it is to be hoped that the anxiety and apprehension alluded to in the previous paragraph will be allayed by their perusal.

6. With regard to the "A" Mandates, the Sub-Committee feels that it would be in any case premature to press for immediate action by the Council. It takes note of the fact that the Treaty of Sèvres has not yet been ratified by the Powers. As to these Mandates, the Sub-Committee could only express its hope that, so long as the transitory conditions continue, the administration of the territories in question will still be carried out in the spirit of Article 22 of the Covenant.

The "B" Mandates, however, are in a different category, seeing that they are founded upon the Treaty of Versailles, which has been ratified. Moreover, drafts of all the "B" Mandates have been before the Council since the beginning of the present year. Even if these drafts are still subject to alteration in details, are not the principles enunciated such as could command the approbation of the Council ? Finally, the French and British Governments were charged by the terms of the decision of the Supreme Allied Council of May 7th, 1919, with the duty of coming to an agreement on the future of Togo and the Cameroons, which they would recommend the League of Nations to adopt. This agreement has now been reached, and it is desirable that the Council should, at the earliest possible opportunity :

(a) Formally approve the application of the mandate system to Togoland and the Cameroons ;

(b) In particular, adopt, in principle, the declarations signed by the Representatives of the French and British Governments on July 10th, 1919, as to the respective spheres which are to be placed under the authority of each Government.

7. Accordingly, the Sub-Committee suggests that much will be gained if the Council could be invited by the Assembly forthwith to address a despatch to the Powers entrusted with the administration of the territories referred to in Article 23, paragraph 5, of the Covenant, indicating that, whilst the Council has not felt able to proceed with the confirmation of the "B" Mandates pending the results of the negotiations now proceeding between the Principal Allied Powers and the United States, and whilst examination of the details of these Mandates must necessarily be reserved for a review of modifications which it may eventually be found suitable to make in the terms of these Mandates, the Council is satisfied by its perusal of the drafts (if such should be the case) that, generally speaking, the principles there laid down express the high objects which the Covenant has in view and lay down, in a spirit in harmony with that of the Covenant, safeguards for the rights of all Members of the League.

The Sub-Committee would further represent that the Council should now formally approve the application of the mandates system to Togoland and the Cameroons, and, in particular, adopt, in principle, the declarations signed by the representatives of the French and British Governments on July 10th, 1919, as to the respective spheres which are to be placed under the authority of each Government. Finally, it might be suggested that the Council should express its confidence that the Mandatory Powers will continue to exercise the administration of the territories committed to their charge in the spirit of the draft Mandates until such time as the position shall have been definitely clarified.

8. La Sous-Commission est convaincue qu'une pareille décision du Conseil, comportant en particulier une communication adressée par le Conseil aux Puissances mandataires et la confirmation, dans ces limites, des termes des mandats B, serait accueillie non seulement avec faveur par les Puissances mandataires elles-mêmes, mais donnerait également au monde la preuve de l'ardent désir qui anime la Société des Nations d'obtenir la prompte réalisation de l'idéal de l'article 22 du Pacte.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) FRIDTJOF NANSEN,
Président de la Sous-Commission B.

Son Excellence le comte de Gimeno,
Président de la sixième Commission
de la deuxième Assemblée de la Société des Nations,
Genève.

3. COMMISSION PERMANENTE DES MANDATS.

Rapport présenté le 10 octobre 1921 au Conseil, au nom de la Commission permanente par son Président, le marquis Theodoli.

La Commission permanente des mandats, prévue au dernier alinéa de l'article 22 du Pacte et constituée par vous, conformément à la charte dont vous avez arrêté les termes en date du 1^{er} décembre 1920, vient d'achever les travaux de sa première session.

Vous avez bien voulu permettre à son Président de vous rendre compte, verbalement, de ses délibérations. J'ai l'honneur de vous en remercier très vivement. Vous me fournissez ainsi l'occasion bienvenue de vous assurer combien, mes collègues et moi, nous nous sentons honorés de la confiance que vous avez bien voulu nous témoigner, en nous appelant à collaborer à une œuvre des tâches les plus intéressantes et, nous l'espérons, les plus fécondes de la Société des Nations. Je suis heureux, aussi, de cette occasion, qui permet à la Commission permanente des mandats de prendre contact avec le Conseil, dont elle est une émanation et qui a bien voulu faire appel à ses concours et à ses avis.

Le procès-verbal des délibérations de notre première session, que j'ai l'honneur de déposer sur votre bureau, rend compte fidèlement de nos décisions et des motifs qui les ont inspirées. Je me dispense de vous entretenir longuement de ce qui a fait l'objet de nos débats, au cours des nombreuses séances que nous avons tenues du 4 au 9 octobre. Je puis me borner, par conséquent, à vous indiquer très brièvement les principaux résultats de nos travaux et à vous soumettre les vœux que nous nous permettons de former, quant à la suite que nous vous prions de bien vouloir leur donner.

M'autorisez-vous, tout d'abord, à définir d'un mot l'esprit dans lequel, mes collègues de la Commission et moi, nous avons entrepris notre tâche ?

Le Pacte prévoit que la « Commission permanente sera chargée de recevoir et d'examiner les rapports annuels » que les Puissances mandataires sont tenues d'envoyer au Conseil, concernant les territoires dont elles ont la charge, et « de donner au Conseil son avis sur toutes questions relatives à l'exécution des mandats ». Cet examen ne peut avoir d'utilité et cet avis ne peut avoir de prix que dans la mesure où ils s'inspirent d'une indépendance et d'une impartialité absolue à l'égard des données qui nous sont fournies. Nous savons que le Conseil n'envisage pas autrement notre fonction, puisqu'il a voulu composer la Commission d'experts, qui n'ont de responsabilité qu'envers la Société des Nations tout entière et qu'il a tenu à ce que la majorité de ses membres soient ressortissants d'Etats non mandataires.

Au nom de mes collègues unanimes, j'ai l'honneur de vous assurer, Monsieur le Président et Messieurs, que c'est bien ainsi que nous comprenons la mission dont vous avez bien voulu nous charger et dont nous avons l'ambition de ne point nous montrer indignes.

L'examen des rapports qui nous seront soumis et les avis qu'ils pourront nous suggérer s'inspireront, en second lieu, du sincère désir de faciliter aux Puissances mandataires l'exécution

8. The Sub-Committee feels convinced that this action by the Council, in particular such a communication from the Council to the Mandatory Powers, and such a measure of confirmation of the terms of the "B" Mandates, would not only be welcomed by the Mandatory Powers themselves, but would serve as a token to the world of the earnestness of the League in pressing for the speedy realisation of the aims of Article 22 of the Covenant.

I have the honour to be, Sir, Your obedient servant,

(Signed) FRIDTJOF NANSEN,
President of Sub-Committee "B."

His Excellency Count de Gimeno,
President of the Sixth Committee of the Second Assembly,
Geneva.

3. PERMANENT MANDATES COMMISSION.

Report submitted to the Council on October 10th, 1921, on behalf of the Commission by its Chairman, the Marquis Theodoli.

The Permanent Mandates Commission, mentioned in the last paragraph of Article 22 of the Covenant, and set up by you in conformity with the Constitution, the terms of which you laid down on December 1st, 1920, has just finished the work of its first session.

You were kind enough to allow the Chairman to give you a verbal account of its discussions. I have the honour to express to you my warmest thanks for so doing. You thus afford me a welcome opportunity of assuring you how much my colleagues and myself appreciate the confidence you have shown by calling upon us to collaborate in one of the most interesting and, we hope, the most fruitful tasks of the League of Nations. I am also glad of this opportunity for the Permanent Mandates Commission to come into contact with the Council by which it was constituted, and which has called for its help and advice.

The Minutes of the discussions at our first meeting, which I have the honour to submit to you, give an exact account of our decisions and the motives which inspired them. It is therefore unnecessary for me to explain to you at length the subject of our debates at nine meetings held between October 4th and 9th. I can therefore confine myself to indicating to you, very briefly, the principal results of our work and to submitting to you the recommendations which these results seem to suggest as regards the course we ask you to adopt.

May I, in the first place, define briefly the spirit in which my colleagues on the Commission and myself have approached our task.

The Covenant provides that "the Permanent Commission shall be constituted to receive and examine the annual report" which the Mandatory Powers are pledged to send to the Council concerning the territories under their charge, and "to advise the Council on all matters relating to the observance of the Mandates." Such investigations and such advice can only be of value if inspired by absolute independence and impartiality of judgment concerning the data furnished to us. We know that the Council intended us to act in that spirit, since it insisted that the Commission should be composed of experts answerable only to the League of Nations as a body, and, further, insisted that the majority of these members should be nationals of non-Mandatory States.

Allow me, Mr. President and Gentlemen, to assure you that this is the manner in which we as a Commission unanimously interpret the mission entrusted to us, a mission of which we hope to prove ourselves worthy.

In the second place, the study of the reports which will be submitted to us and any proposals they may suggest will be inspired by the sincere desire to facilitate the execution of the task which

de la tâche qu'elles ont accepté d'accomplir au nom de la Société des Nations, tâche dont nous n'ignorons ni l'importance, ni la difficulté. Tout en veillant à la stricte observation des principes tutélaires énoncés à l'article 22 du Pacte, dans l'intérêt des populations indigènes et de tous les Membres de la Société, nous chercherons à exercer notre fonction, moins comme des juges de qui l'on attend des jugements critiques que comme des collaborateurs résolus à mettre leur expérience et leur zèle au service d'une œuvre commune.

Au cours de notre première session, nous avons eu à nous livrer à trois travaux principaux :

1^o Tout d'abord, nous avons pensé qu'il convenait de nous conformer à l'invitation qui nous était adressée au paragraphe i) de la constitution que vous nous avez donnée, d'établir notre règlement intérieur. Ce règlement est entre vos mains et nous vous prions de bien vouloir en consacrer les dispositions en lui donnant votre haute approbation.

2^o En nous réunissant à Genève, pour notre première session, nous savions que nous ne pouvions pas encore être saisis d'aucun rapport annuel, puisqu'une année ne s'est pas encore écoulée depuis que le Conseil a pu procéder à la confirmation des premiers mandats. Nous savions aussi, d'autre part, que donnant suite à un vœu de la première Assemblée de la Société des Nations, le vœu que le Conseil avait bien voulu accueillir avec faveur dans sa séance de juin 1921, les Puissances mandataires avaient consenti à nous autoriser à prendre connaissance des rapports relatifs à l'administration de quelques uns des territoires confiés à leurs soins et destinés à être administrés conformément au principe des mandats. Les rapports qui nous ont été ainsi communiqués étaient les suivants :

Cameroun français
Togo français
Tanganyika britannique
Est africain belge

Sud-Ouest africain
Mésopotamie
Palestine.

Nous avons étudié tous ces rapports, sauf les deux derniers. Si intéressants que soient les rapports sur la Palestine et la Mésopotamie, nous avons estimé, en effet, que l'état d'incertitude qui règne encore au sujet de tout ce qui concerne les mandats prévus à l'alinéa 4 de l'article 22 du Pacte, ne nous permettait pas d'en aborder utilement l'examen.

Quant aux autres rapports qui nous avaient été communiqués, nous les avons lus très attentivement. Nous l'avons fait pleinement conscients de la réserve qui nous était imposée par leur caractère même. Il s'agissait, en effet, non de rapports annuels, mais de documents rédigés pour les parlements des Puissances mandataires et communiqués à la Société des Nations, pour son information, à titre purement bénévole. Nous n'en dirons donc rien ici, si ce n'est pour exprimer aux Puissances mandataires notre reconnaissance de la courtoisie qu'elles avaient bien voulu mettre à nous permettre d'en prendre connaissance et notre admiration pour le magnifique et généreux effort de réorganisation et de reconstruction coloniale dont ils témoignent.

La Commission a pris connaissance, avec une vive gratitude aussi, des déclarations faites au nom de leurs gouvernements, par MM. Fisher, Reynald et Pouillet, dans la séance de la sixième Commission de l'Assemblée le 20 septembre. Si, au cours de la présente session, nous n'avons pas cru devoir mettre à profit l'obligeante offre de documentation que ces Messieurs ont bien voulu faire, nous serons sans doute heureux de pouvoir y recourir à l'avenir.

La Commission, s'autorisant, d'une part, des dispositions si amicales que les Puissances mandataires ont bien voulu témoigner ainsi à son égard et en s'inspirant, de l'autre, des suggestions que lui a valu l'étude des rapports à laquelle elle s'est livrée, s'est appliquée enfin à une troisième tâche.

3^o Nous avons pensé bien faire, en effet, en vue de faciliter aux Puissances mandataires la préparation des rapports annuels qu'elles devront adresser au Conseil, après la première année de leur administration régulière, de dresser des questionnaires à leur intention.

Ces questionnaires de deux types différents, correspondant aux mandats B et C, prévus aux alinéas 5 et 6 de l'article 22 du Pacte, vous sont également soumis. Nous nous permettons d'espérer que le Conseil voudra bien approuver notre initiative et transmettre aux Puissances mandataires ces questionnaires qui leur seront destinés, en les priant, dans la mesure où leur per-

the Mandatory Powers have agreed to accomplish in the name of the League of Nations, the importance and difficulty of which we fully realise. Whilst supervising the strict observance of the principles of tutelage laid down in Article 22 of the Covenant, in the interest of the native populations and of all the Members of the League, we shall endeavour to exercise our authority, less as judges from whom critical pronouncements are expected, than as collaborators who are resolved to devote their experience and their energies to a joint endeavour.

In the course of our first meeting, we had to devote our attention to three principal questions :

1. We thought it desirable to conform to the request laid down in paragraph (i) of the constitution which you gave us, and to draw up our rules of procedure. These rules are before you, and we ask you to approve their provisions.

2. When we gathered at Geneva for our first meeting, we knew that no annual report could be placed before us, as a year has not yet elapsed since the Council confirmed the first Mandates. On the other hand, we also knew that, in accordance with a recommendation of the First Assembly of the League of Nations, adopted by the Council at its meeting in June, 1921, the Mandatory Powers had consented to authorise us to study reports on the administration in accordance with the principle of the Mandates. The reports thus communicated to us were the following :

French Cameroons
French Togoland
British Tanganyika
Belgian East Africa

South-West Africa
Mesopotamia
Palestine

We have studied these reports, with the exception of the last two. Interesting as the reports on Palestine and Mesopotamia are, we considered that the state of uncertainty still existing concerning everything that affects the Mandates mentioned in paragraph 4 of Article 22 of the Covenant could make such a study of little use at this moment.

We have read most attentively the other reports communicated to us. We read them fully conscious of the restrictions imposed on us by their nature, for it was a question not of annual reports, but of documents drawn up for the Parliaments of the Mandatory Powers and communicated voluntarily for the information of the League. We will therefore say nothing of them here, except to express to the Mandatory Powers our gratitude for the courtesy they have displayed in allowing us to study them, and our admiration for the magnificent and generous effort at colonial organisation and reconstruction which they show.

The Commission has also taken note, with profound gratitude, of the declarations made on behalf of their Governments by Mr. Fisher, M. Reynald and M. Poulet, at the meeting of the Sixth Assembly Committee on September 20th. If, during the course of the present session, we have not considered it necessary to have recourse to the information which these gentlemen were kind enough to offer us, we shall no doubt be happy to avail ourselves of it in the future.

The Commission, feeling that it was authorised by the very friendly attitude which the Mandatory Powers have adopted towards it, and inspired by the suggestions to which the study of the reports already dealt with gave rise, has also undertaken a third task.

3. In order to facilitate the work of the Mandatory Powers in preparing the annual report for submission to the Council, after the first year of their regular administration, we have considered it advisable to draw up questionnaires for this purpose.

These questionnaires are of two different kinds, corresponding to the Mandates "B" and "C", mentioned in paragraphs 5 and 6 of Article 22 of the Covenant. Both are herewith submitted to you. We beg to express the hope that the Council will approve this step and transmit these questionnaires to the Mandatory Powers for whom they are intended ; we also hope that the Council

mettront leurs convenances, d'en tenir compte dans la rédaction de leurs premiers rapports annuels. Nous reconnaissons pleinement que ces questionnaires peuvent prêter à la critique et nous nous réservons de les compléter et de les perfectionner, conformément à l'expérience que nous aurons acquise par l'étude de ces rapports.

Pour l'établissement de ces questionnaires, nous avons tenu compte à la fois des mandats dont les termes ont été définitivement arrêtés par le Conseil, il y a bientôt un an, et les projets de mandat du type B qui attendent encore leur confirmation. Nous nous sommes abstenus, cependant, d'émettre aucune appréciation sur ces projets mêmes, en estimant, à l'unanimité, comme l'indique une résolution prise dans notre séance du 5 octobre, que, sauf instructions contraires du Conseil, les attributions de la Commission permanente des mandats se trouvaient limitées par le dernier alinéa de l'article 22 du Pacte, à l'étude des questions relatives à l'exécution des mandats.

En vue de faciliter la tâche des Puissances mandataires et d'éclaircir quelques points douteux nous nous permettons, toutefois, de soumettre au Conseil un certain nombre de questions et de suggestions, tirées de l'examen des rapports et des projets de mandat dont nous avons pris connaissance. Ces questions et ces suggestions sont énoncées dans une annexe à ce rapport. Je me borne donc à les mentionner d'un mot :

La question du statut national des habitants des territoires soumis à mandat a retenu l'attention de la Commission à l'occasion de l'étude du rapport du Sud-Ouest africain. Vu l'importance du problème, la Commission estime qu'il mérite une étude approfondie et qu'il appelle une solution aussi prompte que possible.

La Commission pense qu'il n'est pas dans l'intention du Conseil, en autorisant l'incorporation d'un territoire soumis au régime du mandat B aux possessions voisines de la Puissance mandataire au point de vue douanier, de sanctionner une dérogation aux principes de l'égalité économique formulée à la fin de l'alinéa 5 de l'article 22 du Pacte.

Elle ne suppose pas non plus qu'en confirmant l'interdiction par les Puissances mandataires du travail forcé ou obligatoire, le Conseil désire interdire l'obligation du travail qui est à la base de toutes les sociétés civilisées.

Enfin, la Commission s'est bornée à attirer l'attention du Conseil sur quelques divergences qui paraissent exister entre les textes des projets de mandat B, britanniques, d'une part, français et belges, de l'autre. Elle pense que ces différences verbales n'impliquent pas une divergence de fond.

En vous renouvelant l'assurance de notre gratitude pour la confiance que vous avez bien voulu nous témoigner et du vif intérêt que nous inspire la grande tâche à laquelle vous nous avez fait l'honneur de nous appeler, je vous demande de vouloir bien prendre en considération les vœux sur lesquels je me permets, au nom de la Commission permanente des mandats, d'attirer votre bienveillante attention.

ANNEXES

a) QUESTIONS ET SUGGESTIONS SOUMISES AU CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS PAR LA COMMISSION PERMANENTE DES MANDATS.

1. Dans un rapport relatif au Sud-Ouest africain, la Commission a relevé avec intérêt une divergence de vues qui paraît subsister entre les Commissaires nommés par le Gouvernement de l'Union sud-africaine au sujet de la nationalité qu'il convient de donner aux habitants du territoire sous mandat. Convient-il que les populations, dont les Puissances mandataires assument le gouvernement au nom de la Société des Nations, reçoivent, du fait même de l'établissement du système du Pacte, la nationalité de la Puissance mandataire ? Convient-il de leur laisser leur nationalité antérieure ou convient-il, enfin, d'adopter quelque autre régime ?

2. Dans les projets de mandat belges, britanniques et français pour l'Etat africain, le Togo et le Cameroun, il est prévu que « la Puissance mandataire est autorisée..... à constituer ces territoires en unions ou fédérations douanières..... avec les possessions avoisinantes relevant de sa propre souveraineté ou placées sous son contrôle ». D'autre part, aux termes de l'alinéa 5

will request these Powers to take them into account, as far as possible, when drafting their first annual report. We are fully aware that these questionnaires are open to criticism, and we reserve to ourselves the right to complete and improve them according to experience acquired in studying the reports.

In drawing up these questionnaires, we have had in mind the "C" Mandates, the terms of which were definitely laid down by the Council nearly a year ago, and the draft "B" Mandates, which still await confirmation by the Council. We have, however, refrained from giving any opinion on these drafts themselves, since we were unanimous in considering, as shown by the resolution adopted at our meeting of October 5th, that, subject to instructions to the contrary from the Council, the competence of the Permanent Mandates Commission is, by the last paragraph of Article 22 of the Covenant, limited to the examination of questions relating to the observance of the Mandates.

In order to facilitate the work of the Mandatory Powers, and to throw light on certain doubtful points, we would, however, submit to the Council a certain number of questions and suggestions based on the study of the reports and draft Mandates which have come before us. These questions and suggestions are embodied in an annex to this report.

I will therefore mention very briefly the question of the national status of the inhabitants of the mandated territories, which was brought to the notice of the Commission when it examined its report on South-West Africa. In view of the importance of this problem, the Commission considers that it deserves a very detailed examination and that it calls for the speediest possible solution.

The Commission is of opinion that, while authorising the incorporation of a territory under mandate "B" in the neighbouring possessions of the Mandatory Powers for Customs purposes, it is not the Council's intention to sanction any infringement of the principles of economic equality laid down at the end of paragraph 5 of Article 22 of the Covenant.

Nor does the Commission suppose that, while confirming the prohibition laid on the Mandatory Powers of exacting forced or compulsory labour, the Council wishes to forbid the obligation of work, which is the foundation of all civilised society.

Finally, the Commission confines itself to drawing the attention of the Council to certain differences which appear to exist between the texts of the British draft "B" Mandates and the French and Belgian drafts. It considers that these differences of wording do not imply a difference of substance.

In once more expressing our gratitude for the confidence which you have been good enough to show us, and in assuring you of the keen interest which all of us take in the great work you have entrusted to us, I would ask you to be good enough to take into consideration the recommendations which, on behalf of the Permanent Mandates Commission, I have the honour to draw your attention.

ANNEXES.

1. QUESTIONS AND SUGGESTIONS SUBMITTED TO THE COUNCIL OF THE LEAGUE OF NATIONS BY THE PERMANENT MANDATES COMMISSION.

1. In a report on South-West Africa, the Commission noted with interest differences which appeared to exist in the various views held by the Commissioners appointed by the Government of the Union of South Africa, on the nationality which would be granted to the inhabitants of the mandated territory. Is it desirable that the population placed under the administration of the Mandatory Powers, acting on behalf of the League of Nations, should be granted the nationality of the Mandatory Powers, owing to the fact that the system laid down in the Covenant has come into operation? Should they keep their former nationality, or should some other system be adopted?

2. In the Belgian, British and French draft Mandates for East Africa, Togoland, and the Cameroons, it is laid down that: "The Mandatory shall be at liberty to constitute the territory into a customs union or federation with the adjacent possessions under his sovereignty or control." On the other hand, according to paragraph 5 of Article 22 of the Covenant, the territories are to

de l'article 22 du Pacte, tous ces territoires doivent être administrés sous un régime qui assure à tous les Membres de la Société des conditions d'égalité pour les échanges et le commerce. La Commission se permet d'attirer l'attention du Conseil sur le conflit qui pourrait résulter de ces deux dispositions, dans le cas où la colonie à laquelle le territoire sous mandat viendrait à être incorporé au point de vue douanier serait placée sous un régime de tarif préférentiel.

3. Les projets de mandat du type B imposent à la Puissance mandataire l'obligation d'interdire dans le territoire le travail forcé ou obligatoire au profit d'entreprises privées. La Commission prend la liberté d'attirer l'attention du Conseil sur les dangers qui pourraient résulter de certaines interprétations de ces dispositions. Elle ne pense pas, en effet, qu'il entre dans les intentions du Conseil de sanctionner l'interdiction de l'obligation au travail qui est à la base de toutes les sociétés civilisées.

4. La Commission se permet d'attirer l'attention du Conseil sur les expressions « émancipation éventuelle des esclaves » et « travaux publics et services essentiels » qui figurent dans les projets de mandats français pour le Togo et le Cameroun et dans le projet de mandat belge pour l'Est africain. Dans les projets de mandat britanniques, les passages correspondants portent « eventual emancipation of all slaves » et « essential public works and services ». La Commission pense que, dans le cas de tous ces mandats, l'intention des auteurs des projets était d'assurer absolument l'émancipation de tous les esclaves à une date indéfinie et d'interdire le travail forcé, sauf dans le cas de travaux et de services qui seraient à la fois publics et essentiels.

b) QUESTIONNAIRE DESTINÉ A FACILITER LA PRÉPARATION DES RAPPORTS ANNUELS DES
PUISSANCES MANDATAIRES.

MANDATS B.

I. *Esclavage.*

- A. 1. Quelles sont les mesures prises en vue d'assurer la suppression du commerce des esclaves ?
2. Quels sont les résultats obtenus ?
- B. 1. L'esclavage est-il reconnu légalement ?
2. L'esclavage domestique ou autre existe-t-il encore (chiffres statistiques) ?
3. Quelles sont les principales causes de l'esclavage (jeu, boisson, etc.) ?
4. La mise en gage d'une personne est-elle reconnue légalement ?
5. Sous quelles conditions un esclave peut-il recouvrer sa liberté ?
6. Quelles sont les mesures prises ou en voie de réalisation afin de pourvoir à l'émancipation des esclaves et de faire disparaître tout esclavage domestique ou autre ?
7. Y a-t-il un délai fixé pour l'émancipation des esclaves ? Dans l'affirmative, quel est ce délai ?

II. *Travail.*

- A. 1. Des mesures ont-elles été prises pour assurer, conformément à la partie XIII du Traité de Versailles, la prise en considération des conventions ou recommandations des conférences internationales du travail ?
2. Ces conventions et recommandations sont-elles en application ?
3. Par quelles autres dispositions le travail libre est-il protégé ?
- B. 1. Quelles sont les mesures destinées à assurer l'interdiction du recours au travail forcé pour d'autres objets que les travaux et les services publics essentiels, et quels sont les résultats effectifs de ces mesures ?

be administered under a system which will secure equal opportunities for the trade and commerce of other Members of the League. The Commission would draw the attention of the Council to the dispute which might arise out of these two provisions if the colony in which the Mandated territory had been incorporated for customs purposes were placed under a system of preferential tariff.

3. The draft Mandates of type "B" impose on the Mandatory Power the obligation of forbidding within the territory all forced or compulsory labour for the benefit of any private enterprise. The Commission takes the liberty of drawing the attention of the Council to the dangers which might arise from various interpretations of these provisions. It does not, in fact, believe that the Council intends to sanction the prohibition of the obligation to work, which is the foundation of civilised society.

4. The Commission begs to draw the attention of the Council to the expressions "*émancipation éventuelle des esclaves*", and "*travaux publics et services essentiels*", which are mentioned in the French draft Mandates for Togoland and the Cameroons, and in the Belgian draft Mandate for East Africa. In the British draft Mandates, the corresponding passages are "eventual emancipation of all slaves", and "essential public works and services". The Commission considers that in the case of all these Mandates it was the intention of the authors of the drafts to ensure the complete emancipation of all slaves at an indefinite date, and to forbid forced labour, except in the case of works and services which would be at the same time both public and essential.

(b) QUESTIONNAIRE TO FACILITATE THE PREPARATION OF THE ANNUAL REPORTS FROM THE MANDATORY POWERS.

Mandates B.

I. *Slavery.*

- A. 1. What measures are being taken with a view to ensuring the suppression of the slave trade?
2. What results have been obtained?
- B. 1. Is slavery recognised legally?
2. Does domestic or other slavery still exist? Give statistics.
3. What are the principal causes of slavery (gambling, drink, etc.)?
4. Is the pledging of a person recognised legally?
5. Under what conditions can a slave get his freedom?
6. What measures have been taken, or are being taken, to provide for the emancipation of slaves and to put an end to all slavery, domestic or otherwise?
7. Is there any time limit fixed for the emancipation of slaves? In the affirmative, how long is the period?

I. *Labour.*

A. 1. Have measures been taken to ensure, in accordance with Part XIII of the Treaty of Versailles, the taking into consideration of conventions or recommendations of Industrial Labour Conferences?

2. Are these conventions or recommendations being carried into effect?
3. By what other provisions is free labour protected?

B. 1. What are the measures intended to ensure the prohibition of forced labour for purposes other than essential public works and services, and what are the effective results of these measures?

2. Pour quels travaux et services publics exige-t-on le travail forcé de l'indigène ? Comment ce travail est-il réglementé ?

3. Existe-t-il d'autres formes de travail forcé, telles que prestations et corvées ? Dans l'affirmative, comment sont-elles réglementées ?

C. 1. Comment le recrutement de la main-d'œuvre nécessaire aux entreprises privées est-il organisé et réglementé ? L'administration intervient-elle dans ce recrutement ?

2. L'administration autorise-t-elle le recrutement, dans le territoire sous mandat, de main-d'œuvre à destination d'un autre territoire et, dans l'affirmative, sous quelles conditions ?

3. Quelles sont les mesures de contrainte et les mesures disciplinaires autorisées à l'égard des travailleurs indigènes ?

4. De quels pouvoirs l'administration dispose-t-elle pour contrôler les contrats de travail, pour en assurer le respect de la part de l'employeur comme de la part de l'employé et, d'une façon générale, pour éviter les abus en cette matière ?

III. *Trafic des armes et des munitions*

1. Quelles sont les mesures adoptées en vue de contrôler le trafic des armes et des munitions ?

2. Quel est le chiffre d'importations des différentes sortes d'armes et de munitions ?

IV. *Commerce et fabrication de l'alcool et des stupéfiants.*

1. Quelles sont les mesures prises en vue d'assurer la prohibition des abus du commerce de l'alcool ?

2. Comment la lutte contre l'alcoolisme est-elle organisée ?

3. Quels sont les effets de ces mesures (statistiques relatives à l'importation et à la fabrication locale des spiritueux, etc.) ?

4. Quels sont les pays de provenance des boissons alcooliques, autres que le vin et la bière, importées dans le territoire ?

5. Des mesures ont-elles été prises en vue d'assurer la prohibition ou la réglementation de l'importation, de la production et de la consommation des produits toxiques ou stupéfiants, tels que le chanvre ?

V. *Liberté de conscience.*

1. Quelles sont les mesures prises pour garantir la liberté de conscience et de religion ?

2. Quelles sont les limitations imposées pour le maintien de l'ordre public et des bonnes mœurs ?

3. L'exercice des cultes et l'enseignement religieux sont-ils libres ?

4. Sinon, quelles sont les prescriptions portant limitation de cet exercice et de cet enseignement ?

5. Quels sont les effets de ces mesures de limitation ?

VI. *Clauses militaires.*

1. La Puissance mandataire a-t-elle établi ou maintenu, dans les territoires soumis à mandat, des fortifications ou des bases militaires ou navales ?

2. Quelle est la forme d'organisation et d'instruction militaire indigène ?

2. For what public works and services is forced native labour required ? How is this regulated ?

3. Are there any other forms of forced labour, such as labour in lieu of taxation, maintenance of highways, etc. If in the affirmative, how are these regulated ?

C. 1. How is the recruiting of labour required by private enterprise organised and regulated ? Does the Administration participate in this recruiting ?

2. Does the Administration allow recruiting in the mandated areas of labour for another territory ? If so, under what conditions ?

3. What compulsory and disciplinary measures are authorised with respect to native labour ?

4. What powers has the Administration for controlling labour contracts in order to ensure their loyal fulfilment both on the part of employer and employed, and what powers does it possess to prevent any abuses in this respect ?

II. *Arms Traffic.*

1. What measures are being adopted to control the traffic in arms and munitions ?

2. What are the statistics relating to imports of arms and munitions of different categories ?

V. *Trade and Manufacture of Alcohol and Drugs.*

1. What steps are being taken to assure the prohibition of abuses of the liquor traffic ?

2. How is the campaign against alcoholism organised ?

3. What are the effects of these measures (statistics relative to the import and to the local manufacture of alcoholic liquors, etc.) ?

4. What are the countries of origin of alcoholic liquor, other than wine and beer, imported into the territory ?

5. What measures have been taken to assure the prohibition or regulation of the importation, production and consumption of other dangerous drugs ?

. *Liberty of Conscience.*

1. What measures are being taken to guarantee liberty of conscience and religion ?

2. What restrictions have been laid down for the maintenance of public order and morality ?

3. Is there free exercise of religious worship and instruction ?

4. If not, what restrictions are there to limit such exercises ?

5. What are the results of such restrictions ?

I. *Military Clauses.*

1. Has the Mandatory Power established or maintained fortresses or military or naval bases in the mandated territory ?

2. What are the forms of native military organisation and instruction ?

3. Existe-t-il des forces de police indépendantes de la force armée destinée à assurer la défense du territoire ? Quelles sont l'importance respective de ces deux corps et les dépenses afférentes à chacun d'eux ?

4. En quoi l'organisation militaire des territoires soumis à mandat se distingue-t-elle de celle en vigueur dans les possessions avoisinantes de la Puissance mandataire ?

VII. *Egalité économique.*

1. Quelles sont les mesures destinées à assurer l'égalité économique en matière de :

- a) concessions ;
- b) régime foncier ;
- c) régime minier (en particulier réglementation de la prospection) ;
- d) régime fiscal (impôts directs et indirects, taxes) ;
- e) régime douanier (importations, exportations, transit) ?

2. Quelles sont, le cas échéant, dans chaque catégorie, les exceptions ?

VIII. *Enseignement.*

1. Quelles sont les mesures prises pour assurer l'instruction élémentaire des indigènes (organisation et statistique) ? Cet enseignement est-il gratuit pour tous les indigènes, et, dans la négative, dans quels cas est-il gratuit ?

2. Quelles sont les mesures prises en faveur d'une instruction supérieure des indigènes par exemple, en matière médicale, vétérinaire et technique ?

3. Dans quelles langues l'instruction est-elle donnée dans les diverses catégories d'écoles ?

4. Les écoles des missions sont-elles astreintes à se soumettre à certaines conditions ? Si oui, auxquelles ?

IX. *Santé publique.*

1. Quelles sont les mesures prises pour assurer l'hygiène publique, l'assainissement du pays et pour combattre les maladies endémiques et épidémiques ?

2. Quel est le régime d'assistance médicale ?

3. Quel est l'état de fait de la prostitution et quelles sont les mesures prises à ce sujet ?

X. *Régime foncier.*

1. Quels sont les régimes foncier et forestier ? Comment sont-ils reconnus par la loi ? Quelles sont les terres considérées comme domaniales ?

2. Quelles mesures ont été prises pour l'enregistrement de la propriété foncière ?

3. Comment est réglementée l'aliénation des terres sur lesquelles les indigènes ou les communautés indigènes exercent, traditionnellement, un droit de propriété ou d'usage ?

4. Quelles autres mesures ont été prises pour protéger les droits et intérêts des indigènes ou des communautés indigènes en matière foncière (usure, vente forcée, etc.) ?

XI. *Bien-être moral, social et matériel.*

1. Quelles sont, d'une manière générale, les mesures prises pour assurer le bien-être moral, social et matériel des indigènes (mesures pour assurer le respect des intérêts, droits et coutumes des indigènes, participation des indigènes aux fonctions publiques, tribunaux indigènes, etc.) ?

3. Are there any police forces independent of the military charged with the defence of the territory? What is the respective importance of the two forces and the amount spent on each?

4. In what respect is the military organisation of the mandated territory different from that in force in the neighbouring possessions of the Mandatory Power?

VII. *Economic Equality.*

1. What provisions are made to secure economic equality as regards:

- (a) concessions,
- (b) land tenure,
- (c) mining rights (in particular prospecting),
- (d) fiscal regime (direct and indirect taxation),
- (e) customs regulations (imports, exports, transit)?

2. What are the exceptions, if any, in each category?

VIII. *Education.*

1. What steps are being taken for the elementary education of the natives of the territory? Is this education free to all natives, and, if not, in what cases is it free?

2. What steps are being taken to provide for higher education of the natives, such as medical, veterinary and technical?

3. In what languages is instruction given in the different categories of schools?

4. Are mission schools compelled to submit to certain conditions, and, if so, what?

IX. *Public Health.*

1. What steps are being taken in the territory to provide for public health, sanitation, and to combat endemic and epidemic diseases?

2. What provisions are made for medical assistance?

3. What is the actual situation as regards prostitution, and what steps are being taken on this matter?

X. *System of Land Tenure.*

1. What systems of land tenure and forest law exist? How are they legally recognised? What lands are recognised as belonging to the State, and what are regarded as communally owned?

2. What measures are being adopted for the registration of landed property?

3. What are the regulations for the alienation of land in which natives or native communities exercise rights by virtue of heredity or use?

4. What other measures are being taken to protect the rights and interests of natives and native communities in respect to land (usury, forced sales, etc.)?

XI. *Moral, Social and Material Well-being.*

What are, generally speaking, the measures adopted to ensure the moral, social and material welfare of the natives (measures to maintain the interests, rights and customs of the natives, their participation in public service, native tribunals, etc.)?

XII. *Finances publiques.*

Tableau général des recettes et dépenses du territoire, système budgétaire, indication de nature et de l'assiette des impôts.

XIII. *Statistique démographique.*

Natalité, nuptialité (polygamie), mortalité, émigration, immigration.

La Commission permanente des mandats serait reconnaissante aux Puissances mandataires de bien vouloir annexer à leurs rapports annuels le texte de toutes les décisions législatives administratives prises au sujet de chaque territoire soumis à mandat au cours de l'année écoulée.

MANDATS C.

I. *Esclavage.*

- A. 1. Quelles sont les mesures prises en vue d'assurer la suppression du commerce des esclaves ?
2. Quels sont les résultats obtenus ?
- B. 1. L'esclavage est-il reconnu légalement ?
2. L'esclavage domestique ou autre existe-t-il encore (chiffres statistiques) ?
3. Quelles sont les principales causes de l'esclavage (jeu, boisson, etc.) ?
4. La mise en gage d'une personne est-elle reconnue légalement ?
5. Sous quelles conditions un esclave peut-il être libéré ?
6. Quelles sont les mesures prises ou en voie de réalisation afin de pourvoir à l'émancipation des esclaves et de faire disparaître tout esclavage domestique ou autre ?
7. Y a-t-il un délai fixé pour l'émancipation des esclaves ? Dans l'affirmative, quel est le délai ?

II. *Travail.*

- A. 1. Des mesures ont-elles été prises pour assurer, conformément à la Partie XIII du Traité de Versailles, la prise en considération des conventions ou recommandations des conférences internationales du travail ?
 2. Ces conventions et recommandations sont-elles en application ?
 3. Par quelles autres dispositions le travail libre est-il protégé ?
 - B. 1. Quelles sont les mesures destinées à assurer l'interdiction du recours au travail forcé pour d'autres objets que les travaux et les services publics essentiels, et quels sont les résultats effectifs de ces mesures ?
 2. Pour quels travaux et services publics exige-t-on le travail forcé de l'indigène ? Comment ce travail est-il réglementé ?
 3. Existe-il d'autres formes de travail forcé, telles que prestations ou corvées ? Dans l'affirmative, comment sont-elles réglementées ?
 - C. 1. Comment le recrutement de la main-d'œuvre nécessaire aux entreprises privées est-il organisé et réglementé ? L'administration intervient-elle dans ce recrutement ?
 2. L'administration autorise-t-elle le recrutement, dans le territoire sous mandat, de main-d'œuvre à destination d'un autre territoire et, dans l'affirmative, sous quelles conditions ?
 3. Existe-t-il dans le territoire un système de travail soumis à des contrats à long terme (ouvriers chinois ou autres) ?
- Dans l'affirmative, quelle est la nature de ces contrats et quelles mesures ont été prises pour assurer le bien-être moral ou matériel des indigènes des territoires dans leurs rapports avec les ouvriers importés ?

XII. *Public Finances.*

The general schedule of receipts from, and expenditure on, the territory, budget system, indication of the nature and assessment of taxes.

XIII. *Demographic Statistics.*

Births, marriages (polygamy), deaths, emigration and immigration.

The Permanent Mandates Commission would be grateful to the Mandatory Powers if they would be good enough to add to the annual reports the text of all the legislative and administrative decisions taken with regard to each mandated territory in the course of the past year.

MANDATES C.

I. *Slavery.*

- A. 1. What measures are being taken with a view to ensuring the suppression of the slave trade?
2. What results have been obtained?
- B. 1. Is slavery recognised legally?
2. Does domestic or other slavery still exist? Give statistics.
3. What are the principal causes of slavery (gambling, drink, etc.)?
4. Is the pledging of a person recognised legally?
5. Under what conditions can a slave get his freedom?
6. What measures have been taken, or are being taken, to provide for the emancipation of slaves and to put an end to all slavery, domestic or otherwise?
7. Is there any time limit fixed for the emancipation of slaves? In the affirmative, how long is the period?

I. *Labour.*

- A. 1. Have measures been taken to ensure, in accordance with Part XIII of the Treaty of Versailles, the taking into consideration of conventions or recommendations of International Labour Conferences?
2. Are these conventions or recommendations being carried into effect?
3. By what other provisions is free labour protected?
- B. 1. What are the measures intended to ensure the prohibition of forced labour for purposes other than essential public works and services, and what are the effective results of these measures?
2. For what public works and services is forced native labour required? How is this regulated?
3. Are there any other forms of forced labour, such as labour in lieu of taxation, maintenance of highways, etc.? If in the affirmative, how are these regulated?
- C. 1. How is the recruiting of labour required by private enterprise organised and regulated? Does the Administration participate in this recruiting?
2. Does the Administration allow recruiting in the mandated areas of labour for another territory? If so, under what conditions?
3. Is there any system of indentured (Chinese or other) labour in the territory? If so, what are the conditions of indenture, and what steps are being taken to provide for the moral and material well-being of the natives of the territory *vis-à-vis* the indentured labourers?

4. Quelles sont les mesures de contrainte et les mesures disciplinaires autorisées à l'égard des travailleurs indigènes ?

5. De quels pouvoirs l'administration dispose-t-elle pour contrôler les contrats de travail pour en assurer le respect de la part de l'employeur comme de la part de l'employé et, d'une façon générale, pour éviter les abus en cette matière ?

III. *Trafic des armes et des munitions.*

1. Quelles sont les mesures adoptées en vue de contrôler le trafic des armes et munitions ?

2. Quel est le chiffre d'importation des différentes sortes d'armes et de munitions ?

IV. *Commerce et fabrication de l'alcool et des stupéfiants.*

1. Quelles sont les mesures prises en vue d'assurer la prohibition des abus du commerce de l'alcool ?

2. Comment la lutte contre l'alcoolisme est-elle organisée ?

3. Quels sont les effets de ces mesures (statistiques relatives à l'importation et à la fabrication locale des spiritueux, etc.) ?

4. Quels sont les pays de provenance des boissons alcooliques, autres que le vin et la bière importées dans le territoire ?

5. Des mesures ont-elles été prises en vue d'assurer la prohibition ou la réglementation de l'importation, de la production et de la consommation des produits toxiques ou stupéfiants tels que le chanvre ?

V. *Liberté de conscience.*

1. Quelles sont les mesures prises pour garantir la liberté de conscience et de religion ?

2. Quelles sont les limitations imposées pour le maintien de l'ordre public et des bonnes mœurs ?

3. L'exercice des cultes et l'enseignement religieux sont-ils libres ?

4. Sinon, quelles sont les prescriptions portant limitation de cet exercice et de cet enseignement ?

5. Quels sont les effets de ces mesures de limitation ?

VI. *Clauses militaires.*

1. Existe-t-il des fortifications ou des bases militaires ou navales ?

2. Quelle est la forme d'organisation et d'instruction militaire indigène ?

3. Existe-t-il des forces de police indépendantes de la force armée destinée à assurer la défense du territoire ?

Quelles sont l'importance respective de ces deux corps et les dépenses afférentes à chacun d'eux ?

4. En quoi l'organisation militaire des territoires soumis à mandat se distingue-t-elle de celle en vigueur dans les possessions avoisinantes de la Puissance mandataire ?

VII. *Egalité économique.*

1. Quelles sont les dérogations apportées au principe de l'égalité économique en matière de

a) concessions ;

b) régime foncier ;

4. What compulsory and disciplinary measures are authorised with respect to native labour ?
5. What powers has the Administration for controlling labour contracts in order to ensure their loyal fulfilment both on the part of employer and employed, and what powers does it possess to prevent any abuses in this respect ?

III. *Arms Traffic.*

1. What measures are being adopted to control the traffic in arms and munitions ?
2. What are the statistics relating to imports of arms and munitions of different categories ?

IV. *Trade and Manufacture of Alcohol and Drugs.*

1. What steps are being taken to assure the prohibition of abuses of the liquor traffic ?
2. How is the campaign against alcoholism organised ?
3. What are the effects of these measures (statistics relative to the import and to the local manufacture of alcoholic liquors, etc.) ?
4. What are the countries of origin of alcoholic liquor, other than wine and beer, imported into the territory ?
5. What measures have been taken to assure the prohibition or regulation of the importation, production and consumption of other dangerous drugs ?

V. *Liberty of Conscience.*

1. What measures are being taken to guarantee liberty of conscience and religion ?
2. What restrictions have been laid down for the maintenance of public order and morality ?
3. Is there free exercise of religious worship and instruction ?
4. If not, what restrictions are there to limit such exercises ?
5. What are the results of such restrictions ?

VI. *Military Clauses.*

1. Are there any fortresses or military or naval bases ?
2. What are the forms of native military organisation and instruction ?
3. Are there any police forces independent of the military charged with the defence of the territory ? What is the respective importance of these two forces and the amount spent on each ?
4. In what respect is the military organisation of the mandated territory different from that in force in the neighbouring possession of the Mandatory Power ?

II. *Economic Equality.*

1. What derogations are there to the principle of economic equality as regards :
 - (a) concessions ;
 - (b) land tenure ;

- c) régime minier (en particulier réglementation de la prospection) ;
- d) régime fiscal (impôts directs et indirects, taxes) ;
- e) régime douanier (importations, exportations, transit) ?

2. Quel est le régime d'immigration en vigueur ?

VIII. Enseignement.

1. Quelles sont les mesures prises pour assurer l'instruction élémentaire des indigènes (organisation et statistique) ?

Cet enseignement est-il gratuit pour tous les indigènes et, dans la négative, dans quel cas est-il gratuit ?

2. Quelles sont les mesures prises en faveur d'une instruction supérieure des indigènes par exemple, en matière médicale vétérinaire et technique ?

3. Dans quelle langue l'instruction est-elle donnée dans les diverses catégories d'écoles ?

4. Les écoles des missions sont-elles astreintes à se soumettre à certaines conditions ? Si oui, lesquelles ?

IX. Santé publique.

1. Quelles sont les mesures prises dans le territoire pour assurer l'hygiène publique, l'assainissement du pays et pour combattre les maladies endémiques et épidémiques ?

2. Quel est le régime d'assistance médicale ?

3. Quel est l'état de fait de la prostitution et quelles sont les mesures prises à ce sujet ?

X. Régime foncier.

1. Quels sont les systèmes de régime foncier et de régime forestier reconnus par la loi ? Quelles sont les terres considérées comme domaniales ?

2. Quelles mesures ont été prises pour l'enregistrement de la propriété foncière ?

3. Comment l'aliénation des terres dans lesquelles les indigènes ou les communautés indigènes exercent, traditionnellement, un droit de propriété ou d'usage est-elle réglementée ?

Quelles autres mesures ont été prises pour protéger les droits et intérêts des indigènes ou des communautés indigènes en matière foncière (usure, vente forcée, etc.) ?

XI. Bien-être moral, social et matériel.

1. Quelles sont, d'une manière générale, les mesures prises pour assurer le bien-être moral, social et matériel des indigènes (mesures pour assurer le respect des intérêts, droits et coutumes des indigènes, participation des indigènes aux fonctions publiques, tribunaux indigènes, etc.) ?

XII. Finances publiques.

Tableau général des recettes et dépenses du territoire, système budgétaire, indication de la nature et de l'assiette des impôts.

XIII. Statistique démographique.

Natalité, nuptialité (polygamie), mortalité, émigration, immigration.

La Commission permanente des mandats serait reconnaissante aux Puissances mandataires de bien vouloir annexer à leurs rapports annuels le texte de toutes les décisions législatives et administratives prises au sujet de chaque territoire soumis à mandat au cours de l'année écoulée.

- (c) mining rights (in particular prospecting) ;
- (d) fiscal regime (direct and indirect taxation) ;
- (e) customs regulations (imports, exports, transit) ?

2. What immigration laws are there ?

VIII. *Education.*

1. What steps are being taken for the elementary education of the natives of the territory ? Is this education free to all natives, and, if not, in what cases is it free ?
2. What steps are being taken to provide for higher education of the natives, such as medical, veterinary and technical ?
3. In what languages is instruction given in the different categories of schools ?
4. Are mission schools compelled to submit to certain conditions ? If so, what ?

IX. *Public Health.*

1. What steps are being taken in the territory to provide for public health and sanitation, and to combat endemic and epidemic diseases ?
2. What provisions are made for medical assistance ?
3. What is the actual situation as regards prostitution, and what steps are being taken in this matter ?

X. *System of Land Tenure.*

1. What systems of land tenure and forest law exist ? How are they legally recognised ? What lands are considered as belonging to the State, and what are regarded as communally owned ?
2. What measures are being adopted for the registration of landed property ?
3. What are the regulations for the alienation of land in which natives or native communities exercise rights, by virtue of heredity or use ?
4. What other measures are being taken to protect the rights and interests of natives and native communities in respect to land (usury, forced sale, etc.) ?

XI. *Moral, Social and Material Well-being.*

What are, generally speaking, the measures adopted to ensure the moral, social and material welfare of the natives (measures to maintain the interests, rights, and customs of the natives, their participation in public service, native tribunals, etc.) ?

II. *Public Finances.*

The general schedule of receipts from, and expenditure on, the territory, budget system, indication of the nature and assessment of taxes.

III. *Demographic Statistics.*

Births, marriages (polygamy), deaths, emigration and immigration.

The Permanent Mandates Commission would be grateful to the Mandatory Powers if they would be good enough to add to the annual reports the text of all the legislative and administrative decisions taken with regard to each mandated territory in the course of the past year.

RÉSOLUTION ADOPTÉE PAR LE CONSEIL, LE 10 OCTOBRE 1921.

Le Conseil de la Société des Nations, ayant envisagé le premier point mentionné dans l'annexe du rapport présenté au nom de la Commission permanente des mandats par son Président, le marquis Alberto Theodoli, le 10 octobre 1921, a pris la résolution suivante :

« Le Président de la Commission et deux de ses collègues sont priés de se constituer en Sous-Commission pour prendre des informations complètes sur la question du statut national des habitants des territoires sous mandats B et C. La Sous-Commission présentera un rapport préliminaire au Conseil lors de sa prochaine session. »

XVII.

COMMISSION TEMPORAIRE MIXTE POUR LA RÉDUCTION DES ARMEMENTS.

1. *Rapport de M. Léon Bourgeois, adopté par le Conseil le 12 septembre 1921.*

Le Conseil vient de recevoir de la Commission temporaire mixte pour la réduction des armements son rapport sur les questions qui lui ont été soumises.

Il y a lieu, avant tout, de se féliciter avec la Commission de l'activité dont elle a fait preuve. En effet, elle s'est réunie, une première fois, vers la fin de juillet seulement et, une deuxième fois, au commencement de septembre. En si peu de temps, elle a déjà accompli beaucoup de travail utile et a fixé un programme d'études ultérieures qui témoignent de la haute conception que la Commission s'est faite de la mission et du problème qui lui sont confiés.

Le Conseil devra, sans doute, s'entretenir en temps plus opportun des différentes questions soulevées dans le rapport, mais tout en réservant les décisions qui relèvent de sa compétence, j'estime que le Conseil pourrait accéder au désir exprimé par la troisième Commission de l'Assemblée et donner à l'Assemblée elle-même, en lui communiquant tout de suite le rapport de la Commission temporaire mixte, l'occasion d'un débat sur la question du désarmement, débat qui serait pour nous un encouragement précieux dans l'accomplissement de la tâche si lourde et si délicate que nous avons assumée.

En conséquence, je propose au Conseil de charger son Président d'envoyer à M. Branting une copie du rapport de la Commission temporaire des armements et d'autoriser la distribution de ce document à l'Assemblée.

En ce qui concerne les projets d'amendements aux articles 8 et 9 du Pacte, qui ont été renvoyés par la Commission des amendements pour avis à la Commission temporaire mixte, mais n'ont pu encore être étudiés par elle, le Conseil estimera, sans doute, comme moi qu'ils pourraient être transmis également à la troisième Commission de l'Assemblée, qui en trouvera, du reste, le texte dans le rapport même de la Commission temporaire mixte.

RESOLUTION ADOPTED BY THE COUNCIL ON OCTOBER 10TH, 1921.

The Council of the League of Nations, having considered question (1) mentioned in the annex to the report submitted on behalf of the Permanent Mandates Commission by its Chairman, the Marquis Alberto Theodoli, on October 10th, 1921,

Resolves to request the Chairman of the Commission and two of his colleagues to form a sub-committee for the purpose of seeking further information on the question of the nationality of the inhabitants of "B" and „C" mandated areas. The sub-committee shall present a preliminary report to the Council at its coming Session.

XVII.

TEMPORARY MIXED COMMISSION FOR THE REDUCTION OF ARMAMENTS.

1. *Report by M. Léon Bourgeois, adopted by the Council on September 12th, 1921.*

The Council has just received from the Temporary Mixed Commission for the Reduction of Armaments its report on the questions which have been submitted to it.

First of all, the Commission must be congratulated on the activity it has shown. It only met for the first time towards the end of July, and a second time at the beginning of September. In the short time at its disposal it has already accomplished much useful work and has established a programme of subsequent investigation which bears witness to the Commission's lofty conception of its task and of the problem entrusted to it.

The Council will, no doubt, have to discuss at a more opportune time the various questions raised in this report, but while reserving the decisions which fall within its competence, I am of opinion that the Council might accede to the wish expressed by the Third Assembly Committee and, by immediately communicating the report of the Temporary Mixed Commission, give the Assembly itself the opportunity of discussing the question of disarmament—a discussion which would be a valuable encouragement to us in the accomplishment of the onerous and difficult duty which we have undertaken.

I therefore propose to the Council to request its President to send a copy of the report of the Temporary Mixed Armaments Commission to M. Branting, and to authorise the distribution of his document to the Assembly.

As to the draft amendments to Articles 8 and 9 of the Covenant, which were referred by the Amendments Committee to the Temporary Mixed Commission for their opinion, but which this Commission has not yet been able to examine, the Council will, no doubt, agree with me in considering that they also might be transmitted to the Third Assembly Committee. The text of these amendments is included in the report of the Temporary Mixed Commission.

ANNEXE I.

LETTRE DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION PERMANENTE CONSULTATIVE POUR LES
QUESTIONS MILITAIRES NAVALES ET AÉRIENNES SUMISES AU CONSEIL LE 12 SEPTEMBRE 1921.

Genève, le 9 septembre 1921.

Monsieur le Président,

La Commission permanente consultative me charge de vous transmettre les remarques suivantes, qui lui ont été suggérées à la suite des critiques dirigées contre la Commission permanente consultative, lors de la séance du 8 septembre 1921 de la deuxième Assemblée.

La Commission permanente consultative, en rédigeant ces remarques, n'a eu pour but que de fournir au Conseil une documentation utile pour la réponse à faire à ces critiques et de lui demander d'autre part, de vouloir bien préciser ses instructions concernant le rôle de ses délégués auprès de la Commission temporaire des armements.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les expressions de ma considération la plus distinguée

(Signé) GÉNÉRAL LIANG,
Président de la Commission permanente consultative

A Monsieur le Président du Conseil
de la Société des Nations,
Genève.

Remarques de la Commission permanente consultative.

Un des membres de l'Assemblée vient d'exprimer, sans d'ailleurs apporter de précisions des critiques sur l'œuvre accomplie par la Commission permanente consultative.

Dans son discours du 8 septembre 1921, lord Robert Cecil s'est exprimé ainsi :

« Deux organismes ont pour mission de préparer le travail du Conseil et de l'Assemblée (relatif à la limitation des armements). L'un de ces organismes, c'est la Commission permanente prévue par l'article 9, et dont l'activité nous paraît d'autant plus désappointante qu'elle n'a fait aucune proposition constructive et que l'on peut se demander véritablement s'il vaut la peine de la maintenir... »

Ces critiques, par-dessus la Commission permanente consultative, visent et atteignent le Conseil, dont la Commission permanente consultative n'est qu'un organe technique consultatif.

La meilleure réponse à ces critiques serait, sans doute, un exposé des travaux effectivement exécutés par la Commission permanente consultative.

Ces travaux sont de deux sortes :

Les uns se rapportent aux avis à fournir en réponse aux demandes du Conseil. Or, qu'il se soit agi d'étudier le statut de forces des Etats à admettre comme Membres non originaires de la Société des Nations — l'emploi des gaz comme arme de guerre — l'exercice du droit d'investigation prévu par les traités de paix — la défense militaire de la Ville libre de Dantzig, etc. — la Commission permanente consultative n'a jamais failli à sa tâche.

Les autres travaux dont la Commission permanente consultative pouvait prendre l'initiative ont trait à l'application de l'article 8 (plans de réduction des armements, fabrication privée du matériel de guerre, échange de renseignements). La Commission permanente consultative en a entrepris l'étude en 1920, sans attendre d'y être invitée, et l'a poussée aussi loin que possible, si

ANNEX I.

LETTER FROM THE PRESIDENT OF THE PERMANENT ADVISORY COMMISSION, SUBMITTED TO THE COUNCIL ON SEPTEMBER 12TH, 1921.

Geneva, September 9th, 1921.

Sir,

The Permanent Advisory Commission has instructed me to transmit to you the following remarks, which have been suggested to it by the criticisms directed against the Permanent Advisory Commission at the meeting of September 8th, 1921, of the Second Assembly.

In submitting these remarks the intention of the Permanent Advisory Commission was merely to supply the Council with documentary evidence likely to be of use in answering these criticisms and also to request the Council to give definite indications as to the duties of its delegates with the Permanent Advisory Commission.

I have the honour, etc.,

(Signed) GENERAL LIANG,
President of the Permanent Advisory Commission.

The President of the Council
of the League of Nations,
Geneva.

Remarks of the Permanent Advisory Commission.

One of the Members of the Assembly has, without, however, substantiating his facts, just made some criticisms of the work of the Permanent Advisory Commission.

In his speech on September 8th, 1921, Lord Robert Cecil spoke as follows :

" Two bodies have been preparing work (relating to the limitation of armaments) for the Council and the Assembly during the past year. One of them is the Permanent Armaments Commission created under Article 9. I confess that the record of the activities of that body, as set out in the report, is disappointing. I am afraid it is almost true to say that they have made no constructive suggestion toward disarmament during the whole term of their existence, and I think it is a matter of the very serious consideration of the League whether the continuance of that body is really performing any useful service."

These criticisms of the Permanent Advisory Commission are aimed at, and indeed strike, the Council, to which the Permanent Advisory Commission merely acts as a technical advisory body.

The best reply to these criticisms would undoubtedly be to give a full statement of the work actually achieved by the Permanent Advisory Commission.

This work is of two kinds :

Part of it consists in giving opinions when required by the Council. Now, whether it was a question of examining the forces of States which, not being original Members of the League, applied for admission to it; the employment of gas as a weapon of warfare; the exercise of the right of Investigation as laid down in the Treaties of Peace; the military defence of the Free City of Danzig, etc., the Permanent Advisory Commission has never failed in any of these duties.

The other work which may be undertaken by the Permanent Advisory Commission is in connection with the application of Article 8 (plans for the reduction of armaments, private manufacture of war material, and exchange of information). The Permanent Advisory Commission began the examination of these questions in 1920, without waiting to be asked to do so, and has

l'on tient compte des conditions auxquelles l'Assemblée a subordonné la solution définitive du problème.

Le Conseil a d'ailleurs reconnu ces résultats dans sa session de février 1921 et l'on ne peut mieux faire que de reproduire ici l'appréciation qu'il a portée :

« La Commission permanente consultative pour les questions militaires, navales et aériennes a déjà mis à l'étude la question de réduction des armements dont elle était expressément saisie par le Pacte (article 9) et elle a exprimé un premier avis au Conseil dans son rapport, le 11 décembre, à Genève. Mais il s'agit, en l'espèce, d'une étude de longue haleine, poursuivie en vue de rechercher des solutions progressives. Ces solutions sont fonction, elles-mêmes, des conditions dont certaines, telles que l'exécution des clauses militaires, navales et aériennes des traités, échappent à la Société et dont d'autres, telles que le maintien de cette exécution par l'exercice du droit d'investigation, dépendront d'elle un jour. En adoptant, le 11 décembre 1920, la procédure proposée par la Commission consultative pour l'exercice effectif du droit d'investigation, le Conseil a donc fait faire un pas à la question de réduction des armements. On peut dire qu'il a levé à l'avance l'une des objections faites par les gouvernements pour entrer dans la voie de l'exécution de l'article 8. Dans le même ordre d'idées, les modèles de tableaux de renseignements que le Conseil a adoptés, sur la proposition de sa Commission consultative, faciliteront l'application de l'article 8, lorsqu'il deviendra possible d'échanger les renseignements spécifiés au dit article. Cesont là des mesures efficaces que le Conseil a pu prendre déjà grâce aux études de la Commission consultative. Il a d'ailleurs invité, le 11 décembre, ladite Commission à poursuivre ses travaux ; il n'y a donc pas d'instructions nouvelles à lui donner à ce sujet.

« La Commission permanente consultative, qui comprend de très hautes personnalités militaires, navales et aériennes, peut d'ailleurs s'adjoindre, en vertu de la résolution prise le 19 mai 1920, tous les experts civils dont la compétence lui serait nécessaire. En fait, ce qui l'arrête dans l'étude du problème, ce n'est pas le défaut de compétence, mais bien les directives des gouvernements et les conditions posées par eux à tout engagement relatif à une réduction définitive d'armements.

« Ces conditions, le Conseil les connaît et l'Assemblée générale a, elle-même, déclaré que la limitation des armements leur était d'abord subordonnée.

« Pour les réaliser, il faudra du temps, mais cette tâche essentielle sera poursuivie et, dans ses étapes successives, elle continuera de retenir toute l'attention du Conseil. »

Cet extrait du rapport du Conseil constate suffisamment l'activité déployée par la Commission permanente consultative.

Mais la Commission permanente consultative désire demander au Conseil des précisions au sujet de ses rapports avec la Commission temporaire des armements.

En effet, le rapport du Conseil cité continue comme suit :

« Mais l'Assemblée générale a demandé, en outre, la création, à titre temporaire, d'une Commission possédant la compétence voulue en matière politique, sociale et économique pour étudier ce problème, conjointement avec la Commission permanente existant déjà. Ce qu'elle a voulu, en décidant cette création, c'est un examen du problème d'un point de vue social élevé, tout en tenant compte des considérations techniques et, pour tout dire, des réalités. Dans cet ordre d'idées, le but semble être atteint, si l'on adopte la résolution de constituer une Commission temporaire mixte, comprenant un certain nombre de hautes personnalités politiques d'une autorité incontestée et des membres techniques pris dans les organisations actuelles de la Société, à savoir : la Commission permanente consultative, les Sections économique et financière de la Commission économique et financière provisoire et le Conseil d'administration du Bureau international du Travail.

« Cette Commission pourra ainsi coordonner ses études avec celles des organisations techniques, en particulier avec celles de la Commission consultative pour les questions militaires, navales et aériennes. On évitera ainsi l'inconvénient d'interposer un nouvel organisme entre la Commission permanente consultative et le Conseil. »

pursued its task as far as possible, considering the conditions upon which the Assembly made the final solution depend.

The Council, moreover, recognised the results achieved at its meeting in February 1921, and we cannot do better than quote its appreciation here :

" The Permanent Advisory Commission for Military, Naval and Air Questions has already begun to consider the question of the reduction of armaments, in accordance with the duty expressly imposed upon it by the Covenant (Article 9), and it has submitted the first opinion to the Council in its report of December 11th at Geneva. But the problem is one which calls for extensive and profound study, carried out with a view to finding progressive solutions. These solutions are themselves in the nature of conditions, some of which, such as the execution of the military, naval and air clauses of the Treaties, are outside the scope of the League, while others, such as the enforcement of the execution of these clauses by means of the exercise of the right of investigation, will one day come within its sphere. When the Council, on December 11th, 1920, adopted the procedure proposed by the Permanent Advisory Commission with regard to the efficient exercise of the right of investigation, it took a step towards finding a solution of the question of the reduction of armaments. It may be said that, by doing so, it has removed in advance, one of the objections put forward by the Governments against the carrying out of Article 8. In this connection, moreover, the standard questionnaire adopted by the Council on the suggestion of its Advisory Commission will facilitate the application of Article 8 as soon as it is possible to exchange the information referred to in this Article. These are the efficient measures which the Council has so far been able to take, thanks to the work of the Advisory Commission. Moreover, on December 11th, the Council invited the Commission to continue its work, and it has, therefore, no new instructions to give it with regard to this question.

" The Permanent Advisory Commission, which includes very distinguished experts on military, naval and air questions, has, in addition, the right—by virtue of the resolution taken on May 19th, 1920—to call in civilian experts whose assistance it may consider indispensable. As a matter of fact, the Commission is not hindered in its work by any lack of expert knowledge, but rather by the policy of the Governments and the conditions laid down by them with regard to any undertaking relating to a definite reduction in armaments.

" These conditions are familiar to the Council, and the General Assembly itself declared that the question of the limitation of armaments depended upon them in the first place.

" It will take time to realise them, but this essential work will be carried out, and will continue to engage the attention of the Council during its progressive stages. "

This extract from the Report of the Council sufficiently indicates the activity displayed by the Permanent Advisory Commission.

But the Permanent Advisory Commission desires to ask the Council to give it more definite information with regard to its relations with the Temporary Commission on Armaments.

The report of the Council quoted above continues as follows :

" The Assembly, however, called, in addition, for the temporary institution of a Commission possessing the necessary competence in political, social and economic questions to enable it to undertake the study of this problem in collaboration with the already existing Permanent Commission. In deciding on the institution of this Commission its evident desire was that the question should be considered from a high social point of view, while, at the same time, technical considerations and material facts should be taken into account. In this connection, the goal would seem obtainable if the solution were adopted to set up a Temporary Mixed Commission, comprising a certain number of distinguished political personalities of undisputed authority, and also some technical members from the already existing organisation of the League, namely, the Permanent Advisory Commission, the Economic and Financial Sections of the Provisional Economic and Financial Commission, and the governing body of the Labour Office.

" This Commission would be able to co-ordinate its work with that of the technical organisations and especially with that of the Advisory Commission on Military, Naval and Air Questions. In this way, it would be possible to avoid the disadvantages of setting up a new organisation between those of the Advisory Commission and the Council. "

En créant la Commission temporaire des armements, l'Assemblée a donc voulu qu'elle procédât à l'examen du problème d'un point de vue social élevé, tout en tenant compte des considérations techniques et des « réalités ».

Or, il semble que certains membres de la Commission temporaire des armements aient perdu de vue ces considérations, lorsqu'ils ont contesté aux membres délégués de la Commission permanente consultative leur qualité de porte-parole de leur Commission.

La Commission permanente consultative demande au Conseil que celui des membres du Conseil sera qui appelé à répondre aux critiques formulées par les différents orateurs sur les travaux du Conseil et de ses diverses commissions, au cours de l'année écoulée, ne manque pas de faire ressortir les travaux de la Commission permanente consultative. Elle demande qu'il soit fait observer que non seulement la Commission permanente consultative a toujours répondu dans le plus bref délai aux questions posées par le Conseil, mais qu'après avoir pris, elle-même, l'initiative de mettre à son ordre du jour la question de la réduction des armements, elle en a poussé l'étude aussi loin qu'il était possible de le faire dans la situation mondiale actuelle, plus loin même que la Commission temporaire des armements, lorsque celle-ci a établi un questionnaire moins complet que celui proposé par la Commission permanente consultative et adopté, le 11 décembre 1920, par le Conseil.

La Commission permanente consultative demande également au Conseil de préciser à nouveau le rôle de mandataires, dévolu aux délégués de la Commission permanente consultative siégeant à la Commission temporaire des armements, et d'insister sur la liaison qui doit exister entre la Commission permanente consultative et ses délégués pour que la Commission temporaire des armements puisse, suivant l'expression même du Conseil, « coordonner ses études avec celles des organisations techniques, en particulier celles de la Commission consultative pour les questions militaires, navales et aériennes. »

ANNEXE 2.

LETTRE DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION PERMANENTE CONSULTATIVE, APPROUVÉE PAR LE CONSEIL LE 12 SEPTEMBRE 1921.

Genève, le 12 septembre 1921.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 9 septembre, me transmettant les remarques de la Commission permanente consultative en réponse aux critiques qui lui ont été faites au cours de la séance du 8 septembre, à l'Assemblée.

Je n'ai pas manqué de porter ces remarques à la connaissance des membres du Conseil dès que j'en ai eu l'occasion.

Le Conseil m'a chargé de vous exprimer sa haute appréciation des services précieux rendus par la Commission et de vous renouveler, en des circonstances difficiles, l'expression de son entière confiance.

En ce qui concerne la question spéciale que vous soulevez sur le rôle joué par les membres de la Commission permanente consultative, choisis par elle pour prendre part à la tâche de la Commission temporaire pour la réduction des armements, je suis chargé par le Conseil de vous répondre que cette question semble être liée intimement au fonctionnement de la Commission temporaire et que, par conséquent, le Conseil désire consulter le Président de cette Commission avant d'exprimer une opinion quelconque.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) V. K. WELLINGTON KOO,
Président du Conseil en exercice.

Monsieur le Président
de la Commission permanente consultative.

In creating the Temporary Commission on Armaments, the Assembly wished it to study his problem from a high social point of view, while keeping in mind technical considerations and material facts.

It seems that certain Members of the Temporary Commission on Armaments lost sight of these considerations when they opposed the right of Members of the Permanent Advisory Commission to be spokesmen for their Commission.

The Permanent Advisory Commission asks the Council that the Member of the Council called upon to reply to the criticism advanced by the various speakers regarding the work of the Council and of the various Committees in the course of the last year, should not omit to lay stress upon the work of the Permanent Advisory Commission. It also requests that it should be pointed out that not only has the Permanent Advisory Commission replied without delay to the questions submitted to it by the Council, but that, after itself taking the initiative in putting on its agenda the question of the reduction of armaments, it has pursued its investigations as far as was possible in the present state of the world, and even further than the Temporary Commission on Armaments, since the latter has drawn up a questionnaire less complete than that suggested by the Permanent Advisory Commission and adopted by the Council on December 11th, 1920.

The Permanent Advisory Commission also requests the Council to define once again the role of mandatories assigned to delegates of the Permanent Advisory Commission sitting on the Temporary Commission on Armaments and to insist on the close relations which should exist between the Permanent Advisory Commission and its delegates, so that the Temporary Commission on armaments may be able, in accordance with the words of the Council itself, "to co-ordinate its work with that of the technical organisations, and especially with that of the Advisory Commission on Military, Naval and Air Questions."

ANNEX 2.

LETTER TO THE PRESIDENT OF THE PERMANENT ADVISORY COMMISSION, APPROVED BY THE COUNCIL
ON SEPTEMBER 12th, 1921.

Geneva, September 12th, 1921.

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter of September 9th, forwarding me the remarks of the Permanent Advisory Commission to the criticisms made upon it during the meeting of the Assembly on September 8th.

I did not fail to bring these remarks to the knowledge of the members of the Council at the earliest possible moment, and the Council desired me to convey to you its high appreciation of the admirable services which the Committee has performed, and to assure you of its complete and continued confidence in difficult circumstances.

With regard to the special question which you raise regarding the role of the members of the Permanent Advisory Commission selected by it to take part in the work of the Temporary Commission for the Reduction of Armaments, I am requested by the Council to say that the question appears to be one which closely affects the working of the Temporary Commission, and that the Council, therefore, wishes to consult the President of that Committee before expressing any view.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) V. K. WELLINGTON KOO,
Acting President of the Council.

The President of the
Permanent Advisory Commission.

ANNEXE 3.

LETTRE AU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION TEMPORAIRE MIXTE
POUR LA RÉDUCTION DES ARMEMENTS, APPROUVÉE PAR LE CONSEIL LE 12 SEPTEMBRE 1921

Genève, le 12 septembre 1921.

Monsieur le Président,

La Commission permanente consultative m'a adressé la lettre dont j'ai l'honneur de vous envoyer copie. Le Conseil a examiné aujourd'hui les deux questions soulevées. Comme vous verrez la deuxième de ces questions porte sur le statut des membres de la Commission permanente consultative au sein de la Commission temporaire mixte et, cependant, le Conseil a cru de son devoir avant de décider, de vous consulter et de vous prier de bien vouloir examiner le point de discussion en faisant part au Conseil de toutes les observations et suggestions que vous estimeriez opportunes.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

(Signé) V. K. WELLINGTON KOO,
Président du Conseil en exercice.

Monsieur René Viviani,
Président de la Commission temporaire mixte
pour la réduction des armements.

2. RAPPORT DE LA COMMISSION PERMANENTE CONSULTATIVE
AU CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

Rapport de M. Léon Bourgeois, adopté par le Conseil le 16 septembre 1921.

La Commission permanente consultative a soumis au Conseil, en date du 14 septembre un rapport qui vise les trois points suivants :

- 1^o Amendement à l'article 9 du Pacte, proposition française.
- 2^o Statut militaire, naval et aérien, de l'Esthonie, de la Lettonie et de la Lithuanie.
- 3^o Question budgétaire concernant le droit d'investigation.

Sur l'une de ces questions, statut militaire, naval et aérien de l'Esthonie, de la Lettonie et de la Lithuanie, je proposerai au Conseil de statuer immédiatement et de transmettre les propositions de la Commission à la sixième Commission de l'Assemblée, en vue de l'étude qu'elle poursuit en ce moment sur les demandes d'admission de ces trois pays : Esthonie, Lettonie et Lithuanie.

En ce qui concerne la question budgétaire relative au droit d'investigation, je rappelle simplement que le Conseil, dans sa séance du 27 juin dernier, avait décidé que les mesures d'ordre financier nécessaires pour permettre à la Commission d'investigation de commencer ses travaux sans délai, le jour où le Conseil le désirerait, devraient être étudiées par la Commission militaire de concert avec le Secrétariat. C'est le résultat de ces études que la Commission militaire nous transmet aujourd'hui.

Il nous est bien difficile de discuter, aujourd'hui, le chiffre de 250,000 francs or demandé par la Commission. En effet, il nous est impossible, actuellement, de prévoir aussi bien si et quand le devoir d'investigation devra être exercé que le montant même des dépenses qu'il pourra entraîner. Dans ces conditions, il paraît bien opportun, au lieu de demander à l'Assemblée, déjà saisie du

ANNEX 3.

LETTER TO THE PRESIDENT OF THE TEMPORARY MIXED COMMISSION FOR THE REDUCTION OF
ARMAMENTS, APPROVED BY THE COUNCIL ON SEPTEMBER 12TH, 1921.

Geneva, September 12th, 1921.

The Permanent Advisory Commission has addressed to me a letter, copy of which I have the honour to send you herewith. The Council to-day considered the two questions raised in this letter. As you will see, the second of these questions concerns the status of members of the Permanent Advisory Commission on the Temporary Mixed Commission; the Council has, however, considered it to be its duty, before coming to a decision, to consult you, and to request you to examine the point under discussion, informing the Council of any observations or suggestions which you consider opportune.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) V. K. WELLINGTON KOO,
Acting President of the Council.

Monsieur René Viviani,
President of the Temporary Mixed Commission
for the Reduction of Armaments,
Geneva.

2. REPORT OF THE PERMANENT ADVISORY COMMISSION TO THE COUNCIL OF THE
LEAGUE OF NATIONS.

Report by M. Léon Bourgeois, adopted by the Council on September 16th, 1921.

On September 14th, the Permanent Advisory Commission submitted a report to the Council on the three following subjects:

1. Amendment to Article 9 of the Covenant, French proposal.
2. Military, Naval and Air Status of Esthonia, Latvia and Lithuania.
3. Financial question concerning the right of investigation.

I shall propose that the Council should arrive at an immediate decision on one of these questions, namely, the military, naval and air status of Esthonia, Latvia and Lithuania, and should transmit the proposals of the Commission to the Sixth Assembly Committee, since that Committee is at present considering the requests for admission made by these three countries, Esthonia, Latvia and Lithuania.

With reference to the financial question concerning the right of investigation, I will simply recall the fact that the Council, at its meeting on June 27th last, decided that the financial measures necessary to allow the Committee of investigation to begin its work without delay, whenever the Council desired, should be examined by the Military Commission in conjunction with the Secretariat. As the result of this investigation that the Military Commission submits to us to-day.

It is difficult for us to discuss to-day the sum of 250,000 gold francs asked for by the Commission. It is, in fact, impossible for us at the present time to foresee whether, and if so on what conditions, it will be necessary to exercise the right of investigation and what expenses might be incurred by it. Under these circumstances it seems preferable that the Council should decide to

budget, l'ouverture d'un chapitre spécial, de faire décider par le Conseil d'imputer les sommes qui pourraient être éventuellement nécessaires sur les crédits des dépenses imprévues.

J'en arrive maintenant à l'avis que nous apporte, aujourd'hui, la Commission permanente consultative sur l'amendement à l'article 9 du Pacte, déposé par le Gouvernement français.

Je crois que le Conseil pensera comme moi qu'étant donné, d'une part, l'importance que l'Assemblée attache à cette question du désarmement, d'autre part, le fait que nous avons déjà renvoyé à l'examen de la troisième Commission de l'Assemblée, non seulement cet amendement à l'article 9, mais un amendement analogue à l'article 8, nous devons suspendre l'examen de tout avis ou proposition de la Commission permanente consultative jusqu'à ce que la troisième Commission et l'Assemblée, elle-même, aient formulé leurs propositions sur l'ensemble de la question.

C'est seulement lorsque le Conseil sera en possession des décisions de principe de l'Assemblée qu'il lui sera possible, en ce qui concernera l'exécution de ces décisions, de prendre les conseils de sa Commission permanente consultative et de la Commission temporaire mixte, si l'Assemblée en demande le maintien sous sa forme actuelle ou sous une forme modifiée.

Je propose donc au Conseil de suspendre actuellement sa décision en ce qui concerne tout la première partie du rapport de la Commission permanente consultative relative à l'examen de la proposition française.

XVIII.

CONFÉRENCE DE LA TRAITE DES FEMMES ET DES ENFANTS.

Rapport de M. Fisher, adopté par le Conseil le 12 septembre 1921.

Le Conseil, dans sa séance du 22 février dernier, a décidé, comme suite à la résolution de l'Assemblée, adoptée le 15 décembre 1920, de convoquer une Conférence internationale sur la traite des femmes et des enfants. Cette Conférence s'est tenue à Genève du 30 juin au 5 juillet. L'Acte final a été communiqué aux membres du Conseil.

Les principaux vœux adoptés à l'unanimité par la Conférence peuvent être résumés brièvement de la façon suivante :

1^o Que tous les Etats qui n'ont pas encore adhéré aux conventions internationales existantes ou qui ne les ont pas encore ratifiées, soient invités à le faire, pour eux-mêmes et pour leurs colonies.

2^o Que le Secrétariat soit chargé de rédiger un rapport annuel et qu'une Commission consultative permanente soit constituée, afin de donner des avis au Conseil à ce sujet.

3^o Que certaines additions ou modifications soient apportées à l'Accord international et à la Convention internationale existants.

Mes collègues estimeront avec moi que la Conférence a élaboré un rapport d'une grande valeur et que ses travaux ont eu pour résultat de réaliser des progrès considérables en ce qui concerne cette importante question.

Je propose au Conseil d'approuver l'Acte final et d'autoriser le Secrétariat à lui donner la suite qu'il comporte.

any sum that may be necessary from " Unforeseen Expenses ", rather than to request the Assembly, to which the budget has already been referred, to open a special credit for this purpose.

I now come to the opinion submitted to us to-day by the Permanent Advisory Commission the amendment proposed by the French Government to Article 9 of the Covenant.

I think that the Council will agree with me that in view of the importance attached to the question of disarmament by the Assembly, and of the fact that we have already entrusted the Third Committee with the examination not only of this amendment to Article 9 but also of a similar amendment to Article 8, we should postpone the consideration of any opinions or proposals on the part of the Permanent Advisory Commission until the Third Committee and the Assembly have formulated their proposals on the question as a whole.

Only when the Council is informed of the Assembly's decisions as to principles will it be possible for it, in so far as the execution of these decisions is concerned, to take the advice both of the Permanent Advisory Commission and of the Temporary Mixed Commission, should the Assembly ask that the latter be maintained, either in its present or in a modified form.

I therefore propose that the Council should for the moment reserve its decision upon all matters included in the first part of the Permanent Advisory Commission's report dealing with the question of the French proposal.

XVIII.

CONFERENCE ON THE TRAFFIC IN WOMEN AND CHILDREN.

Report by Mr. Fisher, adopted by the Council on September 12th, 1921.

The Council will remember that, at their meeting on February 22nd last, they decided, in pursuance of the resolution of the Assembly passed on December 15th last, to summon an International Conference on Traffic in Women and Children. This Conference met in Geneva from June 1st to July 5th, and their Final Act is now before the Council.

The main recommendations of the Conference, which were unanimous, may be briefly summarised as follows :

1. That all States which have not ratified or adhered to the existing International Instruments shall be urged to do so, both for themselves and their colonies.
2. That the Secretariat should prepare an annual report and that a permanent advisory committee should be constituted to advise the Council on these matters.
3. Certain additions to or modifications in the existing International Agreement and Convention.

I think my colleagues will agree that the Conference has produced a valuable report, and that its labours have led to substantial progress being made on this important question.

I suggest that the Council should express their approval of the Final Act, and authorise the Secretariat to take the necessary action on it.

As regards the proposed advisory committee, I suggest that in the first instance the following States should be invited to nominate each a representative: France, Denmark, Chile, Great Britain, Japan and, possibly, one of the mid-European States (say either Austria or Germany or Czechoslovakia), and that three assessors should be nominated by the societies mentioned by the Conference.

En ce qui concerne la Commission consultative qu'il est proposé de constituer, je suggère d'inviter en premier lieu les Etats suivants à désigner un représentant : France, Danemark, Chili, Grande-Bretagne, Japon et peut-être un des Etats centraux, soit l'Autriche, l'Allemagne ou la Tchéco-Slovaquie, et de faire désigner trois assesseurs par les sociétés mentionnées par la Conférence.

Un certain nombre de recommandations de la Conférence ne peuvent être mises en pratique que par une nouvelle convention ; il importe donc que des mesures à cet effet soient prises sans délai. C'est pourquoi un projet de convention a été rédigé par les autorités britanniques compétentes et communiqué au Conseil. L'adoption d'un certain nombre de suggestions présentées par les experts techniques français a permis d'améliorer ce projet, de sorte que ce projet, tel qu'il a été révisé, semble dûment exprimer les intentions de la Conférence. A moins que le Conseil ne préfère examiner dès maintenant ce projet de convention, je proposerai de le soumettre à l'Assemblée afin qu'après avoir été étudié par la Commission compétente, il puisse être signé par les Membres de la Société au cours de la présente session.

Résolution adoptée.

Le Conseil, ayant examiné l'Acte final rédigé par la Conférence internationale sur la traite des femmes et des enfants, réunie à Genève du 30 juin au 5 juillet 1921, déclare approuver les recommandations qui y sont contenues et en particulier celles adressées au Conseil ; il charge le Secrétaire général de les mettre à effet et de transmettre un original de l'Acte final au Gouvernement français et une copie à l'Assemblée.

XIX.

DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE L'AUTRICHE.

Rapport présenté par M. le Viconte Ishii et adopté par le Conseil le 12 septembre 1921.

Le Secrétaire général a reçu du premier délégué de l'Autriche à la deuxième Assemblée de la Société des Nations et du représentant du Gouvernement autrichien auprès du Secrétariat de la Société des Nations deux communications, qui ont été distribuées au Conseil. (Annexe.)

J'ai l'honneur de proposer au Conseil que, en réponse à ces communications, la lettre suivante soit adressée au premier délégué de l'Autriche :

« Monsieur le délégué,

« Le Conseil a pris connaissance de la communication adressée par vous au Secrétaire général ainsi que de la lettre du représentant du Gouvernement autrichien auprès du Secrétariat de la Société des Nations, qui fait suite à la précédente.

« Le Conseil a pris acte de ce que le Gouvernement autrichien a tenu à porter, dès à présent, la violation de son territoire à la connaissance des Membres de la Société des Nations, afin que ceux-ci en soient complètement informés.

« Il a noté que le Gouvernement autrichien a saisi la Conférence des ambassadeurs de difficultés avec le Gouvernement hongrois, concernant la mise à exécution du Traité de Trianon.

Certain recommendations of the Conference can only be given effect to by a new Convention, and it seems to me most important that this action should be taken without delay. With this object in view a draft Convention was drawn up by the competent British authorities and circulated to the Council. The draft has been improved by the adoption of suggestions which have been made by the French experts, and it is believed that the revised draft gives effect in due form to the intentions of the Conference.

Unless the Council prefer to consider this draft Convention now, I propose that it be referred to the Assembly, and that after examination by the appropriate Committee, it should be signed by Members of the League during the present session.

Resolution adopted.

The Council, having considered the Final Act drawn up by the International Conference on Traffic in Women and Children, which met at Geneva from June 30th to July 5th, 1921, expresses its approval of the recommendations contained therein, especially those addressed to the Council, and instructs the Secretary-General to carry them into effect, to send one original copy of the Final Act to the French Government and to transmit a copy to the Assembly for its consideration.

XIX.

REQUEST SUBMITTED BY THE AUSTRIAN GOVERNMENT.

Report by Viscount Ishii, adopted by the Council on September 12th, 1921.

The Secretary-General has received from the Chief Austrian Delegate to the Second Assembly of the League of Nations, and from the representative of the Austrian Government with the Secretariat of the League of Nations, two communications, which have been distributed (Annex).

I have the honour to propose to the Council that in reply to these two communications the following letter should be addressed to the Chief Austrian Delegate :

ir,

" The Council has considered the letter addressed by you to the Secretary-General, together with the letter on the same subject from the Representative of the Austrian Government with the League of Nations.

" The Council notes that the Austrian Government desires immediately to notify the Members of the League of the violation of its territory, in order that they may have complete knowledge of the facts.

" It further notes that the Austrian Government has informed the Ambassadors' Conference, as difficulties with the Hungarian Government concerning the execution of the Treaty of Trianon,

et que la Conférence des ambassadeurs, qui a charge de l'exécution des récents traités de paix a déjà fait des démarches à ce propos.

« Dans ces conditions, le Conseil pense que, momentanément, il n'y a pas lieu à une intervention de la Société des Nations. La demande faite par votre Gouvernement reste en suspens. Le Conseil suivra l'affaire avec une grande attention et sera heureux de recevoir de la part du Gouvernement autrichien les renseignements qui lui sont promis dans la deuxième note, afin de le mettre en état de prendre une décision sur la voie à suivre.

« Veuillez agréer, Monsieur le délégué, l'assurance de ma haute considération. »

ANNEXE.

LETTRES DU GOUVERNEMENT AUTRICHIEN SOUMISES AU CONSEIL LE 12 SEPTEMBRE 1921.

I.

Genève, le 7 septembre 1921.

Monsieur le Secrétaire général,

D'après des nouvelles sûres, des troupes régulières hongroises ont pris part — avec des bandes irrégulières — à des incursions sur territoire autrichien (territoire n'ayant jamais fait partie de la Hongrie), à Kirchschlag et ses environs. Plusieurs gendarmes autrichiens ont été tués ou blessés. Des répétitions de ces attaques sont à craindre.

Je suis chargé par mon gouvernement d'appeler l'attention du Conseil sur ce fait et de demander l'intervention du Conseil, en vertu des articles 10, 11 et 17 du Pacte, en le priant de vouloir bien prendre immédiatement les mesures nécessaires pour assurer l'intégrité du territoire autrichien contre toute agression.

Tout en portant ce qui précède à votre connaissance, je vous prie, Monsieur le Secrétaire général, de vouloir bien soumettre cette démarche sans délai à l'examen du Conseil.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'expression de ma haute considération

(Signé) A. MENSITORFF,

Premier délégué à l'Assemblée de la Société des Nations

L'Honorable sir Eric Drummond, K.C.M.G., C.B.,
Secrétaire général de la Société des Nations,
Genève.

II.

N° 435.

Genève, le 10 septembre 1921.

Monsieur le Secrétaire général,

Faisant suite à la lettre que Monsieur le premier délégué d'Autriche vous a adressée en date du 7 septembre, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir informer le Conseil de la Société des Nations que le Gouvernement autrichien a cru devoir également saisir de ses plaintes contre la Hongrie la Conférence des ambassadeurs, dont l'intervention paraît spécialement indiquée en vue de la mise à exécution du Traité de Paix de Trianon.

La Conférence des ambassadeurs vient d'adresser une note au Gouvernement hongrois. Le Gouvernement autrichien a tenu à porter la violation de son territoire, dès à présent, à la connaissance des Membres de la Société des Nations, afin que ceux-ci en soient complètement informés.

and that the Ambassadors' Conference, which is entrusted with the execution of the recent peace treaties, has already taken steps in the matter.

"Under these conditions, the Council is of opinion that, for the moment, there is no need for intervention on the part of the League of Nations. The request submitted by your Government is being held over. The Council will follow the matter with the greatest attention, and will be glad to receive from the Austrian Government the information promised in the second note, to enable it to decide upon the action to be taken.

"I have the honour to be, etc."

ANNEX.

LETTERS FROM THE AUSTRIAN GOVERNMENT SUBMITTED TO THE COUNCIL SEPTEMBER 12TH, 1921.

[Translation.]

I.

Geneva, September 7th, 1921.

Sir,

According to reliable information, regular Hungarian troops, in conjunction with irregular bands, have taken part in incursions into Austrian territory (territory which has never formed part of Hungary) at Kirshschlag and in its neighbourhood. Several Austrian police have been killed or wounded. Renewed attacks are to be feared.

I have been instructed by my Government to draw the attention of the Council to this fact, and to request the intervention of the Council in accordance with Articles 10, 11 and 17 of the Covenant, asking it at once to take the steps necessary to assure the integrity of the Austrian territory against all aggression.

Whilst drawing your attention to the above, I beg your Excellency to communicate the news of this incursion without delay to the Council for its consideration.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) A. MENSENDORFF,
Chief Delegate to the Assembly of the League of Nations.

to the Hon. Sir Eric Drummond, K.C.M.G., C.B.,
Secretary-General to the League of Nations,
Geneva.

[Translation.]

II.

No. 435.

Geneva, September 10th, 1921.

Sir,

In confirmation of the letter addressed to you by the First Delegate of Austria on September 7th, I have the honour to request you to be good enough to inform the Council of the League of Nations that the Austrian Government has considered it advisable also to refer its claims against Hungary to the Conference of Ambassadors, whose intervention seems specially indicated in view of the putting into force of the Treaty of Peace of Trianon.

The Conference of Ambassadors has just addressed a note to the Hungarian Government. The Austrian Government wishes at once to inform the Members of the League of Nations of the violation of its territory, in order that they should be completely informed with regard to this matter.

Je me ferai un devoir de fournir au Conseil les renseignements supplémentaires concernant la question, qui le mettront en état de prendre une décision sur la voie à suivre.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'expression de ma haute considération.

(Signé) E. PFLÜGL.

L'Honorable sir Eric Drummond, K.C.M.G., C.B.,
Secrétaire général de la Société des Nations,
Genève.

XX.

DÉPENSES NÉCESSITÉES PAR L'EXAMEN DU PROBLÈME DE LA HAUTE-SILÉSIE.

*Note du Secrétaire général et résolution adoptée par le Conseil,
le 12 septembre 1921.*

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL donne lecture de la note suivante :

L'article 6 de la seconde recommandation de la quatrième Commission, adoptée par la première Assemblée, le 17 décembre 1920, prévoit que :

« Les dépenses imprévues ne peuvent être effectuées sur le compte du dernier article du chapitre II (article 27) qu'en vertu d'une résolution spéciale du Conseil qui sera communiquée immédiatement à tous les Membres de la Société des Nations. »

Par une résolution prise le 29 août, le Conseil a décidé d'accepter la tâche que le Conseil suprême des Alliés lui a confiée, à propos de la Haute-Silésie, et il a autorisé la Commission de quatre membres, désignée pour étudier la question, à demander l'aide des experts, qu'elle jugerait nécessaire.

Ces mesures vont probablement entraîner des dépenses ; c'est ainsi qu'il sera nécessaire de couvrir les frais des experts qui pourront être convoqués, et il se produira peut-être d'autres dépenses inévitables.

Le Conseil adopte la résolution suivante :

« Conformément à l'article 6 de la seconde recommandation de la quatrième Commission adoptée par l'Assemblée le 17 décembre 1920, le Conseil décide que les dépenses nécessitées par l'examen du problème de la Haute-Silésie seront imputées à l'article 27 : Dépenses imprévues, Commissions spéciales d'enquête, etc... »

« Il décide, en outre, que ces dépenses ne devront pas, sauf autorisation spéciale de sa part, dépasser la somme de 100.000 francs-or. »

I shall make it my duty to supply the Council with all additional information concerning the question, which will enable it to take a decision with regard to the course to be followed.

I have the honour to be, Sir, etc.,

(Signed) E. PFLÜGL.

The Hon. Sir Eric Drummond, K.C.M.G., C.B.,
Secretary-General of the League of Nations,
Geneva.

XX.

EXPENSES IN CONNECTION WITH THE PROBLEM OF UPPER SILESIA.

Note by the Secretary-General and Resolution adopted by the Council on September 12th, 1921.

The SECRETARY-GENERAL read the following Note :

Article 6 of the second recommendation of the Fourth Committee, adopted by the First Assembly on December 17th, 1920, provides that :

Unforeseen expenditure can only be incurred under the last item of the second chapter (item 27) if it is authorised by a special resolution of the Council, which must be immediately communicated to all the Members of the League of Nations.

By a resolution taken on August 29th, the Council decided to accept the task which the Supreme Council of the Allies invited it to undertake with regard to the problem of Upper Silesia, and it has empowered the Committee of four Members appointed to study the question to call for the assistance of such experts as they may consider necessary.

A certain amount of expenditure is likely to be involved ; thus, it is necessary for the expenses of experts who may have to be summoned to be defrayed, and there may be other inevitable expenditure.

The Council adopted the following resolution :—

"In accordance with Article 6 of the second recommendation of the Fourth Committee, adopted by the Assembly on December 17th, 1920, the Council decides that the expenditure incurred in connection with the problem of Upper Silesia should be charged to item 27, 'Unforeseen Expenses, Special Commissions of Enquiry, etc.'

"It further decides that this expenditure should not, without its special authorisation, exceed the sum of 100,000 gold francs".

XXI.

COMMISSION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE PROVISOIRE.

I. BUDGET DE L'ANNÉE 1922.

La Commission économique et financière provisoire a examiné de nouveau, à sa présente session, les prévisions budgétaires relatives aux travaux de la Commission de 1922, qui ont été présentés à l'Assemblée par le Conseil.

La Section économique de la Commission, qui n'avait pu se réunir au moment où le budget a été préparé pour être soumis au Conseil, en juin dernier, a étudié en plus grand détail, à sa présente session, à Genève, le développement probable de son activité. Elle est d'avis qu'il est possible d'apporter des réductions aux prévisions préparées en mai dernier, principalement en raison d'une décision relative aux mesures à prendre pour les conférences économiques.

Les deux sections de la Commission ont approuvé en séance plénière les modifications suivantes, entraînant une réduction totale de 316.000 francs or qu'elles recommandent au Conseil d'approuver :

1. Une réduction de 210.000 francs or est proposée sur le chapitre « Conférences ». La Commission est d'avis que cette somme devrait couvrir les frais des Conférences que l'on pourra réunir pour l'étude de questions spéciales, ou d'une conférence générale, si l'on juge à propos de la convoquer. La Commission estime que toutes ces conférences devraient se réunir au siège de la Société et rendre ainsi possible la réduction proposée.

2. Une réduction de 37.500 francs or au chapitre « Imprimerie ». La Commission considère que, seuls, les documents les plus importants doivent être imprimés.

3. Une réduction de 60.000 francs or au chapitre des « Enquêtes spéciales ». La Commission n'envisage pas la probabilité d'enquêtes importantes, d'une nature spéciale, en dehors de celles qui doivent être faites sous la responsabilité générale de la Commission.

4. Une réduction de 8.000 francs or au chapitre « Dépenses imprévues ».

2. RAPPORT AU CONSEIL PRÉSENTÉ LE 19 SEPTEMBRE 1921.

Le rapport que le Conseil de la Société des Nations vient de présenter à l'Assemblée, sous le titre de : « Rapport à la deuxième Assemblée sur l'œuvre du Conseil et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de la première Assemblée » résume, entre autres sujets, les travaux de la Commission économique et financière, jusqu'au mois d'août dernier.

La Commission a l'honneur de présenter au Conseil le rapport ci-dessous, qui expose les résultats de la session qui vient d'être tenue à Genève du 31 août au 8 septembre 1921.

Ces deux documents, ainsi que les divers rapports spéciaux auxquels ils renvoient, constituent le compte rendu que la Commission désire présenter dans divers travaux de la Commission depuis la date de sa constitution jusqu'à ce jour.

Le Comité financier et le Comité économique de la Commission ont examiné certaines questions indépendamment l'une de l'autre. D'autres questions, au contraire, ont été traitées en séance plénière. Les rapports détaillés rendent compte de cette division.

XXI.

PROVISIONAL ECONOMIC AND FINANCIAL COMMITTEE.

I. BUDGET FOR 1922.

The Provisional Economic and Financial Committee, at their present meeting, have examined again the Budget estimates for the Committee's work for 1922, which have been presented to the Assembly by the Council.

The Economic Section of the Committee, who were unable to assemble when the Budget was prepared for submission to the Council in June last, have now, at their present sitting in Geneva, considered in greater detail the probable development of their activities. They are of opinion that reductions can be made in the estimates prepared in May last, chiefly in consequence of a decision to the provision to be made for economic conferences.

The two sections of the Committee, in joint session, have approved the following modifications, involving a total reduction of 316,000 gold francs, which they recommend for approval by the Council :

1. A reduction of 210,000 gold francs is proposed in the item for "Conferences." The Committee are of opinion that this sum should provide for the cost of conferences on special questions or for a general Conference if such Conference is convoked. They consider that all such Conferences should be held at the seat of the League of Nations, thus rendering possible the reduction now proposed.

2. A reduction of 37,500 gold francs in the item for "Printing." The Committee consider that only the most important documents should be printed.

3. A reduction of 60,000 gold francs in the item for "Special Enquiries." The Committee does not envisage the probability of any considerable enquiries of a special nature in addition to those to be conducted under the general responsibility of the Committee.

4. A reduction of 8,500 gold francs in the item "Unforeseen Expenditure."

2. REPORT TO THE COUNCIL PRESENTED ON SEPTEMBER 19th, 1921.

The Report which the Council of the League of Nations has presented to the Assembly, entitled "Report to the Second Assembly on the Work of the Council and on the Measures taken to execute the Decisions of the First Assembly" summarises the work performed by the Provisional Economic and Financial Committee down to the month of August last.

The Committee have the honour to submit to the Council the following report upon the results of the session which has been held at Geneva from August 31st to September 8th, 1921.

These two documents, with the various special reports to which they refer, constitute the report which the Committee desire to render of the several tasks upon which they have been engaged from the date of their constitution down to the present time.

The Economic and Financial Committees have examined certain questions separately ; others have been dealt with in a joint session. The detailed reports are sub-divided accordingly.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

Pour apprécier à sa juste valeur le travail de la Commission, il faut se rendre compte des changements importants survenus dans le domaine de la finance et des affaires depuis la Conférence de Bruxelles.

Réunie il y a un an, la Conférence, se basant sur les déclarations officielles des gouvernements, avait constaté la situation critique au point de vue économique provoquée par la guerre.

Dans leur ensemble, les États étaient incapables d'équilibrer leurs budgets et continuaient à imprimer du papier-monnaie ; il en était résulté un surcroît d'inflation et un avilissement des changes, auxquels venait s'ajouter une pénurie générale des denrées et des matières premières ainsi que tout un système d'innombrables restrictions apportées au libre-échange des marchandises.

La Conférence s'attacha à recommander de toutes ses forces l'adoption d'une politique financière saine et raisonnable. Il est, en effet, certain que, pour permettre au monde de retrouver des conditions normales de prospérité économique et de s'adapter, sans de trop grands heurts, au réajustement des affaires et du commerce, il faut mettre en pratique avec persévérance les principes de « moralité financière » proclamés à Bruxelles.

Les résolutions de la Conférence furent saluées et accueillies avec faveur par les gouvernements, les financiers et les hommes d'affaires.

Le Conseil de la Société des Nations confia à la Commission provisoire économique et financière le mandat de veiller à l'application de ces principes et d'en étudier l'exécution.

La situation économique et financière de la plupart des pays s'est profondément modifiée depuis une année ; d'une manière générale, on peut constater que ce changement a, jusqu'à présent, divisé les pays du monde en deux groupes :

1^o Hors d'Europe et dans les pays de l'ouest de l'Europe, en y comprenant la plupart des ex-neutres, on remarque une étape considérable et souvent très rapide vers la déflation, ou tout au moins l'arrêt de l'inflation. Les budgets de ces pays montrent que si l'énorme écart entre les recettes et les dépenses n'a pu être entièrement comblé, il a du moins été réduit dans une large mesure. On a mieux compris que des emprunts ne devaient être émis que pour faire face à des dépenses productives.

L'émission de papier-monnaie a été pratiquement arrêtée et même, dans certains pays, la quantité de papier-monnaie en circulation a été réduite.

Le mouvement de déflation a été l'une des causes des changements considérables survenus dans les relations commerciales.

Tandis qu'un besoin urgent de marchandises se faisait sentir, il y a un an, on constate depuis lors une diminution considérable dans la vente des produits de tout genre, les acheteurs ayant l'impression que la baisse des prix ira en s'accroissant toujours davantage, notamment en raison de la difficulté d'écouler les stocks accumulés pendant la guerre.

Les détenteurs de marchandises se sont, en conséquence, vus contraints de chercher de nouveaux débouchés pour l'écoulement de leurs produits, et cela dans les circonstances particulièrement critiques de la crise mondiale.

Ces changements ne se sont pas produits sans quelques conséquences regrettables, dont la principale est peut-être la crise du chômage. Le fait que le réajustement des conditions économiques serait accompagné de difficultés de ce genre avait été prévu très clairement par la Conférence de Bruxelles : c'est en termes formels qu'elle avait déclaré que le processus de déflation, si l'on y avait recours, devrait être appliqué graduellement et avec la plus grande prudence, pour éviter une perturbation désastreuse du commerce et du crédit.

Cette période de transition touche-t-elle à sa fin ? Il serait prématuré de le prédire ; mais on peut déjà constater une amélioration notable dans les finances publiques des pays en question, un redressement général de la balance du commerce, et, enfin, la disparition d'un grand nombre des restrictions commerciales, particulièrement de la discrimination des prix.

Tenant compte de ces conditions et du fait que les exportateurs sont à la recherche de marchés pour y écouler leurs produits, notre Comité financier s'est attaché pendant toute l'année à développer

GENERAL CONSIDERATIONS.

The work of the Committee, since its creation, cannot properly be judged without taking account of the important changes which have occurred in the financial and commercial world since the Conference of Brussels.

The Brussels Conference, meeting a year ago, established in the light of official declarations of the Governments a statement of the critical condition in which the economic world had been placed by the war.

The nations were, in general, unable to balance their budgets and were continuing to print paper money; the result was a continuous inflation and depreciation of the exchanges, and these factors were aggravated by a general shortage of merchandise and raw materials and by the prevalence of innumerable restrictions upon free dealings in goods.

The Conference made it its primary aim to recommend the adoption of a sound and reasonable financial policy; and there can be no doubt that in order to restore to the world normal conditions of economic prosperity and to mitigate the shock of adaptation to the new commercial situation, the principles of "financial morality" proclaimed at Brussels must steadfastly be put into practice.

The resolutions of the Conference were approved and welcomed by the Governments, by financiers and by business men.

The Council of the League of Nations has given to the Provisional Economic and Financial Committee the duty of endeavouring to secure the application of the principles of the Brussels Conference and of studying the methods of their application.

In the past year the economic and financial position of most countries has undergone a profound change. Speaking in very general terms, one may say that this process has, so far, divided the countries of the world into two groups:

1. The countries outside Europe and those of the West of Europe, including the majority of the former neutrals, display a considerable and often a very rapid advance towards deflation, at least a cessation of inflation. Their budgets show that they have substantially reduced, even though they have not completely closed, the enormous gap between expenditure and receipts. There is a better appreciation of the principle that loans should not be incurred except for productive expenditure.

The issue of paper money has been stopped, and in some countries the quantity of such money in circulation has even been reduced.

This movement of deflation has contributed to the great changes which have been experienced in commercial relations.

Whereas a year ago there was an urgent demand for goods since that time a great restriction has been experienced in the sale of products of every kind, buyers being under the impression that the fall of prices will continue and become still more marked in consequence, amongst other things, the difficulty of disposing of the stocks accumulated during the war.

Holders of merchandise are accordingly obliged to seek new markets for their goods, and do so in the specially difficult circumstances produced by the world crisis.

These changes have not taken place without unfortunate consequences, of which the increase in unemployment is perhaps the most to be regretted. The fact that difficulties of this kind would accompany the process of readjustment was clearly foreseen by the Brussels Conference, which stated in no uncertain terms that the operations of deflation, if and when undertaken, must be carried out gradually and with great caution, otherwise the disturbance to trade and credit might prove disastrous.

Whether this period of transition is now approaching its end it would be premature to say, but it is possible to recognise that it has already been marked by a general improvement in the conditions of the countries concerned, that the balance of foreign trade has in general been redressed, and that a vast number of restrictions on commerce, including particularly the discrimination of prices, have disappeared.

In these conditions, with exporters seeking markets for their goods, the International Credits Organisation, which the Committee have continued to develop throughout the year, has been

le projet de crédits internationaux de façon à l'adapter aux besoins des pays exportateurs, qui lui ont d'ailleurs donné des preuves nombreuses de leur approbation.

20 Ce réajustement, toutefois, est loin d'avoir un caractère universel. Beaucoup de pays, particulièrement dans l'Europe orientale, où il faut noter, cependant, l'exception notable de la Tchéco-Slovaquie, n'ont pu faire disparaître la différence entre les ressources et les dépenses totales de l'Etat. Ces pays ont encore recours à l'impression de papier-monnaie et il est impossible de prévoir quand la baisse de leur monnaie sur le marché du change s'arrêtera.

Dans un certain sens, l'inflation constante constitue un stimulant artificiel pour l'industrie et le commerce ; mais la prospérité apparente qui en résulte est fondée sur des bases incertaines et le résultat ne peut être qu'une déception. Il est possible que certaines branches du commerce d'exportation jouissent d'une prospérité temporaire, mais, en revanche, que d'obstacles la crise du change ne crée-t-elle pas au point de vue des importations de première nécessité ? A cela vient s'ajouter la grande difficulté d'obtenir du crédit. Il en résulte que les pays dont la monnaie est dépréciée sont incapables de fournir les débouchés que les pays producteurs recherchent si avidement.

La division des pays du monde en deux groupes, telle que nous venons de la présenter, n'offre naturellement pas un caractère absolu. Elle n'avait d'autre objet que de montrer combien le bouleversement actuel des relations économiques occasionne de pertes et de dommages considérables à tous ceux qui sont associés par les relations du commerce mondial.

A la fin de l'année 1920, la Commission a commencé l'étude d'un des aspects de la situation : le problème de l'importation des matières premières qui se pose pour certains pays. A cette époque la pénurie de ces matières premières, les nombreuses mesures de restrictions et de contrôle et la discrimination des prix constituaient les facteurs les plus marquants de la situation. Au cours de l'enquête de la Commission, les événements se sont précipités : les restrictions commerciales ont été abolies pour la plupart ; la discrimination des prix a disparu ; en général, à l'heure actuelle les stocks sont abondants. Toutefois, une tâche immense reste à accomplir pour améliorer les facilités de transports, spécialement dans l'Europe centrale et dans l'Europe du sud-est, où une forme d'accord régional pourrait avoir d'excellents résultats. Aussi les enquêtes de la Commission l'ont-elles conduite à attirer l'attention du Conseil et de l'organisation du transit sur cette question.

L'effet sur le commerce de l'existence de puissants monopoles internationaux a paru à la Commission, au cours de ses recherches, mériter une enquête plus approfondie.

A l'heure actuelle, cependant, ce sont les problèmes du change et du crédit qui constituent les facteurs prédominants de la situation. En conséquence, la Commission a étudié spécialement la question d'établir un organisme permettant de fournir des crédits, afin de faire le pont entre les exportateurs et les importateurs. Elle a examiné, à cet effet, les différents systèmes de crédits de finition, avec les conseils d'experts éminents, et elle s'est rendu compte que ces projets n'offrent guère de chance d'être employés sur une vaste échelle. C'est pourquoi elle s'est attachée à développer l'organisation du projet de crédits internationaux. Il serait bon que les avantages de ce système et la possibilité de le modifier selon les circonstances soient bien expliqués aux pays importateurs.

Aujourd'hui, plus encore qu'il y a un an, il est évident que les crédits ne constituent pas le seul remède à la situation. Pour marcher dans la voie des progrès économiques, il faut que chaque Etat applique à son propre régime financier les principes établis par la Conférence de Bruxelles. C'est parce qu'elle est pénétrée de cette vérité que la Commission a accepté l'invitation qui lui a été faite de procéder à l'examen des finances de l'Autriche.

Le rapport que la Commission a présenté en juin dernier expose les conditions dans lesquelles cette invitation a été adressée. Il montre l'esprit de collaboration sincère du Gouvernement autrichien et rend compte du programme détaillé, approuvé par la Commission. Ce programme, qui est la conséquence directe de la Conférence de Bruxelles, prévoit l'application des principes recommandés par la Conférence et a recours au projet de crédits internationaux, qui prit naissance à Bruxelles.

Les progrès déjà réalisés par le Gouvernement autrichien dans l'exécution du programme, ainsi que les mesures qui restent à prendre, sont exposés dans le rapport de la Section financière de la Commission.

able to adjust itself to the requirements of the exporting countries, which have testified abundantly to their appreciation of its capacities.

2. But this process of readjustment has been by no means universal. There are many countries, particularly in the East of Europe (with the notable exception of Czecho-Slovakia), which have been unable to close the gap that exists between the total income and the total expenditure of the State, where recourse to the printing press is still common and where it cannot yet be asserted that the fall in the exchanges has definitely come to an end.

In some respects the constant process of inflation provides an artificial stimulus to industry and trade, but the apparent prosperity which is thus created rests on uncertain foundations. If this process is allowed to produce its natural results, it will end in certain disaster. And at present, though certain export trades may flourish, there is no escape from the difficulty of obtaining essential imports, which exists in the disorganisation of the exchanges of these countries. The obtaining of credits is seriously hampered, and consequently the countries with depreciated currencies are unable to provide markets which the exporting countries so anxiously seek.

This division of the countries of the world into two groups needs naturally many qualifications. But the present derangement of economic relationships which it attempts to indicate is the cause of great economic loss and damage to all the partners in the trade of the world.

The satisfaction of the needs of importing countries for raw materials is one part of this situation which the Committee began to study at the end of 1920. At that time the scarcity of supplies, the numerous restrictions and controls, and the discrimination of prices, were among the most significant features of the situation. During the progress of the Committee's enquiry, events have moved with great rapidity; restrictions upon trade have largely disappeared; discrimination of prices no longer exists. In general, supplies are at the moment abundant. Much remains to be done, however, in the improvement of transport facilities, more especially in Central and South-Eastern Europe, where some form of regional understanding may well prove fruitful, and the Committee's enquiries have led them to draw the attention of the Council and of the Transit Organisation to this matter.

The effects upon trade of the existence of great monopolies, whose activities are not confined within the borders of one State, have appeared to the Committee, in the course of their investigation, to merit further enquiry.

But, at the present time, the predominant features in the situation are those of exchange and credits. The Committee have therefore given much attention to the question of promoting machinery for providing credits to bridge the gulf between exporters and importers. Their enquiry into systems of finishing credits, in which they have enjoyed the assistance of distinguished experts, have satisfied them that such schemes offer little prospect of being employed on any large scale. They have therefore continued to develop the organisation of the International Credits Scheme, the advantages of which, and the possibilities of modifying it as necessary to suit varying circumstances, may well be explained further to importing countries.

But it is more evident now, even than it was a year ago, that the provision of credits cannot be regarded as the sole remedy for the ills of the present situation. The application by each individual State to its own finances of the principles laid down at the Brussels Conference is a necessary condition of economic progress. It is in this belief that the Committee accepted the invitation which was extended to them to examine the finances of Austria.

The conditions under which this proposal was brought to their notice, the ready co-operation of the Austrian Government, and the detailed programme approved by the Committee, are set out in their Report of June last. This programme is the direct consequence of the Brussels Conference. It applies the principles which that Conference recommended, and utilizes the International Credits Scheme to which it gave rise.

The progress made in the execution of this programme by the Austrian Government, and the matters on which further action now depends, are explained in detail in the report of the Financial Section of the Committee.

Si la Société des Nations est capable de restaurer les finances de l'un de ses Membres, Etat, centre d'une vieille culture, d'une civilisation distincte, source d'une activité économique féconde, elle aura contribué d'une façon méritoire et notable au progrès du monde entier et favorisé la collaboration des nations dans la paix, ce qui est l'une des premières tâches qu'elle se propose d'accomplir.

Cet effort se recommande d'autant plus que, de l'avis de la Commission, la prospérité de l'Autriche aidera matériellement au bien-être de l'Europe du sud-est et, par suite, aura d'heureux résultats pour le commerce du monde entier.

Dans la situation anormale actuelle, la Commission doit nécessairement s'occuper surtout des problèmes immédiats. Cependant, elle ne s'est pas désintéressée des mesures à prendre au sujet des diverses questions qui affecteront le développement international du commerce et des finances même à une époque moins troublée. Elle a commencé et elle continue la publication de certains renseignements financiers ; elle a entamé des enquêtes sur les questions de double taxation et le traitement des succursales des banques étrangères. Elle étudie la possibilité d'une action internationale prochaine en ce qui concerne l'unification des lois relatives aux lettres de change, la concurrence déloyale et la protection contre les fausses marques d'origine. Il faut nécessairement consacrer certain temps pour réunir et examiner les matériaux suffisants pour se former un jugement sur ces questions.

Les inquiétudes que beaucoup ressentent, au sujet de la situation actuelle et de l'avenir en matière de commerce et de finances, ont fait naître l'idée, dans certains milieux, qu'il serait bon de convoquer de nouveau une réunion d'experts pour reprendre l'étude des mesures financières qui s'appliqueraient le mieux aux circonstances présentes. Certains estiment même qu'on pourrait ainsi arriver à la stabilisation du change, soit par la conclusion d'un accord international, soit autrement.

La Commission a étudié cette question avec grand soin et elle est persuadée que le moment n'est pas encore venu de prendre pareille initiative. Un très grand nombre de pays sont encore dans l'impossibilité d'équilibrer leur budget et de faire face à leurs engagements, sans avoir recouru à de nouvelles émissions de papier-monnaie ; d'autre part, il faut tenir compte d'un grand nombre de facteurs qui affectent à la fois les finances publiques et le commerce international. Dans ces conditions, la Commission estime qu'il est prématuré de recommander une méthode quelconque en vue d'arriver à la stabilisation des monnaies ou des changes autrement que par l'observation des principes généraux énoncés par la Conférence financière internationale de Bruxelles, principes que l'on continue à citer et à confirmer chaque fois que les problèmes auxquels ils se rapportent sont en discussion.

A. QUESTIONS EXAMINÉES PAR LE COMITÉ FINANCIER.

1. *Reconstruction financière de l'Autriche.*

Dans son rapport du 31 mai dernier, le Comité financier a exposé au Conseil un programme de réformes des finances autrichiennes répondant à la situation qui existait à cette époque. Ce programme était basé sur des propositions faites par le Gouvernement autrichien, qui s'était assuré l'approbation des divers partis politiques.

Le Comité s'exprimait comme suit au sujet de l'exécution de ce programme :

« Le Comité est heureux de pouvoir déclarer qu'il a reçu des assurances précises, selon lesquelles des avances temporaires de cette nature, suffisantes pour permettre la mise en œuvre du programme pendant un certain nombre de mois, seront disponibles dans quelques semaines. Ces avances seront subordonnées à l'exécution par le Gouvernement autrichien de son programme de réforme financière, y compris la partie de ce programme qui a trait aux réductions des dépenses (il convient également, à ce sujet, d'apporter une attention particulière aux dépenses militaires) ; elles seront également subordonnées, comme cela a déjà été stipulé dans le rapport du Comité du 4 avril, à la suspension des privilèges établis sur l'actif autrichien pour les réparations et autres dettes, conformément à la déclaration du Conseil suprême en date du 17 mars. »

If the League is able to promote the financial restoration of one of its Members—a State which is an ancient home of culture, a centre of civilisation and a source of fruitful economic activity—it will make a worthy and notable contribution to the welfare of the world and to that co-operation of nations in peaceful progress which it is one of the first aims of the League to foster.

And this attempt is the more to be recommended since, in the view of the Committee, the prosperity of Austria will materially assist the well-being of the South East of Europe, and thereby have beneficial results upon trade throughout the world.

In present abnormal conditions the work of the Committee must necessarily deal, to a pre-eminent extent, with the immediate problems of the world. But they have not altogether neglected to initiate action in regard to certain matters which will affect the international development of trade and finance even in more settled times. They have begun, and are continuing, the publication of certain financial information. They have on foot enquiries into questions of double taxation and of the treatment of branches of foreign banks. They are investigating the possibility of international action in the near future in regard to the unification of the law relating to bills of exchange and in the matter of unfair competition and protection against false indications of origin. The collection and examination of adequate material for forming judgments on these questions necessarily takes a certain time.

The great anxiety which is felt by many people about the present condition and future prospects of trade and finance has produced the suggestion from certain quarters that a new body of expert opinion should again be summoned together to consider afresh the best principles of financial action applicable to present circumstances. It is even suggested in some quarters that action of this kind might promote, by international agreement or otherwise, the stabilisation of the exchanges.

The Committee have examined this question with great care. They have arrived at the conclusion that the time is not yet ripe for any action of this kind. So many countries are still unable to balance their budgets and to meet their engagements without recourse to new issues of paper currency, and so many uncertain factors affecting both public finance and international trade remain to be taken into account, that it is premature, in the view of the Committee, to recommend any method of arriving at stabilisation of currencies or exchanges other than adherence to the general principles laid down by the International Financial Conference of Brussels, principles which continue to be quoted and endorsed whenever the problems to which they relate are seriously discussed.

A. QUESTIONS CONSIDERED BY THE FINANCIAL COMMITTEE.

I. *Financial Reconstruction of Austria.*

In their Report of May 31st last, the Financial Committee laid before the Council a programme of reform for the finances of Austria, applicable to the situation then existing, and based on proposals put forward by the Austrian Government with the support of the various political parties.

In regard to the execution of this plan, the Committee expressed themselves as follows:

“The Committee are glad to state they have received definite assurance that temporary advances, on this basis, sufficient to enable the programme to operate for some months, will be available within a few weeks. These advances will be conditional on the execution by the Austrian Government of its programme of financial reform, including the items dealing with reduction of expenditure (in which connection particular attention should also be paid to military expenditure), they will be conditional also, as was down in the Committee's Report of April 4th, on the suspension of the liens on Austrian assets (for reparations and other debts) in accordance with the agreement made by the Supreme Council on March 17th.

« Le Comité a accompli la tâche qu'il a commencée, il y a deux mois, à la requête du Conseil suprême. Il a donné son approbation à un programme d'intervention financière capable, à son avis, de restaurer la situation économique de l'Autriche. Les avances provisoires, nécessaires à la mise en œuvre du programme, sont assurées. Il appartient maintenant aux gouvernements intéressés de permettre l'exécution de ce programme en suspendant immédiatement les privilèges postérieurs à la période et aux conditions proposées par la note du Comité en date du 4 avril 1921. »

La réalisation de ces deux conditions fondamentales est encore en cours.

Le Gouvernement autrichien, malgré les difficultés que lui imposait l'absence de crédits étrangers, a voulu témoigner sans retard de la sincérité de ses engagements. Les mesures qu'il a décidées ou fait adopter par le Parlement, depuis le mois de mai dernier, devraient atténuer d'une large mesure le déficit budgétaire. La situation des industries productives s'est maintenue jusqu'à présent, satisfaisante. Les relations économiques avec les Etats voisins de l'Autriche sont en voie marquée d'amélioration. Le rôle commercial et financier de Vienne ne cesse de se développer.

Malheureusement, les effets bienfaisants des mesures prises par le Gouvernement autrichien n'ont pas encore produit les légitimes résultats que celui-ci était en droit d'espérer. Presque tous les gouvernements détenant des droits hypothécaires sur l'actif national autrichien ont fait connaître leur décision de souscrire à l'acte juridique de suspension de leurs droits, à la condition que tous les gouvernements intéressés y souscrivent simultanément. Le Gouvernement américain n'a pas encore fait connaître sa décision. C'est là l'obstacle qui a entravé l'exécution totale du programme auquel le Comité financier avait donné son approbation et son appui. Il ne servirait de rien, semble-t-il, tout en reconnaissant la bonne volonté qu'a bien voulu témoigner l'administration autrichienne d'atténuer l'importance de ce retard dont la cause échappe à la fois à la compétence et aux moyens d'action du Comité financier.

Paralysant la réalisation de crédits extérieurs, ce retard, en provoquant à Vienne un sentiment de pessimisme exagéré, a probablement contribué pour une large mesure à la dépréciation particulièrement marquée de la couronne survenue récemment. Le Comité déplore les effets regrettables de ce retard. Il espère encore qu'il ne sera pas tel qu'il nécessite des modifications importantes aux bases du programme approuvé en mai et que ses effets ne seront que passagers. Il est convaincu que le peuple autrichien saura maintenir et fortifier par sa propre confiance les progrès que ses sacrifices ont déjà mérité pour son crédit.

2. Crédits internationaux.

Le Comité a examiné avec soin le développement du projet de crédits internationaux. Cette question est exposée dans le rapport ci-joint de l'organisateur.

Le Comité approuve les vues de l'organisateur, telles qu'elles sont exprimées dans le rapport. Il estime que, pour le moment, le travail doit être poursuivi au moyen de l'organisation actuelle. En conséquence, les fonctions de la Commission internationale, prévue par le projet, devraient être remplies par le Comité financier, comme l'a recommandé la Commission économique et financière provisoire dans son rapport du 30 novembre 1920, approuvé par le Conseil le 14 décembre 1920.

De l'avis du Comité, la mise à exécution du projet ter Meulen, dans les circonstances actuelles, pourrait avoir un effet très important en provoquant le commencement de l'amélioration de la situation générale.

Le Comité vise notamment l'utilisation du projet en vue d'obtenir des crédits devant servir à l'œuvre de reconstruction et faciliter la mise en application des réformes financières par les gouvernements dont les difficultés sont les plus grandes.

"The Committee have completed the task which, at the request of the Supreme Council, they began two months ago. They have approved a programme of financial action competent, in their opinion, to restore the Austrian economic situation. Temporary advances to initiate this programme are assured. It rests with the Governments concerned to allow the work to be undertaken on the conditions indicated in the Committee's Note of April 4th, 1921."

These two fundamental conditions are still only in process of realisation.

The Austrian Government, in spite of the difficulties occasioned by the absence of foreign credits, have endeavoured to give immediate proof of the sincerity of the undertakings which they have given. The measures taken by the Austrian Government, or passed by Parliament, since the month of May last, should substantially diminish the budgetary deficit. Industry and production have so far been maintained in a satisfactory position. Economic relations between Austria and the neighbouring States are experiencing a marked improvement. The importance of the part played by the city of Vienna in commerce and finance continues to increase.

Unfortunately, the beneficial effects of the measures taken by the Austrian Government have not yet produced the results for which that Government were legitimately entitled to hope. Almost all the Governments which have liens upon the national resources of Austria have announced their decision to agree to the formal suspension of their rights, on condition that this agreement is made simultaneously by all the interested Governments. The United States, however, have not yet made known their decision. This is the obstacle which has prevented the complete execution of the programme to which the Financial Committee had given their approval and support. While the Committee recognise the goodwill which the United States Administration have manifested in the matter, they consider that it would serve no good purpose to minimise the importance of this delay, the cause of which lies outside both the competence of the Financial Committee and the means of action at their disposal.

This delay, by rendering impossible the obtaining of foreign credits and by provoking an exaggerated feeling of pessimism in Vienna, has probably contributed, to a considerable extent, to the strongly marked depreciation of the crown which has recently taken place. The Committee deplore the regrettable consequences of this delay. They continue to hope that it will not be such as to necessitate serious modifications in the basis of the programme which they approved last year, and that its effects will be only temporary. The Austrian people, by their recent efforts, have justified a material improvement of their credit abroad, and the Financial Committee are convinced that by courage and confidence they will at the same time retain and consolidate this improvement.

2. *International Credits Scheme.*

The Committee have carefully considered the progress of work under this scheme, which is dealt with in a report from the Organiser, contained in the Annex.

The Committee agree with the views expressed by the Organiser in this report. They consider that for the present the work should be continued with the existing organisation and that accordingly the duties of the International Commission under the scheme should, until the situation is further developed, continue to be carried out by the Financial Section of the Committee as recommended in the Committee's report of November 30th, 1920, and as approved by the Council on December 14th, 1920.

They consider that, under present circumstances, an application of the Ter Meulen Scheme might have a very important effect in starting a movement towards improving underlying conditions.

They refer especially to the use of the scheme to support credits designed to forward the work of reconstruction and to facilitate the introduction of financial reforms by those Governments whose difficulties are greatest.

3. Situation financière de la Ville libre de Dantzig.

Le Comité financier a examiné la situation financière de la Ville libre de Dantzig, selon le désir exprimé dans la résolution du Conseil en date du 23 juin dernier ¹.

Les documents que le Comité avait en sa possession comprenaient les rapports du vicaire Ishii et du général Haking, ainsi que diverses informations recueillies par le Secrétariat. Il n'a pu être possible, jusqu'à présent, d'organiser une enquête directe par des membres du Comité.

Il semble que la situation financière de Dantzig soit influencée par les conditions économiques mondiales actuelles, et il ne sera peut-être pas possible pour le Conseil d'atténuer beaucoup les effets de ces conditions économiques sur les finances de la Ville libre.

Il semble aussi qu'il existe des obligations financières touchant à des questions d'obligations internationales et au sujet desquelles le Comité, après examen, pourrait devoir se déclarer incompetent.

Néanmoins, le Comité estime qu'en égard aux relations spéciales qui existent entre la Ville libre et la Société des Nations, une enquête sur la situation financière de Dantzig pourrait fort bien être faite à la demande du Conseil, pourvu qu'il reste bien entendu que pareille enquête puisse pas être interprétée comme une intention, de la part du Conseil, d'organiser une assistance financière directe au profit de la Ville libre.

Le Comité a donc désigné deux de ses membres, MM. Avenol et Janssen, pour étudier la question d'une manière plus approfondie, et leur a donné le pouvoir de consulter, avec l'approbation du Conseil, des représentants de la Ville libre et du Gouvernement polonais.

Si le Conseil approuve ces mesures, le Comité examinera les résultats de cette enquête lors de sa prochaine session.

4. Revendications des porteurs d'obligations à intérêts arriérés.

MM. Barboza Carneiro et ter Meulen ont présenté au Comité deux mémoranda sur cette question, qui a été examinée comme suite aux recommandations de la Conférence financière internationale de Bruxelles. Le Comité est d'avis que de sérieuses difficultés de fait et de principe viennent mettre obstacle à ce qu'il fasse une recommandation quelconque au Conseil et, avant de continuer à traiter la question, le Comité attendra une demande plus précise de la part du Conseil. En tout cas, le Comité a décidé qu'en principe il ne prendrait pas en considération les réclamations au sujet d'emprunts déterminés, qui lui seraient adressés par des associations ou des intérêts privés.

5. Superposition des taxes.

Le Comité a été saisi de cette question à la suite des recommandations de la Conférence financière internationale de Bruxelles.

Le Comité a adopté la résolution suivante :

« L'attention du Comité financier a été attirée sur les graves inconvénients, tant au point de vue de la justice qu'au point de vue économique proprement dit, que présentent les systèmes actuels d'impôt, dans la mesure où ils forcent les ressortissants ou les sociétés d'un même Etat à payer l'impôt dans plus d'un pays, pour la même matière taxable.

« Le Comité financier est d'avis que cette question doit être examinée du point de vue le plus large possible et qu'il faudrait obtenir que des experts en matière fiscale, bien connus, donnent leur avis et fassent des propositions concrètes à l'effet de faire disparaître les inconvénients provoqués par la superposition de l'impôt. Il faudrait aussi examiner la possibilité de conclure une convention internationale pour régler la matière. »

Le Comité estime que la question pourrait être soumise à un expert anglais, un expert italien, un expert hollandais et qu'un expert américain pourrait être invité à prêter son concours.

Des propositions à titre officieux seront d'abord faites à ces experts.

¹ Voir *Journal Officiel*, II^e année, N° 7, page 678.

3. *Financial Position of the Free City of Danzig.*

The Financial Committee, at their present session, have considered the request made to them by the Council on June 23rd last, that they should study the financial situation of the Free City of Danzig.¹

They have had before them the reports of Viscount Ishii and of General Haking, supplemented by material collected by the Secretariat. They have not yet been able to promote a direct enquiry by their own members.

It would appear that the finances of Danzig are influenced by world-wide economic conditions, the effect of which upon the finances of the Free City it may not be possible for any action of the Council materially to alleviate.

It would also appear that there are financial liabilities involving questions of international obligation which may prove on examination to lie outside the Committee's competence.

Nevertheless, the Committee consider that an enquiry into the financial position of Danzig would appropriately be undertaken at the request of the Council, in view of the special relations between the Free City and the League of Nations, provided it is understood that such enquiry does not indicate any intention of the Council to promote the direct provision of financial assistance to the Free City.

They have therefore appointed two of their members — MM. Avenol and Janssen — to make more thorough study of the situation, with authority to consult, subject to the Council's approval, representatives of the Free City and of the Polish Government.

If the Council approves this procedure, the Committee will examine the result of this enquiry at their next session.

4. *Claims by Holders of Bonds the Interest of which is in Arrears.*

The Committee have considered memoranda by M. Barboza Carneiro and M. ter Meulen on this question, which has come before them as part of the consideration of the results of the Brussels Financial Conference. They are satisfied that difficulties, both of fact and of principle, are serious obstacles in the way of a recommendation to the Council, and they will await a more precise request from the Council before proceeding further with the matter. In any case, the Committee have decided to adopt the principle of not considering direct applications connected with specific claims put forward by private associations or interests.

5. *Double Taxation.*

The Committee, before whom this question is brought in consequence of the recommendations of the Brussels International Conference, have adopted the following resolution :—

"Representations have been made to the Financial Committee that there are grave objections, not only on grounds of equity, but also on economic grounds, to existing systems of taxation, so far as they compel citizens and corporations of one country to pay taxes in more than one country in respect of the same taxable subjects.

"The Financial Committee are of opinion that it is desirable that this question should be studied from the widest possible standpoint, and that expressions of opinion upon it should be obtained from recognised experts on taxation, together with concrete recommendations, if experts think fit, eliminating any drawbacks attaching to double taxation. The possibility of an international convention regulating the matter should be considered."

The Committee consider that this question might be submitted to an English expert, an American expert, and a Dutch expert, and that an American expert should be invited to give his assistance.

Such experts would, in the first instance, be approached privately by members of the Committee.

¹ See *Official Journal*, 2nd Year, No. 7, page 678.

6. Stabilisation de la valeur de l'or.

La question de l'or a fait l'objet des préoccupations constantes du Comité financier qui a examiné cette question, conformément à la résolution de la Conférence financière internationale de Bruxelles, conçue dans les termes suivants :

« Sans entrer dans les questions de savoir si l'or est ou n'est pas l'étalon commun idéal de valeur, nous estimons très important que le monde possède un étalon commun déterminé. Comme l'or est à l'heure actuelle l'étalon nominal du monde civilisé :

« Il est extrêmement désirable que les pays qui se sont écartés du régime de l'étalon or effectif y reviennent.

« Il est vain d'essayer de fixer un rapport entre les circulations fiduciaires actuelles et leur valeur nominale or, car, à moins que les conditions dans le pays envisagé soient suffisamment favorables pour rendre cette fixation superflue, ce rapport ne pourrait se maintenir.

« Le retour à un étalon d'or effectif ou son institution exigerait, dans bien des cas, une déflation énorme et il est certain que la déflation, au cas où elle serait effectuée, devrait être entreprise progressivement et avec la plus grande prudence : autrement, il s'ensuivrait une perturbation dans le commerce et le crédit qui pourrait avoir des résultats désastreux.

« Nous ne pouvons recommander aucun essai de stabilisation de la valeur de l'or et nous doutons fort qu'une tentative de ce genre puisse réussir. Mais cette question pourrait très bien être soumise à la Commission dont nous parlerons plus loin, au cas où elle serait créée. »

Après avoir étudié la question et examiné les suggestions fréquemment faites qu'il y avait lieu de procéder immédiatement à une nouvelle étude des possibilités de stabilisation des monnaies afin d'aboutir à un accord international à ce sujet, le Comité financier est arrivé à la conclusion que le moment d'une action de ce genre n'est pas encore arrivé. La situation financière, économique et politique de beaucoup de pays est encore si instable, tant de pays sont encore dans l'impossibilité d'équilibrer leur budget et de faire face à leurs engagements sans avoir recours à de nouvelles émissions de monnaie, tant de facteurs d'incertitude subsistent encore, qu'il est prématuré, de l'avis du Comité financier, d'étudier la recommandation relative au moyen d'arriver à stabiliser les monnaies ; on ne peut actuellement que s'en tenir aux principes généraux posés par la Conférence de Bruxelles.

B. QUESTIONS EXAMINÉES PAR LE COMITÉ ÉCONOMIQUE.

1. Difficultés d'approvisionnement en matières premières.

Cette question a été soumise à l'examen du Comité en vertu d'une résolution du Conseil en date du 25 octobre 1920.¹ Le Comité vient d'achever un rapport qui a été adopté à l'unanimité et est soumis séparément au Conseil.

2. Concurrence déloyale.

Le Comité économique a examiné avec attention les réponses qui sont parvenues à la Section à son questionnaire du 12 janvier 1921, qui traite ce sujet. De l'avis de la Commission, ces réponses permettent de conclure qu'à première vue, il y a lieu de procéder à une enquête supplémentaire en vue d'arriver à fortifier les conventions internationales relatives à la protection de la propriété industrielle et aux fausses indications d'origine. En conséquence, le Comité s'est mis en rapport avec les Bureaux internationaux réunis de la propriété industrielle, littéraire et artistique. C

¹ Voir *Journal Officiel*, 1^{re} année, N° 8, pages 25-27.

6. *The Gold Question.*

The Financial Committee have given continued attention to the gold question, as contained in the resolutions passed by the International Financial Conference of Brussels, which were as follows :

" Without entering into the question whether gold is or is not the ideal common standard of value, we consider it most important that the world should have some common standard, and that as gold is, to-day, the nominal standard of the civilised world,

" It is highly desirable that the countries which have lapsed from an effective gold standard should return thereto.

" It is useless to attempt to fix the ratio of existing fiduciary currencies to their nominal gold value, as, unless the conditions of the country concerned were sufficiently favourable to make the fixing of such ratio unnecessary, it could not be maintained.

" The reversion to, or establishment of, an effective gold standard would, in many cases, demand enormous deflation, and it is certain that such deflation, if and when undertaken, must be carried out gradually and with great caution, otherwise the disturbance to trade and credit might prove disastrous.

" We cannot recommend any attempt to stabilise the value of gold, and we gravely doubt whether such attempt could succeed, but this question might well be submitted to the Committee to which we refer later, if it should be appointed."

After examining the question and taking into consideration suggestions which are being made that the possibility of a stabilisation of currencies should be reconsidered at once with a view to some international agreement on the subject, the Financial Committee have arrived at the conclusion that the time is not yet ripe for any such action. The conditions— financial, economic and political -- of many countries in the world are so unstable, there are so many countries which are still unable to cover their budgets and to meet their engagements without recourse to new issues of currency, and so many uncertain factors remain for settlement, that, in the view of the Financial Committee, it is premature to recommend any method of arriving at stabilisation of currency other than adherence to the general principles laid down by the International Financial Conference of Brussels.

B. QUESTIONS EXAMINED BY THE ECONOMIC COMMITTEE.

1. *Difficulties in the Supply of Raw Materials.*

Upon this question, which has been referred to the Committee by a resolution of the Council dated October 25th, 1920,¹ the Committee have completed a unanimous report, which is being submitted to the Council in separate form.

2. *Unfair Competition.*

The Economic Committee have carefully considered the replies which have been received by the Section of their Questionnaire of January 12th, 1921, which dealt with this subject. In their opinion, these replies warrant the conclusion that there is a *prima-facie* case, requiring further investigation, for strengthening the International Conventions relating to the protection of industrial property and to false indications of origin. The Committee have accordingly placed themselves in communication with the *Bureaux internationaux réunis de la Propriété industrielle, littéraire*

¹ See *Official Journal*, 1st Year, No. 8, pages 25-27.

organisme international a été établi en vertu des conventions précitées, en vue de la Conférence qui doit avoir lieu à La Haye en 1922 ou 1923, dans le but d'étudier les amendements à apporter aux dites conventions. Après avoir consulté le premier vice-directeur du bureau, M. Röthlisberger, le Comité a décidé de continuer l'examen de la question lors de sa prochaine session, dans le but de formuler des recommandations définitives.

3. *Unification des législations au sujet des lettres de change.*

Le nombre des réponses au questionnaire, que le Comité a adressé aux gouvernements en avril dernier ¹, qui ont été reçues jusqu'ici est insuffisant pour permettre au Comité de faire une recommandation quelconque à la présente session. Le Comité a adressé une lettre aux gouvernements qui n'ont pas encore répondu, pour les prier de faire en sorte que les réponses puissent être reçues à une date rapprochée. Un sous-comité a été constitué pour continuer l'examen de la question et faire un rapport au Comité lors de sa prochaine session.

4. *Méthodes commerciales en ce qui concerne l'instabilité des changes.*

Le Comité a décidé d'étudier les différentes méthodes commerciales pratiquées dans les divers pays, en vue d'obvier aux risques provenant des fluctuations du change. Le Comité a nommé des rapporteurs qui examineront ensemble la question et feront leur rapport lors de la prochaine réunion du Comité.

C. QUESTIONS EXAMINÉES EN SÉANCE PLÉNIÈRE.

1. *Proposition du Gouvernement belge concernant l'Institut international de Commerce.*

Le Conseil, saisi d'une proposition du Gouvernement belge à l'effet de faire adopter l'Institut international de Commerce comme organe de documentation économique de la Société des Nations, a chargé la Commission provisoire économique et financière de donner son avis sur cette question. (Résolution du Conseil du 27 juin 1921) ¹.

La Commission a examiné avec la plus grande attention la proposition du Gouvernement belge et est arrivée aux conclusions suivantes :

La demande de reconnaissance présentée par l'Institut international de Commerce, à Bruxelles, pose un cas particulier du problème général relatif au travail de statistique de la Société des Nations.

Ce bureau n'est pas, strictement parlant, une institution internationale établie en vertu d'une convention internationale ; il peut cependant, dans une certaine mesure, être considéré comme un bureau international officiel, car il a été créé par l'Union interparlementaire et ses ressources financières proviennent de subventions des divers Etats (au nombre de dix-sept) qui lui ont donné leur adhésion. Mais nous estimons que sa demande de reconnaissance ne saurait être prise en considération par la Société des Nations tant que n'aura pas été déterminée la nature véritable de ses relations avec le Bureau international de Statistique commerciale, dont le siège est également à Bruxelles, qui a été créé par la Convention internationale de 1913, mais qui ne fonctionne pas encore activement. Si ces relations étaient nettement définies, peut-être au moyen d'une fusion des deux institutions en un seul organisme, qui tirerait de la Convention de 1913 son statut international ; si, d'autre part, la nature des statistiques réunies par le nouvel organisme était nettement définie et limitée, la Société des Nations pourrait peut-être alors s'en rapporter à lui pour présenter des statistiques commerciales selon une classification uniforme.

¹ Voir *Journal Officiel*, II^e année, N^o 3, pages 288-290.

² Voir *Journal Officiel*, II^e année, N^o 7, page 761.

et artistique, which is the international bureau established by these Conventions, in view of the Conference which they understand will meet at the Hague in 1922 or 1923 to consider amendments to the above Conventions. The Committee have had the advantage of a conference with the first Vice-Director of the Bureau (Professor Röthlisberger), as a result of which they propose to continue their examination of the subject at their next session, with a view to formulating definite recommendations.

3. *Unification of Legislation regarding Bills of Exchange.*

The number of replies which have hitherto been received to the questionnaire which the Committee addressed to the Governments last April ¹ is insufficient to enable the Committee to make a recommendation at their present session. The Committee have addressed a letter to those Governments which have not replied, asking that replies may be received at an early date, and have appointed a Sub-Committee to continue the study of the question and report at the next session.

4. *Commercial Methods in relation to the Instability of the Exchanges.*

The Committee have decided to examine the various commercial methods which are in use in different countries to mitigate the risks occasioned by the instability of the exchanges, and have appointed rapporteurs to study the subject in collaboration and report to the next session of the Committee.

C. QUESTIONS EXAMINED AT A JOINT SESSION.

1. *Proposal of the Belgian Government regarding the International Institute of Commerce.*

The Council, having received a proposal of the Belgian Government that the International Institute of Commerce should be considered as the organ of economic documentation of the League of Nations, have requested the Provisional Economic and Financial Committee to advise upon this matter (Council resolution of June 27th, 1921).²

The Committee have most carefully examined the Belgian Government's proposal and have arrived at the following conclusions:

The request for recognition received from the International Institute of Commerce at Brussels raises a particular case of the general question of the statistical activities of the League of Nations.

While this particular bureau is not strictly an international body established by international convention, it has certain claims to be regarded as an official international bureau, having been established by the Inter-Parliamentary Union, and relying as it does for its funds on grants by the States (some 17 in number) which have adhered to it. But we think it is premature to consider its recognition by the League of Nations until its precise relations to the International Bureau of Commercial Statistics, also at Brussels, established by International Convention in 1913, but not as yet actively at work, have been defined. If this relationship were cleared up, possibly by amalgamation of the two, and the nature of the statistics for which the amalgamated body was responsible (which would presumably derive its international status from the Convention of 1913) were strictly defined and limited, it might then be possible for the League of Nations to rely on it for commercial statistics drawn up on a uniform classification.

¹ See *Official Journal*, 2nd Year, No. 3, pages 288-290.

² See *Official Journal*, 2nd Year, No. 7, page 761.

La Commission estime, en outre, que les Etats Membres de la Société pourraient peut-être s'opposer à la reconnaissance d'un bureau international auquel tous les Etats Membres de la Société n'ont pas accordé leur adhésion, dans le cas où, par suite de cette reconnaissance, ce bureau se verrait confier quelques-unes des attributions normales de la Société.

En dehors de ces considérations, il semblerait nécessaire de pousser plus loin l'étude de la question générale du travail de statistique de la Société des Nations, avant de prendre une décision définitive au sujet de la reconnaissance d'un bureau de statistique quelconque. Bien que la question des statistiques ait été étudiée par une Commission spéciale, il n'existe pas, à notre connaissance, de décision faisant autorité quant à l'étendue et à la nature des statistiques dont la Société des Nations doit s'occuper. Ceci est une question très vaste ; son examen entraînerait des considérations étrangères aux travaux de la Commission économique et financière provisoire et nous n'essaierons pas de la traiter ici.

Au point de vue de la Commission économique et financière provisoire, nous sommes, cependant, enclins à penser que, en raison du peu de temps dont dispose le Secrétariat et par suite des dangers qui guettent les efforts trop ambitieux dans le domaine des enquêtes statistiques, il serait peut-être opportun de restreindre le travail de statistique de la Société des Nations à ce qui est indispensable pour le travail courant. Nous doutons qu'il soit désirable de créer une section statistique spéciale au sein du Secrétariat, car il y a de grands avantages à ce que chaque section conserve la responsabilité de ses propres statistiques, et tout double emploi pourra facilement être évité par une collaboration entre les membres des diverses sections et l'institution d'une commission restreinte de statistique, représentant chacune des sections ayant à traiter cette question et à laquelle il serait utile que chaque section correspondante du Bureau du Travail soit représentée.

Pour tout contrôle supplémentaire technique des méthodes statistiques employées, on fera appel en premier lieu aux sous-commissions statistiques des différentes commissions, qui seraient invitées à se réunir, pour toutes les questions d'intérêt commun. Le Bureau international du Travail sera invité à se faire représenter à ces réunions. Le contrôle statistique exercé par les commissions, par l'intermédiaire de leurs sous-commissions, devrait à notre avis, devenir plus rigoureux et plus uniforme qu'il ne l'a été jusqu'à présent. Par exemple, le Secrétariat ne devrait, en aucune circonstance, envoyer de questionnaire, ou charger un de ses spécialistes d'une enquête statistique, sans l'avis et la sanction de la commission compétente.

Si l'expérience montrait à l'avenir qu'il y a lieu de prévoir des dispositions supplémentaires, en vue d'uniformiser et d'améliorer les méthodes statistiques du Secrétariat, le Conseil pourrait peut-être examiner l'opportunité d'instituer un comité très restreint de statisticiens indépendants. Nous n'estimons pas, toutefois, que la création de ce comité soit une question urgente.

En ce qui concerne le programme général, nous nous bornerons à énoncer les principes suivants, à notre avis, doivent guider la Société des Nations dans son travail de statistique, pour ce qui regarde les questions économiques et financières, à savoir :

1. Il n'est pas désirable que la Société des Nations se charge d'un travail statistique original, sauf pour des objets précis et selon des instructions des organes complétents de la Société.
2. Toutefois, chaque Commission devra confier à son propre Secrétariat le soin de recueillir les statistiques officielles (ou, à défaut, les statistiques non officielles) concernant son travail.
3. Au cas où ces statistiques seraient publiées, la Société des Nations ne devra pas prendre la responsabilité des chiffres donnés. Elle indiquera d'une façon précise les sources d'où ils proviennent.

2. Propositions des gouvernements pour l'amélioration du « Bulletin mensuel de statistique ».

La Commission a étudié les différentes propositions d'amélioration du *Bulletin mensuel de statistique financière et économique*. A l'exception de la proposition de l'Afrique du Sud, tendant à ce que les statistiques relatives à la production et à l'exportation de l'or y figurent, la Commission ne recommande l'adoption immédiate d'aucune des propositions faites. Il sera préférable, pense-t-elle, de continuer la publication sous la forme présente, sans changement, pendant un certain temps, avant d'introduire de nouvelles questions ou de changer les tableaux existants. La Commis-

The Committee are further of the opinion that Member States might well object to the recognition of an international bureau to which all Member States have not adhered, if such recognition involves the execution by that bureau of any of the normal functions of the League.

Apart from these considerations, however, it would appear to be necessary that the general question of the statistical activities of the League of Nations should be advanced further before a final decision with reference to the recognition of any statistical bureau is reached. Although the question of statistics has been studied by a special Commission, there is not, so far as we are aware, any authoritative decision as to the extent and nature of the statistics with which it is desirable that the League of Nations should concern itself. This is a wide question, a full examination of which would involve considerations which lie far outside the field of the Provisional Economic and Financial Committee, and we do not attempt to deal with it here.

So far as the Provisional Economic and Financial Committee are concerned, we are, however, inclined to the opinion that, in view of the heavy demands on the time of the Secretariat and of the dangers that lurk in any ambitious efforts in the direction of statistical enquiry, it may prove desirable, for the present at any rate, to confine the statistical activities of the League of Nations within the limits of what is absolutely necessary for current work. We doubt whether it is desirable to establish a special statistical section within the Secretariat, as there are great advantages in making each section primarily responsible for its own statistical work, and overlapping can easily be obviated by friendly co-operation between members of the various sections and the creation of a small Statistical Committee, representing each of the sections responsible for statistics, on which it would be desirable that each corresponding section of the International Labour Office should be represented.

For any further technical supervision of statistical methods, we should rely primarily on the statistical sub-committees of the various committees, which should be encouraged to hold joint meetings for matters of common concern, at which the International Labour Office should be invited to be represented. The statistical control exercised by the committees through these sub-committees ought, in our opinion, to be made more strict and uniform than has hitherto been the case. For example, the Secretariat ought in no case to send out a questionnaire, or to entrust an expert officer with a statistical enquiry, without the knowledge and authority of the competent committee.

If future experience should indicate that still further provision is needed for standardising and improving the statistical methods of the Secretariat, the Council might perhaps consider the expediency of setting up a quite small committee of independent expert statisticians for the purpose. But, in our opinion, the appointment of such a committee is not a matter of urgency.

In regard to the wider question, we confine ourselves to stating the following principles, which should, in our opinion, guide the League of Nations in its statistical activities, so far as economics and finance are concerned, *viz* :

1. It is not desirable that the League of Nations should engage itself upon original statistical work, except for definite objects and upon the request of the competent organs of the League.
2. Every Committee, however, should entrust to their own secretariat the collection of official statistics (or, in their absence, private statistics) relating to their own work.
3. If these statistics are published, the League of Nations should not make itself responsible for such figures, but should give precise information with reference to their sources.

2. *Suggestions from Governments for Improvement of the "Monthly Bulletin of Statistics."*

The Committee have considered the various suggestions made for improving the *Monthly Bulletin of Financial and Economic Statistics*. With the exception of the South African proposal, that statistics of gold production and exports should be included, the Committee do not recommend that any of the proposals should be immediately adopted. It will be preferable to continue the present form unchanged for a time, before introducing new matter or changing existing tables. The Committee recommend, however, that the question of improving the existing form should be care-

sion recommande, cependant, que la question de l'amélioration de la forme existante soit étudiée avec soin par le Secrétariat, dans le but de soumettre des propositions à la Commission, à sa prochaine réunion.

Le Secrétariat pourrait également étudier si les propositions faites en vue d'introduire certaines statistiques d'ordre général — par exemple, celles concernant la population — ne pourraient pas recevoir satisfaction, en partie, par la publication annuelle d'un supplément spécial, ou par le moyen de renseignements supplémentaires ajoutés, par exemple, au numéro de janvier.

3. Organisation définitive économique et financière.

Le Conseil de la Société des Nations a, par sa résolution adoptée à la Session de Bruxelles en octobre 1920,¹ invité la Commission économique et financière provisoire à étudier l'ordre du jour de la prochaine conférence économique et financière et à présenter des propositions définitives en vue de la création, par la Société des Nations, d'un organisme économique et financier.

Sur le premier point, la Commission économique et financière provisoire, se référant à son rapport du mois de novembre 1920, estime, pour des raisons déjà énoncées par elle, qu'il n'y aura pas lieu de réunir, à une date rapprochée, une Conférence de caractère général, consacrée à l'étude d'ensemble des principales questions financières et économiques.

La possibilité doit, cependant, être réservée de provoquer des conférences consultatives sur des problèmes spéciaux, qui répondraient à des opportunités urgentes ou qui seraient motivées par des travaux de l'une ou de l'autre section. Il n'apparaît pas, cependant, que ces consultations soient de nature à exiger, dès maintenant, la création d'un organisme économique et financier définitif destiné à les préparer et, d'autre part, la composition de ces conférences consultatives sur des problèmes spéciaux ne les autoriserait pas à désigner les membres d'un organe définitif.

C'est pourquoi, en ce qui concerne l'organisation définitive économique et financière, la Commission croit devoir recommander au Conseil de ne pas prendre sur ce point une décision définitive. Les circonstances présentes montrent, en effet, qu'une solution trop rapidement adoptée ne pourrait conduire à de bons résultats et il semble absolument nécessaire, avant d'arriver à une conclusion pratique, de pouvoir disposer d'une expérience plus complète.

En conséquence, la Commission croit pouvoir recommander au Conseil de prolonger l'existence de l'organisation provisoire actuelle pendant une année. Il est probable que, à l'expiration de cette période, il sera possible d'établir les bases d'une organisation définitive avec des chances de succès.

Cependant, la Commission désire faire remarquer qu'elle n'a nullement l'intention de demander au Conseil de prolonger de cette manière le mandat qui a été confié à ses membres en novembre 1920.

En même temps qu'ils font connaître au Conseil leur opinion qu'il faut assurer la continuité des travaux entrepris, les membres de la Commission économique et financière provisoire, présents à la séance plénière du 7 septembre 1921, ont l'honneur de mettre leur mandat à la disposition du Conseil à compter du 31 décembre 1921. Ils feront connaître, d'autre part, cette décision à leurs collègues de la Commission qui n'ont pu assister à la dite séance.

4. Crédits de finition.

La Commission économique et financière provisoire a eu l'honneur de faire parvenir au Conseil le rapport de la Commission consultative des crédits de finition, en annexe au rapport de la Commission économique et financière provisoire, en date du 2 mars 1921.

Lors de leur réunion à Genève, les membres de la Commission consultative avaient résolu de faire une enquête dans certains milieux industriels et financiers en vue de se rendre compte des possibilités d'application pratique présentées par le système de crédits de finition.

fully examined by the Secretariat, with a view to suggestions being laid before their Committee at their next session.

The Secretariat might also, with advantage, consider whether the suggestion made for including certain general statistics, — *e.g.*, of population — might not be partly met by the issue annually of a special supplement, or supplementary matter, say, in the January issue.

3. *Constitution of the Definitive Economic and Financial Organisation.*

In the resolution adopted at the Brussels meeting in October, 1920,¹ the Council of the League of Nations requested the Provisional Economic and Financial Committee to study the Agenda for the next Economic and Financial Conference, and to submit definite proposals for establishing an economic and financial organisation of the League of Nations.

With regard to the first point, the Provisional Economic and Financial Committee refer to their report of November, 1920, and are of opinion that, for reasons which have already been stated, it would not be advisable to summon in the near future a conference of a general character devoted to the study of the principal economic and financial questions considered as a whole.

It is none the less necessary to reserve the possibility of initiating consultative conferences upon special problems, to meet urgent occasions or as arising out of the work of one or other section of the Committee, but it does not seem that such consultations are of a kind to require the creation, here and now, of a definitive economic and financial organ designed to prepare the ground for them. On the other hand, the composition of such consultative conferences dealing with special problems could not give them the authority to appoint the members of a definitive organ.

For this reason, therefore, as regards the definitive economic and financial organisation, the Committee would recommend to the Council not to take, for the moment, any final decision on this subject. Indeed, present circumstances go to show that any too hasty solution would not entail good results, and it seems absolutely essential that far wider experience should be available before any practical conclusion can be arrived at.

The Committee therefore recommend to the Council that the existing provisional organisation should be continued for another year, at the expiration of which period it will probably be possible to lay, with good chances of success, the foundations of a definitive organisation.

At the same time, it should be pointed out that the Committee do not invite the Council to prolong by such action the provisional mandate entrusted to the members in November 1920.

While, therefore, indicating to the Council their view that precautions should be taken to ensure a proper continuity for the work, the members of the Provisional Economic and Financial Committee present at the Joint Session of September 7th, 1921, have the honour to place their signatures at the disposal of the Council as from December 31st, 1921, and propose to communicate their decision to those of their colleagues who were unable to attend the session in question.

4. *Finishing Credits.*

The Provisional Economic and Financial Committee had the honour to present to the Council the report of the Advisory Committee on Finishing Credits annexed to the Economic and Financial Committee's report of March 2nd, 1921.

At their meeting in Geneva, the members of the Advisory Committee on Finishing Credits decided to enquire in industrial and financial circles in various countries, in order to ascertain to what extent the system was practically applicable.

¹ See *Official Journal*, 1st Year, No. 8, page 25.

La Commission économique et financière provisoire a examiné les résultats de cette enquête. Celle-ci paraît avoir démontré que, en pratique, il est peu probable qu'il se manifeste un courant d'opinion demandant l'application du système de crédits de finition. De plus, ce projet, qui mériterait une étude approfondie, ne paraît pas correspondre aux nécessités économiques actuelles et semblerait présenter d'insurmontables difficultés juridiques.

Genève, 12 septembre 1921.

ANNEXE.

RAPPORT AU COMITÉ FINANCIER PAR L'ORGANISATEUR DES CRÉDITS INTERNATIONAUX.

1. Le présent rapport couvre une période de cinq mois et demi, c'est-à-dire depuis le milieu de mars, époque à laquelle j'ai commencé ce travail, jusqu'à la fin d'août.

2. Pendant la première moitié de cette période, mon temps a été presque entièrement occupé par la question autrichienne. Comme cette affaire est bien connue du Comité et comme la responsabilité principale n'en incombe pas à moi, je n'essaierai pas de traiter ici cette question, si ce n'est pour m'y référer plus tard, dans la mesure où elle intéresse le développement général du projet de crédits internationaux.

3. Outre ce que je viens d'exposer, j'ai exécuté les diverses tâches qui m'avaient été confiées d'après le rapport de la Commission économique et financière provisoire, adopté par le Conseil le 14 décembre 1920.

Ainsi qu'il est dit dans ce rapport, les fonctions primordiales de l'organisateur sont les suivantes :

- a) préparer les statuts de la Commission internationale ;
- b) préparer l'organisation détaillée du projet sous ses divers aspects, y compris la préparation des formulaires d'obligations et de bons, etc., en prenant, s'il y a lieu, conseil d'un homme de loi ;
- c) examiner de quelle façon le projet peut être employé en conjonction avec les organismes similaires existant dans d'autres pays (par exemple : le projet de crédits à l'exportation dans le Royaume-Uni, la loi Edge aux États-Unis) ;
- d) se rendre compte de la mesure dans laquelle les pays emprunteurs utiliseront le projet ;
- e) donner un avis au sujet de l'organisation exécutive qui devra être mise sur pied en évaluant les frais qu'elle entraînera, frais qui devraient être couverts en touchant une commission sur les opérations effectuées, si le projet est mis en application.

L'œuvre qui a été accomplie, comme suite à ces diverses instructions, peut être résumée en ces termes :

I. Organisation générale.

Le plan pour l'organisation générale et les rouages administratifs a été élaboré d'une façon aussi complète qu'il est possible à présent.

Des formules types des documents légaux, qui seront nécessaires pour l'exécution du projet, ont été préparées (ceci s'applique aux paragraphes a), b) et c) du rapport du Comité). Mon organisation a prouvé qu'elle était à même de mener ce travail à bien, jusqu'à présent, et la somme qui a été dépensée jusqu'ici est bien en dessous du budget prévu pour la première année (10.000 livres sterling).

The Committee have examined the results of this enquiry. In their opinion, it has shown that there is unlikely to be, in practice, a demand for the application of a system of finishing credits, that the proposal, although well worthy of investigation, must be considered not to correspond to actual economic needs and to involve insuperable difficulties of a legal character.

Geneva, September 12th, 1921.

ANNEX.

REPORT TO THE FINANCIAL COMMITTEE FROM THE ORGANISER OF INTERNATIONAL CREDITS.

1. The period covered by this report is five and a-half months, from the middle of March, when I commenced my work, till the end of August.

2. During the first half of this period, my own time was almost entirely occupied with the Serbian question. As this matter is well known to the Committee, and as the main responsibility for the work does not rest with me, I make no attempt to deal with it further in this report, except to refer later to its significance as regards the whole development of the International Credits scheme.

3. Apart from the above, I have carried out the duties laid down in the report of the Provisional Economic and Financial Committee, which was adopted by the Council on December 1st, 1920.

According to this, the first duties of the Organiser were to :

- (a) prepare a constitution for the International Commission ;
- (b) work out the details of the scheme in all its bearings, including the preparation, with advice where necessary, of forms of bonds, pledges, etc. ;
- (c) consider how far the scheme can be worked in conjunction with services existing in various countries (*e.g.*, Export Credits Scheme in the United Kingdom ; Edge Act in U.S.A.) ;
- (d) make enquiries as to how far borrowing countries are likely to avail themselves of the scheme ; and
- (e) advise on the executive organisation likely to be required, with an estimate of the cost of which, if the scheme eventually becomes effective, should be covered out of the proceeds less reasonable charges for commission.

The work under these headings may be summarised as follows :

I. General Organisation.

The plan for general organisation and administrative machinery has been completed as far as possible at the present stage.

Standard forms of the legal documents which will be required for working the scheme have been prepared (this covers paragraphs (a), (b) and (c) from the Committee's report). My own organisation has proved adequate for dealing with the work till now, and the rate of my expenditure has been well within the estimated amount (£10,000) for the first year.

II. *Projet de crédits à l'exportation, loi Edge, etc.*

J'ai examiné soigneusement les sujets traités par le paragraphe c) ci-dessus. Je me suis tenu en contact étroit avec le département auquel avait été confié le projet de crédits à l'exportation du Royaume-Uni et dont le développement dépend, dans une large mesure, de la possibilité d'obtenir un gage comparable à celui des bons ter Meulen. En ce qui concerne la loi Edge, j'espère de bons résultats du voyage que je compte faire aux Etats-Unis, pour assister à la réunion de l'Association des banquiers américains dont il est question ci-dessous.

III. *Enquêtes sur l'attitude des pays emprunteurs (paragraphe d).*

Le Comité financier a décidé que, en principe, il n'était pas désirable que moi-même, mon personnel, nous nous rendions dans des pays qui pourraient devenir des emprunteurs éventuels tout au moins jusqu'à ce que nous ayons reçu une demande officielle à cet égard. J'ai donc recouru à d'autres moyens pour entrer en rapport avec ces pays : j'ai écrit à tous les gouvernements qui pouvaient s'intéresser au projet et j'ai eu des entrevues avec leurs ministres ou attachés commerciaux à Londres, ainsi qu'avec des représentants des firmes commerciales établies dans les pays en question ou faisant des affaires avec eux. Le résultat est que j'ai pu me tenir au courant de la situation de ces pays et j'ai reçu de plusieurs gouvernements des communications qui montrent un intérêt fort sérieux qu'ils prennent au projet.

D'après les renseignements que je possède, je puis conclure que les gouvernements ne retarderont l'application du projet que s'ils sont convaincus d'abord que des crédits seront véritablement mis à leur disposition, sur le dépôt d'obligations, et, ensuite, que l'opinion publique, dans leurs pays, approuvera leur action.

IV.

En conséquence, j'ai, outre le travail que je viens d'exposer, pris des mesures pour donner une publicité générale au projet et pour que les exportateurs et les banquiers, dans les principaux pays « prêteurs », le considèrent avec faveur. Une grande partie de ce travail a été accomplie à des résultats satisfaisants. Nous avons préparé une brochure explicative en plusieurs langues, elle a été distribuée à la presse. En même temps, je me mettais moi-même en communication avec toutes les firmes et organisations commerciales importantes de tous les pays que notre projet pouvait intéresser. De plus, des articles explicatifs ont été publiés et des discours ont été prononcés dans plusieurs réunions publiques.

Dans le même but, j'ai tiré parti de deux conférences internationales importantes — la Conférence mondiale du coton, tenue à Manchester et Liverpool dans la première partie de l'année, et le Congrès international de la Chambre de Commerce, tenu à Londres à la fin de juin. A ces deux réunions assistaient d'importantes délégations d'hommes d'affaires. Une circonstance encourageante fut l'attitude des délégués des Etats-Unis qui, dans chaque cas, avaient l'intention de présenter un projet personnel. Après avoir examiné le projet ter Meulen, ils se déclarèrent convaincus de ses mérites supérieurs et se rendirent compte de l'avantage inappréciable qu'il y aurait à établir un projet type accepté par tous les pays. Dans les deux cas, des résolutions favorables au projet furent adoptées à l'unanimité (voir Appendice). Le résultat fut que je reçus et acceptai, avec l'approbation du Sous-Comité pour les crédits internationaux du Comité financier, une invitation à aller expliquer notre projet à la réunion de l'Association des banquiers américains, qui doit avoir lieu en octobre. Tous les banquiers importants des Etats-Unis font partie de cette association.

J'aurai ainsi l'occasion la plus propice pour mener à bien cette partie de mon travail. J'attache la plus grande importance à ce voyage, parce que je crois fermement que le projet ne peut atteindre son plein développement, en tant qu'il doit servir à aider les pays pour le relèvement desquels il a été conçu, si les banquiers américains ne se déclarent prêts à ouvrir des crédits sur la garantie d'obligations ter Meulen.

II. *Export Credits Scheme, Edge Act, etc.*

I have also carefully considered the matters covered by paragraph (c), above. I have kept in close touch with the department administering the British Export Credits Scheme, the development of which largely depends on the availability of such a security as would be provided by Ter Meulen bonds. As regards the Edge Act, I am hopeful of results from my proposed visit to the American Banker's Association, referred to below.

III. *Enquiries as to the Attitude of Borrowing Countries* (paragraph (d)).

The Finance Committee, having decided that it was, in principle, undesirable for myself or my staff to pay personal visits to possible borrowing countries until an official application had been received from them, I was limited to other methods of approach. I have communicated by letter with all Governments which may possibly be interested, and have interviewed their Ministers and Commercial Attachés in London, as well as representatives of firms doing business in or with the countries concerned. As a result, I have kept in close touch with the situation in these countries, and I have had communications from various Governments, showing that they are seriously considering the scheme.

At the same time, my conclusion, from the evidence obtained, is that Government, before proceeding for the scheme, must be convinced, first, that credits will really be provided on the security of the bonds, and, secondly, that public opinion in their own country will support their action.

IV.

Accordingly, in addition to the work outlined above, I have taken steps to achieve general publicity for the scheme, and to secure its favourable consideration by exporters and bankers in the main "lending countries". A great deal of work has been done in both directions with satisfactory results. An explanatory pamphlet was prepared in several languages and circulated to the countries concerned, while I have communicated with all important firms and commercial organisations in all countries likely to be interested. Further, explanatory articles have been published, and various public meetings have been addressed.

For this purpose, too, I was fortunately able to take advantage of the occasion of two very important International Conferences: the World's Cotton Conference held at Manchester and London in the first half of June, and the Congress of the International Chamber of Commerce in London at the end of June. Both these Congresses were attended by strong delegations of representative business men, and an encouraging feature was the action of the delegates from the U.S.A. In each case, the American delegates arrived with a scheme of their own, which they had tried to recommend, but in each case, on examination, they became convinced of the superiority of the Ter Meulen scheme, while they fully appreciated the great value of establishing some standard scheme of this kind which should be understood and accepted in all countries. Favourable resolutions (see Appendix) were unanimously passed on both occasions. As a result, I received with the approval of the International Credits Sub-Committee of the Financial Committee, an invitation to explain the scheme at the annual Convention, to be held in October, of the American Bankers' Association—an Association of which all the leading banks of the U.S.A. are members.

This will provide me with exactly that opportunity which I require to complete this side of my work. I regard it, in fact, as being of the most vital importance, for I feel that the scheme will not realise its full development as an instrument for helping the countries for whose assistance it was designed, unless American bankers are ready to finance credits given against Ter Meulen bonds.

V. Ligne de conduite future.

Dans le but de recommander une ligne de conduite pour l'avenir, il est nécessaire d'examiner si le projet répond aux nécessités actuelles de la situation économique et de quelle manière l'objectif peut être atteint.

Cette situation a changé depuis la Conférence de Bruxelles. Malheureusement, si on l'examine dans son ensemble, elle ne s'est pas améliorée. Les éléments principaux sont encore le manque de pouvoir d'achat en Europe et l'instabilité des changes ; on le voit, il est urgent de prendre des mesures spéciales. D'un autre côté, si l'on prend en considération la situation des pays de l'Europe pour l'assistance desquels le projet a été conçu, on peut noter certains faits dignes d'intérêt. Premièrement, le commerce et la production de ces pays se sont relativement améliorés, en comparaison de ceux d'autres pays. Deuxièmement, tandis que l'industrie privée de ces pays fait preuve d'amélioration, leurs finances publiques sont de moins en moins bonnes et, dans certains cas, trouvent même dans un état désespéré. Naturellement, ces conditions varient d'après les différents pays, mais telles sont, en résumé, les grandes lignes de la situation. A mon avis, la prospérité relative de l'industrie est, dans certains cas, au moins, un symptôme trompeur. Cette situation dépend en effet, des avantages artificiels dont jouissent certaines industries locales, à cause de l'inflation monétaire et aussi parce que les importateurs peuvent obtenir les matières premières dans des conditions plus favorables qu'ils ne le pourront, lorsque les stocks invendus qui existent dans le monde seront liquidés. Toutefois, il est un fait certain, c'est qu'on ne peut s'attendre, en ce moment, à une grande amélioration comme conséquence du fait que des crédits privés seraient facilités. Par conséquent, autant qu'il est permis d'en juger, les commerçants et industriels qui présentent des garanties peuvent se procurer sans difficulté les crédits restreints dont ils ont besoin dans les circonstances présentes. Ce n'est certainement pas un seul système qui remettra les choses au point, mais je suis convaincu, néanmoins, que si le projet ter Meulen est bien appliqué, il pourra avoir une excellente influence. Pour cela il faut qu'il puisse être employé, d'abord, pour servir de base à ce qu'on pourrait appeler « crédits de reconstruction » et, ensuite, pour aider les pays, dont les difficultés sont les plus grandes, à adopter de nouveau un programme de finances nationales établi sur des bases solides. Le projet ter Meulen peut recevoir ces deux applications.

La première aurait pour but de garantir les crédits nécessaires pour l'amélioration des moyens de transport dans le sens le plus large et, dans certains cas spéciaux, pour se procurer ce qui est nécessaire à la production agricole. Ces crédits seraient accordés principalement aux Gouvernements eux-mêmes et leur combinaison aurait pour effet d'accroître la production et de faciliter le commerce, ce qui aurait une répercussion favorable sur le pouvoir d'achat.

En ce qui concerne le second objectif, c'est-à-dire la réforme des finances publiques, il est clair que l'application du projet ter Meulen doit avoir une influence favorable. S'il n'en était ainsi, il ne serait pas possible d'évaluer en or les revenus payés en monnaie locale. Pareille réforme financière aura comme effet d'éliminer au moins une des causes de l'instabilité des changes, c'est-à-dire l'inflation mise en pratique par les gouvernements. Ce sera un grand pas accompli vers le rétablissement des affaires normales.

Si on l'examine de cette façon, le projet ter Meulen peut trouver son application de différentes manières. D'une part, comme c'est le cas pour l'Autriche, il peut être utilisé simplement pour trouver des fonds qui permettront au gouvernement de traverser la période de transition inévitable pour mettre à exécution les réformes destinées à assurer l'équilibre du budget, et ce sans recourir à l'inflation. D'un autre côté, le projet peut être utilisé pour aider un gouvernement à se procurer des fonds, qui seront employés seulement pour des dépenses productives, telles que l'amélioration des chemins de fer. Naturellement, une combinaison de ces applications est possible.

Un des facteurs essentiels est le rôle qu'est appelée à jouer la Société des Nations dans la mise à exécution du projet. Par l'intermédiaire d'un rouage tel que la Commission internationale dont la création est projetée, la Société a à sa disposition un organisme impartial revêtu de l'autorité nécessaire et, en même temps, en dehors des préoccupations politiques. Cet organisme pourra fortifier la position d'un gouvernement en tant qu'il sera chargé de mettre à exécution un programme de réforme financière difficile et qu'il devra surveiller l'administration des revenus ou d'autres biens constitués en garantie, d'une manière qui inspirera confiance aux prêteurs, sans, toutefois, toucher au droit souverain du gouvernement emprunteur.

V. *Future Policy.*

In order to frame recommendations as to the future, it is necessary to consider if, and in what way, the scheme can be used to meet the actual needs of the present economic situation.

This situation has changed since the Brussels Conference, but, taking the whole world into consideration, it has certainly not improved. The lack of purchasing power in Europe, and the instability of exchanges, are still the main disturbing factors, and the need for some special action is still urgent. On the other hand, looking at those European countries for the assistance of which the scheme was mainly designed, certain outstanding developments may be noted. First, the general condition of trade and production in these countries has improved relatively to that in other countries. Secondly, while private industry in these countries shows signs of improvement, the state of their public finances has steadily deteriorated, and is, in some cases, already desperate. Conditions, of course, vary in different countries, but these are the main features of the situation. My own opinion is that, in certain cases at least, the comparative prosperity in industry is a misleading symptom, depending partly on artificial advantages enjoyed by local industry at a certain stage of currency inflation, and partly on the fact that, owing to the existing surplus of unsold goods in the world, importers are temporarily able to obtain raw materials on easier terms than can be anticipated when these abnormal conditions no longer exist. The fact, however, remains that at the present stage no great improvement can be expected as a result solely of providing special facilities for private commercial credits. Private traders and manufacturers of substance are apparently getting, without difficulty, the limited credits which they can safely handle under existing conditions. It is therefore necessary to ask what is required to improve these conditions. No single scheme can deal with all the factors required for this, but I am convinced that a proper application of the Ter Meulen scheme might have an important influence on starting a movement in the right direction. This will be so if it is used, first, as a basis for what may be called "Reconstruction credits", and, secondly, as a means for assisting those countries whose difficulties are greatest to adopt a sound programme of national finance. Both these methods of application are within the scope of the scheme.

The first would cover credits required for improvement of transport conditions in the widest sense, and also for such special purposes as the supply of all requisites for improving agricultural production. Such credits would be chiefly to Governments themselves. Their combined effect would be to increase production and facilitate trading, with a consequent growth in purchasing power.

As regards the second objective — namely, reform in public finance — it is clear that the application of the Ter Meulen scheme must necessarily lead in this direction. For, unless this is so, no reliable assessment of the gold value of revenues paid in the local currency would be possible. Such reforms will tend to eliminate at least one of the causes of instability of exchanges rates — namely, inflation by Governments — and thus help to restore sound conditions for trading.

Looked at from the above point of view, the scheme may be applied in various ways. On the one hand, it may be used, as in the case of Austria, merely to provide funds to enable a Government to carry on, without further currency inflation, during the transitional period necessary to work out reforms designed to produce a balanced budget. On the other hand, it may be used to provide a Government with funds to expend solely on useful and productive work such as railway improvements. Or, again, a combination of these applications is possible.

The essential feature in any application is the function of the League of Nations in connection with it. The League, through an organisation such as the proposed International Commission, should provide an impartial body with the necessary authority, but free from political bias, which should strengthen the hands of a Government in carrying through a difficult programme of financial reform, and which can watch the administration of the pledged revenues or assets in a way which should inspire confidence in the minds of lenders, without interfering with the sovereignty of the borrowing Government.

Les négociations qui sont en cours avec l'Autriche ne sont pas encore achevées, mais, dans leur état actuel, elles suffisent à démontrer combien est précieux cet élément de la situation que la Société des Nations peut seule apporter.

En attirant l'attention sur les aspects du projet que je viens d'exposer, je n'ai pas perdu de vue son utilité au point de vue des crédits commerciaux.

VI.

Comme conclusion, je désire déclarer avec force que mes travaux m'ont convaincu que le projet ter Meulen peut devenir un facteur important pour assurer le retour à des conditions économiques normales.

En même temps, il faut reconnaître que son succès pratique dépend, dans une large mesure, des résultats des négociations avec l'Autriche. Il est vrai de dire qu'en ce qui concerne l'Autriche les difficultés sont exceptionnelles et que le plan de reconstruction prévu pour l'Autriche n'est pas une application absolue du projet ter Meulen. En effet, dans le cas qui nous occupe, les crédits seront donnés directement au gouvernement, ce qui ne permettra pas la double garantie qui existe lorsque les obligations garantissent des crédits privés. Néanmoins, d'autres pays considèrent que l'exemple de l'Autriche sera un cas typique. Le succès du projet en Autriche encouragera d'autres pays à demander à la Société des Nations les services qu'elle est désireuse de leur rendre en ce qui concerne les crédits internationaux.

Je suis convaincu que si l'on peut arriver à mettre à exécution le projet en Autriche d'une manière satisfaisante et s'il devient évident que les prêteurs estiment que les bons ter Meulen constituent une garantie suffisante, nous ne tarderons pas à recevoir des propositions de la part d'autres pays.

C'est pour ce motif que je crois qu'il faut attendre à présent les résultats de notre action en Autriche et que le meilleur travail que je puisse faire en ce moment est d'expliquer le projet aux banquiers américains, dans l'espoir qu'ils y trouveront un moyen de donner du crédit aux pays pour l'assistance desquels le projet a été conçu.

16 septembre 1921.

APPENDICE.

1. *Résolution adoptée à la Conférence universelle du coton (juin 1921).*

La Conférence, tout en reconnaissant qu'il existe déjà divers projets de crédits et que d'autres sont en voie d'élaboration, estime qu'actuellement le projet le plus propre à encourager les exportateurs étrangers à importer dans des pays appauvris est celui connu sous le nom de projet ter Meulen. Elle prie instamment tous ceux qui s'occupent de l'industrie du coton et qui s'y intéressent financièrement d'utiliser le projet ter Meulen toutes les fois et partout où il sera appliqué.

En conséquence, la Conférence, à l'unanimité, émet le vœu que les exportateurs de marchandises à destination des pays appauvris d'Europe prient instamment les importateurs des dits pays d'engager leurs gouvernements respectifs à demander l'autorisation d'émettre des bons ter Meulen.

2. *Résolution adoptée au Congrès de la Chambre internationale de Commerce (juin 1921).*

Ce Congrès reconnaît la nécessité d'ouvrir, sous les auspices des gouvernements, des crédits destinés à la reconstitution des pays d'Europe, dévastés et appauvris.

A cet effet, le Congrès est prêt à appuyer le projet ter Meulen, tel qu'il a été modifié et appliqué par la Commission économique et financière provisoire de la Société des Nations.

De plus, le Congrès préconise la création de Comités permanents d'hommes d'affaires et de banquiers, dans tous les pays intéressés, pour procurer tous les renseignements et prêter toute l'aide désirable dans le choix des crédits et des participations.

The negotiations in connection with Austria, though incomplete, have gone far enough to demonstrate the great value of this element which the League of Nations alone can supply.

In calling special attention to the above aspects of the scheme, I have not lost sight of its possible value for supporting commercial credits.

VI.

In conclusion, I wish to emphasise that, as a result of my practical work in connection with the scheme, I am more than ever assured that it is capable of becoming an important instrument in helping the recovery of normal economic conditions.

At the same time, it must be recognised that practical success depends very largely on the development of the Austrian negotiations. It is true that the difficulties with regard to Austria are unique, and the plan proposed is not an application of the Ter Meulen scheme in its fullest sense, inasmuch as the credits will be given in this case direct to the Government, and therefore the double security involved in the use of the bonds as collateral for private credits will be lacking. Nevertheless, other countries are watching this action as a "test case". If the scheme finds application in this case, it will undoubtedly be an encouragement to others to avail themselves of the services which the League is willing to offer in connection with International Credits.

I am, however, convinced that if the Austrian plan is satisfactorily inaugurated, and if it is clear that those who are in a position to grant credits will look favourably on the bonds as security, applications from other countries will be forthcoming.

It is for this reason that I think that at the present stage, while awaiting definite results with regard to Austria, the most useful work which I can do is to explain the scheme to American bankers, in the hope that through it they may find a way of giving credits to the countries for whose assistance it was designed.

September 16th, 1921.

APPENDIX.

(1) *Resolution passed at the World's Cotton Conference (June 1921).*

While the Conference recognises the existence of various credit schemes and the contemplated operation of other schemes, it is of opinion that at the present moment the scheme which offers the best instrument for promotion of imports into impoverished countries by exporters in other countries is that known as the Ter Meulen scheme, and urges all engaged in the cotton industry, and in the financing of it, to avail themselves of the Ter Meulen scheme where and wherever it is established.

They accordingly unanimously recommend that exporters to impoverished European countries should urge importers in these countries to induce their respective Governments to apply for approval of the issue by them of Ter Meulen bonds.

Resolution passed at the Congress of the International Chamber of Commerce (June, 1921).

That this Congress recognises the necessity of the establishment, under Government auspices, of credits for the reconstruction of the devastated and impoverished countries of Europe.

To this end the Congress is prepared to support the Ter Meulen scheme as modified and put into operation by the Provisional Economic and Financial Committee of the League of Nations.

Further, this Congress advises the establishment of permanent committees of business men and bankers in all the countries affected, to furnish all information and to lend all assistance in the choice of credits and participations.

Résolutions adoptées par le Conseil le 19 septembre 1921.

Le Conseil exprime à M. Ador ses remerciements unanimes et adopte les résolutions suivantes :

Le Conseil de la Société des Nations, ayant examiné le rapport présenté par la Commission économique et financière provisoire sur les travaux qu'elle a accomplis durant la session tenue à Genève en août et septembre 1921, a adopté les résolutions suivantes :

1^o Le Conseil approuve la manière dont la Commission a rempli les fonctions importantes qui lui avaient été confiées au cours de l'année écoulée, qui a vu de grands et si rapides changements dans la situation économique. Le Conseil exprime à la Commission ses remerciements et ses sentiments d'obligation pour les services rendus. Il espère que la Commission pourra, au cours de l'année suivante, mener à bien les travaux qu'elle a déjà commencés et ceux qu'elle pourrait entreprendre. Le Conseil regrette particulièrement le retard apporté à l'œuvre de restauration des finances de l'Autriche, entreprise par la Commission. Le Conseil constate que les causes de ce retard échappent au contrôle de la Commission et de la Société des Nations et il espère qu'il sera possible de faire disparaître les obstacles dont il s'agit dans le plus bref délai possible.

2^o Le rapport de la Commission sera communiqué à l'Assemblée au cours de la présente session et le Conseil attirera spécialement l'attention de l'Assemblée sur les considérations générales qui sont exposées dans l'introduction au rapport ainsi que sur les déclarations de la Commission au sujet de la situation actuelle de l'œuvre de restauration des finances autrichiennes.

3^o En ce qui concerne la Section A. 3 du rapport (situation financière de la Ville libre de Dantzig), le Conseil renvoie à sa résolution du 15 septembre, en vertu de laquelle la Commission économique et financière a été chargée d'entreprendre une enquête.

4^o En ce qui concerne la Section A. 4 du rapport (revendications des porteurs d'obligations à intérêts arriérés), le Conseil, prenant en considération les difficultés qui sont venues mettre obstacle aux travaux de la Commission, estime qu'il n'est pas nécessaire que la Commission poursuive l'étude de cette question en ce moment. Le Conseil approuve la décision prise par la Commission de ne pas prendre en considération les réclamations de source privée.

5^o En ce qui concerne la Section C. 1 du rapport, le Conseil suspend sa décision sur la proposition du Gouvernement belge relative à l'Institut international de Commerce et décide que toute cette section du rapport de la Commission sera renvoyée à l'examen de l'Assemblée en même temps que la question générale de l'organisation des statistiques internationales, actuellement soumise à la deuxième Commission de l'Assemblée.

6^o En ce qui concerne la Section C. 3 du rapport (constitution de l'Organisation économique et financière définitive), le Conseil accepte la proposition présentée par la Commission à l'effet de prolonger pour un an l'existence de l'organisation provisoire actuelle et demande aux membres actuels de la Commission économique et financière provisoire de bien vouloir continuer à siéger à cette Commission jusqu'à la prochaine session de l'Assemblée.

7^o En ce qui concerne les autres sections du rapport, le Conseil approuve les recommandations faites par la Commission et il la prie de prendre les mesures dont elle préconise l'adoption.

8^o Le Conseil demande à la Commission d'étudier le sens et la portée de la stipulation relative à l'équitable traitement du commerce contenue dans l'article 23 e) du Pacte et de faire rapport sur cette question.

Resolutions adopted by the Council on September 19th, 1921.

The Council unanimously expressed its thanks to M. Ador and adopted the following resolutions :

The Council of the League of Nations, having examined the report presented by the Provisional Economic and Financial Committee upon the session held in Geneva in August-September 1921, resolves :

1. That the Council approves the manner in which the Committee have carried out the important duties entrusted to them during the past year, which has witnessed such great and rapid changes in the economic situation. It expresses to the Committee its thanks for, and appreciation of, their most valuable services, and trusts that the Committee will be able during the year now opening to bring to a successful conclusion both the tasks on which they are now engaged and others which they may undertake. In particular, the Council expresses its great regret at the delay which is being imported into the Committee's work on the restoration of Austria's finances by causes which are outside the control of either the Committee or the League. The Council trusts that means will be found to remove these obstacles in the shortest possible time.
2. That the report be communicated to the Assembly at the present session, the Council calling the special attention of the Assembly to the general considerations in the opening section of the report and to the Committee's statement of the present position of the financial reconstruction of Austria.
3. That as regards Section A. 3 of the report (Financial Position of the Free City of Danzig) the Council refers to its resolution of September 15th, by which it has requested the Committee to undertake an enquiry.
4. That as regards Section A. 4 of the report (Claims by Holders of Bonds the interest of which is in arrears) the Council, in view of the difficulties which the Committee have experienced, does not think it necessary, at present, to ask the Committee to devote further time to the question. The Council approves the decision not to entertain in any event direct applications from private sources.
5. That as regards Section C. 1. of the report, the Council suspends its decision on the proposal of the Belgian Government regarding the International Institute of Commerce, and decides that the whole of this section of the Committee's report be referred to the Assembly for consideration in connection with the general question of the organisation of international statistics, which is at present before the Second Assembly Committee.
6. That as regards Section C. 3 of the report (Constitution of the Definitive Economic and Financial Organisation) the Council accepts the proposal of the Committee that the existing provisional organisation should be continued for another year, and requests the present Members of the Provisional Economic and Financial Committee to continue to serve upon the Committee until the next session of the Assembly.
7. That as regards the remaining sections of the report, the Council approves the recommendations of the Committee and requests the Committee to carry out the course of action which they propose.
8. That the Council requests the Committee to consider and report upon the meaning and scope of the provision relating to equitable treatment of commerce contained in Article 23 (e) of the Covenant.

XXII.

VILLE LIBRE DE DANTZIG.

I. PROJET DE LOI CONCERNANT L'ACQUISITION OU LA PERTE DE LA QUALITÉ DE CITOYEN.

Rapport présenté par le vicomte Ishii, et résolution adoptée par le Conseil le 16 septembre 1921.

Le 18 juin 1921, le Conseil a décidé de remettre à la présente session l'étude de la question du projet de loi concernant l'acquisition ou la perte de la qualité de citoyen de Dantzig : question qui est la conséquence d'une mise à effet d'une résolution du Conseil en date du 17 novembre 1920. Le Conseil a pensé que cet ajournement permettrait aux négociations entre la Pologne et la Ville libre, à propos de l'article 34 de la Convention du 9 novembre 1920, d'aboutir à un résultat ¹.

Dans une lettre en date du 16 août 1921, adressée au Haut Commissaire de la Société des Nations à Dantzig, le Président du Sénat de Dantzig fait connaître que les négociations entre la Pologne et Dantzig concernant l'article 34 ont abouti à un accord complet, que le texte exact est en voie de rédaction et qu'une proposition de modification concernant cette question sera soumise ultérieurement au Conseil.

En conséquence, j'ai l'honneur de proposer au Conseil la résolution suivante :

« La question du projet de loi concernant l'acquisition et la perte de la qualité de citoyen de la Ville libre de Dantzig est ajournée à la quinzième session du Conseil.

2. DIFFÉREND ENTRE LA POLOGNE ET DANTZIG CONCERNANT L'AFFAIRE PUPPEL-DEUTSCHE BAUERN BANK.

Rapport présenté par le vicomte Ishii, et résolution adoptée par le Conseil le 16 septembre 1921.

Dans sa séance du 21 juin, le Conseil a adopté un rapport, d'après lequel le dossier de cette affaire a été transmis à la Commission des réparations, avec prière de bien vouloir faire connaître à la Société des Nations son opinion sur la question.²

Dans une note en date du 24 août, la Commission des réparations a déclaré qu'elle n'est pas compétente pour s'occuper de la question, ni en vertu de l'article 107, ni de l'article 248, ni d'aucun autre article du Traité de Versailles ; elle expose, en même temps, les raisons de son opinion. La note, en outre, fait remarquer que le règlement de cette affaire particulière pourrait préjuger de toute la question des « Rentengüter » polonais, qui s'y trouve exposée.

Comme la note de la Commission des réparations a changé la situation, je suggérerais d'inviter les représentants de la Pologne et de Dantzig à discuter entre eux la question, avec l'espoir que cette manière de faire pourra amener une solution sans qu'il soit besoin d'avoir recours à une procédure plus compliquée.

¹ Voir *Journal Officiel*, II^e année, N^o 7, pages 654-655.

² Voir *Journal Officiel*, II^e année, N^o 7, page 669.

XXII.

FREE CITY OF DANZIG.

I. DRAFT LAW REGARDING THE ACQUISITION AND LOSS OF CITIZENSHIP.

Report by Viscount Ishii, and Resolution adopted by the Council on September 16th, 1921.

On June 18th, 1921, the Council decided to postpone to the present session the consideration of the question of the draft law regarding the acquisition and loss of citizenship in Danzig, which was taken up by reason of a provision in the resolution of November 17th, 1920, as it was thought that by this time the negotiations between the Free City and Poland with regard to Article 34 of the Polish-Danzig Treaty of November 9th, 1920, might have led to some result ¹.

In a letter dated August 16th, 1921, to the High Commissioner of the League in Danzig, the President of the Danzig Senate states that the Polish-Danzig negotiations with regard to Article 34 have resulted in complete agreement, that the exact text of this is being drafted, and that an amended proposal on the subject will be submitted to the Council at a later date.

I have therefore the honour to suggest the following resolution for adoption by the Council :

The question of the draft law regarding the acquisition and loss of citizenship in the Free City of Danzig is postponed to the fifteenth session of the Council.

2. POLISH-DANZIG DIFFERENCE WITH REGARD TO THE PUPPEL *v.* DEUTSCHE BAUERN BANK CASE.

Report by Viscount Ishii, and Resolution adopted by the Council on September 16th, 1921.

At its meeting on June 21st, the Council approved a report in accordance with which documents relating to the difference between the Polish and Danzig Governments with regard to the case of Puppel *v.* Deutsche Bank were transmitted to the Reparation Commission, with the request that the Commission should give the League of Nations its opinion upon the case ².

The Reparation Commission, in a note of August 24th, has expressed the opinion that it is not competent to deal with the question, either under Article 107 or Article 248, or any other Article of the Treaty of Versailles, and the reasons for this opinion are set forth. In addition, the note points out that the whole question of the Polish "Rentengüter", which is explained therein, may be prejudiced by a settlement of this particular affair.

In view of the new position given to the case by the note from the Reparation Commission, it would suggest that the Polish and Danzig representatives may perhaps wish to talk the matter over directly, with the hope that a solution can be found in this way, without recourse to more complicated procedure.

¹ See *Official Journal*, 2nd Year, No. 7, pages 654-655.

² See *Official Journal*, 2nd Year, No. 7, page 669.

En conséquence, j'ai l'honneur de proposer au Conseil d'adopter la résolution suivante si la procédure qui y est contenue rencontre l'approbation des représentants de la Pologne et de Dantzig.

« Avant de prendre des mesures ultérieures relativement à l'affaire Puppe Deutsche Bauern Bank, le délégué de la République polonaise et le Président de la Ville libre de Dantzig sont invités à examiner la question en vue de la faire régler directement par leurs gouvernements respectifs. »

3. DÉFENSE DE LA VILLE LIBRE DE DANTZIG.

Rapport présenté par le vicomte Ishii, et résolution adoptée par le Conseil le 16 septembre 1921.

La résolution relative à la défense de la Ville libre de Dantzig, qui a été adoptée par le Conseil le 22 juin 1921,¹ a stipulé que :

« 5. Le Haut Commissaire, après consultation avec le Gouvernement polonais, présentera un rapport général à la Société des Nations sur les mesures auxquelles y aurait lieu de pourvoir dans les cas ci-dessus indiqués. »

Le Conseil a décidé d'insérer dans les procès-verbaux de la session, au cours de laquelle cette résolution a été adoptée, les observations suivantes du représentant français.

« Au sujet de l'article 5, il doit être entendu que le Haut Commissaire aura à présenter un rapport général sur l'ensemble de la défense de Dantzig, que ce rapport sera rédigé après qu'il aura pris l'avis du Gouvernement polonais et que le Conseil, avant de délibérer sur ce rapport, prendra l'avis de la Commission permanente consultative pour les questions militaires, navales et aériennes. »

Conformément à cette décision, le Haut Commissaire, après consultation avec le Gouvernement polonais, a présenté un rapport, le 30 août 1921, sur la question de la défense de la Ville libre. Ce rapport, sur la demande du Haut Commissaire, a fait l'objet d'un document confidentiel qui a été communiqué aux membres du Conseil seulement.

Je propose au Conseil d'adopter la résolution suivante :

« Le rapport du Haut Commissaire de la Société des Nations à Dantzig, du 30 août 1921, relatif à la défense de la Ville libre, est communiqué à la Commission permanente consultative pour les questions militaires, navales et aériennes, en priant de vouloir bien présenter les observations qu'elle pourrait juger opportunes de soumettre au Conseil. »

4. PORT D'ATTACHE A DANTZIG POUR LES NAVIRES DE GUERRE POLONAIS.

Rapport présenté par le vicomte Ishii, et résolution adoptée par le Conseil le 16 septembre 1921.

La résolution relative à la Ville libre de Dantzig, qui a été adoptée par le Conseil, le 22 juin 1921,² contenait le paragraphe suivant :

¹ Voir *Journal Officiel*, II^e année, N^o 7, pages 671-672.

² Voir *Journal Officiel*, II^e année, N^o 7, page 672.

I beg, therefore, to suggest the following resolution for adoption by the Council, if the procedure provided for therein meets with the approval of the Polish and Danzig representatives :

"Before taking further action with regard to the case of Puppel *v.* Deutsche Bauern Bank, the Delegate of the Republic of Poland and the President of the Free City of Danzig are invited to take up the matter, with a view to arriving at a direct settlement between their respective Governments.

3. DEFENCE OF THE FREE CITY OF DANZIG.

Report by Viscount Ishii, and Resolution adopted by the Council on September 16th, 1921.

In the resolution on the defence of the Free City of Danzig which was adopted by the Council on June 22nd, 1921¹, it was provided that :

"5. The High Commissioner, after consultation with the Polish Government, will present to the League of Nations a general report on the measures for which it may be necessary to provide in the above-mentioned cases."

The Council decided to include in the Minutes of the Meeting at which this resolution was adopted, the following observations of the Representative of France :

"In regard to Article 5, it is understood that the High Commissioner shall present a general report on the defence of Danzig, that this report shall be drafted after he has consulted the Polish Government, and that the Council, before discussing this report, shall consult the Permanent Advisory Commission for Military, Naval and Air Questions."

In pursuance of this decision, the High Commissioner, after consultation with the Polish Government, presented a report dated August 30th, 1921, on the question of the defence of the Free City. This report, at the request of the High Commissioner, has been circulated as a confidential document to the Members of the Council only.

I beg to suggest the following resolution for adoption by the Council :

The report of the High Commissioner of the League of Nations in Danzig, dated August 30th, 1921, concerning the defence of the Free City, is communicated to the Permanent Advisory Commission for Military, Naval and Air Questions, with the request for such observations on this report as the Commission may deem it advisable to submit to the Council.

4. PORT D'ATTACHE FOR POLISH WAR-VESSELS IN DANZIG.

Report by Viscount Ishii, and Resolution adopted by the Council on September 16th, 1921.

The resolution of the Free City of Danzig, which was adopted by the Council on June 22nd, 1921², contained the following paragraph :

¹ See *Official Journal*, 2nd Year, No. 7, pages 671-672.

² See *Official Journal*, 2nd Year, No. 7, page 672.

« Toutefois, il y a lieu de demander au Haut Commissaire d'étudier le moyen de créer dans le port de Dantzig, sans établir une base navale, un port d'attache pour les navires de guerre polonais. »

En vertu de cette décision, le Haut Commissaire a, le 10 septembre, soumis au Conseil un rapport sur ce problème. Dans ce rapport, le Haut Commissaire explique quelles sont les difficultés qu'il a rencontrées en essayant de définir l'expression « port d'attache » et discute la question de savoir sous quelles conditions les navires de guerre polonais peuvent rester indéfiniment dans le port de Dantzig, sans que celui-ci soit une base navale. Après examen des droits de la Ville libre de la situation de la Société des Nations, à Dantzig, et des stipulations concernant le retrait des troupes polonaises de Dantzig, conformément au paragraphe 3 de la résolution relative à la défense de la Ville libre, le Haut Commissaire est d'avis que :

a) le Haut Commissaire de la Société des Nations, à Dantzig, aura le pouvoir de demander le retrait des navires de guerre polonais de Dantzig, s'il considère que la situation réclame cette mesure ;

b) les navires de guerre polonais, tout en ayant un endroit permanent où ils pourront s'abriter, ne posséderont pas d'installation permanente à terre.

Le Haut Commissaire rapporte, en outre, qu'il a discuté la question avec les représentants du Gouvernement polonais, à Varsovie, qu'il n'a pas été possible au dit gouvernement de consentir ni à l'une ni à l'autre des deux conditions ci-dessus mentionnées (a) ou (b), et il transmet également une déclaration du Gouvernement polonais sur ce que ledit gouvernement considère être un « port d'attache » par rapport à une « base navale ». D'après cette déclaration, les navires de guerre polonais devraient avoir la possibilité de s'abriter en tout temps dans le port de Dantzig, d'y effectuer les réparations indispensables, d'y avoir certaines réserves de combustibles, d'huiles de graissage et d'armement naval, avec un terrain convenable pour l'emménagement de ces matériaux. La déclaration ajoute que les minimales installations de cette sorte n'ont aucun rapport avec la création à Dantzig d'une base navale fortifiée et organisée où la flotte polonaise pourrait, à tout moment, trouver abri contre toute action ennemie. Shanghai est cité comme exemple de port d'attache pour les navires anglais, français ou japonais.

Pour terminer, le Haut Commissaire exprime l'opinion que le soin de donner un avis sur cette question est plutôt l'affaire des experts navals de la Société des Nations que celle du Haut Commissaire.

J'ai l'honneur donc de proposer au Conseil d'adopter la résolution suivante :

« Le rapport du 10 septembre 1921 du Haut Commissaire de la Société des Nations, avec son annexe, relatifs à la création d'un « port d'attache » pour les navires de guerre polonais à Dantzig, est renvoyé, avec les observations que pourront présenter les représentants de la Pologne et de Dantzig, à la Commission permanente consultative pour les questions militaires, navales et aériennes, qui est priée de vouloir bien présenter les observations qu'elle jugerait opportun de soumettre au Conseil. »

5. SITUATION FINANCIÈRE DE LA VILLE LIBRE DE DANTZIG.

Rapport présenté par le vicomte Ishii, et résolution adoptée par le Conseil le 16 septembre 1921

Au cours de sa session du 23 juin, le Conseil a décidé de communiquer à la Commission économique et financière provisoire un exemplaire du rapport du Haut Commissaire de la Société des Nations, à Dantzig, sur la situation financière de la Ville libre, ainsi qu'un exemplaire de mon rapport sur la même question, en la priant d'étudier le problème et de soumettre un rapport sur la dite question au Conseil, au cours de la présente session.¹

¹ Voir *Journal Officiel*, II^e année, N° 7, page 678.

"The High Commissioner should, however, be asked to examine the means of providing, in the port of Danzig, without establishing there a naval base, for a *Port d'attache* for Polish warships."

In pursuance of this decision, the High Commissioner, on September 10th, submitted a report to the Council on this problem. In this report he explains the difficulties he has encountered in attempting to define the term "*port d'attache*", and discusses the question as to the condition under which Polish war-vessels can remain indefinitely in the port of Danzig without forming there a naval base. After considering the rights of the Free City, the position of the League of Nations in Danzig, and the arrangements for the withdrawal of Polish troops from Danzig under paragraph 3 of the Defence Resolution, he expresses the opinion that :

(a) the High Commissioner of the League of Nations at Danzig should be given the power to request the withdrawal of Polish warships from the port of Danzig if he considers the situation demands it ;

(b) the Polish warships, whilst being given a permanent locality for berthing their ships, should not have any permanent establishment on shore.

The High Commissioner further reports that he discussed this question with representatives of the Polish Government in Warsaw, but that they were unable to consent to either of the conditions mentioned above—(a) or (b)—and he has forwarded a statement showing what the Polish Government considers to be a "*port d'attache*", as compared with a "*naval base*". According to this statement, Polish warships should have liberty to take shelter at any time in the port of Danzig, to make indispensable repairs there, and to keep a stock of fuel, lubricating oil and naval armaments, with a suitable place for storing such materials. Small installations of this kind in the port of Danzig, the statement adds, will not in any way imply the establishment of a fortified naval base where the Polish Fleet could at any time find shelter against enemy action. Shanghai is cited as an example of a "*port d'attache*" for English, French and Japanese vessels.

The High Commissioner concludes by expressing the opinion that the naval experts of the League of Nations, rather than the High Commissioner, should advise the Council on this question.

I have therefore the honour to suggest the adoption by the Council of the following resolution :

That the report of the High Commissioner of the League of Nations in Danzig, of September 10th, 1921, with its annex concerning the establishment of a "*port d'attache*" for Polish warships in Danzig, together with any observations of the representatives of Poland and Danzig, be referred to the Permanent Advisory Commission for Military, Naval and Air Questions, for such observations as they may care to submit to the Council.

5. FINANCIAL POSITION OF THE FREE CITY OF DANZIG.

Report by Viscount Ishii, and Resolution adopted by the Council on September 16th, 1921.

At its meeting on June 23rd, the Council decided to transmit a copy of the report of the High Commissioner of the League of Nations in Danzig on the financial position of the Free City, as well as a copy of my report on the same subject, to the Provisional Economic and Financial Committee of the League of Nations, with the request that they should study this problem and make a report on the matter for submission to the Council at this Session¹.

¹ See *Official Journal*, 2nd Year, No. 7, page 678.

Le rapport de la Commission, que nous avons en notre possession, déclare que certains renseignements ont été reçus sur cette question, mais qu'il n'a pas été possible jusqu'à présent d'organiser une enquête directe par des membres de la Commission. Elle exprime, toutefois, l'avis qu'en égard à la situation, telle qu'elle existe, et aux relations spéciales qui existent entre la Ville libre et la Société des Nations, elle pourrait fort bien faire, sur la demande du Conseil, une enquête sur la situation financière de la Ville libre, pourvu qu'il reste bien entendu que pareille enquête ne puisse pas être interprétée comme une intention, de la part du Conseil, d'organiser une assistance financière au profit de la Ville libre. La Commission a donc désigné deux de ses membres : MM. Avenol et Janssen pour, si le Conseil l'approuve, étudier la situation d'une manière plus approfondie.

Une lettre du 27 août du Président du Sénat de la Ville libre, sur cette question, nous a également été transmise sur la demande du Sénat. Elle passe en revue la situation financière peu satisfaisante de la Ville libre et donne un aperçu des mesures que le Sénat juge nécessaires pour remédier à la situation. Je ne demanderai pas, toutefois, au Conseil de l'examiner en détail, parce que je crois que ce programme pourra être traité mieux actuellement par nos experts financiers.

Etant donné la recommandation de la Commission économique et financière provisoire de soumettre la question à une étude ultérieure, je propose au Conseil d'adopter la résolution suivante :

« Le Conseil prend connaissance du rapport de la Commission économique et financière provisoire, relatif à la situation financière de Dantzig, et prie la Commission de soumettre la question à une étude plus approfondie, de la manière qu'elle jugera la plus appropriée, sous réserve qu'il reste bien entendu que pareille enquête ne puisse pas être interprétée comme une intention, de la part du Conseil, d'organiser une assistance financière au profit de la Ville libre. »

6. FABRICATION D'AÉROPLANES.

Rapport présenté par le vicomte Ishii, et résolution adoptée le 6 octobre 1921.

Le Haut Commissaire, dans une lettre en date du 21 septembre 1921, a déclaré que, quelques industries de Dantzig demandant à entreprendre immédiatement la fabrication d'aéronefs civils, il désirait recevoir l'avis des experts en matière aéronautique de la Société des Nations sur le genre d'aéronefs et de matériel aéronautique qui devait être défini comme matériel de guerre ; il demandait également quel genre de machines devait être défini comme matériel aéronautique civil, selon la résolution du Conseil du 23 juin 1921, relative à la fabrication, la vente, l'emmagasinage et le transit de matériel de guerre sur le territoire de la Ville libre.

Répondant à cette demande, le Président du Conseil a communiqué, à la date du 23 septembre 1921, la lettre du Haut Commissaire à la Commission permanente consultative sur les questions militaires, navales et aériennes, en la priant d'examiner la question dans le plus bref délai possible. Le jour suivant, la Commission permanente consultative a décidé que la Sous-Commission aérienne statuerait en tant que Commission plénière sur cette question purement aérienne et enverrait directement son avis au Conseil.

L'avis de la Sous-Commission aérienne, qui a été adopté à l'unanimité au cours d'une réunion qui a eu lieu à Paris le 20 septembre, a été communiqué au Conseil. Cet avis établit que certains types définis d'appareils volants plus lourds que l'air et de dirigeables devront être considérés comme militaires, et il estime que la définition de ces types aura à être révisée tous les deux ans.

Le Haut Commissaire ayant simplement demandé l'avis des experts en matière aéronautique, il ne semble pas nécessaire que le Conseil exprime une opinion sur le fond même de la question et il serait peut-être suffisant de communiquer au Haut Commissaire l'avis des experts aéronautiques de la Commission sur les questions militaires, navales et aériennes de la Société des Nations.

The report of the Committee, which is in our possession, states that they have had before them certain material on this subject, but that they have not yet been able to promote a direct enquiry into the situation by their own members. It expresses the opinion, however, that in view of the situation as it appears, and in view of the special relations between the Free City and the League of Nations, the Committee could appropriately undertake an enquiry into the financial position of the Free City at the request of the Council, provided that it was understood that this did not indicate any intention of the Council to promote the direct provision of financial assistance to the Free City. The Committee have therefore appointed two of their members — MM. Avenol and Janssen — to make a more thorough study of the situation, if the Council approves.

A letter of August 27th from the President of the Senate of the Free City on this subject has also been communicated to us at the request of the Senate. It reviews the unsatisfactory financial position of the Free City and outlines the measures which the Senate believes are necessary to remedy the situation. I will not, however, ask the Council to consider it in detail, as I believe this whole problem can be more appropriately dealt with at the present time by our financial experts.

In view of the recommendation of the Provisional Economic and Financial Committee for further study of the question, I would suggest the following resolution for adoption :

“The Council takes note of the report of the Provisional Economic and Financial Committee on the financial position of the Free City, and requests the Committee to make a more thorough study of the question in the manner which it considers most advisable. It is understood that such action does not indicate any intention on the part of the Council to promote the direct provision of financial assistance to the Free City.”

6. MANUFACTURE OF AEROPLANES.

Report by Viscount Ishii, and Resolution adopted October 6th, 1921.

In a letter dated September 21st, 1921, the High Commissioner of the League of Nations in Danzig explained that as certain business concerns in Danzig wished to manufacture civil aeroplanes at once, he desired the advice of the aeronautical experts of the League as to what types of aeroplanes and aeroplane material should be defined as war material, and what machines as civil air material, under the Council resolution of June 23rd, 1921, concerning the manufacture, sale, storage and traffic in war material within the territory of the Free City.

In response to this request, the President of the Council transmitted the High Commissioner's letter to the Permanent Advisory Commission on Military, Naval and Air Questions, under date of September 23rd, 1921, with the request that the matter should be considered at the earliest opportunity. The Permanent Advisory Commission on the following day decided that the Air Sub-Commission should act as a Plenary Commission on this purely aeronautical question, and report direct to the Council.

The opinion of the Air Sub-Commission, which was adopted unanimously at a meeting in Paris on September 30th, has been circulated to the Council. It stipulates that certain specified heavier-than-air craft and dirigibles shall be deemed to be military, on the understanding that these definitions shall be revised every two years.

As the High Commissioner merely asked for the advice of the aeronautical experts, there seems to be no necessity for the Council to express any opinion on the substance of the question, and it would perhaps be sufficient to forward to the High Commissioner the opinion of the aeronautical experts of the Military, Naval and Air Commission of the League of Nations.

Je propose donc l'adoption de la résolution suivante :

« Le Secrétaire général est prié de communiquer le rapport, en date du 3 septembre 1921, de la Sous-Commission aérienne de la Commission permanente consultative pour les questions militaires, navales et aériennes, relatif à la fabrication de matériel aéronautique à Dantzig, au Haut Commissaire de la Société des Nations à Dantzig. »

XXIII.

PROTECTION DES MINORITÉS EN ALBANIE

Rapport du représentant britannique, adopté par le Conseil le 2 octobre 1921.

L'Assemblée de la Société des Nations a adopté, dans sa séance du 15 décembre 1920, le vœu suivant :

« Dans le cas où les Etats baltiques, caucasiens et l'Albanie seraient admis dans la Société des Nations, l'Assemblée recommande à ces Etats de prendre les mesures propres à assurer l'application des principes généraux inscrits dans les traités de minorités et leur demande de bien vouloir se mettre d'accord avec le Conseil sur les détails d'application. »

En communiquant au Gouvernement albanais la décision relative à l'admission de l'Albanie comme Membre de la Société des Nations, le Secrétaire général a rappelé le vœu ci-dessus et prié le Gouvernement albanais de vouloir bien lui faire savoir s'il désirait soumettre quelque observation au Conseil à ce sujet.

Dans les réponses qu'il a adressées au Secrétaire général, le 9 et le 13 février, le premier ministre albanais déclare que le Gouvernement albanais prenait les mesures propres à assurer l'application des principes généraux inscrits dans les traités de minorités et était prêt à se conformer aux recommandations qui lui seraient faites par le Conseil à ce sujet. Il donnait également des renseignements sur la situation de l'Albanie en ce qui concerne les minorités et sur les mesures déjà en vigueur dans ce pays. Finalement, le Gouvernement albanais déclare avoir un juste titre à solliciter l'intervention bienveillante de la Société des Nations en faveur des Albanais actuellement sous la domination yougo-slave et grecque.

Le Gouvernement hellénique, par l'intermédiaire du directeur du Secrétariat permanent de la délégation hellénique auprès de la Société des Nations, à Genève, dans une lettre du 8 février 1921, déclare qu'il regarde comme essentiel que l'Albanie soit liée par un traité garantissant la protection des minorités d'après les principes qui ont inspiré les conventions spéciales de même nature conclues entre les Principales Puissances alliées et plusieurs autres Etats. Le Gouvernement hellénique propose que le droit d'informer le Conseil de toute violation ou danger de violation d'une des obligations quelconques de l'Albanie ne soit pas réservé uniquement aux membres du Conseil, ainsi que le prévoient les autres traités de minorités, mais que ce droit soit accordé également à la Grèce, qui s'intéresse particulièrement aux droits des Grecs en Albanie.

I therefore suggest the following resolution for adoption :

"The Secretary-General is requested to forward the report dated September 30th, 1921, from the Air Sub-Commission of the Permanent Advisory Commission on Military, Naval and Air Questions, concerning the manufacture of aeronautical material at Danzig, to the High Commissioner of the League of Nations at Danzig."

XXIII.

PROTECTION OF MINORITIES IN ALBANIA.

Report by the British Representative, adopted by the Council on October 2nd, 1921.

At its session of December 15th, 1920, the Assembly of the League of Nations adopted the following recommendation :

"In the event of the Baltic and Caucasian States and Albania being admitted to the League, the Assembly requests that they should take the necessary measures to enforce the principles of the Minorities Treaties, and that they should arrange with the Council the details required to carry this object into effect."

In communicating to the Albanian Government the fact of the admission of Albania as a member of the League of Nations, the Secretary-General referred to the above recommendation and subsequently requested that Government to be good enough to inform him whether they desired to present to the Council any observations on this subject."

In his replies, dated February 9th and February 13th, the Albanian Prime Minister stated that the Albanian Government was taking the necessary steps to ensure the application of the general principles of the Minorities Treaties, and was ready to comply with any recommendations which the Council might make on this subject. He also gave information on the situation of Albania as regards minorities, and on the measures which are already in force in that country. Finally, the Albanian Government declared that it was legitimately entitled to ask for the friendly intervention of the League of Nations in favour of the Albanians at present under the domination of the Serbs, Croats and Slovenes and the Greeks.

The Greek Government, through the Director of the Permanent Secretariat of the Greek Delegation to the League of Nations at Geneva, in a letter dated February 8th, 1921, declares that it considers it essential that Albania shall be bound by a Treaty guaranteeing the protection of minorities based on the principles which govern the special Conventions of a similar nature concluded between the Principal Allied Powers and several other States. The Greek Government proposes that the right to inform the Council of any violation, or danger of violation, of any of Albania's obligations should not be reserved solely for members of the Council, as under the other Minorities Treaties, but should be granted also to Greece, which is particularly concerned with the rights of Greeks in Albania.

Par une lettre ultérieure, en date du 17 mai 1921, le directeur du Secrétariat hellénique permanent, à Genève, a transmis un mémorandum contenant de nouvelles observations à ce sujet et exprime le désir qu'un certain nombre de stipulations particulières soient insérées dans le traité albanais de minorités.

Par une lettre en date du 21 juin 1921, le premier ministre de l'Albanie répond en détail au mémorandum hellénique. La lettre se termine en déclarant que le droit d'attirer l'attention du Conseil sur toute violation ou danger de violation ne saurait être accordé séparément à la Grèce, car cela constituerait un élément de trouble et risquerait de compromettre les relations amicales qui doivent exister entre des Etats voisins Membres de la Société. Le Gouvernement albanais déclare catégoriquement qu'il n'admettra jamais aucune sorte d'intervention, ouverte ou déguisée, de la Grèce dans les affaires intérieures de l'Albanie.

Une réponse à la dernière note albanaise a été reçue du directeur du Secrétariat hellénique permanent, le 1^{er} septembre 1921.

Les minorités ethniques en question se composent d'un certain nombre de Grecs et d'écoliers grecques dans le centre et dans la partie méridionale, d'un certain nombre de Koutzo-Valaques dispersés dans différents districts et de quelques familles slaves dans la partie septentrionale.

En ce qui concerne les mesures déjà en vigueur, destinées à assurer l'égalité parfaite entre les citoyens albanais, la correspondance du Gouvernement albanais contient des renseignements détaillés. Elle signale que la plus grande liberté de conscience et de culte prévaut dans tout le pays et que les citoyens albanais jouissent également des mêmes droits politiques et sociaux.

Après avoir étudié les documents concernant cette question, j'ai l'honneur de soumettre le projet de stipulation suivant, qui pourrait faire l'objet d'une déclaration qui serait signée par les représentants autorisés du Gouvernement albanais et officiellement transmise au Conseil de la Société.

En ce qui concerne l'encouragement à une émigration réciproque entre la Grèce et l'Albanie, on éviterait des difficultés si l'Albanie était autorisée à adhérer à la Convention conclue entre la Grèce et la Bulgarie, le 27 novembre 1919, et en vigueur depuis le 9 août 1920. A cet effet, il sera nécessaire d'obtenir de la Conférence des ambassadeurs une autorisation spéciale, car cette adhésion n'est possible (Art. 16) que pendant la période d'une année à dater de l'entrée en vigueur du Traité. A défaut de cette autorisation, il y aurait lieu de négocier une Convention nouvelle, ainsi qu'il est indiqué à la fin de l'article 3.

DÉCLARATION.

Article 1. — Les stipulations contenues dans la présente déclaration seront reconnues comme lois fondamentales en Albanie. Aucune loi, aucun règlement, ni aucune action officielle ne seront en contradiction ou en opposition avec ces stipulations et aucune loi, aucun règlement, ni aucune action officielle ne prévaudront contre elles, ni maintenant ni à l'avenir.

Article 2. — Il sera accordé à tous les habitants de l'Albanie pleine et entière protection de leur vie et de leur liberté, sans distinction de naissance, de nationalité, de langage, de race ou de religion.

Tous les habitants de l'Albanie auront droit au libre exercice, tant public que privé, de toute foi, religion ou croyance, dont la pratique ne sera pas incompatible avec l'ordre public et les bonnes mœurs. Ils auront le droit de changer de religion.

Des mesures appropriées seront prises à l'égard des Musulmans pour régler, conformément aux usages musulmans, les questions des droits de famille et de statut personnel.

Article 3. — Toutes personnes nées en Albanie et qui ne sont pas nées ressortissantes d'un autre Etat seront considérées *ipso facto* comme ressortissantes albanaises.

Les personnes qui étaient domiciliées en Albanie avant la guerre seront, si elles en font demande, autorisées, ainsi que leurs femmes et leurs enfants de moins de dix-huit ans, à devenir citoyens albanais dans les deux ans qui suivront la date de cette déclaration.

Les ressortissants albanais domiciliés, à la date de la mise en vigueur du Traité entre les Principales Puissances alliées et la Grèce, signé à Sèvres le 10 août 1920, sur les territoires transférés à la Grèce par des Traités conclus postérieurement au 1^{er} janvier 1913, seront reconnus comme dev

In a subsequent letter dated May 17th, 1921, the Director of the Permanent Greek Secretariat at Geneva submitted a memorandum containing further observations on the subject and expressing the desire for the inclusion of a number of special stipulations in the Albanian Minorities Treaty.

In a letter of June 21st, 1921, the Prime Minister of Albania replied in detail to the Greek memorandum, concluding with the statement that the right to draw the attention of the Council to an infringement, or danger of infringement, cannot be granted separately to Greece, because this would constitute an element of trouble and threaten to compromise the friendly relations which should exist between neighbouring States Members of the League. The Albanian Government categorically declared that no kind of intervention, open or disguised, on the part of Greece in the internal affairs of Albania, will ever be accepted.

On September 1st, 1921, the Director of the Permanent Greek Secretariat submitted a reply to the last Albanian Note.

The ethnical minorities affected consist of some Greeks and Greek schools in the centre and south, a number of Kutzo-Vlachs dispersed in various areas, and a few Slav families in the north.

With regard to the measures already in force to ensure a perfect equality among Albanian citizens, the letters from the Albanian Government contain detailed information. It is pointed out that the fullest liberty of conscience and of worship prevails throughout the country, and that Albanian citizens freely enjoy the same political and social rights.

After consideration of the documents bearing on the case, I beg to submit the following draft stipulations, which might form the subject of a declaration to be signed by the authorised representatives of the Albanian Government and formally communicated to the Council of the League.

Some difficulties would be avoided with regard to the promotion of reciprocal emigration between Greece and Albania if the latter were allowed to adhere to the Convention between Greece and Bulgaria signed November 27th, 1919, which has been in force since August 9th, 1920. Special permission would have to be obtained from the Conference of Ambassadors for this, as admission is only permitted (Article 16) for one year after the coming into force of the Treaty. Failing such special permission, a new Convention would have to be negotiated on lines indicated at end of Article 3.

DECLARATION.

Article 1. — The stipulations of this Declaration are recognised as fundamental laws of Albania, and no law, regulation or official action shall conflict or interfere with these stipulations, nor shall any law, regulation or official action, now or in the future, prevail over them.

Article 2. — Full and complete protection of life and liberty will be assured to all inhabitants of Albania, without distinction of birth, nationality, language, race or religion.

All inhabitants of Albania will be entitled to the free exercise, whether public or private, of any creed, religion or belief, whose practices are not inconsistent with public order or public morals. They will have the right to change their religion.

Suitable provision will be made in the case of Mussulmans for regulating family law and personal status in accordance with Mussulman usage.

Article 3. — All persons born in Albania who are not born nationals of another State shall, *so facto*, be Albanian nationals.

Persons habitually resident in Albania before the war will be allowed, together with their wives and children under eighteen years of age, within two years from the date of this Declaration, to become Albanian citizens, if they make application to that effect.

Albanian nationals habitually resident at the coming into force of the Treaty between the Principal Allied Powers and Greece signed at Sèvres on August 10th, 1920, in territories transferred from Greece by treaties subsequent to January 1st, 1913, shall be recognised as becoming Greek

nant, de plein droit et sans aucune formalité, ressortissants grecs. Toutefois, il auront le droit d'opter en faveur de la nationalité albanaise, tel qu'il est prévu à l'article 3 du dit Traité de Sèvres, aucune entrave ne sera apportée à l'exercice de ce droit.

Le droit d'option doit être exercé pendant la période d'un an, à dater de l'entrée en vigueur du dit Traité.

L'Albanie est prête à se conformer aux recommandations qui lui seront faites par le Conseil de la Société des Nations, relativement à l'émigration réciproque et volontaire des individus appartenant aux minorités ethniques.

Article 4. — Tous les ressortissants albanais seront égaux devant la loi et jouiront des mêmes droits civils et politiques, sans distinction de race, de langage ou de religion.

Un système électoral, tenant compte des droits des minorités de race, de religion et de langage, sera appliqué en Albanie.

La différence de religion, de croyance ou de confession ne devra nuire à aucun ressortissant albanais, en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques, notamment pour l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs et pour l'exercice des différentes professions et industries.

Il ne sera édicté aucune restriction au libre usage, par tous les ressortissants albanais, d'une langue quelconque, soit dans les relations privées ou de commerce, soit en matière de religion, de presse ou de publications de toute nature, soit dans les réunions publiques.

Nonobstant l'établissement par le Gouvernement albanais d'une langue officielle, des facilités appropriées seront données aux ressortissants albanais de langue autre que la langue officielle pour l'usage de leur langue, soit oralement, soit par écrit, devant les tribunaux.

Article 5. — Les ressortissants albanais appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue, jouiront du même traitement et des mêmes garanties en droit et en fait que les autres ressortissants albanais. Ils auront notamment un droit égal à maintenir, diriger et contrôler à leurs frais ou à créer à l'avenir des institutions charitables, religieuses ou sociales, des écoles et autres établissements d'éducation, avec le droit d'y faire librement usage de leur propre langue et d'exercer librement leur religion.

Le Gouvernement albanais, dans les six mois à dater de la présente déclaration, présentera au Conseil de la Société des Nations des renseignements détaillés, concernant le statut légal des communautés religieuses, églises, couvents, écoles, établissements et associations bénévoles des minorités de race, de religion et de langue. Le Gouvernement albanais prendra en considération toutes les recommandations qui lui seront faites par la Société des Nations à ce sujet.

Article 6. — En matière d'enseignement public, le Gouvernement albanais accordera, dans les villes et districts où réside une proportion considérable de ressortissants albanais de langues autres que la langue officielle, des facilités appropriées pour assurer que l'instruction dans les écoles primaires sera donnée, dans leur propre langue, aux enfants de ces ressortissants albanais. Cette stipulation n'empêchera pas le Gouvernement albanais de rendre obligatoire l'enseignement de la langue albanaise dans les dites écoles.

Dans les villes et districts où réside une proportion considérable de ressortissants albanais appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue, ces minorités se verront assurer une part équitable dans le bénéfice et l'affectation des sommes qui pourraient être attribuées sur les fonds publics par le budget de l'Etat, les budgets municipaux ou autres, dans un but d'éducation de religion ou de charité.

Article 7. — Dans la mesure où les stipulations des articles précédents de la présente déclaration affectent des personnes appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue, ces stipulations constituent des obligations d'intérêt international et seront placées sous la garantie de la Société des Nations. Elles ne pourront être modifiées sans l'assentiment de la majorité du Conseil de la Société des Nations.

Tout Membre du Conseil de la Société des Nations aura le droit de signaler à l'attention du Conseil toute infraction ou danger d'infraction à l'une quelconque de ces obligations, et le Conseil pourra procéder de telle façon et donner telles instructions qui paraîtront appropriées et efficaces dans la circonstance.

nationals *ipso facto*, and without the requirement of any formality. Nevertheless, they will have the right to opt for the Albanian nationality as provided for in Article 3 of the said Treaty of Sèvres, and no hindrance shall be put in the way of the exercise of this right.

This right must be exercised within one year of the coming into force of that Treaty.

Albania is prepared to comply with any recommendations which may be made by the Council of the League of Nations with respect to the reciprocal and voluntary emigration of persons belonging to ethnical minorities.

Article 4. — All Albanian nationals shall be equal before the law, and shall enjoy the same civil and political rights without distinction as to race, language or religion.

An electoral system giving due consideration to the rights of racial, religious and linguistic minorities will be applied in Albania.

Differences of religion, creed or confession will not prejudice any Albanian national in matters relating to the enjoyment of civil or political rights, as, for instance, admission to public employment, functions and honours, or the exercise of professions and industries.

No restriction will be imposed on the free use by any Albanian national of any language in private intercourse, in commerce, in religion, in the press or in publications of any kind, or at public meetings.

Notwithstanding any establishment of an official language, adequate facilities will be given to Albanian nationals of non-Albanian speech for the use of their language, either orally or in writing before the Courts.

Article 5. — Albanian nationals who belong to racial, religious or linguistic minorities will enjoy the same treatment and security in law and in fact as other Albanian nationals. In particular, they shall have an equal right to maintain, manage and control at their own expense, or to establish in the future, charitable, religious and social institutions, schools and other educational establishments, with the right to use their own language and to exercise their religion freely therein.

Within six months from the date of the present Declaration, detailed information will be presented to the Council of the League of Nations with regard to the legal status of the religious communities, churches, convents, schools, voluntary establishments and associations of racial, religious and linguistic minorities. The Albanian Government will take into consideration any advice it might receive from the League of Nations with regard to this question.

Article 6. — Provision will be made in the public educational system in towns and districts in which are resident a considerable proportion of Albanian nationals whose mother tongue is not the official language, for adequate facilities for ensuring that in the primary schools instruction shall be given to the children of such nationals through the medium of their own language, it being understood that this provision does not prevent teaching of the official language being made obligatory in the said schools.

In towns and districts where there is a considerable proportion of Albanian nationals belonging to racial, religious or linguistic minorities, these minorities will be assured an equitable share in the enjoyment and application of sums which may be provided out of public funds under the State, municipal or other budgets, for educational, religious or charitable purposes.

Article 7. — The stipulations in the foregoing articles of this Declaration, so far as they affect the persons belonging to racial, religious or linguistic minorities, are declared to constitute obligations of international concern, and will be placed under the guarantee of the League of Nations. No modification will be made in them without the assent of a majority of the Council of the League of Nations.

Any Member of the Council of the League of Nations shall have the right to bring to the attention of the Council any infraction, or danger of infraction, of any of these stipulations, and the Council may thereupon take such action and give such direction as it may deem proper and effective in the circumstances.

En cas de divergence d'opinion sur des questions de droit ou de fait concernant ces articles entre l'Albanie et l'une quelconque des Puissances, Membre du Conseil de la Société des Nations, cette divergence sera considérée comme un différend ayant un caractère international selon les termes de l'article 14 du Pacte de la Société des Nations. Tout différend de ce genre sera, si l'autre partie le demande, déféré à la Cour permanente de Justice internationale. La décision de la Cour permanente sera sans appel et aura la même force et valeur qu'une décision rendue en vertu de l'article 13 du Pacte.

Cette déclaration serait, à mon avis, conforme aux assurances déjà fournies par le Gouvernement albanais et elle donnerait satisfaction à la plupart des propositions du Gouvernement hellénique. Deux exceptions importantes sont celles concernant la nomination d'un délégué de la Société pour la surveillance des questions des minorités en Albanie et celle relative au droit de la Grèce de soulever la question des minorités en Albanie devant le Conseil de la Société.

En ce qui concerne le premier point, il ne m'a pas paru nécessaire d'insérer une clause spéciale dans la déclaration. Il ne saurait y avoir de doute que le Gouvernement albanais consentira toujours à recevoir tout représentant de la Société des Nations qui pourrait se rendre dans le pays, en vue d'étudier la question des minorités, et à faciliter l'accomplissement de sa mission. Au cas où il se présenterait une infraction ou un danger d'infraction aux stipulations concernant les minorités, le Conseil de la Société aura toujours le droit d'envoyer une commission d'enquête spéciale. Il ne faut pas oublier non plus que la question des minorités en Albanie sera également soumise à l'étude du Conseil lorsque les renseignements prévus dans l'article 5, § 2 de la déclaration, auront été communiqués. Il sera alors possible au Conseil d'examiner s'il ne conviendrait pas de faire procéder à des enquêtes sur place.

Quant au second point, qui a trait à la prétention de la Grèce de pouvoir soulever la question des minorités devant le Conseil de la Société des Nations, j'estime qu'il n'y a pas lieu d'insérer une disposition spéciale dans ce sens, qui constituerait une exception aux principes généraux adoptés dans tous les traités de minorités.

Résolution adoptée par le Conseil le 2 octobre 1921.

1^o Le Conseil de la Société des Nations prend acte de la déclaration faite par la délégation albanaise, au sujet de la protection des minorités, et décide que les stipulations de cette déclaration, dans la mesure où elles affectent des minorités de race, de religion ou de langue, seront placées sous la garantie de la Société des Nations, à partir de la date où elles auront été ratifiées par le Gouvernement albanais.

2^o Le Gouvernement albanais est prié d'aviser le Secrétaire général, dans le plus bref délai possible, de la ratification de cette déclaration ;

3^o Copie de la présente résolution et de la déclaration y mentionnée sera transmise à l'Assemblée de la Société des Nations, comme suite à sa recommandation du 15 décembre 1920, relative à la protection des minorités en Albanie.

Any difference of opinion as to questions of law or fact arising out of these Articles, between the Albanian Government and any Power a Member of the Council of the League of Nations, shall be held to be a dispute of an international character under Article 14 of the Covenant of the League of Nations. Any such dispute shall, if the other party thereto demands, be referred to the Permanent Court of International Justice. The decision of the Permanent Court shall be final and shall have the same force and effect as an award under Article 13 of the Covenant.

This Declaration would, in my opinion, be in agreement with the assurances already given by the Albanian Government, and would also meet most of the suggestions made by the Greek Government. The two important exceptions are : the one referring to the appointment of a League Delegate for the supervision of minorities questions in Albania, and the second to the right of Greece to raise an Albanian minorities question in the Council of the League.

With regard to the first of these two items, it has seemed to me not to be necessary to insert a special stipulation in the Declaration. It cannot be doubted that the Albanian Government will always be pleased to receive and to facilitate the work of any official of the League of Nations who might go out in order to study the minorities question. And in case of infraction, or danger of infraction, of any of the minorities stipulations, the Council of the League will always be entitled to dispatch a special commission of enquiry. It should also be remembered that the Albanian minorities question will again come before the Council when the information provided for under Article 5, paragraph 2, of the Declaration has been received, and it will then be possible for the Council to consider whether it would be desirable to have investigations carried out on the spot.

With regard to the second item above mentioned — namely, the Greek claim to be admitted to raise a minorities question in the Council of the League of Nations, I have felt that it would not be desirable to make any provision to this effect which would mark a departure from the general principles adopted in all the Minorities Treaties.

Resolution adopted by the Council on October 2nd, 1921.

(1) The Council of the League of Nations takes note of the declaration made by the Albanian Delegation for the Protection of Minorities, and decides that the stipulations contained in this declaration, so far as they concern racial, religious, or linguistic Minorities, shall be placed under the guarantee of the League of Nations as from the date of their ratification by the Albanian Government.

(2) The Albanian Government is invited to inform the Secretary-General, as soon as possible, of the ratification of the declaration.

(3) A copy of the present resolution and of the declaration herein mentioned shall be forwarded to the Assembly of the League of Nations, under reference to its recommendation of December 15th, 1920, with regard to the Protection of Minorities in Albania.

XXIV.

PROTECTION DES MINORITÉS EN FINLANDE.

Rapport du représentant britannique et résolution adoptée par le Conseil le 2 octobre 1921.

L'Assemblée de la Société des Nations a adopté, au cours de sa session du 15 décembre 1920, le vœu suivant :

« Dans le cas où les Etats baltiques, caucasiens et l'Albanie seraient admis dans la Société des Nations, l'Assemblée leur recommande de prendre les mesures propres à assurer l'application des principes généraux inscrits dans les traités de minorités et leur demande de vouloir bien se mettre d'accord avec le Conseil sur les détails d'application. »

Par lettre en date du 20 décembre 1920, adressée au Président de la République finlandaise, le Secrétaire général a informé le Gouvernement finlandais de l'admission de la Finlande dans la Société et l'a informé en même temps du vœu de l'Assemblée. Le Secrétaire général, dans une lettre ultérieure, a fait remarquer qu'il aura à soumettre le vœu de l'Assemblée à l'examen du Conseil et, pour cette raison, il a prié le Président du Conseil des ministres de vouloir bien lui faire savoir si le Gouvernement finlandais désire présenter des observations à ce sujet au Conseil.

Dans sa réponse, le Président du Conseil des ministres de Finlande a informé le Secrétaire général que le Gouvernement finlandais soumettrait au Conseil de la Société un mémoire exposant l'opinion du gouvernement sur la question. Ce mémoire, avec plusieurs annexes, a été transmis par le représentant de la Finlande auprès de la Société des Nations, dans des lettres datées du 28 juin 1921.

Le Conseil de la Société des Nations a examiné la question, au cours de sa session du 15 juin,¹ et a décidé que le mémoire finlandais venant seulement d'arriver, il était impossible d'examiner la question, mais qu'un rapport serait soumis au Conseil lors de sa prochaine session.

Les lettres du représentant de la Finlande, ainsi que le mémoire et diverses annexes, constituent le document du Conseil N° 222 du 7 juillet 1921, qui a été communiqué au Conseil et à tous les Etats Membres de la Société.

Nos collègues ont, par conséquent, été en mesure de prendre connaissance de ces pièces intéressantes. Je ne crois pas avoir besoin de donner des explications détaillées.

Si l'on compare les traités de minorités et la loi constitutionnelle de Finlande, on voit que les stipulations des dits traités définissant les droits des personnes appartenant aux minorités de race, de religion ou de langue (à l'exception de celles qui portent sur des conditions particulières et locales) sont dans leurs points essentiels pleinement couvertes par ladite loi. En outre, les traités de minorités prévoient que les stipulations qu'ils renferment seront placées sous la garantie de la Société des Nations. Ils prévoient également que, dans certaines circonstances, la Société des Nations pourra être appelée à prendre des mesures. Le Conseil de la Société des Nations a adopté le 27 juin 1921, une disposition analogue relative à la situation de la population des îles d'Åland. En ce qui concerne la situation d'autres minorités en Finlande, les garanties données par la constitution et la législation, telles qu'elles sont exposées dans le mémoire finlandais, me paraissent tout à fait satisfaisantes.

¹ Voir *Journal Officiel*, II^e année, N° 7, pages 701-702.

XXIV.

PROTECTION OF MINORITIES IN FINLAND.

*Report by the British Representative, and Resolution adopted by the Council
on October 2nd, 1921.*

The Assembly of the League of Nations, at its sitting on December 15th, 1920, adopted the following recommendation :

" In the event of the Baltic and Caucasian States and Albania being admitted to the League, the Assembly requests that they should take the necessary measures to enforce the principles of the Minorities Treaties, and that they should arrange with the Council the details required to carry this object into effect. "

The Secretary-General, in a letter dated December 20th, 1920, to the President of the Republic of Finland, communicated to the Finnish Government the admission of Finland as a Member of the League of Nations, and informed them at the same time of the recommendations of the Assembly. In a subsequent letter he pointed out that he would have to submit the recommendation of the Assembly to the consideration of the Council of the League of Nations, and for this reason he requested the President of the Council of Ministers to be good enough to inform him whether the Finnish Government desired at the same time to offer any observations on this subject to the Council.

In reply, the President of the Council of Ministers of Finland informed the Secretary-General that the Finnish Government would submit to the Council of the League of Nations a memorandum containing the views of that Government on the matter in question. This memorandum, with certain annexes, was forwarded by the Representative of Finland to the League of Nations in letters dated June 16th and 28th, 1921.

The Council of the League of Nations considered the question at its meeting on June 27th¹, and decided that, the Finnish memorandum having only just arrived, it was not possible on that occasion to consider the matter, but that a report should be submitted to the Council at its next meeting.

The letters from the Finnish Representative, together with the memorandum and certain annexes, have been printed as Council Document No. 222, dated July 7th, 1921, and distributed to the Members of the Council and to all the States Members of the League.

My colleagues will thus have had an opportunity of taking cognisance of these interesting documents. I do not consider it necessary to enter into any details.

A comparison with the Minorities Treaties will show that the stipulations in the Treaties defining the rights of persons belonging to racial, religious or linguistic minorities (with the exception of stipulations bearing upon particular and local conditions) are in all essential points fully covered by stipulations in the Constitutional Law of Finland. The Minorities Treaties further provide that their stipulations shall be placed under the guarantee of the League of Nations, and so, in certain circumstances, for action to be taken by the League of Nations. A similar provision is already been adopted by the Council of the League of Nations, on June 27th, 1921, with regard to the position of the population of the Aaland Islands¹. With regard to the position of other minorities in Finland, the constitutional and legislative guarantees set forth in the Finnish memorandum seem to me to be quite satisfactory.

¹ See *Official Journal*, 2nd Year, No. 7, pages 701-702.

Je propose à mes collègues d'adopter la résolution suivante :

« 1^o Le Conseil de la Société des Nations prend acte des renseignements qui lui ont été fournis sur la situation des minorités de race, de religion et de langue en Finlande, par le représentant de la Finlande, dans les lettres des 16 et 28 juin 1921.

« 2^o Un exemplaire du présent rapport et de la résolution sera communiqué à l'Assemblée à titre d'information. »

XXV.

BUREAU HYDROGRAPHIQUE INTERNATIONAL.

Rapport de M. Léon Bourgeois et résolution adoptée par le Conseil le 2 octobre 1921.

Le Conseil de la Société des Nations, dans sa séance du 21 juin 1921, a adopté un rapport de M. Hanotaux sur les bureaux internationaux. Dans ce rapport, M. Hanotaux constatait que le Bureau hydrographique international « entrait incontestablement dans la catégorie des bureaux créés par accord international et qu'il était prêt à fonctionner ». Mais il proposait d'attendre, avant de placer ce bureau sous l'autorité de la Société des Nations, qu'un certain nombre de renseignements concernant la constitution définitive de ce bureau aient été reçus par le Secrétariat de la Société.

Depuis cette époque, le Secrétariat a reçu du président du Bureau hydrographique international, qui a bien voulu venir lui-même à Genève, toutes les informations nécessaires à la constitution définitive du bureau, et l'élection de ses directeurs a eu lieu conformément aux statuts le 21 juin, avec la participation de la plupart des gouvernements adhérents. Le bureau a établi son siège à Monaco.

Le bureau a transmis à la Société copie des adhésions de 19 gouvernements. Il s'agit donc bien là d'un bureau international public qui, conformément aux principes généraux adoptés par le Conseil, tombe automatiquement sous les dispositions de l'article 24 du Pacte. Comme il s'agit ici du premier bureau international public créé depuis l'entrée en vigueur du Pacte, il suffit de la reconnaissance pure et simple du bureau par le Conseil pour que celui-ci se trouve placé sous l'autorité de la Société des Nations. C'est là un organisme consultatif, qui, sans faire double emploi avec aucune autre organisation, pourra contribuer utilement à la coopération internationale en matière d'hydrographie et dans toute question s'y rattachant, et qui servira d'intermédiaire général entre les bureaux hydrographiques des différents pays du monde.

J'ai donc l'honneur, en conséquence, de proposer au Conseil la résolution suivante :

« Le Secrétariat, ayant obtenu les renseignements les plus précis sur la constitution complète du Bureau hydrographique international, son caractère public et son utilité internationale, le Conseil décide que ce Bureau soit placé sous l'autorité de la Société, conformément à l'article 24 du Pacte. »

I beg to propose to my colleagues that the Council should adopt the following resolution :

" 1. The Council of the League of Nations takes note of the information relating to the position of racial, religious and linguistic minorities in Finland, submitted by letters of the Finnish Representative of June 16th and 28th, 1921.

" 2. A copy of the present report and resolution shall be communicated to the Assembly for information."

XXV.

INTERNATIONAL HYDROGRAPHIC BUREAU.

Report by M. Léon Bourgeois, and Resolution adopted by the Council on October 2nd, 1921.

The Council of the League of Nations, at its meeting on June 21st, 1921, adopted a report of M. Hanotaux on International Bureaux. In this report M. Hanotaux stated that the International Hydrographic Bureau " is indisputably in the category of bureaux created by international agreement, and is therefore ready to start work." But he proposed to wait before placing this bureau under the direction of the League of Nations until certain information regarding the final constitution of this bureau had been received by the Secretariat of the League.

Since that time the Secretariat has received from the President of the International Hydrographic Bureau, who was good enough to come to Geneva himself, all the information necessary for the final establishment of the bureau, and the election of its governing body took place in accordance with the decisions of June 21st, most of the adhering Governments taking part in this election. The bureau has established its headquarters at Monaco.

The bureau has transmitted to the League copies of the adhesions of nineteen Governments. This is, therefore, a public international bureau, which, in accordance with the general principles adopted by the Council, automatically falls under Article 24 of the Covenant. As this is the first public international bureau established since the coming into force of the Covenant, recognition by the Council is alone required to place the bureau under the direction of the League of Nations. It is an advisory organisation which does not overlap the work of any other organisation and should further international co-operation in hydrography and all questions connected with that subject ; it should also serve as a general intermediary between the hydrographic offices in the various countries of the world.

I have the honour, therefore, to propose to the Council the following resolution :

" Whereas the Secretariat has received detailed information on the final constitution of the International Hydrographic Bureau, its public character and its international utility, the Council decides that this bureau shall be placed under the direction of the League, in conformity with Article 24 of the Covenant "

XXVI.

BASSIN DE LA SARRE.

I. ADHÉSION DU BASSIN DE LA SARRE A LA CONVENTION DE BERNE.

Rapport de M. Wellington Koo et résolution adoptée par le Conseil le 2 octobre 1921.

Conformément à la résolution adoptée par le Conseil le 2 septembre 1921, le Président de la Commission consultative et technique des communications et du transit de la Société des Nations a transmis, par une lettre en date du 26 septembre 1921, l'avis de la Commission des communications et du transit sur les questions soulevées par la demande d'adhésion de la Commission de gouvernement du Bassin de la Sarre à la Convention internationale sur le transport des marchandises par chemin de fer de 1890 (Convention de Berne).

Cette lettre passe en revue d'importantes questions soulevées dans les documents dont la Commission dispose ; elle en fait ressortir certaines conséquences et conclut par une résolution adoptée par la Commission. On trouvera plus loin l'avis de la Commission, tel qu'il figure à la fin de la résolution et qui s'appuie sur des arguments détaillés. Cet avis est donné sous réserve de tout avis ultérieur que la Commission pourrait être appelée à formuler en tant qu'organe de conciliation en cas de différend, conformément à l'article 376 du Traité de Versailles. Il est donné également sans qu'intervienne la question de savoir si la Sarre est ou non un Etat :

« La déclaration d'adhésion de la Commission de gouvernement du Bassin de la Sarre à la Convention internationale de Berne est superflue.

« La Convention internationale de Berne est, vis-à-vis de toutes les Puissances signataires de cette Convention ou y adhérentes, en vigueur de plein droit sur le territoire du Bassin de la Sarre, de la même manière que sur le territoire des Puissances alliées et associées signataires de ladite Convention ou y adhérentes.

« Les transports par voies ferrées entre le territoire du Bassin de la Sarre et l'Allemagne, notamment, sont soumis au régime des transports internationaux fixé par la Convention de Berne.

« La Commission de gouvernement du Bassin de la Sarre a, seule, qualité pour représenter le réseau ferré sarrois pour toutes affaires relatives à l'application ou à la révision de ladite Convention, au même titre que le gouvernement de l'un quelconque des Puissances dont les territoires sont soumis à la Convention de Berne.

« Au cas où une partie quelconque du règlement d'exploitation des chemins de fer sarrois, ou de toute autre loi ou règlement en vigueur sur le territoire du Bassin de la Sarre serait en opposition avec le régime international des transports prévu par la Convention de Berne, il appartiendrait à la Commission de gouvernement du Bassin de la Sarre de faire prévaloir ce régime.

« Dans l'opinion de la Commission, les lignes exploitées par la Commission de gouvernement du Bassin de la Sarre doivent figurer sous une rubrique spéciale dans la liste des lignes de chemin de fer auxquelles s'applique la Convention de Berne. »

Cet avis repose, en ce qui concerne les Puissances signataires du Traité de Versailles et de la Convention de Berne (ou ayant adhéré à cette dernière), sur l'idée que l'article 366 du Traité de Versailles renouvelant la Convention de Berne entre ces Puissances, est applicable au territoire

XXVI.

SAAR BASIN.

I. ADHESION OF THE SAAR BASIN TO THE BERNE CONVENTION.

Report by Dr. Wellington Koo, and Resolution adopted by the Council on October 2nd, 1921.

In accordance with the resolution adopted by the Council on September 2nd, 1921, the President of the Advisory and Technical Committee on Communications and Transit of the League of Nations has forwarded, in a letter dated September 26th, 1921, the opinion of the Committee on Communications and Transit questions raised by the request of the Saar Basin Governing Commission for admission to the International Railway Transport Convention of 1890 (Berne Convention).

After reviewing important points brought out in the documents at their disposal and setting forth certain consequences arising therefrom, the letter concludes with a resolution adopted by the Committee. The opinion given at the end of this resolution, which is supported by detailed argument, is given below. It is stated that this opinion is subject to any subsequent opinion which the Committee might be called upon to give in its capacity as an organ of conciliation in case of a dispute under Article 376 of the Treaty of Versailles, and also irrespective of the question as to whether the Saar is or is not a State:

"A declaration of adherence to the International Convention of Berne on the part of the Saar Basin Governing Commission is unnecessary.

"The International Convention of Berne is, as regards all the Powers which signed or adhered to this Convention, rightfully in force in the Saar Basin Territory in the same manner as in the territory of the Allied and Associated Powers which signed or adhered to this Convention.

"Railway transport between the Saar Basin Territory and Germany, in particular, will be subject to the international transport régime established by the Berne Convention.

"The Saar Basin Governing Commission is alone entitled to represent the Saar railways in all matters relating to the application or revision of this Convention, on the same footing as the Government of any of the Powers whose territories are subject to the Berne Convention.

"Should any part whatever of the regulations for operating the Saar railways or any other laws or regulations in force in the Saar Basin Territory conflict with the international transport régime laid down by the Berne Convention, it would be the duty of the Saar Basin Governing Commission to impose this régime.

"In the opinion of the Commission the lines operated by the Saar Basin Governing Commission ought to be placed in a special category in the list of railway lines to which the Berne Convention applies."

This opinion is based, in so far as concerns those Powers which have signed the Treaty of Versailles and the Berne Convention (or adhered to the latter), on the view that Article 366 of the Versailles Treaty, renewing the Berne Convention between those Powers, is, by virtue of

du Bassin de la Sarre, en vertu du paragraphe 3 de l'article 22 de l'annexe au même Traité relatif au Bassin de la Sarre. Dans le cas des autres Puissances signataires ou adhérentes à la Convention de Berne, mais non au Traité de Versailles, cet avis s'appuie sur le fait que cette Convention a été signée par l'Allemagne et sur les conséquences des changements apportés à la situation du territoire de la Sarre et à son gouvernement par les stipulations du Traité de Versailles relatives au dit territoire.

Je n'essaierai pas d'analyser ou même de résumer davantage les arguments ou les opinions présentés par la Commission du transit, car il ne semble pas nécessaire que le Conseil se prononce sur ce sujet à présent.

Je propose que la lettre tout entière de la Commission du transit soit transmise à la Commission de gouvernement du Bassin de la Sarre.

En conséquence, j'ai l'honneur de proposer l'adoption de la résolution suivante :

« La lettre du 26 septembre 1921 émanant de la Commission consultative et technique des communications et du transit relativement à la demande d'adhésion de la Commission de gouvernement du Bassin de la Sarre à la Convention internationale sur le transport des marchandises par chemins de fer de 1890 (Convention de Berne) est transmise à la Commission de gouvernement du Bassin de la Sarre ».

2. RÈGLEMENT DES « DETTES ENNEMIES » DANS LE BASSIN DE LA SARRE.

Déclaration de M. Fisher et résolution adoptée par le Conseil le 2 octobre 1921.

M. Fisher donne lecture de la déclaration suivante :

« Le Gouvernement britannique a examiné, depuis quelque temps, la question des dettes contractées par des personnes résidant dans le Bassin de la Sarre envers les ressortissants anglais qui ont insisté, par l'intermédiaire de la Chambre de compensation de Londres (Enemy Debt Chamber), sur l'établissement, dans le territoire, d'un système analogue à la Chambre de compensation allemande pour le règlement des dettes.

« Il y a lieu de croire que d'autres pays que la Grande-Bretagne sont également intéressés à cette question et désireux de voir appliquer certaines mesures destinées à donner satisfaction à leurs créanciers.

« J'ai été prié, par mon Gouvernement, d'attirer l'attention de mes collègues du Conseil sur la question. Je prie donc ceux-ci de vouloir bien me donner leur avis sur l'opportunité qu'il y aurait à demander à la Commission de gouvernement du Bassin de la Sarre où en est exactement la question et s'il y a lieu d'espérer qu'on puisse aboutir prochainement à une solution. »

Sur la proposition de M. Fisher, le Conseil adopte la résolution suivante :

« Le Secrétaire général est prié de demander à la Commission de gouvernement du Bassin de la Sarre où en est exactement la question du règlement des dettes ennemies dans le Bassin de la Sarre et s'il y a lieu d'espérer que l'on puisse aboutir prochainement à une solution. »

Télégramme du Président de la Commission de Gouvernement.

« Je réponds à votre télégramme du 26 septembre et à votre lettre du 3 octobre. Des négociations sont en cours entre le Gouvernement de la Sarre et le Gouvernement allemand, qui vient de soumettre à la Commission de Gouvernement un projet qui est présentement à l'examen. Ce projet comporterait de lourdes charges financières. Il existe à ce sujet dans le Traité de Paix de Versailles une véritable lacune qui complique encore la solution d'un problème déjà difficile en lui-même.

(Signé) V. RAULT.

paragraph 3 of Article 22 of the Saar Annex to the same Treaty, applicable to the Saar ; and in the case of other Powers signatory (or adherent) to the Berne Convention but not to the Versailles Treaty, on the fact of the signature of the Convention by Germany and on the effect of the changes in the situation of the Saar Territory and its Government resulting from the stipulations of the Treaty of Versailles concerning that area.

I will not attempt to analyse or even summarise further the arguments or the views presented by the Transit Commission, as it does not appear to me to be necessary for the Council to express an opinion now.

I would suggest that the entire letter from the Transit Commission be forwarded to the Saar Basin Governing Commission.

I beg, therefore, to suggest the following resolution for adoption :

“ The letter dated September 26th, 1921, from the Advisory and Technical Committee on Communications and Transit concerning the question of the request of the Saar Basin Governing Commission for admission to the International Railway Transport Convention of 1890 (Berne Convention) is forwarded to the Saar Basin Governing Commission. ”

2. SETTLEMENT OF “ ENEMY DEBTS ” DUE BY RESIDENTS IN THE SAAR BASIN.

Declaration by Mr. Fisher and Resolution adopted by the Council on October 2nd, 1921.

Mr. Fisher made the following declaration :

“ The British Government have been considering for some time the question of certain debts due by residents in the Saar Basin to British subjects who, through the Clearing Office (Enemy Debts) in London, have been urging the establishment in the Territory in question of some system analogous to the German Clearing Office law for the settlement of debts.

“ There is reason to believe that other countries besides Great Britain are equally interested in the question, and anxious to see some means provided of giving satisfaction to their creditors.

“ I have now been requested by my Government to bring the matter to the notice of my colleagues on the Council, and I should like to invite their opinion on the desirability of enquiring of the Saar Basin Governing Commission the exact position of this question, and whether there is a reasonable prospect of an early solution being arrived at. ”

On the proposal of Mr. Fisher, the Council adopted the following resolution :

“ The Secretary-General is requested to ask the Saar Basin Governing Commission as to the exact position of the question of the settlement of ‘ Enemy ’ Debts in the Saar Basin, and whether there is a prospect of any early solution being arrived at ”.

Telegram from the Président of the Governing Commission.

“ In reply to your telegram of September 26th and to your letter of October 3rd, negotiations are going on between the Saar Government and the German Government, which has just submitted to the Governing Commission a proposal which is at present under examination. This proposal would involve heavy financial charges. Nothing whatever is said on this subject in the Treaty of Versailles, which further complicates the solution of a problem difficult enough in itself.

(Signed) V. RAULT.

XXVII.

DÉPORTATION DES FEMMES ET DES ENFANTS EN TURQUIE ET EN ASIE MINEURE

Rapport du délégué du Brésil, adopté par le Conseil le 2 octobre 1921.

Le 23 septembre 1921, l'Assemblée a adopté la résolution suivante sur la déportation des femmes et des enfants en Turquie et en Asie Mineure :

« Que l'on nommera à Constantinople un Commissaire de la Société des Nations, dont la nomination sera officiellement notifiée aux Hauts Commissaires des Puissances alliées et associées, aux représentants des autres pays intéressés, Membres de la Société, au Gouvernement turc et aux autorités spirituelles des déportés, à savoir aux Patriarcats arménien et grec. »

A la suite de cette résolution, il appartient au Conseil de désigner le fonctionnaire dont la nomination a été recommandée par l'Assemblée.

Ce fonctionnaire, agissant comme président d'un comité mixte, sera chargé de s'occuper de la restitution des femmes et des enfants et de se tenir en contact étroit avec la Commission des Hauts Commissaires alliés, que l'Assemblée a demandé à la France, à la Grande-Bretagne et à l'Italie d'instituer. Le comité mixte, dont il sera le président, pourra comprendre dans des cas particuliers des représentants de chaque nationalité intéressée.

Il sera également chargé de la direction de la Maison Neutre, qui doit être créée sous les auspices de la Société. On propose que, si le Conseil est d'avis de nommer ce fonctionnaire, on laisse au Président du Conseil et au Secrétaire général le soin de s'entendre en détail avec lui sur les questions de traitement, etc.

Le budget, tel qu'il a été voté par la quatrième Commission, prévoit des crédits pour le traitement du Commissaire et pour d'autres dépenses.

XXVIII.

LETTRE ADRESSÉE AUX MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ AU SUJET DES CONTRIBUTIONS
DE LA COMMISSION DES ÉPIDÉMIES.

Monsieur le Président,

Dans la séance du 21 septembre 1921 de l'Assemblée plénière de la Société des Nations, la résolution suivante a été votée :

« L'Assemblée, constatant les heureux résultats obtenus à peu de frais par la Commission des épidémies de la Société des Nations, dans le but de renforcer les mesures sanitaires préventives prises par l'administration sanitaire du Gouvernement de la Pologne dans la lutte contre le typhus, recommande que l'œuvre de la Commission soit continuée et étendue à d'autres pays, suivant les exigences de la situation, pour autant que le Conseil le jugera opportun.

XXVII.

THE DEPORTATION OF WOMEN AND CHILDREN IN TURKEY AND IN ASIA MINOR.

Report by the Delegate of Brazil, adopted by the Council on October 2nd, 1921.

On September 23rd, 1921, the Assembly agreed to the following resolution on the subject of the Deportation of Women and Children in Turkey and in Asia Minor :

"That there shall be appointed in Constantinople a Commissioner of the League of Nations whose appointment shall be officially notified to the Allied and Associated High Commissioners, to the Representatives of the other interested countries and Members of the League, to the Turkish Government and to the ecclesiastical authorities of the deported populations, namely, the Greek and Armenian Patriarchs."

As a result of this resolution, it is for the Council to appoint the officer whose nomination was recommended by the Assembly.

It will be the duty of this officer to act as chairman of a mixed board to deal with the reclamation of women and children, and to work in close touch with the Committee of Allied High Commissioners which the Assembly invited France, Great Britain and Italy to set up. The mixed board over which he is to preside may include, in particular cases, representatives of each interested nationality.

He will also be responsible for the management of the Neutral House which is to be set up under the auspices of the League. It is proposed that, if the Council agrees to nominate this officer, detailed arrangements with him as to salary, etc., should be left to the discretion of the President of the Council and the Secretary-General.

The Budget, as passed by the Fourth Committee, makes appropriations for his salary and other expenses.

— XXVIII.

LETTER TO MEMBERS OF THE LEAGUE FOR FUNDS FOR THE
ÉPIDEMIC COMMISSION.

tr,

At a meeting of the General Assembly of the League of Nations held on September 21st, 1921, the following resolution was passed :

"The Assembly, in view of the economical and successful results achieved by the League of Nations Epidemic Commission in reinforcing the preventive sanitary measures undertaken by the Polish Health Administration in the campaign against typhus, recommends that the work of the Commission be continued and extended to other countries as necessity arises, provided the Council considers it expedient."

« A cette fin, le Président de l'Assemblée et le Président du Conseil sont priés d'adresser un appel spécial aux Membres de la Société des Nations, en vue d'obtenir leur généreux concours financier et de prier les Etats qui n'ont pas encore pu verser leur contribution, si largement promise, de le faire aussitôt que possible. »

Conformément à cette résolution, nous avons l'honneur d'attirer votre attention, en notre qualité de Président de l'Assemblée et du Conseil de la Société des Nations, sur la nécessité d'obtenir un concours rapide dans la lutte contre le typhus.

Les débats qui ont eu lieu l'année dernière, ont été caractérisés par une unanimité remarquable sur l'urgence d'une action de la part de la Société des Nations. L'Assemblée avait compris que le monde entier a un intérêt vital à la suppression de ces épidémies qui ravagent le monde et il apparut à ce moment que la majorité des Membres de la Société se montreraient généreux dans les contributions que le Conseil leur demandait pour la Commission des épidémies.

Les circonstances ont, toutefois, montré que les espérances que l'on avait conçues à cette époque ne se sont pas encore entièrement réalisées.

Certains pays ont versé des sommes fort importantes, d'autres n'ont pu faire aucun versement. Quelques-uns n'ont que peu donné. D'autres n'ont pu verser les sommes qu'ils avaient formellement promises.

Le rapport de la Commission des épidémies, communiqué à la deuxième Assemblée, montre clairement que les travaux de la Commission doivent se poursuivre et doivent même, en fait, s'étendre.

Les dangers du choléra s'ajoutent aujourd'hui à l'horreur du typhus. La famine russe refoulée le long des frontières polonaises des milliers de réfugiés, dont beaucoup sont porteurs de germes infectieux.

Les dispositions prises par les autorités sanitaires polonaises, si efficaces qu'elles soient, ne peuvent faire face à la situation et le concours de la Commission des épidémies de la Société des Nations est encore plus nécessaire qu'auparavant. De plus, conformément à la résolution votée par l'Assemblée, le 30 septembre, l'activité de la Commission des épidémies devra, dans la mesure du possible, s'étendre à d'autres pays. En effet, cette résolution déclare :

« Que l'Assemblée estime que la Commission de la Société des Nations pour la lutte contre les épidémies devrait être invitée à collaborer avec des associés qui s'efforcent de combattre les maladies contagieuses en Russie et dans les territoires caucasiens. »

Nous avons l'honneur, en conséquence, d'adresser un appel pressant à tous les Membres de la Société pour qu'ils versent de nouvelles contributions permettant à la Commission des épidémies de continuer sa tâche, suivant le vœu exprimé par l'Assemblée.

Veuillez agréer, etc.

XXIX.

RÉSOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE RELATIVES A LA RÉDUCTION DES ARMEMENTS

Rapport présenté par M. Léon Bourgeois et adopté par le Conseil le 12 octobre 1921.

A sa vingt-septième séance, le 1^{er} octobre 1921, l'Assemblée a adopté onze résolutions envisageant certaines mesures à prendre par le Conseil, en ce qui concerne la réduction des armements. Ces résolutions ont été présentées dans un rapport soumis à l'Assemblée par la troisième Commission et dont copie est jointe¹ au présent document.

¹ Non imprimé.

" To this end, the President of the Assembly and the President of the Council are requested to issue a special appeal to the Members of the League for liberal financial support, and to ask those States which have not found it possible to make available the contributions which they so generously promised, to do so as soon as possible."

In accordance with this resolution, we have the honour, as Presidents of the Assembly and of the Council of the League of Nations, to bring to your attention the urgent need for the support of this campaign.

The discussion which took place last year at the First Assembly was characterised by remarkable unanimity as to the necessity for action on the part of the League. It was felt that the whole world had a vital interest in the elimination of those epidemic diseases which were ravaging the world, and at the time it appeared likely that the majority of the Members of the League would contribute generously towards the funds which the Council asked for on behalf of the Epidemic Commission.

The events of this year, however, have proved that the expectations raised at the time of the Assembly were not to be fully realised.

Certain countries have contributed in a most liberal manner; some have been unable to contribute at all; some have only given small sums; others have failed to make available the sums they definitely promised.

The report of the Epidemic Commission, as circulated to the Second Assembly, clearly demonstrates the fact that the work of the Commission must continue; must, in fact, be extended.

To the horrors of typhus has been added the danger of cholera. The Russian famine is spreading across the Polish frontier thousands of refugees, many of whom are carrying infection.

The arrangements of the Polish sanitary authorities, efficient as they are, are not adequate to cope with the situation, and the assistance of the Epidemic Commission of the League of Nations is even more necessary than before. Moreover, in view of the resolution passed by the Assembly on September 30th, it is certain that the activities of the Epidemic Commission ought, if possible, to be extended to other countries. This resolution ran as follows:

" The Assembly considers that the Committee of the League of Nations formed to combat epidemics should be invited to co-operate with the associations which have undertaken the campaign against infectious diseases in Russia and the Caucasus."

We therefore appeal urgently for further contributions from the Members of the League, in order that the work of the Epidemic Commission may continue, in accordance with the wish expressed by the Assembly.

We have the honour to be, etc.

XXIX.

SOLUTIONS OF THE ASSEMBLY CONCERNING REDUCTION OF ARMAMENTS.

Report by M. Léon Bourgeois, adopted by the Council on October 12th, 1921.

At its twenty-seventh meeting, held on October 1st, 1921, the Assembly adopted eleven resolutions contemplating certain measures to be taken by the Council with regard to the question of the Reduction of Armaments. These resolutions were introduced in a report made to the Assembly by the third Committee, a copy of which is attached¹ to the present document.

¹ Not reprinted.

En raison du fait que le Conseil continue à siéger et qu'il peut se passer un certain temps avant qu'il ne se réunisse de nouveau, il semblera sans doute opportun au Conseil d'examiner l'action qu'il serait désirable qu'il prît au sujet de certaines de ces résolutions :

RÉSOLUTION 1.

« Il conviendrait que la Commission temporaire mixte fût priée de continuer l'œuvre qu'elle a commencée. »

Le rapport sur ce sujet, que l'ai eu l'honneur de soumettre au Conseil et que le Conseil a adopté à sa séance du 12 septembre, prévoyait la nécessité pour la Commission temporaire de continuer l'œuvre dont elle avait établi le programme. Le Conseil pourrait donc, simplement demander à la Commission de poursuivre ses travaux et aviser de sa décision le président de la Commission temporaire mixte.

RÉSOLUTION 2.

« La Commission temporaire sera priée de faire des propositions en trois lignes générales d'un plan de réduction des armements nationaux et, afin d'assurer la précision, ces propositions revêtiront la forme d'un projet de traité ou d'un autre projet également précis, qui sera présenté au Conseil, si possible, avant la réunion de l'Assemblée l'an prochain.

« Pour permettre à la Commission temporaire mixte d'accomplir cette tâche, le Conseil sera prié de renforcer la Commission temporaire mixte. »

L'importance de cette résolution est évidente. Le Conseil sera sans doute d'avis d'accepter la résolution de l'Assemblée. Il devrait, dans ce cas, aviser de son acceptation le président de la Commission temporaire.

La Commission temporaire a été constituée par le Conseil de telle façon qu'elle puisse traiter tous les aspects de la question ; en particulier, on a désigné un certain nombre de personnes ayant une haute compétence politique et capables d'examiner les problèmes du point de vue exprimé dans cette résolution, c'est-à-dire du point de vue d'un accord international. Il y a lieu de remarquer que la proportion contenue dans le second paragraphe de cette résolution paraît avoir été appuyée par la Commission de l'Assemblée par certains des membres les plus éminents de la Commission temporaire ; et il semble, dans tous les cas, que la Commission elle-même est mieux en mesure que quiconque de juger s'il est nécessaire de lui adjoindre de nouveaux membres et dans quelle proportion, afin de mettre cette résolution à exécution. La Commission pourrait donc être invitée par le Conseil à se réunir aussitôt que possible, afin de lui présenter les noms des nouveaux membres qu'elle jugerait désirable de s'adjoindre.

Il est à souhaiter, cependant, que ces nouveaux membres ne dépassent pas le nombre de six.

RÉSOLUTION 3.

« Une enquête statistique sur les armements des différents pays sera faite selon le programme formulé dans le corps du rapport. »

La Commission temporaire mixte, comme on peut le voir dans son rapport, a déjà examiné dans ses grandes lignes l'enquête statistique à laquelle il doit être procédé. Il suffira que le Conseil se borne à attirer l'attention de la Commission temporaire sur la résolution ci-dessus.

In view of the fact that the Council is still in session and that it may be some time before it meets again, the Council will no doubt think it advisable to consider what action it should take in respect of certain of these resolutions.

RESOLUTION I.

"That it is desirable that the Temporary Mixed Commission should be asked to continue the work which it has begun."

The report on this subject, which I had the honour to submit to the Council, and which the Council adopted at its meeting of September 12th, foreshadowed the necessity for the Temporary Commission of continuing the work of which it had established the programme. The Council might therefore simply ask the Commission to continue its work, notifying its President accordingly.

RESOLUTION 2.

"That the Temporary Mixed Commission be asked to make proposals on general lines for the reduction of national armaments, which, in order to secure precision, should be in the form of a draft treaty or other equally definite plan, to be presented to the Council if possible before the Assembly next year.

"In order to enable the Temporary Mixed Commission to accomplish this task, the Council should be asked to strengthen the Temporary Mixed Commission."

The importance of this resolution is obvious. The Council will no doubt think it right to accept the resolution of the Assembly and communicate this acceptance to the President of the Temporary Commission.

The Temporary Commission was nominated by the Council in a form intended to enable it to deal with all aspects of the question, and in particular a number of persons of high political competence were nominated who should be able to see the problems from the point of view brought out in this resolution—namely, that of a general international arrangement. It may, however, be observed that the proposal contained in the second paragraph of this resolution was supported in the Assembly Committee by some of the most prominent members of the Temporary Commission, and it seems to me that the Commission itself is best able to judge what, if any, additions to its membership it requires, in order to carry out this recommendation. The Commission might therefore be invited by the Council to meet as soon as possible in order to lay before the Council the names of such new members as it may judge desirable to co-opt.

It seems advisable, however, that the new members should not be more than six in number.

RESOLUTION 3.

"A statistical investigation will be made with regard to the armaments of the various countries upon the lines indicated in the body of the report."

The Temporary Mixed Commission, as may be seen from its report, has already considered the lines upon which the statistical enquiry should be carried out. It is suggested that the Council should simply draw the attention of the Temporary Commission to the above resolution.

RÉSOLUTION 4.

« La Commission temporaire mixte sera priée de continuer l'examen des questions de la fabrication privée et du trafic des armes. »

La question de la fabrication privée des armes est une de celles sur lesquelles le Pacte attire une attention toute spéciale. La Commission temporaire lui a déjà consacré, comme on peut le voir dans son rapport, beaucoup de temps et d'attention et les difficultés de ce problème ont été ainsi mises en lumière. Le Conseil n'aura ainsi qu'à demander à la Commission temporaire de continuer l'examen des questions de la fabrication privée et du commerce des armes.

RÉSOLUTION 5.

« Le Conseil sera prié d'inviter tous les Membres de la Société et les Etats intéressés, qui ne sont pas Membres de la Société, à prendre part à une Conférence internationale sur la fabrication privée et le commerce des armes, qui devra se réunir dans le plus bref délai possible et à la date qui sera fixée sous la responsabilité du Conseil. Il est très désirable que cette date soit antérieure à la prochaine session de l'Assemblée.

« La Commission temporaire mixte sera chargée de préparer le programme de la Conférence et de lui soumettre un projet de Convention. »

Je propose que les mesures à prendre d'après cette résolution soient ajournées jusqu'à une session ultérieure du Conseil, car il est préférable de ne déterminer la date de la Conférence que lorsque la Commission temporaire mixte aura pu, conformément à la résolution 4, étudier plus complètement la question et lorsque nous connaissons le résultat de la Conférence de Washington.

RÉSOLUTION 6.

« Il sera vivement recommandé à tous les Etats signataires de la Convention de Saint-Germain sur le trafic des armes, Membres de la Société des Nations ou non, de ratifier cette convention le plus tôt possible ; en même temps, tous les Etats non signataires sont priés d'adhérer à la convention.

« L'Assemblée exprime son vif désir de voir la Conférence du désarmement qui aura lieu prochainement à Washington, insister résolument sur l'importance de cette question. »

En ce qui concerne la première partie de cette résolution, le Conseil pourrait peut-être inviter le Secrétaire général à attirer sur la question l'attention de tous les Etats qui n'ont pas encore communiqué à la Société leurs intentions à ce sujet.

En ce qui concerne la deuxième partie, la meilleure manière de la mettre à exécution sera peut-être d'inviter individuellement les Membres de la Société qui doivent participer à la Conférence du désarmement de faire tous leurs efforts, au cours de cette conférence, pour que soit examinée l'importante question de la ratification de la Convention par les Etats signataires et de l'adhésion à cette même Convention des Etats non signataires qui ne l'ont pas encore donnée.

Si le Conseil se range à cet avis, le projet de lettre suivant pourrait être envisagé :

RESOLUTION 4.

"That the Temporary Mixed Commission be requested to continue the examination of the question of the private manufacture of armaments and the trade in arms."

The question of the private manufacture of armaments is one to which the Covenant draws special attention. The Temporary Commission has already, as is seen in its report, devoted to it much time and attention, which have brought into relief the difficulties of the problem. The Council might, therefore, simply ask the Temporary Commission to continue the examination of the question of the private manufacture of armaments and the trade in arms.

RESOLUTION 5.

"That the Council be requested to invite all the Members of the League and interested States which are not Members of the League to take part in an International Conference on the private manufacture of arms and the trade in arms, which should meet as soon as possible at a date to be fixed under the responsibility of the Council. It is considered highly desirable that this date should be prior to the next session of the Assembly.

"The Temporary Mixed Commission should be entrusted with the task of preparing the programme of the Conference and of submitting to it a draft Convention."

It is suggested that action on this resolution be postponed for a future session of the Council, as it would be better not to fix the date of the Conference until the Temporary Commission has been able, in accordance with Resolution 4, to make a more complete study of the question and until to know the result of the Washington Conference.

RESOLUTION 6.

"That the urgent importance of ratifying the Convention at the earliest possible moment should be strongly impressed on all the States signatories to the Arms Traffic Convention of Saint-Germain, whether Members of the League of Nations or not, and at the same time all non-signatory States should be invited to adhere to the Convention.

"The Assembly expresses its earnest desire that the importance of this subject may be strongly urged at the forthcoming Conference on Disarmament at Washington."

As regards the first part of this resolution, the Council would perhaps instruct the Secretary-General to bring it to the attention of all States which have not yet informed the League of their intentions on the subject.

The second part of the resolution could, perhaps, be best put into execution by the issue of an individual invitation to those Members of the League which will participate in the Conference on Disarmament to use their best endeavours during that Conference to secure full consideration of the important question of the ratification of this Convention by the signatory States, and adherence thereto by the non-signatory States which have not yet taken this step.

If the Council concur in this view, the following draft letter is submitted for consideration :

Monsieur,

Le rapport sur la réduction des armements, présenté par la troisième Commission à la dixième Assemblée de la Société des Nations et adopté le 1^{er} octobre, contient entre autres la résolution suivante, relative à la Convention sur le trafic des armes, signée à Saint-Germain :

« Il sera vivement recommandé à tous les Etats signataires de la Convention de Saint-Germain sur le trafic des armes, Membres de la Société des Nations ou non, de ratifier cette convention le plus tôt possible ; en même temps, tous les Etats non signataires sont priés d'adhérer à la convention.

« L'Assemblée exprime son vif désir de voir la Conférence du désarmement qui aura lieu prochainement à Washington, insister résolument sur l'importance de cette question. »

Conformément à cette résolution, le Conseil de la Société des Nations, dans sa séance du 1^{er} octobre, m'a chargé de prier le Gouvernement de de vouloir bien faire tous ses efforts pour que l'importante question de la ratification de cette convention par les Etats signataires et de l'adhésion des Etats non signataires, qui ne l'ont pas encore donnée, fasse l'objet d'un examen approfondi de la part de la Conférence du désarmement de Washington.

A titre de référence, je vous transmets, ci-jointes,¹ copie du rapport de la Commission temporaire mixte, qui traite de la situation actuelle en ce qui concerne la convention sur le trafic des armes (pages 13 à 16), ainsi qu'une copie du rapport sur la réduction des armements adopté par l'Assemblée le 1^{er} octobre.

Veuillez agréer, etc....

Le Secrétaire général.

RÉSOLUTION 7.

« L'Assemblée, prenant acte du vœu exprimé dans le rapport de la Commission temporaire mixte pour la réduction des armements, au sujet de l'opportunité qu'il y aurait à prendre des mesures en vue d'empêcher l'importation en temps de paix d'armes et de munitions provenant de pays où le trafic demeure sans contrôle, invite le Conseil à préparer, à cet effet, un projet de protocole qui serait soumis à l'examen des divers gouvernements. Elle tient, en même temps, à exprimer son espoir que cette procédure ne pourra en aucune manière retarder la ratification générale de la Convention de Saint-Germain.

« Les mesures à prendre éventuellement pour la destruction du surplus des stocks de munitions pourront faire l'objet d'un examen de la part de la Commission temporaire mixte. »

Les remarques qui s'appliquaient à la résolution 5, ci-dessus, s'appliquent également à cette résolution.

Il y aurait donc lieu d'ajourner l'examen de la question à une session ultérieure du Conseil.

RÉSOLUTION 8.

« Sous réserve des conditions y énoncées, la recommandation de la première Assemblée, tendant à ce que les Membres de la Société s'engagent à ne pas dépasser au cours des deux prochaines années financières, la somme totale de leurs dépenses militaires, navales et aériennes prévue au budget de la présente année, sera de nouveau transmise à tous les Membres de la Société, ainsi qu'un relevé des réponses à cette recommandation qui sont déjà parvenues. »

¹ Non imprimé.

The report on the Reduction of Armaments presented by the Third Committee to the Second Assembly of the League of Nations, and adopted by it on October 1st, includes, among others, the following resolution concerning the Arms Traffic Convention signed at Saint-Germain :

"That the urgent importance of ratifying the Convention at the earliest possible moment should be strongly impressed on all the States signatories to the Arms Traffic Convention of Saint-Germain, whether Members of the League of Nations or not, and at the same time all non-signatory States should be invited to adhere to the Convention.

"The Assembly expresses its earnest desire that the importance of this subject may be strongly urged at the forthcoming Conference on Disarmament at Washington."

In compliance with this resolution, the Council of the League, at its meeting of October....., instructed me to request the Government to use its best endeavours to secure full consideration by the Conference on Disarmament at Washington for the important question of the ratification of this Convention by the signatory States and of adhesion thereto by the non-signatory States which have not yet taken this step.

For convenience of reference I am enclosing herewith¹ a copy of the report of the Temporary Mixed Commission dealing with the present status of the Arms Traffic Convention (see pages 13-16), and a copy of the report on the reduction of armaments adopted by the Assembly on October 1st.

I am, Sir,

Your obedient servant,

Secretary-General.

RESOLUTION 7.

"The Assembly, taking note of the view expressed in the report of the Temporary Mixed Commission on the Reduction of Armaments with regard to the desirability of making provision for excluding the import of arms and ammunition in time of peace from countries in which the traffic is uncontrolled, invited the Council to prepare a draft protocol for this purpose for the consideration of the various Governments. At the same time it expresses the earnest hope that this procedure will not in any way be permitted to delay the general ratification of the Convention of Saint-Germain. The steps that may eventually have to be taken for the destruction of the surplus stocks of munitions may be considered by the Temporary Mixed Commission."

The same remarks apply to this resolution as to 5 above. The consideration of this matter should therefore be adjourned to a later session of the Council.

RESOLUTION 8.

"That, subject to the conditions set out in the recommendation of the first Assembly, the recommendation that Members of the League should undertake not to exceed for the next two financial years following the present year the sum total of expenditure on military, naval and air forces provided for in the budget of that year, should be again forwarded to all Members of the League, together with a statement showing the replies already received to this recommendation."

¹ Not reprinted.

Le Conseil, à sa session de février dernier, a décidé de communiquer la recommandation de la première Assemblée aux Membres de la Société et de leur demander d'indiquer quelles mesures ils estimaient possible de prendre pour donner effet à cette recommandation.

Dans l'intervalle qui s'est écoulé entre la session du Conseil en février et la réunion de l'Assemblée, on a reçu diverses réponses à cette communication. Le Conseil estimera peut-être qu'il est prématuré de renouveler cette procédure après un si court intervalle ; d'ailleurs, la plupart des Etats seront mieux en mesure d'indiquer leur attitude à cet égard au début de l'année 1921 qu'à l'heure actuelle.

Il serait donc désirable d'ajourner l'examen de cette résolution jusqu'à la prochaine session du Conseil.

RÉSOLUTION 9.

« Que la Commission temporaire mixte soit priée d'étudier — de concert avec la Commission permanente consultative — s'il y a lieu d'adresser un appel aux savants de tout l'univers pour les prier de rendre publiques leurs découvertes sur les gaz toxiques et autres questions semblables, afin de réduire au minimum la probabilité de leur emploi dans une guerre future. »

Il suffira de transmettre purement et simplement cette résolution à la Commission temporaire mixte et à la Commission permanente consultative.

RÉSOLUTION 10.

« Il conviendrait qu'une propagande en faveur de la réduction des armements dans les conditions prévues par le Pacte, fût faite avec conviction et enthousiasme parmi toutes les nations. »

RÉSOLUTION 11.

« Comme suite à la troisième résolution de la première Assemblée, l'Assemblée est d'avis que le Secrétariat soit prié de compléter l'organisation de la section du Secrétariat chargée de la question de la réduction des armements. Elle estime que cette section doit être dotée d'une direction spéciale, ou d'une organisation officielle analogue, tout à fait distincte et, au besoin, en sus de celles déjà prévues par la quatrième Commission de l'Assemblée. »

Ces deux résolutions pourraient être examinées à l'une des prochaines sessions du Conseil. En ce qui touche la résolution 11, le Secrétaire général soumettra certainement à notre approbation une proposition en temps opportun.

Si le Conseil adopte les suggestions ci-dessus, il pourrait, tout en ajournant l'examen des résolutions Nos 5, 7, 8, 10 et 11 de l'Assemblée, prendre dès maintenant les décisions suivantes :

1^o Le Conseil invite le Secrétaire général à informer M. Viviani, président de la Commission temporaire mixte, que celle-ci est priée de continuer l'œuvre qu'elle a commencée.

2^o La Commission temporaire mixte est invitée à se réunir dans le plus bref délai possible et à proposer au Conseil les noms des nouveaux membres, au nombre de six au maximum, qu'elle désirerait s'adjoindre. La Commission est invitée à présenter des propositions en traçant les lignes générales d'un plan de réduction des armements nationaux. Ces propositions, afin d'en assurer la précision, devront revêtir la forme d'un projet de traité, ou d'un autre projet également précis qui sera présenté au Conseil si possible avant la réunion de l'Assemblée l'an prochain.

The Council, at its meeting of last February, decided to communicate the recommendation of the First Assembly to the Members of the League and ask them to state what action they found it possible to take in regard to the carrying out of the recommendation.

Replies to this communication have been received at intervals throughout the period between the Council meeting in February and the meeting of the Assembly. The Council may perhaps feel that it is premature to repeat its former action at so short an interval. Furthermore, the majority of States will be in a better position to announce their policy in this matter early in the year 1922 than they are at present.

I therefore propose that this resolution should be considered at the next session of the Council.

RESOLUTION 9.

"That the Temporary Mixed Commission be asked to examine—in consultation with the Permanent Advisory Commission—whether it is advisable to address an appeal to the scientific men of the world to publish their discoveries in poison gas and similar subjects, so as to minimise the likelihood of their being used in any future war."

It will suffice simply to forward this resolution to the Temporary Mixed Commission and the Permanent Advisory Commission.

RESOLUTION 10.

"That it is desirable that propaganda in favour of the reduction of armaments, as contemplated in the Covenant, should be carried out with earnestness and conviction among all nations."

RESOLUTION 11.

In pursuance of the third resolution of the First Assembly, the Assembly is of opinion that the Secretariat should be asked to complete the organisation of the section of the Secretariat dealing with the question of the reduction of armaments, and that this section should have a directorship of its own, or other equivalent official organisation, quite separate from, and, if necessary, in addition to, those already proposed by the Fourth Committee of the Assembly."

These two resolutions, if the Council agrees, may be considered at a future session of the Council. As regards Resolution 11, the Secretary-General will no doubt submit, in due course, a proposal for our approval.

Should the Council adopt these suggestions, it might postpone for the present the consideration of the Assembly's Resolution 5, 7, 8, 10 and 11, and take forthwith the following decisions :

1. The Council instructs the Secretary-General to inform M. Viviani, the President of the Temporary Mixed Commission, that the latter is asked to continue the work it has begun.
2. The Temporary Mixed Commission is invited to meet as early as possible and to lay before the Council the names of new members, up to the number of six, which it desires to co-opt. The Commission is invited to make proposals on general lines for the reduction of national armaments, which, in order to secure precision, should be in the form of a draft treaty or other equally definite plan, to be presented to the Council, if possible, before the Assembly next year.

3° La Commission temporaire mixte est priée de procéder à son enquête statistique d'après les principes indiqués dans le rapport de l'Assemblée sur la réduction des armements.

4° La Commission temporaire mixte est priée de continuer l'examen des questions de la fabrication privée et du commerce des armes.

5° Une communication sera adressée aux gouvernements qui doivent prendre part à la prochaine Conférence de Washington sur le désarmement. Cette communication sera conçue selon les termes du projet contenu dans ce rapport. Dans l'intervalle, on adressera à nouveau aux États qui n'ont pas encore fait connaître leur attitude, au sujet de la Convention de Saint-Germain, une lettre les invitant à bien vouloir le faire.

6° La Commission temporaire mixte sera priée d'examiner, de concert avec la Commission permanente consultative, s'il y a lieu d'adresser un appel aux savants de tout l'univers, les invitant à rendre publiques leurs découvertes sur les gaz toxiques et autres questions semblables, afin de réduire au minimum la probabilité de leur emploi dans une guerre future.

XXX.

TRAFIC DE L'OPIUM.

Rapport de M. Wellington Koo et résolutions, adoptés par le Conseil le 12 octobre 1921.

Mes collègues voudront bien se souvenir que le Conseil, après avoir examiné le rapport et les recommandations de la Commission consultative présentés au Conseil le 30 mai dernier, a adopté, le 28 juin 1921, une résolution comprenant sept paragraphes, relative au trafic de l'opium.¹

Conformément à la résolution sur le même sujet, adoptée par la première Assemblée, le 15 décembre 1920, le Conseil a, par les soins du Secrétaire général, transmis à la seconde Assemblée, pour qu'elle l'examine et qu'elle y donne son assentiment, le rapport de la Commission consultative, ainsi que la résolution du Conseil en date du 28 juin.

La seconde Assemblée a adopté, le 30 septembre, un rapport présenté par la cinquième Commission, donnant son assentiment aux paragraphes 1, 2, 4 et 5 de la résolution du Conseil et confirmant, comme l'avait fait ce dernier, la deuxième recommandation de la Commission technique, relative à la présentation, par chaque pays signataire de la Convention internationale sur l'opium, d'un rapport annuel à la Société des Nations. En ce qui concerne le paragraphe 6 de la résolution du Conseil, l'Assemblée a abouti aux mêmes conclusions après l'exposé fait par le délégué de la Chine des mesures déjà prises par le Gouvernement chinois. En outre, elle a adopté deux résolutions et présenté six recommandations, dont trois s'appliquent aux paragraphes 3, 5, 6 et 7 de la résolution du Conseil et méritent, par conséquent, d'être examinées en premier lieu.

Le paragraphe 3 de la résolution du Conseil stipulait « que le Comité provisoire d'hygiène de la Société, ou tout autre organisation similaire, soit invité à procéder à une enquête, afin de déterminer les quantités moyennes de drogues mentionnées au chapitre III de la Convention internationale de l'opium, nécessaires pour les besoins de la médecine et autres besoins légitimes dans les différents pays. » La seconde Assemblée a donné son assentiment aux enquêtes proposées, mais sous réserve que ces enquêtes aient un caractère scientifique et que, lorsqu'elles s'appliqueraient

¹ Voir *Journal Officiel*, II^e année, N^o 7, pages 791-792.

3. The Temporary Mixed Commission is asked to carry out its statistical investigation on the lines indicated in the body of the Assembly report on the reduction of armaments.
4. The Temporary Mixed Commission is requested to continue the examination of the questions of the private manufacture of armaments and the trade in arms.
5. A communication should be sent to the Governments which will participate in the forthcoming Washington Conference on Disarmament, in the terms of the draft included in this report. In the meantime, a new letter should be sent to the States which have not yet notified their attitude in respect of the Convention of Saint-Germain, to request them to do so.
6. The Temporary Mixed Commission shall be asked to examine—in consultation with the permanent Advisory Commission—whether it is advisable to address an appeal to the scientific men of the world to publish their discoveries in poison gas and similar subjects, so as to minimise the likelihood of their being used in any future war.

XXX.

TRAFFIC IN OPIUM.

Report by Dr. Wellington Koo, and resolutions adopted by the Council on October 12th, 1921.

My colleagues will recall that, with reference to the question of traffic in opium, the Council after having considered the report and the recommendations of the Advisory Committee presented to the Council on May 30th last, adopted on June 28th, 1921, a resolution in seven paragraphs.¹

In accordance with the resolution on the same subject adopted by the First Assembly on September 15th, 1920, the Council, through the Secretary-General, transmitted to the Second Assembly, for its examination and concurrence, the report of the Advisory Committee together with the Council's resolution of June 28th.

The Second Assembly, on September 30th, adopted a report presented by the Fifth Committee which expressed concurrence in paragraphs 1, 2, 4, and 5 of the Council's resolution, and, like the Council, confirmed Recommendation No. 2 of the Advisory Committee relating to the presentation of an annual report to the League by each country party to the International Opium Convention. With reference to paragraph 6 of the Council's resolution, the Assembly reached the same conclusion after a statement had been made by the Chinese Delegate of the measures already taken by the Chinese Government. In addition, it adopted two resolutions and made six recommendations. Three of these recommendations refer to paragraphs 3, 5, 6 and 7 of the Council's resolution and therefore may be considered first.

Paragraph 3 of the Council's resolution provided that the Provisional Health Committee of the League, or any other similar organisation, should be asked to undertake an enquiry to determine approximately the average requirements of the drugs specified in Chapter III of the International Opium Convention for medical and other legitimate purposes in different countries. The Second Assembly concurred in the proposed investigation, but did so on the understanding that the enquiries undertaken would be of a scientific character, and that when they applied specifically to any particular country, they would be made through or with the consent of the Government

¹ See *Official Journal*, 2nd Year, No. 7, pages 791-792.

spécialement à un pays en particulier, on devrait y procéder par l'intermédiaire ou avec le consentement du dit pays. Comme je suis d'avis que c'est là la procédure à suivre normalement, propose que le Comité provisoire d'hygiène, qui a été chargé de l'enquête, soit informé de cet arrangement.

La seconde recommandation de l'Assemblée charge le Conseil d'attirer l'attention du Gouvernement chinois sur l'article 15 de la Convention internationale de l'opium. Cet article requiert des Puissances contractantes des mesures effectives pour empêcher la contrebande de l'opium, autres drogues nuisibles, en provenance ou à destination du territoire chinois. Le Conseil, dans sa résolution du 28 juin, a adopté la recommandation de la Commission consultative, tendant à attirer tout spécialement l'attention des parties contractantes ayant conclu des traités avec la Chine sur les stipulations de cet article, et il est peut-être intéressant d'ajouter que cette recommandation a été faite par la Commission consultative sur la proposition même du représentant de la Chine. Il semble que l'objet principal de cette recommandation de l'Assemblée ait été d'éviter d'apporter aucune exception apparente à la mesure générale qui consistait à attirer l'attention de toutes les parties intéressées sur les obligations imposées par cet article. Dans ces conditions, je n'ai aucune hésitation à en proposer l'adoption par le Conseil.

La troisième recommandation proposait des modifications importantes au paragraphe 2 de la résolution du Conseil du 28 juin. L'enquête mentionnée dans cette résolution doit s'étendre à toute espèce d'opium, dont la consommation peut être considérée comme légitime ; à cet effet, le mot « strictement » doit être omis et le mot « légitimes » substitué aux mots « médicaux et scientifiques ». Je considère ces modifications comme importantes ; en étendant, en effet, la portée de l'enquête proposée, elles peuvent — à moins que les besoins maxima de chaque pays en opium ne soient utilisés en médecine ou à des fins scientifiques et les quantités d'opium utilisées autrement ne soient indiquées sous des rubriques distinctes — non seulement changer le caractère précis des données qui doivent être recueillies, mais encore elles peuvent tendre à modifier l'objet de l'enquête.

Je pourrais ajouter que c'est pour cette raison que le délégué chinois à la cinquième Commission de l'Assemblée a fait une réserve relative à cette recommandation ; le délégué siamois a fait une réserve analogue, probablement pour la même raison. La recommandation a été adoptée à l'unanimité par la seconde Assemblée ; avec ces deux réserves, il avait été explicitement déclaré dans le rapport de la cinquième Commission, que les raisons des modifications recommandées venaient des conditions très spéciales régnant dans les divers pays et particulièrement dans l'Inde. Le délégué indien a informé la Commission que le nombre des hôpitaux et dispensaires convenablement outillés existant aux Indes était insuffisant pour les besoins de la population qui occupait ces régions très vastes et se trouvait dépourvue d'une assistance médicale appropriée. Afin de lutter contre les maladies qui sévissent constamment dans certaines de ces régions, la population avait cultivé le pavot depuis des temps immémoriaux et avait l'habitude de prendre de l'opium à petites doses, comme préventif ou remède efficace. C'est ce genre de consommation de l'opium qu'on ne peut désigner comme strictement médical et auquel pensait la Commission lorsqu'elle a employé le mot « légitimes ». Mes collègues peuvent vouloir discuter ces modifications plus à fond avant de prendre une décision à leur propos ; mais je puis ajouter qu'il me semble que le Conseil pourra adopter la recommandation de l'Assemblée et attendre les résultats de l'enquête proposée.

La recommandation tendant à inviter les différents gouvernements à fournir au Secrétaire général de la Société des Nations des renseignements relatifs à la production, à la fabrication et au commerce illicite de l'opium ou autres drogues nuisibles, a évidemment pour objet de faciliter l'exécution de la Convention de l'opium, et je propose son adoption.

Pour la même raison, l'Assemblée a adopté deux résolutions : l'une, pressant les Etats Membres de la Société, qui n'ont pas signé ou ratifié la Convention de l'opium, de le faire aussitôt que possible, et l'autre se rapportant à la recommandation de la Commission consultative relative à la nécessité d'exiger des certificats d'importation. Je propose que l'on prie le Secrétaire général de donner effet à ces deux résolutions.

Restent à examiner encore deux recommandations de l'Assemblée : l'une demande au Conseil d'examiner si toutes les nations particulièrement intéressées, soit à la culture du pavot, soit à la fabrication de l'opium ou autres drogues nocives ne devraient pas être représentées à la Commission consultative. Etant donné l'opportunité et même, dans certains cas, la nécessité d'une collaboration effective de tous les pays particulièrement intéressés à la question du trafic de l'opium, je croi-

of that country. As I believe this to be the most natural course to pursue, I suggest that the Provisional Health Committee, which has been entrusted with the enquiry, be informed of this understanding.

The second recommendation of the Assembly asks the Council to draw the attention of the Chinese Government to Article 15 of the International Convention on Opium. This Article calls for effective steps by the Contracting Powers for the prevention of the smuggling of opium and other dangerous drugs into or from Chinese territory. The Council, in its resolution of June 28th, adopted a recommendation of the Advisory Committee to direct the special attention of the Contracting Parties having treaties with China to the provisions of this Article, and it may be of interest to add that this recommendation was made by the Advisory Committee on the proposal of the Chinese Representative. It appears that the main object of this Assembly recommendation was to avoid making any apparent exception to the general measures of calling the attention of the parties concerned to the obligations imposed by that Article. This being the case, I have little hesitation in suggesting its adoption by the Council.

The third recommendation proposes some important alterations in paragraph 7 of the Council's resolution of June 28th. It is to the effect that the enquiry referred to in this resolution should be extended to include all opium the consumption of which may be considered legitimate, and that to this end the word "strictly" be omitted and the word "legitimate" be substituted for "medicinal and scientific". I consider these alterations important, because, by enlarging the scope of the proposed enquiry, they might, unless the maximum requirements in each country of opium for medicinal and scientific purposes and those for other legitimate purposes were stated under separate headings, not only change the precise nature of the data to be collected, but also might tend to modify the purpose of the enquiry.

I might add that it was for this reason that the Chinese Delegate, in the Fifth Committee of the Assembly, made a reservation with reference to this recommendation. The Siamese Delegate made a similar reservation, probably for the same reason. With these two reservations, the recommendation was unanimously adopted by the Second Assembly, it having been explicitly stated in the report of the Fifth Committee that the grounds for the alterations recommended were to be found in the very special conditions in various countries, particularly in India. The Indian Delegate had informed the Committee that the number of properly equipped hospitals and dispensaries in India was insufficient for the needs of the population, which, over vast areas, were without adequate medical assistance. In order to cope with diseases with which some of the regions were constantly infected, the population had cultivated the opium poppy from time immemorial, and had habitually taken opium in small doses as a preventative or as an effective remedy. It was this use of opium, which could not be called purely medicinal, which the Committee had in mind in using the word "legitimate". My colleagues may desire to discuss these alterations more fully before taking decisions upon them, though I may add that I am of opinion that the Council might adopt this recommendation of the Assembly and await the results of the proposed enquiry.

The recommendation to invite the different Governments to furnish the Secretariat of the League with information concerning the illicit production, manufacture or trade in opium or other dangerous drugs is evidently designed for the purpose of facilitating the execution of the Opium Convention, and I suggest that it be approved.

For the same purpose the Assembly adopted two resolutions, one urging those States Members of the League which have not yet signed or ratified the Opium Convention to do so as soon as possible, and the other relating to the acceptance of the Advisory Committee's recommendation as to the requirement of importation certificates. I suggest that the Secretary-General be asked that due effect be given to these two resolutions.

Two more recommendations of the Assembly remain to be considered. One of these recommends the Council to consider whether all nations specially concerned in either the growth of the opium poppy or the manufacture of opium or other dangerous drugs should not be represented in its Advisory Committee. In view of the desirability and, in some cases, the necessity of effective co-operation of all countries particularly concerned in the question of the traffic in opium, I believe

que le Conseil serait heureusement inspiré s'il examinait quels Etats il conviendrait d'inviter à envoyer un représentant à la Commission consultative.

La dernière recommandation de l'Assemblée sur ce sujet propose que l'enquête de la Commission consultative porte non seulement sur les drogues mentionnées dans la Convention de l'opium de 1912, mais aussi sur toutes les drogues nuisibles, quelle que soit leur origine, qui produisent des effets analogues et que l'on fasse connaître au Conseil les avantages qu'il y aurait à convoquer une nouvelle Conférence internationale des Etats signataires de ladite convention et des Etats Membres de la Société des Nations, afin de rédiger une convention à l'effet de supprimer l'usage illégitime de ces drogues. Je comprends que les drogues auxquelles songeait particulièrement l'Assemblée sont des synthèses d'origine chimique et minérale qui ne sont pas spécialement visées par la Convention de l'opium. D'après les renseignements donnés par le représentant de la France à la cinquième Commission de l'Assemblée, l'usage des drogues nuisibles se serait développé en Occident comme en Orient et leur bon marché en faciliterait la dissémination. Dans ces conditions, je suis d'avis que le Conseil approuve la recommandation et la renvoie à la Commission consultative pour qu'elle présente un rapport après sa prochaine session.

Résolutions.

1. Que le Comité provisoire d'hygiène soit informé qu'en ce qui concerne l'enquête destinée à déterminer les quantités moyennes des drogues mentionnées au chapitre III de la Convention internationale de l'opium, nécessaires pour les besoins de la médecine et autres besoins légitimes dans les différents pays, il est entendu que les enquêtes entreprises auront un caractère scientifique et que, lorsqu'elles s'appliqueront en particulier à un pays déterminé, elles seront faites par l'intermédiaire du gouvernement du pays ou avec son consentement.

2. Que, tandis que l'attention des Puissances contractantes, ayant des traités avec la Chine, a été attirée sur les dispositions de l'article 15 de la Convention internationale de l'opium, en vue de faire prendre les mesures les plus efficaces pour contrebande de l'opium et autres drogues nuisibles, l'attention du Gouvernement chinois soit également attirée sur les dispositions de cet article.

3. Que le paragraphe 7 de la résolution du Conseil, adopté le 28 juin, soit modifié comme suit :

« Qu'étant donné l'intérêt témoigné par le monde entier à l'attitude de la Société à l'égard de la question de l'opium et le désir universel de limiter la production de l'opium à la quantité nécessaire aux besoins légitimes, la Commission consultative du trafic de l'opium soit invitée à étudier, au cours de sa prochaine session, la possibilité de procéder à une enquête, afin de déterminer la quantité moyenne d'opium brut spécifiée au chapitre I de la Convention pour les besoins légitimes dans les différents pays et à présenter un rapport à ce sujet. »

4. Que les divers gouvernements soient invités à fournir au Secrétariat, quand ils n'ont pas d'inconvénient, outre le rapport officiel annuel, tous renseignements relatifs à la production et au commerce illicites d'opium et autres drogues nuisibles, utiles à la Société dans l'accomplissement de sa tâche.

5. Que les Gouvernements de l'Etat serbe-croate-slovène et d'Allemagne soient invités à désigner chacun un représentant pour faire partie de la Commission consultative du trafic de l'opium.

6. Qu'en ce qui concerne la résolution d'après laquelle ceux des Etats Membres de la Société qui n'ont pas encore signé et ratifié la Convention de l'opium sont priés de le faire aussitôt que possible, le Secrétaire général soit prié de communiquer cette résolution aux gouvernements des Etats intéressés.

7. Qu'en ce qui concerne la résolution d'après laquelle tous les Etats Membres de la Société qui sont signataires de la Convention sont priés de faire connaître aussitôt que possible au Secrétariat leur adhésion à la quatrième recommandation de la Commission consultative relative à la nécessité de certificats d'importation, le Secrétaire général soit prié de communiquer cette résolution aux gouvernements des Etats intéressés.

that the Council would be well advised what States should be invited to send a representative to it on the Advisory Committee.

The other and last recommendation of the Assembly on the subject proposes that investigations be made by the Advisory Committee, not only of the drugs mentioned in the Opium Convention of 1912, but also of the dangerous drugs, of whatever origin, which produce similar effects, and that advice be given to the Council as to the desirability of convoking a further international conference of States Parties to the Convention, as well as States Members of the League of Nations, with a view to drawing up a Convention for the suppression of the abuse of such drugs. I understand that the drugs which the Assembly particularly had in mind were synthetic drugs of chemical and mineral origin, which are not covered by the Opium Convention. According to the information given by the French Representative on the Fifth Committee of the Assembly, it appears that since the war the use of noxious drugs has developed in the West, as well as in the East, and that, because of their cheapness, their use is spreading. In view of these circumstances, I am of opinion that the Council may well approve the recommendation and refer it to the Advisory Committee for a report after its next session.

Resolutions.

1. That the Provisional Health Committee be informed that, with reference to the enquiry to determine approximately the average requirements of the drugs specified in Chapter III of the International Opium Convention for medical and other legitimate purposes in different countries, it is understood that the enquiries undertaken will be of a scientific character and that, when they apply specifically to any particular country, they will be made through, or with the consent of, the Government of that country.

2. That whereas the attention of the Contracting Powers having Treaty relations with China has been called to the provisions of Article 15 of the International Opium Convention, so that the most effective steps possible should be taken to prevent the contraband trade in opium and other dangerous drugs, the attention of the Government of China be also drawn to the provisions of this Article.

3. That the original paragraph 7 of the Council Resolution adopted on June 28th be modified to read as follows:

"That in view of the world-wide interest in the attitude of the League towards the opium question and of the general desire to reduce and restrict the cultivation and production of opium to legitimate purposes, the Advisory Committee on Traffic in Opium be requested to consider and report at its next meeting on the possibility of instituting an enquiry to determine approximately the average requirements of raw opium specified in Chapter I of the Convention for legitimate purposes in different countries."

4. That the different Governments be invited, where they see no objection, to furnish the Secretariat in addition to the official annual report, any information concerning the illicit production, manufacture or trade in opium and other dangerous drugs which they think likely to be useful to the League in the execution of its task.

5. That the Governments of Germany and the Serb-Croat-Slovene State be invited each to nominate a representative to serve as members of the Advisory Committee on Traffic in Opium.

6. That with reference to the resolution urging those States Members of the League which have not yet signed and ratified the Opium Convention to do so as soon as possible, the Secretary-General be instructed to communicate this resolution to the Governments of the States concerned.

7. That with reference to the resolution urging all States Members of the League Parties to the Convention to notify the Secretariat as soon as possible of their acceptance of the fourth recommendation of the Advisory Committee relating to the requirement of importation certificates, the Secretary-General be instructed to communicate this resolution to the Governments of the States concerned.

8. Que la Commission consultative du trafic de l'opium soit priée d'étendre ses recherches de façon à ce qu'elles comprennent non seulement les drogues visées à la Convention de 1912, mais aussi toutes les autres drogues nuisibles, quelle que soit leur origine, produisant des effets analogues, ainsi que de lui faire connaître les avantages qu'il y aurait à convoquer une nouvelle Conférence internationale des Etats parties à ladite convention et de ceux Membres de la Société des Nations afin que celle-ci élabore une Convention à l'effet de supprimer l'usage illégitime de ces drogues.

XXXI.

APPLICATION DU PRINCIPE DU ROULEMENT A LA PRÉSIDENCE DES COMITÉS
ÉCONOMIQUE ET FINANCIER.

Résolution adoptée par le Conseil le 12 octobre 1921.

Le Conseil adopte la résolution suivante :

« Le Conseil, estimant, conformément aux vues déjà adoptées par la Commission consultative et technique des communications et du transit, que le roulement de la présidence doit être obligatoire dans les organisations relevant de la Société des Nations ;

« Est d'avis que ce principe devrait être appliqué à la Commission économique et financière provisoire, dans la mesure où la structure de cet organisme le permet ;

« En conséquence, le Conseil prie les Comités économique et financier de la Commission de procéder à l'application du principe de roulement, lors de leur prochaine réunion, en ce qui concerne leurs présidents respectifs.

« Le Conseil confirme M. Ador dans l'exercice de ses fonctions de président de la Commission économique et financière jusqu'à la prochaine Assemblée. »

XXXII.

VIREMENTS OPÉRÉS DANS LES CHAPITRES DU BUDGET POUR 1921.

Mémoire du Secrétaire général, adopté par le Conseil le 12 octobre 1921.

Tant que le siège temporaire de la Société se trouvait à Londres, il était plus facile et moins coûteux de se procurer les locaux, le mobilier, le personnel et les fournitures de toutes sortes, par l'intermédiaire des services du Gouvernement britannique. Le Secrétaire pouvait difficilement obtenir rapidement les factures. Plusieurs de ces comptes, qui étaient imputables au premier e

8. That the Advisory Committee on Traffic in Opium be requested to extend its investigation to include not only the drugs mentioned in the Convention of 1912, but also all dangerous drugs of whatever origin, which produce similar effects, and to advise as to the desirability of convoking a further international conference of States parties to the Convention as well as States Members of the League of Nations, with a view to drawing up a Convention for the suppression of the abuse of such drugs.

XXXI.

THE APPLICATION OF THE PRINCIPLE OF ROTATION TO THE CHAIRMANSHIP OF THE ECONOMIC AND FINANCIAL COMMITTEES.

Resolution adopted by the Council on October 12th, 1921.

The Council adopted the following resolution :

" The Council, being in agreement with the views already adopted by the Advisory and Technical Committee for Communications and Transit that, in the organisations under the League of Nations, the principle of rotation should be obligatory with regard to the office of Chairman ;

" Consider that this principle should be applied to the Provisional Economic and Financial Committee in so far as is consistent with the constitution of that body.

" The Council therefore requests the Economic Committee and the Financial Committee to apply the principle of rotation with regard to their respective Chairmen at their next meeting.

" The Council confirms M. Ador in his office as Chairman of the Provisional Economic and Financial Committee until the next Assembly. "

XXXII.

TRANSFERS IN THE BUDGET FOR 1921.

Memorandum by the Secretary-General, adopted by the Council on October 12th, 1921.

While the temporary seat of the League was in London, it was easier and cheaper to obtain necessary accommodation, house staff, furniture and supplies through British Government Departments. The Secretariat found it difficult to obtain the accounts rapidly. Several of them, which were chargeable to the first and second fiscal periods, have been paid out of this year's budget

au second exercices financiers, ont été acquittés sur les crédits du budget de cette année, mais dans un cas au moins, il n'est plus possible de procéder ainsi, car les besoins de l'année présente épuiseront les crédits correspondants.

I.

On propose donc d'imputer la totalité d'une note pour loyer, frais de déménagement services divers, reçue récemment du Ministère britannique des Travaux publics, au chapitre 12 « Dépenses imprévues du Secrétariat », et l'on demande au Conseil d'autoriser le virement, sur ce titre, de 44.375 francs-or prélevés sur deux chapitres qui accuseraient, selon toute probabilité, un excédent à la fin de l'année, de manière à rendre ce paiement possible.

II.

Il est nécessaire de prévoir une petite somme additionnelle pour le paiement de machines à écrire, achetées à Londres en 1920, et dont les factures viennent seulement d'être reçues, pour l'achat de certains meubles dont on a un besoin pressant. Le Conseil est donc prié d'autoriser le virement de 25.000 francs suisses du chapitre 32 « Imprimerie » au chapitre 30 « Mobilier ».

Le Secrétaire général a donc l'honneur de soumettre la résolution suivante à l'examen du Conseil :

« Le Secrétaire général, conformément à l'article 6 de la recommandation du rapport de la quatrième Commission, adopté par la première Assemblée, est autorisé à opérer les virements suivants dans le budget de la Société pour le troisième exercice financier :

« Chapitre I.

- a) 20.000 francs-or du chapitre 4 (b) « Entretien », et
24.375 francs-or du chapitre 8 « Frais de bureaux », soit un total de :
44.375 francs-or au chapitre 12 « Dépenses imprévues du Secrétariat ».

« Chapitre III.

- b) 25.000 francs suisses du chapitre 32 « Imprimerie » au chapitre 30 « Mobilier ».
-

vision, but, in at least one case, this is no longer possible, as the present year's requirement will exhaust the corresponding appropriations.

I.

It is therefore proposed to charge the whole of an account for rent, removal expenses and miscellaneous services lately received from the British Office of Works to Item 12, "Unforeseen expenses of the Secretariat," and in order to make this payment possible the authority of the Council is asked for the transfer of 44,375 gold francs from two items which would otherwise probably show a surplus at the end of the year.

II.

A small additional amount is necessary for payment for typewriters, bought in London in 1920, the accounts for which have only just been presented, and for the purchase of some furniture which is urgently required. The authority of the Council is therefore asked to transfer 25,000 Swiss francs from Item 32, "Printing Office," to Item 30, "Furniture".

The Secretary-General has the honour, therefore, to submit the following resolution for the consideration of the Council:

"The Secretary-General, in accordance with Article 6 of Recommendation 2 of the Report of the Fourth Committee, adopted by the First Assembly, is authorised to make the following transfers in the Budget of the League for the third period:

"Chapter I.

- (a) 20,000 gold francs from Item 4 (b), Maintenance, and
- 24,375 gold francs from Item 8, Office Expenses,
- making a total of:

44,375 gold francs

to Item 12, Unforeseen Expenses of the Secretariat.

"Chapter III.

- (b) 25,000 Swiss francs from Item 32, Printing Office, to Item 30, Furniture."

XXXIII.

FINANCES DE LA SOCIÉTÉ. — NOMINATION D'UNE COMMISSION DE CONTRÔLE

Résolution adoptée par le Conseil le 12 octobre 1921.

Le Conseil décide d'adopter la résolution suivante :

« Conformément à la recommandation de l'Assemblée, adoptée le 3 octobre 1921, le Conseil décide la nomination immédiate d'une Commission de contrôle et invite les personnes suivantes à faire partie de cette Commission :

M. NOBLEMAIRE	(France).
M. WADDINGTON	(Chili).
M. NEDERBRAGH	(Pays-Bas).
Sir JAMES ALLEN	(Nouvelle-Zélande).
M. DUSEK	(Tchéco-Slovaquie). »

XXXIII.

FINANCES OF THE LEAGUE ; APPOINTMENT OF A COMMISSION OF CONTROL

Resolution adopted by the Council on October 12th, 1921.

The Council decided to adopt the following resolution :

"In accordance with the recommendation of the Assembly adopted on October 3rd, the Council resolves that a Commission of Control be appointed immediately, and invites the following persons to serve on the Commission :

M. NOBLEMAIRE	(France)
M. WADDINGTON	(Chile)
M. NEDERBRAGH	(Holland)
Sir JAMES ALLEN	(New Zealand)
M. DUSEK	(Czecho-Slovakia)."

Procès-Verbal

de la Quinzième Session du Conseil de la Société des Nations
tenue à Paris, du 16 au 19 novembre 1921.

Les Membres du Conseil de la Société des Nations sont représentés comme suit :

<i>Belgique</i>	M. PAUL HYMANS, <i>Président</i> (suppléé aux trois premières séances par M. le BARON DE GAIFFIER D'HESTROY)
<i>Brésil</i>	M. GASTÃO DA CUNHA ;
<i>Chine</i>	M. TANG TSAI-FOU ;
<i>Empire Britannique</i>	M. H. A. L. FISHER ;
<i>Espagne</i>	M. QUIÑONES DE LEÓN ;
<i>France</i>	M. LÉON BOURGEOIS ;
<i>Italie</i>	M. le marquis IMPERIALI (suppléé à la première séance par M. le comte BONIN-LONGARE) ;
<i>Japon</i>	M. le vicomte ISHII.

Secrétaire-Général : Sir ERIC DRUMMOND.

Minutes

of the Fifteenth Session of the Council of the League of Nations,
held in Paris. — November 16th—November 19th 1921.

The Members of the Council of the League of Nations were represented as follows :

<i>Belgium</i>	by M. PAUL HYMANS, <i>President</i> (replaced by BARON DE GAIFFIER D'HESTROY for the first three meetings) ;
<i>Brazil</i>	by M. GASTÃO DA CUNHA ;
<i>China</i>	by M. TANG TSAI-FOU ;
<i>The British Empire</i>	by MR. H. A. L. FISHER ;
<i>France</i>	by M. LÉON BOURGEOIS ;
<i>Italy</i>	by the MARQUIS IMPERIALI (replaced by COUNT BONIN- LONGARE for the first meeting) ;
<i>Japan</i>	by VISCOUNT ISHII ;
<i>Spain</i>	by M. QUIÑONES DE LEÓN.

Secretary-General : SIR ERIC DRUMMOND.

ALBANIE.

I.

PREMIÈRE SÉANCE PUBLIQUE.

TENUE LE JEUDI 17 NOVEMBRE 1921, A 10 H. 30.

Présents : Tous les représentants des Membres du Conseil et le Secrétaire général.

L'Albanie est représentée par MM. MEHMED KONITZA et MIDAT FRASHERI ; l'Etat serbe-croate-slovène par MM. BOSKOVITCH, YOVANOVITCH et POPOVITCH.

M. LÉON BOURGEOIS donne la parole à M. Fisher.

M. FISHER : « Messieurs, l'objet de cette réunion du Conseil de la Société des Nations d'examiner la communication suivante reçue du Premier Ministre de Grande-Bretagne :

« L'avance continue des troupes serbes-croates-slovènes en Albanie étant nature à troubler la paix internationale, le Gouvernement britannique désire attirer l'attention du Conseil sur ce fait et vous prie de prendre immédiatement des dispositions pour convoquer le Conseil, afin qu'il étudie la situation et se mette d'accord sur les mesures à prendre, aux termes de l'article 16, au cas où le Gouvernement serbe-croate-slovène se refuserait ou tarderait à exécuter les obligations que lui impose le Pacte. La Conférence des ambassadeurs a fixé les frontières de l'Albanie ; la décision sera immédiatement notifiée aux parties intéressées. »

« Le Gouvernement britannique a vu, depuis quelques temps, avec une grande inquiétude les opérations militaires exécutées en Albanie du Nord. La demande adressée par M. Lloyd George au Secrétaire général s'appuyait sur l'article 11 du Pacte, aux termes duquel « tout Membre de la Société a le droit, à titre amical, d'appeler l'attention de l'Assemblée ou du Conseil sur toute circonstance de nature à affecter les relations internationales et qui menace par suite de troubler la paix ou la bonne entente entre nations dont la paix dépend. »

« Les hostilités dans le Nord de l'Albanie, au sujet desquelles nous avons des informations récentes et qui continuent encore probablement, constituent des faits de cette nature et, par conséquent, la question est de la compétence de la Société. Ce n'est pas tout, cependant ; il y a eu d'autres événements très graves, qui ont déterminé le Gouvernement de Sa Majesté à demander la convocation d'urgence de ce Conseil.

« En premier lieu, on avait des raisons de craindre que les troubles ne s'étendissent rapidement et qu'il ne fût nécessaire d'intervenir immédiatement pour enrayer l'extension de ce mouvement. En second lieu, le Gouvernement albanais avait souvent appelé l'attention du Conseil sur les difficultés et les dangers de sa situation et le Gouvernement s'est demandé s'il n'y avait pas eu rupture du Pacte.

« On doit se rappeler que la Serbie et l'Albanie sont toutes deux Membres de la Société des Nations, qu'elles se sont toutes deux solennellement engagées à exécuter les obligations qui découlent de cette adhésion, et que, aux termes de l'article 12 du Pacte :

ALBANIA.

I.

FIRST PUBLIC MEETING

HELD ON THURSDAY, NOVEMBER 17th, 1921, AT 10.30 A.M.

All the representatives of the Members of the Council were present and the Secretary-General.

Albania was represented by M. MEHMED KONITZA and M. MIDHAT FRASHERI, the Serb-Croat-Slovene State by M. BOSKOVITCH, M. JOVANOVITCH and M. POPOVITCH.

M. LÉON BOURGEOIS asked Mr. Fisher to make his statement.

MR. FISHER said: "The object of this meeting is to consider the following communication which has been received by the Secretary-General from Mr. Lloyd George, the Prime Minister of Great Britain:

"Continued advance of Serb-Croat-Slovene forces into Albania being of nature to disturb international peace, his Majesty's Government desire to call the attention of the Council thereto and request that you will take immediate steps to summon a meeting of the Council to consider the situation and to agree upon measures to be taken under Article 16 in the event of the Serb-Croat-Slovene Government refusing or delaying to execute their obligations under the Covenant. Ambassadors' Conference has now decided frontiers of Albania, which will at once be notified to interested parties.

"The Government of Great Britain has been for some time gravely disquieted by the course which events have been taking in the North of Albania. Mr. Lloyd George's invitation to the Secretary-General was based upon Article 11 of the Covenant, which states that 'it is... the friendly wish of each Member of the League to bring to the attention of the Assembly or of the Council any circumstances whatever affecting international relations which threatens to disturb international peace or the good understanding between nations upon which peace depends.'

"The hostilities in the North of Albania, of which we have had recent information, and which may still be proceeding, are circumstances of this nature, and as such they come within the province of the League. This, however, is not all. There were other graver circumstances which influenced His Majesty's Government and led them to ask for this urgent session of the Council.

"In the first place, they had reason to fear that the area of disturbance was rapidly widening, and that it was necessary to take immediate action in order to check the spread of the evil. In the second place, the Albanian Government had itself more than once drawn the attention of the League of Nations to the difficulties and dangers to which it was exposed, and the British Government entertained some doubt as to whether a breach of the Covenant might not have been committed.

"It will be remembered that both Serbia and Albania are Members of the League of Nations; that they have both taken solemn pledges, such as are contained in Article 12 of the Covenant, which reads:

« Les Membres de la Société conviennent que s'il s'élève entre eux un différend susceptible d'entraîner une rupture, ils le soumettront soit à la procédure d'arbitrage, soit à l'examen du Conseil. Ils conviennent encore qu'en aucun cas, ne doivent recourir à la guerre avant l'expiration d'un délai de trois mois après la sentence des arbitres ou le rapport du Conseil. »

« Par conséquent, toute incursion soudaine et non provoquée, de la part des Serbes, Albanie, constituerait, aux yeux du Gouvernement britannique, une violation du Pacte. Or, le Gouvernement albanais, le plus faible des deux Etats intéressés, a formellement accusé le plus fort d'avoir violé le Pacte. Un appel a été adressé à la Société, et il semble impossible de l'ignorer sans ignorer aussi les termes mêmes du Pacte. Il apparut donc au Gouvernement britannique qu'il était indispensable que le Conseil se réunît immédiatement, qu'il reçût des deux parties en cause les explications et les garanties nécessaires et que, si ces explications ne paraissaient pas satisfaisantes ou si ces garanties semblaient insuffisantes, il examinât les mesures à prendre pour assurer le respect des obligations contractées par tous les Membres de la Société.

« Je n'ai pas besoin d'assurer mes collègues du Conseil que, en soumettant cette question à l'examen du Conseil, le Gouvernement britannique n'est animé d'aucun esprit d'hostilité à l'égard du Gouvernement ou de la nation serbe-croate-slovène. Les souvenirs de la guerre sont encore trop proches. Nous avons tous, en Grande-Bretagne, admiré profondément l'héroïsme et la vaillance dont a fait preuve la nation serbe pendant les jours sombres de la terrible lutte. Mon pays éprouve la plus grande sympathie pour les sérieuses et grandes qualités du peuple serbe. Nous désirons lui donner toute assistance possible, s'il nous le permet, afin de l'aider dans sa marche sur la voie du progrès. Nous désirons le voir prendre sa place parmi les nations les plus prospères et les plus civilisées de l'Europe. Je suis sûr que les sentiments éprouvés par la Grande-Bretagne à l'égard de ce vaillant peuple sont partagés par tous mes collègues assis à la table du Conseil. S'il était besoin d'autres preuves de l'attitude des Puissances représentées au Conseil à l'égard de la nation serbe on les trouverait dans les nouvelles frontières de l'Albanie, qui viennent d'être fixées par la Conférence des ambassadeurs. Il eût été très simple d'attribuer à l'Albanie les frontières de 1911, elles étaient connues et il n'eût pas été nécessaire à une Commission de délimitation d'étudier des problèmes compliqués de géographie locale ; ces frontières eussent été acceptées par le peuple albanais tout entier et les Puissances, en les adoptant, se fussent épargné beaucoup d'ennuis. Pourquoi n'ont-elles pas été adoptées ? Pourquoi a-t-on introduit dans les frontières de l'Albanie des modifications favorables aux Serbes ? Pourquoi les grandes Puissances ont-elles donné trois points stratégiques importants aux Serbes et non pas aux Albanais ? Parce qu'elles craignaient qu'il n'eût, pendant un certain temps encore, des possibilités de troubles à la frontière nord de l'Albanie jusqu'au moment où l'autorité du Gouvernement de Tirana serait pleinement établie ; c'est parce que la Conférence des ambassadeurs a estimé qu'il était préférable, pour la paix et la sécurité, que ces positions stratégiques demeuraient en la possession de la Puissance la plus forte, la plus consciente de ses responsabilités, la plus avancée comme civilisation. C'est ainsi que ces avantages ont été donnés au Gouvernement de Belgrade ; j'espère que les Puissances appelées à fixer les frontières n'auront aucune raison de revenir sur leur décision ou de la regretter.

« Je répète donc que l'initiative prise par le Gouvernement britannique n'est aucunement inspirée par un esprit inimical à l'égard de la nation serbe ; bien au contraire. Les Serbes eux-mêmes ont tout à perdre en adoptant une ligne de conduite qui, même en apparence, semblerait en opposition avec le droit public européen. Ils ont tout à gagner d'une observation stricte et scrupuleuse des obligations qu'ils ont assumées en leur qualité de Membres de la Société des Nations. S'écart de cette ligne n'aurait pour résultat que de nuire à leurs intérêts ; leur change en serait affecté, leur capacité d'emprunt sur les marchés étrangers en serait compromise et leur prospérité commerciale en souffrirait. Tous les amis de la nation serbe, qui possède déjà tant de titres à l'affection et à l'estime de l'Europe méridionale, doivent donc désirer voir la politique internationale de l'Etat serbe-croate-slovène lavée de tout soupçon injurieux.

« J'arrive maintenant à l'examen des circonstances qui ont suscité les appréhensions du Gouvernement britannique en tant que Membre de la Société. Quand la question fut discutée devant l'Assemblée, en septembre dernier, j'ai personnellement déclaré, en ma qualité de représentant du Gouvernement britannique, qu'il ne fallait pas attacher trop d'importance à de petites initiatives

'The Members of the League agree that if there should arise between them any dispute likely to lead to a rupture, they will submit the matter either to arbitration or to inquiry by the Council, and they agree in no case to resort to war until three months after the award by the arbitrators or the report by the Council.'

"Consequently, any sudden or unprovoked inroad into Albania on the part of the Serbians would, in the opinion of the British Government, constitute a violation; and, indeed, the Albanian Government — the weaker of the two Powers concerned — has formally accused the stronger of having violated the obligations of the Covenant. In other words, Mr. President, an appeal to the League has been made, and it seems impossible to disregard it without stultifying the terms of the Covenant. It appeared, therefore, to the British Government that it was desirable that the Council should assemble without delay, that it should receive from the two interested parties the required explanations and assurances, and that, should these explanations be unsatisfactory, or these assurances incomplete, it should consider what measures should be taken to ensure that the obligations of the Covenant are respected by all the Members of the League.

"I need hardly assure my colleagues on the Council that in taking this action the British Government has been inspired by no unfriendly feelings towards the Serb-Croat-Slovene Government, or to the Serbian people; the memories of the war are far too recent for that. We in Great Britain perfectly appreciate the valour with which the Serbian nation conducted itself during the dark and calamitous hours of its terrible struggle. We have not forgotten that; there is in my country the liveliest sympathy with, and, I might say, the most unaffected appreciation of, the high and attractive qualities of the Serbian people. We are anxious to help them, if they will allow us to do so, in the upward path of civilisation. We desire to see them take their place among the more prosperous and the more civilised nations of Europe. I believe I am speaking for all my colleagues at this table when I say that there is not the slightest sentiment of unfriendliness towards these valiant people. If any further illustration were needed, it would be furnished by the report upon the frontiers which has just been announced by the Conference of Ambassadors to give to Albania the frontiers of 1913; in fact, that would have been the easiest course to pursue. These frontiers are known, and the Albanian people would have welcomed them. Such an award would not have required a special Boundary Commission. There were many reasons which would have made such an award easy and acceptable. But the Conference of Ambassadors has made recent modifications, and these have been to the advantage of Serbia. Why is it that at three important points on the northern and eastern frontiers of Albania the Council of Ambassadors has placed the key positions in the hands of Serbia? It is because they apprehended that, pending the full consolidation of the new Albanian State, troubles might arise on the northern frontier of Albania, and they thought it was in the interests of peace and security that the key positions on the frontier should be in the hands of the stronger, the more responsible, and the more advanced Power. I trust, indeed, that the Great Powers which have arrived at this decision will see no cause in future to regret it.

"I think then, Mr. President, that the action taken by the British Government is not dictated by any spirit of unfriendliness to the Serbian nation; very far from it. The Serbs themselves have everything to lose by adopting a course which may, in appearance, conflict with the public law of Europe. They have everything to gain by a strict and scrupulous adherence to the obligations which they have taken as a Member of the League of Nations. Deviation from such a course would naturally injure their best interests. It would affect the currency and their powers of raising loans in the foreign market, and it would also affect their commercial prosperity. Every well-wisher of the Serbian nation, which has already established so many titles to the esteem and regard of Southern Europe, must desire to see the public of the Serb-Croat-Slovene State cleared of all injurious imputations.

"I now pass, Mr. President, to the circumstances which have aroused the apprehension of the British Government as a Member of the League. When this question was brought up before the Assembly last September, I, as representing my Government, took occasion to say that we must not attach too much importance to the local action which might be taken by Serbian officers in

tives locales que pouvaient prendre des officiers serbes au sujet de la rectification de la ligne provisoire de démarcation. Personne ne se serait plaint sérieusement qu'un officier, commandant des troupes, avançât quelque peu ses positions, dans un sens ou dans l'autre, afin d'en faciliter la défense, puisque la ligne de démarcation n'était pas encore fixée d'une manière précise. Je pensais alors que les événements qui se produisaient dans le nord de l'Albanie n'étaient rien d'autre que des initiatives locales de ce genre. Mon gouvernement était, lui aussi, porté à croire qu'il ne s'agissait pas d'autre chose.

« Mais les renseignements que nous avons reçus depuis ne laissent guère de doutes sur l'importance du mouvement : il ne s'agit plus ici d'initiatives dans le genre de celles dont je viens de parler ; nous nous trouvons en face d'une sérieuse tentative en vue de détacher l'Albanie septentrionale de son allégeance au Gouvernement de Tirana. Cette tentative est appuyée par les forces régulières serbes croates-slovènes. Le Conseil se souvient encore que, dès le 29 avril, les Albanais adressaient un appel à la Société des Nations, pour protester contre l'attitude et la conduite des Serbes dans la zone de démarcation, que le 14 juin, un second appel, conformément à l'article 11, était adressé au Conseil et, enfin, que celui-ci a adopté le 25 la résolution suivante :

« Le Conseil de la Société des Nations est informé que la Conférence des ambassadeurs est saisie de la question [la question des frontières] ; dans ces conditions, le Conseil de la Société des Nations croit qu'il n'y a pas lieu de s'en saisir simultanément.

« En attendant la solution qui lui sera communiquée, le Conseil recommande aux trois parties, conformément au Pacte, de s'abstenir rigoureusement de tout acte qui pourrait troubler la marche de la procédure. La question est l'objet de la vigilance la plus attentive de la part du Conseil de la Société, qui apportera à la défense de la population et de la nation albanaise toute son attention. »

« Depuis lors, les choses n'ont fait qu'empirer ; malgré l'appel adressé au Conseil, la partie septentrionale de l'Albanie a été envahie par un certain chef mirdite, du nom de Marca Gjoni, qui fut battu le 16 juillet et se réfugia à Prizrend, en territoire serbe. Le 30 juillet se produisit une deuxième invasion de Marca Gjoni, qui fut encore une fois battu. Le 2 août avait lieu une attaque sur Halid Liechi et Taf Raziu, avec 1200 comitadjis. En septembre, on annonce une avancée des troupes régulières serbes sur Arras, ville située à l'intérieur de l'Albanie. Le 11 octobre, les Serbes lancent un ultimatum aux Albanais et commencent un mouvement en avant, qui les amène le 20 octobre, jusqu'à Orochi et Lurya. Le 10 novembre, les journaux de Belgrade publient l'information suivante :

« Nos troupes ont occupé Apsia et approchent de Tirana... »

« Sans entrer dans les détails circonstanciés, le Gouvernement britannique conclut des faits qui sont parvenus à sa connaissance qu'il doit exister un plan en vue de détacher l'Albanie du Nord (j'entends la partie de l'Albanie située au nord de la rivière Mat) du Gouvernement de Tirana, en encourageant certains chefs rebelles de tribus mirdites à se révolter contre le Gouvernement de Tirana et à proclamer une république indépendante. S'il n'existe pas un plan de ce genre, je ne sais quelle explication on pourrait donner des faits qui ont eu lieu : pourquoi, par exemple, le 11 septembre, les Serbes ont-ils envoyé un ultimatum aux Albanais pour que ceux-ci évacuent, dans les vingt-quatre heures, les villages d'Arras, de Sinjat, etc., et pourquoi les ont-ils ensuite bombardés ? Pourquoi le raid du 2 août a-t-il été entrepris par des comitadjis sous la conduite d'officiers de l'armée serbe ? Pourquoi les forces mirdites sont-elles munies d'artillerie lourde, de mitrailleuses, de transports automobiles et même, dit-on, d'aéroplanes ? Pourquoi ces raids mirdites ont-ils été organisés sur un territoire soumis à l'occupation militaire serbe-croate-slovène et sont-ils partis de ce même territoire ? Pourquoi, parmi les troupes régulières faisant partie des forces mirdites, a-t-on identifié d'importants contingents de troupes russes appartenant jadis à l'armée de Wrangel ? Comment ces forces auraient-elles pu être organisées ou équipées, sans l'assistance des autorités serbes-croates-slovènes ? Pourquoi la proclamation de la soi-disant république mirdite a-t-elle été datée du territoire serbe-croate-slovène et pourquoi la publicité faite autour de ce mouvement émane-t-elle entièrement du bureau de presse serbe-croate-slovène ? Pourquoi, enfin, les journaux

the matter of the rectification of the temporary and provisional line of demarcation. Nobody could make it a serious matter for complaint if a local commander advanced his line to make it more defensible a little one way or a little the other, in view of the fact that the line itself was not perhaps quite clearly determined. I took that view then, and my Government was very reluctant to believe, that the events that were happening in the North of Albania indicated anything more than local action of this character.

"But the information which is now in our possession leaves us very little doubt that a great deal more is involved; that we are not here dealing with such action as I have described, but that we are confronted by a serious attempt to detach Northern Albania from its allegiance to the Government of Tirana, and that this attempt is supported by the regular forces of the Serb-Croat-Slovene Army. The Council will remember that, as far back as April 29th, an appeal was lodged with the League by the Albanians against the Serbian behaviour within the zone of demarcation; that on June 14th a second appeal was lodged on the basis of Article 11; and that on June 25th the Council passed the following resolution:

"The Council is informed that the Conference of Ambassadors is taking up the matter [that is the matter of the frontiers] and considers it inadvisable to take it up simultaneously, pending this solution. The Council recommends the three parties, in conformity with the Covenant, strictly to abstain from any act calculated to interfere with the procedure in course. The question will be most carefully watched by the Council of the League of Nations, which will give to the defence of the people and nation of Albania every possible attention."

"Since that date, things have gone from bad to worse. In spite of the appeal of the Council, the North of Albania was invaded by a certain Mirdite chief by the name of Marca Gjoni, who was defeated on July 16th and escaped to Prizrend, on Serbian territory. On July 30th, there was a further raid on Halid Liechi and Taf Raziu with 1,200 comitadjis. Then, on September 17th, we were advised of an advance of the Serbian regular troops upon Arras, well within Albania. This was followed, on October 11th, by a Serbian ultimatum to the Albanians and by a forward movement which, by October 20th, had spread as far as Oroshi and Lurya. Further, on November 10th, we read in the Belgrade papers the following:

"Our Army has occupied Apsia, and our troops are near Tirana..."

"Now, Mr. President, without entering into minute details, the British Government infers from the facts of which it has been placed in possession that a plan is on foot for detaching the North of Albania—and by the North of Albania I mean that portion of Albania which lies north of the Mat River—from the Tirana Government by encouraging certain disaffected members of the Mirdite tribes to revolt from the Government of Tirana and to proclaim themselves an independent republic. That be not the plan, I fail to see how the facts can be explained: why, for instance, on September 17th, an ultimatum was sent to the Albanians to evacuate the villages of Arras and Sinjat and others within twenty-four hours, and why these villages were then bombarded; why the raid on August 2nd was undertaken by comitadjis under the command of officers in the Serbian Army; why the Mirdite forces are supplied with heavy artillery, machine guns, motor transport and even, as said, with aeroplanes; why these Mirdite raids were organised and delivered from territory under military occupation of Serb-Croat-Slovene troops; why, among the regulars forming part of the Mirdite forces, large contingents of Russian troops, formerly parts of Wrangel's army, have been identified. How could these forces have been either organised or equipped without the assistance of the Serb-Croat-Slovene authorities? Why was the proclamation of the so-called Mirdite Republic dated from Serb-Croat-Slovene territory, and why did the publicity given to this movement emanate entirely from the Serb-Croat-Slovene Bureau? Why, indeed, have the Belgrade

de Belgrade n'ont-ils dissimulé en aucune manière l'aide fournie au mouvement par le Gouvernement serbe-croate-slovène ?

« On pourrait, certes, alléguer que les tribus chrétiennes en Mirditie ne doivent au Gouvernement de Tirana qu'une allégeance assez lâche ; on nous dira que le Gouvernement serbe dés libérer les populations chrétiennes du Nord d'un joug en partie musulman. S'il y a eu, parmi les tribus mirdites, un désir général de se libérer du contrôle du Gouvernement de Tirana, on ne peut que regretter que ce mouvement ait été encouragé au moment où la Conférence des ambassadeurs n'avait pas encore fait connaître sa décision au sujet des frontières de l'Albanie. Mais je puis dire au Conseil que, d'après les renseignements qui nous sont parvenus, la grande majorité de l'opinion publique, dans cette région, est en faveur du maintien de l'allégeance au Gouvernement de Tirana. Cette opinion est celle non seulement de la plupart des chefs mirdites, mais aussi des chefs de l'Eglise chrétienne ; en d'autres termes, le mouvement mirdite n'a qu'un caractère superficiel et ne méritait pas d'être encouragé.

« Je voudrais mentionner un autre point : c'est la conduite des troupes serbes en deçà de leur ligne de démarcation. On se rappelle que cette ligne avait été fixée, non pas dans l'intention de leur permettre d'occuper, d'une façon permanente, un territoire albanais, mais seulement pour établir une ligne de séparation entre les forces italiennes et serbes-croates-slovènes qui, tous les deux, avaient occupé l'Albanie après le départ des Autrichiens.

« Le retard regrettable qui s'est produit dans la fixation des frontières d'Albanie a prolongé cette occupation bien au delà de la période que l'on avait envisagée au début, mais il n'en a pas modifié le principe essentiel, à savoir que les forces serbes ont occupé ce territoire sur l'ordre d'un commandant en chef interallié et que, par conséquent, elles constituaient une force d'occupation internationale et non pas nationale. Le façon dont les troupes serbes se sont acquittées de cette mission appelle des critiques sérieuses. Selon les comptes rendus albanais, 150 villages ont été brûlés, 40,000 Albanais chassés de leurs foyers, une grande quantité de chevaux et de bestiaux ont été emmenés.

« Je dois déclarer que le rapport albanais semble confirmé par une dépêche du Consul britannique à Durazzo, qui s'est rendu sur les lieux. Voici ce qu'il écrit :

« Lorsque nous arrivâmes au sommet de la chaîne (Ciafa Rounes) dominant la vallée du Drin, un magnifique panorama s'offrit à nos yeux. Nous pouvions contempler depuis bien au delà de la ville de Dibra, jusqu'à Louma, vers le nord, environ 600 milles carrés d'une des vallées jadis les plus prospères et les plus fertiles de l'Albanie. Sur toute cette étendue, soit à l'œil nu, soit avec des lorgnettes, nous ne pûmes apercevoir que des villages brûlés et en ruines, des terres incultes, une vallée dépeuplée à l'exception d'un seul village, Suhodol, que, pour des raisons inconnues, les Serbes avaient épargné. »

« Et plus loin :

« Je n'ai plus aucun doute que le nombre de villages détruits cité par la Commission d'enquête albanaise, c'est-à-dire 157, soit exact. J'aurais même cru qu'il était inférieur à la réalité. Ce soir-là, nous nous arrêtàmes au village de Muhtri, sur le Drin, où sur un nombre total de 300 maisons, il n'en restait plus environ que 25 à peu près en bon état. Le lendemain, nous nous rendîmes à Arras, qui était entièrement détruit, et, pendant les six heures qu'a duré notre voyage, nous n'avons rencontré que des villages et des maisons entièrement brûlés. Ce n'est qu'en arrivant à Lury que nous avons trouvé un village intact. »

« D'autres détails du même genre ne font que corroborer l'impression de gravité que fait naître l'invasion serbe.

« Depuis mon arrivée à Paris, j'ai appris avec satisfaction que le Gouvernement de l'Etat serbe-croate-slovène et le Gouvernement de Tirana avaient accepté la décision de la Conférence des ambassadeurs relative aux frontières. J'en suis fort heureux et je m'attendais à cette solution puisque les délégués serbes avaient déclaré, devant le Conseil, qu'ils étaient tout prêts à accepter la décision de la Conférence des ambassadeurs.

wspapers made no secret of the support given to the movement by the Serb-Croat-Slovene Government ?

" It may, indeed, be argued that the Christian tribes in Mirditie owe a very loose allegiance to the Government at Tirana, and I dare say we shall be told that the Serbian Government will be anxious to liberate the Christian tribes in the north from a control which is, in part, Moslem. If there were a general desire on the part of the Mirdite tribes to free themselves from their allegiance to Tirana, I venture to think that it would be regrettable that the movement should have been encouraged pending the decision of the delimitation of the Albanian frontiers by the Conference of Ambassadors. But I am bound to inform the Council that, so far as information at our disposal goes, the main body of opinion in this region is in favour of the maintenance of the allegiance to the Government of Tirana, and that not only are most of the Mirdite chiefs in favour of the maintenance of their Albanian connection, but that this sentiment also extends to the leaders of the Christian Church in that region — in other words, that the Mirdite movement for separation is of a superficial character which does not deserve encouragement.

" There is one other detail of the situation to which I feel bound to make allusion, and that is the conduct of the Serbian troops within their line of demarcation. It will be remembered that this line was allowed to them, not with the intention of allowing them permanently to occupy Albanian territory, but in order that a line might be drawn between the Italian and Serb-Croat-Slovene forces, which had both occupied Albania after the Austrian withdrawal.

" The unfortunate delay which has followed in fixing the frontiers of Albania has prolonged its occupation far beyond the period anticipated, but it does not alter its essential basis — namely, that the Serbian forces were there on the order of the Inter-Allied Commander-in-Chief, and that, in such, they represented not a national but an international force of occupation. Therefore, the manner in which this trust has been executed calls for criticism. According to Albanian accounts, 10 villages have been burnt down and 40,000 Albanians have been driven out and a large quantity of cattle and horses have been carried off.

" I am bound to state that the Albanian account is confirmed by a despatch from the British Consul at Durazzo, who visited the spot. This is what he writes :

"When we reached the top of the range (Ciafa Rounes) overlooking the Drin Valley, a magnificent panorama was spread out before us, and we could see from beyond the town of Dibra to Louma in the north, some 600 square miles of one of the (formerly) most prosperous and fertile valleys in Albania. With the naked eye and with the aid of glasses we perceived nothing but burnt and ruined villages on all this vast expanse ; lands untilled and the valley depopulated with the exception of one village — Suhodol — which, for some unexplained reason, the Serb had spared."

" And then again :

"I have no longer any doubt whatever that the number of destroyed villages given by the Albanian Commission of Enquiry, — namely 157 — is correct. I should have supposed it to be under the mark. That evening we stayed at the village of Muhri, on the Drin, where some 25 houses were more or less undamaged out of a total of 300. The next day we rode to Arras, which was entirely destroyed, and during six hours' travelling, every village and house we came across was burnt. Not till we reached Lurya did we find a village intact."

" There are many further details of this character, which only deepen the general impression of the very serious character attaching to the Serbian invasion.

" Now, Mr. President, since my arrival in Paris, I have been made acquainted with the very gratifying fact that the Royal Government of the Serb-Croat-Slovene State, as well as the Government of Tirana, have accepted the award of the Council of Ambassadors with respect to the delimitation of the frontiers. I am very glad that we have this assurance. I may, perhaps, add that I fully expected we should receive it. I know that the delegates of the Serb-Croat-Slovene Government had already, in general, assured the Council that their Government was willing to accept in advance the Ambassadors' award.

« Maintenant que les frontières ont été fixées et que la décision de la Conférence est connue et acceptée par les deux parties, je crois que l'on peut considérer comme clos ce pénible incident. J'espère et je crois que le Gouvernement de l'Etat serbe-croate-slovène retirera promptement et loyalement ses troupes au delà de la frontière fixée par la Conférence des ambassadeurs. Il en est ainsi, personne n'en sera plus heureux que le Gouvernement de Sa Majesté. Nous avons le cruel devoir d'attirer sur la question l'attention du Conseil, parce que nous éprouvions les craintes les plus vives et les plus sincères de voir, si le Conseil ne se réunissait pas et ne prenait pas connaissance des événements, la situation en Albanie empirer et prendre des proportions dangereuses. Après tout, les plus grands événements proviennent souvent de très petites causes. Je sais bien que la frontière nord de l'Albanie n'a pas été jusqu'ici bien déterminée ; les deux parties ont pu en éprouver quelque irritation et l'on ne saurait blâmer l'une ou l'autre. Mais noblesse oblige ! Les Serbes sont la nation la plus puissante, ils possèdent une armée importante, bien équipée, et c'est sur eux que l'Europe compte pour qu'il n'y ait plus de troubles le long de leurs frontières. »

M. BOSKOVITCH (Etat serbe-croate-slovène) : « Je désirerais présenter quelques remarques sur certains points de l'exposé de M. Fisher, tout en me réservant d'y répondre en détail au cours d'une prochaine séance.

« Le Gouvernement britannique prétend que des troupes serbes ont franchi la ligne de démarcation : je dois déclarer que nos troupes n'ont jamais pris l'initiative de dépasser cette ligne telle qu'elle existait depuis la fin de la guerre.

« Des conflits se sont produits sur cette ligne depuis assez longtemps à plusieurs reprises. Ce sont là des faits connus de tous les Gouvernements alliés et, l'an dernier encore, nous avons dû subir de véritables attaques des troupes albanaises, dans la région d'Ochrida. Des troupes albanaises pénétrèrent assez profondément sur notre territoire. Nous avons à cette occasion informé les Gouvernements alliés et demandé qu'une enquête fût immédiatement faite. En réponse à notre protestation adressée au Gouvernement albanais, celui-ci nous déclara, par écrit, qu'il ne contestait pas les faits, mais qu'il avait été impuissant à les empêcher. Aucune suite n'a été donnée à la demande d'enquête que nous avions formulée, en vue d'établir les faits et les responsabilités.

« Cette année, les attaques ont recommencé dans la région de la petite ville d'Arras, sur le Drin. Toutes ces attaques ont eu lieu sur la ligne de démarcation, qui existait depuis la fin de la guerre et qui englobe le territoire attaqué, et c'est toujours les Albanais qui ont pris l'initiative des attaques. Nous n'avons fait que nous défendre et, en nous défendant, nous avons dû frapper.

« La première impression causée dans notre pays par la démarche du Gouvernement britannique a été très douloureuse. Le peuple serbe garde au Gouvernement et au peuple britannique une profonde reconnaissance de l'appui qu'ils lui ont prêté aux jours d'épreuve. Je vois, par le discours que vient de prononcer l'honorable M. Fisher, que les motifs qui ont inspiré le Gouvernement britannique sont nobles ; il veut préserver le règne de la paix et prévenir des conflits éventuels. Je dois dire, toutefois, que les faits qui, à son avis, justifient sa démarche ne sont pas exacts. J'espère qu'après les explications que je donnerai à une prochaine séance, le Conseil jugera que la proposition du Gouvernement britannique n'est pas justifiée.

« Je dois, d'ailleurs, faire remarquer que si, comme le suppose le télégramme de M. Lloyd George, l'Etat serbe-croate-slovène violait un engagement qu'il aurait pris, il n'y aurait pas lieu pour cela de lui appliquer l'article 16 du Pacte.

« L'article 16, dans sa partie essentielle, prévoit seulement le cas d'une guerre que ferait un des Membres de la Société, contrairement à ses engagements. Le seul fait de la non-exécution d'un des engagements résultant du Pacte ne serait pas de nature à motiver l'application de cette partie essentielle de l'article 16. On ne pourrait invoquer que le dernier alinéa, qui prévoit l'exclusion du Membre qui se refuserait à remplir ses obligations. Or, mon gouvernement ne s'est jamais refusé à exécuter les obligations résultant du Pacte. En fait, la seule question qui se pose est de savoir quelles sont ces obligations et si elles existent réellement, en l'espèce. Il appartient au Conseil de le dire.

« La question de nos obligations, d'après le Pacte, se posait précisément au sujet de la fixation de la frontière entre la Serbie et l'Albanie. Mon gouvernement avait cru que, en ce qui touche les frontières communes à l'Albanie et à l'Etat serbe-croate-slovène, Etat souverain, nous devions participer à la fixation de ces frontières qui seraient déterminées par un traité librement conclu

" I trust, now that the frontiers have been announced and now that the two Governments concerned have expressed their willingness to accept the award of the Conference of Ambassadors, this painful incident may be regarded as closed. I fully hope and believe that the Serb-Croat-Slovene Government will promptly and loyally withdraw its forces beyond the northern limit of the frontier which has now been assigned to it by the Conference of Ambassadors. If that course should be taken, nobody will welcome it more than his Majesty's Government. We felt it our painful duty to bring this matter before the Council of the League because we were truly and sincerely apprehensive that, unless the Council met and unless the Council were acquainted with the situation in Albania, the matter might develop into one of very dangerous proportions. After all, great events often ensue from small causes. I quite appreciate the fact that the northern boundary of Albania has hitherto been unsettled, and that there may have been irritation on both sides, and perhaps the blame cannot be altogether assigned to one of the parties. But *noblesse oblige*; the Serbs are the stronger part, they have a great and well-equipped army, and Europe looks to them to see to it that on their frontiers there is no further cause for trouble."

M. BOSKOVITCH (Serb-Croat-Slovene State) said: " I should like to make some observations on certain points raised in Mr. Fisher's statement, but to reply in detail at another meeting."

" The British Government alleges that Serbian troops have advanced beyond the line of demarcation. I must therefore declare that our troops have never been the first to pass that line, and that it has existed since the end of the war."

" A series of conflicts took place on that line some time ago and have been several times repeated. These are facts within the knowledge of all the Allied Governments, and last year we had to submit to regular attacks delivered by Albanian troops in the region of Ochrida. Albanian troops penetrated a considerable distance into our territory. On this occasion we informed the Allied Governments and asked that an enquiry should be held at once. The Albanian Government, in reply to our protest, declared in writing that it did not dispute the facts of the case, but that it had been powerless to prevent the attacks. Nothing further was done regarding the request for an enquiry which we made in order to establish the facts and apportion the responsibility."

" This year, attacks have been begun again in the territory round the little town of Arras on the Drin. All these attacks took place on the line of demarcation in existence since the end of the war and enclosing the territory attacked. The Albanians were always the aggressors, and we have only defended ourselves, and in doing so have had to strike a blow in return."

" Our country's first impression on hearing of the British Government's action was painful."

" The Serbian people have always been profoundly grateful to the Government of Great Britain and its people for their support during the days of trial. Mr. Fisher's speech has shown that the motives underlying the action of the British Government are admirable. It desires to preserve peace and to prevent future conflicts. I must, however, say that the facts which, in the opinion of the British Government, justify its action are not correct. I hope, after the explanation which I shall give at a future meeting, the Council will agree that the British Government's proposal is not justified."

" I must also say that if, as Mr. Lloyd George's telegram presupposes, the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes has violated an engagement which it has undertaken, that is no reason for the application of Article 16 of the Covenant."

" Article 16, in its essential clauses, contemplates only the case of a war waged by one of the members of the League contrary to the engagements which it has undertaken. The fact that an engagement has not been executed cannot of itself be held to imply that the essential clauses of Article 16 should be put into operation. Only the last paragraph, which enacts the expulsion of a member which has violated any Covenant of the League, can be applied. My Government has never intended to fulfil the obligations imposed on it by the Covenant. The only question is, what are the obligations and whether they exist in this particular case. This is for the Council to decide."

" According to the Covenant, the question of our obligations is raised explicitly concerning the fixing of the frontier between Serbia and Albania. My Government considered that the question of a common frontier between Albania and the Serb-Croat-Slovene State, which is a sovereign State, must be determined by a treaty freely concluded, in the making of which we should share. My

Mon gouvernement avait pensé que nous devions être invités par la Conférence des ambassadeurs à prendre part à ses délibérations.

« D'autre part, l'article 89 du Traité de Saint-Germain spécifiait que ces frontières devaient être arrêtées par les Puissances alliées et associées ; or, la Conférence des ambassadeurs ne comprenait que les représentants des Puissances alliées.

« Le Traité de Sèvres stipule, en outre, dans son article 4, que nos frontières avec l'Italie et au sud seront fixées ultérieurement. Notre frontière avec l'Italie a été fixée à la suite de négociations particulières et par un traité spécial intervenu entre l'Etat serbe-croate-slovène et l'Italie. Nous ne voyons donc pas pour quelle raison il serait procédé d'une façon différente en ce qui concerne l'Albanie et pourquoi nous serions, cette fois, privés du droit de négocier nous-mêmes et de donner notre consentement.

« Ces objections ont un caractère théorique, mais mon gouvernement a cru devoir les formuler : il appartiendra au Conseil de les examiner. La procédure de la Société des Nations permet d'ailleurs de résoudre toutes les difficultés, soit par l'intermédiaire du Conseil, soit par l'intervention de la Cour permanente de Justice internationale.

« Notre gouvernement a, cependant, estimé qu'il était de son devoir, dans les circonstances actuelles, d'écarter la possibilité de tout conflit ; malgré les objections qu'il a formulées et que je viens de résumer, il a déclaré qu'il se conformerait à la décision de la Conférence des ambassadeurs. Tout en protestant contre cette décision, il va donner l'ordre à ses troupes de se retirer sur la ligne de démarcation indiquée par cette Conférence, autant du moins qu'elle peut être connue. Cette frontière n'étant pas fixée sur une partie de son tracé. La Conférence des ambassadeurs donnera probablement les indications nécessaires à cet égard.

« En ce qui concerne le mouvement qui s'est produit dans l'Albanie du Nord, je dois également faire des réserves. Il s'agit de clans chrétiens qui ne veulent pas subir la domination du Gouvernement de Tirana, dans lequel prédomine l'influence musulmane.

« Nous ne saurions dissimuler notre sympathie pour ces populations chrétiennes, non plus que notre désir de les voir obtenir une autonomie nécessaire à leur développement. Nous avons dans ce sens fait des démarches auprès de la Conférence des ambassadeurs et nous espérons que les Puissances alliées et la Société des Nations permettront la réalisation des vœux des populations de l'Albanie du Nord. »

M. MIDHAT FRASHERI, délégué de l'Albanie, déclare : « L'Albanie a toujours désiré la paix. Dans l'espoir de l'obtenir, elle a dû se soumettre à la décision de la Conférence des ambassadeurs comme elle s'est soumise, en 1913, à celle de la Conférence de Londres, qui lui enlevait la moitié de sa population avec les territoires qu'elle habite. Nous avons une rude expérience du passé : notre pays est couvert de ruines, notre population est décimée et, dans certaines parties du pays, elle est dans la détresse. Nous avons la ferme volonté de vivre en bons termes avec nos voisins et notre gouvernement en a donné des preuves multiples, mais on ne peut nous en vouloir de redouter le retour des douloureux événements dont nous avons souffert ces dernières années et de penser dès à présent, aux moyens de les prévenir.

« Je suis heureux d'entendre dire par le délégué de l'Etat serbe-croate-slovène que les territoires accordés à l'Albanie dans la dernière séance de la Conférence des ambassadeurs vont prochainement être évacués, mais notre triste expérience nous fait un devoir d'être prudents. Nous nous permettons de suggérer au Conseil la formation d'une Commission permanente des frontières, composée d'un représentant de l'Albanie, d'un représentant de l'Etat serbe-croate-slovène et d'un délégué de la Société des Nations, avec mission de surveiller la frontière et de prévenir tout événement de nature à troubler l'ordre.

« L'agression injuste et non provoquée des Serbes a coûté au trésor albanais 7 millions de francs-or, sans compter les destructions matérielles que le Gouvernement albanais se réserve de faire évaluer pour en réclamer le remboursement. Nous serions très reconnaissants au Conseil de vouloir bien inviter la Commission qui s'est rendue en Albanie à procéder de son côté à l'estimation des dégâts.

« Je me réserve de revenir demain sur l'exposé de M. Fisher et sur les observations présentées par le délégué de l'Etat serbe-croate-slovène. Je désirerais, cependant, répondre à ce dernier en quelques mots.

Government thought that we should have been invited to take part in the discussions of the Conference of Ambassadors.

"Article 89 of the Treaty of Saint-Germain lays down that the frontiers must be fixed by the Allied and Associated Powers, whereas the Conference of Ambassadors is composed only of representatives of the Allied Powers.

"The Treaty of Sèvres stipulates in Article 4 that our frontier with Italy and our southern frontier have to be fixed later. Our frontier with Italy was fixed by special negotiations and by a special treaty entered into by the Serb-Croat-Slovene State with Italy. We do not, therefore, see why a different procedure should be followed regarding Albania, and why in this instance we should be deprived of the right to negotiate ourselves and to give our consent.

"These objections are theoretical, but my Government thought it necessary to raise them, and it will be for the Council to examine them. The Rules of Procedure of the League of Nations, moreover, permit of the solution of any difficulty either through the Council or by the intervention of the Permanent Court of International Justice.

"Our Government thought, nevertheless, that it was its duty, in the circumstances, to avoid the risk of conflict; in spite of the objections which it has formulated and which I have just explained, it has stated that it would bow to the decision of the Conference of Ambassadors. While protesting against the decision of the Conference, it is about to order its troops to withdraw to the line of demarcation given by that Conference, despite the fact that it is not exactly known, since certain portions of the frontier have still to be fixed. The Conference of Ambassadors will doubtless supply the necessary information regarding these points.

"With regard to the movement among the inhabitants of Northern Albania, I must make observations. There the point at issue is the desire of Christian clans not to submit to the rule of the Government of Tirana, in which Mahomedan influence is predominant.

"We cannot disguise our sympathy for these Christian populations nor our desire to see them obtain the independence necessary for their development. We have accordingly approached the Conference of Ambassadors, and we hope that the Allied Powers and the League of Nations will allow the desires of the population of Northern Albania to be realised."

Midhat FRASHERI (Albania) stated: "Albania has always desired peace. In the hope of obtaining it she has felt obliged to submit to the decision of the Conference of London, which took away half her population and territory. We have experienced hard times in the past. Our country is a mass of ruins; our population is decimated and, in certain parts of the country, destitute. We have a strong desire to live on good terms with our neighbours, and our Government has given numerous proofs of this, but we cannot be blamed for not wishing a return of the painful conditions in which we have suffered in the last years and for taking immediate steps to prevent their recurrence.

"I am glad to hear the delegate of the Serb-Croat-Slovene State declare that the territories ceded to Albania at the last meeting of the Conference of Ambassadors will shortly be evacuated, but our unfortunate experience in the past makes it necessary for us to act cautiously. We accordingly suggest that the Council should set up a permanent Frontiers Commission composed of a representative of Albania, of the Serb-Croat-Slovene State, and a delegate of the League of Nations, entrusted with the duty of watching over the frontier and preventing any occurrence likely to disturb the peace.

"The unjust and unprovoked Serbian attack has cost the Albanian Treasury seven million francs without taking into account the destruction of property. The Albanian Government reserves the right to have this property valued and to reclaim the amount. We shall be very grateful if the Council will invite the Commission now in Albania to estimate the damage.

"I reserve the right to refer again to-morrow to Mr. Fisher's statement and to the observations of the Serb-Croat-Slovene delegate. I should, however, like to reply to certain points raised by the latter.

« Le délégué de l'Etat serbe-croate-slovène vient de déclarer que la ligne dite « d'armistice » n'a jamais été dépassée par les troupes serbes et que ce sont les Albanais qui ont attaqué.

« Je m'étonne de cette déclaration, car je suis convaincu que les attaques qui ont fait l'objet pendant les mois de juin et de septembre, des délibérations du Conseil ont eu lieu au delà de la ligne dite de démarcation.

« Cette ligne, qui est dénommée « ligne d'armistice », ne nous a jamais été, d'ailleurs, notifiée officiellement.

« Je me permets de faire remarquer qu'une ligne d'armistice est toujours établie sous la forme d'un protocole par deux belligérants qui s'engagent à la respecter, tandis que nous n'avons jamais été en guerre avec la Serbie.

« Je me rappelle, au sujet de cette ligne, que M. Yovanovitch a fait à l'Assemblée de Genève devant la sixième Commission, un exposé où il en a donné *grosso modo* le tracé.

« La ligne, d'après les déclarations mêmes du délégué serbe, suit le Drin, Lurya, Arras Darza, sont des localités situées sur la rive gauche de cette rivière, soit en dehors de la ligne d'armistice.

« Je rappelle, en outre, que les attaques serbes sur Arras, Darza et Muhur ont eu lieu à la suite d'un ultimatum lancé par un officier serbe et après les recommandations faites par le Conseil de la Société des Nations au mois de juin, c'est-à-dire dans une période où les Serbes comme les Albanais devaient s'abstenir de tout acte d'hostilité les uns envers les autres et où la Conférence des ambassadeurs s'occupait des frontières de l'Albanie.

« L'ultimatum que nous envoyaient les Serbes réclamait l'évacuation d'Arras, de Darza et de Muhur et de Sinjat, en prétendant que ces villages étaient en deçà de la ligne d'armistice.

« Ces villages jouissaient d'une administration albanaise et avaient pris part aux élections législatives albanaises. Il n'y avait donc pas lieu de susciter des difficultés à leur sujet au moment où la Conférence des ambassadeurs délimitait nos frontières.

« Le délégué de l'Etat serbe-croate-slovène prétend que l'Albanie a toujours attaqué. Je me demande comment on peut justifier cette affirmation devant la destruction par les canons de l'armée régulière serbe de 150 villages situés en territoire albanaise.

« D'autre part, des insinuations ont été faites au sujet de la situation intérieure de l'Albanie. Les difficultés dont nous nous plaignons ne seraient pas dues à la Serbie, mais bien aux conditions mêmes dans lesquelles se trouve l'Albanie. Il y aurait chez nous des clans chrétiens qui ne voudraient pas obéir à un gouvernement musulman. Je rappelle que la Société des Nations est en possession de dépêches émanant des chefs religieux catholiques, aussi catholiques que Marca Gjoni, qui a son quartier général à Prizrend (en Serbie), et de dépêches des notables mirdites, qui font preuve du loyalisme le plus absolu à l'égard, je ne dis pas du Gouvernement de Tirana, mais du Gouvernement de l'Albanie, qui est leur propre gouvernement.

« Le Gouvernement de Tirana n'est d'ailleurs pas un gouvernement musulman ; son grand conseil comprend des représentants de toutes les religions d'Albanie, il compte un évêque catholique, un représentant des chrétiens orthodoxes, un représentant des bektachis et un représentant des sunnis. Il n'y a pas en Albanie de majorité musulmane, mais des adeptes de quatre religions entre lesquelles la population albanaise se répartit à peu près également. Toutes les religions sont libres, il n'y a pas de religion d'Etat.

« Notre gouvernement est un gouvernement formé spontanément et librement par la population elle-même. »

M. LÉON BOURGEOIS : « Conformément au désir exprimé par les délégués de l'Etat serbe-croate-slovène et de l'Albanie, nous renvoyons à demain l'audition des déclarations détaillées que l'un et l'autre veulent faire.

« Je crois, cependant, qu'il est utile de prendre acte du fait que les deux gouvernements ont accepté la frontière fixée par la Conférence des ambassadeurs.

« La Conférence des ambassadeurs m'a communiqué la réponse faite par M. Pachitch¹. Il déclare, tout en faisant des réserves à propos de certains points de la frontière qui ne sont pas suffisamment déterminés, que le Gouvernement de l'Etat serbe-croate-slovène, tout en protestant et en exprimant ses plus grands regrets, se conformera à la décision de la Conférence des ambassadeurs, afin d'éviter les conséquences dangereuses de la non-acceptation.

¹ Voir page 1196.

"The Serb-Croat-Slovene delegate has just declared that the line known as the 'armistice' has never been broken by Serbian troops and that the Albanians have been the aggressors.

"I am astonished at this statement, because I am convinced that the attacks considered by the Council during June and September took place on the Albanian side of the demarcation line.

"This line, which is called the 'armistice line', has, moreover, never been officially communicated to us.

"I should like to point out that an armistice line is always drawn up by two belligerents in the form of a protocol which they agree to respect, whereas we have never been at war with Serbia.

"I should like to remind the Council that M. Jovanovitch made a statement before the Disarmament Committee of the Assembly at Geneva in which he indicated roughly where the line ran. Even according to the statements of the Serbian delegate, the line follows the Drin. Lurya, Arras, Darza, and other towns on the left bank of this river and are therefore on the Albanian side of the armistice line.

"I should like also to point out that the Serbian attacks on Arras, Darza, and Muhur followed an ultimatum presented by a Serbian officer, and after the Council of the League of Nations had made its recommendations of June last—that is to say, when both Serbs and Albanians had undertaken to abstain from any hostile act against each other, and when the Conference of Ambassadors was dealing with the question of the frontiers of Albania.

"The ultimatum sent us by the Serbs demanded the evacuation of Arras, Darza, Muhur and Sinjat, alleging that these villages were within the armistice line.

"These villages were administered by Albania, and had taken part in the elections of the Albanian legislature. It was not right, then, that difficulties should be raised regarding them at a very moment when the Conference of Ambassadors was engaged in tracing our frontier.

"The Serb-Croat-Slovene delegate alleges that Albania has always been the aggressor. I should like to know how he can justify that statement when confronted with the destruction by the forces of the regular Serbian Army of 150 villages situated in Albanian territory.

"Allegations have also been made concerning the internal condition of Albania. It is alleged that the difficulties with which we are faced have not been due to Serbia, but to the present state of Albania, and that there are among us Christian tribes refusing to obey a Mahommedan Government. I would like to remind the Council that the League of Nations is in possession of telegrams from the leading men of the Catholic religion, as Catholic as M. Marca Gjoni (whose headquarters are at Prizrend in Serbia), and of telegrams from leading Mirdites, proving their entire loyalty to the Government of the Tirana Government—but to the Albanian Government, that is, to their own Government.

"The Tirana Government is not a Mahommedan Government. Its Cabinet comprises representatives from all Albanian religions. It is composed of a Catholic bishop, a representative of the Orthodox Christians, of the Bektashis and of the Sunnis. There is not a Mahommedan majority in Albania. There are adherents of four religions, between whom the Albanian population is about equally divided. All religions are free, and there is no State religion.

"Our Government is one created spontaneously and freely by the population itself."

M. Léon BOURGEOIS said: "In conformity with the desire expressed by the delegates of the Serb-Croat-Slovene State and of Albania we will postpone until to-morrow the hearing of the statement which each of them desires to make.

"I think, nevertheless, that we should take note of the fact that the two Governments have accepted the frontier fixed by the Conference of Ambassadors.

"The Conference of Ambassadors has communicated to me the reply of M. Pachitch¹ in which, while making reserves concerning certain points on the frontier not yet sufficiently indicated, he states that the Serb-Croat-Slovene Government, though protesting and expressing the greatest regret, will nevertheless bow to the decision of the Conference of Ambassadors in order to avoid the dangerous consequences entailed by not accepting it.

¹ See page 1196.

« D'un autre côté, nous avons reçu la communication suivante du Président de la Commission albanaise à la Conférence des ambassadeurs : « Le Gouvernement albanais, considérant que l'invasion étrangère met en danger l'existence du pays, se voit dans la nécessité de se soumettre à la décision prise par la Conférence des ambassadeurs, dans sa séance du 9 novembre, concernant les frontières de l'Albanie, tout en protestant..... etc. »

« Protestations et réserves mises à part, de côté et d'autre, nous enregistrons l'acceptation par les deux Etats de la décision de la Conférence des ambassadeurs.

M. BOSKOVITCH (Etat serbe-croate-slovène) : « Je ne crois pas que l'acceptation de mon gouvernement ait été faite d'une manière aussi catégorique. Il estime qu'un traité consenti librement devrait intervenir et que, étant donné la procédure qui a été suivie, on ne pourrait pas considérer que ladite décision crée des obligations formelles en accord avec les clauses du Pacte et des traités conclus. Cependant, en raison de la situation actuelle, il a déclaré vouloir se conformer à la décision de la Conférence et retirer ses troupes sur la ligne indiquée par la Conférence. »

Le Conseil prend acte de ces déclarations et décide de siéger le lendemain à 15 heures, en séance publique, pour entendre les exposés que désireront faire les deux parties.

II.

DEUXIÈME SÉANCE PUBLIQUE

TENUE LE VENDREDI 18 NOVEMBRE 1921, A 15 HEURES.

Sont présents, tous les représentants des Membres du Conseil et le Secrétaire général. Les délégués de l'Albanie et de l'Etat serbe-croate-slovène prennent place à la table du Conseil.

M. BOSKOVITCH (Etat serbe-croate-slovène) fait un exposé du point de vue serbe.¹ Son discours peut se résumer de la façon suivante :

Il résume toutes les accusations relatives à l'avance des troupes serbes en Albanie, contenues dans le mémorandum du Secrétaire général et dans le discours du délégué britannique ; il les ramène aux éléments suivants : combats entre les troupes serbes et celles du Gouvernement de Tirana, combats entre la République des Mirdites et le Gouvernement de Tirana, allégations concernant de prétendues dévastations commises par les troupes serbes dans la partie de l'Albanie qu'elles occupaient.

En ce qui concerne les combats entre les troupes serbes et celles de Tirana, ils proviennent du fait que le Gouvernement de Tirana a violé la ligne de démarcation et la viole constamment. Son but est d'occuper par ses propres forces la ligne fixée en 1913 par la Conférence des ambassadeurs comme ligne frontière. L'Etat serbe-croate-slovène n'a pas pu et ne peut pas le permettre. D'après des documents provenant du Gouvernement de Tirana lui-même, il est établi que toutes les localités autour desquelles ont été menés des combats entre les troupes serbes et celles de Tirana sont situées soit sur la ligne de démarcation, soit même du côté serbe de cette ligne. Il ressort de ces mêmes documents que le Gouvernement de Tirana a violé la ligne de démarcation. Cette ligne n'est pas celle que ce gouvernement vient d'indiquer au Conseil sur une carte, c'est-à-dire qu'elle ne suit pas le Drin Noir ; cette ligne est celle qu'a indiquée le délégué serbe-croate-slovène devant le Conseil.

¹ Voir page 1197.

" We have also received the following communication from the President of the Albanian Commission of the Conference of Ambassadors : 'The Albanian Government, being of opinion that foreign invasion endangers the existence of the country, finds itself compelled to submit to the decisions taken by the Conference of Ambassadors at its meeting of November 9th with regard to the Albanian frontiers while protesting... '.

" Disregarding the protests and reserves which have been made by both parties, we note the acceptance by both States of the decision of the Conference of Ambassadors."

M. BOSKOVITCH (Serb-Croat-Slovene State) said : " I do not think that my Government's acceptance was phrased so categorically. My Government is of opinion that a treaty freely concluded might have been drawn up, and that, considering the procedure which has been followed, this decision cannot be held to constitute formal obligations in accordance with the causes of the Covenant and the treaties which have been concluded. Nevertheless, in view of the actual circumstances, it has declared its willingness to conform to the decision of the Conference and to withdraw its troops to the line given by the Conference."

The Council noted these declarations and decided to meet on the following day at 3 p.m. in public to hear the statements which the two parties desired to make.

II.

SECOND PUBLIC MEETING

HELD ON FRIDAY, NOVEMBER 18th, 1921, AT 3 P.M.

Present : 'All the representatives of the Members of the Council and the Secretary-General. The representatives of Albania and the Serb-Croat-Slovene State took their places at the Council table.

M. BOSKOVITCH (Serb-Croat-Slovene State) presented a statement¹ of the the chief points of which were as follows :

He summarised all the accusations regarding the advances of the Serbian troops into Albania, contained in the Secretary-General's memorandum and in the British delegate's speech, and classified them under the following headings : Fighting between Serbian troops and those of the Tirana Government ; fighting between the Mirdite Republic and the Tirana Government ; allegations regarding so-called devastations committed by the Serbian troops in the part of Albania occupied by them.

He said that the engagements between the Serbian troops and those of Tirana were due to the fact that the Tirana Government had violated the line of demarcation and was constantly violating it. It did so with the object of occupying, with its own troops, the line fixed as the frontier in 1913 by the Conference of Ambassadors. The Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes had been and was to-day unable to tolerate such proceedings. It was clear, according to the documents submitted by the Tirana Government itself, that all the places around which fighting had occurred between the Serbian and the Tirana troops were situated either on the line of demarcation itself or else on the Serbian side of that line. It was proved by these documents themselves that the Tirana Government had violated the line of demarcation. This line was not the same as the one which that Government had just pointed out to the Council on a map—*i.e.*, it did not follow the course of the Black Drin ; this line was the one which the Serb-Croat-Slovene delegate had indicated

¹ See page 1197.

de la Société des Nations le 25 juin 1921 (voir *Journal officiel*, II^e année, N^o 7, pages 735-740), donc à une époque de beaucoup antérieure à tous les combats des troupes serbes et des troupes de Tirana, cette ligne est tracée sur la carte que M. Boskovitch soumet à l'examen des Membres du Conseil.

En ce qui concerne les combats entre les Mirdites et le Gouvernement de Tirana, cette affaire a déjà été évoquée devant le Conseil de la Société des Nations au mois de septembre. Aucun élément nouveau n'ayant été apporté, la délégation serbe-croate-slovène renouvelle sa réponse antérieure, c'est-à-dire qu'elle demande l'envoi d'une Commission internationale d'enquête pour constater sur place l'état réel des choses en Albanie. M. Boskovitch exprime les regrets du Gouvernement serbe-croate-slovène que cette Commission ne soit pas partie aussitôt qu'il l'avait demandé et aussitôt que l'Assemblée de la Société des Nations avait décidé son départ ; il regrette également que la Conférence des ambassadeurs n'ait pas attendu le rapport de cette Commission avant de régler la question des frontières de l'Albanie.

La délégation serbe-croate-slovène déclare elle-même que l'affirmation concernant les dévastations d'une partie des territoires occupés par les troupes serbes est en général exacte ; elle constate que cette région se trouve au nord de Dibra. Mais elle déclare que cette région est justement celle où ont pénétré les troupes du Gouvernement de Tirana en août 1920, que le Gouvernement de Belgrade a constaté lui-même ces dévastations et qu'il a demandé aux Grandes Puissances, par une circulaire datée d'août 1920, de procéder à une enquête commune et de constater ce qui est généralement connu, c'est-à-dire que ce sont les troupes du Gouvernement de Tirana qui se sont rendues coupables de ces méfaits. Les Grandes Puissances n'ont donné aucune suite à cette protestation du Gouvernement de Belgrade.

M. BOSKOVITCH donne alors lecture de la déclaration suivante :

« Je prends la liberté d'attirer l'attention du Conseil sur le fait que le télégramme du Gouvernement britannique, daté du 7 novembre, demandait l'application de l'article 16 du Pacte, au cas où le Gouvernement serbe-croate-slovène se refuserait ou tarderait à exécuter les obligations que lui impose le Pacte. Il fait aussi allusion à la décision de la Conférence des ambassadeurs relative aux frontières albanaises, en date du 9 novembre. Il résulte du texte de ce télégramme qu'on nous considérerait comme virtuellement coupables d'actes qui n'existent pas et pour lesquels on suppose seulement que nous pourrions les commettre dans l'avenir. Aucun texte du Pacte de notre Société, ni aucune loi en général, je pense, n'ont jamais autorisé à formuler une accusation dans de telles circonstances. Comme cette question, qui peut paraître d'importance secondaire ici, pourrait avoir une portée beaucoup plus grande, si une telle pratique était admise dans la Société des Nations, je me permets d'attirer respectueusement l'attention du Conseil sur les conséquences possibles. Il me semble que cette question ne peut pas être considérée comme indifférente pour l'honneur et l'amour-propre des différents Etats Membres de la Société des Nations. Ils ne doivent pas, je crois, rester exposés au danger de se trouver un jour dans la situation qui est faite aujourd'hui à l'Etat serbe-croate-slovène et contre laquelle il proteste de toutes ses forces. Pour les violations possibles des obligations contractées par les signataires du Pacte de la Société, les menaces de châtimement appropriées sont prévues et inscrites dans cette loi internationale et, comme elles s'adressent également à tous les Membres de la Société, nous les avons tous acceptées volontiers comme garanties communes nécessaires de la loyale observation des engagements pris. Ne sont-elles pas suffisantes et faut-il leur en ajouter d'autres ? »

M. Midhat FRASHERI (Albanie) exprime le regret qu'un pays aussi petit que l'Albanie donne tant de travail à la Société des Nations, mais il ajoute qu'il est en même temps malheureux de voir l'Albanie se trouver dans l'obligation de le faire.

Toute l'argumentation du délégué serbe-croate-slovène repose sur l'hypothèse d'une ligne fixe d'armistice ; mais une ligne d'armistice suppose deux belligérants. Or, les Albanais n'ont pas été en guerre avec les Serbes, de l'aveu même de ceux-ci. Ils ont aidé la Serbie et les Alliés. Même si l'on admet la nécessité d'une ligne d'armistice, pour des raisons militaires quelconques, encore faudrait-il que cette ligne fût fixe. En réalité, la ligne invoquée par le Gouvernement serbe-croate-slovène s'est déplacée sur la carte et est essentiellement élastique. C'est une ligne « caoutchouc ».

the Council of the League of Nations on June 25th, 1921 (*Official Journal*, 2nd Year, No. 7, pages 5-740) — *i.e.*, a long time before all the fighting between the Serbian and Tirana troops. This was marked on the map which M. Boskovitch submitted, for the consideration of the Members of the Council.

The question of the fighting between the Mirdites and the Tirana Government had been brought before the Council of the League of Nations in September. As no new facts had been added, the Serb-Croat-Slovene Delegation repeated its former reply — *i.e.*, it requested the despatch of an International Commission of Enquiry to determine on the spot the actual state of affairs in Albania. M. Boskovitch expressed the regret of the Serb-Croat-Slovene Government that this Commission had not started as soon as he had asked for its despatch, and as soon as the Assembly of the League of Nations had decided upon its departure; he also regretted that the Conference of Ambassadors had not awaited the report of this Commission before deciding the question of the Albanian frontiers.

The Serb-Croat-Slovene Delegation stated that the allegations regarding the devastation of part of the territory occupied by the Serbian troops were, on the whole, correct. He pointed out that this district lay to the north of Dibra, but he declared that this was the very district which had been entered by the troops of the Tirana Government in August 1920, and that the Government of Belgrade had itself taken note of these devastations and had requested the Great Powers, by a circular dated August 1920, to conduct a joint enquiry with a view to establishing facts which were generally known — namely, that the Tirana Government's troops were guilty of these misdeeds. The Great Powers did not, however, take any action upon this protest from the Belgrade Government.

M. BOSKOVITCH then read the following declaration :

" I take the liberty of drawing the attention of the Council to the fact that the telegram from the British Government, dated November 7th, requested that Article 16 of the Covenant should be applied in the event of the Serb-Croat-Slovene Government refusing or delaying to execute their obligations under the Covenant. The telegram also alluded to the decision of the Conference of Ambassadors with regard to the Albanian frontiers dated November 9th. It is clear from the text of this telegram that we were virtually considered guilty of acts which had not taken place but which we presumed that we might commit in the future. To the best of my knowledge, there is nothing in the Covenant of the League, nor any general legal principle, justifying the laying of an accusation in such circumstances. As this question, which may appear of only secondary importance in this case, might have very much more far-reaching effects if such a procedure were recognised by the League of Nations, I venture respectfully to call the attention of the Council to its possible consequences. I do not think that this question can be considered as not affecting the honour and respect of the different States Members of the League of Nations. I do not think they should be exposed to the risk of finding themselves in the present position of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, against which it protests with the utmost energy. As regards possible violations of obligations entered into by the signatories of the Covenant of the League, the necessary threat of punishment is duly provided for and embodied in that international instrument, and, since they apply equally to all the Members of the League, we all accepted them willingly as a necessary and actual guarantee of the loyal fulfilment of the obligations undertaken. Do they not suffice? Is it necessary to supplement them? "

M. Midhat FRASHERI (Albania) expressed regret that a country so small as Albania had given so much work to the League, but it was unfortunate for her to be placed in a position which commanded her to do so.

The whole argument of the Serb-Croat-Slovene delegate was based on the hypothesis of a fixed armistice line. But an armistice line presupposed two belligerents, and the Albanians had not been at war with the Serbs, as the Serbs admitted. Albania had given assistance to Serbia and to her Allies. Even if one admitted the necessity of an armistice line for military reasons of any kind, such a line would have to be a fixed one. In reality the line mentioned by the Serb-Croat-Slovene Government had moved its position on the map, and was essentially elastic. It was first inflated,

et automobile » De toutes façons, les villages comme Arras, Dardha, Lurya, sont en dehors de cette ligne.

Au moment où le Conseil exhortait, en juin, les deux parties à s'abstenir d'actes hostiles le Gouvernement serbe-croate-slovène a lancé son ultimatum, ordonnant aux Albanais d'évacuer des territoires qui étaient au delà de la ligne d'armistice, puisqu'ils avaient été administrés jusque-là par l'Albanie et que des élections y avaient eu lieu.

Les attaques serbes révèlent un plan systématique. Pendant les négociations de la Conférence des ambassadeurs, le Gouvernement serbe-croate-slovène a suscité des agitateurs et organisé des bandes, ce qui explique que ces bandes aient été munies de canons et d'avions. Ces avions ont lancé des proclamations jusque sur Scutari et Alessio. (Le délégué albanais en soumet quelques-unes au Conseil.) Les Albanais ont fait des prisonniers, qui ont révélé la présence d'officiers serbes, et capturé des soldats russes de l'armée Wrangel. Le délégué de Serbie a soutenu que les attaques ont commencé par les Albanais, ce qui est loin de la vérité. Les agressions et attaques ont toujours commencé par les Serbes et ont été préméditées. Les ravages causés par les Serbes sont affreux : selon les constatations de M. Marcuard, délégué de la Croix-Rouge internationale de Genève, il y a 10,000 morts parmi les réfugiés, provenant des 150 villages détruits par les Serbes.

La sollicitude du Gouvernement serbe-croate-slovène pour les catholiques de Mirditie est toute récente, puisqu'elle s'exerçait naguère encore en faveur des musulmans du Gouvernement d'Essad Pacha. Elle s'exerce toujours en faveur de toute personne qui trahit la patrie albanaise.

Outre les attaques serbes sur différents points de la frontière, les renseignements que l'on possède sur la « main noire » de Kossovo prouvent que le Gouvernement serbe-croate-slovène a poursuivi un but défini : on calcule qu'il y a plus de 80,000 Albanais de massacrés à Kossovo depuis 1913, et des milliers de maisons détruites.

Cependant, tous ces faits se rapportent au passé et le Gouvernement albanais se préoccupe surtout de l'avenir. Il demande des garanties et, à cet effet, prie le Conseil d'envoyer une Commission permanente composée d'un Albanais, d'un représentant de l'Etat serbe-croate-slovène et d'un représentant de la Société des Nations, pour prévenir les troubles à la frontière. Cette garantie semble d'autant plus nécessaire que M. Pachitch a, dans son commentaire de la décision de la Conférence des ambassadeurs, formulé des menaces et laissé entendre que des troubles ne manqueraient pas de se produire.

M. Léon BOURGEOIS constate que le Conseil se trouve en présence de déclarations et même de cartes contradictoires et que, d'autre part, une communication de la Conférence des ambassadeurs est attendue d'ici quelques heures. Il semble opportun de s'occuper surtout de l'avenir des relations entre les deux pays.

M. FISHER estime, comme M. Léon Bourgeois, qu'il est essentiel que le Conseil se préoccupe de l'avenir plutôt que du passé. C'est le point de vue auquel s'est placé le Gouvernement britannique. Il y a d'autant moins de raisons de commencer à discuter des questions d'histoire et de géographie qu'une Commission de la Société des Nations est sur le point d'arriver en Albanie, d'où elle enverra des renseignements sur les questions de fait. Les déclarations de M. Boskovitch permettent au Gouvernement britannique de ne pas donner suite à sa proposition pour le moment.

M. Boskovitch a donné deux assurances : 1^o que le Gouvernement serbe-croate-slovène accepte les frontières fixées par la Conférence des ambassadeurs et retirera ses troupes du territoire albanais ainsi constitué ; 2^o qu'il reconnaît l'Etat albanais ainsi constitué et fera tout son possible pour entretenir avec lui de bonnes relations.

M. Boskovitch a critiqué l'action du Premier Ministre britannique tendant à la convocation du Conseil. Le Gouvernement britannique était évidemment tenu, conformément à l'article 11 du Pacte, d'attirer l'attention du Conseil sur la gravité de la situation en Albanie. Les déclarations qui ont paru dans la presse serbe prouvaient la gravité de la situation. Le 3 novembre, le journal *Salo* a annoncé que les troupes serbes avaient franchi la frontière albanaise. Le 5 novembre, le journal *Pravda* annonça que les premiers prisonniers étaient arrivés et que les opérations entreprises par les troupes serbes avaient surpris les forces albanaises. Le 6 novembre, le journal *Sloviniski Narod* annonçait : « Nous sommes en état de guerre avec l'Albanie. Notre général Smiljanitch a

men depressed ; it moved in either direction. In any case, villages like Arras, Dardha and Lurya were outside it.

At the moment when the Council in June exhorted the two parties to abstain from hostile acts, the Serb-Croat-Slovene Government had issued its ultimatum, ordering the Albanians to evacuate territories which were beyond the armistice line, as was shown by the facts that they had been administered up to that moment by Albania and elections had been held there.

The Serbian attacks revealed a systematic plan. During the negotiations of the Conference of Ambassadors, the Serb-Croat-Slovene Government had instigated agitators and organised bands—fact which explained how these bands came to be equipped with artillery and aeroplanes. These aeroplanes had carried proclamations as far as Scutari and Alessio. (He produced some of those which had been dropped there.) The Albanians, moreover, had made prisoners which showed the presence of Serbian officers. They had also captured some Russian soldiers from General Wrangel's army. The Serbian delegate maintained that the attacks were initiated by the Albanians, which is far from the case. The aggressions and attacks had always been begun by the Serbs, and had always been premeditated. The havoc wrought by the Serbs was terrible ; according to M. Marcuard, delegate of the Geneva International Red Cross, ten thousand deaths had occurred amongst the refugees from the 150 villages destroyed by the Serbs.

The anxiety of the Serb-Croat-Slovene Government on behalf of the Catholics of Mirditie was quite recent. A short while ago this concern had been manifested in favour of the Mussulmans of the Government of Essad Pasha. It was shown for any traitor to his country.

Besides the Serbian attacks at different points on the frontier, information which had been received concerning the "Black Hand" of Kossovo show that the Serb-Croat-Slovene Government had pursued a definite policy ; it was estimated that more than 80,000 Albanians had been massacred at Kossovo since 1913, and several thousand houses destroyed.

All these facts, however, related to the past, and the Albanian Government was, above all, concerned with the future. It asked for guarantees, and, with this in view, it begged the Council to send a Permanent Commission, consisting of one Albanian, one representative of the Serb-Croat-Slovene State, and one representative of the League of Nations, to prevent trouble on the frontier. This guarantee seemed the more necessary as M. Pachitch, in his observations on the decision of the Conference of Ambassadors, had assumed a threatening tone and given the impression that troubles would certainly arise.

M. Léon BOURGEOIS noted that the Council was confronted with contradictory declarations and with maps which did not agree, and that, moreover, a communication from the Conference of Ambassadors was expected in a few hours. The chief concern of the Council was the future relations between the two countries.

Mr. FISHER agreed with M. Léon Bourgeois that the main concern of the Council should not be with the past but with the future. The British Government had approached the question from this point of view. There was the less reason for entering into controversial points of history and geography seeing that a Commission of the League of Nations was on the point of arriving in Albania and would send information regarding the facts. In view of the declarations which M. Boskovitch had made, the British Government was willing to desist from pressing its proposal at the moment.

M. Boskovitch had given two assurances : (1) that the Serbian Government would accept the frontiers defined by the Conference of Ambassadors and would withdraw its troops from the Albanian State so constituted, and (2) that it would recognise the Albanian State, as so constituted, and do everything to cultivate good relations with it.

M. Boskovitch had criticised the action of the British Prime Minister in summoning the Council. The British Government was obviously bound, under Article 11 of the Covenant, to draw the attention of the Council to the grave situation which had arisen in Albania. The gravity of the situation was shown by the statements which had appeared in the Serbian press. On November 3rd, a statement appears in the *Saló* to the effect that the Serbian troops had crossed the Albanian frontier. On November 5th there had appeared a statement in the *Pravda* to the effect that the first Albanian prisoners had arrived, and that the operations begun by the Serbian troops had completely taken the Albanian forces by surprise. On November 6th it was stated in *Sloviniski*

occupé des positions que nous devons garder. » Le même journal annonça, le 10 novembre : « Notre armée a occupé Alessio et Medua. Nos troupes sont près de Tirana. »

M. Fisher estime que ces déclarations justifient entièrement l'action du Gouvernement britannique.

La session du Conseil a atteint son but et l'on peut avoir confiance que l'Etat serbe-croate-slovène soutiendra le nouvel Etat dans la première période de son indépendance. Les assurances du délégué serbe-croate-slovène sont les bienvenues et M. Fisher est persuadé que cette regrettable affaire est terminée.

Le marquis IMPERIALI déclare partager les vues des représentants de la France et de la Grande Bretagne. Il prend acte avec plaisir des déclarations de M. Boskovitch. Il est heureux non seulement de la solution donnée aux pénibles incidents, mais aussi de la constitution définitive, entre des frontières précises, de l'Etat albanais. Il souhaite que le nouvel Etat, avec ses frontières désormais fixées, puisse se consolider, se développer et prospérer. Le maintien de l'indépendance et de l'intégrité territoriale du nouvel Etat est de la plus grande importance ; et il forme les meilleurs vœux pour son avenir.

M. Léon BOURGEOIS est heureux de constater que tous ses collègues sont bien d'accord que c'est l'avenir qui importe aujourd'hui au Conseil de la Société des Nations et non plus le passé. Une frontière a été fixée et les deux parties ont accepté de s'y conformer. Les assurances données par le représentant de l'Etat serbe-croate-slovène écartent toute inquiétude au sujet de l'avenir.

Le PRÉSIDENT propose qu'une résolution soit rédigée, qui enregistre les déclarations faites et définisse les termes de l'accord obtenu.

Le Conseil décide de se réunir le lendemain matin, à 11 heures, en séance publique, pour examiner les termes de cette résolution.

III.

TROISIÈME SÉANCE PUBLIQUE

TENUE LE SAMEDI 19 NOVEMBRE 1921, A 11 HEURES.

Sont présents, tous les représentants des Membres du Conseil et le Secrétaire général.

Les délégués de l'Albanie et de l'Etat serbe-croate-slovène prennent place à la table du Conseil.

Le Président donne lecture du projet de résolution suivant :

« Le Conseil de la Société des Nations,

« Après avoir entendu l'exposé des informations qui ont déterminé le Gouvernement britannique, par son télégramme du 7 novembre, à demander la convocation immédiate du Conseil pour étudier la situation créée par l'avance des troupes serbes-croates-slovènes en Albanie et se mettre d'accord sur les mesures à prendre ;

« Après avoir entendu les explications fournies par les représentants du Gouvernement serbe-croate-slovène et par ceux du Gouvernement albanais ;

« Attendu que l'Assemblée de la Société des Nations, à la date du 3 octobre, a reconnu qu'il appartenait aux Principales Puissances alliées et associées de déterminer les frontières définitives de l'Albanie ;

prod. : " We are in a state of war with Albania. Our General Smiljanitch has taken positions which we must hold." The same journal on November 10th stated : " Our Army has occupied Scutari and Medua. Our troops near Tirana."

These statements, in his opinion, completely justified the action of the British Government. The Session of the Council had served its purpose. The Serb-Croat-Slovene State could be trusted to help the new Albanian State in the first stages of its independence. He welcomed the assurances of the Serb-Croat-Slovene delegate, and trusted that an end had been reached of this lamentable story.

The Marquis IMPERIALI said that he shared the view of the French and British representatives. He noted with pleasure the declarations of M. Boskovitch. He was satisfied not only with the decision to end these painful incidents but also with the final constitution of the Albanian State within clearly defined frontiers. He trusted that the new State with its frontiers now fixed would grow in strength, be consolidated, develop and prosper. The maintenance of independence and territorial integrity of the new State was of the highest importance, and he expressed his best wishes for its future.

M. Léon BOURGEOIS was glad to note that all his colleagues agreed that it was the future, and not the past which that day concerned the Council of the League of Nations. A frontier had now been fixed, and the two parties had agreed to accept it. In view of the assurances of the Serb-Croat-Slovene State he thought that there need be no anxiety in regard to the future.

The PRESIDENT proposed that a resolution should be drafted, defining the declarations made and the agreement reached.

It was agreed that the Council should meet in public at 11 a. m. on the following day to consider the terms of this Resolution.

III.

THIRD PUBLIC MEETING

HELD ON SATURDAY, NOVEMBER 19th, 1921, AT 11 A.M.

Present : All the representatives of the Members of the Council and the Secretary-General.

The delegates of Albania and the Serb-Croat-Slovene State came to the Council table.

The President read the following draft resolution :

" The Council of the League of Nations,

" Having heard the statement concerning the information which led the British Government to request, in its telegram of November 7th, the immediate convocation of the Council 'to study the situation created by the advance of the Serb-Croat-Slovene troops into Albania and to agree upon measures to be taken' ;

" Having heard the explanations given by the representatives of the Serb-Croat-Slovene and Albanian Governments ;

" Considering that the Assembly of the League of Nations recognised on October 3rd that the Principal Allied and Associated Powers were responsible for fixing the definite frontiers of Albania ;

« Attendu que la Conférence des ambassadeurs a décidé, le 9 novembre 1921 qu'il y a lieu de confirmer le tracé des frontières de l'Albanie tel qu'il a été établi en 1913 par la Conférence des ambassadeurs de Londres avec certaines modifications spécifiées ; et que, par suite, les frontières de l'Albanie sont désormais fixées et doivent être respectées sous les garanties assurées aux Membres de la Société des Nations par le Pacte de la Société ;

« Prend acte de la déclaration du Premier Ministre de l'Etat serbe-croate-slovène que cet Etat, se conformant à la décision mentionnée ci-dessus, prend toutes les mesures afin d'assurer l'évacuation immédiate par ses troupes de tout territoire appartenant à l'Etat albanais ; prend acte également de l'assurance donnée par les représentants des deux Etats, que ceux-ci entendent vivre en relation de bon voisinage, ce qui implique qu'aucun des deux ne fera rien, directement ou indirectement, pour provoquer ou entretenir aucun mouvement de nature à troubler la paix intérieure de l'Etat voisin.

« Le Conseil est heureux de constater l'attitude conciliante prise devant lui par les Gouvernements albanais et serbe-croate-slovène, qui est d'un heureux augure pour l'avenir ;

« Et décide de donner à la Commission d'enquête envoyée en Albanie, conformément à sa résolution du 6 octobre, les instructions suivantes :

« 1^o La Commission rendra compte au Conseil du retrait des troupes serbes-croates-slovènes et albanaises, de part et d'autre de la zone de démarcation provisoire prévue par la décision de la Conférence des ambassadeurs, en date du 18 novembre 1921 (annexe 8, page 1210). Elle se tiendra en relations avec la Commission de délimitation, à toutes fins utiles, et se mettra à la disposition des autorités locales pour faciliter l'évacuation, de manière à éviter tout incident.

« 2^o La Commission devra s'assurer qu'aucun secours du dehors n'entretient un mouvement local de nature à troubler la paix intérieure en Albanie ; elle devra rechercher et indiquer au Conseil les moyens de faire cesser les troubles actuels et proposer toutes mesures nécessaires pour en éviter le retour. »

M. BOSKOVITCH (Etat serbe-croate-slovène) demande à présenter quelques observations. Il lui semble que l'expression « relations de bon voisinage » se suffit à elle-même, sans qu'il soit besoin de définir avec plus de précision les droits et les devoirs qu'elle implique.

Il déclare que la Commission d'enquête, envoyée en Albanie conformément à la décision de la deuxième Assemblée, est chargée d'un mandat précis et qu'il doit être bien entendu que son champ d'activité doit se borner à l'Albanie.

Il rappelle, enfin, et maintient la protestation de son gouvernement contre la procédure suivie par la Conférence des ambassadeurs, dans la question des frontières de l'Albanie qui ont été déterminées sans le consentement du Gouvernement royal.

M. MIDHAT FRASHERI (Albanie) estime qu'il est bon que l'expression « relations de bon voisinage » soit précisée, afin de bien marquer qu'une ère nouvelle commence dans les relations entre les deux peuples. Il aurait voulu que le projet de résolution spécifiât qu'il s'agit non seulement des troupes régulières, mais aussi des bandes irrégulières.

Il demande quelle autorité militaire, quelle gendarmerie, s'occupera du maintien de l'ordre dans la zone neutre mentionnée dans la décision de la Conférence des ambassadeurs.

Après une courte discussion entre les Membres du Conseil, le Président, M. Hymans, déclare qu'il n'y a pas lieu de revenir sur le passé ni sur la décision de la Conférence des ambassadeurs qui a tranché la question des frontières de l'Albanie.

Il constate que les observations présentées se rapportent à la forme du projet de résolution mais que, sur le fond, tous les Membres du Conseil sont d'accord.

La résolution est approuvée à l'unanimité par les Membres du Conseil et acceptée par le représentant de l'Albanie.

Le représentant serbe-croate-slovène déclare se rallier au projet de résolution, sous réserve de ses déclarations qu'il vient de faire, et prie que ses déclarations soient insérées au procès-verbal.

"Considering that the Conference of Ambassadors decided on November 9th, 1921, that it was necessary to confirm with certain specified alterations the line of the frontiers of Albania established in 1913 by the Conference of Ambassadors in London; and considering that the frontiers of Albania are consequently now fixed and must be respected in accordance with the guarantees assured to the Members of the League of Nations by the Covenant;

"The Council notes the declaration of the Prime Minister of the Serb-Croat-Slovene State, in which he affirms that the Serb-Croat-Slovene State is taking, in accordance with the above decision, all steps to assure the immediate evacuation of its troops from all territory belonging to the Albanian State. The Council notes also the assurance given by the representatives of the two States that they intend to live as neighbours maintaining good relations with each other, which implies that neither shall take, either directly or indirectly, any action to provoke or encourage any movement which might disturb the internal peace of its neighbour.

"The Council is glad to note the conciliatory attitude adopted in its presence by the Albanian and the Serb-Croat-Slovene Governments, which augurs well for the future.

"The Council decides to give the Commission of Enquiry sent to Albania in accordance with its resolution of October 6th, the following instructions:

"1. The Commission shall keep the Council informed of the retirement of both the Serb-Croat-Slovene and Albanian troops from the provisional zone of demarcation provided for in the decision of the Conference of Ambassadors of November 18th, 1921 (Annex 8, page 1210); it shall keep in touch with the Delimitation Commission whenever necessary and shall place itself at the disposal of the local authorities to assist in carrying out the evacuation so as to avoid incidents.

"2. The Commission shall satisfy itself that no outside assistance is given in support of a local movement which might disturb internal peace in Albania. The Commission shall examine and submit to the Council measures to end the present disturbances and to prevent their recurrence."

M. BOSKOVITCH (Serb-Croat-Slovene State) asked to be allowed to make certain observations. He thought that the expression "live as neighbours maintaining good relations with each other" was sufficient in itself and that there was no need to define more precisely the rights and duties which that undertaking implied.

He stated that the Commission of Enquiry, sent to Albania in accordance with the Second Assembly's decision, had been given definite instructions and that it should be clearly understood that its field of activity should be limited to Albania.

Finally, he recalled and maintained his Government's protest against the procedure followed at the Conference of Ambassadors in tracing the frontier of Albania without obtaining the consent of the Royal Government.

M. Midhat FRASHERI (Albania) thought that the expression "live as neighbours maintaining good relations with each other" should be more explicitly defined in order to emphasise the fact that the relations between the two peoples had entered upon a new phase. He would have liked the draft resolution to state that it applied not only to regular troops but also to irregular bands.

He asked what military authority, and what police force, would keep order in the neutral zone mentioned in the decision of the Conference of Ambassadors.

After a short discussion, the President, M. Hymans, stated that there was no need to discuss either the past events or the Conference of Ambassadors' decision which had settled the question of Albania's frontiers.

He declared that the observations made concerned the form of the draft resolution. On the principles of the resolution, the Members of the Council were in agreement.

The resolution was unanimously adopted by the Members of the Council, and was accepted by the representative of Albania.

The representative of the Serb-Croat-Slovene State stated that he accepted the resolution subject to the declarations he had just made; he requested that his declarations should be inserted in the minutes.

ANNEXE 1.

TÉLÉGRAMME DU GOUVERNEMENT BRITANNIQUE TRANSMIS AU CONSEIL ET AUX GOUVERNEMENTS ALBANAIS ET SERBE-CROATE-SLOVÈNE.

[Traduction.]

Londres, 7 novembre 1921.

L'avance continue des troupes yougo-slaves en Albanie étant de nature à troubler la paix entre les nations, le Gouvernement britannique désire attirer l'attention du Conseil sur ce fait et vous prie de prendre immédiatement des dispositions pour convoquer le Conseil, afin qu'il étudie la situation et se mette d'accord sur les mesures à prendre aux termes de l'article 16 au cas où le Gouvernement serbe-croate-slovène se refuserait ou tarderait à exécuter les obligations que lui impose le Pacte. La Conférence des ambassadeurs a fixé les frontières de l'Albanie ; sa décision sera immédiatement notifiée aux parties intéressées.

(Signé) D. LLOYD GEORGE.

Sir Eric Drummond,
Secrétaire général de la Société des Nations,
Genève.

ANNEXE 2.

DÉCISION DE LA CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS.

Lettre de M. Jules Cambon, transmettant la décision de la Conférence des ambassadeurs relative aux frontières de l'Albanie, en date du 9 novembre 1921.

CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS.
LE PRÉSIDENT.

Paris, le 9 novembre 1921.

Monsieur le Secrétaire général,

La résolution votée à l'unanimité, le 3 octobre 1921, par l'Assemblée de la Société des Nations à Genève, avec le vote conforme du représentant de l'Albanie, a pris acte « du fait que l'Etat serbe-croate-slovène et la Grèce ont reconnu les Principales Puissances alliées et associées comme étant l'organe compétent pour statuer sur les frontières de l'Albanie » et « recommande à l'Albanie d'accepter d'ores et déjà la décision émanant des Principales Puissances alliées et associées. »

La Conférence des ambassadeurs ne voit, d'ailleurs, dans cette résolution qu'un renouvellement de l'engagement déjà pris par les Gouvernements grec et serbe-croate-slovène, lorsqu'ils ont apposé leur signature sur les Traités de Saint-Germain, de Neuilly et de Trianon.

J'ai l'honneur, au nom de la Conférence des ambassadeurs, de porter, ci-jointe, à votre connaissance la décision en date de ce jour, par laquelle l'Empire britannique, la France, l'Italie et le Japon ont fixé, en vertu de leurs pouvoirs, les frontières de l'Albanie.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma haute considération.

(Signé) JULES CAMBON.

Sir Eric Drummond,
Secrétaire général de la Société des Nations,
Genève.

ANNEX I.

TELEGRAM FROM THE BRITISH GOVERNMENT TRANSMITTED TO THE COUNCIL AND TO THE ALBANIAN AND SERB-CROAT-SLOVENE GOVERNMENTS.

London, November 7th, 1921.

Continued advance of Jugo-Slav forces into Albania being of nature to disturb international peace, His Majesty's Government desire to call the attention of the Council thereto and request that you will take immediate steps to summon meeting of the Council to consider situation and to decide upon measures to be taken under Article 16 in the event of the Serb-Croat-Slovene Government refusing or delaying to execute their obligations under the Covenant. Ambassadors Conference has now decided frontiers of Albania which will at once be notified to interested parties.

(Signed) D. LLOYD GEORGE.

Eric Drummond,
Secretary-General, League of Nations,
Geneva.

ANNEX 2.

DECISION OF THE CONFERENCE OF AMBASSADORS.

Letter from M. Jules Cambon, enclosing the Decision of the Conference of Ambassadors concerning the Frontiers of Albania, dated November 9th, 1921.

[Translation.]

CONFERENCE OF AMBASSADORS.

THE PRESIDENT.

Paris, November 9th, 1921.

The resolution unanimously voted on October 3rd, 1921, by the Assembly of the League of Nations at Geneva, including the corresponding vote of the Albanian representative, took note of the fact that the Serb-Croat-Slovene State and Greece have recognised the Principal Allied and Associated Powers as the appropriate body to settle the frontiers of Albania, "and recommended Albania now to accept the forthcoming decision of the Principal Allied and Associated Powers."

The Conference of Ambassadors, moreover, regards this resolution merely as a renewal of obligations already undertaken by the Greek and Serb-Croat-Slovene Governments when they signed the Treaties of Saint-Germain, Neuilly, and Trianon.

On behalf of the Conference of Ambassadors, I have the honour to forward herewith for your information a copy of the decision taken to-day by which the British Empire, France, Italy and Greece have fixed, in virtue of their powers, the frontiers of Albania.

I have the honour, etc.

(Signed) JULES CAMBON.

Eric Drummond,
Secretary-General of the League of Nations,
Geneva.

L'Empire britannique, la France, l'Italie et le Japon ;

Considérant qu'il y a lieu de confirmer le tracé des frontières de l'Albanie, tel qu'il a été établi en 1913 par la Conférence des ambassadeurs de Londres ;

Considérant, d'autre part, que les frontières méridionales de l'Albanie ont été fixées sur le terrain par la Commission de délimitation qui a rédigé le protocole final de ses travaux à Florence le 17 décembre 1913, et que la Commission de délimitation des frontières nord et est a dû interrompre ses travaux en 1914 à cause des hostilités ;

Décident :

I. — Les gouvernements signataires de la présente décision reconnaissent le Gouvernement de l'Albanie, constituée en Etat souverain et indépendant.

II. — Une Commission composée de quatre membres, nommés par les gouvernements signataires de la présente décision, sera chargée, dans le plus bref délai, de tracer sur le terrain la ligne frontières nord et nord-est de l'Albanie, dans les conditions indiquées ci-après.

III. — A l'effet d'assurer des relations de bon voisinage entre les Etats situés de part et d'autre de la ligne frontière à tracer, ladite Commission devra tenir compte, autant que possible, des limites administratives et des intérêts économiques locaux. Elle devra, notamment, rectifier le tracé arrêté en 1913 par la Conférence des ambassadeurs de Londres :

- a) Dans la région au nord-est de Scutari, de manière, tout en assurant la protection de cette ville, à assurer les débouchés et la protection de Podgoritz et à faire garantir aux populations albanaises voisines le libre passage à travers cette région avec leur bétail, leurs meubles et leurs effets ;
- b) Dans la région à l'ouest et au sud de Prizrend, de manière à laisser au territoire de Prizrend ses approches naturelles ; la nouvelle frontière qui sera fixée sur le terrain partira de la cote 729 au sud de Godeni et à l'est de Ciafa Prusit, dans la direction nord-sud, et rejoindra la frontière de 1913 au sud de Vad, en passant par les côtes 1996 (Baistriku), 2381 (Koritnik) et 2512 (nord-est de Vad), et en laissant à l'est la limite du territoire occupé par le clan de Gora (d'après la carte au 1/200,000^e de l'état-major autrichien, du 23 janvier 1911, reproduite par l'Institut géographique de l'armée italienne) ;
- c) Dans la région à l'ouest et au sud-est de Dibra, de manière à laisser entièrement en dehors du territoire albanais la route de Dibra à Struga et à assurer ainsi la liberté des communications économiques de Dibra ;
- d) Dans la région de Lim, de manière à attribuer à l'Albanie la ville de Lim et à assurer ainsi en bordure du lac d'Ochrida les communications économiques entre Elbasan et Koritza.

IV. — La Commission aura la faculté de s'adjoindre, à titre consultatif, des membres nommés respectivement par les Etats situés de part et d'autre de la ligne frontière à tracer. Elle pourra prendre en considération les demandes formulées au nom des gouvernements de ces Etats, en s'attachant à ce que les rectifications éventuelles ne comportent le transfert que d'un minimum de population.

V. — A la fin de ses travaux, la Commission rédigera un protocole qui sera soumis à l'approbation des gouvernements signataires de la présente décision.

Fait à Paris, le neuf novembre mil neuf cent vingt et un.

(Signé) HARDINGE OF PENSHURST.
JULES CAMBON.
BONIN.
K. ISHII.

the British Empire, France, Italy and Japan :

Whereas the tracing of the frontier of Albania, as it was established in 1913 by the Conference of Ambassadors in London, is to be confirmed ;

Whereas, moreover, the Southern frontiers of Albania have been delimited on the spot by the Delimitation Commission which drew up the final protocol of its work at Florence on December 17th, 1913 ; and whereas the Commission entrusted with the delimitation of the Northern and Eastern frontiers was obliged to interrupt its work in 1914 on account of the outbreak of hostilities ;

Decide :

I. The Governments signatory to the present Decision recognise the Government of Albania constituted as a sovereign and independent State.

II. A Commission composed of four members appointed by the Governments signatory to the present Decision shall be entrusted, as soon as possible, with the duty of tracing on the spot the northern and north eastern frontier line of Albania under the conditions laid down hereafter.

III. In order to assure good neighbourly relations between the States situated on the one and the other side of the frontier line which is to be traced, the Commission referred to shall take into account, as far as possible, the existing administrative limits and the local economic interests. It shall in particular rectify the line fixed in 1913 by the Conference of Ambassadors in London :

(a) In the region to the north-east of Scutari it should be traced in such a way that, while ensuring the protection of that town, the means of access and the protection of Podgoritzza shall be assured, and that free passage shall be guaranteed to the neighbouring Albanian population through this region with their live stock, their furniture and their effects.

(b) In the region west and south of Prizrend in such a way as to leave to the territory of Prizrend its natural approaches : The new frontier, which shall be fixed on the spot, shall start from point 729, south of Godeni and east of Ciafa Prusit, shall run from north to south and shall join the frontier line of 1913 south of Vad, running through the points 1996 (Baistriku), 2381 (Koritnik), 2512 (north-east of Vad), leaving to the east the border of the territory occupied by the Gora clan (according to the scale 1/200,000 map of the Austrian General Staff, dated January 23rd, 1911, reproduced by the Geographical Institute of the Italian Army.)

(c) In the region to the west and south-east of Dibra so as to leave entirely outside the Albanian territory the road from Dibra to Struga, and thus to assure the liberty of the economic communications of Dibra.

(d) In the region of Lim so as to attribute to Albania the town of Lim and thus to assure, on the borders of Lake Ochrida, the economic communications between Elbasan and Koritza.

IV. The Commission shall be authorised to appoint in an advisory capacity, members nominated respectively by the States situated on the one and on the other side of the frontier line to be traced. It may take into consideration the requests formulated on behalf of the Governments of these States, ensuring, however, that any rectifications which may be made shall not involve the transfer of more than a minimum of the population.

V. At the end of its work the Commission shall draw up a Protocol which shall be submitted for approval to the Governments signatory to the present Decision.

Done at Paris, the ninth of November, nineteen hundred and twenty-one.

(Signed) HARDINGE OF PENSHURST.
JULES CAMBON.
BONIN.
K. ISHII.

ANNEXE 3.

TEXTE DE LA NOTE ADRESSÉE A LA CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS PAR LE GOUVERNEMENT
DU ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES.

Le 14 novembre 1921.

Le Gouvernement royal a l'honneur d'accuser réception de la note de la Conférence des ambassadeurs se rapportant à la frontière albanaise dont le texte intégral n'a été reçu qu'aujourd'hui, à la suite du retard causé par les moyens de transmission, et s'empresse de donner la réponse suivante :

Le Gouvernement royal se voit obligé d'exprimer ses regrets de ne pas être du même avis sur l'interprétation de ladite note au sujet de la résolution votée le 2 septembre 1921 par l'Assemblée de la Société des Nations à Genève, le sens de cette résolution n'ayant, d'après l'opinion du Gouvernement royal, que le caractère exclusif par rapport à la compétence de la Société des Nations en la matière.

Ceci établi, il était du ressort des Principales Puissances alliées et associées de procéder à l'accomplissement du mandat leur conféré, de la façon usitée dans les cas identiques.

Le Gouvernement royal prend la liberté de rappeler à la Conférence des ambassadeurs que, d'après la manière d'agir des Principales Puissances alliées et associées dans les cas précédents et identiques, il était autorisé à s'attendre que la décision au sujet des frontières albanaises serait rendue en collaboration et avec le consentement du Gouvernement royal.

Cela d'autant plus, pour les raisons suivantes :

Le Gouvernement royal, se basant sur les promesses verbales et écrites des Principales Puissances alliées et associées, avait, par sa note du 4 octobre, postérieure au vote de l'Assemblée de la Société des Nations, exposé son point de vue et avait prié de collaborer avec les Principales Puissances alliées et associées et déclaré nécessaire son consentement à la décision à ce sujet.

Par l'article 4 (1) du Traité des Frontières conclu le 10 août 1920, à Sèvres, il est stipulé que les frontières du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes « avec l'Italie et au Sud » seront déterminées ultérieurement, l'expression « au Sud » englobant, entre autres, la frontière du Royaume avec l'Albanie, pour l'exactitude de quoi la preuve se trouve dans la carte incluse à ce Traité.

Vu que le Traité cité, aussi bien que les Traités de Saint-Germain, de Neuilly, de Trianon avaient été élaborés, notamment leurs clauses territoriales y insérées en collaboration et avec le consentement du Gouvernement royal, le Gouvernement royal considère que les frontières albanaises ne sauraient être déterminées qu'avec sa collaboration et son consentement. C'est même un droit stipulé au profit du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes par le Traité des Frontières conclu le 10 août 1920, à Sèvres, comme il vient d'être démontré.

La Conférence des ambassadeurs n'a pas jugé opportun de prendre en considération les exposés de nos motifs ayant pour but principal et unique l'ordre et la paix balkaniques et, non seulement elle a rendu sa décision à l'encontre des vœux du Gouvernement royal, mais elle l'a mis en demeure d'évacuer sans délai le territoire attribué à l'Albanie. Le Gouvernement britannique en plus, se basant sur les accusations sans fondement du Gouvernement de Tirana relatives à la prétendue déclaration de guerre du Gouvernement royal à l'Albanie, à l'offensive serbe-croate slovène contre l'Albanie, à l'invasion et à l'occupation de l'Albanie par les troupes royales et leur avance en Albanie jusqu'à la ville d'Orochi et plus loin, a fait citer le Gouvernement royal devant le Conseil de la Société des Nations et l'a menacé de l'application de mesures extrêmes, telles que celles prévues par l'article 16 du Pacte de la Société des Nations. Par une telle procédure, il est créé une atmosphère menaçante pareille à celle résultant des ultimatums. Mis dans cette situation le Gouvernement royal déclare, avec ses plus grands regrets et en protestant, se conformer à la

ANNEX 3.

TEXT OF THE NOTE TRANSMITTED TO THE CONFERENCE OF AMBASSADORS
BY THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES.

translation.

November 14th, 1921.

The Royal Government has the honour to acknowledge receipt of the Note of the Conference of Ambassadors dealing with the Albanian boundaries, the complete text of which has been received only to-day as a result of delay in the method of transmission, and it hastens to make the following reply :

The Royal Government feels bound to state that it regrets that it is not of the same opinion with regard to the interpretation of this Note, relating to the Resolution adopted on September 10, 1921, by the Assembly of the League of Nations at Geneva, as the character of this Resolution, the opinion of the Royal Government, tends merely to rule out the competence of the League of Nations in this matter.

This point being established, the Principal Allied and Associated Powers were responsible for undertaking the carrying out of the task entrusted to them in the manner usually adopted in identical cases.

The Royal Government begs to remind the Conference of Ambassadors that, in accordance with the methods of procedure adopted by the Principal Allied and Associated Powers in previous identical cases, it was entitled to expect that the decision with regard to the Albanian boundaries would be taken in co-operation with, and with the consent of, the Royal Government.

This view was strengthened by the following considerations :—

The Royal Government, taking its stand on the verbal and written promises of the Principal Allied and Associated Powers, had, in its Note of October 4th, subsequent to the vote of the Assembly of the League of Nations, stated its point of view, requested permission to co-operate with the Principal Allied and Associated Powers, and declared that its consent decision on this matter was necessary.

By Article 4 (1) of the Frontiers Treaty concluded on August 10th, 1920, at Sèvres, it was laid down that the frontiers of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes "with Italy and the South" would be determined subsequently, the expression "on the South" including in addition the frontier between the Kingdom and Albania, the accuracy of which is vouched for by a map included in this Treaty.

Considering that the Treaty referred to, and also the Treaties of Saint-Germain, Neuilly and Trianon, had been drawn up, and their territorial clauses in particular inserted, in co-operation with, and with the consent of, the Royal Government — the Royal Government is of opinion that the Albanian boundaries could be fixed only with its co-operation and consent. This right was, moreover, expressly conferred on the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes in the Frontiers Treaty concluded on August 10th, 1920, at Sèvres, as the Royal Government has just shown.

The Conference of Ambassadors has not deemed it expedient to take into consideration the statements of our motives, whose principal and only object is the maintenance of order and peace in the Balkans, and it has arrived at its decision not only in opposition to the wishes of the Royal Government, but has also summoned it to evacuate without delay the territory assigned to Albania. The British Government, moreover, taking its stand upon the unfounded accusations of the Tirana Government regarding the alleged declaration of war by the Royal Government against Albania, the Serb-Croat-Slovene offensive against Albania, the invasion and occupation of Albania by Royal troops and their advance into Albania as far as the town of Oroshi and beyond, has summoned the Royal Government before the Council of the League of Nations, and threatens with the application of extreme measures such as those provided for in Article 16 of the Covenant of the League of Nations. By this action a threatening situation has been created resembling that arising out of an ultimatum. Placed in this position, the Royal Government states with the greatest

décision de la Conférence des ambassadeurs, afin d'éviter les conséquences dangereuses de la non-acceptation, tout en étant fermement convaincu que les événements ultérieurs se rapportant à l'ordre et à la paix dans les Balkans donneront raison aux prévisions du Gouvernement royal et les travaux de délimitation futurs de la frontière sur le terrain prouveront l'évidence de la justesse de son point de vue. Le Gouvernement royal, pourtant, tout en étant prêt à évacuer les territoires reconnus comme appartenant à l'Albanie, a l'honneur d'attirer l'attention de la Conférence des ambassadeurs sur le fait suivant : par la décision du 9 courant ne sont pas désignés tous les points frontières, mais la fixation du tracé, aussi bien que celle de points marquants, est laissée à la compétence de la Commission de délimitation qui est tenue de commencer ses travaux sur place dans le plus bref délai. Pour cette raison, le Gouvernement royal est dans l'incertitude quant à savoir sur quelle ligne poser ses postes frontières.

(Signé) PACHITCH,
Président du Conseil des Ministres.
Ministre des Affaires étrangères.

ANNEXE 4.

DISCOURS DE M. BOSKOVITCH.

L'accusation d'« avance continue » en Albanie est portée contre l'Etat serbe-croate-slovene. De telles accusations ont été formulées depuis le mois de juillet dernier et se sont poursuivies jusqu'à ce jour. Elles sont fondées sur les rapports des autorités albanaises publiés dans le mémorandum du Secrétariat général de la Société des Nations.

Ces rapports ont également servi à l'honorable représentant de l'Empire britannique, M. Fisher. En quoi consiste cette accusation, quels sont ses éléments ? C'est en premier lieu, le prétendu ultimatum du mois de septembre. D'après la déclaration du représentant du Gouvernement royal faite à la séance du Conseil de la Société des Nations du 25 juin dernier ¹, la ligne de démarcation que nous occupons part du sud-ouest de Dibra, de la région dite Goloberda, pour suivre les côtes dans la direction d'Ujmet, le cours du Drin i Zi jusqu'à l'embouchure dans la Veliki Drin, et pour passer ensuite par le cours du Drin i Berdhë jusqu'à l'embouchure de la rivière Valbona dans celui-ci. De là, la ligne va au Nord pour atteindre la tribu de Klemendi, le Taraboche et la rive droite du Pron i Thatë, affluent du lac de Scutari.

Cette ligne de démarcation a été violée par les Albanais dans la première moitié du mois de septembre, ainsi qu'il ressort du communiqué que la délégation serbe-croate-slovene a porté à la connaissance de la Société des Nations. Le texte, dont la teneur suit, montre en quoi consistait cette violation :

« La ligne de démarcation du secteur d'Arras, où se sont produits les récents événements, commence à Cafa-Nour, suit la ligne de la montagne de Svelitia, passe par Mali Kalcerit, pour atteindre ensuite le Drin à l'embouchure de la rivière Mala Luressi. En conséquence, les villages de Muhur, Darde, Arras et Sina Grika se trouvent en deçà de notre ligne de démarcation.

« Au cours de l'hiver dernier, nos forces ont installé leur campement dans les dits villages car le ravitaillement des troupes sur les positions était impossible à cette saison de l'année. Pendant l'été dernier, ces villages furent dégarnis et ne conservèrent que de très faibles détachements d'occupation ; la paix pourtant ne fut pas troublée. Cependant, tout dernièrement, un officier albanais réussit à se glisser avec ses gendarmes à travers la ligne de démarcation et à s'installer en face de faibles détachements serbes du secteur d'Arras ; puis il somma le commandant serbe, au nom du Gouvernement de Tirana, d'évacuer cette région. Pour toute réponse, le commandant serbe invita

¹ Voir *Journal Officiel*, II^e année, N^o 7, pages 735-740.

gret, and under protest, that it bows to the decision of the Conference of Ambassadors, in order to avoid the dangerous consequences of non-acceptance, while remaining firmly convinced that subsequent events connected with order and peace in the Balkans will vindicate the anticipations of the Royal Government, and the work of fixing the frontier on the ground will supply proof of the justice of its point of view. The Royal Government, however, while ready to evacuate territories admittedly belonging to Albania, has the honour to draw the attention of the Conference of Ambassadors to the following fact: By the decision of the 9th of this month, all the boundary points essential to the accurate tracing of the frontier line have not been indicated, but the fixing of the line, as well as that of the actual points, is left to the discretion of the Frontier Delimitation Commission which is to begin its work on the spot as soon as possible. For this reason, the Royal Government remains in doubt as to the line on which to lay down its frontier posts.

(Signed) PACHITCH,
President of the Council of Ministers;
Minister for Foreign Affairs.

ANNEX 4.

SPEECH BY M. BOSKOVITCH.

[translation.]

The Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes has been accused of continued advance into Albania. These accusations began in July last, and have continued until to-day. They are based on the reports of the Albanian authorities published in a Memorandum by the Secretary-General of the League of Nations.

These reports have also been used by Mr. Fisher, the British representative.

What is the nature of this accusation, and what are the motives for it? In the first place, there is the alleged ultimatum of September. According to the statement of the representative of the Royal Government, made at the meeting of the Council of the League of Nations on June 15th last¹, the line of demarcation which we occupy runs from the south-west of Dibra in the region called Goloberda, along the coast in the direction of Ujmiste and thence down the course of the river in'i-Zi as far as the mouth of the Veliki-Drin, then along the course of the Drin'i Bardae to its confluence with the river Valbona, whence the line runs north as far as the Klemendi tribe, thence to Taraboche and the right bank of the Pron'i Thatë, which runs into the Lake of Scutari.

This line of demarcation was violated by the Albanians during the first half of September. This is proved by the communication which the Serb-Croat-Slovene Delegation brought to the Council of the League of Nations. The text, which is as follows, shows the extent of this violation:

"The frontier line of the Arras sector, where the latest events occurred, begins at Cafaur, follows the mountain line from Svelitia, passes through Mali Kalcerit, and finally reaches the Drin at the mouth of the river Mala Luressi. Consequently, the villages of Muhur, Darde, Arras and Sina Grika are included within our frontier line.

"During last winter our forces established camps in the afore-mentioned villages, as it was impossible to get food supplies to the troops in position at that season of the year. During last summer these villages were cleared and only very weak garrison detachments remained; nevertheless, peace was not disturbed. Quite recently, however, an Albanian officer succeeded in slipping through the frontier line with his gendarmes and, establishing himself opposite the weak Albanian detachments in the Arras sector, he called upon the Serbian major in the name of the Tirana Government to evacuate the region. By way of answer, the Serbian major told the Albanian officer

¹ See *Official Journal*, 2nd Year, No. 7, pages 735-740.

l'officier albanais à s'éloigner le plus vite possible, en lui fixant comme dernier délai le 18 septembre à 16 heures, sinon l'officier albanais et ses hommes seraient chassés de vive force.

« Le délai échu, les troupes serbes procédèrent, les 18 et 19 septembre, à la réoccupation du territoire sans lutte aucune, étant donné que les Albanais se retirèrent après un court feu d'artillerie. Cependant, le 20 septembre, les troupes régulières albanaises ont attaqué notre détachement sur la rive gauche du Cerni Drin, près de Kaljes, et l'ont forcé à se retirer jusqu'à la tête de pont sur le Drin. Le 21 septembre, les forces albanaises, comprenant 1000 hommes avec 2 canons et mitrailleuses, ont attaqué nos troupes qui se trouvaient sur les positions de Mali-Kalcerit, en deçà de la ligne de démarcation. Devant les forces supérieures albanaises, nos troupes se sont repliées sur les positions d'Arras; le lendemain, 22 septembre, le gros des forces albanaises s'est établi à Kalcerit, en établissant ses avant-gardes près du village de Moustaf, au nord de Darde. Le 23 septembre, les Albanais ont attaqué nos troupes à trois heures du matin, près du village de Rëci, et ont réussi à les refouler sur la rive droite du Drin jusqu'à la hauteur du village de Kaljes.

« Il est évident, par conséquent, que nos troupes n'ont fait que réoccuper, les 17 et 18 septembre, la partie de notre territoire dont les Albanais s'étaient emparés de force et qu'ils avaient refusé d'évacuer. Il en ressort également que les Albanais ont attaqué nos troupes avec des forces supérieures, les 21, 22 et 23 septembre, en violant la ligne de démarcation et en envahissant notre territoire.

« Il est clair que l'acte des troupes albanaises revêt un caractère sérieux; c'est précisément à la même époque, l'an dernier, que des opérations identiques ont été entreprises. A cette occasion également, les Albanais ont répandu dans le public l'information que c'était les troupes serbes qui les avaient attaqués; c'est la nouvelle qu'ils répandent également cette année.

« D'après ce qui précède, il est évident que pas un soldat serbe n'a franchi la ligne de démarcation et qu'il s'agit d'une attaque préméditée et soigneusement préparée, faite dans un but de provocation. »

En résumé, les villages de Mali-Kalcerit, Arras, Muhur, Darde, Sina Grika sont situés en deçà de la ligne de démarcation et, par conséquent, les Albanais, en les occupant, ont violé la ligne de démarcation.

Des combats ont eu lieu pour la reprise de ces positions suivant les usages admis pour les armées dans les cas analogues. Il n'est que naturel que les positions soient reprises par les moyens dont l'armée dispose et qu'elle fasse également usage, par conséquent, de mitrailleuses et de canons. La preuve que des combats ont eu lieu autour des positions en question est fournie aussi par les télégrammes du Gouvernement de Tirana, qui constituent une partie appréciable du mémorandum du Secrétaire général.

L'importance stratégique des points autour desquels des combats avaient lieu est démontrée avec évidence et la meilleure preuve que ces points sont des éléments constitutifs de la ligne de démarcation est fournie par le télégramme suivant, adressé à cette époque à la Société des Nations par la délégation albanaise :

« ...Les dites localités ayant une valeur stratégique, les autorités serbes en exigeaient l'évacuation, en vue de faciliter l'irruption des bandes serbes sur le territoire albanais. »

Il ressort de cette communication que les Albanais ne reconnaissent pas que nous avons repris ces positions pour rendre impossible leurs incursions, mais, au contraire, qu'ils affirment que nous les avons occupées pour faciliter nos propres incursions.

Ce sont ces données qui ont été invoquées pour prouver nos prétendues avances en Albanie. Au reste, le Gouvernement royal leur a opposé les démentis les plus catégoriques. Ces démentis sont cités dans le mémorandum du Secrétaire général de la Société des Nations et leur teneur est la suivante :

« Nous sommes en mesure de déclarer que non seulement nos troupes n'ont pas dépassé la ligne de démarcation, mais que, à la suite des derniers événements, elles se trouvent éloignées de cette ligne et occupent les positions de Kaljes, sur le Cerni Drin.

« Le Gouvernement de Tirana a concentré dans ce secteur près de 3000 hommes qui ont violé la ligne de démarcation tenue par nos troupes depuis 1918, en obligeant nos avant-postes, numériquement plus faibles, à se replier et à abandonner un certain nombre de villages, y compris Arras, Darde et Sine. »

leave as soon as possible, giving him till 4 o'clock on September 18th as the time limit, failing which, the Albanian officer, with his men, would be driven out by force.

"When this period had elapsed, the Serbian troops, on September 18th and 19th, reoccupied the territory without any conflict, the Albanians having retired after slight artillery fire. On September 20th, however, the regular Albanian troops attacked our detachment on the left bank of the Idrin, near Kaljes, and forced it to retire to the bridgehead on the Drin. On September 21st, the Albanian forces, consisting of 1,000 men with two guns and two machine guns, attacked our troops at the Mali Kalcerit positions on our side of the frontier line. Before the superior strength of the Albanian troops, our forces retired on the Arras positions; the next day, September 22nd, the major part of the Albanian forces established itself at Kalcerit, posting its advance guards near the village of Moustaf to the north of Darde. On September 23rd, the Albanians attacked our troops at 3 a.m. near the village of Reci and succeeded in forcing them back on the right bank of the Drin up to the village of Kaljes.

"It is therefore evident that our troops only reoccupied on September 18th and 19th the part of our territory which the Albanians had forcibly seized and refused to evacuate. It is therefore so evident that the Albanians attacked our troops with superior forces on September 21st, 22nd and 23rd, thus crossing the frontier line and invading our territory.

"It is clear that the action of the Albanian Army is of a serious character; identical operations were undertaken at precisely the same period of last year. On that occasion also the Albanians read the news for the benefit of public opinion abroad that it was the Serbian troops which had attacked them. This year also the same story is repeated.

"From what has just been stated, it is evident that not a single Serbian soldier has crossed the frontier line and we have here a case of a premeditated and carefully prepared attack intended to provoke trouble."

To sum up, the villages of Mali-Kalcerit, Arras, Muhur, Darde, Sina Grika are situated on our side of the line of demarcation, and consequently the Albanians, by occupying them, have violated this line.

Fighting has taken place in order to regain these positions, in accordance with the recognised procedure of armies acting in similar circumstances. Naturally, the positions were retaken by using the means at the disposal of the army and, therefore, machine guns and artillery were employed. The fact that these engagements were fought in the neighbourhood of the positions mentioned is proved by the telegrams from the Tirana Government which constitute an important part of the Secretary-General's memorandum.

The strategic importance of the points at which fighting has taken place has been clearly shown, and the best proof that these points constituted parts of the line of demarcation is to be found in the following telegram which was sent by the Albanian Delegation to the League of Nations at the time:

"... Since these places had a strategical value, the Serbian authorities demanded their evacuation in order to facilitate the inroads of Serbian troops into Albanian territory."

It is clear from this communication that the Albanians do not admit that we retook these positions in order to put a stop to their inroads, but assert, on the contrary, that we occupied them in order to facilitate our own incursions.

These are the facts cited in order to furnish proof of our alleged advances into Albania. The Royal Government, however, has met them with categorical denials. These denials are quoted in the memorandum of the Secretary-General of the League of Nations, and their text is as follows:

"We are in a position to declare that not only have our troops not crossed the frontier line, but as a result of the latest events they are far from that line in the positions of Kaljes on the Idrin.

"The Tirana Government has concentrated in that sector nearly 3,000 men, who have violated the frontier line, held by our troops since 1918, thus forcing our advance guards, numerically inferior, to retire and to abandon some villages, including Arras, Darde and Sine."

A la même date, la délégation serbe-croate-slovène a communiqué le second démenti suivant :

« Toutes les nouvelles répandues dans l'opinion publique étrangère concernant un ultimatum que nous aurions adressé à l'Albanie, ainsi que celles qui se rapportent à une attaque effectuée par nos troupes contre les postes frontières albanais, sont dénuées de tout fondement. Ces affirmations ont été lancées dans l'opinion publique, avec l'intention évidente d'embrouiller la question albanaise au détriment de nos intérêts légitimes, au moment même où l'on commence à la discuter. »

Le second élément de l'accusation d'« avance continuelle » portée contre nous est constitué par l'affirmation que les troupes serbes-croates-slovènes ont occupé les clans Gachis et Krasnitch le 7 juillet, affirmation basée comme les autres sur des rapports du Gouvernement de Tirana. (Vo Document C 231. M. 169. 1921. VII.)

Pour faire ressortir le caractère tendancieux de cette affirmation, il suffit de rappeler que nos troupes occupaient déjà à cette époque les territoires habités par les clans ci-dessus mentionnés, puisque ces territoires sont situés de notre côté de la ligne de démarcation qui part de l'embouchure de la rivière Valbona, affluent du Drin, en face des Klementi, ainsi que l'a déclaré, du reste, le représentant du Gouvernement royal, à la séance du Conseil de la Société des Nations du 28 juin, dans les termes suivants déjà cités :

« Il est exact que nous occupons toujours une portion du territoire albanais allant au sud-ouest de Dibra, de la région dite Goloberda, pour suivre les côtes dans la direction d'Ujmistë, le cours du Drin. Si jusqu'à l'embouchure dans la Veliki Drin, et pour passer ensuite par le cours du Drin à Bardhe jusqu'à l'embouchure de la rivière Valbona dans celui-ci. De là, la ligne va au Nord pour atteindre la tribu de Klementi, le Taraboche et la rive droite du Prin à Thatë, affluent du lac de Scutari. »

Le troisième élément de l'accusation d'« avance continuelle » est l'ultimatum du 11 octobre. Cette accusation est ainsi formulée dans le memorandum du Secrétaire général :

« Le 11 octobre, la délégation albanaise a transmis une communication de son gouvernement déclarant que les autorités militaires serbes avaient adressé un ultimatum verbal au commandant des frontières albanaises, en lui enjoignant d'évacuer dans les trois jours la région de la sous-préfecture de Bougnai située dans la Malasia Jakova. »

La Malasia Jakova et le territoire habité par les Krasnitchis, dont il vient d'être parlé, ne sont qu'une seule et même région qu'on nous a accusés d'avoir occupée au mois de juillet dernier. Bougnai est le chef-lieu de cette région, située, ainsi qu'il a été dit, à l'est de la ligne partant de l'embouchure de la rivière Valbona dans le Drin, vers le territoire habité par les Klementi. Cette fois-ci, on se sert seulement d'un autre nom ; au lieu d'employer celui de Krasnitchis, par lequel on désigne le clan, on fait usage de la dénomination géographique. Pour quels motifs ? Il en est deux qui sont évidents :

1^o Dans le but de provoquer dans les cercles insuffisamment informés l'impression que le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes s'est livré à une nouvelle aventure agressive, et

2^o Dans le but de dissimuler le fait que le Gouvernement de Tirana a fait de nouveau occuper cette région en violant la ligne de démarcation et en prétendant en même temps que notre occupation des Krasnitchis est une nouvelle occupation, donc une nouvelle affaire.

Qu'il nous soit permis de citer à nouveau la seconde partie de cette accusation :

« ...En outre, le Gouvernement serbe-croate-slovène avait concentré à Louma et à Koulou deux ou trois régiments munis d'artillerie, de mitrailleuses et d'autre matériel de guerre, avec l'intention d'occuper la Mirditie et Liria. Le 8 courant, les troupes serbes du Drin avaient attaqué les détachements albanais. Après un combat de plusieurs heures, les troupes albanaises, numériquement inférieures, avaient abandonné Boultsch, Muhur et Sinaj et s'étaient retirées vers les montagnes Vargut et Plaj. Le rapport déclarait que les avions serbes étaient occupés d'une façon très active à faire des reconnaissances. »

On the same date the Serb-Croat-Slovene delegation communicated the second contradiction follows :

" All reports current in foreign circles regarding an ultimatum which we are supposed to have sent to Albania, as well as the reports of an attack by our troops on the Albanian frontier posts, are entirely without foundation. These assertions have been circulated abroad with the obvious intention of complicating the Albanian question, to the detriment of our legitimate interests, at the very moment when the matter is about to be discussed. "

The second part of the accusation made against us of " continued advance " consists in the assertion that the Serb-Croat-Slovene troops occupied the territory of the clans of Gachis and Krasnitchis on July 7th—an assertion based, like the others, on the report of the Tirana Government (see Document C. 231. M. 169. 1921. VII).

In order to show the tendencious nature of this assertion, we need only recall the fact that our troops were already in occupation at that time of the territories inhabited by the above-mentioned clans, since these territories are situated on our side of the demarcation line which starts from the mouth of the river Valbona, a tributary of the Drin, opposite the Klementi tribe, as was stated moreover in the following terms by the representative of the Royal Government at the meeting of the Council of the League of Nations on June 28th :—

" It is true that we are still occupying a part of Albanian territory running from the south-west of Dibra in the region called Golloberda, along the coast in the direction of Ujmiste and thence down the course of the Drin'i Zi as far as the mouth of the Veliki-drin. Then along the course of the Drin'i Bardhe to its confluence with the river Valbona, whence the line runs north to the Klementi tribe, Taraboche and the right bank of the Prin'i Thatë, which runs into the Lake of Scutari. "

The third element in the accusation made against us of " continued advance " is the ultimatum of October 11th. This accusation was expressed as follows in the Secretary-General's memorandum :

" On October 11th, the Albanian Delegation forwarded a communication from their Government to the effect that the Serbian military authorities on the frontier had addressed a verbal ultimatum to the Albanian Commander, ordering him to evacuate within three days the country of the Sous-Préfecture of Bougnai in Malasia Jakova. "

The Malasia Jakova and the territory inhabited by the Krasnitchis, of which mention has not been made, which we are accused of having occupied in the month of July last are one and the same region. Bougnai is the capital of this district, which is situated, as has already been stated, to the east of a line starting from the confluence of the rivers Valbona and Drin, in the direction of the territory inhabited by the Klementi. On this occasion, another name has been used; instead of speaking of the Krasnitchis, which is the name of the clan, the geographical name is employed. What are the reasons for this? There are two obvious reasons :

(1) The intention was to create in uninformed circles an impression that the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes had undertaken a fresh act of aggression; and

(2) To disguise the fact that the Tirana Government has re-occupied that area by violating the demarcation line, and at the same time alleging that our occupation of the Krasnitchis territory is a fresh move, and therefore constitutes a fresh incident.

We may be permitted to quote again the second part of this accusation :

" ...further, that the Serb-Croat-Slovene Government had concentrated at Louma and Koule two or three regiments equipped with artillery, machine guns and other war material, with the intention of occupying Mirditia and Loria. On the 8th, the Serbian troops on the Drin had attacked the Albanian detachments. After several hours of fighting, the numerically inferior Albanian troops had evacuated Boultsch, Muhur and Sinaj, and retired towards the mountains of Rrgat and Plaj. The report stated that Serbian aeroplanes were actively engaged in carrying out reconnaissances. "

Cette accusation est composée de deux chefs :

1^o Le Gouvernement serbe-croate-slovène aurait concentré à Louma et à Koule deux régiments munis d'artillerie, de mitrailleuses, etc., avec l'intention d'occuper la Mirditie Louria ;

2^o Les troupes serbes auraient attaqué le 8 octobre les détachements albanais et auraient occupé Boultsch, Muhur et Sinaj.

Boultsch, Muhur et Sinaj sont des localités situées sur la ligne de démarcation dont il a été parlé au début ; il appert de la déclaration faite par la délégation serbe-croate-slovène à la Société des Nations le 25 septembre et de ce qui a été cité plus haut que l'ordre de réoccupation de ces localités a été donné et qu'elles ont été réoccupées les 17 et 18 septembre, et que les troupes albanaises les ont reprises les 21, 22 et 23 septembre. Par conséquent, les combats du 8 octobre autour de ces localités ont été menés uniquement pour les reprendre à nouveau. Donc, renouvellement d'opérations et en aucune façon occupation nouvelle.

Prenant en considération les faits :

1^o Que les troupes albanaises avaient pénétré de nouveau au Nord, dans la région des Krasnitchis-Malasia Jakova, située de notre côté de la ligne de démarcation, ainsi que cela ressort de l'action de Bougnai qui vient d'être citée ;

2^o Que les troupes albanaises avaient réoccupé Boultsch, Muhur et Sinaj, localités situées sur la ligne de démarcation dans sa partie méridionale, ainsi qu'il ressort de l'action qui vient d'être citée d'après les télégrammes ci-dessus ;

Y a-t-il lieu de s'étonner que les troupes aient été concentrées entre ces deux points c'est-à-dire entre Louma et Koule ?

Il est évident que cette mesure n'a été que la conséquence de l'attitude agressive du Gouvernement de Tirana. Elle n'avait et ne pouvait donc avoir qu'un seul et unique but ; tenir prêts au centre des forces susceptibles de servir en cas de nécessité à défendre la ligne de démarcation contre toute nouvelle attaque venant soit du Nord, de Malasia Jakova, soit du Sud, de Boultsch, Muhur, Sinaj, Arras, etc.

Or, le Gouvernement de Tirana a dénoncé cette disposition de nos troupes comme devant servir non pas au but qui vient d'être exposé, mais à une nouvelle agression et à l'occupation de Louria et de la Mirditie.

D'évidence, ceci ne constituait que les préparatifs d'une nouvelle manœuvre du Gouvernement de Tirana dans le but de surprendre et d'égarer aussi bien l'opinion publique que celle des gouvernements étrangers.

Les résultats de cette manœuvre ne se sont pas longtemps fait attendre.

Dès le 20 octobre, affirme l'honorable représentant britannique, dans son discours d'hier et ceci n'a pas été consigné dans le memorandum du Secrétaire général, notre mouvement en avant s'est étendu jusqu'à Orochi (chef-lieu de la Mirditie) et a donc atteint la Mirditie et Louria.

A ce sujet, une explication s'impose. Nous pouvions et devons pénétrer dans la région de Louria, en tant qu'elle est située de notre côté de la ligne de démarcation. Cette contrée est traversée, en effet, par cette ligne.

Le fait même du rétablissement de la ligne de démarcation, que nous avons annoncée et ordonnée, entraînait tout naturellement l'entrée de nos troupes dans la partie de la région de Louria située de notre côté de la ligne.

Quant à la Mirditie et à sa capitale Orochi, nos troupes n'y ont pas pénétré et n'en ont même pas eu l'intention, vu que la Mirditie et Orochi se trouvent au delà de la ligne de démarcation.

En réponse à la demande officielle d'explications à ce sujet, présentée par les représentants des Principales Puissances alliées au Gouvernement de Belgrade le 8 courant, celui-ci a donné l'assurance que les nouvelles concernant Orochi étaient fantaisistes et préméditées.

En résumé, il résulte de la correspondance échangée que ces trois affaires, « l'ultimatum » du mois de septembre, l'occupation de Gachis et de Krasnitchis, « l'ultimatum » du mois d'octobre, se réduisent à ceci : le Gouvernement de Tirana a violé la ligne de démarcation de sa propre initiative et de son propre gré. Il avait l'intention d'occuper par ses seules forces la ligne-frontière de 1913.

This accusation falls under two heads :

(1) The Serb-Croat-Slovene Government are alleged to have concentrated at Louma and Koule two or three regiments equipped with artillery, machine guns, etc., with the object of occupying Mirditia and Louria.

(2) Serbian troops are said, on October 8th, to have attacked Albanian detachments and occupied Boultsch, Muhur and Sinaj.

Boultsch, Muhur and Sinaj are places situated on the demarcation line which was mentioned in the outset. It appears from the statement made by the Serb-Croat-Slovene Delegation to the League of Nations on September 25th, and from the extracts already quoted, that orders were given to reoccupy these places and that this was done on September 17th and 18th, and that Albanian troops retook them on September 21st, 22nd and 23rd. The fighting on October 8th round these places was therefore merely undertaken to regain them. This, therefore, was a fresh outbreak of fighting but in no sense a fresh occupation.

Taking the following facts into consideration :

1. That the Albanian troops had once again penetrated by the north, into the region of Krasnitchis and Malasia Jakova, a region which is situated on our side of the line of demarcation as is shown by the Bognaf incident to which I have just referred ;

2. That the Albanian troops had re-occupied Boultsch, Muhur, and Sinaj, places situated in the southern part of the line of demarcation, as is shown by the events related in connection with the telegrams given above ;

It is not surprising that troops have been concentrated between these two points — that is, between Louma and Koule.

It is evident that this measure was only taken because of the aggressive attitude of the Tirana Government. Therefore, it had and cannot have any other object than to keep in readiness in a strategic position sufficient troops to defend the line of demarcation, if the necessity arose, against any new attack coming either from the north—that is, from Malasia Jakova—or from the south—that is to say, from Boultsch, Muhur, Sinaj, Arras, etc.

The Tirana Government, however, has declared that this disposition of our troops was made with the object which I have just explained, but in order to undertake a new attack and occupy Louria and Mirditia.

It is quite clear that this was only preparatory to a fresh manœuvre on the part of the Tirana Government to mislead and to deceive public opinion and foreign Governments.

The results of this manœuvre were soon apparent.

Since October 20th, so Mr. Fisher said in his speech yesterday, though it is not to be found in the Secretary-General's memorandum, the advance of our troops has been continued as far as Orochi (chief town of Mirditia) and has therefore reached Mirditia and Louria.

I should like to explain this point. We were able and entitled to enter the region of Louria, inasmuch as it lies on our side of the line of demarcation. The line, indeed, crosses this country.

The re-establishment of the demarcation line, announced and decreed by us, naturally precluded the entry of our troops into that part of the region of Louria situated on our side of the line.

Our troops have not penetrated into Mirditia or to its capital Orochi, and never had any intention of so doing, seeing that Mirditia and Orochi are situated beyond the demarcation line.

To the official request for explanations regarding this point, presented by the representatives of the Principal Allied Powers to the Belgrade Government on the 8th inst., that Government replied assuring these representatives that the news concerning Orochi was absurd and intentionally misleading.

To sum up, the correspondence shows that the three points—the September "ultimatum", the occupation of Gachis and of the Krasnitchis territory, and the October "ultimatum"—merely amount to this : the Tirana Government violated the demarcation line on its own initiative and of its own free will. It intended to occupy exclusively with its own forces the frontier line of 1913.

De là, rencontres entre nos troupes, qui tenaient cette ligne sans jamais la dépasser, — ainsi qu'il ressort des documents précités provenant du Gouvernement de Tirana, — et les troupes du Gouvernement de Tirana. En changeant le nom d'une seule et même région, comme nous avons établi qu'il l'a fait pour les Krasnitchis et la Malasia Jakova, ou bien en ajoutant des noms nouveaux de localités et de villages existant sur la ligne de démarcation, le Gouvernement de Tirana s'est efforcé de donner l'impression qu'il s'agissait chaque fois d'affaires nouvelles. C'est par de telles machinations et de pareilles méthodes du Gouvernement de Tirana que le délégué britannique a été induit en erreur et amené à affirmer que « le village Arras se trouve bien à l'intérieur de l'Albanie » et à ne pas mentionner que cette localité est située sur la ligne de démarcation que nous rétablissons.

Ce que nous venons de constater au sujet des agissements du Gouvernement de Tirana dans l'Est et dans le Nord-Est, doit également être appliqué à ses agissements dans le Nord et dans le Nord-Ouest, par conséquent, dans la région de Scutari. Ceci constitue le quatrième élément de notre « avance continuelle ». D'après le télégramme du Gouvernement de Tirana, publié dans le *Journal* de l'Assemblée de la Société des Nations à la date du 25 septembre : « Le 20 septembre les Serbes ont livré une attaque du côté de Kastrati, au nord de Scutari, mais ont été repoussés et laissant treize morts. Les pertes albanaises sont très élevées, tant parmi les combattants que parmi la population rurale ». Et, d'après le télégramme de ce Gouvernement, adressé à la Société des Nations le 17 octobre, « Le 17, les troupes serbes ont occupé Oboti, sur la rivière Bojana, à une faible distance de la ville de Scutari ».

Or, ici encore, les choses étaient simples. Nos troupes tenaient Taraboche et une partie du territoire des Kastratis, en face de la rivière Proni Sat. Le Gouvernement de Tirana commençait à concentrer là également des troupes pour effectuer une attaque. Nos troupes tenaient encore Oboti et n'y ont été que renforcées ; nous étions en droit de les renforcer, puisqu'elles se trouvaient de notre côté de la ligne de démarcation ; ce renforcement de nos troupes a été cependant présenté comme une nouvelle occupation. Quant à la rencontre à Kastrati, elle est de pure invention. Du reste, on voit d'après le télégramme même du Gouvernement de Tirana qu'il n'a pas osé *faire insérer dans le mémorandum* du Secrétaire général le peu d'importance qu'il attache lui-même à cette affaire. Les deux nouvelles n'ont été combinées et lancées que dans le but d'impressionner l'opinion publique et de former chez elle la conviction que les Serbes étaient animés d'intentions agressives et qu'ils avançaient indûment en territoire albanais.

A toutes ces affirmations relatives à la ligne de démarcation, au rétablissement de nos autorités dans les Rachi et Krasnitchi, pour lesquels nous avons déclaré au mois de juin qu'ils faisaient partie de la région située de notre côté de la ligne de démarcation, nous avons opposé des explications et des démentis officiels. En plus des démentis ci-dessus mentionnés faits devant la Société des Nations, des déclarations officielles de notre gouvernement faites aux représentants des Grandes Puissances à Belgrade, j'aurai l'honneur de déposer sur le bureau du Conseil nos démentis écrits adressés, le 13 de ce mois, aux représentants britannique, français, italien, à Belgrade (voir Appendice), et, le 14 de ce mois, à la Conférence des ambassadeurs dans un télégramme qui lui a été adressé par M. Pachitch. Mais il n'ont pas été pris en considération. Pourquoi ? Notre action pour le rétablissement de la ligne de démarcation (« ultimatum » du mois de septembre, combat autour d'Arras, Mali Kalcerit, Dardé, Muhur, Sinaj, Grika, Boulitch, Louri ; « ultimatum » du mois d'octobre, l'expulsion des agents du Gouvernement de Tirana de la région de Kastrati et de Rachi et Malasia Jakova, les préparatifs à Oboti, donc de notre côté) a été interprétée et l'est encore aussi bien par l'honorable représentant britannique que par le Gouvernement de Tirana, comme une mesure préparatoire de raids de nos troupes en territoire albanais. Nous sommes les premiers à regretter qu'une pareille interprétation ait été donnée. En outre, ce qui ressort des documents provenant de Tirana n'a été confirmé par quoi que ce soit.

Les raisons, cependant, pour lesquelles nous avons décidé de rester sur la ligne de démarcation sont tout d'abord d'ordre stratégique. Il était nécessaire, en effet, d'assurer la sécurité de nos populations et d'empêcher, en tenant ces positions, toute tentative d'incursion dans notre territoire et toute velléité de pillage et de dévastation par les bandes armées albanaises.

La deuxième raison est dans notre désir de faire respecter les décisions de la Conférence de la Paix, ainsi que celles du Conseil et de l'Assemblée de la Société des Nations, la situation actuelle devant en tous cas subsister jusqu'à la solution définitive de la question des frontières.

is resulted in encounters between our troops (who held that line without ever having gone beyond as is proved by the aforementioned documents furnished by the Government of Tirana), and the troops of the Tirana Government. By changing the name of the district, as has been proved have been done in the case of the Krasnitchis districts and Malasia Jakova, or by referring to the names of fresh places and villages situated on the demarcation line, the Tirana Government deavoured to create the impression that fresh incidents were continually occurring. The result intrigues of this nature and of similar methods employed by the Tirana Government was to lead the British Delegate and induce him to state that "the village of Arras is well within Albania" instead of saying that this place was situated on the demarcation line which we were re-establishing.

What we have shown to be the case with regard to the actions of the Tirana Government the east and the north-east also applies to its action in the north and the north-west, and consequently in the Scutari area. This constitutes the fourth element in our "continued advance". According to the telegram of the Tirana Government, published in the League of Nations Assembly Journal on September 25th, "The Serbians, on September 20th, attacked near Kastrati, north Scutari, but were repulsed, leaving 13 dead. Albanian losses are very high both among the combatants and the rural population." Again, according to the telegram sent by this Government the League of Nations on October 17th, "On the 17th, Serbian troops occupied Oboti on the Ijona River, a short distance from the town of Scutari."

Here again the situation was clear. Our troops were holding Taraboche and a part of the territory of the Kastratis, facing the Proni Sat River. The Tirana Government also began to concentrate troops in that neighbourhood with a view to an attack. Our troops were holding and still held Oboti, and have merely been reinforced there. We were entitled to reinforce them, since they were on our side of the demarcation line. This addition to our troops has been represented, however, in the light of a fresh occupation. With regard to the affray at Kastrati, that is a pure invention. Moreover, it is seen from the actual telegram of the Tirana Government that it did not dare to cause anything to be inserted in the Secretary-General's memorandum showing the small degree of importance which it attaches to this affair. These two items of information were combined and published abroad with the sole object of impressing public opinion and creating the idea that the Serbians cherished aggressive designs and that they were advancing without justification into Albanian territory.

To all these statements relating to the demarcation line and to the re-establishment of our authorities in the Rachi and Krasnitchis districts, with regard to which we stated in the month of June that they formed part of the region situated on our side of the demarcation line, we furnished explanations and issued official denials. In addition to the above-mentioned denials made to the League of Nations, and official statements made by our Government to the representatives of the Great Powers at Belgrade, I shall have the honour to place on the table of the Council our written denials which were addressed on the 13th of this month to the British, French and Italian representatives at Belgrade (see Appendix), and on the 14th of this month, to the Conference of Ambassadors in a telegram sent to it by M. Pachitch. No notice, however, has been taken of these denials. Why? The action which we took in restoring the demarcation line (September "ultimatum", fighting round Arras, Mali Kalcerit, Darde, Muhur, Sinaj Grika, Boultsch and Luria; October "ultimatum", expulsion of the Tirana Government agents from the districts of Kastrati, Racha and Malasia Jakova, preparations at Oboti, i.e., on our side), has been interpreted and is still regarded both by the British representative and by the Tirana Government, as a step preparatory to raids by our troops on Albanian territory. No one can regret more than we do that such an interpretation has been put upon our action. Moreover, the allegations contained in the documents originating in Tirana have not been confirmed in any respect.

However, the reasons which decided us to remain on the demarcation line are principally of a strategic nature. It was necessary indeed to guarantee the safety of our population and to take these positions in order to prevent raids into our territory and to discourage any designs on the part of armed bands of Albanians to pillage or to lay waste the country.

The second reason is to be found in our desire to cause the decisions of the Peace Conference of the Council and of the Assembly of the League of Nations to be respected, seeing that the present situation must in any case continue until the final solution of the frontier question.

La troisième raison est celle du prestige de notre armée, ainsi que de celui de nos Alliés, puisque notre occupation, d'après les paroles de M. Fisher, a le caractère interallié.

Ce n'est pas seulement au courant de cette année-ci que les gouvernements qui se sont succédé à Tirana ont fait montre de la tendance à s'emparer par les armes et par leurs propres forces de la ligne-frontière de 1913. Elle est apparue avec la même force aussi bien au cours de l'année 1919 que de l'année 1920 dans la direction de l'Est et dans celle du Nord. La circulaire suivante du 23 août 1920 du Gouvernement royal à ses représentants à Washington, Paris, Londres et Rome en témoigne :

« Les attaques contre nos troupes sont devenues de plus en plus fréquentes aussi bien sur notre frontière que sur la ligne de démarcation que nous tenons avec le consentement des Alliés sans excepter les Italiens, à partir du mois de novembre 1918 ; notre frontière a été violée en décembre dernier et en janvier de cette année sur la rive nord du lac de Scutari, sur la ligne près de Chot Kanovi et plus loin au Nord. Cette violation s'est répétée le 25 du mois passé et le 19 courant, et les combats durent encore.

« D'après les rapports que nous possédons, nous sommes menacés tant sur la ligne de démarcation de Boyana que sur tous les autres secteurs de la ligne de démarcation en Albanie du Nord. Nous sommes également menacés sur notre ligne de frontière de Debar jusqu'à Saint-Naoum.

« Du premier jour de l'occupation de ces lignes jusqu'aujourd'hui, nous n'avons fait aucun pas en avant et nous n'avons aucune intention de le faire ; par conséquent, aucune violation de cette ligne de notre part ne pouvait donner prétexte aux Albanais pour les attaques qu'ils dirigent actuellement contre nous. En outre de ces attaques dirigées sur notre territoire, que nous n'avons nullement provoquées, nous sommes exposés aux attaques d'une partie de la presse européenne inspirées par certaines délégations albanaises avaient publié que nous nous serions dirigés vers Elbassan et Tirana dès le 10 août, alors que nos troupes n'avaient même pas bougé et n'avaient pas l'intention de le faire et bien que nous fussions attaqués le 13 août, lorsque nous nous retirâmes de la ligne de démarcation sur les positions principales en arrière du Drin Noir. Certains journaux européens et agences d'informations ont publié que nous serions entrés à Liech (Alessio) et que nous entreprenions de grands mouvements enveloppants autour de Scutari, et cela au moment où les troupes attaquées, le 10 du mois dernier, étaient rejetées le 19 courant (*sic*) jusqu'à Podgoritzza. Cette attitude hostile de notre égard est accentuée encore par l'attitude de certains de nos Alliés, qui conseillent la modification au moment où nous entreprenons des mesures pour rétablir la ligne de démarcation, et nous recommandent de ne pas faire de conquêtes, bien que nous ayons maintes fois déclaré que nous n'avons jamais eu l'intention et bien que les événements précédents aient pu les en convaincre.

« Il en ressort la tendance d'ébranler d'une façon artificielle la confiance de nos Alliés sur notre conduite correcte. »

Etant donné que nous faisons fréquemment mention de la ligne de démarcation, il nous semble utile de présenter certaines données la concernant, avant de poursuivre l'examen de l'accusation portée contre nous.

La ligne de démarcation actuelle, que nous avons indiquée au début, n'est ni celle du général Franchet d'Espérey, ni la ligne que nous avons occupée en 1915 avec le consentement de nos Alliés qui sont actuellement représentés à la Conférence des ambassadeurs.

Par suite des préparatifs et de l'exécution, au mois de mai 1915, d'une attaque dirigée contre la Serbie et le Monténégro par les agents des Puissances centrales en Albanie, nous avons occupé une ligne de sécurité, qui suit la ligne de partage des eaux entre le Drin Noir et l'Adriatique, tandis que le Monténégro occupait la région de Scutari avec Alessio.

Les événements de la fin de 1915 ont rendu inutile le maintien de cette ligne. Au cours de ses opérations en Albanie, au mois d'octobre 1918, notre armée, par ses propres moyens, a chassé l'ennemi de toute l'Albanie et libérât ce pays pour la seconde fois, d'Elbassan aux frontières septentrionales de l'Albanie avec la Serbie et le Monténégro, y compris les villes de Tirana et Scutari. Conformément à un ordre du Conseil militaire suprême, le général Franchet d'Espérey, commandant des armées alliées en Orient, a enjoint à l'armée serbe de remettre au commandement italien la direction Tirana-Scutari, de transférer aux autorités d'occupation interalliées la ville et la région de Scutari et de se retirer sur les positions à l'est de cette ville.

The third reason is the prestige of our army and of that of our Allies, since Mr. Fisher asserts that our occupation is of an inter-Allied character.

Not only in the course of this year have the successive Tirana Governments shown a tendency to take possible possession by means of their own troops of the 1913 frontier line. This tendency was equally clearly shown both during 1919 and 1920 in the eastern and northern regions. The following circular letter, dated August 23rd, 1920, sent by the Royal Government to its representatives at Washington, Paris, London and Rome, affords evidence of this :

" The attacks on our troops are becoming more and more frequent both on our frontier on the demarcation line which we have been holding with the consent of the Allies, including Italians, since November 1918 ; our frontier was violated in December last and in January of this year on the northern bank of Lake Scutari, on the line near Chotski Kanovi, and further to the north. These violations were repeated on the 25th of last month and on the 19th instant, and the attacks still continue.

" According to information in our possession, we are threatened both on the Boyana demarcation line and on all other sectors of the demarcation line in Northern Albania. We are also threatened on our frontier line from Debar as far as Saint-Naum.

" From the first day on which we occupied these lines until to-day, we have not made any advance, and we have no intention of doing so ; consequently, there has been no violation by us of the 1913 line and therefore no pretext for the attacks which the Albanians are now making upon us. In addition to these entirely unprovoked attacks on our territory, we are also exposed to the attacks of a section of the inspired European Press. Certain Albanian delegations have published the information that we were marching in the direction of Elbassan and Tirana as early as August 10th, whereas our troops had not stirred, and had no intention of doing so, although we were ourselves attacked on August 13th, on which date we withdrew from the demarcation line to the main positions behind the Black Drin. Certain European newspapers and certain news agencies announced that we had entered Liech (Alessio) and that we were engaged in enveloping movements round Scutari on the 19th inst., at the very moment when our troops, which had been attacked on the 19th ult., were being forced back as far as Podgoridza. This hostile attitude towards our country is still further accentuated by the attitude of some of our Allies, who preach moderation at a time when we are taking steps to re-establish the demarcation line, and advise us not to seek conquests, in spite of the fact that we have repeatedly declared that we have never had any intention of so doing, and although past events might have convinced them that such was the case.

" All this shows a tendency to undermine by artificial means the confidence of our Allies in the correctness of our behaviour."

In view of the fact that we make frequent mention of the demarcation line, it seems to us to be desirable to supply certain data concerning it before discussing further the accusation made against us.

The present demarcation line, which we indicated at the outset, is neither that of General Lanquet d'Espérey nor the line which we occupied in 1915 with the consent of our Allies who are present on the Conference of Ambassadors.

As a result of an attack on Serbia and Montenegro which was prepared and carried out in July 1915 by the agents of the Central Powers in Albania, we occupied a line of defence following the watershed between the Black Drin and the Adriatic, whilst Montenegro occupied the Scutari region with Alessio.

Events occurring at the close of 1915 rendered the maintenance of this line of no value. During operations in Albania in October 1918, our army by its own efforts drove the enemy completely out of Albania. For the second time it liberated that country, including the towns of Tirana and Scutari, from Elbassan as far as the northern frontiers of Albania adjoining Serbia and Montenegro. In accordance with the order of the Supreme Military Council, General d'Espérey, commanding the Allied Armies in the East, ordered the Serbian Army to hand over to the Italian command the control of Tirana and Scutari, and to transfer to the Inter-Allied occupying authorities the town of Scutari, and to withdraw to the positions east of that town.

L'occupation interalliée de la ville et de la région de Scutari a duré jusqu'au mois de mai 1920, époque à laquelle le commandant des troupes interalliées d'occupation, le général français de Fourtou, a remis, à son départ, l'administration aux autorités locales, c'est-à-dire à la municipalité de Scutari; il a remis Taraboche à l'armée serbe pour garantir les communications du Monténégro par la Boyana. La ligne du général Franchet d'Espérey est celle que les troupes serbes ont occupée sur son ordre et elle concorde en tous points avec la ligne que nous tenions en 1915. La ligne de démarcation ci-devant mentionnée, occupée en ce moment par nos troupes, est située beaucoup plus à l'est de la ligne Franchet d'Espérey (quelques dizaines de kilomètres). Notre armée l'a occupée pour éviter le reproche qui aurait pu être fait à l'Etat serbe-croate-slovene d'avoir des visées égoïstes de conquête en Albanie. Les motifs qui nous ont guidés dans l'occupation de cette ligne sont en même temps ceux pour lesquels nous avons demandé la rectification des frontières de 1913.

La seconde partie des accusations portées contre nous a trait à l'action de la République des Mirdites vis-à-vis du Gouvernement de Tirana. Ces accusations ont été déjà portées devant la Société des Nations par le Gouvernement de Tirana, au mois d'août. Aujourd'hui, on élève de nouveau ces mêmes accusations contre nous. Nous devons déclarer tout d'abord que les affirmations d'après lesquelles des officiers serbes se trouveraient à la tête des troupes mirdites sont absolument inexactes; ensuite, il est également en tous points inexact que les proclamations du Président de la République des Mirdites ont été datées de Prizrend. Il ressort de la copie que notre délégué a présentée à la séance du 2 septembre du Conseil de la Société des Nations, devant lequel l'affaire a été portée, copie que nous tenons toujours à la disposition de MM. les Membres du Conseil, que les deux télégrammes du Président de la République des Mirdites, adressés au Gouvernement royal à Belgrade, ont été remis au bureau des télégraphes de Prizrend et que le premier porte la mention expresse qu'il a été rédigé à Orochi. Des télégrammes identiques ont été envoyés du même endroit à d'autres gouvernements, à la Société des Nations et à la Conférence des ambassadeurs. Ces télégrammes ont été expédiés de Prizrend pour la simple raison que Orochi, siège du Gouvernement des Mirdites, ne possède pas de communication télégraphique et que Prizrend est la localité la plus proche possédant de telles communications libres, ce qui n'est pas le cas pour Scutari et Tirana. Les autorités se seraient opposées à l'envoi de ces télégrammes. En agissant ainsi, le Gouvernement royal n'a été guidé que par les égards que notre peuple doit à ce vaillant petit peuple, imbu des idées de liberté, car le clan des Mirdites a été l'un des premiers de quelque importance qui se soit joint à la Serbie, par conséquent aux Alliés, dans leur lutte contre notre ennemi commun, les Puissances centrales. Cette attitude des Mirdites a provoqué les ressentiments de tous les partisans du prince de Wied, dont un grand nombre dispose encore aujourd'hui d'une influence considérable à Tirana comme c'est le cas pour Bairam Tzour et Hassan Beg Prichtina.

Un refus de notre part aurait été un manque de reconnaissance.

Je me permettrai de citer encore un fait méritant d'être connu. Il y a quelques jours, un détachement de troupes du Gouvernement de Tirana, poursuivi par les troupes mirdites, a passé la frontière et est venu se réfugier dans notre territoire en demandant la protection, qui leur a été accordée.

En réponse à la question principale, c'est-à-dire en ce qui concerne les combats entre les troupes mirdites et celles du Gouvernement de Tirana, notre délégué a remis à la séance du Conseil du 2 septembre :

¹⁰ Une proposition du Gouvernement royal demandant l'envoi en Albanie d'une Commission d'enquête internationale chargée d'examiner la situation respective de ces deux gouvernements;

²⁰ Deux lettres du Gouvernement de la République des Mirdites reçues par le Gouvernement royal, l'une du 17 juillet, notifiant la constitution du Gouvernement des Mirdites, l'autre du 1^{er} août, exposant les atrocités commises par les troupes du Gouvernement de Tirana et priant le Gouvernement royal d'intervenir auprès de celui de Tirana.

L'Assemblée de la Société des Nations a adopté la résolution de la VI^e Commission relative à l'envoi dans le plus bref délai d'une Commission d'enquête, ce qui concorde en réalité avec notre proposition ci-dessus mentionnée. Si cette Commission s'était rendue à temps sur les lieux, selon le désir de la Société des Nations, nous sommes convaincus que la lutte entre la République des Mirdites et le Gouvernement de Tirana aurait été présentée au monde sous son jour véritable.

The Inter-Allied occupation of the town and region of Scutari lasted until March 1920, which date the officer commanding the Inter-Allied troops of occupation, the French General Fourtou, on his departure, handed over the administration to the local authorities that is to say, to the municipality of Scutari. He handed over Taraboche to the Serbian Army in order to ensure the line of communication with Montenegro by the Boyana. The "General Franchet d'Espérey line" is the line occupied by the Serbian troops at his orders. This line coincides with the line which we held in 1915. The afore-mentioned line of demarcation which is now occupied by our troops is situated much further to the east (many kilometres) of the Franchet d'Espérey line. Our army occupied it in order to prevent the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes from incurring the reproach of cherishing designs of conquest in Albania. The motives by which we are induced to occupy this line were the same as those which induced us to ask for the rectification of the frontiers of 1913.

The second part of the accusations against us deals with the action of the Mirdite Republic towards the Tirana Government. These accusations were already brought before the League of Nations by the Tirana Government in August. To-day the same accusations are brought against us. We must state at the outset that the allegations that Serbian officers were leading Mirdite troops are entirely untrue. It is also quite incorrect that the proclamations of the President of the Mirdite Republic were dated from Prizrend. It is proved from the document which our delegate presented to the Council of the League of Nations, to whom the matter was submitted at its meeting on September 2nd (a document which we can show at any time to the Members of the Council), that the two telegrams from the President of the Mirdite Republic addressed to the Royal Government of Belgrade were handed in at the telegraph office at Prizrend, and that in the first telegram it was clearly stated that it was written at Orochi. Identical telegrams were sent from the same place to other Governments, to the League of Nations and to the Conference of Ambassadors. The telegrams were simply sent from Prizrend because Orochi, the headquarters of the Mirdite Government, does not possess a telegraph office, and Prizrend is the nearest place possessing free telegraphic communication, which is not the case at Scutari and Tirana, where the authorities would have prevented the despatch of these telegrams. In proceeding in this manner, the Royal Government is actuated only by the sympathy which our people feel for that valiant little people which is imbued with the love of liberty; for the Mirdite clan was one of the first large tribes to join Serbia and the Allies, — in their struggle against our common enemy, the Central Powers. The attitude taken by the Mirdites roused the resentment of all the supporters of the Prince of Wied, a number of whom still possess considerable influence at Tirana to-day, such as Bairam, our, and Hassam Beg Prichtina.

A refusal on our part would have shown a lack of gratitude.

I now desire to bring to your notice a fact that should be known. Some days ago a detachment of the troops of the Tirana Government, pursued by Mirdite troops, crossed the frontier and took refuge in our territory asking for protection, which was given to them.

In reply to the principal point—that is to say, the conflicts between Mirdite troops and those of the Tirana Government—our delegate submitted to the Council on September 2nd:

1. A proposal of the Royal Government asking that an International Commission of Enquiry should be sent to Albania to examine the respective positions of these two Governments;
2. Two letters received by the Royal Government from the Government of the Mirdite Republic, one dated July 17th, notifying the formation of the Mirdite Government, and the other dated August 23rd, giving an account of the atrocities committed by troops of the Tirana Government and asking the Royal Government to approach the Tirana Government with regard to these.

The Assembly of the League of Nations adopted the resolution of the Sixth Committee, regarding the despatch at the earliest possible moment of a Commission of Enquiry, which was really in harmony with the proposal made by us and referred to above. If this Commission had arrived at the spot in time, as intended by the League of Nations, we are convinced that the struggle between the Mirdite Republic and the Tirana Government would have been presented to the world

Nous regrettons également que la solution de la question des frontières albanaises ait devancé l'enquête de cette Commission, bien que nous ayons prié la Conférence des ambassadeurs de surseoir à toute décision jusqu'à ce que le résultat de cette enquête soit connu. D'après les preuves que possède le Gouvernement britannique, la grande majorité de la population, y compris les chrétiens de l'Eglise chrétienne, sont en faveur d'une Albanie unie à laquelle on veut se joindre et que, maintenant comme toujours, le nationalisme albanais se montre une force plus puissante que les affinités religieuses.

Nous ne savons pas quels sont ces documents, mais nous voyons dans le mémorandum du Secrétaire général que le Gouvernement de Tirana a communiqué à la Société des Nations quatre documents dans ce sens, documents dont l'un porte 44 signatures et les trois autres des signatures du clergé catholique.

A l'encontre de ces déclarations, signées par de hauts dignitaires et fonctionnaires du Gouvernement de Tirana, nous croyons que le sang que l'on répand en Albanie du Nord constitue la meilleure preuve de véritables vœux et des tendances des habitants de l'Albanie du Nord. Le choix entre ces deux sortes de preuves, sang versé ou signatures, s'impose de lui-même. Ce fait infirme également d'autres propositions de M. Fisher, telles que celle d'après laquelle la République indépendante des Mirdites n'est qu'un prétexte que nous avons mis en avant.

La dernière accusation portée contre nous concerne l'attitude de nos troupes dans les territoires albanais qui se trouvent sous notre occupation. Il est affirmé, d'après un compte rendu albanais, que 150 villages ont été incendiés et 40.000 personnes chassées de leurs foyers. L'affirmation de M. Fisher que ce sont des renseignements de source albanaise est exacte, car le Gouvernement de Tirana a publié ce compte rendu aussitôt après que ces troupes eurent attaqué et dépassé notre ligne de démarcation, au mois d'août 1920.

Le fait nouveau apporté par l'honorable représentant britannique est le rapport du Colonel britannique à Durazzo qui a vu lui-même ce territoire. Nous concluons de son rapport, qui est daté de Muhur, Drin, Souvodol, qu'il s'agit ici de la même région que celle dont a déjà parlé le rapport albanais. Eh bien, le Gouvernement royal affirmait lui-même, l'année dernière, que cette région dévastée existait justement à cette place, et c'est pourquoi il a demandé, dans sa note du 23 août 1920 précitée, aux Gouvernements de Rome, Paris, Londres et Washington d'envoyer des représentants qui seraient chargés de procéder à une enquête, dont le résultat aurait apporté la preuve de l'affirmation du Gouvernement royal, d'après laquelle les dévastations, les incendies, les meurtres et les déportations (40.000 réfugiés) ont été le fait des troupes d'invasion du Gouvernement de Tirana. Nos détachements d'occupation dans cette partie du territoire albanais ont été rejoints jusqu'à Gostivar, dans la vallée du Vardar.

En ce qui concerne les « 40.000 » Albanais soi-disant chassés de leurs foyers et dont il vient d'être parlé, je dois encore ajouter ce qui suit. Au mois de janvier dernier, le Gouvernement royal a invité tous ces hommes à réintégrer leurs foyers et, désirant leur donner une preuve de ses bonnes dispositions à leur égard, il a décrété une amnistie générale. Cette amnistie a été renouvelée deux mois de mars et le délai en a été prolongé. Un grand nombre de ces réfugiés (le chiffre de 40.000, incontestablement exagéré) est revenu ; ceux qui ne sont pas rentrés ont été empêchés de le faire par le Gouvernement de Tirana. On trouvera, en outre, la meilleure preuve de l'attitude des autorités aussi bien militaires que civiles dans les pétitions que les habitants de ces régions ont adressées au Gouvernement royal, lui demandant de faire partie de l'Etat serbe-croate-slovène, pétitions que la délégation serbe à la Conférence de la Paix a communiquées en 1919 et 1920 à cette Conférence.

its true light. We also regret that the Albanian frontier question should have been settled without waiting the results of this enquiry, although we asked the Conference of Ambassadors to postpone any decision until the result of this enquiry was known.

According to evidence said to be in the possession of the British Government, the great majority of the population, including the leaders of the Christian Church, supports the idea of a united Albania, of which it wishes to form part, and that Albanian nationalism is now, as it always has been, more powerful force than religious affinities.

We do not know what documents are referred to, but we see in the memorandum of the Secretary-General that the Tirana Government has communicated to the League of Nations four arguments in support of this view, one of which bears 44 signatures, and the three others signatures of the Catholic clergy.

In opposition to these statements signed by high dignitaries and officials of the Tirana Government, we think that the blood shed in Northern Albania constitutes the best proof of the true wishes and tendencies of the inhabitants of Northern Albania. It is obvious which is the more valuable of these two kinds of evidence—blood which has been shed or a series of signatures. The same arguments could be used in answer to other allegations made by Mr. Fisher, such as that the existence of an independent Mirdite Republic has merely been invented by us as a pretext.

The last accusation brought against us is concerned with the attitude of our troops in the Albanian territories occupied by us. It is stated, on the strength of an Albanian report, that 60 villages have been burnt and 40,000 persons driven from their homes. Mr. Fisher's statement that this information is derived from Albanian sources is correct, for the Tirana Government published this report immediately after its troops had attacked and crossed our demarcation line in August 1920.

The new fact adduced by the British representatives was the report of the British Consul at Durazzo, who has himself seen this territory. We gather, from his report, which mentions Muhur, Sin, and Souvodol, that the area in question is the same as that already described in the Albanian report. The Royal Government drew attention last year to the existence of a devastated area precisely at this place, and that is the reason why, in its Note of August 23rd, 1920, it asked the Governments of Rome and Washington to send representatives who should be entrusted with an enquiry, the result of which would have borne out the statement of the Royal Government to the effect that the devastations, burnings, murders and deportations (40,000 refugees) were the work of the invading troops of the Tirana Government. Our detachments occupying this part of the Albanian territory have been driven back as far as Gostivar in the Vardar Valley.

As regards these "40,000" Albanians supposed to have been driven from their homes, to whom reference has just been made, I must add the following remarks: In January last, the Royal Government invited all these Albanians to return to their homes, and, desirous of giving them a proof of its kindly feelings with regard to them, it decreed a general amnesty. This amnesty was renewed in March, and the time limit has been prolonged. A large number of these refugees (the figure of 40,000 is undoubtedly an exaggeration) returned. Those who have not returned were prevented by the Tirana Government. The best proof, moreover, of the attitude of the military and civil authorities is to be found in the petitions which the inhabitants of these regions addressed to the Royal Government, asking to be allowed to form part of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, petitions which the Serbian delegation to the Peace Conference communicated, in 1919 and 1920, to that body.

APPENDICE.

NOTE DU GOUVERNEMENT DU ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES
AUX REPRÉSENTANTS DIPLOMATIQUES DES GRANDES PUISSANCES A BELGRADE.

MINISTRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Belgrade, le 13 novembre 1921.

En accusant réception de la note verbale du 7 novembre courant, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance ce qui suit :

Le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes n'avait pas entrepris et ne pense pas entreprendre d'offensive quelconque contre l'Albanie. Le conflit de Kallchérite s'est produit du fait que le Gouvernement de Tirana avait envoyé son armée pour occuper cette position que notre armée détient depuis la fin de la guerre pour se défendre contre les incursions albanaises.

L'année passée, au même endroit, de fortes bandes d'Albanais, bien armées et en nombre dépassant plusieurs mille, ont pénétré dans notre territoire et sont arrivées par force même jusqu'à la ville de Gostivar, ville située dans la vallée de Vardar, où, emportées, elles avaient dispersé et tué les fonctionnaires du gouvernement. Ces bandes, en s'avancant dans notre territoire, ont pillé et tué les habitants sans ménager les femmes et les enfants et incendièrent les villages qui essayèrent de leur tenir tête. Nos troupes, accourues au secours de faibles détachements de gendarmerie et de garde-frontières, ont réussi de chasser les envahisseurs de notre territoire. Mais, de ce fait, nous avons subi de grosses pertes, car outre les assassinats, pillages et les incendies des villages, les Albanais ont emporté avec eux un grand nombre de bestiaux et ont emmené les enfants pour lesquels, plus tard, ils ont demandé de leurs parents des rançons, sous menace de les assassiner ou de les forcer d'embrasser le musulmanisme.

Par une note en date du 23 août 1920 sub N° 3891, le Gouvernement royal a attiré l'attention des Gouvernements de Washington, Rome, Paris et Londres sur le fait ci-dessus exposé, en leur priant d'envoyer d'urgence une Commission d'enquête composée de leurs représentants et de celui du Gouvernement royal pour constater à l'endroit même les dévastations causées et les attentats commis par les envahisseurs. Malgré les instances réitérées du Gouvernement royal, cette proposition n'a pas été acceptée par les gouvernements mentionnés. Cependant, le Gouvernement royal n'a pas pu permettre que les incursions pareilles à celles de l'année passée se répètent encore.

Ce fait à part, le Gouvernement de Tirana mène à ce moment une lutte acharnée contre les Mirdites, tribu chrétienne la plus nombreuse de l'Albanie, tribu qui n'a pas voulu se soumettre à la tyrannie du Gouvernement de Tirana et qui s'est constituée de ce fait en une république mirdite indépendante. Les Mirdites soulevés ont occupé Orochi et ont chassé, par leurs propres forces, du sol entier de Mirdita, l'armée du Gouvernement de Tirana. Durant tout ce temps-là, l'armée du Gouvernement royal n'a avancé d'un pouce de terrain au delà de Kallchérite, où elle se trouve aujourd'hui encore.

Le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes attire l'attention sur le fait que : quand le Gouvernement de Tirana se plaint et parle des frontières de l'Albanie, il entend les frontières que la Conférence des ambassadeurs de Londres lui a assignées en 1913, mais qu jusqu'à présent n'avaient jamais été entièrement tracées sur le terrain ni respectées, ni maintenues par les tribus-frontière. Le Gouvernement de Tirana a pensé, cependant, pouvoir s'arroger le droit d'occuper par ses propres forces les frontières qui avaient été fixées par la Conférence de Londres en 1913.

APPENDIX.

NOTE FROM THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES
TO THE DIPLOMATIC REPRESENTATIVES OF THE GREAT POWERS AT BELGRADE.

translation.]

MINISTRY
OF
FOREIGN AFFAIRS.

Belgrade, November 13th, 1921.

While acknowledging receipt of your verbal communication of November 7th instant, I
have the honour to bring the following facts to your knowledge :

The Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes has undertaken no
offensive whatever against Albania, and has no intention of doing so. The conflict at Kaltcherite
is brought about by the fact that the Tirana Government had sent its army to occupy this posi-
tion, which our army has been holding since the end of the war in order to defend itself against
Albanian raids.

Last year strong Albanian bands, well armed and several thousands in number, entered our
territory at this place, and made their way by force as far as the town of Gostivar, which is a town
situated in the Vardar Valley ; at that place they got out of hand and drove away and killed Govern-
ment officials. These bands, while advancing into our territory, plundered and killed the inhabi-
tants, including women and children, and burnt those villages which endeavoured to resist them.
Our troops came up to assist the weak detachments of gendarmerie and frontier guards, and managed
to drive the invaders out of our territory. But we had incurred grave losses from this incident,
in addition to murdering, plundering, and burning villages, the Albanians carried off with them
a large number of cattle, and kidnapped children, for whom they later demanded ransom from their
parents, under threat of murdering them or forcing them to become Mahommedans.

His Majesty's Government drew the attention of the Governments of Washington, Rome,
Paris and London to the facts stated above, by a Note No. 3891, dated August 23rd, 1920, and
requested them immediately to send a Commission of Enquiry composed of their representatives and
a representative of his Majesty's Government, to obtain evidence on the spot of the devastation
that had been wrought and the atrocities that had been committed by the invaders. But in spite
of repeated requests of his Majesty's Government this proposal was not accepted by the above-
mentioned Governments. His Majesty's Government could not, however, allow a recurrence
of such aids as that of last year.

Apart from this incident, the Tirana Government is at this moment carrying on an inveterate
campaign against the Mirdites, the most numerous Christian tribe in Albania, a tribe which has
submitted to the tyranny of the Tirana Government, and which has thereby formed itself
into an independent Mirdite Republic. The Mirdite insurgents have occupied Orochi, and, unaided,
driven the army of the Tirana Government out of the whole of the Mirdite territory. During all
this time the army of his Majesty's Government has not advanced an inch beyond Kaltcherite,
where it still is.

The Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes would draw your atten-
tion to the fact that when the Tirana Government complains, and speaks of the frontiers of Albania,
it refers to the frontiers assigned to it by the Conference of Ambassadors in London in 1913, which
frontiers, however, have up to the present never been altogether laid down on the spot, nor respected nor
maintained by the frontier tribes. The Tirana Government has, however, thought fit to claim
the right of occupying with its own forces the frontiers which were fixed by the London Conference
of 1913.

ANNEXE 5.

LETTRE DU DÉLÉGUÉ DE LA GRÈCE AUPRÈS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS¹.

DÉLÉGATION HELLÉNIQUE.

Paris, 15 novembre 1921.

Monsieur le Secrétaire général,

Le 2 octobre, l'Assemblée de la Société des Nations prenait « acte du fait que l'Etat serbe croate-slovène et la Grèce ont reconnu les Puissances alliées et associées comme étant l'organe compétent pour statuer sur les frontières de l'Albanie » et décidait de prier le Conseil de nommer une Commission de trois membres impartiaux qui se rendraient en Albanie et « rendraient compte de l'exécution des décisions des Principales Puissances alliées et associées ».

Vous n'ignorez pas, Monsieur le Secrétaire général, que, dans le texte définitif, l'expression « Puissances alliées et associées » a été intentionnellement substituée à celle de « Conférence des ambassadeurs » et que, selon les déclarations formelles que j'ai eu l'honneur de faire le 26 septembre devant la 6^{me} Commission, qui proposa à l'Assemblée la résolution ci-dessus mentionnée, l'expression « Puissances alliées et associées », impliquait nécessairement la participation des Etats-Unis à la détermination des frontières de l'Albanie. Sans cette participation, une des conditions essentielles de validité de la décision ferait défaut.

Les déclarations qui ont été faites au moment de l'élaboration des articles 89 du Traité de St-Germain, 59 du Traité de Neuilly, 74 du Traité de Trianon, la pratique qui a été suivie à l'égard des autres Etats signataires de ces actes, qui constitue leur interprétation autorisée, ne laissent subsister aucun doute, ainsi que j'ai eu l'honneur de le faire remarquer devant la 6^{me} Commission de l'Assemblée, qu'on ne saurait, sans attenter à l'indépendance et à la souveraineté de l'Etat, fixer ses frontières sans sa participation et autrement que sous la forme d'un traité librement consenti.

Attendu qu'une des conditions essentielles de validité fait défaut, la participation des Etats-Unis, sur l'opinion desquels les Etats intéressés croyaient pouvoir compter; attendu, d'autre part, que les Etats intéressés, dont on vient de délimiter les frontières, n'ont pas été appelés à donner leur assentiment, il résulte que la décision de la Conférence des ambassadeurs n'étant pas celle « des Puissances alliées et associées » et n'ayant pas revêtu la forme d'un traité, est de ce fait entachée d'un vice évident de forme et de fond.

Cette interprétation pourrait, le cas échéant, faire l'objet d'un examen de la part de la Cour permanente de Justice internationale, conformément aux articles 13 du Pacte et 36 du statut de la Cour.

Le Pacte de la Société proclame la rigoureuse observation des principes du droit international et des engagements résultant des traités.

Vous serez certainement de l'avis, Monsieur le Secrétaire général, que la Société des Nations ne pourrait, sans faillir à sa tâche, considérer cette décision comme définitive et assumer l'exécution d'un acte qui n'est pas conforme à la décision même de l'Assemblée de la Société, à la volonté librement exprimée des populations et des parties intéressées et aux obligations résultant des traités.

Je vous prie de bien vouloir communiquer la présente lettre, ainsi que la copie de celle que j'ai eu l'honneur d'adresser à la Conférence des ambassadeurs, aux Membres du Conseil et de la Société.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances réitérées de ma très haute considération.

(Signé) A. F. FRANGULIS,

Délégué de la Grèce à la Société des Nations

S. E. Sir Eric Drummond,

Secrétaire général de la Société des Nations,
Paris.

¹ Copie de cette lettre a été transmise à la Conférence des ambassadeurs.

ANNEX 5.

LETTER FROM THE GREEK DELEGATE TO THE LEAGUE OF NATIONS¹.

translation.]

GREEK DELEGATION.

Paris, November 15th, 1921.

On the 2nd October the Assembly of the League of Nations took "note of the fact that the Serb-Croat-Slovene State and Greece have recognised the Principal Allied and Associated Powers as the appropriate body to settle the frontiers of Albania" and decided to request the Council to appoint a Commission of three impartial persons to proceed to Albania and "report fully on the execution of the decision of the Principal Allied and Associated Powers."

You are aware that in the final text the expression "Allied and Associated Powers" has been intentionally substituted for that of "Conference of Ambassadors", and that, according to the official statements I had the honour to make on September 26th to the Sixth Committee, which proposed this resolution to the Assembly, the expression "Allied and Associated Powers" necessarily implied the participation of the United States in determining the Albanian frontiers. Failing such participation, one of the conditions essential to the validity of the decision would be lacking.

The statements made when Articles 89 of the Treaty of Saint-Germain, 59 of the Treaty of Neuilly, and 74 of the Treaty of Trianon were drawn up, and the practice followed with regard to the other States signatories of these instruments, which constitutes their authoritative interpretation, make it absolutely clear, as I had the honour to point out to the Sixth Committee of the Assembly, that it is not possible, without encroaching upon the independence and sovereignty of a State, to determine its boundaries unless that State has been a party to the decisions, nor is it possible to do so except in the form of a Treaty which it has freely accepted.

Whereas one of the conditions essential for validity is absent — namely, the participation of the United States, upon whose favourable opinion the States concerned thought they could rely; whereas, moreover, the States concerned, whose frontiers have just been delimited, have not even been invited to give their consent, it follows that the decision of the Conference of Ambassadors, being that of the "Allied and Associated Powers", and not being expressed in the form of a Treaty, is thereby obviously vitiated by a flaw in its form and substance.

This interpretation might, if necessary, be made the subject of investigation on the part of the Permanent Court of International Justice in accordance with Article 13 of the Covenant and Article 36 of the Statutes of the Court.

The Covenant of the League proclaims the scrupulous observance of the principles of international law and of the obligations arising out of Treaties.

You will certainly be of opinion that the League of Nations could not, without failing in its duty, consider this decision as definitive, and could not undertake to carry out an act which is not in accordance with the decision of the Assembly of the League, the freely expressed wishes of the populations and the parties concerned, and the obligations arising out of Treaties.

I beg you to be good enough to communicate this letter, together with the copy of the letter which I had the honour to address to the Conference of Ambassadors, to the members of the Council and of the League.

I have the honour, etc.,

(Signed) A. F. FRANGULIS.
Greek Delegate to the
League of Nations.

Sir Eric Drummond,
Secretary-General of the League of Nations,
Paris.

¹ A copy of this letter has been transmitted to the Conference of Ambassadors.

APPENDICE.

LETTRE DU DÉLÉGUÉ DE LA GRÈCE AUPRÈS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS
•
AU PRÉSIDENT DE LA CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS.

Paris, le 8 novembre 1921.

Monsieur le Président,

Avant de donner à vos décisions concernant les frontières de l'Albanie et de la Grèce une forme définitive, permettez-moi de vous rappeler succinctement les faits qui se sont produits depuis 1913 et qui ont engendré la situation juridique actuelle.

En 1913, les frontières de l'Albanie et de la Grèce ont été fixées par le Protocole de Florence. Peu après, les populations de l'Épire du Nord se révoltèrent contre cette décision. En 1914, les Puissances, afin de donner satisfaction aux aspirations des populations intéressées, consacrèrent par l'Accord de Corfou l'autonomie de l'Épire du Nord. Cet Accord fut ratifié par les six Puissances par l'Etat albanais et par la Grèce.

En 1919, la Commission des Affaires grecques, présidée par M. Jules Cambon, proclamait dans son rapport à la Conférence de la Paix que : « la frontière de 1913 n'a pas obtenu l'approbation des populations intéressées » et que « la délimitation est inacceptable à des éléments très importants dans les régions en question », la Commission proposait l'attribution de l'Épire du Nord à la Grèce.

Le 13 janvier 1920, le Conseil suprême décidait de prendre comme base de la délimitation des frontières une ligne laissant Argyrocastro et Koritza à la Grèce.

Alors que la question était définitivement tranchée, en juin dernier, la Conférence des ambassadeurs mit à nouveau la question en discussion. En août dernier, sur quatre experts de la Commission des Affaires albanaises, dans leur rapport à la Conférence, l'un d'eux se prononçait pour l'attribution d'une partie de l'Épire à la Grèce. Un autre réservait son opinion. Et les deux autres experts suggéraient une ligne de frontière différente de celle qui fut adoptée par le Conseil suprême.

Aujourd'hui, la Conférence des ambassadeurs semble vouloir adopter la frontière de 1913 au sujet de laquelle, en 1919, la Commission des Affaires grecques avait constaté que cette frontière n'avait pas obtenu l'assentiment des populations intéressées.

Je crois, Monsieur le Président, devoir faire observer qu'une décision de ce genre, comme le proclamait la Conférence de la Paix en 1919, ne serait pas conforme aux vœux des populations de l'Épire du Nord. En outre, cette décision prise, unilatéralement par un groupe de Puissances sans l'assentiment des Puissances intéressées qui ont signé et ratifié les accords de 1913 et 1914 constituerait un acte qui ne serait pas tout à fait conforme aux principes du droit international.

Les Alliés, en 1920, avaient fixé comme frontières de l'Albanie et de la Grèce celles qu'ils considéraient comme étant l'expression de la justice.

Je ne doute pas, Monsieur le Président, que la Conférence des ambassadeurs voudra bien ne pas considérer sa décision comme définitive avant que les Etats intéressés, dont on vient de délimiter les frontières, signataires des Actes de 1913 et 1914, se soient au préalable prononcés.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) A. F. FRANGULIS.

A Son Excellence

Monsieur le Président de la Conférence des Ambassadeurs,
Quai d'Orsay,
Paris.

APPENDIX.

LETTER FROM THE GREEK DELEGATE TO THE LEAGUE OF NATIONS TO THE PRESIDENT OF THE
CONFERENCE OF AMBASSADORS.

translation.]

ur Excellency,

Paris, November 8th, 1921.

Before giving a final form to your decisions concerning the frontiers of Albania and Greece, permit me to remind you briefly of the events which have occurred since 1913 and which have given to the present legal situation.

In 1913 the frontiers of Albania and Greece were fixed by the Protocol of Florence. Shortly afterwards the populations of North Epirus revolted against this decision. In 1914 the Powers, in order to satisfy the aspirations of the populations concerned, confirmed, by the Corfu Agreement, the autonomy of Northern Epirus. This agreement was ratified by the six Powers, by the Albanian Government, and by Greece.

In 1919 the Committee on Greek Affairs, under the Presidency of M. Jules Cambon, stated, in its report to the Peace Conference, that "the frontier of 1913 has not gained the approval of the populations concerned", and that "the delimitation is not acceptable to very important elements of the districts concerned". The Committee proposed that Northern Epirus should be assigned to Greece.

On January 13th, 1920, the Supreme Council decided to take as a basis for the delimitation of the frontiers a line which would leave Argyrocastro and Koritza to Greece.

Although the question had been definitely settled in June last, the Conference of Ambassadors brought it up again for discussion. In August last, out of four experts on the Committee on Albanian Affairs, who presented a report to the Conference, one was in favour of assigning part of Epirus to Greece. Another reserved his opinion. The two other experts proposed a frontier line which differed from that which was adopted by the Supreme Council.

To-day the Conference of Ambassadors would seem to be inclined to adopt the 1913 frontier, in regard to which the Committee on Greek Affairs pointed out, in 1919, that it had not gained the consent of the populations concerned.

I feel bound to point out to Your Excellency that a decision of this kind, as was affirmed at the Peace Conference in 1919, would not be in conformity with the wishes of the populations of Northern Epirus. Moreover, this one-sided decision, taken by a group of Powers without the consent of the interested Powers who have signed and ratified the Agreements of 1913 and 1914, would constitute an act which would not be in complete conformity with the principles of international law.

The Allies in 1920 had fixed as the frontiers of Albania and Greece those which they considered to be in accordance with justice.

I have no doubt, Your Excellency, that the Conference of Ambassadors will be willing not to consider its decision as final until the interested States, whose frontiers have just been determined and who are signatories of the Acts of 1913 and 1914, have made their observations.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) A. F. FRANGULIS.

Excellency

The President of the Conference of Ambassadors,
Quai d'Orsay, Paris.

ANNEXE 6.

TEXTE AUTHENTIQUE DE LA NOTE ADRESSÉE A LA CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS
PAR LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES ET SOUMIS
PAR LA DÉLÉGATION DE L'ÉTAT SERBE-CROATE-SLOVÈNE.

CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS.
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL.

Paris, le 16 novembre 1921.

Le Secrétaire général de la Conférence des ambassadeurs a l'honneur de faire tenir, ci-joint à M. le Secrétaire général de la Société des Nations, copie d'un télégramme adressé par M. Pachitch à la Conférence des ambassadeurs (arrivé à Paris le 15 novembre 1921), au sujet de la décision des Puissances concernant l'Albanie.

Monsieur le Secrétaire général de la Société des Nations,
Palais du Petit Luxembourg.

TEXTE AUTHENTIQUE DE LA NOTE ADRESSÉE A LA CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS
PAR LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES.

Le 14 novembre 1921.

Le Gouvernement royal a l'honneur d'accuser réception de la note de la Conférence des ambassadeurs se rapportant à la frontière albanaise, dont le texte intégral n'a été reçu qu'aujourd'hui à la suite du retard causé par les moyens de transmission, et s'empresse de donner la réponse suivante :

Le Gouvernement royal se voit obligé d'exprimer ses regrets de ne pas être du même avis sur l'interprétation de ladite note au sujet de la résolution votée le 2 septembre 1921 par l'Assemblée de la Société des Nations à Genève, le sens de cette résolution n'ayant, d'après l'opinion du Gouvernement royal, que le caractère exclusif par rapport à la compétence de la Société des Nations en la matière.

Ceci établi, il était du ressort des Principales Puissances alliées et associées de procéder à l'accomplissement du mandat leur conféré de la façon usitée dans les cas identiques.

Le Gouvernement royal prend la liberté de rappeler à la Conférence des ambassadeurs qu'après la manière d'agir des Principales Puissances alliées et associées dans les cas précédents identiques, il était autorisé à s'attendre que la décision au sujet des frontières albanaises sera rendue en collaboration et avec le consentement du Gouvernement royal.

Cela d'autant plus, pour les raisons suivantes :

Le Gouvernement royal, se basant sur les promesses verbales et écrites des Principales Puissances alliées et associées, avait, par sa note du 4 octobre, postérieure au vote de l'Assemblée de la Société des Nations, exposé son point de vue et avait prié de collaborer avec les Principales Puissances alliées et associées et déclaré nécessaire son consentement à la décision à ce sujet.

Par l'article 4 — 1^o du Traité des Frontières conclu le 10 août 1920 à Sèvres, il est stipulé que les frontières du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes « avec l'Italie et au Sud » seront déterminées ultérieurement, l'expression « au Sud » englobant entre autres, et la frontière d'

ANNEX 6.

Authentic Text, submitted by the Serb-Croat-Slovene Delegation, of the Note addressed to the Conference of Ambassadors by the Serb-Croat-Slovene Government.

[Translation.]

CONFERENCE OF AMBASSADORS.
SECRETARIAT.

Paris, November 16th, 1921.

The Secretariat of the Conference of Ambassadors has the honour to forward herewith to the Secretary-General of the League of Nations copy of a telegram addressed by M. Pachitch to the Conference of Ambassadors (received in Paris November 15th, 1921) with regard to the decision of the Powers concerning Albania.

the Secretary-General of the League of Nations,
Palais du Petit Luxembourg.

Authentic Text of the Note transmitted to the Conference of Ambassadors by the Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

[Translation.]

November 14th, 1921.

The Royal Government has the honour to acknowledge receipt of the Note of the Conference of Ambassadors dealing with the Albanian boundaries, the complete text of which has been received only to-day, as a result of delay caused by the method of transmission, and it hastens to make the following reply:

The Royal Government feels bound to state that it regrets that it is not of the same opinion with regard to the interpretation of this Note, relating to the resolution adopted on September 1, 1921, by the Assembly of the League of Nations at Geneva, as the character of this resolution, in the opinion of the Royal Government, tends merely to rule out the competence of the League of Nations in this matter.

This point being established, the Principal Allied and Associated Powers were responsible for undertaking the carrying out of the task entrusted to them in the manner usually adopted in similar cases.

The Royal Government begs to remind the Conference of Ambassadors that, in accordance with the methods of procedure adopted by the Principal Allied and Associated Powers in previous identical cases, it was entitled to expect that the decisions with regard to the Albanian boundaries would be taken in co-operation with, and with the consent of, the Royal Government.

This view was strengthened by the following consideration:

The Royal Government, taking its stand on the verbal and written promises of the Principal Allied and Associated Powers, had, in its Note of October 4th, subsequent to the vote of the Assembly of the League of Nations, stated its point of view, requested permission to co-operate with the Principal Allied and Associated Powers, and declared that its consent to the decision on this matter was necessary.

By Article 4 (1) of the Frontiers Treaty concluded on August 10th, 1920, at Sèvres, it was laid down that the frontiers of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes "with Italy and to the South" would be determined subsequently, the expression "on the South" including in

Royaume avec l'Albanie, pour l'exactitude de quoi la preuve se trouve dans la carte incluse à ce Traité.

Vu que le Traité cité, aussi bien que les Traités de St-Germain, de Neuilly, de Triano avaient été élaborés, notamment leurs clauses territoriales y insérées, en collaboration et avec le consentement du Gouvernement royal, le Gouvernement royal considère que les frontières albanaises ne sauraient être déterminées qu'avec sa collaboration et son consentement. C'est même un droit stipulé au profit du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes par le Traité des Frontières conclu le 10 août 1920 à Sèvres, comme il vient d'être démontré.

La Conférence des ambassadeurs n'a pas jugé opportun de prendre en considération les exposés de nos motifs ayant pour but principal et unique l'ordre et la paix balkaniques et, non seulement elle a rendu sa décision à l'encontre des vœux du Gouvernement royal, mais elle a mis en demeure d'évacuer sans délai le territoire attribué à l'Albanie. Le Gouvernement britannique, en plus, se basant sur les accusations sans fondement du Gouvernement de Tirana, relatives à la prétendue déclaration de guerre du Gouvernement royal à l'Albanie, à l'offensive serbe-croate-slovène contre l'Albanie, à l'invasion et l'occupation de l'Albanie par les troupes royales et le fait d'avance en Albanie jusqu'à la ville d'Orochi et plus loin, a fait citer le Gouvernement royal devant le Conseil de la Société des Nations et l'a menacé de l'application de mesures extrêmes, telles que celles prévues par l'article 16 du Pacte de la Société des Nations. Par une telle procédure, il est créé une atmosphère menaçante pareille à celle résultant des ultimatums. Mis dans cette situation, le Gouvernement royal déclare, avec ses plus grands regrets et en protestant, se conformer à la décision de la Conférence des ambassadeurs, afin d'éviter les conséquences dangereuses de la non-acceptation, tout en étant fermement convaincu que les événements ultérieurs se rapportant à l'ordre et à la paix dans les Balkans donneront raison aux prévisions du Gouvernement royal et le résultat des travaux de délimitation futurs de la frontière sur le terrain prouveront l'évidence de la justice de son point de vue. Le Gouvernement royal, pourtant, tout en étant prêt à évacuer les territoires reconnus comme appartenant à l'Albanie, a l'honneur d'attirer l'attention de la Conférence des ambassadeurs sur le fait suivant : par la décision du 9 courant ne sont pas désignés tous les points des frontières, mais la fixation du tracé, aussi bien que celle de points marquants, est laissée à la compétence de la Commission de délimitation qui est tenue de commencer sur place ses travaux dans le plus bref délai. Pour cette raison, le Gouvernement royal est dans l'incertitude quant à savoir sur quelle ligne poser ses postes frontières.

(Signé) PACHITCH,
Président du Conseil des Ministres,
Ministre des Affaires étrangères.

ANNEXE 7.

NOTE DE M. MIDHAT FRASHERI A LA CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS
TRANSMETTANT UNE DÉCLARATION DU GOUVERNEMENT ALBANAIS AU SUJET DES FRONTIÈRES
DE L'ALBANIE.

DÉLÉGATION ALBANAISE
A PARIS.

Paris, le 16 novembre 1921.

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-inclus copie de la note que je viens d'adresser à la présidence de la Conférence des ambassadeurs.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma haute considération

(Signé) MIDHAT FRASHERI,
Président de la délégation albanaise.

Son Excellence Sir Eric Drummond,
Secrétaire général de la Société des Nations,
Genève.

dition the frontier between the Kingdom and Albania, the accuracy of which is vouched for by map included in this Treaty.

Considering that the Treaty referred to, and also the Treaties of Saint-Germain, Neuilly and Trianon, had been drawn up, and their territorial clauses in particular inserted, in co-operation with, and with the consent of, the Royal Government, the Royal Government is of opinion that the Albanian boundaries could be fixed only with its co-operation and consent. This right was indeed expressly conferred on the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes in the Frontier Treaty concluded on August 10th, 1920, at Sèvres, as the Royal Government has just shown.

The Conference of Ambassadors has not deemed it expedient to take into consideration the statements of our motives, whose principal and only object is the maintenance of order and peace in the Balkans, and it has arrived at its decision not only in opposition to the wishes of the Royal Government, but has also summoned it to evacuate without delay the territory assigned to Albania. The British Government, moreover, taking its stand upon the unfounded accusations of the Tirana Government regarding the alleged declaration of war by the Royal Government against Albania, the Serb-Croat-Slovene offensive against Albania, the invasion and occupation of Albania by royal troops and their advance into Albania as far as the town of Orochi and beyond, has summoned the Royal Government before the Council of the League of Nations, and threatens with the application of extreme measures such as those provided for in Article 16 of the Covenant of the League of Nations. By this action a threatening situation has been created resembling that arising out of an ultimatum. Placed in this position, the Royal Government states with the greatest regret, and under protest, that it bows to the decision of the Conference of Ambassadors, in order to avoid the dangerous consequences of non-acceptance, while remaining firmly convinced that subsequent events connected with order and peace in the Balkans will vindicate the anticipations of the Royal Government, and the work of fixing the frontier on the ground will supply the force of the justice of its point of view. The Royal Government, however, while ready to evacuate territories admittedly belonging to Albania, has the honour to draw the attention of the Conference of Ambassadors to the following fact: By the decision of the 9th of this month all the boundary points essential to the accurate tracing of the frontier line have not been indicated, but the fixing of the line, as well as that of the actual points, is left to the discretion of the Frontier Delimitation Commission, which is to begin its work on the spot as soon as possible. For this reason the Royal Government remains in doubt as to the line on which to lay down its frontier posts.

(Signed) PACHITCH,
President of the Council of Ministers;
Minister for Foreign Affairs.

ANNEX 7.

NOTE BY M. MIDHAT FRASHERI TO THE CONFERENCE OF AMBASSADORS,
TRANSMITTING A STATEMENT OF THE ALBANIAN GOVERNMENT WITH REGARD
TO THE ALBANIAN FRONTIERS.

translation.]

ALBANIAN DELEGATION
IN PARIS.

Paris, November 16th, 1921.

I have the honour to forward to you herewith a copy of the Note which I have just communicated to the President of the Conference of Ambassadors.

I am, etc.,

(Signed) MIDHAT FRASHERI,
President of the Albanian Delegation.

Excellency Sir Eric Drummond,
Secretary-General of the League of Nations, Geneva.

Paris, le 16 novembre 1921.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de faire à Votre Excellence, au nom de mon gouvernement, la déclaration suivante :

Le Gouvernement albanais, considérant que l'invasion étrangère met en danger l'existence du pays, se voit dans la nécessité de se soumettre à la décision prise par la Conférence des ambassadeurs dans la séance du 9 novembre concernant les frontières de l'Albanie, tout en protestant contre le déplacement de la frontière au détriment de l'Albanie.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma parfaite considération.

(Signé) MIDHAT FRASHERI,
Président de la délégation albanaise.

A Son Excellence

Monsieur le Président de la Conférence des Ambassadeurs,
Paris.

ANNEXE 8.

DÉCISION DE LA CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS
DU 18 NOVEMBRE 1921.

Lettre adressée au Président du Conseil de la Société des Nations.

CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS.
LE PRÉSIDENT.

Paris, le 18 novembre 1921.

Monsieur le Président,

Dans le télégramme par lequel il a fait connaître aux Principales Puissances alliées représentées à la Conférence des ambassadeurs que le Gouvernement serbe-croate-slovène s'engageait à faire évacuer par ses troupes les territoires attribués à l'Albanie par la décision des Principales Puissances alliées, en date du 9 novembre 1921, le président du Conseil des ministres du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes a marqué sa préoccupation de connaître les points sur lesquels il convient que l'armée royale retire ses postes-frontière.

Pour répondre à cette préoccupation, les Principales Puissances alliées, s'inspirant des décisions déjà prises dans des cas analogues, ont décidé de créer une zone de démarcation qui restera libre de toutes troupes albanaises et serbes-croates-slovènes, jusqu'à ce que la frontière ait été tracée sur le terrain.

A cet effet, le président de la Conférence des ambassadeurs a été chargé de notifier au Gouvernement albanais et serbe-croate-slovène la décision des Principales Puissances alliées par les lettres dont Votre Excellence trouvera ci-jointe la copie.

Les Principales Puissances alliées ont pensé qu'il était nécessaire que le Conseil de la Société des Nations eût connaissance de la décision complémentaire qu'elles viennent de prendre et elles seraient reconnaissantes à Votre Excellence de vouloir bien la communiquer, à toutes fins utiles, au Conseil.

Les Principales Puissances alliées croient devoir, à ce propos, signaler au Conseil que le manque de précision des données géographiques dans la région dont il s'agit, qui a été un motif déterminant de leur décision complémentaire en date de ce jour, peut amener des incertitudes même en ce qui concerne le respect de la zone de démarcation par l'une ou l'autre des parties. Elles expriment donc l'opinion que, dans le cas où la Commission d'enquête envoyée sur les lieux par la Société des Nations croirait constater une infraction à la décision complémentaire susdite, cette Commission devrait en saisir immédiatement la Commission de délimitation qui va être invitée à se rendre d'urgence en Albanie et qui serait ainsi mise en mesure d'apprécier, avec les moyens

translation.]

Paris, November 16th, 1921.

I have the honour, on behalf of my Government, to submit to you the following statement :

The Albanian Government, being of opinion that foreign invasion endangers the existence of the country, finds itself compelled to submit to the decision taken by the Conference of Ambassadors at its meeting on November 9th with regard to the Albanian frontiers, while protesting against the alteration of the boundary to the prejudice of Albania.

I am, etc.,

(Signed) MIDHAT FRASHERI,
President of the Albanian Delegation.

His Excellency

The President of the Conference of Ambassadors,
Paris.

ANNEX 8.

DECISION OF THE CONFERENCE OF AMBASSADORS OF NOVEMBER 18th, 1921.

translation.]

Letter to the President of the Council of the League of Nations.

CONFERENCE OF AMBASSADORS.

THE PRESIDENT'S OFFICE.

Paris, November 18th, 1921.

His Excellency,

In the telegram in which the President of the Council of Ministers of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes informed the Principal Allied Powers represented at the Conference of Ambassadors that the Serb-Croat-Slovene Government undertook to order its troops to evacuate the territory attributed to Albania by the decision of the Principal Allied Powers, dated November 9th, 1921, he expressed his desire to ascertain the points to which the Royal Army must withdraw its frontier posts.

In order to give satisfaction to this desire, the Principal Allied Powers, basing their action on decisions already taken in similar cases, have decided to constitute a demarcation zone which shall be free of all Albanian and Serb-Croat-Slovene troops, until the frontier has been traced on the spot.

The President of the Conference of Ambassadors has accordingly been instructed to notify the Albanian and Serb-Croat-Slovene Governments of the decision of the Principal Allied Powers by letters, copies of which your Excellency will find attached.

The Principal Allied Powers considered that the Council of the League of Nations should be informed of the supplementary decision which they have just taken, and they would be grateful if your Excellency would communicate this decision to the Council for their information.

The Principal Allied Powers feel bound to point out to the Council that the lack of accuracy in geographical details in the districts in question which has induced them to take to-day's supplementary decision may make it impossible to be certain whether either party is respecting the demarcation zone. They therefore express the opinion that if the Commission of Enquiry, sent to the Council by the League of Nations, comes to the conclusion that an infringement of the regulations of this supplementary decision has been committed, this Commission should immediately inform the Delimitation Commission. The Delimitation Commission will be called upon to proceed at once to Albania, and will thus be in a position to estimate, with the help of the technical means at its

techniques dont elle dispose, la position véritable des parties en cause par rapport à la zone démarcation.

J'ai l'honneur de faire tenir ci-joint à Votre Excellence, un exemplaire de la carte 1/200.000 de l'état-major autrichien, tirage de 1911, reproduite par l'Institut géographique de l'armée italienne, sur lequel est tracée la zone de démarcation dont il est question ci-dessus.¹

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération et de mes sentiments dévoués.

(Signé) JULES CAMBON.

Son Excellence Monsieur Léon Bourgeois,
Président du Conseil
de la Société des Nations.

LETTRE ADRESSÉE AU CHARGÉ D'AFFAIRES DU ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES
A PARIS.

CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS.
LE PRÉSIDENT.

Paris, le 18 novembre 1921.

Monsieur le Chargé d'affaires,

La Conférence des ambassadeurs a pris connaissance de la réponse du Gouvernement serbo-croate-slovène à la lettre du 9 novembre 1921, par laquelle la Conférence a communiqué à ce gouvernement la décision de l'Empire britannique, de la France, de l'Italie et du Japon fixant les frontières de l'Albanie.

La Conférence prend acte du fait que le Gouvernement royal s'engage à faire évacuer par ses troupes les territoires attribués à l'Albanie par cette décision ; elle estime d'ailleurs sans fondement l'argumentation par laquelle le Gouvernement serbo-croate-slovène croit pouvoir dénier aux Principales Puissances alliées le pouvoir de fixer les frontières de l'Albanie.

Le Gouvernement royal, désireux de passer à l'exécution de l'engagement qu'il a pris, paraissant préoccupé de connaître les points sur lesquels il convient qu'il retire ses postes-frontière. Pour répondre à cette préoccupation, la Conférence, s'inspirant des décisions déjà prises dans les cas analogues, a estimé que, en attendant que la délimitation sur le terrain ait été faite, l'intérêt du maintien de la paix sur les confins serbo-albanais et la nécessité d'assurer à la Commission de délimitation l'entière liberté de ses mouvements exigeaient la création d'une zone de démarcation libre de toutes troupes serbes-croates slovènes et albanaises.

La Conférence a décidé que cette zone sera délimitée comme suit (d'après la carte au 1/200.000 de l'état-major autrichien, tirage de 1911, reproduite par l'Institut géographique de l'armée italienne) :

A. — Sur la frontière occidentale (région Scutari-Andrijevica).

a) du côté serbe-croate-slovène :

(entre la mer Adriatique et le lac de Scutari), par la ligne :
Stoja-Gorica-Skja ;

(entre le lac de Scutari et la région d'Andrijevica), par la ligne :
Ranca-Bridza-Ura Ljmaï (environ 20 kilomètres est de Podgoritza), coté
1364 sur le chemin d'Orahovo à Nokoi, puis Siroka-Luko et Hasana

disposal, the true state of affairs regarding the position of the interested parties with respect to the demarcation zone.

I have the honour to forward to Your Excellency herewith a copy of the Austrian Staff map (1/200,000), 1911 edition, reproduced by the Geographical Institute of the Italian Army, upon which is traced the demarcation zone¹.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) JULES CAMBON.

To His Excellency Monsieur Léon Bourgeois,
President of the Council
of the League of Nations.

LETTER TO THE CHARGÉ D'AFFAIRES OF THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, PARIS.

[Translation.]

CONFERENCE OF AMBASSADORS.
THE PRESIDENT'S OFFICE.

Paris, November 18th, 1921.

ir,

The Conference of Ambassadors has taken due note of the reply of the Serb-Croat-Slovene Government to the letter, dated November 9th, 1921, in which the Conference communicated to that Government the decision of the British Empire, France, Italy and Japan, determining the frontiers of Albania.

The Conference notes that the Royal Government undertakes to order its troops to evacuate the territories attributed to Albania by the terms of this decision; in its opinion, however, the argument by which the Serb-Croat-Slovene Government seeks to deny the right of the Principal Allied Powers to determine the frontiers of Albania is without foundation.

The Royal Government, in its desire to carry out its undertaking, has asked to be informed of the points to which it must withdraw its frontier posts. In order to satisfy this desire, the Conference, basing its action upon decisions already taken in similar cases, is of opinion that, pending the tracing of the frontier on the spot, it is indispensable for the interests of the maintenance of peace on the Serbo-Albanian boundaries and in view of the necessity of allowing the Delimitation Commission complete liberty of action, to constitute a demarcation zone free from all Serb-Croat-Slovene and Albanian troops.

The Conference has decided that this zone shall be determined as follows (according to the Austrian Staff map 1/200,000, 1911 edition, reproduced by the Geographical Institute of the Italian Army):

On the west frontier (district of Scutari-Andrijeвица):

(a) On the Serb-Croat-Slovene side:

(Between the Adriatic Sea and the Lake of Scutari) by the line:

Stoja - Gorica - Skja.

(Between the Lake of Scutari and the district of Andrijeвица) by the line:

Ranca - Bridza - Ura - Ljmais (about 20 kilometres east of Podgoritzza) - hill 1364 on the Orahovo - Nokoi road - then Siroka - Luko and Hasanac.

¹ This map is not reproduced here.

a) 1. *du côté albanais :*

(entre la mer Adriatique et le lac de Scutari), par la ligne :
Ceret-Oboti-Hn Hurican-Siroka;

(au nord du lac de Scutari), par la ligne :

Ivanaj-rivière Proni sab jusqu'à Boga-chemin de Boga à Tamara-Tamar
chemin de Tamara à Pojanice jusqu'au confluent des rivières Skrobatus
et Jarcica-cours du Grncar jusqu'à Buzoa.

B. — *Sur la frontière septentrionale (région Gusinje-Diakova) :*b) *du côté serbe-croate-slovène :*

par la ligne :

Hasanac - Marina sur le Lim - cours du Lim jusqu'à Gusinje inclus - Vojnoselo
Babnje-Jelo - Vrkos (Voksa) (20 kilomètres nord-ouest de Djakova)
Sisman - Letaj.

b) 1. *du côté albanais :*

par la ligne :

Budaci (9 kilomètres ouest de Gusinje) - Maja Debranca (cote 1000) - Se
(20 kilomètres sud de Gusinje)-Cereci-Tropoja-Popoc-Panke.

C. — *Sur la frontière orientale (région Djakova - Prizrend - Debra - Lim) :*c) *du côté serbe-croate-slovène :*

dans la région de Prizrend (frontière de 1913 modifiée), par la ligne :

Godeni - Kusnoni - Vrmica sur le Drin à 18 kilomètres ouest de Prizrend
Zabod - Novosela - chemin de Novosela à Roc (inclus);

entre les régions-frontières modifiées de Prizrend et de Debra, par la ligne :

Roc - Tanusaj - chemin de Tanusaj à Debra (inclus);

dans la région-frontière de Debra (frontière modifiée), par la ligne :

Debra et rive gauche du Drin jusqu'à Lukovo;

dans la région comprise entre la région-frontière de Debra et le lac d'Ohrida, par la ligne

Lukovo - Jablanica - Grn Belica - Ml Vlahci - Radozda sur le lac d'Ohrida

c) 1. *du côté albanais :*

dans la région de Prizrend (frontière de 1913 modifiée), par la ligne :

Kjar - Nikoli - Dzedzoli - Lacin sur le Drin - Bela sur la Ljuma - Buzmagaza
Radomir;

entre les régions-frontières modifiées de Prizrend et de Debra, par la ligne :

Radomir - chemin de Radomir à Debroya - chemin de Debroya à Debra jusqu'à
Banista inclus;

dans la région-frontière de Debra (frontière modifiée), par la ligne :

Banista - Spas - Krajka - Ostroni maze - Klenje - Stebljevo;

(a) 1. *On the Albanian side:*

(Between the Adriatic Sea and the Lake of Scutari) by the line :
Ceret - Oboti - Hn Hurican - Siroka.

(North of Lake Scutari) by the line :

Ivanaj - Proni sab river as far as Boga-Tamara road - Tamara - Tamara-Pojanice road as far as the junction of the rivers Skrobatusan and Jarcica — course of the Grncar as far as Buzoa.

— *On the northern frontier (district of Gusinje - Diakova) :*

(b) *On the Serb-Croat-Slovene side:*

By the line :

Hasanac - Marina on the Lim - course of the Lim as far as Gusinje inclusive - Vojnoselo - Babnje - Jelo - Vrkos (Vokas) (20 kilometres north-west of Djakova) - Sisman - Letaj.

(b) 1. *On the Albanian side:*

By the line :

Budaci (9 kilometres west of Gusinje) - Maja Debranca (hill 1000) - Sesi (20 kilometres south of Gusinje) - Cereci - Tropoja - Popoc - Panke.

On the eastern frontier (Djakova - Prizrend - Debra - Lim district) :

(c) *On the Serb-Croat-Slovene side:*

In the district of Prizrend (altered frontier of 1913), by the line :

Godeni - Kusnoni - Vrmica on the Drin (18 kilometres west of Prizrend) - Zabod - Novosela - Novosela-Roc road (inclusive).

Between the altered frontier districts of Prizrend and Debra, by the line :

Roc - Tanusaj - Tanusaj-Debra road (inclusive).

In the frontier district of Debra (altered frontier), by the line :

Debra and left bank of the Drin as far as Lukovo.

In the district lying between the frontier districts of Debra and the Lake Ohrida, by the line :

Lukovo - Jablanica - Grn Belica - Ml. Vlahci - Radozda on Lake Ohrida.

(c) 1. *On the Albanian side:*

In the district of Prizrend (altered frontier of 1913), by the line :

Kjar - Nikoli - Dzedzoli - Lacin on the Drin - Bela on the Ljuma - Buzmagaza - Radomir.

Between the altered frontier districts of Prizrend and Debra, by the line :

Radomir - Radomir-Debrova road - Debrova-Debra road as far as Banista inclusive.

In the frontier district of Debra (altered frontier), by the line :

Banista - Spas - Krajka - Ostroni maze - Klenje - Stebljevo.

dans la région comprise entre la région-frontière de Debra et le Lac d'Ohrida, par la ligne Stebljevo - Mali Sebenikut - cours de la Raica - Kacel - Sv Ilija sur le lac d'Ohrida.

La Conférence, en établissant cette zone de démarcation, a eu principalement pour objet d'éviter, pendant la période qui s'écoulera jusqu'à l'achèvement des travaux de la Commission de délimitation, toute cause de conflit entre les troupes serbes-croates-slovènes et les troupes albanaises et d'assurer ainsi le maintien des relations de bon voisinage entre les deux pays. La Conférence tient, en outre, à donner aux gouvernements intéressés l'assurance que l'établissement de cette zone ne préjuge en rien du tracé définitif de la frontière sur le terrain que, seule, la Commission de délimitation a qualité pour déterminer, conformément à la décision du 9 novembre 1921.

En conséquence, la Conférence invite le Gouvernement serbe-croate-slovène à retirer ses troupes en deçà de la zone de démarcation définie ci-dessus, avant le 10 décembre prochain. Elle adresse une demande analogue au Gouvernement albanais pour l'inviter à retirer dans le même délai, en deçà de ladite zone, celles de ses forces qui s'y trouveraient.

La Conférence a décidé de communiquer, à toutes fins utiles, au Conseil de la Société des Nations, la résolution que la présente lettre a pour objet de notifier au Gouvernement serbe-croate-slovène.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'affaires, les assurances de ma haute considération.

(Signé) JULES CAMBON.

Monsieur le Chargé d'affaires du
Royaume des Serbes, Croates et Slovènes,
Paris.

LETTRE ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION ALBANAISE A PARIS.

CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS.
LE PRÉSIDENT.

Paris, le 18 novembre 1921.

Monsieur le Président,

La Conférence des ambassadeurs a pris connaissance de la communication que vous avez été chargé de lui faire, au nom du Gouvernement albanais, et par laquelle ce gouvernement déclara se soumettre à la décision des Principales Puissances alliées, fixant les frontières de l'Albanie.

Après avoir pris note de cette déclaration, la Conférence s'est préoccupée de faciliter l'évacuation rapide du territoire albanais.

A cet effet, s'inspirant des décisions déjà prises dans les cas analogues, la Conférence a estimé que, en attendant que la délimitation sur le terrain ait été faite, l'intérêt du maintien de la paix sur les confins serbo-albanais et la nécessité d'assurer à la Commission de délimitation l'entière liberté de ses mouvements exigent la création d'une zone de démarcation, libre de toutes troupes albanaises et serbes-croates-slovènes. La Conférence a décidé que cette zone sera délimitée comme suit (d'après la carte au 1/200.000 de l'état-major autrichien, tirage de 1911, reproduite par l'Institut géographique de l'armée italienne) :

A. — Sur la frontière occidentale (région Scutari-Andrijevic) :

a) du côté serbe-croate-slovène :

(entre la mer Adriatique et lac de Scutari), par la ligne :
Stoja - Gorica - Skja ;

*In the district lying between the frontier districts of Debra and Lake Ohrida, by the line :
Stebljevo - Mali Sebenikut - course of the Raica - Kacel - Sv Ilija on Lake Ohrida.*

The main object of the Conference in laying down this demarcation zone has been to prevent, during the period which must elapse until the work of the Delimitation Commission is finished, the existence of any cause for conflict between the Serb-Croat-Slovene troops and the Albanian troops, and to ensure in this way the maintenance of neighbourly relations between the two countries. Moreover, the Conference is anxious to assure the interested Governments that the determination of this zone in no way prejudices the final tracing of the frontier on the spot which the Delimitation Commission alone is authorised to determine, in accordance with the decision of November 9th, 1921.

The Conference therefore requests the Serb-Croat-Slovene Government to withdraw its troops before December 10th next to their side of the demarcation zone defined above. It has not similar requests to the Albanian Government asking the latter to withdraw to its side of this zone, within the same period, any troops which might happen to be there.

The Conference has decided to communicate to the Council of the League of Nations, for their information, the resolution which is brought in this letter to the notice of the Serb-Croat-Slovene Government.

I have the honour to be, Sir, etc.,

(Signed) JULES CAMBON.

Le Chargé d'Affaires
of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes,
Paris.

LETTER TO THE PRESIDENT OF THE ALBANIAN DELEGATION, PARIS.

CONFERENCE OF AMBASSADORS.
THE PRESIDENT'S OFFICE.

Paris, November 18th, 1921.

The Conference of Ambassadors has taken due note of the communication which you have been instructed to make to it on behalf of the Albanian Government and in which that Government states it will bow to the decision of the Principal Allied Powers determining the frontiers of Albania.

After noting this statement, the Conference has taken steps to facilitate the speedy evacuation of Albanian territory.

With this object, the Conference, basing its action upon decisions already taken in similar cases, is of opinion that, pending the tracing of the frontier on the spot, it is indispensable for the interests of the maintenance of peace on the Serbo-Albanian boundaries, and in view of the necessity of allowing the Delimitation Commission complete liberty of action, to constitute a demarcation zone free from all Serb-Croat-Slovene and Albanian troops. The Conference has decided that this zone shall be determined as follows (according to the Austrian Staff Map 1/200,000, 1911 edition, reproduced by the Geographical Institute of the Italian Army) :

On the west frontier (district of Scutari - Andrijevisa) :

(a) *On the Serb-Croat-Slovene side :*

(Between the Adriatic Sea and the Lake of Scutari) by the line :
Stoja - Gorica - Skja.

(entre le lac de Scutari et la région d'Andrijevica), par la ligne :

Ranca - Bridza - Ura Ljmais (environ 20 kilomètres est de Podgoritzza)
cote 1364 sur le chemin d'Oravoho à Nikoi, puis Siroka - Luko
Hasanac.

a) 1. du côté albanais :

(entre la mer Adriatique et le lac de Scutari), par la ligne :

Ceret - Oboti - Hn Hurican - Siroka ;

(au nord du lac de Scutari) par la ligne :

Ivanaj - rivière Proni sab jusqu'à Boga - chemin de Boga à Tamara - Tamara
chemin de Tamara à Pojanice jusqu'au confluent des rivières Sk
batusan et Jarcica - cours du Grncar jusqu'à Buzoa.

B. — Sur la frontière septentrionale (région Gucinje - Diakova) :

b) du côté serbe-croate-slovène :

par la ligne :

Hasanac-Marina sur le Lim - cours du Lim jusqu'à Gusinje inclus - Vojnosel
Babnje Jelo - Vrkos (Voksa) (20 kilomètres nord-ouest de Djakova
Sisman - Lotaj.

b) 1. du côté albanais :

par la ligne :

Budaci (9 kilomètres ouest de Gusinje) - Maja Debranca (cote 1000) - S
(20 kilomètres sud Gusinje) - Cereci - Tropoja - Popoc-Panke.

C. — Sur la frontière orientale (région Djakova - Prizrend - Debra - Lim).

c) du côté serbe-croate-slovène :

dans la région de Prizrend (frontière de 1913 modifiée), par la ligne :

Godeni - Kusnoni - Vrmica sur le Drin à 18 kilomètres ouest de Prizrend
Zabod - Novosela - chemin de Novosela à Roc (inclus) ;

entre les régions modifiées de Prizrend et de Debra, par la ligne :

Roc - Tanusaj - chemin de Tanusaj à Debra (inclus) ;

dans la région-frontière de Debra (frontière modifiée), par la ligne :

Debra et rive gauche du Drin jusqu'à Lukovo ;

dans la région comprise entre la région-frontière de Debra et le lac d'Ohrida, par la ligne :

Lukovo - Jablanica - Grn Belica - Ml Vlahci - Radozda, sur le lac d'Ohrid

c) 1. du côté albanais :

dans la région de Prizrend (frontière de 1913 modifiée), par la ligne :

Kjar - Nikoli - Dzedzoli - Lacin sur le Drin - Bela sur la Ljuma-Buzmagaz
Radomir ;

entre les régions-frontières modifiées de Prizrend et de Debra, par la ligne :

Radomir - chemin de Radomir à Debrova - chemin de Debrova à Debr
jusqu'à Banista inclus ;

(Between the Lake of Scutari and the district of Andrijevisa) by the line :

Ranca - Bridza - Ura Ljmais (about 20 kilometres east of Podgoritza) - hill 1364 on the Oravoh - Nikoi road - then Siroka-Luko and Hasanac.

(a) 1. *On the Albanian side :*

(Between the Adriatic Sea and the Lake of Scutari) by the line :

Ceret - Oboti - Hn Hurican - Siroka.

(North of Lake of Scutari) by the line :

Ivanaj - Proni sab river as far as Boga - Boga - Tamara road - Tamara - Tamara - Pojanice road as far as the junction of the rivers Skrobatusan and Jarcica - course of the Grncar as far as Buzoa.

3. *On the northern frontier (district of Gusinje - Diakova) :*

(b) *On the Serb-Croat-Slovene side :*

By the line :

Hasanac - Marina on the Lim - course of the Lim as far as Gusinje inclusive - Vojnoselo - Babnje - Jelo - Vrkos (Voksa) (20 kilometres north - west of Djakova) - Sisman - Letaj.

(b) 1. *On the Albanian side :*

By the line :

Budaci (9 kilometres west of Gusinje) - Maja Debranca (hill 1000) - Sesi (20 kilometres south of Gusinje) - Coreci - Tropoja - Popoc - Panke.

4. *On the eastern frontier (Djakova - Prizrend - Debra - Lim district) :*

(c) *On the Serb-Croat-Slovene side :*

In the district of Prizrend (altered frontier of 1913), by the line :

Godeni - Kusnoni - Vrmica on the Drin (18 kilometres west of Prizrend) - Zabod - Novosela - Novosela-Roc road (inclusive).

Between the altered frontier districts of Prizrend and Debra, by the line :

Roc - Tanusaj - Tanusaj-Debra road (inclusive).

In the frontier district of Debra (altered frontier), by the line :

Debra and left bank of the Drin as far as Lukovo.

In the district lying between the frontier districts of Debra and Lake Ohrida, by the line :

Lukovo - Jablanica - Grn Belica - Ml Vlahci - Radozda on Lake Ohrida.

(c) 1. *On the Albanian side :*

In the district of Prizrend (altered frontier of 1913), by the line :

Kjar - Nikoli - Dzedzoli - Lacin on the Drin - Bela on the Ljuma - Buzmagaza - Radomir.

Between the altered frontier districts of Prizrend and Debra, by the line :

Radomir - Radomir-Debrova road, Debrova-Debra road as far as Banista inclusive.

*dans la région-frontière de Debra (frontière modifiée), par la ligne ;
Banista - Spas - Krajka - Ostroni maze - Klenje - Stebljevo ;*

*dans la région comprise entre la région-frontière de Debra et le lac d'Ohrida, par la ligne
Stebljevo - Mali Sebenikut - cours de la Raica - Kacel - Sv Ilija sur le lac
d'Ohrida.*

La Conférence, en établissant cette zone de démarcation, a eu principalement pour objet d'éviter, pendant la période qui s'écoulera jusqu'à l'achèvement des travaux de la Commission de délimitation, toute cause de conflit entre les troupes albanaises et les troupes serbes-croates-slovenes et d'assurer ainsi le maintien des relations de bon voisinage entre les deux pays. La Conférence tient, en outre, à donner aux gouvernements intéressés l'assurance que l'établissement de cette zone ne préjuge en rien du tracé définitif de la frontière sur le terrain que, seule, la Commission de délimitation a qualité pour déterminer, conformément à la décision du 9 novembre 1921.

En conséquence, la Conférence invite le Gouvernement albanais à prendre toutes les mesures utiles pour faire respecter par ses troupes la zone de démarcation définie ci-dessus et pour retirer de ladite zone, avant le 10 décembre prochain, celles de ses troupes qui s'y trouveraient ou l'auraient dépassée. Elle adresse au Gouvernement serbe-croate-slovene une demande analogue pour l'inviter à retirer ses troupes en dehors de la zone de démarcation dans le même délai.

La Conférence a décidé de communiquer, à toutes fins utiles, au Conseil de la Société des Nations, la résolution que la présente lettre a pour objet de notifier au Gouvernement albanais. Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

(Signé) JULES CAMBON.

Monsieur Midhat Frasheri,
Président de la délégation albanaise,
Paris.

b) MÉSOPOTAMIE.

[Traduction.]

Rapport de M. Fisher, présenté au Conseil le 17 novembre 1921.

Le Gouvernement de Sa Majesté a voulu profiter de cette session extraordinaire pour mettre le Conseil au courant de la politique qu'il est en train de suivre dans l'Iraq, en sa qualité de mandataire de la Société. A cet effet, le Gouvernement britannique a informé le Président du Conseil que son représentant ferait au Conseil, au cours de la présente session, un exposé sur la question. C'est cet exposé dont je voudrais maintenant donner lecture au Conseil.

Le Conseil a été tenu au courant de la façon dont le Gouvernement de Sa Majesté s'est acquitté jusqu'à présent de ses obligations vis-à-vis de la Société, par les documents imprimés qui ont déjà été communiqués aux Membres de la Société, à savoir :

1^o Le projet de mandat.

2^o L'exposé sur l'administration civile en Mésopotamie (publié en décembre 1920).

In the frontier district of Debra (altered frontier) by the line :

Banista - Spas - Krajka - Ostroni maze - Klenje - Stebljeva.

In the district lying between the frontier districts of Debra and Lake Ohrida, by the line :

Stebljevo - Mali Sebenikut - course of the Raica - Kacel - Sv Ilija on Lake Ohrida.

The main object of the Conference in laying down this demarcation zone has been to prevent, during the period which must elapse until the work of the Delimitation Commission is finished, the existence of any cause for conflict between the Albanian and the Serb-Croat-Slovene troops, and to ensure in this way the maintenance of neighbourly relations between the two countries. Moreover, the Conference is anxious to assure the interested Governments that the determination of this zone in no way prejudices the final tracing of the frontier on the spot which the Delimitation Commission alone is authorised to determine, in accordance with the decision of November 9th, 1921.

The Conference therefore requests the Albanian Government to take all the necessary steps to cause the demarcation zone, as defined above, to be respected by its troops and to withdraw from this zone, before December 10th next, those of its troops which might happen to be there or which might have crossed the zone. It is sending a similar request to the Serb-Croat-Slovene Government asking the latter to withdraw its troops, within the same period, from the demarcation zone.

The Conference has decided to communicate to the Council of the League of Nations, for their information, the resolution which is brought in this letter to the notice of the Albanian Government.

I have the honour to be, Sir, etc.,

(Signed) JULES CAMBON.

To Monsieur Midhat Frasheri,
President of the Albanian Delegation,
Paris.

(b) MESOPOTAMIA.

Report by Mr. Fisher, presented to the Council on November 17th. 1921.

His Majesty's Government wished to take advantage of this special session of the League to acquaint the Council with the progress of the policy which, as the mandatory of the League, they are pursuing in respect of Irak, and with that aim in view they gave due notice to the President of the Council that their representative would make a statement on the subject at the present session. This statement I will now, with the permission of the Council, proceed to read.

The Council have been kept informed of the manner in which his Majesty's Government have hitherto discharged their obligations towards the League, by means of the printed documents already communicated to the League, viz. :

(1) The Draft Mandate.

(2) The Review of the Civil Administration in Mesopotamia (published in December 1920).

En outre, copie d'une note sur la situation politique en Mésopotamie, depuis octobre 1920 va être communiquée aux Membres du Conseil.

Ce dernier document fait un exposé des événements qui ont amené la désignation de l'Emir Fayçal, comme roi de l'Iraq, et son accession officielle le 23 août. L'attitude de la population de l'Iraq, au cours des deux mois et demi qui viennent de s'écouler, n'a fait que confirmer les résultats du plébiscite qui, ainsi que le montre le rapport imprimé, s'est déclaré, par une majorité écrasante en faveur de l'Emir Royal.

Il est donc clair que le Gouvernement de Sa Majesté n'a apporté aucun retard à donner suite à l'article 94 du Traité de Sèvres, par lequel les Hautes Parties contractantes s'engageaient à reconnaître provisoirement, comme Etat indépendant, l'Etat d'Iraq, conformément au paragraphe de l'article 22 du Pacte de la Société des Nations, « à la condition que les conseils et l'aide d'un mandataire guident son administration jusqu'au moment où il serait capable de se conduire seul. Cependant, le Gouvernement de Sa Majesté a des obligations, non seulement vis-à-vis de l'Iraq mais aussi vis-à-vis de la Société des Nations ; en effet, en dehors de l'obligation de soumettre à la Société le projet de mandat (article 96 du Traité de Sèvres), l'article 22 du Pacte stipule qu'« si le degré d'autorité, de contrôle ou d'administration à exercer par le mandataire n'a pas fait l'objet d'une Convention antérieure entre les Membres de la Société, il sera expressément statué sur ces points par le Conseil. »

En conséquence, le Gouvernement de Sa Majesté juge opportun de faire connaître à la Société des Nations que la situation politique de l'Iraq l'a amené à la conclusion que le moyen le plus efficace de remplir ses obligations vis-à-vis de la Société serait d'incorporer les principes sur lesquels elle est fondée, dans un Traité entre le Gouvernement de Sa Majesté et le Roi de l'Iraq. Le Gouvernement britannique s'est trouvé dans l'impossibilité de s'opposer au désir irrésistible de la population de l'Iraq de posséder un gouvernement national, avec un chef arabe. La marche des événements a été si rapide qu'il n'a pu consulter le Conseil avant de prendre la décision à laquelle il était sûr que le Conseil donnerait son approbation, à savoir la reconnaissance du souverain dont la récente accession au trône a répondu au désir unanime de toute la population du pays. Cette reconnaissance d'un souverain local modifiait à certains égards la situation de la Puissance mandataire c'est pour répondre aux nécessités de cette situation nouvelle que le Gouvernement de Sa Majesté a jugé nécessaire de définir, ainsi qu'il l'a exposé, ses relations avec l'autorité locale.

L'esprit dans lequel le Roi Fayçal envisage ses responsabilités apparaît clairement dans le passage suivant, extrait de son discours d'accession :

« Ma première tâche sera de procéder aux élections et à la convocation de l'Assemblée constituante. Il importe que la nation comprenne bien que c'est ce congrès qui, d'accord avec moi, devra élaborer la constitution de l'Etat indépendant sur la base d'un gouvernement démocratique et définir les principes fondamentaux de la vie politique et sociale. Il aura à ratifier le traité que je déposerai devant lui au sujet des relations qui doivent exister entre notre Gouvernement et le Gouvernement britannique. En outre, le Congrès établira la liberté de croyance et de culte, de façon que chacun puisse obéir à sa propre loi et pratiquer sa propre religion, pourvu qu'elle ne soit pas contraire à la sûreté de l'Etat et à la morale publique. Il votera également un certain nombre de lois destinées à sauvegarder les intérêts des étrangers, à les protéger contre toute atteinte portée à leur religion, leur race ou leur langue et à leur garantir l'égalité de traitement au point de vue du commerce avec les pays étrangers. »

Un autre passage du même discours contient l'engagement que la loi organique, que le Roi se propose d'élaborer et qui sera rédigée d'accord avec le Haut Commissaire, établira la liberté de croyance et de culte, assurera l'équité dans le traitement du commerce avec les pays étrangers et établira un système judiciaire destiné à sauvegarder les intérêts des étrangers et à les protéger contre toute atteinte portée à leur religion, leur race ou leur langue.

Ces déclarations faites publiquement par le Roi Fayçal, au moment de son accession au trône, prouvent clairement qu'il est tout prêt à insérer dans le traité qu'il va conclure avec le Gouvernement de Sa Majesté toutes les dispositions nécessaires pour donner la garantie que le Gouvernement de l'Iraq se conformera strictement à l'esprit du Pacte de la Société.

En conséquence, le Gouvernement de Sa Majesté estime que, pourvu que le traité garantisse, en premier lieu, le contrôle du Gouvernement de Sa Majesté sur les relations étrangères de l'Iraq ; en second lieu, l'exécution des obligations internationales contractées par le Gouvernement de Sa

In addition, copies of a Note on political developments in Mesopotamia since October 1920 are being communicated to the Members of the Council.

The last of these documents describes the events which culminated in the selection of the Emir Feisal as King of Irak and his formal accession on August 23rd. The attitude of the people of Irak during the last two and a half months has but served to confirm the results of the plebiscite, which, as the printed report shows, resulted in an overwhelming vote in favour of the Emir Feisal.

It is clear, then, that his Majesty's Government have not delayed to act upon Article 94 of the Treaty of Sèvres, by which the High Contracting Parties agreed that Irak should, in accordance with the fourth paragraph of Article 22 (part I) of the Covenant of the League of Nations, be provisionally recognised as an independent State, subject to the rendering of administrative advice and assistance by the mandatory, until it is able to stand alone. His Majesty's Government have obligations, however, not only towards Irak, but also *vis-à-vis* the League of Nations, for, apart from the necessity to submit the draft Mandate to the League (Article 96 of the Treaty of Sèvres), Article 22 of the Covenant of the League of Nations lays down that the degree of authority, control or administration to be exercised by the mandatory shall, if not previously agreed upon by the Members of the League, be explicitly defined in each case by the Council.

His Majesty's Government accordingly think it desirable to inform the League that the political developments in Irak have led them to the conclusion that their obligations *vis-à-vis* the League can be most effectively discharged if the principles on which they rest are embodied in a treaty to be concluded between his Majesty's Government and the King of Irak. They found themselves unable to resist the overwhelming desire of the people of Irak for the formation of a national Government under an Arab ruler. The march of events was so rapid that it did not admit of their consulting the Council before taking steps of which they were confident that that body would approve—namely, the recognition of the Sovereign whose recent accession to the Throne followed upon the universal demand of the people of the country. The recognition of a local Sovereign modified to some extent the position of the Mandatory Power, and it is to meet the needs of the situation as thus modified that his Majesty's Government find it necessary to define their relations with the local authority in the manner proposed.

The spirit in which King Feisal envisages his responsibilities is shown clearly in the following passage, which is taken from his accession speech :

"My first task will be to proceed with the election and the convocation of the Constituent Assembly. The nation should understand that it is this Congress that will, in consultation with me, draw up the constitution of its independence on the basis of democratic Government and define the fundamental principles of political and social life. Finally, it will confirm the treaty which I shall lay before it regarding the relations which are to exist between our Government and the Great British Government. Furthermore, the Congress will establish the freedom of religion and worship so that all men may follow their own law and religion provided they do not conflict with security and public morals. It will also enact certain judicial laws which will safeguard the interest of foreigners and ensure them against any interference with their religion, race or language, and will guarantee equity of commercial dealing with the foreign countries."

Another passage in this speech contains an undertaking that the Organic Law which the King proposes to frame and which will be drafted in consultation with the High Commissioner, shall establish freedom of religion and worship, assure equity of commercial dealing with foreign countries, and also set up a judicial system which will safeguard the interests of foreigners and ensure them against any interference with their religion, race or language.

These statements, made publicly by King Feisal from the Throne at the moment of his accession, show clearly that he is ready and willing to include in his treaty with his Majesty's Government all proper provisions to ensure that the Government of Irak shall be carried on in strict conformity with the spirit of the Covenant of the League.

It is therefore the opinion of his Majesty's Government that, provided that the treaty secures, first, the control of his Majesty's Government over the foreign relations of Irak ; secondly, due fulfilment of the international obligations incurred by his Majesty's Government by treaty,

Majesté par traité, mandat ou accord ; en troisième lieu, les mesures de contrôle financier qui pourront être nécessaires ; et, enfin, pourvu qu'il ne porte atteinte, à aucun égard, soit à l'esprit soit à la lettre du Pacte de la Société, le traité définira les relations entre la Puissance mandataire et l'Etat mandaté d'une manière plus satisfaisante que ne pourrait le faire tout autre acte.

Il est bien entendu que le traité que l'on propose ne servira qu'à régler les relations entre le Gouvernement de Sa Majesté, en sa qualité de Puissance mandataire, et le Gouvernement arabe de l'Iraq. Il ne se substituera pas au mandat, qui demeurera l'acte opérant par lequel sont définies les obligations contractées par le Gouvernement de Sa Majesté au nom de la Société des Nations.

c) RÉFUGIÉS RUSSES.

Mémoire du Secrétaire-général.

1^o Le Conseil n'ignore pas que le Dr Nansen, depuis qu'il a accepté de remplir les fonctions de Haut Commissaire de la Société pour les réfugiés russes, s'est occupé activement de toute l'organisation préliminaire de la mission dont il espère pouvoir s'acquitter. Je crois savoir qu'il espère être en mesure de présenter au Conseil, au cours de la session prochaine, un rapport détaillé sur son activité.

Mais, en attendant, il a dû, en raison de l'urgence des circonstances, consacrer une grande partie de son temps et de son attention au problème des réfugiés de Constantinople, laissés entièrement sans ressources, depuis que leur ravitaillement a été supprimé. Le Dr Nansen n'a pas manqué de faire remarquer aux organisations russes, aux gouvernements et aux Hauts Commissaires des Puissances alliées à Constantinople, que ni la Société des Nations ni lui-même n'acceptait aucune responsabilité pour l'entretien de ces réfugiés. Il a été aidé en cela par le Président du Conseil en exercice, M. Hymans, qui, sur la prière du Dr Nansen, a récemment attiré l'attention de certains gouvernements sur cette question.

Néanmoins, le Haut Commissaire a dû s'occuper de la situation lamentable des 15,000 Russes qui se trouvent maintenant entièrement dénués de ressources, à Constantinople, et parmi lesquels il n'est déjà pas rare de voir les gens mourir de faim. Sans vouloir accepter aucune responsabilité, il a cependant adressé un appel aux gouvernements intéressés, en leur demandant de faire tous les efforts possibles pour venir au secours de ces réfugiés ; il a également adressé le même appel aux organisations volontaires qui s'occupent de secourir les réfugiés. Il est convaincu que, s'il obtenait une somme minime, 30,000 livres, par exemple, il pourrait entretenir les réfugiés jusqu'au moment où il lui serait possible de mettre à exécution son projet de les établir dans d'autres pays.

2^o Le Dr Nansen a toujours été d'avis que la seule solution réelle du problème des réfugiés de Constantinople, comme de celui des réfugiés en général, est de leur trouver des emplois productifs, dans les pays où ils ne tomberont pas à la charge des fonds publics. C'est dans ce dessein qu'il s'est efforcé de persuader aux pays qui offrent ces perspectives d'accepter des réfugiés de Constantinople. Le Gouvernement tchéco-slovaque a très généreusement consenti à accueillir 6000 réfugiés et le Gouvernement bulgare est disposé à recevoir et à entretenir les enfants. Les arrangements en vue de l'exécution de ces plans sont actuellement fort avancés et un certain nombre de réfugiés ont déjà été transportés en Tchéco-Slovaquie.

mandate or agreement; thirdly, such measure of financial control as may be necessary; and, fourthly, provided that it contravenes in no respect either the spirit or the letter of the Covenant of the League of Nations, it would provide a more satisfactory definition of the relations between the Mandatory Power and the mandated State than any other form of instrument.

It will be understood that the proposed treaty will serve merely to regulate the relations between his Majesty's Government, as Mandatory Power, and the Arab Government of Irak. It is not intended as a substitute for the Mandate, which will remain the operation document defining the obligations undertaken by his Majesty's Government on behalf of the League of Nations.

(c) RUSSIAN REFUGEES.

Memorandum by the Secretary-General.

1. The Council is no doubt aware that since Dr. Nansen accepted the responsibility of acting as High Commissioner on behalf of Russian refugees, he has been actively engaged in the preliminary organisation of the work which he hopes to be able to carry out. I understand that he hopes himself to submit a detailed report of this work to the Council at its next meeting.

In the meantime, he has been compelled by the urgency of events to devote a considerable amount of his time and attention to the problem of the refugees in Constantinople who have been rendered destitute by the cutting off of the sources of supply by which they were previously being fed and maintained. Dr. Nansen has not failed to point out to the Russian organisations, to the Governments and to the High Commissioners of the Allied Powers in Constantinople that neither the League of Nations nor he himself has accepted any responsibility for the maintenance of these refugees. In this he has been assisted by the acting President of the Council—M. Hymans—who recently, at Dr. Nansen's request, drew the attention of certain Governments to the subject.

The High Commissioner naturally, however, was called upon to face the pitiable situation of the 15,000 Russians who now find themselves absolutely without resources in Constantinople, and among whom actual death by starvation has become a common event. Without undertaking responsibility, he has appealed to the Governments interested to make every effort to assist these refugees, and he has similarly appealed to the voluntary organisations engaged in work on behalf of the refugees. He is confident that if he could secure a small sum of money—*e.g.*, £30,000—he would be able to keep the refugees alive until such time as his plans for settling them elsewhere have been brought to maturity.

2. Dr. Nansen has always recognised that the only real solution, both for the problem of the refugees in Constantinople and for the problem of the refugees in general, is to settle them in productive employment in countries where they will not become a charge on the public funds. With this object in view, he has made every effort to induce countries where such a prospect is possible to accept refugees from Constantinople. The Government of Czecho-Slovakia has very generously agreed to accept 6,000 refugees, and the Bulgarian Government is willing to receive, and to maintain, the children. Arrangements for the full execution of these plans are now well advanced, and a number of the refugees have already reached Czecho-Slovakia.

3° Toutefois, le Dr Nansen a éprouvé de très grandes difficultés à organiser les transports nécessaires, à obtenir les visas des pays que les réfugiés doivent traverser, et, d'une façon générale, à obtenir les facilités indispensables pour l'exécution d'un modeste projet qu'il a préparé. Il est évident que pour ces questions, le Dr Nansen doit compter sur l'assistance et la coopération des gouvernements des pays intéressés.

4° Le Conseil se rappellera que, lorsque le Dr Nansen a commencé le rapatriement des prisonniers de guerre, il y a 18 mois, il s'est trouvé en face de difficultés semblables et qu'en cette occasion, le Conseil lui a donné une aide prompte et précieuse, en autorisant son président à écrire aux gouvernements de tous les Etats intéressés, pour leur demander de vouloir bien autoriser le libre transit des prisonniers à travers le territoire et l'établissement de camps et faciliter en d'autres manières la tâche du Haut Commissaire. Le Conseil pourrait, cette fois encore, être du plus grand secours au Dr Nansen, en priant son président d'adresser, en son nom, un appel aux gouvernements intéressés, pour leur demander de prêter au Dr Nansen toute l'aide possible, en ce qui concerne le transport des réfugiés, leur entretien, l'octroi des visas de transit, etc.

En conséquence, je me permets de soumettre à l'examen du Conseil la résolution suivante :

« Le Conseil, ayant examiné la situation pénible des réfugiés russes à Constantinople, autorise son président à adresser une lettre à tous les gouvernements intéressés, pour les prier de prêter au Haut Commissaire toute l'assistance possible en vue de la solution du problème, en particulier en ce qui concerne le transport des réfugiés dans d'autres pays, l'octroi des visas de transit, l'entretien et le placement dans des emplois productifs. »

d) NOTE DU GOUVERNEMENT HONGROIS.

Budapest, le 13 novembre 1921.

Monsieur le Secrétaire général,

Le comte Apponyi, qui avait été chargé par le Gouvernement hongrois de solliciter l'admission de la Hongrie à la Société des Nations, a donné sa démission, qui fut acceptée par le Gouvernement hongrois.

En portant ce qui précède à votre connaissance, je vous prie de faire part à la Société des Nations des considérations suivantes :

L'article 11 du Pacte porte que toute guerre ou menace de guerre, qu'elle affecte directement ou non l'un des Membres de la Société, intéresse la Société tout entière et que celle-ci doit prendre les mesures propres à sauvegarder efficacement la paix des nations.

L'article 17, par contre, stipule qu'en cas de différend entre deux Etats, dont un seulement est Membre de la Société, ou dont aucun n'en fait partie, l'Etat ou les Etats étrangers à la Société sont invités ("shall be invited") à se soumettre aux obligations qui s'imposent à ses Membres aux fins de règlement du différend, aux conditions estimées justes par le Conseil.

3. Dr. Nansen has, however, found it very difficult to organise the necessary transport, to secure the necessary visas from countries which the refugees have to cross in transit, and generally to obtain the facilities required for the execution of the modest schemes he has prepared. It is evident that in such matters Dr. Nansen must depend very greatly on the assistance and co-operation of the Governments of the various countries concerned.

4. The Council will remember that, when he began his repatriation of prisoners eighteen months ago, Dr. Nansen was faced with very similar difficulties, and on that occasion the Council rendered him ready and effective assistance by authorising the President to write to the Governments of all the interested States urging that they should allow free transit of prisoners through their territory, and the establishment of camps, and that in other ways they should facilitate the task of the High Commissioner. It seems that the Council might again render the High Commissioner great assistance by requesting its President to address to the Governments concerned an appeal on its behalf urging them to render him all the assistance in their power in connection with the transport of refugees, the granting of transit visas, the support of the refugees, and in other ways.

To this end I venture to submit for the consideration of the Council the following resolution :

"The Council, having considered the pitiable situation of the Russian refugees in Constantinople, authorises the President to address a letter to all the interested Governments inviting them to render to the High Commissioner all the assistance in their power in connection with the solution of the problem, and in particular, in connection with the transport of the refugees to other countries, the granting of transit visas, the finding of the means necessary to their maintenance, and their settlement in productive employment."

(d) NOTE FROM THE HUNGARIAN GOVERNMENT.

[Translation.]

Budapest, November 13th, 1921.

ir,

Count Apponyi, who was instructed by the Hungarian Government to request the admission of Hungary to the League of Nations, has handed in his resignation, which has been accepted by the Hungarian Government.

In bringing this fact to your notice, I venture to request you to lay the following considerations before the League of Nations :

Article 11 of the Covenant lays down that any war or threat of war, whether immediately affecting any of the Members of the League or not, is declared a matter of concern to the whole League, and that the League shall take any action that may be deemed wise and effectual to safeguard the peace of nations.

Article 17, on the other hand, lays down that, in the event of a dispute between a Member of the League and a State which is not a Member of the League, or between States not Members of the League, the State or States not Members of the League shall be invited to accept the obligations of membership of the League, for the purpose of such dispute, upon such conditions as the Council may deem just.

Au cours de la crise provoquée par le retour de l'ex-roi, la Hongrie fut intriguée sérieusement d'une guerre, bien que son gouvernement, dès le premier jour de la crise, eût manifesté sa résistance à main armée sa ferme volonté d'écarter tout de qui pourrait compromettre la paix.

Cette intrigue a été suivie de préparatifs qui n'ont laissé subsister aucun doute sur le sérieux de la situation.

Grâce à la sollicitude des Grandes Puissances alliées, le danger fut conjuré.

Cependant, le Gouvernement hongrois constate avec amertume qu'il n'a reçu aucune nouvelle sur les démarches que la Société des Nations aurait entreprises pour assurer la paix et la sûreté des nations, conformément aux droits et aux devoirs que le Pacte lui assigne.

Le gouvernement croit devoir souligner qu'aucune invitation ne lui a été adressée en conformité de l'article 17 du Pacte.

Le Gouvernement hongrois ayant signé la paix de Trianon, dont le Pacte de la Société des Nations forme partie intégrante, se croit en droit de porter ses protestations à la connaissance de tous les Membres de la Société des Nations.

(Signé) BANFFY.

Le Secrétaire général
de la Société des Nations.

RÉPONSE A LA NOTE DU GOUVERNEMENT HONGROIS.

Genève, le 23 novembre 1921.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note en date du 13 novembre. Le texte en a été communiqué aux Membres du Conseil de la Société des Nations, sur les instructions de qui a été rédigée la présente réponse.

L'article 11 du Pacte, auquel vous voulez bien vous référer, porte qu'en cas de guerre ou de menace de guerre, qu'elle affecte directement ou non l'un des Membres de la Société des Nations, le Secrétaire général convoque immédiatement le Conseil à la demande de tout Membre de la Société. Dans le cas qui vous intéresse, aucun Membre de la Société n'a cru devoir adresser cette demande au Secrétaire général.

Quant à l'article 17, qui est également visé par votre note, son application est subordonnée soit à l'initiative d'un Membre de la Société, soit à l'appel fait à la Société par un des Etats entre lesquels un différend s'est élevé.

Copie de votre note en date du 13 novembre et de la présente réponse sera communiquée aux Membres de la Société.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

Le Secrétaire général.
(Signé) ERIC DRUMMOND.

Son Excellence le Comte Banffy,
Président du Conseil des Ministres,
Budapest (Hongrie).

During the crisis resulting from the return of the ex-King, Hungary was in serious danger of war, although, from the first day of the crisis, the Government, by armed resistance, gave every proof of its firm intention to eliminate any danger likely to imperil the maintenance of peace. The plot was followed by preparations which left no room for doubt as to the gravity of the situation.

Thanks to the assistance given by the Great Allied Powers, the danger was averted.

The Hungarian Government, however, observes with the greatest regret that it has so far received no information as to the steps taken by the League of Nations to safeguard the peace and the safety of nations, in conformity with the rights and duties assigned to it by the Covenant.

The Government would like particularly to emphasize the fact that no invitation was addressed to it, in accordance with Article 17 of the Covenant.

As the Hungarian Government has signed the Peace of Trianon, of which the Covenant and the League of Nations forms an integral part, it believes itself entitled to bring its protest to the notice of all the Members of the League of Nations.

(Signed) BANFFY.

His Excellency Count Banffy,
President of the Council of Ministers,
Budapest, Hungary.

REPLY TO THE NOTE OF THE HUNGARIAN GOVERNMENT.

[Translation.]

Geneva, November 23rd, 1921.

Your Excellency,

I have the honour to acknowledge receipt of your note of November 13th. This note has been duly communicated to the Members of the Council of the League of Nations, and the present reply has been framed in accordance with their instructions.

Article 11 of the Covenant, to which you refer, lays down that in case of war or threat of war, whether immediately affecting any Members of the League or not, "the Secretary-General shall, on the request of any Member of the League, forthwith summon a meeting of the Council." In the case in which you are interested, no Member of the League has thought fit to address such request to the Secretary-General.

As regards Article 17, which is also referred to in your note, the provisions of this Article apply only if the initiative is taken by a Member of the League, or if an appeal is made to the League by one of the States between which a dispute has arisen.

Copies of your note dated November 13th and of the present reply will be communicated to the Members of the League.

I have, etc.,

(Signed) ERIC DRUMMOND,
Secretary-General.

His Excellency Count Banffy,
President of the Council of Ministers,
Budapest, Hungary.

La Question de Haute-Silésie.

I.

RAPPORT DU VICOMTE ISHII SUR LA DEMANDE ADRESSÉE PAR LE CONSEIL SUPRÊME DES PRINCIPALES PUISSANCES ALLIÉES AU CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS EN VUE DE TROUVER UNE SOLUTION A LA QUESTION DE LA HAUTE-SILÉSIE.

Adopté par le Conseil le 29 août 1921 ¹.

Les Membres du Conseil ont connaissance de la lettre, en date du 12 août, qui m'a été adressée par M. Briand, au nom du Conseil suprême des Puissances alliées ². Cette lettre m'a fait part de la résolution par laquelle le Conseil suprême a décidé : « Par application de l'article 11, paragraphe 2, du Pacte de la Société des Nations, de soumettre au Conseil de la Société les difficultés que présente la fixation de la frontière entre l'Allemagne et la Pologne en Haute-Silésie, et de lui demander de vouloir bien lui faire connaître la solution qu'il recommande sur le tracé de la ligne qu'il approuve et qu'il tient aux Puissances alliées et associées d'établir. »

Dans ma réponse, datée du 19 août ³, j'ai exprimé le ferme espoir que le Conseil, dont l'avis est sollicité sans réserve et sans restriction, acceptera l'invitation contenue dans la résolution du Conseil suprême et qu'il pourra présenter, dans un bref délai, une recommandation unanime. J'ai, en même temps, convoqué le Conseil à Genève pour la date d'aujourd'hui.

Mon premier devoir est de demander au Conseil son approbation de ce que j'ai cru devoir faire en son nom comme Président en exercice. Si elle m'est accordée, je me permettrai de lui soumettre quelques réflexions préalables sur la manière dont se pose devant lui le problème qui lui est soumis, c'est-à-dire sur la nature des difficultés dont fait mention dans sa lettre le Président du Conseil suprême et dont il vous prie de rechercher la solution.

I.

Le Conseil est saisi, par application de l'article 11, paragraphe 2, du Pacte de la Société des Nations, qui est ainsi conçu :

« Il est déclaré que tout Membre de la Société a le droit, à titre amical, d'appeler l'attention de l'Assemblée ou du Conseil sur toute circonstance de nature à troubler la paix ou la sécurité de la Société. »

¹ Au cours de sa session extraordinaire, consacrée à la question de Haute-Silésie, tenue à Genève du 29 août au 12 octobre 1921.

² Voir *Journal officiel*, 11^e année, N° 9, page 982.

³ Voir *Journal officiel*, 11^e année, N° 9, page 983.

The Question of Upper Silesia.

I.

REPORT BY VISCOUNT ISHII ON THE REQUEST ADDRESSED BY THE SUPREME COUNCIL OF THE PRINCIPAL ALLIED POWERS TO THE COUNCIL OF THE LEAGUE OF NATIONS TO FIND A SOLUTION OF THE QUESTION OF UPPER SILESIA.

Adopted by the Council on August 29th, 1921.¹

The members of the Council have been informed of the letter dated August 12th, addressed to me by M. Briand, on behalf of the Supreme Council of the Allied Powers.² This letter informed me of the resolution in which the Supreme Council decided: "In pursuance of Article 11, paragraph 2, of the Covenant of the League of Nations, to submit to the Council of the League the difficulty attending the fixing of the frontier between Germany and Poland in Upper Silesia, and to invite the recommendation of the Council as to the line which the Principal Allied and Associated Powers should lay down."

In my reply dated August 19th,³ I expressed the hope that the Council, whose advice is asked without reserve and without restriction, would accept the invitation contained in the Resolution of the Supreme Council and that it would shortly be able to present a unanimous recommendation. At the same time, I convened the Council Meeting at Geneva for to-day.

My first duty is to ask for the approval of the Council of what I have thought necessary to do in its name in my capacity as Acting President. If this approval is given, I would present to the Council a few preliminary observations on the position of the problem now submitted to you, that is to say, on the nature of the difficulties mentioned in the letter of the President of the Supreme Council and for which he asks you to seek a solution.

I.

The matter is brought before the Council under Article 11, paragraph 2, of the Covenant of the League, which reads as follows:

"It is declared to be the friendly right of each Member of the League to bring to the attention of the Assembly or of the Council any circumstances whatever affect-

¹ During its extraordinary Session, held at Geneva from August 29th to October 12th, to consider the question of Upper Silesia.

² See *Official Journal*, 2nd Year, No. 9, page 982.

³ See *Official Journal*, 2nd Year, No. 9, page 983.

les relations internationales et qui menace, par suite, de troubler la paix et la bonne entente entre les nations dont la paix dépend. »

La circonstance qui a donné lieu à la démarche du Conseil suprême est évidemment de celle qu'envisage le texte que je viens de citer.

D'une part, les troubles qui se sont produits en Haute-Silésie ; d'autre part, l'écart qui subsiste entre les solutions proposées au problème territorial, démontrent l'urgence d'un règlement dans l'intérêt de la paix et de la bonne entente entre nations.

L'article 11 ne détermine pas avec précision quelle doit être, en pareil cas, l'action du Conseil. Mais la lettre qui m'a été adressée s'exprime très clairement sur ce point : ce qui vous est demandé c'est une recommandation sur le tracé « de la ligne frontière qu'il appartient aux Puissances alliées et associées d'établir ». Le droit du Conseil de la Société des Nations de faire une recommandation lorsque celle-ci est sollicitée par un ou plusieurs de ses Membres, n'est pas mentionné explicitement dans l'article 11 du Pacte, mais ressort, je puis le dire, du Pacte tout entier. D'autre part, les articles 87 et 88 du Traité de Versailles attribuent formellement aux Puissances alliées et associées le droit de prendre une décision définitive sur la frontière entre l'Allemagne et la Pologne en Haute-Silésie. L'article 87, paragraphe 3, est formel :

« Les frontières de la Pologne qui ne sont pas spécifiées par le présent Traité seront ultérieurement fixées par les Principales Puissances alliées et associées. »

L'article 88, relatif au plébiscite prescrit en Haute-Silésie, est ainsi rédigé :

« L'Allemagne déclare, dès à présent, renoncer, en faveur de la Pologne, tous droits et titres sur la partie de la Haute-Silésie située au delà de la ligne frontière fixée en conséquence du plébiscite par les Principales Puissances alliées et associées.

La position du Conseil est très clairement définie par ces textes. Les Puissances représentées au Conseil suprême lui demandent une recommandation, il lui appartient de la faire et de la transmettre à ces Puissances qui, seules, selon le Traité, peuvent prendre la décision finale.

Mais, en dehors des droits expressément conférés aux Puissances alliées par le Traité de Versailles et au Conseil de la Société par le Pacte, un fait intervient dont mes collègues apprécieront toute l'importance. J'ai reçu de M. Briand une note datée du 24 août sur l'historique de la question depuis l'ouverture de la Conférence de la Paix, note que j'ai l'honneur de vous communiquer. Elle se termine par la constatation de la divergence de vues qui subsiste au sujet du tracé de la frontière en Haute-Silésie et conclut en ces termes :

« C'est en présence de cette situation que le Conseil suprême décida, le 12 août, de saisir le Conseil de la Société des Nations dans les termes rapportés dans la lettre adressée le même jour par M. Briand à M. le vicomte Ishii, chacun des gouvernements représentés s'étant, au cours de la délibération, solennellement engagé à accepter la solution qui serait recommandée par le Conseil de la Société. »

Je pense que, dans ces conditions, le Conseil a non seulement le droit, mais le devoir d'assumer le rôle qui lui est proposé dans l'esprit du Pacte et dans lequel il est assuré de toute la liberté et de toute l'autorité désirables.

II.

J'arrive aux difficultés auxquelles il est fait allusion dans la lettre du Conseil suprême et dont notre Conseil doit tenir compte dans la recherche d'une solution équitable et satisfaisante du problème.

¹ Non insérée.

ing international relations which threatens to disturb international peace or the good understanding between nations upon which peace depends."

The circumstance which led to the request of the Supreme Council is clearly one of those for which the text just quoted provides.

Disturbances have recently occurred in Upper Silesia. A marked difference continues to exist between the various solutions proposed for the settlement of the territorial problem. These two facts are proof of the urgent necessity of a settlement in the interest of peace and good understanding between the nations.

Article 11 does not clearly lay down what should be the action of the Council in such a case. The letter which I have received is, however, very clear on this point; you are asked for a recommendation "as to the line which the Principal Allied and Associated Powers should lay down." The right of the Council of the League of Nations to make a recommendation when requested by one or several of its Members is not explicitly laid down in Article 11 of the Covenant, but is implied, I may say, by the whole Covenant. On the other hand, Articles 87 and 88 of the Treaty of Versailles formally attribute to the Allied and Associated Powers the right to take a final decision with regard to the frontier between Germany and Poland in Upper Silesia. Article 87, paragraph 3, is explicit:

"The boundaries of Poland not laid down in the present Treaty will be subsequently determined by the Principal Allied and Associated Powers."

Article 88, referring to the plebiscite provided for Upper Silesia, reads as follows:

"Germany hereby renounces in favour of Poland all rights and titles over the portion of Upper Silesia lying beyond the frontier line fixed by the Principal Allied and Associated Powers as the result of the plebiscite."

The position of the Council is clearly defined by these provisions. The Powers represented on the Supreme Council have requested the Council of the League to make any recommendation which it is entitled to make and to transmit it to those Powers which alone, according to the Treaty, can take the final decision.

Apart, however, from the rights definitely conferred upon the Allied Powers by the Treaty of Versailles, and upon the Council of the League by the Covenant, we have to take into account a new fact, the importance of which my colleagues will fully appreciate. I have received from M. Briand a statement, dated August 24th, giving an historical summary of the question since the opening of the Peace Conference, which I have the honour to lay before you.¹ It concludes with a statement of the divergence of views which continues to exist on the question of the frontier in Upper Silesia and concludes in these terms:

"In view of this situation, the Supreme Council decided on August 12th to have recourse to the Council of the League of Nations in the terms contained in the letter addressed on the same day by M. Briand to Viscount Ishii, each of the Governments represented having in the course of the discussion solemnly undertaken to accept the solution recommended by the Council of the League of Nations."

I consider that, under these circumstances, it is not only the right but also the duty of the Council to accept the role which, in the spirit of the Covenant, it has been asked to assume, and in the fulfilment of which its liberty of action and authority will be fully guaranteed.

II.

I now come to the difficulties, alluded to in the letter of the Supreme Council, which the Council of the League should take into consideration in seeking an equitable and satisfactory solution of the problem.

¹ Not inserted.

Les dispositions du Traité relatives à la Haute-Silésie vous sont connues. L'article 88 prescrit que, dans le territoire de la Haute-Silésie compris entre certaines limites indiquées, les habitants seront appelés à déclarer par voie de suffrage s'ils désirent être rattachés à l'Allemagne ou à la Pologne. Une annexe à cet article détermine les modalités du plébiscite. La première question qui se pose est celle-ci : Les résultats du plébiscite doivent-ils, selon le Traité, déterminer d'un seul coup le sort de tout le territoire considéré, ou permettre de tracer une ligne frontière qui pourrât partager ou non ce territoire ?

Par l'article 88, que j'ai déjà cité, « l'Allemagne déclare renoncer, en faveur de la Pologne, à tous droits et titres sur la partie de la Haute-Silésie située au delà de la ligne frontière fixée en conséquence du plébiscite par les Principales Puissances alliées et associées ». Le paragraphe 5 de l'annexe prescrit à la Commission chargée d'organiser le plébiscite de communiquer aux Puissances alliées et associées, en même temps que les résultats du vote « une proposition sur le tracé qui devrait être adopté pour la frontière de l'Allemagne en Haute-Silésie ». Nous lisons au paragraphe 6

« Aussitôt que la ligne frontière aura été fixée par les Principales Puissances alliées et associées, la Commission notifiera aux autorités allemandes qu'elles ont le droit de reprendre l'administration du territoire qui serait reconnu comme devant être allemand ; les dites autorités devront y procéder dans le courant du mois qui suivra la notification, de la manière prescrite par la Commission.

« Dans le même délai et de la manière prescrite par la Commission, le Gouvernement polonais devra pourvoir à l'administration du territoire qui serait reconnu comme devant être polonais. »

Enfin, par l'article 90, « la Pologne s'engage à autoriser, pendant une période de quinze ans, l'exportation en Allemagne des produits des mines de toute partie de la Haute-Silésie transférée à la Pologne en vertu du présent Traité ».

Il est clair que ce qu'ont voulu les auteurs du Traité, c'est la détermination d'une frontière sans qu'aucun tracé soit à l'avance imposé ou exclu.

III.

Toutefois, le Traité a posé des principes qui doivent présider à la décision. Ces principes sont contenus dans la prescription faite à la Commission de Haute-Silésie de préparer son projet de ligne frontière « en tenant compte du vœu exprimé par les habitants, ainsi que de la situation géographique et économique des localités ». Le vœu des habitants s'est exprimé par le vote du 20 mars 1921, qui a eu lieu par communes, au suffrage universel, pour les deux sexes.

Je ne me propose pas d'entrer dans des détails, pas plus sur la question politique que sur la question économique, ni de rien dire qui puisse préjuger de la méthode que le Conseil pourrât adopter pour l'étude approfondie du problème.

Les résultats du plébiscite n'ont, malheureusement, pas été de nature à permettre de fixer une frontière conforme au vœu de la population, et la situation géographique et économique des localités ne fournit pas d'indication décisive sur le tracé de cette frontière. Le fait même qu'il fallait tenir compte en même temps de ces deux facteurs a ajouté à la difficulté du problème.

Le plébiscite a montré que, si l'on considère l'ensemble du pays, on voit que, dans certaines régions, vers le Nord et vers l'Ouest, habitées surtout par des agriculteurs, une grande majorité des communes a voté pour l'Allemagne, tandis que dans d'autres régions, vers le Sud, qui ont une population de paysans et de mineurs, la plupart des suffrages se sont portés du côté de la Pologne. Au Centre et à l'Est, dans une région étendue, les résultats du vote ont un aspect très confus. Là se trouvent les établissements métallurgiques et chimiques et de grandes mines de houilles, de zinc et de fer. La majorité des communes s'est prononcée pour la Pologne. Mais dans les principales villes, l'Allemagne a obtenu des majorités importantes. Ces villes dont d'ailleurs entourées de communes où les suffrages polonais l'emportent. Il faut noter, d'autre part, que, quoiqu'elles forment entre elles une sorte de réseau, elles dépendent, pour certaines matières premières qui leur sont indispensables, de districts plus ou moins éloignés. Géographiquement, elles sont situées à l'extrême

The Council is aware of the provisions of the Treaty relating to Upper Silesia. Article 88 lays down that, in the Upper Silesian territory included within certain fixed boundaries, the inhabitants will be called upon to indicate by a vote whether they wish to be attached to Germany or Poland. An annex to this article determines the procedure of the plebiscite. The first problem which arises is the following : According to the Treaty, should the results of the plebiscite determine by a single vote the fate of all the territory under consideration, or lead to the tracing of a frontier line which may or may not divide this territory ?

By Article 88, already quoted, "Germany hereby renounces in favour of Poland all rights and titles over the portion of Upper Silesia lying beyond the frontier line fixed by the Principal Allied and Associated Powers as the result of the plebiscite." Paragraph 5 of the Annex lays down that the Commission entrusted with the organisation of the plebiscite shall communicate to the Allied and Associated Powers, together with the results of the vote, "a recommendation as to the line which ought to be adopted as the frontier of Germany in Upper Silesia." We read in paragraph 6 :

"As soon as the frontier has been fixed by the Principal Allied and Associated Powers, the German authorities will be notified by the International Commission that they are free to take over the administration of the territory which it is recognised should be German ; the said authorities must proceed to do so within one month of such notification and in the manner prescribed by the Commission.

"Within the same period and in the manner prescribed by the Commission the Polish Government must proceed to take over the administration of the territory which it is recognised should be Polish."

Finally, according to Article 90, "Poland undertakes to permit for a period of fifteen years the exportation to Germany of the products of the mines in any part of Upper Silesia transferred to Poland in accordance with the present Treaty."

Clearly, what the authors of the Treaty desired was the determination of a frontier, no particular line being either prescribed or excluded in advance.

III.

The Treaty does, however, lay down the guiding principles which should govern the decision. These principles are expressed in the directions given to the Commission for Upper Silesia when instructed to prepare a draft scheme for a frontier line. They were to the effect that "in this recommendation regard will be paid to the wishes of the inhabitants as shown by the vote, and to the geographical and economic conditions of the locality." The wishes of the inhabitants were expressed by the vote of March 20th, 1921, which was taken by communes on a basis of universal suffrage or both sexes.

I do not propose to enter into details either on the political or the economical aspects of the question, or to say anything that might in the least prejudice the method which the Council may wish to adopt with a view to a careful study of the whole problem.

The results of the plebiscite in Upper Silesia were unfortunately not of a nature to allow the frontier line to be drawn according to the wishes of the population, nor did the economic and geographical conditions of the localities give any decisive indications to show how a line should be determined. Indeed, the fact that the two considerations had to be taken into account only complicated the situation.

The plebiscite showed that, taking Upper Silesia as a whole, in certain districts towards the North and West, where the agricultural population is predominant, a great majority of the communes voted for Germany. In other districts, towards the South, where the inhabitants are chiefly of the agricultural and mining classes, the vote of the population was largely in favour of Poland. In an extensive territory in the Centre and East, the voting was of a very confused character. Here are to be found the metallurgical and chemical works and important deposits of coal, zinc and iron. The majority of the communes voted for Poland. Although in the big towns large majorities were recorded for Germany, these towns are encircled by the Polish voting communes. It is to be noted that, although in a sense they form a network of their own, they are partly dependent or essential raw materials on outside districts. They are situated near the extreme Eastern limit

frontière de la Haute-Silésie, loin de la masse des communes à majorités allemandes, mais les districts qui les en séparent n'ont pas une population très dense.

La liste complète des communes, avec le nombre des votes, se trouve dans le *Journal Officiel de Haute-Silésie*, dont mes collègues ont reçu des copies.

En mentionnant ces quelques faits, je n'ai voulu qu'indiquer les difficultés d'ordre politique et économique qui se présentent dans les différentes parties de la Haute-Silésie. Mais nous ne devons pas concentrer exclusivement notre attention sur l'une de ces parties en dehors de toutes les autres, puisque c'est la question de la Haute-Silésie dans son ensemble et dans toute sa portée qui est posée devant nous.

La tâche délicate de tracer une frontière conforme au vœu des populations est rendue plus difficile encore par l'obligation de satisfaire en même temps à des nécessités économiques très complexes. Il n'est pas surprenant que, sur un problème aussi ardu et à la solution duquel s'attachent de si grands intérêts, des opinions différentes et malaisément conciliables se soient exprimées avec une égale sincérité. Sur l'historique de la question et sur les études techniques déjà faites, je me permettrai de renvoyer mes collègues aux documents qui m'ont été transmis par le Conseil suprême.

Le Conseil de la Société des Nations est saisi. Il lui appartient de se prononcer d'abord sur l'acceptation de la tâche que le Conseil suprême lui demande d'assumer, et, s'il accepte cette tâche sur la procédure qu'il jugera la plus opportune pour arriver au but proposé, c'est-à-dire pour aider dans l'esprit du Pacte, au règlement satisfaisant d'une question compliquée, dont la solution ne saurait être différée davantage sans de grands inconvénients pour la paix générale.

II.

RECOMMANDATION DU CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS TRANSMISE AU CONSEIL SUPRÊME DES PRINCIPALES PUISSANCES ALLIÉES, LE 12 OCTOBRE 1921.

I.

LETTRE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL AU PRÉSIDENT DU CONSEIL SUPRÊME.

Monsieur le Président,

Genève, le 12 octobre 1921.

En réponse à votre lettre en date du 12 août, j'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint le texte de la recommandation adoptée à l'unanimité par le Conseil de la Société des Nations dans sa séance du 12 octobre, avec les documents qui l'accompagnent.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

(Signé) K. ISHII.

of Upper Silesia, geographically distant from the bulk of the German voting communes, though the districts which separate them from these communes are not thickly populated.

The exact list of the communes and of the voting will be found in the *Official Journal of Upper Silesia*, of which my colleagues have a copy.

My object in singling out these facts is simply to draw your attention to the special political and economic difficulties in the different districts of Upper Silesia. But we must not only concentrate our attention on any one of these districts apart from the others, since the problem of Upper Silesia is laid before us as a whole and in all its bearings.

The delicate task of tracing a frontier corresponding to the wishes of the people is rendered even more difficult by the obligation to meet at the same time very complex economic needs. It is not surprising that on such a thorny problem the solution of which affects such important interests, different and not easily reconcilable opinions have been expressed with equal sincerity. As to the history of the question, and to the technical work already done, I beg to refer my colleagues to the documents transmitted to us by the Supreme Council.

The question has been submitted to the Council of the League of Nations. The Council should first decide whether it will accept the task which the Supreme Council asks it to undertake, and if it does accept, it must then determine the procedure which it considers most likely to achieve the desired end, that is to say, to contribute, in conformity with the spirit of the Covenant, to the satisfactory settlement of a complicated question whose solution cannot be further postponed without great prejudice to general peace.

II

RECOMMENDATION OF THE COUNCIL OF THE LEAGUE FORWARDED TO THE SUPREME COUNCIL OF THE PRINCIPAL ALLIED POWERS ON OCTOBER 12th, 1921.

I.

LETTER FROM THE PRESIDENT OF THE COUNCIL OF THE LEAGUE TO THE PRESIDENT OF THE SUPREME COUNCIL.

Translation.

Geneva, October, 12th 1921.

Mr,

In reply to your letter dated August 12th, I have the honour to transmit to you herewith the text of the Recommendation unanimously adopted by the Council of the League of Nations at its sitting on October 12th, together with the documents which accompany it.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) K. ISHII.

II.

RECOMMANDATION.

Le Conseil de la Société des Nations a été saisi de la question de Haute-Silésie par une lettre en date du 12 août, signée par M. Briand, au nom du Conseil suprême des Principales Puissances alliées.

Cette communication annonçait la décision prise par le Conseil suprême « par application de l'article 11, paragraphe 2 du Pacte, de soumettre au Conseil de la Société des Nations les difficultés que présentent la fixation de la frontière entre l'Allemagne et la Pologne en Haute-Silésie et de lui demander de vouloir bien lui faire connaître la solution qu'il recommande sur le tracé de la ligne qu'il appartient aux Principales Puissances alliées et associées d'établir ».

Dans une note sur l'histoire de la question, datée du 24 août, M. Briand ajoutait que « chacun des gouvernements représentés au Conseil suprême s'était, au cours de la délibération, solennellement engagé à accepter la solution qui serait recommandée par le Conseil de la Société des Nations ».

Le Conseil a décidé, dans sa séance du 29 août, d'accepter cette invitation. Il a consacré au grave problème qui lui a été soumis de longues délibérations et des études approfondies. Il s'est efforcé d'interpréter fidèlement et dans un esprit d'équité les dispositions du Traité de Versailles relatives à la Haute-Silésie. Le Conseil, s'étant assigné pour devoir de rechercher avant tout une solution conforme au vœu des populations, tel qu'il s'est exprimé par le plébiscite, en tenant compte de la situation géographique et économique des localités, a été amené à conclure à la nécessité de diviser la région industrielle de la Haute-Silésie. En raison de la distribution géographique des populations et du mélange des éléments ethniques, toute division de cette région devrait avoir pour conséquence l'obligation de laisser des deux côtés de la ligne des minorités assez considérables et de disjoindre des intérêts importants.

Dans ces conditions, le Conseil a pensé qu'il conviendrait de prendre des mesures qui garantiraient, pendant une période transitoire de réadaptation, la continuité de la vie économique dans cette région, à laquelle la densité de la population, le nombre des établissements, le réseau serré des voies de communications donnent le caractère d'une vaste agglomération. Il a pensé qu'il conviendrait également d'aviser à la protection des minorités.

Tels sont les principes généraux qui ont dominé dans l'esprit du Conseil.

* * *

Le Conseil a examiné attentivement diverses solutions tendant à exprimer fidèlement et loyalement les résultats du plébiscite.

Il a reconnu que les solutions basées sur les calculs de proportions conduisent à des résultats qui constitueraient une injustice pour l'une ou l'autre partie et il a recherché un système dont l'application attribue à chaque Etat un nombre de votants qui ne s'écarte pas sensiblement du total des suffrages émis en sa faveur et, en même temps, égalise et réduise les minorités dans toute la mesure possible.

En s'inspirant de ces considérations et des considérations géographiques et économiques que mentionne le Traité, le Conseil est arrivé à la conclusion que la solution la plus équitable serait obtenue par un tracé dont il a décidé à l'unanimité de recommander l'adoption et dont la description est donnée dans l'appendice N° 1¹.

* * *

Les mesures que le Conseil estime nécessaires, pour assurer la continuité de la vie économique et sociale en Haute-Silésie et réduire au minimum les inconvénients de la période de réadaptation, tendent principalement à :

¹ Non insérée. La Conférence des ambassadeurs a fait sien le tracé recommandé par le Conseil. Voir page 1227.

II.

RECOMMENDATION.

The question of Upper Silesia was submitted to the Council of the League of Nations in a letter dated August 12th and signed by M. Briand on behalf of the Supreme Council of the Principal Allied Powers.

The letter announced the decision which had been arrived at by the Supreme Council "in pursuance of Article 11, paragraph 2 of the Covenant, to submit to the Council of the League of Nations the difficulties attending the fixing of the frontier between Germany and Poland in Upper Silesia, and to request it to be so good as to inform the Supreme Council of the solution which it recommends as to the delimitation of the frontier which the Principal Allied and Associated Powers would adopt."

In a Note on the history of the question, dated August 24th, M. Briand added that : "...each of the Governments represented on the Supreme Council had, in the course of the discussions, formally undertaken to accept the solution recommended by the Council of the League."

The Council, at its meeting on August 29th, decided to accept this invitation. It has made the weighty problem which was submitted to it the subject of long deliberations and thorough investigation. It has endeavoured to interpret faithfully and in an equitable spirit the provisions of the Treaty of Versailles with regard to Upper Silesia. The Council, being convinced that its duty was above all to endeavour to find a solution in conformity with the wishes of the inhabitants, as expressed by the plebiscite, while taking into account the geographical and economic situation of the various districts, has been led to the conclusion that it is necessary to divide the industrial region of Upper Silesia. Owing to the geographical distribution of the population and the mixture of the racial elements, any division of this district must inevitably result in leaving relatively large minorities on both sides of the line and in separating important interests.

In these circumstances, the Council considered that it would be desirable to take measures to guarantee, during a provisional period of readjustment, the continuity of the economic life of this region, which, owing to the density of its population, the number of its industrial undertakings, the closely-woven network of its means of communication, possesses the character of a vast agglomeration. It was also of the opinion that it would be desirable to provide for the protection of minorities.

Such are the general principles by which the Council was governed.

* * *

The Council carefully examined various solutions for giving accurate and faithful expression to the results of the plebiscite.

It recognised that solutions based on calculations of the proportion of votes would give results which would constitute an injustice for one side or the other, and it endeavoured to find a system which, when applied, would assign to each State a number of electors not differing appreciably from the total number of votes given in its favour, and which would, at the same time, as far as possible equalise and reduce the minorities.

Guided by the above considerations, as well as by the geographical and economic considerations referred to in the Treaty, the Council came to the conclusion that the most equitable solution could be obtained by the frontier line which is described in Appendix No. I,¹ and the adoption of which it unanimously decided to recommend.

* * *

The measures which the Council considers necessary in order to ensure the continuity of the economic and social existence of Upper Silesia, and to reduce to a minimum the inconveniences of the period of readjustment, are chiefly designed with the following objects :—

¹ This Appendix is not included. The Conference of Ambassadors adopted the frontier line recommended by the Council of the League (see page 1227).

Conserver, pour un certain temps, aux industries du territoire séparé de l'Allemagne leurs anciens marchés et leur mesurer les fournitures indispensables en matières premières et en produits fabriqués ; éviter les troubles économiques que provoquerait la substitution immédiate du mark polonais au mark allemand comme seule monnaie légale dans le territoire attribué à la Pologne ; éviter que le fonctionnement des chemins de fer qui desservent la Haute-Silésie ne soit affecté ; régler le déplacement de la frontière politique ; régler la fourniture d'eau et d'électricité ; maintenir la liberté de circulation des personnes à travers la nouvelle frontière ; garantir le respect de la propriété privée ; garantir aux ouvriers, autant que possible, qu'ils ne perdent pas dans la fraction du territoire attribué à la Pologne les avantages que leur assuraient la législation sociale allemande et leur organisation syndicale ; enfin, assurer la protection des minorités selon le principe d'une réciprocité équitable.

La solution de ces problèmes devrait être assurée par des arrangements réalisés sous la forme d'une convention générale entre l'Allemagne et la Pologne. Le Traité de Versailles a prévu en plusieurs cas analogues des conventions de ce genre. En ce qui concerne la Haute-Silésie, le Traité a réglé certaines questions par des dispositions expresses.

L'article 92 stipule, d'autre part, que « des conventions ultérieures régleront toutes questions qui ne seraient pas réglées par le présent Traité et que pourrait faire naître la cession du dit territoire ».

La conclusion entre les parties d'une convention générale ayant pour effet de placer la Haute-Silésie, pendant la période de transition, sous un régime spécial, paraît répondre aux intentions déjà exprimées par les Etats intéressés. En effet, l'Allemagne aussi bien que la Pologne ont déjà envisagé la création, pour cette région, d'institutions particulières.

* * *

En vue de faciliter la préparation et de veiller à l'exécution des mesures transitoires qui viennent d'être résumées et qui devraient être incorporées dans une convention générale, le Conseil estime qu'il est nécessaire d'instituer une Commission composée en nombre égal d'Allemands et de Polonais de Haute-Silésie et d'un président d'une autre nationalité qui pourrait être désigné par le Conseil de la Société des Nations. Cette Commission pourrait être dénommée « Commission mixte de Haute-Silésie ». Elle serait essentiellement un organe de surveillance.

D'autre part, il serait également utile d'instituer un tribunal arbitral chargé de statuer sur tous différends d'ordre privé que pourrait soulever l'application des mesures transitoires.

Tous différends relatifs à l'exécution et à l'interprétation de la convention générale devront être réglés conformément aux stipulations de cette convention et, éventuellement, au Pacte de la Société des Nations.

* * *

Un certain temps s'écoulera avant que le régime transitoire prévu ci-dessus puisse être définitivement arrêté et mis en vigueur. Il appartient aux Principales Puissances alliées de prendre toutes mesures nécessaires en vue de cette période préliminaire.

Une Commission de délimitation devra fixer sur le terrain le tracé de la frontière. Le soin de prendre les mesures nécessaires pour le maintien de l'ordre pendant cette période transitoire incombera à la Commission interalliée actuellement en fonctions.

Enfin, il importe de nommer sans délai la Commission mixte prévue plus haut, afin que celle-ci puisse prêter son concours à la Commission interalliée qui prendra, en tenant compte du paragraphe 6 de l'annexe à l'article 88 du Traité de Versailles, les mesures destinées à préparer le passage de l'état actuel au régime transitoire.

* * *

Le Conseil de la Société des Nations a l'honneur de transmettre au Conseil suprême un rapport annexe¹ comprenant un exposé des principes qui, selon le Conseil, doivent servir de base à la Convention générale entre les parties.

¹ Voir note en bas de la page suivante.

To preserve, for a certain time, for the industries of the territory separated from Germany their former markets, and to ensure the supplies of raw material and manufactured products which are indispensable to these industries ; to avoid the economic disturbances which would be caused by the immediate substitution of the Polish mark for the German mark as the sole legal currency of the territory assigned to Poland ; to prevent the working of the railways serving Upper Silesia from being affected by the shifting of the political frontier ; to regulate the supplies of water and electricity ; to maintain freedom of movement for individuals across the new frontier : to guarantee respect for private property ; to guarantee, as far as possible, to the workers that they shall not lose, in the portion of territory assigned to Poland, the advantages which were secured to them by German social legislation and by their Trades Union organisation ; and, finally, to ensure the protection of minorities upon the basis of an equitable reciprocity.

The solution of these problems should be achieved by means of arrangements effected under the form of a general Convention between Germany and Poland. The Treaty of Versailles has provided, in several analogous cases, for Conventions of this kind. As regards Upper Silesia, the Treaty has regulated certain questions by means of special provisions.

Article 92 stipulated, moreover, that "further agreements shall regulate all questions arising out of the cession of the above territory which are not regulated by the present Treaty."

The conclusion between the parties of a general Convention which will place Upper Silesia under a special regime during the transitional period seems to correspond to the intentions already expressed by the States concerned. Both Germany and Poland have, indeed, already considered the establishment of special institutions for this region.

* * *

With a view to facilitating the preparation and to supervising the application of the temporary measures, of which a summary has been given above, and which should be incorporated in a general convention, the Council considers that it is necessary to set up a Commission composed of an equal number of Germans and Poles from Upper Silesia, and of a President of another nationality, who might be designated by the Council of the League of Nations. This Commission might be called the "Upper Silesian Mixed Commission." It would be essentially an advisory organ.

Further, it would also be expedient to constitute an arbitral tribunal to settle any private disputes which might be occasioned by the application of the temporary measures.

All disputes in connection with the carrying out and the interpretation of the general Convention should be settled in conformity with the provisions of this Convention and, where necessary, with the Covenant of the League of Nations.

* * *

A certain time will elapse before the temporary regime referred to above can be definitively adopted and put in force. It will be for the Principal Allied Powers to take all measures necessitated by this preliminary period.

A Frontier Delimitation Commission should mark out the course of the frontier on the spot. It will be the duty of the Inter-Allied Commission already in existence to take the necessary measures for the maintenance of order during this preliminary period.

Finally, it is important that the Mixed Commission referred to above should be appointed without delay in order that it may give its assistance to the Inter-Allied Commission, which, taking account the provisions of paragraph 6 of the Annex to Article 88 of the Treaty of Versailles, will take measures for preparing the transition from the present situation to the provisional regime.

* * *

The Council of the League of Nations has the honour to communicate to the Supreme Council Report, which is annexed,¹ containing a statement of the principles which, in the opinion of the Council, would serve as a basis for the general Convention between the parties.

Un deuxième rapport annexe traite, dans le même esprit, les problèmes de nationalité, domicile et de protection des minorités, dont la solution constitue une partie essentielle du maintien de la vie économique en Haute-Silésie.¹

Le Conseil considère les propositions ci-dessus relatives aux conditions économiques comme formant un tout. Dans son ensemble, après que les précisions nécessaires y auront été apportées, le Conseil a la conviction que ce projet sauvegardera les intérêts de la population, les sacrifices qu'il exige de chacun des gouvernements étant compensés par les garanties qu'il apporte en faveur de ses ressortissants passant sous une autre souveraineté.

En ce qui concerne la constitution des organes prévus, comme pour tout ce qui facilite la réalisation du programme, le Conseil de la Société des Nations reste entièrement à la disposition du Conseil suprême.

III.

DÉCISION DE LA CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS.

I. LETTRE DE M. ARISTIDE BRIAND, TRANSMETTANT LA DÉCISION DE LA CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS.

Paris, le 20 octobre 1921.

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de faire tenir, ci-joint, à Votre Excellence, copie de la décision prise le 20 octobre 1921, en application de l'article 88 du Traité de Versailles, par la Conférence des ambassadeurs agissant au nom et par mandat spécial de l'Empire britannique, de la France, de l'Italie et du Japon.

Les Principales Puissances alliées ont, d'autre part, décidé de prier le Conseil de la Société des Nations de bien vouloir désigner la personne chargée de présider les négociations germano-polonaises visées à l'article III de leur décision, ainsi que le Président de la Commission mixte celui du Tribunal arbitral prévus à l'article II de ladite décision.

La Conférence serait heureuse de voir le Conseil de la Société des Nations, en procédant à ces désignations, continuer la collaboration qu'il a si heureusement prêtée aux gouvernements alliés en vue du règlement de la question de Haute-Silésie et pour laquelle j'ai déjà eu l'honneur de vous exprimer les remerciements des Puissances.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) A. BRIAND.

Son Excellence Monsieur le vicomte Ishii,
Ambassadeur du Japon,
Président du Conseil de la Société des Nations,
Paris.

¹ Ces deux rapports annexes ne sont pas reproduits ici, la Conférence des ambassadeurs les ayant incorporés presque mot pour mot dans sa décision. (Cf. page 1227 et suivantes, où les différences entre les deux textes sont indiquées en note).

A second annexed Report deals, in the same spirit, with the problems of nationality, domicile, and the protection of minorities, the solution of which constitutes an essential condition for the maintenance of economic life in Upper Silesia.¹

The Council considers the above proposals with regard to economic conditions as forming a unity. The Council is convinced that this scheme, taken as a whole, and after certain necessary precisions have been introduced, will safeguard the interests of the population, the sacrifices which it requires from each of the Governments being compensated for by the guarantees which it affords in favour of such of their nationals as are to be transferred to another sovereignty.

With regard to the establishment of the organisation referred to, and also with regard to anything else which will facilitate the carrying out of the programme, the Council of the League of Nations remains entirely at the disposal of the Supreme Council.

III.

DECISION OF THE CONFERENCE OF AMBASSADORS.

1. LETTER FROM M. ARISTIDE BRIAND, ENCLOSING THE DECISION OF THE CONFERENCE OF AMBASSADORS.

*Translation.*¹

Paris, October 20th, 1921.

Your Excellency,

I have the honour to transmit to you herewith a copy of the decision taken on October 20th, 1921, in pursuance of Article 88 of the Treaty of Versailles, by the Conference of Ambassadors, acting on behalf of, and under special instructions from, the British Empire, France, Italy and Japan.

The Principal Allied Powers have decided to request the Council of the League of Nations to appoint the person who is to preside over the Germano-Polish negotiations provided for by Article III of their decision, and also the Presidents of the Mixed Commission and the Arbitral Tribunal, which are provided for by Article II of this decision.

The Conference will be grateful if the Council of the League of Nations will designate these persons and thus continue the assistance which it has so successfully given to the Allied Governments in regard to the settlement of the Upper Silesian question, and for which I have already had occasion to convey to you the thanks of the Powers.

I have, etc.,

(Signed) A. BRIAND.

To His Excellency Viscount Ishii,
Japanese Ambassador,

President of the Council of the League of Nations,
Paris.

¹ These two Reports are not inserted. The text of the decision taken by the Conference of Ambassadors (see page 1227) is almost identical with that of the two Reports submitted by the Council of the League. The differences between the two texts are shown in footnotes.

L'EMPIRE BRITANNIQUE, la FRANCE, l'ITALIE et le JAPON, signataires avec les Etats-Unis d'Amérique, comme principales Puissances alliées et associées, du Traité de Paix de Versailles :

Considérant que, aux termes de l'article 88, dernier alinéa du Traité de Paix de Versailles, il leur appartient de fixer, dans la partie de la Haute-Silésie soumise au plébiscite, la ligne frontière entre l'Allemagne et la Pologne en conséquence du dit plébiscite :

Considérant que, le 20 mars 1921, il a été procédé au vote dans les conditions prévues par l'annexe au dit article :

Considérant que, en présence des résultats du vote déterminé par communes, ainsi que de la situation géographique et économique des localités, la cession des territoires dont il s'agit fait naître certaines questions qu'il importe de régler :

Après avoir pris l'avis du Conseil de la Société des Nations,

DÉCIDENT :

I. La frontière entre l'Allemagne et la Pologne, dans la partie de la Haute-Silésie décrite à l'article 88 du Traité de Versailles, est définie comme il suit :

La frontière suit ¹ l'Oder, depuis le point où ce fleuve pénètre en Haute-Silésie jusqu'à la hauteur de Niebotschau ;

De là, elle se dirige vers le nord-est ² en laissant en territoire polonais les communes de Hohelbirken, Wilhelmstal, Raschütz, Adamowitz, Bogunitz, Lissek, Summin, Zwonowitz, Chwallenczitz, Ochojetz, Wilcza (haut et bas), Kriewald, Knurów, Gieraltowitz, Preiswitz, Makoschau, Kunzendorf, Paulsdorf, Ruda, Orzegów, Schlesiengrube, Hohenlinde et en laissant en territoire allemand les communes d'Ostrog, Markowitz, Babitz, Gurek, Stodoll, Niederdorf, Pilchowitz, Nieborowitz, Hammer, Nieborowitz, Schönwald, Ellguth-Zabrze, Sosnica, Mathesdorf, Zaborze, Biskupitz, Bobrek, Schomberg ;

De là, la frontière passe ³ entre Rossberg (à l'Allemagne) et Birkenhain (à la Pologne) ;

De là, elle se dirige vers le nord-ouest ⁴ en laissant en territoire allemand les communes de Karf, Mieschowitz, Stollarzowitz, Friedrichswille, Ptakowitz, Larischhof, Miedar, Hanusek, Neudorf, Twoor, Kottenlust, Potemba, Keltsch, Zawadski, Pluder-Petershof, Klein-Lagiewnik, Skrzidlowitz, Gwosdzian, Dzielna, Ciasnau, Sorowski, et en laissant en territoire polonais les communes de Scharley, Radzionkau, Trockenberg, Neu-Repten, Alt-Repten, Alt-Tarnowitz, Rybna, Piassetzn, Boruschowitz, Mikoleska, Drathhammer, Bruschiek, Wüstenhammer, Kokottek, Koschmieder, Pawonkau, Spiegelhof, (Gutsbezirk), Gross-Lagiewnik, Glinitz, Kochtschütz, Lissau.

De là, vers le nord-ouest, la frontière coïncide avec l'ancienne frontière entre l'Allemagne et la Russie jusqu'à son point de rencontre avec la frontière entre l'Allemagne et la Pologne, telle qu'elle est décrite à l'article 27 du Traité de Versailles. ⁵

La Commission de délimitation prévue par l'article 87 du Traité de Versailles tracera la frontière sur place. Elle commencera immédiatement ses travaux.

II. Les Gouvernements allemand et polonais concluront, dans le plus bref délai possible et par application de l'article 92, dernier alinéa, du Traité de paix, une convention à l'effet de consacrer les dispositions suivantes : ⁶

A. *Chemins de fer.* — Le régime des chemins de fer et tramways appartenant à des intérêts privés ou à des communes restera réglé par leurs concessions en ce qui concerne leurs droits et leurs

¹ Texte du Conseil de la Société : *La ligne frontière suivrait...*

² Texte du Conseil de la Société : *puis se dirigerait vers le nord-est.*

³ Texte du Conseil de la Société : *de là elle passerait.....*

⁴ Texte du Conseil de la Société : *et prendrait la direction du nord-ouest.*

⁵ Texte du Conseil de la Société : *Au nord de cette dernière localité, elle coïnciderait avec l'ancienne frontière de l'Empire allemand, qu'elle rencontre la frontière déjà établie entre l'Allemagne et la Pologne.*

⁶ Le texte du Conseil de la Société porte, au lieu de ce début du paragraphe II, la phrase suivante :

Mesures transitoires concernant la vie économique. Les dispositions suivantes tendent à assurer la continuité de la vie économique en Haute-Silésie après le partage et à réduire au minimum les difficultés de la période d'adaptation.

The BRITISH EMPIRE, FRANCE, ITALY and JAPAN, signatories, together with the United States of America, as Principal Allied and Associated Powers, of the Treaty of Peace of Versailles :

Whereas, by the terms of the last paragraph of Article 88 of the Treaty of Peace of Versailles, they are entrusted with the duty of fixing, in that part of Upper Silesia in which a plebiscite was to be held, the frontier-line between Germany and Poland resulting from this plebiscite ;

Whereas, on March 20th, 1921, a vote was taken under the conditions laid down by the Annex to the aforesaid Article ; and

Whereas, in view of the results of the voting which took place by communes, and of the geographical and economic situation of the localities, the cession of the districts concerned raises certain problems which it is important to settle ;

Now, therefore, after having obtained the opinion of the Council of the League of Nations,

DECIDE that :

I. The frontier between Germany and Poland, in the part of Upper Silesia described in Article 88 of the Treaty of Peace of Versailles, is defined as follows :

The frontier-line follows ¹ the Oder from the point where that river enters Upper Silesia as far as Niebotschau ;

It then runs ² north-east, leaving in Polish territory the communes of Hohenbirken, Wilhelmsnau, Raschutz, Adamowitz, Bogunitz, Lissek, Summin, Zwonowitz, Chwallenczitz, Ochojetz, Wilcza (upper and lower), Kriewald, Knurow, Gieraltowitz, Preiswitz, Makoschau, Kunzendorf, Aulsdorf, Ruda, Orzegow, Schlesiengrube, Hohenlinde ; and leaving in German territory the communes of Ostrog, Markowitz, Babitz, Gurek, Stodoll, Niederdorf, Pilchowitz, Nieborowitzerhammer, Nieborowitz, Schönwald, Ellguth-Zabrze, Sosnica, Mathesdorf, Zaborze, Biskupitz, Obrek, Schomberg ;

Thence it passes ³ between Rossberg (which falls to Germany) and Birkenhain (which falls to Poland) ;

Thence it runs north-west ⁴, leaving in German territory the communes of Karf, Mieschowitz, Dollarzowitz, Friedrichswille, Ptakowitz, Larischhof, Miedar, Hanusek, Neudorf-Tworog, Kottenst, Potemba, Keltsch, Zawadski, Pluder-Petershof, Klein-Lagiewnik, Skrzidlowitz, Gwosdzian, Zielna, Cziasnau, Sorowski, and leaving in Polish territory the communes of Scharley, Radzionkau, Wroclaw, Wroclaw, Neu-Repten, Alt-Repten, Alt-Tarnowitz, Rybna, Piassetzna, Boruschowitz, Mikoska, Drathhammer, Bruschiek, Wüstenhammer, Kokottek, Koschmieder, Pawonkau, Spiegelhof (Gutsbezirk), Gross-Lagiewnik, Glinitz, Kochschutz, Lissau.

To the north of the latter place, it coincides with the former frontier between Germany and Russia as far as the point where that frontier joins the frontier between Germany and Poland, as laid down in Article 27 of the Treaty of Versailles.⁵

The Delimitation Commission provided for in Article 87 of the Treaty of Versailles will mark out the frontier on the spot. It will begin its work at once.

II. The German and Polish Governments will conclude, as early as possible and in accordance with the last paragraph of Article 92 of the Treaty of Peace, a Convention to give effect to the following provisions⁶ :—

A. *Railways*. — The administration of railway and tramway systems which belong to private concerns or municipalities shall continue to be governed by the terms of their concessions, as regards

¹ Text of the Council of the League : *would follow*.

² Text of the Council of the League : *it would then run*.

³ Text of the Council of the League : *it would pass*.

⁴ Text of the Council of the League : *and would take a north-westerly direction*.

⁵ Text of the Council of the League : To the North of the last place it would coincide with the former frontier of the German Empire as far as the point where the latter frontier joins the frontier already fixed between Germany and Poland.

⁶ Instead of the beginning of para. II, the text of the Council of the League has :

Transitional measures of an Economic Nature : The following provisions are designed to ensure continuity in the economic life of Upper Silesia after the partition, and to reduce to a minimum the difficulties of the period of adaptation.

obligations. L'unité de l'exploitation du réseau de la « Schlesische Kleinbahn Aktiengesellschaft » sera maintenue pendant quinze ans.

Pour les chemins de fer de l'Etat allemand à voie normale et à voie étroite, il sera organisé dans le territoire plébiscité, pour une période de quinze ans, un régime d'exploitation mixte. Les quantités de matériel roulant attribuées au territoire plébiscité seront fixées conformément à l'article 371 du Traité de Versailles.

Les tarifs seront uniformes. Conformément à l'article 365 du Traité de Versailles, tout traité spécial en vigueur entre le territoire allemand et un point du territoire plébiscité s'appliquera à tout le territoire plébiscité.

Le bénéfice de tout tarif spécial en vigueur sur le territoire plébiscité s'étendra aux marchandises de même nature en provenance ou à destination de la Pologne, de l'Allemagne et de tout autre pays.

Les horaires seront réglés d'après les besoins de l'industrie et les arrêts imposés aux trains ouvriers franchissant la frontière seront aussi réduits que possible.

Le service des assurances sociales et assurances d'Etat au bénéfice des agents du réseau silésien sera à la charge de ce réseau.

Il sera établi pour l'exploitation du réseau une comptabilité unique comprenant toutes les recettes et toutes les dépenses, y compris les frais d'entretien de la voie et du matériel et les versements au fonds de renouvellement. Les dépenses pour travaux nouveaux feront l'objet d'un compte spécial et seront supportées par l'Etat sur le territoire duquel ils seront exécutés.

Les bénéfices ou le déficit seront répartis entre les deux pays, en proportion de la longueur des lignes appartenant à chacun d'eux et de l'importance du trafic.

B. *Eau et électricité.* — En tant que le territoire renfermant les réseaux d'eau existants ne sera pas attribué en entier à l'un des deux pays et faute d'entente spéciale entre les parties, les réseaux existants seront maintenus. Il sera constitué à cet effet une servitude réciproque. Les réserves d'eau de la région de Tarnowitz et d'Olkucz seront mises à la disposition de tout le territoire haut-silésien dans des conditions équitables. L'activité actuelle des « Oberschlesische Elektrizitätswerke » sera maintenue pendant trois ans. L'Etat polonais pourra racheter la centrale de Chorzów et le réseau qui en dépend.

La société aura, tant qu'une entreprise polonaise ne sera pas constituée, à fournir, dans des conditions égales, l'électricité dans les deux parties du territoire.

C. *Régime monétaire.* — Pendant une période qui ne dépassera pas quinze ans, le mark allemand restera la seule unité monétaire légale dans le territoire plébiscité.

Les deux gouvernements pourront, d'un commun accord, décider de modifier ce régime avant l'expiration de cette période. A défaut d'entente entre les deux gouvernements et dans le cas où une modification du système monétaire deviendrait nécessaire, il appartiendra à la Commission mixte prévue ci-dessous¹ de fixer la date à partir de laquelle le mark allemand cesserait d'être la seule unité monétaire légale.

D. *Service postal.* — Pendant la période où le régime monétaire allemand sera maintenu dans la zone polonaise, les taxes postales, télégraphiques et téléphoniques devront être établies en monnaie allemande.

E. *Régime douanier.* — La frontière douanière sera reportée à la nouvelle frontière politique aussitôt que celle-ci aura été établie.

La loi douanière et les tarifs douaniers allemands et polonais seront appliqués avec les exceptions suivantes :

1° Pendant une période de six mois, les marchandises venant d'autres pays à destination du territoire plébiscité, qui auront acquitté les droits d'entrée à la frontière allemande ou polonaise avant la date du partage de la Haute-Silésie, passeront la frontière en franchise ;

¹ Ces trois mois ne se trouvent pas dans le texte du Conseil de la Société.

their rights and obligations. The railway system of the Schlesische Kleinbahn Aktiengesellschaft shall continue to be operated as a single unit for a period of fifteen years.

For the German State railways, both normal and narrow gauge, a joint system of operation shall be put into force in the plebiscite area, for a period of fifteen years. The amount of rolling-stock allotted to the plebiscite area shall be determined in accordance with Article 371 of the Treaty of Versailles.

Railway rates shall be uniform. In conformity with Article 365 of the Treaty of Versailles, any special tariff in force between the German territory and a point within the plebiscite area shall apply to the whole plebiscite area.

The benefit of any special rate in force in the plebiscite area shall extend to goods of the same kind coming from or going to Poland, Germany or any other country.

The time-tables shall be drawn up in accordance with the needs of industry, and the delay of workers' trains crossing the frontier shall be as short as possible.

The administration of the State insurance and social insurance of employees of the Silesian railway system shall be undertaken by that system.

A single accounts office shall be set up for the whole system to deal with all revenue and expenditure, including the cost of maintenance of the permanent way and rolling-stock and sums set aside on account of depreciation. Expenses of new construction shall be charged to a separate account and shall be borne by the State on whose territory they are carried out.

The profits or deficits shall be divided between the two countries in proportion to the length of the line belonging to each and the amount of traffic.

B. Water and Electric Power. — In so far as the territory which comprises the existing water supply systems has not been entirely allotted to one of the two countries, in default of a special agreement between the parties, the existing systems shall be maintained. For this purpose a system of reciprocal obligation shall be established. The reserve water supply of the Tarnowitz and Olkucz district shall be at the disposal of the whole territory of Upper Silesia, under equitable conditions. The "Oberschlesische Elektrizitätswerke" shall continue to operate as at present for a period of three years. After this the Polish Government may purchase the Chorsow power station and the system dependent thereon.

The above company shall furnish electricity on the same terms to both parts of the territory, as long as a Polish company shall not have been established.

C. Monetary System. — During a period which shall not exceed 15 years, the German mark shall remain the only legal unit of currency in the plebiscite area.

The two Governments may decide by common agreement to modify this system before the expiration of this period. Failing an agreement between the two Governments and in case a modification of the monetary system should become necessary, the Mixed Commission mentioned below¹ will fix the date from which the German mark shall cease to be the only legal unit of currency.

D. Postal Services. — During the period in which the German monetary system is maintained in the Polish zone, the postal, telegraph and telephone charges shall be fixed in German currency.

E. Customs Regime. — The Customs frontier will be made to coincide with the new political frontier as soon as the latter has been fixed.

The German and Polish Customs law and Customs tariffs shall be applied, with the following exceptions :—

1. During a period of six months, goods coming from other countries destined for the plebiscite area, on which the Customs duties levied at the German or Polish frontier have been paid before the date of the partition of Upper Silesia, shall cross the frontier free of duty.

¹ These three words are omitted from the text of the Council of the League.

2° Pendant une période de quinze années, les produits naturels, originaires et en provenance de l'une des deux zones du territoire plébiscité, destinés à être consommés ou utilisés dans l'autre zone, franchiront la frontière en franchise ;

3° a) Pendant une période de six mois, les produits bruts, demi-bruts et denrées fabriqués des établissements industriels de l'une des deux zones du territoire plébiscité, destinés à être utilisés ou transformés dans les établissements industriels de l'autre zone, franchiront la frontière en franchise. Les autorisations délivrées pour l'entrée de ces produits devront mentionner les établissements expéditeurs et destinataires :

b) Pendant une période de quinze ans, les produits bruts, demi-bruts et denrées fabriqués, originaires et en provenance des établissements industriels d'une des deux zones du territoire plébiscité, destinés à être transformés dans les établissements industriels de l'autre zone, franchiront la frontière en franchise lorsqu'ils devront être réimportés dans leur pays d'origine. Les autorisations délivrées pour l'entrée de ces produits devront mentionner les établissements expéditeurs et destinataires :

4° Conformément à l'article 268 du Traité de Versailles, les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de la zone polonaise du territoire plébiscité seront reçus à leur entrée sur le territoire allemand en franchise de tout droit de douane pendant une période de trois années. Le délai de trois ans courra ¹ à partir de la notification du tracé de la frontière à l'Allemagne et à la Pologne.

En ce qui concerne le régime d'exportation, les deux pays s'obligeront à faciliter, pendant une période de quinze ans, l'exportation de leurs territoires respectifs des produits indispensables pour l'industrie de l'une ou de l'autre zone du territoire plébiscité, en fournissant les licences d'exportation nécessaires et en autorisant l'exécution des contrats passés entre particuliers, étant entendu que les droits d'entrée seront payés par ces produits à leur importation sur le territoire allemand ou sur le territoire polonais, sauf les exceptions prévues aux paragraphes précédents.

Toute disposition concernant le régime douanier sur la nouvelle frontière polono-allemande en Haute-Silésie, qui ne serait pas l'application des principes exposés ci-dessus, serait considérée comme ayant le caractère d'un accord commercial ordinaire entre la Pologne et l'Allemagne.

F. *Charbons. Produits miniers.* — Conformément à l'article 90 du Traité de Versailles, la Pologne autorisera, pendant une période de quinze années, à partir de l'attribution définitive du territoire, l'exportation en Allemagne des produits des mines de la zone polonaise du territoire plébiscité.

En ce qui concerne le charbon, il sera tenu compte, pour l'application de cet article, des dispositions des différents traités de paix, des décisions et accords internationaux entre l'Allemagne, la Pologne et les pays intéressés directement ou indirectement à l'importation des charbons de Haute-Silésie, comportant des obligations en matière de charbons pour l'Allemagne et pour la Pologne.

L'Allemagne autorisera, pendant une période de quinze ans, l'exportation dans la zone polonaise du territoire plébiscité des produits des mines de son territoire dans les conditions prévues à l'article 90 du Traité de Versailles. Les quantités de produits miniers auxquelles s'appliquera cette disposition seront calculées sur la moyenne des échanges des années de 1911 à 1913.

G. *Syndicats d'employeurs et d'employés.* — Les Gouvernements allemand et polonais reconnaîtront, pour une période de quinze ans, les syndicats d'employeurs et d'employés qui fonctionneront dans le territoire plébiscité. Ces syndicats pourront conclure des contrats collectifs pour l'ensemble du territoire plébiscité.

H. *Assurances sociales.* — Le transfert des fonds des assurances sociales et des assurances d'Etat allemandes à la Pologne, pour ce qui concerne la partie de la Haute-Silésie qui lui est attribuée, devra avoir lieu conformément aux dispositions et aux conditions de l'article 312 du Traité de Versailles.

¹ Texte du Conseil de la Société : *devrait courir.*

2. During a period of fifteen years the natural products which originate in and come from one of the two zones of the plebiscite area, and are destined for consumption or use in the other zone, shall cross the frontier free of duty.

3. (a) During a period of six months, raw, half-manufactured and unfinished products of the industrial establishments of one of the two zones of the plebiscite area, destined to be used or finished in the industrial establishments of the other zone, shall cross the frontier free of duty. The permits issued for the entry of these products shall mention the names of the consignors and consignees.

(b) During a period of fifteen years, raw, half-manufactured and unfinished products originating in and coming from the industrial establishments of one of the two zones of the plebiscite area, which are to be finished in the industrial establishments of the other zone, shall cross the frontier free of duty when these products are intended for re-importation into the country of origin. The permits issued for the entry of these products shall mention the names of the consignors and the consignees.

4. In conformity with Article 268 of the Treaty of Versailles, natural or manufactured products which originate in and come from the Polish zone of the plebiscite area shall, on importation into German Customs territory, be exempt from all Customs duty during a period of three years. The period of three years shall ¹ be reckoned from the notification of the delimitation of the frontier to Germany and to Poland.

With regard to the export regulations, the two countries shall undertake to facilitate during a period of fifteen years the export from their respective territories of such products as are indispensable for the industry of either zone of the plebiscite area, by supplying the necessary export licences and by authorising the execution of contracts entered into between private individuals, it being understood that the entrance duties shall be paid by these goods upon their importation into German or Polish territory, apart from the exceptions detailed in the foregoing paragraphs.

Any arrangement with regard to the Customs regime on the new Polono-German frontier in Upper Silesia, which is not an application of the principle stated above, shall be considered as an ordinary commercial agreement between Poland and Germany.

F. Coal. Products of the Mines. — In conformity with Article 90 of the Treaty of Versailles, Poland shall permit for a period of 15 years, dating from the definitive allocation of the territory, the exportation to Germany of the products of the mines in the Polish zone of the plebiscite area.

As regards coal, account shall be taken in the application of this Article of the provisions of the different Treaties of Peace, and of the international decisions and agreements, between Germany, Poland and the countries directly or indirectly concerned in the importation of coal from Upper Silesia, which impose obligations on Germany and Poland in respect of coal.

Germany shall permit for a period of 15 years the exportation, to the Polish zone of the plebiscite area, of the products of the mines in its territory, under the conditions laid down in Article 90 of the Treaty of Versailles. The quantities of the products of the mines to which this provision shall apply shall be calculated on the basis of the average exchange of these products in the years 1911 to 1913.

G. Employers' and Workers' Federations. — The German and Polish Governments shall recognise for a period of 15 years the unions of employers and workers whose activities take place within the plebiscite area. These unions may enter into collective contracts throughout the whole plebiscite area.

H. Social Insurance. — The transfer of the funds of German social and State insurances to Poland, in so far as concerns the portion of Upper Silesia assigned to her, shall take place in conformity with the provisions and conditions of Article 312 of the Treaty of Versailles.

¹ Text of the Council of the League: *should*.

Les bénéficiaires des institutions d'assurances sociales ou d'assurances d'Etat recevront toutes les indemnités et pensions qui leur ont été garanties.

Le Gouvernement polonais créera, dans le plus bref délai, des organes d'assurances et de juridiction administrative et contentieuse spéciaux pour la zone polonaise.

Les caisses locales, soit dans la zone polonaise, soit dans l'ensemble du territoire plébiscité (Oberschlesischer Knappschaftsverein, Oberschlesische Bergbauhilfskasse, etc.), seront maintenues pour une période de quinze ans, à moins que les deux gouvernements ne se mettent d'accord pour les diviser plus tôt.

I. *Circulation.* — Pendant quinze ans, tout habitant régulièrement domicilié dans le territoire plébiscité ou y ayant une occupation régulière ou professionnelle recevra gratuitement une carte de circulation qui lui permettra de traverser la frontière sans autre formalité.

J. *Dispositions générales.* — Les dispositions en vigueur sur le territoire plébiscité, notamment en matière minière, industrielle ou commerciale, ou en matière de législation de travail, compris le système d'inspection, resteront en vigueur dans la partie du territoire plébiscité qui sera attribuée à la Pologne, jusqu'à ce que la Pologne ait établi, dans ces matières, des dispositions applicables dans l'ensemble de son territoire et pouvant leur être substituées, étant entendu, cependant, que la Pologne aura le droit d'introduire dans la zone silésienne-polonaise les modifications que l'Allemagne jugera bon d'adopter sur son territoire.

Sans préjudice des dispositions de l'article 256 du Traité de Paix, ces deux pays reconnaîtront et respecteront les droits de toute nature et, notamment, les concessions et privilèges acquis avant la date du partage par des particuliers, des sociétés ou d'autres personnes morales dans le territoire qui leur sera attribué.

La Pologne renoncera pendant quinze ans au bénéfice des articles 92 et 297¹ en ce qui concerne l'expropriation d'établissements industriels, mines ou gisements, sauf si, de l'avis de la Commission mixte, cela est indispensable pour assurer le maintien de l'exploitation.

Tout différend entre le Gouvernement allemand et le Gouvernement polonais qui se produirait pendant une période de quinze ans au sujet d'une mesure législative adoptée par l'un des deux pays touchant le régime des sociétés ou entreprises industrielles ou commerciales qui limiterait d'une manière contraire à l'équité, la liberté de ces sociétés ou entreprises en ce qui concerne la nationalité de leur personnel, de leurs administrateurs ou de leurs capitaux, pourra être déféré par le gouvernement intéressé au Conseil de la Société des Nations, dont les deux gouvernements s'engagent à accepter la décision.

Les deux pays peuvent, d'un commun accord, modifier ou abolir toutes les dispositions du régime transitoire.²

K. *Droits de nationalité et de domicile et protection des minorités en Haute-Silésie.* — Les questions de nationalité des personnes domiciliées, à la date de l'attribution définitive du territoire de la Haute-Silésie, dans la partie attribuée à la Pologne seront réglées conformément à l'article 6 du Traité de Paix de Versailles et aux articles 3, 4, 5 et 6 du Traité du 28 juin 1919 entre les États-Unis d'Amérique, l'Empire britannique, la France, l'Italie et le Japon, d'une part, et la Pologne d'autre part.

Toutes les personnes domiciliées, à la même date, dans cette partie du territoire et qui auront exercé le droit d'option pour la nationalité allemande, conformément à l'article 91 du Traité de Paix de Versailles, sans se servir de la faculté de transporter leur domicile en Allemagne dans les douze mois qui suivront l'exercice du droit d'option, ainsi que les personnes mentionnées dans le paragraphe 2 de l'article 91 du Traité de Versailles, doivent avoir le droit de conserver leur domicile en Pologne pendant quinze ans, à partir de la date de l'attribution définitive du territoire.

Les Polonais, ressortissants allemands, âgés de plus de 18 ans et domiciliés, à la date de l'attribution définitive du territoire, dans la partie attribuée à l'Allemagne, auront la faculté d'opter pour la nationalité polonaise dans les deux ans à partir de cette date, conformément à l'article 91 du Traité de Versailles.

¹ Texte du Conseil de la Société : au bénéfice de l'article 92.

² Texte du Conseil : « toutes les dispositions du régime transitoire, avant l'expiration de la période de quinze ans ».

The beneficiaries of social and State insurance organisations will receive all the compensations and pensions which have been guaranteed to them.

The Polish Government shall establish, as soon as possible for the Polish zone, special insurance organisations and special jurisdiction for administrative matters and for the hearing of cases.

The local benefit societies, whether in the Polish zone or in the whole of the plebiscite area (Oberschlesischer Knappschaftsverein, Oberschlesische Bergbauhilfskasse, etc.), shall be maintained for a period of 15 years, unless the two Governments agree to divide them at an earlier date.

I. *Movement between Zones.* -- During a period of 15 years, any inhabitant regularly domiciled in the plebiscite area, or having a regular or professional occupation therein, shall receive a circulation permit free of payment, which will permit him to cross the frontier without other formalities.

J. *General Provisions.* -- The provisions in force in the plebiscite area, especially with regard to mining, industrial or commercial undertakings and the existing labour legislation including the systems of inspection -- shall remain in force in the portion of the plebiscite area assigned to Poland until such time as Poland shall have passed, in regard to these matters, legislation applicable to the whole of its territory, which may be substituted for the above. Nevertheless, it is understood that Poland shall have the right to introduce in the Polish Silesian zone any modifications Germany shall see fit to adopt in her territory.

Without prejudice to Article 256 of the Treaty of Peace, the two countries shall recognise and respect, in the territory which shall be allotted to them, rights of all kinds -- in particular, concessions and privileges acquired at the date of the partition by individuals, companies or other legal entities.

Poland shall renounce for a period of 15 years the powers granted by Articles 92 and 297¹ as regards the expropriation of industrial undertakings, mines or deposits, save where, in the opinion of the Mixed Commission, such powers are indispensable to ensure continued operation.

Any dispute between the German and Polish Governments which may occur within a period of 15 years in respect of any legislative measure adopted by either of the two countries for the control of companies or industrial or commercial enterprises, and limiting in a manner contrary to justice the freedom of these companies or enterprises, as regards the nationality of their personnel, of their directors or of their capital, may be referred by the Government concerned to the Council of the League of Nations, whose decision both Governments undertake to accept.

The two countries may, by common agreement, modify or annul any of the provisions of the temporary regime².

K. *Rights of Nationality and Domicile and Protection of Minorities in Upper Silesia.* -- Questions relating to the nationality of persons domiciled, at the date of the definitive allocation of the territory of Upper Silesia, in the portion allotted to Poland, will be decided in accordance with Article 91 of the Treaty of Peace of Versailles, and Articles 3, 4, 5 and 6 of the Treaty of June 28th, 1919, between the United States of America, the British Empire, France, Italy and Japan of the one part, and Poland of the other part.

All persons domiciled, at the same date, in this portion of the territory, who shall have opted in favour of German nationality, in accordance with Article 91 of the Treaty of Peace of Versailles, without availing themselves of the right to transfer their domicile to Germany within 2 months after exercising the right of option, together with persons mentioned in paragraph 2 of Article 91 of the Treaty of Versailles, shall have the right to retain their domicile in Poland for a period of 15 years from the date of the definitive allocation of the territory.

All Poles over 18 years of age who are German nationals and who are domiciled, at the date of the definitive allocation of the territory, in the portion allotted to Germany, shall have the right of opting for Polish nationality within two years from this date, in accordance with Article 91 of the Treaty of Versailles.

¹ And 297 not in the text of the Council of the League.

² Text of the Council of the League: before the expiration of the period of 15 years.

Les Polonais domiciliés, à la même date, sur les territoires de la Haute-Silésie reconnus comme faisant définitivement partie de l'Allemagne, doivent avoir le droit de conserver leur domicile en Allemagne pendant quinze ans, à partir de cette date. Cette règle doit s'appliquer aux Polonais, ressortissants allemands, ayant opté pour la nationalité polonaise, conformément à l'article du Traité de paix de Versailles, aussi bien qu'aux nationaux polonais qui n'ont pas été ressortissants allemands.

Le Traité concernant la protection des minorités, etc., conclu le 28 juin 1919, entre les États-Unis d'Amérique, l'Empire britannique, la France, l'Italie et le Japon, d'une part, et la Pologne, d'autre part, est applicable sur la partie de la Haute-Silésie reconnue comme faisant définitivement partie de la Pologne. L'équité, ainsi que le maintien de la vie économique dans la Haute-Silésie demandent que le Gouvernement allemand soit tenu d'accepter, au moins pour la période transitoire de quinze ans, à dater de l'attribution définitive du territoire, des stipulations correspondantes aux articles 1, 2, 7, 8, 9 (alinéas 1 et 2), 10, 11 et 12 du dit traité, pour ce qui concerne la partie de la Haute-Silésie reconnue comme faisant définitivement partie de l'Allemagne.

Les stipulations de l'accord qui sera ¹ conclu entre les Gouvernements allemand et polonais en vue de la mise en pratique des principes ci-dessus énoncés, constituent ² des obligations d'intérêt international pour l'Allemagne et pour la Pologne et seront ³ placées sous la garantie de la Société des Nations de la même façon que les stipulations du Traité du 28 juin 1919.

Toute pétition individuelle ou collective, de la part des habitants de la Haute-Silésie adressée au Conseil de la Société des Nations, relative à ces stipulations ou à l'exécution des stipulations du Traité du 28 juin 1919, dans la mesure où ces stipulations affectent des personnes appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue, sera ⁴ envoyée au gouvernement sur le territoire duquel les pétitionnaires sont domiciliés. Ce gouvernement sera ⁵ tenu de la transmettre, avec un commentaire, au Conseil de la Société des Nations pour examen.

Afin de veiller à l'exécution de ces mesures, il sera institué :

1. Une Commission mixte de Haute-Silésie, composée de deux Allemands et de deux Polonais originaires de Haute-Silésie et d'un président d'une autre nationalité, désigné par le Conseil de la Société des Nations ;

2. Un tribunal arbitral chargé de statuer sur tous différends d'ordre privé qui pourraient soulever l'application de la convention visée ci-dessus. Ce tribunal sera composé d'un arbitre désigné par le Gouvernement allemand et d'un arbitre désigné par le Gouvernement polonais. Le Conseil de la Société des Nations sera prié de désigner le président de ce tribunal.

Tous différends relatifs à l'exécution et à l'interprétation de la convention devront être réglés conformément aux stipulations de cette convention.

III. Le régime conventionnel prévu à l'article II ci-dessus sera négocié par un plénipotentiaire allemand et un plénipotentiaire polonais, sous la présidence d'une personne désignée par le Conseil de la Société des Nations et qui partagera les parties en cas de désaccord entre elles.

Les Gouvernements allemand et polonais sont invités à faire connaître aux Principales Puissances alliées, dans les huit jours à dater de la présente décision, le nom du plénipotentiaire que chacun d'eux désigne pour négocier, dans les conditions indiquées à l'alinéa précédent, la convention relative aux questions économiques et à la protection des minorités, qui devra être établie sur les bases fixées à l'article II. Dès que les plénipotentiaires auront été désignés, il appartiendra au président de les convoquer en tel lieu qu'il jugera convenable.

IV. Aussitôt que les Principales Puissances alliées jugeront que la Commission de délimitation a réalisé sur le terrain une fixation suffisamment précise de la frontière décrite à l'article I et que les négociations prévues à l'article III auront abouti à l'adoption d'un régime conventionnel

¹ Texte du Conseil : *pourrait être.*

² Texte du Conseil : *devraient constituer.*

³ Texte du Conseil : *devraient être.*

⁴ Texte du Conseil : *doit être.*

⁵ Texte du Conseil : *doit être.*

All Poles who are domiciled, at the same date, in those parts of Upper Silesia definitely recognised as part of Germany, shall have the right to retain their German domicile for a period of 5 years from this date. This rule shall apply to Poles who, being German nationals, have opted for Polish nationality in accordance with Article 91 of the Treaty of Peace of Versailles, as well as to Polish nationals who have not been German nationals.

The Treaty with regard to the protection of minorities, etc., concluded on June 28th, 1919, between the United States of America, the British Empire, France, Italy and Japan of the one part, and Poland of the other part, shall be applicable to those parts of Upper Silesia definitely recognised as part of Poland. The principles of equity and the maintenance of the economic life of Upper Silesia demand that the German Government should be bound to accept, at least for the transitional period of 15 years, dating from the definitive allocation of the territory, stipulations corresponding to Articles 1, 2, 7, 8, 9 (paragraphs 1 and 2), 10, 11 and 12 of the said Treaty, as regards those parts of Upper Silesia definitely recognised as part of Germany.

The provisions of the agreement to be concluded between the German and Polish Governments, in order to put into force the above-mentioned principles, constitute obligations of international concern for Germany and Poland, and shall¹ be placed under the guarantee of the League of Nations in the same way as the provisions of the Treaty of June 28th, 1919.

Any petition addressed by one or more of the inhabitants of Upper Silesia to the Council of the League of Nations with regard to these provisions or to the execution of the provisions of the Treaty of June 28th, 1919, in so far as these provisions affect persons belonging to racial, religious or linguistic minorities, shall be sent to the Government in whose territory the petitioners are domiciled. This Government shall be bound to forward them, with or without observations, to the Council of the League of Nations, for consideration.

The following bodies shall be constituted to supervise the carrying out of these measures :—

1. An Upper Silesian Mixed Commission, consisting of two Germans and two Poles, from Upper Silesia, and of a President, of another nationality, appointed by the Council of the League of Nations ;

2. An Arbitral Tribunal, entrusted with the duty of settling any private disputes which may result from the application of the Convention referred to above. This Tribunal shall be composed of one arbitrator appointed by the German Government, and of one arbitrator appointed by the Polish Government. The Council of the League of Nations shall be requested to appoint the President of this tribunal.

All disputes regarding the execution and interpretation of this Convention shall be settled in conformity with the provisions of this Convention.

III. The Convention provided for by Article II above shall be concluded between a German and a Polish plenipotentiary under the presidency of a person appointed by the Council of the League of Nations, that person having a casting vote in case the parties fail to agree.

The German and Polish Governments are requested to inform the Principal Allied Powers, within eight days from the date of the present decision, of the names of the plenipotentiaries whom they have respectively appointed to conclude, under the conditions laid down in the preceding paragraph, the Convention regarding economic questions and the protection of minorities, which is to be drawn up on the lines laid down in Article II. As soon as the plenipotentiaries have been appointed, it shall be the duty of the President to summon them to meet at any place which he considers suitable.

IV. As soon as the Principal Allied Powers consider that the Delimitation Commission has marked out the frontier, defined under Article I, with sufficient accuracy, and as soon as the negotiations provided by Article III have resulted in the adoption of a conventional regime in

¹ Text of the Council of the League : *Should*.

conformément à l'article II, la Commission de plébiscite fera aux Gouvernements allemand et polonais la notification prévue par les alinéas 1 et 2 du paragraphe 6 de l'annexe à l'article 88 du Traité de Paix de Versailles.

V. Les Gouvernements allemand et polonais sont invités à désigner dans les huit jours leurs délégués à la Commission mixte prévue à l'article II, 1^o. La Commission mixte sera immédiatement constituée pour prêter son concours à la Commission interalliée, en vue de l'adoption de mesures destinées à préparer le passage de l'état actuel au régime transitoire.

VI. La présente décision sera officiellement communiquée à la Commission de plébiscite ainsi qu'aux Gouvernements allemand et polonais.

(Signé) HARDINGE OF PENSHURST.
JULES CAMBON.
BONIN.
K. ISHII.

cordance with Article II, the Plebiscite Commission shall convey to the German and Polish Governments the notifications referred to in sub-paragraphs 1 and 2 of paragraph 6 of the Annex Article 88 of the Treaty of Peace of Versailles.

V. The German and Polish Governments are requested to appoint within eight days their delegates for the Mixed Commission referred to in Article II (1). The Mixed Commission shall be immediately constituted to assist the Inter-Allied Commission in framing preparatory measures for the transition from the existing to the provisional regime.

VI. The present decision shall be officially communicated to the Plebiscite Commission and to the German and Polish Governments.

(Signed) HARDINGE OF PENSHURST.
JULES CAMBON.
BONIN.
K. ISHII.

Cour permanente de Justice internationale

I.

NOUVEL ÉTAT AYANT DÉPOSÉ LA RATIFICATION DU PROTOCOLE DE SIGNATURE
DU STATUT DE LA COUR.

Portugal, 8 octobre 1921.

II.

NOUVEL ÉTAT AYANT SIGNÉ LE PROTOCOLE DE SIGNATURE.

Esthonie, 18 octobre 1921.

Permanent Court of International Justice.

I.

NEW STATE HAVING DEPOSITED THE RATIFICATION OF THE PROTOCOL
OF SIGNATURE OF THE STATUTE OF THE COURT.

Portugal, October 8th, 1921.

II.

NEW STATE HAVING SIGNED THE PROTOCOL OF SIGNATURE.

Esthonia, October 18th, 1921.

Organisation du transit.

RATIFICATION PAR L'ALBANIE DES ACTES CONCLUS A BARCELONE.

Genève, le 26 octobre 1921.

Le Secrétaire général a l'honneur de porter à la connaissance des Membres de la Société et des Etats admis à signer les actes conclus à Barcelone que les instruments de ratification par l'Albanie des actes suivants, signés à Barcelone le 20 avril 1921, ont été déposés au Secrétariat de la Société des Nations, le 8 octobre 1921;

Convention et statut sur la liberté de transit;

Convention et statut sur le régime des voies navigables d'intérêt international

Protocole additionnel à la Convention sur le régime des voies navigables d'intérêt international;

Déclaration portant reconnaissance du droit au pavillon des Etats dépourvus de littoral maritime.

Conformément aux dispositions contenues dans les actes susmentionnés, il a été procédé à leur enregistrement, à la date du dépôt de la première ratification.

Transit Organisation.

RATIFICATION BY ALBANIA OF ACTS SIGNED AT BARCELONA.

Geneva, October 26th, 1921.

The Secretary-General has the honour to inform the Members of the League and the States admitted to sign the instruments concluded at Barcelona that the ratification by Albania of the following Acts, signed at Barcelona on April 20th, 1921, was deposited with the Secretariat of the League of Nations on October 8th, 1921 :

- Convention and Statute on Freedom of Transit ;
- Convention and Statute on the Regime of Navigable Waterways of International Concern ;
- Additional Protocol to the Convention on the Regime of Navigable Waterways of International Concern ;
- Declaration recognising the Right to a Flag of States having no Sea Coast.

In accordance with the provisions of these Acts, steps were duly taken to register them, with effect from the date of deposit of the first ratification.

Limitation des dépenses nationales pour les Armements.¹

I.

RÉPONSE DU GOUVERNEMENT DE L'INDE.

[Traduction.]

INDIA OFFICE,
I. et O. 513/21

Whitehall, London, S. W. 1, le 23 juillet 1921.

Monsieur,

J'ai l'honneur de répondre à votre lettre du 8 mars N° 21/31/27².

Cette lettre a trait à l'application du vœu adopté par la majorité de l'Assemblée le 14 décembre 1920, et relatif à la limitation des dépenses de service militaire, naval et aérien pendant les deux années financières qui feront suite à l'exercice actuellement en cours.

J'ai l'honneur de vous informer que cette question a été l'objet d'un examen approfondi et que la politique du Gouvernement de l'Inde est tout à fait en harmonie avec l'esprit qui a dicté ce vœu.

Des réductions considérables de dépenses ont déjà été effectuées ; il se peut, d'autre part, que de nouvelles économies soient rendues possibles au cours des deux années à venir, mais il doit être nettement établi que toutes les économies réalisables sont soumises aux réserves spécifiées dans le vœu.

Il importe également que la politique du Gouvernement de l'Inde puisse faire l'objet de nouvelles décisions si les vœux de l'Assemblée ne sont pas adoptés par les autres Puissances.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) KERSHAW.

Au Secrétaire général de la Société des Nations,
Genève.

¹ Voir *Journal officiel*, II^e année, N° 3, page 256, N° 4, pages 318-328, N° 5-6, pages 445-463, N° 8, pages 830 et 831, et N° 9, pages 960 et 961.

² Voir *Journal officiel*, II^e année, N° 3, page 256.

Limitation of National Expenditure on Armaments.¹

I.

REPLY FROM THE GOVERNMENT OF INDIA.

DIA OFFICE.
& O. 513/21.

Whitehall, London, S.W.1, July 23rd, 1921.

I have the honour to refer to your letter of March 8th, No. 21/31/27,² regarding the question giving effect to the recommendation adopted by a majority of the Assembly on December 14th, 20, as to the limitation of expenditure on military, naval and air services during the two financial years following the financial year now current.

I have the honour to inform you that the matter in question has received careful consideration and that the policy of the Government of India is entirely in harmony with the spirit of the recommendation. Substantial reductions in expenditure have already been effected and further economies may be possible within the next two years, but it will be understood that all economies must be subject to the reservations mentioned in the recommendation.

At the same time, the Government of India's policy must be liable to reconsideration if the recommendations of the Assembly are not adopted by other Powers.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) KERSHAW.

The Secretary-General,
League of Nations,
Geneva.

¹ See *Official Journal*, 2nd Year, No. 3, page 256; No. 4, pages 318-328; Nos. 5-6, pages 445-463; No. 8, pages 830 and 831; and No. 9, pages 960 and 961.

² See *Official Journal*, 2nd Year, No. 3, page 256.

II.

RÉPONSE DU GOUVERNEMENT SUÉDOIS.

MINISTÈRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES.

Stockholm, le 19 août 1921.

Monsieur le Secrétaire général,

Me référant à votre lettre du 8 mars de cette année, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement suédois salue avec la plus vive sympathie tous les projets qui peuvent être de nature à entraîner une limitation effective et simultanée des armements dans tous les pays. C'est en conformité de ces sentiments que le représentant suédois à la première Assemblée a donné son adhésion au vœu relatif à la limitation des dépenses militaires, navales et aériennes. Le Gouvernement suédois est convaincu également que la réalisation générale de ce vœu marquerait un pas dans la voie de la réduction souhaitée des armements.

En ce qui concerne, toutefois, la défense nationale de la Suède, la question de son organisation future est actuellement soumise dans toute son extension à une enquête approfondie, dont il est encore impossible de prévoir le résultat. Celui-ci ne sera connu que dans plusieurs mois. Dans ces conditions, le Gouvernement suédois ne se trouve pas, à son regret, en mesure de faire, dès maintenant, une déclaration précise quant à la suite qu'il compte donner au vœu de l'Assemblée.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) WRANGEL,
Ministre des Affaires étrangères en Suède

Sir Eric Drummond,
Secrétaire général de la Société des Nations,
Genève.

II.

REPLY FROM THE SWEDISH GOVERNMENT.

translation].

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

Stockholm, August 19th, 1921.

With reference to your letter of March 8th, 1921, I have the honour to inform you that the Swedish Government gladly welcomes all schemes which may contribute to bring about an effective and simultaneous limitation of armaments in all countries. It was in accordance with this attitude that the Swedish Representative at the First Assembly adhered to the recommendation regarding the limitation of military, naval and air expenditure. The Swedish Government is, moreover, convinced that, were this recommendation universally adopted, a notable progress in the direction of the desired reduction in armaments would be attained.

In so far, however, as the national defence of Sweden is concerned, the question of its future organisation forms at present the subject of a complete and detailed examination, the result of which cannot yet be foreseen, and will only be made known in a few months' time. In these circumstances, the Swedish Government regrets that it is at present unable to make a definite statement regarding the action which it is likely to take in compliance with the recommendation of the Assembly.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) WRANGEL,
Swedish Minister for Foreign Affairs.

Eric Drummond,
Secretary-General of the League of Nations,
Geneva.

Albanie.

I.

TÉLÉGRAMMES DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Tirana, 18 septembre 1921.

Le commandant des forces serbes du Drin a sommé notre officier sur la frontière, par un ultimatum, d'évacuer dans vingt-quatre heures les localités suivantes qui se trouvent jusqu'ici sous notre occupation : Muher, Arras, Sinaj, Gryka, Dardha et Malilures ; et il menace que si, dans ce délai, on ne procède pas à l'évacuation, des troupes serbes marcheront en avant pour occuper ces villages. Il y a trois jours, ces localités albanaises furent visitées par M. Marcuard, délégué de la Croix-Rouge internationale, et M. Eyes, consul britannique. Les dites localités ayant une valeur stratégique, les autorités serbes en exigent l'évacuation en vue de faciliter l'irruption des bandes serbes sur territoire albanais. Veuillez faire les démarches nécessaires pour protester contre cette nouvelle tentative d'agression des autorités serbes.

Délégation albanaise,
Hôtel de Russie,
Genève.

(Signé) PANDELI EVANGHELI,
Ministre des Affaires étrangères.

Valona, 19 septembre 1921.

Monsieur le Secrétaire général de la Société des Nations, Genève.

Le 17 courant, le commandant des forces serbes du Drin a sommé notre officier sur la frontière d'évacuer dans 24 heures les localités albanaises suivantes qui se trouvent jusqu'ici sous notre occupation : Muher, Arras, Sinaj, Gryka, Dardha et Malilures, en menaçant que si, dans ce délai, on ne procède pas à l'évacuation des dites positions les troupes serbes marcheront en avant pour les occuper de force. Le 18 septembre, trois heures après midi, l'artillerie serbe a commencé à bombarder le village d'Arras et d'autres positions sur la frontière. Le but de cette agression des troupes régulières serbes est de faciliter l'irruption des bandes serbes sur le territoire albanais pour y fomentier des troubles. En protestant énergiquement contre cette nouvelle agression des troupes serbes, je prie vivement Votre Excellence de vouloir bien assurer l'intervention de la Société des Nations auprès du Gouvernement yougoslave pour prévenir l'effusion de sang et le retour des événements de nature à troubler gravement la paix dans les Balkans, ainsi que faire valoir les déclarations faites par Son Excellence M. Fisher, lors de la séance du 25 juin dernier en ce qui concerne la défense de la nation albanaise.

PANDELI EVANGHELI,
Ministre des Affaires étrangères.

Albania.

I

TELEGRAMS FROM THE ALBANIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

[Translation.]

Tirana, September 18th, 1921.

The Officer in Command of the Serbian forces on the Drin has sent an ultimatum to our Officer on the frontier, calling upon him to evacuate within twenty-four hours the following places which up to now have been held by us: Muher, Arras, Sinaj, Gryka, Dardha and Malilures. He threatens that, if the evacuation is not carried out within this period, the Serbian troops will advance and occupy these villages. Three days ago these Albanian localities were visited by Mr. Piccard, of the International Red Cross Society, and Mr. Eyres, British Consul. Since these places have a strategical value, the Serbian Authorities demand their evacuation in order to facilitate the inroads of Serbian troops into Albanian territory. Kindly take the necessary steps to enter my protest against this new attempt at aggression by the Serbian authorities.

Albanian Delegation,
Hôtel de Russie,
Geneva.

(Signed) PANDELI EVANGHELI,
Minister for Foreign Affairs.

[Translation.]

Secretary-General, League of Nations, Geneva,

Valona, September 19th, 1921.

On the 17th inst. the Officer in command of the Serbian forces on the Drin called upon our Officer to evacuate within 24 hours the following Albanian localities, which up to present have been occupied by us: Muher, Arras, Sinaj, Gryka, Dardha and Malilures; he threatened that if the evacuation of these positions was not carried out within this period, the Serbian forces would advance and occupy them by force. On September 18th, at 3 p.m., Serbian artillery began to bombard the village of Arras and other positions on the frontier. The aim of this aggression on the part of the regular Serb forces is to facilitate the inroads of Serbian troops into Albanian territory, in order to stir up trouble there. I protest against this new aggression by the Serbian troops and urgently beg our Excellency to secure the intervention of the League of Nations, with a view to bringing pressure to bear upon the Yugo-Slav Government to prevent bloodshed and the recurrence of events which will disturb the peace of the Balkans; and also to give effect to H.E. Mr. Fisher's pronouncement during the meeting of June 25th last regarding the defence of the Albanian nation.

PANDELI EVANGHELI,
Minister for Foreign Affairs.

Tirana, 21 septembre 1921.

Les Serbes ont occupé hier Arras et Muher et y mirent le feu. De nombreux volontaires sont accourus de par toute l'Albanie pour s'opposer à l'invasion serbe ; on remarque entre autres les volontaires de Himara.

La population est prise de panique devant les dévastations des Serbes.

(Signé) PANDELI EVANGHELI,
Ministre des Affaires étrangères.

Les troupes serbes, parmi lesquelles des Russes de l'armée Wrangel, ont avancé dans le territoire albanais à 5 kilomètres à l'ouest de la bourgade d'Arras, mais les milices albanaises, aidées par les volontaires ont exécuté des contre-attaques, les Serbes ont été délogés des localités qu'ils avaient prises trois jours auparavant et refoulés vers le Drin.

Des combats acharnés sont en cours de se livrer, pour chasser les Serbes d'une partie du village d'Arras qu'ils continuent à occuper. Parmi les prisonniers serbes faits par les Albanais, il y a des Russes.

Le 20 courant, les Serbes ont livré une attaque du côté de Kastrati, au nord de Scutari, mais ont été repoussés en laissant treize morts. Les pertes albanaises sont très élevées tant parmi les combattants que parmi la population rurale.

(Signé) PANDELI EVANGHELI,
Ministre des Affaires étrangères.

Tirana, 25 septembre 1921.

Sur la prétendue révolte des Mirdites, le Gouvernement albanais a obtenu les données suivantes. Le Gouvernement serbe avait donné à Marka Gjoni un million et demi de francs or afin que de grandes quantités de munitions, disant que le tout lui était envoyé par la France qui voulait prendre la République de Mirdita sous sa protection.

Le Gouvernement albanais a mis le Consul de France à Scutari au courant des agissements déloyaux de la Serbie.

Les Serbes concentrent de grandes forces sur la frontière de Scutari en vue d'envahir cette ville. Les troupes serbes qui opèrent contre l'Albanie sont sous le commandement du général Mitro Martinovitch.

Voici les détails sur les combats de ces cinq derniers jours : les 19 et 20 courant, les Serbes ont attaqué nos frontières du Drin, faisant usage de canons de gros calibre. Devant la supériorité numérique des envahisseurs, les troupes albanaises se sont repliées pour attendre des renforts. Le 21, nos troupes ont livré des contre-attaques et après de violents combats ont forcé les Serbes à abandonner en désordre leurs positions, évacuant tout le territoire qu'ils avaient occupé. Pendant ces combats les troupes serbes ont employé des gaz asphyxiants. Les troupes albanaises ont pris trois mitrailleuses et un grand nombre de fusils, de grenades et de bombes. Les Serbes ont laissé sur le terrain 57 soldats et quatre officiers morts. Parmi les prisonniers il y a deux officiers.

(Signé) PANDELI EVANGHELI,
Ministre des Affaires étrangères.

P. S. — Malgré les efforts des autorités serbes à faire jouer un rôle contre l'Albanie à Marka Gjoni, celui-ci ne réussit jamais à fomenter une insurrection à Mirdita, où toute la population est restée fidèle au Gouvernement central.

La révolte dite de Mirdita et annoncée par la presse serbe avec tant de bruit, n'a consisté en réalité que dans des attaques livrées contre la frontière albanaise par des bandes recrutées et armées en territoire serbe et conduite par des officiers de l'armée yougo-slave.

L'entreprise de ces bandes ayant échoué, le Gouvernement serbe a mis en mouvement ses troupes.

translation]

Tirana, September 21st, 1921.

The Serbs yesterday occupied and set fire to Arras and Muher. Numerous volunteers assembled from all over Albania to resist the Serbian invasion; among others there were volunteers from Himara.

The inhabitants are panic-stricken at the devastation wrought by the Serbs.

(Signed) PANDELI EVANGHELI,
Minister for Foreign Affairs.

translation]

Tirana, September 22nd.

The Serbian troops, including Russians of the Wrangel Army, advanced into Albanian territory, 5 kilometres west of the village of Arras, but the Albanian militia, assisted by volunteers, delivered counter-attacks, the Serbs were dislodged from the positions they had taken three days before, and driven back towards the Drin.

Desperate battles are being fought to drive the Serbs from a part of the village of Arras, which they continue to occupy. Among the Serb prisoners taken by the Albanians are some Russians.

On the 20th inst., the Serbs attacked near Kastrati, north of Scutari, but were repulsed, leaving 13 dead. Albanian losses are very high both among combatants and among the rural population.

(Signed) PANDELI EVANGHELI,
Minister for Foreign Affairs.

translation.]

Tirana, September 25th, 1921.

The Albanian Government has obtained the following information with regard to the alleged insurrection of the Mirdites. The Serbian Government had given a million and a half gold francs and great quantities of munitions to Marka Gjoni, stating that these were sent to it by France, which desired to take the Mirdite Republic under its protection.

The Albanian Government has informed the French Consul at Scutari of Serbia's disloyal action.

The Serbians are concentrating large forces on the Scutari frontier with the intention of investing that city. The Serbian troops which are operating against Albania are under the command of General Mitrio Martinovitch.

The following are the details of the fighting during the last five days:— On the 19th and 20th of this month the Serbians attacked our frontiers on the Drin, using heavy guns. Before the numerical superiority of the invaders the Albanian troops withdrew to await reinforcements. On the 21st our troops carried out counter-attacks, and after heavy fighting forced the Serbians to retire in disorder from their positions, evacuating the whole of the territory which they had occupied. During this fighting the Serbian troops made use of asphyxiating gas. The Albanian troops captured 3 machine guns and a large number of rifles, hand grenades and bombs. The Serbians left 57 soldiers and 4 officers dead on the field. There are 2 officers among the prisoners.

(Signed) PANDELI EVANGHELI,
Minister for Foreign Affairs.

P.S. — In spite of the endeavours of the Serbian authorities to make Marka Gjoni conduct a campaign against Albania, he has never succeeded in inciting an insurrection in Mirdita, where the whole of the population has remained loyal to the Central Government.

The alleged insurrection in Mirdita which was announced in such glowing colours by the Serbian Press was nothing more than a series of attacks carried out against the Albanian frontier bands recruited and armed in Serbian territory and led by officers of the Jugo-Slav army.

These bands having failed to achieve their object, the Serbian Government sent its troops to action.

II.

LETTRE DE LA DÉLÉGATION
DU ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES.

DÉLÉGATION DU ROYAUME DES SERBES,
CROATES ET SLOVÈNES
A L'ASSEMBLÉE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.
N° 63.

Genève, le 25 septembre 1921.

Monsieur le Secrétaire général,

La délégation du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes à l'Assemblée de la Société des Nations vient de recevoir de Son Excellence M. Pachitch, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, le télégramme suivant :

« Belgrade, 24 septembre

« Toutes les nouvelles répandues dans l'opinion publique étrangère concernant un ultimatum que nous aurions adressé à l'Albanie, ainsi que celles qui se rapportent à une attaque effectuée par nos troupes contre les postes-frontières albanais, sont dénuées de tout fondement. Ces informations ont été lancées dans l'opinion publique avec le but évident d'embrouiller la question albanaise, au détriment de nos intérêts légitimes, juste au moment où l'on commence à la discuter.

PACHITCH. »

Dans l'espoir que vous voudrez bien donner publicité à ce télégramme, je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma haute considération.

Le premier délégué :
M. SPALAIKOVITCH.

Son Excellence Sir Eric Drummond,
Secrétaire général de la Société des Nations,
Genève.

II.

LETTER FROM THE DELEGATION OF THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS
AND SLOVENES.

[Translation]

DELEGATION OF THE SERB-CROAT-SLOVENE STATE
TO THE ASSEMBLY
OF THE LEAGUE OF NATIONS.
No. 63.

Geneva, September 25th, 1921.

ir,

The Delegation of the Serb-Croat-Slovene State to the Assembly of the League of Nations
has received the following telegram from H.E. M. Pachitch, President of the Council and Minister
of Foreign Affairs :—

“ Belgrade, September 24th.

“ All reports current in foreign circles regarding an ultimatum which we are supposed to
have sent to Albania, as well as the reports of an attack by our troops on the Albanian frontier
wards are entirely without foundation. These assertions have been circulated abroad with the
obvious intention of complicating the Albanian question, to the detriment of our legitimate
interests, at the very moment when the matter is about to be discussed.

PACHITCH.”

May I venture to hope that you will give publicity to this telegram.

I have the honour to be, etc.

(Signed) M. SPALAIKOVITCH,
Chief Delegate.

to His Excellency Sir Eric Drummond,
Secretary-General of the League of Nations,
Geneva.

III.

NOUVELLE LETTRE DE LA DÉLÉGATION SERBE-CROATE-SLOVÈNE.

Belgrade, le 25 septembre 1921.

Le Ministère des Affaires étrangères communique ce qui suit au sujet des derniers événements de l'Albanie :

La ligne de démarcation du secteur d'Arras, où se sont produits les récents événements commence à Cafa-Nour, suit la ligne de la montagne de Svelitia, passe par Mali Kalcerit, pour atteindre ensuite le Drin à l'embouchure de la rivière Mala Luressi. En conséquence, les villages de Mohour Darde, Arras et Sina Grika se trouvent embrassés par notre ligne de démarcation.

Au cours de l'hiver dernier, nos forces ont installé leur campement dans les dits villages, vu que le ravitaillement des troupes sur les positions était impraticable à cette saison de l'année. Pendant l'été dernier, ces villages furent dégarnis et ne conservèrent que de très faibles détachements d'occupation ; la paix, pourtant, ne fut pas troublée. Cependant, tout dernièrement, un officier albanais a réussi à se faufiler avec ses gendarmes à travers la ligne de démarcation en s'installant en face de faibles détachements serbes du secteur d'Arras, somma le commandant serbe, au nom du Gouvernement de Tirana, d'évacuer cette région. Comme toute réponse, le commandant serbe invita l'officier albanais à s'éloigner le plus vite possible et lui assigna comme délai dernier le 18 septembre 16 heures, faute de quoi l'officier albanais, avec ses hommes, serait éloigné de vive force.

Le délai échu, les troupes serbes procédèrent, les 18 et 19 septembre, à la réoccupation du territoire sans aucune lutte, étant donné que les Albanais se sont retirés après un court feu d'artillerie. Cependant, le 20 septembre, les troupes régulières albanaises ont attaqué notre détachement sur la rive gauche du Cerni Drin, près de Kljes, et le forcèrent à se retirer jusqu'à la tête de pont sur le Drin. Le 21 septembre, les forces albanaises d'un millier d'hommes avec deux canons et deux mitrailleuses ont attaqué nos troupes qui se trouvaient sur les positions de Mali Kalcerit, de notre côté de la ligne de démarcation. Devant les forces supérieures albanaises, nos troupes se sont repliées sur les positions d'Arras ; le lendemain, le 22 septembre, le gros des forces albanaises s'est installé à Kalcerit, en plaçant ses avant-gardes près du village de Moustaf, au nord de Darde. Le 23 septembre, les Albanais ont attaqué, à 3 heures du matin, nos troupes près du village de Reci et on réussit à les refouler sur la rive droite du Drin, à la hauteur du village de Kljes.

Il est évident, par conséquent, que nos troupes n'ont fait que réoccuper, les 18 et 19 septembre, la partie de notre territoire dont les Albanais s'étaient emparés de force en refusant de l'évacuer. Il en ressort également que les Albanais ont attaqué, les 21, 22 et 23 septembre, nos troupes avec des forces supérieures, en violant ainsi la ligne de démarcation et en faisant irruption dans notre territoire.

Il est clair que l'action albanaise armée revêt un caractère sérieux ; c'est précisément à la même époque de l'année dernière que des opérations identiques ont été entreprises. A cette occasion également, les Albanais ont répandu dans l'opinion publique étrangère les nouvelles comme quoi ce furent les troupes serbes qui les avaient attaqués ; la même histoire se répète cette année aussi.

D'après ce qui vient d'être exposé, il résulte que pas un soldat serbe n'a franchi la ligne de démarcation et qu'il s'agit d'une attaque préméditée et soigneusement préparée dans le but de provocation.

III.

FURTHER LETTER FROM THE SERB-CROAT-SLOVENE DELEGATION.

[translation.]

Belgrade, September 25th, 1921.

The Ministry for Foreign Affairs communicates the following on the latest events in Albania :

The frontier line of the Arras sector, where the latest events occurred, begins at Cafa-Nour, follows the mountain line from Svelitia, passes through Mali Kalcerit, and finally reaches the Drin at the mouth of the river Mala Luressi. Consequently the villages of Mohour, Darde, Arras and Sina rika are included within our frontier line.

During last winter our forces established camps in the afore-mentioned villages, as it was impossible to get food supplies to the troops in position at that season of the year. During last summer these villages were cleared and only very weak garrison detachments remained ; nevertheless, peace was not disturbed. Quite recently, however, an Albanian officer succeeded in slipping through the frontier line with his gendarmes and establishing himself opposite the weak Serbian detachments in the Arras sector. He called upon the Serbian major in the name of the Tirana Government to evacuate this region. By way of answer the Serbian major told the Albanian officer to leave as soon as possible, giving him till 4 o'clock on September 18th as the time limit, failing which, the Albanian officer with his men would be driven out by force.

When this period had elapsed the Serbian troops, on September 18th and 19th, reoccupied the territory without any conflict, the Albanians having retired after slight artillery fire. On September 20th, however, the regular Albanian troops attacked our detachment on the left bank of the Drin, near Kljes and forced it to retire to the bridgehead on the Drin. On September 21st, the Albanian forces, consisting of 1,000 men with two guns and two machine guns, attacked our troops on the Mali Kalcerit positions on our side of the frontier line. Before the superior strength of the Albanian troops our forces retired on the Arras positions ; the next day, September 22nd, the major part of the Albanian forces established itself at Kalcerit, posting its advance guards near the village of Moustaf to the north of Darde. On September 23rd, the Albanians attacked our troops at 3 a.m. near the village of Reci and succeeded in forcing them back on the right bank of the Drin up to the village of Kljes.

It is therefore evident that our troops only reoccupied on September 18th and 19th that part of our territory which the Albanians had forcibly seized and refused to evacuate. It is therefore so evident that the Albanians attacked our troops with superior forces on September 21st, 22nd and 23rd, thus crossing the frontier line and invading our territory.

It is clear that the action of the Albanian army is of a serious character ; identical operations were undertaken at precisely the same period of last year. On that occasion also the Albanians read the news for the benefit of public opinion abroad that it was the Serbian troops who had attacked them. This year also the same story is repeated.

From what has just been stated, it is evident that not a single Serbian soldier has crossed the frontier line, and we have here a case of a premeditated and carefully prepared attack intended to provoke trouble.

Belgrade, le 25 septembre 1921.

Le Ministère des Affaires étrangères communique encore au sujet des événements d'Albanie. Nous sommes en mesure de déclarer que non seulement nos troupes n'ont pas dépassé la ligne de démarcation, mais, par suite des derniers événements, elles se trouvent éloignées de cette ligne sur les positions de Kljes, sur le Cerni Drin.

Le Gouvernement de Tirana a concentré dans ce secteur près de 3000 hommes, qui ont violé la ligne de démarcation tenue par nos troupes depuis 1918, en obligeant nos avant-postes, plus faibles numériquement, à se replier et abandonner quelques villages, dont Arras, Darde et Sine.

Notre armée a repris les dits villages de ce secteur de la ligne de démarcation. Cependant, nos troupes albanaises ont renouvelé leur attaque, le 20 septembre, contre nos troupes se trouvant devant Kljes. L'attaque de la part des troupes régulières albanaises a été encore renouvelée le 21 septembre dans des proportions beaucoup plus larges. Un millier d'hommes avec deux canons et deux mitrailleuses a attaqué nos faibles unités en deçà de la ligne de démarcation, vers le Kalceri et a réussi à les refouler vers Arras.

L'ordre est donné de chasser les assaillants et de rétablir la ligne de démarcation.

IV.

TÉLÉGRAMME DE MIRDITIE TRANSMIS PAR LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'ALBANIE.

D'Oroshi via Valona, le 26 septembre 1921.

Nous soussignés, chefs de la Mirditie réunis le 22 septembre en Assemblée générale à Oroshi, chef-lieu de notre contrée, avons l'honneur de vous prier de porter à la connaissance de la Haute Assemblée la motion suivante votée à l'unanimité :

Nous considérons traître à notre patrie le nommé *Marka Gjoni*, qui, pour satisfaire ses ambitions personnelles, a agi contre l'unité nationale en proclamant sur un territoire étranger une République mirdite, afin de servir les intérêts de la Serbie. Nous déclarons solennellement que nous sommes prêts, comme toujours, à faire tous les sacrifices et à défendre l'indépendance et l'intégrité de l'Etat albanais. Nous protestons très énergiquement contre l'immixtion continuelle de la Serbie dans nos affaires intérieures dans le but de fomenter des troubles et favoriser la réaction de ses visées impérialistes. Nous supplions la Haute Assemblée d'intervenir pour mettre fin à ces intrigues ourdies contre la sécurité nationale.

Les notables mirdites, Gjok Dede, Palica, Prenk Gjoni, Nduelesh Kola, Dod Lleshi, Ndrek Prenk Kola, Boci, Rrok Kola, Simon Marka, Kol Prendi, Nikoll Gyon Brunga, Llesh Rrok Kola, Marka Ndoc Koleci, Dre Ndoci, Zef Prendi, Marka Ndeji, Ndoc Perkulla, Marka Gjok, Ndreka Zef Cupi, Zef Nikolla, Prenk Nikolli, Ndoc Marka, Ndoc Pergjoni, Ndoc Ded Kola, Preng Marka Deda, Zef Lazer Noka, Frok dod Prenga, Gjoni Marka Gjoni, Don Zef Skana, Don Nikolla, Don Ndre Lufi, Don Pasko Krasaniqi, Don Zef Gjoni, Pietre Frok Ndreka, Nikoll Kol Gjoka, Prenk Gjok Doda, Pietre Marka Ndreka, Nduc Perdoda Perdo, Ndoka Gjet Dod, Prenka Ddoc Permarka, Marka Ndoc Gjoni, Zef Nikolla Prendi, Ndoc Nikolle Gjini, Simon Prenk Marka.

[translation]

Belgrade, September 25th, 1921.

The Ministry for Foreign Affairs again communicates the following on the subject of events in Albania :

We are in a position to declare that not only have our troops not crossed the frontier line, but as a result of the latest events they are far from that line in the positions of Kljes on the Cerni in.

The Tirana Government has concentrated in that sector nearly 3,000 men, who have violated the frontier line, held by our troops since 1918, thus forcing our advance guards, numerically weaker, to retire and to abandon some villages, including Arras, Darde and Sine.

Our army has retaken the said villages of this sector of the frontier line. The Albanian troops, however, renewed their attack on September 20th against our troops before Kljes. The attack by the regular Albanian troops was again renewed on September 21st on a very much larger scale. A thousand men with two guns and two machine guns attacked our weak units beyond the frontier line near the Kalcerit and succeeded in driving them back towards Arras.

The order has been given to drive out the attacking troops and to re-establish the frontier line.

IV.

TELEGRAM RECEIVED FROM MIRDITIA THROUGH THE ALBANIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

[translation.]

From Oroshi via Valona, September 26th, 1921.

We, the undersigned, the chieftains of Mirditia, at a General Assembly held on September 26th at Oroshi, the chief town of our country, have the honour to request you to communicate to the august Assembly the following resolution, which was unanimously adopted :

We denounce as a traitor to our country *Marka Gjoni*, who, to satisfy his personal ambitions, has acted in a manner prejudicial to our national unity by proclaiming on foreign territory a Mirdite Republic in order to serve the interests of Serbia. We solemnly declare that we are now, as ever, ready to sacrifice everything in the defence of the independence and the integrity of the State of Albania. We vigorously protest against the continual interference of Serbia in our domestic affairs with the object of encouraging disorder and a reaction in favour of her imperialistic ideas. We treat the Assembly to intervene and put an end to these intrigues contrived against our national safety.

The Mirdite Notables :— Gjok Dede, Palica, Prenk Gjonit, Nduelesh Kola, Dod Lleshi, Ndrek Prenk Kola, Boci, Rrok Kola, Simon Marka, Kol Prendi, Nikoll Gyon Brunga, Llesh Rrok Kola, Marka Ndoc Koleci, Dre Ndoci, Zef Prendi, Marka Ndeji, Ndoc Perkulla, Marka Gjok, Ndreka Zef Cupi, Zef Nikolla, Prenk Nikolli, Ndoc Marka, Ndoc Pergjoni, Ndoc Ded Kola, Preng Marka Deda, Zef Lazer Noka, Frok dod Prenga, Gjon i Marka Gioinit, Don Zef Skana, Don Nikolla, Don Ndre Lufi, Don Pasko Krasaniqi, Don Zef Gjoni, Pietre Frok Ndreka, Nikoll Kol Gjoka, Prenk Gjok Doda, Pietre Marka Ndreka, Nduc Perdoda Perdo, Ndoka Gjet Dod, Prenka Ddoc Permarka, Marka Ndoc Gjoni, Zef Nikolla Prendi, Ndoc Nikolle Gjini, Simon Prenk Marka.

V.

LETTRE DE LA DÉLÉGATION HELLÉNIQUE AUPRÈS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS
TRANSMETTANT UN TÉLÉGRAMME D'ATHÈNES.

DÉLÉGATION HELLÉNIQUE
AUPRÈS DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS

Genève, le 27 septembre 1921.

La Délégation hellénique à l'honneur de transmettre sous ce pli au Secrétariat général de la Société des Nations, copie d'une dépêche qu'elle vient de recevoir d'Athènes et de le prier de vouloir bien la porter si possible demain à la connaissance des Membres de la Société des Nations, en la faisant en même temps insérer dans le *Journal* de l'Assemblée.

Au Secrétariat général
de la Société des Nations, Genève.

Athènes, le 26 septembre 1921.

Le Gouvernement albanais a donné des ordres pour l'expulsion des familles des chrétiens résidant en dehors de l'Albanie. Les mauvais traitements et les meurtres continuent de la part des Albanais dans le district de Korytza. Le 4/17 courant l'instituteur de Vostissa a été arrêté, d'autres personnes ont été emprisonnées. Les autorités albanaises ont interdit le fonctionnement des écoles.

VI.

TÉLÉGRAMMES DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'ALBANIE.

I.

DÉLÉGATION ALBANAISE
AUPRÈS DE
LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

Genève, le 11 octobre 1921.

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-inclus copie de deux dépêches que je viens de recevoir du Ministre des Affaires étrangères, Son Excellence M. Pandeli Evangheli.

Par ces attaques continuelles des troupes serbes la situation de l'Albanie devient de plus en plus critique et je vous serais très reconnaissant, Monsieur le Secrétaire général, de vouloir bien

V.

LETTER FROM THE GREEK DELEGATION TO THE LEAGUE OF NATIONS
AND TELEGRAM FROM ATHENS.

[translation.]

GREEK DELEGATION
TO THE
LEAGUE OF NATIONS.

Geneva, September 27th, 1921.

The Greek Delegation has the honour to forward to the Secretariat of the League of Nations the attached copy of a telegram which it has just received from Athens, with the request that it may be brought to the knowledge of the Members of the League of Nations to-morrow, if possible ; and at the same time that it may be inserted in the *Journal* of the Assembly.

the Secretariat of the
League of Nations, Geneva.

[translation.]

Athens, September 26th, 1921.

The Albanian Government has given orders for the expulsion of the families of Christians living outside Albania. Persecution and murders on the part of the Albanians in the district of Vlorë continue. On September 4th/17th the schoolmaster of Vostissa was arrested, and other persons were imprisoned. The Albanian authorities have closed the schools.

VI.

TELEGRAMS FROM THE ALBANIAN PRIME MINISTER AND MINISTER FOR
FOREIGN AFFAIRS.

I.

[translation.]

ALBANIAN DELEGATION TO THE
LEAGUE OF NATIONS.

Geneva, October 11th, 1921.

I have the honour to send you herewith copies of two telegrams which I have just received from His Excellency M. Pandeli Evangheli, Minister for Foreign Affairs.

As a result of these constant attacks by the Serbian troops, the situation of Albania is becoming more and more critical, and I should be very grateful if you would kindly communicate copies

communiquer d'urgence copie de ces deux dépêches à Messieurs les Membres du Conseil et de Société des Nations, afin qu'une prompte intervention de leur part empêche l'envahissement l'Albanie par les troupes serbes et l'extermination de notre race.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma très haute considération

Le Président de la délégation albanaise,
(Signé) F.-S. NOLI.

Son Excellence Sir Eric Drummond,
Secrétaire général de la Société des Nations,
Genève.

Valona, le 9 octobre 1921.

Les autorités militaires serbes ont adressé un ultimatum verbal à notre commandant de frontière, en lui enjoignant d'évacuer dans trois jours la contrée de la sous-préfecture de Bougnai, située dans la Malessia Jakova. En protestant énergiquement contre cette nouvelle violation des frontières albanaises par des troupes serbes, je prie Votre Excellence de vouloir bien assurer intervention Société Nations pour empêcher les agressions réitérées des troupes serbes.

Le Ministre des Affaires étrangères,
(Signé) PANDELI EVANGHELI.

Valona, le 10 octobre 1921.

D'après les rapports télégraphiques de notre commandant sur la frontière Drin, la Serbie concentre à Louma et Koule deux trois régiments munis d'artillerie, mitrailleuses et autres moyens de guerre avec l'intention d'occuper la Mirditie et Loura. Le 8 courant, les troupes serbes du Drin ont attaqué nos détachements. Après des combats durant quelques heures, nos forces numériquement inférieures ont abandonné Bultsh, Muhur et Sinaj et se sont retirées vers les montagnes Vargut et Plaj. Les avions serbes faisant des reconnaissances sur notre territoire sont en pleine activité. Selon dépositions d'un soldat déserteur serbe, l'armée serbe cantonne le long de notre frontière et viserait d'envahir toute l'Albanie. Veillez faire les protestations énergiques contre cette agression et démarches nécessaires pour empêcher l'envahissement de l'Albanie.

Le Ministre des Affaires étrangères,
(Signé) PANDELI EVANGHELI.

2.

DÉLÉGATION ALBANAISE
GENÈVE.

Monsieur le Secrétaire général,

Genève, le 20 octobre 1921.

J'ai l'honneur de vous communiquer, d'ordre de mon gouvernement, copie des deux télégrammes que je viens de recevoir du Président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères d'Albanie, Son Excellence M. Pandeli Evangheli.

« Le dix courant, les troupes serbes occupèrent la préfecture de Bougnai, chef-lieu de la Malessia de Jakovo, et renvoyèrent les fonctionnaires albanais. A la suite de cette occupation, toute la population du district, prise de panique, abandonna les habitations et se réfugia à Scutari d'Albanie. »

These two telegrams, as a matter of urgency, to the Members of the Council and of the League of Nations, so that they may intervene promptly to prevent the invasion of Albania by the Serbian troops and the extermination of our race.

I have, etc.,

(Signed) F. S. NOLI,

President of the Albanian Delegation.

His Excellency Sir Eric Drummond,
Secretary-General of the League of Nations,
Geneva.

[Translation.]

Valona, October 9th, 1921.

The Serbian military authorities have addressed a verbal ultimatum to our officer in command of the frontiers, ordering him to evacuate within three days the country in the sous-prefecture of Gjakova in Mallesia. We protest in the strongest manner against the fresh violation of the Albanian frontiers by Serbian troops, and beg Your Excellency to ensure the intervention of the League of Nations in order to prevent repeated aggressions of Serbian troops.

(Signed) PANDELI EVANGHELI,

Minister for Foreign Affairs.

Valona, October 10th, 1921.

According to telegraphic reports from our officer in command on the Drin frontier, Serbia is concentrating at Luma and Kule two (or ?) three regiments equipped with artillery, machine guns and other war material with the intention of occupying Mirditia and Lura. On the 8th the Serbian troops of the Drin attacked our detachments. After several hours' fighting, our numerically inferior forces evacuated Bultsh, Muhur and Sinaj and retired towards the mountains of Vargut and Plaj. Serbian aeroplanes are actively engaged in carrying out reconnaissances over our territory. According to statements made by a Serbian military deserter, the Serbian army is encamped all along our frontier and intends to overrun the whole of Albania. Please make energetic protests against this aggression and take the necessary steps to prevent the invasion of Albania.

(Signed) PANDELI EVANGHELI,

Minister for Foreign Affairs.

2.

[Translation.]

ALBANIAN DELEGATION.
GENEVA.

Geneva, October 20th, 1921.

I have the honour to communicate to you under instructions from my Government a copy of two telegrams which I have just received from the President of the Council and Minister of Foreign Affairs of Albania, H. E. M. Pandeli Evangheli.

"On the 10th inst., Serbian troops occupied the prefecture of Bougnia, the capital of the Mallesia of Jakovo, and dismissed the Albanian officials. As a result of this occupation, the whole population of the district are panic-stricken. They are abandoning their houses and taking refuge in Scutari in Albania."

« Le dix-sept courant, les troupes serbes ont occupé Oboti, situé sur la rive de la Bojana, à une faible distance de la ville de Scutari et expulsèrent nos fonctionnaires civils et militaires. Ces continuelles agressions serbes provoquent une effervescence populaire dont personne ne peut prévoir les conséquences. Veuillez faire les démarches urgentes pour mettre fin à cette situation pleine de périls ».

Je vous prie, Monsieur le Secrétaire général, de vouloir bien porter d'urgence, à la connaissance des Membres du Conseil de la Société des Nations les deux dépêches sus-mentionnées, afin que toutes les mesures soient prises pour sauvegarder la paix, si sérieusement menacée dans les Balkans.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma très haute considération.

Pour la délégation albanaise :

(Signé) BLINISHTI.

A l'Honorable Sir Eric Drummond,
Secrétaire général de la Société des Nations,
Genève.

3.¹

DÉLÉGATION ALBANAISE
AUPRÈS DE
LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

Genève, le 27 octobre 1921.

Monsieur le Secrétaire général,

Par ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance deux télégrammes que je viens de recevoir de Son Excellence M. Pandeli Evangheli, Président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères d'Albanie.

I.

« Suis informé de source sûre que, sous la conduite des autorités helléniques, de nombreuses bandes de comitadjis se rassemblent sur différents points de notre frontière, avec l'intention de la franchir et de provoquer des désordres en Albanie méridionale. Cet état de choses étant de nature à compromettre la paix des Balkans, je vous prie de faire des démarches pour que des représentations soient faites auprès du Gouvernement hellénique. »

II.

« Nos commandants sur la frontière méridionale nous informent que le long de nos frontières sont concentrés 12,000 irréguliers comitadjis grecs munis de canons et de mitrailleuses.

« Selon nouvelles sûres les troupes vont appuyer le mouvement de ces irréguliers qui franchiront incessamment nos postes-frontière et déclencheront une offensive contre nos troupes. Deux bateaux de guerre grecs soi-disant révoltés contre le Gouvernement prendront part à ce mouvement. Un écriteau placé par poste-frontière grecs aux alentours de la localité Nesarya porte l'inscription Vorios Epiri (Epire du Nord).

« Je vous prie instamment de faire les démarches nécessaires pour empêcher cette agression imminente.

Le Premier Ministre,
(signé) PANDELI EVANGHELI.

¹ Ce document a été communiqué à la Conférence des ambassadeurs des principales Puissances alliées et associées.
Paris.

"On the 17th inst., Serbian troops occupied Oboti on the river Bojana, a short distance from the town of Scutari, and drove out our civil and military officials. This continual aggression on the part of the Serbs is provoking popular excitement, the consequence of which it is impossible to foresee. Kindly take urgent steps to put an end to this extremely dangerous situation."

I beg you urgently to inform the members of the Council of the League of Nations of these two circumstances, in order that every step may be taken to preserve the peace, which is so seriously threatened in the Balkans.

I have, etc.,

(Signed) BLINISHTI,
For the Albanian Delegation.

Mr Eric Drummond,
Secretary-General of the League of Nations,
Geneva.

3.¹

ALBANIAN DELEGATION TO
LEAGUE OF NATIONS.
[Translation.]

Geneva, October 27th, 1921.

Acting on instructions from my Government, I have the honour to bring to your knowledge the telegrams which I have just received from His Excellency M. Pandeli Evangheli, Prime Minister and Minister for Foreign Affairs of Albania :

I.

"I have reliable information that, under the leadership of the Greek authorities, numerous bands of comitadjis are collecting on different points of our frontier for the purpose of crossing it and inciting disorder in Southern Albania. As this state of affairs is likely to disturb peace in the Balkans, I beg you to take steps to ensure that a representation be made to the Greek Government."

II.

"Our officers in command on the Southern frontier have informed us that 12,000 irregular Greek comitadjis with guns and machine guns are concentrated all along our frontier.

"According to reliable information, the troops will support the movement of these irregulars, who are about to attack our frontier posts and start an offensive against our troops. Two Greek war vessels, pretending to revolt against the Government, will take part in the movement. A notice board placed by a Greek frontier post in the neighbourhood of Nesarya bears the inscription Vorios Epiros (Northern Epirus).

"Please take immediately the necessary steps to stop this imminent attack.

"(Signed) PANDELI EVANGHELI,
"Prime Minister."

¹ This document has also been forwarded to the Conference of Ambassadors of the Principal Allied and Associated Powers in Paris.

Je vous prie, Monsieur le Secrétaire général, de vouloir bien communiquer d'urgence les télégrammes ci-dessus mentionnés à MM. les Membres du Conseil de la Société des Nations, afin que les mesures, nécessitées par ces circonstances, fussent prises.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma très haute considération

Pour la délégation albanaise :

(Signé) BLINISHTI.

A l'Hon. Sir Eric Drummond,
Secrétaire général de la Société des Nations,
Genève.

4.¹

DÉLÉGATION ALBANAISE

Genève, le 1^{er} novembre 1921.

Monsieur le Secrétaire général,

Malgré les multiples démarches que le gouvernement albanais fait depuis des mois auprès de la Société des Nations et des Grandes Puissances, pour faire cesser les attaques continues des Serbes contre l'Albanie et nonobstant les recommandations de la Société des Nations, le Gouvernement de Belgrade vient cette fois-ci de déclarer ouvertement la guerre à l'Albanie en l'attaquant avec ses armées régulières et en utilisant à cette fin les engins les plus perfectionnés de la guerre.

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur, Monsieur le Secrétaire général, de vous transmettre ci-dessous copie de deux télégrammes qui viennent de m'être adressés par son Excellence M. Pandeli Evangheli, Président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères d'Albanie :

« Tirana, le 30 octobre. — Après un violent bombardement, commencé le 26 courant, de considérables forces serbes ont attaqué et disloqué nos faibles détachements se trouvant à l'ouest du village de Muhur. L'offensive serbe continue tous les jours avec grande véhémence et utilise à cette fin tous les moyens de guerre les plus perfectionnés. »

« Tirana, le 31 octobre. — Selon les derniers rapports reçus du front, l'armée serbe, en nombre considérable, continue sans cesse l'offensive contre nos troupes et, après un combat violent, où les deux parties ont eu des pertes sensibles, elle s'avance vers le sud, position stratégique d'une extrême importance. L'avance serbe étant de nature à envahir toute l'Albanie septentrionale, veuillez faire des démarches pour empêcher cet envahissement. »

Vu la rapidité avec laquelle les troupes serbes envahissent le pays, je vous serais très reconnaissant, Monsieur le Secrétaire général, de vouloir bien communiquer les deux précédentes dépêches télégraphiquement, à Messieurs les Membres de la Société des Nations et aux chancelleries des Grandes Puissances, afin que toutes les mesures efficaces soient prises avant que l'envahissement total de l'Albanie septentrionale par les troupes serbes ne soit un fait accompli et que de graves complications n'en découlent pour la paix dans les Balkans.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma plus haute considération

Pour la délégation albanaise :

(Signé) BLINISHTI.

A l'Honorable Sir Eric Drummond,
Secrétaire général de la Société des Nations,
Genève.

¹ Ce document a été communiqué par télégramme aux Membres du Conseil.

I urgently request you, Sir, to be good enough to communicate these telegrams immediately to the members of the Council of the League of Nations, in order that the measures which these circumstances demand may be taken.

For the Albanian Delegation :

(Signed) BLINISHTI.

the Honourable Sir Eric Drummond,
Secretary-General of the League of Nations,
Geneva.

4.¹

translation.]

ALBANIAN DELEGATION.

Geneva, November 1st, 1921.

In spite of the fact that the Albanian Government has, for months past, made repeated appeals to the League of Nations and to the Great Powers to put an end to the continuous attacks of the Serbs upon Albania, and in spite of the recommendations made by the League of Nations, the Government of Belgrade has now openly declared war on Albania, attacking her with regular troops and with the most modern instruments of war.

Under orders from my Government, I have the honour to transmit to you copies of two telegrams which I have just received from His Excellency M. Pandeli Evangheli, President of the Council and Minister for Foreign Affairs of Albania :

"Tirana, October 30th.—After a violent bombardment opened on the 26th inst. large forces of Serbian troops attacked and turned our small detachments to the West of the village of Muhur out of their positions. The Serbian offensive is still continuing with great violence and with the help of all the most modern instruments of war."

"Tirana, October 31st.—According to the last reports received from the front, the Serbian army in considerable force is still continuing its offensive against our troops, and after a violent battle in which both sides have suffered considerable losses, is nearing Lurina, a strategical position of the first importance. As the Serbian advance threatens the invasion of the whole of Northern Albania, please take steps to prevent this invasion."

In view of the speed with which the Serbian troops are advancing into the country, I should be very grateful if you would telegraph these two communications to the Members of the League of Nations and to the Foreign Offices of the Great Powers, in order that all effective measures may be taken before invasion of the whole of Northern Albania by Serbian troops becomes a *fait accompli* before serious consequences arise to threaten the peace of the Balkans.

I have the honour to be, etc.

For the Albanian Delegation :

(Signed) E. B. BLINISHTI.

Honourable Sir Eric Drummond,
Secretary-General of the League of Nations,
Geneva.

¹ This document has been telegraphed to the Members of the Council.

VII.

LA QUESTION DE LA MIRDITIE.

TÉLÉGRAMMES COMMUNIQUÉS SUR LA DEMANDE DE MGR. FAN NOLI, PREMIER DÉLÉGUÉ DE L'ALBANIE
A LA SECONDE ASSEMBLÉE DE LA SOCIÉTÉ.

Scutari (Albanie), le 5 octobre 1921.

Comme chef de l'Episcopat et au nom de tout clergé d'Albanie, je désavoue le Père franciscain Antoine Ashiku, déjà expulsé d'Albanie comme traître de notre patrie, qui s'est rendu en Yougoslavie, lequel, sous un nom d'emprunt et un faux mandat, est au service d'une nation étrangère et tente d'accomplir à Genève le plus ignominieux des exploits. Le clergé catholique est solidement lié avec le Gouvernement de Tirana et de concert avec tous les Albanais de toute religion et de toute la région de la Mirditie, qui fait et fera toujours partie intégrale de la Mère Patrie.

L'Archevêque de Scutari et Métropolitaine de l'Albanie
(Signé) JACQUES SEREGGI.

Orosi, le 7 octobre 1921.

Je soussigné, chef religieux Mirditie, ayant appris avec grand étonnement des démarches faites par un certain Antoine Ashiku, soi-disant chef de délégation mirdite, pour demander la séparation de la Mirditie avec notre Mère Patrie, me permets de signaler que notre gouvernement central a un caractère purement national et non religieux, est composé de citoyens albanais de trois religions. Au nom de tout clergé catholique et de la population mirdite, je proteste énergiquement contre les agissements du susnommé, qui est service de propagande étrangère et vous prie de n'ajouter aucune foi aux communications qu'il se permettrait de faire au nom de la Mirditie. J'ajoute que notre délégation auprès de la Société des Nations représente toute l'Albanie. La population Mirditie ne peut qu'à fortifier l'indépendance de l'Albanie et défendre l'intégrité territoriale du pays contre les ambitions et intrigues de ses voisins.

Chef religieux Mirditie,
DON JOSEPH GIONALI.

Tirana, 9 octobre 1921.

Nous, les représentants de la population catholique albanaise au Parlement national ayant appris qu'un certain Antoine Ashiku aurait fait démarche auprès de la Société des Nations, en qualité de représentant de la Mirditie, nous empressons de mettre en garde l'Assemblée contre les manœuvres de cet individu qui ne représente que lui-même et qui, au surplus, est notoirement connu pour agent de propagande Yougo-Slavie et comme tel est expulsé depuis l'année dernière du territoire national et de l'ordre franciscain. Nous ajoutons encore que les populations catholiques albanaises n'ont jamais nourri ni exprimé des désirs d'autonomie, mais au contraire, elles sont décidées à défendre jusqu'au bout l'unité et l'indépendance de la patrie commune.

Députés catholiques au Parlement albanais :

(Signé) PATER ANDRÉ MEDJA,
PATER FISHTA,
LOUIS GOURAKOUKI,
PATUK SARAGI,
KOL THACI,
SHUK-GOURAKOUKI.

VII.

THE QUESTION OF MIRDITIA.

TELEGRAMS CIRCULATED AT THE REQUEST OF MONSEIGNEUR FAN NOLI, CHIEF DELEGATE FOR ALBANIA AT THE SECOND ASSEMBLY OF THE LEAGUE OF NATIONS.

[Translation.]

Scutari (Albania) October 5th, 1921.

As Head of the Episcopate, and on behalf of all the clergy of Albania, I disown the Franciscan father Antoine Ashiku, who has already been expelled from Albania as a traitor to our country, and has gone to Jugo-Slavia. He is now endeavouring, under a borrowed name, with false credentials, and in the service of a foreign country, to carry out a most disgraceful intrigue at Geneva. The Catholic clergy are at one with the Government of Tirana, and are in agreement with all the Albanians of all religions, and of the whole Mirdite country, which is and always will be an integral part of the mother country.

(Signed) JACQUES SEREGGI,
Archbishop of Scutari and Primate of Albania.

[Translation.]

Oroshi, October 7th, 1921.

I, the undersigned, religious Head of Mirditia, having learned, with the greatest surprise, of the steps taken by a certain Antoine Ashiku, calling himself Head of the Mirdite Delegation, and asking for the separation of Mirditia from our mother country, take this opportunity to point out that our Central Government is purely national and non-religious in character and is made up of Albanian citizens of three religions. On behalf of all the Catholic clergy, and of the Mirdite people, I make the strongest protest against the action of this person, who is in the service of a foreign power for propaganda purposes, and request you to put no faith in any statements he may make on behalf of Mirditia. I would add that our Delegation to the League of Nations represents the whole of Albania. The Mirdite people desire only to strengthen Albanian independence and to defend the territorial integrity of the country against the ambition and intrigue of its neighbours.

(Signed) DON JOSEPH GIONALI,
Religious Head of Mirditia.

[Translation.]

Tirana, October 9th, 1921.

We, the Representatives of the Catholics of Albania in the National Parliament, having learned that a certain Antoine Ashiku has approached the League of Nations as a Delegate of Mirditia, hasten to put the Assembly on its guard against the manoeuvres of this man, who represents no one but himself and who is well known to be a propaganda agent of Jugo-Slavia. As much he was expelled last year from the national territory and from the Franciscan Order. We would add that the Albanian Catholics have never entertained or expressed desires for autonomy. On the contrary, they are determined to defend to the end the integrity, unity and independence of their mother country.

Catholic Deputies in the Albanian Parliament :

(Signed) PATER ANDRE MEDJA,
PATER FISHTA,
LOUIS GOURAKOUKI,
PATUK SARAGI,
KOL THACI,
SHUK-GOURAKOUKI.

Ravitaillement des réfugiés russes à Constantinople¹.

Correspondance échangée
entre le Haut Commissaire pour les réfugiés russes
et le Gouvernement français.

I.

LETTRE DU HAUT COMMISSAIRE POUR LES RÉFUGIÉS RUSSES
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Monsieur le Président,

Genève, le 22 septembre 1921

Le Gouvernement français a bien voulu, par ses délégués au Conseil de la Société des Nations, prendre part à mon élection comme Haut Commissaire pour les réfugiés russes. Je suis heureux de vous remercier d'abord de ce témoignage de confiance et de vous assurer que, tout en me rendant compte parfaitement de l'énormité de la tâche entreprise par la Société des Nations, je ne suis pas sans espoir que des mesures pourront être prises pour liquider plus ou moins définitivement la situation malheureuse de la plupart des réfugiés russes.

Ce n'est pas à moi à vous signaler, Monsieur le Président, que si l'état dans lequel se trouvent ces malheureux dans tous les pays d'Europe est digne de pitié, leur situation à Constantinople et dans ses environs ne peut être qualifiée que de tragique. Le Gouvernement français a supporté pendant de très longs mois la lourde charge de subvenir aux besoins de ces malheureux, dépensant pour cela des sommes très importantes et dépassant ainsi ce que l'on pouvait attendre d'un gouvernement soucieux de remplir ses devoirs d'humanité.

Cependant, les délégués du Gouvernement français ont à plusieurs reprises attiré l'attention des œuvres humanitaires sur l'impossibilité où le gouvernement se trouverait bientôt de poursuivre la lourde tâche qu'il avait entreprise et, au moment même où j'acceptais d'être Haut Commissaire

¹ Voir *Journal Officiel*, II^eme année, N° 9, pages 755-759.

Rationing of Russian Refugees at Constantinople.¹

Correspondence between the High Commissioner for Russian Refugees and the French Government.

I.

LETTER FROM THE HIGH COMMISSIONER FOR RUSSIAN REFUGEES TO THE MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS OF THE FRENCH REPUBLIC.

[Translation.]

Geneva, September 22nd, 1921.

Your Excellency,

The French Government, through its Representatives on the Council of the League of Nations, was good enough to further my election as High Commissioner for the Russian Refugees. I have great pleasure in thanking you first of all for this mark of confidence and in assuring you that, though fully aware of the magnitude of the task which the League of Nations has undertaken—I am not without hope that measures may be taken to relieve more or less definitely the unfortunate situation of most of the Russian Refugees.

It is not for me to point out to Your Excellency that, although in all European countries the state of these unfortunate people is pitiful enough, their situation in Constantinople and its neighbourhood is really tragic. For many months, the French Government has borne the heavy burden of supplying the needs of these unhappy people; it has expended vast sums for this purpose and has thus gone far beyond what could be reasonably expected of any Government which was anxious to fulfil its duty to humanity.

The Representatives of the French Government have, however, on several occasions drawn the attention of charitable institutions to the fact that the Government would soon find it impossible to carry on the heavy work it had undertaken, and at the very moment when I accepted the

¹ See *Official Journal*, 2nd Year, No. 9, pages 755-759.

pour la Société des Nations, le Gouvernement français faisait savoir à la Conférence organ à Genève qu'il se voyait dans la nécessité de suspendre presque immédiatement le ravitaillement des réfugiés russes à Constantinople, si généreusement poursuivi jusqu'ici par les autorités françaises.

La situation dans laquelle je me trouve à la suite de ces déclarations est des plus pénibles. Au moment même où j'espérais pouvoir concentrer tous les efforts du Haut Commissaire sur des mesures d'émigration, de transport d'un pays à l'autre, d'organisation du travail qui doivent régler définitivement la situation de la plupart de ces réfugiés et permettre ainsi au Gouvernement français de cesser sa tâche humanitaire, en pleine conscience que tous ceux qu'il a secourus jusqu'ici sont pourvus ailleurs, l'annonce que le Gouvernement français va cesser le ravitaillement des réfugiés russes à Constantinople risque de rendre tout à fait impossible l'action prévue par le Haut Commissariat de la Société des Nations, en remettant au premier plan de ses préoccupations la question du pain quotidien dont ces malheureux ont besoin immédiatement.

Je viens donc prier votre Excellence de bien vouloir reconsidérer la question. Je serais infiniment heureux que le Gouvernement français, confiant dans les efforts que je suis en train de faire pour évacuer autant que possible de réfugiés de Constantinople et pour assurer à tous les réfugiés des possibilités de travail, voulût bien suspendre sa décision d'arrêter le ravitaillement des réfugiés russes à Constantinople pour quelque temps encore. Cette mesure seule permettra au Haut Commissariat de la Société des Nations de travailler rapidement et avec efficacité à la solution définitive du problème.

En assurant Votre Excellence de la considération entière que j'ai dans la bienveillance avec laquelle le Gouvernement français voudra bien reconsidérer la question, je vous prie de vouloir bien agréer l'assurance de ma très haute considération.

Le Haut Commissaire pour les réfugiés russes
(Signé) NANSEN.

A Son Excellence M. Briand,
Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères
de la République française,
Paris.

II.

RÉPONSE DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Monsieur le Haut Commissaire,

Paris, le 30 septembre 1921.

Par lettre en date du 22 septembre dernier, vous avez bien voulu attirer mon attention sur la nécessité de maintenir pendant quelque temps encore le ravitaillement des réfugiés russes se trouvant dans la région de Constantinople.

Comme vous avez tenu à le constater, le Gouvernement français a dépensé pour l'entretien des réfugiés russes des sommes très importantes et il lui a paru impossible de prolonger plus longtemps les lourds sacrifices qu'il s'est imposés jusqu'ici par pur devoir d'humanité.

Mais, soucieux de faciliter le plus possible l'œuvre que vous avez entreprise et comptant que tous les efforts seront faits pour activer le placement des réfugiés qui restent encore à Constantinople,

appointment as High Commissioner of the League of Nations, the French Government informed the Conference convened at Geneva that it would be compelled to discontinue almost immediately the rationing of the Russian Refugees at Constantinople, which up to that time had been so generously carried out by the French authorities.

This declaration places me in an extremely awkward position. I had hoped to be able to concentrate all the efforts of the High Commission on measures of emigration, of transport from one country to another, of organisation of labour—measures for the final settlement of the position of the majority of these refugees which would allow the French Government to relinquish its humanitarian work with the knowledge that all those whom it had assisted hitherto were being provided for in other countries. The announcement, however, that the French Government intends the rationing of the Russian Refugees at Constantinople threatens to render impossible the action to suspend which the High Commission of the League of Nations had proposed to take, and raises again the paramount necessity of finding the daily bread of which these unfortunate people stand in immediate need.

I would therefore beg Your Excellency to reconsider this matter. I should be infinitely grateful if the French Government—relying on the efforts I am making to evacuate from Constantinople as many of the refugees as possible, and to secure for all of them a chance to earn their living—could postpone for a short time the execution of its decision to discontinue the rationing of the Russian Refugees at Constantinople. This step alone would enable the High Commissioner of the League of Nations by rapid and efficient work to find a final settlement of this problem.

I beg to assure your Excellency of my full confidence in the goodwill of the French Government, and trust that it will reconsider the matter.

I have the honour to be, etc.

(Signed) F. NANSEN,
High Commissioner for the Russian Refugees.

To His Excellency M. Briand,
President of the Council,
Minister for Foreign Affairs of the French Republic,
Paris.

II.

REPLY FROM THE MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS OF THE FRENCH REPUBLIC.

[Translation.]

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

Paris, September 30th, 1921.

Sir,

In your letter dated September 22nd last you were good enough to draw my attention to the necessity of continuing, for a time, the rationing of the Russian refugees at present in the Constantinople area.

As you pointed out, the French Government has expended large sums on the maintenance of the Russian refugees, but has considered that it can no longer bear the heavy burdens to which it had on purely charitable grounds hitherto consented.

Anxious, however, to assist as far as possible in the work which you have undertaken, and assured that every effort will be made to expedite the evacuation of the refugees still in Constan-

tinople, j'ai décidé, conformément à votre désir, de ne pas supprimer plus de rations qu'il n'y aura de partants. Au moment d'achever une tâche considérable et difficile, le Gouvernement de la République veut laisser l'impression que la France a rempli jusqu'au bout et dans l'esprit le plus large la mission qu'elle avait spontanément assumée.

Veillez agréer, Monsieur le Haut Commissaire, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) BERTHELOT.

M. Fridtjof Nansen,
Haut Commissaire pour les réfugiés russes,
Société des Nations,
Genève.

III.

LETTRE DU HAUT COMMISSAIRE ADJOINT POUR LES RÉFUGIÉS RUSSES AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Excellence,

Genève, le 17 octobre 1921.

Je m'empresse de vous remercier infiniment, au nom de M. le docteur Nansen, pour votre communication du 30 septembre, dans laquelle vous voulez bien nous faire connaître votre décision de ne pas supprimer plus de rations qu'il n'y aurait de partants de Constantinople.

Le Haut Commissaire de la Société des Nations est très sensible à cette nouvelle preuve de l'esprit dans lequel la France a bien voulu remplir, jusqu'ici, la mission qu'elle avait spontanément assumée, et l'œuvre entreprise par la Société des Nations se trouvera certainement facilitée par la décision qu'a bien voulu prendre le Gouvernement français.

Veillez agréer, Excellence, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) A.-E. FRICK,

Haut Commissaire adjoint pour les réfugiés russes.

A Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères,
Paris.

Constantinople, I have decided, in accordance with your wishes, only to reduce supplies by an amount corresponding to the number of refugees leaving Constantinople. At the end of a great and difficult undertaking, the Government of the Republic wishes to make it clear that France has fulfilled in every respect and in the most liberal spirit the mission which she freely undertook.

(Signed) BERTHELOT.

M. Fridtjof Nansen,
High Commissioner for the Russian Refugees,
League of Nations,
Geneva.

III.

LETTER FROM THE DEPUTY HIGH COMMISSIONER FOR RUSSIAN REFUGEES
TO THE MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS OF THE FRENCH REPUBLIC.

Translation.]

Geneva, October 17th, 1921.

Sir,

I beg to convey to you, on behalf of Dr. Nansen, my deep gratitude for your letter of September 30th in which you informed us of your decision only to reduce supplies by an amount corresponding to the number of refugees leaving Constantinople.

The High Commissioner of the League of Nations highly appreciates this fresh proof of the spirit in which France has hitherto fulfilled the mission which she freely undertook. The work in which the League of Nations is engaged will certainly be forwarded by the decision of the French Government.

I have the honour, etc.

(Signed) A. E. FRICK,
Deputy High Commissioner for
Russian Refugees.

His Excellency,
The Minister for Foreign Affairs,
Paris.

Lutte contre le typhus.

I.

APPEL ADRESSÉ PAR LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE ET LE PRÉSIDENT DU CONSEIL AUX MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ.

Monsieur,

Genève, le 6 octobre 1921.

Dans la séance du 21 septembre 1921 de l'Assemblée plénière de la Société des Nations la résolution suivante a été votée :

« L'Assemblée, constatant les heureux résultats obtenus à peu de frais par la Commission des épidémies de la Société des Nations, dans le but de renforcer les mesures sanitaires préventives prises par l'Administration sanitaire du Gouvernement de la Pologne dans la lutte contre le typhus, recommande que l'œuvre de la Commission soit continuée et étendue à d'autres pays suivant les exigences de la situation, pour autant que le Conseil le jugera opportun.

« A cette fin, le Président de l'Assemblée et le Président du Conseil sont priés d'adresser un appel spécial aux Membres de la Société des Nations, en vue d'obtenir leur généreux concours financier, et de prier les Etats qui n'ont pas encore pu verser leur contribution, si largement promise, de le faire aussitôt que possible. »

Conformément à cette résolution, nous avons l'honneur d'attirer votre attention, en notre qualité de Présidents de l'Assemblée et du Conseil de la Société des Nations, sur la nécessité d'obtenir un concours rapide dans la lutte contre le typhus.

Les débats qui ont eu lieu l'année dernière ont été caractérisés par une unanimité remarquable sur l'urgence d'une action de la part de la Société des Nations. L'Assemblée avait compris que le monde entier a un intérêt vital à la suppression de ces épidémies qui ravagent le monde et il apparut à ce moment que la majorité des Membres de la Société se montreraient généreux dans les contributions que le Conseil leur demandait pour la Commission des épidémies.

Les circonstances ont toutefois montré que les espérances que l'on avait conçues à cette époque ne se sont pas entièrement réalisées.

Certains pays ont versé des sommes fort importantes, d'autres n'ont pu faire aucun versement. Quelques-uns n'ont que peu donné. D'autres n'ont pu verser les sommes qu'ils avaient formellement promises.

Le rapport de la Commission des épidémies communiqué à la deuxième Assemblée montre clairement que les travaux de la Commission doivent se poursuivre et doivent même, en fait, s'étendre.

Campaign against Typhus.

I.

APPEAL ADDRESSED BY THE PRESIDENT OF THE ASSEMBLY AND THE PRESIDENT OF THE COUNCIL TO THE MEMBERS OF THE LEAGUE.

Geneva, October 6th, 1921.

At a meeting of the General Assembly of the League of Nations held on September 21st, 1921, the following Resolution was passed:—

"The Assembly, in view of the economical and successful results achieved by the League of Nations Epidemic Commission in reinforcing the preventive sanitary measures undertaken by the Polish Health Administration in the Campaign against Typhus, recommends that the work of the Commission be continued and extended to other countries as necessity arises, provided the Council considers it expedient.

"To this end, the President of the Assembly and the President of the Council are requested to issue a special appeal to the Members of the League for liberal financial support, and to ask those States which have not found it possible to make available the contributions which they so generously promised, to do so as soon as possible."

In accordance with this Resolution, we have the honour, as Presidents of the Assembly and of the Council of the League of Nations, to bring to your attention the urgent need for the support of this campaign.

The discussion which took place last year at the First Assembly was characterised by remarkable unanimity as to the necessity for action on the part of the League. It was felt the whole world has a vital interest in the elimination of those epidemic diseases which were ravaging the world, and at the time it appeared likely that the majority of the Members of the League would contribute generously towards the funds which the Council asked for on behalf of the Epidemic Commission.

The events of this year, however, have proved that the expectations raised at the time of the Assembly were not to be fully realised.

Certain countries have contributed in a most liberal manner; some have been unable to contribute at all; some have given only small sums; others have failed to make available the sums they definitely promised.

The report of the Epidemic Commission as circulated to the Second Assembly clearly demonstrates the fact that the work of the Commission must continue and must, in fact, be extended.

Les dangers du choléra s'ajoutent aujourd'hui à l'horreur du typhus. La famine russe refoule le long des frontières polonaises des milliers de réfugiés, dont beaucoup sont porteurs de germes infectieux.

Les dispositions prises par les autorités sanitaires polonaises, si efficaces qu'elles soient, ne peuvent faire face à la situation et le concours de la Commission des épidémies de la Société des Nations est encore plus nécessaire qu'auparavant. De plus, conformément à la résolution votée par l'Assemblée, le 30 septembre, l'activité de la Commission des épidémies devra, dans la mesure du possible, s'étendre à d'autres pays. En effet, cette résolution déclare :

« Que l'Assemblée estime que la Commission de la Société des Nations pour la lutte contre les épidémies devrait être invitée à collaborer avec des associés qui s'efforcent de combattre les maladies contagieuses en Russie et dans les territoires caucasiens. »

Nous avons l'honneur, en conséquence, d'adresser un appel pressant à tous les Membres de la Société pour qu'ils versent de nouvelles contributions permettant à la Commission des épidémies de continuer sa tâche, suivant le vœu exprimé par l'Assemblée.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de notre haute considération.

Le Président de l'Assemblée :

(Signé) VAN KARNEBEEK.

Le Président du Conseil :

(Signé) WELLINGTON KOO.

II.

RÉPONSE DU GOUVERNEMENT TCHÉCO-SLOVAQUE.

MINISTÈRE DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Prague, le 18 octobre 1921.

Se référant à la lettre du 6 octobre 1921 au sujet de la lutte contre les épidémies dans l'Europe orientale, le Ministère des Affaires étrangères a l'honneur de faire part, que le Gouvernement de la République tchéco-Slovaque contribuera à la suppression des dites épidémies par une somme jusqu'à un million de couronnes tchéco-slovaques, laquelle sera mise à la disposition de la Société des Nations en 1922.

Le Ministère des Affaires étrangères saisit cette occasion pour exprimer les assurances de sa considération très distinguée.

Au Secrétariat général
de la Société des Nations
à Genève.

To the horrors of typhus has been added the danger of cholera. The Russian famine is driving across the Polish frontier thousands of refugees, many of whom are carrying infection.

The arrangements of the Polish Sanitary Authorities, efficient as they are, are not adequate to cope with the situation, and the assistance of the Epidemic Commission of the League of Nations is even more necessary than before... Moreover, in view of the Resolution passed by the Assembly on September 30th, it is certain that the activities of the Epidemic Commission ought if possible to be extended to other countries. This resolution ran as follows :

"The Assembly considers that the Committee of the League of Nations formed to combat Epidemics should be invited to co-operate with the associations which have undertaken the campaign against infectious diseases in Russia and the Caucasus."

We therefore appeal urgently for further contributions from the Members of the League in order that the work of the Epidemic Commission may continue, in accordance with the wish expressed by the Assembly.

We have the honour to be,

Your obedient Servants,

(Signed) VAN KARNEBEEK,
President of the Assembly.

(Signed) WELLINGTON KOO,
President of the Council.

II

REPLY FROM THE CZECHO-SLOVAK GOVERNMENT.

[translation.]

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

Prague, October 18th, 1921.

With reference to the letter dated October 6th, 1921, concerning the campaign against epidemics in Eastern Europe, the Minister of Foreign Affairs has the honour to state that the Government of the Czecho-Slovak Republic will contribute towards the suppression of these epidemics a sum not exceeding 1 million Czecho-Slovak crowns, which will be placed at the disposal of the League of Nations in 1922.

The Secretariat of the League of Nations,
Geneva.

III.

RÉPONSE DU GOUVERNEMENT BELGE.

MINISTÈRE DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Bruxelles, le 4 novembre 1921.

Monsieur le Secrétaire général,

En réponse à votre lettre du 6 octobre, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement belge a examiné la demande de la Société des Nations tendant à obtenir de nouveaux subsides pour renforcer les mesures sanitaires préventives prises par le Gouvernement polonais dans la lutte contre le typhus.

Le Gouvernement belge a décidé de renouveler le subside de mille livres sterling accordé à la fin de 1920.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma haute considération

Pour le Ministre :
Le Ministre plénipotentiaire,
(Signé) RAMAIN.

L'Honorable Sir Eric Drummond,
Secrétaire général de la Société des Nations,
Genève.

III

REPLY FROM THE BELGIAN GOVERNMENT.

translation.]

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

Brussels, November 4th, 1921.

In reply to your letter of the 6th of October, I have the honour to inform you that the Belgian Government has considered the League of Nations' request for further funds in support of the preventive measures taken by the Polish Government in its campaign against typhus.

The Belgian Government has decided to repeat the gift of one thousand pounds sterling which it furnished at the end of 1920.

I have the honour to be, etc.

For the Minister :

(Signed) RAMAIN,

Minister Plenipotentiary.

to the Honourable Sir Eric Drummond,
Secretary-General of the League of Nations,
Geneva.

Organisation permanente du travail.

I.

RATIFICATION PAR LE GOUVERNEMENT SUÉDOIS DE LA CONVENTION CONCERNANT LE CHOMAGE.

NOTE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.

Genève, le 18 octobre 1921.

J'ai l'honneur de vous informer que le Ministre de Suède, à Berne, a transmis au Secrétaire général la ratification officielle par son gouvernement de la Convention concernant le chômage, adoptée par la Conférence internationale du Travail, à Washington, au mois de novembre 1919.

J'ai également l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 406 de la Partie XIII du Traité de Versailles, cette ratification officielle a été enregistrée par le Secrétariat général, dès sa réception, telle qu'elle a été transmise.

En conséquence, la Convention ci-dessus mentionnée a été ratifiée jusqu'à ce jour par la Grèce, la Roumanie, la Grande-Bretagne, l'Inde et la Suède.

Le texte de la ratification suédoise a été transmis au Bureau international du Travail, en vue de sa publication dans le *Bulletin officiel*,

Veuillez agréer l'assurance de ma haute considération.

Le Secrétaire général :

(Signé) ERIC DRUMMOND.

Permanent Labour Organisation.

I.

RATIFICATION BY THE SWEDISH GOVERNMENT OF THE WASHINGTON CONVENTION CONCERNING UNEMPLOYMENT.

NOTE BY THE SECRETARY-GENERAL.

Geneva, October 18th, 1921.

I have the honour to inform you that the Swedish Minister at Berne has communicated to the Secretary-General the formal ratification by his Government of the Convention concerning unemployment adopted at Washington in November 1919.

I have the honour to inform you also that, in accordance with Article 406 of Part XIII of the Treaty of Versailles, this formal ratification has been registered by the Secretariat-General as communicated.

Consequently, the above-mentioned Convention has been ratified up to date by Greece, Rumania, Great Britain, India and Sweden.

The text of the Swedish ratification has been communicated to the International Labour Office for publication in its *Official Bulletin*.

I have the honour to be, Sir,

Your obedient Servant,

(Signed) ERIC DRUMMOND,

Secretary-General.

II.

RATIFICATION DE LA MÊME CONVENTION PAR LE GOUVERNEMENT DANOIS.

NOTE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.

Genève, le 26 octobre 1921.

J'ai l'honneur de vous informer que le Ministre des Affaires étrangères de Danemark a transmis au Secrétaire général la ratification officielle par son gouvernement de la Convention concernant le chômage adoptée par la Conférence internationale du Travail, à Washington, le 28 novembre 1919.

J'ai également l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 406 de la partie XIII du Traité de Versailles, cette ratification officielle a été enregistrée par le Secrétaire général le 13 octobre 1921, telle qu'elle a été transmise.

En conséquence, la Convention ci-dessus mentionnée a été ratifiée jusqu'à ce jour par la Grèce, la Roumanie, la Grande-Bretagne, l'Inde, la Suède et le Danemark, à l'exclusion du Groenland.

Le texte de la ratification danoise a été transmis au Bureau international du Travail en vue de sa publication dans le *Bulletin officiel*.

Veuillez agréer l'assurance de ma haute considération.

Le Secrétaire général :
(Signé) ERIC DRUMMOND.

III.

RATIFICATION DE LA MÊME CONVENTION PAR LE GOUVERNEMENT FINLANDAIS.

NOTE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.

Genève, le 27 octobre 1921.

J'ai l'honneur de vous informer que le Ministre des Affaires étrangères de Finlande a transmis au Secrétaire général la ratification officielle par son gouvernement de la Convention concernant le chômage adoptée par la Conférence internationale du Travail, à Washington, le 28 novembre 1919.

J'ai également l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 406 de la partie XIII du Traité de Versailles, cette ratification officielle a été enregistrée par le Secrétaire général, le 19 octobre 1921, telle qu'elle a été transmise.

En conséquence, la Convention ci-dessus mentionnée a été ratifiée jusqu'à ce jour par la Grèce, la Roumanie, la Grande-Bretagne, l'Inde, la Suède, le Danemark, à l'exclusion du Groenland, et la Finlande.

Le texte de la ratification finnoise a été transmis au Bureau international du Travail en vue de sa publication dans le *Bulletin officiel*.

Veuillez agréer l'assurance de ma haute considération.

Le Secrétaire général :
(Signé) ERIC DRUMMOND.

II.

RATIFICATION OF THE SAME CONVENTION BY THE DANISH GOVERNMENT.

NOTE BY THE SECRETARY-GENERAL.

Geneva, October 26th, 1921.

I have the honour to inform you that the Danish Minister for Foreign Affairs has communicated to the Secretary-General the ratification by his Government of the Convention concerning Unemployment adopted by the International Labour Conference at Washington on November 19th, 1919.

I have the honour to inform you also that, in accordance with Article 406, Part XIII, of the Treaty of Versailles, this formal ratification was registered by the Secretariat on October 13th, 1921.

This Convention has therefore been ratified up to date by Greece, Roumania, Great Britain, Rumania, Sweden and Denmark with the exclusion of Greenland.

The text of the Danish ratification has been communicated to the International Labour Office for publication in its *Official Bulletin*.

I have the honour to be, Sir,

Your obedient servant,

(Signed) ERIC DRUMMOND,
Secretary-General.

III.

RATIFICATION OF THE SAME CONVENTION BY THE FINNISH GOVERNMENT.

NOTE BY THE SECRETARY-GENERAL.

Geneva, October 27th, 1921.

I have the honour to inform you that the Minister for Foreign Affairs of Finland has communicated to the Secretary-General the ratification by his Government of the Convention concerning Unemployment adopted by the International Labour Conference at Washington on November 28th, 1919.

I have the honour to inform you also that, in accordance with Article 406, Part XIII, of the Treaty of Versailles, this formal ratification was registered with the Secretariat on October 19th, 1921.

This Convention has therefore been ratified up to date by Greece, Roumania, Great Britain, Rumania, Sweden, Denmark (with the exclusion of Greenland) and Finland.

The text of the Finnish ratification has been communicated to the International Labour Office for publication in its *Official Bulletin*.

I have the honour to be, Sir,

Your obedient servant,

(Signed) ERIC DRUMMOND,
Secretary-General.

IV

RATIFICATION PAR LE GOUVERNEMENT SUÉDOIS DE DEUX DES CONVENTIONS
DE GÈNES.

NOTE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.

Genève, le 18 octobre 1921.

Me référant à ma note du 14 juillet de l'année courante, j'ai l'honneur de vous informer que le Ministre de Suède, à Berne, a transmis au Secrétariat général la ratification formelle par son gouvernement des conventions sur le travail citées ci-dessous, adoptées par la Conférence internationale de Gênes (15 juin-10 juillet 1920) :

Convention fixant l'âge minimum d'admission des enfants au travail maritime ;
Convention concernant le placement des marins.

J'ai également l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 406 de la partie XIII du Traité de Versailles, ces ratifications officielles ont été enregistrées par le Secrétariat général telles qu'elles ont été transmises, et, en conséquence, la Convention fixant l'âge minimum d'admission des enfants au travail maritime, ayant été ratifiée par le Gouvernement britannique, est, à la date de ce jour, en vigueur entre la Suède et le dit gouvernement.

Le texte de la ratification a été transmis au Bureau international du Travail en vue de sa publication éventuelle dans le *Bulletin officiel*.

Veuillez agréer l'assurance de ma haute considération.

Le Secrétaire général :

(Signé) ERIC DRUMMOND.

IV.

RATIFICATION BY THE SWEDISH GOVERNMENT OF TWO OF
THE GENOA CONVENTIONS.

NOTE BY THE SECRETARY-GENERAL.

Geneva, October 18th, 1921.

Referring to my note of July 14th, 1921, I have the honour to inform you that the Swedish Minister at Berne has communicated to the Secretariat-General the Swedish Government's formal ratification of the following Labour Conventions adopted by the International Labour Conference at Genoa (June 15th—July 10th, 1920):

The Convention fixing the minimum age for admission of children to employment at sea;

The Convention for establishing facilities for finding employment for seamen.

I have also the honour to inform you that, in accordance with Article 406 of Part XIII of the Treaty of Versailles, these formal ratifications have been registered with the Secretariat-General and communicated, and, consequently, the Convention fixing the minimum age for admission of children to employment at sea, having been ratified by the British Government, is from this date in force between Sweden and the said Government.

The text of the ratification has been communicated to the International Labour Office for publication in its *Official Bulletin*.

I have the honour to be, Sir,

Your obedient Servant,

(Signed) ERIC DRUMMOND,
Secretary-General.

Représentation des femmes aux Commissions de la Société.

LETTRE DE L'ASSOCIATION POUR L'ÉGALITÉ
DES DROITS DES FEMMES ISRAËLITES DE PALESTINE.

[Traduction].

Jérusalem, le 26 juillet 1921.

Messieurs,

Notre Société, affiliée à l'Alliance internationale du suffrage des femmes, a été priée par le Conseil de la représentation des femmes à la Société des Nations, à Londres, de s'adresser à vous afin que les femmes soient représentées aux différentes commissions et spécialement à celles qui s'occupent d'hygiène et de questions sociales.

En Palestine, nous avons des motifs tout particuliers de nous intéresser à la question de la traite des femmes et des enfants. Dans ce pays, en effet, on ne considère pas encore comme illégal qu'un père vende ses filles, même lorsqu'elles n'ont pas plus de 8 ou 10 ans. Une société locale de femmes a déjà adressé des représentations à notre gouvernement pour lui demander d'élever l'âge de consentement à 16 ans. Ici, en Palestine, les femmes jouent un rôle très important dans toutes les œuvres qui visent au bien-être des femmes et des enfants. C'est un pays où, par une tradition ancienne, la plupart des hommes considèrent la femme comme un être inférieur et de moindre importance ; il faut donc insister vivement pour que les femmes soient représentées par des femmes, surtout à la Commission temporaire et à la Commission permanente d'hygiène.

Nous avons le ferme espoir que vous prendrez en considération ce pressant appel par lequel nous demandons que les femmes soient représentées comme il convient. Nous avons déjà insisté auprès de notre gouvernement pour qu'il se fasse représenter par une femme à la Conférence sur la traite des femmes et des enfants.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Dr. ROSA WELT-STRAUS, Présidente.

(Signé) CHASIA SUKENIK, Secrétaire.

Au Conseil de la Société des Nations,
Genève.

Representation of Women on Commissions of the League.

LETTER FROM THE PALESTINIAN JEWISH WOMEN'S EQUAL RIGHTS ASSOCIATION.

[translation.]

Jerusalem, July 26th, 1921.

Our Society, affiliated with the International Woman Suffrage Alliance, has been asked by the Council for the Representation of Women in the League of Nations, in London, to appeal to you to include women representatives on various commissions, especially those concerned with health and social welfare.

We, here in Palestine, have reason to be peculiarly interested in the matter of Traffic in Women and Children. Here it is still not considered unlawful for a father to sell his daughters, some of them not older than eight or ten years. Here, we, a Women's Society, have already made representations to our Government, asking to have the age of consent raised to sixteen years. In this country the women play an important role in welfare work for women and children. Here, where a tradition of ages makes woman man's inferior and of lesser importance, in the opinion of most men, we must most strongly appeal for a representation of women by women, especially on the Temporary and Permanent Health Committees.

We hope that you will not let our appeal for adequate representation go unheard. We have asked our Government to send a woman representative to the Conference on the Traffic in Women and Children.

We are, Sirs,

Respectfully yours,

(Signed) Dr. ROSA WELT-STRAUS,
President.

(Signed) CHASIA SUKENIK,
Secretary.

the Council of the League of Nations,
Geneva, Switzerland.

Printed by
IMPRIMERIE "SONOR", S. A.
Geneva (Switzerland).

Imprimerie "Sonor", S. A.
Genève (Suisse)

Société des Nations

League of Nations

INDEX

DES

PROCÈS-VERBAUX

DES

SESSIONS DU CONSEIL

1921

(12^{me} à 15^{me} session et session extraordinaire consacrée
à la question de la Haute Silésie.)

INDEX

TO THE

MINUTES

OF THE

SESSIONS OF THE COUNCIL

1921

(Sessions XII-XV and the Extraordinary Session
on the Question of Upper Silesia.)

NOTE EXPLICATIVE

Le numéro de la session est indiqué en chiffres romains, et les pages en chiffres arabes.

S. E. I renvoie à la première session extraordinaire.

La quatorzième session est divisée en deux parties.

Exemples: XII: 84 = 12^{me} session, page 84.

XIV, II: 128 = 14^{me} session, 2^{me} partie, page 128.

S. E. I: 18 = Première session extraordinaire, page 18.

ABRÉVIATIONS

B. I. T. = Bureau international du Travail.

Com. = Commission.

C. I. C. R. = Comité international de la Croix-Rouge.

C. P. C. = Commission permanente consultative (pour les questions militaires, navales et aériennes).

L. S. C. R. = Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge.

S. d. N. = Société des Nations.

Secr.-gén. = Secrétaire général.

INDEX

DES

SESSIONS DU CONSEIL TENUES EN 1921

(N^{os} XII-XV et I^{re} session extraordinaire).

A	
ordrs.	
oir: Traités, conventions, accords, déclarations.	
e de Bruxelles, du 2 juillet 1890 . . .	XII : 103
omowitz	XIII : 59, 279, 280 S. E. I : 19
missions dans la Société.	
mandes de la Lettonie, de l'Esthonie et de la Lithuanie	XIV, I : 4 XIV, II : 144
A transmettre à la C. P. C. pour les questions militaires, navales et aériennes.	XIV, I : 4
Discussion	XIII : 4
oir aussi: Hongrie: statut militaire, naval et aérien.	
, Gustave	XII : 19, 36, 117-119, 165-166 XIII : 246-248 XIV, II : 99-100, 128
planes.	
r: Dantzig: Fabrication de matériel aéronautique.	
ue.	
ique centrale	XII : 75
oir aussi: Mandats B.	
que orientale	XII : 11
oir aussi: Mandats B.	
et Sud-Est africain	XII : 69, 76 XIV, II : 124, 179, 180
oir aussi: Mandats C.	
o y Bethancourt, Dr Aristides de	XIII : 191
nian, M. A. H.	XII : 112
, fles.	
tribution à la Finlande.	
scussion	XIII : 14, 15, 16-17, 34-35, 38-39, 40-43, 52-53
claration de M. Branting, représentant la Suède, le 20 juin 1921 (résumée)	XIII : 158-159, 160
claration de M. Enckell, représentant la Finlande, le 20 juin 1921 (résumée)	XIII : 160-161, 162
Réponse de M. Branting.	XIII : 16
claration de M. Karlsson, représentant des Alandais, le 23 juin 1921	XIII : 30, 37
claration des représentants de la Suède et de la Finlande, relative à leur acceptation de la décision du Conseil à intervenir	XIII : 36
claration faite au nom de la Suède par M. Branting après la décision du Conseil	XIII : 42-43
olution en date du 24 juin 1921.	XIII : 41-42
exte	
exte relatif aux garanties, ajouté le 27 juin 1921	XIII : 52-53

Aland, îles (suite).

Budget: sommes avancées	XIII : 83, 89
Comité de juristes	XIII : 16, 34, 35, 39, 40, 42, 62, 159, 160
Dépenses	XIII : 62
Commission des rapporteurs	XIII : 16, 17, 34, 35, 38, 39, 40, 41, 62, 158, 159, 160, 161, 162
Dépenses.	
Résolution en date du 28 juin 1921.	
Texte	XIII : 162
Adoption	XIII : 62
Travaux.	
Rapport du Secr.-gén. soumis le 25 février 1921	XII : 111, 18
Compétence du Conseil	XIII : 16-17, 35, 37, 42, 159
Convention du 30 mars 1856, entre la Grande-Bretagne, la France et la Russie	XIII : 35, 37, 42 XIV, I : 22
Divergences entre la Commission des rapporteurs et le Comité de juristes	XIII : 34, 35, 39, 40, 159, 160
Déclaration du Président du Conseil, en date du 23 juin 1921	XIII : 34-35
Garanties à donner aux Alandais	XIII : 16, 37, 38, 39, 40, 42, 43, 52-53, 160
Résolution, en date du 24 juin 1921	XIII : 42
Accord entre la Finlande et la Suède, en date du 27 juin 1921, à ajouter à la résolution du 24 juin	XIII : 52-53
Mise en accusation, par le Gouvernement finlandais, de deux délégués du Conseil général alandais.	
Note de M. Branting, en date du 24 juin 1921, en appelant au Conseil	XIII : 161-162
Discussion	XIII : 39
Neutralisation et non-fortification	XIII : 36, 37, 39, 40, 42, 156, 157 XIV : 4, 8, 22
Conférence à convoquer.	
Discussion	XIV, I : 4, 8
Mémorandum du Secr.-gén. adopté le 30 août 1921	XIV, I : 22, 3
Résolution, en date du 24 juin 1921	XIII : 42
Plébiscite	XIII : 16, 38, 40-41, 159, 160, 161
Représentants au Conseil.	
oir: Eriksson, M.	
: Karlsson, M.	
Albanie.	
Acquisition de la qualité de citoyen albanais	XIII : 11, 160
oir aussi: Minorités: Protection en Albanie.	
Adhésion à la Convention du 27 novembre 1919, entre la Bulgarie et la Grèce	
Suggestion du représentant britannique	XIV, I : 100
oir aussi: Minorités.	

Albanie (suite).

Commission de délimitation	XV : 18, 21, 31, 33, 35
Commission d'enquête.	
Coopération avec la Com. de délimitation	XV : 17-18, 31
Création proposée	XIII : 44, 47, 212
Renvoi à l'Assemblée	XIV, I : 9
Envoi	XIV, I : 9, 39, 40
	XIV, II : 121-123
	XV : 13, 15, 28, 29-30, 31
Rapport de M. Balfour, adopté le 6 octobre 1921	XIV, II : 122-123
Amendé et adopté	XIV, II : 121-122
Résolution, en date du 6 oct. 1921	XIV, II : 123
Adoption	XIV, II : 122
Informations données	XV : 7
Instructions reçues.	
Résolution, en date du 15 novembre 1921	XV : 17-18
Emigration réciproque entre la Grèce et l'Albanie	XIV, II : 160
Frontières : Délimitation et violation.	
Discussion	XIV, I : 44-47, 48-49
	XIV, I : 8-9
	XIV, II : 121-123, 126
	XV : 3, 4-II, 13-16, 17-18
Appel de l'Albanie.	
Discussion	XIII : 44-49
Déclaration de Mgr. Fan Noli, représentant de l'Albanie, en date du 25 juin 1921	XIII : 210-212, 44
Déclaration de M. Frangoulis, représentant de la Grèce, en date du 25 juin 1921	XIV : 213-220, 44
Déclaration de M. Yovanovitch, représentant du royaume des Serbes, Croates et Slovènes, en date du 25 juin 1921	XIII : 220-224, 44
Droit d'appel à l'Assemblée réservé par la délégation albanaise	XIII : 49
Résolution, en date du 25 juin 1921, reconnaissant la compétence exclusive de la Conférence des Ambassadeurs	XIII : 48
Etat de la question avant la seconde Assemblée.	
Discours, en date du 2 septembre 1921, de M. Yovanovitch, délégué du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, protestant contre les accusations albanaïses et exposant le conflit entre les Gouvernements de Tirana et de Mirditie	XIV, I : 36-40
Lu	XIV : I, 8
Rapport de M. A. J. Balfour, adopté le 2 septembre 1921, proposant le renvoi à l'Assemblée de la requête albanaise	XIV, I : 35-36
Discussion et adoption	XIV, I : 8-9
Intervention de la Société sollicitée par l'Albanie.	
Lettre, en date du 11 octobre 1921, de Mgr. Fan Noli, soumettant deux dépêches du Gouvernement albanaïses	XIV, II : 188-189
Soumise	XIV, II : 126
Intervention du Gouvernement britannique auprès du Conseil.	
Discussion	XV : 4-II, 13-18
Déclaration, en date du 11 novembre 1921, de M. Fisher	XV : 4-8
Réponse du représentant de l'Etat serbe-croate-slovène	XV : 8-9
Réponse du représentant albanaïse	XV : 9-11
Déclaration, en date du 18 novembre 1921, de M. Moskovitch, représentant de l'Etat serbe-croate-slovène	XV : 21-29
Discutée	XV : 13-16

Albanie (suite).

Frontières : Délimitation et violation (suite)	
Intervention du Gouv. britannique (suite).	
Note, en date du 13 novembre 1921 du gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes aux représentants diplomatiques à Belgrade	XV : 29-3
Ligne de démarcation fixée par la Conférence des Ambassadeurs, en date du 18 novembre 1921.	
Carte géographique	XV : fin du vol
Note, en date du 18 novembre 1921, au Président du Conseil	XV : 30
Note, en date du 18 novembre 1921, au chargé d'affaires de l'Etat serbe-croate-slovène	XV : 31
Note, en date du 18 novembre 1921, au Président de la délégation albanaïse	XV : 33
Résolution, en date du 19 nov. 1921.	
Texte	XV : 17
Adoption	XV :
Protection des minorités ethniques.	
Voir : Minorités : Protection en Albanie.	
Représentant au Conseil.	
Voir : Frasher, M. Midhat.	
: Konitza, M. Mehmed.	
: Noli, Mgr. Fan-S.	
Souscription versée à la Com. des épidémies	XIII : 1
	XIV, I :
Alessio (Liech)	XV : 15, 26,
Alexandropoulos, M.	
Représentant de la Grèce au Conseil	XIII : 44,
Albanie	XIII :
Ali Kologna, Général	XIII :
Allemagne.	
Invitée à la Conférence du transit, à Barcelone, 1921	XII :
Invitée à la Conférence pour la neutralisation et la non-fortification des îles d'Aland	XIV, I : 22,
Versement promis au fonds de secours de la Com. des épidémies.	XIII : 1
Voir aussi : Alsace-Lorraine : Transfert par le Gouv. allemand au Gouv. français des capitaux et réserves concernant les assurances sociales.	
: Crédits de finition.	
: Dantzig : Convention de transit entre Dantzig, la Pologne et l'Allemagne.	
: Dantzig : Fonctionnaires allemands.	
: Eupen et Malmédy.	
: Haute Silésie.	
: Sarre.	
Allen, Sir James	XIV, II :
Alliata, M.	XIII :
Alsace-Lorraine.	
Transfert par le Gouvernement allemand au Gouvernement français des capitaux et réserves concernant les assurances sociales.	
Rapport de M. Wellington Koo, adopté le 21 juin 1921	XIII : 170-17
Résolution, en date du 21 juin 1921	XIII : 17
Ambassadeurs.	
Voir : Conférence des Ambassadeurs.	
Amendements au Pacte.	
Voir : Pacte de la Société : Amendements	
: Commission des amendements au Pacte.	

Amérique.	
Etats-Unis.	
Voir : Etats-Unis d'Amérique.	
es, Sir Herbert	XIII : 3
rade, Col. Freire d'	XII : 10
	XIII : 73
rijevica.	XV : 32, 34
uaire de la vie internationale.	XIV, I : 51
Voir aussi : Organisation internationale du travail intellectuel.	
unzio, M. Gabriele d'	XIII : 211
lotti, Commendatore D.	XII : 115-116, 200
ell, M.	XII : 28, 152
onyl, Comte	XV : 41
trage obligatoire.	
Voir : Cour permanente de Justice inter- nationale : Clause obligatoire.	
tives internationales	XIV, I : 49, 53
Voir aussi : Organisation internationale du travail intellectuel.	
rocastro	XIII : 214, 216
e économique.	
Voir : Commission internationale du blo- cus.	
ée internationale.	
Voir : Différend polono-lithuanien : Con- tingent international	
ements : réduction.	
Discussion	XII : 16-17, 39-40
	XIII : 50, 52, 57
	XIV, II : 78, 126-127
mission temporaire mixte.	
hoix de nouveaux membres.	
Rapport de M. Bourgeois, adopté le 12 octobre 1921, sur la résolution n° 2 de la seconde Assemblée. XIV, II : 190, 193, 126	
Résolution, en date du 12 octobre 1921	XIV, II : 126, 193
constitution.	
Discussion	XII : 17, 39-40, 205
	XIII : 50
Décision de la C. P. C.	XII : 186
Adoptée le 3 mars 1921	XII : 39-40
Mémorandum du Secr.-gén., ap- prouvé le 27 juin 1921	XIII : 229-230, 50
Rapport de M. Bourgeois, adopté le 25 février 1921	XII : 105, 106, 107-108, 17
Résolution, en date du 25 février 1921. XII : 107-108, 17	
continuation de son oeuvre.	
Rapport de M. Bourgeois, adopté le 12 octobre 1921, sur la résolution n° 1 de la seconde Assemblée. XIV, II : 190, 193, 126	
Résolution, en date du 12 octobre 1921	XIV, II : 126, 193
Dépenses.	
1921.	
Note du Secr. gén., approuvée le 28 juin 1921	XIII : 230-231, 57
Résolution, en date du 28 juin 1922. XIII : 231, 57	
1922.	
Prévisions budgétaires	XIII : 88, 107-108
pport.	
Voir ci-dessous : Rapport de la Com- mission temporaire mixte.	
tut des membres de la C.P.C. dans sein de la Com. temporaire mixte XIV, II : 134, 135	
ettre, en date du 12 sept. 1921, du Président du Conseil au Président de la Com. temp. mixte	XIV, II : 135
Approuvée le 12 sept. 1921	XIV, II : 80
Voir aussi : Commission permanente consultative pour les questions mi- litaires, navales et aériennes : Rela- tions avec la Com. temp. mixte.	

Armements : réduction (suite).

Conférence financière de Bruxelles, 1921.	
Vœux de la Conférence	XII : 105
Conférence de Washington, 1921-1922.	
Vœux de la seconde Assemblée.	XIV, II : 126, 191, 192, 194
Destruction du surplus des stocks de mu- nitions.	
Rapport de M. Bourgeois sur la réso- lution n° 7 de la seconde Assemblée.	XIV, II : 192
Ajournement, en date du 12 oct. 1921, de l'examen de la résolution n° 7	XIV, II : 126
Droit d'investigation	XII : 16, 105
	XIII : 52, 239, 240-241
	XIV, II : 84, 144
Enquête statistique.	
Rapport de M. Bourgeois, adopté le 12 oct. 1921, sur la résolution n° 3 de la seconde Assemblée.	XIV, II : 191, 194, 126
Résolution, en date du 12 oct. 1921	XIV, II : 126, 194
Informations d'ordre militaire à échan- ger : leur vérification	XII : 17, 40, 105, 106-107, 108, 186
Résolution en date du 25 février 1921	XII : 108, 17.
Limitation budgétaire.	
Rapport de M. Bourgeois, adopté le 25 février 1921, relatif au vœu de la première Assemblée.	XII : 107, 108, 16
Rapport de M. Bourgeois, sur la réso- lution n° 8 de la seconde Assemblée	XIV, II : 192-193
Ajournement, en date du 12 oct. 1921, de l'examen de la résolution n° 8	XIV, II : 126
Résolution du 25 février 1921	XII : 108, 16
Résolution du 12 oct. 1921, sur la réso- lution n° 8 de la seconde Assemblée.	XIV, II : 126
Projet de traité à élaborer.	
Rapport de M. Bourgeois, adopté le 12 oct. 1921, sur la résolution n° 2 de la seconde Assemblée	XIV, II : 190, 193, 126
Résolution du 12 oct. 1921	XIV, II : 126, 193
Propagande.	
Rapport de M. Bourgeois, sur la réso- lution n° 10 de la seconde Assemblée	XIV, II : 193
Ajournement, en date du 12 oct. 1921, de l'examen de la résolution, n° 10	XIV, II : 126
Questionnaire à envoyer aux gouverne- ments.	XII : 16-17, 106
	XIII : 239, 240
Opinion de la C. P. C.	XIII : 240
Approuvée le 27 juin 1921	XIII : 52
Rapport de la Com. temporaire mixte.	
Rapport de M. Bourgeois, adopté le 12 sept. 1921	XIV, II : 131, 78
Résolutions de la première Assemblée.	
Rapport de M. Bourgeois, adopté le 25 février 1921	XII : 103-108, 16
Résolutions de la seconde Assemblée.	
Rapport de M. Bourgeois, adopté le 12 oct. 1921	XIV, II : 190-194, 126
Résolutions du Conseil.	
du 25 février 1921	XII : 107-108, 16
du 12 octobre 1921	XIV, II : 126-127, 193-194
Section des armements du Secrétariat.	
Budget : virements	XIV, I : 25, 26
Constitution	XII : 105
Résolution du 25 février 1921	XII : 17, 108
Organisation : à compléter.	
Rapport de M. Bourgeois sur la réso- lution n° 11 de la seconde Assem- blée	XIV, II : 193
Ajournement, en date du 12 oct. 1921, de l'examen de la résolution n° 11	XIV, II : 126

Armements : réduction (suite).

Voir aussi : Armes et munitions : Fabrication privée.
: Armes et munitions : trafic.
: Commission permanente consultative pour les questions militaires, navales et aériennes.
: Gaz toxiques.

Arménie.

Changements survenus depuis la résolution du 18 décembre 1920 de l'Assemblée.
Lettre aux Gouvernements britannique, français et italien, adoptée le 25 février 1921 XII : 114, 18
Rapport du Secrétaire général, adopté le 25 février 1921 XII : 112-113, 18
Résolution, du 25 février 1921: le Secr.-gén. est chargé de suivre la question. XII : 113, 18
Intervention du Conseil auprès du Conseil Suprême, relative à la sauvegarde d'un « Foyer national » arménien.
Résolution de l'Assemblée, en date du 21 septembre 1921 XIV, II : 173
Projet de lettre aux Principales Puissances alliées et associées, approuvé le 2 oct. 1921 XIV, II : 173, 119
Lettre, en date du 17 nov. 1921, émanant des délégations arméniennes réunies XV : 40
Transmission aux Principales Puissances alliées XV : 19
Voir aussi : Déportation des femmes et des enfants en Turquie et dans les pays avoisinants.

Armes et munitions : fabrication privée.

Conférence internationale sur la fabrication privée et le commerce des armes.
Rapport de M. Bourgeois sur la résolution n° 5 de la seconde Assemblée XIV, II : 191
Ajournement, en date du 12 oct. 1921, de l'examen de la résolution n° 5 XIV, II : 126
Rapport de M. Bourgeois, adopté le 25 février 1921 XII : 104, 107, 16
Rapport de M. Bourgeois, adopté le 12 oct. 1921, sur la résolution n° 4 de la seconde Assemblée XIV, II : 191, 194, 126
Résolution, en date du 25 février 1921 XII : 107, 16
Résolution, en date du 12 oct. 1921 XIV, I : 126, 194
Voir aussi : Armements : réduction.
: Armes et munitions : trafic.
: Commission permanente consultative pour les questions militaires, navales et aériennes.
: Gaz toxiques.

Armes et munitions : trafic.

Acte de Bruxelles, du 2 juillet 1890 XII : 103
XIII : 59, 279, 280
Bureau international de contrôle.
Budget pour 1922 XIII : 88, 108, 4
Connexion avec le bureau de Bruxelles.
Rapport de M. Bourgeois, adopté le 25 février 1921 XII : 103-104, 107, 16
Résolution du 25 février 1921 XII : 16, 107
Note du Secr.-gén., soumettant une lettre en date du 22 avril 1921, du ministre belge des Affaires étrangères XIII : 279-281
Approuvée le 25 juin 1921 XIII : 59
Conférence internationale sur la fabrication privée et le commerce des armes.
Voir : Armes et munitions : fabrication privée.

Armes et munitions : trafic (suite).

Convention de St-Germain, du 10 sept. 1919 XII : 16, 103, 107, 109, XIII : 279, XIV, II : 126, 191-192,
Ratification.
Discussion XII
XIV, II :
Lettre adoptée le 25 février 1921, aux Etats signataires XII : 109
Lettre, adoptée le 25 février 1921, aux Membres de la Société non signataires XII : 110
Lettre du Conseil aux Membres de la Société les priant d'insister sur l'importance de cette ratification à la Conférence de Washington. XIV, II :
Adoptée le 12 oct. 1921 XIV, II :
Rapport de M. Bourgeois, adopté le 25 février 1921 XII : 103-104, 107
Rapport de M. Bourgeois, adopté le 12 oct. 1921, sur la résolution n° 6 de la seconde Assemblée. XIV, II : 191, 194
Résolution, en date du 25 février 1921 XII : 16,
Résolution, en date du 12 octobre 1921 XIV, II : 126,
Projet de protocole pour empêcher l'importation en temps de paix d'armes et de munitions provenant de pays où le trafic demeure sans contrôle.
Rapport de M. Bourgeois sur la résolution n° 7 de la seconde Assemblée XIV, II :
Ajournement, en date du 12 oct. 1921, de l'examen de la résolution n° 7 XIV, II :
Rapport de M. Bourgeois, adopté le 12 oct. 1921, sur la résolution n° 4 de la seconde Assemblée XIV, II : 191, 194,
Résolution, en date du 12 octobre 1921 XIV, II : 126,
Voir aussi : Armements : réduction.
: Armes et munitions : fabrication privée.
: Commission permanente consultative pour les questions militaires, navales et aériennes.
: Gaz toxiques.
Arras XV : 6, 7, 8, 10, 14, 22, 23, 24, 2
Askenazy, Professeur S.
Représentant de la Pologne au Conseil
XII : 12-13, 18, 20, 24, 28-34, 37-3
XIII : 5-9, 10-13, 26-27, 28-30, 3
34, 51, 55-56, 62-64, 6
XIV, I :
XIV, II : 82-84, 85-98, 102
Autriche.
Expulsions de Juifs galiciens
XII : 18, 28, 29, 41, 153-155 (mé)
Dantzig.
Accès de la Pologne à la mer XIII : 13, 28-29, 201
Acquisition et perte de la qualité de citoyen XI
XIV, II :
Affaire Puppel. - Deutsche Bauern Bank XII
XIV, II :
Conseil du port et des voies d'eau.
Nomination du Président XII
Constitution. XII : 24, 138-139
Convention polono-dantzikoise du 9 nov. 1920. XIII :
Négociations y relatives XII
Défense XIII : 10, 1
XIV, II :
Fabrication d'armes. XII : 20, 129 (le)
XIII : 6-7, 8-9,
Fabrication, vente, emmagasinage et transport de matériel de guerre. XIII :

kenazy, Professeur S. (suite).

Dantzig (suite).

Gardes et convoyeurs polonais . . .	XIII : 31-32, 203
Haut Commissaire.	
Délai d'appel de ses décisions. . . .	XIII : 10
Droit de veto : délai pour l'exercer . .	XIII : 12, 196
Port d'attache pour les navires de guerre polonais.	XIV, II : 83
Publication des documents y relatifs	
XII : 20, 41, 134 (<i>lettre</i>), 135, 136 (<i>lettre</i>)	
Sénateurs	XIII : 11-12
Différend polono-lituanien	
XII : 32, 33, 34, 37-38, 38, 94	
XIII : 55, 56, 62-63, 63, 67, 255, 261-262 (<i>déclaration</i>), 267-268 (<i>déclaration</i>)	
XIV, II : 85, 91-93, 93-95, 97-98, 102, 104-105, 106, 107, 109, 110-111	

Galicie orientale.

Situation juridique	XII : 12, 13, 86
Minorités :	
en Pologne et en Tchécoslovaquie	
XIII : 51, 235, 237-238 (<i>lettre</i>)	
Procédure du Conseil	
Communication des rapports à soumettre au Conseil . . .	XIV, I : 12, 61-62 (<i>lettre</i>)

Assemblée.

Dépenses occasionnées par ses sessions. .	XIII : 90-91
Représentation des comités, commissions, du Président de la Commission de gouvernement du Bassin de la Sarre, et du Haut Commissaire à Dantzig.	XIII : 61

Assistance.

Bureau international d'assistance.	
Secours.	

Association américaine pour la sauvegarde de l'Enfance en Serbie.

	XII : 123
--	-----------

Voir aussi : Secours.

Association internationale de géodésie

	XIII : 249
--	------------

Association internationale de la presse médicale.

	XIV, I : 51
--	-------------

Voir aussi : Organisation internationale du travail intellectuel.

Association internationale de protection contre la tuberculose

	XIV, I : 51
--	-------------

Voir aussi : Organisation internationale du travail intellectuel.

Association internationale de sismologie.

	XIII : 249
--	------------

Association internationale des journalistes accrédités près de la Société des Nations.

Voir : Publicité des débats du Conseil.

Associations internationales.

Voir : Union des associations internationales.

Associations russes de secours

	XII : 118
--	-----------

Voir aussi : Réfugiés russes.

Crises sociales.

Alsace-Lorraine.	
Haute Silésie.	
Congrès international de la mutualité.	

Atmosphère.

Commission internationale de recherches dans les régions supérieures de l'atmosphère.	
---	--

Co, Professeur B.

	XII : 3, 23, 24, 25, 26, 40, 41, 140, 141, 144, 145, 149, 197-198
	XIII : 11, 139, 147, 153, 196, 202, 203

Autriche

Difficultés avec le Gouvernement hongrois relatives à l'exécution du Traité de Trianon.

Cas d'une violation du territoire autrichien porté devant la Société des Nations.

Lettre, en date du 7 sept. 1921, de M. Mensdorff, premier délégué autrichien	XIV, II : 136
--	---------------

Lettre, en date du 10 sept. 1921, de M. Pflügl, représentant de l'Autriche.	XIV, II : 136-137
---	-------------------

Rapport du vicomte Ishii, adopté le 12 sept. 1921, soumettant un projet de lettre constatant la compétence de la Conférence des Ambassadeurs.	XIV, II : 137
---	---------------

Discussion, exposé du représentant autrichien et adoption.	XIV, II : 80
--	--------------

Expulsions de Juifs polonais, originaires de Galicie.

Discussion.	XII : 18, 28, 41, 205
---------------------	-----------------------

Mémoire du délégué polonais.	XII : 153-155
--------------------------------------	---------------

Mémoire du délégué autrichien.	XII : 156-160
--	---------------

Sommaire du rapport présenté, le 1er mars 1921, par M. Balfour.	XII : 161
---	-----------

Rapport de M. Balfour, adopté le 3 mars 1921, exposant les engagements pris par le délégué de l'Autriche.	XII : 162
---	-----------

Liquidation éventuelle des biens appartenant à des sujets autrichiens dans l'Etat serbe-croate-slovène

Voir : Différend entre l'Autriche et l'Etat serbe-croate-slovène.

Représentants au Conseil.

Voir : Eichhoff, Baron d'
Pflügl.

Restauration économique	XIII : 57, 103, 115, 116, 275
	XIV, II : 99, 101, 147, 148-149, 155, 157-158

Résolution, en date du 19 sept. 1921. .	XIV, II : 101
---	---------------

Situation économique.

Rapport de la Commission provisoire économique et financière, soumettant un rapport de sa sous-commission.	XII : 166 ;
--	-------------

Addendum à l'annexe 180 des procès-verbaux de la XII^e session, 3-4

Voir aussi : Crédits de finition.

: Crédits : Projets de crédits internationaux.

Souscription versée à la Commission des épidémies	XIII : 180
	XIV, I : 23

Avenol, M.	XII : 165
--------------------	-----------

	XIV, II : 143, 150
--	--------------------

Avet, Comte.	XIII : 117
----------------------	------------

Avila, M. Arturo R.	XII : 115
-----------------------------	-----------

B

Babitz	S. E. I : 19
------------------	--------------

Babnje	XV : 32, 34
------------------	-------------

Balfour, M. A. J.

Représentant de l'Empire britannique au Conseil.

12 ^{me} session.	XII : 1
-----------------------------------	---------

14 ^{me} session.	XIV, I : 1
-----------------------------------	------------

	XIV, II : 77
--	--------------

Session extraordinaire (Haute Silésie) .	S. E. I : 1
--	-------------

Albanie.	XIV, I : 8, 9, 35-36 (<i>rapport</i>)
	XIV, II : 126

Commission d'enquête	XIV, II : 121, 122
	122-123 (<i>rapport</i>)

Armements : réduction	XII : 16, 17, 19
---------------------------------	------------------

Com. temporaire mixte	XII : 16, 19
---------------------------------	--------------

Balfour, M. A. J. (suite).

Autriche.

- Expulsions de Juifs galiciens. XII : 18, 28, 29, 41,
16 (*rapport*), 162 (*rapport*).
Budget : question des virements XIV, 1 : 6
Commission des amendements au Pacte XII : 4, 52, 205
Commission internationale du blocus XII : 7, 8
XIV, I : 14

Convention sur le trafic des armes : sa
ratification. XII : 16

Dantzig

- Constitution XII : 23-24, 24, 25
Fabrication d'armes. XII : 23
Déportation des femmes et des enfants en
Turquie et dans les pays avoisinants XII : 9
Différend polono-lithuanien XII : 15, 33, 34, 38
XIV, II : 95, 106-108, 109, 110

Enregistrement des traités.

- Commission chargée d'examiner la
portée juridique de l'art. 18 du Pacte XII : 5

Haute Silésie.

- Procédure S. E. I : 2, 3, 4-5
Mandats. XII : 10-11, 11
XIV, I : 16
XIV, II : 125

Minorités:

- en Hongrie XIV, I : 3, 20-21 (*rapport*)
en Roumanie XIV, I : 3, 19-20 (*rapport*)
Opium : trafic.

- Commission consultative. XII : 6
Organisation de l'hygiène XIV, I : 10
Organisation du travail intellectuel XIV, I : 10
Organisation économique et financière.
Commission provisoire. XIV, II : 100
Experts techniques XIV, II : 113
Procédure du Conseil XIV, I : 12
S. E. I : 2, 3, 4-5

- Publicité des débats du Conseil. XII : 3
Répartition des dépenses de la Société. XII : 35

Sarre.

- Adhésion à la Convention de Berne, 1890 XIV, I : 14
Secours.

- Aux enfants des pays éprouvés par la
guerre. XII : 13, 91 (*rapport*)
En Europe orientale XII : 13, 91 (*rapport*)
Traite des femmes et des enfants, XII : 8, 61 (*résolution*)
Typhus en Pologne. XIV, I : 4

Baltique.

- Rapatriement des prisonniers de guerre.
Voir : Prisonniers de guerre.

Balzarotti, M. XIII : 58

Banffy, Comte XV : 41

Banista. XV : 33, 35

Banques XIII : 103, 274

Barnes, M.*G. N. XII : 28

Baroni, M. Orsini.

- Représentant suppléant de l'Italie au
Conseil à la 13^{me} session (six premières
séances). XIII : 1, 2-16
Budget XIII : 4

Bassin de la Sarre.

Voir : Sarre.

Bassin du Danube.

Voir : Commission techn. perm. du régime
des eaux dans le bassin du Danube.

Beau, M. XII : 10
XIII : 73
XIV, II : 125

Beck, Major XIII : 256

Beichman, M. XII : 4, 52

Bela XV : 32, 35

Belgique.

Représentants au Conseil.

Voir : Gaiffier d'Hestroy, baron de.
Hymans, M. Paul.

Souscription versée à la Commission des
épidémies XIII : 1
XIV, I :

Voir aussi : Cour permanente de Justice
internationale : Ratification
du protocole de signature de
son statut par la Belgique.
Eupen et Malmédy.

Bellotti, M. XII : 6,
XIII :

Benes, M. Edouard XII : 4,
XIII :

Benini, Professeur XIII :

Bernard, Dr Léon XIII :

Beyens, Baron XII :

Blanchini, Commandeur XIII :

Bibliographie.

Voir : Institut international de bibliogra-
phie.
Répertoire bibliographique uni-
versel.

Bibliothèque internationale XIV, I :

Voir aussi : Organisation internationale
du travail intellectuel.

Birkenhain *S. E. I :

Bien-être des enfants.

Voir : Enfants : Protection et bien-être.

Biesiadecki, M. XIV, II :

Biskupitz S. E. I :

Bitig (Bityci) XIII :

Bjerknes, M. V. XII :

Björkman, M. XIII :

Blackett, Sir Basil XII :

Blackett, Sir Basil XIII :

Blackett, Sir Basil XIII :

Blackett, Sir Basil XII : 4,

Blanc, M.

Blanco, M.

Blanco, M. Rio.

Représentant suppléant du Brésil au
Conseil à la 13^{me} session (17^{me} séance)

Différend polono-lithuanien XIII :

Blocus.

Voir : Commission internationale du blocus.

Bluntschli, Professeur XII :

Bobrek S. E. I :

Boch, Alfred von XII :

Boch, Alfred von XIV, I :

Boga XV : 32,

Bogunitz S. E. I :

Bojana, rivière XV :

Bonfils, Professeur Henri XII :

Bonin-Longare, Comte.

Représentant suppléant de l'Italie à la

15^{me} session (1^{re} séance) XV :

Albanie XV :

Borden, Sir Robert XII : 10,

Boruschowitz S. E. I :

Boskovitch, M.

Représentant de l'Etat serbe-croate-slo-
vène au Conseil XV : 3, 4, 13,

Albanie XV : 3, 8-9, 11, 13-14, 15, 18, 21

Bougnai XV :

Bourgeois, M. Léon.

Représentant de la France au Conseil.

12^{me} session XII :

14^{me} session XIV, I :

15^{me} session XIV, II :

Session extraordinaire (Haute Silésie) XV :

Session extraordinaire (Haute Silésie) S. E. I :

Argéols, M. Léon (suite).	
Albanie, îles	XII: 111
Albanie	XIV, I: 9
Com. d'enquête	XV: 3, 4, 11, 15, 16
Amendements au Pacte.	XIV, II: 122
Articles 8 et 9	XIV, II: 131, 144
Com. des amendements	XII: 4, 5
Armements: réduction	XII: 16, 17, 40, 103-108 (rapport)
	XIV, II: 126, 190-194 (rapport)
Com. temporaire.	mixte XII: 17, 105, 106, 107-108
	XIV, II: 78, 131 (rapport), 190, 193
Destruction de l'excédent des stocks	
de munitions	XIV, II: 19
Droit d'investigation	XII: 16, 105
	XIII: 240
	XIV, II: 144
Enquête statistique	XIV, II: 191, 194
Informations d'ordre militaire à échan-	
ger	XII: 17, 40, 105, 106-107, 108
Limitation budgétaire	XII: 106, 107
	XIV, II: 192-193
Projet de traité: sa préparation	XIV, II: 190, 193
Propagande	XIV, II: 193
Questionnaire aux gouvernements	XII: 106
Section des armements du Secrétariat	XIV, II: 193
Armes et munitions: fabrication privée	XII: 16, 104, 107
	XIV, II: 191, 194
Conférence internationale sur la fabri-	
cation privée et le trafic des armes	XIV, II: 191
Armes et munitions: trafic	XIV, II: 191, 194
Bureau international de contrôle	XII: 103-104, 107
	XIII: 279
Convention de St-Germain, 10 sep-	
tembre 1919	XII: 103-104, 107
	XIV, II: 191-192, 194
Projet de protocole aux fins d'empêcher	
l'importation, en temps de paix,	
d'armes et de munitions provenant	
de pays où le trafic est sans contrôle	XIV, II: 192
triche.	
Expulsions de Juifs galiciens	XII: 29
Budget	XIV, I: 6
Bureau hydrographique international	
	XIV, II: 117, 165 (rapport)
Langues: leur stabilisation	XIV, II: 99
Commission internationale du blocus	XII: 7-8
Commission permanente consultative pour	
les questions militaires, navales et	
aériennes.	
Com. rapport	XIV, II: 84, 144 (rapport)
Conférence de Washington, 1921-1922.	XIV, II: 191, 192, 194
Commission permanente de Justice internationale.	
Arbitrage obligatoire	XII: 203
Ratification du protocole	XIII: 24
Antizig.	
Constitution	XII: 23, 24, 25
Fabrication d'armes	XII: 20, 23
Fonctionnaires allemands	XII: 26, 27, 40
Négociations avec la Pologne	XIV, II: 84
Mort d'attache pour les navires de	
guerre polonais	XIV, II: 83
Mortuations des femmes et des enfants	
en Turquie et dans les pays avoisinants	XII: 8
Préjudice polono-lithuanien	XII: 14, 31, 33, 38, 94, 98-100
	XIV, II: 95, 108-109, 110
Voie en outre ci-dessous: Suisse: Passage	
du contingent international	
pour Vilna.	
Enregistrement des traités.	
Commission chargée d'examiner la portée	
juridique de l'art. 18 du Pacte	XII: 5
Arménie, Lettonie et Lituanie.	
Statut militaire, naval et aérien	XIV, II: 144
Statuts de la Société.	
Administration.	XIV, I: 5
Armes toxiques	XIV, II: 193, 194
Armée Silésienne	S. E. I: 12
Procédure	S. E. I: 3, 5

Bourgeois, M. Léon (suite)	
Mandats	XII : II, 28 XIV, I : 16, 17 XIV, II : 119, 124
Organisation de l'hygiène	XII : 35, 163-164 (rapport) XIII : 174 XIV, I : 9, 10, 41-42 (rapport)
Organisation du travail intellectuel	XII : 27, 28, 152 XIV, I : 10, 47-48 (rapport)
Organisation économique et financière.	
Commission provisoire	XII : 36 XIV, II : 100, 128
Présidence de la 1 ^{re} session	XII : 20
Procédure du Conseil.	
Haute Silésie.	
Examen préalable de la question par les représentants de la Belgique, du Brésil, de la Chine et de l'Espagne	S. E. I : 5
Présidence de la session extraordinaire	S. E. I : 2, 3
Publicité des débats du Conseil.	XII : 3
Réfugiés russes	XII : 19
Répartition des dépenses de la Société .	XII : 35
Sarre.	
Adhésion à la Convention de Berne, 1890	XIV, II : 117, 118
Secrétariat.	
Liste du personnel	XII : 13
Suisse.	
Passage du contingent international pour Vilna.	XII : 22, 42
Traite des femmes et des enfants	XIV, II : 79
Transit et communications.	
Conférence internationale de Barcelone, 1921	XII : 3
Typhus en Europe orientale	XIV, II : 119
Bourguin, M.	XII : 5, 53
Bouscharain, M. P.	XII : 89
Bowen, Miss W.	XIII : 193
Bowman, Dr.	S. E. I : 11
Boyana.	XV : 26, 27
Branting, M.	
Représentant de la Suède au Conseil	XIII : 15, 16-17, 34-37, 38-39, 40-43, 52-53
Aland, îles.	XIII : 16, 35, 36, 37, 39, 40, 41, 42-43, 43 158-159, 161-162 (note)
Armements : réduction.	
Com. temporaire mixte	XIII : 229 XIV, II : 131
Braun, M.	XII : 196
Brenier, M.	XII : 6, 56
Brésil.	
Représentants au Conseil.	
Voir : Blanco, M. Rio.	
Da Cunha, M. Gastao.	
Voir aussi : Cour permanente de Justice internationale : Ratifica- tion du protocole de signa- ture de son statut : par le Brésil.	
Brindland, M.	XIII : 50 S. E. I : 2, 7, 8, 10, 11 (lettre), 15, 16
Brichanteau, M. de	XII : 95
Brídza	XV : 32, 34
Brisaut-Desmillet, Général	XIII : 166
Britannique, Empire.	
Voir : Empire britannique.	
Brockdorff-Rantzau, Comte	S. E. I : 12
Brown, Donald W.	XII : 123
Bukowski, Mlle D.	XIII : 192
Bunyate, Sir James	XIII : 230
Buschick	S. E. I : 19
Buchanan, Dr.	XIII : 22 XIV, I : 10
Budaci	XV : 32, 34

Budget de la Société.

2^{me} budget (1^{er} juillet au 31 décembre 1920).

Approbation des dépenses du Secrétariat.	XIII : 79
Vérification des comptes.	
Mémoire du Secr.-gén.	XIII : 79-81
Rapport des vérificateurs	XIII : 81-82
Bilan au 31 décembre 1920.	XIII : 83
Compte de recettes et de dépenses	XIII : 84
Résolution, en date du 23 fév. 1921	XII : 85, 12
Résolution, en date du 17 juin 1921.	XIII : 79, 4

3^{me} budget (1921)

Virements.	
Mémoire du Secr.-gén., adopté le 21 février 1921	XII : 48-50, 3
Mémoire du Secr.-gén., en date du 4 mai 1921	XIII : 112, 79, 4
Mémoire du Secr.-gén., en date du 11 juin 1921.	XIII : 112-114
Résolution, en date du 17 juin 1921	XIII : 79, 4
Mémoire du Secr.-gén., adopté le 30 août 1921.	XIV, I : 25-27, 5-6
Mémoire du Secr.-gén., adopté le 12 oct. 1921	XIV, II : 197, 128
Rapport de M. Wellington Koo, adopté le 17 juin 1921.	XIII : 75, 76, 79, 4
Résolutions du Conseil	
du 21 février 1921	XII : 49-50, 3
du 17 juin 1921	XIII : 79, 4
du 30 août 1921	XIV, I : 26-27, 6
du 12 oct. 1921.	XIV, II : 197, 128

Voir aussi : Organisation économique et financière : Budget : 1921.

4^{me} budget (1922).

Discussion.	XIII : 3-4
Mémoire du Secr.-gén., soumettant les prévisions budgétaires	XIII : 85-111
Résolution, en date du 17 juin 1921.	XIII : 79, 4
Rapport de M. Wellington Koo, adopté le 17 juin 1921.	XII : 75, 77-79, 3-4
Résolution, en date du 17 juin 1921.	XIII : 79, 4

Voir aussi : Organisation économique et financière : Budget : 1922.

Participation des Etats non membres de la Société aux dépenses des organisations techniques dont ils font partie. Résolution, en date du 2 sept. 1921

XIV, I : 14-15

Voir aussi : Aland, îles : Commission des rapporteurs : Dépenses.
: Finances de la Société.
: Haute Silésie : Examen de la question par le Conseil.
: Réfugiés russes : Dépenses.
: Répartition des dépenses.

Buet, Mlle XIII : 193

Bugge-Wicksell, Mme A. XII : 10

XIII : 73

Bulgarie.

Souscription versée à la Commission des épidémies

XIII : 180

XIV, I : 23

Voir aussi : Prisonniers de guerre : Echange d'enfants grecs et de prisonniers bulgares.

Bulletin mensuel de statistique financière et économique.

XIV, II : 153

Voir aussi : Statistiques.

Bülow, Prince. XIII : 12

Bultsh (Boultsch) XIV : 2, 189

XV : 24, 26

Bunyai XIV : 2, 188

Bureau de Londres.

Voir : Secrétariat de la Société : Bureau de Londres.

Bureau de Paris.

Voir : Secrétariat de la Société : Bureau de Paris.

Bureau hydrographique international.

Discussion. XII

XIII

XIV, II :

Constitution et siège.

Rapport et résolutions adoptés par la C. P. C. le 25 février 1921, soumettant un mémoire du président de la Conférence internationale hydrographique XII : 185-186, 187-188
Soumis le 3 mars 1921. XII :

Mise sous l'autorité de la Société des Nations.

Rapport de M. Hanotaux, approuvé le 27 juin 1921, proposant l'ajournement de la décision. XIII : 250-251
Discussion et adoption. XIII :

Rapport de M. Léon Bourgeois, adopté le 2 oct. 1921. XIV, II : 165, 166
Déclaration du Marquis Imperiali. XIV, II :

Résolutions du Conseil

du 27 juin 1921 XIII : 251

du 2 octobre 1921 XIV, II :

Voir aussi : Bureaux internationaux.

: Conférence internationale hydrographique, 1919.

Bureau international d'assistance.

Mise sous l'autorité de la Société des Nations.

Demande XII : 27,

Rapport de M. Hanotaux, approuvé le 27 juin 1921 XIII :

Discussion et adoption XIII :

Renseignements sur sa constitution et ses travaux XIII : 252

Résolution, en date du 27 juin 1921. XIII : 251

Voir aussi : Bureaux internationaux.

: Secours.

Bureau international de l'éducation XII : 27,
XIV, I : 48,

Bureau international de statistique commerciale.
XIV, II : 99-100,

Voir aussi : Commerce : Institut international du commerce.

: Statistiques.

Bureau international des poids et mesures. XIII :
XIV, I :

Voir aussi : Organisation internationale du travail intellectuel.

Bureau international du Travail.

Budget XIII : 77, 79, 86, 87

Coopération à l'œuvre de secours aux réfugiés russes XII : 117,
XIV, I :

Coopération avec l'organisation internationale de l'hygiène, pour les questions relatives à l'hygiène du travail XIV, I : 44-45

Organisation.

Voir : Secrétariat : Commission d'enquête.

Présence de son directeur aux séances du Conseil.

Lettre, adoptée le 23 février 1921, du Secr.-gén. à M. Albert Thomas XII : 87, 3

Lettre de M. Albert Thomas, en date du 10 août 1921, soumettant une résolution du Conseil d'administration du B.I.T. XIV, I :

Soumise au Conseil XIV, I : 10

Réponse du Secr.-gén., en date du 2 septembre 1921, approuvée par le Conseil XIV, I :

Discussion et approbation XIV, I : 10

Représentation à la Commission internationale du Blocus. XIV, I : 68,

Représentation au Comité technique provisoire d'hygiène XIII : 22,

Bureau pour la protection de la propriété
littéraire et industrielle.

XIII : 249

Bureau sud-américain.

Voir : Secrétariat de la Société : Bureau
sud-américain.

Bureaux internationaux.

XII : 150

Prévisions budgétaires pour 1922.

XIII : 89, 109

Principes généraux à observer pour les
placer sous l'autorité de la Société des
Nations.

Rapport de M. Hanotaux, approuvé le
27 juin 1921.

XIII : 249-253

Discussion et adoption.

XIII : 54

Voir aussi : Armes et munitions : Trafic :
Bureau international de
contrôle.

: Bureau hydrographique in-
ternational.

: Bureau international d'assis-
tance.

: Institut international de com-
merce.

rgenland.

XIV, II : 80

rt, Général.

XII : 14, 95

XIII : 256

zmagaza.

XV : 32, 35

zoa.

XV : 32, 34

C

a-Nour.

XV : 22

mette, Professeur.

XIII : 22

onder, M.

XII : 111

nbon, M. Jules.

XIV : 216

XV : 31, 33, 35

S.E. I : 11

eron Forbes, M. W.

XIII : 25, 73

eroun.

XIV, II : 168, 170, 179, 180, 181

Voir aussi : Mandats B.

ada.

Souscription versée à la Commission des
épidémies.

XIII : 180; XIV, I : 23

neiro, M. Barboza.

XII : 35, 166, 182-184

XIII : 119

XIV, II : 150

ozzi, Dr.

XIII : 22

rière, Dr.

XIII : 22

el, Professeur.

XIV, II : 113

stini, Signor V.

XIV, I : 28

rrall, Miss.

XII : 89

l, Lord Robert.

XII : 2, 134, 135

XIII : 217, 218, 219, 222

XIV, I : 39

XIV, II : 132, 169

re international.

palais du Cinquantenaire, à Bruxelles)

XIV, I : 52, 53

Voir aussi : Organisation internationale

du travail intellectuel.

ci.

XV : 32, 34

t.

XV : 32, 34

i Drin.

XIII : 221

XV : 22, 23

ges.

thodes commerciales en ce qui concerne

leur instabilité.

XIV, I : 151-152

bilisation.

XIV, II : 99, 118, 150-151

Voir aussi : Haute Silésie : Régime mo-
nétaire.

: Lettres de change.

digny, Colonel.

XII : 14, 15, 30-31, 32,

94, 95, 96, 97, 98, 100

XIII : 256

Chargueraud, M. XIV, I : 15

Charles, Sir Havelock. XIII : 22

Chetchong-Li, M. XIV, I : 63

Chimara (Chameria, Tchameria) XIII : 211, 215

Chine.

Représentants au Conseil.

Voir : Koo, M. Wellington.

: Tang Tsai-Fou, M.

Situation au point de vue du trafic de
l'opium.

XIII : 277

XIV, II : 195

Souscription versée à la Commission des
épidémies.

XIII : 180

XIV, I : 23

Chlen, M. XII : 66

Chodzko, Dr W. XIII : 22, 179, 185

Chorzow. S. E-I : 20

Chotski Kanovi. XV : 26

Churchill, M. Winston. XII : 10-11

Chwallenczitz. S. E-I : 19

Ciafa Rounes. XV : 7

Clemenceau, M. Georges. XIII : 44, 216

Clive, Colonel. XIII : 239

Cocaïne.

Voir : Opium : trafic.

Code des vœux. XII : 150

XIV, II : 49, 52

Voir aussi : Organisation internationale
du travail intellectuel.

Colban, M. E. XII : 7, 24, 25, 26, 37, 40, 41

XIII : 11, 12, 147, 202, 203

Colby, M. Bainbridge. XII : 70-71, 72-74

Comité américain de rapatriement des
prisonniers de guerre. XII : 80

Voir aussi : Prisonniers de guerre.

Comité central des Dons. XII : 80

Comité chargé de suivre la question
polono-lithuanienne.

Voir : Différend polono-lithuanien.

Comité consultatif de la Commission des
épidémies.

Voir : Commission des épidémies.

Comité d'hygiène.

Voir : Organisation internationale d'hy-
giène.

Comité de juristes

(dans la question des îles d'Aland).

Voir : Aland, îles.

Comité de la « Société des Amis » XII : 80

Comité de secours aux populations éprou-
vées de Hongrie. XII : 80

Comité de secours aux prisonniers de
guerre autrichiens. XII : 80

Comité international de la Croix-Rouge

XII : 19, 28, 36, 64, 66, 79, 81, 84, 93,

117, 118, 119, 120, 121, 122, 124, 126

XIII : 24, 54, 60, 178, 179, 180, 186, 187, 188,

225, 226, 227, 232, 233, 243, 246, 247, 248, 282

XIV, I : 64, 66

Comité mixte formé de représentants du

C. I. C. R. et de la L. S. C. R. aux fins

de coordonner leur action. XII : 124, 126

XIII : 24, 187, 188, 243, 247

Comité international des crédits de

secours. XII : 81

Comité militaire allié de Versailles. . . . XIII : 241

Comité mixte

(formé de représentants du Comité international de la Croix-Rouge et de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge)

XII : 124, 126

XIII : 24, 151, 187, 188, 243, 247

Résolution, en date du 25 février 1921 . . . XII : 125, 20

Comité technique provisoire d'hygiène.

Voir : Organisation internationale de l'hygiène.

Comités de la Société.

Invitation à se faire représenter à l'Assemblée

XIII : 61

Lieu de réunion ordinaire.

Discussion XIII : 57-58

Décision, en date du 28 juin 1921 . . . XIII : 58

Commerce.

Compétence du Conseil dans la prorogation et l'adaptation éventuelle des stipulations des traités de paix relatives au commerce et aux transports. . . .

XII : 179

Congrès de droit commercial, de 1885 . . . XII : 182

Congrès international des chambres de commerce XII : 182

XIV, II : 156, 158

Congrès international du commerce et de l'industrie XII : 182

Equitable traitement du commerce . . . XII : 179

XIV, II : 100, 101

Résolution du 19 sept. 1921 XIV, II : 101

Voir aussi : Mandats : Commerce et échanges.

Institut international de Commerce . . . XIII : 54, 251

XIV, II : 99-100, 101, 152

Résolution du 27 juin 1921 XIII : 251

Adoption XIII : 54

Résolution du 19 septembre 1921 . . . XIV, II : 101

Statistique commerciale.

Voir : Bureau international de statistique commerciale.

: Statistiques internationales.

Voir aussi : Concurrence déloyale.

: Lettres de change.

: Marques d'origine.

Commission chargée d'étudier la portée juridique de l'art. 18 du Pacte.

Voir : Enregistrement des traités.

Commission chargée d'étudier les mesures à prendre relativement à une organisation internationale du travail intellectuel.

Voir : Organisation internationale du travail intellectuel.

Commission chargée d'examiner l'organisation du Secrétariat et du Bureau international du travail (Commission d'enquête).

Voir : Secrétariat : Commission d'enquête.

Commission consultative du trafic de l'opium.

Voir : Opium : Organisation pour le contrôle de son trafic : Commission consultative.

Commission consultative et technique des communications et du transit.

Voir : Organisation des communications et du transit.

Commission consultative pour la traite des femmes et des enfants.

Voir : Traite des femmes et des enfants.

Commission de contrôle (différend polono-lithuanien).

Voir : Différend polono-lithuanien.

Commission de contrôle des finances de la Société.

Nomination.

Résolution, en date du 12 oct. 1921. . . XIV, II : 128-129

Commission de délimitation, chargée de fixer le tracé la frontière germano-polonaise en Haute Silésie

S. E. I :

Commission d'enquête sur la déportation de femmes d'enfants en Turquie et dans les pays avoisinants

Voir : Déportations.

Commission d'experts, pour la question de la Haute Silésie

S. E. I : 14

Commission de gouvernement du Bassin de la Sarre

Voir : Sarre.

Commission de répartition des dépenses.

Voir : Répartition des dépenses.

Commission des affaires polonaises de la Conférence de la Paix

S. E. I : 11

Commission des amendements au Pacte.

Constitution et composition.

Discussion XII : 4-5, 10, 2

Rapport de M. Quiñones de León, adopté le 21 février 1921 XII : 51-52

Résolution, en date du 21 février 1921 . . . XII : 52, 4

Dépenses à imputer au deuxième chap., art. 27, du 3^{me} budget XII :

Hommage du Conseil à son travail XIII :

Rapport.

Soumis au Conseil, le 23 juin 1921 XIII :

Transmis à la seconde Assemblée, le 12 sept. 1921 XIV, II :

Voir aussi : Pacte de la Société.

Commission des épidémies.

Fonds.

Lettre aux Membres de la Société réclamant une aide financière XIV, II : 175-1

Adoptée le 2 oct. 1921 XIV, II : 119-1

Liste des souscriptions nationales XIV, I :

Maintien — et extension aux pays frontières autres que la Pologne — des mesures excellentes prises par la Commission contre les épidémies provenant de la Russie XIV, I : 42, 46

Organisation et travaux.

Discussion XIII : 22-

Compte rendu de la première réunion (Typhus en Pologne) du Comité consultatif.

Note du Secrétaire général, soumise le 21 juin 1921 XIII : 1

Texte du Rapport du Commissaire en chef XIII : 179-1

Lu XIII :

Rapport du Dr Norman White, Commissaire en chef, soumis au Conseil le 30 août 1921. XIV, I : 23-24

Observations du Secr.-gén. relatives à la famine en Russie et l'œuvre du Gouvernement polonais XIV, I :

Rapport de la Commission.

Transmission à l'Assemblée.

Résolution en date du 12 sept. 1921 . . . XIV, II :

Rattachement à l'organisation internationale de l'hygiène.

Rapport, en date du 29 août 1921, du Comité provisoire d'hygiène XIV, I : 45-

Adopté le 2 sept. 1921 XIV, I :

Rapport de M. Bourgeois, adopté le 2 sept. 1921 XIV, I : 42

Résolution, en date du 2 sept. 1921 . . . XIV, I :

Voir aussi : Typhus en Pologne et en Europe orientale.

Commission des frontières orientales de l'Allemagne

S. E. I :

Commission des rapporteurs

(dans la question des îles d'Åland).

Voir : Åland, îles.

Commission des réparations.

XII : 1

XIII : 151, 153,

XIV : 2, 1

Commission du plébiscite.

Voir : Différend polono-lithuanien.

Commission interalliée, pour la question de la Haute Silésie

S. E. I : 8, 9, 13, 14

Commission internationale de recherches dans les régions supérieures de l'atmosphère.

Discussion	XII : 39
Rapport et résolutions, adoptés le 21 janvier 1921, par la C.P.C.	XII : 186
Adopté le 3 mars 1921	XII : 39

Commission internationale du blocus.

Budget pour 1922	XIII : 88, 108
Création et composition.	
Rapport du marquis Imperiali, adopté le 22 février 1921	XII : 59
Discussion et adoption	XII : 7-8
Rapport du Secr.-gén., soumis le 21 juin 1921	XIII : 191, 25
Résolution, en date du 22 février 1921	XII : 8, 59
Documentation, à l'usage de la Commission, réunie par le Secrétariat de la Société.	
Rapport du Secr.-gén., soumis le 21 juin 1921	XIII : 191, 25
Rapport de la Commission.	
Rapport du marquis Imperiali, adopté le 2 septembre 1921, proposant le renvoi du rapport de la Commission à l'Assemblée et à la Commission des amendements au Pacte	XIV, I : 68, 14
Résolution, en date du 2 sept. 1921	XIV, I : 14

Commission mixte de la Haute Silésie.

S. E. I : 17-18, 21-23

Commission permanente consultative pour les questions militaires, navales et aériennes.

Budget	XIII : 88, 105-106
Critiques de la Seconde Assemblée.	
Lettre, en date du 9 sept. 1921, du Président de la C. P. C. au Conseil, transmettant la réponse de la Commission à ces critiques	XIV, II : 132-134
Communiquée	XIV, II : 80
Lettre, en date du 12 septembre 1921, du Président du Conseil au Président de la C. P. C.	XIV, II : 134-135
Approuvée le 12 septembre 1921	XIV, II : 80
Résolution, en date du 12 sept. 1921	XIV, II : 80
Rapport.	
Rapport relatif (1) à un amendement à l'art. 9 du Pacte, (2) au statut militaire, naval et aérien de l'Esthonie, la Lettonie et la Lithuanie, (3) à une question budgétaire touchant le droit d'investigation.	
Rapport de M. Bourgeois, adopté le 16 septembre 1921	XIV, II : 144, 84
Rapport sur la fabrication, la vente, l'emmagasinage et le transport de matériel de guerre sur le territoire de Dantzig	XIII : 131-132, 242
Soumis le 23 juin 1921	XIII : 34
Rapport sur les travaux de sa cinquième session, à Genève	XIII : 239-242
Approuvé le 27 juin 1921	XIII : 52
Négociations avec la Com. temporaire mixte pour la réduction des armements	XII : 39, 106
	XIV, II : 133-134, 135
Voir aussi : Armements : réduction :	
Commission temporaire mixte : Statut des membres de la C. P. C.	
Règlement intérieur.	
Résolutions, prises par la C. P. C.	XII : 185
Approuvées le 3 mars 1921	XII : 39

Commission permanente consultative pour les questions militaires, navales et aériennes (suite).

Sous-commissions.

Présidence pour la période s'étendant

du 1^{er} août 1921 au 1^{er} février 1922

XIII : 239

Voir d'autre part : Armements : réductions.

: Armes et munitions.

: Gaz toxiques.

Commission permanente des mandats.

Budget pour 1922

XIII : 88, 104, 4

Constitution.

Discussion

XII : 10

XIII : 25

Mémorandum du Secr.-gén.

XIII : 73, 25

Documentation

XIV, II : 168

Rapport

XIV, II : 178-187

Soumis le 10 octobre 1921

XIV, II : 124

Règlement intérieur

XIV, II : 125, 179

Sous-commission sur la question du statut

national des habitants des territoires

sous mandat B et C.

XIV, II : 125

Commission provisoire économique et financière.

Voir : Organisation économique et financière.

Commission technique permanente du régime des eaux dans le bassin du Danube.

Nomination du président.

Note, en date du 27 juin, du Secr.-gén.

soumettant une lettre du Président

de la Conférence des Ambassadeurs,

relative à une prompte création de

la commission

XIII : 234

Approuvée

XIII : 51

Rapport du marquis Imperiali

XIV, I : 75, 15

Nomination, en date du 2 sept. 1921,

de M. Chargueraud

XIV, I : 15

Commission temporaire mixte pour la réduction des armements.

Voir : Armements : réduction.

Commissions administratives et question des minorités.

Budget pour 1922

XIII : 88, 102

Commissions de la Société.

Invitation à se faire représenter à l'Assemblée

XIII : 61

Lieu de réunion ordinaire.

Discussion

XIII : 57-58

Décision, en date du 28 juin 1921

XIII : 58

Conant, M. Charles-A.

XII : 183

Concurrence déloyale.

Mesures de protection

XIV, II : 147, 151

Voir aussi : Commerce.

: Marques d'origine.

Confédération suisse.

Voir : Suisse.

Conférence d'étude pour la question des réfugiés russes.

Voir : Réfugiés russes.

Conférence de Florence, 1913

XIII : 44, 210

Voir aussi : Albanie : Frontières : délimitation et violation.

Conférence de Londres, 1913.

XIII : 44, 47, 210, 221, 223, 224

XV : 9

Conférence de Washington sur le désarmement, 1921-22.

XIV, II : 126, 191, 192, 194

Conférence des Ambassadeurs.

XII : 23, 86, 127, 131, 133, 139, 146, 147, 148

XIII : 6, 7, 9, 29, 30, 45, 46, 47, 48, 49, 58, 132,

133, 136, 141, 156, 207, 213, 219, 221, 234, 241

XIV, I : 35, 36, 75

XIV, II : 80, 122, 136, 137

XV : 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 13, 14,

15, 17, 18, 20, 26, 28, 27, 30

S. E. I : 14

Décision relative aux frontières de l'Albanie.

Voir : Albanie : Frontières : Délimitation et violation : ligne de démarcation.

Conférence économique et financière.

En 1920.

Conférence de Bruxelles	XII : 184
	XIII : 273, 274, 275
	XIV, II : 145, 146, 147, 148, 150, 156
Budget	XIII : 83

En 1921.

Inopportunité d'une réunion	XIII : 273
	XIV, II : 153-154

En 1922.

Prévisions budgétaires	XIII : 103
----------------------------------	------------

Conférence internationale des communications et du transit.

Voir : Communications et transit.

Conférence internationale du coton, 1921.

XIV, II : 156, 158

Conférence internationale hydrographique, 1919.

XII : 187, 188

Conférence internationale sur la traite des femmes et des enfants.

Voir : Traite des femmes.

Conférence pour la non-fortification et la neutralisation des îles d'Aland.

Voir : Aland, îles.

Conférence pour la question des réfugiés russes.

(réunie à Genève, du 22 au 25 août 1921.)

Mémorandum du Secr.-gén. sur ses travaux	XIV, I : 63-64, 13
Résolutions prises le 24 août 1921	XIV, I : 64-67
Décision du Conseil relative à la communication des vœux de la Conférence	XIV, I : 13

Conférence pour la question du rapatriement des prisonniers de guerre, tenue à Riga, le 17 janvier 1921

XII : 79

Conférences de La Haye, 1910 et 1912

XII : 182, 183, 184

Conférences internationales

tenues depuis 1890 XIV, I : 50

Congrès de Bruxelles pour la protection de l'enfance.

XIII : 60

Congrès du droit commercial.

Voir : Commerce.

Congrès international de la mutualité .

XIV, I : 51

Voir aussi : Organisation internationale du travail intellectuel.

Congrès international des chambres de commerce.

Voir : Commerce.

Congrès international des Unions de secours aux enfants

XIII : 60

Congrès international du commerce et de l'industrie.

Voir : Commerce.

Congrès internationaux.

Vœux et résolutions.

Voir : Code des vœux.

; Organisation internationale du travail intellectuel.

Conseil catholique national de guerre

XII : 80

Conseil de la Société des Nations.

Budget pour ses sessions en 1922	XIII : 87
Dépenses pour la 12 ^{me} session	XII 3, 48-50
	XIII : 87

Date des sessions

12 ^{me}	XII : 1
13 ^{me}	XIII : 1
14 ^{me}	XIII : 61
	XIV, I : 1
	XIV, II : 77
15 ^{me}	XV : 1
Session extraordinaire (Haute Silésie)	S. E. I : 1

Conseil de la Société des Nations (suite).

Lieu de réunion.

12^{me} session XII

Motifs XII : 2 ; Addendum aux procès-verbaux de la 12^{me} session.

13^{me} session XIII

14^{me} session XIV, I

XIV, II

15^{me} session XV

Session extraordinaire (Haute Silésie) S. E. I

Présidence.

12^{me} session XII

Discours d'ouverture Addendum à la 12^{me} session

Discours de clôture XII : 202-

13^{me} session XIII

14^{me} session XIV, I

XIV, II

15^{me} session XV

Session extraordinaire (Haute Silésie) S. E. I : 1

Procédure.

Voir : Procédure du Conseil.

Procès-verbaux.

12^{me} session XII : 2

13^{me} session XIII : 2

14^{me} session XIV, I : 2

XIV, II : 78-

15^{me} session XV : 3

Session extraordinaire (Haute Silésie) S. E. I :

Publicité des débats.

Voir : Publicité des débats du Conseil.

Rapport à l'Assemblée.

Sa préparation, confiée au Secrétaire général XIII

Représentants des Etats membres du Conseil.

12^{me} session XII

13^{me} session XIV, I

14^{me} session XIV, II

15^{me} session XV

Session extraordinaire (Haute Silésie) S. E. I

« Conseil des Quatre » S. E. I

Conseil international des femmes XIV, I

Voir aussi : Organisation internationale du travail intellectuel.

Conseil suprême des Alliés XIII : 222,

XIV, I

XIV, II : 81,

S. E. I : 2, 3, 4, 5, 7, 8, 10, 11, 12, 14, 15, 16,

Conventions.

Voir : Traités, accords, conventions.

Coritza.

Voir : Koritza.

Corporation des doyens des commerçants XII :

Costa, M. Alfonso XII :

Costa-Rica.

Voir : Différend entre Costa-Rica et Panama.

Cour permanente de Justice internationale.

Budget XIII : 77, 79, 86, 87, 90, 111,

Clause obligatoire du protocole.

Etats signataires XII : 115,

XIII :

XIV, I

Membres de la Cour.

Question de leur désignation condition-

nelle XII :

XIII : 189

Résolution du 25 février 1921 XII : 116

Ratification du protocole de signature de son statut.

Belgique XIV,

Brésil XIV,

Chine XIII

ur permanente de justice internationale (suite).

Ratification du protocole de signature (suite).

Espagne.	XIII : 24 XIV, I : 2
France	XIII : 24, 50
Grande-Bretagne	XIII : 24
Italie	XIII : 15
Japon.	XIII : 25
Voir, en outre, les rapports ci-dessous :	
Discussion.	XII : 18 XIII : 15, 24-25, 50 XIV, I : 2, 11

Rapport du Commendatore Anzilotti, adopté le 25 février 1921.	XII : 115-116, 18
Rapport du Secr.-gén., soumis le 21 juin 1921	XIII : 189-190, 24-25
Rapport du Secr.-gén., soumis le 2 septembre 1921.	XIV, I : 58-59, 11
Résolution, en date du 25 février 1921.	XII : 116, 18

redits de finition	XII : 36, 165, 166-178 XIII : 272-273, 274 XIV, II : 147, 154
------------------------------	---

Commission consultative.	
Constitution et mandat	XII : 167
Rapport.	XII : 167-175
Situation en :	
Allemagne.	XII : 170, 176-177, 178
Autriche.	XII : 169, 170, 171-174, 177
Décret autrichien du 16 juin 1920.	XII : 171-174
Hongrie.	XII : 177-178
Tchécoslovaquie	XII : 177
Projet de crédits internationaux	XII : 36, 165 XIII : 57, 103, 104, 115, 116, 274-275 XIV, II : 99, 147, 149, 154-158

ix-Rouge.

Comité international de la Croix-Rouge.	
Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge.	

dy, Dame Rachel.	XIII : 179, 184
ve, Sir Eyre A.	XIII : 216
on of Kedleston, Earl.	XII : 70, 72
iman, Miss E. D.	XIV, I : 29, 30, 33-34
snau.	S. E. I : 19

D

Da Cunha, M. Gastao

présentant du Brésil au Conseil.	
12 ^{me} session	XII : 1
Présidence.	
Discours d'ouverture	XII : 2 et Addendum aux procès-verbaux de la 12 ^{me} session.
Discours de clôture	XII : 42, 202-206
13 ^{me} session	XIII : 1
14 ^{me} session	XIV, I : 1
15 ^{me} session	XIV, II : 77
Session extraordinaire (Haute Silésie).	XV : 1
nd, fies.	S. E. I : 1
	XIII : 42
	XIV, I : 4
nements : réduction.	
om, temporaire mixte	XII : 205
énie.	XII : 205
triche.	
Expulsions de Juifs galiciens.	XII : 28, 205
n. des amendements au Pacte	XII : 205
n. permanente consultative pour les questions militaires, navales et aé-	
iennes	XII : 40
ur permanente de Justice internationale	
arbitrage obligatoire	XII : 203
ratification de son protocole.	XIV, I : 2
ntzig.	
oncil du port et des voies d'eau	XII : 20
abrication d'armes.	XII : 20
ublication des documents y relatifs	XII : 41

Da Cunha, M. Gastao (suite).

Déportation de femmes et d'enfants en Turquie et dans les territoires avoisinants	XIV, I : 7, 29 (rapport)
Com. d'enquête	XIV, II : 119, 172 (rapport)
Différend polono-lithuanien	XII : 20, 205-206 XIII, II : 110

Voir en outre, ci-dessous : Suisse: Passage du contingent international pour Vilna.	
Esthonie et Lettonie.	
Reconnaissance de jure	XIV, I : 4
Haute Silésie.	S. E. I : 2
Procédure	S. E. I : 3
Mandats.	XII : 10, 12, 69 (lettre), 75-76 (lettre), 205 XIII : 2, 26, 71 (exposé), 74 (rapport) XIV, I : 16 XIV, II : 130

Prisonniers de guerre.	
Prisonniers turcs détenus par le Gouvernement grec	XIII : 50, 225 (rapport)
Rapatriment	XII : 205
Procédure du Conseil.	
Communication des rapports à soumettre au Conseil.	XIV, I : 12, 60-61 (rapport)
Haute Silésie.	
Examen préalable de la question par les représentants de la Belgique, du Brésil, de la Chine et de l'Espagne	S. E. I : 5
Présidence de la Session extraordinaire	S. E. I : 3
Publicité des débats du Conseil.	XII : 2
	XIII : 18
Réfugiés russes.	XII : 205
	XIV, I : 13
Répartition des dépenses de la Société.	
	XIII : 4, 119 (rapport)

Sarre.	
Adhésion à la Convention de Berne, 1890	XIV, I : 14
Suisse.	
Passage du contingent international pour Vilna.	XII : 21, 27
Traite des femmes et des enfants	XIV, II : 92
Dalmatie.	XIII : 215

Danemark.

Invité à la Conférence pour la neutralisation et la non-fortification des îles d'Aland.	XIV, I : 22, 4
Souscription versée à la Commission des épidémies	XIII : 180, 23 XIV, I : 23

Dantzig.

Discussion.	XII : 20, 22-23, 23-24, 25, 26, 27, 37, 40-41, 41 XIII : 5-9, 10-13, 26-27, 28-30, 31-33, 34 XIV, II : 82-84, 121
Acquisition et perte de la qualité de citoyen.	
Projet de loi amendant l'art. 71 de la Constitution.	
Art. 71.	
Voir ci-dessous : Constitution : Art. 71.	
Discussion.	XIII : 5 XIV, II : 82
Rapport du vicomte Ishii, adopté le 18 juin 1921	XIII : 128, 5
Rapport du vicomte Ishii, adopté le 16 sept. 1921.	XIV, II : 139, 82
Résolution, en date du 16 sept. 1921	XIV, II : 82, 139
Affaire Puppel-Deutsche Bauern Bank.	
Appel de la Pologne contre la décision du Haut Commissaire.	
Discussion.	XIII : 12-13, 27 XIV, II : 82
Création d'un comité d'experts.	
Rapport du vicomte Ishii, adopté le 18 juin 1921.	XIII : 151-152
Lu et discuté.	XIII : 18-13

Dantzig (suite).

Affaire Puppel-Deutsche Bauern Bank
(suite).

Appel de la Pologne contre la décision
du Haut Commissaire (suite).

Renvoi à la Com. des réparations.

Rapport approuvé le 21 juin 1921. XIII : 153, 27

Rapport du vicomte Ishii, adopté
le 16 sept. 1921, faisant part au
Conseil de la déclaration d'in-
compétence de la Com. des
réparations XIV, II : 140, 82

Négociations à entamer directement
entre les parties.

Rapport du vicomte Ishii, adopté
le 16 sept. 1921. XIV, II : 140

Discussion et adoption XIV, II : 82

Résolution en date du 16 sept. 1921 XIV, II : 82

Voir en outre ci-dessous : Haut Commis-
saire : Délai d'appel de ses décisions.

Conseil du port et des voies d'eau.

Président : Nomination et traitement.

Rapport du vicomte Ishii, adopté le
26 février 1921. XII : 127-128, 20

Résolution du 26 février 1921 XII : 128, 20

Traité internationaux à conclure au
nom du Conseil par la Pologne XII : 147, 148

Résolution du 28 février 1921 XII : 148, 26

Constitution.

Discussion. XII : 23-24, 25, 26, 37
XIII : 11

Art. 1. XII : 139

Art. 5. XII : 138, 142, 143-144
XIII : 34, 129-130, 140

Art. 41 XII : 23-24, 25, 37, 138-139, 142, 143, 144
XIII : 140

Art. 44 f XII : 23, 139, 142, 143, 144, 146, 147
XIII : 140-142

Art. 56 XII : 139

Art. 57 XII : 139, 143

Art. 71 XII : 142-143, 144
XIII : 140

Communications, en date des 17 et 24
janvier 1921, du Président de la Con-
férence des Ambassadeurs.

Rapport du vicomte Ishii, adopté
le 28 février 1921. XII : 146-148, 26

Note, en date du 20 février 1921, du
représentant polonais, relative à des
amendements XII : 138-139, 24

Note au gouvernement de Dantzig,
adoptée le 28 février 1921 XII : 140-141, 25

Rapport du vicomte Ishii, adopté le
2 mars 1921 XII : 142-145, 37

Rapport du vicomte Ishii, adopté le 18
juin 1921, relatif à des propositions
d'amendements. XIII : 140-142, 11

Résolutions du Conseil.
du 28 février 1921 XII : 148, 26

du 2 mars 1921. XII : 145, 37

Voir en outre ci-dessus : Acquisition et
perte de la qualité de citoyen.

Voir en outre ci-dessous : Sénat.

Convention de transit entre Dantzig et la
Pologne, d'une part, et l'Allemagne, de
l'autre.

Discussion. XIII : 12

Rapport du vicomte Ishii, adopté le
18 juin 1921. XIII : 149-150, 12

Convention polono-dantzikoise du 9 nov.

1920 XII : 41, 127, 128, 139, 146-147, 148

XIII : 12, 26-27, 27, 29, 30, 128, 130, 138,
139, 140, 141, 142, 149, 150, 151,
152, 194-195, 197, 199, 200, 202,
203, 205, 206, 208, 209.

Négociations y relatives.

Discussion. XIII : 26-27

Rapport du général Haking, soumis
le 21 juin 1921. XIII : 194-195

Voir en outre, ci-dessous : Négociations
avec la Pologne.

Dantzig (suite).

Convention relative à la cession de Memel
et Dantzig, du 9 janvier 1920 (Paris) .

XII : 1

Soumise au Conseil, le 3 mars 1921 . .

XII :

Défense.

Discussion. XII :

XIII : 9, 10, 13,

XIV, II :

Rapport du vicomte Ishii, adopté le
22 juin 1921. XIII : 197-198

Discussion. XIII : 28

Rapport du vicomte Ishii, adopté le 16
sept. 1921, proposant la communica-
tion à la C. P. C. du rapport du Haut
Commissaire. XIV, II : 141,

Résolutions du Conseil

du 22 juin 1921. XIII : 197-198,

du 16 sept. 1921 XIV, II : 141,

Fabrication d'armes.

Discussion. XII : 20, 22-

XIII : 6-9, 29-30,

Lettre de M. Askenazy, représentant
de la Pologne, en date du 25 février
1921 XII : 129,

Lettre des chantiers de Dantzig à la
fabrique austro-hongroise de muni-
tions, à Enzensfeld, en date du 28 dé-
cembre 1920. XII : 130,

XIII

Rapport du vicomte Ishii, adopté le
26 février 1921. XII : 131-133,

XIII

Rapport présenté par le vicomte Ishii,
le 18 juin 1921. XIII : 133-134

Lu et discuté. XIII :

Rapport du Haut Commissaire sur la
manufacture d'armes, daté du 22 mai
1921 XIII : 134-135

Discuté XIII

Résolutions du Conseil.

du 26 février 1921 XII : 133,

du 23 juin 1921. XIII : 136,

Fabrication de matériel aéronautique . . XIII : 29-30,

Définition des types militaires et civils.

Rapport du vicomte Ishii, soumis le
6 oct. 1921, exposant l'avis de la
sous-commission aérienne de la
C.P.C. XIV, II : 177,

Résolution, en date du 6 oct. 1921, rela-
tive à la transmission du rapport
de la sous-commission aérienne de
la C.P.C. au Haut Commissaire. XIV, II :

Fabrication, vente, emmagasinage et
transport de matériel de guerre.

Discussion XIII : 5-6,

Art. 5 de la Constitution.

Voir ci-dessus : Constitution : art. 5.

Compétence du Haut Commissaire en
ce qui concerne le matériel de guerre

XIII : 5-6, 30, 129, 130-131, 131-

Rapport présenté par le vicomte Ishii,
le 18 juin 1921. XIII : 129-

Lu et discuté XIII :

Rapport de la C. P. C., présenté le 23
juin 1921 XIII : 131-

Discussion XIII :

Voir en outre ci-dessus :

Fabrication d'armes.

: Fabrication de matériel aéro-
nautique.

Voir en outre ci-dessous :

Gardes et convoyeurs polonais.

: Magasins pour les explosifs
destinés à la Pologne.

Fonctionnaires allemands.

Discussion XII : 26, 27, 40

Convention entre le Reich allemand et
la Ville libre de Dantzig, 12 novem-
bre 1920 XII : 190-

Soumise le 3 mars 1921 XII : 40

Dantzig (suite).

Fonctionnaires allemands (suite).

Décret du Gouvernement allemand et du Gouvernement de l'Etat prussien relatif aux droits des fonctionnaires de rentrer au service de l'Empire allemand ou de l'Etat prussien, daté du 29 déc. 1920 XII : 195-196

Gardes et convoyeurs polonais.

XIII : 31-32, 199, 200, 201-202

Rapport de la Section des Commissions administratives du Secrétariat, concluant à la nécessité de leur maintien XIII : 204-206

Soumis au Conseil le 22 juin 1921 XIII : 203

Rapport du Comité, soumettant un accord entre Dantzig et la Pologne XIII : 203-204

Soumis le 23 juin 1921 XIII : 31

Haut Commissaire.

Compétence en ce qui concerne le matériel de guerre XIII : 5-6, 30, 129, 130-131, 131-132

Délai d'appel de ses décisions.

Accord conclu entre Dantzig et la Pologne, enregistré par le Conseil, le 21 juin 1921 XIII : 138-139, 27

Rapport du vicomte Ishii, adopté le 18 juin 1921 XIII : 137-138

Lu et discuté XIII : 10

Voir en outre ci-dessus :

Affaire Puppel-Deutsche Bauern Bank. XII : 149

Dépenses pour son entretien XII : 149

Droit de veto à la conclusion de traités.

Délai pour l'opposer XIII : 12, 27, 141

Rapport adopté le 21 juin 1921 XIII : 196, 27

Invité à se faire représenter à l'Assemblée XIII : 61

Rapport du Secr.-gén., adopté le 28 février 1921, sur la période allant de décembre 1920 à février 1921 XIII : 149, 26

Voir aussi : Haking, Général.

Libre accès de la Pologne à la mer.

Discussion XIII : 13, 28-29, 32

Questions soulevées par la note du Gouvernement polonais en date du 5 mars 1921.

Rapport du vicomte Ishii, soumis le 22 juin 1921 XIII : 199-200

Discussion XIII : 28-29

Note de la délégation française XIII : 201-202, 29

Voir en outre ci-dessus :

Gardes et convoyeurs polonais.

Voir en outre ci-dessous :

Magasins pour les explosifs destinés à la Pologne.

: Port d'attache pour les navires de guerre polonais.

Magasins pour les explosifs destinés à la Pologne.

Projet de résolution de la délégation française XIII : 30

Questions soulevées par la note, en date du 5 mai 1921, du Gouvernement polonais XIII : 199

Rapport du vicomte Ishii, soumis le 22 juin 1921 XIII : 199, 200, 28

Note de la délégation française, soumettant des résolutions XIII : 201-202, 29

Rapport présenté au Conseil, le 23 juin 1921, relatif à l'accord entre les deux parties XIII : 202

Lu et approuvé XIII : 31

Rapport de la C.P.C., soumis le 23 juin 1921 XII : 132

Discussion XIII : 134

Voir en outre ci-dessus : Fabrication, vente, emmagasinage et transport de matériel de guerre.

Dantzig (suite).

Matériel de guerre allemand XIII : 29, 32, 34, 132

Rapport du vicomte Ishii, adopté le 23 juin 1921 XIII : 207, 32

Matériel de guerre polonais.

Voir ci-dessus :

Gardes et convoyeurs polonais.

: Magasins pour les explosifs destinés à la Pologne.

Négociations avec la Pologne.

Situation, le 16 sept. 1921 XIV, II : 84

Voir en outre ci-dessus : Convention polono-dantzikoise du 9 nov. 1920 :

Négociations.

Port d'attache pour les navires de guerre polonais XIII : 29, 34, 132, 198, 199, 200

XIV, II : 2, 83, 142

Rapport du vicomte Ishii, adopté le 16 sept. 1921, proposant le renvoi du rapport du Haut Commissaire à la C. P. C. XIV, II : 142

Discussion et adoption XIV, II : 83

Résolutions du Conseil

du 22 juin 1921 XIII : 198, 28

du 16 sept. 1921 XIV, II : 142, 83

Procédure du Conseil pour l'examen des questions relatives à Dantzig XIII : 5

Publication des documents concernant la Ville libre.

Discussion XII : 20, 37, 41

Lettre, en date du 26 février 1921, émanant de M. Askenazy, la réclamant au nom du Gouvernement polonais XII : 134, 20

Note du Secrétaire général, adoptée le 3 mars 1921 XII : 135, 37

Nouvelle lettre de M. Askenazy. XII : 136, 41

Décision XII : 41

Relations extérieures.

Voir ci-dessus : Constitution : Art. 41

Représentant au Conseil.

Voir : Sahm, Président.

Sénat.

Compétence du Président pour communiquer directement avec la Conférence des Ambassadeurs XII : 148

Position des sénateurs et durée de leur mandat XII : 24, 140, 144, 145

XIII : 11-12, 30

Rapport du vicomte Ishii adopté le 18 juin 1921 XIII : 143-147, 11

Rapport du Comité chargé de la question, adopté le 22 juin 1921

XIII : 147-148, 30

Résolution, en date du 22 juin 1921. XIII : 148, 30

Situation financière.

Discussion XIII : 33

XIV, II : 83

Rapport du Général Haking, Haut Commissaire, soumis le 21 juin 1921

XIII : 194-195, 26

Rapport du vicomte Ishii, adopté le 23 juin 1921, proposant le renvoi de ces questions à la Com. économique et financière provisoire XIII : 208-209

Lu et discuté XIII : 33

Rapport de la Com. économique et financière provisoire XIV, II : 149-150

Soumis le 16 sept. 1921 XIV, II : 83

Rapport du vicomte Ishii, adopté le 16 sept. 1921, sur le rapport de la Com. économique et financière XIV, II : 143, 83

Résolution, en date du 16 sept. 1921, chargeant la Com. économique et financière de poursuivre son enquête XIV, II : 83

Résolution, en date du 19 sept. 1921 XIV, II : 101

Dantzig (suite).

Traités à conclure.

Procédure.

Voir ci-dessus : Conseil du port et des voies d'eau.

: Constitution : Art. 44 f.

Danube.

Voir : Commission consultative et technique des communications et du transit : Participation des Etats riverains du Danube.

: Commission technique permanente du régime des eaux dans le bassin du Danube.

Darza (Dardha, Darde) XV : 10, 14, 22, 23, 26
Debra (Debar, Dibra) XIII : 211, 220, 221, 223
XV : 7, 21, 23, 26, 32, 33, 34, 35

Debrova XV : 33, 35
Décoppet, M. XIII : 120
Deda, M. Nex Djon. XIV, I : 38
Delaquis, Dr XIV, I : 63
Delhorbe, M. Florian XIII : 192
Della Torre, Sénateur XIII : 58
Della Torretta S. E. I : 11, 12
Demolon, M. G. XII : 89

Dendramis, M.

Représentant de la Grèce au Conseil
XIV, II : 115-116

Minorités :

en Albanie XIV, II : 115-116

en Grèce XIV, II : 116

Réfugiés russes XIV, I : 63

Déportation des femmes et des enfants en Turquie et dans les pays avoisinants.

Discussion XII : 8-9
XIV, I : 7
XIV, II : 119

Commissaire de la S. d. N. à Constantinople.

Nomination et attributions.

Rapport de M. Da Cunha, adopté le 20 oct. 1921 XIV, II : 172

Discussion XIV, II : 119

Nomination de M. Peet XIV, II : 119

Commission d'enquête.

Budget pour 1922 XIII : 89, 108

Constitution.

Rapport du marquis Imperiali, adopté le 22 février 1921 XII : 62

Discussion XII : 8-9

Résolution, en date du 22 fév. 1921. XII : 9

Lettre de Miss. E. D. Cushman, soumise le 30 août 1921, relative aux méthodes employées pour cacher l'identité des enfants XIV, I : 33-34

Rapport provisoire du Dr Kennedy, soumis le 30 août 1921, relatif aux travaux et aux méthodes de la Commission XIV, I : 30-33
XIV, I : 29, 7

Rapport de M. Da Cunha, adopté le 30 août 1921, proposant la transmission à l'Assemblée du rapport de la Com. d'enquête XIV I : 29
XIV, I : 7, 29

Désarmement.

Voir : Armements : réduction.

: Armes et munitions : fabrication privée.

: Armes et munitions : trafic.

Dettes.

Règlement des « dettes ennemies » dans le Bassin de la Sarre.

Voir : Sarre.

Deutsche Bauern Bank.

Voir : Dantzig : Affaire Puppel-Deutsche Bauern Bank.

Devinat, M. XII :

Dickson, M. Charles XII : 1

Différend entre Costa-Rica et Panama.

Décision de s'en désintéresser XII :

Télégramme, en date du 3 mars 1921, du Gouvernement de Panama XII : 2

Réponse télégraphique en date du 4 mars 1921, du Secrétaire général au Gouvernement de Panama XII : 2

Télégramme, approuvé le 4 mars, du Secr.-gén. aux Gouvernements de Costa-Rica et de Panama XII : 199,

Différend entre l'Autriche et la Pologne au sujet des réfugiés galiciens.

Voir : Autriche: Expulsions de Juifs polonais.

Différend entre l'Autriche et l'Etat serbe-croate-slovène au sujet d'une menace de liquidation des biens des ressortissants autrichiens dans l'Etat serbe-croate-slovène.

Discussion XIII : 58

Déclaration du représentant de l'Etat serbe-croate-slovène, demandant l'ajournement XIII :

Décision, en date du 28 juin 1921 XIII :

Différend entre la Suède et la Finlande.

Voir : Aland, îles.

Différend polono-lithuanien au sujet de Vilna.

Discussion XII : 14-15, 21-22, 30-34, 37-38, 42, 205-2
XIII : 55-56, 62-64, 65

XIV, II : 85-98, 102-1

Comité de trois membres chargé de suivre la question.

Rapport du Comité présenté par M. Léon Bourgeois, le 24 février 1921 XII : 94-97,

Commission civile.

Voir ci-dessous: Commission de plébiscite.

Commission de contrôle XII : 30, 31, 38, 95, 98, 102, 2
XIII : 63, 64, 67, 254, 269, 270, 2
XIV, II : 86,

Commission de plébiscite. XII : 14, 30, 31, 32, 33,
95-96, 97, 98, 99, 100, 1
XIV, II :

Commission militaire.

Voir ci-dessus : Commission de contrôle.

Contingent international XII : 31, 94, 95, 96, 97, 98,

Question de son passage à travers la Suisse.

Déclaration du représentant suisse XII : 21

Réponse du Président du Conseil XII :

Seconde déclaration du représentant suisse XII :

Conclusion XII :

Etat de la question à l'époque de la 12^{me} session du Conseil.

Rapport, présenté le 24 février 1921, par M. Léon Bourgeois au nom du Comité des trois XII : 94-97,

Exposé des faits survenus depuis la session de Bruxelles, présenté le 1^{er} mars 1921, par M. Léon Bourgeois XII : 98-100,

Discussion XII : 14-15, 30

Méthode des négociations directes substituée au projet de consultation populaire.

Propositions de MM. Balfour et Bourgeois XII :

Discussion XII : 33

Résolution, en date du 3 mars 1921, stipulant les mesures à prendre en attendant le résultat des négociations XII : 101-

Discussion XII : 37

Adoption XII : 37, 205-

Différend polono-lithuanien (suite).

Premier avant-projet transactionnel de M. Hymans.	
Texte	XIII : 265-266
Discussion	XIII : 55-56, 62-64, 65-67
Rapport présenté le 27 juin 1921, par M. Hymans, sur les négociations de Bruxelles (20 avril-3 juin 1921) . . .	XIII : 254-260
Réponse de la délégation lithuanienne, en date du 27 mai 1921, acceptant l'avant-projet comme base de discussion	XIII : 260-261
Réponse de la délégation polonaise, en date du 28 mai 1921, réservant son acceptation de l'avant-projet comme base de discussion	XIII : 261-262
Documents déposés par la délégation lithuanienne pour préciser son programme	XIII : 262-263
Déclaration, en date du 27 juin 1921, de M. Askenazy, représentant polonais	XIII : 267-268, 55
Déclaration, en date du 27 juin 1921, de M. Galvanauskas, représentant lithuanien	XIII : 268-270, 55
Résolution, en date du 28 juin 1921, approuvant l'avant-projet comme base des négociations à poursuivre et stipulant les mesures à prendre en attendant leur résultat	XIII : 270-271
Discussion	XIII : 62-67
Adoption	XIII : 67
Acceptation par le Gouvernement polonais	XIV, II : 86-87
Refus du Gouvernement lithuanien.	XIV, II : 87
Second avant-projet transactionnel de M. Hymans.	
Amendements au premier avant-projet (du 20 mai)	XIV, II : 88-89, 103
Rapport, présenté le 19 septembre 1921, par M. Hymans, sur l'élaboration du second projet et les négociations de Genève (26 août au 3 sept. 1921). .	XIV, II : 85-91
Réponse, en date du 12 septembre du Gouvernement polonais, qui s'en tient au premier avant-projet.	XIV, II : 80
Réponse, en date du 12 septembre du Gouvernement lithuanien, soumettant des amendements	XIV, II : 89-91
Déclaration, en date du 19 sept., de M. Askenazy, représentant polonais .	XIV, II : 91-95, 97-98
Déclaration, en date du 19 sept. de M. Galvanauskas, représentant lithuanien	XIV, II : 95-97
Rapport, en date du 20 sept., de M. Hymans, soumettant deux modifications à l'avant-projet	XIV, II : 102-103
Résolution, en date du 20 sept., approuvant le second avant-projet et renvoyant le différend à l'Assemblée	XIV, II : 103-104
Discussion	XIV, II : 104-111
Adoption.	
Déclarations des Membres du Conseil	XIV, II : 106-110
Déclarations des représentants polonais et lithuanien	XIV, II : 110-111
ova (Diakova)	XV : 32, 34
a, Djon Kol	XIV, I : 38
l, Mark	XIV, I : 37-38
	XV : 6, 10
l Lèche, Mark	XIV, I : 38
t, Prenk Tonz	XIV, I : 38
thammer	S. E. I : 19
	XIV, II : 189
XV : 7, 8, 10, 13, 22, 23, 24, 26, 27, 28, 32, 34, 35	
l Bardhë (Berdhë)	XIII : 220
	XV : 21, 23
l Zi	XIII : 220, 221
	XV : 21, 23

Drummond, Sir James Eric.

Secrétaire général de la Société des Nations, présent à la :	
12 ^{me} session	XII : 1
13 ^{me} session	XIII : 1
14 ^{me} session	XIV, I : 1
15 ^{me} session	XIV, II : 77
Session extraordinaire (Haute Silésie) .	XV : 1
	S. E. I : 1
Aland, îles.	
Com. des rapporteurs	XII : 18, 111 (rapport)
	XIII : 62
Conférence pour leur neutralisation	XIV, I : 4, 8, 22 (mémor.)
Albanie	XIII : 220
	XIV, I : 9
	XIV, II : 126
Amendements au Pacte.	
Rapport de la Com. des amende-ments	XIII : 33
Armements : réduction.	
Com. temporaire mixte	XII : 17, 39
	XIII : 50, 57, 229-239 (mémor.)
	230-231 (note)
Questionnaire aux gouvernements . .	XII : 17
Arménie	XII : 18, 112-113 (rapport), 114 (lettre)
	XIV, II : 119
	XV : 19
Armes et munitions : trafic.	
Bureau international de contrôle.	XIII : 59, 279-281 (note)
Convention de St-Germain, du 10 sept. 1919	XII : 16, 109 (lettre), 110 (lettre)
Assemblée.	
Représentation des comités et commissions, du Président de la Com. de gouvernement du Bassin de la Sarre et du Haut Commissaire à Dantzig	XIII : 61
Budget	XII : 3, 48-50 (mémor.)
	XIII : 3, 79-81 (rapport), 85-86 (mémor.), 112 (mémor.), 112-114 (mémor.), 115-116 (mémor.)
	XIV, I : 5, 6, 25-27 (mémor.)
	XIV, II : 128, 197 (mémor.)
Bureau hydrographique international . .	XII : 39
	XIV, II : 117
Bureau international du Travail.	
Invitation à son directeur d'assister aux séances du Conseil où seront discutées des questions relatives au travail	XII : 13, 87 (lettre)
	XIV, I : 10, 57 (lettre)
Com. des épidémies	XIII : 22, 178 (note)
	XIV, I : 4
	XIV, II : 80
Com. du Danube	XIII : 57, 234 (note)
Com. internationale du blocus	XII : 7
	XIII : 25, 191 (rapport)
Commissions de la Société.	
Lieu de réunion	XIII : 57-58
Conseil.	
Dépenses occasionnées par la 12 ^{me} session	XII : 3, 48-50 (mémor.)
Rapport à l'Assemblée	XIII : 61
Costa-Rica : différend avec Panama	
	XII : 27, 199 (télégramme), 201 (télégramme)
Cour permanente de Justice internationale	
Ratification du protocole	XIII : 24, 25, 189-190
	XIV, I : 58-59 (rapport)
Dantzig.	
Constitution	XII : 37
Convention polono-dantzikoise du 9 novembre 1920	XIII : 27
Défense	XII : 41
Fabrication d'armes	XIII : 29
Fonctionnaires allemands	XII : 26, 27
Haut Commissaire	XII : 20, 149 (rapport)
Publication des documents y relatifs	
	XII : 37, 41, 135 (note)

Drummond, Sir James Eric (*suite*).

Déportation des femmes et des enfants
en Turquie et dans les pays avoisinants.

Com. d'enquête XII : 8
XIV, I : 30 (*note*)

Enfants : protection et bien-être XIII : 60, 282 (*mémor.*)

Esthonie et Lettonie.

Reconnaissance *de jure* XIV, I : 4

Famine en Russie XIV, I : 4

Galicie.

Situation juridique XIV, II : 119

Haute Silésie.

Dépenses occasionnées par cette affaire XIV, II : 81

Hongrie.

Protestation contre l'inaction de la
Société en face de la tentative de
l'ex-roi Charles de remonter sur le
trône XV : 19, 42 (*note*)

Luxembourg.

Position, en tant que Membre de la
Société, pendant la revision de sa
Constitution XIII : 21, 171-172 (*mémor.*), 172-173
(*lettre*)

Mandats XIV, I : 16-17
XIV, II : 119, 124, 125

Com. permanente des mandats XIII : 25, 73 (*mémor.*)

Matières premières.

Publication du rapport du prof. Gini XV : 12

Minorités:

en Grèce XIV, II : 116

en Pologne et en Tchéco-Slovaquie
XIII : 51, 235-236 (*rapport*)

Organisation du travail intellectuel XIV, I : 48-53 (*mémor.*);
54-55 (*note*); XII : 27.

Organisation économique et financière.

Com. provisoire.

Budget XIII : 115-116

XIV, II : 80

Représentation de l'Italie XIII : 58

Experts techniques XIV, II : 113

Prisonniers de guerre.

Echange d'enfants grecs et de prisonniers
bulgares XII : 9, 37, 63 (*mémor.*), 67 (*lettre*)

Rapatriement XII : 12, 79-84 (*rapport*)

Publicité des débats du Conseil. XII : 3, 41
XIII : 3, 18

Réfugiés russes XII : 19, 28, 120 (*lettre*), 126 (*lettre*)
XIV, I : 13, 63-64 (*mémor.*)

XV : 19, 38-39 (*mémor.*)

Haut Commissaire XIV, II : 79

Répartition des dépenses de la Société XII : 35
XIII : 4

Secours en Europe orientale
XII : 19, 124-125 (*lettre*), 126 (*lettre*)

XIII : 24, 187 (*note*)

Secrétariat.

Engagements dans le personnel subal-
terne XII : 13, 88 (*mémor.*)

Traite des femmes et des enfants XII : 60 (*mémor.*)

Conférence de 1921 XIII : 24

Typhus en Pologne et en Europe orientale
XII : 13, 92-93 (*rapport*)

XIV, I : 4

XIV, II : 119, 120

Drummond-Fraser, Sir Drummond XIII : 115, 274

XIV, II : 99

Dudgeon, Miss F. M. XIII : 192

Dumesnil, Général XIII : 239

Dunant, M.

Représentant de la Suisse au Conseil XII : 21

Passage du contingent international à tra-
vers la Suisse pour Vilna. XII : 21-22, 42

Durazzo XIII : 215

XV : 7, 28

Dusek, M. XIV, I : 6

XIV, II : 13

Dzedzoli XV : 32,

Dzielna. S. E. I :

E

Echague, Général XII : 18

Economique.

Voir : Commerce.

: Conférence économique et finan-
cière.

: Crédits.

: Lettres de change.

: Matières premières.

: Organisation économique et finan-
cière.

: Questions économiques.

: Statistiques.

: Traités internationaux.

Education.

Voir : Bureau international de l'Education.

: Organisation du travail intellectuel.

Ehrensward, Comte. XIII : 36,

Représentant de la Suède au Conseil.

Aland, îles. XIII : 36,

Eichhoff, Baron d'.

Représentant de l'Autriche au Conseil XII : 18, 28-29,

Expulsion par l'Autriche de Juifs galiciens.

XII : 18, 28, 29, 41, 156-160 (*mémor.*)

Elbassan. XIII : 2

XV : 26,

Elkus, M. XII : 1

Ellguth. S. E. I :

Elwood, Miss R. XIII :

Emigration.

Convention du 27 nov. 1919 entre la Grèce

et la Bulgarie XIV, II :

Emigration réciproque entre la Grèce et

l'Albanie XIV, II :

Empire allemand.

Voir : Allemagne.

Empire britannique.

Représentants au Conseil.

Voir : Balfour, M. A. J.

: Fisher, M. A. L.

Voir aussi : Grande-Bretagne.

Empire ottoman.

Voir : Turquie.

Enckell, M.

Représentant de la Finlande au Conseil XIII : 15, 16-

34-37, 38-39, 40-43, 52

XIV, II :

Aland, îles. XIII : 16, 36, 37, 38-39, 39, 40, 43, 160-

Minorités en Finlande. XIV, II :

Réfugiés russes. XIV, I :

Enfants.

Protection et bien-être.

Mémorandum du Secr.-gén. XIII :

Discussion. XIII : 60

Décision d'ajourner la question. XIII :

Voir aussi : Association américaine pour
la sauvegarde de l'enfance

en Serbie.

: Déportations.

: Prisonniers de guerre : échange

d'enfants grecs et de prison-

niers bulgares.

: Secours aux enfants des pays

éprouvés par la guerre.

: Traite des femmes et des en-

fants.

: Union internationale de se-

cours aux enfants.

Enregistrement des traités.

Commission chargée d'étudier la portée juridique de l'art. 18 du Pacte.

Constitution et composition.

Rapport et résolution, en date du 21 février 1921

Rapport.

Transmission à la seconde Assemblée, en date du 30 août 1921.

Enver Pacha

Épidémies.

Voir : Commission des épidémies.

: Secours en Europe orientale.

: Service des informations épidémiologiques et de statistiques sanitaires.

: Typhus en Pologne et dans les pays avoisinants.

Épire du Nord . . XIII : 45, 48, 213, 214, 215, 216, 217, 219

Voir aussi : Albanie : Frontières : Délimitation et violation.

Équateur.

Invité à assister à la Conférence du transit, à Barcelone.

Eksson, M.

Représentant des îles d'Aland XIII : 37, 38, 161

Espagne.

Accueil fait à la Conférence des communications et du transit, à Barcelone. . .

Représentants au Conseil.

Voir : Reynoso, M. de.

: Quiñones de León, M.

Versement promis au fonds de secours de la Com. des épidémies

Voir aussi : Cour permanente de Justice

internationale : Ratification du protocole de signature de son statut : par

l'Espagne.

Esd Pacha XIII : 45, 215, 221

Estonie.

Invitée à la Conférence pour la neutralisation et la non-fortification des îles

d'Aland. XIV, I : 22, 4

Reconnaissance *de jure*. XIV, I : 4

Statut militaire, naval et aérien.

Propositions de la C.P.C. transmises à l'Assemblée

Voir aussi : Admission dans la Société :

Demandes de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lithuanie.

Et serbe-croate-slovène.

Voir : Serbe-croate-slovène, Etat.

Ets baltes.

Voir : Admissions dans la Société.

: Estonie.

: Lettonie.

: Lithuanie.

Ets-Unis d'Amérique.

Correspondance relative aux mandats.

Voir : Mandats.

Office international d'hygiène publique.

Attitude prise dans la question de son

rattachement à l'Organisation internationale d'hygiène.

XIV, I : 43, 10

En et Malmédy.

Réponse à la deuxième protestation du Ministre des Affaires étrangères d'Allemagne, adoptée le 22 février 1921 . .

XII : 58

Lue et discutée. XII : 7

Europe orientale.

Voir : Secours en Europe orientale.

: Typhus en Pologne et en Europe

orientale.

Engelli, M. Pandell. XIV, II : 188, 189

Enga, Jhr. W. J. M. van. . . . XIV, I : 72, 74

XIV, II : 117, 118

F

Faber, Dr. XIII : 20

Famine en Russie.

Question renvoyée à la Commission économique et financière.

XIV, I : 413

Voir d'autre part : Commission des épidémies.

: Typhus en Pologne et

en Europe orientale.

Fatio, M. Guillaume. XII : 13

XIII : 57

Fayçal, Emir XV : 36, 37

Fayolle, Maréchal. XIII : 230

Fédération internationale du personnel de l'Enseignement secondaire public.

XIV, I : 51

Voir aussi : Organisation internationale du travail intellectuel.

Fehrenbach, M. XII : 196

Femmes et enfants.

Voir : Déportation des femmes et des enfants en Turquie et dans les pays avoisinants.

: Traite des femmes et des enfants.

Fernandes, M. XII : 5, 53, 203

Fernandez y Medina, M. B. XII : 116

Ferrier, M. J.-P. XIII : 192

Ferrière, Dr. XIII : 179, 185

Figueras, M. XII : 6, 54

XIII : 117

Finances.

Voir : Budget de la Société.

: Conférence économique et financière.

: Crédits.

: Lettres de change.

: Organisation économique et financière.

: Répartition des dépenses de la Société.

Finances de la Société.

Administration financière.

Réglementation complète ajournée à

l'année suivante XIV, I : 5

Virements.

Résolution tendant à'en continuer la

pratique en 1922 XIV, I : 15

Voir aussi : Budget de 1921 : Virements.

Voir surtout : Budget de la Société.

Nomination d'une commission de contrôle.

Résolution, en date du 12 oct. 1921. . XIV, II : 128-129

Findley, M. Thomas. XIII : 229, 230

Finlande.

Différend avec la Suède au sujet des îles d'Aland.

Voir : Aland, îles.

Représentants au Conseil.

Voir : Enckell, M.

Souscription versée à la Commission des épidémies

XIII : 180 ;

XIV, I : 23

Voir aussi : Minorités : Protection en Finlande.

Finlay, Sir William. XIII : 191

Finne, Capitaine. XIV, II : 128

Fisher, M. H. A. L.

Représentant de l'Empire britannique au

Conseil.

13^{me} session XIII : 1

14^{me} session (5^{me} séance) XIV, II : 78

15^{me} session XV : 1

Aland, îles XIII : 14, 35, 36, 37, 39, 40, 41-42, 43

Albanie XIII : 46-47, 48-49, 218, 222

XV : 3, 4-8, 10, 15, 21, 24, 26, 28

Fisher, M. H. A. L. (suite).

Amendements au Pacte.

Rapport de la Com. des amendements.	XIII : 33
	XIV, II : 78

Armements : réduction.

Com. temporaire mixte	XIII : 229
	XIV, II : 127

Budget (1922)

XIII : 3, 4

Commissions de la Société.

Lieu de réunion.	XIII : 57
--------------------------	-----------

Cour permanente de Justice internationale.

Ratification du protocole	XIII : 24
-------------------------------------	-----------

Dantzig.

Convention polono-dantzikoise du 9 nov. 1920	XIII : 26, 27
--	---------------

Défense.	XIII : 28
------------------	-----------

Fabrication d'armes.	XIII : 8, 9, 29, 30
------------------------------	---------------------

Fabrication, vente, emmagasinage et transport de matériel de guerre. . .	XIII : 6, 34
--	--------------

Gardes et convoyeurs polonais	XIII : 32
---------------------------------------	-----------

Négociations avec la Pologne.	XIV, II : 34
---------------------------------------	--------------

Sénateurs	XIII : 4
---------------------	----------

Différend polono-lithuanien	XIII : 56, 63, 64, 65-66
	XIV, II : 92

Enfants : protection et bien-être	XIII : 60
---	-----------

Liquidation des biens des ressortissants autrichiens dans l'Etat serbe-croate-slovene	XIII : 58
---	-----------

Mandats.	XIII : 2, 26, 49
	XIV, II : 179
	XV : 11, 36-37 (rapport)

Matières premières.

Publication du rapport du prof. Gini . .	XV : 12
--	---------

Minorités :

en Albanie	XIII : 52
----------------------	-----------

XIV, II : 115, 116, 159-162 (rapport)

en Finlande	XIII : 51
-----------------------	-----------

XIV, II : 116, 163-164 (rapport)

en Grèce	XIV, II : 116
--------------------	---------------

Publicité des débats du Conseil.	XIII : 18, 21
--	---------------

Sarre.

Adhésion à la Convention de Berne, 1890	XIV, II : 118
---	---------------

Com. de gouvernement	XIII : 20
--------------------------------	-----------

Expulsion soi-disant en masse des habitants	XIII : 20
---	-----------

Présence des troupes françaises et exercice de la juridiction des Conseils de guerre français.	XIII : 19
--	-----------

Règlement des « dettes ennemies ». . .	XIV, II : 118, 119
--	--------------------

Traite des femmes et des enfants	XIV, II : 78-79 (rapport)
--	---------------------------

Typhus en Pologne	XIII : 23
-----------------------------	-----------

Fitzhugh, Major	XIII : 179, 180
---------------------------	-----------------

Foch, Maréchal	XII : 96, 97
--------------------------	--------------

Foerster, M.	XII : 195
----------------------	-----------

Fonds britannique pour secours de guerre (Imperial War Relief Fund).

Coopération dans l'œuvre de secours en Europe orientale	XII : 123
---	-----------

Fonds Carnegie pour la paix	XIV, I : 53
---------------------------------------	-------------

Fourtou, Général de	XIII : 221
	XV : 27

France.

Invitée à la Conférence pour la neutralisation et la non-fortification des îles d'Aland	XIV, I : 22, 4
---	----------------

Représentants au Conseil.

Voir : Bourgeois, M. Léon.

: Hanotaux, M. Gabriel.

Versement promis au fonds de secours de la Com. des épidémies	XIII : 180
---	------------

Voir aussi : Alsace-Lorraine : Transfert par le Gouv. allemand au Gouv. français des capitaux et réserves concernant les assurances sociales.	
---	--

France (suite).

Voir aussi : Cour permanente de Justice internationale: Ratification du protocole de signature de son statut: par la France.
: Sarre.

Franchet d'Esperey, Général	XIII : 2
	XV :

Frangoulis, M.

Représentant de la Grèce au Conseil.

Albanie	XIII : 44, 45-46, 46, 213
-------------------	---------------------------

Fraseri, M. Midhat.

Représentant de l'Albanie au Conseil . .	XV : 4, 13,
--	-------------

Albanie	XV : 9, 14-15,
-------------------	----------------

Freeman, Miss	XIII : 1
-------------------------	----------

Frick, Dr E. A.	XII :
-------------------------	-------

XIII : 179, 183, 184, 185, 186, 225-2

Friedrichs ville	S. E. I :
----------------------------	-----------

Fromageot, M.	XII : 5,
-----------------------	----------

G

Gaiffier d'Hestroy, Baron.

Représentant suppléant de la Belgique au Conseil à la 15 ^{me} session (trois premières séances)	XV : 1,
--	---------

Galicie.

Campagne anti-typhique.

Voir : Typhus en Pologne et dans les pays avoisinants.

Juifs galiciens expulsés d'Autriche.

Voir : Autriche : Expulsion de Juifs polonais.

Situation juridique en Galicie orientale.

Discussion	XII : 12,
	XIV, II : 1

Rapport de M. Hymans, adopté le 23 février 1921	XII :
---	-------

Résolution de l'Assemblée, en date du 27 septembre 1921	XIV, II :
---	-----------

Projet de lettre aux Principales Puissances alliées et associées, approuvé le 2 octobre 1921	XIV, II : 174,
--	----------------

Voir aussi : Minorités : Protection en Galicie orientale.

Galvanauskas, M.

Représentant de la Lithuanie au Conseil	XII : 31-34, 37
---	-----------------

XIII : 55-56, 62-64, 65

XIV, II : 85-98, 102-

Différend polono-lithuanien	XII : 31, 33,
---------------------------------------	---------------

XIII : 55, 56, 63, 64, 67, 255, 256, 260-261 (lettre 262-264 (document), 268-

XIV, II : 92, 95-97, 105-106, 110,

Garay, M. Narciso	XII :
-----------------------------	-------

Garnica, M. Pablo de	XIII :
--------------------------------	--------

Gashi (Gache, Gachis)	XIII :
---------------------------------	--------

XIV, I :

XV : 23,

Gaulis, Mme	XII :
-----------------------	-------

XIV, I :

Gauthier, Colonel	XII :
-----------------------------	-------

XIII : 17, 180, 183-184,

Gaz toxiques.

Publication des découvertes scientifiques dans ce domaine.

Rapport de M. Bourgeois, adopté le 12 oct. 1921, sur la résolution n° 9

de la seconde Assemblée XIV, II : 193, 194,

Résolution, en date du 12 oct. 1921 XIV, II : 127,

Voir aussi : Armements : réduction.

: Armes et munitions : fabrication privée.

: Armes et munitions : trafic.

Georg, M. Alfred	XIII : 119
Géorgie.	
<i>Voir</i> : Réfugiés géorgiens.	
: Réfugiés russes.	
Gerald, M. Geo	XIII : 274
Gieraltowitz	S. E. I : 19
Gimeno, Comte de	XIV, II : 169, 171
Gini, Professeur	XIII : 272
	XIV, II : 113, 114
	XV : 12
Ginsberg, Mlle M.	XII : 89
Girsa, Dr V.	XIII : 236-237
Gjalezova (Gjakova)	XIII : 221
Gjoni, Marca.	
<i>Voir</i> : Djoni, Mark.	
Glarner, M.	XIV, II : 115
Glinitz	S. E. I : 19
Gluckstadt, M.	XIII : 119
Godeni	XV : 32, 34
Godlewski, Professeur E. XIII : 179, 180-181, 181, 183	
	184, 185
Goloberda	XIII : 220
	XV : 21, 23
Gorica	XV : 32, 34
Gostivar	XV : 29
Gough-Calthorpe, Amiral	XIII : 230
Gounaris, M.	XIII : 226, 227
Gouraud, Général	XIV, II : 125
Goussinie.	
<i>Voir</i> : Gusinje.	
Gout, M. Jean	XIII : 191
Grande-Bretagne.	
Invitée à la Conférence pour la neutrali-	
sation et la non-fortification des îles	
d'Aland	XIV, I : 22, 4
Souscription versée à la Commission des	
épidémies	XIII : 180
	XIV, I : 23
<i>Voir aussi</i> : Empire britannique.	
Gèce.	
Protection des minorités albanaises	XIII : 52
	XIV, II : 116
Protection des minorités grecques en	
Albanie.	
<i>Voir</i> : Minorités: Protection en Albanie.	
Représentants au Conseil.	
<i>Voir</i> : Alexandropoulos, M.	
: Dendramis, M.	
: Frangoulis, M.	
Souscription versée à la Commission des	
épidémies	XIII : 180
	XIV, I : 23
<i>Voir aussi</i> : Albanie : Frontières : Délimi-	
tation et violation.	
: Epire du Nord.	
: Prisonniers de guerre: Echange	
d'enfants grecs et de pri-	
sonniers bulgares.	
: Prisonniers de guerre: Pri-	
sonniers turcs, rapatriés de	
Sibérie, retenus par le	
Gouvernement grec.	
Gka	XV : 22, 26
G Belica	XV : 32, 34
Gocar	XV : 32, 34
Goves, Colonel	XII : 186
Gda	XIII : 211
Gerrero, M. J. Gustave	XII : 115
Grek	S. E. I : 19
Gsinje (Goussinie)	XIII : 211
Gsbezirk	E. S. I : 19
	XV : 32, 34
Gsdzian	S. E. I : 19

II

Hadidch, Edib Hanum	XIV, I : 31
Haking, Général Sir Richard.	
Haut Commissaire à Dantzig : présence	
aux séances du Conseil XIII : 5-9, 10-14, 26-27, 28-30	
	XIV, II : 82-84
Dantzig	XII : 23, 24, 131-132, 140, 141, 144, 145, 149
	XIII : 5, 6, 7-8, 10, 11, 12, 26, 28, 134-135 (<i>rapport</i>),
	147, 194-195 (<i>rapport</i>), 106, 202, 203
	XIV, II : 83, 84, 149
Halecki, Professeur O.	XIV, I : 28
Halid Liechi	XV : 6
Hamdi Bey.	XIV, I : 31
Hamel, Dr J. van	XII : 24, 25
	XIII : 11, 43, 147
Hamilton, M.	XII : 92
	XIII : 184
Hangest, M. C. d'	XII : 89
	XIII : 193
	XIV, I : 28
Hanotaux, M. Gabriel.	
Représentant de la France au Conseil.	
13 ^{me} session	XIII : 1
14 ^{me} session (3 ^{me} séance)	XIV, I : 12
Aland, îles	XIII : 36, 37, 41, 42, 43
Albanie	XIII : 49
Amendements au Pacte.	
Rapport de la Com. des amendements	XIII : 33
Armes et munitions : trafic.	
Bureau international de contrôle	XIII : 59
Budget (1922)	XIII : 3, 4
Bureaux internationaux XIII : 54, 249-253 (<i>rapport</i>)	
	XIV, II : 165
Com. des épidémies	XIII : 22, 24
Com. de la Société.	
Lieu de réunion	XIII : 57
Cour permanente de Justice internationale.	
Ratification du protocole	XIII : 24, 50
Dantzig.	
Affaire Puppel-Deutsche Bauern Bank	XIII : 12
Convention polono-dantzigoise du 9 no-	
vembre 1920	XIII : 26, 194-195 (<i>rapport</i>)
Défense	XIII : 28
Fabrication d'armes	XIII : 8, 9, 29, 32
Fabrication, vente, emmagasinage,	
transport de matériel de guerre	XIII : 6, 34
Gardes et convoyeurs polonais	XIII : 31
Libre accès de la Pologne à la mer XIII : 29, 201-202 (<i>note</i>)	
Magasins pour les explosifs destinés	
à la Pologne	XIII : 31
Matériel de guerre allemand	XIII : 32
Procédure relative à l'examen des	
questions militaires.	XIII : 5
Sénateurs	XIII : 11
Situation financière	XIII : 33
Différend polono-lithuanien	XIII : 56, 63, 66
	XIV, II : 104
Enfants : protection et bien-être	XIII : 60
Mandats	XIII : 26
Opium : trafic	XIII : 59
Organisation d'hygiène provisoire	
	XIII : 21, 22, 174-175 (<i>rapport</i>)
Organisation économique et financière.	
Com. provisoire XIII : 57, 272-275 (<i>rapport</i>)	
Prisonniers de guerre : rapatriement	XIII : 51
Publicité des débats du Conseil.	XIII : 18, 21
Réfugiés russes	XIII : 53, 243-246 (<i>rapport</i>)
	XIV, I : 13, 63, 67
Répartition des dépenses de la Société	XIII : 4
Sarre.	
Adhésion à la Convention de Berne, 1890. XIV, I : 14	
Transit et communications.	
Conférence internat. de Barcelone, 1921	XIII : 13-14

Hanusek	S. E. I : 19
Harding, Président.	XIII : 217
Hardy, Major Clive	XII : 89
Harris, M. Wilson <i>Voir : Wilson Harris, M.</i>	
Hasanac	XV : 32, 34
Hasi	XIII : 221
Hatoyama, M. Hideo	XII : 4, 52
Haute Silésie.	
Assurances sociales	S. E. I : 22
Charbons	S. E. I : 12, 22
Chemins de fer.	S. E. I : 15, 17, 20
Circulation frontalière.	S. E. I : 17, 22
<i>Voir aussi ci-dessous : Régime douanier.</i>	
Commissions.	
Com. de délimitation	S. E. I : 18
Com. d'experts.	S. E. I : 14-15
Com. des affaires polonaises de la Conférence de la Paix.	S. E. I : 11-12
Com. des frontières orientales de l'Allemagne.	S. E. I : 12
Com. interalliée, prévue à l'art. 98 du Traité de Paix	S. E. I : 8, 9, 13, 14
Com. mixte, à constituer.	S. E. I : 17-18, 21, 23
Concessions et privilèges acquis avant la date du partage.	
Reconnaissance par l'Allemagne et la Pologne.	S. E. I : 23
Convention à conclure entre l'Allemagne et la Pologne.	S. E. I : 17, 18
Différends entre l'Allemagne et la Pologne	S. E. I : 18, 23
Droits de nationalité et de domicile.	S. E. I : 18, 24
<i>Voir aussi ci-dessous : Plébiscite : Droit de suffrage.</i>	
Eau et électricité	S. E. I : 17, 20-21
Examen de la question par le Conseil.	
Discussion	S. E. I : 2-3, 4-6
Demande des Puissances alliées.	
Compétence du Conseil pour émettre une recommandation	S. E. I : 7-8, 10, 2
Décision du Conseil Suprême, en date du 12 août 1921	S. E. I : 7, 8, 15
Rapport du vicomte Ishii, adopté le 29 août 1921	S. E. I : 7-10
Approuvé	S. E. I : 2
Lettre en date du 29 août 1921, du Président du Conseil de la S. d. N. au Président du Conseil suprême	
Approuvée	S. E. I : 10
Dépenses.	
Note du Secr.-gén., approuvée le 12 sept. 1921	XIV, II : 81
Documents.	
Exposé historique du Président du Conseil suprême	S. E. I : 11-15
Lettre, en date du 24 août 1921, du Président du Conseil suprême au Président du Conseil de la S. d. N.	S. E. I : 11
Rapport de la Com. d'experts.	
Communiqué d'autre part au Secrétariat	S. E. I : 11
Rapport de la Com. des affaires polonaises.	
Insertion dans les conditions de paix remises le 7 mai 1919 à l'Allemagne	S. E. I : 12
Rapport de la Com. interalliée.	
Communiqué d'autre part au Secrétariat	S. E. I : 14
Règlement du plébiscite.	
Joint à la note de M. Briand, et non reproduit	S. E. I : 14
Principes devant servir de base à la décision, selon le Traité de Paix	S. E. I : 9
Procédure.	
Conseillers techniques	S. E. I : 4

Haute Silésie (suite).

Examen de la question par le Conseil (suite).

Procédure (suite).

Examen préalable par les représentants de la Belgique, du Brésil, de la Chine et de l'Espagne.

S. E. I :

Présidence de la Session extraordinaire

S. E. I :

Procès-verbaux.

Décision de n'en pas rédiger pour les réunions des quatre membres non permanents

S. E. I :

Représentation de l'Allemagne et de la Pologne.

Communiqué à la presse.

S. E. I :

Recommandation du Conseil de la S. d. N., transmise au Conseil suprême, le 12 octobre 1921.

Note du Président du Conseil.

S. E. I :

Texte.

S. E. I : 16

Expropriation d'établissements industriels, mines ou gisements par la Pologne.

S. E. I :

Frontière S. E. I : 7, 8, 9, 11, 12, 15, 16, 17, 18, 19,

Description de la ligne-frontière fixée dans la recommandation du Conseil

S. E. I :

Législation du travail.

S. E. I : 17,

Mesures transitoires.

S. E. I : 16, 17, 18, 20,

Durée de leur validité.

S. E. I :

Modifications et abolition

S. E. I :

Minorités.

Protection.

S. E. I : 17, 18

Plébiscite

S. E. I : 8, 9, 12-14, 16,

Date

S. E. I :

Droit de suffrage.

S. E. I : 13

Population.

Répartition

S. E. I : 9, 12, 13, 15,

Produits miniers

S. E. I : 9,

Régime douanier.

S. E. I : 21

Régime monétaire

S. E. I : 17,

Services postaux

S. E. I :

Syndicats d'employeurs et d'employés.

S. E. I :

Voir aussi ci-dessus : Législation du travail.

Triangle industriel

S. E. I :

Headlam-Morley, M.

S. E. I :

Hector, Dr.

XII :

XIV, I : 3,

XIV, II :

Heer, M.

XIII : 225, 226,

Henderson, Sir David.

XIII :

Herdman, Miss

XIV, I :

Hervé, M.

XII :

Hirsch, Lieut.-Col.

S. E. I :

Hn Hurican

XV : 32,

Hocking, Miss

XIV, I :

Hodacz, M.

XIII : 229,

Hoden, M. Marcel.

XIII :

Hohenbirken,

S. E. I :

Hohenlinde

S. E. I :

Holck-Colding, M.

XIV, I :

Hollande.

Voir : Pays-Bas.

Holm, file

XIII : 34, 132, 201,

Honduras.

Versement promis au fonds de secours de la Com. des épidémies.

XIII :

Hongrie.

Note, en date du 13 nov. 1921, protestant

contre l'inaction de la Société dans

l'application des art. 11 et 17 du Pacte

dans le cas du retour de l'ex-roi Charles

Lue.

XV :

Réponse, en date du 23 nov. 1921, du

Secrétaire général.

XV :

Statut militaire, naval et aérien

XIII : 4, 52,

grie (suite).

- voir aussi : Admissions dans la Société :
 Hongrie.
 : Autriche : Difficultés avec le
 Gouvernement hongrois re-
 latives à l'exécution du
 Traité de Trianon.
 : Conférence des communica-
 tions et du transit, à Bar-
 celone, 1921 : Invitations à
 y prendre part : à la Hon-
 grie.
 : Crédits de finition : Situation
 en Hongrie.
 : Minorités : Protection en Hon-
 grie.

ti.	XIII : 211
zki-Hanovi	XIII : 224
er, M. Max.	XIII : 40, 191
st, Sir Cecil.	XII : 5, 53, 103 XIII : 13

giène.

- voir : Commission des épidémies.
 : Opium : trafic.
 : Organisation internationale de l'hy-
 giène.
 : Typhus en Pologne et en Europe
 orientale.

nans, M. Paul.

représentant de la Belgique au Conseil.	
12 ^{me} session	XII : 1
13 ^{me} session	XIII : 1
14 ^{me} session	XIV, I : 1
15 ^{me} session (Président).	XIX, II : 77 XV : 1
Absence.	XV : 3
Session extraordinaire (Haute Silésie).	S. E. I : 1
land, îles	XIII : 39, 41, 42, 43, 52-53
banie	XIV, I : 9 XV : 16, 17, 18
Com d'enquête.	XIV, II : 122
amendements au Pacte.	
Com. des amendements	XII : 4 XIII : 33
amendements : réduction.	
Information d'ordre militaire.	XII : 17
mes et munitions : trafic.	
Bureau international de contrôle	XII : 16 XIII : 59
triche.	
Expulsion de Juifs galiciens	XII : 29
udget	XIV, I : 5, 6
Bureau international de statistique com- merciale.	XIV, II : 100
m. internationale du blocus	XII : 8
m. permanente des mandats.	XII : 10
ur permanente de Justice internationale.	
Ratification du protocole	XIII : 24 XIV, I : 2
ntzig.	
Affaire Puppel-Deutsche Bauern Bank.	XIII : 12
Fabrication d'armes.	XII : 20, 23 XIII : 8, 9
Port d'attache pour les navires de guerre polonais.	XIV, II : 83
énateurs	XIII : 11
fférend polono-lithuanien XII : 32-33, 33, 37, 38, 101, 206 XIII : 55, 56, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 254-260 (rapport), 261, 262, 265-266 (avant-projet), 267, 268, 269, 270-271 (résolution).	
XIV, II : 85-91 (rapport), 92, 93, 94, 95, 96, 97, 102-104 (rapport), 105, 106, 107, 108, 109, 110	
enfants : protection et bien-être	XIII : 60
licie.	
Situation juridique en Galicie orientale.	XII : 12, 86 (rapport)
ute Silésie.	S. E. I : 2
Procédure.	S. E. I : 6

Hymans, M. Paul (suite).

Institut international de commerce	XIII : 54 XIV, II : 100
Mandats.	XII : 11 XIII : 26 XIV, I : 17 XIV, II : 124, 125
Organisation du travail intellectuel	XII : 27, 28, 152
Procédure du Conseil.	
Communication des rapports à sou- mettre au Conseil.	XIV, I : 12
Haute Silésie.	
Examen préalable de la question par les représentants de la Belgique, du Brésil, de la Chine et de l'Espagne	S. E. I : 6
Publicité des débats du Conseil XII : 2, 3, 6, 57 (rapport)	XIII : 21
Réfugiés russes.	XII : 19 XV : 19, 38
Sarre.	
Adhésion à la Convention de Berne (1890)	XIV, II : 118

I

Imperiali, Marquis.

Représentant de l'Italie au Conseil.	
12 ^{me} session	XII : 1
13 ^{me} session	XIII : 1
14 ^{me} session	XIV, II : 1
15 ^{me} session	XV : 1
Session extraordinaire (Haute Silésie)	S. E. I : 1
Aland, îles.	XIII : 36, 42
Conférence pour leur neutralisation	XIV, I : 4
Albanie.	XIII : 47 XIV, I : 9 XV : 15-16
Com. d'enquête.	XIV, II : 121-122
Amendements au Pacte.	
Com. des amendements	XII : 4
Armements : réduction.	
Com. temporaire mixte.	XII : 39
Budget	XIV, I : 5, 6
Bureau hydrographique international	XII : 39 XIII : 54 XIV, II : 117
Com. du Danube	XIV, I : 75 (rapport)
Com. internationale du blocus XII : 7, 8, 59 (rapport)	XIII : 25 XIV, I : 14, 68 (rapport)
Commissions de la Société.	
Lieu de réunion	XIII : 57
Cour permanente de Justice interna- tionale.	
Ratification du protocole	XIII : 15
Dantzig.	
Constitution	XII : 25
Fabrication d'armes	XII : 20, 23
Gardes et convoyeurs polonais	XIII : 32
Négociations avec la Pologne	XIV, II : 84
Port d'attache pour les navires de guerre polonais	XIV, II : 83
Procédure relative aux conflits pos- sibles entre Dantzig, la Pologne et le Président du Conseil du Port	XII : 26
Déportation des femmes et des enfants en Turquie et dans les pays avois- nants.	
Com. d'enquête	XII : 8, 62 (rapport)
Différend polono-lithuanien	XIII : 60 XIV, II : 110
Enfants : protection et bien-être	XIII : 60, 61
Enregistrement des traités.	
Com. chargée d'étudier la portée juri- dique de l'art. 18 du Pacte	XII : 4, 5
Rapport	XIV, I : 4
Haute Silésie	S. E. I : 2
Procédure	S. E. I : 3, 5

Imperiall, Marquis (suite).

Mandats	XIV, I : 16
Matières premières.	
Publication du rapport du professeur Gini	XIV, II : 113 XV : 12
Minorités :	
en Grèce	XIV, II : 116
Organisation économique et financière.	
Experts techniques	XIV, II : 113
Organisation provisoire de l'hygiène	XIII : 22
Procédure du Conseil.	
Communication des rapports à soumettre au Conseil	XIV, II : 12
Haute Silésie.	
Examen préalable de la question par les représentants de la Belgique, du Brésil, de la Chine et de l'Espagne	S. E. I : 5 S. E. I : 3
Présidence de la session extraordinaire.	XII : 24
Publicité des débats du Conseil.	XIII : 18, 21
Réfugiés russes	XII : 19
Répartition des dépenses de la Société	XII : 35
Sarre.	
Expulsion, soi-disant en masse, des habitants	XIII : 20
Présence des troupes françaises et exercice de la juridiction des Conseils de guerre français	XIII : 19
Traite des femmes et des enfants	XIV, II : 79
Impôts.	
Superposition des taxes	XIII : 274 XIV, II : 150
Inagaki, Major-Général	XIII : 230
Inde.	
Question de l'enquête sur les besoins légitimes en opium	XIV, II : 196
Informations épidémiologiques.	
Enquête à faire en Russie	XIV, I : 46, 42, 9
Voir aussi : Commission des épidémies. Service des informations épidémiologiques.	
Institut central épidémiologique de Varsovie.	XII : 93
Institut de droit international	XIV, I : 51
Voir aussi : Organisation internationale du travail intellectuel.	
Institut international d'agriculture	XIII : 249
Institut international de bibliographie	XIV, I : 49, 50, 51, 53
Voir aussi : Organisation internationale du travail intellectuel.	
Institut international de commerce.	
Voir : Commerce.	
Institut international de statistique	XIV, I : 57
Voir aussi : Organisation internationale du travail intellectuel.	
Ishii, Vicomte.	
Représentant du Japon au Conseil.	
12 ^{me} session	XII : 1
13 ^{me} session (Président)	XIII : 1, 2 XIV, I : 2
14 ^{me} session	XIV, I : 1 XIV, II : 77
15 ^{me} session	XV : 1
Session extraordinaire consacrée à la Haute Silésie (Président)	S. E. I : 1, 2-3
Aland, îles	XIII : 15, 16-17, 34-35, 36, 37, 41, 42, 43
Admission dans la Société.	
Hongrie	XIII : 4
Amendements au Pacte.	
Rapport de la Com. des amendements.	XIII : 33
Armements : réduction.	
Com. temporaire mixte	XII : 17

Ishii, Vicomte (suite).

Autriche.	
Difficultés avec la Hongrie dans l'application des traités de paix	XIV, II : 80, 137 (rapport)
Commerce : équitable traitement	XIV, II : 137
Com. des épidémies	XII : 24
Cour permanente de Justice internationale	
Ratification du protocole	XII : 24
Dantzig.	
Acquisition et perte de la qualité de citoyen	XIII : 5, 128 (rapport) XIV, II : 82, 139 (rapport)
Affaire Puppel-Deutsche Bauern Bank	XIII : 12, 151-152 (rapport) XIV, II : 82
Conseil du Port et des voies d'eau.	
Nomination du Président	XII : 20, 127-128 (rapport)
Constitution.	XII : 23, 24, 139, 142-145 (rapport) XIII : 11, 140-142 (rapport)
Communications, en date des 17 et 24 janvier 1921, de la Conférence des ambassadeurs	XII : 26, 146-148 (rapport)
Convention de transit entre Dantzig, la Pologne et l'Allemagne	XIII : 12, 14
Convention polono-dantzikoise, du 9 nov. 1920	XII : 26
Défense	XIII : 9, 10, 28, 197-198 (rapport) XIV, II : 82, 141 (rapport)
Fabrication d'armes	XII : 20, 23, 131-133 (rapport) XIII : 6, 7, 8, 9, 18, 32, 133-134 (rapport) 136 (résolution)
Fabrication de matériel aéronautique	XIV, II : 121, 177 (rapport)
Fabrication, vente, emmagasinage et transport de matériel de guerre,	XIII : 5, 129-131 (rapport)
Gardes et convoyeurs polonais	XIII : 32, 199
Haut Commissaire.	
Compétence en ce qui concerne le matériel de guerre	XIII : 129, 130
Délai d'appel de ses décisions	XIII : 10, 137-138 (rapport)
Services rendus par M. Attolico	XII : 24
Libre accès de la Pologne à la mer	XIII : 28, 199-200 (rapport)
Matériel de guerre allemand	XIII : 32, 207 (rapport)
Port d'attache pour les navires de guerre polonais.	XIII : 198, 199 XIV, II : 83, 142 (rapport)
Sénateurs	XIV : 11, 12, 143-147 (rapport)
Situation financière	XIII : 33, 208-209 (rapport) XIV, II : 83, 143 (rapport)
Différend polono-lithuanien	XII : 24 XIII : 55, 56, 65, 66 XIV, II : 86, 108
Haute Silésie S. E. I : 2, 3, 7-10 (rapport), 10 (lettre)	16 (lettre)
Procédure	S. E. I : 3, 4
Hongrie.	
Statut militaire, naval et aérien	XIII : 4, 5
Mandats	XIV, I : 1 XIV, II : 119
Présent remis à M. Guillaume Fatio	XII : 24
Prisonniers turcs détenus par le Gouvernement grec	XIII : 50, 228 (rapport)
Procédure du Conseil dans l'examen de la question de Haute Silésie	S. E. I : 3, 4
Publicité des débats du Conseil.	XIII : 18, 21
Sarre	XIII : 1
Traite des femmes et des enfants	XIV, II : 79
Istrie	XIII : 4
Italie.	
Invitée à la Conférence pour la neutralisation et la non-fortification des îles d'Aland	XIV, I : 22

le (suite).

Représentants au Conseil.

Voir : Baroni, M. Orsini.

: Bonin-Longare, Comte.

: Imperiali, Marquis.

Voir aussi : Cour permanente de Justice internationale : Ratification du protocole de signature de son statut : par l'Italie.

rsium, Baron van XIII : 192
naj XV : 32, 34

J

lanica XV : 32, 34
obssen, Dr Per XIII : 192
covici, M. Dem XIII : 230
ssen, M. Albert XII : 167
XIII : 230
XIV, II : 143, 150

on.

apatriement des prisonniers turcs.

Voir : Prisonniers de guerre : Prisonniers turcs retenus par le Gouvernement grec.

représentant au Conseil.

Voir : Ishii, Vicomte.

ouscription versée à la Commission des épidémies XIII : 180
XIV, I : 23

Voir aussi : Mandats C.

cica, rivlière XV : 32, 34
par, M. H. XIII : 280-281
XV : 32, 34
XIV, I : 30
XIV, II : 84
XIII : 117
XII : 6, 56
XIII : 230

Journalistes.

Association internationale des journalistes

accrédités auprès de la S. d. N.

Voir : Publicité des débats du Conseil.

unovitch, M.

Voir : Yovanovitch, M.

s. XIII : 128

ifs à Dantzig

ifs de Galicie expulsés d'Autriche.

Voir : Autriche : Expulsions de Juifs galiciens.

K

el XV : 33, 35
erit XV : 22
es XV : 22, 23
chérîte XV : 29, 30
S. E. I : 19

sson, M.
représentant des îles d'Aland au Conseil XIII : 36
and, îles XIII : 36, 37, 38

nebeek, Jhr. H. A. van XIV, II : 169
rati XV : 25, 26
fmann, M. de XIII : 119
sch. S. E. I : 19
alistes.

Voir : Arménie.

edy, Dr W. A. XIV, I : 30-33
tissian, M. Al XV : 40

Kirshschlag XIV, II : 136
Kjar XV : 32, 35
Kleffens, M. van XIII : 193
Klémendi (Klementi, Kelmendi) XIII : 220, 221
XV : 21, 23
Klenje XV : 33, 35
Klescinskaskas, Colonel XIII : 256
Knurov S. E. I : 19
Kochschütz S. E. I : 19
Kohler, M. A. XIII : 76, 80, 82, 83
Kokottek S. E. I : 19
Konitza, M. Mehmed.
Représentant de l'Albanie au Conseil XV : 3, 4
Albanie XV : 3

Koo, M. Wellington.

Représentant de la Chine au Conseil

12^{me} session XII : 1
13^{me} session XIII : 1
14^{me} session (Président) XIV, I : 1, 2
XIV, II : 77
S. E. I : 1

Session extraordinaire (Haute Silésie) .

Aland, îles XIII : 35, 42

Alsace-Lorraine.

Transfert par le Gouvernement allemand au Gouvernement français des capitaux et réserves concernant les assurances sociales en Alsace-Lorraine XIII : 22, 176-177 (rapport)

Amendements au Pacte.

Comm. des amendements XII : 4, 5
Rapport XIII : 33

Budget.

4^{me} budget (1922) XIII : 3, 4, 75-79 (rapport)
Vérification des comptes du Secrétariat XII : 12, 85 (rapport)

Virements dans le 3^{me} budget (1921) XIV, I : 6

Com. permanente consultative pour les questions militaires, navales et aériennes

XIV, II : 134-135 (lettre), 135 (lettre)

Cour permanente de Justice internationale.

Ratification du protocole XIII : 25

Dantzig XIV, II : 84, 121

Déportation des femmes et des enfants

en Turquie et dans les pays avoisinants XII : 9

Différend polono-lithuanien XIII : 66

XIV, II : 85, 110, 111

Finances de la Société.

Administration XIV, I : 5

Voir ci-dessus : Budget.

Haute Silésie.

Procédure S. E. I : 6

Mandats XIV, I : 16

XIV, II : 78, 125, 130 (lettre)

Minorités :

en Grèce XIV, II : 116

Opium : trafic XIV, I : 10

XIV, II : 127, 195-196 (rapport)

Com. consultative XII : 6, 55-56 (rapport)

Rapport XIII : 59, 276 (rapport)

Organisation d'hygiène XIV, I : 10

Présidence du vicomte Ishii XIV, I : 2

Procédure du Conseil.

Communication des rapports à sou-

mettre au Conseil XIV, I : 12

Haute Silésie.

Examen préalable de la question par

les représentants de la Belgique, du

Brésil, de la Chine et de l'Espagne S. E. I : 6

Présidence de la Session extraordinaire

Représentation des Membres qui ont

demandé un changement de procé-

dure XIV, I : 8

Publicité des débats du Conseil. XIII : 18

XIV, II : 115

Salvador.

Protestation relative à sa contribution

aux dépenses de la Société XIV, I : 5, 11

Koo, M. Wellington (suite).

Sarre.	
Adhésion à la Convention de Berne,	
1890	XIV, I: 14, 69-72 (<i>rapport</i>)
	XIV, II: 117, 118, 166-167 (<i>rapport</i>)
Commission de gouvernement	XII: 3, 46-47 (<i>rapport</i>)
	XIV, I: 18 (<i>rapport</i>)
Emploi de la monnaie française dans	
les services publics . . .	XIII: 20, 168-170 (<i>rapport</i>)
Expulsion, soi-disant en masse, des	
habitants	XIII: 19, 20, 166-167 (<i>rapport</i>)
Présence des troupes françaises et exer-	
cice de la juridiction des conseils de	
guerre français.	XIII: 19, 163-165 (<i>rapport</i>)
Règlement des « dettes ennemies » . .	XIV, II: 121
Secrétariat.	
Com. d'enquête.	XII: 5, 54 (<i>rapport</i>)
Rapport	XIII: 4, 117-118 (<i>rapport</i>)
Koritz	XIII: 46, 211, 214, 216, 217
Koschmieder	S. E. I: 19
Kosovo	XIII: 211
	XV: 15
Kottenlust	S. E. I: 19
Krabbe, M.	XIII: 192
Krajka	XV: 33, 35
Krasnitchis (Krasnycié, Krasnitche) .	XIII: 221
	XIV, I: 36
	XV: 23, 24, 25
Krawczynski	XIII: 151
Voir aussi: Dantzig: Affaire Puppel-	
Deutsche Bauern Bank.	
Kriewald	S. E. I: 19
Kula (Koule)	XIV, II: 188
	XV: 24
Kunzendorf	S. E. I: 19
Kusnoni	XV: 32, 34
Kutzo-Vlachs	XIII: 213
	XIV, II: 160

L

Lacaze, Amiral	XII: 39, 40, 185
	XIII: 202, 203
Lacin	XV: 32, 35
Lafontaine, M.	XII: 151
	XIV, I: 49, 53
Lagiewnik (Gross et Klein)	S. E. I: 19
Lamba, M. Henri	XIII: 192
Lambert, Major	XII: 46, 47
	XIV, I: 2, 18
	XIII: 192
Lammasch, Mlle M.	XIII: 229, 230
Langkjaer, M.	XIV, I: 74
Lankas, M.	S. E. I: 19
Larischhof	XIII: 40
Larnaude, M. F.	XII: 90
Layton, M. W. E.	XII: 116
Lefort, M.	XII: 189
Le Rond, Général	S. E. I: 11, 12, 13
Letaj	XV: 32, 34
Lettonie.	
Demande d'admission dans la Société	XIV, I: 4
Invitée à la Conférence pour la neutrali-	
sation et la non-fortification des îles	
d'Aland	XIV, I: 22, 4

Lettonie (suite).

Statut militaire, naval et aérien.	
Propositions de la C. P. C. transmises	
à l'Assemblée	XIV, II
Lettres de change	XII
Unification des diverses législations	XII: 166, 181-18
	XIII: 27
	XIV, II: 147
Convention de 1912.	XII: 182-183
Questionnaire	XI
Voir aussi: Changes.	
: Organisation économique et	
financière: Rapports.	
Levie, M. Michel	XIII
Liang, Général	XIII
	XIV, II: 80,
Liberté des communications et du transit.	
En temps de guerre.	XIII
Voir aussi: Transit et communications.	
Liech.	
Voir: Alessio.	
Ligue des espérantistes	XIV, I
Voir aussi: Organisation internationale	
du travail intellectuel.	
Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge	XII: 19, 20
	93, 96, 118, 120, 123, 124, 125, 126,
	XIII: 22, 24, 60, 174, 178, 176,
	186, 187, 188, 243, 247,
	XIV, I: 64
Comité mixte, formé de représentants du	
C. I. C. R. et de la L. S. C. R. aux fins de	
coordonner leur action	XII: 124,
	XIII: 24, 187, 188, 243.
Résolution, en date du 26 février 1921	XII: 125
Lim	XV: 32
Liquidation des biens des ressortissants autrich	
dans l'Etat serbe-croate-slovène.	
Voir: Différend entre l'Autriche et l'Etat	
serbe-croate-slovène.	
Lissau	S. E. I
Lissek	S. E. I
Lithuanie.	
Demande d'admission dans la Société. .	XIV,
Différend avec la Pologne au sujet	
de Vilna.	
Voir: Différend polono-lithuanien.	
Représentant au Conseil.	
Voir: Galvanauskas.	
Statut militaire, naval et aérien.	
Propositions de la C. P. C. transmises	
à l'Assemblée	XIV, II:
Ljuma	XV: 32
Llewellyn-Smith, Sir H.	XIV, II:
Lloyd George, M. D.	XV:
Lodge, M.	XIII
Lord, Dr	S. E. I
Lorraine.	
Voir: Alsace-Lorraine.	
Loubet, M. Emile	XII:
	XIII:
Louma (Lyuma).	XIV: 2,
	XV: 7,
Loveday, M.	XII
	XIII:
Lukasiewicz, M. J.	XIII: 261
Luko	XV: 32
Lukovo	XV: 3:
Lurya (Louria)	XIV, II:
	XV: 6, 7, 10, 14, 24, 25

ario, Dr.	XIII : 22
embourg.	
bligations et droits du Grand Duché, en tant que Membre de la Société, pendant la revision de sa Constitution.	
Mémorandum du Secr. gén., adopté le 21 février 1921.	XIII : 171-172
Lu et discuté.	XIII : 21
Projet de lettre au Gouvernement luxembourgeois	XIII : 172-173
Approuvé	XIII : 21
-Caen, Professeur	XII : 167, 168

M

sen, Dr Th.	XIII : 22, 179, 183, 184, 185
az, Marquis de.	XIII : 230
i Debranca	XV : 32, 34
oschau	S. E. I : 19
i Luressi, rivière	XV : 22
isla Jakova.	XV : 23, 24, 25, 26
Kalcerit.	XV : 22, 26
Sebenikut	XV : 33, 35
nédy.	
ir : Eupen et Malmédy.	
siya Dyakova.	XIV : 2, 188
ats.	
scussion.	XII : 10-11, 12, 28, 205 XIII : 2, 25, 26, 49 XIV, I : 16-17 XIV, II : 78, 119, 124-125 XV : 11
ournement de la discussion des mandats	
A et B sur la demande du Gouverne- ment des Etats-Unis.	
Lettre, en date du 21 février 1921, de l'ambassadeur des Etats-Unis . . .	XII : 68, 10
Réponse, en date du 22 février 1921, de M. Gastao Da Cunha, Président du Conseil.	XII : 69, 10
Lettre, en date du 21 février 1920, du Gouvernement des Etats-Unis . .	XII : 70-71, 12, 28
Note, en date du 20 novembre 1920, de M. Colby au T. H. Earl Curzon of Kedleston, relative au mandat sur la Mésopotamie et à l'exploita- tion des ressources économiques des territoires sous mandat. . . .	XII : 72-74
Lettre au Secrétaire d'Etat des Etats- Unis, approuvée le 1 ^{er} mars 1921	XII : 75-76, 128
Déclaration, en date du 17 juin 1921, de M. Da Cunha, président du Conseil .	XIII : 71, 2
Lettre, en date du 15 juin 1921, du Président du Conseil aux Princi- pales Puissances alliées relative à l'opportunité d'une prompte déci- sion.	XIII : 71-72, 2
Déclaration, en date du 3 septembre 1921, de M. Wellington Koo, Prési- dent du Conseil.	XIV, I : 16
Discussion.	XIV, I : 16-17
oeu aux fins de hâter la décision des Puissances.	
Proposition de M. Léon Bourgeois. .	XIV, I : 16-17
Lettre, en date du 8 sept. 1921, aux Principales Puissances alliées. . .	XIV, II : 130, 78
iget de 1922 pour la Com. permanente t le Secrétariat	XIII : 88, 104, 4
neroun.	
voir : Mandats B.	
nmmerce et échanges : conditions d'éga- té pour les Membres de la Société . .	XII : 72, 73, 75 XIV, II : 124, 180-181 XV : 37
voir aussi : Commerce : Equitable trai- tement.	

Mandats (suite).

Esclaves : leur émancipation.	XIV, II : 181
Ile de Yap.	
voir : Mandats C.	
Mandats A (Asie Mineure, Mésopotamie).	
XII : 10-11, 69, 72-74, 75, 76	
XIII : 2, 71	
XIV, I : 16	
XIV, II : 78, 169-171	
Rapport, présenté le 17 nov. 1921, par M. Fisher, sur la politique britannique en Asie-Mineure	XV : 36-37
Mandats B.	XII : 11, 28, 69, 75, 76 XIII : 2, 71 XIV, I : 16 XIV, II : 78, 124, 125, 169-171, 179, 180, 181
Questionnaire pour faciliter la prépara- tion des rapports annuels des Puis- sances mandataires	XIV, II : 181-184, 179
Mandats C.	XII : 69, 70-71, 75, 76 XIV, II : 125, 179
Questionnaire destiné à faciliter la pré- paration des rapports annuels des Puissances mandataires	XIV, II : 184-187, 179
Mésopotamie.	
voir : Mandats A.	
Publicité à donner aux projets de mandats	XII : 73
Questions relatives au mandat belge dans l'Est-africain.	XII : 11
Rapport de la Com. permanente des mandats.	XIV, II : 178-187
Soumis le 10 octobre 1921.	XIV II : 124
Rapports sur leur administration à pré- senter par les Puissances mandataires.	
Rapport de M. Gastao Da Cunha, adopté le 21 juin 1921.	XIII : 74
Discussion.	XIII : 26
Adoption avec réserve.	XIII : 26
Résolutions de l'Assemblée, en date du 19 septembre 1921.	
Note aux Puissances mandataires, approuvée le 2 octobre 1921, soumet- tant les décisions du Conseil . . .	XIV, II : 168, 119
Lettre, en date du 19 sept. 1921, du président de la Sous-Com. de la sixième Com.	XIV, II : 169-171
Texte de la résolution du 19 sept. 1921, de la sixième Commission de l'Assemblée	XIV, II : 169
Lettre, en date du 20 sept. du pré- sident de la sixième Commission, communiquant le texte de la ré- solution.	XIV, II : 169
Résolutions du Conseil	
du 21 juin 1921.	XIII : 74
Adoption	XIII : 26
du 3 septembre 1921	XIV, I : 17
du 2 octobre 1921.	XIV, II : 119
Restitution au Portugal du territoire à l'embouchure de la Rovuma	XII : 11
Togo.	
voir : Mandats B.	
Travail forcé.	XIV, II : 124, 180, 181
voir aussi : Commission permanente des mandats.	
Marcuard, M.	XV : 14
Margaritesco, M.	XIV, I : 63
Marietti, Général.	XIII : 230
Marina.	XV : 32, 34
Marinis, Général de	S. E. I : 13
Markowitz	S. E. I : 19
Marques d'origine.	
Protection contre les fausses marques de fabrique.	XIV, II : 147, 151
voir aussi : Commerce. : Concurrence déloyale.	
Martin, Mlle L.	XII : 89
Mat, rivière	XV : 6

Matériel de guerre.

Voir : Armes et munitions.

: Dantzig : Matériel de guerre allemand.

Mathesdorf. S. E. I : 19

Matières premières XIII : 272

XIV, II : 151

Publication du rapport du professeur Gini XIV, II : 113-114

XV : 12

Rapport de la Com. économique, soumis

le 21 septembre 1921 XIV, II : 112

Résolution du 21 sept. 1921 XIV, II : 112-113

Voir aussi : Crédits : Crédits de finition.

: San Remo petroleum agreement.

Medua XV : 15

Memel XIII : 263, 266

XIV, II : 94, 97

Convention relative à la cession de Memel

à Dantzig, 9 janvier 1920 XII : 189

Soumise au Conseil, le 3 mars 1921 XII : 40

Mensdorff, M. A. XIV, II : 136

Mésopotamie XII : 72, 73, 74, 75

XIV, II : 179

XV : 11, 36-37

Voir aussi : Mandats A.

Mexique.

Son invitation à la Conférence des communications et du transit à Barcelone,

1921 XII : 137, 23

Miechowitz S. E. I : 19

Miedar S. E. I : 19

Mikoff, M. Dimitri XIV, I : 63

Mikoleska S. E. I : 19

Millar, M. G. XII : 89

Mimbela, Dr XIII : 22

Minorités.

Procédure concernant les demandes relatives à la protection des minorités, émanant de représentants qui n'ont pas qualité de Membres de la Société des Nations.

Lettre, en date du 4 juin 1921, du

Gouvernement tchécoslovaque XIII : 236-237

Lettre, en date du 3 juin 1921, du

Gouvernement polonais XIII : 237-238

Rapport du Secr.-gén., adopté le

27 juin 1921 XIII : 235-236

Discussion et adoption XIII : 51

Résolution, en date du 27 juin 1921 XIII : 235-236, 51

Protection :

dans l'Etat serbe-croate-slovène XII : 77

XIII : 52

XIV, II : 115, 159

en Albanie

Discussion XII : 12

XIII : 51-52

XIV, II : 115-116

Rapport, adopté le 23 février 1921 XII : 77, 12

Rapport de M. Balfour, adopté le

25 septembre 1921, proposant que

l'Albanie fasse une déclaration XIV, I : 36

Rapport de M. Fisher, adopté le

20 oct. 1921, soumettant un projet

de déclaration à signer par les

représentants du Gouvernement

albanais XIV, II : 159-162

Texte de la déclaration XIV, II : 160-162

Discussion XIV, II : 115-116

Signature par le représentant

albanais XIV, II : 115

Exposé du représentant grec XIV, II : 115-116

Résolution, en date du 2 oct. 1921 XIV, II : 116

Voir aussi : Mirditie.

Minorités (suite).

Protection (suite).

en Finlande.

Discussion XII

XIII

XIV, II :

XII : 77.

Rapport, adopté le 23 février 1921 .

Rapport de M. Fisher, soumis le

20 octobre 1921 XIV, II : 163-164,

Résolution, en date du 2 oct. 1921 XIV, II : 116.

en Galicie orientale XI

en Grèce XI

XIII

XIV, II : 115, 116,

en Haute Silésie S. E. I : 17, 18

en Hongrie

Garantie de la Société des Nations

à l'égard des stipulations contenues

dans les art. 54 à 59 du Traité de

Trianon du 4 juin 1920.

Rapport de M. Balfour, adopté le

30 août 1921. XIV, I : 20-21

Résolution, en date du 30 août 1921 XIV, I :

en Pologne et en Tchécoslovaquie

Voir ci-dessus : Procédure concernant

les demandes rela-

tives à la protection

des minorités.

en Roumanie

Garantie de la Société des Nations

à l'égard des stipulations contenues

dans les art. 1 à 11 du Traité de

Paris, du 9 novembre 1919.

Rapport de M. Balfour, adopté le

30 août 1921. XIV, I : 19-20

Résolution, en date du 30 août 1921 XIV, I :

Voir aussi : Commissions administratives

et questions des minorités.

Mirditie XIV, I : 8-9, 36, 37-38, 39,

XIV, II : 188-

XV : 6, 7, 9, 10, 13, 15, 18, 24, 25, 27-28,

Mission de Lady Muriel Paget en Europe orientale

XII :

Miyajima, Dr K. XIII :

Mi Vlahci XV : 32,

Molkte-Huitfeldt, Comte de XII : 46,

XIV, I :

Monnaies.

Voir : Changes.

Morize, M. XIV, I : 2,

Morphine.

Voir : Opium : trafic.

Motta, M. Giuseppe XII : 22,

Moustaf XV :

Muhri XV

Muhur (Mohur) XIV : 2,

XV : 10, 22, 24, 26,

Musée international XIV, I : 49.

Voir aussi : Organisation internationale

du travail intellectuel.

Myers, M. R. H. XII

XIV, I :

N

Nansen, Dr Fridtjof.

XII : 12, 63-64, 64, 65, 66, 67, 79, 80, 81, 82, 83, 117,

XIII : 50, 51, 184, 225, 226, 228, 232-

XIV, I :

XIV, II : 79, 128, 169-

XV :

Naze, M. XII :

Nederbragh, M. XIV, II :

lorf-Tworog	S. E. I : 19
s, Lieut.-Col. Andrade	XIII : 242
orowitz	E. S. I : 19
orowitz Hammer	E. S. I : 19
il	XV : 32, 34
il	XV : 32, 35
bé, Dr.	XIV, I : 52
, M.	XIII : 216
maire, M. George	XII : 6, 54
	XIII : 117
	XIV, II : 129
Professeur	XIII : 8, 9, 135
reira, M. J.	XIII : 192
Evêque Fan S.	
représentant de l'Albanie au Conseil	XIII : 44-47, 48-49, 51-52
	XIV, I : 8-9
	XIV, II : 115-116
anie	XIII : 44-45, 46, 48, 49, 210-212
	XIV, I : 8, 9, 36
	XIV, II : 126, 188 (note)
orités	XIII : 52
	XIV, II : 115
ège.	
scription versée à la Commission des	
pidémies	XIV, I : 23
, Zef	XIV, I : 38
rsela	XV : 32, 34
olini, Signorina	XII : 90
us, Mlle M.	XII : 89
	XIII : 193

O

ations.	
érêts arriérés	XIV, II : 101, 150
Résolution, en date du 19 sept. 1921,	XIV, II : 101
igations ter Meulen.	
oir : Crédits : Projet de crédits inter-	
ationaux.	XV : 25, 26, 32, 34
etz	S. E. I : 19
da (Ohrida), lac d'	XIII : 220, 221
	XV : 8, 32, 33, 34, 35
, rivière	E. S. I : 19
international d'hygiène publique.	XII : 93, 163, 164
	XIII : 21-22, 174, 175, 178, 179, 180
tions avec l'Organisation interna-	
ale de l'hygiène.	XIV, I : 10, 41, 43-44, 45
Dr Minoru	XIII : 191
z	S. E. I : 20
ert, M.	XIII : 19
wski, M.	XIV, II : 84
on : Organisation pour le contrôle de son trafic.	
get	XIII : 88, 106
consultative.	
stitution et composition.	
Assesseurs	XII : 6, 56
Rapport de M. Wellington Koo,	
adopté le 21 février 1921	XII : 55-56
Discussion et adoption	XII : 6
Résolution, en date du 21 février 1921	XII : 55-56, 6
épenses	XII : 55, 56
	XIII : 106
représentation de l'Allemagne et de	
l'Etat serbe-croate-slovene	XIV, II : 127
eux.	
Rapport de M. Wellington Koo,	
approuvé le 28 juin 1921, sur le	
rapport de la Commission	XIII : 276-278
Discussion et adoption	XIII : 59
stitution	XIII : 107
oir aussi : Opium : trafic.	

Opium : trafic.

Discussion	XII : 6
	XIII : 59
	XIV, I : 10
	XIV, II : 127-128
Contrebande	XIII : 278
	XIV, II : 127, 195, 196
Convention de 1912.	
Application et ratification	XIII : 276, 277, 278
	XIV, I : 46
	XIV, II : 195, 196, 127-128
Résolutions du Conseil	
du 28 juin 1921	XIII : 277, 59
du 12 oct. 1921	XIV, II : 127-128
Enquête pour découvrir les drogues pro-	
duisant les mêmes effets que celles qui	
sont mentionnées dans la Convention	
de 1912	XIV, II : 128, 196
Enquête pour déterminer les quantités	
moyennes des drogues mentionnées au	
chap. III de la Convention de 1912,	
qui sont nécessaires dans les différents	
pays	XIII : 276-277
	XIV, I : 10, 46
	XIV, II : 127, 195
Enquête pour déterminer les quantités	
moyennes d'opium brut ou préparé qui	
sont nécessaires dans les différents	
pays	XIII : 277, 278
	XIV, II : 127, 195-196
Rapport de M. Wellington Koo, adopté	
le 21 février 1921	XII : 55-56, 6
Rapport de M. Wellington Koo, adopté le	
21 février 1921	XII : 55-56, 6
Rapport de M. Wellington Koo, adopté le	
28 juin 1921	XIII : 276-278, 59
Rapport de M. Wellington Koo, adopté le	
12 oct. 1921	XIV, II : 195-196, 127
Résolutions de la seconde Assemblée.	
Rapport de M. Wellington Koo, adopté	
le 12 oct. 1921	XIV, II : 195-196, 127
Résolutions du Conseil	
du 21 février 1921	XIII : 55-56, 6
du 28 juin 1921	XIII : 278, 59
du 12 oct. 1921	XIV, II : 127-128
Oravoho	XV : 32, 34
Organisation des communications et du transit.	
Budget	XIII : 88, 104-105, 113-114
Contribution des Etats non Membres	
de la Société qui participent à l'Orga-	
nisation.	
Résolution, en date du 2 sept. 1921.	XIV, I : 14-15
Voir aussi : Conférence des communi-	
cations et du transit.	
Commission consultative et technique.	
Avis à donner sur l'adhésion de la Sarre	
à la Convention de Berne, 1890	XIV, I : 72, 14
Création d'une sous-commission.	XIV, I : 72
Lettre, en date du 26 sept. 1921.	
Rapport de M. Wellington Koo sur	
ses conclusions	XIV, II : 166-167
Soumis le 2 oct. 1921	XIV, II : 117-118
Transmission à l'Assemblée	XIV, II : 118
Constitution.	XIII : 156-157
Question de son renouvellement	
au cas où il n'y aurait pas de	
Conférence du transit dans un	
délai de quatre ans.	XIII : 155
Hommage rendu à ses travaux	XIV, I : 73
Participation des Etats riverains du	
Danube aux travaux de la Com.	
Lettre, en date du 29 juillet 1921, de	
M. van Eysinga, président de la	
Commission, relative à la nomina-	
tion d'experts ressortissants d'un	
de ces Etats.	XIV, I : 74
Rapport de M. Quiñones de León,	
adopté le 2 sept. 1921	XIV, I : 73, 14
Résolution, en date du 18 juin 1921.	XIII : 157, 13-14

Organisation des communications et du transit (suite).

Commission consultative et technique (suite).

Rapport.

Rapport de M. Quiñones de León,
adopté le 2 sept. 1921, proposant
son renvoi à l'Assemblée XIV, I : 73, 14
Résolution, en date du 2 sept. 1921. XIV, I : 14

Voir aussi : Commission technique per-
manente du régime des eaux
dans le bassin du Danube.
: Transit et communications.
: Transports internationaux.

Organisation économique et financière.

Budget.

1921.

Mémorandum du Secr.-gén., en date
du 15 juin 1921 XIII : 115-116
XIII : 78, 86, 88, 103-104, 4

1922.

Rapport au Conseil, en date du 12
septembre XIV, II : 138
Transmis à la seconde Assemblée XIV, II : 80

Com. consultative des crédits de finition.

Constitution et mandat XII : 167
Rapport XII : 167-175

Voir aussi : Crédits.

Com. économique et financière provisoire

Budget pour 1922.

Voir ci-dessus : Budget.

Lieu de réunion XIII : 57-58

Mandat.

Prolongation jusqu'à la troisième
Assemblée (1922). XIV, II : 100, 101, 154
Résolution du 19 sept. 1921 XIV, II : 101

Présidence.

Confirmation de la présidence de
M. Ador jusqu'à la 3^{me} Assemblée XIV, II : 128
Système de rotation XIV, II : 128

Rapports.

Rapport soumis au Conseil le 2 mars
1921. XII : 165-184, addendum à l'annexe 180
(E.F.S. 7)
XII : 36

Approuvé
Rapport de M. Hanotaux, approuvé
le 28 juin 1921, sur les travaux de
la Commission. XIII : 272-275, 57

Rapport soumis au Conseil le 19 sept.
1921 XIV, II : 145-158

Rapport sur le budget de 1922, sou-
mis le 12 sept. 1921. XIV, II : 138, 80

Voir : Budget de la Société.

Rapport sur les matières premières,
soumis le 21 sept. 1921 XIV, II : 112-113

Représentation de l'Italie XIII : 58

Réfugiés russes.

Aspect financier de la question à étudier XIV, I : 67, 13

Voir aussi : Réfugiés russes.

Travaux.

Résolution du 19 sept. 1921 XIV, II : 100
Voir aussi ci-dessus : Rapports.

Constitution définitive de l'Organisation

XII : 166, 36
XIII : 273, 275
XIV, II : 153-154

Experts techniques

Résolution du 21 sept. 1921 XIV, II : 112-113

Sous-com. chargée de l'étude des projets de crédits internationaux.

Composition XII : 165

Sous-com. de la situation économique en Autriche.

Rapport Addendum à l'annexe 180 (E.F.S. 7)

Voir aussi : Crédits.

Voir d'autre part : Commerce.

: Conférence économique

: et financière.

: Crédits.

: Matières premières.

: Questions économiques.

: Statistiques.

: Traités internationaux.

Organisation internationale de l'hygiène.

Discussion XII :

XIII : 21

XIV, I : 9

Budget pour 1922 XIII : 88, 106

Comité d'hygiène.

Création et attributions XIV, I : 41, 44, 45, 9

Règlement intérieur XIV, I :

Comité de l'Office international d'hygiène publique.

A considérer comme organe consultatif

XIV, I : 43, 44,

Voir aussi : Office international d'hy-
giène publique.

Comité technique provisoire.

Création et attributions.

Rapport de M. Bourgeois, adopté le
2 mars 1921 XII : 163,

Rapport de M. Hanotaux, adopté le
21 juin XIII : 174-175, 21

Résolution, en date du 2 mars 1921. XII : 164,

Résolution, en date du 21 juin 1921. XIII : 174-175, 21

Rapport.

Voir ci-dessous : Rapport du Comité
technique provisoire.

Constitution définitive.

Discussion XII :

XIV, I : 9

Rapport de M. Bourgeois, adopté le
2 mars 1921 XII : 163-164,

Rapport de M. Hanotaux, adopté le
21 juin 1921 XIII : 174-175, 21

Recommandations de la première As- semblée.

Modification demandée par le Comité
provisoire d'hygiène XIV, I : 44,

Résolution, en date du 2 sept. 1921 XIV,

Coopération avec le Bureau international du travail pour les questions relatives à l'hygiène du travail

XIV, I : 44-45

Fonctions.

Rapport du Comité provisoire XIV, I : 44

Rapport du Comité technique provisoire.

Texte XIV, I : 43

Adoption XIV, I :

Rapport de M. Bourgeois, adopté le

2 septembre 1921. XIV, I : 41

Discussion et amendements XIV, I : 9

Relations avec l'Office international d'hy- giène publique

XIV, I : 10, 41, 43-44,

Voir aussi : Office international d'hy-
giène publique.

: Traités : Convention de

Rome, du 9 déc. 1907.

Résolutions du Conseil.

du 2 mars 1921 XII : 164,

du 21 juin 1921 XIII : 174-175, 21

du 2 septembre 1921 XIV, I : 9

Section d'hygiène.

Commission des épidémies à rattacher
à la Section d'hygiène XIV, I : 42, 45-46,

Création et attributions XIV, I : 41, 44, 45, 46, 9

Service des informations épidémiolo-
giques et de statistique sanitaire XIV, I : 45, 46

Voir aussi : Commission des épidémies.

Organisation internationale du travail intellectuel.

Commission chargée d'étudier les mesures à prendre et de présenter un rapport à l'Assemblée de 1922.

Projet de résolution, soumis par le
Secrétaire XIV, I : 48, 54,

Résolution, en date du 2 septembre 1921 XIV, I :

Mémorandum du Secr.-gén., adopté le

12 sept. 1921, sur l'œuvre accomplie par

l'Union des associations internationales XIV, I : 48-53

Note du Secr.-gén., adoptée le 2 sept.

1921, sur l'utilité d'un organisme tech-
nique pour le travail intellectuel XIV, I : 54-55

Organisation internationale du travail intellectuel (suite).

Rapport de M. Quiñones de León, adopté le 1 ^{er} mars 1921	XII : 150-152, 28
Rapport de M. Léon Bourgeois, adopté le 2 septembre 1921, proposant l'adoption des deux rapports du Secrétariat général (voir ci-dessous)	XIV, I : 47-48
Adoption	XIV, I : 10
Union des associations internationales. Mémoire du Secr.-gén. sur son œuvre	XIV, I : 48-53
Utilité d'un organisme technique pour le travail intellectuel. Note du Secrétaire général.	XIV, I : 54-55
Résolution de l'Assemblée, en date du 18 décembre 1920. Texte	XIV, I : 48-49
Résolution du Conseil, en date du 2 septembre 1921	XIV, I : 48, 10
Organisation pour le contrôle général du trafic de l'opium. Voir : Opium : Organisation pour le contrôle de son trafic.	
Ansby-Gore, Hon. W.	XIII : 73
Chil	XV : 6, 21, 25, 27, 30
s, M. Pierre	XIII : 73
egow	S. E. I : 19
nanlis	XIV, I : 37
nas, Molj	XIV, I : 38
rog	S. E. I : 19
roni maze	XV : 33, 35
hiai, M.	S. E. I : 11
et, M.	XII : 151
legeest, M.	XIV, I : 49, 53 XIII : 230

P

hitch, M.	XV : 11, 15, 20-21, 26
ifique.	
es du Pacifique	XII : 69, 70-71, 76
Voir aussi : Mandats C.	
te de la Société.	
endements.	
Art. 8 et 9.	XIV, II : 131, 144
Proposition française.	
Rapport de M. Bourgeois, adopté le 16 septembre 1921, sur un rapport de la C. P. C.	XIV, II : 144
Art. 16.	
Avis à donner par la Com. des amendements sur le rapport de la Commission internationale du Blocus.	XIV, I : 68, 14
Voir aussi : Commission des amendements au Pacte.	
t. 8, 9 et 16.	
Voir ci-dessus : Amendements.	
t. 11, § 2.	
Voir : Haute Silésie.	
t. 11 et 17.	
Voir : Hongrie : Note en date du 13 novembre 1921.	
t. 18.	
Voir : Enregistrement des traités.	
t. 23 e.	
Voir : Commerce : Equitable traitement. : Mandats : Commerce et échanges.	
erewski, M.	XIV, II : 108
et, Lady Muriel	XII : 123
nds Carnegie	XIV, I : 53
stitut international de la paix	XIV, I : 51
stine	XII : 69, 70-71, 76
Voir aussi : Mandats C.	

Panama.

Différend avec Costa-Rica.

Voir : Différend entre Costa-Rica et Panama.

Panke	XV : 32, 34
Parry, Vice-Amiral J. F.	XII : 186, 187-188
Parry-Renaud.	
Statut du mois de juillet 1920	XIV, II : 117
Paternotte, M. A.	XII : 89
Paulsdorf	S. E. I : 19
Pawonkau	S. E. I : 19

Pays-Bas.

Ratification de la Convention internationale de l'opium par les Etats non membres de la Société.

Continuation des efforts dans ce but XIII : 277

Versement promis au fonds de secours de la Com. des épidémies. XIII : 180

Percival, Colonel S. E. I : 13

Peet, M. XIV, II : 119

Penido, Capitaine XIII : 230

Peralta, M. Manuel de la XII : 115

Périer, M. Casimir, XIII : 252

Perlowski, M. I. XII : 130

XIV, I : 30, 63

Pérou.

Souscription versée à la Com. des épidémies XIII : 180

XIV, I : 20

Perse.

Souscription versée à la Commission des épidémies XIII : 180

XIV, I : 23

Pétrole XII : 72, 73, 74, 75

Voir : San Rémo petroleum agreement.

Pflügl, M.

Représentant de l'Autriche au Conseil XIII : 58-59

XIV, II : 80

Autriche.

Difficultés avec le Gouvernement hongrois au sujet de l'application des traités de paix XIV, II : 80, 136-137 (lettre)

Liquidation des biens appartenant à des ressortissants autrichiens dans l'Etat Serbe-Croate-Slovène XIII : 58, 59

Piassetzina S. E. I : 19

Pilchowitz E. S. I : 19

Pilsudski, Maréchal XII : 14, 94, 100

Pjetar, Chouk XIV, I : 38

Plaezinski, M. XIV, II : 84

Plava XIII : 211

Plaj XIV, II : 189

XV : 24

Plébiscite de Vilna.

Voir : Différend polono-lithuanien.

Pluder-Petershof S. E. I : 19

Podgoritza XV : 26, 32, 34

Poincaré, M. Raymond XIII : 24

Pojanice XV : 32, 34

Polk, M. XIII : 216

Pologne.

Activité des services polonais d'hygiène.

Voir : Typhus en Pologne : Commissariat polonais des épidémies.

Convention de transit entre l'Allemagne, Dantzig et la Pologne.

Voir : Dantzig : Convention de transit.

Convention polono-dantzikoise, du 9 novembre 1920 (Paris).

Voir : Dantzig : Convention polono-dantzikoise.

Invitée à la Conférence pour la neutralisation et la non-fortification des îles d'Aland XIV, I : 22, 4

Pologne (suite).

Juifs polonais expulsés d'Autriche.

Voir : Autriche: Expulsion de Juifs polonais.

Occupation militaire en Galicie orientale.

Plaintes des habitants.

Voir : Galicie : Situation juridique en Galicie orientale.

Proposition relative à la communication préalable des rapports soumis au Conseil.

Voir : Procédure du Conseil.

Représentant au Conseil.

Voir : Askenazy, M.

Voir aussi : Dantzig.

: Différend polono-lithuanien.

: Haute Silésie.

: Minorités : Procédure concernant les demandes relatives à la protection des minorités.

: Minorités : Protection en Galicie orientale.

: Traités et conventions économiques.

: Typhus en Pologne et en Europe orientale.

Popoc XV : 32, 34

Popovitch, M.

Représentant de l'Etat serbe-croate-slovène XV : 4

Portugal.

Demande de territoire dans l'Est africain allemand à l'embouchure de la Roouma

XII : 11

Voir en outre : Mandats.

Potemba S.E. I : 19

Pouillet, M. XIV, II : 179

Preiswitz S.E. I : 19

Prenk, Bib XIV, I : 38

Prenk Lèche, Notz Koly XIV, I : 38

Prenk, Mark XIV, I : 38

Presse.

Voir : Association internationale de la presse médicale.

: Publicité des débats du Conseil.

Prichtina, Hassan Beg XV : 28

Prida, Senor J. Fernandez XII : 4, 52

Prisonniers de guerre.

Echange d'enfants grecs et de prisonniers bulgares.

Discussion XII : 9, 37

Lettre au Gouvernement bulgare, adoptée le 22 février 1921 XII : 65, 9

Réponse, datée du 28 février 1921, du Gouvernement bulgare XII : 66, 37

Lettre au Gouvernement grec, adoptée le 2 mars 1921 XII : 67, 37

Mémoire du Secr.-gén., soumettant :

1. Lettre, en date du 18 janvier 1921, du Dr Nansen à M. Monnet.

2. Passage du discours du Dr Nansen prononcé le 14 déc. 1920 à la 1^{re} Assemblée XII : 63-64

Approuvé le 22 février 1921 XII : 19

Rapatriement.

Discussion XII : 12, 205

Conférence tenue à Riga, le 17 janvier 1921 XII : 51

Dépenses.

Contributions des Etats.

Voir les rapports ci-dessous :

Prévisions budgétaires XIII : 89, 108

Rapport du Secr.-gén., adopté le 23 février 1921 XII : 79-84, 12

Prisonniers de guerre (suite).

Rapatriement (suite).

Rapport du Dr Nansen, présenté le

27 juin 1921 XIII :

Discussion XIII :

Remerciements au Dr Nansen et à ses collaborateurs XIII :

Prisonniers turcs, rapatriés de Sibérie, retenus par le Gouvernement grec.

Rapport de M. Da Cunha, approuvé le

27 juin 1921 XIII : 22

Lettre, en date du 20 juin, du C. C. R. au Président du Conseil XIII : 225-

Note du Président du Conseil XIII :

Résolution, en date du 27 juin 1921 XIII :

Voir aussi : Secours.

Prizrend XIII :

XIV : 1,

XV : 10, 27, 32, 33, 34.

Procédure du Conseil.

Ajournement des discussions XIV, I :

Changements de procédure.

Représentant d'un Membre ayant formulé des propositions écrites à inviter à assister à leur discussion XIV, I :

Communication préalable aux Membres du Conseil et aux Etats intéressés des rapports soumis au Conseil.

Proposition du Gouvernement polonais.

Lettre de M. Askenazy, en date du 15 juillet 1921.

Rapport de M. Da Cunha, adopté le 2 sept. 1921, concluant au rejet de la proposition XIV, I : 60,

Discussion XIV, I : 8

Lettre de réponse à M. Askenazy, approuvée le 2 sept. 1921 XIV, I : 60

Demandes relatives à la protection des minorités.

Voir : Minorités.

Droit de contrôle sur les travaux des organisations techniques XIII : 154-

Examen de la question de la Haute Silésie

Conseillers techniques S.E. I :

Examen préalable par les représentants de la Belgique, du Brésil, de la Chine et de l'Espagne S.E. I :

Présidence de la session extraordinaire S.E. I :

Représentation de l'Allemagne et de la Pologne.

Communiqué de la presse S.E. I :

Examen des questions relatives à Dantzig.

Présence du directeur du Bureau international du travail aux séances du Conseil dans lesquelles seront discutées des questions intéressant directement le B.I.T.

Voir : Bureau international du Travail.

Présidence de la Session extraordinaire S. E. I :

Rapport à l'Assemblée.

Préparation XIII :

Voir aussi : Publicité des débats du Conseil.

Procès-verbaux des séances du Conseil.

Voir : Publicité des débats du Conseil.

Proni Sab (Proni Sat), rivière XV : 25, 32,

Pron'i Thatë (Prin'i Thatë) XIII : 220, 2

Propriété industrielle XIII :

Protection des minorités.

Voir : Minorités.

Protection et bien-être des enfants.

Voir : Enfants : Protection et bien-être.

Ptakowitz S.E.I :

Publicité des débats du Conseil.

Discussion	XII : 2-3, 6, 41 XIII : 3, 18, 21 XIV, II : 81, 115 S.E. I : 1bis
Proposition de l'Association internationale des journalistes accrédités auprès de la Société des Nations	XIV, II : 115
Rapport de M. Hymans, adopté le 21 février 1921	XII : 57, 6
Résolutions du Conseil.	
du 21 février 1921	XII : 57, 6
du 17 juin 1921	XIII : 3
Confirmée le 12 sept. 1921	XIV, II : 81
du 20 juin 1921	XIII : 18
Voir aussi : Dantzig : Publication des documents y relatifs.	
Réunions des quatre représentants des Membres non permanents chargés de la question de Haute Silésie.	
Décision de n'en pas rédiger le procès-verbal	S.E. I : 1bis
Ido, Dr.	XIII : 22
Puppel-Deutsche Bauern Bank.	
Affaire.	
Voir : Dantzig : Affaire Puppel-Deutsche Bauern Bank.	

Q

Questions économiques.

Fonctions d'ordre économique incombant à la Société en vertu des traités de paix	XII : 165, 178-181 XIII : 273
Voir aussi : Commerce : Compétence du Conseil.	
Situation économique mondiale	XIII : 272 XIV, II : 145-147
Voir aussi : Commerce.	
: Conférence économique et financière.	
: Crédits.	
: Matières premières.	
: Organisation économique et financière.	
: Statistiques.	
: Traités internationaux.	

Questions militaires, navales et aériennes.

Voir : Armements : réduction.	
: Armes et munitions.	
: Commission permanente consultative pour les questions militaires, navales et aériennes.	

Questions sociales.

Budget de la Section des questions sociales du Secrétariat pour 1922	XIII : 88, 107, 4
Voir : Commission des épidémies.	
: Enfants : Protection et bien-être.	
: Opium.	
: Organisation internationale de l'hygiène.	
: Prisonniers de guerre : Rapatriement.	
: Réfugiés russes.	
: Secours.	
: Traite des femmes et des enfants.	
: Typhus.	

Quinones de León, M.

Représentant de l'Espagne au Conseil.	
12 ^{me} session	XII : 1
13 ^{me} session	XIII : 1
14 ^{me} session	XIV, I : 1
15 ^{me} session	XIV, II : 77
Session extraordinaire (Haute Silésie)	XV : 1
S.E. I : 1	
Land, îles	XIII : 42
Amendements au Pacte.	
Com. des amendements	XII : 4, 5, 51-52 (rapport)
Rapport	XIII : 53

Quinones de León, M. (suite).

Com. internationale du blocus	XIII : 25
Cour permanente de Justice internationale.	
Ratification du Protocole	XIII : 24 XIV, I : 2
Dantzig.	
Fabrication d'armes	XII : 23 XIII : 8 XII : 14 XIV, II : 108, 110
Différend polono-lithuanien	
Haute Silésie.	
Procédure	S.E. I : 6
Luxembourg.	
Position en tant que membre de la Société pendant la révision de sa Constitution	XIII : 21
Organisation du travail intellectuel,	
XII : 27, 28, 150-152 (rapport)	
Procédure du Conseil dans l'examen de la question de la Haute Silésie	S.E. I : 6
Publicité des débats du Conseil.	XII : 3
Traite des femmes et des enfants	XIV, II : 79
Transit et communications.	
Conférence de Barcelone, 1921	XIII : 13, 154-157 (rap.)
Rapport général de la Commission consultative	XIV, I : 14, 73 (rapport), 74
Typhus en Pologne et en Europe orientale	XIV, II : 120

R

Rachi (Racha)	XV : 25, 26
Radomir	XV : 32, 35
Radozda	XV : 32, 34
Radzionkau	S. E. I : 19
Radziwill, Mlle G.	XII : 89
Raica	XV : 33, 35
Rainaldi, Cav. Andrea	XII : 90
Rajchman, Dr	XIII : 179, 180, 183, 184, 185
Ramiz-Bey Daci	XIII : 223
Ranca	XV : 32, 34

Rapatriement.

Voir : Autriche : Expulsion de Juifs polonais.	
: Prisonniers de guerre.	
: Réfugiés russes.	

Rappard, Prof. William	XIV, II : 125
Raschutz	S. E. I : 19
Rault, M.	XII : 46, 47 XIII : 19-20 XIV, I : 2, 14, 18, 71 XIV, II : 121

Réci	XV : 22
----------------	---------

Réduction des armements.

Voir : Armements : réduction.	
-------------------------------	--

Rees, M. van	XII : 10 XIII : 73
Reffye, M. de	XIV, I : 63

Réfugiés géorgiens.

Question à signaler au Haut Commissaire pour les réfugiés russes	XIV, I : 13
--	-------------

Réfugiés russes.

Discussion	XII : 19, 28, 36, 205 XIII : 51, 53, 54 XIV, I : 13 XIV, II : 79 XV : 19
----------------------	--

Aspect financier de la question à examiner par la Com. économique et financière.	
--	--

Veu de la Conférence pour les réfugiés russes.	
--	--

Discussion	XIV, I : 63
Résolution	XIV, I : 17

Réfugiés russes (suite).

Comité mixte (C. I. C. R. et L. S. C. R.)	XII : 124-125, 126 XIII : 243, 246, 247
Conférence d'étude, réunie à Genève du 22 au 25 août 1921.	
Mémoire du Secrétaire général sur ses travaux	XIV, I : 63-64, 13
Représentants	XIV, I : 63
Résolutions adoptées par la Conférence, le 24 août 1921	XIV, I : 64-67
Décision du Conseil relative à la communication des vœux de la Conférence	XIV, I : 13
Dépenses.	
A imputer à l'art. 27 du deuxième chapitre du budget (dépenses imprévues)	XIII : 246, 53
Envoi par le C. I. C. R. d'une délégation en Russie pour faire une enquête sur les conditions de rapatriement des réfugiés.	
Mémoire, en date du 15 juin 1921, du C. I. C. R.	XIII : 246-248
Discuté et approuvé	XIII : 53-54
Famine en Russie.	
Question renvoyée à la Commission économique et financière	XIV, I : 13
Lettre, en date du 20 février, émanant du C. I. C. R. et attirant l'attention du Conseil sur le problème des réfugiés russes	XII : 117
Mémoire, en date du 20 février 1921, du C. I. C. R., relatif à l'action entreprise	XII : 118-119
Réponse, approuvée le 1 ^{er} mars 1921, du Secrétaire général au C. I. C. R.	XII : 120, 19, 28
Lettre au Président du C. I. C. R. approuvée le 1 ^{er} mars 1921, relative à la collaboration du C. I. C. R. et de la L. S. C. R. (voir : Comité mixte)	XII : 126, 19, 28
Lettre aux gouvernements des Etats membres de la Société, approuvée le 1 ^{er} mars 1921, relative aux actions entreprises par le Conseil	XII : 121-122, 28
Mémoire du Secrétaire général, soumis le 2 sept. 1921, sur le développement de la question depuis la 13 ^{me} session	XIV, I : 63-64, 13
Mémoire du Secrétaire général, soumis le 19 novembre 1921	XV : 38-39, 19
Nomination d'un haut commissaire	XII : 19, 36, 117, 118-119, 120 XIII : 53, 244, 245, 246
Nomination du Dr Nansen	XIV, I : 64
Acceptation	XIV, II : 79
Question des populations errantes éloignées de leurs foyers, liée à celle des réfugiés russes	XIII : 233, 51
Rapport de M. Hanotaux, approuvé le 27 juin 1921, relatif au développement de la question depuis la 13 ^{me} session	XIII : 243-246
Discussion et adoption	XIII : 53-54
Réfugiés à Constantinople.	
Mémoire du Secrétaire général	XV : 38-39
Discussion	XV : 19
Remerciements au Conseil au nom du C. I. C. R.	XII : 36
Résolutions de la Conférence pour la question des réfugiés russes, prises le 24 août 1921	XIV, I : 64-67
Résolutions du Conseil	
du 27 juin 1921	XIII : 53, 246
du 2 septembre 1921	XIV, I : 13
du 19 novembre 1921	XV : 19, 39

Reich allemand.

Voir : Allemagne.

Renaud.

Statut Parry-Renaud du mois de juillet 1920

XIV, II : 117

Réparations.

Voir : Commission des réparations.

Répartition des dépenses de la Société.

Discussion	XII :
Commission.	XIII :
Membres	XIII : 1
Rapport au Conseil, en date du 10 juin 1921	XIII : 119-127
Travaux.	
Discussion	XII :
Rapport de M. Da Cunha, adopté le 17 juin 1921	XIII : 119,
Tableaux de répartition proposés.	
1. Indices basés sur les éléments d'appréciation retenus par la Commission	XIII : 1
2. Répartition définitive proposée par la Commission	XIII : 1
3. Formule d'une répartition transitoire	XIII : 1
Voir aussi : Salvador : Réclamation concernant sa contribution.	

Répertoire bibliographique universel

Voir aussi : Organisation internationale du travail intellectuel.

Repten (Neu et Alt) S. E. I :

République mirdite.

Voir : Albanie.

: Mirditie.

Restrepo, M. XII : 10,

Reuter, M. XIII : 171, 1

Reumann, M. XII : 1

Reveillaud, M. XII :

Reynald, M. XIII : 119-1

Reynier, Colonel James de XIV, II : 1

Reynoso, M. de XII : 20, 1

Reynoso, M. de

Représentant suppléant de l'Espagne au Conseil

XIII, I : 48-

Différend lithuano-polonais XIII :

Rivas Vicuna, M. XIII : 2

Rivier, Professeur XII : 1

Roc XV : 32,

Romein, M. XII :

Root, M. Elihu XII : 2

Roper, Capitaine XII :

Rossberg XIV, II : 1

Röthlisberger, Professeur S. E. I :

Roumanie. XIV, II : 1

Voir aussi : Minorités : Protection en

Roumanie.

Roussel, M. Théophile XIII : 2

Ruda S. E. I :

Rudlof, Mlle XIII : 1

Rumbold, Sir Horace XIV, I :

Russell, M. A. D. C. XII :

Russie.

Enquête à faire pour obtenir de plus amples informations épidémiologiques . XIV, I : 46, 42

Voir aussi : Famine en Russie.

: Prisonniers de guerre : Rapatriement.

: Réfugiés russes.

: Secours.

Ruthènes.

Voir : Galicie : Situation juridique en Galicie orientale.

Rybna S. E. I :

Ryffel, M. H. XIII : 76, 80, 81, 82,

S

hm, Président.

Représentant de la Ville libre de Dantzig
au Conseil XIII : 5-9, 10-13, 26-27, 28-30, 31-33, 34
XIV, II : 82-84

Dantzig.

Acquisition et perte de la qualité de
citoyen XIII : 5
XIV, II : 82

Affaire Puppel-Deutsche Bauern-Bank XIII : 13
XIV, II : 82

Constitution XIII : 11, 12

Convention polono-dantzikoise, du 9
novembre 1920 XIII : 27
XIV, II : 84

Défense XIII : 10, 28
XIV, II : 82

Fabrique d'armes XII : 131, 132
XIII : 6, 7, 32

Fabrication, vente, emmagasinage et
transport de matériel de guerre XIII : 34

Gardes et convoyeurs polonais XIII : 32, 203

Magasins pour les explosifs destinés à
la Pologne XIII : 202

Port d'attache pour les navires polonais XIV, II : 83

Sénateurs XIII : 11, 12

Situation financière XIII : 33

int Naoum XV : 26

lvador.

Réclamation concernant sa contribution
aux dépenses de la Société.

Discussion XIV, I : 5, 11

Résolution, en date du 2 sept. 1921 :
ajournement jusqu'après l'audition
par l'Assemblée du rapport de la
Commission de répartition XIV, I : 11

1 Remo petroleum agreement XII : 74

pieha, Prince XII : 14, 94, 100
XIII : 254, 259

re.

Discussion XII : 3

XIII : 19-20, 61

XIV, I : 2-3, 14

XIV, II : 117-119, 121

adhésion à la Convention de Berne, 1890.

Discussion XIV, I : 14

XIV, II : 117-118

Rapport de M. Wellington Koo, adopté
le 2 sept. 1921, faisant un historique
des démarches accomplies XIV, I : 69-72, 14

Rapport de M. Wellington Koo, sou-
mis le 2 oct. 1921, exposant les conclu-
sions de la lettre du 26 sept. 1921 de
la Com. des communications et du
transit XIV, II : 166-167

Résolutions du Conseil.

du 2 sept. 1921 XIV, I : 14, 72

du 2 oct. 1921 XIV, II : 118, 167

Commission de gouvernement.

Félicitations du Conseil pour son admi-
nistration XIII : 20

Membres.

Nomination.

Rapport de M. Wellington Koo,
adopté le 21 février 1921 XII : 40-47, 3

Renouvellement de la nomination du
membre sarrois.

Rapport de M. Wellington Koo,
adopté le 30 août 1921 XIV, I : 18, 2-3

Suppléants provisoires.

Résolution, en date du 30 août
1921, confirmant leur nomina-
tion XIV, I : 2

Sarre (suite).

Commission de gouvernement (suite).

Président.

Invité à se faire représenter à l'Assem-
blée XIII : 61

Renouvellement de sa nomination XII : 46, 47

Suppléant XIV, I : 2

Voir aussi : Rault, M.

Définition du terme « habitant de la
Sarre » XIII : 19

Expulsions, soi-disant « en masse » du
Territoire de la Sarre.

Rapport de M. Wellington Koo, adopté
le 20 juin 1921 XIII : 166-167, 19-20

Monnaie française employée dans les ser-
vices publics.

Rapport de M. Wellington Koo, adopté
le 20 juin 1921 XIII : 168-170, 20

Présence des troupes françaises et exer-
cice de la juridiction des Conseils de
guerre français.

Rapport de M. Wellington Koo, adopté
le 20 juin 1921 XIII : 163-165, 19

Règlement des « dettes ennemies ».

Proposition du représentant britanni-
que relative à la création d'un sys-
tème analogue à la Chambre de com-
pensation allemande XIV, II : 118-119, 121

Résolution, en date du 2 oct. 1921 XIV, II : 119

Télégramme, en date du 6 oct. 1921
du Président de la Commission de
gouvernement XIV, II : 121

Saunders, M. H. St. G. XIII : 192

Saura, M. XII : 95

« Save the Children Fund » XII : 118, 119

Voir aussi : Union internationale de Se-
cours aux enfants.

Savoff, Général XII : 66

Schanzer, M. Carlo XIII : 191, 229
XIV, II : 127

Scharley S.E. I : 19

Schlemmer, M. XII : 64

Schlesiengrube S.E. I : 19

Schomberg S.E. I : 19

Scialoja, M. XII : 4, 5, 52, 53

Scutari XIII : 210, 211, 220, 221
XV : 25, 26, 27

Scutari, lac de XIII : 220
XV : 21, 23, 26, 32, 34

Secours.

Aux enfants des pays éprouvés par la
guerre.

Rapport de M. Balfour, adopté le 23
février 1921 XII : 91, 13

En Europe orientale.

Discussion XII : 19-20
XIII : 24

Comité mixte formé, en vue de la coor-
dination des œuvres de secours, par
des représentants du C. I. C. R. et de
la L. S. C. R. XII : 124, 126
XIII : 24, 151, 187, 188, 243, 247

Lettre, en date du 10 février 1921, de la
L. S. C. R. XII : 123, 19

Réponse, adoptée le 26 février 1921. XII : 124-125,
19-20

Lettre, approuvée le 1^{er} mars 1921, au
C. I. C. R. XII : 120, 28

Lettre, approuvée le 21 juin 1921, aux
Membres de la Société XIII : 187-188, 24

Note du Secr. gén., approuvée le 21
juin 1921 XIII : 187, 24

Voir aussi : Bureau international d'assis-
tance.

: Commission des épidémies.

: Prisonniers de guerre : ra-
patriement.

: Réfugiés russes.

Secrétaire général de la Société des Nations.*Voir* : Drummond, Sir James Eric.**Secrétariat.**

Bureau de Londres

Budget pour 1922 XIII : 96, 98, 99

Bureau de Paris

Budget pour 1922 XIII : 96, 99

Bureau sud-américain XIII : 96, 99, 100

Mission chargée d'en étudier l'établissement XIV, I : 25, 5, 6

Commission d'enquête sur l'organisation du Secrétariat et du B. I. T.

Nomination des membres.

Rapport de M. Wellington Koo,

adopté le 21 février 1921 XII : 54

Discuté et adopté XII : 5-6

Rapport.

Rapport de M. Wellington Koo,

adopté le 17 juin 1921 XIII : 117-118, 4

Frais généraux.

Budget pour 1922 XIII : 98, 99, 100-102

Virements dans le budget de 1922 XIII : 76, 79

XIV, I : 25, 26, 6

Hommage à son travail durant la Conférence des communications et du transit à Barcelone XIII : 14

Personnel.

Nominations dans le personnel subalterne.

Mémoire adopté le 23 février

1921 XII : 88, 13

Nominations et démissions.

Liste approuvée le 23 février 1921 XII : 89-90, 13

Liste approuvée le 21 juin 1921 XIII : 192-193, 25

Liste approuvée le 30 août 1921 XIV, I : 28, 6

Traitements.

Bonification de change pour tout le personnel XIII : 3-4, 76-77

Résolution, en date du 17 juin XIII : 79, 4

Budget pour 1922 XIII : 87, 91-98, 4

Frais de déplacement XIV, I : 25, 6

Question de la création d'un service spécial pour la protection de l'enfance.

Voir : Enfants : Protection et bien-être.

Représentation éventuelle au Congrès de Bruxelles pour la protection de l'enfance XIII : 61

Secrétariat du Comité technique provisoire d'hygiène XIII : 175

Voir : Organisation internationale de l'hygiène : Comité technique provisoire.

Section d'hygiène.

Voir : Organisation internationale d'hygiène : Section d'hygiène.

Section des armements.

Voir : Armements : réduction : Section des armements du Secrétariat.

Vérification des comptes.

Voir : Budget de la Société.

Seering, Sénateur XIV, II : 84

Ségrave, Capitaine XII : 39, 185

Serbe-croate-slovène, Etat.

Représentants au Conseil.

Voir : Boskovitch, M.

: Popovitch, M.

: Yovanovitch, M.

Voir aussi : Albanie : Frontières : délimitation et violation.

: Différend entre l'Autriche et l'Etat serbe-croate-slovène.

: Minorités : Protection dans l'Etat serbe-croate-slovène.

Serruys, M. XII : 106

Service des informations épidémiologiques et de statistique sanitaire.

Service à reprendre et à perfectionner par la Section de l'hygiène XIV, I : 45,

Résolution, en date du 2 sept. 1921 XIV, I

Sesi XV : 32,

Siam.

Question de l'enquête sur ses besoins légitimes en opium XIV, II :

Souscription versée à la Commission des épidémies XIV, I

Silésie.

Voir : Haute Silésie.

Simons, M. von XII : 1

Sina (Sinaj, Sine, Sinjal) XIV, II : 1

XV : 6, 10, 22, 23, 24,

Sinigalia, M. XIV, I :

Siroka XV : 32,

Sisman XV : 32,

Skadar XIV, I :

Skirmunt, M. de XIV, II :

Skja XV : 32,

Skrobatusan, rivière XV : 32,

Skrzidlowitz S.E. I :

Sloutsky, Dr XIV, II : 1

Smiljanitch, Général XV :

Smyrne XIII : 2

Sobanski, Comte XIII : 2

Sobieski, Roi Jan XII : 1

Solvay, M. XIV, I :

Sorowski S.E. I :

Sosnica S.E. I :

Sous-comité belge de secours immé-

diats aux réfugiés de Crimée XII : 1

Sparre, M. Christian XIII :

Spas XV : 33,

Spéculations.

Voir : Changes.

Spiegelhof S.E. I :

Sraffa, Prof. Angelos XII : 1

Statistiques internationales.

Travail statistique de la Société des Nations XIV, II : 100, 101, 152-1

Résolution du 19 sept. 1921 XIV, II : 1

Voir aussi : Bulletin mensuel de statis-

tique.

: Bureau international de

statistique commerciale.

: Commerce : Institut inter-

national de commerce.

: Institut international de

statistique.

: Service des informations

épidémiologiques et de

statistique sanitaire.

Stebljevo XV : 33,

Steeßmann, Dr XII : 10

Steinmetz, Dr XII : 64,

Sthyr, M. XIII : 1

Stodoli E. S. I :

Stoja XV : 32,

Stollarzowitz S.E. I :

Strakosch, Sir Henry XII : 10

Strong, Dr Richard P. XIII :

Strutt, Lieut.-Col. E. L. XII : 149, 195, 19

Struycen, M. XII : 5,

Stuart, Sir Harold XIII :

Stupéfiantes S.E. I :

Voir : Opium : trafic.

Suède.

Invitée à la Conférence pour la neutralisa-

tion et la non-fortification des îles

d'Aland XIV, I : 22,

ède (suite).		
Représentants au Conseil.		
<i>Voir</i> : Branting, M.		
: Ehrensward, Comte.		
Souscription versée à la Commission des épidémies	XIII : 180 XIV, I : 23	
<i>Voir aussi</i> : Aland, îles.		
hodol (Souvodol)	XV, : 7, 28	
isse.		
Passage du contingent international pour Vilna.		
<i>Voir</i> : Différend polono-lithuanien :		
Contingent international.		
Représentant au Conseil.		
<i>Voir</i> : Dunant, M.		
Souscription versée à la Commission des épidémies	XIII : 180 XIV, I : 23	
mmmin	S.E. I : 19	
adblom, M.	XIII : 161	
elitia	XV : 22	
ilija	XV : 33, 35	
T		
Razin	XV : 6	
aat pacha	XIV, I : 31	
mara	XV : 32, 34	
ig Tsai-Fou, M.		
Représentant de la Chine au Conseil.		
15 ^{me} session	XV : 1	
iganyika	XIV : 2 : 179	
usaj	XV : 32, 34	
aboche (Tarabosh)	XIII : 210, 220, 221 XV : 21, 23, 25, 27	
nowitz	S.E. I : 20	
nowitz (Alt)	S.E. I : 19	
ekawa, Lieut.-Col.	XIII : 240	
suke, M.	XIII : 229	
lor, M. C. H.	XIII : 193	
ameria.		
<i>Voir</i> : Chimara.		
nécoslovaquie.		
<i>Voir</i> : Crédits de finition.		
: Minorités : Procédure concernant les demandes relatives à la pro- tection des minorités.		
: Traités et conventions écono- miques.		
Meulen, M.	XII : 165 XIII : 274 XIV, II : 150	
Meulen, obligations.		
<i>Voir</i> : Crédits, Projet de crédits interna- tionaux.		
doli, Marquis	XII : 10 XIII : 73 XIV, II : 124, 125, 178-187	
mas, M. Albert.	XIV, I : 56	
<i>Voir aussi</i> : Bureau international du Travail : Présence de son directeur aux séances du Conseil.		
mson, Général	XIII : 247	
rberg, M.	XIII : 230	
face	XIII : 217	
na	XIII : 221 XIV : 1, 8, 9, 30, 37, 38, 39 XV : 6, 7, 8, 9, 11, 13, 15, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30	
ni, M.	XII : 203 XIII : 216, 235, 236, 237	
<i>Voir aussi</i> : Mandats B.	XIV, II : 2 : 168, 170, 179, 180, 181	
dano, M. D.	XII : 89	
Tombeur, Mlle	XIII : 193	
Tower, Sir Reginald	XIII : 205	
Toyî, M. Djon Nikol	XIV, I : 38	
Trafic de l'opium.		
<i>Voir</i> : Opium : trafic.		
Trafic des armes et munitions.		
<i>Voir</i> : Armes et munitions : trafic.		
Traite des femmes et des enfants.		
Discussion	XII : 8 XIV, II : 78-79	
Budget pour la Com. consultative et la Section des questions sociales du Secrétariat	XIII : 88, 107 XIII : 107 XIV, II : 78, 79	
Commission consultative		
Conférence internationale, en 1921.		
Convocation	XII : 61, 8 XIII : 24	
Résolution, en date du 22 fév. 1921.		
Nomination du Président		
Recommandations et acte final.		
Rapport de M. Fisher	XIV, II : 78-79	
Discussion	XIV, II : 79	
Résolution, en date du 12 sept. 1921	XIV, II : 79	
Conventions internationales		
1904	XII : 60, 61	
1910	XII : 60, 61 XIV, II : 79	
Mémoire du Secr.-gén., adopté le 22 février 1921	XII : 60, 8	
Rapport de M. Fisher, adopté le 12 sept. 1921	XIV, II : 79	
Résolutions du Conseil		
du 22 février 1921	XII : 61, 8	
du 12 sept. 1921	XIV, II : 70	
<i>Voir aussi</i> : Déportation des femmes et des enfants en Turquie et dans les pays avoisinants.		
Traités, conventions, accords, déclarations.		
Accord de Corfou, 17 mai 1914	XIII : 214, 219	
Accord de Tirana, juillet 1920	XIV, I : 9	
Accord du 30 mai 1919, entre la Belgique et l'Empire britannique, relatif à l'Est africain	XII : 11	
Accord du 29 juillet 1919, entre la Grèce et l'Italie, relatif aux frontières de l'Albanie	XIII : 216-217 XIV, I : 40	
Accords du 10 août 1920, conclus à Sèvres par l'Empire britannique, la France et l'Italie, et relatifs à l'Anatolie	XII : 70 XV : 20 XII : 103 XIII : 59, 279, 280	
Acte de Bruxelles		
Convention du 30 mars 1856, conclue par la Grande-Bretagne, la France et la Russie, et relative à la neutralisation des îles d'Aland	XIII : 35, 37, 42 XIV, I : 22	
Convention de Berne, 1890, sur le régime des chemins de fer	XIII : 14	
Adhésion du Bassin de la Sarre.		
<i>Voir</i> : Sarre.		
Convention de Rome, 1907.		
Consentement des Etats signataires pour la transformation de l'Office inter- national d'hygiène publique en Orga- nisme de l'hygiène de la Société des Nations	XII : 163, 164 35 XIV, I : 43, 10	
Refus des Etats-Unis		
Convention internationale de l'opium, 1912.		
<i>Voir</i> : Opium : trafic.		
Convention pour l'unification de la légis- lation concernant les lettres de changes, 1912	XII : 182-183	

Traité, conventions, accords, déclarations (suite).

Convention Tittoni-Venizelos relative aux frontières de l'Albanie.

Voir ci-dessus : Accord du 29 juillet 1919 entre la Grèce et l'Italie, relatif aux frontières de l'Albanie.

Convention de St-Germain, du 10 sept. 1919, relative au trafic des armes et munitions.

Voir : Armes et munitions : trafic.

Convention du 27 novembre 1919, entre la Bulgarie et la Grèce, entrée en vigueur le 9 août 1920.

Question de l'adhésion de l'Albanie . . . XIV, II : 160

Convention du 9 janvier 1920, Paris, relative à la cession de Memel et Dantzig . XII : 189, 40

Convention (ou accord) de Kapestitza, 15 mai 1920, entre la Grèce et l'Albanie XIII : 45, 46, 216, 217, 219

Convention de Suwalki, du 7 octobre 1920, entre la Lithuanie et la Pologne
XIII : 63, 67, 260, 269, 270
XIV, II : 87

Convention du 9 novembre 1920, entre Dantzig et la Pologne.

Voir : Dantzig : Convention polono-dantzigoise, du 9 novembre 1920.

Convention du 12 novembre 1920, entre l'Allemagne et Dantzig, relative aux fonctionnaires allemands.

Voir : Dantzig : Fonctionnaires allemands.

Convention à conclure entre l'Allemagne et la Pologne au sujet de la Haute Silésie S.E. I : 17, 18

Convention de transit entre Dantzig, la Pologne et l'Allemagne.

Voir : Dantzig.

Conventions internationales relatives à la liberté des communications et du transit et à un équitable traitement du commerce.

Rôle de la Société dans leur application XII : 178-179

Convention de 1904 et 1910 sur la traite des femmes et des enfants.

Voir : Traite des femmes et des enfants.

Déclarations signées par la France et la Grande-Bretagne, le 10 juillet 1919, relatives aux mandats XIV, II : 170, 171

Protocole de Florence, du 17 décembre 1913, relatif aux frontières de l'Albanie XIII : 44, 210, 213, 215, 217, 219

Voir aussi : Albanie : Frontières : délimitation et violation.

Protocole de signature de statut de la Cour permanente de Justice internationale.

Ratification.

Voir : Cour permanente de Justice internationale.

Protocole préliminaire de Tirana, relatif aux frontières de l'Albanie. XIII : 44

San Remo petroleum agreement, 24 avril 1920 XII : 74

Traité de Tilsitt, 1807. XII : 139

Traité de Vienne, 1815. XII : 139

Traité du 11 juin 1871, entre l'Empire britannique et le Portugal, relatif à l'Est-Africain XII : 11

Traité de Londres, du 17 mai 1913, entre la Bulgarie, la Grèce, le Monténégro et la Serbie d'une part et l'Empire ottoman d'autre part XIII : 44, 210, 213, 215, 217, 219, 223

Voir aussi : Albanie : Frontières : délimitation et violations.

Traité de Londres, du 26 avril 1915, entre la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et la Russie XIII : 44, 45, 215

Traité, conventions, accords, déclarations (suite).

Traité de Versailles, du 28 juin 1919, entre les Puissances alliées et associées et l'Allemagne XII : 3, 26, 41, 46, 47, 105, 129, 134, 138, 139, 140, 142, 143, 144, 146, 147, 148, 178, 179, 180, 202.

XIII : 6, 8, 27, 29, 30, 31, 32, 80, 134, 138, 139, 142, 149, 150, 151, 152, 156, 157, 163, 164, 165, 168, 169, 170, 176, 177, 194, 199, 208, 240,

XIV, I : 18, 56, 57, 71

XIV, II : 117, 140, 166, 167

S. E. I : 1bis, 3, 7, 8, 9, 12, 13,

15, 16, 17, 18, 20, 21, 22, 23,

Traité de Versailles, du 28 juin 1919, entre les Puissances alliées et associées et la Pologne XII : 178, 179, XIII : S.E. I :

Traité de St-Germain-en-Laye, du 10 septembre 1919, entre les Puissances alliées et associées et l'Autriche XII : 86, 105, 115, 154, 155, 156, 157, 158, 161, 162, 166, 178, 179, 180
Addendum à l'annexe 180 des procès-verbaux de la 12^{me} session (E.F.S.) XIII : 46, 58, XV :

Traité de St-Germain-en-Laye, du 10 septembre 1919, entre les Puissances alliées et associées et l'Etat serbe-croate-slovène XII : 178, XIII : XV :

Traité de St-Germain-en-Laye, du 10 septembre 1920, entre les Puissances alliées et associées et la Tchéco-Slovaquie XII : 178, 179, XIV, II :

Traité de Neuilly, du 27 novembre 1919, entre les Puissances alliées et associées et la Bulgarie XII : 105, 178, 179, XIII : XV :

Traité de Paris, du 9 décembre 1919, entre les Puissances alliées et associées et la Roumanie XII : 178, XIV, I : 3, 19

Traité de Trianon, du 4 juin 1920, entre les Puissances alliées et associées et la Hongrie XIII : 234, 240, XIV, I : 3, 20, XIV, II : 80, 136, XV : 20,

Traité de Moscou, du 12 juillet 1920 XIII : 62, 63, 255, 259,

Traité de Londres, du 10 août 1920, entre les Puissances alliées et associées et la Pologne, la Roumanie et l'Etat serbe-croate-slovène XIII : 44

Traité de Sèvres, du 10 août 1920, entre les Puissances alliées et associées et la Turquie XII : 70, 112, XIII : 216-217, XIV, II : 116, XV :

Traité de Rapallo, du 30 octobre 1920 XIII : 44, 259,

Traité d'Alexandropol, du 2 décembre 1920, entre l'Arménie et les nationalistes turques XII : 1

Traité de Riga, du 18 mars 1921, entre la Pologne, la Russie et l'Ukraine XIII : 184, 255, 259, XIV, II : 94, 1

Traité défensif franco-belge, septembre 1920 XII :

Traité et conventions économiques.
Recours contre la remise en vigueur de certains traités économiques et la conclusion de certaines conventions économiques XII : 180-1

Voir aussi : Commerce : Compétence du Conseil.

: Questions économiques : Fonctions incombant à la Société.

Voir aussi : Enregistrement des traités.

nsit et communications.

Conférence internationale.	
Convocations à prévoir	XIII : 155-156
Conférence internationale de Barcelone, 1921.	
Discussion	XII : 3, 23
Budget	XIII : 113-114
Invitations à y prendre part :	
à l'Allemagne, l'Equateur et la Hongrie	XII : 3
à l'Estonie, la Lettonie.	XIV, I : 4
au Mexique	XII : 137, 23
à la Turquie	XII : 23
Rapport de M. Quiñones de León, adopté le 18 juin 1921	XIII : 154-157, 13-14
Conventions internationales	
Rôle de la Société des Nations dans leur application	XII : 178
Voir aussi : Dantzig : Convention de transit.	
: Organisation des communications et du transit.	
: Transports internationaux.	

nsports internationaux.

Voir : Sarre : Adhésion à la Convention de Berne.

vail.

Voir : Bureau international du travail.

vail intellectuel.

Voir : Organisation internationale du travail intellectuel.

Britin	XIII : 215
Kenberg	S.E. I : 19
Boja	XV : 32, 34
quie.	
de pénal	XIV, I : 32
Question de son invitation à la Conférence des communications et du transit à Barcelone, 1921	XII : 23
Voir aussi : Déportation des femmes et des enfants en Turquie et dans les pays avoisinants.	
: Prisonniers de guerre : Prisonniers turcs détenus par le Gouvernement grec.	

us en Pologne et en Europe orientale.

Discussion.	XII : 13
	XIII : 22-24
	XIV, I : 4
	XIV, II : 119-120
Commissariat polonais des épidémies.	
Aide accordée par la Com. des épidémies de la Société des Nations	XIV, I : 24
Conclusions du Comité consultatif de la Com. des épidémies sur son activité	XIII : 185-186
Dépenses	XIII : 181
Hommage rendu à son œuvre.	XIV, I : 4
Résumé de son rapport	XIII : 181-182
Compte rendu de la première réunion du Comité consultatif de la Com. des épidémies	XIII : 178-186, 22
Discussion sur l'activité du Comité	XIII : 22-24
Carte d'appel adressée aux Membres de la Société au sujet des contributions à la Com. des épidémies.	XIV, II : 175-176
Observations de MM. Bourgeois et Quiñones de León, relatives au versement de la souscription de leurs pays	XIV, II : 119-120
Décision, en date du 2 oct. 1921, d'envoyer la lettre	XIV, II : 120
Entretien — et extension aux pays limitrophes — des mesures excellentes prises par la Com. des épidémies.	
Recommandations du Comité provisoire d'hygiène	XIV, I : 42, 46, 9

Typhus en Pologne et en Europe orientale (suite).

Rapport du Secr.-gén., rédigé à l'aide des renseignements fournis par la Com. des épidémies	XII : 92-93
Adopté le 23 février 1921	XII : 13
Rapport soumis le 3 août 1921, par le Dr Norman White, et relatif aux travaux de la Com. des épidémies	XIV, I : 23-24, 4
Souscriptions	XII : 92
	XIII : 180, 186, 22, 23
Voir aussi : Commission des épidémies.	
: Secours en Europe orientale.	
Tyrrell, Sir William	S.E. I : 11
Tzour, Bairam	XV : 28

U

Ujmisté	XIII : 220
	XV : 21, 23

Ukraine.

Conseil national ukrainien	XII : 86
Voir aussi : Galicie : Situation juridique en Galicie orientale.	

Union des associations internationales.

Convocation demandée d'une Conférence chargée d'étudier l'organisation du travail intellectuel	XII : 28, 152
Fondation, programme, activité.	
Mémorandum du Secr.-gén., adopté le 2 sept. 1921	XIV, I : 48-54, 10
Publication du « Code des vœux ».	
Voir : Code des vœux.	
Voir aussi : Organisation du travail intellectuel.	

Union internationale de secours aux enfants.

	XII : 117, 118, 119
	XIII : 60, 247, 282
	XIV, I : 64, 66
Voir aussi : Enfants : Protection et bien-être.	
: Secours : aux enfants des pays éprouvés par la guerre.	

Union interparlementaire

	XIV, I : 51
Voir aussi : Organisation internationale du travail intellectuel.	

Union radiotélégraphique universelle

Union télégraphique universelle

Université internationale	XIII : 150-151
	XIV, I : 49, 52-53

Ura Ljmais.

Urbig, M.

Uruguay.

Versement promis au fonds de secours de la Commission des épidémies	XIII : 180
---	------------

V

Valbona, rivière	XIII : 220
	XV : 23

Valona

Vardar

Vargut (Vargat)

	XIV : II : 189
	XV : 24

Vaughan-Williams, M. R.

Velghe, M.

Veliki Drin, rivière

Venizelos, M.

Vérification des comptes.

Voir : Budget de la Société : 2 ^{me} budget.	
---	--

Verner, Dr

	XII : 66
--	----------

Vie internationale.	XIV, I : 51	Wolf, M. Lucien	XIV, I
<i>Voir aussi :</i> Organisation internationale du travail intellectuel.		Wood, Général Léonard	XIII
Villanueva, M.	XII : 6, 54 XIII : 117	Wrangel, Général	XV :
		Wright, Mrs Hamilton	XII :
		Wroczyński, Dr C.	XIII : 179, 181-182, 183, 184, S.E. I
		Wüstenhammer	

Vilna.

Voir : Différend polono-lithuanien.

Vinci, Professeur.	XIV, II : 114
-------------------------------------	---------------

Virements dans le budget de 1921.

Voir : Budget de la Société : 3^{me} budget.

Viviani, M. René	XII : 4, 52, 205 XIII : 217, 218, 229 XIV, I : 39 XIV, II : 50, 126, 127, 135
-----------------------------------	--

Voies d'eau.

Voir : Commission technique permanente
du régime des eaux dans le bas-
sin du Danube.

: Dantzig : Conseil du port et des
voies d'eau.

Vojnoselo	XV : 32, 34
Voldemar, M.	XII : 98, 99
Volkmann, Sénateur	XIV, II : 84
Vraka	XIII : 211
Vrkos (Voksa)	XV : 32, 34
Vrmica	XV : 32, 34

W

Waddington, M.	XIV, II : 129
Wade, Colonel H.	XII : 89
Wallace, M. Hugh C.	XII : 12, 68, 69
Wallenberg, M.	XIII : 274
Watterson, M. P. G.	XIII : 83, 84
Waugh, M. R. D.	XII : 46, 47 XIV, I : 48
White, Dr Norman XIII : 22, 23, 24, 179, 180, 182, 183, 184 XIV, I : 4, 23-24	
Wied, Prince de	XIII : 124, 221 XV : 28
Wilcza (Haut et Bas)	S.E. I : 19
Wilder, Miss	XIII : 193
Wilhelmsthal	S.E. I : 19
Wilson, Président Woodrow	XII : 71, 112 XIII : 216, 217
Wilson-Harris, M.	XIV, II : 115
Winslow, Professeur	XIII : 22, 179, 185, 186

Wolf, M. Lucien	XIV, I
Wood, Général Léonard	XIII
Wrangel, Général	XV :
Wright, Mrs Hamilton	XII :
Wroczyński, Dr C.	XIII : 179, 181-182, 183, 184, S.E. I
Wüstenhammer	

X

Xammar, M. E.	XIII
--------------------------------	------

Y

Yanagida, M. Kunion	XIII
Yap, île de	XII : 71, 75
<i>Voir aussi :</i> Mandats C.	

Yen, M. Hawkling	XII :
-----------------------------------	-------

Yougoslavie.

Voir : Serbe-croate-slovène, Etat.

Yovanovitch, M.

Représentant de l'Etat serbe-croate-slo-
vène au Conseil XIII : 44-47, 48-49
XIV, I :
XV

Albanie	XIII : 44, 220- XIV, I : 8, 9, 31 XV
--------------------------	--

Liquidation des biens des ressortissants
autrichiens dans l'Etat serbe-croate-
slovène XIII

Réfugiés russes. XIV, I

Z

Zabod	XV : 32
Zaborze	S.E. I
Zabrze	E. S. I
Zahle, M. Herluf	XII :
Zawadski	S.E. I
Zeligowski, Général	XII : 14, 15, 30, 31, 32, 94, 99, 97, 99, 100, XIII : 62, 63, 66, 67, 254, 259, 260, 269, XIV, II : 85, 86, 95, 97, 105, 106, 107, XII :
Zilliacus, M. K.	XII :
Zwonowitz	S.E. I

Index to Sessions of Council in 1921

(Nos. XII — XV and First Extraordinary Session).

EXPLANATORY NOTE.

References are to Sessions (Roman numerals), Parts of Sessions (Arabic figures), Pages (Arabic figures).

The First Extraordinary Session is denoted by E. S. I. (*i.e.*, Extraordinary Session No. I).

E. g. XII: 14 = Twelfth Sssion, page 14.

XIV: 2: 99 = Fourteenth Session, Part 2, page 99.

E. S. I: 15 = First Extraordinary Session, page 15.

ABBREVIATIONS.

A. and A. P.	= Allied and Associated Powers.
Cl.	= Council.
Com.	= Committee.
Gov ^t	= Government.
I. L. O.	= International Labour Office.
Memo.	= Memorandum.
M. F. A.	= Minister for Foreign Affairs.
P. A. and A. P.	= Principal Allied and Associated Powers.
P. A. C.	= Permanent Advisory Commission on Military, Naval and Air Questions.
Sec.-Gen.	= Secretary-General.
Tel.	= Telegram.
U. S. A.	= United States of America.

INDEX

TO

SESSIONS OF COUNCIL IN 1921

(Nos. XII — XV and First Extraordinary Session).

A

Åland Islands.

Budget: Advances account:—

Åland Islands Commission XIII: 83

Åland Islands Enquiry XIII: 89

Commission of Jurists XIII: 16, 34, 35, 39,
40, 42, 62 159, 160

Expenses XIII: 62

Commission of Rapporteurs XII: 111

XIII: 16, 17, 34, 35, 38, 39, 40, 41, 62, 158, 159, 160
161, 162

Expenses.

Resolution of Cl., July 28, 1921 . . . XIII: 162

Adopted XIII: 62

Proceedings.

Report by Sec.-Gen. submitted to Cl.

Feb. 25, 1921 XII: 111

Read XII: 18

Competence of Cl. XIII: 16-17, 35, 39, 42, 159

Convention of March 30, 1856, between

Great Britain, France and Russia. . . XIII: 35, 37, 42

XIV: 1: 22

Divergence of opinion between Jurists

and Rapporteurs XIII: 34-35, 39, 40, 159, 160

Guarantees XIII: 16, 37, 38, 39, 40, 42, 43, 52-53, 160

Resolution of Cl., June 24, 1921 . . . XIII: 42

Agreement between Finland and

Sweden (Annex to above Resolu-

tion, adopted June 27, 1921) . . . XIII: 52-53

Neutralisation and Non-Fortification

XIII: 36, 37, 39, 41, 42, 156, 157

XIV: 4, 8, 22

Convocation of Conference.

Discussion XIV: 4, 8

Memo. by Sec.-Gen., adopted by Cl.,

Aug. 30, 1921 XIV: 1: 22

Adopted XIV: 1: 4

Resolution of Cl., June 24, 1921 . . . XIII: 42

Rebiscite XIII: 16, 38, 40-41, 159, 160, 161

Political prosecution of Islanders by Fin-

land, July 1920.

Note by M. Branting submitted to

Cl., June 24, 1921. XIII: 161-162

Presented to Cl. XIII: 39

Representatives to Cl.

See: Eriksson, M.

; Karlsson, M.

Sovereignty.

Discussion XIII: 14, 15, 16-17, 34-37,

38-39, 40-43, 52-53

Resolution of Cl., June 24, 1921 . . . XIII: 41-42

Annex adopted June 27, 1921 . . . XIII: 52-53

Statement by M. Branting to Cl.,

June 20, 1921 XIII: 158-159

Made XIII: 16

Statement by M. Enckell to Cl., June 20

1921 XIII: 160-161

Made XIII: 16

Act of Brussels, July 2, 1890 XII: 103

XIII: 59, 279, 280

Adamowitz E. S. I: 19

Admission to League.

Esthonia XIV: 1: 4

XIV: 2: 144

Hungary XIII: 4

See also: Hungary: Military, Naval
and Air Status.

Latvia XIV: 1: 4

XIV: 2: 144

Lithuania XIV: 1: 4

XIV: 2: 144

Ador, Gustave XII: 19, 36, 117-119, 165-166

XIII: 246-248

XIV: 2: 99-100, 28

Aeronautical Material.

See: Danzig: Manufacture of aeronauti-
cal material.

Aeroplanes.

See: Danzig: Manufacture of aeronauti-
cal material.

Africa.

Central Africa XII: 75

See also: Mandates: "B" Mandates.

East Africa XII: 11

XIV: 2: 168, 179, 180, 181

See also: Mandates: "B" Mandates.

West, South-West and South Africa . . XII: 69, 76

XIV: 2: 124, 179, 180

See also: Mandates: "C" Mandates.

Agreements.

See: Treaties, Agreements, etc.

Agriculture, International Institute of . XIII: 249

Aguero y Bethancourt, Dr Aristides de . XIII: 191

Aharonian, A. H. XII: 112

Air, International Commission for Research in the
Upper Regions of the.

Discussion XII: 39

Report and Resolution adopted by the

P. A. C. on Jan. 21, 1921 XII: 186

Adopted by Cl., March 3, 1921 . . . XII: 39

Albania.

Commission of Enquiry.

Co-operation with Delimitation Com-

mission XV: 17-18, 31

Despatch XIII: 44, 47, 212

XIV: 1: 9, 39, 40

XIV: 2: 121-123

XV: 13, 15, 28, 29-30

Report by Mr. Balfour submitting

Resolution presented to Cl.,

Oct. 6, 1921 XIV: 2: 122-123

Amended and adopted XIV: 2: 121-122

Resolution of Cl., Oct. 6, 1921 . . . XIV: 2: 123

Adopted XIV: 2: 122

Information given by XV: 7

Instructions to:

Resolution of Cl., Nov. 19, 1921 . . . XV: 17-18

Albania (continued).

Delimitation Commission	XV : 18, 21, 31, 33, 35
Emigration.	
Reciprocal emigration between Greece and Albania	XIV : 2 : 160
Frontiers : Determination and Violation.	
Discussion	XIII : 44-47, 48-49
	XIV : 1 : 8-9
	XIV : 2 : 121-123, 126
	XV : 3, 4-11, 13-16, 17-18
Decision of Conference of Ambassadors, Nov. 18, 1921.	
Map showing frontiers	XV : end of volume
Note dated Nov. 18, 1921, to President of Cl.	XV : 31-31
Note dated Nov. 18, 1921, to Chargé d'Affaires of Serb-Croat-Slovene State	XV : 31-33
Note dated Nov. 18, 1921, to President of Albanian Delegation	XV : 33-35
Note dated Oct. 11, 1921, from Albanian Delegate transmitting telegrams dated Oct. 9 and 10, 1921, from Albanian M. F. A.	XIV : 2 : 188-189
Submitted to Cl.	XIV : 2 : 126
Note dated Nov. 13, 1921, from Govt of Serb-Croat-Slovene State to Representatives of the Great Powers at Belgrade	XV : 29-30
Presented to Cl.	XV : 26
Note dated Nov. 14, 1921, from Govt of Serb-Croat-Slovene State to Conference of Ambassadors	XV : 20-21
Transmitted to Cl.	XV : 11
Report by Mr. Balfour, adopted by Cl., Sept. 2, 1921, on status and frontiers of Albania and protection of racial minorities	XIV : 1 : 35-36
Read and adopted	XIV : 1 : 8-9
Resolution of Cl., June 25, 1921	XIII : 48
Resolution of Cl., Nov. 19, 1921	XV : 17-18
Statement by Representative of Albania, Bishop Fan S. Noli, June 25, 1921	XIII : 210-212
Presented to Cl.	XIII : 44
Statement by Representative of Greece, M. Frangoulis, June 25, 1921	XIII : 213-220
Presented to Cl.	XIII : 44
Statement by Representative of Serb-Croat-Slovene State, M. Jovanovitch, June 25, 1921	XIII : 220-224
Presented to Cl.	XIII : 44
Statement by Representative of Serb-Croat-Slovene State, M. Jovanovitch, Sept. 2, 1921	XIV : 1 : 36-40
Presented to Cl.	XIV : 1 : 8
Statement by Representative of Serb-Croat-Slovene State, M. Boskovitch, Nov. 13, 1921	XV : 21-29
Presented to Cl.	XV : 13
Statement by British Representative, Mr. Fisher, Nov. 17, 1921	XV : 4-9
See also : Mirdites and Mirditia.	
Minorities.	
See : Minorities : Protection : In Albania.	
Reciprocal emigration between Greece and Albania	XIV : 2 : 160
Representatives to Cl.	
See : Frasheri, Midhat.	
: Konitza, Mehmed.	
: Noli, Bishop Fan S.	

Alessio (Liech.)	XV : 15, 26, 27
-----------------------------------	-----------------

Alexandropoulos, M.	
Representative of Greece to Cl.	XIII : 44, 48
Albania	XIII : 44

Ali Kologna, General	XIII : 210
---------------------------------------	------------

Allen, Sir James.	XIV : 2 : 129
----------------------------------	---------------

Alliata, M.	XIII : 5
----------------------------	----------

Allocation of Expenses of League.	
Discussion	XII : 3
	XIII :

Committee.	
Members	XIII : 11

Report to Cl., dated June 10, 1921	XIII : 119-121
--	----------------

Submitted to Cl.	XIII :
--------------------------	--------

Work.	
-------	--

Progress statements to Cl., March 2, 1921	XII :
---	-------

Report by M. da Cunha, adopted by Cl., June 17, 1921	XIII : 11
--	-----------

Read and adopted	XIII :
----------------------------	--------

See also : Salvador : Protest concerning contribution to Expenses of League.

Alsace-Lorraine.

Transfer of capital and reserve funds from German to French Govt for Social Insurance.

Report by Mr. Koo submitting Resolution adopted by Cl., June 21, 1921	XIII : 176-177
---	----------------

Adopted	XIII : 1
-------------------	----------

Resolution of Cl., June 21, 1921	XIII : 1
--	----------

Adopted	XIII : 1
-------------------	----------

Alt-Repten

See also : New Repten.	E. S. 1 :
------------------------	-----------

Alt-Tarnowitz

See also : Tarnowitz.	E. S. 1 :
-----------------------	-----------

Ambassadors' Conference.

XII : 23, 86, 127, 131, 133, 139, 146, 147, 148	
---	--

XIII : 6, 7, 9, 29, 30, 45, 46, 47, 48, 49, 58, 132, 133, 136, 141, 156, 207, 213, 219, 221, 234, 235	
---	--

XIV : 1 : 35, 36, 37	
----------------------	--

XIV : 2 : 80, 122, 136, 137	
-----------------------------	--

XV : 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 13, 14, 15, 17, 18, 20, 26, 27, 28	
--	--

E. S. 1 :	
-----------	--

Communications concerning Danzig.

See : Danzig : Constitution : Communications dated Jan. 17 and 24, 1921, from President of Conference of Ambassadors.

Decision concerning Albanian frontiers.

See : Albania : Frontiers : Determination and Violation : Decision of Conference of Ambassadors.

See also : Supreme Allied Council.

Amendments to Covenant.

Articles 8 and 9	XIV : 2 : 131, 132
----------------------------	--------------------

Committee.

Appointment and composition.

Discussion	XII : 4-5, 10,
----------------------	----------------

Report by M. Quiñones de León submitting Resolution, adopted by Cl.,

Feb. 21, 1921	XII : 51
-------------------------	----------

Read	XII :
----------------	-------

Resolution of Cl., Feb. 21, 1921	XII :
--	-------

Adopted	XII :
-------------------	-------

Expenses	XII :
--------------------	-------

Report (First).	
-----------------	--

Submitted to Cl., June 23, 1921	XIII :
---	--------

Transmitted to Second Assembly by Cl., Sept. 12, 1921	XIV : 2 :
---	-----------

See also : Covenant.

America.

See : United States of America.

Ames, Sir Herbert	XIII :
------------------------------------	--------

Andrade, Col. Freire d'	XII :
--	-------

	XIII :
--	--------

Andrijevic	XV : 32,
-----------------------------	----------

Annual of International Activities	XIV : 1 :
---	-----------

Annunzio, Gabriel d'	XIII :
---------------------------------------	--------

Anzilotti, Commendatore D.	XII : 115-116,
---	----------------

Appell, M.	XII : 28,
---------------------------	-----------

anyi, Count	XV : 41
ives, International	XIV : 1 : 49, 53
rocastro	XIII : 214, 216
Armaments : Reduction.	
Discussion	XII : 16-17, 39-40 XIII : 50, 52, 57 XIV : 2 : 78, 126-127
Armaments Section of Secretariat.	
Budget : transfer	XIV : 1 : 25, 26
Constitution	XII : 105
Resolution of Cl., Feb. 25, 1921	XII : 17, 108
Organisation : completion of.	
Report by M. Bourgeois on Resolu- tion 11 of Second Assembly	XIV : 2 : 193
Consideration of Resolution 11 postponed by Cl., Oct. 12, 1921	XIV : 2 : 126
Budgetary Limitation.	
Report by M. Bourgeois submitting Resolution on Recommendation of First Assembly regarding	XII : 107, 108
Adopted : Feb. 25, 1921	XII : 16
Report by M. Bourgeois on Resolution 8 of Second Assembly regarding	XIV : 2 : 192-193
Consideration of Resolution 8 post- poned : Oct. 12, 1921	XIV : 2 : 126
Resolution of Cl., Feb. 25, 1921	XII : 108
Adopted	XII : 16
Resolution of Cl., Oct. 12, 1921, on Resolution 8 of Second Assembly	XIV : 2 : 126
Treaty : preparation of.	
Report by M. Bourgeois submitting Resolution adopted by Council, Oct. 12, 1921, on Resolution 2 of Second Assembly	XIV : 2 : 190, 193
Adopted	XIV : 2 : 126
Resolution of Cl., Oct. 12, 1921	XIV : 2 : 126, 193
Propaganda.	
Report by M. Bourgeois on Resolution 10 of Second Assembly regarding	XIV : 2 : 193
Consideration of Resolution 10 post- poned by Cl., Oct. 12, 1921	XIV : 2 : 126
Questionnaire to Govts	XII : 16-17, 106 XIII : 239, 240
Opinion of P. A. C.	XIII : 240
Approved by Cl., June 27, 1921	XIII : 52
Report of Temporary Mixed Commission.	
Report by M. Bourgeois adopted by Cl., Sept. 12, 1921, regarding	XIV : 2 : 131
Adopted	XIV : 2 : 78
Resolution of Cl., Feb. 25, 1921	XII : 107-108
Adopted	XII : 16
Resolution of Cl., Oct. 12, 1921	XIV : 2 : 126-127, 193-194
Solutions of First Assembly.	
Report by M. Bourgeois submitting Resolutions adopted by Cl., Feb. 25, 1921, on	XII : 103-108
Adopted	XII : 16
Solutions of Second Assembly.	
Report by M. Bourgeois submitting Resolutions adopted by Cl., Oct. 12, 1921, on	XIV : 2 : 190-194
Adopted	XIV : 2 : 126
Light of investigation	XII : 16, 105 XIII : 52, 239, 240-241 XIV : 2 : 84, 144
Statistical Enquiry.	
Report by M. Bourgeois submitting Resolution adopted by on Oct. 12, 1921, on Resolution 3 of Second Assembly regarding	XIV : 2 : 191, 194
Adopted	XIV : 2 : 126
Resolution of Cl., Oct. 12, 1921	XIV : 2 : 126, 194
plus stocks of munitions : destruction.	
Report by M. Bourgeois on Resolution of Second Assembly regarding	XIV : 2 : 192
Consideration of Resolution 7 post- poned by Cl., Oct. 12, 1921	XIV : 2 : 126

Armaments : Reduction (continued).

Temporary Mixed Commission.

Constitution.

Discussion	XII : 17, 39-40, 205 XIII : 50 XII : 186
Decision of the P. A. C.	XII : 39-40
Adopted by Cl., March 3, 1921	
Memo. by Sec.-Gen., approved by Cl., June 27, 1921	XIII : 229-230
Adopted	XIII : 50

Report by M. Bourgeois submitting

Resolutions adopted by Cl., Feb. 25, 1921	XII : 105, 106, 107-108
Adopted	XII : 17
Resolution of Cl., Feb. 25, 1921	XII : 107-108
Adopted	XII : 17

Co-option of new members.

Report by M. Bourgeois submitting Resolution adopted by Cl., Oct. 12, 1921, on Resolution 2 of Second Assembly	XIV : 2 : 190, 193
Adopted	XIV : 2 : 126
Resolution of Cl., Oct. 12, 1921	XIV : 2 : 126, 193

Continuation of work.

Report by M. Bourgeois submitting Resolution adopted by Cl., Oct. 12, 1921, on Resolution 1 of Second Assembly	XIV : 2 : 190, 193
Adopted	XIV : 2 : 126
Resolution, Oct. 12, 1921	XIV : 2 : 126, 193

Expenses.

1921.

Note by Sec.-Gen. submitting Re- solutions approved by Cl., June 28, 1921	XIII : 230-231
Approved	XIII : 57
Resolution of Cl., June 28, 1921	XIII : 231
Adopted	XIII : 57

1922.

Provisional estimate	XIII : 88, 107-108
--------------------------------	--------------------

Report. See above.

Status of members of the P.A.C. on the

XIV : 2 : 124, 135

Letter dated Sept. 12, 1921, from President of Cl. to President of above Commission regarding	XIV : 2 : 135
Approved by Cl., Sept. 12, 1921	XIV : 2 : 80
See also : Military, Naval and Air Questions : P. A. C. Rela- tions with the Temporary Mixed Commission on Armaments.	

Verification of information received under

Art. 8 of Covenant	XII : 17, 40, 105, 106-107, 108, 186
Resolution of Cl., Feb. 25, 1921	XII : 108
Adopted	XII : 17
Washington Conference, 1921-22	XIV : 2 : 126, 191, 192, 194

See also : Arms and Ammunition : Private

Manufacture.

: Arms and Ammunition : Traffic.
: Arms Traffic Convention of St. Germain, Sept. 10, 1919.
: Poison Gas.

Armenian Question.

Discussion	XII : 18, 205 XIV : 2 : 119 XV : 19
Letter to British, French and Italian Govts adopted by Cl., Feb. 25, 1921	XII : 114
Adopted	XII : 18
Letter to Principal Allied Powers, approved by Cl., Oct. 2, 1921	XIV : 2 : 173
Approved	XIV : 2 : 119
Letter dated Nov. 17, 1921, from Ar- menian United Delegations to Cl.	XV : 40
Submitted to Cl., Nov. 19, 1921	XV : 19

Armenian Question (continued).

- Report by Sec.-Gen. adopted by Cl.,
Feb. 25, 1921 XII : 112-113
Adopted XII : 18
- See also :* Women and Children : Depor-
tation in Turkey and neigh-
bouring countries.

Arms and Ammunition : Private Manufacture.

- International Conference on Private
Manufacture of, and Trade in, Arms.
Report by M. Bourgeois on Resolution 5
of Second Assembly regarding . . . XIV : 2 : 191
Consideration of Resolution 5 post-
poned by Cl., Oct. 12, 1921 . . . XIV : 2 : 126
- Report by M. Bourgeois submitting Reso-
lution adopted by Cl., Feb. 25, 1921 . XII : 104, 107
Adopted XII : 16
- Report by M. Bourgeois submitting Reso-
lution adopted by Cl., Oct. 12, 1921, on
Resolution 4 of Second Assembly . . XIV : 2 : 191, 194
Adopted XIV : 2 : 126
- Resolution of Cl., Feb. 25, 1921 . . . XII : 107
Adopted XII : 16
- Resolution of Cl., Oct. 12, 1921 . . . XIV : 2 : 126, 194
- See also :* Armaments : Reduction.
: Arms and Ammunition : Traffic.
: Arms Traffic Convention of
St. Germain, Sept. 10, 1919.
: Danzig : Manufacture of Arms.
: Danzig : Manufacture, sale,
storage and transport of war
material.
: Poison Gas.

Arms and Ammunition : Traffic.

- Act of Brussels : July 2, 1890 . . . XII : 103
XIII : 59, 279, 280
- Convention of St. Germain, Sept. 10, 1919.
See : Arms Traffic Convention of St.
Germain, Sept. 10, 1919.
- Draft Protocol for excluding import of
arms and ammunition in time of peace
from countries in which traffic is un-
controlled.
- Report by M. Bourgeois on Resolution 7
of Second Assembly regarding . . . XIV : 2 : 192
Consideration of Resolution 7 post-
poned by Cl., Oct. 12, 1921 . . . XIV : 2 : 126
- International Conference on Private
Manufacture of, and Trade in, Arms.
See : Arms and Ammunition : Private
Manufacture : International
Conference on Private Manu-
facture of, and Trade in, Arms.
- International Office of Control.
Discussion XII : 16
XIII : 59
- Budget for 1922 XIII : 88, 108
- Note by Sec.-Gen., approved by Cl. on
June 28, 1921, submitting letter
dated April 22, 1921, from Belgian
M. F. A. XIII : 279-281
Adopted XIII : 59
- Report by M. Bourgeois submitting
Resolution adopted by Cl., Feb. 25,
1921 XII : 103-104, 107
Adopted XII : 16
- Resolution of Cl., Feb. 25, 1921 . . . XII : 107
Adopted XII : 16
- Report by M. Bourgeois submitting Reso-
lution adopted by Cl., Oct. 12, 1921, on
Resolution 4 of Second Assembly
regarding XIV : 2 : 191, 194
Adopted XIV : 2 : 126
- Resolution of Cl., Oct. 12, 1921 . . . XIV : 2 : 126, 194

Arms and Ammunition : Traffic (continued).

- See also :* Armaments : Reduction.
: Arms and Ammunition : Private
Manufacture.
: Arms Traffic Convention of
St. Germain, Sept. 10, 1919.
: Danzig : Manufacture, sale,
storage and transport of war
material.
: Poison Gas.

Arms Traffic Convention of St. Germain : Sept. 1919

- XII : 16, 103, 107, 109,
XIII : 279,
XIV : 2 : 126, 191-192,
- Ratification.
Discussion XII
XIV : 2 :
- Letter adopted by Cl., Feb. 25, 1921,
to States signatories, concerning . . XII :
Adopted XII
- Letter adopted by Cl., Feb. 25, 1921,
to Members of League not signato-
ries, concerning XII :
Adopted XII
- Letter from Cl. to Members of League
requesting them to secure consid-
eration at the Washington Conference
of question of XIV : 2 :
Adopted by Cl., Oct. 12, 1921 . . . XIV : 2 :
- Report by M. Bourgeois submitting
Resolution adopted by Cl., Feb. 25,
1921 XII : 103-104,
Adopted XII
- Report by M. Bourgeois submitting
Resolution adopted by Cl., Oct. 12,
1921, on Resolution 6 of Second
Assembly XIV : 2 : 191-192,
Adopted XIV : 2 :
- Resolution of Cl., Feb. 25, 1921 . . . XII :
Adopted XII
- Resolution of Cl., Oct. 12, 1921 . . . XIV : 2 : 126,
- See also :* Armaments : Reduction.
: Arms and Ammunition : Pri-
vate Manufacture.
: Arms and Ammunition : Traffic.
: Poison Gas.

Army, International.

- See :* Polish-Lithuanian Dispute : Inter-
national Troops for Vilna.

Arras

- XV : 6, 7, 8, 10, 14, 22, 23, 24, 25

Askenazy, Professor S.

- Representative of Poland to Cl.
XII : 12-13, 18, 20, 24, 28-34, 37-38,
XIII : 5-9, 10-13, 26-27, 28-30, 31
34, 51, 55-56, 62-64, 6,
XIV : 1
XIV : 2 : 82-84, 85-98, 102

Austria.

- Expulsion of Galician Jews XII : 18, 28, 29,
153-155 (*Me*)

Danzig.

- Case of Puppel and Deutsche Bauern
Bank XIII
XIV : 2 :
- Constitution XII : 24, 138-139 (*N*)
Defence XII
XIII : 10, 13
XIV : 2 :

- Draft law concerning Acquisition and
Loss of Citizenship XII
XIV : 2 :

- Free access of Poland to sea XIII : 13, 28-29, 201,
Manufacture of arms XII : 20, 129 (*Le*)
XIII : 6-7, 8-9, 9

- Manufacture, sale, storage and transport
of war material XIII : 6

naazy, Professor S. (continued).

anzig (cont.).	
Polish-Danzig Convention of Nov. 9, 1920. Negotiations concerning . . .	XIII : 26, 27
Polish guards in	XIII : 31-32, 203
'Port d'Attache' for Polish warships .	XIV : 2 : 83
Port and Waterways Board.	
Appointment of President	XII : 20
Publication of documents concerning.	
XII : 20, 41, 134 (Letter,) 135, 136 (Letter)	
Senators	XIII : 11-12
Time limit for appeals against decisions of High Commissioner	XIII : 10
Time limit for exercise by High Commissioner of his Right to Veto Treaties	XIII : 12, 196
stern Galicia.	
Petition from inhabitants against Polish oppression	XII : 12, 13, 86
minorities.	
in Poland and Czecho-Slovakia	
XIII : 51, 235, 237-238. (Letter)	
ish-Lithuanian Dispute XII : 32, 33, 34, 37-38, 38, 94	
XIII : 55, 56, 62-63, 63, 67, 255, 261-262 (Statement), 267-268 (Statement).	
XIV : 2 : 85, 91-93, 93-95, 97-98, 102, 104-105, 106, 107, 109, 110-111	
cedure of Cl.	
Circulation of Reports previous to their submission to Cl.	XIV : 1 : 12, 61-62 (Letter)
nably.	
t of Sessions	XIII : 90-91
sence in Geneva of Representatives of Commissions, Committees, Chairman of Saar Basin Governing Commission and High Commissioner of Danzig during Second Session, 1921	XIII : 61
co, Professor B. XII : 3, 23, 24, 25, 26, 40, 41, 140, 141, 144, 145, 149, 197-198	
XIII : 11, 139, 147, 153, 196, 202, 203	

of Accounts.

Budget : Second Budget (July 1- Dec. 31, 1920) : Audit of Accounts.	
---	--

ia.	
onomic position XII : 36, 166, Addendum to Annex 180 of Minutes of 12th Session (E.F.S. 7) 3-4	

ee also : Credits : Finishing Credits : Situation in Austria.	
ulsion of Galician Jews (Protest by Poland).	

iscussion	XII : 18, 28-29, 41, 205
---------------------	--------------------------

emo., dated Feb. 27, 1921, by Polish Delegate concerning repatriation of Polish subjects	XII : 153-155
--	---------------

Submitted to Cl., March 1, 1921	XII : 28
---	----------

emo. by Austrian Delegate	XII : 156-160
-------------------------------------	---------------

Submitted to Cl., March 1, 1921	XII : 28
---	----------

report by Mr. Balfour submitted to Cl., March 1, 1921	XII : 161
---	-----------

Submitted	XII : 28
---------------------	----------

report by Mr. Balfour adopted by Cl., March 3, 1921, submitting Agreement between Austrian and Polish Representatives	XII : 162
---	-----------

Adopted	XII : 41
-------------------	----------

ncial reconstruction	XIII : 57, 103, 115, 116, 275
--------------------------------	-------------------------------

XIV : 2 : 99, 101, 147, 148-149, 155, 157-158	
---	--

esolution of Cl., Sept. 19, 1921	XIV : 2 : 101
--	---------------

ee also : Credits : International Credits Scheme.	
---	--

garian incursions at Kirshschlag, etc.	
--	--

iscussion	XIV : 2 : 80
---------------------	--------------

etters dated Sept. 7 and 10, 1921, from Austrian Govt to Sec.-Gen.	XIV : 2 : 136-137
--	-------------------

Submitted to Cl., Sept. 12, 1921	XIV : 2 : 80
--	--------------

report by Viscount Ishii submitting draft reply to above letters from Austrian Govt, adopted by Cl., Sept. 12, 1920	XIV : 2 : 137
---	---------------

Adopted	XIV : 2 : 80
-------------------	--------------

Austria (continued).

Liquidation of Property of Austrian subjects in Serb-Croat-Slovene State . .	XIII : 58-59
Representatives to Cl.	
See : Eichhoff, Baron d' : Pflügl, M.	

Avenol, M.	XII : 165
--------------------	-----------

XIV : 2 : 143, 150	
--------------------	--

Avet, Count	XIII : 117
-----------------------	------------

Avila, Arturo R.	XII : 115
--------------------------	-----------

B

Babitz	E. S. I : 19
------------------	--------------

Babnje	XIV : 32, 34
------------------	--------------

Balfour, A. J.

Representative of the British Empire :—	
---	--

12th Session	XII : 1
------------------------	---------

14th session	XIV : 1 : 1
------------------------	-------------

XIV : 2 : 77	
--------------	--

Extraordinary Session (Upper Silesia).	E. S. I : 1
--	-------------

Albania (XIV : 8, 9, 35-36 Report)	XIV : 2 : 126
--	---------------

Commission of Enquiry XIV : 2 : 121, 122, 122-123	
---	--

(Report)	
----------	--

Allocation of expenses of League	XII : 35
--	----------

Amendments to Covenant.	
-------------------------	--

Com.	XII : 4, 52, 205
--------------	------------------

Armaments : Reduction.	XII : 10, 17, 19
--------------------------------	------------------

Arms Traffic Convention of St. Germain, Sept. 10, 1919	XII : 16
--	----------

Austria.	
----------	--

Expulsion of Galician Jews XII : 18, 28, 29, 41,	
--	--

161 (Report), 162 (Report)	
----------------------------	--

Blockade Commission, International	XII : 7, 8
--	------------

XIV : 1 : 14	
--------------	--

Budget	XIV : 1 : 6
------------------	-------------

Danzig.	
---------	--

Constitution	XII : 23-24, 24, 25
------------------------	---------------------

Manufacture of arms	XII : 23
-------------------------------	----------

Economic and Financial Organisation.	
--------------------------------------	--

Provisional Com.	XIV : 2 : 100
--------------------------	---------------

Technical Advisers	XIV : 2 : 113
------------------------------	---------------

Health Organisation	XIV : 1 : 10
-------------------------------	--------------

Intellectual Work	XIV : 1 : 10
-----------------------------	--------------

Mandates	XII : 10-11, 11
--------------------	-----------------

XIV : 1 : 16	
--------------	--

XIV : 2 : 125	
---------------	--

Minorities.	
-------------	--

Hungary	XIV : 1 : 3, 20-21 (Report)
-------------------	-----------------------------

Roumania	XIV : 1 : 3, 19-20 (Report)
--------------------	-----------------------------

Opium Traffic.	
----------------	--

Advisory Com.	XII : 6
-----------------------	---------

Polish Lithuanian Dispute	XII : 15, 33, 34, 38
---------------------------	----------------------

XIV : 2 : 95, 106-108, 109, 110	
---------------------------------	--

Procedure of Cl.	XIV : 1 : 12
--------------------------	--------------

E. S. I : 2, 3, 4-5	
---------------------	--

Publicity of Cl. proceedings	XII : 3
--	---------

Registration of Treaties.	
---------------------------	--

Com. to examine scope and intention of Art. 18 of Covenant	XII : 5
--	---------

Relief.	
---------	--

In Eastern Europe	XII : 20
-----------------------------	----------

Of children in countries affected by the war.	XII : 13, 91 (Report)
---	-----------------------

Saar Basin.	
-------------	--

Adhesion to Berne Convention, 1890	XIV : 1 : 14
--	--------------

Typhus in Poland	XIV : 1 : 4
----------------------------	-------------

Upper Silesia.	
----------------	--

Procedure	E. S. I : 2, 3, 4-5
---------------------	---------------------

Women and Children.	
---------------------	--

Deportation in Turkey and neighbouring countries	XII : 9
--	---------

Traffic in	XII : 8, 61 (Resolution)
----------------------	--------------------------

Balzarotti, M.	XIII: 58	Bluntschli, Professor	XII: 1
Banffy, Count	XV: 41	Bobrek	E. S. I
Banista	XV: 33, 35	Boch, Alfred von	XII: 1
Banks, Banking	XIII: 103, 274		XIV: 1
Barnes, G. N.	XII: 28	Boga	XV: 32
Baroni, Orsini.		Bogunitz	E. S. I
Substitute Representative of Italy:—		Bojana River	XV
13th Session for first six meetings	XIII: 1, 2-16	Bonds.	
Budget	XIII: 4	Claims by holders of bonds, the interest	
Beau, M.	XII: 10	of which is in arrears	XIV: 2: 101,
	XIII: 73	Resolution of Cl., Sept. 19, 1921	XIV: 2
	XIV: 2: 125	Bonfils, Professor Henri	XII: 1
Beck, Major	XIII: 256	Bonin-Longare, Count.	
Beichman, M.	XII: 4, 52	Substitute Representative of Italy:—	
Bela	XV: 32, 35	15th Session for 1st meeting	XV: 1
Belgium.		Albania	XV
Representatives on the Cl.		Borden, Sir Robert	XII: 10,
<i>See:</i> Gaiffier d'Hestroy, Baron de.		Boruschowitz	E. S. I
: Hymans, Paul.			
<i>See also:</i> Eupen and Malmedy.		Boskovitch, M.	
Bellotti, M.	XII: 6, 54	Representative of Serb-Croat-Slovene	
	XIII: 117	State to Cl.	XV: 3, 4, 13,
Benes, Edouard	XII: 4, 52	Albania.	XV: 3, 8-9, 11, 13-14, 15, 18, 2
Benini, Professor	XIII: 230	Bougnai	XV
Bernard, Dr. Léon	XIII: 22	Bourgeois, Léon.	
Berne Convention, 1890	XIII: 14	Representative of France:—	
Adhesion of Saar Basin to:		12th Session	XI
<i>See:</i> Saar Basin: Adhesion to Berne		14th Session	XIV: 1
Convention, 1890.			XIV: 2
Beyens, Baron	XII: 111	15th Session	XV
Bianchini, Commander	XIII: 58	Extraordinary Session (Upper Silesia)	E. S. I
Bibliography.		Aaland Islands	XII: 1
International Office of	XIV: 49, 52	Albania	XIV: 1
Universal Index of	XIV: 1: 49		XV: 3, 4, 11, 15
Blesiadecki, M.	XIV: 2: 84	Commission of Enquiry	XIV: 2
Bills of Exchange.		Allocation of expenses of League	XII
Act, 1882	XII: 183	Amendments to Covenant.	
Unification of Laws	XII: 36, 166, 181-184	Arts. 8 and 9	XIV: 2: 131,
	XIII: 57, 104, 273	Com.	XII: 1
	XIV: 2: 147, 151	Armaments: Reduction	XII: 16, 17, 40, 103-108 (<i>Rep.</i>)
Convention of 1912	XII: 182-183, 184		XIV: 2: 126, 190-194 (<i>Rep.</i>)
Questionnaire	XII: 181	Armaments Section of Secretariat	XIV: 2
Birkenhain	E. S. I: 19	Budgetary limitation	XII: 106,
Biskupitz	E. S. I: 19		XIV: 2: 192
Bityci (Bitig.)	XIII: 221	Draft treaty: preparation of	XIV: 2: 190,
Bjerknes, V.	XII: 186	Propaganda	XIV: 2
Björkman, M.	XIII: 161	Questionnaire to Gov ^{ts}	XII: 1
Blackett, Sir Basil	XII: 165	Right of investigation	XII: 16,
	XIII: 274		XIII: 1
Blanc, M.	XIII: 193		XIV: 2
Blanco, M.	XII: 4, 52	Statistical enquiry	XIV: 2: 191,
Blanco, M. Rio.		Surplus stocks of munitions: destruction	XIV: 2
Substitute-Representative for Brazil:—		Temporary Mixed Commission	XII: 17, 105, 106, 107
13th Session from the 17th meeting	XIII: 1, 50		XIV: 2: 78, 131 (<i>Report</i>), 190,
Polish-Lithuanian Dispute	XIII: 66	Verification of information received	
Blockade Commission, International.		under Art. 8 of Covenant	XII: 17, 40, 105, 106-107
Appointment and Composition.		Arms and Ammunition: Private Manu-	
Discussion	XII: 7-8	facturé	XII: 16, 104,
	XIII: 25		XIV: 2: 191,
Report by Marquis Imperiali submit-		International Conference on Private	
ting Resolution as amended and		Manufacture of, and Trade in, Arms	XIV: 2
adopted by Cl., Feb. 22, 1921	XII: 59	Arms and Ammunition: Traffic	XIV: 2: 191,
Adopted	XII: 8	Draft Protocol for excluding import of	
Report by Sec.-Gen. noted by Cl. on		arms and ammunition in time of	
June 21, 1921	XIII: 191	peace from countries in which traffic	
Submitted to Cl.	XIII: 25	is uncontrolled.	XIV: 2
Resolution of Cl., Feb. 22, 1921	XII: 59	International Office of Control	XII: 103-104
Adopted	XII: 8		XIII
Expenses.		Arms Traffic Convention of St. Germain,	
Provisional estimate for 1922	XIII: 88, 108	Sept. 10, 1919	XII: 103-104,
Report of.			XIV: 2: 191-192,
Report by Marquis Imperiali adopted		Austria.	
by Cl., Sept. 2, 1921, on	XIV: 1: 68	Expulsion of Galician Jews	XII
Adopted	XIV: 1: 14	Blockade Commission, International	XII
Resolution of Cl., Sept. 2, 1921.	XIV: 1: 14	Budget	XIV: 1
		Court of International Justice, Permanent.	
		Compulsory jurisdiction.	XII
		Ratification of Protocol	XIII

Bourgeois, Léon (*continued*).

Constitution	XII: 23, 24, 25
German officials in	XII: 26, 27, 40
Manufacture of arms	XII: 20, 23
Negotiation with Poland: position, Sept. 16, 1921	XIV: 2: 84
"Port d'Attache" for Polish warships	XIV: 2: 83
Economic and Financial Organisation. Provisional Com.	XII: 36
Exchanges: stabilisation	XIV: 2: 100, 128
Financial administration of League	XIV: 1: 5
Health Organisation	XII: 35, 163-164 (<i>Report</i>) XIII: 174
Hydrographic Bureau	XIV: 1: 9, 10, 41-42 (<i>Report</i>)
Intellectual Work	XIV: 117, 165 (<i>Report</i>) XII: 27, 28, 152
Mandates	XIV: 1: 10, 47-48 (<i>Report</i>) XII: 11, 28
Military, Naval and Air Status of Estonia, Latvia and Lithuania	XIV: 2: 144
Prison gases, etc.	XIV: 2: 193, 194
Polish-Lithuanian Dispute	XII: 14, 31, 33, 38, 94, 98-100 XIV: 2: 95, 108-109, 110
<i>See also below:</i> Switzerland: Passage of International Troops to Vilna through.	
Presidency of First Session	XII: 202
Procedure of Cl.	
Presidency of Extraordinary Session	E. S. I: 2, 3
Upper Silesia. Preliminary examination of question by Representatives of Belgium, Brazil, China and Spain	E. S. I: 5
Publicity of Cl. proceedings	XII: 3
Refugees: Russian	XII: 19
Registration of Treaties. Com. to examine scope and intention of Art. 18 of Covenant	XII: 5
Report of the P. A. C.	XIV: 2: 84, 144 (<i>Report</i>)
War Basin. Adhesion to Berne Convention 1890	XIV: 2: 117, 118
Secretariat. Staff list	XII: 13
Switzerland. Passage of International Troops to Vilna through	XII: 22, 42
Transit and Communications Conference at Barcelona 1921	XII: 3
Threats in Eastern Europe	XIV: 2: 119
Upper Silesia	E. S. I: 2
Procedure	E. S. I: 3, 5
Washington Conference, 1921-22	XIV: 2: 191, 192, 194
Women and Children. Deportation in Turkey and neighbour- ing countries	XII: 8
Traffic in	XIV: 2: 79
Bourguin, M.	XII: 5, 53
Scharain, P.	XII: 89
Sen, Miss W.	XIII: 193
Shuman, Dr.	E. S. I: 11
Sina	XV: 26, 27
Storing, M. Representative of Sweden to Cl.	XIII: 15, 16-17, 34-37, 38-39, 40-43, 52-53.
Land Islands	XIII: 16, 35, 36, 37, 39, 40, 41, 42-43, 43, 158-159, 161-162 (<i>Note</i>)
Amalgams: Reduction. Temporary Mixed Commission	XIII: 229
.	XIV: 2: 131
.	XII: 196
.	
Representatives on the Cl. <i>See:</i> Blanco, M. Rio. Da Cunha, M. Gastão.	

Brenier, M.	XII: 6, 56
Briand, A.	XIII: 50
.	E. S. I: 7, 8, 10, 11, 15, 16
Brichanteau, M. de	XII: 95
Bridza	XV: 32, 34
Brissaut-Desmillet, General.	XIII: 166
British Empire. Representatives on the Cl. <i>See:</i> Balfour, A. J. Fisher, H. A. L.	
Brockdorff-Rantzau, Count	E. S. I: 12
Brown, Donald W.	XII: 123
Brukowski, Mlle D.	XIII: 192
Brunyate, Sir James	XIII: 230
Bruschiek	E. S. I: 19
Buchanan, Dr.	XIII: 22
.	XIV: 1: 10
.	XV: 32, 34
Budaci	
Budget of League. Second Budget (July 1-Dec. 31, 1920). Audit of Accounts. Report by M. Koo submitting Reso- lution adopted by Cl., Feb. 23, 1921	XII: 85
.	XII: 12
Report by M. Koo submitting Reso- lution adopted by Cl., June 17, 1921, Memo. by Sec-Gen., Audi- tors Report, Balance sheet as at Dec. 31, 1921, and Income and Expenditure account	XIII: 75-76, 79-84
.	XIII: 4
Resolution of Cl., Feb. 23, 1921	XII: 85
.	XII: 12
Resolution of Cl., June 17, 1921	XIII: 79
.	XIII: 4
Third Budget (1921). Transfers and modifications. Memo. by Sec-Gen. submitting Reso- lution adopted by Cl., Feb. 21, 1921	XII: 48-50
.	XII: 3
Memo. by Sec-Gen., dated May 4, 1921, submitting Resolution	XIII: 112
.	XIII: 79
.	XIII: 4
Memo. by Sec-Gen., dated June 11, 1921, submitting Resolution	XIII: 112-114
.	XIII: 79
.	XIII: 4
Memo. by Sec-Gen. submitting Reso- lution adopted by Cl., Aug. 30, 1921	XIV: 1: 25-27
.	XIV: 1: 5-6
Memo. by Sec-Gen. submitting Reso- lution adopted by Cl., Oct. 12, 1921	XIV: 2: 197
.	XIV: 2: 128
Report by M. Koo submitting Reso- lution adopted by Cl., June 17, 1921	XIII: 75, 76, 79
.	XIII: 4
Resolution of Cl., Feb. 21, 1921	XII: 49-50
.	XII: 3
Resolution of Cl., June 17, 1921	XIII: 79
.	XIII: 4
Resolution of Cl., Aug. 30, 1921	XIV: 1: 26-27
.	XIV: 1: 6
Resolution of Cl., Oct. 12, 1921	XIV: 2: 197
.	XIV: 2: 128
<i>See also:</i> Economic and Financial Organisation: Budget 1921. Fourth Budget (1922). Discussion	XIII: 3-4
.	
Memo. by Sec-Gen. submitting Pro- visional Estimates	XIII: 85-111
.	
Resolution of Cl., June 17, 1921, regarding	XIII: 79
.	XIII: 4

Conferences and Congresses (*continued*).

Congress on American Law, 1900	XII : 182
Congress on Commercial Law, 1885	XII : 182
Congresses of the International Chamber of Commerce	XII : 182
	XIV : 2 : 156, 158
Economic and Financial Conferences.	
See : Economic and Financial Conferences.	
Hague Conferences, 1910 and 1912	XII : 182, 183, 184
International Commercial and Industrial Congress	XII : 182
International Conference on Private Manufacture of, and Trade, in Arms.	
See : Arms and Ammunition : Private Manufacture, International Conference on Private Manufacture of, and Trade in, Arms.	
International Conference on Traffic in Women and Children, 1921.	
See : Women and Children : Traffic in : International Conference, 1921.	
International Conference on Transit and Communications, 1921.	
See : Transit and Communications : Conference at Barcelona, 1921 (International).	
International Conferences held since 1890	XIV : 1 : 50
International Congress on Social Insurance	XIV : 1 : 51
International Hydrographic Conference, 1919	XII : 187, 188
Riga Conference of Jan. 17, 1921, on Repatriation of Prisoners of War	XII : 79
Washington Conference, 1921-2, on Disarmament	XIV : 2 : 126, 191, 192, 194
World Congress of International Associations	XIV : 1 : 50, 51
World's Cotton Conference, 1921	XIV : 2 : 156, 158
Congresses.	
See : Conferences and Congresses.	
Conventions.	
See : Treaties, Agreements, Conventions, etc.	
Corporation des Doyens des Commerçants, 1905	XII : 182
Costa, Affonso	XII : 115
Costa Rica.	
Dispute with Panama.	
Discussion	XII : 27, '42
Tel. dated March 3, 1921, from Govt of Panama to Sec.-Gen.	XII : 200
Tel. dated March 4, 1921, from Sec.-Gen. to Govt of Panama in reply to above tel.	XII : 201
Tel. dated March 4, 1921, from Sec.-Gen. to Govt of Panama and Costa Rica.	XII : 199
Adopted by Cl., March 4, 1921	XII : 42
Cotton Conference, World's, 1921	XIV : 2 : 156, 158
Council of Chiefs of Governments	XIII : 241
Council of League.	
Date of :—	
12th Session	XII : 1
13th Session	XIII : 1
14th Session	XIII : 61
	XIV : 1 : 1
	XIV : 2 : 77
15th Session	XV : 1
Extraordinary Session (Upper Silesia)	E. S. I : 1
Expenses.	
12th Session	XII : 3, 48-50
	XIII : 112
Estimate for 1922	XIII : 87
Meetings and Minutes of :—	
12th Session	XII : 2-52
13th Session	XIII : 2-67
14th Session	XIV : 1 : 2-17
	XIV : 2 : 78-129
15th Session	XV : 3-19
Extraordinary Session (Upper Silesia)	E. S. I : 2-6
(See Footnote E.S. I : 1a.)	

Council of League (*continued*).

Place of meeting of :—	
12th Session	XII
Reasons for XII : 2, and Addendum to Minutes	12th Session
13th Session	XIII
14th Session	XIV : 1
	XIV : 2
15th Session	XV
Extraordinary Session (Upper Silesia)	E. S. I
President of :—	
12th Session	XI
Opening speech Addendum to Minutes of 12th Session	
Closing speech	XII : 202-203
13th Session	XIII
14th Session	XIV : 1
	XIV : 2
15th Session	XV
Extraordinary Session (Upper Silesia)	E. S. I
Discussion	E. S. I : 2
Procedure.	
See : Procedure of Council.	
Publicity of Proceedings.	
See : Publicity of Council Proceedings.	
Report to Assembly	XIII : 1
Representatives of Members to :—	
12th Session	XII : 1
13th Session	XIII : 1
14th Session	XIV : 1
	XIV : 2
15th Session	XV
Extraordinary Session (Upper Silesia)	E. S. I
Court of International Justice, Permanent.	
Budget	XIII : 77, 79, 86, 87, 90, 111, 112
Compulsory Jurisdiction	XII : 115, 120
	XIII : 115
	XIV : 1 : 5
Nomination of Candidates	XII : 1
	XIII : 189-190
Resolution of Cl., Feb. 25, 1921	XII : 11
Adopted	XII : 1
Signature and Ratification of Protocol.	
Discussion	XII : 1
	XIII : 15, 24-25, 50
	XIV : 1 : 2, 1
Ratifications announced in Cl. by :—	
Belgium	XIV : 1
Brazil	XIV : 1
France	XIII : 5
Italy	XIII : 1
Spain	XIV : 1
Progress Report by Commendatore Anzilotti submitting Resolution adopted by Cl., Feb. 25, 1921	XII : 115-116
Adopted	XII : 1
Progress Report by Sec.-Gen. noted by Cl., June 21, 1921	XIII : 189-190
Noted by Cl.	XIII : 2
Progress Report by Sec.-Gen. presented to Cl., Sept. 2, 1921	XIV : 1 : 58-59
Read	XIV : 1 : 1
Resolution of Cl., Feb. 25, 1921	XII : 11
Adopted	XII : 1
Covenant.	
Arts. 8 and 9.	
See : Amendments to Covenant.	
Art. 11	XV : 41, 42
	E. S. I : 7, 11
Art. 17	XV : 41, 42
Art. 18.	
See : Registration of Treaties : Com. to examine scope and intention of Art. 18.	
Art. 23 e.	
See : Commerce : Equitable commercial treatment.	
: Mandates : Equitable commercial treatment.	
See also : Amendments to Covenant,	

redits.	
Finishing Credits.	XII : 36, 165, 166-178 XIII : 272-273, 274 XIV : 2 : 147, 154
Consultative Com. on.	
Constitution and terms of Reference	XII : 167
Report	XII : 167-175
Situation in :—	
Austria	XII : 169, 170, 171-174, 177
Austrian decree of June 16, 1920 .	XII : 171-174
Czecho-Slovakia	XII : 177
Germany	XII : 170, 176-177, 178
Hungary	XII : 177-178
See also : Raw Materials.	
International Credits Scheme.	XII : 36, 165 XIII : 57, 103, 104, 115, 116, 274-275 XIV : 2 : 99, 147, 149, 154-158
owdy, Dame Rachel	XIII : 179, 184
owe, Sir Eyre A.	XIII : 216
urrency.	
See : Currency Statistics.	
: Exchanges.	
: Upper Silesia : Monetary system.	
urrency Statistics	XIII : 103
irzon of Kedleston, Earl.	XII : 70, 72
ushman, Miss E. D.	XIV : 1 : 29, 30, 33-34
echo-Slovakia.	
See : Credits : Finishing Credits : Situa- tion in Czecho-Slovakia.	
: Economic Treaties and Conventions:	
International Conventions : Adhe- rence of Poland and Czecho-Slo- vakia under the Peace Treaties to certain.	
: Minorities : Protection : In Poland and Czecho-Slovakia.	
iasnau.	E. S. I : 19

D

a Cunha, Gastão.	
Representative of Brazil.	
12th Session (President).	XII : 1
Opening speech.	XII : 2 and Addendum to Minutes of 12th Session.
Closing speech	XII : 42, 202-206
13th Session.	XIII : 1
14th Session.	XIV : 1 : 1 XIV : 2 : 77
15th Session.	XV : 1
Extraordinary Session (Upper Silesia) .	E. S. I : 1
Aaland Islands.	XIII : 42 XIV : 1 : 4
Allocation of Expenses of League. XIII : 4, 119 (<i>Report</i>)	
Amendments to Covenant.	
Com.	XII : 205
Armaments : Reduction.	
Temporary Mixed Commission	XII : 205
Armenia.	XII : 205
Austria.	
Expulsion of Galician Jews	XII : 28, 205
Court of International Justice, Permanent.	
Compulsory Jurisdiction	XII : 203
Ratification of Protocol.	XIV : 1 : 2
Danzig.	
Manufacture of arms	XII : 20
Port and Waterways Board	XII : 20
Publication of documents	XII : 41
Latvia and Esthonia.	
Recognition <i>de jure</i>	XIV : 1 : 4
Mandates.	XII : 10, 12, 69 (<i>Letter</i>), 75-76 (<i>Letter</i>), 205 XIII : 2, 26, 71, 74 (<i>Report</i>). XIV : 1 : 16 XIV : 2 : 130
Military, Naval and Air Questions. P.A.C. on	XII : 40

Da Cunha, Gastão (*continued*).

Polish-Lithuanian Dispute.	XII : 30, 205-206 XIV : 2 : 110
See also below : Switzerland : Passage of international troops to Vilna through.	
Prisoners of war.	
Repatriation.	XII : 205
Turkish prisoners detained by Greek Govt.	XIII : 50, 225 (<i>Report</i>)
Procedure of Cl.	
Circulation of Reports previous to their submission to Cl.	XIV : 1 : 12, 60-61 (<i>Report</i>)
Presidency of Extraordinary Session .	E. S. I : 3
Upper Silesia.	
Preliminary, examination of question by Representatives of Belgium, Brazil, China and Spain.	E. S. I : 5 XII : 2
Publicity of Cl. proceedings	XIII : 18
Refugees : Russian	XII : 205 XIV : 1 : 13
Saar Basin.	
Adhesion to Berne Convention 1890 .	XIV : 1 : 14
Switzerland.	
Passage of international troops to Vilna through.	XII : 21, 22 E. S. I : 2
Upper Silesia	E. S. I : 3
Procedure	E. S. I : 3
Women and Children.	
Deportation in Turkey and neighbour- ing countries	XIV : 1 : 7, 29 (<i>Report</i>)
Appointment of a Commissioner	XIV : 2 : 119, 172 (<i>Report</i>)
Traffic in	XIV : 2 : 79
Dalmatia.	XIII : 215
Danube Commission (Technical Commis- sion for the Régime of Waterways in the Danube Basin).	
Appointment of Chairman.	
Discussion.	XIII : 51 XIV : 1 : 15
Note by Sec.-Gen. adopted by Cl. June 27, 1921.	XIII : 234
Adopted.	XIII : 51
Report by Marquis Imperiali	XIV : 1 : 75
Read : Sept. 2, 1921	XIV : 1 : 15
Danube, Riparian States of the.	
Representation on Advisory and Techni- cal Com. on Transit and Commu- nications.	
See : Transit and Communications Orga- nisation : Advisory and Technical Committee : Appointment of re- presentatives of Riparian States of the Danube.	
Danzig.	
Discussion.	XII : 20, 22-23, 23-24, 25, 26, 27, 37, 40-41, 41 XIII : 5-9, 10-13, 26-27, 28-30, 31-33, 34 XIV : 2 : 82-84, 121
Case of Puppel and Deutsche Bauern Bank (Appeal by Poland against deci- sion of High Commissioner.)	
Discussion.	XIII : 12-13, 27 XIV : 2 : 82
Report by Viscount Ishii, adopted by Cl., June 18, 1921	XIII : 151-2
Adopted.	XIII : 12-13
Report approved by Cl., June 21, 1921.	XIII : 153
Approved	XIII : 27
Report by Viscount Ishii, adopted by Cl., Sept. 16, 1921	XIV : 2 : 140
Adopted.	XIV : 2 : 82
Resolution of Cl., Sept. 16, 1921 . . .	XIV : 2 : 82, 140
See also below : Time Limit for Appeals against Decisions of High Commissioner.	

Danzig (continued).

Constitution.	
Discussion	XII : 23-24, 25, 26, 37 XIII : 11
Art. 1.	XII : 134
Art. 5.	XII : 138, 142, 143-144 XIII : 34, 129-130, 140
Art. 41	XII : 23-24, 25, 37, 138-139, 142, 143, 144 XIII : 140
Art. 44 f	XII : 23, 139, 142, 143, 144, 146, 147 XIII : 140-142
Art 56	XII : 139
Art. 57	XII : 139, 143
Art. 71	XII : 142-143, 144 XIII : 140
Communications dated Jan. 17 and 24, 1921, from President of Conference of Ambassadors.	
Report by Viscount Ishii submitting Resolution, adopted by Cl., Feb. 28, 1921	XII : 146-148
Adopted.	XII : 26
Note dated Feb. 20, 1921, from Polish Representative concerning amendments to.	XII : 138-139
Submitted to Cl.	XII : 24
Note to Gov ^t of Danzig adopted by Cl., Feb. 28, 1921	XII : 140-141
Adopted.	XII : 25
Report by Viscount Ishii submitting Resolution adopted by Cl., March 2, 1921	XII : 142-145
Adopted.	XII : 37
Report by Viscount Ishii adopted by Cl., June 18, 1921, on Amendments to.	XIII : 140-142
Adopted.	XIII : 11
Resolution of Cl., Feb. 28, 1921.	XII : 148
Adopted.	XII : 26
Resolution of Cl., March 2, 1921	XII : 145
Adopted.	XII : 37
See also below : Draft Law concerning Acquisition and Loss of Citizenship. : Senate.	
Convention concerning Cession of Memel and Danzig : an. 9, 1920	XII : 189
Submitted to Cl., March 3, 1921	XII : 40
Defence.	
Discussion.	XII : 41 XIII : 9, 10, 13, 28 XIV : 2 : 82
Report by Viscount Ishii submitting Resolution adopted by Cl., June 22, 1921	XIII : 197-198
Adopted.	XIII : 28
Report by Viscount Ishii submitting Resolution adopted by Cl., Sept. 16, 1921	XIV : 2 : 141
Adopted.	XIV : 2 : 82
Resolution of Cl., June 22, 1921.	XIII : 197-198
Adopted.	XIII : 28
Resolution of Cl., Sept. 16, 1921	XIV : 2 : 82, 141
Depot for Polish War Material XIII : 30, 31, 34, 132, 199, 200, 201	
Report of Com. submitting Agreement between Poland and Danzig	XIII : 202
Noted by Cl., June 23, 1921	XIII : 31
See also below : Manufacture, Sale, Storage and Transport of War Material. : Polish Military Guards for Polish War Material	
Draft Law concerning Acquisition and Loss of Citizenship.	
Discussion.	XIII : 5 XIV : 2 : 82

Danzig (continued).

Art. 71 of Constitution.	
See above : Constitution : Art. 71.	
Report by Viscount Ishii adopted by Cl., June 18, 1921	XIII : 11
Adopted.	XIII : 11
Report by Viscount Ishii submitting Resolution adopted by Cl., Sept. 16, 1921	XIV : 2 : 82
Adopted.	XIV : 2 : 82
Resolution of Cl., Sept. 16, 1921	XIV : 2 : 82
Financial position.	
Discussion	XIII : 11 XIV : 2 : 82
Report by Gen. Haking presented to Cl., June 21, 1921	XIII : 194-195
Presented to Cl.	XIII : 11
Report by Viscount Ishii adopted by Cl., June 23, 1921	XIII : 208-209
Adopted	XIII : 11
Report by Viscount Ishii submitting Resolution adopted by Cl., Sept. 16, 1921	XIV : 2 : 82
Noted by Cl.	XIV : 2 : 82
Report of the Provl. Economic and Financial Com.	XIV : 2 : 149-150
Noted by Cl., Sept. 16, 1921	XIV : 2 : 82
Resolution of Cl., Sept. 16, 1921	XIV : 2 : 83
Resolution of Cl., Sept. 19, 1921	XIV : 2 : 83
Foreign relations.	
See above : Constitution : Art. 41.	
Free Access of Poland to Sea.	
Discussion	XIII : 13, 28-29
Note, dated June 22, 1921, by French Delegation	XIII : 201-202
Submitted to Cl.	XIII : 11
Report by Viscount Ishii, presented to Cl., June 22, 1921	XIII : 199-200
Read.	XIII : 11
See also above : Depot for Polish War Material.	
See also below : Polish Military Guards for Depot for Polish War Material. : "Port d'Attache" for Polish Warships.	
"Free City"	XII : 11 XIII : 11
German Officials in.	
Discussion	XII : 26, 27, 40
Convention of Nov. 12, 1920, between Germany and Danzig	XII : 190-191
Submitted to Cl., March 3, 1921	XII : 40
Decree dated Dec. 29, 1920, of the Gov ^t of the German Reich and the Gov ^t of the Prussian State concerning the right of officials to return to the service of the German Reich or the Prussian State	XII : 195-196
German War Material in	XIII : 29, 32, 34, 111
Report by Viscount Ishii adopted by Cl., June 23, 1921	XIII : 2
Adopted	XIII : 11
High Commissioner.	
Authority as regards War Material XIII : 5-6, 30, 129, 130-131, 131-132	
Presence in Geneva during Second Assembly	XIII : 11
Report by Sec.-Gen., adopted by Cl., Feb. 28, 1921, on events from Dec. 1920 to Feb. 1921, relating to post of Adopted	XIII : 11 XII : 11
Time Limit for Exercise of his Right to Veto Treaties.	
See below : Time Limit for Exercise by High Commissioner of his Right to veto Treaties.	
See also : Haking, General.	
See also below : Time Limit for Appeals against Decisions of High Commissioner.	

Danzig (continued).

Legislation required as regards conclusion of Treaties.	
See above: Constitution: Art. 44.	
Manufacture of Aeronautical Material	XIII: 29-30, 132
Report by Viscount Ishii submitting	
Resolution adopted by Cl., Oct. 6, 1921	XIV: 2: 177
Adopted	XIV: 2: 121
Resolution of Cl., Oct. 6, 1921	XIV: 2: 121, 177
Manufacture of Arms.	
Discussion	XII: 20, 22-23
	XIII: 6-9, 29-30, 32
Letter dated Dec. 28, 1920, from Danzig	
Workshops to Austro-Hungarian Arms	
Factory at Ennsfeld	XII: 130
Submitted to Cl.	XII: 20
Letter dated Feb. 25, 1921, from Polish	
Representative to Cl.	XII: 129
Presented to Cl.	XII: 20
Report by Viscount Ishii, submitting	
Resolution, adopted by Cl., Feb. 26, 1921	XII: 131-133
Adopted	XII: 23
Report, dated May 22, 1921, by the	
High Commissioner on the Danzig	
Rifle Factory	XIII: 134-135
Discussed	XIII: 7
Report by Viscount Ishii, presented to	
Cl., June 18, 1921	XIII: 133-134
Read	XIII: 6
Resolution of Cl., Feb. 26, 1921	XII: 133
Adopted	XII: 23
Resolution of Cl., June 23, 1921	XIII: 136
Adopted	XIII: 32
Manufacture, Sale, Storage and Transport	
of War Material.	
Discussion	XIII: 5, 34
Art. 5 of Constitution.	
See above: Constitution: Art. 5.	
Authority of High Commissioner as	
regards War Material	XIII: 5-6, 30, 129,
	130-131, 131-132
Report by Viscount Ishii, presented to	
Cl., June 18, 1921	XIII: 129-131
Read	XIII: 5
Report by P. A. C.	XIII: 131-132
Submitted to Cl., June 23, 1921	XIII: 34
See also above: Depot for Polish War	
Material.	
: Manufacture of Aero-	
nautical Material.	
: Manufacture of Arms.	
See also below: Polish Military Guards	
for Depot for Polish	
War Material.	
Method of Cl. in dealing with questions	
relating to	XIII: 5
Negotiations with Poland.	
Position: Sept. 16, 1921.	XIV: 2: 84
See also below: Polish-Danzig Conven-	
tion of Nov. 9, 1920:	
Negotiations regarding.	
Polish-Danzig Convention of Nov. 9, 1920.	
	XII: 41, 127, 128, 139, 146-147, 148
	XIII: 12, 26-27, 27, 29, 30, 128, 130, 138, 139,
	140, 141, 142, 149, 150, 151, 152, 194-195, 197,
	199, 200, 202, 203, 205, 206, 208, 209
Negotiations regarding.	
Discussion	XIII: 26-27
Report by General Haking presented	
to Cl., June 21, 1921	XIII: 194-195
Presented to Cl.	XIII: 26
See also above: Negotiations with	
Poland.	
Polish Military Guards for Depot for Po-	
lish War Material	XIII: 31-32, 199, 200, 201-202
Report of Administrative Commission	
Section of Secretariat	XIII: 204-206
Presented to Com., June 22, 1921	XIII: 203

Danzig (continued).

Report of Com. submitting Agreement	
between Danzig and Poland	XIII: 203-204
Presented to Cl., June 23, 1921	XIII: 31
Uniform	XIII: 31, 32, 204, 205
Agreement between Danzig and	
Poland, June 23, 1921	XIII: 32
"Port d'Attache" for Polish Warships	
	XIII: 29, 34, 132, 198, 199, 200, 201
	XIV: 2: 83, 142
Report by Viscount Ishii, submitting	
Resolution adopted by Cl., Sept. 16,	
1921	XIV: 2: 142
Adopted	XIV: 2: 83
Resolution of Cl., June 22, 1921	XIII: 198
Adopted	XIII: 28
Resolution of Cl., Sept. 16, 1921	XIV: 2: 83, 142
Port and Waterways Board.	
President: appointment and allowance.	
Report by Viscount Ishii, submitting	
Resolution adopted by Cl., Feb. 26,	
1921	XII: 127-128
Adopted	XII: 20
Resolution of Cl., Feb. 26, 1921	XII: 128
Adopted	XII: 20
Position as regards Treaties and Inter-	
national Agreements concluded by	
Poland on its behalf	XII: 147, 148
Resolution of Cl., Feb. 28, 1921	XII: 148
Adopted	XII: 26
Publication of Documents relating to.	
Discussion	XII: 20, 37, 41
Note dated Feb. 26, 1921, from Polish	
Representative.	XII: 134
Submitted to Cl.	XII: 20
Note by Sec.-Gen. adopted by Cl.,	
March 2, 1921	XII: 135
Adopted	XII: 37
Note dated March 2, 1921, from Polish	
Representative	XII: 136
Submitted to Cl.	XII: 41
Representative to Cl.	
See: Sahm, President.	
Senate.	
Competency of President as regards	
direct communication with Confe-	
rence of Ambassadors	XII: 148
Position of Senators	XII: 24, 140, 144, 145
	XIII: 11-12, 30
Report by Viscount Ishii, presented	
to Cl., June 18, 1921	XIII: 143-147
Read	XIII: 11
Report submitting Resolution adopted	
by Cl., June 22, 1921	XIII: 147-148
Adopted	XIII: 30
Resolution of Cl., June 22, 1921	XIII: 148
Adopted	XIII: 30
Time Limit for Appeals against Decisions	
of High Commissioner.	
Discussion	XIII: 10, 27
Report by Viscount Ishii, adopted by	
Cl., June 18, 1921	XIII: 137-138
Adopted	XIII: 10
Report containing Agreement between	
Danzig and Poland, registered by Cl.,	
June 21, 1921	XIII: 138-139
Noted by Cl.	XIII: 27
See also above: Case of Puppel and	
Deutsche Bauern	
Bank (Appeal by	
Poland against deci-	
sion of High Com-	
missioner).	
Time Limit for Exercise by High Commis-	
sioner of his Right to Veto Treaties.	XIII: 12, 27, 141
Report adopted by Cl., June 21, 1921.	XIII: 196
Adopted.	XIII: 27

Danzig (*continued*).

Transit Convention between Poland and
Danzig on the one part and Germany on
the other.

Discussion. XIII: 12

Report by Viscount Ishii adopted by
Cl., June 18, 1921. XIII: 149-150
Adopted. XIII: 12

Darza (Dardha, Darde). XV: 10, 14, 22, 23, 26

Debra (Debar, Dibra). XIII: 211, 220, 221, 223
XV: 7, 21, 23, 26, 32, 33, 34, 35

Debrova XV: 33, 35

Debts.

Settlement of "Enemy Debts" due by resi-
dents in the Saar Basin.

See: Saar Basin: Settlement of "Ene-
my Debts" due by residents in.

Declarations.

See: Treaties, Agreements, Conventions,
Declarations, etc.

Décoppet, M. XIII: 120

Deda, Nex Djon. XIV: 1: 38

Delaquis, Dr. XIV: 1: 63

Delhorbe, Florian XIII: 192

Della Torre, Senator XIII: 58

Della Torretta, Marquis E. S. I: 11, 12

Demolon, G. XII: 89

Dendramis, V.

Representative of Greek Gov^t to Cl. XIV: 2: 115-116

Minorities.

In Albania. XIV: 2: 115-116

In Greece. XIV: 2: 116

Refugees: Russian XIV: 1: 63

Deportation of Women and Children.

See: Women and Children: Deportation
in Turkey and neighbouring coun-
tries.

Deutsche Bauern Bank.

See: Danzig: Case of Puppel and Deutsche
Bauern Bank.

Devinat, M. XII: 89

Dickson, Charles XII: 167

Disarmament.

See: Armaments: Reduction.

Djakova (Diakova). XV: 32, 34

Djera, Djon Kol. XIV: 1: 38

Djoni, Mark XIV: 1: 37-38

XV: 6, 10

Doda Lèche, Mark XIV: 1: 38

Doda, Prenek Tonz XIV: 1: 38

Dodecanese, The XIII: 217

Double Taxation.

See: Taxation.

Drathhammer E. S. I: 19

Drin XIV: 2: 189

XV: 7, 8, 10, 13, 22, 23, 24, 26, 27, 28, 32, 34, 35

Drini Bardhë (Bardae) XIII: 220

XV: 21, 23

Drin'i Zi, River. XIII: 220, 221

XV: 21, 23

Drugs.

See: Opium Traffic.

Drummond, Sir James Eric.

Sec.-Gen. of the League: present during:-

12th Session. XII: 1

13th Session. XIII: 1

14th Session. XIV: 1: 1

15th Session. XIV: 2: 77

XV: 1

Extraordinary Session (Upper Silesia). E. S. I: 1

Aaland Islands.

Commission of Rapporteurs XII: 18, 111 (*Report*)

XIII: 62

Drummond, Sir James Eric (*continued*).**Aaland Islands** (*cont.*)

Conference for Neutralisation of. XIV: 1: 4, 8, 22 (*Mem.*)

Albania. XIII: 1

XIV: 1

XIV: 2: 1

Allocation of expenses of League XII: 1

XIII: 1

Amendments to Covenant.

Report of Committee XIII: 1

Armaments: Reduction.

Questionnaire to Gov^{ts} XII: 17

Temporary Mixed Commission XIII: 50, 57, 229-230 (*Memo.*), 230-231 (*Notes*)

Armenia. XII: 18, 112-113 (*Report*), 114 (*Letter*)

XIV: 2: 1

XV: 1

Arms and Ammunition: Traffic in

International Office of Control XIII: 59, 279-

(*Notes*)

Arms Traffic Convention of St. Germain,

Sept. 10, 1919 XII: 16, 109 (*Letter*), 110 (*Letter*)

Assembly, 1921.

Presence in Geneva of Representative

of Commission and Committee, of

Chairman of Saar Basin Governing

Commission and of High Commis-
sioner at Danzig, during XIII: 1

Blockade Commission, International. XII: 1

XIII: 25, 191 (*Report*)

Budget XII: 3, 48-50 (*Memo.*)

XIII: 3, 79-81 (*Report*), 85-86 (*Memo.*), 112 (*Memo.*)

112-114 (*Memo.*), 115-116 (*Memo.*)

XIV: 1: 5, 6, 25-27 (*Memo.*)

XIV: 2: 128, 197 (*Memo.*)

Children: Protection and Welfare. XIII: 60, 282 (*Memo.*)

Committees of League.

Place of meeting XIII: 57

Costa Rica: Dispute with Panama.

XII: 27, 199 (*Tel.*), 201 (*Telegram*)

Council.

Expenses of 12th Session XII: 3, 48-50 (*Memo.*)

Report to Assembly. XIII: 1

Court of International Justice, Permanent.

Ratification of Protocol. XIII: 24, 25, 189-190 (*Report*)

XIV: 1: 58-59 (*Report*)

Danube Commission XIII: 51, 234 (*Notes*)

Danzig.

Constitution. XII: 1

Defence. XII: 1

German officials in XII: 26,

High Commissioner: Post of. XII: 26, 149 (*Report*)

Manufacture of arms XIII: 1

Polish-Danzig Convention of Nov. 9,

1920 XIII: 1

Publication of documents. XII: 37, 41, 135 (*Notes*)

Eastern Galicia: Status. XIV: 2: 1

Economic and Financial Organisation.**Provisional Com.**

Budget XIII: 115-116

XIV: 2: 1

Representation of Italy XIII: 1

Technical Advisers XIV: 2: 1

Epidemics Commission XIII: 22, 178 (*Notes*)

XIV: 1

XIV: 2: 1

XIV: 2: 1

Famine in Russia. XIV: 1

Hungary.

Protest against inaction of League du-
ring crisis resulting from attempt of

the ex-King to regain throne. XV: 19, 42 (*Notes*)

Hydrographic Bureau, International XII: 1

XIV: 2: 1

Intellectual work: XII: 1

XIV, I: 48-53 (*Memo.*), 54-55 (*Notes*)

Labour Office, International.

Invitation to Director to attend Cl.
when Labour questions under discus-

sion. XII: 13, 87 (*Letter*)

XIV: 1: 10, 57 (*Letter*)

Immond, Sir James Eric (<i>continued</i>).	
Latvia and Esthonia.	
Recognition <i>de jure</i>	XIV : 1 : 4
Luxemburg.	
Situation as Member of League pending	
Revision of its Constitution XIII : 21, 171-172 (<i>Memo.</i>)	
172-173 (<i>Letter</i>)	
Mandates	XIV : 1 : 16-17
172-173 (<i>Letter</i>)	
Mandates Commission, Permanent . XIII : 25, 73 (<i>Memo.</i>)	
Minorities.	
In Greece	XIV : 2 : 116
In Poland and Czecho-Slovakia. XIII : 51, 235-6 (<i>Report</i>)	
Prisoners of war.	
Exchange of Greek children and Bulgarian prisoners XII : 9, 37, 63 (<i>Memo.</i>), 67 (<i>Letter</i>)	
Repatriation:	XII : 12, 79-84 (<i>Report</i>)
Publicity of Cl. proceedings	XII : 3, 41
	XIII : 3, 18
Raw Materials.	
Publication of Prof. Gini's Report	XV : 12
Refugees: Russian. XII : 19, 28, 120 (<i>Letter</i>), 126 (<i>Letter</i>)	
XIV : 1 : 13, 63-64 (<i>Memo.</i>)	
XV : 19, 38-39 (<i>Memo.</i>)	
High Commissioner.	XIV : 2 : 79
Relief work in Europe.	
XII : 19, 124-125 (<i>Letter</i>), 126 (<i>Letter</i>)	
XIII : 24, 187 (<i>Note</i>)	
Secretariat.	
Minor staff appointments	XII : 13, 88 (<i>Memo.</i>)
Typhus in Poland and Eastern Europe. XII : 13, 92-93	
(<i>Report</i>)	
XIV : 1 : 4	
XIV : 2 : 119, 120	
Upper Silesia.	
Expenses in connection with question: XIV : 2 : 81	
Women and Children.	
Deportation in Turkey and neighbouring countries.	
Commission of Enquiry	XII : 8
XIV : 1 : 30 (<i>Note</i>)	
Traffic in	XII : 60 (<i>Memo</i>)
Conference, 1921	XIII : 24
Immond-Fraser, Sir Drummond.	
XIII : 115, 274	
XIV : 2 : 99	
Geon, Miss F. M.	XIII : 192
Hesnil, General	XIII : 239
ant, M.	
Representative of Switzerland to Cl.	XII : 21
Message of international troops to Vienna through Switzerland	XII : 21-22, 42
azzo	XIII : 215
XV : 7, 28	
sk, M.	XIV : 1 : 63
XIV : 2 : 129	
zoli	XV : 32, 35
ina.	E. S. I : 19

E

ern Galicia.	
Petition from inhabitants against Polish oppression.	
Report by M. Hymans on situation of inhabitants of Eastern Galicia, adopted by Cl., Feb. 23, 1921.	XII : 86
Adopted.	XII : 12-13
atus.	
Letter to P. A. and A. P., approved by Cl., Oct. 2, 1921, transmitting Resolution of Assembly of Sept. 27, 1921.	XIV : 2 : 174
Approved	XIV : 2 : 119
also: Galicia.	
gue, General	XII : 186

Economic Committee.

See: Economic and Financial Organisation: Provisional Com.

Economic and Financial Conferences.

In 1920.

See: Financial Conference of Brussels, 1920.

In 1921.

Undesirability of summoning XIII : 273
XIV : 2 : 153-154

In 1922.

Provisional estimate in Budget for 1922. XIII : 103

Economic and Financial Organisation.

Budget.

1921.

Memo. dated June 15, 1921, by Sec.-

Gen. XIII : 115-116
XIII : 78, 86, 88, 103-104

1922.

Report to Cl., Sept. 12, 1921 XIV : 2 : 138

Transmitted to Second Assembly: XIV : 2 : 80

Constitution and Functions XIII : 103-104

Consultative Com. on Finishing Credits.

Constitution and Terms of Reference XII : 167

Report XII : 167-175

Definitive Technical Organisation.

Constitution. XII : 36, 166

XIII : 273, 275

XIV : 2 : 153-154

Finance Sub-Com. on International Credits Scheme.

Composition. XII : 165

Provisional Committee.

Mandate.

Prolongation till Third Assembly XIV : 2 : 100,
101, 154

Resolution of Cl. Sept. 19,

1921 XIV : 2 : 101

Place of meeting XIII : 57-58

Presidency.

Confirmation of M. Ador's presidency till Third Assembly, XIV : 2 : 128

Principle of rotation.

Resolution: Oct. 12, 1921 XIV : 2 : 128

Reports.

Report submitted to Cl. March 2,

1921 XII : 165-184, Addendum to Annex 180
(E. F. S. 7)

Approved by Cl. XII : 36

Report by M. Hanotaux submitted to

Cl. June 28, 1921, on Work of XIII : 272-5

Approved by Cl. XIII : 57

Report on Budget for 1922, submitted

to Cl., Sept. 12, 1921.

See above: Budget: 1922.

Report submitted to Cl. Sept.

19, 1921. XIV : 2 : 145-158

Presented to Cl. XIV : 2 : 99

Report on Raw Materials submitted

to Cl., Sept. 21, 1921 XIV : 2 : 112

Representation of Italy XIII : 58

Work.

Resolution of Cl., Sept. 19, 1921 XIV : 2 : 100

See also above: Reports.

Sub-Com. on Economic Situation of Austria.

Report Addendum to Annex 180 of
Minutes of 12th Session (E. F. S. 7)

Technical Advisers.

Resolution of Cl., Sept. 21, 1921 XIV : 2 : 112

Adopted. XIV : 2 : 113

See also: Economic Questions.

Economic Questions.

Economic duties of the League under

the Treaties of Peace XII : 165, 178-181

XIII : 273

Economic situation of the world XIII : 272

XIV : 2 : 145-147

Economic Treaties and Conventions.

Bi-lateral Treaties.

Authority of League under Treaties of
Peace regarding revival of. XII : 180

International Conventions.

Adherence of Poland and Czecho-Slo-
vakia under the Peace Treaties to
certain XII : 181

Economic Weapon.

See : Blockade Commission, International.

Ecuador.

Invitation to Transit Conference at Bar-
celona, 1921 XII : 3

Education, International Bureau of XII : 27, 152
XIV : 1 : 48, 55

Ehrensward, Count.

Aaland Islands. XIII : 36, 38.

Eichhoff, Baron d'.

Representative of Austria to Cl. XII : 18, 28-9, 41
Expulsion of Galician Jews by Austria.
XII : 18, 20, 29, 41, 156-160 (*Memo.*)

Elbassan. XIII : 211

XV : 26, 27

Elkus, M. XII : 111

Ellguth. E. S. I : 19

Elwood, Miss R. XIII : 192

Emigration.

Greco-Bulgarian Convention of Nov. 27,
1919, regarding reciprocal emigration. XIV : 2 : 160

Reciprocal emigration between Greece and
Albania XIV : 2 : 160

Enckell, M.

Representative of Finland to Cl. XIII : 15, 16-17, 34-37,
38-39, 40-43, 52-53
XIV : 2 : 116

Aaland Islands XIII : 16, 36, 37, 38-39,
40, 43, 160-161

Minorities in Finland XIV : 2 : 116

Refugees : Russian XIV : 1 : 63

Enver Pasha XIV : 1 : 31

Epidemic Commission.

Amalgamation with Health Organisation.

Report dated Aug. 29, 1921, of Provi-
sional Health Com. submitting Reso-
lutions XIV : 1 : 45-46
Adopted : Sept. 2, 1921 XIV : 1 : 9

Report by M. Bourgeois adopted by Cl.,
Sept. 2, 1921. XIV : 1 : 42
Adopted. XIV : 1 : 9

Resolution of Cl., Sept. 2, 1921. XIV : 1 : 10

Funds.

Letter to States Members requesting
financial help XIV : 2 : 1175-176
Adopted by Cl., Oct. 2, 1921. XIV : 2 : 119-120

List of national subscriptions XIV : 1 : 23

Organisation and Work.

Discussion. XIII : 22-24

Extension of field of enquiry to Russia
and neighbouring countries XIV : 1 : 42, 45-46

Minutes of First Meeting of Advisory
Board held in Warsaw : April 15, 16
and 22, 1921. XII : 179-186

Submitted to Cl., June 21, 1921 XIII : 23

Note by Sec.-Gen. on above Minutes,
presented to Cl. June 21, 1921 XIII : 178

Noted by Cl. XIII : 22

Report by Dr. Norman White submitted
to Cl. Aug. 30, 1921. XIV : 1 : 23-24

Approved by Cl. XIV : 1 : 4

Report.

Transmission to Second Assembly by
Cl., Sept. 12, 1921 XIV : 2 : 80

See also : Typhus in Poland and Eastern
Europe.

Epidemiological Intelligence Department.

See : Health Organisation : Department
of Epidemiological Intelligence
and Health Statistics.

Epirus, Northern.

See : Northern Epirus.

Equador.

See : Ecuador.

Eriksson, M.

Aaland Islands. XIII : 37, 38.

Esperantists, League of XIV : 1

Essad Pasha XIII : 45, 215

Esthonia.

Admission to League.

See : Admission to League : Esthonia.

Military, Naval, and Air Status. XIV : 2

Recognition *de jure* XIV : 1

Eupen and Malmedy District.

Letter to German M. F. A. approved by
Cl., Feb. 22, 1921. XII

Approved XII

Evangheili, Pandeli. XIV : 2 : 188.

Exchanges.

Commercial methods in relation to the
instability of the XIV : 2 : 151-

Stabilisation of the XIV : 2 : 99, 148, 15

Expulsions.

See : Austria : Expulsion of Galician Jews.

Eysinga, Jonkheer van XIV : 1 : 72

XIV : 2 : 117,

F

Faber, Dr. XIII

False Indications of Origin.

See : Merchandise Marks.

Famine in Russia. XIV : 1 : 4,

Fatio, Guillaume XII :

XIII :

Fayolle, Marshal XIII : 2

Fehrenbach, M. XII : 1

Felsal, King. XV : 36,

Fernandes, M. XII : 5, 53, 2

Fernandez y Medina, B. XII : 1

Ferrier, J.-P. XIII : 1

Ferrière, Dr XIII : 179, 1

Figueras, M. XII : 6,

XIII : 1

Finance Committee.

See : Economic and Financial Organisa-
tion : Provisional Committee.

Finances, Public XIII : 1

Financial Administration of League.

Code of regulations. XIV : 1

Commission of Control.

Appointment and members.

Resolution of Council : Oct. 12, 1921 XIV : 2 : 128-1

Systems of transfers. XIV : 1

See also : Allocation of Expenses of League.

: Budget.

: Salvador : Protest concerning
contribution to expenses of
League.

Financial Commission of Control.

See : Financial Administration of League :
Commission of Control.

Financial Conference of Brussels, 1920 XII : 1

XIII : 273, 274, 2

XIV : 145, 146, 147, 148, 150, 151, 1

Budget XIII :

See also : Economic and Financial Confe-
rence.

ley, Thomas XIII : 229, 230
 and.
 dispute with Sweden concerning the
 Åland Islands.
See : Åland Islands.
 Minorities.
See : Minorities : Protection : In Finland.
 Representatives to Cl.
See : Enckell, M.
 ay, Hon. Sir William XIII : 191
 e, Captain XIV : 2 : 128
 er, H. A. L.
 Representative of the British Empire :—
 13th Session. XIII : 1
 14th Session, 5th meeting XIV : 2 : 78
 15th Session. XV : 1
 Åland Islands. XIII : 14, 35, 36, 37, 39, 40, 41-42, 43
 XIII : 46-47, 48-49, 218, 222
 XV : 3, 4-8, 10, 15, 21, 24, 26, 28
 Amendments to Covenant.
 Report of Committee XIII : 33
 XIV : 2 : 78
 Armaments : Reduction
 Temporary Mixed Commission XIII : 229
 XIV : 2 : 127
 Budget XIII : 3, 4
 Children : Protection and Welfare. XIII : 60
 Committees of League.
 Place of meeting XIII : 57
 Court of International Justice, Permanent
 Ratification of Protocol. XIII : 24
 Danzig.
 Defence. XIII : 28
 Manufacture of arms XIII : 8, 9, 29, 30
 Manufacture, sale, storage and traffic
 in war material. XIII : 6, 34
 Negotiations with Poland : position :
 Sept. 16, 1921 XIV : 2 : 84
 Polish Danzig Convention of Nov. 9,
 1920 XIII : 26, 27
 Polish military guards in XIII : 32
 Senators. XIII : 11
 Liquidation of property of Austrian sub-
 jects in Serb-Croat-Slovene State. XIII : 58
 Mandates XIII : 2, 26, 49
 XIV : 2 : 179
 XV : 11, 36-37 (*Report*)
 Minorities : Protection.
 In Albania. XIII : 52
 XIV : 2 : 115, 116, 159-162 (*Report*)
 In Finland. XIII : 51
 XIV : 2 : 116, 163-164 (*Report*)
 In Greece XIV : 2 : 116
 Polish-Lithuanian Dispute. XIII : 56, 63, 64, 65-66
 XIV : 2 : 92
 Publicity of Cl. proceedings XIII : 18, 21
 Raw Materials.
 Publication of Prof. Gini's Report XV : 12
 Saar Basin.
 Adhesion to Berne Convention, 1890 XIV : 2 : 118
 Expulsions "en masse" of inhabitants. XIII : 20
 Governing Commission XIII : 20
 Presence of French troops and Exercise
 of Jurisdiction by French courts-
 martial XIII : 19
 Settlement of "Enemy Debts" due by
 residents in XIV : 2 : 118, 119
 XIII : 23
 XIV : 2 : 78-79 (*Report*)
 Hugh, Major XIII : 179, 180
 n, Marshal XII : 96, 97
 ster, M. XII : 195
 rtou, General de. XIII : 221
 XV : 27

France.

Representatives on the Cl.

See : Bourgeois, Léon.

: Hanotaux, Gabriel.

See also : Alsace-Lorraine.

: Saar Basin.

Franchet d'Esperey, General XIII : 210
 XV : 27

Frangoulis, M.

Albania. XIII : 44, 45-46, 46, 213-220

Fraseri, Midhat.

Representative of Albania. XV : 4, 13, 17

Albania. XV : 9, 14-15, 18

Freeman, Miss. XIII : 193

Frick, Dr. E. A. XII : 79

. XIII : 179, 183, 184, 185, 186, 225-227

Friedrichsville. E. S. I : 19

Fromageot, M. XII : 5, 53

G

Gaiffier d'Hestroy, Baron de.

Substitute Representative of Belgium :—

15th Session for first three meetings. XV : 1

Presidency of M. Bourgeois during M.

Hymans' absence. XV : 3

Galicia.

Expulsion of Galician Jews by Austria.

See : Austria: Expulsion of Galician Jews.

Galicia, Eastern.

See : Eastern Galicia.

Galvanauskas, M.

Representative of Lithuania to Cl. XII : 31-34, 37-38

. XIII : 55-56, 62-64, 65-67

. XIV : 2 : 85-98, 102-111

Polish-Lithuanian Dispute. XII : 31, 33, 38

. XIII : 55, 56, 63, 64, 67, 255, 256, 260-261 (*Letter*),

262-264 (*Documents*), 268-270

. XIV : 2 : 92, 95-7, 105-106, 110, 111

Garay, Narciso. XII : 200

Garnico, Pablo de XIII : 191

Gashi (Gache, Gachis) XIII : 221

. XIV : 1 : 36

. XV : 23, 25

Gaulis, Mme. XII : 9

. XIV : 1 : 30

Gauthier, Colonel XII : 93

. XIII : 179, 180, 183-184, 184

Geodetic Association, International XIII : 249

Georg, Alfred XIII : 119

Georgia.

See : Refugees : Georgian.

Gerald, Geo XIII : 274

Germany.

Invitation to Transit Conference, 1921. XII : 3

Transit Convention with Poland and

Danzig.

See : Danzig : Transit Convention between Poland and Danzig on the one hand and Germany on the other.

See also : Alsace-Lorraine.

: Credits : Finishing Credits : Situation in Germany.

: Danzig : German Officials in.

: Danzig : German War Material in.

: Eupen and Malmedy District.

: Saar Basin : Adhesion to Berne

Convention, 1890 : German

objection.

: Upper Silesia.

Gieraltowitz	E. S. I: 19
Gimeno, Count de.	XIV: 2: 169, 171
Gini, Professor	XIII: 272
	XIV: 2: 113, 114
	XV: 12
Ginsberg, Miss M.	XII: 89
Girsa, Dr. V.	XIII: 236-237
Gjakova (Gjalzova)	XIII: 221
Gjoni, Marka.	
See: Djoni, Mark.	
Glärner, M.	XIV: 2: 115
Glinitz	E. S. I: 19
Glückstadt, M.	XIII: 119
Godeni	XV: 32, 34
Godlewski, Prof. E. XIII: 179, 180-181, 181, 183, 184, 185	
Gold Question.	
See: Exchanges.	
Golloberda (Goloberda).	XIII: 220
	XV: 21, 23
Gorica.	XV: 32, 34
Gostivar	XV: 29
Gough-Calthorpe, Admiral	XIII: 230
Gounaris, M.	XIII: 226, 227
Gouraud, General.	XIV: 2: 125
Gout, Jean.	XIII: 191
Great Britain.	
See: British Empire.	
Greece.	
Representatives to Cl.	
See: Alexandropoulos, M.	
: Dendramis,	
: Frangoulis,	
See also: Albania: Frontiers: Determina-	
tion and Violation.	
: Minorities: Protection: In Greece.	
: Prisoners of War: Exchange of	
Greek children and Bulgarian	
prisoners.	
: Prisoners of War: Turkish priso-	
ners detained by Greek Govt.	
Grika.	XV: 22, 26
Grn Belica.	XV: 32, 34
Grnocar	XV: 32, 34
Gross Lagiewnik	E. S. I: 19
Groves, Colonel.	XII: 186
Gruda	XIII: 211
Guerrero, J. Gustave	XII: 115
Gurek	E. S. I: 19
Gusinje.	XIII: 211
	XV: 32, 34
Gutsbezirk	E. S. I: 19
Gwosdzian	E. S. I: 19

II

Hadidch, Edib Hanum	XIV: 1: 31
Haking, General Sir Richard.	
High Commissioner in Danzig: present	
during Cl. meetings	XIII: 5-9, 10-14, 26-27, 28-30
	XIV: 2: 82-84
Danzig	XII: 23, 24, 131-132, 140, 141, 144, 145, 149
	XIII: 5, 6, 7-8, 10, 11, 12, 26, 28, 134-135 (<i>Report</i>), 147
	194-195 (<i>Report</i>), 196, 202, 203
	XIV: 2: 83, 84, 149
Halecki, Professor O.	XIV: 1: 28
Halid Liechi	XV: 6
Hamdi Bey.	XIV: 1: 31
Hamel, Dr. van.	XII: 24, 25
	XIII: 11, 43, 147

Hamilton, M.	XII
	XIII: 1
Hangest, C. d'.	XII
	XIII: 1
	XIV: 1
Hanotaux, Gabriel.	
Representative of France:—	
13th Session.	XII
14th Session, 3rd meeting	XIV: 1
Aaland Islands.	XIII: 36, 37, 41, 42
Albania.	XIII
Allocation of Expenses of League.	XI
Amendments to Covenant.	
Report of Com.	XIII
Arms and ammunition Traffic.	
International Office of Control.	XIII
Budget	XIII: 1
Bureaux, International	XIII: 54, 249-253 (<i>Rep</i>)
	XIV: 2: 1
Children: Protection and Welfare.	XIII
Committees of League.	
Plan of meeting	XIII
Court of International Justice, Permanent	
Ratification of Protocol.	XIII: 24, 25
Danzig.	
Case of Puppel and Deutsche Bauern	
Bank	XIII: 1
Defence.	XIII: 1
Depot for Polish war material	XIII: 1
Financial position.	XIII: 1
Free access of Poland to sea	XIII: 29, 201-202 (<i>Rep</i>)
German war material in.	XIII: 1
Manufacture of arms	XIII: 8, 9, 29,
Manufacture, sale, storage and trans-	
port in war material	XIII: 6,
Polish Danzig Convention of Nov. 9,	
1920	XIII: 26, 194-195 (<i>Rep</i>)
Polish Military Guards in	XIII: 1
Procedure as regards military questions	
concerning.	XIII: 1
Senators.	XIII: 1
Economic and Financial Organisation.	
Provisional Com.	XIII: 57, 272-275 (<i>Rep</i>)
Epidemics Commission	XIII: 22,
Health Organisation, Provisional	XIII: 21, 22, 174-175 (<i>Rep</i>)
Mandates	XIII: 1
Opium Traffic	XIII: 1
Polish-Lithuanian Dispute	XIII: 56, 63,
	XIV: 2: 1
Prisoners of war: Repatriation.	XIII: 1
Publicity of Cl. proceedings	XIII: 18,
Refugees: Russian	XIII: 53, 243-246 (<i>Rep</i>)
	XIV: 1: 13, 63,
Saar Basin.	
Adhesion to Berne Convention, 1890	XIV: 1: 1
Governing Commission	XIII: 1
Transit Conference at Barcelona, 1921.	XIII: 13,
Hanusek	E. S. I: 1
Harding, President.	XIII: 2
Hardy, Major Clive	XII: 1
Harris, M. Wilson.	
See: Wilson-Harris, M.	
Hasanac	XV: 32,
Hatoyama, Hideo.	XII: 4,
Headlam-Morley, M.	E. S. I: 1
Health Organisation.	
Discussion.	XII: 1
	XIII: 21-
	XIV: 1: 9-
Amalgamation of Epidemic Commission	
with:	
See: Epidemic Commission: Amalga-	
mation with Health Organisa-	
tion.	
Budget	XIII: 88, 1
Department of Epidemiological Intelli-	
gence and Health Statistics	XIV: 1: 42,
Functions	XIV: 1: 44,

Health Organisation (continued).

Health Committee (replacing Provisional Technical Com.)	
Appointment and functions . . .	XIV : 41, 42, 44, 45
Co-operation with the permanent Com. of the Office international d'Hygiène publique.	XIV : 1 : 43, 44, 45
Medical Secretary.	XII : 163, 164 XIII : 174
Provisional Technical Committee.	
Appointment and Composition. . . .	XII : 163-164 XIII : 174-175
Resolution of Cl., March 2, 1921 . .	XII : 164
Adopted.	XII : 35
Resolution of Cl., June 21, 1921 . .	XIII : 174-175
Adopted.	XIII : 21-22
Question of representation of the Office international d'Hygiène publique on the.	XII : 163, 164 XIII : 174, 175
Report. <i>See below.</i>	
Question of the amalgamation of the Office international d'Hygiène publique with	XII : 163, 164 XIII : 21 XIV : 1 : 10, 41
Report by M. Bourgeois adopted by Cl., March 2, 1921	XII : 163-164
Adopted.	XII : 35
Report by M. Hanotiaux adopted by Cl., June 21, 1921	XIII : 174-175
Adopted.	XIII : 21-22
Report dated Aug. 29, 1921, of Provisional Health Com.	XIV : 1 : 43-46
Adopted by Cl., Sept. 2, 1921	XIV : 1 : 9-10
Report by M. Bourgeois adopted by Cl., Sept. 2, 1921.	XIV : 1 : 41-42
Read	XIV : 9
Resolution of Cl., March 2, 1921	XII : 164
Adopted.	XII : 35
Resolution of Cl., June 21, 1921	XIII : 174-175
Adopted.	XIII : 21-22
Resolution of Cl., Sept. 2, 1921.	XIV : 1 : 9-10
Home Convention, Dec. 9, 1907, respecting creation of an International Office of Public Health	XII : 163, 164 XIV : 1 : 10, 43
Section of Secretariat.	XIII : 175
	XIV : 1 : 9, 10, 41, 42, 44, 45, 46

Health Statistics, Public.

See: Health Organisation : Department of Epidemiological Intelligence and Health Statistics.

Director, Dr.	XII : 46 XIV : 1 : 3 18
Er, M.	XIV : 2 : 112
Reimaimaru".	XIII : 225, 226, 227
Anderson, Sir David.	XIII : 243
Edman, Miss.	XIV : 1 : 28
Érvé, M.	XII : 89

Heroin.

See: Opium Traffic : Drugs specified in Chapter III of Convention (Medical opium, morphine, cocaine, heroin, etc.)

Ch, Lieut.-Colonel	E. S. I : 11
Hurican.	XV : 32, 34
icking, Miss	XIV : 1 : 28
lacz, M.	XIII : 229, 230
den, Marcel	XIII : 192
enbirken	E. S. I : 19
enlinde	E. S. I : 19
ck-Colding, M.	XIV : 1 : 72
m, Island of	XIII : 34, 132, 201, 202
rti.	XIII : 211

Hotzki-Hanovi	XIII : 224
Huber, Max	XIII : 40, 191

Hungary.

Admission to League.

See: Admission to League : Hungary.

Austrian protest against Hungarian incursions at Kirshschlag, etc.

See: Austria : Hungarian incursions at Kirshschlag, etc.

Invitation to Transit Conference at Barcelona, 1921

XII : 3

Military, Naval, and Air Status.

XIII : 4, 52, 240, 242

Minorities.

See: Minorities : Protection : In Hungary.

Protest against inaction of League during crisis resulting from attempt of the ex-King to regain throne.

Discussion.

XV : 19

Note dated Nov. 13, 1921, from Hungarian Gov^t submitting :

XV : 41

Presented to Cl.

XV : 19

Reply dated Nov. 23, 1921, from Sec.-Gen., to Hungarian Gov^t

XV : 42

See also: Credits : Finishing Credits : Situation in Hungary.

Hurst, Sir Cecil	XII : 5, 53, 103 XIII : 13
----------------------------	-------------------------------

Hydrographic Bureau, International.

Discussion.	XII : 39 XIII : 54 XIV : 2 : 117
---------------------	--

Report and Resolutions adopted by P. A. C., Feb. 25, 1921, submitting Memo. by President of International Hydrographic Conference

XII : 185-186, 187-188

Presented to Cl., March 3, 1921

XII : 39

Report by M. Hanotiaux submitting Resolution approved by Cl., June 27, 1921.

XIII : 250-251

Approved

XIII : 54

Report by M. Bourgeois submitting Resolution adopted by Cl., Oct. 2, 1921

XIV : 2 : 165

Adopted.

XIV : 2 : 117

Resolution of Cl., June 27, 1921

XIII : 251

Adopted.

XIII : 54

Resolution of Cl., Oct. 2, 1921

XIV : 2 : 117, 165

See also: Bureaux, International.

: Hydrographic Conference, International, 1919.

Hydrographic Conference, International, 1919.

XII : 187, 188

Hymans, Paul.

Representative of Belgium:—

12th Session.	XII : 1
13th Session.	XII : 1
14th Session.	XIV : 1 : 1 XIV : 2 : 77

15th Session (President).

XV : 1

Absence.

XV : 3

Extraordinary Session (Upper Silesia).

E. S. I : 1

Aaland Islands.

XIII : 39, 41, 42, 43, 52-53

Albania.

XIV : 1 : 9

XV : 16, 17, 18

Commission of Enquiry

XIV : 2 : 122

Amendments to Covenant.

Com.

XII : 4

XIII : 33

Armaments : Reduction.

Verification of information.

XII : 17

Arms and ammunition : Traffic in International Office of Control

XII : 16

XIII : 59

Austria.

Expulsion of Galician Jews

XII : 29

Blockade Commission, International. . .

XII : 8

Budget

XIV : 1 : 5, 6

Hymans, Paul (continued).

Children : Protection and Welfare.	XIII : 60
Commerce, International Institute of	XIII : 54
	XIV : 2 : 100
Commercial Statistics, International Bureau of	XIV : 2 : 100
Court of International Justice, Permanent.	
Ratification of Protocol.	XIII : 24
	XIV : 1 : 2
Danzig.	
Case of Puppel and Deutsche Bauern Bank	XIII : 12
Manufacture of arms	XII : 20, 23
	XIII : 8, 9
"Port d'Attache" for Polish warships .	XIV : 2 : 83
Senators.	XIII : 11
Eastern Galicia.	
Petition from inhabitants against Polish oppression.	XII : 12, 86 (<i>Report</i>)
Intellectual work.	XII : 27, 28, 152
Mandates	XII : 11
	XIII : 26
	XIV : 1 : 17
	XIV : 2 : 124, 125
Mandates Commission, Permanent	XII : 10
Polish-Lithuanian Dispute. XII : 32-33, 33, 37, 38, 101, 206	
	XIII : 55, 56, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 254-260 (<i>Report</i>),
	261, 262, 265-266 (<i>Draft Agreement</i>), 267, 268, 269, 270-271
	(<i>Resolution</i> .)
	XIV : 2 : 85-91 (<i>Report</i>), 92, 93, 94, 95, 96, 97, 102-104
	(<i>Report</i>), 105, 106, 107, 108, 109, 110
Procedure of Council.	
Circulation of Reports previous to their submission to Cl.	XIV : 1 : 12
Upper Silesia.	
Preliminary examination of question by Belgium, Brazil, China and Spain.	E. S. I : 6
Publicity of Cl. proceedings	XII : 2, 3, 6, 57 (<i>Report</i>)
	XIII : 21
Refugees : Russian	XII : 19
	XV : 19, 38
Saar Basin.	
Adhesion to Berne Convention, 1890 .	XIV : 2 : 118
Upper Silesia.	E. S. I : 2
Procedure.	E. S. I : 6

I

Imperiali, Marquis.

Representative of Italy :—	
12th Session.	XII : 1
13th Session.	XIII : 1
14th Session.	XIV : 1 : 1
	XIV : 2 : 77
	XV : 1
15th Session.	E. S. I : 1
Extraordinary Session (Upper Silesia) .	
Aaland Islands.	XIII : 36, 42
Conference for Neutralisation of	XIV : 1 : 4
Albania.	XIII : 47
	XIV : 1 : 9
	XV : 3, 15-16
Commission of Enquiry	XIV : 2 : 121-122
Allocation of expenses of League	XII : 35
Amendments to Covenant.	
Com.	XII : 4
Armaments : Reduction.	
Temporary Mixed Commission	XII : 39
Blockade Commission, International. XII : 7, 8, 59 (<i>Report</i>)	
	XIII : 25
	XIV : 1 : 14, 68 (<i>Report</i>)
Budget	XIV : 1 : 5, 6
Children : Protection and Welfare.	XIII : 60, 61
Committees of League.	
Place of meeting	XIII : 57
Danube Commission.	
Appointment of Chairman	XIV : 1 : 15, 75 (<i>Report</i>)

Imperiali, Marquis (continued).

Danzig.	
Constitution.	XII
Disputes between Poland, Danzig and President of Council of Port of Danzig	XII
Manufacture of arms	XII : 20,
Negotiations with Poland	XIV : 2
Polish military guards in	XIII
"Port d'Attache" for Polish warships .	XIV : 2
Court of International Justice, Permanent, Ratification of Protocol.	XII
Economic and Financial Organisation.	
Technical Advisers	XIV : 2 :
Health Organisation, Provisional. . . .	XIII :
Hydrographic Bureau, International . .	XII :
	XIII :
	XIV : 2 :
Mandates	XIV : 1 :
Minorities.	
In Greece	XIV : 2 :
Polish-Lithuanian Dispute.	XIII :
	XIV : 2 :
Procedure of Cl.	
Circulation of Reports previous to their submission to Cl.	XIV : 1 :
Presidency of Extraordinary Session .	E. S. I :
Upper Silesia.	
Preliminary examination of question by Representatives of Belgium, Brazil, China and Spain	E. S. I :
Publicity of Cl. proceedings	XII :
	XIII : 18,
Raw Materials.	
Publication of Prof. Gini's Report . .	XIV : 2 :
	XV :
	XII :
Refugees : Russian	
Registration of Treaties.	
Committee to examine scope and intention of Art. 18 of Covenant	XII : 4,
Report	XIV : 1 :
Saar Basin.	
Expulsion "en masse" of inhabitants . .	XIII :
Presence of French troops and Exercise of Jurisdiction by French Courts-Martial	XIII :
Upper Silesia.	E. S. I :
Procedure.	E. S. I : 3,
Women and Children.	
Deportation in Turkey and neighbouring countries.	
Commission of Enquiry	XII : 8, 62 (<i>Report</i>)
Traffic in	XIV : 2 : 7
Inagaki, Major-General.	XIII : 23
Industrial Property : Protection of. . . .	XIV : 2 : 15
<i>See also</i> : Literary and Industrial Rights, Bureau for the Protection of.	
Institute of Commerce, International.	
<i>See</i> : Commerce, International Institute of.	
Institute of Peace, International.	XIV : 1 : 5
Insurance, Social.	
<i>See</i> : Social Insurance.	
Intellectual Work : Organisation of.	
Discussion.	XII : 27-2
	XIV : 1 : 1
Committee of Enquiry.	
Appointment.	
Resolution of Cl., Sept. 2, 1921 .	XIV : 1 : 48, 5
Adopted.	XIV : 1 : 1
Memo. by Sec.-Gen. adopted by Cl., Sept. 2, 1921, on the educational activities and the co-ordination of intellectual work accomplished by the Union of International Associations	XIV : 1 : 48-5
Adopted.	XIV : 1 : 10

Intellectual Work : Organisation of (*continued*).

Note by Sec.-Gen. submitting Resolution adopted by Cl., Sept. 2, 1921, on desirability of creating a technical organisation	XIV : 1 : 54-55
Adopted.	XIV : 1 : 10
Report by M. Quiñones de León adopted by Cl., March 1, 1921.	XII : 150-152
Adopted.	XII : 28
Report by M. Léon Bourgeois submitting Resolution adopted by Cl., Sept. 2, 1921	XIV : 1 : 47-48
Adopted.	XIV : 1 : 10
Resolution of Cl., Sept. 2, 1921	XIV : 1 : 48, 55
Adopted.	XIV : 1 : 10
International Life"	XIV : 1 : 51
Inter-Parliamentary Union	XIV : 1 : 51
Irish	XV : 36, 37

Ishii, Viscount.

Representative of Japan:—	
12th Session.	XII : 1
13th Session (President).	XIII : 1, 2
14th Session	XIV : 1 : 2
15th Session	XIV : 1 : 1
Extraordinary Session on Upper Silesia (President).	XIV : 2 : 77
Discussion concerning Presidency.	XV : 1
Maland Islands.	E. S. I : 1
Admission to League.	E. S. I : 2-3
Hungary	XIII : 15, 16-17, 34-35, 36, 37, 41, 42, 43
Amendments to Covenant.	XIII : 4
Report of Com.	XIII : 33
Armaments : Reduction.	XII : 17
Temporary Mixed Commission	XII : 17
Austria.	
Hungarian incursions at Kirschschlag, etc.	XIV : 2 : 80, 137 (<i>Report</i>)
Commerce : equitable treatment	XIV : 2 : 100
Court of International Justice, Permanent.	
Ratification of Protocol.	XIII : 25
Danzig.	
Case of Puppel and Deutsche Bauern Bank	XIII : 12, 151-152 (<i>Report</i>), 153
Constitution.	XIV : 2 : 82, 140
Communications dated Jan. 17 and 24, 1921, from President of Conference of Ambassadors	XII : 23, 24, 139, 142-145 (<i>Report</i>)
Defence.	XIII : 11, 140-142 (<i>Report</i>)
Draft law concerning Acquisition and Loss of Citizenship	XII : 26, 146-148 (<i>Report</i>)
Financial position.	XIII : 9, 10, 28, 197-198
Free access of Poland to sea VIII : 28, 199-200 (<i>Report</i>)	(<i>Report</i>), 201
German war material in.	XIV : 2 : 82, 141 (<i>Report</i>)
High Commission.	
Authority as regards war material	XIII : 5, 128 (<i>Report</i>)
Services of M. Attolico	XIV : 2 : 82, 139 (<i>Report</i>)
Manufacture of aeronautical material.	XIII : 33, 208-209 (<i>Report</i>)
Manufacture of arms	XIV : 2 : 83, 143 (<i>Report</i>), 149
Polish-Danzig Convention of Nov. 9, 1920	XIII : 28, 199-200 (<i>Report</i>)
Polish military guards in	XIII : 32, 207 (<i>Report</i>)
"Port d'Attache" for Polish warships	XIII : 129, 130-131
	XII : 26
	XIV : 2 : 121, 177 (<i>Report</i>)
	XII : 20, 23, 131-133 (<i>Report</i>)
	XIII : 6, 7, 8, 9, 18, 32, 133-134 (<i>Report</i>), 136 (<i>Resolution</i>)
	XIII : 5, 128 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 82, 139 (<i>Report</i>)
	XIII : 33, 208-209 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 83, 143 (<i>Report</i>), 149
	VIII : 28, 199-200 (<i>Report</i>)
	XIII : 32, 207 (<i>Report</i>)
	XIII : 129, 130-131
	XII : 26
	XIV : 2 : 121, 177 (<i>Report</i>)
	XII : 20, 23, 131-133 (<i>Report</i>)
	XIII : 6, 7, 8, 9, 18, 32, 133-134 (<i>Report</i>), 136 (<i>Resolution</i>)
	XIII : 5, 128 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 82, 139 (<i>Report</i>)
	XIII : 33, 208-209 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 83, 143 (<i>Report</i>), 149
	VIII : 28, 199-200 (<i>Report</i>)
	XIII : 32, 207 (<i>Report</i>)
	XIII : 129, 130-131
	XII : 26
	XIV : 2 : 121, 177 (<i>Report</i>)
	XII : 20, 23, 131-133 (<i>Report</i>)
	XIII : 6, 7, 8, 9, 18, 32, 133-134 (<i>Report</i>), 136 (<i>Resolution</i>)
	XIII : 5, 128 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 82, 139 (<i>Report</i>)
	XIII : 33, 208-209 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 83, 143 (<i>Report</i>), 149
	VIII : 28, 199-200 (<i>Report</i>)
	XIII : 32, 207 (<i>Report</i>)
	XIII : 129, 130-131
	XII : 26
	XIV : 2 : 121, 177 (<i>Report</i>)
	XII : 20, 23, 131-133 (<i>Report</i>)
	XIII : 6, 7, 8, 9, 18, 32, 133-134 (<i>Report</i>), 136 (<i>Resolution</i>)
	XIII : 5, 128 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 82, 139 (<i>Report</i>)
	XIII : 33, 208-209 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 83, 143 (<i>Report</i>), 149
	VIII : 28, 199-200 (<i>Report</i>)
	XIII : 32, 207 (<i>Report</i>)
	XIII : 129, 130-131
	XII : 26
	XIV : 2 : 121, 177 (<i>Report</i>)
	XII : 20, 23, 131-133 (<i>Report</i>)
	XIII : 6, 7, 8, 9, 18, 32, 133-134 (<i>Report</i>), 136 (<i>Resolution</i>)
	XIII : 5, 128 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 82, 139 (<i>Report</i>)
	XIII : 33, 208-209 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 83, 143 (<i>Report</i>), 149
	VIII : 28, 199-200 (<i>Report</i>)
	XIII : 32, 207 (<i>Report</i>)
	XIII : 129, 130-131
	XII : 26
	XIV : 2 : 121, 177 (<i>Report</i>)
	XII : 20, 23, 131-133 (<i>Report</i>)
	XIII : 6, 7, 8, 9, 18, 32, 133-134 (<i>Report</i>), 136 (<i>Resolution</i>)
	XIII : 5, 128 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 82, 139 (<i>Report</i>)
	XIII : 33, 208-209 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 83, 143 (<i>Report</i>), 149
	VIII : 28, 199-200 (<i>Report</i>)
	XIII : 32, 207 (<i>Report</i>)
	XIII : 129, 130-131
	XII : 26
	XIV : 2 : 121, 177 (<i>Report</i>)
	XII : 20, 23, 131-133 (<i>Report</i>)
	XIII : 6, 7, 8, 9, 18, 32, 133-134 (<i>Report</i>), 136 (<i>Resolution</i>)
	XIII : 5, 128 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 82, 139 (<i>Report</i>)
	XIII : 33, 208-209 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 83, 143 (<i>Report</i>), 149
	VIII : 28, 199-200 (<i>Report</i>)
	XIII : 32, 207 (<i>Report</i>)
	XIII : 129, 130-131
	XII : 26
	XIV : 2 : 121, 177 (<i>Report</i>)
	XII : 20, 23, 131-133 (<i>Report</i>)
	XIII : 6, 7, 8, 9, 18, 32, 133-134 (<i>Report</i>), 136 (<i>Resolution</i>)
	XIII : 5, 128 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 82, 139 (<i>Report</i>)
	XIII : 33, 208-209 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 83, 143 (<i>Report</i>), 149
	VIII : 28, 199-200 (<i>Report</i>)
	XIII : 32, 207 (<i>Report</i>)
	XIII : 129, 130-131
	XII : 26
	XIV : 2 : 121, 177 (<i>Report</i>)
	XII : 20, 23, 131-133 (<i>Report</i>)
	XIII : 6, 7, 8, 9, 18, 32, 133-134 (<i>Report</i>), 136 (<i>Resolution</i>)
	XIII : 5, 128 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 82, 139 (<i>Report</i>)
	XIII : 33, 208-209 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 83, 143 (<i>Report</i>), 149
	VIII : 28, 199-200 (<i>Report</i>)
	XIII : 32, 207 (<i>Report</i>)
	XIII : 129, 130-131
	XII : 26
	XIV : 2 : 121, 177 (<i>Report</i>)
	XII : 20, 23, 131-133 (<i>Report</i>)
	XIII : 6, 7, 8, 9, 18, 32, 133-134 (<i>Report</i>), 136 (<i>Resolution</i>)
	XIII : 5, 128 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 82, 139 (<i>Report</i>)
	XIII : 33, 208-209 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 83, 143 (<i>Report</i>), 149
	VIII : 28, 199-200 (<i>Report</i>)
	XIII : 32, 207 (<i>Report</i>)
	XIII : 129, 130-131
	XII : 26
	XIV : 2 : 121, 177 (<i>Report</i>)
	XII : 20, 23, 131-133 (<i>Report</i>)
	XIII : 6, 7, 8, 9, 18, 32, 133-134 (<i>Report</i>), 136 (<i>Resolution</i>)
	XIII : 5, 128 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 82, 139 (<i>Report</i>)
	XIII : 33, 208-209 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 83, 143 (<i>Report</i>), 149
	VIII : 28, 199-200 (<i>Report</i>)
	XIII : 32, 207 (<i>Report</i>)
	XIII : 129, 130-131
	XII : 26
	XIV : 2 : 121, 177 (<i>Report</i>)
	XII : 20, 23, 131-133 (<i>Report</i>)
	XIII : 6, 7, 8, 9, 18, 32, 133-134 (<i>Report</i>), 136 (<i>Resolution</i>)
	XIII : 5, 128 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 82, 139 (<i>Report</i>)
	XIII : 33, 208-209 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 83, 143 (<i>Report</i>), 149
	VIII : 28, 199-200 (<i>Report</i>)
	XIII : 32, 207 (<i>Report</i>)
	XIII : 129, 130-131
	XII : 26
	XIV : 2 : 121, 177 (<i>Report</i>)
	XII : 20, 23, 131-133 (<i>Report</i>)
	XIII : 6, 7, 8, 9, 18, 32, 133-134 (<i>Report</i>), 136 (<i>Resolution</i>)
	XIII : 5, 128 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 82, 139 (<i>Report</i>)
	XIII : 33, 208-209 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 83, 143 (<i>Report</i>), 149
	VIII : 28, 199-200 (<i>Report</i>)
	XIII : 32, 207 (<i>Report</i>)
	XIII : 129, 130-131
	XII : 26
	XIV : 2 : 121, 177 (<i>Report</i>)
	XII : 20, 23, 131-133 (<i>Report</i>)
	XIII : 6, 7, 8, 9, 18, 32, 133-134 (<i>Report</i>), 136 (<i>Resolution</i>)
	XIII : 5, 128 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 82, 139 (<i>Report</i>)
	XIII : 33, 208-209 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 83, 143 (<i>Report</i>), 149
	VIII : 28, 199-200 (<i>Report</i>)
	XIII : 32, 207 (<i>Report</i>)
	XIII : 129, 130-131
	XII : 26
	XIV : 2 : 121, 177 (<i>Report</i>)
	XII : 20, 23, 131-133 (<i>Report</i>)
	XIII : 6, 7, 8, 9, 18, 32, 133-134 (<i>Report</i>), 136 (<i>Resolution</i>)
	XIII : 5, 128 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 82, 139 (<i>Report</i>)
	XIII : 33, 208-209 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 83, 143 (<i>Report</i>), 149
	VIII : 28, 199-200 (<i>Report</i>)
	XIII : 32, 207 (<i>Report</i>)
	XIII : 129, 130-131
	XII : 26
	XIV : 2 : 121, 177 (<i>Report</i>)
	XII : 20, 23, 131-133 (<i>Report</i>)
	XIII : 6, 7, 8, 9, 18, 32, 133-134 (<i>Report</i>), 136 (<i>Resolution</i>)
	XIII : 5, 128 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 82, 139 (<i>Report</i>)
	XIII : 33, 208-209 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 83, 143 (<i>Report</i>), 149
	VIII : 28, 199-200 (<i>Report</i>)
	XIII : 32, 207 (<i>Report</i>)
	XIII : 129, 130-131
	XII : 26
	XIV : 2 : 121, 177 (<i>Report</i>)
	XII : 20, 23, 131-133 (<i>Report</i>)
	XIII : 6, 7, 8, 9, 18, 32, 133-134 (<i>Report</i>), 136 (<i>Resolution</i>)
	XIII : 5, 128 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 82, 139 (<i>Report</i>)
	XIII : 33, 208-209 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 83, 143 (<i>Report</i>), 149
	VIII : 28, 199-200 (<i>Report</i>)
	XIII : 32, 207 (<i>Report</i>)
	XIII : 129, 130-131
	XII : 26
	XIV : 2 : 121, 177 (<i>Report</i>)
	XII : 20, 23, 131-133 (<i>Report</i>)
	XIII : 6, 7, 8, 9, 18, 32, 133-134 (<i>Report</i>), 136 (<i>Resolution</i>)
	XIII : 5, 128 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 82, 139 (<i>Report</i>)
	XIII : 33, 208-209 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 83, 143 (<i>Report</i>), 149
	VIII : 28, 199-200 (<i>Report</i>)
	XIII : 32, 207 (<i>Report</i>)
	XIII : 129, 130-131
	XII : 26
	XIV : 2 : 121, 177 (<i>Report</i>)
	XII : 20, 23, 131-133 (<i>Report</i>)
	XIII : 6, 7, 8, 9, 18, 32, 133-134 (<i>Report</i>), 136 (<i>Resolution</i>)
	XIII : 5, 128 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 82, 139 (<i>Report</i>)
	XIII : 33, 208-209 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 83, 143 (<i>Report</i>), 149
	VIII : 28, 199-200 (<i>Report</i>)
	XIII : 32, 207 (<i>Report</i>)
	XIII : 129, 130-131
	XII : 26
	XIV : 2 : 121, 177 (<i>Report</i>)
	XII : 20, 23, 131-133 (<i>Report</i>)
	XIII : 6, 7, 8, 9, 18, 32, 133-134 (<i>Report</i>), 136 (<i>Resolution</i>)
	XIII : 5, 128 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 82, 139 (<i>Report</i>)
	XIII : 33, 208-209 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 83, 143 (<i>Report</i>), 149
	VIII : 28, 199-200 (<i>Report</i>)
	XIII : 32, 207 (<i>Report</i>)
	XIII : 129, 130-131
	XII : 26
	XIV : 2 : 121, 177 (<i>Report</i>)
	XII : 20, 23, 131-133 (<i>Report</i>)
	XIII : 6, 7, 8, 9, 18, 32, 133-134 (<i>Report</i>), 136 (<i>Resolution</i>)
	XIII : 5, 128 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 82, 139 (<i>Report</i>)
	XIII : 33, 208-209 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 83, 143 (<i>Report</i>), 149
	VIII : 28, 199-200 (<i>Report</i>)
	XIII : 32, 207 (<i>Report</i>)
	XIII : 129, 130-131
	XII : 26
	XIV : 2 : 121, 177 (<i>Report</i>)
	XII : 20, 23, 131-133 (<i>Report</i>)
	XIII : 6, 7, 8, 9, 18, 32, 133-134 (<i>Report</i>), 136 (<i>Resolution</i>)
	XIII : 5, 128 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 82, 139 (<i>Report</i>)
	XIII : 33, 208-209 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 83, 143 (<i>Report</i>), 149
	VIII : 28, 199-200 (<i>Report</i>)
	XIII : 32, 207 (<i>Report</i>)
	XIII : 129, 130-131
	XII : 26
	XIV : 2 : 121, 177 (<i>Report</i>)
	XII : 20, 23, 131-133 (<i>Report</i>)
	XIII : 6, 7, 8, 9, 18, 32, 133-134 (<i>Report</i>), 136 (<i>Resolution</i>)
	XIII : 5, 128 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 82, 139 (<i>Report</i>)
	XIII : 33, 208-209 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 83, 143 (<i>Report</i>), 149
	VIII : 28, 199-200 (<i>Report</i>)
	XIII : 32, 207 (<i>Report</i>)
	XIII : 129, 130-131
	XII : 26
	XIV : 2 : 121, 177 (<i>Report</i>)
	XII : 20, 23, 131-133 (<i>Report</i>)
	XIII : 6, 7, 8, 9, 18, 32, 133-134 (<i>Report</i>), 136 (<i>Resolution</i>)
	XIII : 5, 128 (<i>Report</i>)
	XIV : 2 : 8

K

Kacel.	XV: 33, 35
Kalcerit	XV: 22
Kaljes	XV: 22, 23
Kaltcherite.	XV: 29, 30
Karf	E. S. I: 19
Karlsson, M. Representative of the Aaland Islands to Cl.	XIII: 36
Aaland Islands.	XIII: 36, 37, 38
Karnebeek, Jonkheer H. A. van	XIV: 2: 169
Kastrati	XV: 25, 26
Kaufmann, M. de.	XIII: 119
Kletsch.	E. S. I: 19
Kennedy, Dr. W. A.	XIV: 1: 30-33
Khatissian, Al	XV: 40
Kirshschlag.	XIV: 2: 136
Kjar	XV: 32, 35
Kleffens, M. van	XIII: 193
Klein-Lagiewnik	E. S. I: 19
Klemendi (Klementi)	XIII: 220, 221
	XV: 21, 23
Klenje	XV: 33, 35
Klescinskas, Colonel	XIII: 256
Knurów.	E. S. I: 19
Kochschütz.	E. S. I: 19
Kohler, A.	XIII: 76, 80, 82, 83
Kokottek	E. S. I: 19
Konitza, Mehmed. Representative of Albania to Cl.	XV: 3, 4
Albania.	XV: 3
Koo, Wellington	
Representative of China:—	
12th Session.	XII: 1
13th Session.	XIII: 1
14th Session (President).	XIV: 1: 1, 2
	XIV: 2: 77
Extraordinary Session (Upper Silesia).	E. S. I: 1
Aaland Islands.	XIII: 35, 42
Alsace-Lorraine. Transfer of capital and reserve funds from German to French Gov ^t for Social Insurance.	XIII: 22, 176-177 (<i>Report</i>)
Amendments to Covenant. Com.	XII: 4, 5
Report of Com.	XIII: 33
Budget. Audit of Accounts of Secretariat	XII: 12, 85 (<i>Report</i>)
Fourth Budget, 1922	XIII: 3, 4, 75-79 (<i>Report</i>)
Transfers in Third Budget, 1921	XIV: 1: 6
Court of International Justice, Permanent. Ratification of Protocol.	XIII: 25
Danzig	XIV: 2: 84, 121
Financial administration of League.	XIV: 1: 5
See also above: Budget.	
Health Organisation	XIV: 1: 10
Mandates	XIV: 1: 16
	XIV: 2: 78, 125, 130 (<i>Letter</i>)
Military Naval and Air Questions: P.A.C. XIV: 2: 134-135 (<i>Letter</i>), 135 (<i>Letter</i>)	
Minorities: Protection. In Greece	XIV: 2: 116
Opium Traffic	XIV: 1: 10
	XIV: 2: 127, 195-196 (<i>Report</i>)
Com.	XII: 6, 55-56 (<i>Report</i>)
Report of Com.	XIII: 59, 276-278 (<i>Report</i>)
Polish Lithuanian Dispute.	XIII: 66
	XIV: 2: 85, 110, 111
Procedure of Cl. Changes in procedure	XIV: 1: 8
Circulation of Reports previous to their submission to Cl.	XIV: 1: 12
Presidency of Extraordinary Session	E. S. I: 2
Upper Silesia. Preliminary examination of question by Representatives of Belgium, Brazil, China and Spain.	E. S. I: 6

Koo, Wellington (*continued*).

Publicity of Cl. proceedings	XIII: 2: 2
Saar Basin. Adhesion to Berne Convention, 1890. XIV: 1: 14, 69-72 (<i>Rep</i>)	
XIV: 2: 117, 118, 166-167 (<i>Rep</i>)	
Expulsions "en masse" of inhabitants. XIII: 19, 20, 166-167 (<i>Rep</i>)	
Governing Commission	XII: 3, 46-47 (<i>Rep</i>)
	XIV: 1: 18 (<i>Rep</i>)
Presence of French troops and Exercise of Jurisdiction by French Courts- Martial	XIII: 19, 163-165 (<i>Rep</i>)
Settlement of "Enemy Debts"	XIV: 2: 2
Use of French Currency in Public Services	XIII: 20, 168-170 (<i>Rep</i>)
Salvador. Protest concerning contribution to expenses of League	XIV: 1: 5,
Secretariat. Com. of Enquiry	XII: 5, 54 (<i>Rep</i>)
Report of Com. of Enquiry	XIII: 4, 117-118 (<i>Rep</i>)
Upper Silesia. Procedure	E. S. I: 1
Women and Children: Deportation in Turkey and neighbouring countries. Commission of Enquiry	XII: 1
Koritz	XIII: 46, 211, 214, 216,
Koschmieder	E. S. I: 1
Kosovo	XIII: 2
	XV: 3
Kottenlust	E. S. I: 1
Krabbe, M.	XIII: 1
Krajka	XV: 33,
Krasnitchis (Krasnige, Krasnitch)	XIII: 1
	XIV: 1: 1
	XV: 23, 24
Krawczynski, M.	XIII: 1
See also: Danzig: Case of Puppel and Deutsche Bauern Bank.	
Kriewald	E. S. I: 1
Kula (Koule)	XIV: 2: 2
	XV: 3
Kunzendorf	E. S. I: 1
Kusnoni	XV: 32,
Kutzo-Vlachs	XIII: 1
	XIV: 2: 2
L	
Labour. See: Intellectual Work: Organisation of. Mandates: Forced labour.	
Labour Office, International. Budget	XIII: 77, 79, 86, 87,
Com. of Enquiry into Organisation of. See: Secretariat: Committee of Enquiry into Organisation of Secretariat and I. L. O.	
Invitation to Director to attend Cl. when Labour questions under discussion. Discussion	XII: 3,
	XIV: 1: 10
Letter adopted by Cl., Feb. 23, 1921	XII: 1
Adopted	XII: 1
Letter dated April 10, 1921, from M. Albert Thomas communicating Reso- lution of Governing Body	XIV: 1: 1
Submitted to Cl., Sept. 2, 1921	XIV: 1: 1
Letter adopted by Cl., Sept. 2, 1921	XIV: 1: 1
Adopted	XIV: 1: 10
Lacaze, Admiral	XII: 39, 40, 1
	XIII: 202, 2

in	XV : 32, 35
ontaine, M.	XII : 151
mba, Henri	XIV : 1 : 49, 53
mbert, Major	XIII : 192
masch, Mlle. M.	XII : 46, 47
gkjaer, M.	XIV : 1 : 2, 18
kas, M.	XIII : 192
ischhof	XIII : 229, 230
naude, F.	XIV : 1 : 74
	E. S. I : 19
	XIII : 40
via.	
Admission to League.	
See : Admission to League : Latvia.	
Military, Naval and Air Status	XIV : 2 : 144
Recognition <i>de jure</i>	XIV : 1 : 4
7, Congress in 1900 on American	XII : 182
7, Institute of International	XII : 182
	XIII : 274
	XIV : 1 : 51
ton, W. E.	XII : 90
League of Red Cross Societies.	
See : Red Cross Societies, League of.	
ort, M.	XII : 116
Rond, General	XII : 189
	E. S. I : 11, 12, 13
j	XV : 32, 34
e, Michel	XIII : 24
g, General	XIII : 239
	XIV : 2 : 80, 132
ary, International	XIV : 49
h.	
g : Alessio.	
	XV : 32, 34
idation of property of Austrian subjects in Serb- roat-Slovene State.	
Discussion	XIII : 58-59
au	S. E. I : 19
ek	E. S. I : 19
ary and Industrial Rights, Bureau for the Protec- n of	XIII : 249
	XIV : 2 : 151
uania.	
Admission to League.	
See : Admission to League : Lithuania.	
Dispute with Poland concerning Vilna.	
See : Polish-Lithuanian Dispute con- cerning Vilna.	
Military, Naval and Air Status	XIV : 2 : 144
Recognition <i>de jure</i>	XII : 31, 95
Representatives to Cl.	
See : Galvanauskas, M.	
na	XV : 32, 35
ellyn-Smith, Sir H.	XIV : 2 : 113
l George, D.	XV : 4, 8
e, M.	XIII : 51
, Dr.	E. S. I : 12
et, Emile	XII : 152
	XIII : 252
na (Lyuma)	XIV : 2 : 188
	XV : 7, 24
day, M.	XII : 89
	XIII : 120
siewicz, J.	XIII : 261-262
	XV : 32, 34
vo	XV : 32, 34
a (Louria, Luria)	XIV : 2 : 189
	XV : 6, 7, 10, 14, 24, 25, 26
ario, Dr.	XIII : 22

Luxemburg.

Situation as Member of League pending revision of constitution.	
Discussion	XIII : 21
Letter adopted by Cl., June 21, 1921, to the M. F. A. of Luxemburg	XIII : 172-173
Adopted	XIII : 21
Memo. by Sec.-Gen., adopted by Cl., June 21, 1921	XIII : 171-172
Adopted	XIII : 21
Lyon-Caen, Professor.	XII : 167, 168

M

Madsen, Professor	XIII : 22, 179, 183, 184, 188
Magaz, Marquis de	XIII : 230
Maja Debranca	XV : 32, 34
Makoschau	E. S. I : 19
Mala Luressi River	XV : 22
Malasia Jakova	XV : 23, 24, 25, 26
Mali Kalcerit	XV : 22, 26
Mali Sebenikut	XV : 33, 35
Malmedy.	
See : Eupen and Malmedy District.	
Maltsiya Dyakova.	XIV : 2 : 188
Mandates.	
Discussion	XII : 10-11, 12, 28, 205
	XIII : 2, 25, 26, 49
	XIV : 1 : 16-17
	XIV : 2 : 78, 119, 124-125
	XV : 11
"A" Mandates	XII : 10-11, 69, 72-74, 75, 76
	XIII : 2, 71
	XIV : 1 : 16
	XIV : 2 : 78, 169-171
See also : Mesopotamia.	
: Palestine.	
"B" Mandates	XII : 11, 28, 69, 75, 76
	XIII : 2, 71
	XIV : 1 : 16
	XIV : 2 : 78, 124, 125, 169-171, 179, 180, 181
Questionnaire to facilitate preparation of annual reports by Mandatory Powers	XIV : 2 : 179, 181-184
See also : Africa : Central, and East Africa.	
: Cameroons.	
: Togo.	
"C" Mandates	XII : 69, 70-71, 75, 76
	XIV : 2 : 125, 179
Questionnaire to facilitate preparation of annual reports by Mandatory Powers	XIV : 2 : 179, 184-187
See also : Africa : West, South-West and South Africa.	
: Pacific Islands.	
: Yap, Island of.	
Declaration by M. da Cunha to Cl., June 17, 1921.	XIII : 71
Read	XIII : 2
Declarations of July 10, 1919, by France and Great Britain.	XIV : 2 : 170, 171
Emancipation of slaves	XIV : 2 : 181
Equitable commercial treatment	XII : 72, 73, 75
	XIV : 2 : 124, 180-181
	XV : 37
See also : Commerce : Equitable commer- cial treatment.	
Forced labour	XIV : 2 : 124, 180, 181
Letter dated Feb. 21, 1921, from Amba- sador of U.S.A. in Paris to Cl.	XII : 68
Submitted to Cl., Feb. 22, 1921.	XII : 10

Mandates (continued).

Letter approved by Cl., Feb. 22, replying to above letter	XII : 69
Approved	XII : 10
Letter dated Feb. 21, 1921, from Gov ^t of U.S.A. to Cl. enclosing Note dated Nov. 20, 1920, from the Secretary of State of U.S.A. to Earl Curzon of Kedleston. Submitted to Cl., Feb. 23, 1921.	XII : 70-74 XII : 12
Letter approved by Cl., March 1, 1921, to Sec. of State of U.S.A. replying to above letter	XII : 75-76
Approved	XII : 28
Letter dated June 15, 1921, to Principal Allied Powers from Acting President of Cl.	XIII : 71-72
Letter dated Sept. 8, 1921, from Cl. to Principal Allied Powers	XIV : 2 : 130
Noted by Cl.	XIV : 2 : 78
Letter dated Sept. 20, 1921, from Chairman of Com. No. VI to President of Second Assembly submitting :— (1) Resolution adopted by Com. No. VI (2) Letter dated Sept. 19, 1921, from Chairman of Sub-Com. B of Com. No. VI to Chairman of Com. No. VI	XIV : 2 : 169-171
Permanent Commission. See : Mandates Organisation : Permanent Commission.	
National status of inhabitants of "B" and "C" mandated areas	XIV : 2 : 124, 128, 180
Sub-Com. on : Appointment. Resolution of Cl., Oct. 10, 1921	XIV : 2 : 125
Note to Mandatory Powers, approved by Cl., Oct. 2, 1921	XIV : 2 : 168
Read	XIV : 2 : 119
Report of Permanent Mandates Commission.	XIV : 2 : 178-187
Submitted to Cl., Oct. 10, 1921.	XIV : 2 : 124
Report by M. Fisher presented to Cl., Nov. 17, 1921, on the British mandate for Mesopotamia.	XV : 36-37
Presented	XV : 11
Reports of the Mandatory Powers	XIV : 2 : 184, 187
Report by M. da Cunha submitting Resolution adopted by Cl., June 21, 1921	XIII : 74
Adopted.	XIII : 26
Resolution of Cl., June 21, 1921	XIII : 74
Adopted.	XIII : 26
Resolution of Cl., Sept. 3, 1921	XIV : 1 : 17
Resolution of Cl., Oct. 2, 1921	XIV : 2 : 119
See also : Mandates Organisation.	

Mandates Organisation.

Budget	XIII : 88, 104
Constitution and Functions	XIII : 104
Permanent Commission. Appointment and Composition. Discussion.	XII : 10 XIII : 25
Memo. by Sec.-Gen. noted by Cl., June 21, 1921	XIII : 73
Noted.	XIII : 25
Budget	XIII : 104
Report	XIV : 2 : 178-187
Submitted to Cl., Oct. 10, 1921.	XIV : 2 : 124
Rules of Procedure	XIV : 2 : 125, 179
Sub-Com. on question of nationality of inhabitants of "B" and "C" mandated areas. Appointment. Resolution of Cl., Oct. 10, 1921.	XIV : 2 : 125
See also : Mandates.	

Maps.

Albania.	XV : End of volume
------------------	--------------------

Marcuard, M.	XV : 14
Margaritesco, M.	XIV : 1 : 63

Marietti, General	XIII :
Marina.	XV : 32
Marinis, General de	E. S. I
Markowitz	E. S. I
Martin, Mlle. L.	XII :
Mat River.	XV :
Mathesdorf.	E. S. I
Medical Associations, International	XIV : 1

Medical Press, International Association of.

XIV : 1	
Medua	XV :

Memel	XIII : 263, XIV : 2 : 94
-----------------	-----------------------------

Convention concerning Cession of Memel and Danzig : Jan. 9, 1920	XII :
Submitted to Cl. March 3, 1921	XII :

Mensdorff, A.	XIV : 2 :
Merchandise Marks.	XIV : 2 : 147,
Mesopotamia.	XII : 72, 73, 74, XIV : 2 : XV : 11, 30

See also : Mandates : "A" Mandates.

Mexico.

Invitation to Transit Conference at Barcelona, 1921	XII : 23,
---	-----------

Miechowitz.	E. S. I
Miedar.	E. S. I
Mikoff, Dimitri	XIV : 1
Mikoleska.	E. S. I
Military Committee of Versailles, Allied	XIII :

Military, Naval and Air Questions : Permanent Advisory Commission.

Budget	XIII : 88, 105
Criticisms of Second Assembly directed against : Letter dated Sept. 9, 1921, from President of P.A.C. to Cl., transmitting reply of P.A.C. to	XIV : 2 : 132- XIV : 2 :
Noted by Cl., Sept. 12, 1921.	XIV : 2 :
Letter dated Sept. 12, 1921, from President of Cl., to President of P.A.C. in reply to above letter	XIV : 2 : 134-
Approved by Cl., Sept. 12, 1921	XIV : 2 :
Resolutions of Cl., Sept. 12, 1921.	XIV : 2 :
Relations with the Temporary Mixed Commission on Armaments	XII : 39, XIV : 2 : 133-134,

See also : Armaments : Reduction : Temporary Mixed Commission : Status of members of the P.A.C. on the.

Reports.

Report by P.A.C. on manufacture, sale, storage and transport of war material in Danzig	XIII : 131-132,
Submitted to Cl., June 23, 1921	XIII :
Report by P.A.C. on its proceedings at its Fifth Session.	XIII : 239-
Approved by Cl., June 27, 1921	XIII :
Report by M. Bourgeois, adopted by Cl., Sept. 16, 1921, on a Report of the P.A.C.	XIV : 2 :
Adopted.	XIV : 2 :
Rules of Procedure. Resolutions adopted by P.A.C.	XII :
Approved by Cl., March 3, 1921	XII :
Sub-Commissions. Presidencies for period Aug. 1, 1921, to Feb. 1, 1922.	XIII : 1

Millar, G.	XII :
Mimbela, Dr.	XIII :

Minorities : Protection.

Albania.	
Discussion	XII : 12 ✓
	XIII : 51-52 ✓
	XIV : 2 : 115-116 ✓
Declaration by Albania guaranteeing Rights of Minorities.	
Proposed	XIV : 1 : 36 ✓
Text	XIV : 2 : 100-102 ✓
Signed : Oct. 2, 1921	XIV : 2 : 115 ✓
Resolution of Cl., Oct. 2, 1921	XIV : 2 : 116 ✓
Report adopted by Cl., Feb. 23, 1921	XII : 77-78 ✓
Adopted	XII : 12 ✓
Report by Mr. Balfour adopted by Cl., Sept. 2, 1921.	XIV : 1 : 36 ✓
Adopted	XIV : 1 : 9 ✓
Report by Mr. Fisher adopted by Cl., Oct. 2, 1921	XIV : 2 : 159-162 ✓
Read	XIV : 2 : 115 ✓
Resolution of Cl., Oct. 2, 1921	XIV : 2 : 116 ✓
See also : Mirdites.	
Czecho-Slovakia.	
See below : In Poland and Czecho-Slovakia.	
Eastern Galicia	XII : 86 ✓
Finland.	
Discussion	XII : 12 ✓
	XIII : 51 ✓
	XIV : 2 : 116-117 ✓
Report adopted by Cl., Feb. 23, 1921	XII : 77-78 ✓
Adopted	XII : 12 ✓
Report by Mr. Fisher submitting Resolution, adopted by Cl., Oct. 2, 1921	XIV : 2 : 163-164 ✓
Adopted	XIV : 2 : 116 ✓
Resolution of Cl., Oct. 2, 1921	XIV : 2 : 116-117, 164 ✓
Greece	XII : 77 ✓
	XIII : 52 ✓
	XIV : 2 : 115, 116, 159 ✓
Hungary.	
Report by Mr. Balfour submitting Resolution adopted by Cl., Aug. 30, 1921, concerning guarantee of League with regard to stipulations of Arts. 54-59 of Treaty of Trianon, June 4, 1920	XIV : 1 : 20-21 ✓
Adopted	XIV : 1 : 3 ✓
Resolution of Cl., Aug. 30, 1921	XIV : 1 : 3, 21 ✓
Poland and Czecho-Slovakia.	
Procedure with regard to Petitions.	
Discussion	XIII : 51 ✓
Letter dated June 3, 1921, from Polish Representative	XIII : 237-238 ✓
Submitted to Cl., June 27, 1921	XIII : 51 ✓
Letter dated June 4, 1921, from M. F. A. of Czecho-Slovakia	XIII : 236-237 ✓
Submitted to Cl., June 27, 1921	XIII : 51 ✓
Report by Sec.-Gen. submitting Resolution adopted by Cl., June 27, 1921	XIII : 235-236 ✓
Adopted	XIII : 51 ✓
Resolution of Cl., June 27, 1921	XIII : 235-236 ✓
Adopted	XIII : 51 ✓
Roumania.	
Discussion	XIV : 1 : 3 ✓
Report by Mr. Balfour submitting Resolution adopted by Cl., Aug. 30, 1921, concerning guarantee of League with regard to stipulations of Arts. 1-11 of Treaty of Peace between A. and A. P. and Roumania, Dec. 9, 1919	XIV : 1 : 19-2 ✓
Adopted	XIV : 1 : 3 ✓
Resolution of Cl., Aug. 30, 1921	XIV : 1 : 3, 20 ✓
Serb-Croat-Slovene State	XII : 77 ✓
	XIII : 52 ✓
	XIV : 2 : 115, 159 ✓
Upper Silesia	E. S. I : 17, 18, 24 ✓
Procedure with regard to Petitions.	
See above : In Poland and Czecho-Slovakia :	
Procedure with regard to Petitions.	

Mirdites and Mirditia.

	XIV : 1 : 8, 9, 36, 37-38 (<i>Letters</i>), 39, 40
	XIV : 2 : 189
	XV : 6, 7, 9, 10, 13, 15, 18, 24, 25, 27-28, 30
Miyajima, Dr. K.	XIII : 22
Mr. Vlahci	XV : 32, 34
Molkte-Huitfeldt, Count de	XII : 46, 47
	XIV : 1 : 18
Monaco	XII : 188
	XIV : 2 : 165
Monopolies	XIII : 104
Morize, M.	XIV : 1 : 2, 14
Morphine.	
See : Opium Traffic : Drugs specified in Chapter III of Convention (Medical opium, morphine, cocaine, heroin, etc.).	

Motta, Giuseppe	XII : 22, 115
Moustaf	XV : 22
Muhri	XV : 7
Muhur (Mohur)	XIV : 2 : 189
	XV : 10, 22, 24, 26, 28

Munitions.

See : Arms and Ammunition.

Museum, International	XIV : 1 : 50, 53
Myers, R. H.	XII : 89
	XIV : 1 : 28

N

Nansen, Dr. Fridtjof.

	XII : 12, 63-64, 64, 65, 66, 67, 79, 80, 81, 82, 83, 117, 205
	XIII : 50, 51, 184, 225, 226, 228, 232-233
	XIV : 1 : 64
	XIV : 2 : 79, 128, 169-171
	XV : 38

Nationals of A. and A. P.

Authority of League under Treaty of Peace concerning treatment of	XII : 179-180
---	---------------

Naze, M.	XII : 95
Nederbragh, M.	XIV : 2 : 129
Negotiable Instruments Law	XII : 183
See also : Bills of Exchange.	

Neudorf-Tworog	E. S. I : 19
Neu-Repten	E. S. I : 19
See also : Alt-Repten.	

Neves, Lt.-Colonel Andrade	XIII : 242
Nieborowitz	E. S. I : 19
Nieborowitzer Hammer	E. S. I : 19
Niebotschau	E. S. I : 19
Niederdorf	E. S. I : 19
Nikoi	XV : 32, 34
Nikoli	XV : 32, 35
Nitobe, Dr.	XIV : 1 : 52
Nitti, M.	XIII : 216
Noblemaire, M.	XII : 6, 54
	XIII : 117
	XIV : 2 : 129

Noe, Professor	XIII : 8, 9, 135
Nogueira, J.	XIII : 192

Noli, Bishop Fan S.	
Representative of Albania to Cl.	XIII : 44-47, 48-49, 51-52
	XIV : 1 : 8-9
	XIV : 2 : 115-116

Albania	XIII : 44-45, 46, 48, 49, 210-212
	XIV : 1 : 8, 9, 36
	XIV : 2 : 126, 188 (<i>Note</i>)

Minorities	XIII : 52
	XIV : 2 : 115

Northern Epirus	XIII : 45, 48, 213, 214, 215, 216, 217, 219
Notzi, Zef	XIV : 1 : 38
Novosela	XV : 32, 34
Nuovolini, Signorina	XII : 90
Nyhuus, Mlle. M.	XII : 89
	XIII : 193

O

Oboti	XV : 25, 26, 32, 34
Ochojetz	E. S. I : 19
Ochrida (Ohrida) Lake	XIII : 220, 221
	XV : 8, 32, 33, 34, 35
Oder, River	E. S. I : 19

Office international d'Hygiène publique.

Co-operation of Permanent Com. of above office with the Health Com.	XIV : 1 : 43, 44, 45
Co-operation in typhus campaign	XII : 93
	XIII : 178, 179, 180
Question of amalgamation with the Health Organisation	XII : 163, 164
	XIII : 21
	XIV : 1 : 10, 41
Question of representation on the Provisional Health Com.	XII : 163, 164
	XIII : 174, 175

Oil.

See: Petroleum.

Oka, Dr. Minoru	XIII : 191
Olkucz	E. S. I : 20
Ollmert, Herr	XIII : 19
Olszowski, M.	XIV : 2 : 84

Opium Traffic.

Discussion	XII : 6
	XIII : 59
	XIV : 1 : 10
	XV : 2 : 127-128
Contraband trade	XIII : 278
	XIV : 2 : 127, 195, 196
Convention of 1912	XIII : 276, 277, 278
	XIV : 1 : 46
	XIV : 2 : 127, 128, 195, 196
Dangerous Drugs producing similar effects to those mentioned in Convention.	
Enquiry into	XIV : 2 : 128, 196
Drugs specified in Chapter III of Convention (Medical opium, morphine, cocaine, heroin, etc.).	
Enquiry into average requirements of various countries for medicinal purposes of.	XIII : 276-277
	XIV : 1 : 10, 46
	XIV : 2 : 127, 195
Raw and prepared opium.	
Enquiry into average requirements of various countries for medicinal purposes of.	XIII : 277, 278
	XIV : 2 : 127, 195-196
Report by M. Koo submitting Resolution approved by Cl., June 28, 1921, on Report of the Advisory Com.	XIII : 276-278
Read	XIII : 59
Report dated Aug. 29, 1921, of Provl. Health Com., regarding enquiry into average requirements of various countries of drugs for medicinal purposes.	XIV : 1 : 46
Read	XIV : 1 : 9
Report by M. Koo adopted by Cl., Oct. 12, 1921.	XIV : 2 : 195-196
Adopted.	XIV : 2 : 127
Resolution of Cl., June 28, 1921.	XIII : 277-278
Adopted.	XIII : 59
Modified : Oct. 12, 1921.	XIV : 2 : 127, 195-196
Resolution of Cl., Oct. 12, 1921.	XIV : 2 : 127-128
Situation in China	XIII : 277
	XIV : 2 : 195
See also: Opium Traffic Organisation.	

Opium Traffic Organisation.

Advisory Committee.

Appointment.

Report by M. Koo submitting Resolution adopted by Cl., Feb. 21, 1921

XII : 51

Adopted.

XII : 51

Resolution of Cl., Feb. 21, 1921.

XII : 51

Adopted.

XII : 51

Assessors

XII : 6

Budget

XIII : 1

Report.

Report by M. Koo approved by Cl.,

June 28, 1921, on.

XIII : 27

Read

XIII : 1

Representation of Germany and Serb-Croat-Slovene State.

XIV : 2

Budget

XIII : 88, 106

Constitution.

XIII : 1

See also: Opium Traffic.

Oravoho

XV : 32

Ormsby-Gore, Hon. W.

XIII : 1

Orochi (Oroschi).

XV : 6, 21, 25, 27

Orts, Pierre

XIII : 1

Orzegow

E. S. I : 1

Osmanlis, The

XIV : 1

Osmaş, Molj

XIV : 1

Ostrog

E. S. I : 1

Ostroni daze.

XV : 33

Otchiai, M.

E. S. I : 1

Otlet, M.

XII : 1

XIV : 1 : 49

Ottoman Empire.

See: Turkey.

Oudegeest, M.

XIII : 1

P

Pachitch, M. XV : 11, 15, 20-21

Pacific Islands XII : 69, 70-71

See also: Mandates: "C" Mandates.

Paderewski, M. XIV : 2 : 1

Palestine. XII : 72

XIV : 2 : 1

See also: Mandates: "A" Mandates.

Panama.

Dispute with Costa Rica.

See: Costa Rica: Dispute with Panama.

Panke XV : 32

Parry, Vice-Admiral J. F. XII : 186, 187-1

Parry-Renaud Statute of July 1920 XIV : 2 : 1

Paternotte, A. XII : 1

Paulsdorf. E. S. I : 1

Pawonkau E. S. I : 1

Peace.

Carnegie Peace Fund XIV : 1 : 1

International Institute of XIV : 1 : 1

Peet, M. XIV : 2 : 1

Penido, Captain XIII : 2

Peralta, Manuel de la XII : 1

Percival, Colonel E. S. I : 1

Périer, Casimir XIII : 2

Perłowski, I. XII : 1

XIV : 1 : 30

Permanent Advisory Commission on Military, Naval and Air Questions.

See: Military, Naval and Air Questions:

Permanent Advisory Commission.

Petitions.

See: Eastern Galicia: Petition from inhabitants against Polish oppression.

Minorities: Protection: In Poland

and Czecho-Slovakia: Procedure

with regard to Petitions.

Petroleum XII: 72, 73, 74, 75

See also: San Remo Petroleum Agreement.

Rügl, M.

Representative of Austria to Cl. XIII: 58-59
XIV: 2: 80

Austria.

Hungarian incursions at Kirshschlag,
etc. XIV: 2: 80, 136-137 (*Letter*)

Liquidation of property of Austrian sub-
jects in Serb-Croat-Slovene State. XIII: 58, 59

Łasetzna E. S. I: 19

Łachowicz E. S. I: 19

Łuski, Marshal XII: 14, 94, 100

Łstar, Chouk XIV: 1: 38

Łezinski, M. XIV: 2: 84

Łaj XIV: 2: 189

Ł XV: 24

Łava. XIII: 211

Łuder-Petershof E. S. I: 19

Łgoritza (Podgoridza) XV: 26, 32, 34

Łncaré, M. XIII: 24

ison Gas, etc.

Publication of scientific discoveries.

Report by M. Bourgeois submitting
Resolution adopted by Cl., Oct. 12,
1921, on Resolution 9 of Second As-
sembly XIV: 2: 193, 194
Adopted. XIV: 2: 126
Resolution of Cl., Oct. 12, 1921 XIV: 2: 127, 194

See also: Armaments: Reduction,
: Arms and Ammunition: Private

Manufacture.

: Arms and Ammunition: Traffic.

: Arms Traffic Convention of St.
Germain, Sept. 10, 1919.

Łanice XV: 32, 34

Łand.

Dispute with Lithuania concerning Vilna.

See: Polish-Lithuanian Dispute con-
cerning Vilna.

Minorities.

See: Minorities: Protection: In Poland
and Czecho-Slovakia.

Petition from inhabitants of Eastern
Galicia against Polish oppression.

See: Eastern Galicia: Petition from
inhabitants against Polish op-
pression.

Polish-Danzig Convention of Nov. 9, 1920

See: Danzig: Polish-Danzig Con-
vention of Nov. 9, 1920.

Protest against expulsion of Galician
Jews by Austria.

See: Austria: Expulsion of Galician
Jews.

Representatives to Cl.

See: Askenazy, Professor S.

Transit Convention with Danzig and Ger-
many.

See: Danzig: Transit Convention
between Poland and Danzig
on the one hand and Ger-
many on the other.

Typhus in.

See: Typhus in Poland and Eastern
Europe.

See also: Danzig.

: Economic Treaties and Conven-
tions: International Conven-
tions: Adherence of Poland
and Czecho-Slovakia under
the Peace Treaties to certain.
: Upper Silesia.

Polish-Lithuanian Dispute concerning Vilna.

Discussion. XII: 14-15, 21-22, 30-34, 37-38, 42, 205-206
XIII: 55-56, 62-64, 65-67
XIV: 2: 85-98, 102-111

Civil Commission.

See below: Plebiscite Commission (Civil
Commission)

Commission of Control (Military Commis-
sion) XII: 30, 31, 38, 95, 98, 102, 205
XIII: 63, 64, 67, 254, 269, 270, 271
XIV: 2: 86, 92

Committee of Council.

Members XII: 94

Report. See below.

Draft Agreement for submission to Polish
and Lithuanian Gov^{ts}, adopted by Cl.,
March 2, 1921 XII: 101-102
Adopted. XII: 37

Draft Scheme, preliminary, submitted by
M. Hymans to serve as basis for discus-
sion. XIII: 265-266
Submitted to Cl., June 27, 1921 XIII: 55

International Troops for Vilna. XII: 31, 94, 95, 96,
97, 98, 99

Passage through Switzerland. XII: 21-22, 42, 96

Military Commission.

See above: Commission of Control (Mi-
litary Commission).

Note dated May 30, 1921, from Lithua-
nian Delegation submitting:—

(1) Draft scheme of Agreement.

(2) Draft scheme of rights to be con-
ferred on Polish-speaking citizens in
Lithuania XIII: 262-264

Plebiscite XII: 14, 21, 30, 31, 32, 33, 34, 94, 95,
96, 97, 98, 99, 100, 101, 205
XIII: 55, 56, 254, 269
XIV: 2: 92, 95, 105-106, 108, 110

Plebiscite Commission (Civil Commission)

XII: 14, 30, 31, 32, 33, 94, 95-96, 97, 98, 99, 100, 101
XIV: 2: 87

Reply dated May 27, 1921, from Lithua-
nian Delegation concerning acceptance
of preliminary scheme as basis of
discussion XIII: 260-261

Reply dated May 28, 1921, from Polish
Delegation concerning acceptance of
preliminary scheme as basis of dis-
cussion XIII: 261-262

Report by Com. of Cl. on progress of
events since Eleventh Cl. Session. XII: 94-97
Submitted to Cl., Feb. 24, 1921 XII: 14

Report by M. Hymans on Conference at
Brussels (April 20-June 3, 1921) XIII: 254-260
Submitted to Cl., June 27, 1921 XIII: 55

Report by M. Hymans submitted to Cl.,
Sept. 19, 1921 XIV: 2: 85-91

Report by M. Hymans submitting Reso-
lution adopted by Cl., Sept. 20, 1921 XIV: 2: 102-104

Resolution of Cl., March 2, 1921 XII: 101-102
Adopted XII: 37

Resolution of Cl., June 28, 1921 XIII: 270-271
Adopted XIII: 62, 67

Resolution of Cl., Sept. 20, 1921 XIV: 2: 103-104
Adopted XIV: 2: 110

Statement by M. Bourgeois on progress
of events since Eleventh Cl. Session. XII: 98-100
Read, March 1, 1921 XII: 31

Statement by Lithuanian Representative XIII: 268-270
Read, June 27, 1921 XIII: 55

Statement by Polish Representative XIII: 267-268
Read, June 27, 1921 XIII: 55

See also: Żeligowski, General.

Polk, M. XIII: 216

Popoc. XV: 32, 34

Popovitch, M.

Representative of Serb-Croat-Slovene
State to Cl., XV: 4

Portugal.

Claim to territory in German East Africa
at mouth of Rovuma River. XII: 11

Potemba E. S. I: 19
Poullet, M. XIV: 2: 179
Preiswitz. E. S. I: 19
Prenk, Bib XIV: 1: 38
Prenk Lèche, Notz Koly. XIV: 1: 38
Prenk, Mark. XIV: 1: 38

Presentations.

Presentation to M. Guillaume Fatio. XII: 13
XIII: 57

Presidents of Council.

See: Council of League: Presidents.

Press.

See: Journalists' Association, International.
: Publicity of Council Proceedings.

Prichtina, Hassam Beg. XV: 28

Prida, Senor J. Fernandez XII: 4, 52

Prisoners of War.

Exchange of Greek children and Bulgarian prisoners.

Discussion. XII: 9, 37

Letter to Bulgarian Govt approved by
Cl., Feb. 22, 1921. XII: 65

Adopted. XII: 9

Letter dated Feb. 28, 1921, from Bulgarian Govt replying to above letter. XII: 66

Read XII: 37

Letter to Greek Govt adopted by Cl.,
March 2, 1921 XII: 67

Adopted. XII: 37

Memo. by Sec.-Gen. transmitting:—
(1) Letter dated Jan. 18, 1921, from
Dr. Nansen to M. Monnet.

(2) Extract from speech of Dr. Nansen
on Dec. 14, 1920, to First Assembly

Adopted by Cl., Feb. 22, 1921 XII: 63-64

XII: 9

Repatriation.

Discussion. XII: 12, 205

XIII: 51

Expenses.

Provisional estimate for 1922. XIII: 89, 108

Report by Sec.-Gen. adopted by Cl.,
Feb. 23, 1921 XII: 79-84

Adopted. XII: 12

Report by Dr. Nansen noted by Council
June 27, 1921 XIII: 232-233

Noted. XIII: 51

Riga Conference of Jan. 17, 1921. XII: 79

Turkish prisoners detained by Greek Govt

Discussion. XIII: 50

Note by Viscount Ishii XIII: 228

Read XIII: 50

Report by M. da Cunha submitting
Letter dated June 20, 1921, from
International Com. of the Red Cross

Adopted by Cl., June 27, 1921 XIII: 225-227

XIII: 50

See also: Relief.

Prizrend. XIII: 221

XIV: 1: 37

XV: 10, 27, 32, 33, 34, 35

Procedure of Council.

Adjournment of discussions XIV: 1: 12

Changes in procedure.

Presence of Representative of Member
proposing changes in procedure during
discussion of proposal. XIV: 1: 8

**Circulation of Reports previous to their
submission to Cl.**

Discussion. XIV: 1: 8, 12

Letter dated July 15, 1921, from Polish
Govt XIV: 1: 61-62

Submitted to Cl. XIV: 1: 60

Procedure of Council (continued).

Circulation of Reports previous to their
submission to Cl. (continued).

Report by M. da Cunha submitting
reply to above letter, approved by
Cl., Sept. 2, 1921 XIV: 1: 60

Approved XIV: 1:

Danzig.

Method of dealing with questions concerning XIII:

Labour questions.

Invitation to Director of I.L.O. to attend
Cl. during discussion of:

See: Labour Office, International:

Invitation to Director to

attend Cl. when labour ques-

tions under discussion.

Minorities in Poland and Czecho-Slovakia

Procedure with regard to petitions
concerning:

See: Minorities: Protection: In Po-

land and Czecho-Slovakia:

Procedure with regard to

Petitions.

Presidency of Extraordinary Session E. S. I: 2

Publicity of proceedings.

See: Publicity of Council Proceedings.

Report to Assembly. XIII:

Upper Silesia.

Minutes of meetings of the four non-per-
manent Members.

Decision concerning. E.S. I:

Participation of Germany and Poland
in Cl. discussions E. S. I:

Preliminary examination of question
by Representatives of Belgium, Bra-

zil, China and Spain.

Discussion. E. S. I: 4

Resolution of Cl., Sept. 1, 1921. E. S. I:

Adopted. E. S. I:

Technical experts. E. S. I:

Proni Sab River (Proni Sat) XV: 25, 32,

Pron'i Thatë (Prin'i Thatë). XIII: 220, 221

XV: 21,

Property.

See: Liquidation of property of Austrian
subjects in Serb-Croat-Slovene
State.

Property, Industrial.

See: Industrial Property.

Protocols.

See: Treaties, Agreements, Conventions,
Declarations, Protocols.

Ptakowitz. E. S. I: 1

Publicity of Council Proceedings.

Discussion. XII: 2-3, 6, 4

XIII: 3, 18, 2

XIV: 2: 81, 11

Meetings of the four non-permanent Mem-
bers on the question of Upper Silesia.

Decision concerning. E. S. I: 1

Report by M. Hymans submitting Reso-
lutions adopted by Council, Feb. 21,

1921 XII: 5

Read XII:

Resolutions of Cl., Feb. 21, 1921 XIII: 5

Adopted. XII:

Resolution of Cl., June 17, 1921 XIII:

Confirmed: Sept. 12, 1921. XIV: 2: 81

Resolution of Cl., June 20, 1921 XIII: 18

See also: Danzig: Publication of docu-
ments relating to.

Pulido, Dr. XIII: 2:

Puppel and Deutsche Bauern Bank, Case of.

See: Danzig: Case of Puppel and Deutsche
Bauern Bank.

ñones de León, M.

representative of Spain :—	
12th Session.	XII : 1
13th Session.	XIII : 1
14th Session.	XIV : 1 : 1
	XIV : 2 : 77
15th Session.	XV : 1
Extraordinary Session (Upper Silesia) .	E. S. I : 1
aland Islands.	XIII : 42
amendments to Covenant.	
Com.	XII : 4, 5, 51-52 (<i>Report</i>)
Report of Com.	XIII : 33
ockade Commission, International. . .	XIII : 25
ourt of International Justice, Permanent	
Ratification of Protocol.	XIII : 24
anzig.	
Manufacture of arms	XII : 23
	XIII : 8
tellectual work	XII : 27, 28, 150-152 (<i>Report</i>)
ixemburg.	
Situation as Member of League pending	
revision of its constitution.	XIII : 21
lish-Lithuanian Dispute.	XII : 14
	XIV : 2 : 108, 110
cedure of Cl.	E. S. I : 6
ublicity of Cl. proceedings	XII : 3
ransit and Communications.	
Conference at Barcelona, 1921. . .	XIII : 13, 154-157
	(<i>Report</i>)
General Report of Advisory Com. .	XIV : 1 : 14, 73
	(<i>Report</i>), 74
ypus in Poland and Eastern Europe .	XIV : 2 : 120
pper Silesia.	
Procedure.	E. S. I : 6
men and Children : Traffic in	XIV : 2 : 79

R

hi (Racha)	XV : 25, 26
omir	XV : 32, 35
ozda	XV : 32, 34
zionkau.	E. S. I : 19
ziwill, Mlle. G.	XII : 89
ca.	XV : 33, 35
way Transport Convention, 1890 (Berne Convention)	
	XIII : 14
hesion of Saar Basin to :	
See : Saar Basin : Adhesion to Berne	
Convention, 1890.	
raldi, Cav. Andrea.	XII : 90
hman, Dr.	XIII : 179, 180, 183, 184, 185
iz-Bey Daci	XIII : 223
ca	XV : 32, 34
pard, Professor.	XIV : 2 : 125
chutz.	E. S. I : 19
lt, M.	XII : 46, 47
	XIII : 19-20
	XIV : 1 : 2, 14, 18, 71
	XIV : 2 : 121
y Materials	XIII : 104, 272
	XIV : 2 : 151
ublication of Prof. Gini's Report . .	XIV : 2 : 113-114
	XV : 12
port by Economic Com. presented to	
Cl., Sept. 21, 1921.	XIV : 2 : 112
olution of Cl., Sept. 21, 1921 . . .	XIV : 2 : 112-113
e also : Credits : Finishing Credits.	

Reci XV : 22

Red Crescent, Society of the. XIII : 225
XIV : 1 : 31

Red Cross : International Committee.

XII : 19, 28, 36, 64, 66, 79, 81, 84, 93,
117, 118, 119, 120, 121, 122, 124, 126
XIII : 24, 54, 60, 178, 179, 180, 186, 187, 188, 225,
226, 227, 232, 233, 243, 246, 247, 248, 282
XIV : 1 : 64, 66

Joint Com. of League of Red Cross Societies

and International Com. of Red Cross
for co-ordination of relief work. XII : 124, 126
XIII : 24, 187, 188, 243, 247

Red Cross Societies, League of.

XII : 19, 20, 92, 93, 96, 118, 120,
122, 123, 124, 125, 126, 164
XIII : 22, 24, 60, 174, 178, 179, 180,
186, 187, 188, 243, 247, 282
XIV : 1 : 64, 66

Joint Com. of League of Red Cross Societies

and International Com. of Red Cross
for co-ordination of relief work. XII : 124, 126
XIII : 24, 187, 188, 243, 247
Resolution of Cl., Feb. 26, 1921. XII : 125
Adopted. XII : 20

Reduction of Armaments.

See : Armaments : Reduction.

Rees, M. van XII : 10
XIII : 73

Reffye, M. de. XIV : 1 : 63

Refugees.

Georgian XIV : 1 : 13
Jewish XIV : 1 : 13
Russian.
Discussion. XII : 19, 28, 36, 205
XIII : 51, 53-54
XIV : 1 : 13
XIV : 2 : 79
XV : 19

Conference, Aug. 22, 1921.

Convocation.

Resolution of Cl., June 27, 1921 XIII : 246
Adopted. XIII : 53

Resolutions adopted Aug. 24, 1921, by : XIV : 1 : 64-67

Resolution of Cl., Sept. 2, 1921,
concerning. XIV : 1 : 13

High Commissioner : nomination. XIII : 53, 244-245, 246
XIV : 2 : 79

In Constantinople. XV : 19, 38, 39

Letter and Memo. dated Feb. 20, 1921,
from International Com. of Red Cross XII : 117-119
Submitted to Cl., Feb. 26, 1921. XII : 19

Letter approved by Cl., March 1, 1921,
replying to above communication. XII : 120
Approved XII : 28

Letter to Gov^{ts} of States Members
approved by Cl., March 1, 1921. XII : 121-122
Approved XII : 28

Letter approved by Cl., March 1, 1920,
to International Com. of Red Cross XII : 126
Approved XII : 28

Letter dated June 15, 1921, from Inter-
national Com. of Red Cross XIII : 246-248
Noted by Cl., June 27, 1921 XIII : 54

Memo. by Sec.-Gen. noted by Cl., Sept.
2, 1921, on development of question
since 13th Session. XIV : 1 : 63-64
Noted. XIV : 1 : 13

Memo. by Sec.-Gen. submitting Resolu-
tion noted by Cl., Nov. 19, 1921 XV : 38-39
Noted. XV : 19

Report by M. Hanotaux submitting
Resolution approved by Cl., June 27,
1921 XIII : 243-246
Approved XIII : 53

Refugees (*continued*).

Russian (*continued*).

- Resolution of Cl., June 27, 1921 XIII : 53, 246
 Resolution of Cl., Sept. 2, 1921. XIV : 1 : 13
 Resolution of Cl., Nov. 19, 1921 XV : 19, 39
 Resolutions adopted by Conference on
 Aug. 24, 1921 XIV : 1 : 64-67
See also : Austria : Expulsion of Galician
 Jews.
 : Relief : In Europe and Eastern
 Europe.

Registration of Treaties.

Committee to examine scope and inten-
 tion of Art. 18 of Covenant.

Appointment and Composition.

Report and Resolution adopted by
 Cl., Feb. 21, 1921. XII : 53
 Adopted. XII : 5

Report.

Transmission to Second Assembly by
 Cl., Aug. 30, 1921. XIV : 1 : 4

Relief.

In Europe and Eastern Europe.

Discussion. XII : 19-20
 XIII : 24

Joint Com. of League of Red Cross
 Societies and International Com. of
 Red Cross for co-ordination of relief
 work XII : 124, 126
 XIII : 24, 187, 188, 243, 247

Letter dated Feb. 10, 1921, from League
 of Red Cross Societies. XII : 123

Submitted to Cl., Feb. 26, 1921. XII : 19

Letter adopted by Cl., Feb. 26, 1921,
 replying to above communication. XII : 124-125
 Adopted. XII : 19-20

Letter approved by Cl., March 1, 1921,
 to International Com. of Red Cross XII : 126
 Approved XII : 28

Letter approved by Cl., June 21, 1921,
 to all States Members. XIII : 187-188
 Approved XIII : 24

Note by Sec.-Gen. approved by Cl.,
 June 21, 1921 XIII : 187
 Approved XIII : 24

Of Children in countries affected by the
 war.

Report by Mr. Balfour submitting Reso-
 lution adopted by Cl., Feb. 23, 1921. XII : 91

Adopted. XII : 13

See also : Prisoners of war : Repatriation.
 : Refugees : Russian.

: Relief Bureau, International.

Relief Bureau, International.

Assumption by League of authority over: XII : 27, 152
 XIII : 251, 252-253

Resolution of Cl., June 27, 1921 XIII : 251

Adopted. XIII : 54

See also : Bureaux, International.

: Relief.

Renaud.

Parry-Renaud Statute of July, 1920. XIV : 2 : 117

Reparations Commission XII : 165

XIII : 27, 151, 153

XIV : 2 : 140

Repatriation.

See : Austria : Expulsion of Galician Jews.

: Prisoners of War.

: Refugees : Russian.

Representatives.

See : Council of League : Representatives
 of Members to.

See also under the respective countries.

Repten.

See : Alt-Repten.

: Neu-Repten.

Research, International Council of. XIV : 1 :

Restrepo, M. XII : 10,

Reumann, M. XII : 1

Reuter, M. XIII : 171, 1

Reveillaud, M. XII :

XIII : 119-1

Reynald, M. XIV : 2 :

Reynier, Colonel James de. XII : 20,

Reynoso, M. de.

Substitute Representative of Spain :—

13th Session from the 16th meeting. XIII : 1, 48-

Polish-Lithuanian Dispute. XIII :

Rivas Vicuna, M. XIII : 2

Rivier, Professor XII : 1

Roc. XV : 32,

Römein, M. XII :

Root, Elihu. XII : 2

Roper, Captain. XII :

XIV : 2 :

E. S. I :

Rossberg. XIV : 2 :

Röthlisberger, Prof. XIV : 2 :

Roumania.

Minorities.

See : Minorities : Protection : In Rou-
 mania.

Roussel, Théophile XIII : 2

Rovuma River XII :

Ruda. E. S. I :

Rudlof, Mlle. XIII : 19

Rumbold, Sir Horace. XIV : 1 :

Russell, A. D. C. XII :

Russia.

See : Famine in Russia.

: Prisoners of War : Repatriation.

: Refugees : Russian.

: Typhus in Poland and Eastern Eu-
 rope : Extension of enquiry to
 Russia and neighbouring coun-
 tries.

Ruthenians.

See : Eastern Galicia : Petition from inha-
 bitants against Polish oppression.

Rybna E. S. I :

Ryffel, H. XIII : 76, 80, 81, 82, 8

S

Saar Basin.

Discussion. XII :

XIII : 19-20, 0

XIV : 1 : 2-3,

XIV : 2 : 117-119, 12

Adhesion to Berne Convention, 1890.

Discussion. XIV : 1 : 1

XIV : 2 : 117-118

German objection. XIV : 1 : 7

Report by M. Koo submitting Resolu-
 tion adopted by Cl., Sept. 2, 1921 XIV : 1 : 69-7

Adopted. XIV : 1 : 1

Report by M. Koo submitting Resolu-
 tion adopted by Cl., Oct. 2, 1921. XIV : 2 : 166-16

Presented to Cl. XIV : 2 : 11

Resolution of Cl., Sept. 2, 1921. XIV : 1 : 14, 7

Resolution of Cl., Oct. 2, 1921 XIV : 2 : 118, 16

Expulsions "en masse" of inhabitants.

Report by M. Koo adopted by Cl., June

20, 1921. XIII : 166-167

Adopted XIII : 19-20

Basin (continued).

Governing Commission.

Chairman.

Presence in Geneva during Second

Assembly

Reappointment

Substitute.

Members.

Appointment.

Report by M. Koo submitting Resolutions adopted by Cl., Feb. 21, 1921.

Adopted.

Appointment of Temporary Substitutes.

Resolution of Cl., August 30, 1921

Re-appointment of the Saar Basin Member.

Report by M. Koo submitting Resolution adopted by Cl., Aug. 30, 1921

Adopted.

See also : Rault, M.

Presence of French troops and Exercise of Jurisdiction by French Courts-Martial.

Report by M. Koo adopted by Cl., June 20, 1921.

Adopted.

Settlement of "Enemy Debts" due by residents in :

Discussion.

Resolution of Cl., Oct. 2, 1921

Telegram from Governing Commission.

Use of French Currency in Public Services

Report by M. Koo submitting Resolution adopted by Cl., June 20, 1921 .

Adopted.

n, President.

Representative of Free City of Danzig to

Cl.

Danzig.

Case of Puppel and Deutsche Bauern

Bank

Constitution.

Defence.

Depot for Polish war material

Draft law concerning Acquisition and

Loss of Citizenship.

Financial position.

Manufacture of arms

Manufacture, sale, storage and transport

of war material.

Negotiations between Poland and Danzig concerning Convention of Nov. 9, 1920

Polish military guards.

"Port d'Attache" for Polish warships .

Senators.

t-Naum

ador.

Protest concerning contribution to ex-

penses of League.

Discussion.

Resolution of Cl., Sept. 2, 1921. . . .

Remo Petroleum Agreement

Reha, Prince

Saunders, H. St. G.

Saura, M.

"Save the Children" Fund

See also : "Union internationale de Secours

aux enfants".

Savoff, General.

Schanzer, Carlo

Scharley

Schlemmer, M.

Schlesiengrube.

Schomberg.

Schönwald

Scialoja, M.

Scutari.

Scutari, Lake.

Secondary Public Schools, International Federation of

Staffs of

XIII : 192

XII : 95

XII : 117, 118, 119

XII : 66

XIII : 191, 229

XIV : 2 : 127

E. S. I : 19

XII : 64

E. S. I : 19

E. S. I : 19

E. S. I : 19

XII : 4, 5, 52, 53

XIII : 210, 211, 220, 221

XV : 25, 26, 27

XIII : 220

XV : 21, 23, 26, 32, 34

XIV : 1 : 51

Secretariat.

Committee of Enquiry into organisation

of Secretariat and I. L. O.

Appointment and composition.

Report by M. Koo submitting Reso-

lution adopted by Cl., Feb. 21, 1921

Adopted.

Report.

Report by M. Koo submitting Reso-

lution adopted by Cl., June 17,

1921

Adopted.

Salaries : compensation bonus

Resolution of Cl., June 17, 1921 . . .

Adopted.

Staff appointments and resignations.

Discussion.

List of appointments and resignations

since Nov. 21, 1920, submitted to

Cl., Feb. 23, 1921.

Submitted.

List approved by Cl., June 21, 1921. .

Approved

List approved by Cl., August 30, 1921.

Approved

Minor appointments.

Memo. by Sec.-Gen. submitting Reso-

lution adopted by Cl., Feb. 23, 1921

Adopted.

Secretary-General.

See : Drummond, Sir James Eric.

Securities.

International agreements with regard to

securities which have been lost, stolen

or destroyed.

Seering, Senator

Segrave, Captain

Seismology, International Association of

Serb-Croat-Slovene State.

Liquidation of property of Austrian sub-

jects in

Representatives to Cl.

See : Boskovitch, M.

: Popovitch, M.

: Yovanovitch, M.

See also : Albania : Frontiers : Determina-

tion and Violation.

XIII : 274

XIV : 2 : 84

XII : 39, 185

XIII : 249

XIII : 58-59

XIV : 1 : 5, 11

XIV : 1 : 11

XII : 74

XII : 14, 94, 100

XIII : 254, 259

XIII : 61

XII : 46, 47

XIV : 1 : 2

XII : 46-47

XII : 3

XIV : 1 : 2

XIV : 1 : 18

XIV : 1 : 2-3

XIII : 163-165

XIII : 19

XIV : 2 : 118-119, 121

XIV : 2 : 119

XIV : 2 : 121

XIII : 168-170

XIII : 20

XIII : 5-9, 10-13, 26-27, 28-30, 31-32, 34

XIV : 2 : 82-84

XIII : 13

XIV : 2 : 82

XIII : 11, 12

XIII : 10, 28

XIV : 2 : 82

XIII : 202

XIII : 5

XIV : 2 : 82

XIII : 33

XII : 131, 132

XIII : 6, 7, 32

XIII : 34

XIII : 27

XIV : 2 : 84

XIII : 32, 203

XIV : 2 : 83

XIII : 11, 12

XV : 26

- Serruys, M.** XII: 166
Sesl XV: 32, 34
- Silesia, Upper.**
See: Upper Silesia.
- Simons, M. von** XII: 189
- Sina (Sinaj, Sine, Sinjat)** XIV: 2: 189
 XV: 6, 10, 22, 23, 24, 26
- Sinigalia, M.** XIV: 1: 72
Siroka XV: 32, 34
Sisman. XV: 32, 34
Skadar XIV: 1: 36
Skirmunt, M. de XIV: 2: 86
Skja XV: 32, 34
Skrobatusan River XV: 32, 34
Skrzidlowitz E. S. I: 19
- Slavery.**
See: Mandates: Emancipation of slaves.
- Sloutsky, Dr.** XIV: 2: 114
Smiljanitch, General XV: 15
Smyrna. XIII: 217
Sobanski, Count XIII: 255
Sobieski, King Jan XII: 159
- Social Insurance.**
In Alsace-Lorraine.
See: Alsace-Lorraine: Transfer of capital and reserve funds from German to French Govt for Social Insurance.
In Upper Silesia.
See: Upper Silesia: Social Insurance.
International Congress of XIV: 1: 51
- Social Science, National Association in 1863 for Promotion** XII: 182
- Société de Législation comparée, 1869.** XII: 182
Solvay, M. XIV: 1: 53
Sorowski E. S. I: 19
Sosnica. E. S. I: 19
- Spain.**
Representatives on the Cl.
See: Reynoso, M. de.
: Quiñones de León, M.
- Sparre, Christian.** XIII: 191
Spas XV: 33, 35
- Speculation.**
See: Exchanges.
- Spiegelhof** E. S. I: 19
Sraffa, Prof. Angelo. XII: 167
- Statistics.**
Currency Statistics XIII: 103
International Bureau of Commercial Statistics. XIV: 2: 99-100, 152
International Statistical Institute. XIV: 1: 51
Monthly Bulletin of Economic and Financial Statistics. XIII: 103
 XIV: 2: 153
Statistical Bulletin of the Supreme Economic Cl.
Publication XIII: 272
Statistical work of the League XIV: 2: 100, 101, 152-153
Resolution of Cl., Sept. 19, 1921 XIV: 2: 101
See also: Health Organisation. Department of Epidemiological Intelligence and Health Statistics.
- Stebljevo** XV: 33, 35
Steinmetz, Dr. XII: 64, 76
Sthyr, M. XIII: 119
Stiegmänn, Dr. XII: 163
- Stodoll** E. S. I: 1
Stoja. XV: 32,
Stollarzowitz E. S. I: 1
Strakosch, Sir Henry XII: 1
 XIII: 1
Strong, Dr. Richard P. XIII: 1
Strutt, Lieut.-Colonel E. L. XII: 149, 195,
 XII: 5,
 XIII: 1
Struycken, A. XII: 5,
 XIII: 1
- Stuart, Sir Harold** E. S. I: 1
Students, International Confederation of. XIV: 1: 1
See also: Intellectual work: Organisation. University and International.
- Suhodol (Souvodol)** XV: 7,
Summin E. S. I: 1
Sundblom, M. XIII: 1
Supreme Allied Council. XIII: 222, 2
 XIV: 1: 1
 XIV: 2: 81, 1
 E. S. I: 2, 3, 4, 5, 7, 8, 10, 11, 12, 14, 15, 16,
See also: Ambassadors' Conference.
- Svelitia.** XV: 1
Sv Ilija. XV: 33.
- Sweden.**
Dispute with Finland concerning the Aaland Islands.
See: Aaland Islands.
Representatives to Cl.
See: Branting, M.
: Ehrenswärd, Count.
- Switzerland.**
Passage of International Troops to Vilna through. XII: 21-22, 42,
See also: Polish-Lithuanian Dispute: International Troops for Vilna.
Representative to Cl.
See: Dunant, M.

T

- Taf Razin.** XV: 1
Talaat Pasha. XIV: 1: 1
Tamara XV: 32, 34
Tang, Tsai Fou.
Representative of China:—
15th Session XV: 1
- Tanganyika.** XIV: 2: 17
Tanusaj XV: 32, 34
Taraboche (Tarabosh) XIII: 210, 220, 221
 XV: 21, 23, 25, 26
Tarnowitz E. S. I: 2
See also: Alt Tarnowitz.
- Tatekawa, Lt.-Colonel.** XIII: 24
Tatsuke, M. XIII: 22
- Taxation.**
Double taxation arising from existing fiscal laws. XIII: 27
 XIV: 2: 15
- Taylor, C. H.** XIII: 19
Telegraphic Union, Universal. XIII: 24
Ter Meulen, M. XII: 16
 XIII: 27
 XIV: 2: 15
- Ter Meulen Credits Scheme.**
See: Credits: International Credits Scheme.

Modoli, Marquis	XII: 10
	XIII: 73
XIV: 2: 124, 125, 178-187	
Thomas, Albert	XIV: 1: 50
<i>See also:</i> Labour Office, International:	
Invitation to Director to attend	
Cl. when Labour question under	
discussion.	
Tomson, General	XIII: 247
Trenberg, M.	XIII: 230
Trace	XIII: 217
Tana	XIII: 221
	XIV: 1: 8, 9, 36, 37, 38, 39
	XV: 6, 7, 8, 9, 11, 13, 15, 21, 22,
	23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30
Toni, M.	XII: 203
	XIII: 216, 235, 236, 237
	XIV: 2: 168, 170, 179, 180, 181
<i>See also:</i> Mandates: "B" Mandates.	
Tedano, M. D.	XII: 89
Tnbeur, Mlle.	XIII: 193
Tver, Sir Reginald	XIII: 205
Ti, Djon Nikol	XIV: 1: 38
Tade.	
<i>See:</i> Commerce.	
Traffic in Arms and Ammunition.	
<i>See:</i> Arms and Ammunition: Traffic.	
Arms Traffic Convention of St.	
Germain, Sept. 10, 1919.	
Traffic in Opium.	
<i>See:</i> Opium Traffic.	
Traffic in Women and Children.	
<i>See:</i> Women and Children: Traffic in.	
Transit and Communications.	
Conference at Barcelona, 1921 (International).	
Discussion	XII: 3, 23
	XIII: 13-14
Budget	XIII: 113-114, 114
Invitations to:—	
Germany, Hungary, Ecuador	XII: 3
Latvia, Esthonia.	XIV: 1: 4
Mexico	XII: 23, 137
Turkey	XII: 23
Report by M. Quiñones de León submitting Resolution adopted by Cl., June 18, 1921, on.	XIII: 154-157
Read	XIII: 13-14
International Conventions.	
Duties and authority of League under Treaties of Peace concerning. . . .	XII: 178
<i>See also:</i> Transport: Authority of League under Treaties of Peace concerning.	
Transit Convention between Poland and Danzig and Germany.	
<i>See:</i> Danzig: Transit Convention between Poland and Danzig on the one hand and Germany on the other.	
<i>See also:</i> Transit and Communications Organisation.	
Transport.	
Transit and Communications Organisation.	
Advisory and Technical Committee.	
Appointment of representatives of Riparian States of the Danube.	
Letter dated July 29, 1921, from M. van Eysinga to Cl.	
Resolution of Cl., June 18, 1921. . .	XIV: 1: 74
Adopted.	XIII: 157
Adopted.	XIII: 13-14
Budget	XIII: 104-105, 114
General Report.	
Report by M. Quiñones de León, adopted by Cl., Sept. 2, 1921, on. . .	
Adopted.	XIV: 1: 73
Adopted.	XIV: 1: 14

Transit and Communications Organisation (continued).

Advisory and Technical Committee (continued).	
Opinion on adhesion of Saar Basin to Berne Convention requested by Cl.	
Resolution of Cl., Sept. 2, 1921. . . .	XIV: 1: 14, 72
Sub-Com. to consider adhesion of Saar Basin to Berne Convention, 1890.	
Appointment and members	XIV: 1: 72
Budget	XIII: 88, 104-105, 113-114
Participation of non-member States admitted to Technical Organisations in expenses of those organisations.	
Resolution of Cl., Sept. 2, 1921. . . .	XIV: 1: 14-15

Transport.

Authority of League under Treaties of Peace concerning:	
	XII: 180
<i>See also:</i> Transit and Communications: International Conventions: Duties and authority of League under Treaties of Peace concerning.	
Railway Transport Convention, Berne 1890	
	XIII: 14
Adhesion of Saar Basin to:	
<i>See:</i> Saar Basin: Adhesion to Berne Convention, 1890.	
<i>See also:</i> Transit and Communications.	

Treaties, Agreements, Conventions, Declarations, Protocols.

Act of Brussels: July 2, 1890.	XII: 103
	XIII: 59, 279, 280
Agreement of Corfu, May 17, 1914 . . .	XIII: 214, 219
Agreement of May 30, 1919, between Belgium and British Empire concerning East Africa	
	XII: 11
Agreement of July 29, 1919, between Greece and Italy concerning Albanian frontiers.	
	XIII: 216-127
	XIV: 1: 40
Arms Traffic Convention of St. Germain, Sept. 10, 1919.	
<i>See:</i> Arms Traffic Convention of St. Germain, Sept. 10, 1919.	
Berne Convention on Railway Goods Traffic, 1890.	
	XIII: 14
Adhesion of Saar Basin to:	
<i>See:</i> Saar Basin: Adhesion to Berne Convention, 1890.	
Convention of March 30, 1856, between Great Britain, France and Russia regarding the Aaland Islands.	
	XIII: 35, 37, 42
	XIV: 1: 22
Convention for unification of laws relating to bills of exchange, 1912	
	XII: 182-183
Convention concerning Cession of Memel and Danzig, Jan. 9, 1920	
	XII: 189
Submitted to Cl., March 3, 1921	XII: 40
Convention (or Agreement) of Kapestitza: May 15, 1920, between Greece and Albania	
	XIII: 45, 46, 216, 217, 219
Convention of Suwalki, Oct. 7, 1920, between Poland and Lithuania.	
	XIII: 63, 67, 260, 269, 270
	XIV: 2: 87
Convention of Nov. 12, 1920, between Germany and Danzig regarding officials.	
<i>See:</i> Danzig: German officials in: Convention of Nov. 12, 1920, between Germany and Danzig.	
Convention to be concluded between Germany and Poland concerning Upper Silesia.	
	E. S. I: 17, 18
Conventions of 1904 and 1910 on Traffic in Women and Children.	
<i>See:</i> Women and Children: Traffic in: International Conventions.	

Treaties, Agreements, Conventions, Declarations, Protocols (*continued*).

- Declarations signed by France and Great Britain, July 10, 1919, concerning mandates XIV : 2 : 170, 171
- Economic Treaties and Conventions.
See : Economic Treaties and Conventions.
- Franco-Belgian Military Convention, Sept. 1920 XII : 5
- Greco-Bulgarian Convention of Nov. 27, 1919, regarding reciprocal emigration XIV : 2 : 160
- International Conventions concerning Freedom of Communications and Transit, and concerning Equitable Commercial Treatment.
 Duties of League regarding XII : 178-179
- Opium Traffic Convention of 1912.
See : Opium Traffic : Convention of 1912.
- Polish-Danzig Convention of Nov. 9, 1920.
See : Danzig : Polish-Danzig Convention of Nov. 9, 1920.
- Protocol of Florence, Dec. 17, 1913 XIII : 44, 210, 213, 215, 217, 219
- Protocol of Permanent Court of International Justice.
See : Court of International Justice, Permanent : Signature and Ratification of Protocol.
- Protocol of Tirana XIII : 44
See also below : Tirana Agreement.
- Rome Convention, Dec. 9, 1907, respecting creation of an International Office of Public Health XII : 163, 164
 XIV : 1 : 10, 43
- San Remo Petroleum Agreement : April 24, 1920 XII : 74
- Tirana Agreement XIV : 1 : 9
- Tittoni-Venizelos Convention concerning Albanian frontiers.
See above : Agreement of July 29, 1919, between Greece and Italy concerning Albanian frontiers.
- Transit Convention between Poland and Danzig and Germany.
See : Danzig : Transit Convention between Poland and Danzig on the one part and Germany on the other.
- Treaty of Tilsit, 1807 XII : 139
- Treaty of Vienna, 1815 XII : 139
- Treaty of June 11, 1891, between Portugal and the British Empire concerning East Africa XII : 11
- Treaty of London, May 17, 1913, between Greece, Bulgaria, Montenegro and Serbia on the one hand and the Ottoman Empire on the other XIII : 44, 213, 215, 217, 219, 223
- Treaty of London, April 26, 1915, between Great Britain, France, Italy and Russia XIII : 44, 45, 215
- Treaty of Versailles, June 28, 1919, between A. and A.P. and Germany.
 XII : 3, 26, 41, 46, 47, 105, 127, 128, 129, 131, 134, 138, 139, 140, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 151, 152, 178, 179, 180, 202
 XIII : 6, 8, 27, 29, 30, 31, 32, 80, 134, 138, 139, 140, 142, 149, 150, 151, 152, 156, 157, 163, 164, 165, 166, 168, 169, 170, 176, 177, 194, 199, 208, 240, 263
 XIV : 1 : 18, 56, 57, 71, 72
 XIV : 2 : 117, 140, 166, 167, 170
 E. S. I : 12, 3, 7, 8, 9, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 20, 21, 22, 23, 24

Treaties, Agreements, Conventions, Declarations, Protocols (*continued*).

- Treaty between A. and A. P. and Poland, Versailles : June 28, 1919 XII : 178, 179, 180
 XIII : 2
 E. S. I : 12
- Treaty of St. Germain-en-Laye, Sept. 10, 1919, between A. and A. P. and Austria.
 XII : 86, 105, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 161, 166, 178, 179, 180; Addendum to Annex of Minutes of 12th Session (E. F. S. 7),
 XIII : 46, 58,
 XV :
- Treaty between A. and A. P. and Czechoslovakia, St. Germain-en-Laye : Sept. 10, 1919. XII : 178, 179, 180
 XIV : 2 :
- Treaty between A. and A. P. and Serb-Croat-Slovene State, St. Germain-en-Laye : Sept. 10, 1919 XII : 178, 179
 XV :
- Treaty of Neuilly-sur-Seine, Nov. 27, 1919 between A. and A. P. and Bulgaria XII : 105, 179, 180
 XIII : 24
 XV :
- Treaty between A. and A. P. and Roumania, Paris, Dec. 9, 1919. XII : 178, 179
 XIV : 1 : 3, 19-20
- Treaty of Trianon, June 4, 1920, between A. and A. P. and Hungary XIII : 234, 240, 241
 XIV : 1 : 3, 20, 21
 XIV : 2 : 80, 136, 137
 XV : 20, 4
- Treaty of Moscow, July 12, 1920, between Lithuania and Soviet Russia. XIII : 62, 63, 255, 256
- Treaty of Sèvres, Aug. 10, 1920. XII : 70, 112, 113
 XIII : 216-12
 XIV : 2 : 116, 17
 XV : 3
- Treaty between A. and A. P. and Poland, Roumania, Serb-Croat-Slovene State and Czechoslovakia, London, Aug. 10, 1920 XIII : 22
- Treaty of Rapallo, Oct. 30, 1920 XIII : 44, 21
- Treaty of Alexandropol, Dec. 2, 1920, between Armenia and Turkish Nationalists. XII : 112
- Treaty of Riga, March 18, 1921, between Poland, Russia and the Ukraine. XIII : 184, 255, 258, 259, 260
 XIV : 2 : 94, 110
- Triple Agreement between British Empire, France and Italy concerning Anatolia, Sèvres, August 10, 1920. XII : 70
 XV : 20
- See also* : Registration of Treaties.
- Trentino, The.** XIII : 215
- Trockenberg.** E. S. I : 19
- Tropoja.** XV : 32, 34
- Tuberculosis.**
 International Association for Protection against XIV : 1 : 51
- Turkey.**
 Deportation of Women and Children in Turkey and neighbouring countries.
See : Women and Children : Deportation in Turkey and neighbouring countries.
 Invitation to Transit Conference at Barcelona, 1921 XII : 23
 Penal Code XIV : 1 : 32
 Turkish prisoners detained by Greek Govt.
See : Prisoners of War : Turkish prisoners detained by Greek Govt.

us in Poland and Eastern Europe.

Discussion	XII : 13
	XIII : 22-24
	XIV : 1 : 4
	XIV : 2 : 119-120
Intension of enquiry to Russia and neighbouring countries	XIV : 1 : 42, 45-46
Letter adopted by Cl., Oct. 2, 1921, to States Members requesting financial help	XIV : 2 : 175-176
Adopted	XIV : 2 : 119-120
Minutes of First Meeting of Advisory Board of Epidemics Commission held in Warsaw, April 15, 16 and 22, 1921	XIII : 179-186
Submitted to Cl., June 21, 1921	XIII : 23
Vote by Sec.-Gen. submitted to Cl., June 21, 1921, on above Minutes	XIII : 178
Submitted	XIII : 22
Report by Sec.-Gen. compiled from information supplied by Epidemics Commission, adopted by Cl., Feb. 23, 1921	XII : 92-93
Adopted	XII : 13
Report by Dr. Norman White approved by Cl., August 30, 1921	XIV : 1 : 23-24
Approved	XIV : 1 : 4
<i>See also :</i> Epidemics Commission.	
Relief : In Europe and Eastern Europe.	

rell, Sir William	E. S. I : 11
ur, Bairam	XV : 28

U

iste	XIII : 220
	XV : 21, 23
aine.	
ational Ukrainian Council	XII : 86
<i>See also :</i> Eastern Galicia : Petition from inhabitants against Polish oppression.	
air Competition	XIV : 2 : 147, 151
<i>See also :</i> Commerce,	
: Literary and Industrial Ryghts,	
Bureau for the Protection of.	
: Merchanzize Marks.	
on of International Associations XII : 28, 150, 151, 152	
emo. by Sec.-Gen. adopted by Cl., Sept. 2, 1921, on educational activities and co-ordination of intellectual work of	XIV : 1 : 48-54
Adopted	XIV : 1 : 10
<i>See also :</i> "Code des vœux".	
: Intellectual Work : Organisation of.	
nion internationale de Secours aux enfants".	XII : 117, 118, 119
	XIII : 60, 247, 282
	XIV : 1 : 64, 66

<i>See also :</i> Children: Protection and Welfare.	
: Relief : Of Children in countries affected by the War.	

versity, International	XII : 150-151
	XIV : 49, 52-53

per Silesia.	
Discussion	E. S. I : 2-3, 4-6
rbital tribunal	E. S. I : 18
oal	E. S. I : 12, 22
om. on Eastern Frontiers of Germany.	E. S. I : 12
om. of Experts	E. S. I : 14, 15
om. on Polish Affairs	E. S. I : 11-12
onvention to be concluded between Germany and Poland	E. S. I : 17, 18
ustoms regime	E. S. I : 21-22
Disputes between Germany and Poland.	
Settlement of	E. S. I : 18, 23
Domicile	E. S. I : 18, 24
Employers' and Workers' Federations.	E. S. I : 22

Upper Silesia (continued).

Expenses of League in connection with question of.	
Discussion and Resolution of Cl., Sept. 2, 1921	XIV : 2 : 81
Expropriation by Poland	E. S. I : 23
Frontier between Germany and Poland.	E. I : 7, 8, 9, 11, 12, 15, 16, 17, 18, 19, 22
Recommendation of Cl., Oct. 12, 1921.	E. S. I : 16
Frontier Delimitation Commission	E. S. I : 18
Historical summary of work of Peace Conference	E. S. I : 11-15
Submitted to Cl.	E. S. I : 2
"Industrial triangle"	E. S. I : 15
Inter-Allied Commission	E. S. I : 8, 9, 13, 14
Labour legislation	E. S. I : 17, 23
Letter dated Aug. 24, 1921, from M. Briand to Cl.	E. S. I : 11
Submitted to Cl.	E. S. I : 2
Letter dated Aug. 29, 1921, from Cl., to Supreme Council, accepting invitation of latter	E. S. I : 10
Adopted by Cl.	E. S. I : 2
Mining products	E. S. I : 9, 22
Minorities, protection of.	E. S. I : 17, 18, 24
Mixed Commission	E. S. I : 21, 23
Constitution	E. S. I : 17-18
Monetary system	E. S. I : 17, 21
Movement between zones	E. S. I : 17, 22
Nationality	E. S. I : 18, 24
Plebiscite	E. S. I : 8, 9, 12-14, 16, 17
Population: distribution of	E. S. I : 9, 12, 13, 15, 16
Postal services	E. S. I : 21
Procedure of Cl.	

See : Procedure of Council : Upper Silesia.

Railways	E. S. I : 15, 17, 20
Recommendation of Cl. to Supreme Council, Oct. 12, 1921	E. S. I : 16-24
Report by Viscount Ishii, adopted by Cl., Aug. 29, 1921, concerning request of Supreme Council to Cl. of League.	E. S. I : 7-10
Adopted	E. S. I : 2
Right to vote	E. S. I : 13-14
Rights, concessions, privileges acquired at date of partition.	
Recognition by Germany and Poland	E. S. I : 23
Social Insurance	E. S. I : 22
Transitional measures	E. S. I : 16, 17, 18, 20-23
Duration in plebiscite area assigned to Poland	E. S. I : 23
Modification and abolition	E. S. I : 23
Water and electric power	E. S. I : 17, 20-21

Ura Ljmais	XV : 32, 34
Urbig, M.	XII : 167, 169, 176-177

United States of America.

Correspondence concerning mandates.	
<i>See :</i> Mandates.	

V

Valbona River	XIII : 220
	XV : 23
Valona	XIII : 44, 214, 215
Vardar	XV : 29
Vargut (Vargat)	XIV : 2 : 189
	XV : 24
Vaughan-Williams, R.	XII : 167, 170, 177-178
Velghe, M.	XIII : 22
Veliki-Drin River	XV : 21, 23
Veniselos, E.	XIII : 216
Verner, Dr.	XII : 66
Villanueva, M.	XII : 6, 54
	XIII : 117

Vilna.	
<i>See :</i> Polish-Lithuanian Dispute concerning Vilna.	

Vinci, Prof.	XIV : 2 : 114
Viviani, René	XII : 4, 52, 205
	XIII : 217, 218, 229
	XIV : 1 : 39
	XIV : 2 : 80, 126, 127, 135

Vlachs.

See: Kutzo-Vlachs.

Vojnoselo.	XV : 32, 34
Voldemar, M.	XII : 98, 99
Volkman, Senator	XIV : 2 : 84
Vraka	XIII : 211
Vrkos (Voksa).	XV : 32, 34
Vrmica.	XV : 32, 34

W

Waddington, M.	XIV : 2 : 129
Wade, Colonel H.	XII : 89
Wallace, Hugh C.	XII : 12, 68, 69
Wallenberg, M.	XIII : 274

Washington Conference, 1921-1922 on Disarmament.	XIV : 2 : 126, 191, 192, 194
--	------------------------------

Waterways.

See: Danube Commission (Technical Commission for the Regime of Waterways in the Danube Basin).
: Danzig : Port and Waterways Board.

Watterson, P. G.	XIII : 83, 84
Waugh, R. D.	XII : 46, 47
	XIV : 1 : 48

Weights and Measures, International Bureau.	XIII : 249
	XIV : 1 : 51

White, Dr. Norman

XIII : 22, 23, 24, 179, 180, 182, 183, 184

Wied, Prince of.	XIV : 1 : 4, 23-24
	XIII : 214, 221
	XV : 28

Wilcza	E. S. I : 19
Wilder, Miss	XIII : 193
Wilhelmsthal.	E. S. I : 19
Wilson, President Woodrow	XII : 71, 112
	XIII : 216, 217
	XIV : 2 : 115

Wilson-Harris, M.	XIII : 22, 179, 185, 186
Winslow, Professor.	XIII : 249
Wireless Union, Universal	XIV : 1 : 66
Wolf, M. Lucien.	XIV : 1 : 66

Women and Children : Deportation in Turkey and Neighbouring Countries.

Discussion.	XII : 8-9
	XIV : 1 : 7
	XIV : 2 : 119

Commission of Enquiry.

Appointment and Composition.

Discussion.	XII : 8-9
---------------------	-----------

Report by Marquis Imperiali, adopted by Council : Feb. 22, 1921	XII : 62
---	----------

Adopted.	XII : 8
------------------	---------

Resolution of Council : Feb. 22, 1921	XII : 9
---	---------

Budget	XIII : 89, 108
------------------	----------------

Commissioner : appointment.

Discussion.	XIV : 2 : 119
---------------------	---------------

Report by M. da Cunha adopted by Cl., Oct. 2, 1921	XIV : 2 : 172
--	---------------

Adopted.	XIV : 2 : 119
------------------	---------------

Neutral House.	XIV : 1 : 33
	XIV : 2 : 172

Note by Sec.-Gen. submitting :—

(1) Report by Dr. Kennedy, Member of Commission of Enquiry.

(2) Letter from Miss Cushman, Member of Commission.

(3) Table showing members of Armenian children reclaimed from and members still retained in Turkish homes.

Submitted to Cl., Aug. 30, 1921

XIV : 1 : 30-34

XIV : 1 : 7

Report by M. da Cunha submitting Resolution adopted by Cl., Aug. 30, 1921

XIV : 1

Adopted. XIV :

Resolution of Cl., Aug. 30, 1921 XIV : 1 :

Women and Children : Traffic in.

Discussion. X

XIV : 2 :

International Conference, 1921.

Convocation.

Resolution of Cl., Feb. 22, 1921. XII

Adopted. X

President : appointment. XIII

Recommendations, and Final Act.

Report by Mr. Fisher, Sept. 12, 1921 XIV : 2 :

Discussed XIV : 2

Resolution of Cl., Sept. 12, 1921 XIV : 2

International Conventions.

1904 XII : 60

1910 XII : 60

XIV : 2

Memo. by Sec.-Gen., adopted by Cl.,

Feb. 22, 1921 XIII

Adopted. XI

Permanent Advisory Committee XIII :

XIV : 2 : 78

Report by Mr. Fisher, Sept. 12, 1921 XIV : 2

Resolution of Cl., Feb. 22, 1921. XII

Adopted. XII

Resolution of Cl., Sept. 12, 1921 XIV : 2

Women, International Council of. XIV : 1

Wood, General Leonard. XIII

World Congress of International Associations.

XIV : 1 : 50

World's Cotton Conference, 1921 XIV : 2 : 156

Wrangel, Gen. XV : 6

Wright, Mrs Hamilton XII : 6

Wroczynski, Dr. C. XIII : 179, 181-182, 183, 184

Wüstenhammer. E. S. I :

X

Xammar, E.	XIII :
--------------------	--------

Y

Yanagida, Kunion	XIII :
----------------------------	--------

Yap, Island of	XII : 71, 75
--------------------------	--------------

See also : Mandates : "C" Mandates.

Yen, Dr. Hawking	XII :
----------------------------	-------

Yougó-Slavia.	
-----------------------	--

See : Serb-Croat-Slovene State.

Yovanovitch, M.	
-------------------------	--

Representative of Serb-Croat-Slovene

State to Cl. XIII : 44-47, 48-49

XIV : 1 :

XV

Albania. XIII : 44, 220-2

XIV : 1 : 8, 19, 36

XV

Liquidation of property of Austrian sub-

jects in Serb-Croat-Slovene State. XIII :

Refugees : Russian XIV : 1 :

Z

Zabod	XV : 32
-----------------	---------

Zaborze.	E. S. I :
------------------	-----------

Zabrze	E. S. I :
------------------	-----------

Zahlé, Herluf.	XII :
------------------------	-------

Zawadski.	E. S. I :
-------------------	-----------

Zeligowski, General.	XII : 14, 15, 30, 31, 32
------------------------------	--------------------------

94, 96, 97, 99, 100, 1

XIII : 62, 63, 66, 67, 254, 259, 260, 269, 2

XIV : 2 : 35, 86, 95, 97, 105, 106, 107, 2

Zilliacus, K.	XII :
-----------------------	-------

Zwonowitz	E. S. I :
---------------------	-----------

LEAGUE OF NATIONS

Official Journal

2nd YEAR. Nos. 10-12.

DECEMBER 1921.

The attention of subscribers to the *Official Journal* is drawn to the important announcement printed on the inside of cover.

Price : 4 fr. 50 (Swiss money).

Société des Nations

Avis aux Abonnés du « Journal Officiel »

Une nouvelle série du « Journal Officiel » de la Société des Nations paraîtra à partir de janvier 1922. Outre les principaux documents officiels reçus ou expédiés par le Secrétariat de la Société, le Journal contiendra les procès-verbaux complets des sessions du Conseil, qui ne feront plus désormais l'objet d'une publication séparée. Son format sera de 21 centimètres sur 33 centimètres $\frac{1}{2}$.

Vu l'abondance croissante des matières, on a jugé nécessaire de remplacer l'édition en deux langues publiée jusqu'à présent par deux éditions séparées, l'une en anglais, l'autre en français.

Les abonnés sont priés d'indiquer à leur libraire l'édition qu'ils désirent recevoir à l'avenir.

A partir de 1922, le prix de l'abonnement annuel au « Journal Officiel » sera de 60 francs suisses ou de £ 3.

Les lecteurs dont l'abonnement expire au cours de l'année 1922 recevront le Journal aux conditions antérieures jusqu'à la fin de leur abonnement.

League of Nations

Notice to Subscribers to the "Official Journal"

A new series of the "Official Journal" of the League of Nations will commence in January, 1922. In addition to the principal official documents, received or despatched by the Secretariat of the League, it will contain the complete procès-verbaux of the Sessions of the Council, which will no longer be published separately. The size will be 21 centimetres \times 33 $\frac{1}{2}$ centimetres.

Instead of the usual bilingual text, it has been found necessary, owing to the rapidly increasing volume of matter, to print separate editions in English and French.

Subscribers are requested to inform their bookseller or agent which edition they desire in future.

From 1922 onwards the annual subscription to the "Official Journal" will be 60 fr. (Swiss money) or £3.

Readers whose subscriptions cover part of the year 1922 will be supplied with the Journal as usual until their subscriptions expire.

LISTE DES DÉPOSITAIRES des Publications de la Société des Nations

AUSTRALIE

Australasian Publishing Co., Ltd., 229, Clarence Street, Sydney.

BELGIQUE

Librairie de la Lecture Universelle, 86, rue de la Montagne, Bruxelles.

DANEMARK

V. Pios Boghandel-Povl Branner, 13, Nørregade, Copenhagen.

ESPAGNE

Editorial "Saturnino Calleja" S. A., Calle de Valencia, 28, Madrid.

ÉTATS-UNIS

World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, Boston, Mass.

FRANCE

Editions G. Crès & Cie, 21, rue Hautefeuille, Paris.

INDES ANGLAISES

Oxford University Press, Bombay, Madras et Calcutta.

ITALIE

Libreria Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, Rome.

JAPON

Maruzen Co., Ltd., 11-16 Nihonbashi Tori-Sanchome, Tokyo.

NORVÈGE

Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, Christiania.

PAYS-BAS

Martinus Nijhoff-Boekhandelaar-Uitgever Lange Voorhout, 9, La Haye.

ROYAUME-UNI, DOMINIONS ET COLONIES

Constable & Co. Ltd., 10 et 12, Orange Street, Londres, W. C. 2.

SUÈDE

C. E. Fritze-Kungl. Hofbokhandel, Fredsgatan, 2, Stockholm.

SUISSE

Editions Fred. Boissonnas, 4, Quai de la Poste, Genève.

Pour les autres pays, s'adresser :

Service des Publications de la Société des Nations
Genève (Suisse).

AUTHORISED AGENTS FOR Publications of the League of Nations

AUSTRALIA

Australasian Publishing Co., Ltd., 229, Clarence Street, Sydney.

BELGIUM

Librairie de la Lecture Universelle, 86, rue de la Montagne, Brussels.

DENMARK

V. Pios Boghandel-Povl Branner, 13, Nørregade, Copenhagen.

FRANCE

Editions G. Crès & Cie, 21, rue Hautefeuille, Paris.

INDIA

Oxford University Press, Bombay, Madras and Calcutta.

ITALY

Libreria Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, Rome.

JAPAN

Maruzen Co., Ltd., 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, Tokio.

NETHERLANDS

Martinus Nijhoff-Boekhandelaar-Uitgever Lange Voorhout, 9, The Hague.

NORWAY

Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, Christiania.

SPAIN

Editorial "Saturnino Calleja" S. A. Calle de Valencia, 28, Madrid.

SWEDEN

C. E. Fritze-Kungl. Hofbokhandel, Fredsgatan, 2, Stockholm.

SWITZERLAND

Editions Fred. Boissonnas, 4, Quai de la Poste, Geneva.

UNITED KINGDOM, DOMINIONS AND COLONIES

Constable & Co. Ltd., 10 and 12, Orange Street, London W. C. 2.

UNITED STATES

World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, Boston, Mass.

For other countries please address :

Publication Department of the League of Nations,
Geneva (Switzerland).

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Journal Officiel

II^e ANNÉE. N^{os} 10-12.

DÉCEMBRE 1921.

Nous attirons spécialement l'attention des abonnés du *Journal Officiel* sur l'avis qui figure à la page intérieure de la couverture.

Prix : 4 fr. 50 (argent suisse).

UNIVERSITY OF ILLINOIS-URBANA



3 0112 101714696